

MAYENNE
ET
LA BOURGOGNE
1587-1596

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DES PROVINCES FRANÇAISES PENDANT LA LIGUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR
HENRI DROUOT
agrégé de l'Université, professeur au Lycée de Dijon

TOME PREMIER

PARIS
AUGUSTE PICARD, ÉDITEUR
82, rue Bonaparte, 82
—
1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551607_0001

MAYENNE
ET
LA BOURGOGNE

MAYENNE
ET
LA BOURGOGNE
1587-1596

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DES PROVINCES FRANÇAISES PENDANT LA LIGUE

THESE POUR LE DOCTORAT ES LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

HENRI DROUOT
agrégé de l'Université, professeur au Lycée de Dijon

TOME PREMIER

PARIS
AUGUSTE PICARD, ÉDITEUR
82, rue Bonaparte, 82
—
1937

42408.



A MES MAITRES

HENRI HAUSER

JOSEPH CALMETTE

PLAN SOMMAIRE DE L'OUVRAGE

[TOME PREMIER]

Avant-Propos. — Documents et travaux utilisés.

INTRODUCTION. — CONDITIONS ET PROBLÈMES DE 1587

1. Le pays bourguignon. — 2. Le milieu social. — 3. Le gouvernement. — 4. L'« établissement » de Mayenne en Bourgogne. — 5. Éléments généraux de l'esprit public. — 6. Problèmes de 1587.

1^{re} Partie. — LE MAYENNISME (1588-1591)

- I. *Le mouvement guisard et parisien de 1588.*
- II. *La révolte de Mayenne.*
- III. *La révolte : les villes.*
- IV. *La révolte et les gentilshommes. La Bourgogne sans chef.*
- V. *Conflits sociaux et Sainte-Union. La mission de Nemours (avril-août 1589).*
- VI. *Après la mort du roi. Les « intérêts » contre la Réunion.*
- VII. *La lieutenance de Sennecey et l'exploitation de la Ligue (1589-1591).*

[TOME DEUXIÈME]

2^e Partie. — MAYENNE ENTRE LA MONARCHIE ET SON « PARTICULIER » (1591-1593).

- VIII. *Problèmes de 1591. L'équivoque mayenniste.*
- IX. *Autorité centrale et province. Etats provinciaux et Conseil de la Sainte-Union.*
- X. *Autorité centrale et province. Les hommes de Mayenne.*
- XI. *Les griefs communs. Peuple et bourgeoisies.*
- XII. *Les résistances et le désordre.*
- XIII. *A la veille des Etats. La Bourgogne française.*
- XIV. *A la veille des Etats. Le choix d'un roi.*

3^e Partie. — LA PERTE DE LA BOURGOGNE (1593-1596).

- XV. *La Bourgogne et les Etats de la Ligue.*
- XVI. *Après l'Abjuration. La guerre de Mayenne et l'intervention du peuple.*
- XVII. *Après l'Abjuration. Clercs, gentilshommes et officiers.*
- XVIII. *La déroute des « républiques ». Les redditions de 1594.*
- XIX. *Le repli de Mayenne sur la Bourgogne.*
- XX. *La guerre franco-espagnole en Bourgogne : Fontaine-Française.*
- XXI. *La capitulation de Mayenne.*

CONCLUSIONS.

Index tographique sommaire.

Index alphabétique.

Table des matières.

AVANT-PROPOS

Le présent travail représente, dans notre esprit, la première partie d'un ensemble de recherches concernant la Bourgogne à la fin du xvi^e siècle. Après cette première étude, nous espérons pouvoir en mener à bien au moins une autre, qui sera consacrée à l'évolution de la société bourguignonne sous Henri III et au début du règne d'Henri IV.

Il s'agit ici d'une exploration générale des faits importants et significatifs qui marquent l'histoire de notre province durant la grande crise de la Ligue. Si nous n'avons pas intitulé ce travail La Ligue en Bourgogne, c'est d'abord parce que ce titre pouvait paraître comporter une analyse détaillée des actions militaires que nous ne voulions pas entreprendre, et cette enquête poussée d'histoire sociale que, précisément, nous remettons à plus tard ; — mais c'est également parce que, dans l'histoire bourguignonne si abondante de la période 1587-1596, nous n'avons pas tardé à rencontrer le thème central autour duquel s'ordonnaient d'eux-mêmes les faits et les idées que nous voulions retenir : la Bourgogne fut, pendant la Ligue, le gouvernement et le domaine politique personnel de Mayenne ; — et ce trait essentiel, ce fait directeur, nous suggérerait un autre titre.

La Bourgogne n'apparaît guère dans la plupart des histoires générales de la Ligue, anciennes ou modernes¹, qu'à l'occasion de

1. Cependant J.-H. Mariéjol écrit : « la Bourgogne, ce fief de Mayenne » (*Histoire de France* d'E. Lavisse, VI/1, 390). — Dans ses *Sources de l'Histoire de France. xvi^e siècle*, IV, 63, M. H. Hauser signale explicitement la Bourgogne comme le « point d'appui de Mayenne » en 1589, puis comme le « réduit de la résistance mayenniste », et il attribue aux sources bourguignonnes « une importance toute spéciale » à cause du rôle particulier tenu par la Bourgogne tant comme province de Mayenne que comme pays-frontière.

deux épisodes : la marche de Mayenne de Lyon à Paris aux premiers jours de 1589, et la bataille de Fontaine-Française en 1595. A lire ces histoires, on ne peut vraiment soupçonner qu'entre ces deux dates la Bourgogne n'a cessé d'occuper la pensée du chef de la Ligue, ni que durant cinq ans une correspondance presque quotidienne relia Dijon aux camps du vaincu d'Ivry. Ces histoires, même les anciennes, même celles de P. Matthieu, de Palma Cayet et de De Thou, oublient ou dédaignent ce fait que le lieutenant-général révolutionnaire de l'Etat restait gouverneur de Bourgogne, — ce fait qu'en Mayenne, de janvier 1589 à la fin de 1594, l'ambition particulière d'un prince-gouverneur coexista avec les velléités monarchiques des Guises.

Mais les archives contrôlent les « histoires ». Ce dualisme a attiré notre attention. Un gouverneur factieux enfermé dans sa province en 1588 qui devient brusquement chef d'un Etat monarchique de tendance centralisatrice et conserve cependant sur son gouvernement ses visées personnelles ; — une province qui, déçue et opprimée par l'Etat, en fait grief ou doléance au chef de cet Etat qui n'est autre que son « protecteur » propre, — nous devons confesser que ces données exceptionnelles nous ont semblé corser l'intérêt du cas bourguignon parmi ceux qu'offrait l'histoire des provinces françaises à la fin du xvi^e siècle. Le titre Mayenne et la Bourgogne, que nous avons adopté, paraîtra peut-être un peu restreint pour embrasser l'ensemble de la matière que nous avons répartie entre nos vingt et un chapitres. Mais ce titre indique beaucoup plus l'orientation de notre sujet que sa délimitation. Il ne nous a pas semblé se refuser à une interprétation assez large ; et il avait du moins l'avantage d'appeler dès l'abord l'attention sur un élément significatif.

Loin de nous, du reste, le goût exagéré des situations exceptionnelles. La province la plus effacée est un beau sujet si elle a de belles archives et, quelle que fût en l'espèce l'originalité de la matière, il nous a plu qu'elle conservât, malgré cela, toute sa valeur générale et comparative. L'histoire de la Ligue dans les provinces, quel que soit le mérite de plusieurs livres déjà vieux de date, nous paraît être restée jusqu'ici encore à demi-inexplorée. A l'heure où ces lignes sont écrites, nous n'avons encore d'étude vraiment poussée sur aucun de ces « demi-rois » que la Sainte-Union fit surgir dans tant de gouvernements du royaume : Nemours en Lyonnais, Mercœur en Bretagne, Aumale en

*Picardie, Epéron en Provence*¹... Nous ignorons même, à peu près complètement, ce que furent ces grands organes révolutionnaires, ces « conseils de la Sainte-Union », émanations d'abord du parti ligueur, conseils de gouvernement ensuite, dont le rôle paraît cependant avoir été, en 1589, si suggestif et si important : sur eux les histoires de la Ligue, même les plus récentes, se taisent prudemment... Et notre connaissance de l'esprit des mairies, des « républiques », ou de l'attitude des Etats, des Parlements provinciaux exigerait elle-même bien des précisions... Or, notre sujet nous permettait d'apporter une contribution à l'étude de ces questions d'histoire provinciale — et générale — de la Ligue. Examiner, dans les espèces que définissent les noms de Mayenne et de la Bourgogne, les relations d'une province et d'un gouverneur, d'une province et du gouvernement central à l'époque de la grande crise monarchique ; — caractériser, du même coup, les réactions diverses qui se manifestèrent dans cette province en présence des ordonnances de ce gouvernement et des grands mouvements des partis ; — et pour cela considérer les divers éléments d'une société dans le plein des actions conquérantes ou défensives qui, à la faveur de la guerre civile, les opposent et les départagent : — il nous a paru que ce travail d'observation et de critique méritait d'être entrepris.

De l'énoncé de point de vue qu'on vient de lire, il résulte évidemment qu'on ne trouvera pas dans ce travail, malgré le nom de prince qui figure en son titre, une contribution biographique conçue comme telle. Heureux nous serons, — songeant au fait que Mayenne, jamais, n'a fait le sujet d'aucune étude spéciale —, si nous pouvons aider à la connaissance du personnage, de son évolution ou de ses flottements. Mais, de ce péril biographique qui menace si fort les spécialistes du xvi^e siècle et trouble si souvent parmi eux le sens des proportions et des perspectives, nous gardait, outre cette circonstance que Mayenne n'a pas fait écrire ses mémoires, — la présence en notre sujet d'un autre terme, exigeant et attirant. C'est des Bourguignons,

1. Un livre posthume de feu J.-H. Mariéjol sur le duc de Nemours, gouverneur du Lyonnais, doit paraître prochainement par les soins de M. A. Kleinclausz, doyen de la Faculté des Lettres de Lyon. — L'étude de L. Mouton sur Epéron contient plusieurs chapitres suggestifs.

nous l'avons déjà laissé entendre, bien plus encore que de Mayenne, que nous nous sommes préoccupé.

Dans le choix de nos limites chronologiques, il était aisé d'accorder à Mayenne ses droits. Si la date de 1587 est celle où apparaissent en Bourgogne les premiers linéaments palpables de cette Ligue nouvelle qui devait gouverner le royaume, — c'est celle aussi où le prince, alors âgé de 33 ans, revient en son gouvernement après un an d'absence, pour y faire un long et décisif séjour. Et si l'édit de Folembray de janvier 1596 consacrait la soumission de la Bourgogne et les bases de sa pacification, il était aussi, et même d'abord, le traité de la réconciliation de Mayenne. Mais, entre ces jalons chronologiques, ce sont surtout les Bourguignons qui se sont imposés à nous, et c'est parmi eux, plus encore qu'aux côtés du lieutenant de l'Etat, que nous avons établi notre poste d'observation. Dans ses apologies, ses fresques à personnages, ses scènes dramatiques — assassinats, batailles, conseils des Seize, — l'historiographie du xvi^e siècle a trop négligé ce domaine des études objectives et explicatives : les provinces. C'est cependant dans les provinces qu'étaient les vraies forces des princes ligueurs ; c'est dans le cadre provincial, avec les ressources des archives locales et suivant la méthode de l'enquête régionale qu'il est bon d'étudier les révolutions. L'essai que nous avons tenté s'inspire, autant que possible, de cette conception.

La vie locale intense que révèle l'examen le plus sommaire des archives bourguignonnes du xvi^e siècle eût suffi à justifier ces recherches régionales. Elle nous a amené, ajoutons-le, à nous détourner des études abstraites où n'interviennent pas largement les hommes. Derrière les « institutions », dont la combinaison et l'équilibre caractérisent l'organisme provincial, et à la base des « opinions » ou des aspirations diverses que l'on voit se développer ou se heurter dans le milieu, se rencontrent toujours les conditions économiques, sociales et spirituelles des Bourguignons — groupes ou individus — et les réactions réciproques de ces éléments premiers. Nous ne pouvions donc nous contenter, quelles que fussent les limites de notre dessein actuel, d'écrire l'une de ces études d'« histoire politique » qui ne font état que de correspondances princières ou de débats diplomatiques. Les faits dits sociaux ou spirituels se mêlaient d'une façon si intime aux faits dits « politiques » que nous ne pouvions songer à les distinguer

les uns des autres : il n'est aucun des épisodes ou des aspects examinés ici qui puisse se prêter à une dissociation aussi arbitraire et aussi vaine ; il n'en est guère qui n'oriente la recherche des explications vers l'analyse de la société locale. Nous avons même été tenté plus d'une fois de descendre sans plus attendre dans les infrastructures de cette société pour achever l'examen critique des causes... Nous n'avions nullement conçu le présent travail comme la préface d'une étude ultérieure sur les populations urbaines et rurales de nos bailliages et cependant nous devons reconnaître qu'il nous a suggéré de lui-même, et impérieusement, cette étude spéciale. Nous avons donc cru bon, en vue de préparer le futur travail, de planter le long de notre route le plus grand nombre possible de jalons indicateurs.

Problèmes souvent très généraux que ceux-là, nous devons le reconnaître. Aussi bien voudrions-nous avoir échappé au danger d'attribuer aux faits bourguignons, de quelque nature qu'ils fussent, une valeur exagérée. Malgré la rareté des études provinciales méthodiques concernant la même période, le rapprochement avec des faits bretons, champenois, picards nous a permis, au moins dans un certain nombre de cas, de mesurer l'importance ou l'originalité relatives de ces faits bourguignons et de ne pas prêter à des phénomènes généraux un imaginaire caractère local ou des causes fausement tirées du terroir. Le maniement des plaquettes parisiennes ou lyonnaises nous a évité, pensons-nous, quelques erreurs analogues en nous permettant de situer à leur modeste place, quant aux idées, la plupart des « discours » bourguignons, et en nous gardant de présenter leurs auteurs, même Etienne Bernard, ce dialecticien enflammé, comme des penseurs véritables.

Ne pas verser dans la biographie, ne pas isoler fausement le politique du social, et les faits bourguignons des faits étrangers qui les mesurent, — soins difficiles déjà. Il était devant nous d'autres difficultés encore. D'abord, l'extraordinaire foisonnement des noms et des petits faits. Le moyen-âge, n'offrant guère dans les provinces que les archives d'institutions, est propice aux études bien dégagées. Le xvi^e siècle finissant offre, lui, non seulement ses petites chroniques locales débordant de menus épisodes, mais de tous côtés des correspondances privées, des dossiers judiciaires, des informations ou des requêtes, tout cela surchargé de noms et de détails. Dans cette moisson,

nous nous sommes efforcé de choisir, évitant toutefois de dessécher, par une élimination trop brutale, des documents plein de sève. La vie touffue de nos villes vers 1589 et la floraison bigarrée des petites individualités devaient se retrouver dans nos pages un peu telles qu'elles furent. Nous pensons leur avoir fait un assez large accueil, sans avoir néanmoins sacrifié la clarté nécessaire. Si nous nous sommes permis d'être bref sur des faits d'un caractère général bien reconnu, au contraire nous n'avons pas été trop économe, à l'occasion, d'exemples et de noms bourguignons. Nous en avons — tout en en taisant le triple — cité des centaines. D'ailleurs, l'historien provincial, si soucieux qu'il soit de fournir sa matière à l'œuvre synthétique, a ses obligations particulières : nous voudrions que l'« érudit local » qui cherchera certains noms à notre index ne les y cherchât pas tous en vain. L'historien qui les y trouvera ne les cherchant pas voudra bien, nous l'espérons, nous rendre cette justice qu'ils viennent à peu près toujours à l'appui d'indications de suffisante portée.

Signalons d'autre part la pauvreté de la bibliographie provinciale. Si Mayenne n'a jamais fait le sujet d'aucun livre, on en peut dire presque autant de la Bourgogne du xvi^e siècle¹. Non seulement l'histoire de sa société est demeurée vierge, mais aucune étude méthodique n'a encore été consacrée, pour cette période, aux grandes institutions provinciales, ni au Parlement², ni aux Etats, ni à la Chambre des Comptes, ni au Bureau des Finances. Quant aux gouverneurs, pas un seul ouvrage, un seul article, une seule page sur eux dans toute la bibliothèque bourguignonne³. Il nous semble que cette pénurie remarquable d'instruments d'approche suffirait presque, à elle seule, à justifier les dimensions de notre Introduction.

On trouvera longue cette « introduction » si l'on se réfère à l'usage communément réservé à ce titre. Le terme était cependant le seul qui convînt pour définir l'ensemble des esquisses préliminaires que nous avons jugées nécessaires à l'intelligence du drame bourguignon de 1588-1596. D'une part, il était pour nous absolument indispensable

1. Mis à part certains chapitres de l'histoire de la Réforme et de la Ligue.

2. Comme institution. Un épisode important de l'histoire politique du Parlement a été étudié par M. L. Gros.

3. Les biographies elles-mêmes sont étrangement rares et pauvres. Aucune étude approfondie sur le président Jeannin. Sur Étienne Bernard, quasi rien.

de ne pas entrer dans notre sujet propre sans regarder d'abord la Bourgogne, les Bourguignons, leurs gouverneurs, leurs idées ; et cet examen, pour être utile, pouvait d'autant moins être réduit à un bref « coup d'œil » qu'il nous était impossible, en l'espèce, de renvoyer le lecteur à aucun ouvrage d'ensemble. Mais, d'autre part, il était honnête et prudent de ne pas paraître présenter une partie au moins de nos aperçus comme des études personnelles et approfondies. C'est pourquoi nous avons renoncé à placer notre « exposition » dans le corps même de l'œuvre sous le titre de « première partie ». Ce parti eût requis de systématiques recherches d'archives, que pour la moitié de nos notes préliminaires nous n'avons pas faites, laissant subsister dans les divisions intitulées Le Pays, Le Milieu social et Le Gouvernement une partie des lacunes et imprécisions que laissent subsister elles-mêmes les études fragmentaires et dispersées publiées jusqu'à ce jour.

L'ensemble même de notre travail présente un certain nombre de questions posées que nous laissons, pour l'heure, sans réponse, du moins parmi celles que nous n'avons pas rencontrées exactement dans l'axe de notre route. Si nous avons pu donner quelque idée des vicissitudes diverses traversées par les « institutions » bourguignonnes, nous avons conscience de n'avoir indiqué que partiellement ce que furent les effets exercés par la crise de 1588-1595 sur leur économie interne. Les hommes tenaient si activement la scène que ces « institutions », s'il faut prendre le mot, et ceux d'Etats, de Parlement, avec leur valeur juridique et abstraite, nous ont paru le plus souvent s'effacer derrière eux. Dans le cas particulier de l'institution gouverneur, on s'étonnera peut-être de notre prudence. Nous avons cependant nos raisons de ne pas entreprendre là non plus une enquête de détail. Quelle fut au juste, durant la crise ligueuse, l'évolution, en Bourgogne, de la charge de gouverneur ? A cette question, même en faisant recueil de mandements, lettres et ordonnances, pouvions-nous donner réponse qui vaille ? Ailleurs, une analyse fructueuse est sans doute possible. Mais dans le cas bourguignon, les commandements de Mayenne gouverneur se confondent, en fait, avec ceux de Mayenne chef d'Etat ; et nous avons douté que la dissociation des deux personnages pût être autre que fictive. L'état moral et intellectuel, l'opinion du peuple rural ont été encore de ces inconnues auxquelles

nous nous sommes heurté sans les éliminer totalement de notre champ. Bref, soit difficulté documentaire, soit longueur des recherches, nous avons dû en plusieurs cas nous en tenir à des hypothèses plutôt que d'affirmer sans certitude. Nous laissons derrière nous des points d'interrogation. Il nous reste l'espoir d'en abattre quelques-uns dans la suite de nos recherches.

La partie de ces recherches qui est ici publiée a été retardée par bien des traverses. Privilégié cependant le travailleur qui a trouvé, comme moi, pour l'inspirer, l'enseignement de M. Henri Hauser, pour le guider ses beaux travaux sur le xvi^e siècle¹ et pour le soutenir ses encouragements répétés. A lui et à M. Joseph Calmette, le maître qui m'initia aux études bourguignonnes, j'exprime ici ma profonde reconnaissance.

M. Georges Pagès, professeur d'histoire moderne à la Sorbonne, m'a accueilli et conseillé avec une bienveillance que je ne saurais oublier : qu'il en soit respectueusement remercié. Je remercie d'autre part M. J. Baillou, agrégé des Lettres, qui a exploré pour moi plusieurs recueils des Archives vaticanes ; MM. P. Michaud et Ch. Croix, à qui je dois la communication de dossiers seurois et châillonnais ; M^{lle} J. Vieliard, archiviste aux Archives Nationales, qui a bien voulu me prêter, comme hispanisante, son précieux secours. Les conservateurs des archives et bibliothèques bourguignonnes ont tous facilité mon travail, — particulièrement MM. C. Oursel et J. Laurent, les savants et obligeants directeurs de la Bibliothèque de Dijon, qui ont guidé plus d'une fois mes recherches dans leur riche dépôt ; feu F. Claudon, archiviste de la Côte-d'Or et de l'ancienne Bourgogne ; son excellent successeur M. L. Delessard, et son adjoint M. E. Nolin, dont le dévouement est tel que peu de recherches bourguignonnes sont entreprises sans qu'aussitôt il ne se dépense pour elles largement ; MM. H. Forestier et A. Morgand, archivistes de l'Yonne et de Saône-et-Loire. Je les prie de croire à toute ma sincère gratitude.

Je ressens aussi le besoin d'écrire ici les noms de ceux dont les

1. Il me faut dire en particulier combien m'ont été utiles ses volumes de la collection des *Sources de l'Histoire de France*. C'est en maniant ces instruments presque quotidiennement au cours de longues enquêtes qu'on apprécie à sa valeur leur richesse condensée et qu'on se rend compte, comme je l'ai fait, du temps et de la peine qu'ils épargnent aux travailleurs parce que ni le temps, ni la peine n'y ont été épargnés.

livres m'ont particulièrement aidé ou dont le patient crédit m'a plus d'une fois réconforté : feu Louis Stouff, M. l'abbé M. Chaume, M. Gaston Roupnel, M. le doyen G. Chabot, M. René Durand, M. B.-A. Pocquet du Haut-Jussé, M. Lucien Febvre, M. Édouard Dolléans, M. Fr. Dumont, M. G. Chevrier, M. A. Kleinclausz. J'ai songé bien des fois en écrivant certains de mes chapitres à mes collègues historiens du lycée de Dijon H. Carrez, R. Jardillier, M. Peyre et à ces autres Bourguignons fidèles que sont E. Augier, F. Boutron, Cl. Guyot, J. Matruchot et A. Voisin. C'est pour moi un strict devoir, mais aussi une joie de remercier ici MM. J. Bernigaud et E. Privat, maîtres-imprimeurs, qui ont exécuté ces deux volumes avec un soin, une diligence qui m'ont vivement touché. Un dernier nom enfin, le plus modeste, non le moins cher : celui d'un défunt, Étienne Ehinger, employé aux Archives de la ville de Dijon, qui s'intéressa aux premières et déjà lointaines recherches dont, il y a huit ans, l'idée de cette étude est née.

Dijon, le 28 octobre 1936.

P.-V. = *Procès-Verbaux des Etats de 1593*, p. p. Aug. Bernard (Coll. de Documents inédits sur l'Histoire de France).

Rech., I, Req. [ou II, Mat.] = *Recherches sur la Ligue en Bourgogne* (par DROUOT et GROS, 1914, in-8°). 1^{re} partie : *Requêtes bourguignonnes au duc de Mayenne* [ou 2^e partie : *Matériaux pour servir à l'histoire des Etats royalistes*].

réf. : références.

Reg. Parl. = Copie des registres de délibérations du Parlement de Dijon de la Bibliothèque de Dijon, fonds Saverot 1.

V. ou v. = Voir.

N.-B. — Nous nous dispensons, le plus souvent, dans nos références aux *Reg. Parl.*, d'indiquer la pagination. On se reportera, en effet, sans difficulté, aux dates des délibérations, toujours clairement indiquées dans lesdits registres.

— En ce qui concerne les références aux recueils périodiques, nous n'avons employé que des abréviations simples dont la liste qui suit fournira, pensons-nous, aisément la clé.

2. — Principales collections ou recueils périodiques cités.

Analecta divionensia (Documents inédits pour servir à l'histoire de France et particulièrement à celle de Bourgogne tirés des Archives et de la Bibliothèque de Dijon) [Dijon, 1864-1878, 10 in-8°].

Annales de Bourgogne [revue historique trimestrielle, Dijon].

Annales de l'Académie de Mâcon.

Annales d'histoire économique et sociale [Paris].

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes [Paris].

Bibliothèque de l'Ecole des Hautes-Etudes [Paris].

Bulletin de la Société archéologique et historique du Châtillonnais [Châtillon-sur-Seine].

Bulletin de la Société des Amis des Arts et des Sciences de Tournus.

Bulletin de la Société d'Etudes d'Avallon.

Bulletin de la Société d'histoire du Protestantisme français [Paris].

Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de Semur-en-Aussois.

Bulletin de la Société des Sciences du département de l'Yonne [Auxerre].

Collection de Documents inédits sur l'histoire de France [Paris, Ministère de l'Éducation nationale, autrefois de l'Instruction publique].

Comité des Travaux historiques. Bulletin historique et philologique [Paris, Ministère de l'Éducation nationale].

Documents d'histoire. Recueil trimestriel [Paris. Ne paraît plus depuis 1914].

Ecole nationale des Chartes. Positions des thèses soutenues par les élèves [Paris].

Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon.

Mémoires de la Commission des Antiquités du département de la Côte-d'Or [Dijon].

Mémoires de la Société bourguignonne de géographie et d'histoire [Dijon. Ne paraissent plus depuis 1914].

Mémoires de la Société d'archéologie et de littérature de Beaune.

Mémoires de la Société éduenne [Autun].

Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Chalon-sur-Saône.

Mémoires de la Société pour l'histoire du droit et des institutions des anciens pays bourguignons, comtois et romands [Dijon].

Revue bourguignonne publiée par l'Université de Dijon [anciennement : *de l'Enseignement supérieur*. Ne paraît plus depuis 1914].

Revue de Bourgogne [Dijon. Ne paraît plus depuis 1926].

Revue Henri IV [Paris. Ne paraît plus depuis 1911].

Revue historique [Paris].

Revue d'histoire de l'Eglise de France [Paris].

Revue d'histoire de Lyon [Ne paraît plus].

Revue d'histoire moderne [Paris].

Revue d'histoire moderne et contemporaine [Paris. Ne paraît plus].

Revue de Synthèse [autrefois : *de Synthèse historique*. Paris].

Travaux de l'Académie nationale de Reims.

3. — Observations sur les listes qui suivent.

I. — Pour ne pas allonger ces listes démesurément, nous n'y avons retenu, en principe, que ce qui a été cité au moins trois ou quatre fois. C'est ainsi que nous passons sous silence des Archives provinciales (Seine-Inférieure, Vienne, etc.) qui nous ont fourni cependant quelques termes de comparaison intéressants, et nombre de cotes des Archives bourguignonnes et parisiennes. — Inversement, nous indiquons dans nos listes plusieurs ouvrages que nous nous sommes dispensé de citer dans nos notes afin de les alléger. Il s'agit surtout d'ouvrages utiles pour la comparaison des faits bourguignons avec les faits des autres provinces. L'énoncé de leurs titres donné ci-après complète les références requises plus directement par notre texte et, pour cette raison, fournies dans l'annotation. — Pour les ouvrages cités occasionnellement, dont le signalement bibliographique n'est pas fourni ci-après, ce signalement est en principe donné dans la note même qui contient la référence, — à moins qu'il ne s'agisse d'un ouvrage très connu.

II. — Les instruments courants connus de tous les travailleurs, — catalogues, dictionnaires, etc., — ne sont pas cités ici. Ne sont pas retenus non plus trois ou quatre ouvrages d'une évidente insuffisance scientifique, et une dizaine de discours de rentrée de Cour d'appel et de Conférence des avocats (Doncieux, Mongis, Flamarion, Simonnet, etc.) qu'il importe de rayer aussi au plus tôt de la bibliographie bourguignonne.

III. — Des astérisques signalent les fonds, cotes ou ouvrages qui, à des titres divers, nous ont été les plus utiles.

IV. — Les dates données pour les cotes d'archives définissent, non pas le contenu de la cote, mais seulement les limites de nos emprunts.

V. — L'indication des noms d'éditeurs en ce qui concerne les livres, celle des tomes de revues ou bulletins en ce qui concerne les articles (à côté de l'indication de l'année), ne sont fournies que lorsque ces précisions nous ont paru nécessaires ou utiles pour faciliter les recherches ou écarter des chances d'erreur. Le nombre de pages a de même été indiqué lorsqu'il était utile pour renseigner sur l'importance matérielle du travail.

I. DOCUMENTS D'ARCHIVES

1° DOCUMENTS PUBLIÉS

(Ordre alphabétique des noms des auteurs : auteurs des documents ou auteurs modernes des recueils, suivant le cas. — Les noms d'auteurs de documents sont en caractères ordinaires ; les noms d'auteurs de recueils sont en petites capitales. — Quelques recueils sont signalés à la place alphabétique du titre couramment usité : *Mémoires de la Ligue*, etc.)

— RÉPERTOIRE : H. HAUSER, *Les sources de l'Histoire de France. xvi^e siècle*, t. III et IV. Paris, Picard, 1912 et 1915, in-8°. — On rappellera ici, une fois pour toutes, ce guide, vieilli, mais encore fort utile : J. NOUAILLAC, *Le règne de Henri IV (1589-1610). Sources, travaux et questions à traiter* (dans *Rev. d'hist. moderne et cont.*, IX, 1907-1908, 104-123 et 348-363).

Amyot. — *Lettres de l'évêque Jacques* —, p.p. Max. Quantin (dans *Bull. Soc. des sc. de l'Yonne*, 1888, 397-422).

An. de BARTHÉLEMY. — *Choix de documents inédits sur l'histoire de la Ligue en Bretagne*. Nantes, Soc. des Bibliophiles bretons, 1880, in-8°.

Belleforest. — *La Cosmographie universelle de tout le monde...*, auteur en partie Munster, mais beaucoup plus augmentée, ornée et enrichie par François de —, comingeois... Paris, Michel Sonnius, MDLXXV, 2 in-f°.

Et. Bernard. — *Lettres d' —, maire de Dijon, sur l'assemblée des Etats généraux de la Ligue en 1593*, p.p. J. Garnier (dans *Bibl. Ec. des Chartes*, 1860).

A. BERNARD. — *Procès-verbaux des Etats généraux de 1593*. Paris, 1842, in-4° (Coll. de *Documents inédits sur l'hist. de France*).

BONNARDOT. — *Registre des délibérations du Bureau de la ville de Paris*, IX, Paris, 1902, in-4° (Coll. des *Documents sur l'histoire générale de Paris*).

P^t BOUHIER. — *Les coutumes du duché de Bourgogne, avec les anciennes coutumes tant générales que locales de la même province et les observations de M. Bouhier, président au parlement de Bourgogne*. Dijon, 1742-1746, 2 in-f°.

H. CHEVREUL. — *Pièces sur la Ligue en Bourgogne*. Paris, J. Martin, 1882-1887, 2 « séries » formant 2 vol., et 5 fasc., pet. in-8°.

Ce recueil contient surtout des réimpressions de plaquettes parues pendant la Ligue (v. ci-ap., *Plaquettes*). Mais plusieurs documents d'archives (lettres de Biron, d'Henri IV ; une relation de l'affaire d'Auxonne ; etc.) y ont trouvé place.

**Corr.* — *Correspondance de la Mairie de Dijon extraite des archives de cette ville*, p.p. J. Garnier. Dijon, 1868-1870, 3 in-8° (Coll. des *Analecta Divionensia*).

C'est le t. II (1548-1595) et le début du t. III (n° 605-609) qui nous intéressent. Ce n'est qu'un choix, parfois assez arbitraire (v. p. ex. dans PÉTEL, *Les seigneurs de Ville-sur-Arce*, 204-211, six lettres (1589) de Chastenay-Saint-Vincent, gouverneur de Chalon, négligées par Garnier : ce sont précisément les plus intéressantes de ce personnage). Mais Garnier

a une excuse : la surabondance des pièces datant de la Ligue. Tel qu'il est, son choix nous donne encore pour la période 1587-1596 275 lettres [il y a des numéros répétés] (dont 120 pour 1589, 36 pour 1590, 29 pour 1591, 9 pour 1592, 38 pour 1593, 19 pour 1594, 11 pour 1595 : proportion que le contenu des liasses des Archives de Dijon ne justifie qu'à demi). Mais il faut le compléter par le dépouillement des pièces inédites (v. ci-ap. DIJON, *Arch. comm.*, s^{te} B). Il faut aussi se défier soigneusement des dates fournies par Garnier (erreurs fréquentes), diminuer de 4 tous les chiffres de cotes donnés comme références en tête des pièces (ex. : B 462 = B 458), rétablir dans les textes les alinéas, généralement supprimés, et enfin corriger de nombreuses fautes de lecture ou coquilles. Malgré cela, ce recueil nous a beaucoup servi.

- *J. de CROZE. — *Les Guises, les Valois et Philippe II*. Paris, Amyot, 1866, 2 in-8° [Appendices].

Ces Appendices contiennent 129 pièces dont les dates s'échelonnent entre 1561 et le 6 sept. 1593 (publication parfois fautive quant au classement et aux dates). Près d'une centaine de lettres ou rapports sont tirés du fonds de Simancas des A.N., notamment de la correspondance des ambassadeurs espagnols. Cf. ci-ap., *Documents manuscrits* : Arch. Nationales.

- A. DESJARDINS. — *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane. Documents recueillis par Giuseppe Canestrini*. Paris, 1859-1865, 3 in-4° (Coll. de *Docum. inédits sur l'hist. de France*).
- Dinteville. — *Correspondance inédite de M. de —, lieutenant-général au gouvernement de Champagne (1579-1586)*, p.p. E. de Barthélemy, Arcis-sur-Aube, 1889, in-8.
- ID. — *Documents inédits sur la Ligue en Champagne. Lettres de M. de — (1589-1597)*, p.p. E. de Barthélemy (dans *Rev. de Champagne et de Brie*, du t. XI au t. XXI, par fragments de quelques pages).
- H. DROUOT. — *Un paquet de lettres des députés bourguignons aux Etats généraux de 1593* (dans *Mém. Ac. de Dijon*, 1927-1931, 105-114).
- ID. — *Lettres sur les événements de Bourgogne à la veille et au lendemain de Fontaine-Française* (*ibid.*, III, 1931, 261-267).
- ID. — *Un baptême royaliste à Semur pendant la Ligue* (*ibid.*, IV, 1932, 68-70).
- ID. — *Dijon à l'automne de 1589 d'après un rapport d'espion* (dans *Mém. Ac. de Dijon*, 1932, 3-9).
- ID. — *Enquête sur un paysan suspect d'hérésie* (*ibid.*, 9-13).
- ID. — *Interrogatoire d'un porteur de lettres (1591)* (*ibid.*, 14-17).
- H. DROUOT et L. GROS. — *Recherches sur la Ligue en Bourgogne* (dans *Rev. bourg. p.p. l'Un. de Dijon*, XXIV, 1914, in-8°, 239 p.).
I. *Requêtes bourguignonnes au duc de Mayenne*. — II. *Matériaux pour servir à l'histoire des Etats royalistes de Bourgogne pendant la Ligue*
- J. DU MONT. — *Corps universel diplomatique du droit des gens contenant un recueil des traités...*, Amsterdam et La Haye, 1726-1731, 8 in-fol.
- H.-J. FRÉROT. — *Documents historiques concernant la ville de Châtillon-sur-Seine et l'ancien bailliage de la Montagne* (dans *Bull. Soc. arch. et hist. du Châtillonnais*, 1891-1902, 1^{re} série, 715 et s. ; 2^e série, 77 et s., 233 et s., 415 et s.).
- Granvelle. — *Correspondance du cardinal de —*, p.p. E. Poulet et Ch. Piot. Bruxelles, 1877-1888, 10 in-4° (Coll. des *Chroniques belges*).

Du Haillan. — *Lettres de l'historien Bernard* — [p.p. Gérard du Haillan] (dans *Bull. Soc. de l'Hist. de France*, 1859-1860, 360-366, 372-384).

*Henri IV. — *Recueil des lettres missives de —*, p.p. Berger de Xivrey, Paris, 1843-1858, 7 in-4°, avec un supplément p.p. J. Guadet, Paris, 1872-1876, 2 in-4° (Coll. de *Docum. inédits sur l'hist. de France*).

Nous ne reviendrons pas, nous centième, sur les insuffisances de tous genres — mauvaises lectures, erreurs de date, et surtout lacunes — de ce recueil, aujourd'hui complété par de nombreuses publications plus ou moins importantes.

ID. — *Lettres inédites* [de —] *au duc et à la duchesse de Nevers*. 1589-1595, p.p. Baguenault de Puchesse (dans *Annuaire-Bulletin Soc. de l'Hist. de France*, 1900, 193-211).

ID. — *Lettres inédites* [de —] *au chancelier de Bellièvre du 8 janvier 1581 au 23 septembre 1601*, p.p. E. Halphen. Paris, Aubry, 1872, in-8°, iv-335 p.

ID. — *Cinq lettres de — sur la fin de la Ligue en Bourgogne*, p.p. H. Drouot (dans *Mém. Ac. de Dijon*, 1924, 257-268).

H. HÉRELLE. — *La Réforme et la Ligue en Champagne. Documents*. Paris, Champion, 1888-1892, 2 in-8°.

Jeannin. — *Lettres inédites du président —*, p.p. Noël Garnier (dans *Mém. Soc. bourg. de géogr. et d'hist.*, 1889, 21-91).

ID. — *Contribution à l'histoire du président —* [Documents], p.p. N. Garnier (*ibid.*, 1892, 125-170).

ID. — *Lettre en chifre de Monsieur le Président Janin adressante à Monsieur le conseiller Fiot l'aîné* (dans *Mém. de la Ligue*, IV, 204-205).

J. LOUTCHITZKY. — *Documents inédits pour servir à l'histoire de la Réforme et de la Ligue*, Paris et Kiew, 1875, in-8°.

Mairie de Dijon. — V. *Corr.*

*Mayenne. — *Correspondance du duc de — du 11 nov. 1590 au 1^{er} juin 1591*, publié sur le manuscrit de la bibliothèque de Reims par E. Henry et Ch. Loriquet (dans *Travaux Académie de Reims*, 1860-1864, XXIX, 119-444 ; XXXIII, 25-206 ; XXXV, 1-216).

ID. — *Une lettre de — sur des affaires de frontière (1578)* (dans *Annales de Bourgogne*, III, 1931, 168-172).

ID. — *Dépêches du duc de — (1595)* p.p. H. Drouot (*ibid.*, IV, 1932, 251-261).

ID. — *Requêtes bourguignonnes au duc de —*. — V. DROUOT et GROS.

[MAYER]. — *Des Etats généraux et autres assemblées nationales*. La Haye, 1789, petit in-8° (recueil de documents) [t. XIV et XV].

Catherine de Médicis. — *Lettres de —*, p.p. H. de La Ferrière [t. I-V] et Baguenault de Puchesse [t. VI-X]. Paris, 1880-1909, 10 in-4° (Coll. de *Documents inédits sur l'hist. de France*).

**Mémoires de la Ligue, contenant les événements les plus remarquables depuis 1576 jusqu'à la paix accordée entre le roi de France et le roi d'Espagne en 1598*, p.p. Gouget, Amsterdam, 1758-1763, 6 in-4°.

Sur ce précieux recueil : HAUSER, *Sources*, III, n° 1566.

Mercœur. — *Correspondance du duc de — et des ligueurs bretons avec l'Espagne...* p.p. G. de Carné. Vannes et Rennes, 1899, 2 in-4°.

Monumens (Les) précieux et interessans pour l'histoire de Bourgogne sous le règne d'Henri IV. Paris, 1772, in-12 [B.N., Lk 2/364].

Avertissement de 5 p. sur l'utilité qu'il y a, en 1772, à consulter les anciens registres du Parlement de Dijon. Puis suite d'extraits de ces registres (le premier du 31 déc. 1588, le dernier du 23 juill. 1594). Nombreuses fautes dans l'orthographe des noms propres. Cité ici pour mémoire.

Nagu-Varennés. — *Correspondance échangée entre M. de — et les échevins de Lyon*, analysée p. E. Charvériat, Lyon, 1903, in-16.

Négociations avec la Toscane. — V. DESJARDINS.

Nevers. — *Les Mémoires de Monsieur le duc de — ...*, p.p. de Gomberville. Paris, 1665, 2 in-fol.

Sur cette compilation suspecte, mais non entièrement négligeable pour nous, v. HAUSER, *Sources*, III, n° 1567.

Orbandale (L' Illustre). — V. ci-ap., *Journaux...*, v° BERTHAULT.

D'Ossat. — *Lettres de l'illustrissime et révérendissime cardinal —, évesque de Bayeux, au roy Henry le Grand et à Monsieur de Villeroy...*, Paris, 1624, in-f°.

PÉRICAUD. — *Notes et documents pour servir à l'histoire de Lyon*. Lyon, 1833-1846, 2 in-8°.

Edm. QUANTIN. — *Marchefz des réparations du chastel de Beaune (1587-1590)*. Beaune, Denis, 1888, in-8°.

Recueil des édits, déclarations, lettres patentes, arrêts du Conseil, ordonnances... concernant l'administration des Etats de Bourgogne. Dijon, Defay, 1784-1787, grand in-8° ; t. I et II.

Saulx-Tavanes. — *Correspondance des — au xvi^e siècle*, p.p. L. Pingaud (dans *Mém. Académie de Dijon*, 1877, V-XIV et 1-359).

Assez abondante pour Gaspard de Tavanes. Fort maigre pour Guillaume et Jean, malgré les ressources de la B.N., fonds français.

2° DOCUMENTS MANUSCRITS

A. — Dépôts de Bourgogne et de quelques villes voisines.

ARNAY-LE-DUC (Côte-d'Or). — ARCHIVES COMMUNALES.

Cas d'une petite ville semi-rurale. Archives bien exploitées, et citées par LA VIOTTE, *Annales d'Arnay-le-Duc*, s. l., 1837, in-8°. Nous avons utilisé quelques cotes en nous référant à cet ouvrage.

AUTUN. — ARCHIVES COMMUNALES.

Ces archives ont été réduites, en ce qui concerne notre période, par le sieur d'Artigole, qui les brûla en partie en 1591. V., à ce sujet, ABORD, *Hist. de la Réforme et de la Ligue dans la ville d'Autun*, II, p. 508, n. 1 ; cf. I, p. ix, n. 1. Les registres de délibérations sont à Autun, le reste des archives autunoises au dépôt départemental, à Mâcon.

BB 4-6. Registres de délibérations du Conseil de ville. 1580-1597.

Procès-verbaux chronologiquement assez espacés, souvent peu explicites, parfois fort peu lisibles (p. ex. lorsque c'est le secrétaire Jean Rabiot qui tient la plume). 4 = 1580-1588 ; 5 : 1589-1591 ; 6 : 1591-1597. Nous nous sommes borné à contrôler et compléter les références et citations données par Abord dans son livre spécial, et détaillé, mais, malheureusement, entaché d'erreurs.

AUXERRE. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'YONNE.

Inv. des séries A-F par M. QUANTIN, Auxerre, 1868, in-4° ; G, par le même, 1873, in-4°.

La série B, où on eût pu espérer rencontrer des délibérations de bailliage, est très pauvre pour le xvi^e siècle, et pour la partie bourguignonne du département de l'Yonne.

B 268. Bailliage d'Avallon. Cahier d'insinuations. 1594-1596.

La s^{ie} C n'offre que des pièces d'impositions de la recette d'Avallon : C 130-172.

E 526, 528. Avallon et Montréal. Actes et pièces diverses concernant l'administration urbaine (liasses). 1585-1596.

Fonds de l'évêché d'Auxerre.

G 1623. Correspondance. 1585-1595.

G 1624, 1626, 1627. Mandements. Procès-verbaux d'abjurations ; etc. (liasses). 1587-1596.

G 1725. Remontrances du clergé du diocèse au roi ou aux États (liasse). 1588-1593.

G 1726. Rôles des taxes. Mandements. Informations (liasse). 1592-1595.

G 1744-1752. Décimes. Aliénations des biens ecclésiastiques (registre et liasses). 1586-1596.

G 1854. Délibérations et recueil de pièces (registre). 1588-1594.

AUXERRE. — ARCHIVES COMMUNALES.

Inv. manuscrit (xviii^e s.). Inv. moderne commencé par M. Ch. PORÉE, mais imprimé seulement jusqu'à la feuille 5. — Les archives d'Auxerre — fait d'autant plus regrettable pour nous que l'histoire de la Ligue à Auxerre revêt un caractère nettement original en Bourgogne — sont mutilées dans leur série essentielle : les délibérations de l'hôtel de ville font défaut entre 1586 et 1594, les volumes « ligueurs » de leur collection ayant disparu peu après le retour de la ville au roi (CHALLE, II, p. 44, n. 2). L'abbé Lebeuf a réuni dans ses *Mémoires historiques sur la ville d'Auxerre* une documentation apte à combler dans une certaine mesure cette lacune grave. — D'autre part, les comptes et la correspondance de la ville font en grande partie défaut aujourd'hui (mais, bien que l'inventaire du xviii^e siècle révèle déjà leur absence, Lebeuf a pu les utiliser, du moins en partie). Nous avons consulté :

AA 23. Correspondance. 1587-1590.

Registres de délibérations n° 5 : année 1586 ; 6 : année 1594.

Ils contiennent surtout des décisions administratives, des discussions au sujet des impositions, etc. Peu de délibérations politiques. Il est vrai que ces registres sont l'un antérieur, le second postérieur à la période de la révolte auxerroise.

AUXERRE. — BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE.

Collection de Bastard.

Comprend des copies de documents sur l'histoire du comté d'Auxerre, conservés principalement à la Nationale. Utile comme répertoire. Pour notre période :

Tomes I-II, XVI-XVII. Histoire de l'Auxerrois au xvi^e siècle ; — XX. Documents 1587-1596 ; — XXVI, XXIX-XXX. Histoire d'Avallon et de Noyers, principalement au xvi^e siècle ; — XLVII-XLVIII. Notes biographiques ; — LIV. Catalogue de lettres de la coll. de Béthune.

AUXONNE. — ARCHIVES COMMUNALES.

Classées par J. Garnier en 1895. Très mutilées.

AVALLON. — ARCHIVES COMMUNALES.

Inv. L. PROT, Avallon, 1882, in-4^o.

AA 3. Actes de la capitulation de 1594 (liasse).

AA 39. Élections aux États généraux (liasse), 1590.

BB 1 - BB 2. Registres des échevins. 1580-1585 et 1587-1595.

BB 3. Affaires échevinales diverses (registres). 1594-1595.

BB 25. Création d'un maire (liasse). 1590.

CC 34. Lettres autorisant des taxes (liasse). 1590-1593.

CC 190-203. Comptes municipaux. Fortifications. Messages et missions (registre). 1585-1596.

EE 1, 4-6, 17, 18, 56. Fortifications, travaux, artillerie, munitions, etc. 1586-1596.

EE 58. Lettres de Mayenne, Guise, Nemours. Trêves. 1588-1595.

EE 62, 64. Affaires de guerre. Lettres des autorités de Dijon. Etc. 1588-1595.

BAR-SUR-SEINE. — ARCHIVES COMMUNALES.

Inv. par d'ARBOIS DE JUBAINVILLE, Bar-sur-Seine, 1864, in-4^o. —

Archives très appauvries. Quelques pièces antérieures à 1600, seulement.

AA 1. Lettres des rois. 1594-1595.

BEAUNE. — ARCHIVES COMMUNALES.

Classées sous Louis-Philippe ; très mutilées d'ailleurs par l'incendie des papiers récents de ville le 5 fév. 1595 dans la maison du s^r Chevignard (sur ce fait : GANDELLOT, *Hist. de Beaune*, 142). Pas d'inv. imprimé. Répertoire manuscrit de 1845 (BEAUNE, et C.-d'Or, n^o 57).

Registres des délibérations de la Chambre de ville. 1585-1597.

4 registres numérotés de 16 (1584-1585) à 19 (1597-1598). Manquent 1585-1586, 1586-1587, 1587-1588, 1588-1589, 1590-1591, 1591-1592, 1592-1593, 1593-1594, 1594-1595, c'est-à-dire tous les registres de notre période, sauf celui qui correspond aux délibérations tenues du 24 juin 1589 au 23 juin 1590, et celui qui fut commencé le 23 juin 1595. Donc, entre autres, le registre de la révolte ligueuse (janv. 1589) et celui de la prise de Beaune (fév.-mars 1595) font défaut. Les riches délibérations du chapitre N.-D. de Beaune permettent heureusement de combler partiellement cette lacune (v. ci-ap., DIJON, Arch. de la C.-d'Or, G 2508-2510).

Cultes. Prédications. N^o 36 (liasse). 1590-1596.

Étapes et garnisons. N^{os} 23-26 (liasses). 1591-1593.

Fortifications. N^{os} 101 et s. 1585 et s.

BESANÇON. — BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE.

Catalogue général des manuscrits des Bibliothèques publ. de France. Départements, t. 32, 33/1, 33/2.

Collection Granvelle.

Nous avons exploré, dans la collection dite Granvelle (en réalité formée, pour partie, de documents postérieurs à la mort du cardinal, 1586, et par conséquent non retenus par Pouillet et Piot) les pièces assez nombreuses, originaux ou copies, qui concernent les relations bourguignonnes de la Comté (lettres du s^r de Vergy notamment). Voici les volumes qui nous ont été utiles :

- 39. Correspondance du Parlement de Dole, 1578-1596 ; — de François de Vergy, 1594, et de divers, 1592.
- 42. Lettres du capitaine La Fortune, 1597.
- 63-65. Lettres de Mayenne, 1594, et de divers.
- 87 et 89. Correspondance des Vergy. 1585-1590, et de divers (Montrevel, 1590) ; — Lettres de Mayenne. 1585.

Collection Chifflet.

De cette riche collection nous avons feuilleté notamment les vol. suivants :

- 28. Affaires de Seurre. 1595-1598.
- 33. Guerres de 1595. Violations de la neutralité. 1595.

BESANÇON. ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU DOUBS.

L'ouvrage de L. FEBVRE sur *Philippe II et la Franche-Comté* nous a fourni les indications générales que nous aurions pu chercher dans ce dépôt. Il nous a signalé l'intérêt de plusieurs fonds, dont nous citons quelques cotes, notamment celui du Parlement de Dole.

BOURG-EN-BRESSE. — ARCHIVES COMMUNALES.

Nous n'y avons cherché que les échos de quelques événements bourguignons. Dans AA 14 : indications sur la réaction provoquée en Savoie par les défaites de Mayenne en 1595 (Lettres du duc de Savoie, 1595). Dans BB, sous diverses cotes : mesures diverses de la municipalité (pestes, informations, etc.), 1589-1596. Dans HH, renseignements d'ordre économique (HH 3, 1590 ; etc.).

CHALON-SUR-SAONE¹. — ARCHIVES COMMUNALES.

Inv. par F.-M. GUSTAVE MILLOT. Chalon, 1880, in-4°. — Archives en partie détruites dès 1595, par la garnison napolitaine, dans les tours « sur la porte des Carmes » (C.-D'OR, B 11605), puis largement pillées en particulier au milieu du xvii^e siècle et au milieu du xix^e. D'où de graves lacunes dont les plus importantes à notre point de vue sont celles qui concernent la correspondance.

AA 7. Privilèges des foires.

BB 9, 10, 11. Échevinage. Délibérations. Registres des années 1585-1586, 1591-1594, 1594-1597.

Donc, lacune importante : 1587-1590. Les procès-verbaux conservés sont assez sommaires (une centaine de feuillets par année) et souvent muets sur des événements locaux importants. Nous avons suppléé au registre

1. Nous n'avons pas utilisé les papiers de la famille de Thésut, conservés dans les archives de la Société d'histoire et d'archéologie de Chalon.

perdu à l'aide des analyses sommaires que donne Perry (*Hist. de Chalon*, 1659) des délibérations jugées par lui intéressantes.

CC 2, 19, 92, 171-172. Impositions de guerre. Octrois. Comptes. Emprunts. 1587-1596.

EE 1-2, 7. Garde. Fortifications. Faits militaires. 1587-1596.

FF 1, 8, 56, 90. Police. Capitaines-gouverneurs. Affaires de garde. 1587-1596.

HH 13. Règlements économiques. 1586-1595.

CHATILLON-SUR-SEINE. — ARCHIVES COMMUNALES.

Pas d'inventaire imprimé.

Carton Ligue, « cahiers » n^{os} 7, 8 (lettres de Mayenne, Tavanès, Thenissey, etc.) ; 12 (trêve et capitulation de 1595) ; 16, 17, 19 (actes de guerres ; gouvernement de Thenissey). 1588-1596.

Liasse 124-125. Pièces diverses.

CHATILLON-SUR-SEINE. — BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE.

Manuscrit Bourceret (copie Baudoin). 1^{er} dossier. Cahiers A1, A2, A3. Notes et extraits de documents sur Châtillon.

A1 : Châtillon de 1561 à 1650 ; — A2 : les institutions châtillonnaises ; — A3 : extraits des délibérations de la Chambre de ville et des registres paroissiaux.

CHAUMONT. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA HAUTE-MARNE.

Recueil Émile Jolibois : notes, extraits et documents originaux concernant l'histoire régionale. 15 volumes.

Autrefois déposé à la Bibliothèque de Chaumont. Utilisé les t. VI et VIII.

CHAUMONT. — ARCHIVES COMMUNALES.

C II/2. Correspondance de la mairie de Chaumont (lettres du lieutenant-général Fervagues, du vicomte de Tavanès, de la mairie de Dijon). 1589-1590.

C III. Correspondance de la mairie de Chaumont (lettres de la mairie de Dijon). 1592.

C IV. Correspondance de la mairie de Chaumont (lettres des États de Bourgogne, du prince de Mayenne, de la mairie de Dijon). 1593.

DIJON. — ARCHIVES DE LA COTE-D'OR ET DE L'ANCIENNE BOURGOGNE.

1. *Fonds des États provinciaux.*

Inv. J. GARNIER, Dijon, 1886, 1890, 2 in-4°. — Fonds généralement beaucoup plus complet que celui du Parlement, bien que la correspondance soit réduite à des débris.

C 2972, 2979. Titres et privilèges (registre). 1587-1596.

C 2990. Convocations (liasse). 1590-1593.

*C 3016. Transcription des décrets (registres). 1587-1593.

C 3029. Pièces émanant de la Chambre de l'Église. 1589-1591.

*C 3069-3073. Registres des sessions des États et de délibérations de la Chambre des élus. 1584-1596.

Y compris le registre C 3070 contenant les sessions et délibérations des États et élus navarristes siégeant à Semur (1590-1595). Riches et utiles

documents : ceux où s'exprime le mieux l'ensemble de la vie économique et morale de la province. — Sous la cote C 3244, figure un résumé des délibérations de 1593-1599.

*C 3351. Correspondance (recueil d'originaux). 1586-1596.

Une quarantaine de pièces pour notre période. Une vingtaine d'utiles.

C 3368-3369. États triennaux des recettes et dépenses des élus. 1587-1596.

C 3470-3472. États généraux (frais payés par les États provinciaux). 1588-1596.

C 3477, 3478, 3480. Dépenses pour les gouverneurs. 1587-1595.

C 3587-3591. Ban et arrière-ban. 1587-1595.

C 3633-3635. Garnisons et frais de guerre. 1581-1595.

C 3654-3661. Dépenses d'artillerie (campagnes de 1590-1592) (registres). 1590-1592.

C 4744, 4768-4770, 4825. Procès-verbaux de visites de feux. 1588-1597.

C 4962. États et comptes des « restes » (registre). 1588-1596.

C 5380, 5382. Sommes imposées pour les réductions (liasses). 1588-1597.

C 5432. Garnisons (registre). 1586-1590.

Pour les États particuliers :

C 7477. États du comté d'Auxerre (registre). 1585.

C 7482. Privilèges du comté d'Auxonne (liasse).

C 7485, 7488, 7489. États d'Auxonne. Assemblées et délibérations des sessions (minutes). 1586-1596.

C 7496. Délibérations des États et des élus du comté d'Auxonne. (registre). 1587-1596.

C 7537. États du Mâconnais. Dépenses pour les garnisons (registre). 1589-1595.

2. *Fonds du Bureau des Finances.*

Inv. J. GARNIER, Dijon, 1883, in-4°.

C 2071. Personnel et organisation (liasse). 1587-1596.

C 2082-2088. Enregistrement (registres). 1587-1596.

Quelques indications non fournies ni par le Parlement ni par la Chambre des Comptes.

C 2162-2164. Procès-verbaux de chevauchées (registres). 1587-1596.

C 2714. Confiscations. Séquestres (liasse). 1586-1595.

3. *Fonds du Parlement de Dijon.*

Inventorié partiellement (B 12068-12269) par J. GARNIER, Dijon, 1894, in-4°. La plus grande partie est classée sous des cotes B II, utilisables grâce à un registre « placier » de Garnier. Ce fonds devrait être l'une des bases documentaires de notre étude. Mais il est fort mutilé en ce qui concerne le xvi^e siècle. Peu d'arrêts ; à peu près plus de correspondance ; pas de délibérations originales. Les enregistrements sont seuls au complet pour notre période. Rien d'analogue donc, à ce qu'a laissé le Parlement de Dole. — Pas de délibérations (des chambres assemblées) : sur ce point, v. ci-ap., Bibl. de Dijon, fonds Saverot. Il reste des tables analytiques des principales matières contenues dans les registres perdus (B 12070-12071), et :

B 12069/4. Délibérations concernant la Chambre des Pauvres de Dijon (registre). 1585-1595.

B 12072. Correspondance. 1582-1590.

Débris. Deux pièces à retenir.

B II 27/1. Grand'Chambre. Arrêts-minutes (liasse). 1585-1596.

La liasse va de 1574 à 1597 : c'est la première d'une série se prolongeant au xvii^e s., non encore inventoriée et munie seulement, comme on le voit, de cotes provisoires.

B II 29/1 à 8. Tournelle. « Procès-verbaux ». Enquêtes, etc. (liasses). 1547-1599.

B II 46/2. Tournelle. Arrêts définitifs criminels (liasse). 1586-1593.

La liasse précédente (1546-1586) est aussi à parcourir. Documents moins intéressants qu'on ne l'espérait. Beaucoup de cas d'usure, de « larcins nocturnes », et de « baptures ». Et textes secs.

B II 48/1 à 5. Chambre des Requêtes. Carnots d'audience (5 registres). 1586-1599.

Mais une lacune de 1588 à 1595.

B 12084-12089. Enregistrements. 1586-1596.

Enregistrements dont une table ancienne existe à la B. DIJON, Ancien fonds 456.

4. Fonds des bailliages.

Pas d'inv. ; — simple registre « placier » de J. Garnier. Les archives des bailliages de la région qui a formé le département de la Côte-d'Or ont à peu près totalement disparu en ce qui concerne le xvi^e s. Mais notons que des pièces originales assez nombreuses provenant du bailliage de Dijon (correspondance, expéditions, etc.) ont été conservées dans une collection dijonnaise, la collection Févret de Fontette (auj. B.N., Moreau 804, 808, etc.) Il reste à Dijon (cotes provisoires) :

B II 102/1 à 4 et 124/1 à 11. Bailliage de Dijon. Insinuations des donations et contrats (registres).

B II 186. Bailliage de Châtillon.

B II 228. Bailliage d'Arnay-le-Duc.

5. Fonds des juridictions communales.

Les Archives de la Côte-d'Or détiennent les « papiers de justice » de la ville de Dijon. Fonds non inventorié, mais considérable par sa masse, et par le détail des informations et « interrogats », très suggestif pour l'histoire populaire. Sur ce fonds : F. CLAUDON, *Les Archives de la C.-d'Or*, dans *Dijon et la Côte-d'Or en 1911*, Dijon, 1911, 3 in-8°, II, 422. Sur son intérêt : H. DROUOT, *Mém. Académie de Dijon*, 1932, 9 et suiv. — Nous avons dépouillé :

*B II 360/52-54. Dossiers judiciaires de la mairie de Dijon. 1587-1596.

6. Fonds de la Chambre des Comptes.

Inventaire de C. ROSSIGNOL et J. GARNIER, 1863-1878, 5 in-4°.

B 2, 5, 8, 85. Organisation, conflits.

*B 24 (pour 1573-1576), 25 (1577-1579), 26 (1579-1582), 27 (1583-1586), 28 (1586-1589), 29 (1589-1596), 30 (1596-1598). Registres d'enregistrement.

Source fondamentale : actes du gouvernement central ; provisions ; dons ; etc.

B 421-424. Domaine royal (registres). — B 501, 1258, 1304, 1352, 1375, 1381. Domaine royal, liasses de pièces par châteltenie.

Nombreuses pièces sur les aliénations du domaine et les acquéreurs.

A voir pour l'histoire sociale. Nous n'avons fait que consulter les cotes citées (et quelques autres, voisines).

B 1885-1886. Comptes des tailles et taillons. — B 2558-2559 ; 2662-2674 ; 2857-2858 ; 2949-2951 ; 3017 ; 3305 ; 3804-3805 ; 4147-4155 ; 4309-4311 ; 4583-4587 ; 5185-5192 ; 5694-5696 ; 6363-6366 ; 6520. Comptes des receveurs de bailliages et châteltenies.

Nous avons recueilli là d'assez nombreuses indications de détail.

B 10683-10698. Reprises de fiefs (liasses). 1587-1597.

B 11390. Péages, resves, traite foraine (liasse). 1587-1596.

B 11911. Traité de Folembay (l'un des originaux). 1596.

B 11942. Correspondance de la Chambre des Comptes.

Recueil de 321 lettres. 10 seulement pour la période 1586-1597.

*B 11994-12030. Inventaires des archives de la Chambre des Comptes, par J.-B. Peincedé.

30 vol. d'inventaires et 6 de tables. — Sur ce précieux instrument (fin du XVIII^e s.), v. F. CLAUDON, *Répertoire critique des anciens inventaires des Archives de la Côte-d'Or*, Dijon, 1934, in-8°, 54-56 et 90-114.

7. Fonds ecclésiastiques.

Inventaire J. GARNIER et J. GAUTHIER, Dijon, 1903-1905, 2 in-4° (jusqu'à G 2126) ; F. CLAUDON, Dijon, 1926-1933, 2 in-4° (jusqu'à G 2599). Pour le reste de la série G, inv. ms. par Garnier. Pour H, un registre « placier » seulement. Nous n'avons pas procédé à un dépouillement systématique de ces fonds surabondants aussi bien à la série G (séculiers) qu'à la série H (réguliers), mais à des sondages limités. Nos emprunts ont porté en partie sur des liasses et registres nombreux et dispersés que nous n'indiquons pas ici (par ex. dans le fonds de l'abbaye Saint-Etienne de Dijon).

G 42, 42/4, 42/5, 43, 52. Clergé de Dijon. Contributions (liasse), délibérations (registre), compte (cahier et registres). 1587-1596.

G 1163, 1516-1517. Chapitre de la Sainte-Chapelle de Dijon. Constitutions de rente (liasse et registres). 1584-1596.

G 1529. Comptes de la Sainte-Chapelle. 1589-1596.

G 2079. Chapitre de la Chapelle-aux-Riches. Registres capitulaires. 1586-1596.

G 2132. Chapitre de Saint-Jean-Baptiste de Dijon. Délibérations (registre). 1585-1596.

G 2479. Chapitre de N.-D. de Beaune. Actes des rois (liasse). 1594-1596.

*G 2508-2510. Chapitre de N.-D. de Beaune. Registres de délibérations. 1585-1596.

Série de registres de lecture difficile, mais fructueuse, rare d'ailleurs de son espèce en Bourgogne. L'inventaire très poussé et soigné de F. Claudon en permet depuis 1926 l'utilisation commode.

DIJON. — ARCHIVES COMMUNALES.

Inventaire L. de GOUVENAIN, Dijon, 1867, in-4° (A et B) ; — *id.*, 1883 (C-H) ; — *id.* et Ph. VALLÉE, 1892 (I-L) ; — Ph. VALLÉE, 1900 (M et suppl. à A et B) ; — Ch. OURSEL, 1910 (B, registres paroissiaux). —

Incomparable série de registres de délibérations de la Chambre de ville, où toute affaire locale, on peut presque dire bourguignonne, a laissé des traces, où tous les Dijonnais sont nommés (listes électorales, listes d'hôteliers, de maîtres des métiers, de suspects, etc.) et souvent définis au point de vue politique. Alors que les archives départementales ne contiennent guère que des pièces officielles, des procès-verbaux souvent incolores, les archives dijonnaises abondent en pièces où se peignent la vie politique et l'opinion : requêtes, affaires de police et surtout correspondances (lettres saisies sur des suspects). On ne s'étonnera pas de trouver ces fonds cités ici proportionnellement plus que les fonds départementaux, nous ne disons pas, bien entendu, plus que la B.N., dont les correspondances nous ont rendu précisément les mêmes services. — Ni le classement, ni le système de cotes ne sont, aux Archives de Dijon, conformes à la règle générale suivie pour les dépôts municipaux.

1. *Série A* (Actes politiques).

1 et 1 bis. États généraux. 1588-1593.

2. États provinciaux et assemblées des villes. 1587-1595.

6-7. Relations avec les cours souveraines.

12-13. Pièces politiques diverses. Copies. 1588-1593.

2. *Série B* (Privilèges. Délibérations. Administration. Correspondance).

3. Confirmation des privilèges. 1595.

8. Registre des serments (de la Sainte-Union, 1588, et à Henri IV, 1595).

*9, 9 bis, 9 ter. Pièces politiques variées. 1587-1596.

Grosses liasses d'originaux et copies : — 9 : serments ; bref de Sixte-Quint aux Dijonnais ; affaire Fervagues (nomb. pièces, 1589) ; trêves ; procès de la conseillère Fyot puiné (1592) ; affaire La Verne (1594) ; capitulation (1595) ; etc. — 9 bis : enquêtes, suppliques ; requêtes de la ville à Mayenne ; compte de 35 feuillets des saisies et vente des biens des émigrés (oct. 1589 - mai 1590) ; etc. — 9 ter : liasse portant la mention « Inutile » sauvée par M. Ch. Oursel en 1912, et contenant des procès-verbaux de saisies, des requêtes des mayennistes demandant usufruit des biens saisis et les réponses des commissaires, etc., donc précieuse.

11-18. Maires. Pouvoirs. Élections.

29-30, 42-46, 49-49 bis. Personnel de l'administration communale.

73-75. Députations en cour ou au gouverneur.

95-97. Mesures et solennités à l'occasion des événements politiques. 1589-1595.

114-117. Registres concernant la retrayance et les gardes.

174 bis - 180 bis. Minutes (registres) de délibérations.

*224-233. Registres de délibérations de 1586 à 1596.

Un registre de plus de 300 folios par année municipale, du 24 juin au 24 juin.

*450, 452, 453, 455-459, 481. Correspondance de la ville (recueils foliotés). 1586-1596.

La plupart des pièces importantes de ces 9 recueils (contenant 1.500 documents environ) ont été publiés par J. Garnier (v. ci-dessus : *Documents publiés*, Corr.). Cependant : — 1° des numéros précieux lui ont échappé ; — 2° parmi la masse des inédits, un grand nombre de billets en apparence négligeables nous ont éclairé sur les opinions de person-

nages secondaires dont les idées importaient tout autant à notre sujet que celles des premiers rôles. A ce point de vue le B 458 où se trouve la correspondance du lieutenant-général Fervaques saisie après son arrestation (avril 1589), nous a été d'un grand secours. Il s'agit presque exclusivement d'originaux, et le plus souvent d'autographes.

3. *Série C* (Justice).

2. Confirmation de la justice municipale par Mayenne.

8-9. Conflits avec le bailliage.

33-35. Lieutenants de maire. Greffiers.

48-51. Exécutions. 1587-1596.

4. *Série D* (Affaires religieuses).

9, 11, 13, 19, 29. Processions. Prédications. Prières. Culte. Confréries. 1587-1596.

35. Projet d'un évêché de Dijon.

51, 54. Carmes, cordeliers, jacobins, minimes. 1589-1594.

5. *Série E* (Assistance).

50, 51, 57-58. Pestes (liasses et registres). 1584-1596.

6. *Série F* (Instruction).

11, 15. Jésuites (de la fondation à l'exil). 1582-1595.

7. *Série H* (Affaires militaires).

1-4. Capitaines des murailles. 1587-1596.

5-6, 9, 16, 17, 51. Milices. Délivrations des officiers (H 9) (registres). Rôles. Compagnies spéciales. 1587-1595.

53, 56, 71-73. Gardes. 1587-1595.

116-125, 139, 147, 185, 189-198. Artillerie. Mesures défensives. 1586-1596.

211-217. Compagnies de protection et garnisons. 1589-1596.

263. Dépenses et impositions militaires. 1589-1592.

8. *Série L et M* (Impositions et comptes).

L 73. Lettres de noblesse. Exemptions. 1589-1595.

L 170. Dettes de la ville. 1599.

L 476. Taxes de guerre. 1589 1595.

L 692-693. Requêtes fiscales. 1586-1596

M 16-19, 32, 111-115, 117-129, 348, 464-466. Comptes. 1574-1596.

DIJON. — BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE.

Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France (Départements), t. V, Dijon, par MOLINIER, OMONT, BOUGENOT et GUIGNARD, Paris, 1889, in-8°. — *Catalogue des fonds particuliers de la Bibliothèque publique de Dijon*, Dijon, 1902, in-8°.

1. *Ancien fonds.*

207-208. Registres de délibérations de la Chambre des Pauvres de Dijon.

227. « Recueil d'arrêts et règlement du Parlement de Dijon concernant l'élection des maires, échevins... »

437 ter. « Mémoire concernant la généralité de Dijon... » composé par l'intendant Ferrand.

Autres copies partielles ou complètes de ce mémoire descriptif à la même bibliothèque, Fonds Baudot 120, 133, etc., et dans plusieurs autres dépôts. La date ordinairement donnée est 1698.

442. V. ci-ap. *Travaux* : v^o MAILLY.

444. « Pièces sur la Ligue ou mémoires contenant plusieurs choses arrivées en Bourgogne pendant la Ligue de 1585 à 1598 ».

Copie des registres de délibérations du Parl. de Dijon, 1588-1593 ; — copie partielle du *Journal* de Breunot ; — Journal de ce qui s'est passé à la réduction de la ville de Dijon. V. ci-ap., *Journaux* : v^o Journal.

449. Recueil de pièces diverses (copies partielles du Journal de Breunot).

454. Journal de Breunot (1595-1602), orig. autographe. V. ci-ap., *Journaux* : v^o Breunot.

456. Table des Édits, déclarations du roi, lettres d'offices enregistrés au Parlement de Dijon (1476-1771). Tome II, ms. du XVIII^e siècle.

2. Fonds Baudot.

La plus grande et la meilleure partie de la collection de P.-L. Baudot, mort en 1816. Beaucoup de copies. Quelques originaux, dont quelques-uns manquant aux archives publiques.

46. Registre (original) de délibérations du Conseil de la ville de Seurre (1563-1592).

66. Enregistrements de la Chambre des Comptes de Dijon.

139. Recueil contenant notamment (p. 291-313) un « Journal » de la réduction de Dijon (1595). V. ci-ap., *Journaux*.

214. V. *Travaux* : v^o COURTÉPÉE.

3. Fonds Saverot.

*1. Copie des registres de délibérations du Parlement de Dijon, t. III, 1587-1596.

Sur cette copie en 4 volumes in fol. (XVIII^e s.), v. GROS, *Le Parlement et la Ligue en Bourgogne*, 3-5. C'est la meilleure. Elle ne dénature pas les noms propres comme l'Ancien fonds 444, et ne néglige pas comme elle des délibérations dont le journal de Breunot signale l'importance. Elle est supérieure aussi au manuscrit 109 de la Bibl. d'Auxerre, au B.N., Moreau 857, etc. Mais cette copie Saverot, outre de très probables omissions de détail, contient une grave lacune. Le registre original numéroté 19 suivant l'ordre qu'elle indique elle-même n'y est pas représenté, et cela nous prive des délibérations de la période août 1594 - 20 juin 1595. Or, cette lacune n'est comblée par aucune des autres copies que nous avons eues entre les mains. L'Ancien fonds 444 s'arrête dès le 22 nov. 1593. Le Fonds Moreau 857 s'arrête au 23 juillet 1594, l'Auxerre 109 au 22 août 1594 et ces deux copies (la 1^{re} : f^o 97-132 ; la 2^e p. 115 et s.) signalant la perte du registre 19 y suppléent l'une et l'autre en reproduisant des extraits du *Journal* du conseiller Breunot. Ajoutons que les très mauvais recueils de Varenne de 1763 (qui suit le ms. 444) et les *Monuments précieux* de 1772 (sur ces imprimés, v. ci-dessus, *Documents publiés*) finissent de leur côté au 23 juill. 1594. Sans nous arrêter aux indices que ces coïncidences diverses peuvent fournir sur les filiations, notons que M. Gros, comme les deux copistes mentionnés plus haut, a recouru à Breunot pour la période correspondant au contenu de l'original 19,

perdu sans doute dès le xvii^e siècle. Nous y recourrons aussi. Les compilations du fonds Saverot n° 3 (voy. ci-ap.), dont M. Gros s'est aussi servi, et des recueils d'arrêts ou de délibérations établis par des officiers du Parlement, probablement avant la perte du registre 19, comme celui du greffier Griguette (ci-après, Juigné, 24, 36, 37 ; cf. aussi Juigné 21 et 23 ; Ancien fonds 459, 461 ; B.N., fr. 22302-22307) ; etc, visaient surtout à collectionner des précédents en vue de fixer les traditions de la cour et nous ont fourni très peu d'éléments utilisables.

De leur côté, les registres du Parlement dissident de Flavigny-Semur présentent dans la copie Saverot (et dans les autres copies plus ou moins indirectes qu'on en possède) deux lacunes : avril 1589-12 nov. 1591 et oct. 1594 - 17 juin 1595 (v. Gros, 3). Mais cette fois le déficit nous touche beaucoup moins et M. Gros, d'ailleurs, nous fournit ici son secours.

3. Extraits des registres du Parlement de Dijon. 1515-1693. 6 volumes in-f° copie de 1767. Recueil d'arrêts.

T. II : 1577-1589 ; III : 1589-1595.

4. Fonds de Juigné.

3. Journal du Palais pendant la Ligue. Extraits des registres du Parlement. xviii^e siècle.

Imprimé s.l. n.d. sous le titre : *Registre du Parlement de Dijon de tout ce qui s'est passé pendant la Ligue*, in-12.

6. Extrait des journaux de la Chambre des Comptes de Dijon par M. Philippe de Chanrenault, conseiller m^e ordinaire en ladite Chambre. Registres xvii^e et xviii^e siècles.

Signalons pour mémoire, d'autres « extraits » des mêmes « journaux », écriture du xviii^e s., dans le même fonds, n° 28.

19. V. ci-ap., *Travaux* : v° PALLIOT.
20. Titres généalogiques. 41 volumes.
27. Registres journaux de la Chambre des Comptes de Dijon. 4 volumes in-f°, écriture du xviii^e siècle.

Consulté : le registre 1 (1579-1587). Le registre suivant ne commence qu'à 1602.

44. Recueil de pièces sur divers sujets. 11 vol. in-f°.

T. V : Discours de Saulx-Tavanes.

GIVRY (Saône-et-Loire). — ARCHIVES COMMUNALES.

Inventaire L. LEX. Mâcon, 1891, in-4°. — Nous attendions quelques indications sur la vie politique dans un bourg rural. Nous avons été à peu près déçu. Deux cotes utilisées : CC 143 et GG 70.

LANGRES. — ARCHIVES COMMUNALES.

Ces archives importantes ont été complètement incendiées en 1892. On en a gardé l'inventaire où nous avons relevé quelques cotes.

LYON. — ARCHIVES COMMUNALES.

Inventaire séries AA, BB, CC, par S. ROLLE, Lyon, 1865-1875. 2 in-4° — Les nombreux recueils documentaires concernant l'histoire de Lyon au xvi^e siècle nous ont dispensé de faire de longues recherches dans ce dépôt sur les relations politiques et économiques qui ne cessèrent de se manifester entre Lyon et la Bourgogne au xvi^e siècle. Nous avons cependant consulté :

AA 42, 70, 78, 103, 140. Corresp. de la ville de Lyon. 1587-1596.

BB 120-123. Consulat. Délibérations.

MACON. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE SAONE-ET-LOIRE.

Inventaire série A et B par L. MICHON, Mâcon, 1878, in-4° ; — série C par C. RAGUT, L. MICHON, L. LEX, Mâcon, 1924, in-4° ; — série G, par L. MICHON, A. BENET, L. LEX et A. MORGAND, Mâcon, 1933, in-4° ; — série H, par L. MICHON, A. BENET et E. LEX, Mâcon, 1894, in-4°.

Pauvre en documents antérieurs au xvii^e siècle pour les bailliages de Bourbon-Lancy, Chalon, Charolles. Très riche au contraire en ce qui concerne le bailliage de Mâcon.

Fonds des bailliages.

B 540. Audiences du bailliage royal de Charolles (registre). 1595.

B 892-914. Audiences du bailliage de Mâcon. 1587-1595.

Nous n'avons fait que reconnaître cette belle série, que nous citons cependant d'après les inventaires imprimés. A exploiter par l'historien de la société.

B 1336. Insinuations du bailliage de Mâcon (registre). 1588-1596.

Le plus important registre d'une série qui abonde en pièces utiles pour l'histoire sociale.

Etats du Mâconnais.

C 467-470. Délibérations (registres). 1587-1596.

Fonds ecclésiastiques.

Nous n'avons ramassé dans ces fonds que des notes dispersées. Faute de registres de délibérations, le chapitre cathédral d'Autun ne nous a pas fourni la documentation que nous aurions pu espérer. — A la série H, rien d'utile dans les quelques cotes du fonds de Cluny et bien peu dans celui de l'abbaye de Tournus.

G 462. P. Saulnier, évêque d'Autun. 1588-1589.

H 71. Abbaye de Maizières (liasse). 1586-1596.

H 97. Abbaye du Miroir (liasse). 1591-1595.

H 193. Abbaye de Tournus (liasse). 1590-1595.

MACON. — ARCHIVES COMMUNALES.

Inventaire L. MICHON, Mâcon, 1878, in-4°. — Dépôt bien classé, assez complet.

AA 1. Privilèges. 1594.

*AA 5, 6, 7, 8. Correspondance. Lettres des rois, des gouverneurs et lieutenants-généraux, des princes, des gouverneurs de Mâcon, officiers du bailliage, etc. 1586-1596.

Séries importantes. Dans AA 6 : 62 lettres de Charny (1573-1595) dont 59 origin. ; — dans AA 7 : 47 lettres de Mayenne, 3 de Nemours.

AA 10. États de la Ligue. Remontrances. 1586-1593.

*BB 53-63. Échevinage. Délibérations (registres). 1588-1595.

Procès-verbaux relevés par le secrétaire François Vallier, assez détaillés.

Volumes annuels de 100 à 350 folios. BB 53 correspond à l'année 1588.

BB 54 est un double des registres de 1587 et 1588. Surtout utiles : BB 55 : 1589 ; BB 62 : 1594.

CC 15-18, 44, 89-97. Impositions et comptes. 1587-1596.

EE 11, 23, 27, 49-54. Fortifications. Gouverneur. Garnisons. Faits de guerre et politiques. 1587-1596.

GG 124. Protestants. 1586-1595.

GG 200, 251-252, 253. Hôpitaux. Pestes. Mendiants. 1584-1589.

MONTBARD (Côte-d'Or). — ARCHIVES COMMUNALES.

Registre de délibérations du Conseil de ville. 1584-1596.

NUITS-SAINT-GEORGES (Côte-d'Or). — ARCHIVES COMMUNALES.

Inventaire manuscrit des liasses et rép. des registres par H. VIENNE, 1844 (C.-d'Or).

Registre des délibérations du Conseil de ville. 1549-1607.

Conseil de ville. Délibérations (registre). 1587-1595.

M 2. Titres. Exemptions de tailles. Traités de capitulation (carton). 1585-1595.

S 1. Pièces relatives aux exemptions d'impôts (carton). 1591.

SAULIEU (Côte-d'Or). — ARCHIVES COMMUNALES.

Inventaire sommaire manuscrit par L. de GOUVENAIN, 1879 (C.-d'Or).

AA 4. États provinciaux (liasse). 1594.

CC 8, 9, 11. Taxes. Comptes (liasses). 1588-1595.

SEMUR-EN-AUXOIS. — ARCHIVES COMMUNALES.

Délibérations de la Chambre de ville. Registre n° 4. 1588-1595.

Ce registre, qui va de 1585 à 1597, a été partiellement publié par MONNOT, *La Ligue à Semur*, dans *Bull. Soc. des sciences de Semur*, 1878.

SEURRE (Côte-d'Or). — ARCHIVES COMMUNALES.

Délibérations du Conseil de ville. Registre n° 8. 1595 et s.

Le registre de 1563-1594, que détenait le collectionneur Baudot, est aujourd'hui au fonds de ce nom à la Bibliothèque de Dijon, n° 46.

TOURNUS (Saône-et-Loire). — ARCHIVES COMMUNALES.

Inventaire A. BÉNET et L. LEX, Mâcon, 1896, in-8°. — Les archives antérieures au xvii^e siècle ont à peu près disparu. Pas de délibérations antérieures à 1576. Nous avons glané quelques faits dans quelques registres ou liasses, notamment : — GG 1, registre paroissial de Saint-André, fin du xvi^e siècle ; — CC 2 et HH 1, liasses concernant les privilèges de la ville.

TROYES. — BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE.

Manuscrit 1070. V. ci-ap., *Journaux, Relations...*, v° Discours.

B. — Dépôts de Paris.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

Par le nombre des cotes consultées et citées, la Bibliothèque nationale est nettement en tête des dépôts qui nous ont été utiles. Notre sujet était de ceux qu'éclairaient des correspondances et les « papiers » personnels, plus riches en indications sur les opinions ou les desseins politiques que les papiers d'institutions conservés dans les Archives, nationales, départementales ou communales. Mais une partie des recueils explorés ne sont cités dans notre travail qu'une ou deux fois et par conséquent ne sont pas, en principe, relevés dans la liste qui suit. Quelques autres, au contraire, nous ont été d'un secours inestimable. Nous avons puisé abondamment dans deux masses documentaires principales :

— 1^o dans cette grande collection de lettres formée du fonds de Bé-

thune et d'autres qui, entre les cotes 3180 et 4720 environ, contiennent de longues séries de recueils remplis de pièces de la fin du xvi^e siècle, dont plusieurs liasses de lettres de Mayenne. C'est là, à partir de la cote 3414, que nous avons rencontré mêlées avec les manuscrits de Mesmes, les collections du duc de Nevers, cet océan de 1.500 cotes où abondent, certes, les petits documents, mais documents dont le rapprochement est souvent suggestif. Documentation dont l'exubérance même (où Gomberville et ses *Mém. de Nevers* n'introduisent pas la clarté) suffirait presque à expliquer que le duc de Nevers n'ait pas eu encore d'historien français. Mais nous n'avions pas, nous, à embrasser toute cette matière et nous ne demandions au duc que les billets et lettres de ses agents, amis et informateurs du secteur bourguignon.

— 2^e dans les Papiers Bellière (surtout dans la partie des recueils 15890-15912, constitués par la correspondance de Bellière, qui correspondait à nos limites chronologiques). Nous y avons rencontré les lettres des gouverneurs et lieutenants de Bourgogne au secrétaire d'État de 1588, les lettres d'Henri IV au commissaire de Lyon en 1594-1595, et les lettres de ce commissaire concernant l'action engagée en Bourgogne contre Mayenne.

L'ancien fonds Saint-Germain nous a donné aussi des documents précieux, notamment le 17281-17282 dont nous signalons ci-après l'intérêt. — Les Nouvelles acquisitions sont assez riches en petites pièces d'intérêt bourguignon. — Les Cinq Cents Colbert nous ont fourni un autre contingent de lettres parmi lesquelles un certain nombre de Mayenne. — La collection Moreau présente un intérêt bourguignon particulier du fait que les précieux portefeuilles de Févret de Fontette y ont été incorporés. A côté de copies de pièces de procédure et d'extraits de registres du Parlement de Dijon, ces portefeuilles contiennent un choix abondant (en originaux) de lettres des rois, des gouverneurs concernant l'administration bourguignonne, particulièrement des pièces ayant appartenu au bailliage de Dijon, parmi de nombreuses autres qui devraient être aujourd'hui aux Archives de la Côte-d'Or, mais se sont égarées aux xvii^e et xviii^e siècles dans les cabinets des collectionneurs.

1. *Fonds français.*

2751, 2984. Lettres de divers, notamment Sennecey. 1594.

3361, 3379, *3380, 3396. L. au roi ou au secrétaire d'État Brulart de Mayenne, Charny et divers. 1585-1588.

3379 : lettre de Charny, 1587. — 3380 : 30 lettres de Mayenne, 1587 (la Bourgogne et les Reîtres, le meurtre de Sacremore, etc.). Originaux et copies. C'est le plus beau groupement bourguignon de lettres de Mayenne que nous ayons rencontré.

3408. L. de Sennecey et de Charny au roi et au secrétaire d'État. 1588.

3414-3423. Correspondance du duc de Nevers (Cypierre, Guill. de Tavanès, Pluvault, Fremyot, Amyot, etc.). 1589-1593.

3556, 3575, 3576, 3578, 3587. L. de Biron écrites surtout de Dijon. 1595 et s.

3614-3633, 3646, 3648. L. à Nevers des Bourguignons ou sur les Bourguignons, d'Aumont, d'Harlay de Sancy et de divers. 1589-1594.

Lettres capturées ou leur analyse. — Intéressantes séries de Renée de Marconnay, baronne de Fervaques, des navarristes de Semur, etc.

3964. Notes de Thésut sur les États de Blois. 1588.

3977-3978. L. du légat Caetano et de divers à Nevers. 1589-1590.

3982-3993. Correspondance de Nevers. L. des Bourguignons et de divers. Copies de mémoires. L. saisies. 1592-1595.

Nouvelle série Nevers, particulièrement riche en dépêches concernant les opérations de 1593, notamment en Auxerrois. Parmi les lettres capturées, un paquet provenant des députés de Dijon aux États ligueurs (3984). Bonne série de lettres de Villeroy (1595).

4003. L. de Nevers au roi. 1594-1595.

4019. L. de Sennecey, écrites de Rome, cop. 1594.

4605, 4630-4641. Correspondance des Tavanés et autres au xvi^e s. Peu exploitée par Pingaud, *Corr. des Saulx-Tavanés au xvi^e siècle*.

4681, 4685, 4698, 4700, 4707, 4710, 4712, 4714-4719. Correspondance de Nevers sur les événements de Bourgogne de 1585 à 1595.

Appels bourguignons de 1593 (n^o 4719).

*4898. L. et pièces variées concernant Auxonne. 1585-1595.

136 lettres et nombreux mémoires (copies). Dossier volumineux et précieux sur une ville neutre, son gouvernement et son gouverneur, Sennecey. Serait-ce, tout ou partie, le n^o 35963 du P. LELONG, *Bibl. historique*, III ?

8251. Recueils concernant le Parlement de Dijon. xvii^e siècle.

10270. Histoire de la Ligue.

Étudiée et publiée partiellement par Ch. Valois. V. ci-ap., *Histoires*.

10408. Dettes de Mayenne à payer par le roi. 1596.

11519. Dossier du procès La Verne (copies contemporaines). 1594.

15383. « Catalogue general des grands chemins du Royaume ». xvii^e siècle.

15574-15575. L. de divers à divers, de Mandelot au roi. 1588-1594.

*15576. Recueil de minutes, copies et notes concernant les négociations de Mayenne en 1594-1595. Dépêches de Mayenne. 1595., L. de Villeroy et de Biron, écrites de Bourgogne. 1595.

Notes fragmentaires (notes de séance ?) concernant la paix de Mayenne.

15591. Articles proposés par Mayenne. 1594.

15643. Rôles des placets reçus par Mayenne. 1590-1592.

15893. L. de Bellièvre, de Lyon, au roi et à Biron. 1594-1595.

15896-15899. L. des Bourguignons à Bellièvre. 1594-1599.

15908-15910. L. reçues par Bellièvre, en particulier du roi (orig.). 1585-1595.

15912. L. de Bellièvre au roi (copies), Lyon. 1594.

17281-17282. Histoire de la Ligue par un familier de Jeannin. V. ci-apr., *Journaux*, v^o *Hist. de la Ligue*.

17322. L. d'Henri, fils de Mayenne, à son père (copie). 1595.

17458. Mém. de Guillaume de Tavanés. V. ci-après, *Journaux*, v^o Tavanés.

21480. Rôle des placets reçus par Henri III. 1586-1587.

23194. Correspondance de guerre. A. d'Ornano, le marquis de Treffort, etc. 1594.

23240-23241. Mémoires de Guill. de Tavanés. V. ci-apr., *Journaux*, v^o Tavanés.

23295-23296. Copie de 10270.

2. *Nouvelles acquisitions françaises.*

394. Mémoires de Sullot (extraits). V. ci-apr., *Journaux*, v^o Sullot.
*1096. L. de Biron au roi, Dijon, 29 mai 1595.

2042. Pièces notariées concernant la Ligue en Bourgogne. 1588-1595.

10626. Papiers concernant la famille Fleutelot. 1595-1609.

3. *Cinq cents (V^e) Colbert.*

8. L. de Mayenne au roi et de divers à Mayenne.

9, 10, 11. Grand nombre de lettres et mémoires sur les affaires de Bourgogne adressées au roi, en 1577-1588, par Mayenne, Guise, Charny, les Auxonnais, le Parlement de Dijon, le vicomte de Tavanès, etc. — Application de l'Édit sur les monnaies ; etc.

Originaux et quelques copies. Dossiers riches en détails utiles.

14-16, 30, 33. Correspondances bourguignonnes : Sennecey, de Rome, 1589-1596 ; Péliissier, de Madrid, 1594.

291. Correspondance du baron de Sennecey. 1585.

4. *Collection Moreau (Anciens portefeuilles Févret de Fontette).*

745. Lettres diverses. 1590-1593.

*804-805. Dossiers de pièces variées. 1589-1596.

Copie de délibérations des États de Bourgogne (1590-1598). Commissions ; ordonnances ; convocations ; impositions ; arrêts ; procès-verbaux divers ; etc. (surtout copies). 1587-1596.

*808-812. L. et actes du roi (originaux et copies). 1587-1589.
L. de Charny, Mayenne, etc. (orig.). L. du Parlement de Dole (neutralité comtoise). 1587-1596.

815. Pièces concernant la mairie et la Chambre de ville de Dijon.

826. Pièces concernant le Parlement de Dijon. 1587-1596.

833. L. et pièces sur la Ligue (orig.). 1595-1596.

852-854, 857. Extrait des registres du Parlement. Journal de la réduction de Dijon. Copies de discours.

860. Registre des correcteurs aux Comptes. 1590-1593.

924. Neutralité comtoise.

5. *Collection Dupuy.*

62. « Lettres de plusieurs grands et autres... escriptes au Roy ». 1589-1595.

64. L. de Bellièvre à Henri IV, de Lyon. 1594-1596.

6. *Collection de Bourgogne.*

Cette collection qui abonde en extraits et en copies, ne contient à peu près rien qui ne soit ailleurs en originaux ou en copies meilleures. Des références à ces pièces eussent été, le plus souvent, inutilement encombrantes.

34-37, 40-43. Généalogies, familles.

70. Délibérations (origin.) du clergé de Dijon.

74. Extrait des registres du Parlement de Dijon « de tout ce qui s'est passé pendant la Ligue, du samedi 31 déc. 1588 » (f. 279-299).

7. *Fonds italien.*

1737-1744. Copie de la correspondance de l'ambassadeur vénitien avec la Sér. République. 1589-1596.

ARCHIVES NATIONALES.

H 1789-1791. Bureau de la ville de Paris. Délibérations (registres). 1586-1594.

1789 : 1586-1590 ; — 1790 : 1590-1594 ; — 1791 : 1594-1598.

Fonds espagnol, dit de Simancas.

K 1448-1450. Minutes chancellerie de la correspondance de Philippe II avec ses agents en France et aux Pays-Bas, avec les princes ligueurs :

1448 : années 1584-1588 ; 1449 : 1589 et 1590 ; 1450 : 1591 et 1592. La série finit là. Complément partiel à GACHARD, *Corr. de Philippe II sur les affaires des Pays-Bas*, qui s'arrête à 1576.

K 1563-1571. Correspondance de Bernard de Mendoza, ambassadeur en France. 1585-1590.

K 1572-1592. Correspondance des agents de Philippe II en France. 1590-1596.

Ces cartons contiennent 1° des lettres originales des agents espagnols, adressées au roi et à J. de Idiaquez, secrétaire d'État de Philippe II ; 2° des déchiffrements et des copies de leurs rapports ou lettres écrits par la chancellerie ; 3° des lettres des princes français ; 4° des pièces diverses dont une partie au moins paraît avoir été jointes aux rapports. A signaler : — 1585 (rapports du duc de Feria, 1593) ; — 1587 (J.-B. de Tassis, 1593-1596) ; — 1588-1589 (Diego de Ibarra). Ces cartons et 1591-1592, ainsi qu'une bonne partie des autres abondent en pièces concernant la Bretagne (cf. CARNÉ, *Corr. des ligueurs bretons*). La Bourgogne y tient petite place. Nous avons cependant feuilleté l'ensemble. Nous ne citerons pas les grands et détaillés mémoires concernant la politique générale, dont l'intérêt a été signalé notamment par de Croze et Richard, particulièrement en ce qui concerne l'élection de l'Infante en 1593. Capefigue (*Hist. de la Réf.*, V-VI) publie plusieurs pièces extraites de cette série.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL.

3444. V. *Journaux*, v° Breunot.

3736. Recueil des édits du temps de la Ligue. 1588-1593.

BIBLIOTHÈQUE MAZARINE.

Manuscrits.

2100. « Les droits d'Henry, roi de Navarre... »

F. 110 : Droits sur la Bourgogne.

2103. V. ci-ap., *Plaquettes*, Discours véritable.

ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Mémoires et Documents.

Espagne 322. Négociations de la Ligue avec Philippe II. 1588.

C. — Dépôts étrangers

Cette partie de notre documentation comporte peut-être certaines lacunes secondaires qu'il nous a été impossible de combler. Aux Archives

d'État de Florence, le précieux répertoire d'A. RENAUDET, *Les sources de l'histoire de France aux archives d'État de Florence des guerres d'Italie à la Révolution* (1494-1789), Paris, Champion, 1916, in-8°, signale, sous la cote 4757, des lettres des princes lorrains et notamment de Mayenne sur les affaires de France (années 1589 et suiv.) ; nous y aurions vraisemblablement glané quelques échos des événements de Bourgogne (ainsi que dans 810-826 : Lettres env. de France, 1589-1591 ; — 839-857, *id.*, 1593-1595). Aux archives d'Urbino, Cl. I, div. G, 253 sont aussi signalées des lettres de Mayenne, 1589. — A Turin (Archives d'État) nous aurions peut-être trouvé quelque profit à parcourir les lettres du duc de Nemours.

SIMANCAS. — ARCHIVES GÉNÉRALES.

Il nous fallait, en ce qui concernait la place tenue par la Bourgogne dans les négociations avec le roi d'Espagne et représentants, compléter avec le fonds de la *Secretaria de Estado* des Archives générales de Simancas les renseignements fournis par le fonds Simancas des Archives nationales de Paris.

Secretaria de Estado.

Inventaire Julian PAZ, *Archivo general de Simancas. Secretaria de Estado. Catalogo de los documentos de las negociaciones de Flandes, Holanda y Bruselas*. 1506-1795. Paris, Champion, 1915, in-8° (Extrait de la *Revue des Bibliothèques*, 1915, janv.-mars).

601. Négociations de 1591. Candidature espagnole. Jeannin.

602. Négociations de 1592.

606. Négociations de 1593.

607. Correspondance de l'archiduc Ernest, duc de Feria, et de divers (attitude suspecte de Mayenne ; ses demandes concernant la Bourgogne). 1594.

608. Correspondance de Diego de Ibarra. 1593-1595.

609. Correspondance du comte de Fuentes, de l'archiduc Ernest. Secours pour la Bourgogne : négociations de Mayenne. 1595-1596. 12 pièces utiles.

611. Enquête rétrospective sur les événements de 1594-1595 : documents et conclusions sur la duplicité de Mayenne, etc. 1596.

Long rapport représentant l'opinion des hommes de Philippe II (pièce n° 115).

2855. Pièces diplomatiques. Négociations de Pélissier 1590-1591. Rapports de 1594-1595.

Quelques pièces suggestives. — Une partie des pièces de ces diverses liasses, copies ou analyses, doublent des originaux du fonds espagnol des A.N. de Paris ¹.

ROME. — ARCHIVES DU VATICAN.

Le fonds de la *Nunziatura di Francia* a été exploré par L'Épinois, A. Richard, M. de Bouard. Nous citons sous leurs noms les n°s 18, 19, 21, 22, 24, 29-31, 42. Quelques cotes, présumées plus riches que celles-là

1. Nous devons à la complaisance parfaite de M. Jacques Supiol, de Simancas, la lecture de ces pièces.

pour les à-côtés de notre propre sujet ont été explorées¹. Peut-être la *Nunziatura di Savoia* (notamment n^{os} 26 et 30) nous eût-elle fourni quelques fiches, le nonce de Turin entretenant à Lyon un agent d'information.

Nunziatura di Francia.

27. Relevé des dépêches de la légation du cardinal Caetano. 1589-1590.

34. Lettres de Mayenne ou le concernant. 1588-1590.
Une dizaine de pièces.

35. Lettres et papiers divers. 1591-1593.

Urbinalenses latini.

1057-1058. Dépêches sur les affaires de France. 1589-1593.

II. — PLAQUETTES ET PIÈCES DE CIRCONSTANCE

(Ordre chronologique des événements)

— RÉPERTOIRES. — *Catalogue de l'histoire de France*, de la B.N., t. I (Lb 34 et 35); — Ed. de BARTHÉLEMY, *Recueil des plaquettes historiques champenoises du xvi^e siècle*. Paris, Champion, 1885, in-8°; — *J. BAUDRIER, *Bibliographie lyonnaise. Recherches sur les imprimeurs, libraires et relieurs et fondeurs de lettres de Lyon au xvi^e siècle*, Lyon, 1895-1921, 12 in-8°; — Et. CLOUZOT, *Impressions du xvi^e siècle relatives à l'histoire de Paris et de la France*, Paris, Imprimerie nationale, 1908, in-8° [t. I^{er} du *Catalogue méthodique de la Bibliothèque de la ville de Paris*]; — *H. HAUSER, *Les sources de l'histoire de France. xvi^e siècle (1494-1610)*. Paris, Picard, 1906-1915, 4 in-8°; t. III et IV; — G. LEPREUX, *Gallia typographica*, s^{ie} dép., *Bourgogne*; — Louis MORIN, *L'imprimerie à Troyes pendant la Ligue*. Paris, H. Leclerc, 1912, petit in-8° [catalogue]. — Cf. aussi le P. LELONG, *Bibliothèque historique*, éd. Févret de Fontette, qui signale une partie des pièces qui suivent (v. notamment n^{os} 18616-18618, 19314, 19576, 19660, 36237, 36318. Le n^o 36239 : *Extrait des lettres du duc de Mayenne aux baillis et officiers des bailliages de Bourgogne*, impr., 7 p., a échappé à nos recherches). — On ne retiendra ici, — à l'exclusion des plaquettes concernant des faits généraux ou non-bourguignons qui seront citées en assez grand nombre dans les notes de ce travail, — que les œuvres concernant les faits bourguignons ou localisés en Bourgogne et celles dont les auteurs sont des Bourguignons. — L'indication [B] en tête d'un titre signale une œuvre bourguignonne par son inspiration ou son impression. L'indication [L] signale les pièces d'esprit ligueur ou mayenniste. Les autres sont navarristes, ou neutres par destination.

Remonstrances faites au parlement de Dijon le X. jour de septembre 1573, par M. Thomas Turquam, general des monnoyes, commissaire député par Sa Majesté pour l'exécution du descry des especes de bilon estrangeres qui s'exposent au duché de Bourgogne. Paris, par J. Dallier, 1573, in-8° [B.N., Lf 29/2].

1. Sur nos indications, mais non par nous-même : par M. Jean Baillou, au cours des recherches qu'il faisait lui-même pour sa thèse sur Pontus de Tyard. Nous l'en remercions encore une fois.

Contract fait par le roy avec maistre Guichard Faure, secretaire de sa chambre, pour le rachapt des rentes constituées sur les greniers à sel des generalitez de Paris, Bourgongne, Champaigne, Picardie, Rouen, Caën, Bourges, Tours, Orleans et Bloys [3 mai 1578]. S. l. n. d., in-8° [B.N., Lf 80/18].

[B] *Requete presentee au Roy par les Estats de Bourgogne tenus à Diion en cest année 1578*. S. l. n. d., in-8°.

[B] *Remonstrance faicte au Roy le 18 de juin 1578 en la ville de Rouen par fr. Nicolas Boucherat, abbé de Cisteaux, pour et au nom des Estats de Bourgogne, ensemble la responce de S. M. Dijon, Desplanches, 1579, in-8°.*

Précédé par une édition s. l., 1578, in-8° [B.N., Lk 14/8].

[B ?] *Advis et discours d'un gentilhomme françois sur la resolution prise aux Estats tenus en Bourgongne le 1^{er} novembre 1578*. 1579, in-8° [B.N., Lb 34/175].

[B] *Le Reglement politique fait par les vicomte-maieur, prevost et eschevins de la ville de Dijon, emologué par la Cour de Parlement du duché de Bourgogne en fevrier 1580*. Dijon, J. des Planches, in-8°.

[B] *Legende de domp Claude de Guise, abbé de Cluny, contenant ses faits et gestes... et des moyens tenus pour faire mourir le roy Charles neufiesme, ensemble plusieurs princes...* S. l., 1581, in-8° [B. Dijon, 17594].

Pamphlet antiguisard publié d'abord en 1574 sous le titre de *Légende de S. Nicaise*. L'édition de 1581, très augmentée, semble publiée par Gilbert Regnault, juge de Cluny ; celle de 1574 est attribuée souvent au protestant Jean Dagonneau. Cf. RAFFIN, *Saint-Julien de Balleure*, 87.

Contract faict par le roy pour 9 années commençans le 1^{er} jour d'octobre 1582, pour le rachapt des rentes constituées sur les greniers à sel des generalitez de Paris, Bourgongne... [21 mai 1582]. S. l. n. d. [B.N., Lf 80/19].

Fidelle exposition sur la declaration du duc de Mayenne, contenant les exploits de guerre qu'il a fait en Guyenne. S. l. [« Imprimé nouvellement »], in-8° [B.N., Lb 34/353].

Par Ph. du Plessis-Mornay, d'après Lelong.

Discours ample et tres-veritable contenant les plus memorables faits advenuz en l'année 1587... envoyé par un Gentilhomme François à la Royne d'Angleterre. Paris, Guillaume Bichon, 1588, petit in-8° [Bibl. de Dijon, 17627].

Récit, attribué à La Châtre, de la campagne de l'armée de Guise en 1587. V. HAUSER, *Sources*, III, n° 2439.

**Excellent et libre discours sur l'estat present de la France... Par un docte personnage bien versé aux affaires d'estat de la France*. S. l., 1588, in-8°.

Le « docte personnage » est le petit-fils de Michel de l'Hospital, Michel Hurault du Fay. Nous citerons ce discours d'après la réédition donnée par les *Quatre excellens discours* indiqués ci-après. L'exposé d'Hurault, intelligent, pénétrant (et qui, peu connu, mériterait, à notre sens, une édition moderne) est à retenir ici pour ce qu'il dit des ambitions des Guises et des prétentions des voisins de la Bourgogne, les ducs de Lorraine et de Savoie, le roi d'Espagne. Sur ce texte : HAUSER, *Sources*, III, n° 2476.

- [L] [B] *Cagasanga Reistro-suyssolansquettorum per magistrum Ioan-nem Bapistam Lichiardum recatholicatum spaliporcinum poetam* [suivi, p. 5-9, d'une *Ad Caguasanguam Joan. Baptista Lichiardi... Reistrorum Macaronica defensio per Io. Krausfeltum Germanum, et, in fine, sans pagin., d'un Chant sur la defeatte des Reistres à l'imitation du pseume Quand Israël, etc. par F. B. Auxonnois*]. Paris, J. Richer, 1588, petit in-8° [B.N., Réserve pYc 1132, et B. Dijon, Réserve 31].
- [L] *Histoire au vray du meurtre et assassinat proditoirement commis au cabinet d'un roy perfide et barbare en la personne de monsieur le duc de Guise... augmentée des trahisons conspirées... contre Messeigneurs le duc de Mayenne et d'Aumale... Paris, Jacques Grégoire, 1589, in-8° [B. Dijon, 17629].*
- [L] *Coppie des Memoires secrets en forme de missive envoyées de Bloys par un polytique mal-assuré à un sien amy aussi polytique de ceste ville de Paris, avec la responce... S. l., in-8°, 1589 [B. Dijon, 17629].*
- [L] *Harangue prononcée devant le roy seant en ses Estats generaux tenus à Bloys le lundy XVI^e jour de janvier 1589, par maistre Estienne Bernard, advocat au parlement de Dijon, esteu orateur pour le Tiers Estat de France, jointe la coppie imprimée à Bloys par Jamet Mellayer imprimeur du roy et P. L'Huillier, 1589, in-8°, 28 p., 2 f. non chiffrés [B. Paris, n° 431].*
- [L] [B] **Advertissement en forme de responce d'un gentilhomme poictevin à F.D.L., pair de France. « Lengres », s. d., [15 janvier 1589], in-8° [B. Dijon, 17629].*
- Declaration du roy sur l'attentat, felonie et rebellion du duc de Mayenne, 1589, in-8° [A.N., K 1570].*
- [L] *Discours de deux belles deffaictes des ennemis executées en Champagne et en Bourgogne par les sieurs de Hautefort, de Fervagues, de Gionvelle, et autres Capitaines, le 23 jour d'Avril 1589. Paris, Nicolas Nivelles et Rolin Thierry, 1589, in-8°, 15 p. [B.N., Lb 34/735 et B. Paris, n° 470].*
- [L] *Discours ample et veritable de la defeatte obtenüe aux fauxbourgs de Tours sur les troupes de Henry de Valois. Par Monseigneur le duc de Mayenne... Paris, N. Nivelles et Rolin Thierry, 1589, in-8° [B.N., Lb 34/758].*
Cf. La nouvelle defeatte obtenue sur les troupes de Henry de Valois, dans les Faulxbourgs de Tours, le huitiesme may 1589, par Monseigneur le duc de Mayenne... Paris, N. Nivelles et Rolin Thierry, 1589, in-8°. Pièce [B.N., Lb 34/759].
- Edict de création des deux offices de grands maistres des eaux et forests en le duché et comtez de Bourgogne, ensemble de deux controlleurs et receveurs généraux desdictes eaux et forest. S. l. n. d. [Tours, mai 1589], in-8°, 8 p.*
- [B] *L'estrille du sieur des Discords. Anvers, Jean Colin, 1589, in-8°.*
Contre le ligueur Étienne Tabourot par un royaliste émigré, l'avocat J.-B. Richard.
- [L] *Edict et declaration de Monseigneur le duc de Mayenne et le conseil general de la Sainte Union. Pour reunir tous vrais Chrestiens François à la deffense et conservation de l'Eglise Catholique Apostolique et Romaine, et manutention de l'Estal Royal [5 août 1589]. Paris, N. Nivelles, 1589, in-8° [B.N., Lb 35/90].*
Autre édition : Lyon, J. Pillehotte, 1589, in-8°.

Reponse aux lettres envoyées par le duc de Lorraine, tant aux habitans de la ville de Langres qu'à quelques gentilhommes par la France, pour les solliciter à se rebeller contre leur roy; ensemble la protestation desdits habitans de Langres et le serment de fidélité jaict au roy Henry quatriesme de ce nom, roy de France et de Navarre [10 août 1589]. S. l., 1589, petit in-8°, 42 p. [B.N., Lb 35/94].

[L] [B] **Seconde lettre envoyée à messieurs de la noblesse du pais et duché de Bourgogne, villes et communauté, par le Conseil d'Estat estably à Dijon* [« Du Conseil d'Estat estably à Dijon, ce vingt-uniesme aoust 1589 »]. S. l. n. d., 1 feuille in-f° [B.N., Moreau 804, f. 115, orig.].

[L] [B] *Lettre des estats tenus au Pays et Duché de Bourgogne adressée à la Noblesse...* Troyes, Jean Moreau, s. d., in-8°, 8 p. [B.N., Lk 14/9 et Lk 25/24 (30)].

C'est une autre impression du n° précédent.

[L] [B] **Advis aux François de la resolution prise aux Estats de Bloys M.VC.LXXXVIII. contre Henry de Bourbon, soy-disant roy de Navarre* [signé : E. B. D., Dijon, 1^{er} sept. 1589]. « A Paris, au Mont S. Hilaire, à l'enseigne du Pelican », 1589, in-8°, 2 fol. lim. non chiffrés, 26 p. et 1 f° non chiffré [B. Paris, n° 626, et B.N., Lb 35/174].

[L] [B] *Deux arrests de la Court de Parlement de Dijon du 5 septembre 1589. Contre ceux qui contreviendront à l'arrest de ladicte court du 12. d'Aoust dernier, contre le Roy de Navarre et ses adherans : Avec deffenses aux Presidents et conseillers qui se sont retirez à Flavigny d'usurper le nom de Parlement, peine d'estre punis comme criminels de leze Majesté.* Dijon, 1589, in-8° [B.N., Lb 35/110].

**Quatre excellens discours sur l'estat present de la France.* S. l., 1593, in-16 [B. Dijon, 17656].

Recueil contenant notamment : 1° *L'Excellent et libre discours* de Michel Hurault, cité ci-dessus ; puis 2° du même *La suite des Discours sur l'estat de la France*, écrite après août 1589 pour montrer « la faiblesse de Mayenne..., les projets de démembrements » (HAUSER, *Sources*, IV, n° 3040) et qui éclaire les avenues de notre sujet.

[L] *Les articles de la puissance donnée par nostre S. pere à Monseigneur l'illustrissime... cardinal Caietan, legat de sa sainsteté au royaume de France. En latin et en françois.* Paris, Nivelles, 1590, in-8° [B.N., Lb 35/1107].

[L] [B] **Oratio qua Ill^m et Reverend^m D. Henricum Caietanum S. Sedis apostolicae de latere legatum ad regnum Franciae R.P. Edmundus a Cruce cisterciensis abbas generalis, sibi assistente eius collega eximio D. Perpetuo Barbisy Parlamenti Divionensis consiliario, die dominica prima adventus nomine Burgundiae in urbe Matiscnensi excepit.* Divioni, typis J. des Planches, MDXC, in-8° [B. Dijon, Réserve 44].

Autre impression : Lyon, J. Patrasson, 1590, in-8°. — Copie : B.N., Moreau 804, f. 127-128 v°.

[L] [B] *Advis des Estats de Bourgogne aux François, touchant la resolution prise aux estats de Blois, l'An 1588. Fait à Dijon le premier jour de Janvier, 1590. Contre Henri de Bourbon, soy disant Roy de Navarre.* « A Troyes, par Jean Moreau m. imprimeur du Roy... » S. d., in-8°, 31 p. [B.N., La 25/24 (50)].

Réimprimé par H. Chevreul, *Pièces sur la Ligue en Bourgogne* (2° série).

- [B] **Contre-lettre à la noblesse de Bourgogne responsive à certaine lettre du prétendu Conseil d'Estat establi à Dijon*. S.l., 1589, in-8°, 27 p. [B.N., Lk 2/385].
- Réimprimée par H. Chevreul, *Pièces sur la Ligue en Bourgogne* (2^e série).
- [B] **Contr'avis à celui de l'avocat Bernard de Dijon à la noblesse de Bourgogne sur ce qui est expedient de faire pour s'opposer à ceux qui sous le masque de Religion veulent transférer la Couronne de France en main étrangère* (dans *Mémoires de la Ligue*, IV, 136-173).
- « Cet écrit avoit déjà paru à la Rochelle, en 1590, in-8° » (Note dans les *Mémoires de la Ligue*, 136. Cf. aussi PAPILLON, *Bibliothèque des auteurs de Bourgogne*, I, 40).
- [L] *La deffaitte des compaignies d'Alphonse de Corse, pres la ville de Lyon, et comme il a esté prins prisonnier et mené à Dijon par Monseigneur le marquis de S. Sorlin, frere de Monseigneur le duc de Nemours, et son lieutenant au gouvernement du Lyonnois*. Paris, H. Velu, 1590, in-8°, 6 p. [B.N., Lb 35/227].
- [L] [B] *Articles accordez et jurez en la sainte Chapelle du Roy à Dijon par les gens des trois Estats du pais et Duché de Bourgogne et pais adjacents, assemblez en ladite ville de Dijon au moys d'Octobre 1590. Contenans le serment par eux fait de vivre et mourir en la Foy et Religion Catholique, Apostolique et Romaine, soubz l'obeissance d'un Roy tres chrestien qui sera esleu en l'assemblée generale de ce Royaume*. Lyon, Jehan Pillehotte, 1590, in-8°, 7 p. [B.N., Lb 35/291].
- [L] [B] *Discours veritable du siege mis devant la ville de Montbard en Bourgogne par le s^r de Tavana, associé des reistres du Biarnoïs. Avec la resistance et deffaite desdicts Reitres par les habitans de laditte ville. Avec la trahison descouverte* [8 février 1590]. Paris, Denis Binet, s. d. [1590], in-8° [B.N., Lb 35/200].
- Ou Lyon, Pillehotte, 1590, in-8°. Réédition Chevreul, Paris, 1878, et dans les *Pièces sur la Ligue en Bourgogne*, 2^e série, 1883.
- [L] [B] *Truffes de Montbard*, Lyon, 1590, in-8°.
- Réédition Farcy (*Mém. Soc. archéolog. de Montbard*, VII, 1912, 23-24).
- [L] *Coppie d'une lettre d'un gentilhomme de Monseigneur le duc de Lorraine escripte de Nancy le quatriesme de febvrier 1591, contenant la deffaite du marquis de Mirebeau et du sieur d'Essé au pays de Bassigny avec les noms des prisonniers...* Lyon, J. Pillehotte, 1591, in-8° [B.N., Lb 35/340].
- [L] [B] *La vie et faicts heroïques du mareschal d'Aumont. Avec la quenouille des dames d'Autun...* Lyon, Jean Pillehotte, 1591, in-8°.
- Réédition Abord, *La Ligue à Autun*, III, 297, et II, 251 ; et Chevreul, *Pièces*, Paris, 1882, in-8°.
- [L] [B] *Discours de la trahison et entreprise des heretiques rebelles sur la citadelle et ville de Chalon-sur-Saône, faillie d'estre executée la nuit du sammedy 15 de juin. Par la singuliere grace de Dieu et sage prevoyance et diligence du seigneur de l'Artusie, eleu gouverneur de ladite citadelle par Monseigneur le duc de Mayenne, lieutenant general de l'Estat royal et couronne de France* [Par C. R. C.]. Lyon, L. Pillehotte, 1591, in-8°.
- Réimprimé par H. Chevreul, Dijon, 1879.

- [L] [B] *Discours par lequel il apparaïtra que le Royaume de France est electif et non hereditaire*. S. l. [Lyon], 1591, in-8°, 61 p. [B.N., Lb 35/405 et B. Lyon, n° 314833].

Attribué à P. de Saint-Julien de Balleure (v. RAFFIN, *Saint-Julien de Balleure*, 90).

Discours au vray de ce qui s'est passé et advenu ez armées du Roy tant en Provence, Lorraine et Bourgogne qu'en autres lieux contre les ducs de Savoye, Lorraine et autres ennemis de Sa Majesté... Tours, Jamet Mettayer, 1592, in-8°, 13 p. [B.N., fr. 15591, formant les pl. 252-258 v° du recueil ainsi coté].

- Guill. du Vair. *Exhortation à la paix adressée à ceux de la Ligue* (dans les *Actions et traictés oratoires*, p.p. R. Radouant, Paris, Cornély, 1911, in-16, pour la Société des textes français modernes).

Mémoire écrit un peu avant les États de 1593 pour conseiller la paix et en particulier pour dissuader Mayenne de rêver une royauté « imaginaire ».

Declaration du Roy sur les impostures et faulces inductions contenuës en un escript publié sous le nom du Duc de Mayenne. Tours, Mettayer, 1593, in-8° [B. Dijon, 17646].

- [B] *Jacques Guignon. *Le devoir du sujet vray françois et catholique, servant de response à l'Advis de M^{re} E. B. advocat au Parlement de Dijon* (reproduit dans les *Jacobi, Joannis, Andreae et Hugonis fratrum Guignoniorum opera varia*. Dijon, Chavance, 1658, in-4°, 134-175).

Cf. PAPILLON, I, 40, 294-295. Sous quelle forme cette réponse, adressée directement à Bernard (« Monsieur », etc.), a-t-elle paru d'abord? Nous l'ignorons. Son texte indique seulement qu'elle fut écrite assez longtemps après la parution de l'*Advis*. En la citant parmi les plaquettes, nous suivons le parti, déjà suivi par PAPILLON, CHEVREUL (*Pièces sur la Ligue en Bourgogne*, 2^e série, p. x), HAUSER, n° 2909, qui consiste à l'associer à l'*Advis* lui-même. Mais nous croyons bon de la classer avec les œuvres de 1592 et 1593 contemporaines des débats sur le choix d'un roi, car tel est le sujet de la pièce.

- [L] *Dialogue d'entre le makeustre et le manant. Contenant les raisons de leurs débats...* S. l., 1593, in-8°.

Le célèbre pamphlet antimayenniste attribué à l'autunois Morin de Cromé. V. HAUSER, *Sources*, IV, n° 3078.

- **L'Anti-Charles lorrain*. S. l., 1593, in-16, 58 p. [B. Dijon, 17652].

- **La Satyre Ménippée ou la Vertu du Catholicon selon l'édition princeps de 1594*, éd. Ch. Read, Paris, Libr. des Bibliophiles (Jouaust), 1880, in-12.

Nous ne mentionnons ici que l'édition dont nous nous sommes servi.

Deux lettres du Roy envoyées aux Maire Eschevins et habitans de la ville de Tours sur la reduction des villes de Roüen, Tours et Auxerre [2 et 7 avril 1594]. Tours, Jamet Mettayer, 1594, in-8° [B.N., Lb 35/557].

- [B] *Declaration du Roy en forme d'edit sur la reduction de la ville d'Aucerre en son obeissance*. Auxerre, impr. de P. Vatard, 1594, in-8°, 7 fol. [B.N., F 46893 (9) et Réserve F 2122].

Remonstrance sur la reduction de la ville de Mascon à l'obeyssance du Roy. Paris, F. Morel, 1594, in-8° [B.N., Lb 35/536].

Réimprimé à Lyon, Guichard Jullieron et Thibaud Ancelin, 1594, in-8°. Dédicace signée P.L.

- * *Advertissement à la noblesse et villes de Bourgongne tenans le party de la feinte Union*. Lyon, Jullieron et Ancelin, 1594, in-8° [B.N., Lb 35/598].

Réédité dans *Mém. de la Ligue*, VI, 95-106. — Réimprimé H. CHEVREUL, Paris, J. Martin, 1886, petit in-4°, 28 p. (dans les *Pièces sur la Ligue en Bourgogne*).

- * *Copie de deux lettres du Roy. L'une envoyée à Messieurs les Maire Eschevins et habitans de la ville de Dijon. L'autre au sieur de Franchesse, commandant au chasteau de ladite ville*. Lyon, Guichard Jullieron et Thilbaud Ancelin, 1594, in-8°, 13 p. [B.N., Lb 35/576].

Étude de cette plaquette dans H. DROUOT, *Cinq lettres d'Henri IV sur la fin de la Ligue en Bourgogne*.

- * *Discours de la prise des Ville et Chasteau de Beaune par monsieur le mareschal de Biron*. Paris, par Claude de Montr'œil et Jean Richer, 1595, in-8° [B.N., Lb 35/614] ¹.

Réédité dans les *Mém. de la Ligue*, VI, 287-305 ; 2° Beaune, Simonnot, 1681, in-8° ; 3° Beaune, Batault-Morot, 1879, in-8° (par L. de Montille) ; 4° par H. Chevreul, dans les *Pièces sur la Ligue en Bourgogne*, 1881. Écrit avant la prise de Dijon. Apologie âpre et oratoire. Noms estropiés.

- * *Advis de la prise d'Autun par Monsieur de Biron, mareschal de France et gouverneur de Bourgoigne. Envoyé par luy-mesme à monsieur Dupré* [15 mai 1595]. Lyon, T. Ancelin, 1595, in-8° [B.N., Lb 35/617].

- [B] * *La prinse de la ville d'Authun en Bourgogne. Par monsieur de Biron, mareschal de France et gouverneur dudit pais. Ensemble de tout ce qui s'est passé tant dans la ville que dedans l'Evesché. Envoyé par ledit sieur de Biron à Monsieur Dupré*. Paris, P. Hury, 1595, in-8° [B.N., Lb 35/618].

Réédition ABORD, dans *La Ligue à Autun*, II, 503-505, et CHEVREUL, *Pièces*, 1882.

- * *Discours sur la reduction des villes de Dijon et de Nuys sous l'obeissance du Roy. Avec coppie de la lettre de Monsieur le Mareschal de Biron touchant les particularitez d'icelle, envoyée à Monseigneur le Duc de Montmoranci, pair et connestable de France*. Lyon, Guichard Jullieron et T. Ancelin, 1595, in-8° [B.N., Lb 35/619].

Réédité par H. CHEVREUL, *Pièces sur la Ligue en Bourgogne*, Paris, Martin, 1882.

- * *Discours victorieux de la charge faicte par le Roy aux troupes des Connestable de Castille et Duc de Mayenne pres de Dijon, le cinquiesme Juin 1595*. Paris, Jamet Mettayer et P. L'Huillier, 1595, in-8° [B.N., Lb 35/623].

Ce *Discours* est probablement celui dont parle Villeroy dans une lettre écrite le 8 juin 1595, de Dijon, au duc de Nevers : «...Le Roy a lui mesme fait escrire souz luy le discours de ceste rencontre que je vous enverray si je puis par le porteur. Je dictz si je puis par ce qu'il a esté achevé seulement ceste apres disnée et qu'il est long à escrire. Nous le ferons imprimer pour avoir plus tost fait comme il vous plaira faire de vostre côté... » (B.N., fr. 3992, f. 170. Cf. aussi la lettre du 11 juin, *ibid.*, f. 182 ; Villeroy a envoyé à Nevers un des premiers exemplaires imprimés.

1. On trouvera ci-après, § III, *Journaux, Relations*, le signalement de divers récits concernant la prise de Beaune, mais qui n'offrent pas le caractère de plaquettes parues au lendemain de l'événement.

« C'a esté Sa Majesté qui l'a dressé et dicté elle-mesme et n'y ay rien adjousté... »). La première édition a donc dû être imprimée sur place à Dijon, chez Desplanches : nous ne l'avons pas rencontrée. On saisit dans la lettre de Villeroy certaines pratiques intéressantes de rédaction et de diffusion (sur les éditions-répliques du *Discours*, v. ci-ap.). Ajoutons que ces renseignements confèrent à la pièce le caractère d'une sorte de communiqué officiel — c'est la version du roi — et, à un autre point de vue, une valeur de document psychologique sur Henri IV.

Discours de l'arrivée du Roy en la ville de Dijon, et de la charge faicte par Sa Majesté sur l'armée du connestable de Castille pres le village de Fontaine-Françoise. Lyon, Guichard Jullieron, 1595, in-8° [B.N., Lb 35/622].

Autre impression : s. l., 1595, in-8°. Réédition CHEVREUL, *Pièces sur la Ligue*, 1882. Plaquette officielle signée : *Henry*. C'est, sous un titre différent, le même texte que la plaquette précédente, texte qu'on reproduisit encore à Paris, chez Morel, 1595, in-8°, sous le titre de *Discours du combat faict par le Roy le cinquiesme jour de juin 1595* (B.N., Lb 35/624), à Nevers, chez P. Roussin, 1595, in-8°, sous celui de *Discours veritable de ce qui s'est passé en l'armée du Roy touchant la deffaicte et desroutte des Espaignols...* (Lb 35/625), à Poitiers, chez J. Blanchet, 1595, in-8°, sous celui de *La bataille donnée... entre Dijon et Fontaine-Françoise en Bourgogne* (Lb 35/626), et, sous une série d'autres titres dans nombre de villes du royaume (p. ex. à Bordeaux, chez S. Millangas, in-8°).

Lettres du Roy envoyées à Messieurs de la cour de Parlement et à messieurs de la Chambre des Comptes. De l'heureuse victoire qu'il a pleu à Dieu luy donner sur ses ennemis en Bourgogne. Paris, par P. du Pré, 1595, in-8° [B.N., Lb 35/627].

Autre édition : 1595, Rouen, imprimerie de P. Courant, in-8°. Réimprimé par H. CHEVREUL, *Pièces sur la Ligue*, 1882.

Coppie de la Lettre du Roy escrite de sa propre main à Madame sœur unique de Sa Majesté du plus signalé combat qu'elle a eue contre le duc de Mayenne et le connestable de Castille. Paris, Jamet Mettayer et P. L'Huillier, 1595, in-8° [B.N., Lb 35/628].

Autre édition : Rouen, M. Le Mesgissier, « jouxte la coppie imprimée à Paris par Jamet Mettayer », in-8°.

Discours politique sur la deroute des Espaignols (Par C. F.). Paris, par C. de Montr'œil, 1595, in-8°, 14 p. [B.N., Lb 35/629].

Qui est C. F. ? Sur l'exemplaire de la B.N., cette annotation en écriture de l'époque, figure en bas de ces initiales : *Claude Faulchet, Colas Faillon*.

Le jeu de l'afflac. Auquel le roy d'Espagne et le duc de Mayenne ayant attaqué le roy de France sont... tous deux mis à l'afflac. Lyon, Jullieron et Ancelin, 1595, in-8°.

[B ?] *Signe et presage de l'oiseau dict allerion qui, frappé d'un coup de l'ennemy, vint tomber au camp du Roy pres Dijon.* Paris, par Mamert Patisson, 1595, in-8°.

Il y a aussi une édition lyonnaise de 1595. Réédition H. CHEVREUL, *Pièces sur la Ligue*, 1887.

Discours de la victoire que Monseigneur le mareschal de Biron assisté de Messieurs les ducs de Guise et d'Elbeuf et autres Seigneurs ont obtenuë sur les Espaignols aupres d'Aspremont en la Franche-comté. Paris, C. de Montr'œil et J. Richer, 1595, in-8° [B.N., Lb 35/635].

La deffaicte de huict cens chevaux et quatre cens Harquebuziers Espagnols aupres de Gray, le douziesme jour de Juillet mil cinq cens quatre vingt quinze. Troyes, J. Collet, 1595, in-8° [B.N., Lb 35/633].

Lettres du Roy, contenant la victoire obtenue par Monseigneur le mareschal de Byron à l'encontre du connestable de Castille, à Apremont, au bord de la riviere de Saonne, le douziesme de ce present mois. Rouen, R. du Petit Val, 1595, in-8°, 7 p.

Edict du roy sur les articles accordez à Monsieur le duc de Mayenne pour la paix en ce Royaume. Paris, par Jamet Mettayer et Pierre L'Huillier, 1596, in-8°, 30 p. [Arch. Dijon, A 12].

[B] *Fragmentum Epistolae pii cujusdam Episcopi, quo pseudo Jesuitae Caroli et ejus congerronum maledicta depellit.* Hanovriae, apud Thomam Villercanum, 1604, in-8°.

A la suite du *Consilium super commodis vel incommodis Jesuitarum* de Du Moulin. Cette réédition (introduction) fait allusion à une première édition (imprimée par Mamert Patrisson, de Paris). La réédition, revue par l'auteur, Pontus de Tyard, est dite par lui *ne varietur*. Elle est signée P. T. E. C. — Nombreuses copies manuscrites de la première édition (cf. FOUQUERAY, *Hist. de la compagnie de Jésus*, II, 275, n. 2).

[Gontery]. *Sermon funebre fait à Soissons aux ceremonies de la sepulture de Charles de Lorraine.* Paris, 1612, in-8°.

III. — JOURNAUX. RELATIONS. MÉMOIRES. HISTOIRES ÉCRITES A LA FIN DU XVI^e OU AU XVII^e SIÈCLE

(publiés ou inédits)

Ordre alphabétique des références abrégées employées dans les notes du volume, en principe des noms des auteurs. — Les noms en capitales italiques sont ceux des auteurs de journaux, relations ou mémoires. — Les noms en capitales romaines sont ceux des auteurs d'histoires ou de recueils de pièces diverses — Le signe = signale un manuscrit encore inédit.

Cf. H. HAUSER, *Sources de l'histoire de France*. XVI^e s., III et IV ; — H. DROUOT, *Chroniques bourguignonnes de la fin du XVI^e siècle*, dans *Mém. Académie de Dijon*, 1937 (trois chroniques perdues : celles de Joseph Félix, d'Auxerre, utilisée et citée par LEBEUF, *Mém. hist. sur la ville d'Auxerre*, et celles de Pennessot et Ph. Muguet, de Chalon, citées par PERRY, *Hist. de Chalon*).

A. d'AUBIGNÉ. — *Histoire universelle*, p.p. A. de Ruble. Paris, Soc. de l'Histoire de France, 1886-1909, 10 in-8°.

Annotation criblée d'erreurs grossières.

D'AUBIGNÉ. — *Mémoires de Théodore-Agrippa* —, p.p. Lud. Lalanne. Paris, Charpentier, 1854, in-12.

BASSOMPIERRE. — *Journal de ma vie. Mémoires du maréchal de* — p.p. le m^{ls} de Chantérac pour la Soc. de l'Histoire de France, t. I, Paris, 1870, in-8°.

Belleforest. — V. ci-dessus, *Documents publiés*.

BERNARD. — *Journal des États de Blois tenus en 1588 et 1589 par M^e Etienne* —, avocat au parlement de Dijon, député du tiers

état de ladite ville pour y assister (dans Mayer, *Des Etats généraux*, XIV, 440-489).

Copie incomplète et, semble-t-il, hâtive. publiée à la veille des États de 1789 (publiée aussi dans LALOURCÉ et DUVAL, *Recueil de pièces...*, V) de l'original aujourd'hui conservé par les descendants de Bernard, à Paris (v. à ce sujet, H. DROUOT, *Chroniques bourguignonnes*, dans *Mém. Académie de Dijon*, 1937). — Copies (partielles ?) aux Bibliothèques de Troyes (ms. 74), Dijon (411), Nationale et de l'Arsenal. — Faute d'avoir pu consulter le ms. original, sans doute plus complet, nous nous contenterons de citer l'édition Mayer.

- *[Le P. Léonard BERTHAULT et Pierre CUSSET]. — *L'Illustré Orbandale ou l'histoire ancienne et moderne de la ville et cité de Chalon-sur-Saône...* Impr. à Lyon et en vente à Chalon, chez P. Cusset, 1662, 2 in-4^o.

Compilation composite. Pagination incoordonnée. Recueil de « traictes » sur les institutions, l'histoire de Chalon. Description du bailliage. Nombreux et bons renseignements puisés aux archives de la ville et même dans les registres municipaux. Un éloge d'Ét. Bernard, mort lieutenant général du bailliage. A retenir le texte des articles de la trêve de Taizey et un *Abbrégé des choses plus mémorables arrivées pendant les guerres civiles...* tiré de Guill. de Tavanès et Davila, mais aussi de « plusieurs manuscrits ». — Sur *l'Illustré Orb.*, v. J. ROY-CHEVRIER, *L'Ill. Orb. et l'hist. de Chalon* (dans *Mém. Soc. d'histoire de Chalon*, 1924, 1-52), et HAUSER, *Sources*, III, 91.

BRANTOME. — *Les grands capitaines français illustres* (dans les *Œuvres complètes*, éd. de la Soc. de l'Histoire de France, t. IV, Paris, 1868, in-8^o).

- *BREUNOT. — *Journal de Gabriel —, conseiller au Parlement de Dijon*, p.p. J. Garnier. Dijon, Rabutôt, 1866, 3 in-8^o (Coll. des *Analecta divionensia*).

Trois fragments seulement d'un journal tenu de 1575 à 1602 : (1575-1578, 1593-1602 ; — mais précieux pour ces deux périodes). Document d'une grande valeur, constitué par un robin peu liseur, mais remarquablement attentif à tous les faits dijonnais, bourguignons ou plus lointains, de la période agitée qu'il observe. Information abondante recueillie en petits paragraphes sans suite, où les noms propres — surtout ceux du pays — surabondent ; et information au jour le jour, notée sans retard sauf de rares exceptions. Information critique enfin, le plus souvent sûre : nous avons pu nous en convaincre en rapprochant les versions du *Journal* des registres de la mairie de Dijon et des registres du Parlement. Or, Breunot, ce chroniqueur abondant (40 p. par mois en moyenne pour 1594 dans l'édition Garnier), comble opportunément (notamment pour 1594) certaines lacunes des registres de son Parlement (v. ci-dessus, *Documents*, Bibliothèque de Dijon.) Il a une opinion, il est politique, et juge évidemment les hommes ou les faits à son point de vue, mais avec une faculté d'objectivité remarquable cependant. (Sur sa valeur, quelques indications plus détaillées sont fournies par l'Introduction de Garnier et par H. DROUOT, *Chroniques bourguignonnes de la fin du xvi^e siècle*, dans *Mém. Acad. de Dijon*, 1937. — Manuscrits : 1^{re} partie (1575-1578) : B. DIJON, Ancien fonds 449, copie xvii^e s. ; 2^e partie (1593) : B.N., fr. 5992, orig. autogr. ; 3^e partie (1594-1595) : B. de l'Arsenal, ms. n^o 181, orig. autogr. ; 4^e partie (1595-1602) : B. DIJON, Ancien fonds 454, orig. autogr. Le collationnement de l'édition Garnier est très utile.

[Jean BRUSLÉ de MONTPLEINCHAMP]. — *L'histoire de Philippe-Emmanuel de Lorraine, duc de Mercœur*, 2^e éd., La Haye, Abr. Acher, 1691, in-12.

BUFFET. — *Chronique de Buffet*, 1580-1588. *La Ligue à Metz. Extrait des cahiers de François* —, publié... par E. de Bouteiller, avec une introduction et des notes par Aug. Prost. Paris, Du-moulin, 1884, in-12.

Aless. CAMPIGLIA. — *Delle turbulenze della Francia in vita del re Henrico il grande libri X...* Venise, 1617, in-4^o.

Quelques-unes des histoires écrites par les étrangers étaient à feuilleter. Campiglia, dédiant à Louis XIII un éloge d'Henri IV, n'a pas manqué de consacrer à la campagne de Bourgogne (1595) quelques pages évidemment soignées. Il n'a, du reste, utilisé que des sources françaises connues ; mais son choix parmi les versions diverses est à relever. (Sur son œuvre : HAUSER, *Sources*, III, n^o 1672 ; DAVILLÉ, *Charles III*, XI). Mêmes observations pour TORTORA qui, d'ailleurs, dédiant à Paul V, est plus « catholique » (HAUSER, n^o 1673 ; DAVILLÉ, XI). DAVILA (1630), le plus connu des trois historiens vénitiens grâce à son style, s'est, pour le fond, inspiré de De Thou et a pillé Campiglia et Tortora (HAUSER, n^o 1674) : quelques pages sur les événements concernant Mayenne et la Bourgogne. Chez les Espagnols, CORNEJO (1591) et HERRERA (1598), assez informés et très « ligueurs », quelques passages à lire, plus qu'à retenir (sur leurs histoires : HAUSER, n^{os} 1700, 1701).

*CARORGUY. — *Mémoires de Jacques* —, greffier de Bar-sur-Seine, 1582-1595, p.p. Edm. Bruwaert. Paris, Picard, 1880, in-8^o (Extrait du *Cabinet historique*, XXIII-XXV).

Mémoires, non journal, mais utilisant certainement des notes prises au fur et à mesure des événements, animées, colorées, pleines de traits observés et vivement écrites, particulièrement, fait précieux, sur les réactions des villageois. Quoique rédigés après les guerres (en deux fois), ces mémoires d'un greffier au bailliage constituent un bon document sur ce que perçoit de la grande crise la ville de Bar, située sur la route qui joint Dijon à Paris. Édition correcte. Sur ces mémoires : HAUSER, III, n^o 1516.

*P.-V. [dit Palma] CAYET. — *Chronologie novenaire contenant l'histoire de la guerre sous le règne du tres-chrestien roy de France et de Navarre Henry IV...* (dans la Coll. Michaud et Poujoulat, XII).

Nombreux passages à relever, bien que l'information de seconde main, et crédule, soit en général à contrôler (sur elle : HAUSER, *Sources*, IV, n^o 2614).

CHEVERNY. — *Mémoires de Philippe Hurault, comte de* — (1528-1599). (Coll. Michaud et Poujoulat, IX).

Pedro CORNEJO. — *Compendio y breve relacion de la Ligua y confederacion francesa*. 1585-1590. Bruxelles, 1591, in-8^o.

V. ci-dessus CAMPIGLIA, annotation.

*CUNY. — *Le livre de Dominique* —, *chronique dijonnaise du temps de la Ligue*, dans *Deux livres de raison bourguignons*, p.p. C. Our-sel. Dijon, Nourry, 1908, in-8^o (Extrait des *Mém. de la Soc. bourguignonne de géographie et d'histoire*, 1908).

Déc. 1592 - sept. 1594. Événements locaux. Indications économiques. Ne complète guère Breunot et Pépin, mais révèle les rages, confiées

à un papier intime conservé en tiroir, d'un avocat ligueur passionné. Bonne édition.

H.-C. DAVILA. — *Historia delle guerre civili de Francia*. 1559-1598. Venise, Palolo Baglioni, 1630, in-4°.

V. ci-dessus CAMPIGLIA, annotation.

= Philibert DELAMARE. — *Mémoires* (1670-1682), 2 vol. (B. Dijon, ms., Ancien fonds 493).

= *Discours historique de la vie de messire Benigne Fremyot, président à mortier du Parlement de Bourgogne* (Bibl. mun. de Troyes, ms. n° 1070).

Provient de la bibliothèque du président Bouhier. Écrit par un compagnon anonyme de Fremyot, ce discours contient des éléments inutilisés. Quelques fragments publiés par L. COLLIN, dans *Mon village : Thostes en Auxois*, Dijon, 1929, in-8°, p. 162 et s.

**Discours veritable sur la reduction des villes et chasteau de Beaulne en l'obeissance du roy Henry quatriesme*, relation inédite p.p. M. Chevreul en tête du *Discours de la prise...*, Paris, Martin, 1881, pet. in-8°.

Relation soignée, par instant minutieuse, due à un Beaunois pacifiste et politique qui montre bien l'évolution des esprits dans sa ville. Petites indications suggestives. L'auteur est-il Jean Deslandes comme le veut le titre de la copie de la B.N., Moreau 805, f. 70-92 (« ...par M^e Jean Deslandes ») ? Nombreuses copies dispersées des XVII^e et XVIII^e siècles (p. ex. ARCH. BEAUNE, carton 97, n° 11 ; B. MAZARINE, ms. 2103).

DU PLESSIS-MORNAY. — *Mémoires et correspondance*, p.p. Auguis et La Fontenelle de Vaudoré. Paris, 1824-1825, 12 in-8°.

FAMILIER de Jeannin. — V. ci-ap., *Histoire de la Ligue*.

FAYET, — *Journal sur les troubles de la Ligue*. Éd. Luzarches, Tours, 1852, in-8°.

FERRAND. — *Mémoire sur la Bourgogne* (v. ci-dessus, *Documents manuscrits*, Dijon, Bibl., Ancien fonds).

Le P. Jacques FODÉRÉ. — *Narration historique et topographique des convens de l'ordre S. François... erigez en la province anciennement appelée de Bourgogne...* Lyon, P. Rigaud, 1619, in-8°.

= P. P. FORNIER. — *Histoire de la maison de Guise* (B.N., fr. 5802-5803).

GASSOT. — *Sommaire mémorial (souvenirs) de Jules —, secrétaire du roi (1555-1623)*, p.p. P. Champion, Paris, 1934, in-8° (Soc. de l'Histoire de France).

GOLLUT. — *Les Mémoires historiques de la République séquanais et des princes de la Franche-Comté de Bourgogne*, par M. Loys —, Rééd. par Ch. Duvernoy et Emm. Bousson de Mairet. Arbois, 1846, in-4°.

*GRÉGAINE. — *Journal de Jean —, bourgeois de Marcigny, pendant les guerres de la Ligue en Brionnais*. 1589-1596, dans *Mém. Soc. éduenne*, nouvelle série, XXXVIII, 1910, 1-79 [sans nom d'éditeur].

3 cahiers de *mémoires* (rédigés au début du XVII^e s., mais recopiés au XVIII^e) d'un « marchand » de Marcigny (août 1591-1596). Un cahier perdu devait probablement traiter de la période 1589-1591. Tableau des malheurs de la guerre par un esprit pratique qui s'intéresse p. ex. aux questions

monétaires. Échos des événements bourguignons dans cette région excentrique du gouvernement. Sur cette source : J.-M. GUILLARD, *Les sources de l'histoire du Brionnais*, dans *Mém. Soc. éduenne*, 1912, 331-334, et du même, l'introduction en tête de la publication. Sur l'auteur : *Généalogie de la famille Grégain*, dans *Bull. Soc. d'études du Brionnais*, janvier 1931.

GRIVEL. — *Journal de Jean* —, seigneur de Perrigny, contenant ce qui s'est passé dans le comté de Bourgogne pendant l'invasion française et lorraine de l'année 1595, p.p. Achille Chéreau. Lons-le-Saunier, 1865, in-8° (Extrait des *Mém. Soc. d'émulation du Jura*).

= GROSELIER. — Livre de famille de Jean —, de Beaune (1583-1603).

Cabinet de M. le général d'Autume, à Beaune. Notes occupant les deux feuillets blancs de tête et les deux de la fin, dans un livre d'heures enluminé du xiv^e siècle. Sur ce document : J. ROBERT DE CHEVANNE, *Mém. Soc. d'archéologie de Beaune*, 1926-1929, 36-37. — Nous devons la communication du texte à M. de Chevanne, que nous remercions vivement.

GUIJON. — *Jacobi, Joannis, Andreae et Hugonis fratrum Guignonio-rum opera varia*. Dijon, Chavance, 1658, in-4°.

Recueil (publié par Philibert de La Mare) de nombreux mémoires des quatre frères autunois (notamment notices sur des personnages du temps de la Ligue).

Antonio de HERRERA. — *Historia... de los sucesos de Francia*. 1585-1594. Madrid, 1598, in-4°.

V. ci-dessus, CAMPIGLIA, annotation.

L'Histoire et les miracles de la Sainte Hostie, sauvegarde de Dijon avec les actions de grâces qui luy ont esté rendües. « A Dijon, par Antoine Michard, imprimeur en la ruë des Forges, au devant de chez monsieur Fichot, procureur au Parlement », 1662, petit in-4° [A.N., K 1150, n° 1].

* *Histoire de la Ligue, œuvre d'un contemporain*, p.p. Ch. Valois pour la Soc. de l'Histoire de France. Paris, 1914, in-8° (t. I, seul paru).

Principalement d'après le ms. B.N., fr. 10270. Œuvre d'un ligueur, mais non d'un mayenniste. Utile pour l'étude de Mayenne (V. ci-ap., *Travaux modernes*, Ch. VALOIS).

* = *Histoire de la Ligue*, B.N., fr. 17281-17282, 2 vol. ms. de 389 et 412 feuillets.

Source généralement signalée dans nos notes par la cote de la B.N. ou sous cette forme : *Le familier de Jeannin*. Ms. original d'un historien anonyme écrivant à la fin du siècle, et cela pour l'édification de la postérité, l'histoire des troubles de la mort du duc d'Anjou à 1596. Travail un peu désordonné (désordre du texte, compliqué par le désordre des feuillets du manuscrit, mal reliées), mais qui emprunte à de bonnes sources, souvent même à des documents comme les registres de délibérations des Chambres de ville. Il présente une version des événements qui trahit un ancien ligueur français. Il est très développé pour tout ce qui concerne les négociations de la Ligue. Il s'intéresse à Mayenne. Ses mérites généraux ont été indiqués déjà par RICHARD (*P. d'Epinac*, p. xiv) qui écrit : « travail de première valeur ». — Mais cette histoire (ou comme le dit l'auteur, I, f. 243, ces « mémoires ») est d'un intérêt particulier pour l'étude de la Ligue en Bourgogne. L'auteur est bourguignon et c'est un familier, sans doute un secrétaire, du président Jeannin (I, f. 206),

certainement son compagnon de voyage en Espagne, en 1591 (I, f. 369 v^o). De là l'intérêt, très évident d'un bout à l'autre de ses deux volumes, qu'il porte aux événements bourguignons. De là aussi, sans doute, la valeur de ses sources : il cite abondamment et reproduit souvent *in extenso* un bon nombre de documents — des lettres notamment — de Mayenne, des chefs ligueurs de Bourgogne, le vicomte de Tavanès, le baron de Lux, etc., et il est remarquablement informé des plus infimes détails de certains épisodes, comme la conspiration dijonnaise de La Verne (1594). Cette généreuse reproduction du document, qui paraît confirmer la qualité de secrétaire de Jeannin, — car à peu près tous les papiers cités sont de ceux que le président peut avoir eu en mains, — confère à cette source un intérêt bourguignon exceptionnel.

Nous avons longuement, et pourtant en vain jusqu'ici, cherché à identifier l'auteur de cette histoire-mémoires, en nous basant sur deux ou trois allusions qu'il fait à lui-même et à ses passages en Bourgogne. Nous ne pouvons expliquer ici les raisons que nous croyons avoir actuellement d'orienter nos recherches vers l'un des secrétaires du président : Hugues Guijon, le plus jeune des frères Guijon d'Autun, né en 1552, ami de Jeannin et précepteur de son fils (Sur lui : *ABORD, La Ligue à Autun*, II, 439, notes). Mais nous n'en sommes encore qu'à l'hypothèse et ne risquons ce nom que sous bénéfice d'inventaire, après en avoir écarté d'autres (Cugnois, Desportes, etc.).

Histoire de la prise des ville et chasteau de Beaune.., p.p. H. Chevreul en tête du *Discours de la prise...* (avec le *Discours veritable* cité plus haut).

Rédigé longtemps après les faits, par emprunts aux discours anciens, notamment le *Discours de la prise...* (v. p. ex. les p. 115-120). Noms estropiés.

*Pierre JEANNIN. — *Discours apologétique* (p. à la suite des *Négociations*, coll. Michaud et Poujoulat, 2^e s^{ie}, IV).

Autoapologie tendancieuse rédigée longtemps après les événements de la Ligue. Sur sa valeur, v. le présent travail, principalement ch. II, § vi.

= *Journal de ce qui s'est passé à la réduction de la ville de Dijon en l'obeissance du Roy Henri IV. MDXCV* (ms. B.N., Moreau 805, f. 58-61).

Provient de l'ancienne coll. Fontette, XXXVII-A. — Copies de la même relation, avec quelques variantes, surtout de forme, dans le même fonds, n^o 857, f^o 233-237 et à la B. Dijon, fonds Baudot, n^o 139 et 444.

Journal d'un bourg. de Gisors. — La Ligue dans le Vexin Normand. Journal d'un bourgeois de Gisors, relation historique concernant les événements accomplis à Paris et dans les environs et notamment dans et entre les villes de Rouen, Amiens, Beauvais, Pontoise. 1588-1617. Paris, Ducher, 1868, in-8^o.

Journal d'un curé ligueur de Paris sous les trois derniers Valois, p. Ed. de Barthélemy, Paris, Didier [1866], in-12.

Journal du secrétaire de Philippe de Bec, évêque de Nantes, puis archevêque de Reims es années 1588-1605, p.p. E. de Barthélemy (en annexe au précédent).

Cl. JURAIN. — *Histoire des antiquitez et prerogatives de la ville et conté d'Aussonne...*, par Cl. J., Dijon, Cl. Guyot, 1611, petit in-8^o.

LA HUGUERYE. — *Mémoires inédits de Michel de —*. 1570-1588, p.p. A. de Ruble pour la Soc. de l'Histoire de France, Paris, 1877-1880, 3 in-8°.

LA NOUE. — *Discours politiques et militaires du seigneur de — nouvellement recueillis et mis en lumière*. Bâle, François Forest, 1587, grand in-8°.

LEGRAIN (J.-B.). — *Décade contenant la vie et les gestes de Henry le Grand*. Paris, 1614, in-8°.

*L'ESTOILE. — *Mémoires-journaux de Pierre de —*, p.p. G. Brunet, etc. Paris, édit. des Bibliophiles, Jouaust, 1875-1896, 12 in-8°.

P. de l'Estoile était petit-fils d'un Bourguignon d'Autun, François de Montholon, garde des sceaux, mort en 1544, et il se le rappelle en notant avec quelque soin les échos de la province de Mayenne, qui viennent se perdre dans l'agitation parisienne. Mais il est avant tout le témoin vigilant de Paris, et c'est à ce dernier titre qu'il faut surtout l'invoquer ici, pour opposer à la fièvre parisienne la réserve bourguignonne.

P. MATTHIEU. — *Histoire des derniers troubles de France...* Lyon, 1594, 2 in-8°.

Mémoire des choses les plus notables advenues en la province de Champagne. 1585-1598, p.p. G. Hérelle, dans *Travaux Acad. de Reims*, LXVIII, 1879-1880, 289-300.

Mémoires de la Ligue. — V. ci-dessus, *Documents publiés*.

MORISOT. — *Henricus Magnus authore Cl. Bartolomaeo Morisoto divionensi I. C. Lugduni Batavorum, anno MDC.XXIV*, in-8° [B. Dijon, 17659].

L'auteur est un avocat dijonnais, d'une famille qui a joué un rôle pendant la Ligue (comme navarriste). Œuvre gallicane, qui attaque les Jésuites. Rien d'utile sur Mayenne, ni sur aucune des figures importantes de la Ligue en Bourgogne. Un chapitre (XXXIV) sur la campagne de 1595, mais très vague.

Antoine de NERVÈZE. — *Histoire de la vie et trespas de tres illustre... Charles de Lorraine, duc de Mayenne*. Paris, 1613, in-8° [B.N., Ln 27/3870] (rééd. Cimber et Danjou, *Archives curieuses*, t. XV, p. 199-239).

Panegyrique de peu de valeur historique.

NEVERS. — *Mémoires*. V. ci-dessus, *Documents publiés*.

Orbandale (L'illustre). — V. ci-dessus BERTHAULT.

PATTE. — *Journal historique de Jean — (1587-1617)*, p.p. J. Garnier, dans *Mém. Soc. des Ant. de Picardie*, XIX, 1863.

*PÉPIN. — *Livre de souvenance ou journal de M. —, chanoine musical de la Sainte-Chapelle de Dijon...* p.p. J. Garnier, Dijon, Rabutot, 1866, in-8° (Coll. des *Analecta Divionensia*; en tête du t. I^{er} du *Journal de Breunot*).

De 1571 à 1601 (mais détaillé seulement pour 1589-1595). — Très inférieur à Breunot pour l'information (Pépin a évidemment peu de conversations avec ses concitoyens dijonnais; il montre même à plusieurs reprises qu'il les connaît peu, confondant les personnes, leur attribuant des prénoms faux, etc.), ce « livre » a cependant l'avantage d'offrir cette « naïveté » dans la chronique, dont parlaient, — si souvent inconsidérément — les historiens romantiques. Pépin a l'âme fraîche d'un li-gueur aveugle, et de plus peu intelligent. Il voit le huguenot partout :

Mayenne et tout gentilhomme « catholique » suscitent son admiration. Il en rabattrait en 1595, mais sans mot dire. Ses notes, ses dates surtout, sont à contrôler (car il paraît écrire seulement de loin en loin et brouille les faits entre eux). Moyennant ces réserves, et pour les périodes où Breunot fait défaut, il est d'un secours très appréciable, particulièrement lorsqu'il s'agit de connaître l'opinion du vulgaire, disons du vulgaire ecclésiastique surtout. — Sur cette source : HAUSER, *Sources*, III, n° 1509 ; IV, n° 2658.

- *Cl. PERRY. — *Histoire civile et ecclésiastique, ancienne et moderne de la ville et cité de Chalon-sur-Saône*. Chalon, Ph. Tan, 1659, in-f°.

Histoire par épiscopat, conçue sous forme d'annales. Supérieure en bien des points à l'*Illustre Orbandale*. Le jésuite Perry a utilisé les registres de l'échevinage, le cartulaire de l'évêché (extraits dans les *Preuves*). Ouvrage beaucoup plus sûr que Courtépée ne le prétend (v. à ce sujet l'opinion de l'historien chalonnais ROY-CHEVRIER, *L'ill. Orb.*, 7-8). Nous nous y référons pour les périodes pour lesquelles les registres utilisés par lui sont, aujourd'hui, perdus.

- = POLIGNY. — *Journal de ce qui s'est passé au Parlement de Dijon depuis le commencement de janvier 1598 jusques à la fin de 1600*, par Jean de —, conseiller au même parlement (B. Dijon, Ancien fonds 458).

PUSSOT. — *Mémoires ou journalier de J.* — (1568-1625), dans *Travaux de l'Académie de Reims*, XXIII, 151-180 et XXV, 1-276.

Relation au vray de ce qui s'est passé à la reduction des ville et chateau de Beaune à l'obeissance d'Henry le Grand d'heureuse mémoire..., p.p. H. Chevreul, dans *Pièces sur la Ligue en Bourgogne* [1^{re} s^{ie}], Paris, J. Martin, 1882, petit in-8°.

Tirée par le s^r Routy, en 1735, d'une relation ancienne. — Autre édition : Carlet, Beaune, Batault, 1882, in-8°.

Relation de ce qui s'est passé en 1585 et 1586 en la ville d'Auxonne sous le gouvernement de M. le vicomte de Tavanès, p.p. H. Chevreul, dans *Pièces sur la Ligue en Bourgogne*, 2^e s^{ie}, Paris, J. Martin, 1883, petit in-8°.

Déjà publié auparavant par E. de Barthélemy dans les *Mém. de la Commission des Antiquités de la C.-d'Or*, X (1878-1884), 269-292, soi-disant d'après B.N., fr. 17281. Mais le texte de ce manuscrit ne correspond pas à celui qui nous est donné.

- **Relation inédite de la reddition de la ville et du château de Dijon à Henri IV*, p.p. H. Drouot, dans *Mém. Soc. bourg.*, XXVII, 1912, 201-251.

Tirée du ms. B.N., fr. 17282.

Relations (Deux) inédites de la prise de Beaune en 1595, suivies de notes également inédites sur la Ligue en Bourgogne et de deux autres relations plus connues. Beaune, Devis, 1887, in-8°, 88 p.

P. p. un anonyme [Louis Morand]. 1^o p. 19-51 : — *Reduction des ville et chateau de Beaune à l'obeissance d'Henry 4 roy de France et de Navarre en 1595* (ms. provenant de la collection Joursanvault). — 2^o p. 53-63 : — *Sommaire de la réduction de la ville de Beaune à l'obeissance d'Henry le Grand roy de France et de Navarre le cinquième fevrier mil cinq cent quatre vingt quinze* (d'après une copie du xvi^e s.).

Relations des ambassadeurs vénitiens sur les affaires de France au XVI^e siècle, recueillies et traduites par M. N. Tommaseo, Paris, 1838, 2 in-4° (Coll. des Doc. inédits sur l'histoire de France).

ROBERT. — *Libre de raison de la famille* —, dans *Deux livres de raison bourguignons*, p.p. C. Oursel, Dijon, Nourry, 1908, petit in-8° (Extrait des *Mém. de la Soc. bourguignonne de géographie et d'histoire*, 1908).

Quelques pages d'« articles de souvenance » de vigneron de la Côte, les Robert, de Couchey (dont le registre de délibérations de la Chambre de ville de Dijon fait mention comme de suspects qu'elle a emprisonnés : B 226, f. 267, 20 juin 1589. Cf. aussi B 228, f. 114 v°, 30 oct. 1590). Pages précieuses pour leur origine populaire.

*Pierre de SAINT-JULIEN DE BALLEURE. — *De l'origine des Bourgongnons et Antiquité des Estats de Bourgogne...* Paris, Nicolas Chesneau, 1581, grand in-4°.

Id. — *Meslanges historiques et recueil de diverses matières pour la plupart paradoxales et néanmoins vraies...* Lyon, Benoist Rigaud, 1588, in-8°.

Sur ces œuvres très bourguignonnes, v. L. RAFFIN, *Saint-Julien de Balleure*, ch. VI-VIII.

SAINT-PAUL. — *Mémoires du maréchal de* — (1588-1593), dans *Revue de Champagne*, 1886-1888.

SULLOT. — *Le journal de Claude* —, *procureur au Parlement de Dijon*, p.p. J. Durandeau, Dijon, impr. Sirodot-Carré, 1911, in-8°.

D'après une copie (B.N., nouv. acq. fr. 394), simple « extrait » d'un recueil de notes perdu (signalé par le P. LELONG, *Bibl. historique*, éd. de Fontette, n° 35899, comme faisant partie de la bibl. Bouhier. — Sur la provenance de l'extrait de la B.N., v. OMONT, *Un bibliophile bourguignon au XVIII^e siècle. Collection des manuscrits du marquis de Migieu au château de Savigny-les-Beaune* (1760), dans *Revue des Bibliothèques*, 1901). Mémoires, bien plutôt que journal, quoi qu'en dise l'éditeur. Maintes pages écrites après les guerres (confusions de dates très visibles). L'extrait va de 1588 à 1613. Certaines années sont à peine représentées (1590). Notes d'intérêt local d'un royaliste et navarriste, au moins rétrospectif. Quelques pièces reproduites *in extenso*. Mauvaise édition. Le ms. de Paris a été reproduit avec plus de soin dans une copie faite en 1910 pour la Bibliothèque de Dijon (ms. 1630).

SULLY. — *Mémoires des sages et royales économies d'Estat... de Henry le Grand* (Coll. Michaud et Poujoulat, 2^e s^{te}, II-III).

Sur la question de la valeur documentaire des *Économies*, v. HAUSER, *Sources*, n° 2574.

TALLEMANT DES RÉAUX. — *Historiettes*, p.p. Monmerqué et P. Paris. Paris, Techener, 1854-1860, 9 in-8°.

*Guillaume de TAVANES. — *Mémoires des choses advenues en France ès guerres civiles...* [1560-1596], par Messire Guillaume de Saulx, seigneur de — (Coll. Michaud et Poujoulat, VIII, 434-501).

Autoapologie camouflée : source perfide. Le lieutenant-général évincé en 1595 veut démontrer l'injustice reçue en étalant ses mérites et en taisant ceux des ennemis personnels qu'il avait dans son parti en Bourgogne. Mais on peut lire souvent la vérité à travers les arrangements

et il reste, en tout cas, que l'auteur commandait au nom du roi la Bourgogne antimayenniste. V. DROUOT, *Observations sur les mém. de Guill. de Tavanès*.

*Jean de TAVANES. — *Mémoires de... Gaspard de Saulx, seigneur de —, mareschal de France* (Coll. Michaud et Poujoulat, VIII, 1-434).

En réalité, surtout souvenirs sur le Maréchal, écrits par son fils cadet et coupés par lui de longues digressions sur sa propre carrière et de pédants discours sur tous les sujets possibles. Source gâtée, en ce qui concerne les faits, par un effrayant désordre chronologique et par l'accent tendancieux, mais précieuse pour la psychologie de l'auteur, qui fut lieutenant de Mayenne en Bourgogne de 1592 à 1595. A retenir, en outre : d'aigres critiques des actes du duc ; de nombreuses allusions à l'opinion et aux réactions diverses du milieu bourguignon. — Cf. HAUSER, *Sources*, I, n° 770 ; III, n° 1422.

*De THOU. — *Histoire universelle de Jacques-Auguste — depuis 1543 jusqu'en 1607*, traduit sur l'édition latine de Londres. Londres, 1733-1736, 16 in-4°.

H. TORTORA. — *Istoria di Francia, nelle quale se contengono le cose avvenute sotto Francesco Secondo, Carolo Nono, Enrico Tertio e Quarto*. Venetia, 1619, 3 vol. en 2 in-4°.

V. ci-dessus CAMPIGLIA, annotation.

Le P. Jacques VIGNIER. — *Décade historique du diocèse de Langres*, p.p. la Soc. historique et archéologique de Langres, Langres, 1891, 2 in-8°.

VILLEGOMBLAIN. — *Les Mémoires des troubles arrivez en France sous les règnes des roys Charles IX, Henry III et Henry IV avec les voyages des sieurs de Mayenne et de Joyeuse au Levant et en Poictou par M. de —*, Paris, R. Guignard, 1668, 2 vol. in-12.

VILLEROY. — *Mémoires d'Estat* (Coll. Michaud et Poujoulat, XI).

IV. — TRAVAUX MODERNES.

(Livres et articles publiés depuis 1700.

Les livres en gros caractère ; les articles en petit).

1° TRAVAUX D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

(y compris les travaux sur les Guises et sur Mayenne ne concernant pas spécialement la Bourgogne).

A. AUTIN. — *L'échec de la Réforme en France au XVI^e siècle*. Paris, Colin, 1918, in-12.

BAGUENAUT DE PUCHESSE. — *La politique de Philippe II dans les affaires de France. 1559-1598* (dans *Rev. des Questions historiques*, 1879, 5-66).

Ed. de BARTHÉLEMY. — *Catherine de Médicis, le duc de Guise et le traité de Nemours* (dans *Rev. des questions hist.*, XXVII, 1880, 465-496).

- M. de BOUARD. — *Sixte-Quint, Henri IV et la Ligue. La légation du cardinal Caetani en France (1589-1590)* (dans *Rev. des questions hist.*, 1932).
- R. de BOUILLÉ. — *Histoire des ducs de Guise*. Paris, 1849-1850, 4 in-8°.
- E. BRAMBILLA. — *Lodovico Gonzaga, duca di Nevers, 1539-1595*. Udine, 1905, in-12.
- H. BUSSON. — *Les sources et les progrès du rationalisme dans la littérature française de la Renaissance*. Paris, 1922, in-8°.
- CAPEFIGUE. — *Histoire de la Réforme, de la Ligue et du règne de Henri IV*. Paris, 1834-1835, 8 in-8°.
Analyses et extraits du fonds Simancas des A.N., mais chargés d'erreurs de tous genres (v. à ce sujet l'avertissement de R. de Carné en tête de sa *Corr. du duc de Mercœur*, p. II).
- CARINGI. — *Sixte-Quint et la Ligue. Documents inédits* (dans *Rev. du monde catholique*, XVII, 1867 /I, 449-471 ; XVIII, 1867 /II, 60-84 ; XIX, 1867 /III, 497-520 ; XX, 1867 /IV), que nous citons.
- V. CARRIÈRE. — *Les épreuves de l'Eglise de France au XVI^e siècle (sujet d'histoire diocésaine)* (dans *Rev. d'histoire de l'Eglise de France*, 1925, 167-201, 332-362 ; 1926, 168-196, 315-342 ; 1927, 433-465 ; 1930, 337-372, 473-501).
Articles repris au t. III de l'*Introduction aux études d'histoire ecclésiastique locale* (Paris, 1936, in-8°).
- J. CHARTROU-CHARBONNEL. — *La Réforme et les guerres de Religion*. Paris, 1937, in-16 (Coll. Armand Colin).
- E. COUGNY. — *Etudes historiques et littéraires sur le XVI^e siècle. Le parti républicain sous Henri III, d'après des documents* (dans *Mém. lus à la Sorbonne...*, histoire, philologie et sciences morales, 1866).
- *J. de CROZE. — *Les Guises, les Valois et Philippe II*. Paris, Amyot, 1866, 2 in-8°.
Utile surtout pour les nombreuses pièces données dans les *Appendices* (v. ci-dessus, *Documents publiés*).
- *LOUIS DAVILLÉ, *Les prétentions de Charles III, duc de Lorraine, à la couronne de France*. Paris, Alcan, 1909, in-8°.
- ID. — *Les ravages de la Lorraine pendant la Ligue* (dans *Le pays lorrain et le pays messin*, VIII, 1911, 7-19, 70-79).
- ID. — *Chrétien de Savigny, sieur de Rosnes (1550 ? - 1596)* (dans *Bull. Soc. des lettres... de Bar-le-Duc*, IV^e s., X, p. XIX-XXI).
- DESCLOZEUX. — *Gabrielle d'Estrées, marquise de Monceaux, duchesse de Beaufort*. Paris, 1889, in-8°.
- Arthur DESJARDINS. — *Les parlements du roi (1589-1596)* (dans *Séances et Travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, CXII, 1879, 478-505, 614-633).
- A. DROIN. — *L'expulsion des jésuites sous Henri IV et leur rappel* (dans *Rev. d'histoire moderne et contemporaine*, III, 1901).
- Ch. DUFAYARD. — *Le connétable de Lesdiguières*. Paris, Hachette, 1892, in-8°.
- L. van der ESSEN. — *Alexandre Farnèse, prince de Parme, gouverneur général des Pays-Bas (1545-1592)*. Bruxelles, Nouv. Soc. d'éd., 1932-1934, 5 in-4° parus.
- G. FAGNIEZ. — *L'économie sociale de la France sous Henri IV, 1589-1610*. Paris, Hachette, 1897, in-8°.

- H. FORNERON. — *Les ducs de Guise et leur époque*. Paris, Plon, 1878, 2 in-8°.
- H. FOUQUERAY. — *Histoire de la compagnie de Jésus en France des origines à la suppression (1528-1762)*. Paris, Picard, 1910-1925, 5 in-8° [t. II, 1913].
- J. GAILLARD. — *Essai sur quelques pamphlets ligueurs (dans Revue des questions historiques, 1913, 426-454, et 1914, 101-136)*.
- A. GARNIER. — *Agrippa d'Aubigné et le parti protestant*. Paris, Fischbacher, 1928, 3 in-4°.
- G. HANOTAUX. — *Etudes sur le xvi^e et le xvii^e siècle*. Paris, Hachette, 1886, in-12.
- ID. — *Origines de l'institution des intendants des provinces*. Paris, Champion, 1884, in-8°.
- H. HAUSER. — *La prépondérance espagnole (1559-1660)*. Paris, Alcan, in-8° (*Peuples et civilisations. Histoire générale, IX*).
- ID. — *Les débuts du capitalisme*. Nouv. éd., Paris, Alcan, 1931, in-12.
- ID. — *Travailleurs et marchands dans l'ancienne France*. 2^e éd. Paris, Alcan, 1929, in-8°.
- H. HINTZE. — *Staatseinheit und Föderalismus im alten Frankreich und in der Revolution*. Stuttgart, Berlin et Leipzig, 1928, in-8°.
- B^{on} de HÜBNER. — *Sixte-Quint, d'après des correspondances diplomatiques inédites*. Paris, Hachette, 2^e éd., 1882, 2 in-8°.
- L.-Ch. JONES. — *Simon Goulart. 1543-1628. Etude biographique et bibliographique*. Paris, Champion, 1917, in-8°.
- Ch. LABITTE. — *De la démocratie chez les prédicateurs de la Ligue*. 2^e éd., Paris, Fournier, 1866, in-8°.
- J. LAVAUD. — *Un poète de cour au temps des derniers Valois : Philippe Desportes (1546-1606)*. Paris, E. Droz, 1936, in-8°.
- H. de L'ÉPINOIS. — *La Ligue et les papes*. Paris, 1886, in-8°.
- ID. — *La légation du cardinal Caetani en France (dans Revue des questions historiques, XXX, 1881, p. 460-525)*.
- L. LOEW. — *Louis de Gonzague, prince de Mantoue, duc de Nevers (1539-1595). Sa vie et ses écrits jusqu'en 1590 (dans Position de thèses de l'Ecole des Chartes, 1912, 51-58)*.
- C. MANFRONI. — *La legazione del cardinale Caetani in Francia (1589-1590) (dans la Rivista storica italiana, X, 1893, p. 190-270)*.
- *J.-H. MARIÉJOL. — *La Réforme et la Ligue. L'Edit de Nantes (1559-1598)*. (*Hist. de France* publiée sous la direction d'E. Lavisse, VI¹) Paris, Hachette (1904), in-8°.
- ID. — *Catherine de Médicis (1519-1589)*. 2^e éd., Paris, Hachette, 1920, in-8°.
- ID. — *La vie de Marguerite de Valois, reine de Navarre et de France (1553-1615)*. Paris, Hachette, s.d. [1928], in-8°.
- V. MARTIN. — *Le gallicanisme et la Réforme catholique. Essai historique sur l'introduction en France des décrets du concile de Trente (1563-1615)*. Paris, Picard, 1919, in-8°.

- Id. — *Le gallicanisme politique et le clergé de France*. Paris, Picard, 1929, in-8°.
- Ed. MAUGIS. — *Histoire du Parlement de Paris de l'avènement des rois valois à la mort d'Henri IV*. Paris, 1914-1916, 3 in-8°.
- L. MONNIER. — *Missions diplomatiques de Pomponne de Bellièvre de 1573 à 1588. Contribution à l'étude de la politique de Henri III* (dans *Positions de thèses de l'Ecole des Chartes*, promotion 1930, Paris, 1930, in-8°).
- A. MOREL-FATIO. — *Don Bernardino de Mendoza* (dans *Ann. Fac. des Lettres de Bordeaux*, *Bulletin hispanique*, janv.-mars 1906).
- L. MORIN. — *L'imprimerie à Troyes pendant la Ligue*. Paris, Leclerc, 1912, pet. in-8° (extr. du *Bull. du Bibliophile*, 1912).
- L. MOUTON. — *Un demi-roi. Le duc d'Epemon*. Paris, Perrin, 1922, in-8°.
- *J. NOUAILLAC. — *Villeroy, secrétaire d'Etat et ministre de Charles IX, Henri III et Henri IV* (1543-1610). Paris, Champion, 1909, in-8°.
- *G. PAGÈS. — *La monarchie d'Ancien régime en France (d'Henri IV à Louis XIV)*. Paris, A. Colin, 1928, in-16 (Coll. A. Colin).
- *Id. — *Essai sur l'évolution des institutions administratives en France du commencement du xvi^e siècle à la fin du xviii^e* (dans *Rev. d'histoire moderne*, 1932, janv.-fév., 8-57, et mars-avr., 113-137).
- Id. — *La vénalité des offices dans l'ancienne France* (dans *Rev. historique*, t. CLXIX, 1933, 477-495).
- Em. PASQUIER. — *Un curé de Paris pendant les guerres de religion : René Benoist, le pape des halles* (1521-1608). Paris, Picard, 1913, in-8°.
- R. PATRY. — *Philippe du Plessis-Mornay. Un huguenot homme d'Etat* (1549-1623). Paris, Fischbacher, 1933, in-8°, 670 p.
- PERRENS. — *L'Eglise et l'Etat sous le règne de Henri IV*. Paris, 1873, 2 in-8°.
- M. PHILIPPSON. — *La contre-révolution religieuse au xvi^e siècle*. Paris, 1884, in-8°.
- Em. PICOT. — *Les Français italianisants au xvi^e siècle*. Paris, Champion, 1907, 2 in-8°.
- G. PICOT. — *Histoire des Etats généraux*. 2^e éd., Paris, 1888, 4 in-12.
- Aug. POIRSON. — *Histoire du règne de Henri IV*. Paris, Didier, 1864, 4 in-8°.
- *R. RADOUANT. — *Guillaume du Vair. L'homme et l'orateur, jusqu'à la fin des troubles de la Ligue* (1556-1596). Paris, Soc. fr. de lib., s.d., in-8°.
- L. von RANKE. — *Französische Geschichte, vornehmlich in 16. und 17. Jahrhundert*. 3^e éd., 1877, in-8°.
- Marcel RAYMOND. — *L'influence de Ronsard sur la poésie française* (1550-1585). Paris, Champion, 1927, 2 in-8°.
- Abbé REURE. — *La presse politique à Lyon pendant la Ligue*. Paris, Picard, 1898, in-8°.
- *P. RICHARD. — *La papauté et la Ligue française. Pierre d'Epinac, archevêque de Lyon* (1573-1599). Paris, Picard ; Lyon, Effantin, 1901, in-8°.

- *P. ROBIQUET. — *Histoire municipale de Paris*. Paris, Hachette, 1904, 3 in-8°.

Le t. II de cette histoire, qui concerne notre période, n'est que le *Paris et la Ligue sous le règne d'Henri III* paru à Paris, en 1886, in-8°, sous couverture nouvelle et sous titre nouveau, avec l'introduction en moins.

- F. ROCQUAIN. — *La France et Rome pendant les guerres de religion*. Paris, 1924, in-8°.

A peu près négligeable.

- Lucien ROMIER. — *Le royaume de Catherine de Médicis*. Paris, Perrin, 1922, pet. in-8°.

- ID. — *Les députés des villes en cour au xvi^e siècle* (dans *Bull. hist. et philol.*, 1909).

- Ed. ROTT. — *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, de leurs alliés et de leurs confédérés*. T. II. Berne, Bentelli ; Paris, Alcan, 1902, in-8°.

- E. SAULNIER. — *Le rôle politique du cardinal de Bourbon (Charles X) (1523-1590)*. Paris, Champion, 1912, in-8° (*Bibl. de l'Ecole des Hautes-Etudes*, fasc. 193).

- ID. — *Le siège d'Orléans au début de 1589* (*Rev. hist.*, CXXV, 1917, 68-77).

- Ph. VON SEGESSER. — *Ludwig Pfyffer und seine Zeit*. Berne, 1880-1884, 4 in-8°.

- L. SERBAT. — *Les assemblées du clergé de France. Origines, organisation, développement. 1561-1615*. Paris, Champion, 1906, in-8° (*Bibl. de l'Ecole des Hautes-Etudes*, fasc. 154).

- P.-O. de TÖRNE. — *Philippe II et Henri de Guise. Le début de leurs relations (1578)* (dans *Rev. hist.*, 1931, t. CLXVII, p. 323-335).

- Al. TUETÉY. — *Les Allemands en France et l'invasion du comté de Montbéliard par les Lorrains. 1587-1588*.

- P. de VAISSIÈRE. — *Gentilshommes campagnards de l'ancienne France. Etude sur la condition, l'état social et les mœurs de la noblesse de province du xvi^e au xviii^e siècle*. Paris, Perrin, 1903, in-8°.

- ID. — *Messieurs de Joyeuse. 1560-1615*. Paris, Albin Michel (1926), in-8°, 351 p.

- ID. — *Henri IV*. Paris, Fayard [1928], in-12.

- Ch. VALOIS. — *Une histoire inédite de la Ligue, œuvre d'un contemporain anonyme (1574-1593)* (dans *Positions des thèses de l'Ecole des Chartes*, promotion de 1908, Mâcon, Protat, in-8°).

- P. VIARD. — *Histoire de la dîme ecclésiastique en France au xvi^e siècle*. Lille, Giard, et Paris, Champion, 1914, in-8° (*Mém. et Travaux publ. par des professeurs des facultés catholiques de Lille*, fasc. XII).

- J. VIÉNOT. — *Histoire de la Réforme française des origines à l'Edit de Nantes*. Paris, 1926, in-8°.

- Fleury VINDRY. — *Dictionnaire de l'Etat-major français au xvi^e siècle*. Paris, 1901, in-8°. — ID., (*Tableaux*), Bergerac, 1901, in-4°.

- *ID. — *Les parlementaires français au xvi^e siècle*. T. I. Paris, Champion, 1909, in-8°.

- G. WEILL. — *Les théories sur le pouvoir royal en France pendant les guerres de religion*. Paris, Hachette, 1891, in-8°.

- M. WILKINSON. — *A history of the League or Sainte Union, 1576-1595*. Glasgow, Jackson, Wylie and Co, 1929, in-8°, xi-223 p.

Donne en appendices quelques textes extraits des archives de Dijon (fautes de lecture). Sur cet ouvrage, v. H. HAUSER, dans *Rev. hist.*, mars-avril 1931, 298-299.

- B. ZELLER. — *Le mouvement guisard en 1588. Catherine de Médicis et la Journée des Barricades* (dans *Rev. hist.*, XLI, 1889, 253-276).

2° TRAVAUX RELATIFS A L'HISTOIRE DE LA BOURGOGNE

- *H. ABORD. — *Histoire de la Réforme et de la Ligue dans la ville d'Autun*. Autun, Dejussieu ; Paris, Durand, 1855, 1881, 1887, 3 in-8°.

Beaucoup de textes cités, mais dans un grand désordre et avec d'innombrables fautes. La documentation proprement autunoise est plus soignée, et peut même dispenser dans une certaine mesure (surtout le recueil de *Pièces* qui forme le t. III) de recourir aux archives locales. Exposé confus où ne manquent pas les erreurs de détail, utilisable cependant moyennant contrôle. Grosses lacunes (pour 1585-1588 p. ex.).

- F. AMANTON. — *Précis historique et chronologique sur l'établissement de la commune et des vicomtes-mayeurs ou maires de Dijon...* (dans *Mém. Comm. des Antiquités de la C.-d'Or*, VIII, 1870-1873, 1-142).

- J. d'ARBAUMONT. — *Essai historique sur la Sainte-Chapelle de Dijon* (dans *Mém. Comm. des Antiquités de la C.-d'Or*, VI, 1861-1864, 63-184).

- Ch. AUBERTIN. — *Le drapeau de la Ligue conservé à Beaune* (dans *Mém. Soc. d'archéologie de Beaune*, 1892, 335-339, pl.).

- J. BAILHACHE. — *Saint-Jean-de-Losne et Semur ateliers royalistes pendant la Ligue d'après des documents inédits* (dans *Courrier numismatique*, déc. 1932, 86-97, pl.).

- A. BAUDOT. — *Etudes historiques sur la pharmacie en Bourgogne avant 1803*. Paris, Maloine, 1905, in-8°.

- [Pierre-Louis] BAUDOT aîné. — *Mort de Jacques Laverne, ancien maire de Dijon. Anecdote historique, lue à la séance publique de l'Académie de cette ville, le 8 avril 1813* (dans *Magazin encyclopédique*, 1814, I, 129-145).

- *P.-M. BAUDOUIN. — *Histoire du protestantisme et de la Ligue en Bourgogne*. Auxerre, Vosgien, 1881 ; Chambon, 1884, 2 in-8°.

Ouvrage d'ensemble (ce serait le seul) sur la Ligue en Bourgogne à en croire son titre. Mais, d'abord, il s'arrête à août 1589. De plus, il n'utilise que quelques sources locales, comme : — 1° les *Mém. de Guill. de Tavannes*, qui sont paraphrasés sans critique (II, 390, 396) et dont les orthographes (noms propres) sont reproduites aveuglément ; — 2° les registres de la Chambre de ville de Dijon, mal lus (ex. : les extraits de B 226 donnés au t. II, 295 et s. : mots sautés, fausses lectures). Suite de petits morceaux numérotés, composés au hasard de cette documentation empirique. D'où : des exposés détaillés sur des épisodes tout à fait secondaires (p. ex. ceux qu'exalte Tavannes pour les besoins de son plaidoyer *pro domo*) ce qui disproportionne gravement l'importance des faits ; — des lacunes concernant des questions importantes : p. ex., pas un mot sur la période d'organisation de la Ligue qui s'étend du passage des Reîtres (1587) aux Barricades (mai 1588) et rien sur l'opinion en Bourgogne durant les États de Blois, dont le récit remplit cependant 60 pages. D'une façon générale : 1° médiocre pour 1580-1586, l'ouvrage devient tout à fait

mauvais à partir de 1587 ; 2° l'auteur, auxerrois, abonde en détails désordonnés (plus ou moins venus de CHALLE, non cité) sur la Haute-Bourgogne, mais se fait déjà plus avare sur la Bourgogne dijonnaise, pour devenir tout à fait pauvre sur le sud de la province. Malgré cela, ouvrage utile, en particulier grâce aux *Pièces justificatives*.

H. BEAUNE et J. d'ARBAUMONT. — *La noblesse aux Etats de Bourgogne de 1350 à 1789*. Dijon, Lamarche, 1874, in-4°.

*E. BELLE. — *La Réforme à Dijon des origines à la fin de la lieutenance générale de Gaspard de Saulx-Tavanes (1530-1570)*, avec un avant-propos de M. H. Hauser (dans *Rev. bourguignonne p.p. l'Université de Dijon*, XXI, 1911, I-LV + 1-243, fasc. IV des *Etudes sur la Réforme et les guerres de religion en Bourgogne*).

ID. — *Les libraires dijonnais et les débuts de la Réforme à Dijon* (*Bull. de la Soc. de l'hist. du protestantisme*, 1910, 451 et s.) ; — *Les hôteliers et les débuts de la Réforme à Dijon* (*ibid.*, 1911, 97-109) ; — *L'enseignement et les débuts de la Réforme à Dijon* (*ibid.*, 1911, 503-508).

L'ensemble des études de M. Belle constitue la meilleure contribution moderne qui ait été jusqu'ici fournie à l'histoire des réformés en Bourgogne dans la période précédant la nôtre (bien que l'auteur n'ait pu utiliser les ressources des dépôts parisiens).

Ch. BERTUCAT. — *La juridiction municipale de Dijon. Son étendue* (dans *Rev. bourg. p. p. l'Université de Dijon*, XXI, 1911, n° 2, 89-235).

ID. — *Les finances municipales de Dijon depuis la liquidation des dettes (1662) jusqu'à 1789*. Dijon, Nourry, 1910, in-8°.

P. BESNARD. — *Les débuts de la Réforme et la confrérie du Saint-Esprit à Chalon* (dans *Bull. Ass. des anciens élèves des Minimes*, 1922).

ID. — *Les Cordeliers et Cordelières à Chalon* (dans *Rev. d'hist. franciscaine*, IV, 1927, 527-588).

A. BESSET. — *Notice historique sur les compagnies de chevaliers de l'arquebuse de Bourgogne et notamment sur celle de Chagny*. Chagny, Roy, 1904, in-8°.

G. BLONDEAU. — *Claude Brelagne, conseiller au Parlement de Bourgogne. Son portrait et ceux de sa famille au musée de Dijon* (dans *Annales de Bourgogne*, 1933, 101-129).

Ch. BOELL. — *Montjeu et ses seigneurs* [2° p^{ie} (suite) : *Le président Jeannin et ses descendants*] (dans *Mém. Soc. éduenne*, XL, 1912, 227-300, et XLVII, 1932-1933, 217 et s.).

Suite du travail de DORET et A. de MONARD (v. ces noms), rédigée en partie sur leurs notes. Sorte de répertoire des faits concernant la biographie de Jeannin et de ses héritiers, vue d'Autun. Éléments très utiles, plus sûrs que la médiocre étude de N. Garnier. Pièces. Une partie de la documentation générale (la correspondance, le B.N., fr. 17281, etc.) que le caractère du travail autorisait évidemment à négliger, l'a été effectivement. Mais ce travail fournit ce qu'il promet : beaucoup d'indications sur le président, considéré dans sa carrière et sa fortune matérielle.

ID. — *Contribution à la généalogie du président Jeannin* (dans *Mém. Soc. éduenne*, XLVII, 1932-1933, 141-148).

P. BORDEAUX. — *Les ateliers monétaires de Dijon, de Semur-en-Auxois, et de Saint-Jean-de-Losne pendant la Ligue* (dans *Annuaire de la Soc. de Numismatique*, 1894).

H. BONNEVIOT. — *Les greffes du Parlement de Bourgogne*. Dijon, Nourry, 1911, in-8° (Coll. d'Etudes sur l'histoire du Droit et les Institutions de la Bourgogne, XXVII).

Mgr BOUGAUD. — *Histoire de sainte Chantal et des origines de la Visitation*. 2^e éd., Paris, 1863, 2 in-8°.

P. BOULOGNE. — *Flavigny au moyen-âge et pendant la Renaissance (721-1592)* (dans *Bull. Soc. de Semur*, XXXIV, 1905, 235-252).

F. BOURCIER. — *Le régime municipal à Dijon sous Henri IV* (dans *Rev. d'hist. moderne*, 1935, 97-120).

A. BOURÉE. — *La chancellerie près le Parlement de Bourgogne de 1476 à 1790, avec les noms, généalogies et armoiries de ses officiers, suivi d'un supplément sur les secrétaires du roi près le parlement de Bourgogne*. Dijon, Bellais, 1927, in-4°.

*A. CHALLE. — *Histoire des guerres du calvinisme et de la Ligue dans l'Auxerrois, le Sénonais et les autres contrées qui forment aujourd'hui le département de l'Yonne*. Auxerre, 1863-1864, 2 in-8° (Extrait du *Bull. Soc. des sciences de l'Yonne*, 1863 et 1864).

Récit qui zigzague empiriquement dans le lacs des petits sentiers parmi les nombreuses villes et les châteaux d'un pays partagé entre Champagne et Bourgogne. Aucune échappée un peu large. Mais documentation honnête, puisée en partie à la B.N., dans les séries qu'analysent ou reproduisent les recueils de notes ou copies de la collection de Bastard, de la B. d'Auxerre. Nous avons pu faire confiance à ce travail en ce qui concerne un certain nombre de faits locaux (Pièces justificatives intéressantes, tirées surtout des Arch. municipales).

M. D. CHAPOTIN. — *Les dominicains d'Auxerre*. Paris, 1892, in-8°.

A. V. CHAPUIS. — *Les anciennes corporations dijonnaises. Règlements, statuts et ordonnances*. Dijon, 1906, in-8° (formant le t. XXII des *Mém. Soc. bourguignonne de géographie et d'histoire*).

O.-J. CHARDON. — *Histoire de la ville d'Auxerre*. Auxerre, 1834-1835, 2 in-8°.

A. de CHARMASSE. — *François Perrin, poète français du seizième siècle...* Autun et Paris, Champion, 1887, in-8°, 251 p. (extrait des *Mém. Soc. éduenne*, nouv. sér., t. XV).

ID. — *Précis historique*, en tête de l'Autun et ses monuments d'Harold de Fontenay (v. à ce nom), p. I-CCLXXI.

ID. — *Essai sur l'état de la propriété en Bourgogne au moyen-âge* (Introduction du t. III du *Cartulaire de l'église d'Autun*, Autun, 1900, in-4°).

ID. — *Alone, aujourd'hui Toulonjon* (dans *Mém. Soc. éduenne*, XLIV et s., 1919-1928).

ID. — *Les prédicateurs de l'avent et du carême à la cathédrale d'Autun. 1377-1784* (dans *Mém. Soc. éduenne*, 1901).

G. CHOPTRAYANOVITCH. — *Etienne Tabourot des Accords. Etude sur sa vie et sur son œuvre littéraire*. Dijon, impr. Belvet, 1935, in-8°.

Ouvrage écrit par un étranger. Nombreuses erreurs de tous genres.

CLÉMENT-JANIN. — *Les pestes en Bourgogne (1349-1636)*. Dijon, Carré, 1897, in-8°.

Id. — *Les imprimeurs et les libraires de la Côte-d'Or*. Dijon, 1883, in-8°.

Id. — *Les orfèvres dijonnais*. Dijon, Darantière, 1889, in-8°.

= Abbé COURTÉPÉE. — *Précis historique sur la Ligue en Bourgogne* (dans le recueil B. Dijon, fonds Baudot 214, ms. xviii^e siècle, 1781).

Cité ici pour mémoire.

Ch. CROIX. — *Une capitainerie de petite ville pendant la Ligue*. Sébastien Noirot capitaine de Châtillon-sur-Seine (dans *Annales de Bourgogne*, 1930, 378-386).

Id. — *Les épreuves de la guerre dans le Châtillonnais de 1546-1586* (*ibid.*, 1931, 155-164).

Id. — *Le passage des Rettres dans le Châtillonnais* (1587) et les misères de la guerre. Châtillon-sur-Seine, Impr. Massenet, 1937, in-12, 19 p.

Ph. DHÉTEL. — *Annales historiques de la ville de Saint-Jean-de-Losne... depuis ses origines jusqu'à 1789...* Paris, Champion, 1908, 2 in-4°.

V. des DIGUÈRES. — *Familles illustres de Normandie. Etude historique et généalogique sur les Rouxel-Médavy-Grancey dans les armées, à la cour et dans l'Eglise*. Paris, Dumoulin, 1870, in-8°.

Notes biographiques et généalogiques sur le baron de Fervaques.

Abbé DORET et A. de MONARD. — *Montjeu et ses seigneurs* (dans *Mém. Soc. éduenne*, 1880, 1-168, et 1893, 195-248).

A consulter sur les Jeannin. Continué par BOELL (v. ce nom).

H. DROUOT. — *Un épisode de la Ligue à Dijon. L'affaire La Verne* (1594), suivi de *Notes sur la Ligue en Bourgogne* (dans *Rev. bourguignonne* p.p. l'Université de Dijon, XX, 1910, n° 1, vol. de 264 p.).

Id. — *Notes sur la première Ligue en Bourgogne. Les débuts de Mayenne*. Dijon, 1937, in-8°.

Id. — *Vin, vignes et vigneron de la Côte dijonnaise pendant la Ligue* (dans *Rev. de Bourgogne*, 1911, 343-361). — *Tabourot des Accords ligueur* (*ibid.*, 1912, 232-237). — *Hôtelleries dijonnaises en 1593* (*ibid.*, 1915, 473-476). — *Le passage de Charles IX en Bourgogne en 1564* (*ibid.*, 1916-1917, 375-381). — *Sur le froid en Bourgogne à la fin du xvi^e siècle* (*ibid.*, 1918-1919, 108-118). — *Flavigny contre Dijon. Notes sur le schisme dijonnais de 1589* (dans *Mém. Acad. de Dijon*, 1922, 47-120). — *Observations sur les mémoires de Guill. de Saulx-Tavanes* (*ibid.*, 1922, 169-176). — *Le duc de Mayenne et la mobilisation contre les Rettres*. 1587 (*ibid.*, 1923, 86-124). — *Le serment de fidélité des Dijonnais à Henri IV* (*ibid.*, 1924, 269-274). — *Le duc de Mayenne au lendemain des assassinats de Blois* (*ibid.*, 1927-1931, 1-13). — *La mission du légat Caetano et sa traversée de la Bourgogne* (nov. 1589-janv. 1590) (dans *Rev. d'hist. moderne*, 1928, 371-388). — *La guerre aux moutiers pendant la Ligue. Le pillage de Cîteaux* (dans *Rev. d'hist. moderne*, 1929, 196-213). — *Après la paix de Nemours. L'affaire d'Auxonne*. 1585-1586 (dans *Annales de Bourgogne*, 1929, 302-336). — *Les jésuites de Dijon sous Henri IV d'après un gallican* (*ibid.*, 1930, 171-178). — *La royauté du cardinal de Bourbon et les ligueurs bourguignons*. 1589-1590 (*ibid.*, 1933, 30-44). — *Un sujet : la carrière d'Etienne Bernard* (*ibid.*, 1934, 366-371 [Indications bibliographiques]). — *Les gens de la Monnaie de Dijon en 1594* (dans *Mém. Acad. de Dijon*, 1934, 63-66). — *Henri IV et les officiers de la milice dijonnaise* (1595) (dans *Annales de Bourgogne*, 1935, 248-261). — *L'influence de Lyon et la Ligue en Bourgogne. Mâcon en 1588-1589* (*ibid.*, à paraître).

- G. DUMAY. — *Les derniers sires de Pontailler, seigneurs de Talmay. 1471-1636* (dans *Mém. Soc. bourg. de géogr. et d'hist.*, 1913, 1-244).
- [Abbé] D[UMONET]. — *Histoire des révolutions de Mâcon sur le fait de la religion*. Avignon, Domergue, 1760, in-12, vii-328 p.
Longtemps attribué à Agut, chanoine de Mâcon († 1778). Peu sûr.
- J. DURANDEAU. — *On battit monnaie à Semur pendant la Ligue* (dans *Le Réveil bourguignon*, nos de mars et avril 1911).
- ID. — *Histoire de la Mère-folle latque de Dijon*. Dijon, Réveil bourguignon, 1912, in-8°.
- ID. — *Le traité du baron de Vitteaux (Antoine Duprat) avec le roi Henri IV*. Dijon, Réveil bourguignon, 1896, in-8°.
- ID. — *La pléiade bourguignonne*. Dijon, Réveil bourguignon, 1907, in-8°, 217 p.
- P. EMARD. — *Jacques Amyot, grand aumônier de France, supérieur des quinzevingts pauvres aveugles du roi, 1560-1593* (dans *Revue du seizième siècle*, 1927, 77-115, 281-314 ; 1928, 1-42).
- L. FARCY. — *Un épisode de la Ligue en Bourgogne. Le siège de Montbard en février 1590* (dans *Bull. Soc. arch. et biogr. de Montbard*, VII, 1912, 23-34).
- [C. FEVRET]. — *De claris fori burgundici oratoribus dialogus autore Carolo Fevreto*. Divione, Palliot, 1654, petit in-8°.
- Paul FOISSET. — *Eglise des Dominicains à Dijon dite des Jacobins* (dans *Mém. Comm. des Antiq. de la C.-d'Or*, IX, 1874-1877, 113-140).
- Harold de FONTENAY. *Autun et ses monuments...* Autun, Dejussieu, 1889, in-16.
- R. GALMICHE. — *Le président Baillet de Vaugrenant* (dans *Rev. bourg. p. p. l'Université de Dijon*, XV, 1905, n° 4, 107-170 ; 2° p^{ie} du fasc. I des *Etudes sur la Réforme et les guerres de religion en Bourgogne*).
Premier travail sur le sujet.
- *J. GARNIER et E. CHAMPEAUX. — *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne. Introduction*. Dijon, Darantière et Jobard, 1918, in-4°, xvi-999 p.
Précieux travail d'ensemble sur toutes les institutions communales et urbaines de la province. La première moitié, de Garnier (jusqu'à la p. 520), écrite avant 1903, a un peu vieilli. La seconde, revue ou rédigée par Champeaux et achevée en 1918, est très informée (bonnes bibliographies).
- J. GARNIER. — *Histoire du quartier du Bourg*. Dijon, Lamarche et Drouelle, 1853, in-8°.
- ID. — *Le château de Talant. Monographie* (dans *Mém. Comm. des Antiq. de la Côte-d'Or*, III, 1847-1852, 213-311).
- ID. — *Précis historique* (en tête de la *Correspondance de la mairie de Dijon*, t. II).
- ID. — *L'artillerie de la commune de Dijon*. Dijon, Jobard, 1863, in-8°.
- ID. — *Les deux premiers hôtels de ville de Dijon* (dans *Mém. Comm. des Antiq. de la Côte-d'Or*, IX, 1874-1877, 1-111).
- ID. — *Le service militaire au moyen-âge dans les communes bourguignonnes* (dans *Annuaire départemental de la Côte-d'Or*, 1872).
- N. GARNIER. — *Le président Jeannin* (1^{re} p^{ie}) (dans *Mém. Soc. bourguignonne de géographie et d'histoire*, 1913, 285-589).

Cette 1^{re} partie qui s'arrête à 1596, a seule paru. Étude décevante.

Préparée à Dijon et à Paris, elle avait été précédée, de loin (1888 et 1892), par deux petits recueils intéressants de lettres du président. Mais la rédaction de 1912, fruit d'une retraite universitaire, montre que l'auteur avait, durant une longue période, perdu tout contact avec son sujet. Disproportionnée, chargée de digressions inattendues, elle est avec cela fort incomplète, et entachée d'erreurs de tous genres. Nombre de sources essentielles sont négligées. L'interprétation des documents est laudative, souvent crédule. Une bonne étude sur Jeannin reste à faire : il s'en faut qu'elle trouve les sources variées.

C.-X. GIRAULT. — *Henri IV à Dijon pendant le mois de juin 1595* (dans *Mém. Académie de Dijon*, 1818, 87-103).

ID. — *Combat de Fontaine-Française soutenu par Henri IV en personne et qui mit fin aux troubles de la Ligue*. Paris, Delaunay ; Dijon, Gaulard-Martin, 1822, in-8°, 28 p.

Le P. GODEFROY. — *Une page d'histoire franciscaine bourguignonne. Le couvent des cordeliers de Châtillon-sur-Seine*. Paris [1928], petit in-8°, 109 p.

J.-G. GOSSEL. — *Un contre-coup de la Ligue en Bourgogne. L'expulsion et le retour des Jésuites de Dijon (1595-1603)* (dans *Rev. d'histoire de l'Eglise de France*, I, 1910, 513-522, 641-665).

*L. GROS. — *Le Parlement et la Ligue en Bourgogne* (dans *Rev. bourg. p.p. l'Université de Dijon*, XX, 1910, n° 3-4. Fasc. III des *Etudes sur la Réforme et les guerres de religion en Bourgogne*).

Remplace avantageusement le t. II de LA CUISINE.

H. HAUSER. — *Notes sur l'organisation du travail à Dijon et en Bourgogne au XVI^e et dans la première moitié du XVII^e siècle* (dans *Rev. bourg. p. p. l'Université de Dijon*, XIV, 1904, n° 1, 99-131).

Étude réimprimée dans *Les débuts du capitalisme* (v. ci-dessus, *Travaux d'intérêt général*), mais que nous citerons avec renvois à cette première publication dans la *Revue bourguignonne*.

*ID. — *Le traité de Madrid et la cession de la Bourgogne à Charles-Quint. Etude sur le sentiment national bourguignon en 1525-1526* (dans *Rev. bourg. p.p. l'Université de Dijon*, XXII, 1912, n° 3).

Particulièrement suggestif pour l'étude du XVI^e siècle bourguignon.

ID. — *La question des prix et des monnaies en Bourgogne dans la seconde moitié du XVI^e siècle* (dans *Annales de Bourgogne*, 1932, 7-21).

Illustre Orbandale. — V. § III, *Journaux*, v° BERTHAULT.

A. JEANDET. — *Etudes sur le XVI^e siècle. France et Bourgogne. Pontus de Tyard, seigneur de Bissy*. Paris, Aubry, 1860, in-8°.

ID. — *Mâcon au XVI^e siècle* (dans *Annales de l'Académie de Mâcon*, 2^e s^{ie}, V, 1885, 241-322 ; VI, 1888, 287-330 ; VII, 1890, 169-196 ; IX, 1892, 76-111).

Surtout consacré à l'histoire littéraire. Quelques références utiles, au milieu d'un désordre invraisemblable.

*ID. — *Fragment des annales de la ville de Verdun-sur-Saône-et-Doubs*. Dijon, Darantière, 1893, in-8°.

Ce « fragment » (de 470 p.) concerne la période 1500-1599. Amas désordonné de faits, de noms, de références ; mais fort utile malgré cela pour l'étude de la vie dans le Val de Saône.

P. JUÉNIN. — *Nouvelle histoire de l'abbaye royale et collégiale de Saint Filibert et de la ville de Tournus*. Dijon, De Fay, 1733, in-4°.

P. de LA BUSSIÈRE. — *Le bailliage de Mâcon. Etude sur l'organisation judiciaire du Mâconnais sous l'ancien régime*. Dijon, Nourry, 1914, in-8°.

P^t de LA CUISINE. — *Le Parlement de Bourgogne depuis son origine jusqu'à sa chute*. 2^e éd., Dijon, Rabutôt ; Paris, Durand, 1864, 3 in-8°.

Éloge oratoire de l'ancien Parlement par un président du Second Empire. Des développements prolixes et des lacunes capitales, au hasard d'une documentation empirique et des plus superficielles (registres du fonds Saverot, consultés sommairement). Franchement insuffisant.

LADEY DE SAINT-GERMAIN. — *Le château de Montaigu et ses seigneurs* (dans *Mém. Soc. bourg. de géographie et d'histoire*, 1901, 94-195).

L. LAROCHE. — *Le bailliage comtal et le bailliage des cas royaux de Charolais* (dans *Annales de Bourgogne*, V, 1933, 129-161 et 217-256).

G. LATRUFFE. — *Auxonne, place-forte du département de la Côte-d'Or, et son passé* (dans *Mém. Soc. bourg. de géographie et d'histoire*, 1886, 237-294).

*J. P. C. LA VIROTTE. — *Annales de la ville d'Arnay-le-Duc*. S. l., 1837, in-8°.

Bon travail, basé sur les archives municipales d'Arnay, qu'il dispense généralement de consulter directement.

*Abbé LEBEUF. — *Mémoires concernant l'histoire ecclésiastique et civile d'Auxerre*. Paris, Durand, 1743, 2 in-4°.

1^o Notices sur les évêques, sur les dignitaires de la cathédrale. — 2^o Histoire en forme d'annales, inégalement développée, inégalement documentée. Des faits sont énumérés, d'autres, parfois essentiels, négligés. — Une bonne notice sur Amyot (t. I) et aux *Preuves* (t. II) ses mémoires justificatifs de 1589-1590. Bons renseignements sur l'aspect religieux des troubles. Les registres de la ville et du chapitre sont utilisés et cités, ainsi qu'un « Mémoire », aujourd'hui perdu, d'un marchand drapier, le ligueur Joseph Félix, et qui concernait la Ligue et le début du règne d'Henri IV. Les emprunts très abondants à ce document (II, 405 et s.) seront largement cités par nous. — Les *Mémoires* de Lebeuf ont été l'objet d'une réédition par CHALIE et QUANTIN, Auxerre, Perriquet, et Paris, Didron, 1848-1855, 4 vol. in-8°. Nous citons l'édition originale, plus sûre et aussi usuelle hors d'Auxerre.

ID. — *Histoire de la prise d'Auxerre par les huguenots...* Auxerre, Troche, 1723, in-16.

= MAILLY. — *Essai historique sur la réduction de la Bourgogne à l'obéissance de Henri IV* (B. Dijon, ms., Ancien fonds 442).

ID. — *Entreprise de Jacques Verne pour remettre la ville de Dijon en l'obéissance de Henri IV* (dans *Mém. Académie de Dijon*, 1830-1831, 65-94).

Travaux inspirés par la vogue des études sur Henri IV au temps de la Restauration, comme les études de Baudot et de Girault indiquées ci-dessus. Documentation honnête, mais courte. Critique quasi nulle.

L.-E. MARCEL. — *Le cardinal de Givry, évêque de Langres (1529-1561)*. I. *La Réforme*. II. *La Renaissance*. (Chez l'auteur), 1926, 2 in-8°.

Utile comme guide dans toute étude concernant le grand diocèse de Langres (nord de la Bourgogne), même à l'époque de la Ligue.

M. MAYER. — *Les Tabourot architectes*. Dijon, imprimerie du Nouveau Bourguignon, 1907, in-8°.

- Id. — *Les Tabourot écrivains*. Dijon, imprimerie du Nouv. Bourguignon, 1908, in-8°.
- P. MICHAUD. — *Un maître ouvrier bourguignon : Euvrard Bredin* (dans *Mém. Soc. bourg. de géographie et d'histoire*, XXVI, 1910, 477-504).
- F. MOLARD. — *Le bailliage d'Auxerre* (dans *Annuaire hist. de l'Yonne*, 1891, 4-138).
- Id. — *Le bailliage d'Auxerre. Liste supplémentaire d'officiers* (ibid., 1894).
- C. MONGET. — *La chartreuse de Dijon d'après les documents des archives de Bourgogne*. Montreuil-sur-Mer, 1898-1905, 3 in-4°. [t. III].
- MONNOT. — *La Ligue à Semur et dans les environs* (dans *Bull. Soc. des sc. de Semur-en-Auxois*, 1878, 54-96).
Extraits du registre de délibérations du Conseil de ville.
- Ch. MUTEAU. — *Les écoles et collèges en province depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1789*. Paris, Maresq, 1882, in-8°.
En réalité histoire (par un ennemi des Jésuites) du seul collège dijonnais des Godrans. Vieilli.
- Id. — *Les capitaines de la Sainte-Union* (dans *Annuaire départemental de la C.-d'Or*, Dijon, Jobard, 1883, in-8°, 452-481).
- L. NIEPCE. — *Nicolas, Claude et Georges de Bauffremont* (dans *Mém. Soc. litt. de Lyon*, 1876).
- Notice sur Guillaume de Hauteмер, seigneur de Fervaques, maréchal de France*. Lisieux, Tissot, 1824, in-8° (37 p.).
- *P. PALLIOT. — *Le Parlement de Bourgogne...* Dijon, 1649, in-f°.
Nous avons utilisé un exemplaire de la Bibliothèque de Dijon, revu et complété à l'aide de notes manuscrites (n° 20265 bis).
- Ph. PAPILLON. — *Vie de Jacques Amyot* (dans *Mémoires du P. Nicéron*, IV, 45-57).
- P. PARISOT. — *Essai sur les procureurs au parlement de Bourgogne*. Dijon, Nourry, 1906, in-8° (*Etudes sur l'histoire du Droit et les Institutions de la Bourgogne*, VI).
- P. PERRENET. — *Estienne Tabourot, sa famille et son temps*. Dijon, édit. du Raisin, 1926, in-8°.
- Id. — *La communauté protestante de Dijon au début du dix-septième siècle* (dans *Annales de Bourgogne*, 1930, 280-294).
- Id. — *Le Palais de justice de Dijon. Son histoire. Ses hôtes*. Rennes 1936, in-4°, ill.
- PERRY. — *Histoire de Chalon*. V. § III : *Histoires écrites au XVII^e siècle*.
- A. PÉTEL. — *Les seigneurs de Ville-sur-Arce. Essai généalogique et historique*. Arcis-sur-Aube, 1898, 246 p.
- E. PETIT. — *Un ami de Henri IV* (dans *Annuaire hist. de l'Yonne*, 1866, 3-14).
- Id. — *Avallon et l'Avallonnais. Etude historique*. 2^e éd., Auxerre, 1890, in-8°.
60 pages sur notre période, mais à contrôler.
- Id. — *Noyers sous Henri IV* (dans *Annuaire hist. de l'Yonne*, 1895, 81-97).
- L. de PIÉPAPE. — *Henri IV à Fontaine-Française* (5 juin 1959) (dans *Mém. Acad. de Besançon*, 1880, 17-36).
- Id. — *Histoire militaire du pays de Langres et du Bassigny*. Langres, 1884, in-8°.
Travaux superficiels et pleins d'erreurs.

L. PINGAUD. — *Les origines de la Ligue. Gaspard de Saulx-Tavanes en Bourgogne d'après sa correspondance inédite* (Le Correspondant, nouvelle série, LXIV, 1875, 805-835).

ID. — *Les Saulx-Tavanes. Etudes sur l'ancienne société française. Lettres et documents inédits*. Paris, Didot, 1876, in-8°.

Lignes générales seulement de l'histoire des Tavanes pendant la Ligue. Bien que l'auteur ait connu une partie des lettres de Guillaume et de Jean conservées à la Nationale, il suit sans critique les versions intéressées de leurs mémoires. Une documentation abondante et inédite (notamment une correspondance disséminée dans presque tous les dépôts d'archives cités ci-dessus, I) permettrait de renouveler après Pingaud, à peu près complètement, toute la partie de son sujet qui concerne le xvi^e siècle. — Nous avons cité cet ouvrage, mais autant que possible en même temps que des références plus sûres.

Th. PISTOLLET DE SAINT-FERJEUX. — *Langres pendant la Ligue* (dans *Mém. Soc. hist. et archéol. de Langres*, II, 1877, 77-190).

Dom U. PLANCHER. — *Histoire générale et particulière de Bourgogne*. Dijon, 1739-1781, 4 in-f°.

L'auteur du t. IV (dom Merle) ne parle de la Ligue que très sommairement. Courtépée, dans son *Essai historique sur la Bourgogne*, p. 1, écrit avec raison : « On est surpris que le continuateur de notre histoire par D. Plancher n'ait fait qu'effleurer cette matière ».

L.-N. PRUNEL. — *Sébastien Zamet... Sa vie et ses œuvres*. Paris et Dijon, 1912, in-8°.

M. QUANTIN. — *Le comté d'Auxerre au xvi^e siècle* (dans *Bull. Soc. des sciences de l'Yonne*, 1890, 262-287).

Seulement quelques notes relevées dans les comptes.

[QUARRÉ DE VERNEUIL]. — *Notice historique et généalogique sur la famille Quarré, de Bourgogne, et ses diverses branches*. Lyon, Jevain, 1895, in-4°.

L. RAFFIN. — *Saint-Julien de Balleure, historien bourguignon (1519 ?-1593)*. Paris, Champion, 1926, in-8°.

RAUDOT. — *Cinq familles avallonnaises* (dans *Annuaire historique de l'Yonne*, 1864, 56-90).

Les Odebert, les Filzjean, les Clugny, les Minard.

ID. — *Une petite ville à la fin du xvi^e siècle* (dans *Bull. Soc. des sc. de l'Yonne*, 1857). [Avallon].

Cl. ROSSIGNOL. — *Histoire de la Bourgogne pendant la période monarchique. Conquête de la Bourgogne (1476-1483)*. Dijon, Lamarche, 1853, in-8°.

ID. — *La Bourgogne sous Charles VIII*. Paris et Dijon, Lamarche, 1862, in-8°.

ID. — *Histoire de la ville de Beaune... depuis les temps les plus reculés...* Beaune, Batault-Morot, 1854, in-8°.

*G. ROUPNEL. — *La ville et la campagne au xvii^e siècle. Etudes sur les populations du pays dijonnais*. Paris, Leroux, 1922, in-8°.

Fondamental ouvrage bourguignon, qui remonte souvent jusqu'en plein xvi^e siècle. Très utile pour nous et, par nous, très cité.

Abbé ROUSSEL. — *Le diocèse de Langres. Histoire et statistique*. Langres, 1873, 4 grands in-8°.

- J. ROY-CHEVRIER. — *Les amours de Pontus de Tyard* (dans *Mém. Soc. d'hist. de Chalon*, 1924, 167-216).
- E. SERRIGNY. — *Montsaugéon (Haute-Marne)*. Domois-Dijon, Union typographique, 1907, in-8°.
- J. SIMONNET. — *Etienne Bernard, avocat, vicomte-mayeur de Dijon...* (dans *Mém. Ac. de Dijon*, 1883-1884, 1-49).
La seule étude sur Bernard ; mais superficielle et pleine d'erreurs.
- J. THOMAS. — *Les Bossuet en Bourgogne*. Dijon, Nourry, 1903, in-8°.
- Ch. URBAIN et M. CITOLEUX. — *Amyot* (art. du *Dict. de Biographie française*. Paris, Letouzey, 1929 et s., II, col. 751-761).
- Marg. VERDAT. — *Les Etats du Mâconnais aux XIV^e et XV^e siècles* (dans *Positions de thèses de l'Ec. des Chartes*, 1926).
- P. VIARD. — *Le président Bégat* (dans *Rev. bourg. p.p. l'Un. de Dijon*, XV, 1905, n° 4, 21-105 ; 1^{re} partie du fasc. I des *Et. sur la Réforme et les guerres de religion en Bourgogne*).
- G. WEILL. — *Les Etats de Bourgogne sous Henri III* (dans *Mém. Soc. bourg. de géog. et d'hist.*, IX, 1893, 121-148).

3° TRAVAUX RELATIFS A D'AUTRES PROVINCES QUE LA BOURGOGNE ¹

- A. de BARTHÉLEMY. — *La Chambre du Conseil de la Sainte-Union de Morlaix*. Nantes, Forest et Grimaud, 1885, in-8°, 132 p. (extrait de la *Rev. historique de l'Ouest*, 1885-1887).
- A. BERNARD. — *Les d'Urfé, souvenirs historiques et littéraires du Forez au XVI^e et au XVII^e siècle*. Paris, 1839, in-8°.
- M. de BRIMONT. — *Le XVI^e siècle et les guerres de la Réforme en Berry*. Paris, Picard, 1905, 2 in-8°.
- CABIÉ. — *Les guerres de religion dans le sud-ouest de la France*. 1906, in-8°.
- H. CHARDON. — *La Ligue au Mans d'après des documents inédits*. Paris, Champion ; Le Mans, Saint-Denis, 1905, in-8°, 74 p.
- R. CROZET. — *Le protestantisme et la Ligue à Vitry-le-François et en Perthois* (dans *Rev. historique*, sept.-oct. 1927, 1-40).
- E. DELCAMPRE. — *Le consulat du Puy-en-Velay des origines à 1610*. Le Puy, éd. de la Soc. acad., 1933, in-8°, vii-316-162 p.
- F. DESHOULIÈRES. — *Un gouverneur de la province de Berry : le maréchal de la Châtre. 1536-1614* (dans *Mém. Soc. des Antiquaires du Centre*, XXIX, 1905, 161-266 et XXX, 1906, 119-231).
- *P. DOGNON. — *Les institutions politiques et administratives du pays de Languedoc du XIII^e siècle aux guerres de religion*. Toulouse, 1895, in-8°.

Ressource classique pour la comparaison.

1. Les recueils de documents concernant l'histoire des provinces non-bourguignonnes sont cités ci-dessus au § I, p. xxiv-xxvii.

- R. d'ESTAINOTOT. — *La Ligue en Normandie* (1588-1594). Paris, Aubry ; Rouen et Caen, 1862, in-8°.
- *L. FEBVRE. — *Philippe II et la Franche-Comté. Etude d'histoire politique, religieuse et sociale*. Paris, Champion, 1912, in-8°.
- Ouvrage riche, pénétrant et suggestif. Éclaire beaucoup la question des relations entre les deux Bourgognes et dégagait pour nous un terme de comparaison particulièrement précieux. Aussi l'avons-nous souvent utilisé et cité.
- ID. — *Notes et documents sur la Réforme et l'Inquisition en Franche-Comté*. Paris, Champion, 1912, in-8°.
- J. GAILLARD. — *Les derniers temps de la Ligue à Beauvais* (dans *Mém. Soc. acad. de l'Oise*, t. XVII, 3^e partie).
- F. GÉBELIN. — *Le gouvernement du maréchal de Matignon en Guyenne pendant les premières années du règne de Henri IV* (1589-1594). Bordeaux, 1912, in-8°.
- L. GRÉGOIRE. — *La Ligue en Bretagne*. Nantes et Paris, 1856, in-8°.
- L. GUIBERT. — *La Ligue à Limoges*. Limoges, Ducourteix, 1884, in-8°.
- *E. HENRY. — *La Réforme et la Ligue en Champagne et à Reims*. Saint-Nicolas, 1869, in-8°.
- Travail ancien, mais sérieux.
- ID. — *Intervention de Charles III, duc de Lorraine, dans les affaires de la Ligue en Champagne, 1562-1596*. Nancy, 1864, in-8°.
- LA BORDERIE. — V. POCQUET.
- J. LAIR. — *Histoire du parlement de Normandie depuis sa translation à Caen... jusqu'à son retour à Rouen...* Caen, 1860, in-8°.
- G. LAMBERT. — *Histoire des guerres de religion en Provence. 1530-1598*. Toulon, 1870, 2 in-8°.
- H. de LA PERRIÈRE. — *Nicolas de Hault, maire de Troyes, 1588-1592* (dans *Mém. Soc. acad. de l'Aube*, 1925, 13-118).
- H. LE CHARPENTIER. — *La Ligue à Pontoise*. Paris, 1879, in-8°.
- L. LEGRÉ. — *La Ligue en Provence*. Paris, 1867, in-8°.
- J.-D. LONG. — *La Réforme et les guerres de religion en Dauphiné de 1560 à l'édit de Nantes*. Paris, 1856, in-8°.
- C^{te} de MARSY. — *Notes sur la Ligue en Picardie d'après une correspondance du duc de Mayenne* (dans *La Picardie*, rev. hist. et litt., juin 1884).
- E. MOURIN. — *La Réforme et la Ligue en Anjou*. Paris et Angers, 1856, in-8°.
- H. OUVRE. — *Essai sur l'histoire de la Ligue à Poitiers*. Poitiers, Dupré, 1855, in-8° (Extrait des *Mém. Soc. des Antiquaires de l'Ouest*, XXI).
- *M.-A. PÉRICAUD. — *Notes et documents pour servir à l'histoire de Lyon pendant la Ligue*. Lyon, 1844, in-8°.
- *B. POCQUET. — *La Bretagne province* (t. V de l'*Histoire de la Bretagne* de La Borderie et B. Pocquet). Rennes, Plihon et Hommay, 1913, in-4°.
- Précieux pour la comparaison entre la situation de Mercœur en Bretagne et celle de Mayenne en Bourgogne.

- M. POINSIGNON. — *Histoire générale de la Champagne et de la Brie, depuis les temps les plus reculés...* 2^e éd., Châlons-sur-Marne Martin, 1896-1898, 3 in-8°.
- F. POUY. — *La Chambre du conseil des Etats de Picardie pendant la Ligue*. Amiens, Delattre, 1882, in-8°, 77 p.
- *E. PRAROND. — *La Ligue à Abbeville (1576-1594)*. Paris, Dumoulin, 1873, 1868, 1873, 3 in-8° (Extrait des *Mém. Soc. d'émulation d'Abbeville*).
Abondant en détails utiles. Vieilli d'ailleurs.
- H. PRENTOUT. — *Les Etats provinciaux de Normandie* (dans *Mém. Académie nationale... de Caen*, 1925 et 1926, et à part, Caen, Lanier, 1925-1926, 3 in-8°).
- A. PRÉVOST. — *Les luttes religieuses en Champagne au seizième siècle. La Ligue*. Troyes et Reims, 1911, in-8°.
Travail consacré surtout à la région troyenne, mais partial (en faveur de la Ligue), mal documenté et rempli d'erreurs.
- P. RAVEAU. — *L'agriculture et les classes paysannes en Haut-Poitou au XVI^e siècle*. Paris, Rivière, 1926, in-8°.
- ROUCAUTE. — *Le pays de Gévaudan au temps de la Ligue (1585-1596)*. 1900, in-8°.
- A. de ROUMÉJOUX. — *Essai sur les guerres de religion en Périgord (1551-1598)* (dans *Bull. Soc. hist. du Périgord*, xxix, 1902).
- H. SÉE. — *Les Etats de Bretagne au XVI^e siècle*. Paris, 1895, in-8°.
- *ID. — *Les classes rurales en Bretagne du XVI^e siècle à la Révolution*. Paris, 1906, in-8°.
- M. WILKINSON. — *The last phase of the League in Provence. 1588-1598*. Londres, 1909, in-8°.

MAYENNE ET LA BOURGOGNE

(1587-1596)

INTRODUCTION

CONDITIONS ET PROBLÈMES DE 1587

1. *Le pays bourguignon.* — 2. *Le milieu social.* — 3. *Le gouvernement.* —
4. *L'« établissement » de Mayenne en Bourgogne.* — 5. *Éléments généraux
de l'esprit public.* — 6. *Problèmes de 1587.*

A LA veille des grands mouvements guisards, à la date où Mayenne, gouverneur de la Bourgogne, y revenait après une longue absence, pour un long et décisif séjour, qu'était cette Bourgogne, qu'était Mayenne lui-même ?

Quelles données fondamentales, en 1587, le mot Bourgogne recouvrait-il ? Sans entreprendre ici de recherches neuves ni complètes ¹, il faut que nous jetions les yeux sur la province de Mayenne ; d'abord sur sa fonction dans l'organisme français, sur sa contexture et ses ressources ; — sur ses hommes ensuite, leurs classes, leurs aspirations, leurs conflits ; — sur les conditions enfin, et les moyens, de son gouvernement.

Quant à Mayenne, celui d'avant la grande révolte, c'est pour l'histoire un personnage presque inconnu encore, et il importe, au début d'une étude sur ses relations de chef révolutionnaire avec les populations de sa province, de l'aborder sans trop tarder, de reconnaître l'essentiel de ses traits comme gouverneur et comme prince ligueur, — de mesurer même, s'il est possible, la valeur de ses attaches bourguignonnes dans la période antérieure à la journée des Barricades.

1. Dans la première moitié de l'*Introduction* (§ 1-3), nous ne recourrons, sauf exceptions, qu'aux études et documents publiés.

1. LE PAYS BOURGUIGNON

LA BOURGOGNE DANS LE ROYAUME : PASSAGE ET FRONTIÈRE.

La Bourgogne, ce beau gouvernement, l'un des douze reconnus par François I^{er}, moins vaste cependant que ceux de Normandie, Bretagne, Languedoc ou Champagne, avait un nom qui, entre tous, sonnait haut aux oreilles du xvi^e siècle. Il rappelait les guerres de Maximilien, l'invasion de ses Suisses en 1513 ; les nostalgies de Charles-Quint qui, en son testament de 1522, exprimait son rêve de recouvrer Dijon, capitale non rachetée de ses aïeux, et de reposer après sa mort dans la chartreuse de Champmol ; il rappelait le traité de Madrid, qui livrait la province, et les déclarations de ses États qui, en 1526, avaient servi à la garder à la France...

Outre ce passé illustre, on considérait aussi — les Guises, par exemple, qui depuis le milieu du siècle y avaient établi l'une des bases de leur puissance territoriale¹ — les fonctions multiples qui, dans l'économie du royaume, caractérisaient la Bourgogne, — articulation indispensable à la libre existence d'un État français², — liaison des provinces du nord avec les provinces méditerranéennes, — glacis protecteur orienté face à l'est.

Lieu de passage d'abord : rôle constant³, que les expéditions

1. Cl. de Guise en devint gouverneur en 1543.

2. Sur ce caractère constant, v. par ex. CHAUME, *Les orig. du duché de Bourgogne*, II, 60-61. La Bourgogne absolument indispensable à la France et à ce titre « absolument inaliénable », c'était la thèse dont François I^{er} s'était armé pour justifier sa non-exécution du tr. de Madrid (v. HAUSER, *Le traité de Madrid*, 90 et s.).

3. Sur ce rôle et sur les routes ou itinéraires dont il va être question ci-après trop brièvement, voici quelques indications de pièces et ouvrages utiles en ce qui concerne le xvi^e siècle : — Jacques Signot, *La totale et vraie description de tous les passages par lesquels on peut passer et entrer des Gaules ès Italies*, Paris, 1515, in-8° ; — Ch. Estienne, *La guide des chemins de France*, Paris, 1552 (rééd. 1553), in-12 ; — Da l'Herba, *Itinerario delle poste per diverse parte del mondo*, Brescia, 1562, in-8° ; — Th. de Mayerne-Turquet, *Sommaire description de la France, Allemagne, Italie et Espagne, avec la guide des chemins et postes*, Genève, 1591 (rééd. Rouen, 1615, in-8°) ; — Just Zinzerling, *Itinerarium Galliae...* Lyon, J. du Creux, 1616, in-12 (sous le nom latinisé de Jodocus Sincerus) ; — B.N., fr. 15383 (« Cathalogue general des grands chemins du royaume », xvii^e s.), f^{os} 1 et v^o, 3, 16 v^o, etc. ; — Mémoire de Ferrand (1698). — Nombre de relations de voyages du xvi^e s. comme celle de Denis Possot, *Le voyage de Jérusalem* [1530] (éd. Schefer, Paris, 1890, in-8°), ou celle de Dom Edme, abbé de Clairvaux (1520-1521), p. p. Harmand, *Relation d'un voyage à Rome* (Mém. Soc. d'agr., sc. et arts de l'Aube, 1849-1850, 143-235) ou encore le « Voyage de Provence et d'Italie » (1588) de B.N., fr. 5550, f. 1 et s., pourraient être utilisés. — Nous ne citerons pas ici les voyages, guides et cartes des postes

d'outre-monts et l'ardeur des relations françaises avec les Italies depuis un siècle avaient confirmé ; voie des armées, des pèlerins, des ambassadeurs¹ ; route, aussi, des marchands français, lorrains, allemands, suisses gagnant les foires de Chalon et de Lyon, ou en venant ; pays des hôtelleries animées².

L'un des grands itinéraires de Paris vers la Comté et la Suisse empruntait alors les chemins « raboutés » de Troyes à Bar-sur-Seine, de Bar à Mussy-l'Evêque, de Mussy à Châtillon, de Châtillon à Dijon par Chanceaux et Val-Suzon. De Paris à Lyon, on pouvait aussi prendre par la Bourgogne, c'est-à-dire par ces chemins de Troyes à Dijon, puis par celui de Gilly, Beaune, Chalon, Tournus, Mâcon³, et c'était là, en effet, l'un des itinéraires suivis dans les trente dernières

indiqués par BOURGEOIS et ANDRÉ, *Sources de l'H. de Fr.*, xvii^e s., I, n° 23, 263, 261, 373, 451, etc.

Études : — H. BEIS, *Les itinéraires de Paris en Bourgogne d'apr. les premiers guides-routiers de France* (1552-1654), (dans *Ann. de Bourg.*, 1930, 118-133) [signale plusieurs guides non cités ici] ; — L. FEBVRE, *Ph. II et la F.-Comté*, 15-16, 28 et s. ; — ID., *Notes sur la Réj. en F.-Comté*, Paris, 1912, 72, 90-92 (carte) ; — H. BEIS, *Position routière de Chalon à la fin du m. âge* (résumé dans le c.-r. du XI^e congrès de l'Ass. bourg., Chalon, 1935, in-8°, 81-83) ; — ID., *Itin. bourg. de pèlerinages au début des temps modernes* (IX^e congrès de l'Ass. bourg., c.-r., s.l.n.d., in-8°, 76-77) ; — E. VIAL, *Compte d'un voy. de Paris à Lyon en 1551* (dans *R. d'hist. de Lyon*, 1910, 435-458) ; — M^{le} de LANNOY DE BISSY, *L'hist. des routes de Savoie*, Chambéry, 1930, in-8° ; — Th. SCLAFERT, *Le Haut Dauphiné au m. d.*, Paris, 1926, in-8° ; — ALLIX, *Le trafic en Dauph. à la fin du m. d.* (*R. de géog. alpine*, 1923, 373-420) [ces trois études pour les au-delà des routes bourg. vers l'Italie]. Etc. — Bibliographies utiles dans : — G. FORDHAM, *Les routes de France, étude bibl. sur les cartes routières et les itinéraires et guides routiers, suivie d'un catalogue des itinéraires et guides routiers* (1552-1850). Paris, Champion, 1929, in-8° ; — E. VAILLÉ, *Guides et livres de poste sous l'Ancien régime* (dans *Bull. d'information, de documentation et de statistique du Ministère des P.T.T.*, déc. 1934).

1. *Relations des amb. vénitiens... au xvi^e s.*, P., 1838, 2 in-4° (Doc. in. sur l'H. de Fr.) : REL. de Lippomano, au t. II, 279-295 ; ALBERI, *Relazioni degli ambasciatori veneti al senato*, 1^{re} sér., II, 184-186, IV, 37 : not. relations de Matteo Dandolo, 1542, 1547. — Plusieurs relations citées par S. CHARLÉTY, *Bibl. de l'hist. de Lyon*, I, 54-56, seraient à retenir. — Cf. J. BAUDRY, *Impr. de voy. d'un amb. vénitien* (dans *Bull. Soc. arch. Sens*, 1929-1930, 150-157).

2. CLÉMENT-JANIN, *Les hôt. dijonnaises*, Dijon, 1878, in-8°, pass. ; DROUOT, *Hôt. dij. en 1593* (70 logis) ; G. JEANTON, *Logis et hôtelleries du vieux Mâcon*, Mâcon, 1927, in-8°, 46 p. ; Ch. AUBERTIN, *Notes sur les anc. hôt. de Beaune*, Beaune, 1887, in-16 (insuffisant sur le xvi^e s.) ; etc. Liste des principales hôtelleries d'Auxonne dans C.-D'OR, C 7488 (1580).

3. Sur cette vieille route des marchands allant du Nord vers Lyon et son double itinéraire ancien entre Châtillon et Beaune, v. H. LAURENT, *La draperie des P.-Bas en France...* (xii^e-xv^e s.), Paris, 1935, in-8°, 252. L'itinéraire Paris-Lyon par Brie-Comte-Robert, Nogent-sur-Seine, Troyes, Bar-sur-Seine, Mussy, Châtillon, Chanceaux, Saint-Seine est celui qui amène à Dijon en 1574 Cath. de Médicis (*Lettres*, V, 72-77) et en 1595 Henri IV (*Lettres*, IV et VIII). Selon B.N., fr. 15383, f. 2, c'est le chemin des « rouliers », tandis que l'itinéraire Paris, Villejuif, Moret, Sens, Auxerre, Montbard, Chanceaux, Saint-Seine est celui de la « poste » (f. 1 v°).

années du xvi^e siècle, bien que, notons-le, le « grand chemin » ou le « droict chemin » (celui de la poste après les guerres) fût par Montargis, Nevers, Moulins et Roanne ¹. — Cette ligne de Troyes à Lyon, complétée par l'important rameau qui, héritier de la voie d'Agrippa, joignait à Dijon, par Langres, les pays de Bassigny et de Lorraine, c'était le grand axe nord-sud de la circulation bourguignonne, sa principale desserte médiane. Sur elle, venait s'embrancher, à Mâcon, un autre tracé venu de Paris, alors moins utilisé que les autres, semble-t-il, du moins au sud d'Auxerre : c'était l'itinéraire issu de la vieille voie romaine de Lutèce à Lyon, par Sens, Auxerre, Avallon, Saulieu et Autun ².

Les itinéraires transversaux ? L'un d'eux joignait, — par Chaumont et Langres, Châtillon, puis le Tonnerrois et l'Auxerrois, — les pays lorrains aux pays de Loire : chemin ancien des pèlerins de Vézelay. D'autres prolongeaient les routes comtoises venant de Bâle et du Rhin ou des Suisses en côtoyant le Doubs. — Un premier, franchissant la Saône au pont d'Auxonne, tirait vers Dijon, et, au delà, par Val-Suzon, Saint-Seine, Vitteaux, Semur, Noyers, Saint-Florentin, rejoignait le chemin parisien de Sens ³. Un second, qui menait à Chalon, n'était autre que la voie romaine de Mandeure à ce port de Saône et à son vieux pont qui conduisait lui-même vers l'importante trouée de la Dheune et de la Bourbince, liaison, depuis tant de siècles, des pays rhodaniens et ligériens. Chalon, ce carrefour du temps gallo-romain, cette petite capitale des temps francs, conservait, en cette fin du xvi^e siècle, le caractère d'une étape commune à plusieurs itinéraires et de lieu de marché ⁴. — Plus au sud, un autre pont, celui

1. Sur cet itinéraire ordinairement suivi, bien qu'il traversât la région montagnaise du Forez, v. BEIS, *It. de Paris en Bourg.*, 123 ; et les chroniques, par ex. Cl. Haton, 888. Au xvii^e s., cet itinéraire reste habituel (B.N., fr. 15383, f. 1), jusqu'à ce que la route par Avallon et Autun ait été renouvelée par les États de Bourgogne. — A la fin du xvi^e s., l'itinéraire Troyes-Dijon-Chalon est suivi par les catholiques, qui traversent ainsi les provinces des Guises, évitant les terres protestantes, royalistes ou navarristes du Nivernais et du Bourbonnais.

2. V. les indications tirées de Zinzerling par H. BEIS, *loc. cit.*, 130-132. En 1579, Lippomano suit cette route, non sans pester, de Cravant à Chalon (*Rel. des amb. vén., l. cit.*). Ce chemin devait être, au xviii^e s. rénové comme route n° 1 par les États de Bourgogne. C'est auj. la route nationale n° 6.

3. Mathias Quadt, *Deliciae Galliae sive itinerarium per universam Galliam...*, cité par BEIS, 125-126. C'est cette route que suivirent pendant la Ligue, entre Dijon et Semur, bien des capitaines et bien des robins émigrés de Dijon. Au xvii^e s., la « poste » de Dijon à Paris suivra une variante de cet itinéraire (V. ci-dess., p. 3, n. 3).

4. L. LAROCHE, *Le passage de la Saône à la Loire par les vallées de la Dheune et de la Bourbince* (dans le bull. de la *Physiophile* de Montceau-les-Mines, 1928) ; — BONNEROT, 83. Sur ces liaisons comtoises, v. *La Guide* de Ch. Estienne ; MAYERNE-TURQUET, 261 et s. Cf. FEBVRE, N. et doc. sur la Réf., 70, 90-92, et *Ph. II*, 15-18. — BEIS, *Pos. routière de Chalon* ; L. ARMAND-CALLIAT, *Les voies romaines du Chalonnais* (dans *Onz. cong. de l'Ass. bourg. tenu à Chalon en 1934, c.-rendus*, Ch., 1935, in-8°, 93).

de Mâcon, était utilisé par des chemins qui, par le Brionnais et le Charollais, unissaient la Bresse savoyarde au Bourbonnais. Pont d'Auxonne, pont de Saint-Jean-de-Losne, pont de Chalon, pont de Mâcon, traversées capitales de la barrière d'eau tendue du nord au sud par la Saône¹.

Chemins assez souvent « fascheux à tenir », comme le note Ch. Estienne, et, tout parcourus qu'ils fussent en partie par les postes depuis François I^{er}, peu sûrs même en temps de paix en plus d'un quartier, en ce quartier, par exemple, de Bar-sur-Seine où nul ne passait sans crainte le « goulet d'Angustine »², où en 1589 le légat du pape tremblait de s'engager et où, en 1595 encore, les ambassadeurs suisses étaient dévalisés. Grands chemins de France pourtant, importants et animés.

Qu'on ajoute à ce mouvement des routes celui des rivières navigables. L'Yonne, non seulement menait vers Paris blé, vins et bois, mais encore portait nombre de voyageurs de la capitale jusqu'en Auxerrois³. La Loire, en hiver, portait elle aussi, outre les marchandises, des voyageurs⁴. La Saône enfin était considérée comme l'une de « ces grandes veines de la terre » qui conduisent « l'aliment et la nourriture dans tous les membres » ; elle permettait, entre Lorraine, Bassigny et Bourgogne d'une part, Lyon et pays rhodaniens de l'autre, la circulation des marchands et des denrées, des troupes et des armes⁵. Elle constituait entre Nord et Midi une liaison dont le Poitou, cette province symétrique à la Bourgogne de l'autre côté

1. Sur celui de Chalon, abondance de documents datant de l'époque des guerres civiles du xvi^e s. dans CHALON, BB 5 (1567-1574), BB 6, f. 23-24, 30 v^o (trav. de 1576); CC 17, 18, 91 ; DD 13 ; etc. — Sur celui de Mâcon et son histoire : A. MORGAND, *Le pont de Mâcon* (dans *Ann. Ac. de Mâcon*, 1926-1927, 468-480). Cf. MACON, BB 44, 45 et s. : dépenses d'entretien entre 1574 et 1595.

2. V. la *Guide* de Ch. Estienne, 1562, 83. — Autre mauvais pas : la route d'Avallon à Auxerre, dans le voisinage des grottes de Saint-Moré, là où, le 4 sept. 1588, trois cavaliers masqués dévalisent le trésorier Maillard et ses gens (C.-d'Or, C 2163, f. 14).

3. En attendant le coche d'eau régulier qui fonctionnera en 1633 (Max. QUANTIN, *H. de la riv. de l'Yonne*, dans *Bull. S. des sc. de l'Yonne*, 1885, 389 et s. ; cf. M. MOUTON, *Les pertuis de l'Yonne de Clamecy à Auxerre*, *ib.*, 1930, 63-70, et Ch. PORÉE, *Doc. sur le coche d'Auxerre*, *ib.*, 1928). En 1579, le Vénitien Lippomano revient de Paris par eau jusqu'à Cravant (*Relat. des amb. vén.*, *loc. cit.*).

4. Abbé C. CHEVALIER, *De la navig. commerciale de la Loire aux xv^e et xvi^e s.* (dans *Mém. Soc. arch. de Touraine*, 1860-1865, 226 et s.).

5. *L'ill. Orbandale*, I, *Estat moderne de Chalon*, 3. Cf. aussi BAUDOT, *De la Saône et de sa navigation*, Dijon, 1813, plaq. in-8^o ; etc. Sur le rôle ancien de liaison entre Pays-Bas et pays méditerranéens : H. LAURENT, *La draperie des P.-Bas en Fr.*, 52, 168. Nous reviendrons à plusieurs reprises sur ce rôle de la Saône. — Nous ne noterons que d'un mot les projets de canalisation de l'Ouche, établis dès 1581 (v. DIJON, M 117, f. 182 ; 119, f. 168).

du Massif central, et, comme elle, région de passage, ne possédait pas l'équivalent ¹.

Une autre différence entre la Bourgogne et le Poitou, c'était que, à l'ouest des routes poitevines, régnait l'étendue à peu près inerte encore de la mer, tandis que la Bourgogne, passage vivant, était aussi une frontière active. Frontière à peu près ouverte, que la Saône ne couvrait nullement, et dont on savait par expérience déjà quel attrait elle pouvait exercer sur l'étranger. Ce que pensaient d'elle, déjà, François I^{er} ou ses secrétaires restait vrai en 1587 : « C'est une des principales portes et boulevards d'icelluy [royaume]. Si les ennemis la tenoient, la Champagne, la France, Berry, Auvergne, Bourbonnoys et Lyonnois seroient en grosse subjection ²... ». Observation dont les Habsbourgs en 1513 et 1526, les Reîtres en 1562, 1568, 1569, 1576, en 1587 même, démontraient la valeur. Pour gagner la Charité, pont de Loire qui permettait leur jonction avec les calvinistes méridionaux, ces Reîtres traversaient à chacune de leurs interventions la Bourgogne, cette « vraie descente et avenue de tous les pays d'Allemagne » dont parle le président Bégat ³, et, de plus, gouvernement réputé guisard, où la picorée pouvait passer pour légitime. Et destin si durable au jugement des Bourguignons que, dans toute alerte causée par les « hérétiques », l'instinctive réaction défensive, dans les villes catholiques du nord de la province, prenait la forme d'une annonce des Allemands : « Il dessent ung nombre de reystres en ce pays ⁴... » et, ajoutent les militaires, Châtillon-sur-Seine, qui « est le chemin ordinaire de tous les Reistres qui sont venus en France », les reverra ⁵.

Frontière menacée : frontière fortifiée cependant. La Bourgogne avait eu sa part dans l'œuvre de mise en défense du royaume, avant et après la grande alarme de 1544 ⁶. Des armements de 1526 à ceux

1. P. BOISSONNADE, *Les voies de communication... en Poitou sous Henri IV* (dans *Revue Henri IV*, 1907-1908).

2. Projet de lettres patentes, Saint-Germain, avril 1527 (HAUSER, *Le tr. de Madrid*, Doc. n° 25, minute des A.N., J 666, n° 5).

3. *Remonstrances* (1564), 35. Les catholiques signalent souvent l'importance et le rôle du pont de La Charité : en 1577, par ex., le card. de Bourbon, puis Lénoncourt (MAYER, *Et. gén.*, XIV, 29, 101).

4. DIJON, B 227, f. 150 (nov. 1589). Cf. Pépin, 49.

5. *Disc. ample et très véritable...* (de La Chastre), Paris, Bichon, 1588, in-12, 78, 85. Cf. Guise à B. de Mendoza, 22 sept. 1586, dans DE CROZE, I, App. n° XXXI.

6. Quelques références valables pour le paragraphe entier : — MORGAND, *La cit. de Mâcon* ; — JEANTON, *Le vieux Mâcon...*, Mâcon, 1934, in-8° ; — NIEPCE, *Rech. sur les fortifications anc. et mod. de Chalon-sur-Saône*, Chalon, 1849, in-8° ; — JEANDET, *Verdun* ; — C. PERRIER, *Verdun-sur-le-Doubs*, Chalon, 1911, 46-50 ; — GUILLEMET, *Hist. de Seurre*, Beaune, 1859, in-8° ; — LATRUFFE, *Auxonne* ; — SERRIGNY, *Montsaugéon* ; — DE PIÉPAPE, *Hist. milit. du p. de Langres et du Bassigny* (à contrôler) ; sur l'organisation particulière de la région Langres et Montsaugéon, part. menacée, v. un mémotre de 1593 dans B.N.,

de 1587, les registres et comptes communaux témoignent, pour chaque année ou à peu près, de longs travaux d'entretien ou de bastionnements nouveaux. Après le péril impérial, il y avait eu celui des réformés, et, sous l'impulsion du lieutenant-général Gaspard de Tavanès, s'étaient alors dressées ou rajeunies les citadelles de Chalon et de Mâcon, qui pouvaient aussi servir à la défense de la frontière. De Jean de Saint-Rémy qui visitait Chalon en 1544 à Ercole Negro qu'employait Mayenne en 1587¹, de bons techniciens avaient « racoutré » les forteresses élevées par Louis XI au lendemain de la Réunion. Du sud au nord, Mâcon, Chalon, Verdun, Seurre, Saint-Jean-de-Losne, Auxonne constituaient une chaîne frontière que prolongeaient en Champagne Montsaugéon, Coiffy et Montéclair, et, derrière cette première ligne, Beaune, Dijon avec Talant, Is-sur-Tille, Langres jalonnaient une seconde défense ; — entre elle et les postes-frontières s'étendaient de grandes forêts et des fonds marécageux. Barrière efficace ? Elle avait arrêté Lannoy en 1526, non les Impériaux en 1513, ni Wolfgang en 1569. Le plus souvent pourtant, les Reîtres n'étaient entrés dans la Bourgogne qu'en la tournant, par la Champagne. Quoi qu'il en fût, du reste, le destin immuable de la province était de redouter l'étranger et de recevoir ses coups. Passage et frontière : premiers traits, généraux et simples, d'un être par ailleurs extrêmement complexe.

LES PAYS BOURGUIGNONS. LEUR DIVERSITÉ².

Les pays qui composaient la Bourgogne étaient trop divers quant au sol et aux ressources, à l'habitat et aux genres de vie de leurs populations pour que, de leur association, si servie qu'elle fût par

fr. 3984, f. 166) ; — HAUSER, *Le tr. de Madrid*, 63, 89, 173-174, etc. ; — DROUOT, *May. et la mob. contre les Reîtres en Bourgogne*, § III et IV. — Sur l'ensemble des travaux défensifs du nord-est de 1515 aux guerres de religion, v. G. ZELLER, *L'org. défensive des frontières du Nord et de l'Est au XVII^e s.*, Paris, 1928, in-8° (ch. I : *L'œuvre du XVI^e s.*) ; — N. TASSIN, *Les plans et profils de toutes les principales villes... de France*, I, quoique de 1634, fournit bien des indications. — Parmi les « vues », celles de Joachim Duviert ont le mérite d'être de peu postérieures à notre période. On en trouvera un certain nombre reproduit dans l'*Ann. de l'Yonne*.

1. Sur Saint-Rémy à Chalon : *Actes de François I^{er}*, IV, 668. — Sur « Hercule », ingénieur employé en Dauphiné, puis appelé en B. par Mayenne, v. Mariano d'AYALA, *Degl'ingegni militari italiani dal secolo XIII al XVIII* (dans *Arch. stor. ital.*, s^{ie} III, t. IX, 98). — Sur ses travaux en Bourgogne : B.N., fr. 3380, f. 1 ; DIJON, J 158. — La citadelle de Mâcon venait d'être abattue en 1585. — Sur l'état des places-fortes en Bourgogne en 1586-1588, v. C.-d'OR, C 2161-2163. Sur celui des châteaux : *ib.*, C 2516, 2522, 2532, etc.

2. Pour cette partie et les suiv. : la *Cosmographie* de Munster, éd. de Belleforest, et, quoique très postérieurs à l'époque considérée : 1° les mémoires des intendants comme l'enquête de Cl. Bouchu de 1666-1669 (C.-d'OR, C 2882-2891), dont partie a été publiée, notamment l'Auxerrois (par Challe, *Annuaire de*

les routes et la communauté du destin historique, pût sortir le sentiment d'une unité profonde.

Large échine médiane, un haut pays étendait, du Langrois au Mâconnais, ses tables calcaires larges et massives, partout trouées de gouffres. D'abord, au-dessus de la dépression marnaise joignant le Langrois et le Tonnerrois, la Montagne châillonnaise, chaumes battus par les vents ou fourrés dominés par les « tasselots » et coupés de limoneuses rigoles : là, des villages serrés cultivaient le seigle ; ils paissaient le mouton sur la lande, exploitaient et forgeaient le fer et pratiquaient aussi les menues industries du bois. Puis la Montagne dijonnaise, plus entaillée et plus agricole. Plus au sud enfin, la zone des larges trouées, trouée de l'Ouche, trouée transversale de la Dheune et de la Bourbince joignant les versants par des seuils accidentés, larges vallées dont les pentes ensoleillées portaient la vigne.

Le revers oriental de ce plateau médian était cette Côte pierreuse qui, de Dijon à Chalon, allongeait ses « montaignes » déjà célèbres, prolongées, suivant Belleforest, « jusques à Marseille », et productrices des « meilleurs vins de la Gaule »¹. Au bas des coteaux couverts du pinot et du gamay, le long du vieux chemin de piémont, des villes et bourgs, Gevrey, Nuits, Beaune, Chagny, Chalon formaient l'axe vivant et peuplé de la construction bourguignonne, le foyer de son esprit, le nœud essentiel à tenir pour qui voulait commander dans la province. Derrière cette Côte, l'Arrière-Côte, avec ses vignobles plus tardifs, était la transition de la vie vigneronne avec les solitudes forestières.

A l'ouest et à l'est de ces pays-charnière, les versants. A l'ouest, l'Auxois, lacis de vallées évasées et couronnées de forteresses fichées sur les avancées de la Montagne : Flavigny, Thil, Semur, Montbard,

l'Yonne, 1853, 301-360) et le *Mémoire* de Ferrand (1698) dont des copies ms. figurent dans tous les dépôts et bibliothèques de Bourgogne (p. ex. B. DIJON, Baudot 133, ms. 1051) ; — 2° les « descriptions » générales de Garreau (1712) et de Courtépée (1774), ou particulières comme celles de Verchère de Reffye pour le Brionnais (xviii^e s.), p. p. J.-M. Guillard dans ses *Sources de l'hist. de Brionnais* (*Mém. Soc. éduenne*, 1912, 359-364), des auteurs de l'*Ill. Orbandale* pour le Chalon-nais (I, « Etat moderne... », 10-13). — Parmi les trav. modernes : A. MAIREY, *Les rég. naturelles de la C.-d'Or* (dans *Dijon et la Côte-d'Or* en 1911, Dijon, 1911, 3 in-8°, I) ; — BARBIER, *L'Auxerrois*, 1936, in-8° ; — Ch. LEVAINVILLE, *Le Morvan*, Paris, 1909, in-8° ; — P. RAISON, *La Terre-Plaine et sa bordure septentrionale* (dans *Rev. du Centre*, 1932) ; — M^{me} DEBESSE-ARVISET, *Le Châtillonnais* (dans *Ann. de géog.*, 1928, 428-451) ; — M. PEYRE, *Plaines bourguignonnes et comtoises* (dans les *Etudes rhodaniennes*, 1927, 41-54) ; — R. GEOFROY, *La Bresse septentrionale* (dans *Ann. de géog.*, 1933, 142-152). — M. G. CHABOT écrit actuellement, pour la coll. A. Colin, une étude d'ensemble qui sera précieuse ; on y trouvera utilisées, outre les études citées ci-dessus, les recherches récentes d'A. Cholley, d'E. Chaput, de G. Chabot lui-même et de ses élèves sur la structure, les aspects, le climat, l'habitat, etc.

1. *Cosmographie* (1575), col. 278.

gardiennes des chemins, autour de la vieille *arx* déchue d'Alésia. Pays marneux, alors généreux en blé, et prolongé au nord-ouest par la Terre-Plaine et l'Avallonnais. Deux « bons pays », encore, que ces zones « bossillées », comme dit Vauban, bien que « bons », ils ne le fussent que « par rapport au Morvan, qui est très mauvais »¹.

Le Morvan, pays « infertile et mal profitable, montaigneux, sablonneux et peu plaisant », disait en 1562 la *Guide des chemins de France*, et c'était, en effet, terroir ingrat que ce Morvan représenté par Vauban encore comme « aréneux et pierreux, en partie recouvert de bois, genêts, ronces, fougères et autres méchantes épines, où on ne laboure les terres que de six à sept ans l'une », pour ne récolter de seigle, avoine et blé noir que la valeur d'une demi-année de la subsistance d'un peuple sobre, l'autre moitié n'étant assurée, péniblement, que « par la nourriture du bétail, le flottage et la coupe des bois »². Telle était cette zone de l'arène siliceuse, des chênaies et châtaigneraies désordonnées où les porcs allaient librement à la glandée, ce pays fermé, contourné par les routes et qui toujours, depuis le haut moyen âge, avait limité à l'ouest la fédération de vies régionales qu'on appelait Bourgogne.

L'avancée bourguignonne de cette masse granitique, le pays de Saulieu, menait vers le sud à l'Autunois, flanc déprimé du Morvan, et granitique encore, mais bien drainé par des sillons rayonnants aux nœuds desquels des vigies antiques regardaient de loin aussi bien la Loire que la Saône. Cette région, au xvi^e siècle encore, était demeurée un passage et le refuge d'une médiocre vie. Plus au sud, s'étendait le Charollais, aux lourdes terres granitiques, mais aptes aux pâtures et couronnées de taillis.

De l'autre côté de la Montagne, c'était la variété des pays orientés vers la Saône : larges terrasses siliceuses, abandonnées aux forêts, forêt de Velours et de Longchamp, forêt du Pays-Bas autour de Cîteaux ; — étendues alluviales, insérant leurs champs de blé entre les marécages, petites « plaines » des Tilles, de l'Ouche, de la Vouge, de la Dheune, et au sud, à hauteur de Chalon, le profond bassin de la Grosne. Ces rivières entraînaient partie de leur limon jusqu'au Val de Saône, immense et riche prairie naturelle, fécondée par des crues généreuses, exploitée par de gros villages rangés au bord des terrasses, gardée et possédée par des « bourgs d'eau » bien clos, dont Chalon était la tête prospère, au milieu d'un canton alors béni, tout éclatant de production, riche non seulement de foin, mais de blé, de chanvre et de fruits, de bois même. Au delà du Val enfin, et du Doubs, commençait l'argileuse Bresse septentrionale, gras cantons

1. Vauban, *Description géog. de l'élection de Vézelay*, dans les *Mém. des Intendants*, p. p. A. de Boislisle (Coll. des *Doc. in.*, I, 738).

2. *Ibid.*

ou chétives solognes constellées d'étangs et semées de « rentes » et de hameaux : le pays de Louhans, qui menait à la Bresse du sud, savoyarde.

Autour de ces Bourgognes centrales s'étendait la couronne des Bourgognes « adjacentes », pays de vignes encore : le pays de Barsur-Seine, aux mottes couvertes de ceps et presque dénué de pacages ou de labours ; — l'Auxerrois, champs dominés par les collines vigneronnes ¹ ; — le Mâconnais, ensemble bigarré de prairies fécondes et de coteaux rocailleux, riche en vin, riche en troupeaux ; — le Brionnais, partagé en deux régions, les pâtures et les étangs de l'Arconce au contact du Charollais, et, le long des levées de la Loire, le bas-pays des bois et des guérets.

SOL SANS UNITÉ PRÉCISE. ÉBAUCHE POLITIQUE INACHEVÉE.

Sols divers, petits pays dont les ressources contrastaient. Si encore le réseau des vallées avait ordonné leurs vies diverses autour d'un foyer central ! Mais la Montagne, si vivants que fussent ses passages, n'était, dans son ensemble, qu'une zone de dispersion. L'érosion avait partout mordu sur elle, et les eaux « tiraient » autour d'elle dans toutes les directions. Pays de la haute Seine et de la haute Yonne tournés vers le monde parisien, — pays drainés par le réseau de la Saône et inclinés vers le confluent lyonnais, — confins ligériens du flanc occidental, — marge indécise du nord-est où se faisait déjà sentir l'attraction des voies de la Meuse : — dans ces pays périphériques la vie était orientée vers quatre horizons par l'influence des directions fluviales ; et les routes elles-mêmes servaient moins encore à relier entre eux ces pays si divers, qu'à y répandre l'habitude des relations étrangères.

D'autre part, l'œuvre politique des siècles n'avait pas modelé dans cette terre complexe une unité aux formes nettes. L'aspect hétérogène de l'agglomérat bourguignon écartait l'idée d'une unité prédestinée et dénonçait au contraire l'adaptation tâtonnante des hommes aux multiples conditions d'un sol. Après l'âge des puissances éduenne et lingone, un centre nouveau de vie s'était établi autour des seuils de la Montagne. Mais sa mouvance, au long des vallées rayonnantes, s'était, au cours des siècles, alternativement épanouie et résorbée, et, en 1477, la province avait été constituée par la fixation de cette virtualité fluctuante dans l'état où l'avait surprise la mort

1. L'économie rurale ancienne de l'Auxerrois et de l'Avallonnais a fait l'objet de quelques études : — DEY, *Not. hist. sur les vins d'Auxerre* (Bull. Soc. des sc. de l'Yonne, 1855, 145-173) ; — BAUDOUIN, *Les vignes de l'Avallonnais... du XII^e au XVII^e s.* (Bull. Soc. d'ét. d'Av., 1883-1887, 164-226) — Cf. aussi les art. de l'abbé LEBEUF, dans le *Mercur de France*, nov. 1723, sept. 1724, sept. 1731, sept. 1732, et BARBIER, *L'Auxerrois*.

du dernier duc de Bourgogne. Puissance territoriale arrêtée inopinément au milieu d'une phase de croissance, la Bourgogne du xvi^e siècle n'offrait que l'aspect indécis d'une ébauche. L'ancien duché, assez ordonné et centré, et ses vieux bailliages capétiens groupaient leurs villes en cercle autour de la capitale ducale : Autun, le vénérable évêché héritier des lointaines gloires éduennes ; Beaune, où le premier Parlement avait tenu ses audiences ; Chalon, Châtillon, Semur, Montbard. Mais autour de ce noyau, se dispersait l'escorte des pays dits « adjacents », acquêts d'âge inégal : l'Auxonnais, réuni au duché depuis 1280 ; le Charollais, acheté par le duc en 1390 ; l'Auxerrois, le Mâconnais et le pays de Bar-sur-Seine, annexés au traité d'Arras (1435) ; cinq comtés donc, toujours munis de leurs institutions particulières, non incorporés réellement encore à l'être bourguignon, et troublés par leurs contacts extérieurs. La Bourgogne, par son manque d'homogénéité interne et par ce flottement des circonscriptions périphériques, semblait doublement exposée aux dissociations ¹.

LA FRONTIÈRE BOURGUIGNONNE, MAUVAISE FRONTIÈRE.

Entre les deux Bourgognes, d'abord, la frontière du royaume ne traçait nullement la séparation nette qui eût favorisé le maintien de la paix. La sécession de la comté de Bourgogne, en 1493, avait laissé dans une situation équivoque un bon nombre de terres qui, témoins de l'ancienne union, n'avaient pas encore, en 1587, opté entre les deux destins. La Bourgogne française finissait avec le royaume, mais par une frontière hésitante qui se tenait au nord à deux ou trois lieues en deçà de la Saône, ne la rejoignait qu'à hauteur de Jancigny, puis, dès Heuilly, à deux lieues au sud, commençait à la déborder progressivement vers l'est et finissait même par englober, sur la rive gauche, la Bresse loughanaise. Après quoi, brusquement, elle venait rejoindre la rivière près de Farges au sud de Tournus, pour la suivre ensuite jusqu'à Saint-Romain au sud de Mâcon ². Et encore, au delà de cette frontière, s'inséraient les enclaves bourguignonnes de Fouchierans et de Chaussin, contestées d'ailleurs par le petit État comtois, et une série de terres en litige,

1. Tous les traits indiqués en ce paragraphe consacré à des idées générales seront, dans les paragraphes suivants, précisés et appuyés par des références.

2. Il faut donc bannir en l'espèce, comme en tant d'autres, la fausse notion de frontière naturelle (cf. à ce sujet, F. DESTRAY, *De la Saône considérée comme frontière naturelle* (M. de la Soc. bourg., 1910). Nous croyons même, contrairement à FINOT (*Et. de géog. hist. sur la Saône...*, dans Bull. Soc. d'agr. de Hte-Saône, 1877, 393 et s., ou, à part, Vesoul, 1878, 147) et à G. ZELLER (*Réunion de Metz*, I, 34), que l'usage des bateliers désignant les deux rives de la rivière par les termes de « Réaume » et « Empire » n'implique pas nécessairement une idée « populaire » de la Saône-frontière. Ce n'était là qu'un usage pratique, autorisé par la proximité des deux mouvances ; rien de plus.

terres de « surséance », dont le sort demeurait en suspens depuis la réunion de la Bourgogne, comme Fouvent-la-Ville, Achey, Delain, Mantoche, enveloppés par le domaine du roi d'Espagne ; Chaume, Fontaine-Française, qu'occupait le roi de France¹.

Autre fait : Auxonne, Seurre, une partie de Pontailler et une soixantaine d'autres paroisses continuaient à dépendre du siège archiépiscopal de Besançon — et d'un archevêque qui, jusqu'en 1586, était Granvelle, — tandis qu'au diocèse de Langres ressortissaient de nombreux villages comtois². Enfin, pour parachever cette complexité, de Pontailler à Cuiseaux, sur 25 lieues de long, la zone frontière constituait l'une de ces petites unités territoriales qui escortaient le Duché sans s'incorporer à lui : le comté d'Auxonne. Pas d'individualité plus reconnue par les usages que « le comté d'Auxonne, terres d'Outre-Saône et ressort de Saint-Laurent » : 10 « villes », 2 comtés, 3 marquisats, 11 baronnies, 1 abbaye, 11 prieurés, proclame fièrement Cl. Jurain, Auxonnais³ ; petit monde « à part », muni, sous les ducs, d'un Parlement particulier, armé encore de petits États à lui, défenseurs de ses intérêts contre ceux du Duché. Ce pays, un temps disputé entre Charles VIII et Maximilien⁴, resté

1. V. les nombreux dossiers d'enquêtes sur les délimitations des ^{xv^e}, ^{xvii^e}, ^{xviii^e} s. : C.-D'OR, B 35, 36 ; B 257-259 ; 262-285 (p. ex. B 265, reg. de la commission de 1611) ; DOUBS, B 096 /5 ; B.N., Dupuy 113 ; Moreau 810-811 et 871 ; fr. 15847-15848, 15884 (f. 619), 22598 ; etc. Sur le cas intéressant de Savigny : *Reg. Parl.*, III, 155, 160, 164. Cf. *Les conférences des limites entre la Bourgogne, la Bresse, l'Auxonnais*, etc. (1611-1614), dans *Doc. d'histoire*, 1911 ; P. DESTRAY, *Et. sur les contestations de limites et les traités de neutralité entre la F.-C. et les terres françaises de Champagne et de Bourgogne* (dans *Pos. de l'Ec. des Ch.*, 1907), et FEBVRE, *Ph. II et la Fr.-C.*, 9, 10 (« Vers 1560, sur près de 200 villages jadis en surséance aux frontières de la Comté, les trois quarts recouraient au Parlement de Dole »), 13, 18. *Ibid.*, 773, n. 1, un bon ex. des conflits qui surgissent au sujet des surséances (aff. de Savigny-en-Revermont, 1583-1586).

2. Au moins une soixantaine de villages actuels (MARCEL, *Le cardinal de Givry*, 70-71, notes). Cf. Granvelle au prieur de Belle-Fontaine, oct. 1585 (*Corr. de Granvelle*, XII, 121).

3. *Antiquitez d'Aussonne*, 72-73. — Sur les privilèges du comté d'Auxonne, v. les titres conservés sous la cote C.-D'OR, C 7482, liasse d'actes des rois : autorisation d'user des monnaies franc-comtoises et du sel de Salins ; indépendance des États ; etc. Cf. aussi C 7496.

4. Maximilien place le comté dans la dot de sa fille Marg. d'Autriche (Comynnes, éd. Calmette, II, 302). En oct. 1525, les négociateurs français avaient offert le comté d'Auxonne à Charles-Quint afin de conserver le duché de Bourgogne (HAUSER, *Le tr. de Madrid et la cession de la B. à Ch.-Quint*, 26, et ses réf.). GOLLUT (col. 1590) regrettait que l'empereur n'eût pas, en attendant de tenir le duché, pris, pour commencer, Auxonne. Lorsque François I^{er}, après Madrid, refusa de livrer la Bourgogne, Ch.-Quint fit tenter, par Lannoy, une attaque d'Auxonne (HAUSER, 85 et suiv.) ; etc. Sur la situation et l'esprit spécial de l'Auxonnais, et au sujet d'épisodes que nous ne pouvons ici mentionner au long : ROSSIGNOL, *La Bourg. s. Ch. VIII*, 191-192, 197 ; — JURAIN, 7-12, 49 ; HAUSER, 45, 71-72, 85-86.

ouvert aux mandements de Besançon, appuyant sur ses contacts comtois une partie de ses résistances aux ordres venus de Dijon, ne professait pas, en général, les mêmes sentiments que le corps de la province et allongeait contre la frontière une zone d'indépendance¹. Par cette zone continuaient à communiquer comté et duché de Bourgogne comme à travers un passage neutre. Les familles dont l'unité avait survécu à la sécession de 1477-1493 hantaient ce petit pays-frontière. Familles nobles mi-comtoises et mi-duchoises, les La Baume, les Vergy, les Chabot, les Bauffremont entretenaient, en passant le pont d'Auxonne, leurs alliances familiales et leurs domaines patrimoniaux partagés entre les deux Bourgognes². Mais les Duchois étaient plus attirés en Comté que les Comtois en Duché : « ceux du pays et duché de Bourgogne tiennent au comté, écrivait Bégat au roi, plus de cent mille livres de rente tous les ans, et au contraire ceux du Comté n'en tiennent pas en notre pays dix mille livres de rente »³, et, dès lors, aux « maisons des nobles, toutes alliées avec les estrangers », la « commodité de leur fortune » pouvait, suivant Bégat encore, inspirer des alliances ou connivences néfastes à la Bourgogne, à la France : l'infiltration protestante s'ensuivrait⁴ et fatalement l'invasion. C'était le cauchemar de la mauvaise frontière. Si haut que sonnât au loin la renommée d'une place-forte comme Auxonne⁵, on avait vu en 1569 que des colonnes de reîtres

1. La frontière avec la Savoie, qui suivait la Saône, était plus nette quant au tracé, mais l'enchevêtrement des propriétés y créait, on le verra, des difficultés. Il avait fallu établir des conventions et réglementations pour les Bressans ayant procès au baill. de Mâcon et les Mâconnais plaquant en Bresse (v. not., pour 1579, S.-ET-L., B 863).

2. Sur ces parentés et alliances : FEBVRE, *Ph. II et la Fr.-C.*, 385 et s. Ajouter le mariage, en 1589, de Jean-Louis de Pontailler, baron de Talmay, avec Anne de Vergy, fils de Fr. de Vergy, lieutenant-général de la Comté (DUMAY, *Les Pontailler*, 98). Cf. Bégat : « Les habitans de l'ung et l'autre pays ont reciproquement si fort negoce... qu'il n'y a bonne maison au duché qui n'ayt alliance avec ceulx du comté... » De sorte qu'à la guerre ils « frappent et tuent leurs parens... ». « Infinité de femmes vefves... ont leurs assignaulx et dotations de mariaige sur le comté... ». Beaucoup de revenus ecclésiastiques y sont assis, etc. (*Disc. du droit d'aubaine*, 1553, p. p. Viard, *Le pr. Bégat*, 96-97. V. aussi C.-D'OR, B 458). — Sur les biens possédés au Duché par les ecclésiastiques comtois, v. C.-D'OR, G 40 (lettres d'H. IV, 16 mars 1600, condamnant cette propriété). Sur les donations de biens comtois faites par les ducs aux communautés duchoises, ex. dispersés dans la s¹e G (pour la chartreuse de Champmol : MONGET, II, 198).

3. « Quant à ce, je verifiray facilement ce que je dy, car j'ai par cathalogue tous les noms des principales maisons et eglises du duché de Bourgogne qui tiennent du revenu au comté... » (*Disc. du droit d'aubaine*, loc. cit., 98-99).

4. *Remonstrances* (1564), 34.

5. Que plusieurs mettent au même rang que Calais, Metz et Carmagnole (B.N., fr. 17281, f. 54). Cf. B.N., fr. 4642, « Remarques touchant la situation d'Auxonne », et la lettre citée par DROUOT, *L'aff. d'Auxonne*, 317.

pouvaient, au sud de Montsaugéon, passer du Comté au Duché sans vergogne¹.

Sans doute le traité de Neutralité, signé en 1522 et toujours renouvelé depuis, aurait dû couvrir cette frontière. Mais la Neutralité était violée, par les Français d'ailleurs plus souvent encore que par les Comtois², et les Allemands en pouvaient faire dédain. Porte mal close. Et, d'ailleurs, souvent ouverte à d'autres troupes que celle des Allemands, ouverte aux Suisses qui, appelés au royaume par le roi de France ou par ses ennemis, y entraient par Saint-Jean-de-Losne ou Auxonne. Et d'eux, comme des reîtres, c'était pour les Duchois le pillage qu'il fallait attendre.

Du côté de la frontière les Bourguignons n'apercevaient donc qu'un horizon incertain, encombré par les vestiges du passé ducal, et troublé par les contacts survivant à une séparation politique que la société bourguignonne n'avait pas encore consacrée.

LIMITES PROVINCIALES CONFUSES³. LES CONTACTS.

De la frontière de Bresse à la Loire, une ligne assez nette séparait le bailliage du Mâconnais de celui du Beaujolais dépendant du gouvernement de Lyonnais. Vers l'ouest, la Loire, que le Brionnais

1. FEBVRE, *Ph. II et la Fr.-Comté*, 567.

2. Sur la neutralité franc-comtoise, v. dans DU MONT, *Corps dipl.*, IV, 380, le traité initial (1522), puis, dans B.N., Moreau 924, 1-200 ; C.-d'Or, B 11914, les renouvellements successifs du xvi^e s. Nous donnerons dans la suite de cet ouvrage d'autres références encore.

3. Quelques références : — L. EISENMANN, *La géographie administrative de la Bourgogne à la fin de l'Ancien régime* (dans les *Enquêtes sur la Rév. en C.-d'Or*, fasc. I, 1910) ; — Th. CHAVOT, *Le Mâconnais, géog. historique*, P. et Mâcon, 1884, in-12, 42-55 ; — A. CHALLE, *Le bailliage d'Auxerre* ; Id., *Hist. de l'Auxerrois ; son territoire, son diocèse...* Auxerre, 1878, in-8° ; — J. LAURENT, *Le bailliage de Sens* (*Rev. des q. hist.*, 1^{er} oct. 1930) ; — Abbé PISSIER, *Les limites de la Bourgogne dans la région de Vézelay* (dans le c.-r. du Congrès de l'Ass. bourg., Auxerre, 1925) ; — COURTÉPÉE, *Description* (pour chaque bailliage) ; — Les dictionnaires topographiques par départements (celui de la Côte-d'Or, par ROSEROT, 1924, Intr.) ; — et les études (avec cartes) sur la formation des départements : Ch. PORÉE pour l'Yonne (*B. Soc. des sc. de l'Y.*, 1909) ; — M. PEYRE pour l'Aube (*M. Soc. acad. de l'A.*, 1929) ; — H. METTRIER pour la Haute-Marne (Chaumont, 1911, in-8°) ; — A. BRETTE, *Atlas des bailliages ou jurid. assim. ayant formé unité électorale en 1789*, Paris, 1904, in-fol. ; — SCHRADER, *Atlas historique*, f. 32, 33, 42 ; — et, parmi les cartes anciennes les moins éloignées de la fin du xvi^e s. : N. TASSEL, *Les cartes générales de toutes les provinces...* Paris, 1637, in-fol. ; Nic. Sanson, *La France*, Paris, 1637, in-fol., et 1669 (et à part, *Les deux Bourgognes...* Paris, 1648) ; P. Duval, *La géographie française...* Paris, 1663, in-12 ; J.-N. Tillemon, *La France div. par gouvernements de province*, Paris, 1688, in-fol. Cf. F. ROLAND, *Les cartes anciennes de la Fr.-C.*, 1^{re} pl^e, Besançon, 1913, in-8°, pl. VII-XIII. — Les Archives conservent les dossiers abondants des contestations : C.-d'Or, B 282, 284, 285, etc. ; S.-ET-L., C 538-540.

bourguignon dépassait largement au delà du pont de Marcigny, dans un pays de bois et d'étangs, marquait à peu près la limite du Bourbonnais et des bailliages de Charolles et Autun, depuis Sée et Chassenard jusqu'à hauteur de Cronat. Mais le Morvan était partagé entre Bourgogne et Nivernais suivant une ligne assez confuse¹. Dans le nord-ouest enfin, et le nord, se mêlaient Bourgogne, Nivernais et Champagne. Une limite capricieuse laissait hors de la masse provinciale une vingtaine de terres bourguignonnes, dispersées au milieu des ressorts étrangers : trois grandes, délimitées suivant des lignes tourmentées, autour d'Auxerre, de Bar-sur-Seine et d'Arc-en-Barrois, — et toute une volée de petites, dépendant des bailliages d'Auxerre, de Châtillon, de Bar ou de Dijon, plusieurs isolées à de grandes distances, comme Chauffour, enclavé en plein bailliage de Troyes, Merrey perdu à huit lieues au delà de Langres, Fayl-Billot, distant de 15 lieues du siège du bailliage de Dijon dont il dépendait². L'État ducal, au xv^e siècle, avait poussé, sur le comté de Champagne, des pointes conquérantes le long des vallées, tandis que sur les sommets des chaumes subsistait l'autorité étrangère. Il avait laissé, à l'ouest de la vallée de la Vingeanne à demi-conquise, se creuser vers le sud, jusqu'à Noiron-sur-Bèze, une poche de quatre lieues de profondeur : il progressait par infiltration le long des lignes de circulation et de commandement, s'en remettant à l'avenir pour faire glisser dans sa dépendance les zones intermédiaires, les « parties mortes »³. Mais la vigueur conquérante, depuis la Réunion, était tombée, et ces pointes bourguignonnes, témoins d'un dessein condamné, étaient disputées, au xvi^e siècle, par des influences, économiques ou politiques, qui s'exerçaient à travers les limites, et introduisaient même les autorités de Bourgogne en terre champenoise et celles de Champagne en terre bourguignonne. Déjà, Vézelay, entre l'Auxerrois et le Duché, liait son destin au leur, quoique étrangère,

1. Les bailliages bourguignons d'Autun et de Semur-en-Auxois englobaient une large bande morvandelle boisée et pauvre. La limite, coupant les hauteurs, laissait dans le Duché un groupe d'enclaves nivernaises comme Liernais et La Cour d'Arcenay.

2. Parmi les petits flots bourguignons : Chenilly, Milly, Serrigny, Tanlay, Pailson, autour de Tonnerre (champenois) ; Bricon, Rouelle, Pralay, Aprey, Prangey, Fayl-Billot, Poinson, Orain, autour de Châteauvillain et Langres (champenois). Entre l'Auxerrois et le Duché (Avallon et Noyers), Nivernais et Champagne se touchaient. Entre le comté de Bar et le Duché (Châtillon) s'étendait le bout de l'immense ressort de Sens ; entre l'enclave d'Arc, Latrency et Giey, et le Duché, des dépendances des bailliages de Langres et Chaumont. — Rappelons que, dans le haut moyen-âge, ces limites septentrionales s'étaient déplacées bien des fois (v. p. ex. H. BEIS, *Sens en Bourgogne ou Sens en Champagne*, dans *Bull. des anc. él. du lyc. de Sens*, 1928-1929).

3. Expression de M. G. ROUPNEL (*La ville et la camp.*, 52), à qui nous empruntons cette constatation et l'exemple qui la précède.

recevait d'eux ses gouverneurs, et aussi bien que ses voisins Gironles ou Noyers participait aux guerres bourguignonnes¹.

Inversement, l'attraction de Troyes, cette populeuse capitale, et l'habitude de liaisons étroites contractées aux temps des grandes foires tournaient Bar-sur-Seine beaucoup plus vers la vie champenoise que vers l'obédience bourguignonne : les Guises aînés la comptaient souvent parmi leurs places² et les *Mémoires* de Carorguy témoignent abondamment que l'information, l'impulsion politique lui venaient du gouvernement qui l'entourait bien plus que de celui dont elle dépendait.

Entre Langrois et Dijonnais, enfin, des compénétrations profondes s'exerçaient depuis des siècles. Non seulement leur union dans un même diocèse et l'association économique de l'agriculture langroise avec le trafic de la Saône semblaient perpétuer de très anciennes communautés politiques, mais les guerres suscitaient la collaboration des deux bases militaires tenues par les Guises gouverneurs sur la route des invasions protestantes et à hauteur de la ligne de contact de la Lorraine avec la Comté³. Ni les clercs, ni les marchands, ni les capitaines ne paraissaient distinguer en ce secteur, au milieu des capricieux détours des limites, les bornes des gouvernements. Les familles se mêlaient, comme les ressorts. Le baron de Fervaques, comte de Grancey, champenois, et de Selongey, bourguignon, parent des Châteauvillain, des Tavanés, des La Baume, muni d'amitiés à Langres comme à Dijon, n'était que le plus typique parmi ces hommes des confins indécis⁴. Des Langrois demandaient clairement leur rattachement au ressort du Parlement de Dijon⁵ et leurs évêques-ducs, dont le domaine propre s'étendait sur un bon nombre de finages bourguignons, pouvaient considérer que l'ensemble de leur diocèse restait, en réalité, Bourgogne⁶.

La géographie diocésaine jetait, en effet, sa large part de trouble dans le dessin de la périphérie bourguignonne. Non seulement le diocèse de Langres s'étendait jusqu'à Gevrey, à trois lieues au sud de Dijon, et celui de Besançon sur l'ensemble du comté d'Auxonne,

1. Sur la complexité des ressorts dans la région de Vézelay, et en Auxerrois, v. PISSIER, *op. cit.*, et *Notice sur Menades* (dans *B. Soc. sc. de l'Yonne*, 1925) ; C.-D'OR, C 7478 (état de 1646).

2. B.N., fr. 3989, f. 101 (liste de fév. 1594). Nous verrons que des gouverneurs furent choisis par le duc de Guise.

3. Ex. de collaboration militaire en 1575, 1585, 1587, et dans la suite chaque année de 1589 à 1595 (v. ci-ap. les fréquentes interventions de Guyonvelle ou Dinteville en Bourgogne, de Guillaume ou Jean de Tavanés, de Fervaques en Langrois).

4. Sur lui et sa carrière, v. ci-ap., ch. I, § V.

5. Notamment en 1578 (C.-D'OR, C 3067, f. 152).

6. MARCEL, *Givry*, 69-94. Cf. J. LAURENT, *Cartul. de Molesme*, Dijon, 1907-1911, 2 in-4°, I, 343 ; cf. abbé ROUSSEL, *Le dioc. de Langres*, t. I.

mais celui d'Auxerre débordait largement sur la Champagne, la Puisaye et l'Orléanais, allant toucher la Loire à Gien et à La Charité, et ceux de Mâcon, d'Autun embrassaient en nombre les paroisses bourbonnaises ou nivernaises ¹.

C'est dans l'ouest, cependant, malgré ces débordements de ressorts particuliers, que la vie bourguignonne trouvait ses seules véritables barrières. Partout ailleurs, aux confins provinciaux, ce n'était qu'horizons fuyant devant l'œil ou vallées menant à des eaux navigables ; au nord même, c'était le pays ouvert de la France parisienne et champenoise, aux limites sans jalons, aux routes aisées invitant aux rencontres. Mais vers l'ouest, au contraire, en Morvan, en Charollais, en Brionnais, le paysage bourguignon s'accidentait de haies, de boqueteaux-limites ; les villages s'ignoraient entre eux et la Loire, qui recueillait les eaux, était pour les hommes peu attirante et peu utile ². Le Morvan surtout, avec ses chênaies, ses pistes difficiles et ses défiances farouches, arrêta les rayonnements et décourageait les emprunts. Malgré son passé « bourguignon », le Nivernais, ce voisin direct, était voisin insoucieux du Duché et lié seulement au comté d'Auxerre ³. Le Duché, drainé à ses deux extrémités par les fleuves et les villes, soudé à demi encore par son flanc oriental à la Comté autrefois sœur, du côté de l'occident était sans amitiés et sans liens : les Dijonnais royalistes l'éprouveront plus tard, lorsqu'ils appelleront à leur aide, mais en vain, le duc de Nevers.

PARTICULARISMES HISTORIQUES ET LIAISONS ÉCONOMIQUES.

LE CAS DU CHAROLLAIS.

Les contacts externes de la Bourgogne y animaient, on le verra, des particularismes. Particularismes aux formes multiples, mais dont l'un au moins réunissait en lui à peu près tous les éléments concevables. La ligne de partage des deux grands types français, au point de vue linguistique, juridique et même agraire, traversait la province de Mayenne, dans une zone de mélange et de transition qui, dirigée dans l'ensemble du sud-ouest au nord-est, passait par

1. Outre les cartes de diocèses du *Dict. d'hist. et de géog. ecclésiastique*, v. les ouv. cités de COURTÉPÉE, CHAVOT, MARCEL, LEBEUF, *Mém. sur Aux.*, I, *in-fine*, et A. de CHARMASSE, *Essai sur la géog. de l'anc. dioc. d'Autun*, *Introd. au Cart. de l'év. d'Autun*, Autun, 1880, in-8° (cf. S.-ET-L., G 792).

2. V. dans le même sens les observations de M. R. DION dans son *Essai sur la formation du paysage français*, Tours, 1934, in-8°, et sa carte montrant l'actuelle limite de la France aux champs ouverts et de la France bocagère. Notons qu'au xvi^e s. l'Auxois et la Terre-Plaine, terres à céréales, ne portaient pas les haies qui les caractérisent aujourd'hui.

3. Serein, Cousin, Cure, Yonne coupaient les chemins. Le pont de Chastellux sur la Cure est parfois cité comme le seul passage « du pays de Bourgogne en Nivernais » (C.-D'OR, C. 2160, f. 86).

Cluny, Tournus et Louhans. Au sud de cette bande bâtarde, commençait un monde où le Bourguignon duchois ne reconnaissait plus sa vie ; et, pour bien comprendre les textes où les Mâconnais expriment la constante mésintelligence qui les séparait des autorités provinciales séant à Dijon, il n'est pas superflu de se rappeler leur patois franco-provençal, ce parler d'oc qu'on rencontrait brusquement au nord de Mâcon, leurs champs soumis à l'assolement biennal, leurs toits plats et gris chargés de tuiles romaines, — et leurs institutions urbaines inspirées des consulats ¹. Il y avait, de plus, et sans doute très déterminant, le contraste juridique : droit coutumier jusqu'aux approches de Tournus et de Louhans, et, au sud, droit écrit ².

Il ne faut pas négliger non plus les particularismes d'institutions et surtout l'indépendance, au regard du Parlement de Dijon, des trois comtés annexés au duché lors du traité d'Arras (1435), cet Auxerrois, ce Mâconnais encore, et ce pays de Bar qui ressortissaient au Parlement de Paris, et qui, en outre, quoique dépendant de la généralité de Dijon et des États généraux de Bourgogne comme institution financière, n'en conservaient pas moins leurs élections. Qu'on songe encore à ces États particuliers que plusieurs « comtés » avaient obtenus autrefois et gardés après 1477 ³. De grandes disparités, d'ailleurs, existaient dans les organisations administratives de ces « comtés » et il faut se garder de voir en eux les éléments d'un ensemble bourguignon secondaire coordonné suivant un statut homogène : Auxonne, Charolles avaient leurs États, mais pas d'élection ; Bar-sur-Seine, une election, mais, en fait, pas d'États ; Auxerre et Mâcon des États et une election. Et sous les mêmes mots encore

1. Nous n'avons pas à préciser davantage ici le tracé des diverses limites entre les Frances septentrionale et méridionale. On trouvera ce tracé et l'écho des recherches dont il a fait l'objet dans *l'Enquête sur les limites des influences septentrionales et méditerranéennes en France faite sous la direction de M. G. Jeanton, par l'Ass. bourg. des Soc. sav.* V., dans le fasc. I, Dijon, 1936, 3 et s., la carte établie et commentée par G. Jeanton (avec bibliog. dans les notes). V. aussi, du même : *L'habitation rustique au pays mâconnais*, Mâcon, 1932, in-8°, ill. ; et, en coll. avec A. DURAFFOUR, *L'hab. paysanne en Bresse*, Tournus, 1935, in-8°, ill., qui fournit, sur l'opposition de la Bresse du nord et de la Bresse du sud savoyarde, d'intéressantes précisions, et le commentaire d'une carte montrant les limites des droits, des langues, des toits (il manque celle des régimes agraires). Sur les patois : E. VIOLET, *Les patois mâconnais de la zone de transition entre le francien et le franco-provençal*, Mâcon, Protat, 1936, in-8°.

2. Nous ne saurions consacrer ici à la question des droits le développement qu'elle mériterait par elle-même dans une étude sur les particularismes. Retenons seulement qu'il y avait la coutume de Bourgogne (réformée en 1570) pour le Duché, les comtés d'Auxonne et les terres d'outre Saône, le Charollais. L'Auxerrois avait sa coutume. Bar suivait celle de Troyes. Le Mâconnais, le Brionnais et la Bresse louhannaise en grande partie étaient de droit écrit. Cf. COURTÉPÉE, I, 352-353 ; LA BUSSIÈRE, *Le baill. du Mâconnais*, 345 ; JEANTON, *Enq. sur les limites*, fasc. I, 9-12. — Sur les éd. et commentaires de la coutume de B., v. MILSAND, *Bibl. bourg.*, 56-58.

3. Sur ces États particuliers, v. ci-ap., § 3, « Le gouvernement ».

que de différences, puisque, par exemple, les officiers des élections, à Bar et à Auxerre, se contentaient à peu près d'exercer juridiction en matière d'impositions, tandis qu'à Mâcon ils avaient compétence et voix aux États...

Or, la valeur significative de ces originalités et de ces « libertés » locales conservées se doublait sous l'effet des orientations et activités économiques propres à chacun des comtés. La fonction routière même de la Bourgogne conférait à ces confins un rôle commercial qui confirmait leur esprit. Vin, blé, fourrage et fer, la Bourgogne produisait généralement de ces marchandises essentielles un excédent annuel que concentraient quelques villes : à Avallon, par exemple, s'entreposaient les blés de l'Auxois, à Chalon les fourrages des prés de Saône ; — et sur ces « amas » s'exerçait bientôt l'exportation. Et les relations marchandes, nées de là, procuraient aux indépendances de la plupart des comtés périphériques le vigoureux appui des associations économiques extérieures.

L'un des comtés, cependant, faisait exception. Pour Charolles, l'activité marchande comptait moins parmi les appuis de son indépendance que son isolement et ses institutions. Tout le versant bourguignon de Loire, comme le note Grégaine pour le Brionnais, était tellement « à l'extrémité de la province et éloigné de toutes les bonnes villes » de cette province, qu'il participait bien faiblement à leur vie ¹. De plus, le Charollais possédait non seulement des États particuliers, mais un double conseil de bailliage : celui du roi, suivant la règle ², et celui du comte de Charollais, qui n'était autre, alors, que le roi d'Espagne. Des Comtois tenaient l'emploi de bailli de Philippe II ³, et, malgré les empiètements constants du bailliage royal, contribuaient à maintenir au pays l'idée d'une certaine immunité locale. Charolles,

1. Grégaine, 18-19 (il se plaint, d'ailleurs, de voir son pays négligé par les historiens de la Bourgogne). Aux États généraux de 1588, les députés bourguignons comptent à part ceux du bailliage de Bourbon-Lancy (Bernard, *Journ. des États*, 458).

2. Le traité de Cambrai (1529) avait accordé la jouissance souveraine du comté à Ch.-Quint pour sa vie durant. Après sa mort, au traité de Cateau-Cambresis, l'usufruit ayant pris fin, la juridiction du roi de France fut rétablie et les « cas royaux » furent assignés à Autun. Puis les Charollais obtinrent que des juges royaux fussent établis à Charolles même (édit de 1561). Les officiers seigneuriaux firent d'abord office de juges royaux ; mais, à partir de 1571, le roi nomma des officiers à lui. En même temps, des arrêts du Parl. de Dijon (en 1572, 1578, etc.) élargissaient rapidement le domaine des cas royaux. Sur cette situation et ces transformations : LAROCHE, *Le bailliage comtal et le b. des cas royaux du Charollais*, 217 et s. (réf.). Cf. FEBVRE, 77, 130, 289 n. 5, 718 n. 5 ; — le Parl. de Dij. au roi, Dijon, 20 déc. 1585, B.N., V^e Colbert 9, f. 410. — Sur les droits du roi, v. E.-P. de Rymon, *Traité des pays et comté du Charollais*... Paris, 1619, in-8^o (thèses d'un lieut.-gén. au bailliage plaçant la cause de Louis XIII ; pièces). — Sur les États du Charollais, v. ci-ap., « Le gouvernement ».

3. Listes dans LAROCHE, 246. En 1564, le bailli est Guyon Mouchet, beau-frère du card. de Granvelle. Depuis 1561, les appels n'allaient plus à Dole

d'ailleurs, ne regardait pas pour autant vers la Comté, et, d'autre part, ses contacts économiques, qui étaient avec les pays de Loire ¹, ne pouvaient stimuler son individualisme, dont l'existence se fondait beaucoup moins sur l'influence de relations extérieures que sur l'anémie spontanée de l'autorité provinciale elle-même. C'est ailleurs qu'au versant de Loire, c'est à Auxerre et Mâcon que s'exerçaient l'attraction de fleuves vraiment navigables et le rayonnement des grandes villes prochaines, acheteuses de vivres et exportatrices d'idées.

PARTICULARISMES ET LIAISONS ÉCONOMIQUES.

L'ATTRACTION DE PARIS ET DE LYON.

Sur l'Auxerrois, isolé en avant du Duché et orienté par le courant de sa rivière d'Yonne, Paris agissait puissamment. Les relations qu'entraînaient les « appellations » des procès auxerrois au Parlement parisien n'étaient qu'assez peu de chose à côté des liaisons marchandes. Depuis le moyen-âge, Auxerre était l'une des ravitaillieuses de la capitale. De son port fluvial où ils s'entassaient, les blés, le vin partaient par bateaux. Des petits havres de l'Armançon, de la Cure, partaient aussi les trains de bois flotté. Le roulage faisait le reste. Rouliers et bateliers surtout, tels étaient, avec les bourgeois et les clercs que le coche d'eau transportait aux quais de la Cité en trois journées, les agents d'une liaison constante ². Ils rapportaient de Paris des opinions et des passions ³. Ils répandaient l'idée de l'indépendance à l'égard de ce gouvernement de Dijon auquel Auxerre tournait le dos.

Ce que l'Yonne conférait de vigueur au particularisme auxerrois, la Saône l'apportait aux Bourgognes orientale et méridionale. Le commerce, au Val de Saône, était élément constant de la vie et fondamentale condition de l'esprit. De Charles VIII à Henri II, une chaîne de grandes forteresses y avait armé la nouvelle frontière sans substituer réellement une âme militaire à ces traditions marchandes. A l'ombre des citadelles, il y avait les bureaux des « resve » et traite foraine où passait le trafic du royaume, — il y avait ces villes de Saône, Saint-Jean-de-Losne, Tournus, qui, dès le XIII^e siècle, avaient été pour les exportateurs des sorties de France et les ports fluviaux

1. Sur le commerce de Loire : G. CHEVALIER, *La navig. comm. de la Loire au XV^e et XVI^e s.* (*Mém. Soc. arch. de Touraine*, XVII). Les greniers à sel bourguignons se ravitaillaient en partie à l'entrepôt de Digoïn (sel de mer).

2. Outre les études citées ci-dessus sur les voies d'eau et les commerces auxerrois, v. QUANTIN, *Rech. hist. sur la riv. d'Armançon* (*B. Soc. sc. de l'Yonne*, 1887) ; le Mémoire de Ferrand ; GOURNAY, *Almanach du comm.*, éd. de 1789, 88-89 ; et O.-J. CHARDON, *Hist. de la v. d'Auxerre*, A., 1834-1835, 2 in-8°. Cf. *Relations des ambassadeurs vénitiens*, II, 466-467.

3. V. sur ces inclinations parisiennes d'Auxerre, ci-ap., § 6, p. 163.

dont vivait toujours toute une population ¹. Les marchands s'avancèrent en Comté par la vieille route de Saint-Claude vers Gex et Genève, par la bonne route du Doubs vers Dole, Besançon, Montbéliard et Bâle, prêts à garer leurs équipages, si les prohibitions du Parlement de Dole les pressaient trop, dans les enclaves françaises de Chaussin ou de Foucherans, ou dans ces terres de « surséance » qui leur offraient leurs complicités. De leur côté les marchands étrangers venus de tous les pays de l'Est apparaissaient en nombre aux grands ponts de Saône, à Auxonne, à Saint-Jean-de-Losne, à Chalon surtout, où les attirait la foire d'été, sauvegardée avec vigilance contre la « resve » et les inquisitions des maîtres des ports ². L'in-

1. Sur l'importance du transit général en période de paix à la frontière bourguignonne et sur les marchandises exportées, v. les comptes des droits, traite et imposition foraine, resve et hauts-passages, dans les reg. de la Ch. des Comptes (C.-D'OR, B 27, f. 298, pour 1585, et cotes suiv.). Autres dossiers sur le transit commercial : B 11390 ; B 5185 (recette de Mâcon 1587-1588). — Sur les marchandises bourguignonnes habituellement exportées hors de la province (vin, blé, fer et laines surtout), v. p. ex. la liste des principales denrées apportées aux foires de Lyon vers 1573 donnée par Nic. de Nicolay dans sa *Descript. gén.* de Lyon, p. p. la Soc. de topog. hist. de Lyon, 1881, in-fol., et les mesures, signalées ci-apr., du Parl. concernant les grains et les vins. Le trafic d'exportation des vin, blé, fer et laine de Bourgogne est signalé constamment par les archives bourguignonnes, comtoises, lyonnaises (DOUBS, B 994, cité par FEBVRE, 9 ; Id., 11 n. 4, et 12 n. 1 ; DIJON, B 26, f. 233 v° ; B 227, f. 27 ; etc.). Quelques articles ouverts : verreries de Chalon (CHALON, BB 8) ; — pistolets « façon de Dijon » (DOUBS, B 0418, f. 8, cité par FEBVRE, 334 n. 3) ; etc. — Sur le rôle des étapes de Saône dans la circulation marchande vers 1300, v. G. BIGWOOD, *La polit. de la laine en France sous les règnes de Ph. le Bel et de ses fils* (dans *Rev. belge de ph. et d'hist.*, 1936).

2. Sur cette grande foire : CHALON, AA 7 et 19 (exemptions concédées par les ducs et les rois) ; cf. P. TOUSSAINT, *Les foires de Chalon des orig. au xvi^e s.*, Dijon, 1910, in-8°. Ce n'est pas en été seulement, notons-le, que Chalon voyait arriver, par la Comté, les marchands. En plein hiver souvent, comme en déc. 1576 et janv. 1577, des Italiens venus de Milan et autres villes entraient par son pont en France, avec leurs mulets ou leurs « charrettes » (CHALON, BB 6, f. 90). — Sur les privilèges auxonnais : Cl. JURAIN, *Antiq. et prérogatives de la ville et comté d'Auxonne*, 94 et s. — Sur les relations des marchés bourguignons avec les Suisses et les Allemagnes, on rencontre un certain nombre d'indications dans les reg. de la Ch. des Comptes de Dijon (p. ex. B 25, f. 173 v°, 270 v° : demande d'exemption de la resve par les marchands de Fribourg, 1575 et 1579 : arguments intéressants). Les Arch. de Dijon contiennent la mention d'un bon nombre de marchands étrangers séjournant dans la ville, p. ex. dans la période 1580-1589 (v. à ce sujet les listes de voyageurs logés dans les hôtelleries, dans la liasse I 129). — Parmi les marchandises importées de Comté en Bourgogne, signalons l'importance méconnue du sel, car le commerce du sel comtois avait survécu à la séparation de 1493, malgré les efforts des rois pour lui fermer la frontière. Les traités de Senlis, Noyon, Cambrai avaient conservé au sel salinois le marché bourguignon, où le sel de mer français ne l'avait pas, à la fin du xvi^e s., encore complètement supplanté (v. HAUSER, *Le sel dans l'hist.*, dans *Rev. écon. intern.*, 1927, 270-287). Les États de B. plaidaient avec vigueur contre le sel de mer (C.-D'OR, C 5297, enquête de 1545). Henri II devait, en 1547, annuler les prohibitions de François I^{er}. Les élus de B., pendant la Ligue, achèteront le sel comtois pour les greniers du Duché (C 3069, f. 321 v°, 327, 333 v°, etc.).

vasion des pièces de billon étrangères, cet élément perturbateur si constant du régime des monnaies dans les pays français sis le long des frontières comtoise et bressane, eût suffi à témoigner, sous Charles IX, sous Henri III, de l'activité du trafic entre les marchés français et les terres d'outre-Saône¹.

Commerce avec la Comté et la Bresse. Plus encore, commerce avec Lyon. La Bourgogne, qui voyait passer une partie des étrangers qu'attiraient les célèbres foires lyonnaises², y envoyait ses propres marchands. Mais un commerce permanent reliait aussi les ports duchois de Saône aux quais de Lyon. Si les comptes des traites foraines, aux frontières comtoises et bressanes, révèlent une exportation assez active, ceux des péages de Saône proclament l'importance de l'attraction lyonnaise. Le trafic de « Royaume » en « Empire » était surpassé par celui qui, depuis de longs siècles, descendait le Val vers le Confluent. Mâcon n'était pas seule en Bourgogne à ravitailler la grande agglomération lyonnaise, sa bourgeoisie et ses plumitifs munis d'argent, mais démunis de subsistances locales³. L'exportation d'Auxonne, de Seurre, de Verdun, de Chalon complétait largement la sienne. L'attraction du marché lyonnais se faisait, en effet, sentir jusque dans le nord de la Bourgogne et elle y venait jeter l'alarme dans les années de disette. Les villes du Duché, facilement hantées par le spectre de la famine ou plus simplement par celui de la hausse des prix — qu'on imputait couramment aux spéculateurs et exportateurs⁴, — ne connaissaient que trop, au temps des guerres de

1. Sur cet afflux, v. ci-ap., ch. XI, § IV. — En 1588, plaintes des États : les nouveaux bureaux de la traite foraine, créés depuis quatre ans, gênent les échanges avec la Comté (C.-d'OR, B 12085, f. 13).

2. V. p. ex. Ver HEES, *Die oberdeutschen Kaufleute in Lyon in letzten Viertel des 16. Jahrh. [1579-1600]* (dans *Vierteljahrschrift für Sozial und Wirtschaftsgesch.*, 1934).

3. Sur les besoins de Lyon, Vienne, Romans et l'appel aux pays bourguignons, les indications ne manquent pas (v., aux Arch. de Lyon, la correspondance abondante du consulat, s¹e AA, n° 104 et s.). Pour la crise des subsistances de 1529 : H. HAUSER, *Et. crit. sur la rebeine de Lyon, 1529* (dans les *Et. sur la Réf. franç.*, 105-183) ; — 1564 : lettre de Jean Serrurier à l'év. d'Autun (dans ABORD, III, P. J. n° 19) ; — 1586 : s¹e de lettres des Lyonnais (dans B.N., fr. 15908, f. 177, 194, 209, 258, etc.) ; — 1590 : LYON, AA 109, f. 99, 100, et JEANDET, *Ann. de Verdun*, 396, note ; — 1594 : Breunot, II, 410. — Sur les péages de Saône et spéc. celui de Mâcon : S.-ET-L., C 623. Cf. une sentence (1587) du maître des ports réglant le tarif des droits à lever à Mâcon (C.-d'OR, C 2691). — Autres sources à utiliser : les reg. du Parl. de Dijon ; ceux des corps de ville (not. MACON, BB 30-60) ; des chroniques comme la *Chron. lyonnaise* de Jean Guerault (1536-1562), p. p. J. Tricou, Lyon, 1929, in-16 (v. not., p. 6, un épisode de 1543). — L'appel lyonnais, notons-le, se faisait entendre en Comté comme en Bourgogne, et y déterminait, malgré les arrêts de Dole, des effets analogues (FEBVRE, 11 et s., 100, notes et réf.).

4. V. p. ex. HAUSER, *Trav. et marchands...*, IV : *Une famine il y a quatre cents ans* ; les considérants des arrêts signalés ci-ap. ; et plus. pièces de DIJON, G 241.

religion ou de la Ligue, cette « question du blé » que le ^{xv}^e siècle bourguignon avait connue déjà et que la Bourgogne des Condés ou des intendants devait connaître à son tour si constamment ¹. La « Guerre des Farines » de 1775 eut à Dijon, à Beaune, à Autun, ses antécédents lointains ; et toujours la faim lyonnaise, l'appel des vivres vers le sud, furent à l'origine des angoisses qui les suscitérent.

Naturellement la Bourgogne se défendait, et durant tout le ^{xvi}^e siècle, comme elle devait l'être aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e, l'histoire de ses ravitailleurs de Lyon fut illustrée par une série presque ininterrompue d'arrêtés du Parlement de Dijon ou d'ordonnances du gouverneur limitant ou interdisant l'évasion de ses grains et vins par la Saône ². Et cette prohibition quasi constante — s'ajoutant au protectionnisme comtois ³ — entravait parfois l'exportation. De ce commerce, malgré cela, continuait à vivre tout un petit monde de marchands, contrebandiers ingénieux, ou quémandeurs adroits de privilèges et de licences ⁴.

En retour, Lyon répandait largement sur le sud de la Bourgogne, sur le Mâconnais surtout, sa protection financière et parfois militaire, ses plaquettes imprimées chez Rigaud ou Pillehotte, ses modèles littéraires et ses thèses rationalistes ou religieuses, — ses consignes politiques à l'occasion, en temps de crise ⁵. Le peuple mâ-

1. Pour le ^{xv}^e s. : DIJON, G 258 ; L. CAILLET, *Et. sur les rel. de Lyon avec le Mâconnais... au xv^e s.* (dans *Ann. Ac. de Mâcon*, 1909, 1-88) ; BILLIQUOT, *Les Etats de B.*, Preuves, n° XXII, art. 5, et p. 313 (remontrances de 1460). Pour le ^{xvii}^e s. : DIJON, G 256-257, G 265-266 ; C.-D'OR, C 3015, f. 241 ; C 3018, f. 361, et les reg. suivants des États. Pour le ^{xviii}^e s. : GIROD, *Les subs. en Bourgogne à la fin du xviii^e s.* (dans *Rev. bourg.*, 1906, n° 4, 14, 19, 97, etc.) ; BOISSARD, *La dis. de 1788-1789 à Saint-Jean-de-Losne* (dans *Enq. sur la Rév. en C.-d'Or*, 1^{re} s^{te}, fasc. 3, 4, 7, pass., particul. 113 et s.) ; SIMON, *Les subs. à Dijon de 1789 à 1794* (*ibid.*, fasc. 5, 227-236). — Le *Mémoire* de l'intendant Ferrand (1698) signale à maintes reprises le drainage des blés bourguignons par Lyon : blés auxerrois même. Pour l'Auxonnais, il écrit que le principal commerce du pays consiste dans la vente des blés au Lyonnais.

2. Ordonnances ou lettres des gouverneurs (^{xvi}^e s.) : MACON, EE 50 ; AA 6, n° 105 ; DIJON, G 256. — Arrêts du Parl. : *Req. Parl.*, I et II (et extraits dans G 256). La Tournelle condamne sévèrement les enfreintes aux « arrestz contenant des fenses » d'enharrement et exportation de grains. Le 2 mars 1587, p. ex., Jacques Pinatel, marchand à Maxilly-sur-Saône, est frappé de triple amende (C.-D'OR, BII 46/2). — Lettres du roi : mêmes cotes et B.N., Moreau 808, f. 77, pour 1587 ; LYON, AA 31 ; C.-D'OR, C 3069, 3070 (req. des élus, réponses du roi, etc. Cf. pour 1590 et années suiv. DROUOT et GROS, *Rech.*, II, *Mat.*, n° 82-83).

3. Sur ce « protectionnisme » : FEBVRE, 72, 99-100, etc.

4. V. les ex. visés par les délib. des élus (C 3069-3070) et ci-ap., ch. V, § VII.

5. Pour les références de détail concernant l'influence lyonnaise en Mâconnais vers 1587, nous renverrons simplement à notre article sur *L'influence de Lyon et la Ligue en Bourg.* Mâcon en 1588-1589, retenant seulement ici : P. CAILLET, *Et. sur les rel. de Lyon avec le Mâconnais... au xv^e s.* (dans *Ann. Ac. de Mâcon*, 1909, 1-88) ; — DÉNIAU, *La commune de Lyon et la guerre bourguignonne*, Lyon, 1934, in-8° ; — M. RAYMOND, *L'infl. de Ronsard en France*, I, 19, 80 ; II, 36-38,

connais ne percevait peut-être pas cette influence directement, mais une bourgeoisie, marchande, judiciaire ou ecclésiastique, amie ou parente de consuls de Lyon, orientait sa vie vers la grande ville distante de 16 lieues. L'échevinage empruntait aux banques ; les Bugnyon, les Tamisier, les Edme de Rymon, les Philibert Barjot ronsardisaient ou pétrarquisaient à la mode de Lyon ; les marchands-échevins Ph. Pillon ou Fr. Grattier couraient à Lyon aux nouvelles et aux conseils. Une très ancienne habitude de vasselage intellectuel et financier, qui avait survécu à la réunion à la Bourgogne en 1435, s'était épanouie dans le Mâconnais au cours des guerres religieuses. Mâcon, comme le remarque Saint-Julien de Balleure, s'était alors mis entièrement « à la cadence de Lyon »¹. Le gouverneur de Lyon, Mandelot, y était connu en 1587, et plus aimé que le lointain Mayenne². Qu'on ajoute les institutions propres au comté : ses petits États, son élection ; qu'on songe à ce pont de Mâcon qui, en quatre arches, menait directement en Bresse savoyarde, à ses logis pleins de voyageurs³ ; qu'on observe même la situation de Mâcon, capitale excentrique d'un canton bourguignon lui-même excentrique, — et l'on comprend que cette petite ville de 4.000 habitants ait été un fidèle satellite de Lyon beaucoup plus qu'un poste avancé de la Bourgogne, ou, comme Auxerre à l'autre bout du gouvernement, beaucoup plus l'adversaire défiante de Dijon que sa subalterne soumise.

LES ÉPREUVES ÉCONOMIQUES⁴. LE TROUBLE DES MONNAIES.

Ces allusions à quelques traits de l'activité marchande en Bourgogne vers 1587 ne doivent pas faire oublier que cette activité avait

50-52 ; — JEANDET, *Mâcon au XVI^e s.* ; — S.-ET-L., C 494-508 (États du Mâconnais) ; MACON, BB 40-48 (échevinage) ; AA 7 (lettres des autorités lyonnaises) ; EE 51 (informations lyonnaises).

1. *Gemelles ou Pareilles*, 34 (à propos des événements de 1562). Noter que Saint-Julien lui-même imprime à Lyon ses *Gemelles*, p. ex., en 1584.

2. Presque toutes les cotes des arch. mâconnaises citées ci-dessus mentionnent des interventions de Mandelot, pour conseil, protection, administration même. Il sera, d'ailleurs, en 1588, pourvu par le roi du titre de bailli de Mâcon. Lorsqu'il marie sa fille, les échevins de Mâcon lui envoie comme à un gouverneur de leur propre ville « cotignac » et gelée de coings (MACON, CC 94).

3. Autre liaison active. On voyait à Mâcon beaucoup de Savoyards, capitaines, marchands, ecclésiastiques (MACON, BB 35 et s. ; CC 80, etc.).

4. Parmi les problèmes que nous renonçons délibérément à aborder dans cette introduction, nous signalons ici celui du peuplement bourguignon de 1587 environ. Nous n'avons pas entrepris les longs dépouillements des archives fiscales qui nous permettraient seules de proposer des évaluations chiffrées. Le peuplement bourguignon au XVI^e s. est un sujet entièrement vierge, à explorer méthodiquement, et qu'on ne peut se contenter d'effleurer. Il nous semble que ce peuplement a dû, à partir de 1560 environ, sous le coup des épidémies et de la misère, sensiblement fléchir, et surtout que, de fixée qu'elle semblait être dans la période antérieure, la population devint alors, pour une partie,

alors décliné. Au début du siècle, il y avait eu en Bourgogne comme dans l'ensemble du royaume un bel épanouissement économique. Il n'était plus, en 1587, qu'un souvenir des aïeux ; et il importe, au contraire, de montrer, au moins sommairement, de quelles épreuves graves l'économie bourguignonne se trouvait frappée à la veille des grandes entreprises guisardes ¹.

Il y avait d'abord, destin propre aux provinces du nord-est, les visibles atteintes des invasions allemandes. Et, sans doute, faut-il ne pas oublier l'objet d'exonération fiscale des procès-verbaux que rédigeaient, par exemple, les autorités bailliagères de la Montagne ou de l'Avallonnais, ces pays ravagés à la fois par les Reîtres et par les troupes françaises de Monsieur ou des Guises. Les tableaux que nous conservent les « chevauchées » des trésoriers généraux et l'importance des exemptions qu'ils proposent ne laissent pas d'être éloquentes ².

Autre cause, — et plus générale, plus durable encore, — d'arrêt

mouvante et donc insaisissable pour les statisticiens du fisc. — Notons, sans autre commentaire, quelques approximations proposées pour les villes : — Dijon : 16.000 hab. ? (v. ROUPNEL, 109) ; — Beaune, Mâcon, Chalon : de 4 à 5.000 ? (Edm. QUANTIN, *Rech. des feux de la v. de Beaune...*, dans *M. Soc. hist. de B.*, 1894 et 1895 ; L. LEX, opinion citée par MARCEL, *Givry. La Ren.*, 59 n.) : — Montbard : 1.500 ? (H. DARGENTOLLE, dans *B. Soc. biog. de M.*, 1936, 14). D'ap. les évaluations des États de Bourgogne, le peuplement diminuerait assez rapidement pendant les guerres de religion. On comptait, pour le Duché, 62.387 feux taxés en 1567 (C.-d'OR, C 3064, f. 36), 60.784 en 1582 (C 3068, f. 187), 59.294 en 1583 (*ib.*, f. 214). Voici d'autre part pour quelques villes le nombre des feux taxables pour 1593 : — Dijon : 1.940 ; Beaune : 500 ; Nuits : 180 ; Chalon : 500 ; Autun : 350 ; Semur : 270 ; Arnay : 120 ; Avallon : 400 ; Châtillon : 300 ; Gevrey : 55 (C 5352 bis). Les sous-évaluations sont évidentes.

1. Il nous paraît plus nécessaire de montrer l'existence de cette crise que d'analyser dans le détail ses caractères. D'ailleurs, la comparaison avec l'histoire des autres provinces (v. les divers travaux cités ci-ap.) montre que dans ses éléments généraux la crise bourguignonne n'est que la crise générale française. Certaines modalités propres seront indiquées.

2. Cahiers de chevauchées du Bureau des Finances en 1584, 1586, 1587 et 1588 (C.-d'OR, C 2160-2163). V. de plus les visites de feux des bailliages (C 4768, 7495 (1578), etc.). — Typiques sont les « informations » rédigées au bailliage de la Montagne dans les années qui suivirent la guerre de 1576 et le passage des Reîtres de 1587. Celle de 1583, p. ex. (dans FRÉROT, *Doc. hist. conc. la ville de Châtillon et l'anc. baill. de la Montagne*, 432-438) montre l'épuisement du pays. Celle du 27 oct. 1587 (signée par le l.-général Edme Rémond) montre à son tour les ruines toutes fraîches laissées par les « trente mil hommes pour le moins » de l'armée de Dohna à Massingy, Belan, Meulson, Thoirs, Brion-sur-Ource, Marcenay, Laignes et dans une douzaine d'autres paroisses (*ib.*, 438-444). Cl. de Bury, trés. général du Bureau des Finances de Dijon, au cours de sa « chevauchée » de fév. 1588, confirme les dévastations, qu'il impute en partie, comme Rémond, aux 8.000 h. de La Châtre et du s^r de Montroguier (lieutenant de Mayenne). Rémond, homme du pays, demandait 10 années d'exemption de taille. Bury propose 6 années (*ib.*, 444-448). Sur les ravages antérieurs de Jean-Casimir, v. BAUDOUIN, II, 153 et s.

de la vie économique et de trouble moral : la longue épidémie de « peste » qui s'acharnait sur le pays depuis 1584, la terrible « contagion » dont parlent les documents bourguignons et qui avait, en 1586, achevé de triompher presque partout des mesures de défense prises par les corps de ville. Dans le sud et le Val de Saône surtout, — au long de la Comté elle aussi terriblement frappée ¹, — elle avait, en deux ans, fait des milliers de morts : 1.200, peut-être, à la maladière, aux *cadotes* et dans la ville même de Mâcon, autant peut-être à Chalon, et plusieurs centaines dans les petites villes comme Louhans, Verdun, Seurre, Auxonne ; — elle avait décimé les échevinages et les guets, décimé aussi, et paralysé, les conseils de bailliage et les cours souveraines, — et, déviant les itinéraires, arrêtant les marchands et les convois sur les routes, poussant les villageois à l'émigration temporaire, préparait ainsi pour la fin de 1587 un hiver de famine. La peste de 1584-1587 : fait important de l'histoire bourguignonne du xvi^e siècle, dont il paraît bien que les effets dans l'histoire sociale et politique peuvent être tenus pour capitaux ².

De telles atteintes à la vie économique suffiraient déjà à expliquer, en partie du moins, le fait que l'enchérissement de toutes marchandises, ce fléau commun à l'ensemble du royaume, ait revêtu en Bourgogne une gravité particulière. La montée générale des prix depuis plusieurs décades : phénomène à peu près partout signalé,

1. V. FEBVRE, *Ph. II et la Fr.-Comté*, 767-768.

2. L'histoire de la « contagion » de 1584-1587 n'a pas été écrite et mériterait de l'être. Nous avons rencontré sur le sujet une documentation abondante, souvent précise, sur les aspects divers du fléau, son mode de propagation, ses effets multiples dans les populations urbaines et sur les méthodes de lutte employées contre lui. Pour le sud de la Bourgogne, qui paraît avoir été le plus frappé, v. p. ex., outre le passage que le médecin Brice Beauderon a consacré à la peste de 1586, dans sa *Pharmacopée* (Lyon, 1588) : L. LAROCHE, *La peste et la lèpre dans la Bourgogne méridionale*, Tournus, 1934, in-8°, 14-15, etc. ; le reg. de l'échevinage de Mâcon (BB 50, 51, 52 : 1.100 ou 1.200 décès signalés en 1586-1587) ; des pièces dispersées comme les mémoires des apothicaires (MAÇON, GG 251-252) et, dans les papiers du bailliage (S.-ET-L., Reg. B 892 ; B 1622), les nombreux testaments des malades. — Pour Chalon : BB 6 et s. ; — Beaune : C.-D'OR, G 2508 (1585-1587) ; — Verdun : JEANDER, 62 et s. ; — Dijon : B 223 et 224, B 177 bis, et les indications variées des reg. spéciaux « sur le fait de la peste » E 57 (1585) et 58 (1586-1587), les certificats, comptes, proclamations, etc., d'E 50 ; C.-D'OR, B 12069 /4, f. 44-50 (mesures du Parlement) ; — Montbard : MONTB., Reg. de délib., 1587 ; — Bar-sur-Seine : CARORGUY, p. 8 (200 morts) ; — Châtillon-sur-Seine : *Doc. hist.* p. p. H. Frérot, 440 (inform. de 1587 : la « contagion » a « toujours régné depuis trois ans » et tué « plus de deux mil personnes » ; 1588 : le « commun bruit » est que « au quart ou peu s'en faut des habitants de lad. ville ont esté morts de lad. maladie ») ; — Avallon : CC 193 et les cotes utilisées par PETIT, *Avallon et l'Avallonnais*, 299-300 ; — Auxerre : C.-D'OR, C 3069, f. 134 ; YONNE, G 1854 (processions de 1584) ; LEBEUF, II, 401-402. — V. aussi les références fournies par GARNIER et CHAMPEAUX, *Int. aux Ch. de B.*, 567-594, et, dans la s^{te} C, les décharges d'impôt en faveur des paroisses déclinées (ex. dans C 7489).

et même, en plusieurs provinces, étudié¹. Mais il est, pour attirer particulièrement l'attention sur le cas de la Bourgogne, bien des notations comme celle-ci, qui est d'un grand voyageur, le secrétaire de l'ambassadeur vénitien Jérôme Lippomano : « J'ai trouvé que les vivres étaient plus chers dans ce pays que dans tous les autres de la France... »². Et la date du texte fait chercher la cause de cette cherté ailleurs encore que dans les disettes issues de la guerre ou de la grande peste. Il est en effet de 1579, date antérieure aux plus grands ravages militaires et à la première contagion. Mais il n'est pas antérieur à la crise de monnaies dont l'Édit de 1577 publie à l'évidence la gravité...

Lorsqu'ils voulaient s'expliquer, en vue de la combattre, la montée des prix, les pouvoirs locaux, avec les officiers du roi, accusaient d'ordinaire cet accaparement général des spéculateurs qui se fondait sur la diminution même de la production. Les mesures prises par les États ou les communes comme par le Parlement, — interdiction des ententes, réglementation des marchés, création de greniers, mesures contre l'exportation, — reflétaient la doctrine des ordonnances royales et celle que le gouvernement ligueur, après 1589, devait continuer à admettre³. Il eût fallu cependant faire place plus large à cette considération essentielle que Jean Bodin, depuis longtemps déjà, avait mise en avant : la révolution monétaire. Elle affectait, dans ces pays-frontières de l'est, certains aspects particulièrement graves et M. H. Hauser, observant « le rôle capital joué par la Bourgogne dans la circulation internationale des monnaies », a pu donner sa valeur à cette indication insérée par le général des monnaies Turquaim dans un *Advis* des environs de 1577 : « le surhaussement des espèces

1. Indications bibliographiques sommaires à l'appui du développement qui suit : — H. HAUSER, *La question des prix et des monnaies en Bourgogne dans la seconde moitié du xvi^e s.* (dans *Ann. de Bourg.*, 1932); cf. C. MONGET, *La chartreuse de Dijon*, III, P. J. 8 (14 p. de tableaux de prix tirés de C.-d'Or, H 46). — 2° H. HAUSER, *La vie chère au xvi^e s. La Response de Jean Bodin à M. de Malestroit* (1568), Paris, Colin, 1932, in-8°, p. XIX et s.; A. LIAUTEY, *La hausse des prix et la lutte contre la cherté en Fr. au xvi^e s.*, Paris, 1921, in-8°; F. SIMIAND, *Rech. sur le mouv. gén. des prix du xvi^e au xix^e s.*, P., 1932 (dactyl.). — 3° pour la comparaison : — les études de P. RAVEAU, not. *La crise des prix au xvi^e s. en Poitou* (dans *Rev. hist.*, 1929) et *L'agriculture et les classes paysannes en Haut-Poitou au xvi^e s.*, Paris, 1926, in-8°, Introd.; R. LATOUCHE, *La vie en Bas-Quercy du xiv^e au xviii^e s.*, Toulouse, 1923, in-8°; Yvonne BEZARD, *La vie rurale dans le sud de la région parisienne de 1450 à 1560*, Paris, 1929, in-8°; 4° sur des points divers : — H. HAUSER, *Les coutumes considérées comme source de l'hist. des prix d'ap. Jean Bodin* (dans *Rev. d'hist. éc. et soc.*, 1931); — les *Ann. d'hist. éc. et soc.*, qui, depuis 1930 (L. FEBVRE, *Le problème hist. des prix*, 1930, 67-82), suivent, critiquent et aident les recherches.

2. *Rel. des amb. vénitiens*, II (Lippomano), 468-469. Indications de prix à l'appui.

3. Sur ces mesures générales : LIAUTEY, 169; et sur les mesures des autorités bourguignonnes, v. ci-dessus et ci-ap., ch. XI, § III.

prend coutumièrement sa naissance et commencement en Bourgogne à cause du cours excessif des pièces de billon étrangères »¹. L'entrée des mauvaises monnaies au royaume par cette vague frontière comtoise ou savoyarde qui de Lyon à Langres favorisait, beaucoup plus qu'elle ne les interdisait, les contacts avec l'étranger, expliquait le rôle de la Bourgogne « dans le nivellement mondial des prix ». Elle était en France, dès 1577 au moins, l'un des points de départ du flot de hausse². Or, l'Édit des monnaies, si vigilante qu'eût été en Bourgogne son application sous la surveillance du commissaire du roi François du Lyon, envoyé en mission en 1577-1578, n'avait pu réfréner les pratiques qui favorisaient le « surhaussement » de l'écu par l'afflux du billon étranger ; et lorsque notre Vénitien, en 1579,

1. *Advis ms.* cité ci-après. — Turquam, notons-le bien, avait étudié la question en Bourgogne même en 1574, comme commissaire du roi. Sur son séjour, v. p. ex. DIJON, B 212, f. 68 v^o, 71 v^o, etc.

2. HAUSER, *La question des pr. et des monn. en B.*, 16-19. Cf. l'*Advis du général Turquam sur les memoires apportez de la Court par M^e Nicolas Rolland, aussi général des monnoies*, B.N., fr. 18503, f. 105-111 (mém. manuscrit que confirme dans ses thèses l'*Advis de M. Thomas Turquam...*, Paris, 1578, in-8^o, B.N., Lf 29³). Turquam ajoute « ...et en Lymosin et Poitou » ; or, comme le rappelle M. Hauser (17), ces provinces étaient aussi des foyers d'appel des « monnaies ibériques ». — Sur l'afflux du billon étranger en Bourgogne, v. les références données ci-ap., ch. XI, § IV. — Sur les doléances générales concernant en Bourgogne les mauvaises monnaies, v. le cahier du Tiers État du Dijonnais pour les États de 1576 (BAUDOUIN, II, P. J. n^o X, 491). — Sur une autre question, celle du faux-monnayage, v. quelques indications dans les sentences de la Tournelle de Dijon qui condamne en 1586, 1587, 1588, des « exposeurs » de faux liards arrêtés à Autun, Mirebeau, Dijon, etc. (C.-d'OR, BII 46/2). — M. Hauser (19) se demande si, et dans quelle mesure, l'arrivée des monnaies espagnoles envoyées par Philippe II aux ligueurs a pu contribuer dans le gouvernement de Mayenne à l'augmentation du stock métallique : « Il serait intéressant de savoir, étant donnée la place tenue par la Bourgogne dans le parti de la Ligue, à partir de quel moment cet afflux d'une nature spéciale a pu se produire dans cette province et agir sur la circulation ». Nous ne sommes pas en mesure de répondre à cette question. Sans doute, les premiers subsides espagnols (qui, d'après P. O. de TÖRNE, *Ph. II et H. de Guise*, remonteraient à 1578) étaient-ils transmis directement (par les banques de Lyon, comme plus tard ?) au duc de Guise, — car ils étaient, semble-t-il, destinés à ce prince personnellement (*ibid.*, 333, n. 2), — ou même aux Guises, y compris Mayenne (mais il ne séjourrait pas toujours, loin de là, en Bourgogne), et allaient-ils ensuite aux entreprises et aux hommes, à Paris, à Blois, et ailleurs. Mais si nous possédons quelques indications documentaires sur les affectations bourguignonnes postérieures à janvier 1589, celles qui peuvent concerner la période antérieure nous ont échappé et il est d'ailleurs possible, ainsi que l'esprit des relations entre Guise et Mayenne ou le caractère centralisé de l'effort guisard avant 1589 (v. ci-ap., ch. I) inciteraient à l'admettre, que la part d'influence économique et monétaire de cette catégorie particulière d'importation d'espèces ait été à cette époque très minime en Bourgogne, ou même nulle. — Notons, au surplus, que les grands subsides fournis à la collectivité des Princes n'apparaissent qu'après le traité de Joinville (1584) : 300.000 écus dont quittance du 4 mai 1586 ; 50.000 écus pistolets d'or dont quittance du 19 juin 1586, etc. (A.N., K 1573, cité par De Törne ; cf. FORNERON, *Les ducs de Guise*, II, 236).

notait la cherté exceptionnelle des vivres en Bourgogne, il ne faisait qu'enregistrer le fait d'une avance des prix locaux sur ceux de l'intérieur du royaume, due à cette infiltration continue ¹.

1587 : ANNÉE DE MISÈRE

Si, de ces causes diverses d'épreuves, les réactions réciproques sont complexes et peu dosables, les effets généraux de misère sont évidents. Crise monétaire qui non seulement « surhaussait » le prix des vivres avec celui de l'écu, mais provoquait en outre l'interdiction périodique des ventes outre-frontière et, naturellement, les représailles des pouvoirs comtois ou bressans ²; — arrêt des industries urbaines; arrêt du travail des champs et du trafic autour des centres touchés par la contagion ³; — crise de production donc et de circulation, et aggravée, en 1585-1587, par la prise d'armes guisarde, puis la descente des Reîtres ⁴: c'était pour l'économie provinciale épreuve profonde et durable.

A Bar-sur-Seine, le boisseau de blé atteignait en 1587 le prix d'un écu, soit le sextuple du prix ordinaire. A Auxerre, au centre d'un terroir ravagé trois fois depuis douze ans, le bichet de blé était vendu au prix « inouï » de 100 sols ⁵. La « disette de vivres » est si grande, écrivait Mayenne dans un Mémoire au roi, en juillet 1587, que « la pluspart du peuple mendie sa vie » et que « pour l'extrême cherté qui est maintenant en toutes les denrées, il est impossible que le soldat puisse vivre en garnison de sa paie » ⁶. Ou encore : « On ne vit jamais ce pauvre peuple sy misérablement affligé comme il est

1. Pour plus de détails sur cette avance des prix bourguignons, v. HAUSER, *l. cit.*, et ci-après, ch. XI, § III-IV. — Sur l'application de l'Édit, v. p. ex. les lettres du prés. des monnaies Fr. du Lyon au roi, Dijon, 9 janv., 14 fév., 11 mars 1578, B.N., V^e Colbert 9, f. 100, 105, 113; *Reg. Parl.*, II, 1116-1117, 1121-1123, etc.; Breunot, I, 216-218, 241. Cf. May. au roi, Dijon, 26 juin 1578, B.N., fr. 10297, f. 88 (p. p. DROUOT, *Ann. de Bourg.*, 1931, 170-172 : lettre montrant les officiers du roi cisaillant les monnaies savoyardes sur certains marchés). Sur les difficultés de l'application : CHALON, BB 6, f. 184 v^o et 189.

2. V. déjà la lettre de Mayenne de juin 1578, citée.

3. Un bon exemple des terreurs déterminant l'abandon des métiers est fourni par Châtillon-sur-Seine, où se multiplient les processions conjuratoires, où les artisans et compagnons s'enfuient en nombre, où l'industrie et le commerce de la draperie « dont se mesloient les trois quarts de lad. ville » sont entièrement arrêtés, où les boutiques durant plusieurs mois demeurent fermées (Information de 1588, dans FRÉROT, *Doc. hist.*, 448. Cf. LAPÉROUSE, *Hist. de Chât.*, 324). Sur l'état des campagnes en 1587-1588, v. les « chevauchées » et visites de feux : C.-D'OR, C 2162-2163; FRÉROT, *Doc.*, 438-444, etc.

4. Pour le détail des mesures prises par les villes et qui aboutissaient à la suspension plus ou moins complète de la circulation des marchandises, voy. par ex. MACON, BB 53, f. 73-75 et 104 (clôture des portes, expulsions d'indésirables, certif. de santé, etc.).

5. Carorguy, 8-9; C.-D'OR, C 3069, f. 134; LEBEUF, *Mém.*, II, 402. Sur la nourriture des pauvres en 1587 : C.-D'OR, B 2662.

6. B.N., fr. 3380, f. 71 et v^o.

depuis deux ans par la peste, la famine et la guerre... », — et le témoignage est, cette fois, non d'un gouverneur suspect de tendance, mais de Charny, plus sûr et plus objectif ¹. De plus, le trouble gagnait les « aisés », bourgeois et gentilshommes, qui voyaient leurs revenus fonciers compromis...

Or, au début de l'année des Barricades, rien de tout cela n'était fini. L'alarme des Reîtres à peine apaisée, on apprit que la « contagion », çà et là, renaissait ²... Et, d'ailleurs, c'était la France presque entière, et l'étranger lui-même, c'était, autour de la Bourgogne, le Lyonnais, la Comté qui, dans l'hiver de 1587-1588, criaient leur misère ³. Mais le cas bourguignon était net entre tous. C'est un gouvernement atteint dans sa vitalité, troublé dans sa confiance dans les puissances établies que Mayenne, en 1588, allait tenter d'attacher à lui-même. La guerre de 1589 allait aggraver la crise, mais cette crise était antérieure à 1589 et elle tenait depuis longtemps, à côté de la « religion » et du problème de la succession royale, au niveau des réalités provinciales, une place importante et certaine.

2. LE MILIEU SOCIAL

PREMIERS ASPECTS.

Dans le cadre mal tracé du gouvernement de Bourgogne, sur ce sol disputé par des forces divergentes, était établie une société elle-même complexe et, vers 1587, toute travaillée de transformations. Société dont l'étude, non tentée encore, ne saurait être entreprise ici, mais dont il est indispensable, cependant, de reconnaître au moins certains traits.

Société aux éléments enchevêtrés, bien faite pour troubler cette notion des classes dont use si volontiers l'histoire. Fait alors général, sans doute, mais particulièrement évident en Bourgogne, que le contact incessant de ces éléments sociaux mal définis : les gentilshommes, les bourgeois, les artisans, les paysans ⁴. Entre ces catégories

1. Charny au roi, Pagny, 20 juin 1587, B.N., fr. 3379, f. 32. — Indications analogues dans les registres des élus (p. ex. C.-D'OR, C 3169, f. 201 v^o, 8 nov. 1587, et *passim*) et des villes (p. ex. MONTBARD, reg., f. 163 v^o - 164, 14 fév. 1588).

2. V. en particulier le cas du Mâconnais où la maladie est signalée au début de mai 1588 (MACON, BB 53, f. 73). Elle se répand en juin (f. 103 v^o - 104).

3. Sur la misère générale depuis 1586 : *Mém. d'Achille Gamon* (Mic. et Pouj., VIII, 622) ; *Nég. av. la Tosc.*, IV, 662 ; L'Estoile, *Mém.-Journ.*, II, 353. — Sur le cas particulier de la Comté, où, à la fin de 1587, comme dans le Duché, « le peuple était à bout » : FEBVRE, *Ph. II et la F.-Comté*, 750-751.

4. On rencontre fréquemment dans les actes notariés des exemples comme le suivant : les biens de Mathieu Crolard, marchand à Allerey sont, en 1588,

nulle séparation précise ; elles se compénétraient ; à leurs communes lisières, régnaient le mariage et la similitude de la vie. Et, d'autre part, dans les mêmes familles, que de branches inégalement fortunées et cependant restées liées non seulement par les liens effectifs de la parenté, mais encore par la communauté des mœurs !

Les gentilshommes : catégorie hétérogène. Porteurs de l'épée, soldats des ban et arrière-ban, vivant de leurs terres et sur leurs terres, ou à la cour des titres de cette cour, ou encore, parfois, dans les forteresses comme gouverneurs ? Sans doute. Mais dans la notion du gentilhomme fallait-il inclure celle d'une race ? A cette question quelques esprits, en Bourgogne même, répondaient par un acte de foi : « La noblesse est issue d'Abel et des enfants de Noé, les plébeyens de Caïn et des serviteurs de Noé sortis de l'arche... » et cette noblesse, moelle d'une nation, il faut la sauver des mésalliances, qui abâtardissent en elle son « courage, ancien protecteur du public » ; il en faut soigneusement éduquer les fils, en défendre la fortune matérielle par le secours de l'État et l'entraide de tout le corps ; il faut, pour maintenir le rang de cette élite, décharger largement sur l'Église le trop-plein des familles... Ainsi pensait Jean de Saulx-Tavanes, ce haut baron qui, par d'hypothétiques seigneurs de Talant, Vergy, Grancey, Saulx-le-Duc, — et ... « Saux-Lieu » —, faisait remonter sa généalogie personnelle jusqu'aux Faustus du III^e siècle¹ ; et ainsi pensait, avec lui, Pierre de Saint-Julien de Balleure². Mais ces étymologistes nostalgiques avouaient eux-mêmes la dégénérescence de leur « race ». Et ils ne pouvaient guère nier que depuis plusieurs générations bien des « ignobles » s'étaient mis à porter l'épée et leurs femmes l'atour, insigne des « gentilsfemmes »³, ni ignorer que le hautain Edme de *Mâlain*, baron de Lux, gentilhomme de la Chambre du roi, n'était que le sang de Jean Maire, dit *Molain*, chaudronnier à Dijon⁴. Au vrai, parmi les nobles portant l'épée, du moins parmi ceux qui brillaient, il était assez peu de vieilles familles seigneuriales venues du vrai moyen âge sans déchéance, en traversant victorieusement la crise économique et sociale du XV^e siècle, comme les Baufremont, les Chabot, les Saulx... On était, en réalité, gentilhomme surtout par le genre de vie, et le plus petit anoblissement de bourgeois pouvait suffire à mener son homme à ce personnage⁵.

partagés entre Noble Jean Crolard, homme d'armes de la compagnie de M. de Tavanes et les autres enfants du défunt dont Anne Crolard, épouse de Ch. Languet, marchand à Vitteaux (C.-D'OR, G 758).

1. V. ses sentencieuses doctrines dans les *Mém. de Gasp. de Tav.*, 49, 54-57.

2. Pensée exprimée dans quasi tous les chap. de *L'orig. des Bourgongnons* (en part., 87-88) et des *Mélanges historiques*.

3. Saint-Julien, *De l'orig. des Bourg.*, 130.

4. « Villain de race..., filz de chaulderonnier », comme dit Cuny (80). Sur ce cas, v. BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La nobl. aux Etats*, 230.

5. Les guerres civiles offrirent souvent ce cas, qui est par ex. celui du président

Mais on rencontrait des représentants des vieilles familles des XIII^e et XIV^e siècles dans les corps d'officiers. Des nobles adaptés aux nécessités depuis le XV^e siècle avaient défendu leur sort dans le négoce, puis regagné ensuite, après leur fortune, leur rang même, par une voie élargie depuis 1500, et voie noble, au jugement de gentils-hommes aussi exigeants que Tavanès¹ : celle des offices. Les présidents et conseillers nobles d'origine, au Palais de Dijon et dans les conseils de bailliage, n'étaient pas rareté².

Or, ces petits-fils des hommes d'armes d'autrefois coudoyaient au Parlement, aux Comptes, au Bureau des Finances, non seulement des petits-fils ou fils de marchands, mais encore ces petits-fils ou fils d'artisans et de « laboureurs » qui portaient, ou allaient porter, sur leurs écus, le bœuf des Bouhier, les *grillots* du fabricant de grelots aïeul des Bretagne, les roues du rouhier de Seurre père des Bossuet³. Et, entre ces fils de marchands et les marchands eux-mêmes, entre cette haute société provinciale et la terre qu'elle dominait après en être sortie, pas de rupture sociale : un monde intermédiaire faisait la chaîne. Mis à part les privilèges de l'anoblissement, l'« abondance des biens » était alors la vraie base des hiérarchies. Le commerce, bien qu'il fût, depuis le milieu du siècle, interdit à la noblesse⁴, n'était encore nullement tenu pour une tare et, si haut placées que fussent les cours souveraines, ces lieux où fusionnaient les éléments divers, elles paraissaient encore accessibles à toute fortune provinciale : l'argent ouvrait l'état, quel qu'il fût⁵.

Telles avaient été, du moins, les vérités effectives du milieu du XVI^e siècle. Cependant, par la suite, les temps avaient commencé à changer. Celui de la prospérité matérielle, ce temps d'avant 1560, où l'on avait vu tant de têtes industrieuses pourvoir si vite à la fortune d'un nom, où des « cordouaniers » d'Autun poussaient aussi fermement en avant le futur président Jeannin qu'à vingt-cinq

de Vaugrenant et de son lieutenant Odebert, etc. (v. Index des noms). Les listes des « nobles », fournies par les pièces concernant les ban et arrière-ban (C.-D'OR, C 3584-3585, 3588, etc.) permettraient d'intéressantes discriminations.

1. *Mém. de Gasp. de Tav.*, 55 : « Sotte est l'opinion des brutaux, que les présidens et conseillers ne sont gentil-hommes ; plusieurs sont de cette qualité, et c'est estre vraiment noble que de faire la justice... », etc.

2. Exemples : au Parlement, le 2^e président Bernard Desbarres (D'ARBAUMONT, *Armorial*, 167 et s.) ; le cons. Jacques Valon (*ib.*, 194) ; l'av.-général Guill. Legouz de Vellepesle (*ib.*, 157-158) ; le greffier en chef Palamèdes Gonthier (*ib.*, 413) ; aux Comptes, Cl. Brigandet, Jean Gastebois (*ib.*, 178, 292) ; etc. Cf. ROUPNEL, 158 et s.

3. BLONDEAU, *Cl. Bretagne*, 102 ; D'ARBAUMONT, 330 ; ROUPNEL, 167, 175 (nombreux ex., dont la plupart valables pour le XVI^e s.).

4. P. VIOLLET, *H. du droit civil*, 258.

5. V., sur tout cela, ROUPNEL, 166 et s. Des cahiers bourguignons du Tiers, en 1576, demandant que soient astreints aux tailles les nobles qui font « estat de la marchandise », signalent en même temps cette pratique comme fort courante (BAUDOUIN, II, P. J. n^o X, 490).

lieues dans l'est les forgerons ou petits bourgeois d'Ornans le futur Nicolas Perrenot de Granvelle, garde des sceaux de Charles-Quint et père lui-même du cardinal Granvelle ¹... — ce temps-là, vers 1587, était révolu. Avec la crise économique et monétaire, avec la guerre civile remplaçant de façon durable la guerre étrangère et la paix intérieure, les ascensions s'arrêtaient ; des classes se définissaient plus nettement ; des antagonismes surtout surgissaient ou s'envenimaient : antagonismes sociaux que la religion pouvait parer de ses couleurs et corser de fanatisme, mais qui étaient à la base même des conflits locaux au temps de la Ligue.

LE DÉSARROI FINANCIER DES GENTILSHOMMES.

Les épreuves sociales des gentilshommes à l'époque des premières ligues, fait connu, mais aussi fait fondamental, dont beaucoup d'autres procèdent : il faut montrer qu'il se vérifie en Bourgogne. A défaut de dénombrement, l'abondance des noms incite à penser que les guerres d'Italie ou d'Allemagne avaient décapité les vieilles familles sans détruire leurs rejetons. Quelques hauts barons seulement : les comtes et vicomtes de Saulx-Tavanes ; les Chabot, comtes de Charny, barons de Brion et marquis de Mirebeau ; les Bauffremont, barons de Sennecey et comtes de Cruzille... ; une foule, au contraire, de simples gentilshommes ou écuyers : cette proportion constituait un premier trait d'ensemble ². Mais un autre fait s'impose aussitôt : la décadence des fortunes dans la plus grande partie de ce monde d'épée. Si les principaux « barons » maintenaient leur vie sur un bon pied ³, la gêne grandissait au contraire chez la plupart des gentilshommes de moindre rang ; et l'on citerait de nombreux exemples de ces abaissements, parfois dramatiques. Lorsque meurt, à Autun, en décembre 1571, Cl. de Villers, c'est une charge de lourdes dettes qu'il laisse à ses six enfants avec des maisons en ruine et des seigneuries en désarroi. Mais alors, et très vite, leur passif s'accroît de nombreuses constitutions de rentes. La mère, veuve, tente de conjurer la ruine en donnant moitié de son propre au fils aîné ; le second fils entre en clergie et abandonne ses droits ; une fille est mariée sans débours. Mais c'est en vain : en 1584, à la mort de veuve Jeanne de Montjeu, 22 prêteurs réclament leur dû et, lorsque le sergent royal se présente au château

1. [BOELL], *Généalogie des Jeannin*, FEBVRE, Ph. II, 135-137.

2. Citons quelques répertoires ou études, un peu au hasard : BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La noblesse aux Etats* ; E. PETIT, *Avallon et l'Avallonnais*, 293 et s. ; ABORD, *Ligue à Autun*, III, P. J. n° 39^u ; — parmi les monographies, très nombreuses : NIEPCE, *Sennecey et ses seigneurs* (les Bauffremont, barons de Sennecey) ; de DUMAY, les études sur les Pontailler, barons de Talmay ; JEANTON, *Les d'Uxelles* ; PINGAUD, *Les Saulx-Tavanes*.

3. C.-D'OR, E 1782. 1807, 2015-2018, etc. (les Tavanes).

de Montjeu, porteur d'une première et unique créance, il « n'y trouve meubles valant la somme ¹ »... A côté de ces ruines tragiques, il y a le cas banal des lentes décadences. Celle des Pontailler, par exemple, qui vers 1588, continuant en cela leurs aînés, ne cessaient d'aliéner par petits morceaux leurs terres et de rogner sur leurs réserves pour constituer des censives ; après quoi, à de multiples reprises, nous les voyons emprunter à rente. Ces signes de détresse, beaucoup d'autres familles les donnaient comme eux, abondamment ². Et malgré ces opérations défensives, malgré les procédures dont le nombre grandissait, semble-t-il, devant les tribunaux de bailliages, le nombre croissant aussi des mises en décret des « terres et seigneuries », à partir de 1575 environ, est le fait qui dénonce les épreuves capitales ³. Les Bourguignons atteignaient-ils à cette proportion moyenne des 8/10^e que la Noue, vers 1587, estimait être, dans l'ensemble du royaume, celle des familles « désemplumées » réduites à aliéner leurs biens ⁴ ? Ils subissaient, en tout cas, ce destin commun, dont certains gentils-hommes mendiants, venus des pays de l'Ouest, avaient répandu

1. DORET et DE MONARD, *Montjeu*, 91-96.

2. Pour les Pontailler, barons de Talmay ou barons de Pleurs, possessionnés en Bourgogne et Champagne : — 1584 : vente de 75 arpents de bois par Jean-Louis et Juste de Pontailler (Arch. du ch. de Talmay, AF) ; — 1585 : vente de 50 faulx des prés de Talmay par Jean-Louis, Juste et Madeleine de P. (C.-d'Or, E 3284) ; — 1586 : vente d'une maison et de ses dépendances par J.-Louis (E suppl. 9) ; — 1589 : 2 constitutions de rente par J.-Louis et Juste (*ib.*) ; vente de 30 journaux de terre par J.-Louis (AUBE, G 695) ; — 1590 : accensement d'un meix (Arch. du ch. de Talmay, terrier, f. 559) ; 2 constitutions de rente par J.-Louis (C.-d'Or, E 825) ; — 1598 : accensements (E 3284) ; etc. (Sur les dettes de J.-L. de Pontailler : DUMAY, 91 et s.). — Parmi les nombreux ex. fournis par des fonds comme celui de la Ch. des Comptes aux Arch. de la C.-d'Or, v. ceux que signalent les inventaires de Peincédé, VII-XIII (repr. de fiefs, « dénombremments » des divers bailliages) ; XVII, XIX, XXVIII, etc. (terriers, minutes de notaires, insinuations, etc.) : documentation surabondante. — On n'aurait pas de peine à démontrer qu'en Bourgogne comme ailleurs la plupart des acquisitions domaniales opérées par les rois sous Henri III sont précédées d'une déconfiture d'anciens propriétaires gentilshommes, comme dans le cas — cité ici entre maints autres semblables — des terres de Thostes, Beauregard et Genouilly en Auxois, dont les seigneurs partiels, les Fornes depuis 1550, ne cessent d'aliéner les droits divers pour remédier à un endettement rapide (C.-d'Or, H 584, E 2783), et qui seront à partir de 1586 regroupés par le président Bénigne Fremyot (cf. COLLIN, *Thostes*, 143-148, 155-157).

3. Vers 1576, les cas de « mauvais traitements » infligés par des gentilshommes à des huissiers se présentant chez eux pour y opérer saisie sont assez fréquents pour que le cahier du Tiers État du bailliage de Dijon rédigé à la veille des États de Blois demande spécialement que ces violents soient désormais « puniz grièvement... » (BAUDOUIN, II, P. J. n° X, 487). — Les reg. du bailliage de Mâcon pour 1581 et années suiv. fournissent des ex. intéressants de procès (S.-ET-L., B 870 et s.).

4. *Discours pol. et milit.* (1587), 157. Sur les épreuves de la noblesse comtoise, étrangère, mais voisine et souvent parente, v. l'étude poussée de FÉVRE, *Ph. II*, ch. VII et IX.

parmi eux des aspects spécialement alarmants ¹ et dont les doléances du second Ordre aux États généraux de 1576 eussent suffi à leur apprendre le caractère général.

Pas plus que cette « playe d'argent » elle-même, ses causes monétaires, économiques, sociales n'étaient propres à la Bourgogne. Les Bourguignons, par exemple, n'ignoraient pas plus que tant d'autres ni les modes rapportées d'Italie, ni l'impérieux besoin de luxe militaire et de vie large qu'avait généralisé un siècle de guerre ². Dans le bâtiment, par eux, que de sommes dépensées ! L'invasion de l'architecture et de l'ornemanisme italianisants donnait à plein sur leur pays. Par la Comté où Mariotto avait apporté ses divinités païennes et ses pilastres à la florentine, le goût nouveau, très tôt, avait touché Pagny au Val de Saône, puis, du grand logis de l'amiral Chabot, avait vite rayonné vers les châteaux des Tavanès, au Pailly, à Arc-sur-Tille, tandis que les splendeurs de Vallery faisaient école en Basse-Bourgogne. Et depuis, dans quelle modeste gentilhommière les douves n'étaient-elles pas devenues pièces d'eau et les meurtrières, fenêtres à fronton ? Cette fièvre de racoutrement, fortune d'une foule d'« architecteurs » de tous niveaux, dont les noms foisonnent dans les archives autour de celui de Hugues Sambin ³, — voilà ce que déplorait Saint-Julien, tant au nom des traditions indigènes qu'en celui de l'économie gardienne des maisons ⁴ ; voilà peut-être

1. Des textes signalent de temps en temps leurs séjours en Bourgogne. En 1577, aumônes à des gentilshommes qui mendiaient à Dijon avec femmes et enfants ; ce sont des réfugiés du Poitou et du pays de La Rochelle (Dijon, M 115, f. 171, 174).

2. Nous ne ferons que mentionner cette habitude de dépense signalée de tous côtés par les documents, et parfois comme un péril pour l'État (cahier du Tiers État de Dijon en 1576, BAUDOUIN, II, P. J. n° X, 487). Sur les chevaux, équipements, etc., on ferait des constatations analogues à celles qu'a réunies pour la Comté FEBVRE, 371 et s. — V. p. ex., dans AUTUN, BB 5, à la date du 15 janvier 1590, le détail de l'équipement de réserve d'un capitaine dijonnais, Petit, s^r de Ruffey. Des gentilshommes font des « cabinets d'armes » (p. ex. le s^r de Commarin en 1573, C.-D'OR, G 2505, f. 27).

3. Sur ces noms et sur le goût nouveau, v. surtout DAVID, *De Sluter à Sambin*, II, 362-401, et MARCEL, *Le card. de Givry. La Renaissance*, 88-156, 173-179, etc. Aux tables, on trouvera le signalement des châteaux et simples « maisons », moitié maisons-fortes et maisons de plaisance qui firent, de 1540 à 1580, travailler tant d'artistes. On ne négligera pas ces constructions secondaires qui, comme celles de Chanceaux, Couchey, Chaumont-en-Charollais, montrent bien que les « nouveautés » épuisaient non seulement les ressources de l'Amiral, le constructeur du grand château de Pagny, mais un grand nombre de bourses plus modestes que la sienne. La richesse ancienne de la Bourgogne en bâtiments et sculptures Renaissance n'est plus à démontrer, encore que presque toutes les grandes œuvres de ce temps aient disparu. — Le goût de l'italianisme a, du reste, laissé, même dans la noblesse, bien d'autres traces. Quelques gentilshommes comme Pétrarque du Blé, baron d'Uxelles, en témoignent p. ex. par leurs prénoms.

4. L. RAFFIN, *S.-Julien de Balleure*, 34.

ce qui, parmi les causes de ruine, avait une importance plus grande en Bourgogne qu'ailleurs.

A la base de cette mentalité dépensière était, souvent très vif, le sentiment familial du rang à soutenir¹. Or, la famille, la lignée elle-même y avait-elle pourvu ? « Hault et puissant seigneur », cette formule habituelle des actes notariés concernant la fortune du moindre baron² dissuaderait presque d'en douter. Et pourtant, ces « puissants seigneurs » leurs seigneuries les nourrissaient-elles ? Il faut jeter sur elles un rapide coup d'œil³.

PROBLÈMES DOMANIAUX.

L'inégalité et la variété des domaines terriens n'est pas un fait propre à la Bourgogne, Il frappe cependant dès l'abord. Des seigneuries s'étendaient à une douzaine de villages et d'autres à une portion de village seulement : seigneur de tel village « en partie », formule courante à la fin du xvi^e siècle, et qui semble bien déceler la persistance d'anciens partages des xiv^e et xv^e siècles. Et, d'autre part, les droits, cens, revenus en nature, corvées et droits de justice qui constituaient ces seigneuries étaient infiniment divers, souvent variables d'aspect suivant les villages dans une même seigneurie, et parfois indivis entre plusieurs seigneurs. Même diversité encore en ce qui concernait la proportion de la réserve et des mouvances. Mais, en général, les terriers révèlent le peu d'importance de la réserve : prairies avoisinant le manoir, un jardin, quelques cantons de forêt grevés de droits d'usage et terres incultes non accensées, trop éloignées ou trop pauvres⁴. Le reste était réparti en « tenements », souvent infimes.

1. « Paroistre » ou « estre prisés, loués et honorés », voilà la faiblesse des barons bourguignons, suivant Saint-Julien (*Gemelles*, 1). — Cela apparaît aussi bien dans les correspondances privées (v. p. ex., les lettres du fonds Fervaques, aux Arch. de Dijon) que dans les mémoires des deux Tavanès. Nous ne ferons encore qu'indiquer ce point de vue qui a une valeur générale et qu'on trouvera exposé, en ce qui concerne la Comté, par FEBVRE, 365 et s. (V. notamment l'énumération des charges que créait ce souci du rang : les dépenses pour les obsèques, les anniversaires, les fondations pieuses, les noces, le domestique, etc.) Indications utiles dans le testament de Jacques de Germigny (1585) (*Ill. Orbandale*, I, p. spéc.). Sur les préjugés, causes de dépenses : La Noue, *Discours*, 196 et s.

2. V. p. ex., les pièces de DUMAY, *Les Pontailleur*, 198, 202, 208, etc. La même formule a cours en Comté (FEBVRE, 180).

3. La source des indications sommaires qui suivent, à défaut d'études imprimées, est l'inventaire de Peincedé, aux tomes déjà indiqués ci-dessus, qui pourraient être cités tous à l'appui de chacune de ces indications. Nous y renvoyons ici une fois pour toutes. V. aussi L. LEX, *Les fiefs du Mâconnais*, Mâcon, 1897, in-8°.

4. Cf. CHARMASSE, *Etat de la propr.*, p. LXXII. — Même exiguité habituelle du domaine proche en Comté (FEBVRE, 184 et s.). Partage peut-être moins inégal en Bretagne (SÉE, *Classes rurales*, 36).

Or, la réserve, soit « retenue » par le seigneur pour son usage, soit affermée en « rentes » ou en métairies, était la seule propriété réelle vraiment fructueuse, le reste de la seigneurie ne comportant que droits à redevances médiocres et à services. A la réserve de nourrir les chevaux du maître et de lui fournir à lui-même son vin, son pain, son gibier. Les corvées en eussent dû assurer la culture ; elles eussent dû assurer aussi les charrois, le paisselage des vignes. Mais, en fait, les corvées du moyen âge s'étaient souvent transformées en redevances d'argent, qui s'étaient dévalorisées tout comme les cens et ne représentaient plus le coût du travail exécuté par des journaliers. Il fallait donc, pour ne pas compromettre le revenu de la réserve s'en remettre au service volontaire ; il fallait, par exemple, que la veuve de Jean de Pontailler, par acte lu au prône, priât ses « bien ayez subjez de Thalleme » de faucher ses prés « de leur plain grey » sans que « cy après ilz y soient subjez ny tenuz, synon de leur bon vouloir ¹... » Autre parti : l'amodiation. Éloigné par la guerre, le seigneur bourguignon louait à bail à des laboureurs, comme tant d'autres gentilshommes en France ², ses réserves, sauf une, s'il en tenait plusieurs, et s'il n'en avait qu'une, la plus grande partie de celle-ci, — parfois même jusqu'à ses derniers champs. Baux à ferme quelquefois, — à métairie plus souvent, assurant pour six ou neuf ans, en certains cas douze, un tiers ou la moitié de la récolte ³.

Mais alors, l'agent du seigneur, un homme du pays, petit notaire ou simplement tenancier muni du rôle de sergent, gérait-il avec zèle ? Le fait est qu'il enregistrait bien souvent, à la Saint-Jean ou à la Saint-Martin, la défaillance du « rentier » ou « grangier » et, au lendemain des récoltes, le « déguerpissement » du métayer, parti clandestinement avec le meilleur des « fruits », en laissant des bâtiments à demi-ruinés que le baron, absorbé au loin par d'autres affaires et généralement endetté, ne pouvait ou ne voulait pas relever lui-même. Alors, pour s'assurer au moins un revenu faible, mais effectif, le propriétaire glissait du bail à terme au bail perpétuel à cens très faible ; et la censive tempérait ainsi sa perte de revenu, mais réduisait définitivement, avec sa réserve, son moyen d'existence le plus certain ⁴.

1. 19 juin 1571 (TALMAY, P 3, p. p. DUMAY, *Les Pontailler*, 198).

2. Cf. pour ceci et pour ce qui suit : SÉE, *Cl. rur.*, 41 et s., et les travaux de RAVEAU (Poitou), LATOUCHE (Quercy), etc. En Bourgogne comme en Bretagne, on « retient » souvent les bois.

3. V. les terriers inventoriés par Peincédé, XVII, et C.-D'OR, G 102. Les amodiations de vignes sont au tiers ou, le plus souvent, au quart de fruit : G 776, 903, 982, etc.. Nous citons des documents ecclésiastiques. Mais les usages étaient ici uniformes.

4. Ce processus d'appauvrissement est décrit en détail pour la Comté, où il se reproduit exactement, dans FEBVRE, 190 et s. On y notera le caractère besogneux de beaucoup d'amodiateurs, qui signaient le bail pour vivre quelque temps, puis, « au moment de payer, s'en allaient nuitamment ».

Or, les droits seigneuriaux sur les diverses tenures ne compensaient pas, loin de là, cette déperdition du bien fondamental. Sur les tenures nobles, les fiefs, le quint procurait peu, et la commise ne pouvait jouer qu'en des cas rares. Les tenanciers roturiers, les censiers ne payaient en espèces ou en nature que des redevances minimales ; ils échappaient aux droits de mutation, les lods et ventes, si leur censive était foncière, et quand, censiers « en directe », ils y étaient soumis, ils fraudaient. Les tenanciers serfs, enfin, si nombreux encore dans tout l'ouest de la province, devaient, outre le cens, bien léger, des terrages de valeur irrégulière et variable. Ils pouvaient, en Bourgogne, aliéner leur tenure en faveur d'un autre mainmortable de la même seigneurie ¹ et en ce cas payaient les lods. Le seigneur, de plus, avait son droit d'échute, et c'était là, semblerait-il, source de profits d'autant plus appréciables pour les seigneurs, que les mainmortables, en plus d'un pays, étaient possesseurs de meix et mobiliers importants. Mais les aubaines de l'écheoite, en fait, étaient assez rares et souvent illusoires ².

Restaient, il est vrai, la taille, les péages, l'aide aux quatre cas, les banalités, souvent le formariage des femmes, et, en tout cas, les amendes et les services. Restait aussi le profit pécuniaire que le seigneur pouvait tirer des affranchissements : prestation libératoire de mainmorte, « taille de franchise » ou somme une fois payée, ou encore abandon d'un canton de terre ³. C'était là ressource dont François I^{er} et Henri II avaient usé largement dans leurs domaines pour reconstituer leur trésor, et l'exemple d'une centaine de communautés affranchies en vertu des édits de 1544 et 1554, les unes après les autres jusqu'au temps d'Henri III ⁴, avait, principalement autour des châtellenies méridionales du Duché, porté fruit. En tant que corps, la noblesse provinciale s'élevait contre toute abolition de la mainmorte et, depuis 1566, avait obtenu des commentateurs de la coutume

1. Chasseneuz, *Recognitio commentariorum in consuetudines ducatus Burgundiae*. 1528, f. cccr ; BOUHIER, *Cout. de Bourgogne*, IX, 10.

2. Les mainmortables « recélaient » les biens meubles que le *de cujus* avait pris soin de mettre à l'abri avant sa mort, — ou bien exigeaient la mise en vente sur place et s'entendaient pour ne pas enchérir. Michel de Seurre se plaint qu'à Courban, « quant aucune mainmorte luy estoit adjudgée, il estoit contrainct par la mesme coutume de ce dit duché de Bourgogne d'en vuidier ses mains deans l'an et jour et la vendre à l'enchère à gens de la mesme condition, lesquelz par leur intelligence les mettoient à si vil pris que les frais qui avoyent esté faitz à la poursuite excédoient le plus souvent la valeur de ladicte succession » (GARNIER, *Chartes*, III, n° 496). Cas assez fréquent aussi hors de Bourgogne (Cf. FEBVRE, 209). Ex. intéressants d'échutes dans C.-d'OR, G 756.

3. GARNIER et CHAMPEAUX, *Chartes. Int.*, 195 ; et, au recueil, III, n° 487-503, et p. 493-494. Cf. l'affr. de Marmagne par Jean de la Brosse, abbé de Fontenay (dans le *B. Soc. arch. et biog. de Montbard*, sept. 1936, 16-18).

4. GARNIER et CHAMPEAUX, 207-210. Cf. C.-d'OR, B 79 (pr.-v. de 1585), B 93, 407.

de Bourgogne une interprétation qui en aggravait la rigueur¹. Mais le besoin d'argent incitait en fait aux abolitions payées. De 1560 à 1589, au temps même où les États provinciaux défendaient le plus âprement l'intangibilité de la mainmorte, ce fut, dans certains bailliages bourguignons, comme une fièvre d'émancipation. Les gentils-hommes avaient peur de voir leurs mainmortables user du droit qu'autorisait la coutume de quitter leurs terres par recours ou désaveu : la guerre ruinait les villages, et les villes, où l'on devenait habitant, et franc, dans l'an et jour au plus, commençaient à exercer leur attirance². Le besoin d'argent faisait largement le reste et, comme l'expliquent certains dans les considérants des actes mêmes, le tarissement rapide et de fait des redevances propres des tenures serviles, les refus obstinés des « sujets » et la nécessité des procès³.

À la veille de la dernière prise d'armes de la Ligue, en 1588, c'était 200 localités peut-être qui venaient de passer de la mainmorte à la franchise, localités souvent petites, il est vrai, écarts ou hameaux dispersés sur le granite autunois ou charollais, petits groupes humains exposés au soldat et prêts à l'émigration, qu'il était urgent de retenir⁴. Mais, à part un certain sursis au dépeuplement ruineux de ses terres, quel fruit tangible ces opérations donnaient-elles au seigneur ? Une assez grosse somme une fois payée et, d'ordinaire, un nouveau revenu : à Jean de Tavanès, pour l'affranchissement de Montpont en Chalonnais (1588), 1.800 écus d'or ; — pour ceux de Courban (1578), Bissey-la-Côte (1580), Louesme (1580), à Michel de Seurre, 1.500 écus et 4 sols, par feu, de taille de franchise, 400 écus et 2 sols de taille, 400 écus encore et 2 sols ; — pour celui du hameau de Pasilly, en Avallonnais (1585), à Guill. de Damas, 90 écus d'or et 6 écus de taille ; — pour celui de Belan-sur-Ource (1577), à Gasp. de Lantage, la somme de 5 sols par feu et une taille

1. La Réforme avait incité, on le sait, à protester contre le maintien du servage dans les domaines ecclésiastiques (v. p. ex. en Bourgogne le cahier du Tiers pour les Ét. généraux de 1561, rédigé par Jacques Bretagne, C. d'Or, C 3063, f. 90). Sur la réaction des nobles et des clercs, et l'aggravation de l'usage coutumier : GARNIER et CHAMPEAUX, 212-213.

2. Les chartes de la période mentionnent l'émigration vers les seigneuries franches, p. ex. celle des mainmortables de Minot serf vers Minot franc (GARNIER, III, n° 501), plus rarement l'émigration vers les villes ; mais les reg. des villes (Dijon, Chalon, Mâcon, Autun) font mention des « nouveaux habitants », dont le nombre, visiblement, s'accroît.

3. « Quant audict droit de feurmariage, il n'en avoit rien receu de tout... » ; etc. Sur les résistances et les procès, v. les préambules des chartes (GARNIER, III, n° 496, 497, 503, etc.).

4. Série d'ex. d'octrois de chartes ou de transactions libératoires dans GARNIER et CHAMPEAUX, 214-218. D'après la chevauchée de 1585 (C.-d'Or, B 79), il semble qu'on puisse placer en tête le Charollais et l'Autunois, ensuite le Chalonnais et l'Auxois, beaucoup plus loin le Dijonnais, la Montagne et enfin le Mâconnais.

abonnée de 50 livres ¹. Mais ces profits ne payaient que des dettes urgentes, ou bien la dévalorisation avait vite fait de dissiper ces compensations passagères. C'était un déjeuner de soleil. Ainsi, comme en Comté, comme en Bretagne, tout droit seigneurial avait été plus ou moins et depuis plus ou moins longtemps diminué, le plus souvent même racheté à prix d'argent, à un prix que le siècle avait peu à peu avili. Et ce que les paysans ne pouvaient abaisser, c'était le roi qui l'abaissait : les droits de justice, réservés dans les chartes, étaient grignotés peu à peu par les cours royales, et c'était encore une ressource, celle des amendes, qui par là se trouvait menacée.

Tout cela : faits d'ensemble ; et il faudrait, c'est vrai, distinguer du haut baron des domaines de la Montagne et de l'Auxois, presque toujours absent, qu'un intendant, aux villages, grugeait ou servait mal, tel petit seigneur du Charollais ou du Chalonnais, présent dans sa gentilhommière, et peut-être plus attentif à défendre son bien. Mais celui-là même, celui-là surtout, pouvait-il se défendre ? Il lui fallait, en réalité, changer de vie et, peu à peu, déchoir ².

LES GENTILSHOMMES : LE BESOIN DE LA GUERRE.

Les domaines, entre les mains des gentilshommes, se dévalorisaient. Or, la guerre civile imposait sans cesse de nouvelles pertes ou de nouvelles dépenses. Il fallait, pour rendre la vie à des villages « foulés », leur remettre leurs redevances ; il fallait relever des tours et pourvoir aux gardes dont les paysans s'étaient plus ou moins libérés. Peu à peu, toute l'économie du domaine tendait à se réduire à son entretien ³, sans laisser de quoi assurer la vie personnelle du seigneur... Pour conjurer l'infortune, le baron, parfois, engageait la lutte, gérait lui-même et tentait de créer des revenus nouveaux. Les Chabot vendaient leur blé eux-mêmes et non sans profit ⁴. Mais la patience ou le sens des affaires manquaient le plus souvent à ces

1. Dans l'ordre : — C.-d'OR, B 78, f. 863 ; — GARNIER, *Ch.*, III, n° 496 ; — *Ib.*, n° 498 ; — *Ib.*, n° 499 ; — C.-d'OR, B 11477, cité par GARNIER, III, 192. Il ne semble pas que, sauf exception, le seigneur, en affranchissant, ait repris les tenures pour les affecter à la réserve et les amodier. A. de Charmasse, dans son *Alone, aujourd'hui Toulonjon* (*Mém. Soc. éduenne*, 1928, 148) semble le croire. Mais M. Déléage (*Ann. d'hist. écon. et soc.*, 1930, 434) montre que dans le cas d'Alone un seul affranchissement fut accompagné du retrait. La dépossession habituelle eût été une « révolution » à laquelle on ne pouvait guère songer.

2. Il faudrait, dans une étude méthodique, préciser toutes les indications qui précèdent à l'aide de tableaux détaillés de revenus. C'est là l'une de ces précisions dont nous devons ici, faute de recherches spéciales, nous abstenir.

3. Dans certaines des chartes nouvelles (p. ex. celle de Louesme, citée ci-dessus) la prestation des affranchis est affectée à la défense des villages.

4. C.-d'OR, C 3066, f. 61-65. Sur le cas de Fr. de Nanton, qui fait créer quatre foires annuelles et un marché hebdomadaire dans son village de Crêches (1579), v. MACON, BB 48.

hommes d'épée. Il leur fallait compter davantage sur la faveur royale et l'entremise d'un patron, cueillir pour l'un des fils quelque bénéfice, ou pour eux-mêmes, — mais c'était là fortune réservée aux plus huppés et à ceux qu'on pourrait appeler, dès ce temps, les « présentés », — quelque titre à la cour, celui de gentilhomme ordinaire comme le marquis de Ragny, les barons de Lux et de Cypierre ou Jacques de la Guiche, s^r de Sivignon, — celui d'écuyer comme le jeune Héliodore de Tyard, neveu et protégé de l'évêque Pontus. Les « bienfaits » du roi, pensions ou dons, permettaient de franchir quelque cap hasardeux, mais la vie de cour, ensuite, restait onéreuse et la « maison » même n'était payée qu'irrégulièrement ¹. Autre issue : le mariage. Prendre femme dans la haute bourgeoisie robine anoblée ou réanoblée, ou même roturière encore, on ne voit pas que le parti ait répugné à de bons sires. Marié à Denise Patarin, fille unique d'un premier président au Parlement de Dijon, Nicolas de Bauffremont, baron de Sennecey, grand prévôt de l'hôtel de Charles IX et bailli de Chalon, maria lui-même son fils Claude à une Brichanteau. Et ce que faisaient ces « bons barons » d'illustre lignée bourguignonne, ces présidents de la Noblesse de France aux États généraux ², un neveu du maréchal Gaspard de Tavanès, Jacques de Neuchêze, baron des Francs, en Poitou, et sieur de Bussy-la-Pesle en Bourgogne, pouvait le faire aussi en épousant Marguerite Fremyot, la fille aînée du président, dont l'autre fille, Jeanne, eut de son côté pour mari, en 1592, le jeune Christophe de Rabutin, baron de Chantal : en attendant de fonder la Visitation, les économies de Bénigne Fremyot sauvaient deux jeunes barons de la ruine ³...

Mais la ressource la plus commune était la guerre. La guerre, qui précipitait la décadence des domaines, offrait par contre à leurs seigneurs des compensations. « Prendre parti » dans les compagnies d'ordonnance ou dans les levées temporaires, c'était là pour les petits sieurs, vers 1587, voie reconnue, expérience faite. Les uns

1. Depuis l'édit de Saint-Germain de 1559 qui avait fortement réduit les libéralités royales (ROMIER, *Le roy. de C. de Médicis*, I, 188-193), il y avait eu des alternatives diverses au point de vue des ressources offertes aux gentilshommes par la Cour. Mais on sait que, dès 1577, Henri III devait souvent « rogner » sur son train ou du moins renoncer à payer les gages des charges de la cour.

2. Sur eux et leurs mariages, v. not. NIEPCE, *H. de S. et de ses seigneurs*, 380-415 ; BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La nobl. aux États*, 17 ; B.N., Bourgogne 43, f. 64 et 175 ; et notre index.

3. BOUGAUD, *Hist. de sainte Chantal*, I, 13-14, 33-35 ; — H. FILLEAU, *Dict. hist. de l'anc. Poitou*. — Autre ex. : Duprat, baron de Vitteaux, le petit neveu du chancelier de Fr. I^{er}, devait épouser, en 1597, Chrétienne Sayve, fille d'un président aux Comptes (D'ARBAUMONT, *Arm.*, 29). Le brillant baron descendait d'ailleurs de bourgeois du xv^e s. (de Saint-Flour et Issoire) : V. A. BUISSON, *Le chanc. Duprat*, Paris, 1935, in-8°, ch. I. Sur son père Guillaume, le tueur auquel il est fait allusion ci-ap., v. surtout P. de VAISSIÈRE, *Les d'Alègre*, Paris, 1914, in-8°, ch. III, et 173-193.

après les autres, les Condés et l'Amiral lançant naguère leurs ordres de Tanlay, Vallery ou Noyers, le duc d'Alençon ou les Guises appelant à la révolte, avaient trouvé en Bourgogne des hommes, — et le roi de même ¹. Les « armes », habituel espoir de la noblesse pauvre : mais dans la guerre, depuis 1563, c'était une noblesse entière qui avait cherché son secours, en l'adaptant à ses besoins. Les anciennes expéditions, ces « voyages » d'Italie où les Bourguignons suivaient Guise ou Aumale, avaient précipité bien des ruines et n'avaient guère laissé derrière elles comme acquêt que la nostalgie de l'aventure ². Des guerres civiles, les barons éprouvés avaient tenté de tirer de plus palpables fruits. Vers 1580, en Bourgogne, une génération finissait de s'éteindre : celle qui avait vu s'achever l'intégration de la noblesse d'armes du Duché à la noblesse française et servi Henri II, ce dernier roi obéi, ce « roi des nobles », dans les derniers « voyages » outre-frontière, — celle qui avait participé au dernier éclat de la chevalerie : la génération de François de Rabutin, ce loyal serviteur ³, et celle aussi de ce gentilhomme qui portait l'aumusse, mais brûlait du vieil honneur féodal et nobiliaire, Pierre de Saint-Julien de Balleure. Peut-être quelques cheveu-légers de 1587, à l'instar de ce gentilhomme tonsuré, lisaient-ils encore Plutarque dans la traduction de l'évêque d'Auxerre ⁴. Le sûr, c'est que la trilogie de vertus dont le doyen de Mâcon faisait l'apanage du passé : « magnanimité, prouesse, vaillantise », le cédait désormais en Bourgogne à trahison, inhumanité et brigandage, cette autre trilogie qu'enseignaient, dit Montaigne, les nouvelles armées.

Que le baron de Vitteaux, fils du « tueur » qui avait assassiné les sr^s de Meilhaud et du Gua, se préparât au rôle de « grand écumeur » de la Ligue en Bourgogne, le fait ne peut surprendre. Mais combien d'autres — nous le verrons, — même parmi les plus modestes « sieurs » ⁵, ne songeaient qu'à exploiter la guerre ! Leurs troupes, d'ailleurs,

1. Sur ces recrutements auxquels présidaient des hommes comme La Ferté-Imbault, v. p. ex. *Mém. et l. de Marg. de Valois*, 69 ; *Mém. de Guill. de Tav.*, 468 ; *Corr. de Dinteville*, 35, 42, 80 ; etc.

2. La Noue, *Disc.*, 205-210. Cf. ROMIER, *Le roy. de C. de Médicis*, I, 196-197.

3. L'auteur des *Commentaires des guerres en la Gaule belgique* (v. sur ce Bourguignon l'éd. Gailly de Taurines pour la Soc. de l'h. de Fr., t. I, Paris, 1932, in-8°, Intr.).

4. Les *Gemelles* de Saint-Julien de Balleure s'inspirent directement des *Vies parallèles* (RAFFIN, 82), dont les éditions (J. du Puys, 1583 ; Buon et Beys, 1584 ; etc.) continuaient à se succéder à de courts intervalles (R. STUREL, *J. Amyot, trad. des Vies par. de Plutarque*, P., 1909, in-8°).

5. On trouvera abondance d'exemples dans toute la suite de cette étude. — Notons seulement ici la multiplication des affaires de duels suspects, d'assassinats de gentilshommes, ou de vols à main armée à partir de 1573 ou 1574 surtout : assassinat du jeune Saulx-Vantoux en 1580 (Pépin, 28) ; actes de brigandages comme ceux que signalent l'enquête de Guill. de Tavanès dès 1574 et telle procédure du prévôt des maréchaux (ABORD, *L. à Autun*, III, P. J. n° 40, et 222 : affaire des brigands de La Tagnière, à cinq lieues d'Autun).

dégénéraient d'elles-mêmes en compagnies de pillage. Montées de toutes pièces au début de chaque campagne, elles employaient une bonne partie des 150 jeunes Bourguignons dont La Noue rêvait d'encadrer l'une des trois légions territoriales disciplinées et fidèles qu'il vouait, sur le papier, au service du roi¹; mais, à côté d'eux, s'y rencontraient en nombre des aventuriers de toute espèce : « gendarmerie sans montre, soldats sans solde » dont la Bourgogne, dès avant la grande Ligue, gémissait². Et si, d'aventure, l'un de ces ruffians se prévalait encore de discipline et de science militaire, ce n'était, en fait, que le vicomte Jean de Tavanès³, aussi dénué de noblesse dans les actes de guerre que tous les autres.

Pour le baron bourguignon comme pour tant d'autres gentilshommes en France, cette jouissance guerrière était la revanche des capitulations notariées. Comme eux, il demandait à son épée de le défendre contre l'infortune sociale et de le nourrir largement, au jour le jour⁴.

LA FORTUNE CITADINE. LES ROBINS.
CONQUÊTES DOMANIALES ET GOUT DE L'ORDRE⁵.

En face de la vieille puissance domaniale en déclin, avait grandi le capital urbain, dans les mains de cette catégorie sociale où se mêlaient les anciens nobles et les marchands ou fils de marchands. Catégorie complexe par ses origines, mais homogène par ses mœurs, qui étaient spécifiquement celles de la bourgeoisie : économie méthodique, mariages fructueux, placements consolidateurs. Or, c'était dans l'acquisition de la terre que cette fortune citadine trouvait son objet ou son emploi essentiel.

En Bourgogne, aucune concentration industrielle importante ne se remarquait encore. De timides groupements de capitaux y dataient de la période de prospérité. En 1502, par exemple, deux habitants du bailliage de Montcenis, s'associant pour exploiter « toutes terres à tirer charbon assises et situées au lieu-dit en Crozot », signaient

1. *Discours*, 327.

2. Et. Bernard, *Disc. au roi* du 16 oct. 1588. dans le *Journ. des Et. de Blois*, 501.

3. On sait assez quel étalage de science militaire sont ses *Mémoires*. Effectifs, formations, armement, manœuvres, poliorcétique, commandement, de tout cela il tranche en maître (83-86, 111-124, 168-169, 176-180, 182-184, 190-194, 206-209, 256-259, 283-288, 334-336, etc.). P. 152 : un éloge des anciens capitaines.

4. Il était d'ailleurs — on le verra — des gentilshommes paisibles qui demeuraient dans leurs terres, attendant le ban ou l'arrière-ban. Ils n'en participaient pas moins aux griefs et doléances de leur classe.

5. ROUPNEL, *La ville et la camp.*, 2^e p^{ie}, ch. II et III; 3^e p^{ie}, ch. I-III; — A. BOURÉE, *La chancellerie près le Parl. de Bourgogne*; — P. PERRENET, *Le palais de justice de Dijon. Son histoire. Ses hôtes*; etc. Sur les robins comtois, parents et émules des Bourguignons, v. FEBVRE, *Ph. II et la Fr.-Comté*, ch. VIII et IX.

le lointain acte de naissance du Creusot, et, à partir de 1510, l'association élargie des tireurs d'« oille » achetait des terrains, absorbait des entreprises secondaires. Mais presque toujours les « engins » industriels non tenus par les artisans urbains, moulins, papeterie, scieries, n'étaient que dépendances d'un domaine rural et participaient à l'économie de ce domaine ¹.

Plus important ou, du moins, plus généralisé le placement qui consistait en amodiation des droits du domaine royal. Du président Noblet, qui, pour 1.060 livres, achetait en 1586 les « exploits » de justice de la prévôté de Vosne, aux procureurs dijonnais qui prenaient à ferme, entre 1580 et 1588, la perception des revenus du domaine dans le bailliage de Dijon, la prévôté d'Auxonne, les châtelainies de Rouvres, Vergy, Talant, on citerait bon nombre de bourgeois mâconnais, chalonnais ou autres, qui trouvaient ainsi pour leur capital un emploi productif ².

Mais l'acquisition des domaines et l'exploitation des revenus fonciers demeurerait l'issue principale. La conquête bourgeoise, à la fois des seigneuries et des terres roturières était, en 1587, depuis très longtemps commencée. Ce que perdaient les gentilshommes, c'était, le plus souvent, on l'a vu déjà, les bourgeois qui le faisaient leur ; — et ces bourgeois, d'autre part, en prêtant de l'argent au paysan ou en lui fournissant du bétail suivant les dispositions avantageuses du bail à cheptel ³, non seulement s'occupaient à étendre la participation du capital urbain à l'exploitation rurale, mais préparaient leur mainmise sur le sol rural lui-même. Créancier du tenancier obéré, le citadin devenait à bon compte acquéreur du bétail d'abord, de la tenure ensuite. Par concentration des censives en des mains bourgeoises, se constituaient méthodiquement des domaines ⁴ dont

1. A. de CHARMASSE, *Note sur l'extraction de la houille au Creusot au XVI^e s.* (*Mém. Soc. éduenne*, XII, 387 et s.), d'ap. un registre de notaire conservé au château de Bruel. Actes du 22 juin 1510 et du 1^{er} oct. 1511, *ib.*, et dans CHAZELLE et MARCHAND, *Le Creusot. Hist. générale*, Dole, 1936, in-8°, 16-20.

2. Pour Noblet : C.-D'OR, B 4582. — Autres ex. : Jean Baudrenet, marchand (1583) pour les châtelainies de Chenôve et Talant (B 4308) ; Zacharie Lantin qui, en 1581, amodie le domaine du b. de Chalon et le sous-amodie ensuite par fractions (B 5039) ; et surtout Edme Rapelet, procureur (références ci-ap., p. 51, n. 1).

3. P. MASSON, *Le bail à cheptel, d'ap. les actes notariés bourguignons du XIV^e s. jusqu'à la pr. moitié du XV^e s.* (dans *Mém. Soc. d'hist. du droit bourg.*, 1935, 77-132). Le bailleur fournit les bêtes ; le preneur les nourrit. On partage le *croît* ou, éventuellement, le *décroît*. Le capital initial est évalué et réservé au bailleur. Ce contrat prêtait à de fréquents abus des bailleurs. Sur l'institution en Comté : FEBVRE, 269-274.

4. Un bon exemple, entre autres, est fourni par le domaine de La Vault que Barth. Gagne, d'Autun, reconstitue en groupant les tenures d'une dizaine de propriétaires (de 1526 à 1530). Un autre domaine, celui des Barres, au village de La Tagnière, est constitué, en 1579-1582 par Fr. Pelletier, par acquisition de censives et de terres mainmortables frappées d'échute (CHARMASSE, *Etat de la prop.*, p. cxiv, cxxiii).

le propriétaire achetait l'affranchissement s'il n'était pas seigneur, dont il formait, s'il était seigneur, une nouvelle réserve. C'est ainsi qu'il relevait la valeur domaniale de la campagne : dans ces deux cas il transformait en « rentes » à bail court, appuyées sur des clauses adaptées au temps, ce qui auparavant n'était que tenures de revenu dévalorisé.

Les « petits capitalistes, notaires, greffiers, procureurs fiscaux et autres officiers de justice inférieurs » participaient largement, note Charmasse en ce qui concerne l'Autunois, à cette opération de conquête ; et il faudrait ajouter encore : avocats et procureurs, voire même médecins, apothicaires ¹... Tout le capital urbain, surtout depuis le fléchissement du commerce, cherchait là sa consolidation. Mais le principal bénéficiaire du transfert de la propriété rurale, c'était surtout, en Bourgogne, comme ailleurs, l'officier des cours souveraines. Le passage de la propriété inféodée des mains du gentilhomme endetté en celles du grand robin se généralisa peu à peu autour de Dijon à partir du milieu du ^{xvi}^e siècle ². Et c'est aussi au profit du grand robin que s'opéraient très souvent les aliénations de biens ecclésiastiques de 1587-1588 et surtout les aliénations du domaine royal, de plus en plus fréquentes depuis Henri II : il n'était à peu près aucune des châtellenies bourguignonnes bien situées, à proximité des villes qui ne vit en cette période ici un Saumaise, là un Blondeau, ailleurs des Jaquot, des Sayve, des Texier en Autunois, des Chandon en Mâconnais, s'implanter plus ou moins fortement à la faveur de ces ventes ³. L'accession aux seigneuries ne précède pas toujours l'accession aux offices, mais celle-ci apparaît comme une consécration essentielle de l'ascension familiale et les généalogies, en enregistrant la multiplication des seigneuries dans les lignées de conseillers au Parlement ou aux Comptes, suffiraient à

1. V. les séries de reprises de fief enreg. par la Ch. des Comptes : C.-D'OR, de B 10647 (année 1560 et s.) à 10683 (an. 1587). Cf. A. de CHARMASSE, *Etat de la prop.*, p. cxxvi. Les procédures des tribunaux de bailliages, les registres de notaires confirment le fait, d'ailleurs inégalement marqué, semble-t-il, suivant les villes, peut-être plus net à Autun, p. ex., qu'à Dijon. Encore un point à éclairer, au milieu de beaucoup d'autres, en ce qui concerne la Bourgogne.

2. C.-D'OR, B 10647-10683. Cf. ROUPNEL, 218. — Parmi les très nombreux exemples fournis par les monographies villageoises, on citera comme caractéristiques le cas de Sivry passant des Villers au cons. Blondeau (DORÉ et de MONARD, *Montjeu*, 98), et celui de Thostes passant des Hénay et des Tornes au prés. Fremyot (COLLIN, *Thostes*, 155 et s.).

3. C'est ce que montrent admirablement pour la période 1570-1587 les reg. C.-D'OR, B 421, 424, 429², et les liasses B 465 (Aisey), 482 (Argilly), 491 bis (Auxerrois), 500 (Avallonnais), 501 (Baigneux), 1021, 1088, 1252, 1254, 1259, 1283, 1305, 1352, 1371, 1381, etc. Et beaucoup d'autres cotes encore (B 1378, C 2161, etc.) nous fourniraient des ex. précis. — Pour les ventes de biens ecclésiastiques (destinées à parer aux lourdes taxations fiscales d'Henri III), v. surtout le cas des communautés auxerroises (YONNE, G 1749, reg., et 1750-1752, liasses).

donner l'impression de cet épanouissement des conquêtes seigneuriales liées de près à la possession des offices¹.

Ce serait, en tout cas, banalité de montrer que, dans le cadre d'une province, de 1500 à 1587, par le nombre et par l'éclat de leur existence, les officiers s'étaient imposés comme catégorie sociale dirigeante. De 1500 à 1587, le nombre des officiers avait progressivement doublé par l'effet des créations de charges nouvelles ou même d'institutions importantes comportant états : Requêtes du Palais, par exemple, en 1575, ou Bureau des Finances en 1577². Toute petite ville chef-lieu de bailliage, pour peu qu'elle fût aussi le siège d'une élection, d'un grenier à sel ou d'un bureau des traites foraines, regorgeait d'officiers. Quant à Dijon, il devait à ses cours souveraines, à son Bureau des Finances de loger déjà 600 ou 700 officiers dépendant des corps réguliers de justice ou de finances³.

Les familles qui, dans la hiérarchie de ces charges, occupaient les échelons d'en haut menaient une existence qui définissait une élite et caractérisait sa puissance. Les lieutenants généraux et particuliers des bailliages et surtout les officiers des conseils et juridictions de Dijon : trésoriers-généraux, maîtres et présidents de la Chambre des Comptes, conseillers et présidents au Parlement avaient élevé ou élevaient leurs amples hôtels de pierre, géraient leurs domaines terriens, y passaient leurs vacances au temps des vendanges, arrondissaient leur bien par le mariage et le faisaient fructifier, attentifs à la fois aux droits féodaux et aux aptitudes économiques⁴. Ils as-

1. V. surtout les innombrables indications fournies d'une part par le fonds de la Ch. des Comptes aux Arch. de la C.-d'Or (PEINCEDÉ, p. ex. aux noms de Brulart, Desbarres Molleron, Massol, etc.), d'autre part par les « fatras généalogiques » de Juigné, B. DIJON, ms. 1443-1458 (16 recueils in-fol. contenant des dossiers de familles classés par ordre alphabétique). — Un seul ex. de titulature robine : J.-B. Legouz, reçu cons. au Parl. en 1595, est « sieur de La Berchère, Nantueil, Saint-Prix, Boncour, Vosne, Flagey, baron de Santenay, Chalanges, Curley » (C.-d'Or, B 32, f. 324 ; DIJON, B 490, f. 226 v° ; 491, f. 342, 377). Celui qui écrit son oraison funèbre, Jacques Vignier, reçu au Parl. en 1596, posséda, lui-même, 19 seigneuries ; mais il avait fait exceptionnelle carrière, étant devenu, en 1616, surintendant des Finances (Fl. VINDRY, *Les parl.*, I, 176-177).

2. V. les édits comportant créations diverses (contrôleurs des gabelles, greffiers des greniers à sels, lieut.-criminels des bailliages, etc.) dans C.-d'Or, B 12075-12084. Cf. B 11189, C 3486. Gardons-nous d'ailleurs de donner des chiffres qui seraient probablement erronés ou peu significatifs, car des suppressions, des transformations de tous genres accompagnaient ces créations. Sur les oppositions soulevées dans le milieu provincial, v. ci-ap.

3. ROUPNEL (129) en dénombre 993 à la fin du xvi^e s., et 1.200 environ en comptant la foule des « menus officiers » (fermes, gabelles, domaines, douanes, etc.). En 1593, on compte à Dijon environ 700 feux privilégiés au point de vue fiscal (C.-d'Or, C 5352 bis, f. 1). — LA BUSSIÈRE, *Le bail. de Mâcon*, 179-206, 344.

4. Sur le bon exemple de la gestion des Massol, v. la *Notice historique sur Menades* de l'abbé PISSIER (*B. Soc. sc. de l'Yonne*, 1925), et sur la rapide progression d'une fortune domaniale bien gérée de 1565 à 1587 environ : C.-d'Or, B 429⁴, f. 27 ; 10668, 10675, 10682 ; C 2463. — Peu à peu s'élargit la place des

suraient l'avenir de l'œuvre familiale par l'éducation des fils au collège, leur envoi aux universités d'Italie ou à celle de Toulouse¹. Haute classe où déjà, dès ces années d'avant la grande Ligue, les traits, les mœurs du grand robin d'ancien régime sont nettement ébauchés, jusqu'à ce goût pour les noms seigneuriaux, à cet abandon aisé du vieux nom roturier, que M. de Vellepesle (Guillaume Legouz), M. le président de Latrecey (Pierre Regnier), M. le président de Montculot (Claude Sayve), et quelques autres, pratiquaient déjà².

Cette adaptation des noms n'était pas sans quelque fondement. L'anoblissement renforçait peu à peu la fraction de cette aristocratie qui était exempte de la taille, du logement des gens de guerre et de la suite du roi³. Depuis assez longtemps, déjà, lettres individuelles de noblesse pour services rendus, lettres de relief pour les descendants d'anciennes lignées nobles frappées un temps de déchéance, ou anoblissements conférés par l'ancienneté de la famille dans les offices, prenaient, pour ces champions de l'« établissement » familial, le sens d'une consécration désirable. La prétention à la noblesse était dès ce temps matière courante d'informations et de procès⁴. Cependant une solidarité supérieure à cette préoccupation dominait tout le monde robin. A Dijon, dans les

officiers parmi les « aisés » de chaque ville. En avril 1589, à Mâcon, où les marchands sont riches, sur 25 « aisés » taxés comme tels, on compte au moins 12 officiers (ou veuves d'officiers) : MAÇON, BB 55, f. 144 v^o.

1. Groupe social non complètement homogène, sans doute, et d'abord non uniquement bourguignon. Il est bien vrai que la plupart des officiers dijonnais représentaient des familles venues des petites villes de la province : les Odebert d'Avallon, les Morin ou les Montholon d'Autun, les Bossuet de Seurre... Dans leur rang cependant (v. VINDRY, *Les parl.*, et D'ARBAUMONT, *Arm.*) se distinguaient encore des fils des étrangers introduits au Parlement de Dijon au début du siècle, comme les conseillers P. de Xainctonge ou Jacques de Vintimille, assimilés d'ailleurs par le mariage et l'assiette des biens.

2. Et déjà un ligueur, un démocrate dijonnais, Etienne Tabourot, avant Boileau et Molière, raille « ces hobereaux et mouchets de noblesse qui, étant issus de bonnes et honnestes familles », méconnaissent les vertus ou le labeur de leurs pères et « changent incontinent » après leur mort « le nom d'iceux » (en prenant un *de* et le nom d'une terre). Longs détails (*Bigarrures*, IV^e p¹⁶).

3. Sur les officiers anoblis (dont nous ne risquons pas à fixer la proportion — la moitié du Parlement ? un tiers des Comptes ? — même d'ap. les reg. d'impositions de Dijon, s¹⁶ L qui donnent des listes incertaines) : D'ARBAUMONT, *Les anoblis de B.* ; BOURÉE, *La chancellerie* ; LA CUISINE, *Le Parl. de B.*, I, 69 et s. Nous ne parlons pas des privilèges attachés à l'office parlementaire : p. ex. le privilège de *committimus*, qui faisait échapper les procès personnels des officiers à la juridiction ordinaire et les remettait aux Requêtes du Palais.

4. V. en part. les dossiers mâconnais, MAÇON, FF 13, 14, 15 (p. ex. le dossier Gratian et Thomas Chandon, lieut. au bailliage) ; et, dans D'ARBAUMONT, *op. cit.*, les mentions de nombreux conflits des officiers avec les échevinages qui voulaient les inscrire au rôle des tailles (v., entre beaucoup d'autres, le cas de Guill. de Montholon, n^o 137). Les conditions de l'anoblissement par l'office, réglées par des textes successifs, prétaient à des conflits : nous ne saurions ici aborder cette question assez complexe.

paroisses Saint-Médard, Saint-Michel et Saint-Jean, où la grande Robe se groupait ¹, se fortifiaient rapidement non seulement le réseau des « parentesses » ², mais aussi le sentiment des intérêts communs, l'idée d'une communauté, une sorte de conscience de classe. Il fallait perpétuer ensemble la fortune réalisée. Ces robins qui avaient bouleversé depuis un siècle l'ordre social ancien formaient déjà, vers 1587, un corps conservateur. Ils voulaient maintenir le régime qui avait favorisé leur ascension, et la paix qui pouvait garantir leur avenir. Ils tendaient aussi à s'isoler comme classe sur le sommet conquis, et à retirer l'échelle derrière eux.

LE FLOT DES AVOCATS ET DES PROCUREURS.

Que toutes les fortunes d'argent n'eussent pas, vers 1587, reçu encore la consécration sociale des offices, c'est ce que suffiraient à montrer les listes de « riches et plus aisés » inscrites dans les registres municipaux ³. Les testaments et les contrats de mariage des bourgeois, marchands ou gens de loi, les indications que fournissent les archives et les chroniques sur leur train de vie, leurs repas, leurs meubles, sur le vêtement de leurs femmes ⁴, ne permettent pas de ne pas voir, parmi eux, un bon nombre de fortunes importantes. Parmi les marchands, ces « honorables hommes » si fréquemment mentionnés comme des puissances locales, beaucoup défendaient avec succès contre les fluctuations économiques un capital mobilier hérité et continuaient à tenir rang dans les villes. Ils prolongeaient l'état ancien de toute une aristocratie urbaine et le souvenir de la prospérité publique. Ils échappaient en partie aux jurandes ⁵,

1. Concentration très nettement démontrée par les reg. d'imposition (Dijon, L) ou de paroisses, ainsi que par tous les rôles paroissiaux qui abondent dans les reg. de délibérations. V., dans les *Mém. Comm. des Ant. de la C.-d'Or*, t. XVII, p. CLXVIII, une liste des robins de Saint-Médard pour 1572, dressée par Et. Picard.

2. Dont d'ARBAUMONT, *Arm.*, BOURÉE, *Chanc.*, et de nombreux documents dispersés (ABORD, III, P. J. n° 93) démontrent abondamment l'importance déjà très nette au dernier quart du xvi^e s.

3. Bien qu'il s'agisse le plus souvent de listes en vue de taxation, où les échevins, avocats ou marchands, avaient probablement tendance à faire large place aux officiers. V. CHALON, BB 6 et 10; AUTUN, BB 4; MACON, BB 51-62, par ex. BB 55, f. 144 v°.

4. QUANTIN, *Test. du xvi^e s.* (*Bul. Soc. sc. de l'Yonne*, 1890); et surtout reg. d'audiences ou d'insinuations des bailliages ou prévôtés, not. S.-ET-L., de B 1328 (1571-1585) à 1336 (1588-1596), B 1339 (1592 et s.), B 1622 (1586-1592), B 1627 (1592 et s.); YONNE, B 268. — Sur ces divers points et pour la suite de cette division, v. aussi les *Escraines* et les *Bigarrures* de Tabourot et *La comédie du Riz*, Dijon, 1583 env., édit. Durandea, 1887, in-16, p. 21. Les édits et règlements contre la « superfluité des habits » (le règlement de 1584 p. ex.) s'appliquaient parfaitement aux femmes des avocats et procureurs en Bourgogne.

5. On en rencontre pourtant une partie parmi les apothicaires et les drapiers.

et, trafiquant de tout, s'élevaient en fait au-dessus des métiers. Chaque ville possédait de ces notables marchands, classés aux rangs honorables de la bourgeoisie locale ; groupe plus ou moins étendu, dont les noms figurent dans les documents communaux : une bonne quarantaine à Dijon, une vingtaine à Chalon, autant à Mâcon, Auxerre, Auxonne ¹. Marchands, c'est-à-dire importateurs et exportateurs de toutes marchandises, grains, fers, munitions de guerre, tissus ou cuirs. On a vu combien les passages bourguignons les servaient. Nulle part cependant, en Bourgogne, les négociants n'atteignaient à la haute « marchandise » et ils n'étaient plus de taille à encadrer ni à régir à eux seuls les sociétés urbaines. Mais leur monde ne se séparait guère de celui des « hommes de lois ». Un certain nombre de marchands, les gestionnaires des greniers à sel par exemple ou ceux qui prenaient à ferme la perception des revenus royaux ², avaient mine ou compétence de clercs ; — et, surtout, dans le cadre même des familles marchandes, s'étaient multipliés, depuis quarante ans, les avocats, procureurs, médecins, notaires et greffiers ³.

En 1587, les procureurs étaient une foule, leur nombre, en Bourgogne, comme partout ailleurs en France, ayant quintuplé, ou plus, depuis 1500 ⁴. Ils pullulaient à Dijon autour du Parlement, et dans

1. On trouvera quelques noms ci-ap., § 6, « Le neutralisme marchand ».

2. Ex. : Barth. Galois, ayant-charge, pour le Chalonnais, de N. de Haire, fermier général des greniers à sel en France (C.-D'OR, BII 46/2, 30 juillet 1588) ; ou N. Desbarres, trés. des États (v. *Index*).

3. Le fait est constant et général. Il suffirait donc de renvoyer aux généalogies de quelques familles-vedettes comme les La Verne et les Desbarres de Dijon, ou les De Pontoux, de Chalon et Seurre. — La place prise au xvi^e s. par les médecins mérite remarque. Vers 1587, ils sont, en Bourgogne, généralement considérés comme égaux, socialement, aux avocats riches. Cependant les noms que nous livrent les registres de ces villes (dont un certain nombre seront cités en cet ouvrage : Cl. de Pontoux, de Chalon ; Jean Bouchard, de Dijon ; Philibert Bretin, de Dijon, etc.) n'indiquent pas, en général, des parentés avec la gent proprement parlementaire, comme les noms d'avocats. Remarquons, d'ailleurs, qu'une partie de ces médecins semble assez nomade, assez prompte à la migration d'une ville à l'autre. M. J. CALMETTE a relevé les noms des *Etudiants bourguignons à Montpellier au xvi^e s.* (*Notes bourg.*, 2^e s^{ie}, dans *R. bourg.*, XXIII, 1913, n^o 1) : or, parmi les 50 ou 60 noms de *Burgundi*, d'*Eduenses* ou de *Belnenses* qui furent inscrits à la célèbre faculté entre 1540 et 1585, on en voit assez peu qui se retrouvent dans les villes bourguignonnes dans la période que nous avons étudiée, c'est-à-dire entre 1580 et 1596. Relevons cependant notre Jean Bouchard, bachelier en 1573, et Nic. Vignier (du dioc. de Langres) docteur en 1559. Aucune étude méthodique sur les médecins en Bourgogne. Quelques contributions locales : D^r GUYTON, *Rech. sur les méd. d'Autun* (*Mém. Soc. éd.*, III) ; AUBERTIN et BIGARNE, *Enq. sur les épid. et les méd. à Beaune*, Beaune, 1885, in-8^o ; etc.

4. FAGNIEZ, *Ec. soc.*, 333 ; PARISOT, *Les pr. au Parl. de Bourg.*, 15 et s. ; JEANTON, *La communauté des proc. au bailliage de Tournus* (*B. Soc. des Amis des Arts de Tournus*, 1909). Dès 1527, on essaie d'arrêter cet accroissement. En 1572, le roi tente de transformer en offices les emplois de procureurs au Parlement.

les petites villes autour des tribunaux inférieurs¹. Ces basoches débordantes, ces « chicanous » en surnombre, avides malgré cela de vie bourgeoise, voilà un des éléments essentiels de la société provinciale, l'un de ceux auxquels il faudra songer d'abord pour expliquer la composition du personnel politique de la période ligueuse.

Il y avait, dans cette foule de basochiens, malgré sa rapacité, un fond de clercs misérables : chez les avocats de même. Ceux-ci s'appelaient « maîtres » comme les procureurs et, à Dijon, fréquentaient avec eux la même confrérie de Saint-Yves. Un degré social les élevait cependant dans la considération du commun au-dessus de la basoche. Ils comptaient plus de fortune et plus de talent. Avocats étaient les fils des parlementaires, avant d'être pourvus d'un office aux cours souveraines, et nombre de docteurs bons parleurs et assouplis aux codes, ceux, entre autres, que choisissaient les villes de la province comme leurs défenseurs attirés devant le Parlement. Mais, comme les procureurs, les avocats étaient partout en surnombre².

Toute cette bourgeoisie surpeuplée dépensait donc, pour vivre ou pour progresser, les ressources d'ingéniosité ou de patience qu'elle tenait d'un peuple urbain ou rural tout proche d'elle, en général, par la généalogie et par les mœurs. Également calculateurs, profiteurs, ces greffiers qui, « en leurs copies », dit Tabourot, « allongent tellement les S qu'en un feuillet il n'y aura pas douze lignes et en chaque ligne deux ou trois mots », ces avocats que nous verrons se jeter, hors du barreau, sur toute occasion de profit, ces « procurours » qui, non contents de ronger les « plaidous » comme dans la comédie dijonnaise du *Riz*, s'ingéniaient dans la recherche du gain et, comme Edme Rapelet, par exemple, prenaient à louage la perception des revenus des châtelainies royales ou la ferme des amendes, et qu'on voyait, procureurs de quelque fabrique paroissiale, souvent officiers de la milice, parfois échevins, courir ici et là sous Dijon, trafiquer, plaider, se ranger enfin parmi les hommes importants de leur quartier ou de

1. Ils étaient au moins une soixantaine à Dijon en 1587. La liste dressée par PARISOT pour les pr. au Parlement (*Rev. bourg.*, XVI, 1906, n° 3, 65-71), même complétée à l'aide de celle de GROS, *Le Parl. et la Ligue*, App. II), pêche encore par omission. Nous avons, pour notre part, relevé au moins 48 procureurs au Parlement dans la période 1582-1595.

2. Sur les avocats, indications dispersées dans les ouvrages d'A. BOURÉE (qui a publié à part une liste des av. au Parl., *R. de Bourgogne*, 1916-1917 et s.) ; dans quelques médiocres discours de rentrée ou articles superficiels (H. BEAUNE, *La confrérie de Saint-Yves à Chalon-sur-Saône av. 1789*, Dijon, 1885, in-12). Mais aucun travail général et poussé encore. — Un ex. de choix d'avocat et de procureur par une ville pour ses affaires au Parlement est fourni par CHALON, BB 6, f. 10 et v° (choix de l'av. Bernard Coussin et du pr. Florent Procès, en 1576).

la ville¹. Remuants, audacieux, les suppôts et les marchands étaient l'élément le plus entreprenant des villes, où ils élevaient souvent, comme la Robe, leurs maisons de style nouveau, sans oublier d'autre part, on l'a vu, de participer à la conquête de la campagne. A Dijon, les avocats, seigneurs de quelque village au moins « en partie », formaient un groupe important. Et ils pouvaient accéder à l'anoblissement par la mairie².

Même activité, d'ailleurs, dans le domaine de l'esprit. Cette bourgeoisie seconde, formée par de passables écoles comme les collèges de Chalon ou d'Autun et, à partir de 1582, celui des jésuites de Dijon, avait, comme la Robe, ses juristes et orateurs³. Elle abondait, de plus, en humanistes amateurs, en poètes français ou patoisants, et c'était elle, aussi, qui pourvoyait alors à ces deux spécialités dont la province n'a jamais manqué : les archéologues et les conteurs gras. Des récréations animées par le vin et l'esprit vigneron suscitaient des institutions comme l'« Infanterie dijonnaise », ce groupement bourgeois et ce foyer d'esprit indigène, de littérature libre de ton, mais colorée et vivante, la littérature des suppôts, des médecins et des marchands⁴. Or, cette vie débordante cherchait d'autres issues encore.

LES AMBITIONS DES AVOCATS.

A l'élite qui conduisait cette remuante bourgeoisie, le xvi^e siècle avait offert un couronnement social : les offices. La robe d'avocat, aussi glorieuse et plus populaire que celle de conseiller, pouvait s'échanger contre elle moyennant une dépense que beaucoup de « maîtres » avaient les moyens de faire et des preuves de compétence que leurs doctorats leur rendaient aisées. Cependant les ambitieux de 1587 ne trouvaient plus, vers les cours souveraines, la voie libre dont avaient bénéficié ceux de 1550.

1. Amodiation des revenus du domaine ou des amendes (1580-1588) : C.-D'OR, B 2950, 3304, 5835, 6360, 6520 bis ; C 2237 ; — etc. Titres et activité en ville : DIJON, B 8, f. 59 ; C.-D'OR, BII 360/52 (janv. 1590). Cf. Tabourot, *Bigarrures*, I, 21 ; *Comédie du Riz*, 26.

2. En vertu des lettres patentes d'octobre 1491 (DIJON, B 11. Cf. GARNIER, *Ch.*, Intr., 329). En fait, les lettres d'anoblissement des maires se faisaient souvent attendre (v., par ex., B 226, f. 106). — Type d'avocat entreprenant : Nic. Tribolè, d'Auxerre (YONNE, G 1749, achats de terres).

3. Jurisconsultes : Royhier, Morandet, Arviset, de Villers ; orateurs : Et. Bernard, J. La Verne (v. Févret, *De claris... oratoribus*).

4. Sur la part des bourgeois seconds dans la vie intellectuelle bourguignonne, v. entre autres études : J. DURANDEAU, *La pléiade bourguignonne*, Dijon, 1907, in-8° ; *La Mère-Folle laïque*, Dijon, 1911, in-8° ; CHAUMONT, *Hist. de Chalon*, 2^e éd., 168 et s. (sur les « Enfants de la ville » de Chalon, compagnie bien vivante vers 1576-1587, cf. *Ch.*, BB 6, f. 206) ; M. RAYMOND, *L'infl. de Ronsard*, II, 27 et s., 332, etc. Exemple d'archéologue : l'av. J.-B. Richard, dont les *Antiquitates divionenses* sont de 1585 ; de conteur gras : Et. Tabourot, l'auteur des *Escraignes*.

Tandis qu'elle développait ses liaisons avec les gentilshommes, la grande robe paraissait, au contraire, se clore progressivement du côté des avocats. La résignation des offices à survivance, soit en faveur des fils, soit en faveur des gendres, — attribution anticipée d'une portion du patrimoine dans le premier cas, valeur représentant la dot de la fille dans le second, — était, vers 1580, couramment pratiquée en Bourgogne : les lettres de provision ou, plus simplement, les listes d'officiers en témoignent clairement¹. Une sorte d'hérédité effective de l'office s'établissait au profit des liens familiaux, une adaptation de cet office au rôle de bien de famille ; et le roi, en admettant la résignation à survivance, taxée du « tiers denier » au profit des parties casuelles, consacrait, en somme, par les édits de 1567 et de 1568, cette hérédité de fait².

Mais, vers 1580-1587, apparaissait, en Bourgogne, une conséquence sociale importante de cette fixation des offices. Les premiers règnes du xvi^e siècle avaient, en créant et vendant ces offices, ouvert des issues aux ambitions sociales, dans le même temps où la prospérité économique fournissait aux habiles les moyens d'atteindre aisément jusqu'aux échelons supérieurs de la hiérarchie provinciale. Mais, en Bourgogne, sous le règne d'Henri III, les officiers nantis s'organisaient, par le moyen de l'hérédité, sur leurs positions, dont ils interdisaient progressivement l'accès à une foule de « gradués », qui devaient, comme eux, leurs titres à des fortunes datant du temps de la paix civile, mais parvenus trop tard à la porte des états : la plupart de ces états étaient réservés aux fils, gendres et neveux. Sans doute, il ne s'agissait pas encore de cet orgueilleux isolement d'un clan privilégié qui, au xviii^e siècle, aura tant de conséquences³, mais plus simplement d'un ralentissement dans les facultés d'absorption d'une catégorie aussi encombrée qu'attirante. Quel que fût le nombre des créations d'offices, il était insuffisant à compenser, vers 1580-1587, les effets de cette interdiction partielle : tandis que le nombre des charges achetables diminuait rapidement, le flot des candidats doublait de volume et précipitait sa montée. La vigueur ascensionnelle des fortunes, depuis 1550 environ, décroissait len-

1. V. en part. FL. VINDRY, *Les parl. au xvi^e s.*, qui donne les listes du Parlement de Dijon par office. Parmi les dynasties établies dès la date considérée, on citera les Desbarres, les Bretagne, les Fyot, les Quarré, les Bouhier, les Bernardon, les Berbissey, les Gagne, les Odebert. On en pourrait ajouter nombre d'autres.

2. Sur l'histoire des résignations au xvi^e s. et l'attitude de la royauté en la matière avant la Paulette (1604), v., en dernier lieu, le clair et pénétrant exposé de G. PAGÈS : *La vénalité des offices dans l'ancienne France* (Rev. hist., mai-juin 1932, 477-487).

3. Au xvii^e s., le mouvement d'accession aux grands offices a évidemment repris, bien que son rythme semble beaucoup moins rapide que dans la première moitié du xvi^e s. (v. ROUNEL, *La ville et la campagne*, 175 et s., 209-210, etc.).

tement sous l'effet de la crise monétaire et économique ; mais un autre effet de cette même crise avait été, à partir du début des guerres civiles, de détourner du négoce nombre de fils de marchands qui, s'armant du doctorat ès-droits, s'étaient orientés vers les charges. D'où une rencontre chronologique importante : les barrières se tendaient à l'heure même où ces jeunes docteurs demandaient l'entrée. La notion, naguère incertaine, des états sociaux semblait se fixer à leur détriment par les sommets bourgeois ¹.

Aussi, sur leur route encombrée, manifestaient-ils l'aigreur de leur déception. Il en était de ces jeunes docteurs comme des compagnons qui trouvaient, de leur côté, les maîtrises bourguignonnes gardées ². Ces compagnons grondaient et, volontiers révolutionnaires, couraient aux « nouveautés » religieuses ou politiques teintées de nouveautés sociales ; et les avocats, eux aussi, trouvant closes les voies normales, cherchaient des voies nouvelles. Tandis que, munis de biens matériels et de l'autorité d'« Etat », les aristocrates de la Robe prenaient appui sur l'ordre monarchique traditionnel, les suppôts, ces ambitieux que l'évêque d'Auxerre montrait « se faisant grands par souhaits et rêveries » ³, s'attachaient à l'idée d'une autre aristocratie, érigée sur les communes.

Idee qu'avaient préparée ou servie en Bourgogne non seulement les doctrines générales publiées depuis vingt ans par les novateurs, protestants ou catholiques, mais l'expérience locale, et beaucoup plus ancienne, d'un long mouvement de conquête. Il y avait, en effet, plus d'un siècle que les bourgeois de loi et d'écritoire, avocats, procureurs, notaires, mêlés souvent, dans les petites villes, à quelques officiers des bailliages, s'étaient taillé une place dans les échevinages, et même dans les mairies, comme suffirait à le rappeler telle affaire dijonnaise de 1450 ⁴. Parmi les fonctions où pouvait s'employer leur activité, à côté des États provinciaux — secrétaires, procureurs syndics, conseils — où se déchargeait aussi une partie de leur surnombre, c'était les mairies ou échevinats, et les autres charges diverses des corps municipaux (lieutenants de mairie, secrétaires, avocats-conseils, officiers des paroisses) qui leur offraient le plus de puissance et d'éclat. Il est visible qu'ils ne s'y installèrent en maîtres que peu

1. Des exemples et des noms seront fournis au long de cet ouvrage, qui emprunte au fait indiqué ici l'une de ses idées d'appui.

2. V. ci-ap., *Le peuple urbain*.

3. *Apologie* (1589), dans LEBEUF, *Mém.*, II, Preuves, 225.

4. En 1450, au couvent des Jacobins où se font les élections majorales, un nommé Philippot Martin s'écrie à peu près ceci : « Il n'y a besoin d'avoir à mayer ni avocat, ni procureur, qui sont tous des *rongeurs* ; nous voulons Machefoing, et si on en fait un autre il y aura des têtes rouges » (C.-D'OR, BII 360). Mais Martin est saisi, écroué, menacé de pendaison : les avocats et procureurs étaient déjà les maîtres. V. à ce sujet GARNIER, *Les deux premiers hôtels de ville de Dijon*, 22.

à peu ; visible aussi que dans telle ville de Saône, à Mâcon particulièrement, les marchands, vers 1587, défendaient encore leurs positions. Mais qu'on examine l'ensemble des listes échevinales de la période 1487-1587 : on constatera le fait général de cette installation progressive qui, malgré quelques vicissitudes, aboutit à la prépondérance des licenciés ou docteurs en droit, proches parents d'ailleurs des marchands qu'ils remplaçaient¹. En cette progression, les guerres civiles avaient marqué une date. Le fléchissement de l'autorité royale et la diffusion des idées nouvelles sur les droits des « républiques » se produisaient au temps même où l'abord des offices se faisait difficile. Dans les tumultes, de plus en plus passionnés, de la place de la Fanerie à Auxerre, ou du pourpris des Jacobins à Dijon, les avocats trouvèrent, vers 1560, les promesses qui stimulèrent leurs ambitions. Ils surent s'adapter habilement et mieux que les marchands aux pratiques de la démagogie communale. Depuis 1565 ou 1570, à la mairie de Dijon, qui était pourvue par le suffrage commun des habitants, le temps était venu des vicomtes-mayeurs de haute mine, tirés de la confrérie de Saint-Yves : le temps des Bénigne Martin, des Guillaume Millière, des Guillaume Royhier et des Jacques La Verne. Aux États généraux de Blois, en 1588, la moitié des députés du Tiers étaient des avocats. A la même date, dans les villes mêmes qui les avaient nommés, les oligarchies d'avocats ou procureurs avaient déjà fortement établi leurs hommes ou leurs alliés dans la plupart des hôtels de ville, en face des bailliages et du Parlement, et les « brigues » électorales de la Saint-Jean que condamnait ce Parlement² étaient, désormais, inspirées beaucoup moins par la compétition des partis politiques que par l'attrait d'une puissance

1. BEAUNE, BB 1-16 ; — AUTUN, BB 1-4 (cf. ABORD, III, p. ix et s. : listes partielles) ; — AVALON, BB 1 et 2 (pér. 1514-1587) : noms recueillis en listes par année, dans l'inv. de PROT, 14-16, 18 ; — cf. aussi JORDAN, *Liste des éch. et off. d'A.*, dans *B. Soc. d'ét. d'A.*, 1861 : jusqu'à 1540, les officiers et gradués en droit sont rares ; puis, progressivement, ils égalent et dépassent en nombre les marchands ; — CHALON, BB 1-10 (à Ch., même progression ; en 1576, suiv. BB 6, f. 4 : — échevins : 2 « maîtres » et 2 « honorables hommes » ; conseillers : 6 « maîtres » et 2 « honorables hommes » ; le maire est un « noble maître », le procureur-syndic un « maître » ; remarquons d'ailleurs que les off. du bailliage sont assez nombreux dans ce corps communal sous le titre de « maîtres ») ; Cf. *Liste des maires de Chalon...*, dans *M. Soc. d'hist. de Ch.*, 1926-1927, 7-11 ; — DIJON, B 130, 138, 163-232. Ici, sauf quelques exceptions, les « maîtres » sont bien des avocats, procureurs et autres suppôts et la progression du nombre de ces « maîtres », sur 20 échevins, est ainsi jalonnée jusqu'à 1500 : 1385 : 0 ; 1396 : 2 ; 1469 : 3 ; 1475 : 9 ; 1477 : 4 ; 1487 : 8 ; 1499 : 9. Les marchands conservent la majorité jusqu'aux approches de 1550. Ensuite, les « maîtres » dominent de plus en plus les « honorables hommes ». En 1588 : 14 contre 6 ; en 1594 : 14 contre 6 ; et mêmes proportions durant toute la Ligue. Le maire, le procureur-syndic, les lieutenants de maire, les secrétaires et clercs divers renforcent encore cette puissante équipe de « maîtres ».

2. V., à ce sujet, ci-ap., § 3, « Le gouvernement ».

communale grandissante et conquérante, d'une promesse de rénovation politique ouvrant aux avocats et procureurs un champ social à eux.

PEUPLE RURAL.

Le peuple : terme usuel, mais complexe. Vers 1587, des populations bien diverses travaillaient et vivaient en Bourgogne au-dessous de la bourgeoisie : paysans vendant leurs « fruitz » et compagnons citadins vivant de leurs salaires, maîtres des métiers urbains et journaliers des villages... Et, de plus, sur la vie populaire, aucune étude encore n'est venue, en Bourgogne, jeter la moindre lumière. On n'en peut donc risquer ici qu'un hésitant aperçu ; on n'en peut saisir que quelques traits généraux plus ou moins instables.

Le passé du peuple rural bourguignon peut d'ailleurs offrir, en ce qui concerne le xvi^e siècle, matière à illusions. A ne considérer que les dates des affranchissements de communautés, l'ensemble de ce siècle pourrait, à première vue, être considéré comme constituant une des périodes heureuses du passé. Entre 1477 et 1600, nous l'avons dit, la mainmorte recule rapidement et d'une façon à peu près continue¹. Mais l'histoire de la propriété paysanne révèle des vicissitudes plus complexes.

Cette propriété s'accrut dans la première partie du siècle. Quels furent la proportion et la rapidité de cet accroissement ; quelle était, vers 1550, la proportion de la propriété censitaire et des terres amodiées ? Nulle étude ne permet encore de le dire avec précision². Il semble cependant que cette propriété fût répartie entre un assez grand nombre de petits propriétaires³. Un autre fait, plus certain,

1. V. ci-dessus, 39 ; cf. GARNIER et CHAMPEAUX, *Ch., Int.*, ch. IX ; QUANTIN, *Rech. sur le Tiers-Etat... dans les pays... de l'Yonne*. Il y eut des centaines d'affranchissements et cette période contraste avec celle qui la suit (GARN. et CH., 221). Dès 1610, la carte des affranchissements était, en somme, à peu près telle qu'elle devait l'être encore en 1789 (un peu moins de deux tiers contre un peu plus d'un tiers resté mainmortable).

2. Nous citerons cependant comme utiles, au début de cette courte page sur les paysans : FLOUR DE SAINT-GENIS, *Mém. sur la propr. rurale en Bourgogne*, Paris, 1896, in-8° ; — ID., *L'effort de la population rurale pour acquérir la terre à partir du xv^e s. dans la région bourguignonne* (*Bul. sc. écon. et soc. du Com. des tr. hist.*, 1900, p. 292) ; — ID., *La commune de Chassey-en-Auxois* (*Bul. Soc. sc. de Semur*, 1901) ; — ROUPNEL, *La v. et la camp.*, 1^{re} p^{te}, ch. III ; — Eug. PATOZ, *La propriété paysanne dans les bailliages de Semur-en-Auxois Saulieu, Arnay-le-Duc à la fin de l'Ancien régime*, Semur, 1908, in-8°. Parmi les monographies intéressantes : — A. de CHARMASSE, *Alone, auj. Toulonjon*, déjà cité ; — A. PISSIER, *Notice sur Menades* (*B. Soc. des sc. de l'Yonne*, 1925).

3. Du moins le grand nombre de ventes de petits lopins entre paysans mentionnés par les minutes de notaires pour le Dijonnais et l'Autunois, mérite d'être remarqué (C.-d'OR, E 2214, 2232, 2250, etc.). Quant aux baux à cens, l'exploration de quelques liasses comme E 285, E 1801-1802, G 1070 autorise à croire que leur nombre fut considérable à la fin du xv^e s. et dans la première moitié du xvi^e.

est la consolidation, dans cette période, de la catégorie des paysans riches. Encore qu'il ne faille pas, sans doute, exagérer leur nombre, ni les hausser trop haut dans l'échelle sociale, il n'est pas douteux qu'à la faveur de la reconstitution des réserves seigneuriales, un certain nombre de fermiers n'aient franchement émergé, dans la plupart des régions bourguignonnes, au-dessus du menu peuple vivant sur les tenures censitaires¹. La dévalorisation du cens avait, dans certains cas, incité le seigneur à faire rentrer dans sa réserve des terres précédemment affectées à la censive² : cette réserve s'arrondissait. Et surtout, dans le même temps, la disparition ou l'abonnement des services paysans diminuait les moyens anciens de mise en culture de cette réserve³. Deux raisons donc, et qui, parfois, s'ajoutaient l'une à l'autre, de louer à des fermiers. Les terriers, surtout à partir du deuxième quart du xvi^e siècle, font mention d'un nombre peu à peu croissant de métairies ou fermes installées sur les réserves⁴. Or, parmi ces fermiers, dont un bon nombre étaient — on l'a vu — de pauvres sires, une partie s'éleva. Au milieu des petits cultivateurs médiocrement ou pauvrement lotis, ils exploitaient avec plus de moyens des terres plus vastes ou plus fertiles, et leur enrichissement, plus aisé, fut aussi mieux garanti contre les mauvais effets de l'inflation monétaire, car, parmi les ruraux, ce furent eux qui, vendant le plus, profitèrent le plus de la hausse des prix. Enfin, le mariage consacrait parfois leur progrès en les unissant aux officiers de la terre, notaires ou baillis. Il s'ébauchait même en plus d'un lieu une sorte de petite bourgeoisie paysanne, constituée par ces agents seigneuriaux, demi-serviteurs, demi-propriétaires, que la gestion du domaine et l'exercice de la justice nourrissaient et fixaient sur la terre. Et autour de ces plunitifs ou juges de village, se groupaient, paysans aussi, des hommes d'entreprise, amodiateurs de péages, sous-fermiers du domaine royal... Malgré l'accroissement des tailles, ces paysans-là, en somme, progressaient. Ils tendaient à constituer, non à la place des censitaires, mais à côté et au-dessus d'eux, comme la première ébauche d'une classe rurale nouvelle. Leurs enfants s'instruisaient

1. C'est la théorie, bien appuyée, d'A. de CHARMASSE dans son *Essai sur l'état de la prop. en Bourg. au moyen âge*. Sur le fait, général, du développement du fermage : SÉE, *Les classes rurales et le rég. domanial en France au m. d.*, Paris, 1901, in-8°, 559 et s. ; — RAVEAU, *L'agr. et les classes paysannes en Haut-Poitou au xvi^e s.*, Paris, 1926, in-8°, 158 et s. ; — LATOUCHE, *La vie en B.-Quercy*, Toulouse, 1923, in-8°, 191 et s.

2. Peut-être faut-il ne pas surestimer, — c'est M. A. DÉLÉAGE qui le note (dans *Ann. d'hist. écon. et soc.*, 1930, 435), — le nombre des cas de retraits de censives dans l'Autunois (où M. de Charmasse prend ses exemples), et, plus généralement, en Bourgogne.

3. En 1585, les tenanciers d'Alone ne doivent plus que six jours par an (CHARMASSE, *Alone, auj. Toulonjon*, dans *Mém. Soc. éduenne*, 1928).

4. Trois à Alone (CHARMASSE, *loc. cit.*).

aux éléments et savaient écrire. Ils voyageaient, allaient à la ville voisine ¹. La crise politique de la Ligue ne fit-elle pas de cette élite rurale l'élément directeur de l'opinion rurale ? Et dans quels sens son influence agit-elle ? Cette double question méritera d'être posée.

Hâtons-nous de le dire, d'ailleurs, la prospérité paysanne périclita dès que les robins, nouveaux seigneurs et plus sévères, rénoverent les terriers et que, sous l'effet de la guerre civile, l'insécurité des routes gêna le commerce des produits ruraux. Elle sombra, dès 1575 ou environ, sous les coups du pillage direct. Il n'est déjà plus, à cette date, un seul bailliage bourguignon où tous les fléaux profonds de la guerre, — l'alourdissement des tailles, les pilleries, les épidémies, — n'aient fait nettement apparition, où les ressources accumulées aux temps prospères ne soient déjà diminuées, où les dettes paysannes ne s'accroissent, où les documents notariés ne fassent allusion à d'innombrables saisies opérées sur les laboureurs, où, enfin, l'apparition des bourgeois citadins, leur prêt usuraire et leur mainmise sur la terre hypothéquée ne démontrent, et en même temps n'aggravent, cette crise de la vie paysanne ².

Où était, désormais, ce temps du roi François où un jovial rimeur, Roger de Collerye, secrétaire de l'évêque d'Auxerre, empruntait au terroir vigneron de Basse-Bourgogne les traits de son Roger Bontemps ³ ? Sans doute, les villages bourguignons, à travers la variété extrême de la plantation et de l'habitation ⁴, conservaient-ils, dans leurs dehors, certains traits par eux acquis lors des reconstructions de 1530 ou 1540 ; sans doute même, des progrès techniques, comme l'assolement triennal, étaient-ils déjà ici et là expérience définitive ⁵ ; sans doute aussi le paysan bourguignon, sauf en Morvan,

1. C.-D'OR, B 124/3 (testaments du bailliage de Dijon, 1584), f. 126, 147, 155, 184, etc. ; B II 228/3 (donations du bailliage d'Arnay, 1574-1588) ; *Livre des Robert, pass.* — Des paysans riches sont faits prisonniers par les barons à cause de la grosse rançon qu'ils peuvent payer (tel le « nommé Bouillond » de Montbellet, MAÇON, BB 55, f. 317). Cf. aussi les observations de P. PERRENET (c.-r. du XIII^e Cong. de l'Ass. bourg. des Soc. sav., 1935, Dijon, in-8°, sous presse).

2. Le procès-verbal signé en mars 1574 par Guill. de Tavanès, lieut. en l'absence, après une « visite » générale du gouvernement, témoigne de la généralisation de ces épreuves paysannes (ABORD, III, 215-225). Les registres des États (C.-D'OR, C 3067) et les cahiers de doléances de 1576 p. p. BAUDOUIN, II, P. J., contiennent de leur côté quantité d'indications permettant de suivre la progression des « fléaux ».

3. *Œuvres de Roger de Collerye*, Paris, Jannet, 1856, in-12. Préface de Ch. d'Héricault.

4. Nous ne pouvons, bien entendu, examiner ici, même brièvement, ces points de vue spéciaux, sur lesquels on trouvera d'utiles indications dans les études de G. Jeanton citées ci-dessus.

5. Peut-être le système des trois soles était-il répandu dès le milieu du xv^e s. dans une grande partie de la Bourgogne. Peut-être aussi ne se répandit-il qu'à l'époque de la rénovation rurale et agricole, après la Ligue ? Remarquons d'ailleurs que le vieil assolement biennal (parfois sans jachère) subsista jusqu'à

Châtillonnais, Autunois, Charollais, continuait-il à manger du pain de blé, et les « visites » de feux poussent-elles trop leurs tableaux au noir ¹. Mais, fait révélateur et essentiel, les catégories sociales dont on voit les documents, visites de feux, protocoles de notaires, requêtes fiscales, faire mention de plus en plus après 1575, c'est ou bien celle des petits métayers, — ou plus simplement celle des vigneron amodiataires qui donneront le tiers ou le « quart de fruit » de la vigne qu'ils « font », mais qui ne leur appartient plus, ou bien encore celle des journaliers plus ou moins réduits au salaire tarifié qu'ils gagnent en fanant ou moissonnant sur la réserve seigneuriale et sur les fermes ². Or, ces diverses catégories étaient toutes gravement menacées dans leurs moyens de vie par la crise économique et la guerre. En particulier, tout salaire, en valeur, allait s'abaissant ³. Les journaliers ruraux, auxquels le trop faible développement industriel du pays ne pouvait assurer des ressources stables, allaient vivre encore en leurs villages quelques années, du droit d'usage de la forêt, des pacages communaux, de la vaine pâture, en élevant une vache ou deux dont ils n'étaient d'ailleurs que demi-proprétaires, mais ensuite, dans la tourmente de 1589, glisser tout d'un coup à l'abandon de la terre, à la dérive vers le monde des misérables errants. Lorsqu'ils apparaissent dans les *Escraignes* de Tabourot, les paysans bour-

la fin du XVIII^e s. en certaines régions où il représentait sans doute le meilleur système (p. ex., certains pays d'herbe du Val de Saône). Dans les terres pauvres et les essarts neufs, le système des longues périodes alternantes de culture et de repos était certainement suivi au XVI^e s. Sur ces questions : ROUPNEL, *Hist. de la camp. franç.*, Paris, 1932, in-16, 302-305 ; P. de SAINT-JACOB, *L'assolement en Bourg. au XVIII^e s.*, dans les *Et. rhodaniennes*, 1935, 207-219. Cf. M. BLOCH, *Les caractères originaux de l'hist. rurale française*, P., 1931, in-8°.

1. On s'en convainc lorsqu'on lit la mésaventure du vicair P. Coeffier, maltraité par ses ouailles d'Ouroux, au comté d'Auxonne, pour avoir déclaré exactement le nombre des feux aux recenseurs de 1578 (C.-d'OR, C 7495, f. 115 ; cf. C 7488).

2. Sur cet accroissement du nombre des journaliers, fait général, v. p. ex. SÉE, *Les classes rurales et le rég. dom.*, 585-587. Nombreux renseignements sur ces travailleurs ruraux, et sur l'amodiation, dans les liasses de baux concernant les propriétés des chapitres, p. ex. dans la Côte beaunoise. V., pour le chap. d'Autun : C.-d'OR, G 776, 982, 903, etc. ; pour le chap. de Beaune : G 2506, f. 286 v° (amodiation des pièces de vigne suivant le cas, au tiers ou au quart de vin rendu en cave, à des vignerons du lieu, gens de bien et solvables, 1580). V. aussi, pour le chap. de Saint-Lazare d'Avallon, YONNE, G 2189-2190.

3. D'après les moyennes par période établies pour Dijon par C. MONGET (*La ch. de Dijon*, III, 430), le salaire journalier avait les valeurs réelles suivantes : 1° de 1500 à 1560 : 2 sols, c'est-à-dire 5 kil. 300 de blé, 3 lit. 53 de vin ; de 1560 à 1574 : 2 sols encore, mais ne valant plus que 3 k. 200 de blé, et 1 l. 44 de vin ; 3° de 1574 à 1589, salaire augmenté d'un demi-sol, soit 2 s. 1/2 valant 3 k. 300 de blé et 1 l. 17 de vin. Ce ne sont là que chiffres particuliers à une catégorie et à un lieu. Le vigneron Robert (*Livre de raison*, 109) signale comme un salaire très exceptionnel des spécialistes vignerons pour l'année 1583 : 15 ou 18 sols (vignerons de Dijon), 12 ou 13 sols (vig. de la Côte). A l'époque, la moyenne pour les vignerons était de 4 sols environ (MONGET, III, 418). Vers 1567, il était de 3 sols 1/2, c'est-à-dire bien supérieur en valeur réelle (MONGET, 418).

guignons prennent figure littéraire de joyeux vivants. Mais les *Escraignes* sont d'avant la grande Ligue. Et peut-être, d'ailleurs, la joie, vers 1587, survivait-elle encore dans les pays de vignes¹. Mais, même là, les guerres allaient la tarir, comme nous le constaterons abondamment.

PEUPLE URBAIN.

1500-1550 : temps de prospérité des villageois, temps d'épreuves pour une bonne partie des artisans urbains. On le sait, les salaires, n'ayant pas suivi la hausse du prix de la vie, les compagnons des divers métiers connurent la misère, et, fait important que nous retrouverons, ces compagnons formèrent, dans les villes, une troupe importante de mécontents. Leur grief premier était l'insuffisance de leur gain. Mais ils en nourrissaient un autre : l'impossibilité où ils étaient, en Bourgogne, d'accéder à la maîtrise³. Les voies sociales, ici encore, étaient à peu près closes pour les candidats sans parenté ; la gent des maîtres ne s'ouvrait qu'aux siens. Il faut inscrire, en effet, les villes de Bourgogne parmi celles où des jurandes tenaient les métiers³ et, malgré les commissions communales ou, à Dijon, les « visites » de deux « jurés » désignés chaque année par les échevins⁴, le népotisme patronal maintenait une aristocratie de maîtres et, au-dessous d'elle, une sorte de prolétariat presque sans issue. Composé d'hommes du pays⁵, surveillé de près, en des villes d'extension mé-

1. Nous renonçons à distinguer ici les modalités morales propres aux régions suivant leur économie agricole. — Sur la déformation des réalités paysannes dans les œuvres littéraires au xvi^e s., v. PHILIPPOT, *Noël du Fail*, Paris, 1914, in-8°, pass. — Notons l'abondance relative des affaires rurales de « sortilèges » figurant aux dossiers de la Tournelle du Parl. : une quarantaine entre 1574 et 1589 (C.-D'OR, B¹¹ 46/1 et 2).

2. C'est ce dont se plaignaient aussi les échevinages. Ils signalent l'émigration des bons ouvriers, causée par ce fait et le dépeuplement qui s'ensuit (Dijon en 1529, 1617 ; Autun, Chalon, etc., en 1615-1618). V. HAUSER, *Notes sur l'org. du travail à Dijon et en B. au xvi^e s. et dans la pr. moitié du xvii^e s.* (Rev. bourg., XIV, n° 1, 1904, 104-105, 107 et s.).

3. *Ib.*, 102 et s. — M. HAUSER a montré ailleurs (*Ouvriers du temps passé*, 1^{re} éd., 1899, 111) qu'au xvi^e s., ...les villes à jurandes étaient la minorité ». Un maire, Pierre Sayve, avait, en 1529, tenté d'établir à Dijon le régime lyonnais du travail libre contrôlé. Mais à Dijon comme à Autun ou Chalon, les vieux statuts patronaux, appuyés aux édits de 1581 et 1597 sur l'obligation des jurandes, devaient continuer à barrer la route des maîtrises aux ouvriers jusqu'à 1615-1618, époque où furent supprimées les maîtrises (qui devaient réapparaître sous Richelieu et Colbert). V. HAUSER, *ib.*, 107 et s. ; ROUPNEL, 131 et s. — Sur les métiers : A.-V. CHAPUIS, *Les anc. corporations dijonnaises* ; — E. BAYON, *Artisans et comm. autunois au xvii^e-xviii^e s.* (*Mém. Soc. éd.*, XLVI, 329-341).

4. DIJON, B 210 et s., listes en tête des reg. — Cf. HAUSER, *Trav. et march.*, 149.

5. Parce que les compagnons étrangers évitaient généralement de faire étape par les villes bourguignonnes, tenues par les jurandes (HAUSER, *Org. du tr.*, 104-105).

diocre, par les polices communales, ce prolétariat bourguignon n'avait peut-être par l'ardeur revendicatrice qui animait, non loin de là, Lyon, ce refuge des compagnons migrants : ni à Dijon, ni ailleurs en Bourgogne, on ne voit de grèves comme celle des imprimeurs lyonnais, et nulle trace palpable de compagnonnage organisé avant le début du xvii^e siècle¹. Et cependant, comme partout, cette gent « mécanique », redoutée, non sans raison, par les échevins bourgeois, avait été déjà un levain d'« émotions », et restait l'espoir des révolutionnaires, religieux ou sociaux.

Il est vrai qu'une autre catégorie urbaine tendait à faire obstacle aux remuements ouvriers. Dans la plupart des villes bourguignonnes, une population rurale, pénétrant à l'intérieur des murs, prolongeait au contact des artisans les mœurs villageoises, au contact des métiers industriels le travail régi par l'économie domaniale. Traitant avec les propriétaires des vignes suburbaines, ces piocheurs de grimon logeaient en de modestes « cambuses », parfois couvertes de chaume, à proximité des portes, qu'ils franchissaient chaque matin la hotte au dos : 250 ou 300 familles à Dijon, la moitié à Auxerre, à Beaune, à Chalon, à Mâcon², — colonies homogènes, laborieuses, mais indépendantes et frondeuses, promptes elles aussi au tumulte, surtout à la « parole », mais non au service des mêmes causes que les artisans. Des préventions de rustres illettrés et liés encore à toutes les traditions campagnardes dressaient les vigneronns contre les citadins de même rang social qui pratiquaient d'autres mœurs et couraient aux « nouveautés ». Les hommes des champs, hôtes de la ville à laquelle ils étaient venus demander l'abri de son mur, restaient, en général, élément social et politique particulier. Ils y introduisaient leur verve alerte et grossière et, de leurs « escraignes » d'hiver, leur langue savoureuse débordait largement en pleine ville bourgeoise. Mais, à l'occasion, leurs paroisses bavardes et « noieuses » n'hésitaient guère, sous le coup de brusques colères, à se barricader ou à saisir les « bâtons à feu »...

LE CLERGÉ. ABBÉS ET ÉVÊQUES.

La Bourgogne ecclésiastique du xvi^e siècle donne, dès l'abord, l'impression d'un monde chaotique³. Si le jeu capricieux des limites

1. Pour Dijon, la première est de 1608. V. H. HAUSER, *Les compagnonnages d'arts et métiers à Dijon aux xvii^e et xviii^e s.* (R. bourg., XVII, 1907, n° 1, 7-9).

2. Sur ces vignerons urbains, leurs habitats et leur vie, et sur les vignobles suburbains : ROUPNEL, 147-150 ; JEANTON, *Le vieux Mâcon* ; DROUOT, *Vins, vignes et vignerons* ; — Cf. Tabourot, *Les Escraignes dijonnaises*, Prologue et pass.

3. Les notions très sommaires qui suivent seront complétées, notamment en ce qui concerne les questions religieuses et politiques, aux chap. III, XVII, et certaines précisions bibliographiques s'ensuivront. On ne peut citer ici

diocésaines semblait image de désordre¹, une diversité infinie existait entre les abbayes et prieurés, appartenant aux ordres les plus divers, qui se pressaient à profusion dans le centre de la Bourgogne, et la variété aussi était évidente de leurs liens de discipline avec l'autorité ordinaire des diocèses ou de leurs attaches avec le sol. Quant à la richesse, grande était leur inégalité. A côté d'abbayes-chefs d'ordres encore prospères et escortées de colonies vivantes, comme Cluny et Cîteaux, végétaient un certain nombre de médiocres moutiers comme Oigny ou même Saint-Philibert de Tournus, mal soutenus par leurs dîmes ou exploités par leurs commendataires et prompts à gémir sous le poids des décimes. Et la guerre avait souvent accentué les inégalités en épargnant une partie des maisons et en accablant les autres — comme la chartreuse de Lugny, par exemple — de coups répétés².

Différences marquées aussi entre les abbés. Leurs titres déjà les classaient quant à l'autorité. L'abbé de Cîteaux, grand personnage aux États provinciaux, conseiller-né au Parlement de Dijon, et, depuis le temps des ducs, conseiller constant des régents du Duché, était un personnage plus imposant que l'abbé de Cluny. De plus, en 1588,

même une partie des innombrables travaux de tous genres qui ont été consacrés aux institutions ecclésiastiques bourguignonnes. On signalera seulement comme ouvrages de références généraux : le répertoire bibliographique de J. LAURENT, consacré à la *Province de Lyon, diocèse de Langres*, au t. X des *Abbayes et prieurés de France*, dans les *Arch. de la Fr. mon.* (à paraître, Ligugé, in-8°) ; — L.-E. MARCEL, *Le card. de Givry. La Réforme*, 69-94 (l'évêché de Langres) ; 184-213 (les clercs) ; — LONGNON, *Pouillés de la prov. de Lyon*, Paris, 1869, in-8°. — On trouvera une liste des questions ecclésiastiques générales (que nous nous garderons d'aborder ici, sauf exceptions nécessaires) et des indications bibliographiques dans V. CARRIÈRE, *Les épreuves de l'Eglise de France au xvi^e s.*, dans *Intr. aux ét. d'hist. eccl. locale*, t. III.

1. On a vu déjà (ci-dessus, § 1) que des sièges épiscopaux non-bourguignons (et l'un même non-français) étendaient leurs ressorts largement sur la Bourgogne ; que des diocèses bourguignons gagnaient très loin aussi au large des limites provinciales. Mais dans la répartition des terres bourguignonnes entre les six diocèses, quelle complexité ! Grand ressort autunois étendu jusqu'à Aignay-le-Duc et Nuits ; ressort chalonnais poussant une pointe à trois lieues au nord de Dijon à Arc-sur-Tille, tandis que celui de Langres tenait, à trois lieues au sud, Gevrey. Il s'étendait aussi jusqu'à Saint-Jean-de-Losne au sud, jusqu'à Guillon et Noyers à l'ouest, englobant près de 300 paroisses bourguignonnes, et administrant en particulier l'archidiaconé de Dijon.

2. En 1588, pour payer les 1.057 écus de sa quote-part de « subvention », l'abbaye de Tournus doit aliéner des bois et terres à Préty et Uchizy (S.-ET-L., H 193). Cf. le cas du prieur de Combertault en 1587-1589 (C.-D'OR, G 784) ; etc. On sait que les établissements clunisiens, livrés à trop de commendataires étrangers, passaient pour mal gérés. Cf. G. de VALOUS, *Le temporel des établissements de l'Ordre de Cluny du xii^e au xiv^e s.*, Ligugé, 1935, in-8°, 165, 167. ID., *Le monachisme clunisien*, m. l. et d., I, 197. — Sur les épreuves de Lugny dans la vallée de l'Ource, pillée dix fois en deux ans (1576-1577), puis de nouveau en 1587, v. la requête p. p. Mignard dans les *M. Comm. des Ant. de la C.-d'Or*, VI, 368 et s.

la différence des hommes ajoutait encore à la différence des titres. Quelques noms seulement imposaient au milieu de ces clercs munis de commendes par intrigue et par entregent ou de ces abbés réguliers de faible dignité. Entre Edme de La Croix, de Cîteaux, abbé de médiocre extraction, mais tête responsable du grand ordre des moines blancs, et Claude de Guise, bâtard d'un duc de Guise, mauvais administrateur de Cluny et prêtre décrié¹, quelle différence de type social et moral ! Les trois quarts des abbayes bourguignonnes étaient en commendé, mais dévolues à ce titre à des ecclésiastiques : de ces clercs bien apparentés, qui cumulaient, en général, de nombreux bénéfices, on peut citer comme type un petit neveu du premier cardinal de Givry et cousin des Chabot : Anne des Cars de Givry, évêque à Lisieux, mais ancien profès de Saint-Bénigne de Dijon et trois fois abbé en Bourgogne : à Pothières, Molesme et Saint-Bénigne². Jacques du Tillet, conseiller au Parlement de Paris, abbé de Saint-Étienne de Dijon depuis 1571, représentait le type, plus rare en Bourgogne, de l'abbé qui, faute d'être prêtre, n'était pas admis au chapitre³.

Ces abbés, ou les prieurs qui gouvernaient en leur nom, étaient, pour la plupart, à peu près exempts de la juridiction diocésaine. La multitude hétéroclite des abbayes, prieurés et chapelles bénéficiales, instituts bénédictins des divers ordres, cisterciens et autres, constituait ainsi, quelle que fût sa diversité interne, une puissance considérable encore. Elle régissait aux champs d'immenses territoires jalonnés par les grandes masses forestières du Pays-Bas et de la Montagne ou par les vallées mâconnaises, avallonnaises. Elle imposait ses dîmes et sa discipline temporelle à des centaines de villages. Et elle prolongeait encore son rôle médiéval en s'efforçant d'obtenir des soldats le respect de ses panonceaux de sauvegarde. Elle restait encore l'une des formes de l'exploitation seigneuriale, et ses communautés représentaient beaucoup plus, en fait, des organismes sociaux à demi-parasites désormais, que des foyers spirituels en activité ; mais la défense de ces organismes était, dans la guerre, celle de la vie rurale elle-même⁴.

Diversité aussi chez les évêques. Un *fuoruscito* italien, deux évêques de cour, un régulier bien patronné : le groupe des évêques bourgui-

1. Sur Edme de la Croix et Cl. de Guise, nous nous contenterons ici de renvoyer aux renseignements et références fournies dans la suite de ce travail (V. Index des noms).

2. C'est le « second cardinal de Givry » et le futur représentant de Mayenne à Rome (v. L'ÉPINOIS, *La L. et les papes*, 573 et s.). Profès à Saint-Bénigne, en 1560, abbé commendataire à 25 ans, en 1570, plus tard év. de Metz (1604-1612). Sur lui : *Gallia chr.*, XIII, 801 ; CHOMTON, *S.-Bén.*, 260 et s., et des art. de J.-B. KAISER, dans la *R. bénédictine*, 1930, la *R. d'hist. franciscaine*, 1931 ; etc.

3. C.-D'OR, G 120, 125, 139.

4. Nous ne saurions renvoyer ici que d'une façon globale aux s^{ies} H des archives bourguignonnes.

gnons donnait une image réduite de l'épiscopat français tout entier. Il y manquait cependant un prince de haut lignage. De ces évêques, le moins noble d'allures n'était peut-être pas Luca Alamanni, évêque de Mâcon depuis 1582, fils d'un agent diplomatique du duc de Toscane et successeur, à Mâcon, d'un autre Alamanni, Battista ¹. Évêque peu résidant, et encore moins ardent au métier, bien muni de relations, voyageur impénitent, Luca Alamanni se souciait sans doute plus des Italies, qu'il allait; dès 1591, regagner pour toujours, que des brumeuses rives de la Saône ².

Charles des Cars, évêque de Langres depuis 1571, devait à l'éclat de son siège et à son titre de duc et pair, à sa qualité seigneuriale, un ensemble de droits honorifiques ou de précieux droits fiscaux qui le classaient au rang des hauts princes de l'Église de France. Son revenu épiscopal, complété par celui de ses abbayes, lui donnait, par an, une trentaine de milliers de livres ³. C'était, parmi les évêques bourguignons, le plus grand personnage; et les traditions fastueuses laissées par l'un de ses prédécesseurs, le premier cardinal de Givry, ajoutaient encore à son prestige ecclésiastique.

Pontus de Tyard, de Chalon (1578-1594), et Jacques Amyot, d'Auxerre (1571-1593), représentaient en Bourgogne le type de l'évêque courtisan et humaniste. Tous deux avaient logés à Paris et fonctions à la cour : Amyot comme grand aumônier de France depuis 1560, Tyard comme aumônier du roi; et tous deux, savants et écrivains renommés, — unis d'ailleurs par une amitié au moins littéraire ⁴, — étaient également choyés par Henri III ⁵. Mais, par l'origine, ils différaient. Tyard, né à Bissy-sur-Fley, près de Chalon, vers 1521, était, comme son compère bourguignon Saint-Julien de

1. Fils, celui-là, de Luigi Alamanni (HAUVETTE, *Un exilé florentin à la cour de France au XVI^e s.* : Luigi Alamanni, Paris, 1903, in-8°). Sur les épiscopats de Battista (1558-1582) et Luca (1582-1598) : *Gallia christ.*, IV, 1098 et s.; DE LA ROCHELLE, *Hist. des év. de Mâcon*, Mâcon, 1866-1867, 2 in-8°, II. — Autres Italiens dotés antérieurement en Bourgogne : Francesco Sforza, abbé de Saint-Etienne de Dijon en 1511; Frédéric Frégose, abbé de Saint-Bénigne en 1525.

2. Il part pour l'Italie à la fin de mars 1589 aux côtés de la duchesse de Lorraine, sa protectrice (MACON, AA 8, n° 34). Il revient à Mâcon avec le légat Caetano en nov. 1589, mais en repart définitivement en 1591. Il sera év. de Volterra de 1598 à 1617 (*Gallia christ.*, IV, 1099).

3. MARCEL, *Givry*, 83, 85-94. Sur Ch. de Pérusse des Cars (ou d'Escars) demi-frère d'Anne, précité : MANGIN, *Hist. eccl. du dioc. de Langres*; A. DAGUIN, *Les évêques de Langres...*, Langres, [s. d.], in-4°; VIGNIER, *Décade historique*, II, ch. XIX.

4. Sur leur corres. : JEANDET, *P. de T.*, 174. Cf. la rev. *Doc. d'hist.*, 1912, 170.

5. Tyard, qui séjourne longuement à la cour, reçoit maint cadeau du roi : 2.000 livres de bois, 1577 (Breunot, I, 215-216); 2.000 écus sur les amendes de Bourgogne, juill. 1586 (C.-D'OR, B 28, f. 163), etc. Amyot, quoique non noble, est imposé par le roi comme commandeur de l'ordre du Saint-Esprit (1578); il obtient la création d'une bibliothèque royale : etc. (LEBEUF, *Mém. sur Auxerre*, I, 630-632). — Dans CHALON, BB 6, f. 275 v° - 277, une page intéressante sur l'entrée de Tyard à Chalon, le 31 déc. 1578.

Balleure, de ces gentilshommes¹ qui, « retirés » dans la cléricature — et celui-ci n'avait reçu les ordres qu'à l'âge de 57 ans², — étaient amis surtout de leur cabinet et de leurs livres³. Robuste Bourguignon, bon mangeur et bon buveur, prêtre honnête, mais sans flamme⁴. — Amyot, lui, fils d'un artisan de Melun, avait tiré son épiscopat (1571) et sa fortune tout autant de son labeur d'étudiant, puis d'helléniste et d'agent du roi au concile de Trente, que de sa charge de précepteur de Charles IX et d'Henri III : c'était un laborieux, un vigilant, administrateur soigneux des Quinze-Vingts, évêque réaliste et tenace, mais, comme Tyard, souvent absent de son diocèse, trop attiré par Paris, et, dans son diocèse même, assez peu populaire⁵.

A Autun, Pierre Saulnier, qui succédait à Charles Ailleboust (mort depuis 1585)⁶ et qui, d'ailleurs, muni de sa bulle le 4 juillet 1588, ne devait prendre possession de son siège qu'en mars 1589, était un bourgeois, fils de notable. Sa famille fournissait des maires à la ville de Charolles, des officiers à son conseil de bailliage et à son comté des députés aux États. Il avait gouverné le prieuré de Saint-Vincent de Charlieu. Théologien et canoniste, protégé par surcroît par le cardinal François de Joyeuse, ambassadeur de S. M. à Rome, qui le sacra lui-même à La Trinité-du-Mont, il était avec cela un Bourguignon informé des affaires de sa province, et ce Bourguignon, enfin, allait être un évêque résidant⁷.

1. Il était fils de Jean, écuyer, petit-fils d'Étienne, prem. prés. du Parlement de Dole. Son frère Claude portait les armes. Mort jeune, il laissa à Pontus la tutelle de ses fils, Héliodore que nous retrouverons, et Cyrus qui succédera à son oncle comme év. de Chalon (J. ROY, *Les amours de P. de T.*, 195). — Sur les Tyard de Bissy et Pontus en particulier, le fonds « Thiard » des Arch. de S.-et-L. fournit quelques renseignements (v. not. F 562, 563).

2. C'est-à-dire en 1578, pour être agréé comme évêque par Grégoire XIII (V. M. Soc. d'hist. de Chalon, 1921, 1922, 33-34. Cf. Saint-J. de Balleure, *Or. des Bourg.*, 490).

3. Sur Tyard poète qui est surtout le Tyard d'avant l'épiscopat (ses *Erreurs amoureuses* sont commencées dès 1543 et publiées en entier en 1554), v. JEANDET, *P. de Tyard* ; M. RAYMOND, *Infl. de Ronsard*, I, 73. M. Baillou achève actuellement une thèse sur Pontus de Tyard.

4. M. H. Busson rappelle qu'avant d'être évêque, Tyard fut philosophe, et assez imbu de rationalisme italien (*Rationalisme*, 408-416). Plus tard, un jésuite rencontrera dans ses *Homélies* (1586-1588) « plusieurs propositions condamnables » (FOUQUERAY, *Comp. de Jésus*, II, 275). — Sur cette belle santé physique et intellectuelle : De Thou, éd. Buckley, Londres, 1733, VI, 310-311.

5. Bibl. sommaire sur Amyot dans le *Dict. de biog. fr.*, notice d'URBAIN et CITOLEUX. Ajouter : LEBEUF, *Mém. sur Auxerre*, I, 618-648 (notice sur Amyot) ; EMARD, *Amyot... supérieur des Quinze-Vingts*, très utile sur le caractère, la personnalité, les qualités d'administrateur (M. Emard proteste contre la réputation d'avare faite à A.) ; — M. QUANTIN, *Lettres de J. Amyot* (*Mém. Soc. sc. Yonne*, 1888). Gassot, dans son *Sommaire Mémorial* (23-24), exalte Amyot, ce « parangon... de bien écrire ».

6. Ou, plus exactement, à un év. nommé en 1585, Charles Martel, dit Marcilly, qui mourut le 3 janv. 1588 avant d'avoir obtenu sa bulle (attestation du chap. d'Autun, du 21 mars 1588, S.-ET-L., G 672).

7. Sur sa consécration à Rome, 17 juill. 1588, et sur son entrée à Autun,

Ces évêques, divers d'expérience comme d'esprit, les Amyot et Tyard, — 75 et 67 ans en 1588, — qui avaient vu les débuts de la Réforme et les temps prospères des rois autoritaires, Saulnier, — 41 ans, — qui n'avait jamais connu que le temps des guerres civiles, étaient dotés par leurs diocèses mêmes de revenus et de droits inégaux. Revenus et droits limités partout, on le sait, par l'immunité ou l'exemption des grands bénéfices, plus ou moins ravis à l'obédience ordinaire ; mais limités aussi par le droit de nomination, de juridiction et de dîme que les abbés ou grands prieurs possédaient dans un grand nombre de cures et de bénéfices secondaires. L'évêque de Langres, sur 600 cures, n'en administrait pleinement que 132. Celui de Mâcon ne nommait qu'au tiers des bénéfices, curiaux et autres, de son diocèse. Et si l'abbé de Pothières ne nommait qu'à 6 cures, celui de Bèze nommait ou présentait à 28 cures ou « prieurés-cures », celui de Saint-Étienne de Dijon à une trentaine, celui de Saint-Bénigne à une quarantaine¹. Autant de clercs échappant à la fiscalité diocésaine, aux « présentations », aux droits de chancellerie, de collation, de dispenses, etc. Si le siège de Langres était tenu pour l'un des plus fructueux du royaume, celui d'Autun n'était qu'assez bien pourvu et celui de Chalon que médiocre².

LE CLERGÉ BOURGEOIS.

Non loin de ces abbés et de ces évêques se classaient les doyens et chanoines des collégiales. Des doyens comme Philippe Berbis ou Girard Sayve de la Sainte-Chapelle de Dijon représentaient encore une autorité de premier rang. Lorsque, grand clerc immuniste, député ecclésiastique de Dijon aux Etats de 1576 et conseiller-clerc au Parlement³, Berbis apparaissait à la tête de ses 24 bénéficiers à la

11 mars 1589 : S.-ET-L., G 462. Sur sa carrière : *Gallia christ.*, IV, 426 ; ABORD, II, 41, 287, 553 et s. ; III, n° 51. La bulle est dans C.-D'OR, B 28, f. 354. On a trouvé en 1906 à Lucenay-l'Évêque un portrait de Saulnier en donateur : personnage barbu ; prie-Dieu armorié (*Mém. Soc. éd.*, XLVI, 1931, 375). — Sur la famille et sur Girard Saulnier, lieut.-gén. du bailliage comtal de Charollais : S.-ET-L., B 538-539 ; LAROCHE, *Le b. de Ch.*, listes ; ABORD, II, 554 ; III, 26.

1. C.-D'OR, G 210 et s. ; H 1/20 et /21. (Il faudrait ajouter les nominations à nombre de bénéfices secondaires). Cf. CL. FYOT, *Saint-Ét.*, 267-319 ; cf. MARCEL, *Givry*, 81-82. — Il est vrai qu'à son évêché, l'év. ajoutait le plus souvent des titres abbatiaux de son diocèse qui lui donnaient un supplément de collations.

2. MARCEL, *Givry*, 83 ; — CHARMASSE, *Essai sur la géog. de l'anc. diocèse d'Autun*, Intr. au *Cart. de l'év. d'Autun*, 1880, in-8° ; PERRY, *H. de Chalon*, 10 et s.

3. Sur Ph. Berbis, cons.-clerc au Parl., pourvu en 1551, vicaire-gén. de l'év. de Langres à Dijon en 1557, chanoine de la Sainte-Chapelle depuis 1539, puis doyen de 1571 à 1586 ; et sur son frère et successeur Jacques, v. D'ARBAUMONT, *La S.-Chap.*, 147, 179 ; *Armorial de la Ch. des C.*, 91 ; FL. VINDRY, *Parl.*, 151. — Sur Girard Sayve : *La S.-Chap.*, 179 ; *Arm.*, 28.

porte de son église, c'était une puissance sociale bien plus encore que spirituelle qu'il fallait saluer. Hautains et puissants cénacles, en effet, que ces chapitres bourgeois ou nobles aux organisations diverses. Leur fonction était d'abriter, dans une vie aisée, les fils de la noblesse ou de la haute bourgeoisie locale. Pour éviter le partage exagéré des biens¹, « une partie des enfans, se retirant en la tribu de Lévi, mettoit les autres à leur aise, et servoit de là beaucoup à rendre les maisons meilleures... » ; et ces chapitres « hopitaux de noblesse », ces « déchargeoirs de familles trop pressées d'enfans »² offraient l'*otium cum dignitate*. La *dignitas*, il faut le reconnaître, plus ou moins : à Dijon, par exemple, la Chapelle-aux-Riches justifiait assez peu les apparences de son nom³. Mais, dans la même ville, les chanoines de la Sainte-Chapelle et les chanoines de Saint-Étienne ; à Avallon, le chapitre de Saint-Lazare ; à Beaune, celui de Notre-Dame ; à Chalon les chanoines de Saint-Georges ; à Mâcon, « l'illustre collégiale Saint-Pierre » et ces autres églises « remplies de plusieurs honnestes hommes des meilleures maisons de la ville » dont parle Ét. Tabourot, se menageaient, à 15 ou 20 par collège, de confortables revenus sans s'imposer, en général, de trop sévères observances⁴. Des institutions comme Saint-Étienne ou surtout comme la Sainte-Chapelle de Dijon représentaient non seulement de belles concentrations foncières, — de nombreuses maisons dans Dijon, des biens ou droits divers dans une cinquantaine de paroisses, et la seigneurie

1. On rappelle que la Bourgogne du nord ne pratiquait pas le droit d'aînesse.

2. Saint-Julien de Balleure, *De l'or. des Bourg.*, 87-88.

3. C.-d'OR, G 2079, f. 5 v°. Cf. d'ARBAUMONT, *Not. hist. sur la ch. aux Riches* (*Mém. Comm. des Ant. C.-d'Or*, VII, 118, 152).

4. C.-d'OR, G 2500 et s. (Beaune) ; YONNE, G 2076-2082 (comptes de S. Laz. d'Avallon, 1579-1587) ; d'ARBAUMONT, *La S.-Ch.* ; Fyot, *S.-Et.* ; *L'ill. Orb.*, II, pag. sp. 1-19 et 53-68, 88-99 (Chalon) ; etc. (v. les études citées par J. LAURENT, *Diocèse de Langres*). Cf. Tabourot, *Escraignes*, conte XLII. — On sait que ces corps bourgeois jouissaient de toutes sortes de privilèges et que, p. ex., ceux de Dijon, exempts de la gabelle, tiraient sans taxe leur sel de la Saunerie de Salins, — ce dont ils profitaient, d'ailleurs, pour trafiquer illégalement (v. C.-d'OR, G 181, 1132). — Ex. d'effectifs vers 1587 : S.-Chapelle : 24 chanoines environ ; Chapelle-aux-Riches : 10 ; abb. Saint-Étienne (chan. augustins) : 18 ; abb. Saint-Bénigne : 16 officiers claustraux. Sur la bonne vie des chanoines, v. encore Tabourot, *Esc.*, c. XXXIV. Leurs mœurs ne paraissent pas avoir été toujours édifiantes : nombreuses sont dans les registres capitulaires les mentions d'incidents suscités par de jeunes prébendiers vivant en concubinage. Au ch. de Beaune, en 1574, à trois reprises, ordre aux « impudiques » de chasser de leurs maisons les femmes suspectes (G 2505, f. 94 v°, 115, 122 v°) ; autres cas : G 2506, f. 409 v° (1580). A Dijon, affaires diverses en 1581 (G 2130) et, entre 1586 et 1590, série d'incartades du jeune chanoine de Saint-Jean Cl. Lalemelet (G 2132) ; etc. Le scandale caractérisé est au moins aussi rare que paraît l'être l'austérité (cependant, une ou deux sentences capitales de la Tournelle, C.-d'OR, BII 46/2, mars et avril 1588). — Sur les mœurs cléricales en Bourgogne, v. Saint-Julien, *Or. des B.*, 104-105, 108 ; LEBEUF, I, 629 ; MARCEL, *Givry*, 186 et s.

partielle ou totale d'une bonne douzaine de villages dont les chanoines amodiaient ou accensaient les terres et touchaient les dîmes, — mais de véritables organismes financiers alimentés par les fondations d'un grand nombre de hautes familles comme les Tavanès et les Chabot, les revenus d'une couronne de chapellenies bien rentées et les ar-rérages des centaines de constitutions de rentes que les emprunteurs nobles ou bourgeois avaient signées depuis que la dévalorisation monétaire les mettaient à la gêne : ces chapitres, bien souvent, tenaient lieu de banques¹. Ils étaient, en tout cas, entre les cours royales et les commandements militaires, un abri où tout fils de famille pouvait trouver destin adapté à son nom. Lorsqu'âgé de 40 ans, en 1559, Pierre de Saint-Julien y avait fait la retraite, il y avait trouvé, outre son décanat, sa bibliothèque, et le loisir d'écrire, l'accès de nouveaux bénéfices, en particulier une prébende de la cathédrale de Chalon et une autre à Mâcon même² : les communautés s'associaient pour assurer le sort des notables.

Aussi bien les chapitres cathédraux ressemblaient-ils fort aux chapitres libres. On y voyait les clercs nobles et de bonne bourgeoisie à côté de quelques parents de l'évêque³. Avec les collégiales ils commandaient le clergé des villes épiscopales et des absences fréquentes des évêques tiraient occasion de puissance. Dans le Mâcon de Saint-Julien, « par toute la ville, l'on ne parle que de chanoines »⁴, et nous verrons que ces chanoines savaient avoir dans les conflits locaux le dernier mot. Ceux de Saint-Lazare d'Autun, derrière le doyen Guy de la Tournelle, étaient aussi une puissance. Quant à ceux de Saint-Vincent de Chalon, si les noms de Pierre Naturel et de Cl. Robert évoquent leurs mérites d'érudits, les archives de leur ville, d'autre part, suffisent à renseigner abondamment sur leurs prétentions autoritaires⁵.

1. Pour les dîmes : C.-D'OR, G 335-399 (S. Et.) ; YONNE, G 2189-2190 (Avalon) ; — pour les cens sur des maisons : G 257-294 (Saint-Et., dossiers intéressants) ; — pour les seigneuries et droits de la S.-Chap. : D'ARBAUMONT, 182 ; — pour les fondations, v. les obituaires de S.-Et. et de la S.-Ch. qui montrent la noblesse et la bourgeoisie groupées autour des chapitres : G 1167, 1171-1172, 1206, — G 1198-1199, 1209 et 1210 ter (chapelles) ; — pour les constitutions de rentes : G 2500 et s. (ch. de N.-D. de Beaune : listes relevées par F. Claudon dans son inv. à la fin de chaque analyse de reg.) ; G 1163, 1516-1517 (S.-Chap., dossiers ou listes abondants : prêts aux Tavanès, aux Regnier de Montmoyen, aux Fyot, etc.).

2. Livre des « preuves de noblesse » des chan. de Saint-Pierre, cité par L. RAFFIN, *S.-J. de B.*, 62-63. — De jeunes étudiants nommés chanoines étaient « dispensés d'assistance » : ainsi François Bégat, le fils du célèbre président, au chap. de N.-D. de Beaune (C.-D'OR, G 2504, f. 177, 8 mai 1572).

3. A Chalon, Cyrus de Tyard ; à Autun, les Ailleboust, puis les Saulnier (ABORD, II, 554 n. ; III, 260). — Sur les possessions et revenus de ces chapitres, citons au hasard : C.-D'OR, G 757 et s., 1081 (chap. d'Autun, de Langres).

4. Tabourot, *Escraignes*, conte XLII.

5. V. en part. CHALON, FF 90, dossier de 1578. Sur le chap. d'Autun, v. ABORD, I, 40-58. — Sur l'official, F. Naturel († 1582), et sur Cl. Robert, premier auteur de la *Gallia christ.* († 1637), v. COURTÉPÉE, *Descr.*, III, 222-223 ; PERRY, 360.

LE CLERGÉ POPULAIRE.
CLERGÉ ET GROUPES SOCIAUX.

Au-dessous de ces collectivités indigènes bien assises, s'agitait, dans les villes, la foule bigarrée des moines : des chartreux de bonne tenue¹, des Mendians surtout, clercs populaires, « les moindres en l'église », dit Michel Hurault², qui oppose aux chanoines conservateurs cette plèbe cléricale toujours prête à l'« émotion » : carmes, jacobins et cordeliers à Dijon, jacobins et cordeliers à Auxerre, cordeliers à Chalon, Autun, Châtillon, Beaune, Mâcon³, — troupes où régnaient côte à côte la pauvreté et la licence, — troupes populaires au milieu desquelles, d'ailleurs, brillait assez souvent quelque théologien disert, comme à Dijon, dit F. de Belleforest, son ami, « Noble Maistre François Buffet, religieux carme et docteur de Paris en la sacrée faculté de théologie, je dis docteur digne du tiltre pour la grande érudition et sincérité de doctrine⁴... ». Éloge mérité en l'espèce ; mais, d'autres fois, la théologie n'immunisait son homme ni contre le goût du vin ni contre les instincts paillards⁵.

Autres clercs populaires : la plupart des desservants ruraux. Aux champs régnaient les prieurs bourgeois et leurs officiers claustraux, décimateurs et seigneurs attentifs, point très nombreux généralement et de vie suffisante. Des moines occupaient des cures. Des séculiers, curés en titre, se voyaient aussi dans les bourgs, faisant monter à un tiers, peut-être, la proportion ordinaire des curés résidants⁶. Mais la plupart des paroisses étaient dans la situation décrite par des cahiers de doléances du Tiers-État, desservies par des « prebstres estrangiers fort paouvres qui ne peulvent dire leur diocèse » : si pauvres « que quand leurs maistres ont levé les dismes de bled et de vin, prins les dismes des laynes des brebis et aigneaulx de leurs paouvres parrochiens, lesdits paouvres prebstres sont contrainctz s'absenter et delaisser... l'administration des saints sacremens et exercice du service divin » et que le presbytère déserté tombe en ruine.

1. MONGET, *La chartreuse de Dijon*, II.

2. *Second discours sur l'estat present...*, dans *Quatre discours*, 132.

3. Outre Fodéré pour les couvents des cordeliers (419, 446, 468, 529, 757, 914, etc.), on consultera sur les dates de fondation, les effectifs, les maisons et leur histoire, les ouvrages de Chapotin, Besnard, Godefroy, etc.

4. *Cosmographie*, I², 285. Ce même Buffet, d'ailleurs, devait, après un tragique débat religieux, passer définitivement à la Réforme. — Autres noms ci-ap., § 6.

5. Le prieur des jacobins de Dijon, Et. Contault, se fait (à Beaune, il est vrai) traiter d'ivrogne à qui « pour un pintat de vin on... faisoit dire... tout ce que l'on vouloit » (mars 1577, C.-D'OR, G 2506, f. 64). On nous permettra de renvoyer, sur la grossièreté des mœurs des Mendians, aux reg. de la ch. de ville de Dijon, B 220-225, où les indications ne manquent pas.

6. Cf. ROUSSEL, *Le dioc. de Langres. Hist. et statistique*, II, 62 et s.

Du moins, la portion congrue était-elle matière à procès incessants ¹. Le clergé anonyme des « vicaires » menait, à côté des hautains bâtiments monastiques ou des étangs-l'Abbé, des bois-l'Abbé, une vie souvent misérable, souvent souillée d'ignorance ou de paresse.

Dans le clergé bourguignon, en somme, pas plus d'unité sociale que dans l'ensemble du clergé français. Ce qui s'y marquait clairement, au contraire, c'était l'opposition de ces communautés urbaines de recrutement bourgeois et indigène, détentrices d'immenses territoires ruraux et conservatrices de l'ordre ecclésiastique établi, avec les clercs populaires. « Les bénéfices du bailliage de Dijon sont pour la plus grande partie renfermés dans la ville de Dijon ² » : cette vérité de 1698 était déjà la vérité de 1587. Si, avec ses 33 églises et ses quatre abbayes, Dijon régissait un vaste secteur de la moyenne Bourgogne, les plus illustres de ces « églises » étaient des positions fortes occupées par la grande bourgeoisie. Les chapitres prolongeaient la robe. La Sainte-Chapelle était un sommet clérical réservé aux bonnes familles du pays ³. Sa procession de la Sainte-Hostie était le triomphe annuel des robes rouges. La règle qui plaçait son doyen en tête de tous les doyens était défendue par le Parlement comme un droit à lui ; et la visite traditionnelle des rois à la Sainte-Chapelle était sans doute aux yeux des parlementaires un hommage rendu aux Cours souveraines un peu comme la visite à Saint-Bénigne était l'hommage à la commune. L'hommage du roi en haut, l'hommage, en bas, de la foule de mépartistes, « habitués » et desservants sur lesquels elle avait juridiction, consacraient doublement cette élite bourgeoise du monde clérical. Mais les Mendiants, sourdement, sapaient cette puissance, et le conflit plus social que religieux qui mettait aux prises ces deux clergés est l'un des éléments qui importent à l'intelligence de la guerre civile en Bourgogne.

Au loin, s'élevait le grand débat des gallicans et des ultramontains sur l'introduction des décrets trentins. Mais ce n'était pas là le problème apte à départager l'opinion cléricale dans le gouvernement de Mayenne ⁴. Là, comme ailleurs, certes, il y avait le choc des

1. Nombreux ex. pour 1575-1591 dans C.-D'OR, G 210 et s., 309, 792, etc. — Cahier du Tiers pour les États de Blois (1576), baill. d'Avallon (dans BAUDOUIN, II, P. J. n° XI). Cf. la « visite » de Guill. de Tavanès (1574), dans ABORD, III, 215 et s. — Traitement de vicaires : en 1595, contrat par lequel le chapitre de Langres promet aux deux desservants de Gevrey, par an : 3 émines 1/2 de blé, 3 muids de vin, 10 écus en argent (C.-D'OR, G 1089).

2. Mémoire de l'intendant Ferrand (1698).

3. V. dans D'ARBAUMONT, *La S.-Chap.*, 177-180, les noms des doyens (Berbis, Sayve, Millière, Baillet, Bouhier, Malteste, etc.) et rapprochez-les des listes du Parl. et des Comptes. Nombre de chanoines, d'ailleurs, sont cons.-clercs au Parl., comme Ph. Berbis, Cl. Legouz, etc.

4. On trouve cependant en B. les indices d'une hostilité assez répandue contre les décrets. Aux États de 1576, les députés bourguignons sont des premiers à signer la déclaration d'opposition (MAYER, *Et. gén.*, XIV, 125 156).

doctrines ; mais ce qui, dans l'atmosphère de 1587, troublée encore de suspicion religieuse et de relâchement moral, classait le mieux sans doute les éléments divers du clergé, c'étaient les attaches familiales et l'esprit social.

Les jésuites, pourtant, venaient d'apparaître en Bourgogne et, dès leur installation au collège des Godrans en octobre 1581, ils rayonnaient autour d'eux la séduction d'un esprit nouveau. Entre les règles archaïques et les intérêts qui paralysaient ou déviaient l'activité des clercs dijonnais, ils arrivaient forts des conciliations surprenantes qu'ils réalisaient dans leur compagnie. Pauvres autant que les Mendiants, ils étaient lettrés et affinés autant que les chanoines bourgeois. Ils fréquentaient les livres sans vivre en épicuriens chrétiens et enseignaient la jeunesse sans tomber au rang des pédagogues de l'ancien type. Enfin, bourgeois par leur culture et leurs relations dans le lieu, ils prêchaient le peuple tout comme les jacobins ou les cordeliers. Leur rôle fut, dès leurs débuts, considérable¹. Non seulement Louis Richeomme et ses pères surent attirer à eux, en 1582, 700 élèves, mais ils se classèrent sans tarder parmi les directeurs des consciences bourgeoises et s'assurèrent à la fois l'appui du duc de Mayenne, celui des États provinciaux, celui des échevins de Dijon et même celui des parlementaires². Ils s'efforçaient de relever la religion et l'obéissance ecclésiastique en un milieu clérical jusqu'alors dominé par ses attaches temporelles. Ils semblaient, en même temps, vouloir accorder les groupes sociaux dans la même discipline spirituelle.

CONFLITS SOCIAUX, CONFLITS ESSENTIELS.

Faire régner l'accord entre les catégories sociales : dans la Bourgogne de 1587, dessein ambitieux. Ces catégories se compénétraient par leurs confins : fait certain, évident surtout en ce temps écoulé déjà de la prospérité économique qui avait été aussi le temps des transformations rapides... Cependant, au troisième quart du xvi^e siècle, en plein désordre des guerres civiles, se dressaient de nouveau, en face les uns des autres, des groupes et des intérêts qui allaient se définir dans leur lutte et qui jouent, dans l'histoire de la Ligue, en Bourgogne, le rôle d'éléments fondamentaux sur quoi tout repose.

1. Sur ces débuts et les conditions ou caractères de la fondation du collège, appuyé et garanti par la Chambre de ville, v. surtout FOUQUERAY, *Comp. de Jésus*, I, 39 et s. En oct. 1581 : 400 élèves. Évidemment le succès fut dû pour une large part au besoin, dont souffrait toute la région, d'un bon collège. Mais la conspiration de sympathie qui se développe autour des Pères à l'époque doit s'expliquer par d'autres considérations. — Noter que le collège de Dole, ouvert en 1583 et tout de suite prospère, fait concurrence à celui de Dijon (*ib.*, 54).

2. FOUQUERAY, II, 45 et s. Mayenne, en 1585, fait poser par son fils aîné la première pierre du nouveau collège. Les États lui donnent 1.200 écus (août 1588, C.-D'OR, C 3029, f. 251). Amyot, évêque, et gallican, songe en 1587 aux jésuites pour ouvrir un collège à Auxerre (LEBEUF, I, 633 ; II, 403).

Armés pour se défendre contre la ruine, des gentilshommes faisaient corps. Ils se ménageaient entre eux malgré la séparation des partis¹ ; protestants ou catholiques, ils malmenaient presque également les biens des clercs bourgeois, et également, sauf « considérations » particulières, ceux des propriétaires urbains. Les villes, quel que fût leur drapeau, étaient les victimes désignées des aigres nobiliaires. Les gentilshommes s'en excluaient d'eux-mêmes, vivant aux champs, aux camps, à la cour. Très peu d'entre eux y avaient, comme Charny, Sennecey, Tavanès, une résidence ; et ils n'y paraissaient guère que pour y saluer le gouverneur, plaider au Parlement ou siéger aux États². Ils haïssaient les « robes longues » qui les évinçaient des bons domaines³. Entre les gentilshommes et les officiers, donc : premier conflit social, aigre et sournois ; — mais au total moins âpre que d'autres, dont il faut parler aussi.

Entre la Robe et l'Épée, si vifs que fussent les dissentiments, les intérêts ménageaient des contacts, des compromis ; ils interrompaient, en fait, de plus en plus souvent, les violences entre deux catégories de puissances destinées à se confondre un jour. Au contraire, à l'autre aile de l'aristocratie urbaine, en pleine bourgeoisie, un fossé allait se creusant et tendait alors à isoler d'une Robe anoblie, ou en voie de l'être, les représentants et les vrais champions du Tiers État. C'est au camp des suppôts, établi à l'ombre des maisons de ville, que naissaient les initiatives belliqueuses ; empiètements de juridiction qui n'étaient pas seulement, il faut bien le voir, offensive des villes sur l'autorité du roi ; taxations d'office « nonobstant tous privilèges » sous prétexte de nécessité militaire ; procès fiscaux contre les robins prétendus nobles⁴ ; conflits de préséance et conflits de personne ; attaques enfin des usages et institutions qui faisaient la force des parvenus : plaintes contre les privilèges qui à Dijon, par exemple, réduisaient de 2.000 à 1.200 les feux entièrement imposables ; plaintes contre l'octroi de lettres royales récompensant des « services imaginaires » ; protestations fréquentes, ardentes, contre les créations d'offices ; critique, continue et violente, du principe

1. Cf. déjà ROMIER, *Le roy. de C. de Médicis*, I, 165 et s. « Les capitaines pilleront les abbayes, mais non point les châteaux », cette formule de M. Romier est un peu forcée en ce qui concerne la Bourgogne : les capitaines y pillèrent non seulement les abbayes, mais aussi quelques châteaux. — Nous renvoyons sur ce fait et la plupart de ceux qui sont avancés ci-ap., à toute la suite du présent ouvrage.

2. Fait très général : v. p. ex. SÉE, *Cl. rur.*, 49-50 ; DE VAISSIÈRE, *Gent. camp.*, ch. I. Tabourot note que les anoblis bourguignons, pour jouer aux gentilshommes, abandonnent les villes (*Bigarrures et Touches*, Rouen, 1620, f. 14 v°).

3. *Mém. de Gasp. de Tav.*, 282. Cf. les sévérités vengeresses de S.-Julien de Balleure : « Tout gentilhomme est noble, mais tout noble n'est pas gentilhomme » (*De l'or. des Bourg.*, 70).

4. MACON, FF 13, 14, 15 ; C.-D'OR, C 3069, f. 167 v° et s., 170 v° (session des États de mai 1587 : motion d'Et. Bernard).

de la vénalité des charges, génératrice de l'hérédité effective et dont profitent tant de « fils ou héritiers... qui n'ont que la robe d'officiers pour couvrir leur ignorance ¹ ». Les officiers répliquaient en s'efforçant de briser le front des franchises communales ; — et l'éclat de cette querelle allait, durant six ans, faire retentir sans arrêt les échos des villes ².

Mais les avocats-échevins, en exploitant ainsi les occasions de désordre, se heurtaient aux gentilshommes qui les exploitaient aussi. Le conflit, si commun en France, et souvent si brutal ³, qui dressait les communes contre les gouverneurs des châteaux et les capitaines de compagnies revêt très nettement en Bourgogne un aspect social : les avocats prétendaient là encore s'imposer à une puissance établie, et les barons répliquaient avec la rage d'une haine de classe déchaînée.

Conflit social, enfin, que celui des clergés, dont nous avons indiqué en quelques mots les données : prêcheurs sociaux contre prébendiers conservateurs. Conflit ouaté et couvert de doctrine, celui-là, mais qui, souvent, n'était que prolongation des passions laïques dans le monde cléricale ⁴...

Tels étaient, en 1587, les conflits qui grondaient parmi ceux que le peuple appelait les « gros », — conflits que compliquaient la « religion », les thèses politiques, les intrigues des princes, — mais conflits

1. Sur les protestations des États de Bourgogne et des États particuliers (provoquées par le Tiers État), et sur les constantes négociations de rachat des offices nouvellement créés, v. entre autres nombreuses références concernant la période 1570-1587 : C.-D'OR, C 2979, f. 182, 184, 190, 196, etc. ; — C 3016, f. 138 ; 3069, f. 167 v^o - 170 ; 3486 ; 7495 ; — S.-ET-L., C 514 ; — B.N., Moreau 832, f. 244 ; — etc. (Sur les feux privilégiés : C.-D'OR, C 5352 bis, f. 1 et s.). — Des critiques que nous indiquons et qui étaient communément répétées (v. les cahiers de 1576 et de 1588), Bernard fait un bouquet dans son discours aux États de Blois, le 15 janv. 1589. — Il faudrait ajouter, pour la période de 1578-1587, de nombreuses querelles de tous genres, depuis les querelles de préséance jusqu'aux affaires de garde. Sur l'affaire d'Elbeuf, v. Breunot, I, 241-243. Ex. d'une querelle entre un échevinage et un bailliage : l'affaire J.-B. Beuverand de 1576-1578 (CHALON, BB 6, f. 199 v^o - 200 et *pass.*). — Quant au ton, c'est Et. Tabourot qui le donne : « ...Ils tranchent des tiercelets de prince et deviennent si arrogans que les rues ne sont pas capables de les tenir quand ils se preignent par les costez et marchent sur le bout de leurs pieds ». Les « vrais nobles » les laissent trop faire. Etc. (*Bigarrures*, 4^e p¹⁶).

2. Entre cent références, donnons ici la plus générale : LA CUISINE, *Le Parl.*, I, p. xxxviii et s.

3. De l'affaire d'Auxonne (1585), où l'on voit les communaux se saisir de leur gouverneur Tavanès (v. DROUOT, *L'aff. d'Auxonne*) et d'autres épisodes bourguignons que nous citerons (p. ex. le conflit des Mâconnais et du c^{te} de Cruzille), on rapprochera des faits non bourguignons comme le meurtre du marquis d'Alègre par le peuple d'Issoire en 1592 (P. de VAISSIÈRE, *Les d'Alègre*, Paris, 1914, in-8^o, 224-233).

4. Nous ne mentionnons pas ici les conflits entre clergés urbains et corps de ville, en particulier à propos des prétentions des clercs à l'exemption du guet. Dossiers typiques à Mâcon et Chalon, not. CHALON, FF 90 et BB 6, f. 225, 228 v^o, 230, 232, 274, etc. (1578). Cf. aussi, pour Auxerre, YONNE, G 1854.

essentiels qui, dans la crise de 1588-1595, allaient se retrouver toujours, en Bourgogne, à la base des opinions, à l'origine des actions. Entre les grands coups de l'orage politique qui désole le royaume, il faudra entendre ce grondement provincial et social continu.

3. LE GOUVERNEMENT

LE GOUVERNEUR.

Puissances sociales, puissances politiques : on vient de voir déjà à quel point les deux notions se confondaient dans la Bourgogne de 1587. Les aspirations de fortune individuelle et familiale se liaient, s'organisaient autour des corps et institutions. Sur les principales autorités qui encadraient la province ou y exerçaient puissance de gouvernement, il faut jeter les yeux, et distinguer d'abord celles qui émanaient de l'État monarchique de celles qui représentaient le pays lui-même. Au premier rang des autorités monarchiques, très en vue, était, au Logis du Roy à Dijon, gardé par une compagnie d'arquebusiers, le gouverneur ¹.

Réunie en 1477, le Bourgogne n'avait à peu près pas connu les gouverneurs du x^v^e siècle, munis de pouvoirs complets. Son expérience de l'institution s'était faite, au contraire, durant la période de son déclin, de Louis XI à Charles IX : trois quarts de siècle pendant lesquels les lieutenants de gouverneurs, qui remplaçaient les gouverneurs presque toujours absents, avaient reculé d'année en année devant les prétentions des Parlements et des États et où les lettres royales n'avaient conféré que des pouvoirs de plus en plus limités ². Les gouverneurs trop libres étaient alors sévèrement freinés par le roi et par les officiers, gardiens des nouvelles ordonnances, — tel, par exemple, le grand-père de Mayenne, Claude de Guise ³. Cette volonté de surveillance, c'était, sous François I^{er} et Henri II, la

1. Références valables pour l'ensemble des paragraphes suivants : — DUPONT-FERRIER, *Les off. royaux des bailliages...* ; et *Le rôle des comm. royaux dans le gouv. de la Fr., sp. du xiv^e au xvi^e s.*, (Mél. P. Fournier, 1929, 179-180) ; — DOGNON, *Inst. du Languedoc* ; — G. ZELLER, *La réunion de Metz à la Fr.*, Strasbourg, 1926, 2 in-8°, II ; — PAGÈS, *La monarchie d'ancien régime*, I-II ; — P. VIOLLET, *H. des inst. de la France*, P., 1890-1903, 3 vol. in-8° ; — E. CHÉNON, *H. gén. du dr. fr. public et privé*, t. II. — Les études consacrées à des gouverneurs ou lieut.-généraux, comme le *La Châtre* de F. DESHOULIÈRES, ou le *Matignon* de F. GÉBELIN, apportent très peu d'indications pour l'histoire institutionnelle.

2. Sur les deux périodes, celle des grands pouvoirs et celle du déclin, où « les pouvoirs du gouverneur tombaient en non-valeur faute d'usage » : DOGNON, 347 et s., 444 et s., 451.

3. BOUILLÉ, *Les Guises*, I, 118 (arrêt du Parl. de Paris du 18 mai 1532). Gouverneur de Champagne, Cl. de Guise le fut aussi de Bourgogne en 1543.

préface du contrôle direct par le commissaire, lui-même annonciateur de la monarchie absolue du xvii^e siècle.

Mais le recul des gouverneurs s'arrêta. A la faveur des guerres civiles, à partir de 1562 environ, l'autorité du Logis du Roy, en Bourgogne, se défendit. La guerre exaltait naturellement des pouvoirs qui étaient essentiellement militaires. Des attributions qui restaient inscrites dans les lettres de provision, mais avaient semblé frappées de désuétude, retrouvaient un sens dans les nombreuses occasions où le gouverneur devait, comme protecteur de l'ordre, agir d'urgence et d'autorité. Une personnalité fit le reste : le maréchal Gaspard de Tavanès. Simple lieutenant-général, sous Aumale gouverneur¹, Tavanès réveilla la fonction et l'élargit : ordonnances fréquentes imposant l'habitude de son commandement, contrôle direct de toute police sous le prétexte que, la « guerre régnant », toute affaire, peu ou prou, concerne cette guerre, et, finalement, intervention quotidienne en tant de questions qui, durant la paix, étaient de la compétence communale, bailliagère ou parlementaire², que cet épouvantail des réformés fut, du même coup, comme un restaurateur bourguignon de l'autorité du gouverneur.

Le gouverneur héritier de cet adroit praticien fut Mayenne. Ses lettres (7 mars 1573)³ soulignaient avant tout ses pouvoirs militaires : levée du ban, disposition et entretien des troupes, inspection des places, et contrôle des arsenaux, entretien des « passages » et des étapes, discipline des armées traversant le pays, surveillance des étrangers et police des routes. Ces attributions ne paraissent nombreuses que parce qu'elles sont exposées dans les lettres de façon analytique⁴. Mais cette énumération si complète semble précisément

1. Cl. de Lorraine, duc d'Aumale, est gouv. de 1550 à 1573 ; Gasp. de Saulx-Tavanès lieutenant-gén. de 1556 à 1570. — Pas de bonne liste des gouverneurs et lieutenants : celle de J. BILLIARD, *Les Etats de Bourg.*, 68-73, est sérieuse, mais elle s'arrête à 1500. Celles de COURTÉPÉE (*Descr.*, I, 402 et s.) sont incomplètes et criblées d'erreurs. Celles des almanachs et autres livrets bourguignons du xviii^e s. (p. ex., les *Tablettes hist., topog. et phys. de B.*, 1757, p. 71) sont aussi insuffisantes. — Signalons, dans DIJON, A 2, un tableau des gouv. et lieutenant-gén. ayant ouvert les tenues d'États provinciaux de 1548 à 1663.

2. Faisant lever des taxes pour payer la guerre locale aux protestants, il sait prendre figure d'autorité en matière de finances ; — il prend l'initiative de créer des ligues catholiques ; — il va jusqu'à interdire aux communautés religieuses de passer aucun bail à cens sans son autorisation (ord. du 6 sept. 1563, C.-D'OR, G 269) ; etc. — On trouvera les ex. nécessaires dans BELLE, *La Réf. à Dijon*, ch. III et V ; et dans VIARD, *Béga*, 49-51.

3. C.-D'OR, B 24, f. 70 v^o - 72 (« Saint-Ligier », 7 mars 1573). Nous publions ces lettres (*Les pouvoirs d'un gouverneur de Bourgogne au xvi^e s.*) dans les *Ann. de Bourgogne*, 1937.

4. Une lacune cependant : le droit d'entrer aux États provinciaux. Mais la présidence de la séance d'ouverture des sessions que l'usage attribuait au gouverneur s'il était présent à Dijon, ou, en son absence, au lieutenant, n'était, en somme, qu'honorifique. Le gouverneur ne convoquait pas les États et ne par-

comporter par elle-même un souci de limitation, et il faut remarquer par exemple avec quel soin se trouve défini le seul cas où le gouverneur eût à manier finance¹, avec quel soin encore la validité de sa signature, dans ce cas financier, est spécifiée à l'usage des pouvoirs locaux et particulièrement de la Chambre des Comptes. Et les limitations positives ne font pas défaut : — droit, bien marqué, pour le destinataire des lettres, si un gouverneur de place est mort, de « bailler la garde » de sa ville à un capitaine de son choix ; mais ce ne sera là que mesure d'attente valable seulement, dit le roi, « jusques ad ce que aultrement par nous y soit ordonné » ; — droit d'arrestation des suspects de désobéissance aux édits, mais « pour en faire faire la pugnition » par les juges compétents, et non sans rendre compte au roi ; et l'énoncé de la « faculté » qui consiste à « faire obéir les arrestz... qui seront donnez par nostre cour de parlement de Bourgogne et aultres justiciers et jurisdictions de nostred. duché » complète cette définition des rapports entre gouverneur et cours royales. Des États provinciaux, émanation et organe des sujets bourguignons, nulle mention². Mais respect au Parlement, aux conseils et tribunaux du bailliage, aux trésoriers du Bureau des Finances ; respect aux gens du roi et à la puissance par eux achetée ! Le gouverneur n'exerce dans aucun cas un véritable pouvoir de justice³, ni de finance.

C'est là, en somme, le rôle limité imparti par les premiers Valois-Angoulême aux gouverneurs gardiens des frontières⁴. Gaspard de Tavanès disait qu'un gouverneur, en temps de paix, n'avait pas, dans l'exercice de sa charge, de quoi « s'empescher pour une heure la sepmaine » : « les estats des gens de guerre se dressent au conseil du Roy ; la cour de parlement exerce la justice ; les finances sont interdites aux gouverneurs... » Et Jean de Tavanès, commentant son père, concluait à l'inutilité des gouverneurs de province : les baillis du vieux temps eussent bien suffi⁵ ! Oui : mais, de la lettre

ticipait pas aux débats eux-mêmes. Les hommes du roi, aux États, étaient son élu et les commissaires des Comptes (v. à ce sujet, ci-ap., *Les Etats*). D'ailleurs, le roi, qui songeait à prévenir tout empiètement du gouverneur sur ses officiers, sur le Parlement p. ex., avait beaucoup moins à redouter, en général, l'intrusion des gouverneurs dans les assemblées d'État, émanées, elles, du pays, et d'un pays qui, au surplus, savait bien écarter de telles intrusions.

1. Et encore ne s'agit-il que du droit de « faire employer les deniers qui seront par nous sur ce [pour les besoins militaires] ordonnez ».

2. V. à ce sujet, ci-dessus, en note.

3. Cependant, en 1588, des lettres patentes d'Henri III et un arrêt du Conseil d'État attribuèrent au gouverneur, à l'exclusion du Parlement et des autres cours, la connaissance des appels émis après jugements de la juridiction communale en des affaires de guet et autres concernant les « armes » (DIJON, H 53).

4. ISAMBERT, XII, 892. Cf. DOGNON, 447 ; ZELLER, *La réunion de Metz*, II, 128-129, et P. J. n° 6 (lettres du gouv. de Metz, 1555).

5. *Mém. de Gasp. de Tav.*, 205.

à la réalité, il était une marge, et la guerre civile s'était chargée de fournir latitude et moyens d'interpréter les textes.

Il est vrai qu'en Bourgogne, c'était un lieutenant-général qui avait alors défendu les pouvoirs de gouvernement, et lorsque Mayenne, pourvu en 1573, trouva en Bourgogne l'autorité renouvelée par Tavares, il y trouva aussi un lieutenant-général, Charny, qui pensait, quant à lui, continuer le maréchal et ne demandait au « gouverneur en chef » que de continuer de son côté l'indifférence du duc d'Aumale. Or, Mayenne, du moins à partir de 1578, fut un gouverneur effectif, souvent et longtemps présent à Dijon, et évidemment soucieux d'autorité réelle. D'où un renversement des habitudes, et finalement un sourd conflit que les générations précédentes n'avaient pas connu : celui du gouverneur et du lieutenant ¹.

Mayenne, cependant, dès longtemps avant la première prise d'armes de la Ligue (1585), avait veillé à conserver à ses pouvoirs leur ampleur de fait. Pour neutraliser le contrôle et la censure du Parlement, il utilisait les jalousies des communaux. Il constituait une clientèle ². Mieux encore : même absent de sa province, il entretenait le contact avec ses alliés. Il était suivi, dans ses voyages, par les requêtes des villes et même assez souvent par leurs échevins. Tuteur bienveillant et intéressé, il conservait, par ce moyen, non sans abus, ses fonctions de gouverneur après qu'il avait franchi les limites de sa province ³. Attitude commune et caractéristique des princes-gouverneurs vers 1587. Ils ne visaient pas à faire restituer par le roi la large délégation d'autorité dont leurs prédécesseurs avaient joui sous Charles VII : à être puissants par le roi. Ils voulaient au contraire s'attaquer à la puissance monarchique en utilisant les forces de leurs gouvernements. Une déviation capitale, à la faveur des guerres civiles, com-

1. Pour les indications qui précèdent nous nous contenterons de renvoyer aux *Débuts de Mayenne* et ci-ap., *Le lieutenant-général*.

2. Dont nous verrons d'ailleurs les vicissitudes.

3. Certes, les gouverneurs de Bourgogne avaient assumé avant Mayenne ce rôle de « défenseurs attitrés » de leur gouvernement auprès du roi pour lequel les États provinciaux à chacune de leurs réunions leur décrétaient leurs dons d'argent. Mais les prédécesseurs de Mayenne et particulièrement Aumale n'avaient pas, semble-t-il, déployé, dans ce rôle, l'activité que M. DOGNON (*ouv. cité*, 454-455), par exemple, signale en un Anne de Montmorency. Les missions et voyages d'échevins ou d'agents des États étaient, auprès d'eux, assez rares. Avec Mayenne, vers 1580, ils deviennent très fréquents. Sur la période antérieure à 1580, v. les ex. fournis par DIJON, B 74 quater ; MACON, BB 30 et s. : il s'agit presque toujours de missions d'intérêt très limité et de voyages à l'intérieur de la province même. Au contraire, des voyages comme celui du substitut du procureur-syndic de Dijon, L. de Moisse, auprès de Mayenne à Nancy en avril 1580 (DIJON, M 448, f. 121) ou comme ceux des représentants de la Chambre de ville à Lyon à la fin de 1588 (v. ci-ap., ch. I) indiquent des relations plus directes et plus significatives. Le souvenir de ces contacts de 1580-1588 se retrouvera probablement dans l'essai de gouvernement direct de 1591 (v. à ce sujet, ci-ap., ch. X).

promettait ainsi l'évolution de l'institution gouverneur, telle que l'avaient naguère orientée les rois autoritaires ¹.

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL : HOMME DU PAYS ET HOMME DU ROI.

Le gouverneur inquiétait la royauté. Le lieutenant-général la rassurait. Dès longtemps, dans la plupart des gouvernements, les absences des gouverneurs titulaires, employés aux armées ou à la cour, étaient si fréquentes et si longues que ce lieutenant était « sur les lieux le gouverneur véritable » et ces expressions que P. Dognon employait pour le Languedoc de François I^{er} ² pourraient s'appliquer entièrement à la Bourgogne d'Henri II ou de Charles IX. Tavanès, de 1556 à 1570, avait été un « gouverneur véritable ».

Mais il faut remarquer que tout lieutenant-général, même s'il exerçait peu et brièvement, était, à la lettre, durant son exercice, un gouverneur effectif. Le lieutenant-général au gouvernement de Bourgogne était « remplaçant du gouverneur » en titre, non son second ni son auxiliaire. Ses pouvoirs étaient les mêmes que ceux de ce gouverneur. Il ne recevait d'ordres que du roi, n'en référéait qu'à lui et ne correspondait qu'avec lui. Du gouverneur, il ne recevait aucun ordre. Il ne lui faisait aucun rapport.

Et d'abord, c'était le roi qui choisissait le lieutenant et le nommait ³. Il était, suivant l'usage commun à la plupart des gouvernements du royaume et la logique de sa charge, laquelle requérait la présence au pays, choisi parmi les gentilshommes de ce pays ⁴ ; parmi

1. Un fait important, mais général, et que nous avons eu occasion de commenter ailleurs (v. *Les débuts de Mayenne*) a été négligé par nous ici, c'est celui du maintien depuis 1543 du gouvernement de Bourgogne dans la famille des Guises. Il est sûr que ce gouvernement était considéré par eux comme leur revenant presque de droit et qu'ils justifiaient en l'espèce la phrase de Loyseau (*Tr. des offices*, Liv. IV, ch. IV) : « Après leur mort, leurs enfans prennent à injure si le gouvernement est confié à un autre ».

2. *Ouvr. cité*, 448.

3. V., sur ces pouvoirs et cette nomination, les lettres de provision du comte de Charny (1570) dans C.-D'OR, B 12081, f. 265. Cf., pour la Champagne voisine, celles de Dinteville (1579) dans HÉRELLE, *Le prot. et la L. en Ch. Documents*, II, 98. La nomination qui, au xv^e s., appartient au gouverneur passe progressivement au roi par des transitions que note P. DOGNON (450). A Metz, Épernon (1583-1634) semble faire nommer des hommes de son choix (ZELLER, II, 90). Nous ne savons pas à quelle date précise le roi a commencé à nommer en Bourgogne, ni dans quelle mesure, en nommant, il se préoccupe de l'agrément du gouverneur. — Sur l'exercice des pouvoirs, v. p. ex. les nombreuses ordonnances et lettres de Charny (1570-1589) dans DIJON, B 214, 220, 224, et surtout MACON, AA 6.

4. Usage démontré par la liste même des lieutenants. On verra dans la suite de cet ouvrage que Fervaques, en 1589, souffrira de n'être du pays qu'à demi, que Sennecey au contraire, en 1589-1590, fondera son crédit sur sa qualité de Bourguignon authentique. Jean de Tavanès, aux heures tragiques de mai

les plus hauts nobles, — au temps de Charles IX et d'Henri III chez les Saulx et les Chabot. Ces deux familles avaient fourni déjà une double série de lieutenants de second rang ¹. Mais de plus, un Chabot, l'amiral Philippe, avait été, sous François I^{er}, gouverneur en titre ²; un Saulx, Gaspard de Tavanès, avait gouverné comme lieutenant-général et projeté sur sa charge la gloire d'un combattant de Renty et d'un vainqueur de Moncontour; le fils de l'Amiral enfin était à la lieutenance depuis 1570 : Léonor Chabot, comte de Charny. Ces seigneurs bourguignons n'étaient pas de si haute volée qu'ils pussent se dire en Bourgogne, pas plus qu'en Comté leurs parents ou alliés les lieutenants-généraux Vergy, les « chefs incontestés des gentils-hommes ³ »; ils étaient donc incapables de constituer parti armé. Et cependant, ces serviteurs, assez modestes pour être sûrs, étaient bien munis d'entregent et de crédit auprès des barons et des villes. Ils excellaient, dans les passes difficiles, à sonner le ralliement à Sa Majesté : et c'est ce que Tavanès savait rappeler à l'occasion ⁴. Ils répondaient fort bien aussi aux conditions d'une maxime des rois qu'un bon observateur formulait un peu plus tard : « ...opposeras les lieutenants aux gouverneurs; les mettras en querelle afin qu'ils n'aient point d'intelligence ⁵... ».

Leur docilité, d'ailleurs, n'était nullement passivité. Ils n'oubliaient pas leurs intérêts personnels, biens et puissance; et Tavanès lui-même en fournit la preuve. Mais de plus, hommes du pays, ils s'appuyaient sur lui et, pour cela, ou par sentiment provincial, le servaient. Servant le roi fermement, ils pouvaient auprès de lui servir les Bourguignons ostensiblement : hommes du roi, hommes du pays, les convenances des deux titres se conciliaient en eux.

Lorsqu'apparaissait le gouverneur, pour le lieutenant c'était le repos. Ne devant à ce gouverneur ni service ni surtout participation à ses « commandements », Tavanès quittait aussitôt le Logis du Roy : « M. d'Aumalle arrivant en Bourgogne, après qu'il [Tavanès]

1595, rappellera, pour garder quelque autorité, qu'il est du pays (Dijon, B 232, f. 257 v^o). Les noms que l'on rencontre dans POINSIGNON, *H. de Champ.*, sont des noms champenois. En Fr.-Comté, sous le roi d'Espagne, même usage (FEBVRE, *Ph. II et la Fr.-C.*, 72-73 et 406). Etc.

1. Lieutenants « en l'absence ». Une série de Saulx (Saulx-Tavanès, Saulx-Vantoux, Saulx-Villefrancon) avaient porté ce titre depuis 1550 (v. BELLE, *La Réforme à Dijon*, 22, 54, 76, 137-142, etc.). Comparez, en Languedoc, p. ex., les Joyeuse.

2. De 1526 à 1543.

3. Sur ce cas, très analogue à celui du Duché, v. FEBVRE, 73. Les Chabot et les Saulx avaient des égaux ou des supérieurs en noblesse bourguignonne : les Bauffremont, barons de Sennecey, p. ex., pairs des Vergy précisément, ces autres barons bourguignons du moyen âge.

4. V. p. ex., la lettre du 27 avril 1568, citée par PINGAUD, *Les S.-Tavanès*, 69.

5. « Pronostic » du temps d'H. IV, cité par Jean de Tavanès (*Mém. de Gasp. de Tav.*, 414).

l'avoit veu une fois, il se retiroit en sa maison, et il retournoit en la charge quand ledict sieur estoit dehors, conservant son autorité ¹. Remplaçant, non subordonné, le maréchal jouait là la règle et, après lui, Charny la joua aussi. Réserver, « conserver » son autorité et la confiance du roi, tel était le souci de ces hommes du pays, « par derrier » les princes, à leurs yeux étrangers : le souci, en 1587, de Dinteville, lieutenant-général au gouvernement d'Henri de Guise, de Charny, lieutenant-général en celui de Mayenne.

Des « lieutenants en l'absence », nommés par le roi, remplaçaient au besoin le lieutenant-général : choisis eux aussi, dans la noblesse du pays, nommés, d'avance, par le roi et, d'ailleurs, le plus souvent, munis de commissions valables pour un ou deux bailliages seulement ².

Existait-il enfin, en Bourgogne, un conseil de gouverneur ? Son existence, peut-être intermittente, certainement peu saisissable, ne paraît cependant pas douteuse. Mais il semble aussi que son rôle et son importance, sans doute sa composition elle-même étaient seulement affaire du gouverneur ou du lieutenant. Ceux-ci consultaient dans les cas graves, comme Charny en août 1572. En 1593 et 1594, le fils de Mayenne, gouverneur de quatorze ans, usera de son conseil beaucoup plus fréquemment ³. Mais, même dans ce cas spécial, le conseil n'avait pas de réunions régulières et périodiques et ne jouait qu'un rôle auxiliaire, nullement comparable à celui qu'assuma, du moins jusqu'en 1574, le conseil des Bons Personnages, « petit conseil de gouvernement » de l'État comtois ⁴.

1. *Mém. de Gasp. de Tav.*, 205.

2. Pour des exemples : ABORD, III, 215, note ; *Pierre d'Epinac, lieut. du roi* (dans *Bul. d'hist. et d'arch. du dioc. de Dijon*, 1902, 86). Ex. de commission : celle de Praslin (fév. 1591), pour commander, en l'absence du duc de Nevers et de Dinteville, ouv. et lieut.-général en Champagne, dans le bailliage de Troyes et partie de celui de Sens (B. N., fr. 3618, f. 27). Les lieutenants en l'absence pouvaient avoir un rôle important : c'est le cas de Saulx-Vantoux en 1568, pendant l'absence de Tavanès occupé à l'armée de l'Ouest (BELLE, 138 et s.).

3. Breunot, II, 291, 293, etc.

4. FEBVRE, 73-75, 407-409. — Nulle mention, nulle part, dans les ouvrages modernes, de ce conseil bourguignon. Mais on voit dans le *Discours apologétique* du président Jeannin, Charny, en août 1572, réunir un conseil pour prendre avis au sujet de l'exécution des ordres de massacre. Dans cette réunion figurent, outre l'avocat Jeannin qui, remarquons-le, était, à la date, conseil des États provinciaux : le sr de Ruffey, le cons. au Parlement J. de Vintimille, et deux autres personnages non nommés. Conseiller de Charny en 1572, peut-être au titre de conseil des États, Jeannin le devient ensuite de Mayenne et le demeure même lorsqu'il a quitté sa fonction aux États. Conseiller personnel et privé, peut-être. Mais un conseil subsiste, puisqu'au début de son gouvernement (1574) Mayenne rend ses sentences dans certaines affaires militaires « en son conseil » (Dijon, H 53). En 1588, Mayenne quittant la province laisse à Jeannin une autorité à vrai dire exceptionnelle et probablement irrégulière (v. ci-ap., ch. I, § V), mais qu'un titre de membre du conseil doit cependant justifier en apparence ou en partie. Enfin en 1593-1595, un conseil est très souvent réuni au Logis du Roi auprès du fils de Mayenne, gouverneur, ou de Mayenne lui-

LES OFFICIERS DU ROI. LES CORPS LOCAUX.

Devant le gouverneur, la lieutenance était déjà un obstacle. Mais les autres puissances du pays, les compagnies d'officiers du roi, les États provinciaux, n'étaient-elles pas, elles aussi, et plus encore, aptes à ruiner ses prétentions ?

Les « bailliages » d'abord, à la fois « conseils » et cours de justice, — ces institutions anciennes et fondamentales qui devaient distribuer, sur le territoire de la province, l'administration du roi. Neuf bailliages se partageaient la Bourgogne, trois d'entre eux comportant, outre le siège principal, des sièges secondaires¹. Autant de baillis,

même, qui se confond plus ou moins avec le Conseil de la Sainte-Union, conseil nouveau et irrégulier dont nous parlerons, mais exerce un rôle qui dans la chronique de Breunot paraît représenté comme traditionnel (v. à ce sujet, ci-ap., ch. XV et s.). D'ailleurs G. DUPONT-FERRIER (*Les off. royaux des bailliages...*, 68, 248) montre qu'à la fin du xv^e s. et au début du xvi^e s., des gouverneurs ou lieutenants (ceux de Bourgogne compris) avaient un conseil plus ou moins officiel, et de compétence variable. P. DOGNON (*Inst. du Lang.*, 351-353) peut étudier le conseil qui, en certains cas, au xiv^e - xv^e s., remplace le gouverneur de Languedoc. Beaucoup moins anciennement, pendant la Ligue, nous pouvons noter, par exemple, le conseil formé par Mayenne en 1589 pour aider le jeune duc de Chevreuse à gouverner la Champagne (signalé à plusieurs reprises dans H. de la PERRIÈRE, *N. de Hault*), et le « Conseil séant près la personne de M. le marquis de Saint-Sorlin », lieutenant-général en Lyonnais (lettre du duc de Nemours, gouverneur, LYON, AA 43, f. 100, signalée par JEANDET, *Verdun*, 89). Dans ces conseils, probablement nommés par les gouverneurs pour aider de jeunes princes (Saint-Sorlin et le fils de Mayenne, comme Chevreuse, sont des adolescents), ou très irrégulièrement convoqués, et, semble-t-il, sans archives, on ne voit rien qui rappelle réellement le conseil comtois des quatre Bons Personnages, dont les séances sont longtemps régulières, les attributions définies et dont les membres, personnages d'importance, sont nommés par le roi (FEBVRE, 407). — Une recherche est à tenter.

1. Bailliages de Dijon (avec sièges secondaires à Beaune, Nuits, Auxonne, Saint-Jean-de-Losne) ; — d'Autun (sièges à Montcenis, Semur-en-Brionnais et Bourbon-Lancy) ; — de Chalon ; — de Semur-en-Auxois (s. à Avallon, Saulieu et Arnay) ; — de Châtillon-sur-Seine (dit de la Montagne) ; — de Charolles (bailliage royal doublé d'un bailliage comtal, ressortissant au Parlement de Dole, et traitant des affaires et causes propres au comte de Charollais, c'est-à-dire, en 1587, à Ph. II) ; — et les trois bailliages ressortissant au Parlement de Paris : Auxerre, Mâcon, et Bar-sur-Seine. — Des incertitudes et des changements troublaient cette répartition. Des petites villes réclamaient des sièges bailliers, par ex. Seurre (requête au roi de 1563, C.-d'Or, E 3268 ; délibérations et missions communales de 1578-1588, SEURRE, *Dél.*, vol. 7 bis et B. DIJON, Baudot 46, f. 26, 100 v^o, 136, etc.) ; ou Noyers (C.-d'Or, C 3028, f. 31). — Sur les bailliages bourguignons : LA BUSSIÈRE, *Le b. de Mâcon* ; LAROCHE, *Le b. de Charollais* ; F. MOLARD, *Le b. d'Auxerre (Annuaire hist. de l'Yonne, 1891)* ; — CHALLE, *Hist. de l'Auxerrois...* Auxerre, 1878, in-8° ; L'ILL. *Orbandale*, I, 15-30 (pour Chalon) ; — ABORD, I, 72-85 (pour Autun) ; — J. BOUVAULT, *Les justices de bailliage en B. pendant la période ducal (R. bourg., 1913, 76-84)* ; et des renseignements dispersés dans les études sur les villes. Aucune étude poussée sur le rôle des conseils de bailliages au xvi^e s. en Bourgogne.

gentilshommes de rang variable : souvent le grand seigneur du ressort, par exemple les Bauffremont, barons de Sennecey, à Chalon ; à Dijon, Guillaume de Tavanès ; — ou des personnages du second plan comme les s^{rs} de Saint-Sernin à Mâcon, de Ragny en Auxois, de Lantage à la Montagne ¹. Mais ce bailli, incompetent et absent, ne connaissait pas effectivement des affaires et, sur les lieux, quand il y paraissait, il ne pouvait que recueillir les requêtes ou doléances du ressort en vue de les transmettre au roi ². Quant à la justice et à l'administration, elles étaient aux mains des lieutenants : un lieutenant-général, personnage important, de robe longue, le premier de sa petite ville si elle était sans évêque ; un ou deux lieutenants particuliers (lieutenants civils ou criminels). A côté d'eux : un procureur et un avocat du roi, des conseillers, des enquêteurs, — un effectif variable, en somme, mais toujours un nid bien peuplé d'officiers pourvus par le roi, — autour duquel gravitait un petit monde local d'avocats, procureurs et sergents royaux.

Organe important que le « bailliage », tribunal et conseil : jugeant d'abord, — fonction première qui lui conférait son prestige, — et étendant tous les ans un peu, au nom du roi, sa compétence au détriment des justices seigneuriales, jouant des règlements sur les « cas royaux » ou défendant contre les juridictions communales, non sans d'âpres combats, ses prérogatives de « cour royale » ; — mais, de plus, publiant, exécutant toutes les ordonnances du roi. Le lieutenant-général ne publiait les actes royaux qu'après les avoir reçus du Parlement ³ ; mais il recevait directement les lettres closes du roi concernant leur exécution ; et il pouvait, en vue d'en adapter les dispositions aux conditions d'espèces présentées par le pays, publier lui-même des ordonnances, « exécutoires, tout comme les lettres royaux, dans l'étendue du ressort ⁴ ». C'est ainsi, avec cette large autorité, qu'il vaquait, par exemple, à la police des réformés, aux enquêtes et réglementations économiques, ou aux opérations préparatoires à la réunion des États généraux ⁵. Certes, de telles attributions, aussi larges

1. Dans l'ordre : CHALON, BB 6 ; C.-D'OR, B 4576, 5182, 2856, 4142-4155.

2. V. p. ex. le cas de Nic. de Bauffremont, baron de Sennecey, bailli de Chalonais (NIEPCE, *Sennecey et ses seign.*, 405, et les reg. mun. de Chalon). — Mais si le rôle administratif était quasi nul (ord. d'Orléans, 1560, et de Moulins, 1566, dans ISAMBERT, XIV, 77, 195), le rôle politique pouvait, dans certaines circonstances, apparaître. Il arriva que le roi, en période de crise, se servit de ces baillis, pourvus par lui et généralement attachés à la cour, en des missions de surveillance et de mise en défense de leur bailliage contre la propagande factieuse de leur gouverneur. Nous en verrons des exemples. — V. encore sur les baillis : DESVOYES, *Chronologie des baillis d'Auxois* (B. Soc. sc. de Semur, 1880) ; MOLARD, *art. cité* (listes) ; ABORD, I, 76-78 ; etc.

3. Parlement de Paris pour Auxerre, Mâcon et Bar.

4. G. PAGÈS, *Essai sur l'év. des inst. administratives* (Rev. d'hist. mod., 1932, 16).

5. V. la série des reg. d'audience du bailliage de Mâcon, la seule à peu près complète (S.-ET-L., B 846-918, 1574-1596). — Le reg. municipal CHALON, BB 6

et variées, étaient souvent réduites, dans le fait, par l'obstruction, l'opposition parfois véhémentes des pouvoirs indigènes, des corps communaux. Et il est bien vrai aussi que, malgré ces conflits avec les puissances locales, le corps de bailliage, recruté parmi les jeunes gradués du pays, était souvent « plus attentif aux intérêts locaux qu'aux ordres du souverain » et que leurs ordonnances n'étaient pas toujours, scrupuleusement, pour le service de ce souverain lointain, alors encore assez mal muni de moyens de contrôle¹. Avec orgueil et mus par leurs rivalités, ces bourgeois établis, à tout propos, étalaient leur privilège supérieur et leur enseigne : « officiers du roi ». Dans les petites villes où ils étaient immobilisés durant de longues années, parfois pour leur carrière entière, alors que les maires, d'année en année, passaient, eux demeuraient et finissaient par acquérir des affaires locales et des procédés d'autorité une expérience qui les servait. Là même où soufflait l'animosité des communaux, ils s'imposaient à l'hôtel de ville en toute circonstance et le nom d'un Philibert Barjot à Mâcon, d'un Philippe de Montholon à Chalon était pour « le commun » du lieu le plus connu, le plus considéré, le premier de tous². Les particularismes locaux utilisaient souvent ces corps d'officiers qui auraient dû servir seulement la centralisation monarchique.

LES OFFICIERS DU ROI. LES CORPS DIJONNAIS.

Les conseils de bailliage représentaient ainsi, en face de l'autorité du gouverneur, une puissance indépendante, distribuée dans les diverses parties de son gouvernement au contact même de la vie locale. D'autres autorités collectives tenaient, au contraire, une partie de leur force effective au fait qu'elles siégeaient à Dijon, et commandaient l'ensemble de la province. Telle, par exemple, la plus jeune parmi ces institutions provinciales dont les baillis représentaient la plus ancienne : le Bureau des Finances. Son existence datait en Bourgogne de 1577 et son organisation de 1578³. Ce corps nouveau de « trésoriers-généraux de France » avait trouvé autour de lui mau-

fournit avec un abondant détail des indications sur l'organisation des opérations des bailliaages (réunion des représentants des villes closes, rédaction des cahiers, élections, conflits divers, etc.) en vue des États de 1576.

1. G. PAGES, *L'évolution des inst. administratives* (Rev. d'hist. mod., 1932, 17).

2. Il n'est pour s'en convaincre qu'à feuilleter les reg. des échevinages : MACON, BB 48 et s. ; CHALON, BB 6 et s. ; — On retrouvera souvent Barjot dans la suite de cet ouvrage. Sur la famille bourguignonne des Montholon, dont une branche autunoise avait donné le garde des sceaux de France Fr. de Montholon, v. S.-ET-L., E 346. Cf. *Mém.-Journ.* de P. de l'Estoile, IV, 370.

3. Sur les origines et les attributions des bureaux, v. G. PAGES, *L'év. des inst. adm.*, 19 et s., 26 et s. — Sur le bureau de Dijon, une étude se prépare. Indications dans les listes d'officiers données par D'ARBAUMONT, *Armorial*, 452 et s.

vais visages comme agent du fisc royal d'abord, et de plus comme « troublant et altérant les anciens établissements ¹ ». Il avait cependant imposé le respect de ses offices, passés de cinq en 1577 à neuf en 1587 ². C'était autant de contrôleurs, dans la « généralité » de Dijon, des finances « ordinaires » et « extraordinaires », du domaine et des impôts, et qui supplantaient les gens des bailliages dans le dénombrement des fiefs royaux, qui géraient tous les revenus du domaine royal, fieffé et casuel, qui surveillaient la levée des tailles ou taillons à la Chambre des élus (en y déléguant deux trésoriers pour la répartition), puis dans les bureaux des élections de Mâcon, Auxerre et Bar, dans les recettes de bailliage et aux recettes générales. Leurs « chevauchées », dès 1587, doubleraient celles des officiers de bailliages et les menaient dans les recoins du plat-pays. Ils avaient même droit de regard dans les comptes des villes, pour y contrôler l'usage des octrois ³.

Parmi les corps lésés par l'extension de ces attributions financières était la Chambre des Comptes, cette aïeule parmi les institutions bourguignonnes, l'une des deux « cours souveraines » séant à Dijon ⁴. Compagnie nombreuse : 5 présidents, 16 maîtres, des correcteurs, des auditeurs, des procureurs et avocats du roi, et l'escorte des greffiers, notaires et secrétaires. Tout ce monde vérifiait les actes du roi concernant le domaine et les finances, et validait, en particulier, toutes lettres comportant prélèvements sur les caisses publiques ou exemption fiscale : lettres d'anoblissement, de don, de pension, de provisions ; et c'était là, en 1587, pour les gens des Comptes tenir un rouage particulièrement précieux. Ils recevaient les devoirs de vassalité dus au roi, les aveux et les dénombrements. Ils exerçaient de plus juridiction sur les comptables de tous les bailliages bourguignons ⁵. Ils déléguaient aux États des commissaires, contrôleurs de légalité et de coutume. Cour jugeant souverainement, jalouse cependant du Parlement et entretenant avec lui une suite constante de débats passionnés, dont l'un, au moins, au sujet de la juridiction

1. C.-D'OR, C 3016, f. 14.

2. Jean Desmarquets (Pt), Cl. Le Compasseur (Pt), Prudent Chabut, Fr. Mailard, Jean Jaquot, Jacques Viard, Pierre Robert, Cl. de Bury, Jules Le Maire de La Bondue. D'après D'ARBAUMONT, 459, un 10^e office de trésorier aurait été créé en juin 1586 (celui de Jean Sanguin pourvu le 24 janv. 1588). Sous Henri IV, à Caen, il y a aussi 10 off. : 8 trésoriers et 2 présidents comme à Dijon (v. ROMIER, *Lettres et chevauchées du B. des Finances de Caen*, Rouen et P., 1910, in-8°, p. xv et xxv).

3. Pour le détail de ces attributions, v. PAGÈS, 26-29. Cf., pour le Bureau de Caen, ROMIER, p. xv-xxiv.

4. Que son premier historien Hector JOLY (*Traité de la Ch. des C. de Dijon*, P. Palliot, 1653, in-fol.) fait naître aux côtés des rois burgondes, et qui venait, du moins, des ducs capétiens (Ed. ANDT, *La Ch. des C. de Dijon à l'époque des ducs valois*, Paris, 1924, 2 in-8°). Sur l'organisation : C.-D'OR, B 2, 2/2 et 85.

5. Donc Mâcon, Auxerre et Bar compris.

des Aides¹, durait depuis trois quarts de siècle. Et, cependant, parente aigrie, mais très proche, la Chambre des Comptes, dans ses doléances mêmes, reconnaissait comme toute autre compagnie d'officiers l'éclat, la suprématie provinciale de cette cour de Parlement.

LE PARLEMENT DE DIJON².

Les règles de la préséance plaçaient le Parlement de Dijon au premier rang parmi tous les corps bourguignons. C'était, dans les formules des armoriaux et des épitaphes, la *Suprema Burgundiae Curia* ; c'était le hautain « Sénat » des toges rouges, — pratiquement le corps « souverain » qui, dans la province détenait la plus large part de l'autorité royale, celui qui recevait appel des mesures de la plupart des autres, rendait lui-même des arrêts sans appel et possédait sur les villes, les bailliages, pouvoir de contrôle³. Né au temps des Ducs⁴, institution symbolique, comme les

1. Pas de Cour des Aides en Bourgogne. La juridiction futrée partie, par divers règlements, entre les deux cours souveraines. Mais la déclaration de 1519 avantagea le Parlement et la guerre redoubla. En 1587, le conflit en restait là. Il devait rebondir après 1604, date d'un nouveau règlement. En 1626, toute la juridiction fut accordée aux Comptes. En 1630 enfin, elle passa, entière encore, au Parlement, qui la conserva (C.-D'OR, B 8 ; cf. D'ARBAUMONT, *op. cit.*, p. XLVII ; COURTÉPÉE, *Descr.*, I, 373).

2. La Ch. des Comptes et le Parlement étaient si unis par leurs fonctions, leurs usages, les parentés de leurs officiers, que les études historiques consacrées à l'une des cours font toujours une place à l'autre. Nous citerons pour l'histoire de ces deux cours : P^t DE LA CUISINE, *Le Parl. de B.*, I et II ; FL. VINDRY, *Les parl. au XVI^e s.*, I ; PALLIOT, *Le Parl. de B.* ; GROS, *Le Parl. et la L. en Bourg.* ; d'ARBAUMONT, *Arm. de la Ch. des Comptes*, Av.-Prop., p. XLII et s. ; BOURÉE, *La chancellerie* ; P. PERRENET, *Le palais de justice de Dijon*. — Quelques sources : B. N., fr. 5302 (Rec. d'arrêts de Dijon) ; 5306 (ord. de Louis XI réglant la comp. et le fonctionnement du Parl. de B., 1481) ; 8251 (ms. sur le fonctionnement du P.) ; 15527, f. 692 (les usages du P.) ; 15898 (lettres du P. au chanc. Bellière sur ses droits, 1601 et 1603) ; — B. DIJON, Saverot 1 (reg. de délib. du Parl., copie), 3 (arrêts du P.) ; — Juigné 27 (reg. journ. de la Ch. des Comptes) ; — C.-D'OR, B 12070. — Le Journal de Breunot, 1^{re} p^{te} (1575-1578 ; dans l'éd. Garnier, I, 167-156) constitue la meilleure source pour tout ce qui concerne les usages et la vie quotidienne du Parlement à la date. — Nous renonçons aux rapprochements comparatifs que faciliteraient soit des études d'ensemble comme le *Parl. de Paris* de MAUGIS, ou le *P. de Normandie* de FLOQUET, soit des analyses limitées à l'époque du XVI^e s. comme celle de FEBVRE, *Ph. II*, ch. III, § IV, pour le Parlement de Dole.

3. Sauf les comtés d'Auxerre, Mâcon et Bar, qui dépendaient du Parlement de Paris. Mais Dijon espérait le rattachement de Mâcon au ressort de son Parlement : les États de Bourgogne, périodiquement, demandaient le rattachement de Mâcon, Langres et Bar-sur-Seine ou appuyaient les vœux émis à ce sujet par les Langrois (C.-D'OR, C 3066, mai 1575 ; 3067, f. 152).

4. V. E. CHAMPEAUX, *Les orig. du Parlement de B.* (Intr. des *Ordonnances du duché de Bourg. sur l'adm. de la justice*, Dijon, 1907, in-8°).

États, de la pérennité bourguignonne, confirmé et fixé à Dijon, puis réglé par Louis XI (ordonnances de 1480 et 1481), supprimé un instant par Charles VIII (1485) au profit du Parlement de Paris, mais rétabli tôt après à cause de l'émotion des Bourguignons, doté même quelque temps de juridiction sur la Bresse et les pays voisins, conquêtes des rois, — le Parlement de Dijon apparaissait, en 1587, chargé déjà d'organes et d'annexes ajoutés l'un après l'autre à sa simple et unique chambre originelle.

6 présidents et 35 conseillers laïques ou clercs ; les gens du roi : 1 procureur général et 2 avocats-généraux ; 1 conseiller-né (l'abbé de Cîteaux) et 2 chevaliers d'honneur (gentilshommes), — tel était à la date l'état des officiers exerçant les droits souverains dévolus à la cour¹. Trois chambres : la Grand'Chambre, la Tournelle, la Chambre des Vacations, se partageaient, ou employaient par roulement ce personnel, et une quatrième, celle des Requêtes, comprenait un président et six « commissaires » qui, ne jugeant pas souverainement, étaient considérés par les autres chambres comme constituant une sorte d'annexe du Parlement véritable. Les affaires importantes, les grands actes politiques ou administratifs étaient examinés « les Chambres assemblées », chaque officier à son rang réglé par la préséance ; et, de ces audiences plénières, sortaient les arrêts « généraux »². L'un des conseillers, muni du titre de garde des sceaux, dirigeait la Chancellerie déjà pourvue de « secrétaires du roi ». Enfin, la Table de Marbre, juridiction souveraine ou de première instance, suivant le cas, pour les affaires concernant les eaux et forêts, constituait une autre dépendance du Parlement. Cette troupe, parée et

1. Cf. FL. VINDRY, 126-137, et GROS, App. I. — Vindry dédouble par erreur un office (qui fut doublement pourvu pendant la Ligue). Tenir compte aussi du fait qu'il dénombre les offices supprimés avant 1587 ou créés après, et qu'il compte les gens des Requêtes avec ceux de la cour souveraine proprement dite. Gros néglige les chev. d'honneur, le cons.-né et donne les titulaires multiples ou successifs de divers offices entre 1586 et 1596 environ. Une omission : le cons. Philibert Tixier. — Breunot, pour 1575, énumérait 4 présidents (il y a ajouté, après coup, le 5^e, créé en 1576) et 33 conseillers (I, 169). Supprimer dans sa liste des conseillers le nom de Bén. La Verne déjà compté comme président, et les 6 derniers qui sont ceux d'officiers entrés postérieurement. — Le proc.-général avait un substitut, que nous ne comptons pas parmi les officiers. Nous ne comptons pas non plus un trésorier payeur.

2. Sur tout cela, v. LA CUISINE, I, 44-57 (qui pèche par confusion chronologique, et reproduit sans critique les indications de GARREAU, *Descript. du gouv. de Bourg.*, 1717, 141-151) ; BN, fr. 8251 ; *Reg. Parl.*, I et II ; Breunot, I. — La Grand'Chambre restait la chambre supérieure, qui jugeait les appels civils difficiles ou importants, et arbitrait les conflits des autres chambres. La Tournelle (depuis 1537) jugeait les causes criminelles et aidait la Grand'Chambre. La chambre des Vacations (depuis Henri II et Charles IX) assurait l'exercice de la justice durant les trois mois des grandes vacances. La chambre des Requêtes du Palais, créée en 1575, jugeait, en première instance seulement, des causes civiles concernant des privilégiés et d'abord les officiers des cours souveraines elles-mêmes. — En 1589, Henri III allait créer une cinquième chambre, celle des Enquêtes.

grave, bardée de règlements et de rites, régnait déjà sur a vie dijonnaise. Le cœur de cette ville-capitale, de la Sainte-Chapelle à la commanderie de la Madeleine, du Vieux-Collège à la place Saint-Christophe, était sous sa domination. Du Palais — progressivement reconstruit ou construit au cours du siècle, inachevé en 1587, mais depuis quinze ans déjà imposant, — la vie de la cour, ses incidents, ses bruits débordaient sur la vie urbaine, qui empruntait aussi au Palais le rythme saisonnier de ses solennités et travaux ¹.

Double était le caractère du Parlement : tribunal et conseil ; et double, comme celle des bailliages, était sa fonction : à la fois judiciaire et administrative. Mais, cour supérieure de justice, tel était son titre premier. Non seulement il recevait les appellations, médiate ou immédiates, venues des juridictions inférieures, mais il contrôlait ces justices : bailliagères, communales, seigneuriales ou particulières, et tranchait entre ces justices les incessants débats de compétence ². Les officiers des tribunaux de bailliage pourvus par le roi passaient devant lui leur examen de suffisance.

Mais ses pouvoirs politiques et administratifs, on le sait, étaient aussi importants. A ce point de vue encore, les bailliages ³ dépendaient du Parlement. Si les conseils de bailliage recevaient directement les lettres du roi, ses actes du moins, — édits, ordonnances, lettres patentes, — lui étaient transmis par la chancellerie de Dijon. Le Parlement demandait aux lieutenants-généraux de bailliages des rapports, les astreignaient à paraître aux rentrées de la Saint-Martin et parfois à y recevoir particulière semonce. Par eux, la cour se faisait informer de toutes questions d'administration et même de gouvernement concernant, de près ou de loin, des ordonnances ou édits copiés en ses registres : dangers de disette et prix des vivres, danger de peste et progrès de la « religion ». Après quoi, toutes informations prises et l'expérience personnelle de ses membres considérée, le Parlement rendait ses arrêts, tarifant le blé ou le pain et interdisant la traite des « grains » hors du ressort, réglant les décriés monétaires ou édic-tant le cours forcé des espèces, arbitrant surtout : — arbitrant, par

1. V. sur le Palais, et sur la vie parlementaire, le livre cité de P. PERRENET. Cf. sur les travaux de 1560-1587 : C.-D'OR, C 2434. — Il y avait grandes vacations de l'Assomption à la Saint-Martin ; puis messe du Saint-Esprit à la Sainte-Chapelle ; séance de rentrée, ornée de la mercuriale du procureur-général, et l'année parlementaire commençait. De généreuses fêtes chômées en réduisaient le poids qu'allégeait déjà le nombre même des conseillers. — Le Palais vaquait de la Saint-Thomas aux Innocents (21-28 déc.), une douzaine de jours à l'époque de Pâques et quelques jours entre l'Ascension et la Trinité. Cf. BN, fr. 8251, f. 52 v°.

2. V. p. ex., BERTUCAT, *La jur. mun. de Dijon*, 171-172 et 174-175 (conflit avec les juges-consuls).

3. Sauf bien entendu, ceux d'Auxerre, de Mâcon et Bar et, à Charolles, le bailliage comtal.

exemple, les conflits des métiers et des mairies¹. Cette compétence administrative ou politique s'étendait, en effet, à la surveillance des communes et de l'usage qu'elles faisaient de leurs franchises. — Le Parlement réglementait les pratiques électorales, condamnait les brigues et, à Dijon, déléguait chaque année aux élections des maires deux conseillers². — Il veillait sur la frontière, dont les violations provoquaient ses interventions auprès des pouvoirs comtois. Il correspondait avec la cour de Dole munie de pouvoirs égaux : la Neutralité était entretenue par ces deux compagnies de bourgeois propriétaires. On peut donc dire que presque rien, dans la vie, ni dans les préoccupations des Bourguignons, n'échappait à la compétence de ce conseil d'État.

Si l'on ajoute encore le droit capital partagé avec l'autre « cour souveraine », la Chambre des Comptes, de faire remontrances sur les actes du roi et de retarder leur application dans son ressort par refus d'enregistrement, l'on peut comparer ce total de prérogatives et d'attributions effectives à la maigre poignée de pouvoirs conférée au gouverneur, du moins par la lettre des provisions royales. — Puissance administrative et judiciaire, droits politiques : les hautains « sénateurs », si fiers de leur « longue robe », n'étaient pas tous de puissants esprits et la chronique du Palais, qui les montre, lorsqu'ils prennent leur « loi », ânonnant sur les *Décrétales* et répondant « frigidissime », ou même frappés d'ajournement³, suffirait à éveiller, en l'espèce, le sens critique. Ces quarante robes rouges, cependant, béjaunes ou grisons, encore roturiers ou déjà nobles, riches presque tous de vignes et de droits féodaux, pouvaient se dire, quant à la puissance « d'État », sans égaux dans la province.

Au total⁴, une armée nombreuse, hiérarchisée, tumultueuse et défiante, divisée en corps multiples et jaloux, mais prête cependant à faire front contre tout ennemi de l'office, tenait tous les chemins, tous les sentiers où pouvait passer l'autorité. Lorsqu'il entreprenait sur l'autorité « d'État », de quelque côté qu'il songeât à faire sa trouée, un gouverneur ambitieux trouvait voie gardée.

Mais, en face des officiers du roi, le pays lui-même érigéait ses droits et ses assemblées.

1. V. le recueil d'arrêts de B. DIJON, Saverot, 3.

2. V. p. ex., B. DIJON, Anc. fonds 227 (rec. d'arrêts sur les élections communales en Bourg.) et les reg. de délibérations et d'arrêts (copies) de Saverot 1 et 3. La suite de cet ouvrage fournira un bon nombre d'exemples. — Inutile de rappeler combien le rôle administratif du Parlement est d'ordinaire méconnu par les historiens provinciaux.

3. V. les notes de Breunot à ce sujet, I et II, *pass.* Cf. LA CUISINE, I, 89-90.

4. Ne nous proposant pas d'être complet, nous ne disons rien ici des premiers présidiaux, des juges-consuls et des autres corps locaux d'officiers et des autres juridictions diverses dévolues à des officiers.

LES PUISSANCES INDIGÈNES. LES MAIRES ET ÉCHEVINS.

Les « villes », ces adversaires locaux de la concentration monarchique et des gens du roi, étaient encore, sous Charles IX et Henri III — bien des faits le montrent, — des forces en pleine vie : c'est en 1565 que Chalon obtint sa mairie ; c'est en 1579 que la mairie de Dijon finit par absorber la prévôté, cet organe d'ailleurs atrophie qui rappelait l'ancienne limitation des libertés communales¹. Mais, dans le groupe urbain, en Bourgogne, tout était dégrés et dissemblances. Issues de chartes de types divers, et modifiées ensuite par des destins capricieux, les organisations des « villes et communes » offraient, en 1587, des différences évidentes et multiples². Il était de vieilles communes largement munies, dès le XII^e ou le XIII^e siècle, comme Dijon, Beaune, Auxonne, Mâcon, et des communautés toujours mal loties, comme Autun, Avallon, Saulieu, dont les échevinages s'étaient constitués seulement après la réunion de la Bourgogne³.

Nombre très variable d'échevins : à Dijon vingt, sans compter le procureur-syndic et cinq ecclésiastiques ; mais à Auxonne, à Chalon et dans beaucoup de bourgs, quatre seulement comme dans les communes villageoises⁴. Inégalité des mairies en autorité, et même, en

1. PERRY, *H. de Ch.*, 340 ; GARNIER, *Ch.*, I, n° CIII ; cf. *Corr.*, n° 311.

2. L'ouvrage fondamental est celui de GARNIER et CHAMPEAUX, *Chartes, Introduction*, 309 et s. Parmi les trav. secondaires (très nombreux) : NIEPCE, *Rech. hist. sur les lib. et fr. de Chalon-s.-S.* (*Mém. de la Soc. d'hist. de Ch.*, I) ; G. JORDAN, *De l'org. mun. de la v. d'Avallon aux XVI^e et XVII^e s.* (*B. Soc. d'ét. d'Av.*, 1861) ; AMANTON, *Précis... sur l'établ. de la commune... de Dijon* ; BERTUCAT, *La jurid. mun. de Dijon* ; L. MILLOT, *Él. crit. sur les orig. de la v. d'Auxonne, sa cond. féod. et ses franchises* (*Mém. Soc. bourg.*, 1899) ; A. ALBRIER, *Les maires de la ville d'Arnay-le-Duc*, Dijon, 1868, in-8°. — Parmi les sources imprimées : Documents sur Chalon dans l'*Ill. Orbandale*, I, 13-34 ; — sur Autun, dans ABORD, III, P. J. ; — *Le Règlement politique fait par les vicomte maieur, prevost et eschevins de la ville de Dijon, émoloué par la Cour de Parlement du duché de Bourgogne en février 1580*, Dijon, J. des Planches, 1580, in-8°. — Nous nous abstenons d'indiquer ici des cotes d'archives. Cf. du reste, à ce sujet, notre Bibliographie. — Pour la comparaison : LARONZE, *Le reg. mun. en Bretagne pend. les g. de rel.* ; PRAROND, *Abbeville* ; HENRY, *Reims*.

3. Nous commettrons donc un abus de terme en parlant assez souvent, dans la suite de cet ouvrage, du mouvement « communal » et de la bourgeoisie « communale », même lorsqu'il s'agira de villes non réellement organisées en communes. On nous pardonnera ce terme très expressif d'un esprit et d'une tendance qui pouvaient exister et existaient aussi bien à Autun et Avallon qu'à Beaune ou Dijon.

4. Toutes les villes citées avaient de plus un maire et, au besoin, un procureur-syndic. Autun avait 1 maire (le vierg), 4 échevins et 2 procureurs-syndics ; Seurre, 1 maire et 6 éch. ; Beaune de même, ainsi que Nuits, Vitteaux, Semur (on voit là le cas d'un groupe régional soumis à la même règle). Il était des bourgs munis de 2 ou 3 échevins seulement comme Aignay-le-Duc, Nolay. Châtillon, qui formait deux villes, avait deux échevinages (GARNIER, *Ch.*, Intr., 314-317).

deux ou trois cas échevinages sans mairie, à la manière du consulat lyonnais, dont l'influence, en cela encore, se reconnaît à Mâcon. Date variable de l'élection annuelle : la veille ou le lendemain de la Saint-Jean d'été à Dijon et dans la plupart des villes du centre ; le 31 décembre ou le 1^{er} janvier à Semur, Châtillon, Seurre¹. Élections elles-mêmes diverses quant au mode et à l'objet. A Dijon, c'était le maire que les « habitants » dotés de l'incolat et quittes de leur taille, élaient au suffrage universel². A Chalon, au contraire, ce maire n'était choisi que par huit prudhommes et les quatre échevins que ces prudhommes avaient déjà désignés. A Beaune, à Seurre, à Autun, l'élection était pareillement à deux degrés : élection de prudhommes, puis, par ces prudhommes, élection des échevins ; après quoi, ces échevins choisissaient à leur tour le maire parmi eux³.

Rien de plus divers encore, par les règles, les usages et même l'esprit, que les séances et délibérations échevinales au long de l'année municipale. A Dijon, par exemple, on voyait la classe des avocats et procureurs, jalouse de son autorité propre, fermer la maison de ville aux officiers du roi, en l'espèce surtout aux grands robins des cours, et prendre seule ses mesures d'autorité. A Mâcon, au contraire, le gouvernement du peuple était, en principe, exercé par la bourgeoisie entière. Au moins depuis les troubles religieux, toute décision importante ne se prenait qu'après assemblée, à la « maison commune », des « principaux bourgeois et habitants », parmi lesquels, au premier rang, figuraient les officiers du roi (bailliage et élection), avec, à côté d'eux, le plus souvent, les représentants de l'évêché et des chapitres⁴. Les assemblées « générales » des habitants étaient rares à Dijon et fréquentes à Chalon, par exemple, où la vie municipale, autour de la Maison commune, avait un accent peut-être plus populaire qu'ailleurs. A Dijon, l'échevinage fermait sa porte et gouvernait seul. A Mâcon, il constituait une sorte de commission des

1. Beaune, Autun, Chalon, Auxonne élaient à la Saint-Jean, Mâcon le 31 déc. (GARNIER, 316 et s. ; l'*Ill. Orb.*, I, 23).

2. Les relevés de votes, placés en tête des registres annuels, permettent de penser que le nombre des votants atteignait rarement 1.000. Souvent il descendait à 500. — Après cette élection la Chambre de ville se reconstituait ainsi : le nouveau maire « retenait », de l'année précédente, 6 échevins de son choix, et ces 6 échevins choisissaient les 14 nouveaux (GARNIER, l. c., 317-323 ; AMANTON, 29 et s. ; B. DIJON, A, fonds 227, etc.).

3. GARNIER, l. c., 330-351, et les historiens de Beaune (Gandelot), Chalon (Perry), Autun (Abord), etc., donnent toutes les indications sur ce renouvellement.

4. Les notables présents sont en général une trentaine (la convocation étant faite « jusques au nombre de quarante » ou cinquante). Dans les cas très importants et urgents, assemblée générale (250 hab. environ sont alors présents). Alors, chaque cinquantaine (division urbaine) délibère à part, chacun dans sa « chambre » ; après quoi, la résolution de l'assemblée est absolument irrévocable. Bons ex. d'assemblées dans MACON, BB 55, f. 60-70, fév. 1589. Sur ces pratiques, v. BB 50, 53, 55, etc.

notables qui veillaient tous aux affaires. A Chalon, il admettait, se considérant comme un comité restreint, de soumettre les affaires au peuple assemblé ¹. — Et si, enfin, l'on considère les mairies, quelle inégalité encore ! Le vierg d'Autun, le maire de Chalon, élus d'échevins eux-mêmes élus au suffrage à deux degrés, faisaient médiocre figure à côté du vicomte-mayeur de Dijon, élu direct du peuple.

Il faut donc se garder de tenir pour uniformes ces institutions urbaines. Mais il faut aussi reconnaître, sous les couleurs et les formes variables, la constance d'un fait important, qui était l'activité conquérante des oligarchies communales. Oligarchies plus ou moins constituées, sans doute, plus ou moins libres, plus ou moins puissantes. Dijon même qui, avec la cooptation échevinale, conjuguait la mairie élue par le « commun » entier, semblait représenter le « compromis qui conciliait les intérêts d'une démocratie urbaine avec ceux d'une oligarchie de notables ² ». Mais, en fait, le vicomte-mayeur, élu presque toujours après avoir gagné la majorité des 400 ou 500 suffrages par la pratique, sans cesse dénoncée et irrémédiablement passée dans les mœurs, des « brigues », achats de voix et « monopoles » ³, n'était jamais, à l'époque d'Henri III, qu'un bourgeois de la même équipe d'ambition et d'entreprise que celle où il choisissait lui-même ses « retenus » et, avec eux, ensuite, les échevins nouveaux. La mairie élue, loin de remplir l'office de contrepoids de l'oligarchie ne faisait que lui apporter l'appui d'une apparente consécration populaire. A Mâcon, l'oligarchie sans maire n'avait pas ces dehors triomphants. Il lui fallait composer avec ces officiers du roi, gens du bailliage et de l'élection, à qui les usages communaux ouvraient la porte de la maison de ville. A Chalon, Autun, Auxerre, c'était le chapitre cathédral qui exerçait sa pression ou s'essayait à la tutelle : fâcheux divers qu'ignorait Dijon. Dans les petits sièges bailliagers, il fallait faire encore part aux officiers, parents très proches des échevins. Il est

1. Il ne faut d'ailleurs rien systématiser. Remarquons, d'abord, que souvent l'assemblée dite générale ne comprend que 80 ou 90 habitants présents (CHALON, BB 6, 7, 8, etc., années 1576-1587). Remarquons aussi que si la Chambre de Dijon n'invite pas d'ordinaire les parlementaires à ses séances, elle convoque cependant de loin en loin les « principaux bourgeois et habitants » (v. par ex. DIJON, B 226, f. 130, 31 déc. 1588).

2. M. Roupnel, de qui est cette formule (155), l'applique à une époque postérieure.

3. Les condamnations répétées de ces brigues par le Parlement en dénonce la gravité et la constance. L'arrêt du 18 juin 1587, renouvelant des arrêts antérieurs (not. celui du 20 juin 1586, DIJON, B 226, f. 1 v°), interdit le vote des mendiants, dénonce des fraudes diverses et condamne les « brigues et monopoles » qu'il fera frapper, entre autre sanction, de censure ecclésiastique sans acception de personnes (B. DIJON, Anc. fonds 227, f. 32 bis). L'édit de 1611, établissant le cens électoral, se proposera d'écarter désormais les « abus, corruptions... commis trop fréquemment du passé » et de l'utilisation électorale des « habitants de la plus abjecte et moindre condition... » (GARNIER, *Ch.*, I, n° cxi. Cf. les lettres de 1599 et 1608, n° cviii et cix).

vrai, que là, souvent, comme à Avallon, cette ville encore sans mairie cependant, se constituait une équipe plus définie, comprenant quelques noms sans cesse reproduits par les registres municipaux ¹.

Mais abrégeons. A côté de ces inégalités et de ces différences, le milieu du xvi^e siècle avait du moins apporté un trait commun : l'activité défensive des villes pour la sauvegarde des privilèges.

LES MAIRES ET ÉCHEVINS : LA DÉFENSE DES « LIBERTÉS ».

La défense des libertés : sous la poussée des avocats, — à la faveur du trouble de l'autorité royale, — dans l'exaltation des sentiments stimulés par la guerre, cet idéal devenait action. En Bourgogne, les attaques protestantes venues des Allemagnes et de la vallée du Rhône avaient, durant quinze ans, clos les portes des villes, et dans ces villes isolées et exaltées, qui se savaient à la fois enjeux et arbitres des partis, l'autorité indigène, dans le domaine militaire, et bientôt dans tous les secteurs de la puissance politique, avait énergiquement exercé et défendu ses droits ². Celui, d'abord, qui classait une puissance publique : le droit de juger. Les mairies de Dijon, Beaune, Auxonne, Montbard, Semur, avaient, au temps des constitutions communales, reçu tous les pouvoirs du seigneur haut-justicier et elles les avaient gardés jusqu'au xvi^e siècle. Or, nulle part, sans doute, moins qu'en Bourgogne, les édits restrictifs de ce siècle n'avaient réussi à les diminuer. L'édit de Moulins retirait-il aux villes, en 1566, la juridiction civile ? Les forces urbaines, aidées par les États provinciaux, donnaient à fond et, en 1570, Dijon et Autun étaient rétablis dans la plénitude de leur justice, puis, cinq ans après, les autres villes du pays ³. L'édit d'Amboise de 1572 rognait-il les pouvoirs communaux de police, le droit de « faire... règlements et mettre taux aux vivres » et de juger les contraventions ? C'était une nouvelle levée et, finalement, une nouvelle reculade du roi ⁴.

Victoires précédées, d'ailleurs, de longues batailles contre une

1. De 1580 à 1585 (AVALLON, BB 1) : Jehan Borot, notaire ; Sébastien Goreau, avocat ; Georges de Clugny, docteur ès droits, juge-prévôt ; Georges Filsjean, du bailliage ; — puis de 1587 à 1595 (BB 2) : les mêmes plus Thomas Germinot, marchand ; Sébastien Filsjean ; Jean Regnard, avocat.

2. V. surtout pour l'analyse de ces pouvoirs GARNIER et CHAMPEAUX, *Ch.*, *Intr.*, ch. XIV : justice ; ch. XVII, § VII et IX : police ; ch. XVIII : guet et milices ; et, entre les p. 371 et 921, quantités d'indications de tous genres. Nous ne retenons ici, bien entendu, que quelques traits généraux.

3. ISAMBERT, XIV, 208 ; GARNIER, *Ch.*, I, n^{os} CLXIV, CCHII, CCXXXI, CCCIV, CCCLXVII, etc. Pour Dijon, DIJON, C 1.

4. DIJON, C 1 (lettres pat. du 18 nov. 1572). Cf. BERTUCAT, 177-178. Pour Auxonne, GARNIER, *Ch.*, II, CCHII. — Sur les droits de police de Mâcon : MACON, FF 24 ; de Chalon : CH., FF 1.

coalition d'officiers du roi : gens des bailliages, du Parlement, ou même gens des Monnaies souvent, ou des Eaux et forêts ; de batailles aussi contre les seigneurs justiciers des alentours des villes, et, depuis 1564 ou 1565, contre les juges-consuls ¹. Mais de ces âpres débats les mairies sortaient plus résolues ; elles peuplaient leurs propres auditoires par un exercice plus intense de leurs attributions. Jamais encore leurs clercs n'avaient écrit autant d'interrogats et de sentences que dans les années 1581-1587. Jamais non plus, réguliers ou surnuméraires, autant de sergents portant les couleurs rouges de la justice dijonnaise n'avaient fait faction devant la maison du vicomte-mayeur juge communal, enquêté par les rues, escorté les condamnés au Morimont ².

Il serait aisé de montrer qu'en toutes leurs attributions les maires et échevins se défendaient de même, quant au droit, et de montrer, en outre, quant au fait, qu'ils empiétaient souvent sur les autorités voisines. Leurs registres disent leur police active et leurs interventions quotidiennes dans les domaines les plus divers : exercice des métiers, ravitaillement, prix des denrées, ordre des marchés, poids et mesures, lutte contre la peste et tenue des hôpitaux ; — garde et milices surtout. A Dijon, le gouverneur donne un règlement, mais la mairie l'exécute seule, et pourvoit à son gré aux mesures de sécurité exceptionnelles : depuis 1562, les citadins ont non seulement pris l'habitude de coiffer leur salade, mais celle de reconnaître leurs maires-capitaines ³. La garde des murs : droit exclusif de la ville ⁴ ; prérogative jalousement gardée et particulièrement importante par ces temps de guerre.

Enfin, la gestion des deniers. L'une des bases positives de la puissance municipale, c'était, moins reconnu que d'autres, mais effective et d'usage, l'indépendance financière. En théorie, un double et sérieux contrôle s'attachait à l'emploi des deux revenus principaux, patrimoine et octrois : contrôle des habitants pour le patrimoine, contrôle de la Chambre des Comptes pour les octrois ⁵. En pratique,

1. Qui apparaissent à Auxerre en 1564, à Dijon en 1565, et retirent aux mairies la connaissance des petits conflits commerciaux. V. CH. DEMAY, *La jur. cons. d'Auxerre* (B. Soc. des sc. de l'Yonne, 1894) ; SIMONEAU, *Orig. des juges-consuls d'Aux.* (Ann. de Bourg., 1934, 94) ; BERTUCAT, 174. — Sur ces conflits, pour la période 1555-1587 : DIJON, C 8.

2. V. C.-D'OR, BII 360. 20 sergents au début du XVI^e s., puis 24 jusque vers 1580, puis 21 seulement, y compris le trompette communal (GARNIER, Ch., Intr., 395-396, et notes).

3. V. GARNIER et CHAMPEAUX, Ch., Intr., ch. XVII (nomb. références) ; AUXERRE, Reg. de 1581 (délib. du 24 déc.).

4. Passons rapidement sur tous ces sujets (v. GARNIER, l. c.). Sur les gardes la suite de l'ouvrage donnera quelques indications. Dijon a un capitaine (communal) des murailles, Chalon un capitaine des milices, Mâcon un capitaine de la ville.

5. Supprimé à plusieurs reprises, par ex. par François II (DIJON, M 346, f. 2).

nulle autre entrave que l'épuisement des ressources elles-mêmes. Sur des irrégularités notoires, le roi fermait les yeux et l'inspection des maîtres et correcteurs des Comptes était encore plus inefficace que tracassière¹. Or, les conséquences importaient. Elles étaient doubles. D'abord une extrême facilité à la dépense², un risque constant de ruine, la précarité des ressources urbaines et la nécessité des emprunts, qui auront tôt fait de devenir des emprunts forcés³. Ensuite, d'excellentes facultés et moyens pour les équipes communales ; le moyen aisé de payer des dévouements ou une popularité et, dans les cas d'urgence où « besoing faict », une liberté d'action qui pouvait devenir, contre des adversaires entravés, une arme précieuse. Cette aisance financière, en attendant la gêne et les dettes⁴, allait servir les gens des « villes », assurer leur audace et faire rechercher leur alliance.

De tous ces pouvoirs, un personnage possédait l'essentiel et représentait l'ensemble avec un relief qui, depuis vingt ans, s'accusait rapidement et exprimait la « crue » de l'esprit communal lui-même. Entre tous les maires se détachait celui de Dijon. Élu du peuple, juge et arbitre de presque tous les habitants de sa ville, maître d'un ou deux milliers de miliciens dont il nommait les officiers, détenteur des clés des portes et de l'arsenal, muni du droit de scel, du droit de fixer les prix, avec cela président-né et élu perpétuel du Tiers État aux États provinciaux, et anobli par ses fonctions de maire⁵, il faisait, dès 1587, haute figure et l'on comprend que son titre ait paru redoutable aux robins, désirable aux avocats. Au point de vue du droit, les institutions communales ne faisaient que se défendre : les maires et échevins, en 1587, n'avaient fait inscrire dans les édits du roi aucune de ces conquêtes positives, de ces « nouveautés » qui modifiaient l'équilibre juridique des puissances ; mais un esprit, une force s'exaltaient et, désormais, en Bourgogne, l'« honneur deu aux corps de villes⁶ », le respect des privilèges étaient requis avec un

Charles IX, à Dijon, l'avait rétabli (C.-d'OR, B 11602 ; cf. BERTUCAT, *Les fin.*, 9). Mais Henri III dispensa de rendre des comptes pour des dates remontant au-delà des trois dernières années (pour Autun : B 11603).

1. BERTUCAT, 8-9.

2. Les entrées des rois (Ch. IX en 1564, Henri III en 1574), les équipements militaires étaient occasions de gaspillage.

3. Nombreux ex. dans la suite de cette étude.

4. V. à ce sujet, ci-ap., ch. XI.

5. Pouvoirs remarquables et admirés par les historiens modernes (AMANTON, *Précis*, 24 et s. ; GARNIER, *Ch.*, Intr., 390 et s. ; LA CUISINE, I, p. XLIX et s., cv) et déjà par les contemporains (*Cosmog. de Munster*, éd. Belleforest, I, col. 285 ; — DIJON, B 11 ; B.N., Moreau 815, pièces sur la mairie de Dijon). — Les pouvoirs des autres maires sont inférieurs, mais encore importants. V., par ex., ceux du m. de Chalon dans l'*Ill. Orbandale*, I, 27-34.

6. Expression d'Et. Bernard, *Corr.*, n° 533.

accent que les générations d'avant les guerres civiles n'avaient pas connu¹. Le Parlement, qui veillait, y savait démêler une menace pour l'avenir et telle de ses mesures, par exemple l'interdiction, en 1587 précisément, de « continuer » un même maire plus de trois ans, révèle une intelligence assez claire des directions où marchaient les oligarchies communales². Les oligarchies bourguignonnes participaient à cette fièvre des « républiques » qui travaillait l'ensemble du royaume.

Sans doute, la Bourgogne ne possédait aucune de ces « grosses citez » que La Noue représente comme faisant, plus haut que les autres, « bruire leurs privilèges³ ». Les théories et l'exemple y faisaient cependant leur œuvre et, lorsque Guillaume Royhier, vicomte-maieur durant six années — de 1581 à 1587, — parlait, à Dijon, de « ceste république⁴ », il n'est pas douteux qu'il exprimait l'idée, plus ou moins claire, d'une sorte de petit état urbain émancipé et autonome. Quelles que fussent leurs diversités, on peut dire que nulle part les villes bourguignonnes de 1587 n'étaient des organismes diminués défendant seulement un reste de vie. Elles venaient de se défendre, certes, et contre un cercle d'ennemis puissants, mais elles avaient élargi ce cercle, et, désormais, derrière leur esprit de conservation, c'était l'esprit de conquête qui s'annonçait sous le stimulant d'un mouvement social. Des villes pauvrement dotées comme Avalon, bien loin de renoncer, se préparaient à enlever de haute lutte mairie et juridiction. Des oligarchies brillantes comme celle de Dijon brûlaient d'atteindre à cet « apogée d'autorité » dont parle la harangue funèbre d'un maire ligueur⁵.

LES PUISSANCES INDIGÈNES. LES ÉTATS PROVINCIAUX⁶.

Institution commune à l'ensemble de la province, les États « généraux » de Bourgogne jouissaient d'un prestige encore plus étendu que le Parlement. Le nom bourguignon servait leur renommée :

1. L'occasion fut souvent, de 1562 à 1587, dans les tentatives faites par le gouverneur ou le lieutenant pour introduire dans les villes des garnisons, par ex. à Dijon en déc. 1572 (DIJON, B 210).

2. Règlement du 23 juin 1587 (B. DIJON, Anc. fonds 227, f. 33). Ce règlement d'ailleurs avait aussi son sens restreint. Il s'agissait d'écarter de la mairie de Dijon, aux élections de la Saint-Jean, l'avocat Royhier, renouvelé depuis 1581, dont il est question ci-dessous.

3. *Disc. politiques et militaires* (1587), 13.

4. DIJON, B 223, f. 216 v^o (juin 1586) ; B 224, f. 40 v^o (7 juil. 1586) ; etc. — Les termes « ville et commune » sont, eux, d'usage courant (v., par ex., *Corr.*, nos 306, 307, 311, etc.).

5. Crochard, *Har. jun. d'Etienne Bernard*, 10.

6. Références valables pour l'ensemble du paragraphe : C.-d'OR, C 2969 et s., not. 2972, 2979 ; — ROSSIGNOL, *Des lib. de la Bourgogne... par les jetons de ses Etats* ; BEAUNE et d'ARBAUMONT, *La noblesse aux Etats* ; G. WEILL, *Les Etats de*

les ambassadeurs toscans, dans leur correspondance diplomatique, les plaçaient presque sur le même plan que les États de Flandre¹. Dans la province même, leur réunion, tous les trois ans, était un événement solennel, et Saint-Julien de Bailleure, en 1581, leur dédiait son grand ouvrage : *De l'origine des Bourgongnons et Antiquité des Estats de Bourgogne*, qui contenait, en une dizaine de chapitres, l'exposé de leurs titres anciens².

Cet apologiste romanesque ne craint pas de faire remonter au temps gaulois l'origine de sa glorieuse assemblée. Elle venait de moins loin, du milieu du xiv^e siècle, seulement³. Depuis, l'institution s'était régularisée sous la forme d'une assemblée périodique laissant un groupe d'« élus » exécuter ses décisions durant l'intersession⁴. Et la réunion des trois ordres du Duché était devenue, au xv^e siècle, les États « généraux », où les pays adjacents, le Charollais, dès 1431, plus tard l'Auxerrois, le comté de Bar et le Mâconnais rejoignaient les vieux pays duchois lorsqu'il s'agissait d'une « session financière »⁵.

C'était donc le pays bourguignon tout entier qui, après convocation signée du roi, en mai 1575, mai 1578, mars 1579, août 1580, mai 1581, mai 1584, mai 1587⁶, envoyait à Dijon⁷ ses représentants. Ils formaient trois chambres : — celle de l'Église d'abord, clercs séculiers et réguliers : l'abbé de Cîteaux et souvent un évêque, les abbés et les doyens des prieurs, les délégués des chapitres ; — celle de la Noblesse, où était convoqué tout possesseur de fief bourguignon, en fait, un nombre limité de nobles « entrants »⁸ ; — celle du Tiers État enfin, formée par les députés des échevinages, ordinairement

B. sous Henri III ; BILLIoud, *Les Etats de B. aux xiv^e et xv^e s.* ; THOMAS, *Une prov. sous Louis XIV* ; F. DUMONT, *Une session des Etats de B.*, Dijon, 1935, in-8° ; DROUOT et GROS, *Recherches sur la Ligue*, II^e p^{ie} : *Mat. pour serv. à l'hist. des Etats roy.* — Aucune étude sur les États en général. — Pour la comparaison : Normandie, PRENTOUT, I et II ; Languedoc, DOGNON ; Artois, HIRSCHAUER, *Les Etats d'Artois*, Paris, 1923, 2 vol. ; Comté, FEBVRE, 84-91 ; etc.

1. *Négociations av. la Toscane*, IV, 246 et pass. (1578-1579).

2. V. surtout 60 et s. — Saint-Julien avait lui-même été l'un des élus de 1556 et il dit avoir compulsé les reg. des Etats (v. *Mél. hist.*, 94).

3. 1352 : date où le Duché est gouverné par Jean le Bon, pendant la minorité de Philippe de Rouvres. Une première assemblée s'était réunie en 1314, mais sans convocation pour protester contre une taxation, non pour la consentir (BILLIoud, 13-17).

4. BILLIoud, 328-338, 365.

5. Les États du Duché avaient encore des réunions spéciales. Sur l'origine des États généraux (1438 et 1473), v. BILLIoud, 352.

6. On voit que la périodicité triennale n'est nullement respectée. La crise fiscale de 1578-1580 trouble le rythme (C 3016). Mais le don gratuit est voté pour trois ans et sa perception est, par conséquent, organisée sur la base de la triennalité. Les « élus » (v. ci-ap.) sont désignés pour trois ans.

7. Les chambres s'assemblaient en la grande salle du Logis du Roy, ou au grand réfectoire de l'abb. de Saint-Etienne (C.-d'Or, C 3069, f. 165 v^o, 286).

8. BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La noblesse aux Etats*.

les maires ou échevins. Dijon, dont le maire était élu-né, envoyait, outre lui, deux échevins¹. C'eût été une foule de 300 personnes, peut-être, si tous les députés fussent effectivement « entrés ». Mais le nombre des non-comparants était toujours important. Entre 1578 et 1593, les sessions réunirent rarement plus de 100 députés.

Ces sessions, ouvertes en présence du gouverneur ou du lieutenant, du premier président au Parlement et de trésoriers-généraux, duraient peu de jours, de cinq à six, tout au plus. Journées remplies surtout par les délibérations des chambres : chacune, isolée, examinait, discutait la demande de taille et taillon produite au nom du roi ou les questions posées par le gouverneur, les gens des Comptes, les avocats-conseils ou les députés eux-mêmes. Les chambres communiquaient et s'accordaient par délégations. Enfin une séance plénière, — où l'on votait par ordre, — arrêtaient les « décrets ». La tenue une fois levée, une commission permanente demeurait à Dijon, pour exécuter les décrets : la Chambre des élus. Il y avait cinq élus, le Tiers État en ayant deux², et le roi ayant aussi le sien, nommé, celui-là, par lettres d'office³. De plus, deux maîtres de la Chambre des Comptes étaient adjoints aux élus comme techniciens et contrôleurs.

Organisation traditionnelle, mais non exempte d'iniquités. Que les représentants du Tiers État, limités dans leur nombre, ne fussent qu'une minorité en face de ceux des deux premiers ordres, c'était là la règle d'un monde, et qu'approuvait Saint-Julien, l'homme de l'aristocratie nobiliaire. Mais si le peuple urbain était dans une faible mesure représenté par des échevins bourgeois, le peuple rural, lui aussi payeur de tailles et de subsides, n'était, en cette assemblée, qui répartissait les charges fiscales, défendu par personne, si ce n'est, parfois, par les abbés et prieurs. Les petites villes n'étaient pas convoquées, ou étaient réduites à l'« entrance » alternative. Enfin, les comtés étaient représentés chacun par deux députés

1. Villes « entrant » aux États : Dijon, Autun, Beaune, Chalon, Nuits, Saint-Jean-de-Losne, Semur-en-Auxois, Avallon, Montbard, Châtillon, Auxonne, Seurre, Auxerre, Arnay, Noyers, Saulieu, Flavigny, Talant, Montréail, Mirebeau, Marcigny-les-Nonnains, Bourbon-Lancy, Semur-en-Brionnais, Vitteaux, Montcenis. Enfin les trois comtés — comme tels — de Charollais, Mâconnais et de Bar-sur-Seine, envoyaient aussi chacun deux députés. Cinq villes de la Bresse bourguignonne n'« entraient » qu'alternativement : Cuiseaux, Verdun, Saint-Laurent, Louhans, Cuisery. De même en Auxerrois : Cravant, Saint-Bris, Seignelay et Vermenton. — Sur les modifications du xvii^e s., v. THOMAS, 11-13, et DUMONT, 41-45. — Nous passons sur les affaires de préséance dont les registres sont remplis. Entre Chalon et Beaune, Beaune et Autun, etc., ces débats se prolongent pendant des lustres.

2. Dont, de droit, le maire de Dijon. Le second était fourni par Autun, Beaune, Nuits, S.-Jean-de-Losne, Semur, Avallon, Montbard, Châtillon suivant un tour réglé par une roue (repr. par BILLIARD, 167 ; cf. DROUOT et GROS, *Rech.*, II, *Mat.*, 16).

3. En 1587, l'élu du roi est Fr. Mareschal, pourvu en 1583 (C.-D'OR, B 27).

seulement et écartés du tour établi pour la désignation des élus triennaux ¹.

De ces élus, de ces États, la fonction était avant tout de représenter le corps bourguignon devant la fiscalité royale, d'accorder au roi l'« octroy et don gratuit » et, le cas échéant, les subventions exceptionnelles : ces expressions contenaient une fierté de pays libre. En fait, les commissaires du roi présentaient les demandes de S. M., et les recevoir, en négocier, les réduire, tel était l'objet propre des tenues régulières, la raison d'être de l'institution. Les États votaient la taille, le taillon pour trois ans, et les subsides. Ils fixaient ensuite les impôts à lever dans la province pour le roi ; ils y ajoutaient les impositions destinées à la province elle-même. La fonction première des élus était d'opérer la répartition de ces charges, avec la collaboration des maîtres des Comptes attachés à leur chambre, et suivant des bases consacrées ².

Aux receveurs, ensuite, de percevoir. Receveurs divers suivant les pays. Ici, receveurs des États généraux et nommés par eux, simplement ³ : il en était alors une vingtaine. Ailleurs, à Auxerre, Bar, Mâcon, collaboration des officiers des élections, qui avaient subsisté après l'« annexion » au Duché, et des élus des petits États locaux ; ailleurs encore, receveurs, mais désignés par les États particuliers ⁴. Il était au sommet une caisse et un receveur général des États, outre le receveur général détenant la caisse royale où les impôts étaient versés une fois par an et, non loin de lui, les trésoriers-généraux du Bureau des Finances. La Bourgogne avait sa gabelle propre, dont les États réglaient les « crues » ⁵, ces majorations de taxe par minot de sel à la sortie du grenier, qui servaient aux États à faire face aux exigences nouvelles de la royauté. Les élus surveillaient la régie des aides, affirmée par le roi, et qui d'ailleurs se réduisait, en Bourgogne, à peu de chose ⁶.

1. WEILL, 136 ; THOMAS, 9-16. Cf. ce qui est dit ci-ap. des États particuliers. En 1577, Marcigny demande à être distrait du bailliage de Mâcon afin d'avoir sa représentation propre aux États (S.-ET-L., C 467). — C'est Saint-Julien (*Or. des B.*, 71) qui montre dans les députés de l'Église des défenseurs des paysans.

2. Le comté d'Auxonne « portait » la 18^e partie (C.-D'OR, C 2979, 7485) ; le Mâconnais la 12^e ou la 11^e « à l'arbitrage des sieurs esleus et selon l'occurrence du temps » ; l'Auxerrois la 14^e ou 13^e ; le comté de Bar la 27^e ou 26^e ; le Charollais la 22^e ou 21^e (C 3070, f. 1) ; etc. Les proportions varièrent suivant les époques (V. BILLIoud, 355-356).

3. Sur la coexistence de ces receveurs nommés par les États et des receveurs du roi : THOMAS, 75 et s.

4. Sur ces modes divers : BILLIoud, 362-364 ; DUPONT-FERRIER, *Élections fin.*, I, 37-38 (élections et États aux XIV^e et XV^e s.). Le rôle des élections bourguignonnes au XVI^e s. et leur coexistence avec des États particuliers restent à étudier. Sur l'élection de Mâcon, pièces dans S.-ET-L., C 514.

5. Après autorisation du roi. — La gabelle de Bourgogne ne passera aux fermes qu'en 1604.

6. Marque des fers et des cuirs. Les vins de Bourgogne circulaient sans taxe,

Mais il était une autre activité des États : ils administraient. Le contrôle fiscal, l'emploi des deniers revenant au pays avaient entraîné leur ingérence toute naturelle dans les affaires de ce pays¹. A eux donc de pourvoir aux dépenses militaires faites par les garnisons : logement, subsistance, munitions ; aux frais des levées du ban ; à ceux de la police routière ; à ceux de l'entretien des routes, des ponts. A eux aussi de favoriser le commerce et l'agriculture. A eux d'activer la réforme de la coutume et, cette réforme réalisée, après 1570, d'en défendre désormais l'application. A eux enfin de payer leurs receveurs, avocats, procureurs, et surtout de voter les dons réguliers au gouverneur, au lieutenant-général et au lieutenant en l'absence, au premier président au Parlement, au secrétaire d'État correspondant avec la Bourgogne, aux secrétaires des gouverneurs².

Tels étaient, dans leurs éléments généraux, les attributions de ce corps bourguignon. Elles se superposaient, en partie, à celles des officiers du roi et entraînaient de nombreux conflits du pouvoir indigène avec le pouvoir royal représenté en l'espèce par la Chambre des Comptes³.

Il était aussi des conflits avec les États particuliers⁴. Les cinq

du moins ceux du Duché, car il y eut, au moins au xvii^e s., des fermiers en Mâconnais (THOMAS, 97).

1. On trouvera dans G. WEILL, *Les Et. de B. sous Henri III*, des exemples précis se rapportant à ces activités multiples et des références à C 3016, 3028 et 3067. Quelques indications relevées dans le registre de la tenue de mai 1587 (C 3069) donneront, elles aussi, une idée de la variété des questions abordées par les États : — demande à l'arch. de Besançon d'un vicair-général particulier pour le comté d'Auxonne (f. 167) ; — demande, au roi, de suppression des nouveaux offices (f. 168 v°) ; — protestation contre les anoblissements immérités (f. 170 v°) ; — plantation d'arbres fruitiers sur les grands chemins et réparation des ponts (f. 173 v°) ; etc.

2. En mai 1587 : par triennalité, à Mayenne 5.333 écus 1/3 (= 16.000 livres), à Charny 2.666 écus 2/3 (8.000 livres), à Guill. de Tavanès 833 écus 1/3 (2.500 livres), au 1^{er} pr. Brulart 333 écus 1/3, au secrétaire d'État Brulart 200 écus, aux secrétaires de Mayenne et de Charny 100 écus (C.-D'OR, C 3069, f. 185), sommes habituelles. Cl. de Guise et Aumale recevaient déjà 16.000 livres (C 3015, f. 21 ; BOUILLÉ, *Les Guises*, II, 185, 397). — Dans C 2979, f. 132, 179, 193, 206, etc., les lettres du roi autorisant la perception de ces dons. — Noter que les États entretiennent, d'autre part, depuis 1580 (date de l'ord. d'H. III approuvant la résolution prise en nov. 1578) une garde du gouverneur : 40 arquebusiers à cheval et un capitaine (C 3368, f. 221 ; C 3480 ; C 3067, f. 176 ; 3068, f. 81). — Les États part. font aussi leurs dons (ceux d'Auxonne : 300 écus au gouverneur, 400 livres au lieutenant : C 7505, 7506).

3. Exemples dans G. WEILL, *Les Etats de B. sous Henri III*, 138. En août 1588, les États veulent réduire les députés des Comptes et l'élu du roi à la simple séance à la Chambre des élus, sans voix délibérative (C 3069, f. 250). Les Comptes veulent avoir 4 représentants auprès des élus ; les États n'en admettent que 2 (C 3068, f. 20 ; 3069, f. 189) ; etc.

4. Sur les États particuliers : J. BILLIoud, *Les Et. de Bourg.*, 348-367 ; — Mâconnais : Marg. VERDAT, *Les Et. de Mâc. aux xiv^e et xv^e s.* (dans *Pos. de th. de l'Ec. des Ch.*, 1926) ; B. DIJON, *Anc. fonds 443* (hist. des Ét. du Mâc. par Janin) ; S.-ET-L., C 462, 467-470 ; MACON, AA 11 ; — Auxonnais : Fr. MOREAU,

comtés d'Auxonne, Charolles, Auxerre, Bar et Mâcon avaient conservé depuis leur annexion au primitif Duché leurs États locaux de bailliages. Représentés aux États généraux, ces comtés y pouvaient discuter la demande du roi, et leurs États particuliers devaient ensuite payer sans nouvelle négociation leur part du don voté à Dijon. Leurs petites sessions, — triennales en principe, — et les séances de leurs élus avaient cependant un objet : les petites impositions, d'abord, qu'ils avaient pouvoir de consentir pour les besoins de leur comté ; les doléances, ensuite, arguties et dérobades par le moyen desquelles ils s'efforçaient d'ajourner les versements de leur quote-part ou de faire diminuer leurs « cotes ». Rétifs aux convocations de Dijon, lents aux réponses, inertes malgré les semonces, ces petits États, éloignés de Dijon, inspirés par des praticiens habiles, représentaient la sournoise résistance des pays dits adjacents à la centralisation dijonnaise¹, et le rang second qui, aux États « généraux », était réservé aux Comtés était à leurs yeux, sans doute, plutôt un grief à entretenir, à exploiter, qu'une injustice à faire abolir².

Conflits qui mettaient sur les chemins, chaque année, le procureur-syndic, représentant des États de Bourgogne devant le Conseil d'État. Mais ce que ce procureur y plaidait surtout, c'était la mission même des États : la défense de la province devant le roi ; la sauvegarde de ses privilèges. Le rôle fiscal proprement dit des États était au fond peu de chose à côté de cette fonction morale essentielle où s'exprimait la vie de l'entité bourguignonne.

LES ÉTATS ET LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS BOURGUIGNONS.

Les résistances que les États de Bourgogne rencontraient dans la province même étaient les symptômes d'une fusion non encore réalisée entre les pays « adjacents » et le corps plus anciennement pétri de l'ancien Duché ; et cependant, malgré ce défaut d'homogénéité dont l'être bourguignon restait affecté, les « tenues » de Dijon coordonnaient et unissaient assez les causes générales et communes pour que les comtés mêmes, bénéficiant des luttes menées par les États

La suppr. des Etats du comté d'Auxonne et leur réunion aux Etats du Duché de B. (dans *M. Soc. d'hist. du droit bourg.*, 1935, 189-194) ; C.-D'OR, C 7482 et s., 7505-7506 ; — Auxerrois : LEBEUF, *Mém. sur l'hist. d'A.* ; — Charollais : L. BLIN, *Note p. servir à l'hist. des Et. du Charollais* (dans le c.-r. du XI^e Congrès de l'Ass. bourg., Chalon, 1934, in-8°, 45-47).

1. C.-D'OR, C 3066, f. 63 ; 3067, f. 35. Sur cette résistance des États particuliers, v. déjà BILLIoud, 356-360. Nous en rencontrerons de nombreux exemples. — Les États du comté d'Auxonne avaient réussi à conserver une autonomie bien affirmée que nous devons nous contenter, ici, de signaler. Ils recevaient directement les demandes du roi et votaient leur octroi à part (C 7485).

2. Ils ne laissent pas cependant de réclamer de temps en temps leur tour d'élection comme les bailliages du Duché. Les États éludent ces réclamations (C 3066, *pass.* ; C 3067, f. 35).

contre la centralisation autoritaire du gouvernement royal fussent attachés à eux par les liens d'une solidarité. Les États maintenaient une Bourgogne et les conservateurs de la flamme allumée au temps des ducs, le Saint-Julien de Balleure de l'*Origine des Bourgonnons*, par exemple, n'avaient pas tort d'exalter leur fonction. Sans eux, dans le passé, ne se fût pas formée, sans doute, cette conscience « bourguignonne », née de la résistance aux ducs autant que de la foi positive que s'attirait leur maison. De la solidarité fiscale et économique fondée ou entretenue par les États du Duché entre les vieux pays centraux, puis par les États « généraux » entre ce corps premier et les « pays adjacents », procédait, à défaut du goût et de la discipline des unions étroites, du moins l'habitude d'une visible communauté de fortune. Le développement historique qui a fait passer la vie dans le conglomerat formé par les ducs était autorisé par les conditions du sol ; mais imaginer une Bourgogne de tout temps prédestinée, et faire des États le reflet symbolique de ce destin, c'est errer. C'est, au contraire, à ces États que la Bourgogne du xvi^e siècle devait en grande partie son existence. C'était eux qui, du groupement premier, juridique et féodal, avaient préparé l'adaptation économique et humaine ; eux qui avaient, en 1477, présidé à la survivance, dans le royaume français, du corps provincial armé de libertés. Conseil négociant avec la monarchie au nom des droits communs à toutes les Bourgognes, institution synthétique devenue la « place-forte » des libertés reconnues par le roi lors de la Réunion, les États, en 1587, portaient vraiment le seul nom auprès duquel celui de Bourgogne prit toute sa valeur : c'était en eux, bien mieux que dans le Parlement de Dijon, cour du roi, et dont le ressort n'em brassait pas tous les comtés, que, malgré les rétivité et les réserves de certains cantons, la province se reconnaissait.

Les « tenues » de Dijon défendaient les droits de cette province, locaux ou généraux, et, en 1587, elle venait de l'éprouver en des occasions récentes. Les États avaient, après l'édit de Moulins, lutté pied à pied pour ses juridictions communales¹. Ils avaient obturé diligemment les brèches ouvertes dans ses privilèges judiciaires par le Parlement de Paris ou l'archevêque de Lyon² ; relevé jalousement toute menace portée contre les coutumes de Bourgogne remises au point en 1570³. Et le célèbre épisode des Remontrances de Rouen (1578) avait résumé, en somme, toute cette attitude de vigilance et de garde. Lorsque, joignant leur opposition à celle de la Normandie, les États envoyèrent à Henri III frère Nicolas Boucherat, abbé de Cîteaux, pour protester contre le gaspillage des deniers publics et rappeler au tyran que

1. Et cela jusqu'à la victoire de 1575 (C.-D'OR, C 3064-3066).

2. C.-D'OR, C 3016, f. 54, 55.

3. *Ib.*, f. 106, 153-154.

Roboam perdit autrefois, par sa faute, l'obéissance des tribus d'Israël ; lorsqu'ensuite, au souverain essayant tour à tour intimidation et douceur, envoyant comme commissaire Jean de La Guesle, les États de nouveau réunis refusèrent de contribuer à l'acquittement des dettes royales sans le « commun avis des provinces », c'était bien l'une de ces provinces qui puisait dans sa dignité et ses griefs la force de combattre l'arbitraire¹. Or, les demandes de subsides s'étaient continuées, et la bataille défensive des États, de session extraordinaire en session extraordinaire, tendait aussi à se perpétuer. Les impositions exceptionnelles, surtout, étaient discutées. Déjà, au temps des guerres étrangères et des écus de valeur forte, les rois multipliaient les « subsides » ; mais ils avaient alors une autorité effective. Au temps des guerres civiles et des monnaies dévalorisées, un roi faible redoublait les appels : les États de Bourgogne s'armaient contre lui de défiance et souvent de résolution².

Représentaient-ils cependant une puissance nouvelle en devenir ? Répondaient-ils, par avance, à ce type d'États provinciaux que les théoriciens à la Hotman concevaient munis de tant d'attributions politiques et administratives et appelés à représenter dans la monarchie décomposée les pouvoirs essentiels émanés du peuple ? Rien de cela en somme. L'autorité royale faiblissant, les États multipliaient leurs doléances et même risquaient, comme on l'a vu, leurs menaces. Mais il manquait l'audace concertée de l'ensemble des États provinciaux du royaume. La royauté rencontrait, çà et là, quelques échecs, mais non un front organisé, et le plus souvent, après bien des députations en cour et des lettres au secrétaire d'État Brulart³, les fiers États qu'exalte Saint-Julien, en réalité, composaient⁴. Ils eussent pu élargir leur front, éveiller et grouper autour d'eux d'autres oppositions latentes. Mais ils n'avaient pas pour cela l'esprit de corps qu'il leur eût fallu. Ils étaient travaillés de dissentiments internes : les avocats du Tiers-État combattaient sourdement les privilégiés et, acceptant insidieusement la protection royale contre ces adversaires locaux, livraient au moment critique les tranchées communes⁵.

Et cependant, les États avaient encore leur éclat et parfois leurs

1. Sur cet épisode et ses suites jusqu'à 1581, v. surtout BAUDOUIN, II, 220-237, et G. WEILL, *Les Etats de Bourg. s. Henri III*, 124-130.

2. Ex. dans WEILL, *ibid.* — Prévoyant les levées extraordinaires imposées irrégulièrement aux élus durant les intersessions, le refus de convocation d'une tenue corroborant la manœuvre de surprise, les États demandent aux élus de ne pas exécuter de leur seul chef des ordres de ce genre et dans les cas urgents, d'appeler et assembler deux ou trois des principaux de chaque ordre ». Cette petite tenue irrégulière parera au premier danger (C.-d'Or, C 3016, f. 16, 69).

3. Compétent pour la Bourgogne. Les États lui octroyaient à ce titre les 200 écus triennaux (C 3016, f. 61).

4. Sur cette faiblesse réelle, v. G. WEILL, 132.

5. G. WEILL, 144.

accents nobles. Leur remontrance de 1578 avait, en Bourgogne, éveillé de suggestifs échos. On ne pouvait, en 1587, écarter encore l'hypothèse que, si la crise monarchique s'accroissait, si surgissait l'intérêt commun des Bourgognes, ces États provinciaux pourraient, un jour, s'élever par les actes au niveau des thèses novatrices, renouvelant à la fois leurs pouvoirs propres et l'indépendance provinciale.

Dans la tenue de 1587, l'esprit réformiste poussait sa pointe. Le lieutenant-général Charny avait, le 25 mai, ouvert cette tenue en prêchant le dévouement au roi ¹, mais un homme qui, par les idées, rejoignait les novateurs du parti de la Ligue, Etienne Bernard, s'y taillait part d'éloquence en demandant au nom du Tiers, fortement, l'arrêt des créations d'offices et la suppression des charges nouvelles ². Et c'était, dans la province fatiguée que nous avons entrevue ³, entretenir les griefs contre le tyran. Dans ces États que les doctrines n'avaient pas encore entraînés, la Ligue s'essayait. De ce fait un éventuel gouverneur factieux pouvait évidemment tirer parti.

Ce gouverneur, le Mayenne de 1587, trouvait, en somme, autour de lui le cercle de ces institutions imposantes, mais mal coordonnées ⁴, dont jouissaient aussi d'autres grandes provinces comme le Languedoc et la Bretagne. Les gouverneurs, au milieu d'elles, n'avaient que pouvoir régulier limité, mais rang premier et rang brillant. Ils tendaient à égaler au rang le pouvoir. Il faut se demander dans quelle mesure le frère de Guise avait fait sien ce dessein et, d'abord, comment, dans le pays et le milieu social qu'on vient de décrire à larges traits, il s'était, à la date, « établi ».

4. L'« ESTABLISSEMENT » DE MAYENNE EN BOURGOGNE

LE MAYENNE DE 1587.

Des ambitions princières, Mayenne, depuis longtemps, suivait le flot ; mais sans guère cesser, malgré cela, d'affecter un dévouement fidèle à ce roi dont il avait été le compagnon dans la campagne de

1. C.-D'OR, C 3069, f. 166.

2. C.-D'OR, C 3069, f. 167 v^o - 170.

3. V. ci-dessus, § 1, p. 24-30.

4. Bureau des Finances et Comptes faisaient en plusieurs cas double emploi. La surveillance des métiers dépendait à la fois du Parlement ou des bailliages et des mairies. De même pour les subsistances, etc. Ce désordre est un fait bien connu et qu'il est inutile de souligner davantage ici.

La Rochelle, puis en Pologne¹. On l'avait vu, de 1576 à 1585, couvrir de protestations équivoques son entente avec les autres princes. Il avait cependant participé à leurs ligues, quitte à s'y montrer, même au printemps de 1585, réticent et circonspect. Il n'y avait d'ailleurs pas conquis grande autorité personnelle, mais laissé voir ses calculs « à part », et son empressement à profiter des dispositions d'Henri III, qui semblait porté lui-même, ou résigné, à favoriser ce Guise cadet contre le Guise aîné, à lui donner même l'armée de Guyenne en 1585, après lui avoir donné celle de l'Ouest en 1577, et celle du Dauphiné en 1580. Il y avait peut-être, et dès longtemps, à la base de toutes les actions de Mayenne cet élément particulier : une jalousie de cadet.

Dans sa province, le prestige des Guises, gouverneurs depuis 1543, avait aidé ses premiers débuts. Mais, en 1576, il avait abandonné le pays aux coups de Jean-Casimir, et compromis ainsi son jeune crédit. Il avait dû, ensuite, pour réveiller des dévouements, prendre sa part des résistances que les États provinciaux, en 1578, firent aux édits fiscaux. C'était de 1579-1580 seulement que datait la formation véritable de sa clientèle bourguignonne. Une noblesse indigène groupée autour des lieutenants, autour du lieutenant-général, Léonor Chabot, comte de Charny, autour du jeune « lieutenant en l'absence », Guillaume de Saulx-Tavanes, ce fils aîné du maréchal, n'avait pu alors empêcher ce premier succès personnel du cadet des Guises, ni prévenir ensuite les nouveaux progrès dont la mort du duc d'Anjou avait été l'occasion pour Mayenne comme pour les autres princes guisards. Dans la prise d'armes de 1585, des connivences bourgeoises livrèrent au gouverneur Dijon et quelques autres villes.

Cependant, le parti de Charny, armé et actif, lui avait alors interdit, à Beaune, l'accès de la partie méridionale de son gouvernement : le lieutenant-général fidèle à son roi contre le gouverneur factieux, c'était la règle. Et il restait ainsi, en 1585, une Bourgogne pour éclairer elle-même l'équivoque dont Mayenne croyait s'entourer encore. Lorsqu'en 1587, au retour de la Guyenne, après une absence d'un an, le gouverneur réapparut dans sa province pour y préparer la résistance aux Reîtres, une grande partie du travail mayenniste était à reprendre. Du moins, Mayenne, cette fois — aux frais du roi — sut-il armer efficacement son gouvernement et couvrir ses bailliages, contribuant ainsi à faire dévier les Allemands vers la Loire. Il combattit à Vimory ; mais, tôt après, il quitta son frère et reparut à Dijon.

De ce Mayenne de trente-quatre ans qui revenait parmi eux, que savaient, que voyaient les Bourguignons de 1587 ? Ils le disaient

1. Nous renverrons une fois pour toutes, en ce qui concernera dans cette partie la jeunesse de Mayenne, au résumé que nous en avons tenté dans les *Débuts de Mayenne* (§ *Le nouveau gouverneur*).

volontiers « bénigne », « clément »¹. Il était lent et considéré dans les actes, non point — en Bourgogne du moins — « apathique » et négligent de ses affaires comme il semble convenu de le dire parmi certains historiens². Il se dépensait, passait parfois partie de la nuit en conseil et écrivait de sa main, d'une plume toujours ferme, une part importante de son abondante correspondance³.

Bonhomme d'allures : sans doute. En réalité, Guise orgueilleux de sa lignée, jaloux de ses droits, de son nom et de son sang ; et parfois sa dignité de haut prince, qui veillait toujours, éclatait en réactions brutales. Cette humeur « impatiente » et peu « retenue » qu'un observateur parisien signale en lui, la furie d'Arnay-le-Duc qui coûta la vie à Sacremore offrit aux Bourguignons, en décembre 1587, l'occasion de la découvrir⁴.

Ombreux orgueil. De plus, défiance et instinct de ruse, — traits alors communs⁵. De l'assassinat de Saint-Mesgrin (1578) à l'enlèvement d'Anne de Caumont (1586), les mauvais coups sournois n'avaient pas manqué dans sa carrière. Et l'Italie, pays natal de sa mère, n'offre rien de plus traîtreux que sa surprise de la citadelle de Chalon en décembre 1588⁶. Cet indécis avait trop l'habitude de se trouver entre les chemins tracés pour ne pas tomber dans la duplicité.

1. DIJON, B 226, f. 139, 263 ; *Reg. Parl.*, III, 257. L'Estoile, en 1587, le dit, de son côté, un « bon maistre » (*Mém.-Journ.*, III, 82). Toute la correspondance du duc avec Dijon (*Corr.*, II) affecte un certain ton de bonhomie.

2. RICHARD, *D'Epinaç*, 359 (p. 392 : la « torpeur » de Mayenne) ; L'ÉPINOIS, *La L. et les papes, pass.* ; CAPEFIGUE, VII, 261 ; etc. Quelques touches plus heureuses dans MARIÉJOL, 338 et *pass.* ; et dans NOUAILLAC, *Villeroy*, 162-263.

3. V. sur les veilles, ci-ap., ch. I, § II. Les lettres de 1586-1587 sont moins vives que celles de Guise ou d'Henri IV, mais encore animées et bien tournées.

4. Sur sa dignité jalouse de gouverneur, v. l'incident de 1578 rapporté par Breunot, I, 233. Sur sa conception de la mission et de la gloire des Guises, v. p. ex. son discours du 27 déc. 1588 aux notables lyonnais sur la défense catholique, œuvre collective des siens (B.N., fr. 17281, f. 203 v°). Sur son souci d'assurer l'avenir de son fils aîné, cette « chère teste », v. la *Sat. Mén.*, 85, et ci-ap. ch. XV, § II. — Sur son « impatience », v. *Hist. de la Ligue*, I, 68 (1584). Sur le meurtre de Sacremore, v. ci-ap.

5. Tavanès dira plus tard : « En garde de tous », il emploie « une heure de temps contre ses ennemis et vingt-trois contre ses amis, parens et alliez » (*Mém. de Gasp. de Tav.*, 371). L'agent espagnol Maldonado juge que la défiance est un trait commun à tous les princes lorrains (*Corr. de Mercœur*, I, 53). Mais De Thou (X, 476) croit Mayenne plus loyal que Guise.

6. Sur l'aff. Saint-Mesgrin : FORNERON, II, 269 ; DE CROZE, I, 287. — Sur le rapt de la jeune huguenote A. de Caumont au château de la Vauguyon et ses suites (Mayenne voulait marier cette héritière à son fils : il la fit garder pendant huit ans ; après quoi Anne épousa le comte de Saint-Paul, fils du duc de Longueville) : B.N., fr. 15908, f. 80, 281 ; *Sat. Mén.*, 72, et 204 ; L'Estoile, *Mém.-Journ.*, II, 356 ; *Lettres de Cornac à Nevers*, dans la *Rev. H.* IV, 1909, 14 et 142 ; MÉZERAY, *Hist. de F.*, III, 390-391 ; J. de JAURGAIN, *La maison de Caumont-la-Force*, P., 1912, in-4° ; L. DIMIER, *Œuvres d'art qui passent* (dans la *Gaz. des B.-Arts*, 1924, I, 249) ; etc. — Cf., sur l'ass. du m^{ls} de Ménélay, tué par ordre de Mayenne en 1591 : De Thou, XI, 460.

Vimory, cependant, venait de rappeler qu'il n'était pas couard. Comme son frère, il faisait des « armes » son vrai métier. Comme son frère, il plaisait au soldat : « Vous savés comme Monsieur de Guise et sont frère sont aymés et aystimés dé soldatz et jens de guerre », avis fondé de la reine Catherine sur ce capitaine qui, cinq fois déjà, avait commandé des armées et qu'on continuait, en 1588, à dire « valeureux et expert à la guerre ¹ ». Valeureux, oui. Expert aux pratiques du métier, oui encore. Mais, grand général de manœuvre, non sans doute : comme au conseil, il était trop lent, crainte d'erreur ².

Et, parmi les « Lorrains », figure de second plan. Sa dépense, — les dettes qui, déjà, l'avaient, semble-t-il, incité au mariage avec une veuve chargée d'enfants, mais riche, cette « vieille » que narguera la *Satyre* ³ — ; son intelligence cultivée ⁴ : titres et qualités de prince. Mais les dons propres aux chefs, le sens politique, l'esprit de décision et d'entreprise, lui faisaient évidemment défaut : les « robes longues », ces conseillers trop conseillants que Tavanès, le client gentilhomme, devait maudire, avaient beau jeu auprès de lui ⁵. Enfin, peu d'éclat,

1. C. de Médicis au roi, Épernay, 5 mai 1585, *Lett. de C. de M.*, VIII, 275. Cf. *Nég. av. la Tosc.*, IV, 850 (déc. 1588). Réputation persistante : De Thou, X, 476, et Jean de Tav. : jusqu'en 1591, « dix de M. du Mayne en faisoient fuyr cent du Roy .. » (*Mém. de Gasp. de Tav.*, 350).

2. V. les jugements et faits fournis par les idoines : *Actes et corr. du conn. de Lesdiguères*, p. p. Douglas et J. Roman, 1881, 2 in-4°, t. I ; — *Mém. d'Eustache Piémont*, p. p. Brun-Durand, 1885, in-8° ; — D'Aubigné, *Hist. un.*, pass. Cf. *Mém. de Gasp. de Tav.*, 186, 402, etc.

3. De Thou, qui loue Mayenne, le donne comme beaucoup plus économe que son frère (X, 476). Des royalistes le diront « avare » (*L'Anti-Charles*, 1593) et le moins endetté des Lorrains (Hurault, *Sec. disc.*, dans *Quatre disc.*, 154). Mais il imita assez vite ses parents et dès 1588, l'amb. florentin pense que la richesse de M^{me} de Mayenne ne suffit pas à compenser les dettes de son mari (*Nég. av. la Tosc.*, IV, 688). — Henrie de Savoie était une fille unique, et elle passait pour tenir de son père Honorat de Savoie, m^{ls} de Villars, comte de Tende et de Sommerive (maréchal et, après la mort de Coligny, amiral de France), mort en 1580, une grosse fortune (*Nég. av. la Tosc.*, IV, 688). Sur sa famille : comte de PANISSE-PASSIS, *Les comtes de Tende de la maison de Savoie*, Paris, Didot, 1889, in-4°. — Elle était veuve de Melchior des Prez de Montpezat (ANSELME, VII, 237). Sur ce mariage et les sentiments de Mayenne, époux trop jeune pour sa femme : BOUILLÉ, III, 501 ; *Sal. Mén.*, 85, 154, etc. — D'ap. BOUILLÉ, II, 375 (qui cite Davila), M. avait failli épouser Renée d'Anjou : Cath. de Médicis aurait fait échouer le projet. Sur les enfants d'Henrie de Savoie, v. ci-ap., p. 108, n. 4.

4. Intelligence généralement reconnue (v. p. ex. Hurault, *Sec. disc.*, 154) ; mais non moins reconnue cette infériorité pour la « testa » par rapport à Guise que note l'amb. florentin en déc. 1588 (*Nég.*, IV, 850).

5. *Mém. de Gasp. de Tav.*, 371. Sur son habitude tout à fait visible de consulter longuement, v. p. ex. les conseils incessants dont Breunot fait mention pour la période déc. 1594-fév. 1595 (II, 372-440) et les conseils tenus à Lyon à la nouvelle des assassinats de Blois (B.N., fr. 17281, f. 202 et v°) ; v. aussi ci-ap., ch. I.

rien de ce prestige charmeur, entraînant, dont son aîné était si prodigue¹.

A la fin de 1587, Mayenne avait moins d'entrain que jamais. De ses vingt ans à ses trente-quatre ans, il avait beaucoup changé. Le jeune Mayenne de 1579, qui s'ébattait au jeu de paume du roi et pratiquait à Dijon sur le terrain aménagé de la Belle-Croix l'exercice du « paille-maille » à la mode de Paris, — qui chantait en jouant du luth et courait les aventures galantes tout en suivant en bon cadet les intrigues de son frère, — ce Mayenne-là était oublié². Depuis, il y avait eu la montée, par grandes secousses, des préoccupations personnelles, le commandement en Dauphiné, le partage des premiers subsides d'Espagne et la Ligue de 1585, les secrets désaccords avec Guise, puis l'« incagade » de Castillon, sur les terres même de sa femme, la mésaventure de Paris en mars 1587 lorsqu'à l'étourdie, pour une fois, cet ambitieux inquiet avait prêté l'oreille aux factieux³, enfin le repliement sur Dijon. De la jeune solidarité fraternelle, non compromise encore en 1584, lorsque les deux capitaines guises signaient ensemble, et signaient seuls au nom de tous les princes, le traité de Joinville, Mayenne était passé à une sorte d'indépendance hargneuse. A l'écart des aventures et de la politique de la cour, dans l'isolement de Guyenne, puis dans l'isolement de Bourgogne, il faisait comme Mercœur, cet autre « rencoigné » de province : il se repliait sur son « intérêt » propre⁴.

De pair avec ce repliement moral, l'épaississement physique se précipitait. Mayenne revenait de sa longue campagne du Sud-Ouest et de sa maladie de Bordeaux obèse et pesant : « molto pesante e pigro, ...quasi grasso al paragone del già signor Chiappino », dit l'ambassadeur florentin⁵. C'était là, dès lors, ce mangeur que la

1. V. p. ex. le jugement de l'amb. florentin cité ci-dessus.

2. *Mém. et Lett. de Marg. de Valois*, éd. Guessard, 284 ; D'Aubigné, *H. un., pass.*, aux dates 1575-1580 ; DION, M 448, f. 121 (1579). Cf. *Relat. des ambassadeurs vénitiens*, II, 641.

3. V. p. ex. les allusions de la *Satyre*, 72 et surtout 205.

4. *Satyre*, 71.

5. Blois, 5 mai 1586 (*Nég. av. la Tosc.*, IV, 643). Ce Chiappino sera le Buffalo et le Puerco des Espagnols (*Sal. Mén.*, 252) et la « belle pièce de chair » de la Harangue de M. de Lyon (*ib.*, 131. Cf. 155, 289, etc., d'autres allusions au « ventre ample et spacieux »). — On a, exécuté d'après un crayon original d'Etienne Dumoultier, un portrait de Mayenne dans le *Bal des noces de Joyeuse*, peint en 1582 ou 1583 (par H. van der Mast, croit L. DIMIER, *Hist. du port. en F. au xvi^e s.*, II, 195, 200, 201 ; original ? à Versailles ; réplique ? au Louvre). Ce portrait lui donne, à 28 ou 29 ans, un regard éteint, mais une stature encore dégagée. Version de peintre ? Sans doute, puisque, dès ce temps, Marg. de Navarre le montre, elle, « si estrangement engraisé qu'il en est difforme... » (M. de N. à Henri de N., mai 1582, *Mém. et lett. de M. de Valois*, 284). — Autres portraits : 1^o le crayon du Cab. des Estampes que Mariéjol a reproduit au t. VI¹ de l'*H. de Fr.* de Lavisse, 2^e éd. (pl. XXI) : mais c'est un Mayenne lieutenant-général, probablement flatté ; — 2^o les gravures des plaquettes de propagande, qui en général, montrent un Mayenne svelte

Satyre allait montrer s'emplissant de « soupe grasse » et se ruant sans cesse en cuisine, ce reître qui ne « hayait » pas le vin d'Arbois¹. La station bourguignonne de 1587-1588, ce n'était pas seulement le retour normal d'un gouverneur à son poste à l'issue d'une mission militaire, ni la bouderie d'un partisan aigri ; c'était aussi comme la première et provisoire retraite d'un gros homme qu'on disait hydro-pique et qui, sans doute, souffrait dès lors, et précocement, de la goutte. C'est un homme déjà vieilli, — en qui s'annonçaient de loin une cinquantaine douloureuse et une fin prématurée², — que la mort de Guise allait jeter inopinément aux grandes aventures.

En décembre 1587, dix-neuf ans après sa première campagne de jeunesse, quinze ans après le voyage de Grèce et celui de Pologne, Mayenne s'installait en son « Logis » de Dijon, au milieu d'une demi-douzaine d'enfants³. Le temps était déjà loin où il se vêtait de vert, où il chantait allègrement les « superius ». Un amateur d'effets faciles

du même goût que celui qu'imagine le panégyriste Nervèze (*Trépas*, 202 : l'un des « mieux proportionnés hommes de son temps ») : *La reprise de la ville de Ponthoïse...*, Paris, H. Velu, 1590, in-8° (*in fine*) et *La Nouvelle Milice*, P., R. Thierry, 1590, in-8° (verso du titre, en pied, « æt. 47, 1590 » — lisez : 37), repr. dans Et. Clouzot, *Impressions du xvi^e s.*, col. 144, le représentent en pied, la tête assez ravagée prise dans la haute fraise ; — *La Prise de la ville... de Gournay...*, P., H. Velu, 1589, in-8°, et *La prise et reddition de la ville d'Eu*, ib., 1589, in-8°, donnent sur le titre son buste dans un ovale ; — 3° une gravure du Cab. des Est. (coll. Hennin), port. en buste, 40 ou 45 ans : assez beau front, nez long, grands yeux vides, buste puissant ; etc. — Au total, indications assez contradictoires, hormis celles-ci : manque d'accent et d'éclat ; visage morne, regard éteint. — Un portrait peint du Musée de Blois, s'il est bien celui de Mayenne comme on l'admet, nous montre un homme vieilli, grisonnant, aux traits mous (repr. dans A. GARNIER, *D'Aubigné*, II, p. 27). — Notons que les coll. de Chantilly, si riches cependant pour l'iconographie du xvi^e s., ne contiennent aucun portrait de Mayenne.

1. *Sat.*, 155 ; Sully, *Œc. roy.*, I, 226 ; sur les beuveries, v. p. ex. L'Estoile, *Mém.-Journ.*, VI, 23 (après un repas chez Zamet, on rapporte M. ivre-mort, en 1593, il est vrai) ; V, 204-205. — V. d'autre part dans MACON, CC 89, le détail des viandes fournies par la ville de Mâcon au duc lors de son passage en 1578 : 9 coqs d'Inde, 36 chapons, 6 levrauts, 12 perdrix, 24 caillies, 24 tourterelles, 12 pigeons, etc., et pour 1581 (CC 92), une liste analogue. Cf. J. BAUDRIER, *Convention pour la fourniture de la table du duc de Mayenne*, dans la *Rev. du Lyonnais*, janv. 1900) ; B.N., fr. 17281, f. 205 ; etc. (Mais May. n'était pas en cela une exception. V. en effet, dans VAISSIÈRE, *Henri IV*, Paris [1928], in-12, 161-162, certains menus d'H. de Navarre en 1576). Sur les dons de M. à ses cuisiniers : ci-ap., p. 112. — D'autre part, d'ap. la *Satyre*, Mayenne aurait eu du goût pour les courtisanes et elle le dit (91, 289, 302) atteint de la « pelade de Rouen » (sur cette expression : Rabelais, liv. V, ch. XXI). Cf. à ce sujet *Mém. de Nevers*, II, 100. Par ailleurs, M. aurait été le rival de son frère auprès de M^{me} de Sauves (v., à ce sujet, ci-ap., ch. I, § VII). Les documents bourguignons sont muets sur cet aspect des mœurs de Mayenne.

2. Sur la maladie de Bordeaux (1586) : S. Goulart à D. Chaillet, Genève, 16 juill. 1586, dans JONES, *Simon Goulart*, 375 ; et sur sa fin, à 56 ans : Nervèze, 228 et s.

3. Quatre enfants à lui, les autres à sa femme, qui avait eu de son premier mari deux garçons et trois filles (v. ci-ap.).

noterait qu'il commençait dès lors à ne plus chanter que les basses et qu'il s'habillait de gris¹. Laissons cela, pour rappeler qu'à ce Mayenne retraitsant pour un temps en Bourgogne s'imposait, s'il voulait reconstituer en ce pays son autorité personnelle, un complexe et long travail.

LES ATTACHES BOURGUIGNONNES.

Mais d'abord, à cette Bourgogne, pouvait-il demander une affection ? Lui-même comment l'aimait-il ? Il affectait, certes, l'amour de sa province². Cependant, cet amour, il eût pu le démontrer en y installant fermement ce qui était sien ; et l'on eût compris que ce prince sans vraies racines françaises, sans attaches territoriales personnelles et définitives, né à Alençon, élevé à Joinville, — qui n'était pas loin de Dijon, — possessionné en des pays très divers du royaume, concentrât, fixât peu à peu dans sa Bourgogne sa famille propre, et dans la terre bourguignonne une partie au moins de sa fortune matérielle. Qu'en fut-il ?

La famille de Mayenne, la Bourgogne la voyait souvent. Plus ou moins complète, elle traversait souvent le pays : en 1585, par exemple, trois ou quatre allées et venues ; en 1587, arrivée à Dijon le 4 juillet ; en mars 1588, départ pour la Lorraine avec le duc ; en mai, tournée en Bourgogne ; en septembre, départ pour Lyon³. Cortège et train opulent toujours, digne de cette Henrie de Savoie, qu'on savait l'une des héritières de France, — considérable aussi, car, le plus souvent, la duchesse, à Dijon ou dans ses voyages, était accompagnée non seulement des quatre enfants de Mayenne, Henri, le fils aîné, comte d'Aiguillon, Charles-Emmanuel, comte de Sommerive, et les filles, Renée et Catherine, — mais encore d'une partie de ceux qui venaient de son premier mariage avec le comte Melchior des Prez de Montpezat⁴. Et l'on a vu que ces séjours, ces passages, ainsi que les fêtes

1. Sur Mayenne chanteur : *Le Passe-temps de Monsieur de La Motte-Messemé*..., Paris, J. Le Blanc impr., 1597, in-8° (2^e éd.).

2. Discours d'ouverture des tenues d'États (C.-D'OR, C 3069). Disc. du 30 juill. 1588 (v. ci-ap., p. 182).

3. Pépin, 27, 36, 40, 41, 42 ; DIJON, B 222, 223, 224.

4. Henri, né à Dijon le 18 déc. 1578 (Pépin, 25, dit : 18 janv. 1579), qui sera duc d'Aiguillon en 1599, duc de Mayenne en 1611 (ANSELME, III, 490) et, sous le nom de « prince de Mayenne », en 1593-1595, gouverneur de Bourgogne (v. ci-ap., ch. XV, § II) ; — Charles-Emmanuel, né à Grenoble le 19 oct. 1581, mort à Naples en 1609 (ANSELME, *ibid.*, cf. Bassompierre, *Journal de ma vie*, I, 53, 61, 159, etc.). Sur les filles, Catherine, née en 1585, qui épousera, en 1599, Charles de Gonzague, et mourra en 1618 ; et Renée, qui épousera en 1613 Marie Sforza, duc d'Ognano, et mourra en 1638 (ANSELME, *ibid.*, et P. PELLOT, dans la *Rev. hist. ardennaise*, 1905, 339 et s. Des enfants de la duchesse, présents à ses côtés en Bourgogne, on peut signaler au moins Éléonore (mariée en 1588, au comte de Carces) et Gabrielle (mariée en 1595 au vic. de Tavanès). Leur frère, Henri de Montpezat, devait jouer un certain rôle dans la Ligue française. Sur lui et sur les autres enfants, v. ANSELME, V^o Montpezat.

familiales, — naissance du prince Henri en 1578, mariage d'Éléonore de Montpezat en 1588, — étaient marqués de solennités publiques. Chaque fois, dépenses pour les villes, cadeaux à la duchesse, aux fils du duc ; mais ces apparats plaisaient à la bourgeoisie, aux marchands, aux femmes surtout, avides de déploiements vestimentaires nonobstant les édits somptuaires¹.

Mais en ces honneurs décernés aux Lorrains ou aux Montpezat ne s'exprime pas l'âme indigène. Ce groupe familial, en fait, ne mêlait guère sa vie à celle du milieu. Sa munificence s'y montrait peu. La duchesse elle-même, dite « vertueuse princesse », réservait à d'autres églises qu'à celles de Bourgogne ses offrandes pieuses². Cette haute dame, née en Touraine, élevée loin de la Bourgogne et dotée de terres lointaines, ces jeunes princes qui portaient des titres étrangers et qu'on voyait d'ailleurs en Lorraine, en Poitou, à Soissons, tout autant qu'en Bourgogne, ce n'étaient pas princes du lieu, mais princes de passage : ils n'entretenaient en Bourgogne aucun tombeau³. Morts, les Chabot, les Tavanen reposaient à Pagny, à Dijon, et leurs fondations étaient à la Sainte-Chapelle des ducs. Les corps des Guises reposaient à Joinville.

Pas même de domaine en Bourgogne : Mayenne n'y était pas seigneur. Le grand et beau duché-pairie de Mayenne, la plus vaste seigneurie du Maine avec ses dépendances, châtellenie d'Ernée, seigneuries de Sablé et de La Ferté-Bernard, plus de 200 terres homologuées au total, — un arrondissement d'aujourd'hui⁴, — représentait, loin de son gouvernement, sa part du patrimoine des Guises.

1. Sur ces fêtes et ces cadeaux : Pépin, 40 ; DIJON, B 225 ; C.-D'OR, G 2508, f. 155 v^o.

2. Breunot, I, 259. Quelques indices de sa piété dans P. PELLOT, *Deux fondations perp. de la duchesse de May.* (2 juin 1594), dans la *Rev. Henri IV*, III, 1909, 197-198. — Nous avons rencontré peu de mentions de dons faits par Mayenne lui-même. Une lampe d'argent qu'on répare et nettoie en 1589 avait été donnée par lui à la Sainte-Chapelle (C.-D'OR, G 1528, f. 262 ; 1529, f. 279 ; G 1531, f. 131).

3. Sur les voy. hors de Bourgogne : ci-dessus, 108, ; OUVRE, 42. Le comte de Sommerive était né au cours d'un voyage en Dauphiné, en 1581 (ANSELME, III, 490). Sur les attaches de la duchesse, née au Grand-Pressigny en Touraine, ses offrandes aux églises de ce lieu et de Soissons, Tours, Loches, Amboise, Châtellerault, v. PELLOT, *op. cit.* Sur l'attachement de Mayenne et des siens pour Soissons, où il maria son fils aîné et sa fille Catherine, où il achèvera sa vie et sera, en 1611, inhumé, v. PELLOT, dans la *Rev. ardennaise*, 1905, 339 et s., et notre index, V^o Soissons. — Remarquer que les titres des fils de Mayenne venaient de leur ascendance maternelle (cf. DE PANISSE-PASSIS, *Les comtes de Tende*) et n'évoquaient pas en Bourgogne l'idée de la maison des Guises.

4. *Inv. des Arch. de la Mayenne*, s¹^e B, t. I, p. XIX. Cf. LÉON MAITRE, *Le Maine sous l'ancien régime*, 1867, in-12 ; BOUILLÉ, I, 149 ; III, 499 ; ANSELME, III, 779-784. Le duché de Mayenne-la-Juhez avait été constitué ainsi lors de l'érection de cet ensemble de seigneuries en marquisat par François I^{er} en faveur de Claude de Guise (en 1544, d'ap. ANSELME, III, 779 ; en 1540, d'ap. *l'Inv.* cité) et confirmé en 1573 lors de l'érection en duché-pairie (lettres-pat. de sept. 1573, dans ANSELME, III, 780-782).

Des seigneuries venues de sa femme, situées en grande partie en Poitou et Guyenne¹, seul le marquisat de Mirebel, sis en Bresse savoyarde à quelques lieues de la Saône, et acquis de Son Altesse par échange avec le comté de Tende laissé par le marquis de Villars, pouvait être surveillé de Dijon et eût pu être associé à une fortune territoriale située en Bourgogne². En Bourgogne même, pas d'acquisitions de terres³. Le roi, en 1578, avait donné au duc, comme gouverneur, les revenus de trois châtellenies, celles-là même que l'édit de 1576 avait accordées précédemment à Jean-Casimir : Argilly, Rouvres et Pontailler⁴. Mais ce n'était là qu'effet de la munificence royale, non d'un désir perceptible de Mayenne de se faire bourguignon par son bien.

Autre trait : Mayenne ne façonnait pas sa résidence dijonnaise à son usage, et ne songeait pas à graver dans les pierres de ses villes, même à Beaune et à Dijon, dans ces deux villes de sûreté que lui avait attribuées l'édit de 1585, la marque de ses armes. On rencontre un peu partout en Bourgogne le bâton et les lis de Condé, nulle part les merlettes de Mayenne qui y gouverna vingt-deux ans. Il ne construisait pas. Entre les Ducs qui avaient élevé en Bourgogne tant de fiers bâtiments, tant de tours et de clochers, et les gouverneurs du xvii^e siècle qui ouvriront des places au cœur de leur capitale pour les border ensuite de palais⁵, le temps de Mayenne fut celui d'une inac-

1. En Bordelais : la vicomté de Castillon, les seigneuries de Portets et de Mios ; — en Agenais : le comté de Montpezat, la baronnie d'Aiguillon, les seigneuries de Madaillan et de Sainte-Livrade. Sur ces seigneuries et leur administration par la duchesse et le duc : *Inv. des Arch. de Lot-et-Garonne*, B 562 et s., 661, 708, etc. ; *Inv. des Arch. de la Gironde*, E sup. 4793 ; BOUILLÉ, III, P. J. n° 2 ; *Mém. et lett. de Marg. de Valois*, éd. Gressard, 369, 375, etc.

2. Procuration du duc de Savoie pour retirer les seigneuries de Mirebel, Loyette, Satonay et Monteiller à cause de l'échange du comté de Tende avec Henrie de Savoie, cousine dudit duc et femme du duc du Maine, 20 mai 1581 (C.-d'OR, B 548/5). Sur ces terres : COURTÉPÉE, *Description*, IV, 476. — Sur la destinée du marquisat de Miribel, Loyette et Satonay, qui passa plus tard, en 1601, à Jean de Tavanès, époux de Gabrielle des Prez de Montpezat, belle-fille de Mayenne : C.-d'OR, B 10701 (dénomb. de 1603), 10809 (*id.*, 1669), 10870, 10828, 10861, 10910 (xvii^e s.), etc.

3. PEINCEDÉ, si précieux pour l'histoire des seigneuries bourguignonnes, ne mentionne aucun fief tenu ou acquis par Mayenne (à la table, 22 réf. au mot *Mayenne* ; mais il ne s'agit que d'actes du gouverneur concernant des tiers, ou de mentions sans portée utile). Biron, lui, se fera seigneur bourguignon, en acquérant, en 1597, la châtellenie de Verdun (C.-d'OR, B 429/2, f. 26, et B 1358). De même, plus tard, Roger de Bellegarde, acquéreur de Seurre, Sagy, Labergement-les-Seurre, etc. (B 429/4, 1309), et, naturellement, les Condés.

4. C.-d'OR, B 25 ; C 2446 ; — cf. Breunot, I, 231. Le don était pour 9 années. La jouissance de ces revenus ne fut pas sans troubles (v. en part. les lettres patentes du 25 avril 1582 ordonnant que Mayenne jouira de ces revenus nonobstant la saisie qui en avait été faite pour le roi, C.-d'OR, B 26, f. 365). — Paiements à M. pour Pontailler : B 5687 et s. ; pour Rouvres : B 5835 et s.

5. Les Condés. Mais les premiers successeurs de Mayenne, personnages plus modestes cependant, s'emploieront sans tarder à rajeunir les vieux bâti-

tivité totale. Le Parlement avait beau poursuivre sous ses yeux la construction de son Palais neuf, la tarentule de l'émulation ne le mordait pas. Il s'était logé dans les murs élevés par d'autres : disposer de l'ancien hôtel des Ducs, de leur Sainte-Chapelle, fut pour sa dignité gloire suffisante. La guerre régnante, certes, déconseillait les grandes dépenses monumentales. Mais il ne modifia même pas, ne retoucha rien suivant le goût nouveau. Les architectes, qui travaillaient en Bourgogne cependant, — mais pour les bourgeois bourguignons, — pouvaient ignorer son nom. Et de même les sculpteurs ou les peintres : car il ne laissa à la province aucun por'rait de lui¹. Abstenion qu'à ce degré les mœurs du temps ne suffisent pas à justifier.

Non que Mayenne ait beaucoup négligé, par ailleurs, de ce que la coutume exigeait d'un gouverneur quant à ses relations avec les populations de sa province. On l'avait vu tenir honnêtement son personnage, en général. Et les Bourguignons, de leur côté, en harangues et offrandes d'accueil, en honneurs et en révérences, en dédicaces de livres, se dépensaient, auprès de lui, normalement. Mais ce qui manque le plus dans l'aspect de ces relations, qu'on s'attendrait à trouver exceptionnelles par le ton et l'intensité, c'est précisément de n'avoir pas été autres que celles qui se pratiquaient au temps d'Aumale ou de Claude de Guise.

Mayenne demandait à la Bourgogne beaucoup plus que ses prédécesseurs, — et de lui-même il ne lui donnait presque rien. Il allait y défendre toujours son « établissement » principal. Mais entre elle et lui, on ne voit pas le lien d'un sentiment puissant. L'ambition même ne l'attachait pas réellement à ce pays. En ce « Lorrain », héritier de parvenus audacieux, et dont la jeunesse avait connu l'Italie, dont l'Italie entoure le nom de tant de noms, — fils d'une Este, mari d'une Savoie, plus tard beau-père de deux Gonzagues, et qui l'eût été aussi, s'il eût vécu jusqu'à 1613, d'un Sforza, — on pourrait s'étonner de ne rien rencontrer des sentiments qui eussent lié résolument, à cette terre bourguignonne, sa fortune de cadet. Il eût pu vouloir, comme les ducs italiens dans leurs petits États, y implanter profondément sa lignée, y imprimer sa marque, et y dépenser la passion qui fait le fondateur de tyrannie... Mais pour fixer là son audace, il manquait en lui, précisément, l'élan passionné de la *virtù*.

Rien n'indique même que Mayenne ait conçu pour la Bourgogne une

ments gothiques du Logis du Roi, notamment Roger de Bellegarde qui, dès le début du xvii^e s., fera élever la « galerie de Bellegarde » marquée de ses insignes.

1. Aucun artiste « bourguignon » du temps, pas plus les modestes, comme Euvrard Bredin ou Jean van den Brock, peintres, huchiers, graveurs, ou autres, que l'architecte plus connu Hugues Sambin, n'eut l'aubaine d'une commande du gouverneur. Les lieutenants, Charry à Pagny, Tavanès à Courcelles, au Pailly, à Arc-sur-Tille, etc., faisaient travailler les maîtres locaux. Mayenne resta pour eux comme un étranger.

affection. Le 18 janvier 1589, il allait quitter Dijon pour Paris et son gouvernement pour la lieutenance de l'État, sans laisser paraître un regret, et sans songer même, semble-t-il, à jeter un regard d'adieu vers cette tour des Ducs à l'ombre de laquelle il laissait quelques belles saisons de sa jeunesse. Il devait, ensuite, vivre cinq années sans revenir en Bourgogne, ou même sans éprouver le désir vrai d'y revenir, ni sans jamais épancher dans aucune de ses lettres quotidiennes, ne fût-ce qu'en quelques mots, un sentiment personnel de nostalgie ou de souvenir¹. Il manquait entre Mayenne et sa Bourgogne, et par la faute de Mayenne d'abord, la chaleur d'une intimité véritable, l'étincelle d'une amitié, — et, comme nous allons le voir, le lien d'une popularité effective.

FAIBLE POPULARITÉ ET CLIENTÈLE TROUBLÉE.

Certains bienfaits de la présence du prince descendaient jusqu'au populaire. On voyait les parents bourguignons de ses gardes aidés par lui, telle, par exemple, la femme de l'arquebusier La Goutte logée, à Dijon, pour rien². Les serviteurs bourguignons du prince, recrutés dans le pays, peu à peu groupés en nombre au Logis-du-Roy, attachés solidement au service et même à la fortune d'un maître qu'ils devaient suivre plus tard à Paris et dans les camps : Jacques Hérard et Mathieu Cathelinet, les écuyers de cuisine ; Jean Besançon, le maître-queux émérite ; le laquais Antoine Dubois³ ; — les gardes : Jean Travaillet⁴, de Bar-sur-Seine, La Goutte déjà nommé, le Mâconnais Foreu, l'Autunois Philibert Oudin, le Dijonnais Nicolas Vincent ; — les gendarmes de la compagnie d'or-

1. Nous n'avons pas rencontré une seule fois l'expression d'un tel sentiment dans les centaines de lettres que nous avons lues et dont on trouvera citées la plupart dans la suite de cette étude.

2. DIJON, B 9 ter, pièce du 15 oct. 1592.

3. Dons de revenus de biens séquestrés à Hérard et Cathelinet en 1590 (DROUOT et GROS, *Rech. I, Req.*, n° 8, 9, 32) ; en 1593 à Besançon, par Henri, fils de Mayenne (DIJON, B 9 ter). Jacques Hérard, « cuisinier du duc de Mayenne habitant à Dijon », sera honoré des bienveillances de Baudouin, sec. de Mayenne, et de Jeannin (le 6 mars 1594, le parrain de son fils Charles est Baudouin, la marraine Charlotte Jeannin, fille du prés., Reg. des bapt. de Saint-Pierre, DIJON, B 506). Il comptera parmi les mayennistes fidèles qui, en juin 1595, Dijon rendu, s'enfermeront dans le château (Sullot, 49). Ant. Dubois, « serviteur domestique » du duc, obtiendra, en sept. 1590, la jouissance d'une maison d'absent à Dijon (DIJON, B 9 ter).

4. Travaillet obtiendra du duc, en fév. 1591, de succéder à son frère Nicolas, décédé, comme sergent-royal à Bar (B.N., fr. 15643, f. 185 v°. Cf. Carorguy, 68). Le « cap. Foreu, archer des gardes de Monseigneur », demandera en 1592 (et obtiendra, semble-t-il) un office de garde du petit scel à Mâcon (*ib.*, f. 153). Frère Lazare Oudin, parent de Phil. O., demande, en 1591, en considération des services rendus par ce garde, un prieuré (*ib.*, f. 219). N. Vincent, arquebusier de « Mgr le duc du Maine », se dit exempt d'impôt (DIJON, L 208, f. 20, 1585).

donnance : Edme Le Bossu, dont le père, le capitaine Bossu, avait pris ses invalides comme religieux-lai à l'abbaye de Saint-Seine, Benoît de Gonnet, originaire de Meulin¹; — et nombre d'autres jeunes hommes encore, dotés d'emploi divers « à la suite » du duc, par exemple le fils du marchand dijonnais Jean Morel, le gendre du pâtissier Guillaume Gauthier, de Dijon aussi², répandaient, entretenaient autour d'eux l'image d'un patronat munificent. En outre, nombre de Dijonnais s'intitulaient serviteurs du prince à des titres divers, depuis M^e Edme Callon, « maistre chirurgien de Monseigneur le duc de Mayenne » ou François Fornier, argentier du duc, jusqu'à Robert Guérin, pâtissier et « sommelier de Monseigneur le duc de Mayenne », jusqu'à Martin Maupois, cordonnier de Monseigneur, que Mayenne faisait exempter du service de garde³.

On se flattait en somme de servir le plus haut seigneur qui fût en Bourgogne et l'on prisait les avantages de ce service. On admirait, en outre, les honneurs rendus au prince par le pays, le cortège qui lui portait le vin en « cimaises » à ses retours dans la province, l'apparat de ses visites aux États. On se flattait même, au début de 1588, d'avoir comme gouverneur le capitaine de Vimory⁴. Mais tout gouverneur de haut rang⁵ jouissait, dans sa province, du même prestige, et, en Bourgogne, Aumale lui-même en avait joui. Mayenne, en cela, ne dépassait pas son oncle. Et l'on ne surprend pas autour de lui l'élan que susciteront les Joyeuses à Toulouse dès le temps ligueur, ni la popularité que les Condés, plus tard, mériteront en Bourgogne même.

Les Condés surent éblouir. De Mayenne, au contraire, à lire tout ce qui, plus ou moins, a recueilli l'écho des sentiments populaires, il semble qu'aucune séduction extérieure n'ait touché les Bourguignons. Dans les nombreux interrogatoires dijonnais de 1580-1588, si riches cependant en indications vivantes sur la pensée des gens de métier et des vignerons, des femmes aussi bien que des hommes, pas un mot où résonne l'accent d'un sentiment collectif provoqué par celui qu'on appelle, cependant, avec une considération évidente : « Monseigneur le duc⁶ ». Quant aux chroniques ou journaux de Pépin, de Carorguy, qui sont écrits par de modestes bourgeois proches par l'esprit du

1. Pour Le Bossu : B.N., fr. 15643, f. 154 ; — De Gonnet : S.-ET-L., B 934, acte de 1599.

2. C.-D'OR, BII 360/53, nov. 1591 : déposition Morel.

3. Pour E. Callon : B.N., fr. 15643, f. 151 v^o (il fait valoir ses bons services pour obtenir une remise des droits) ; DIJON, B 482, 22 mai 1593 (bapt. de sa fille, parrain : Guil. Le Gouz ; marraine : la présidente Legrand. Double certificat ligueur) ; sur lui : C.-D'OR, BII 360/53, 5 juin 1594 ; — F. Fornier : B 482, 15 sept. 1593 ; — R. Guérin : C.-D'OR, BII 360/53, 15 juin 1592 ; — M. Maupois : May. aux mag. de Dijon, 1588, DIJON, B 481, n^o 140.

4. Sur le renom de Mayenne au lendemain de Vimory, v. ci-après, p. 137, n. 3.

5. V. p. ex. le *Discours de l'entrée du duc d'Eprenon à Caen*, 14 mai 1588, réimpr. par la Soc. des Bibliophiles normands, Rouen, 1903, in-4^o.

6. C.-D'OR, BII 360/50-52.

petit peuple, et dans lesquels ce petit peuple occupe tant de place, on n'y trouve pas la moindre anecdote sur le gouverneur ; aucune parole de lui n'y a été recueillie ; pas une seule expression un peu chaude n'y a été inspirée par ce prince qui dépensait, mais dont la munificence n'était pas publique et qui ne se souciait même pas de se montrer dans un appareil glorieux. De ce lourd cavalier au visage morne, rien ne rayonnait du grand air à la fois noble et familier d'un M. le Prince ou d'un M. le Duc s'avancant dans leur carrosse vert, rien du sourire souverain dont ces Condés enchanteront plus tard les Dijonnais et animeront leurs vers patoisants¹. Mayenne veillait à sa politique locale, mais il ignorait certainement l'art de charmer. Le peuple des villes bourguignonnes voyait peut-être en lui un gouverneur préférable à d'autres et son attitude de 1587 lui avait valu quelque crédit, mais ce Guise sans éclat n'a pas attiré sur lui l'affection d'un peuple.

D'ailleurs, si Mayenne n'avait pas le visage du Balafre, Dijon, d'autre part, n'était pas Paris, et, pour allumer ses ardeurs, un intrigant égoïste, même brillant, n'eût pas suffi. Un Mayenne, là où la fièvre guisarde n'avait guère pénétré, avait peu de chances d'établir personnellement son empire. Le mayennisme, en 1587, pouvait, dans les calculs des bourgeois, être formule à considérer : dans le populaire, où l'intérêt ne contraignait pas l'esprit indigène, ni la philosophie goguenarde des « raillous », des moines au parler brutal pouvaient avoir leurs prises, la Ligue catholique pouvait prolonger les passions religieuses ; mais les affaires personnelles du « gros » qu'enfermait le Logis du Roy n'y pouvaient émouvoir quiconque. A force de voir passer des ambitieux, grands seigneurs, mais pipeurs sans vergogne, le Dijonnais n'accordait à celui-là son crédit qu'au jour le jour, crainte de découvrir en lui, le lendemain, quelque contempteur du peuple, profiteur et oppresseur.

Maigre popularité. Il faut ajouter pour le début de 1588 : clientèle affaiblie. La clientèle de Mayenne, formée de 1578 à 1584 et constituée suivant le type complet, — gentilshommes, officiers, hommes des mairies —, avait eu d'abord une certaine cohésion. Mais déjà la paix de Nemours, en 1585, l'avait déçue. Puis, en s'éloignant de la cour pour commander en Guyenne, en se retirant ensuite en Bourgogne en simple gouverneur provincial, Mayenne avait compromis auprès d'elle son auréole de patron utile². Pour réaliser et

1. Sur le déploiement imposant qui marquait les séjours ou les passages des Condés dans les villes bourguignonnes, v. p. ex. Fr. DUMONT, *Une session des Etats de Bourg.* : *La tenue de 1718*, Dijon, 1935, in-8° (extr. des *Ann. de Bourg.*, 1933-1935), surtout à l'Appendice. Sur leur popularité : BOUCHARD, *L'esprit public en Bourgogne*, 100, 106, 110, etc.

2. V. par ex. les rancœurs de Jean de Tavanès en 1586, à l'occasion de l'affaire d'Auxonne (DROUOT, *L'aff. d'Auxonne*, 321, 329-330).

entretenir les partis personnels, ces belles œuvres fragiles, l'activité de Guise ou la faveur d'Épernon valaient mieux que la prudence de Mayenne.

Mayenne conservait ses hommes dans les cours : au Parlement, le président Bernard Desbarres, les conseillers Jean Fyot l'ainé et Perpetuo Berbisey, équipe fidèle qu'un jeune et fougueux avocat-général, Guillaume Legouz de Vellepesle, venait même de renforcer ; aux Comptes, le président Regnier de Latrecey. Dans les bailliages, les intelligences, depuis 1585, s'étaient relâchées¹. Parmi les gentils-hommes, il restait des fidèles, comme Ant. du Blé, baron d'Uxelles, comme le baron de Thianges, comme Jacques de Diou. Mais des « catholiques » plus huppés n'étaient le plus souvent que recrues suspectes : Lux, le gouverneur de Chalon, bien muni d'amitiés en cour, et Sennecey, gouverneur d'Auxonne, souriaient, certes, mais, on le verra, dinaient volontiers à deux râteliers². Un bon nombre de très minces seigneurs sans entregent continuaient à placer leurs espoirs de fortune dans leur gouverneur, le seul prince qu'ils eussent dans leur horizon³. Mais ce n'était pas avec ce fretin qu'on encadrait un « parti » de la force de celui qu'Épernon avait semé dans le royaume ou de celui que les Bourbons catholiques constituaient dans l'Ouest⁴.

LES SERVITEURS PERSONNELS : PIERRE JEANNIN.

Mayenne, en 1587, avait déjà autour de lui l'équipe personnelle de serviteurs qui devait lui rester fidèle dans la suite de sa carrière : les secrétaires Desportes et Rossieux ; un autre secrétaire employé aux petites missions, Prudent Michaut, qui était de Châtillon ; un agent de confiance capable de services diplomatiques : Anne Pélissier, de Dijon ; des conseillers comme Antoine Legrand, président à la Chambre des Comptes de Dijon, et Pierre Jeannin⁵.

Mayenne avait eu, au temps des intrigues de cour, d'autres conseillers intimes : le dernier, Charles de Birague, fils bâtard du chancelier

1. Sur les mayennistes nommés ici et sur ceux des bailliages non nommés, v. la suite de ce travail.

2. Sur ces divers gentilshommes et sur leur attitude en 1588 ou après, v. ci-ap., ch. I, II, IV, VII. Autre relation de Mayenne, non moins équivoque : celle du baron de Fervaques (ci-ap., ch. I, § v).

3. Ceux qui l'appellent « Monseigneur » tout court, comme l'anonyme de Fervaques qui lui écrit le 10 déc. 1588 (*Corr.*, n° 547).

4. SAULNIER, *Le card. de Bourbon*, 161 (et ses réf.). D'autres exemples, plus anciens, ne manqueraient pas. V., entre autres, la clientèle de Granvelle décrite, en 1564, par Simon Renard (*Pap. d'Etat du card. de Granvelle*, éd. Weiss, V, 15).

5. Sauf pour Jeannin, qu'il importe de présenter dès maintenant, nous ne faisons ici que mentionner ces hommes, sur lesquels on trouvera des renseignements dans la suite de ce travail (v. Index), en particulier au ch. X : *Les hommes de Mayenne*.

de Charles IX, n'était autre que ce capitaine Sacremore qu'il tuait de sa main en décembre 1587. Mais, dès avant cette mort, Jeannin — et ce n'est pas là le moindre signe du resserrement politique que Mayenne tentait alors avec sa Bourgogne — était devenu le grand conseiller de ses affaires.

Homme de quarante-six ans, ou un peu plus ¹, Autunois « sorti de petit lieu », comme dit le noble Jean de Tavanès, de la maison d'un tanneur, mais bien formé aux écoles de sa ville, puis au collège de Navarre, enfin à Bourges, sous Cujas, il avait fait rapide carrière. Avocat, en 1569, il faisait triompher sa dialectique dans un petit sujet qui fut une grande affaire : le procès de préséance de Beaune contre Autun aux États. Puis, l'ascension : — avocat-conseil de la mairie de Dijon en 1574 ; — gouverneur de la chancellerie aux contrats en 1574 : premier office ; — conseil des États en 1575 ; — en 1576, député du Tiers État du Dijonnais aux États de Blois... Le 24 juillet 1579, Noble Pierre Jeannin entra comme conseiller au Parlement et, un an et demi après, le conseiller devenait sixième président, dans un état nouveau, créé pour lui ². Depuis 1576, et ses discours de Blois qui l'avaient presque égalé à Versoris, des puissances s'employaient à le pousser. Il grandissait. Ses biens, d'année en année, s'arrondissaient ³. Il entraînait avec lui son frère Nicolas, chanoine d'Autun, muni, grâce à lui, du prieuré de Larrey, puis de l'abbaye de Vézelay (1580), en attendant le prieuré de Saint-Vivant-sous-Vergy (1588) et mieux encore.

Dans tout cela la faveur de Mayenne était visible. Conseiller de Mayenne, Jeannin le fut probablement, dès 1578-1579, date du premier long séjour fait par le duc à Dijon ⁴. Il l'avait été auparavant du lieutenant-général Charny dans ce conseil de gouvernement qui, en certaines circonstances, siégeait au Logis du Roy ⁵. L'avocat

1. Sur l'incertitude de sa date de naissance : GARNIER, *Jeannin*, 297. — Pour ce qui suit jusqu'au passage sur Jeannin conseiller de Mayenne, nous renverrons une fois pour toutes, quitte à y ajouter quelques références de détail, à : N. GARNIER, *Jeannin*, 297 et s. ; DORET et de MONARD (continués par Ch. BOELL), *Montjeu et ses seigneurs*, 2^ep^{ie} ; [BOELL], *Contr. à la gén. du pr. Jeannin*, 141-148 ; ABORD, I, 463-464, 469 ; III, xi-xii et P. J. n° 35.

2. Dans l'ordre : — DIJON, B 209, 210 ; — C.-D'OR, C 3066, f. 39 ; B 24, f. 264 v° ; C 3036, f. 217 ; C 3066, f. 39, 129, etc. ; et C 3067, f. 26 ; — PICOT, *Et. gén.*, III, 26 ; — C.-D'OR, B 26, f. 24 ; *ib.*, f. 167 ; *Reg. Parl.*, II, 1352 et 1460 ; — VINDRY, 146 ; — PALLIOT, 82.

3. Mariage assez modeste, en 1570, avec Anne Gueniot, fille d'un médecin de Semur, qui lui apporte quelques biens. En 1583, achat de l'hôtel d'Oigny à Dijon. Achats de terres surtout : en 1583, Corcelle et Charasse ; 1586 : Montjeu et Montagne ; 1587 : La Gorge de Marnay... Ce n'était qu'un début (v. ci-ap., ch. XXI, § III).

4. Il y a coïncidence entre ce séjour du prince et l'entrée (avec exemption des droits de finances, remarquons-le) de Jeannin au Parlement.

5. On sait que Jeannin (*Discours apologétique*) s'attribue l'honneur d'avoir suggéré à Charny, en l'une de ces séances, d'ajourner l'exécution des ordres de massacre des protestants (30 août 1572).

avait ainsi servi la politique du roi ¹ : le président fut, lui, avant tout, l'homme du gouverneur. En 1585, Jeannin défendit, aux négociations de Champagne, les intérêts personnels de Mayenne. En 1586, il était, en Bourgogne, la sentinelle et l'informateur du gouverneur absent, son représentant, en face des agents de Guise et de ceux du roi, dans l'accommodement de Tillenay qui mit fin à l'affaire d'Auxonne ².

En 1587, Mayenne revenu, le rôle du président comme conseil se confirme du même pas que l'attachement du prince à sa Bourgogne. Non seulement il sera avec lui aux conférences de Nancy, mais la réserve de Mayenne, au lendemain des Barricades, s'accordera de si près avec les méthodes temporisatrices du conseiller qu'on ne peut guère douter qu'elles ne l'aient, au moins pour une part, inspirée ³. Mieux encore : lorsque le duc, le 7 septembre 1588, quittera Dijon pour Lyon, c'est à Jeannin, non aux lieutenants Charny ou Guill. de Tavanès qu'il confiera les affaires de son gouvernement. Le président, jusqu'au 26 décembre, sera de nouveau le gardien de la Bourgogne ⁴.

Mais Jeannin, auprès de Mayenne, devenait, dès le début de 1588 au moins, autre chose encore que le conseiller pour la Bourgogne. Lorsque, dans l'automne de 1588, le prince prie, avec instance, son président de se distraire un instant de sa surveillance pour « prendre ung bateau » et descendre jusqu'à Lyon, c'est de Blois qu'il a besoin de lui parler et de ses affaires avec Guise et le roi. Et si Mayenne se décide à aller à Blois, Jeannin doit être « de la partie » ⁵. Or, le ton l'indique, ce ne serait pas la première fois, loin de là, que Jeannin conseillerait son prince en ces soucis « d'Etat ». L'intervention du robin dijonnais aux conférences de Nemours, en 1585, n'avait pas été mission sans lendemain : Jeannin, objet d'une confiance qui durait, était devenu, au moins depuis la fin de 1587, le conseiller intime de Mayenne pour l'ensemble de ses affaires.

Que le fils du tanneur se soit lié ainsi par intérêt, et qu'ainsi il se soit, un peu plus tard, trouvé entraîné dans la révolte contre le roi, c'est chose bien probable, et que le *Discours apologétique* ne contredit pas ⁶ : les autres robins autunois du Parlement, les Breunot, les Montholon, les Bretagne, les Morin furent bien, eux, des « politiques » ;

1. Même à Blois en 1576, Jeannin, catholique et Bourguignon, n'avait pas pris position véritable de guiscard.

2. V. DROUOT, *L'aff. d'Auxonne*, 315, 325-330.

3. Indications assez nettes du familier de Jeannin (B.N., fr. 17281, f. 168).

4. V. ci-ap., ch. I, § v et vi.

5. Mayenne à Jeannin, Lyon, 28 sept. 1588 (B.N., fr. 17281, f. 169 v^o, cop.). Cette lettre montre du même coup le rôle de conseiller indispensable pris par Jeannin : « Si dans sept ou huit jours, vous vous pouvez desrobez soubz umbre de quelque affaire en Chalonnnois ou Masconnois et prendre ung bateau et donner jusque icy, vous feriez beaucoup pour moy... ». — Cf. Jeannin à Fervaques, 14 déc. 1588, *Corr.*, n° 348.

6. V. ci-ap., ch. II, § vi.

mais ils n'avaient pas ses raisons ni ses occasions de suivre la Ligue ou son chef. Le président suivait, en Mayenne, sa propre fortune. De son côté, certainement, il influa, collaborateur constant, sur la politique de Mayenne. Bourguignon anti-espagnol, ennemi des partis extrêmes, il n'avait pas tué en lui, pour servir un Guise, le royaliste catholique qu'il était aux États de 1576. Avec les Villeroy et les d'Épinac, il fut auprès de son patron l'homme de la Ligue française. Il fut surtout son négociateur permanent.

Négociateur habile. Il n'« étalait », ni ne « vantait », comme Villeroy¹, sa marchandise, mais avec des souplesses de paysan il enveloppait sa partie. Il voyait venir l'événement fort souvent, l'accueillait avec sang-froid toujours, et, sans perdre une minute, commençait aussitôt à le traiter, pour l'amortir ou l'exploiter. Il lui arriva parfois de maîtriser son adversaire, plus souvent de dévier ses actes, et surtout de les ajourner.

Mais il était timide, ne commandait pas, et se laissait prévenir par ses pairs. Il n'était d'ailleurs pas aux conseils le premier par la pensée. Entre ce robin protégé de Mayenne, et Pierre d'Épinac, cet « intellect agent » de la Ligue française, il y a un bon degré². Jeannin est peut-être le seul conseiller de Mayenne qui n'ait jamais éveillé ses suspensions d'ordinaire si promptes³. Par ses missions innombrables, son labeur constant d'un bout à l'autre de la guerre, il a mérité d'être dit au moins autant le serviteur de son maître que Du Plessis-Mornay, par exemple, celui d'Henri de Navarre. Mais ce qu'il ne fut pas, et que fut le « pape des huguenots », c'est grand politique. Il servait, certes, autant que possible suivant ses idées, mais, d'idées, il n'en

1. Expressions de Villeroy lui-même (NOUAILLAC, 568).

2. RICHARD, *D'Épinac*, 607. Pour lui, P. d'Épinac fut « le vrai diplomate de la Ligue », bien supérieur à Jeannin « qui se formait encore et ne connaissait pas à fond les intrigues politiques », les intrigues à l'espagnole. NOUAILLAC plaide, lui aussi, pour son saint, Villeroy (v. *Villeroy*, 170). Mais tous deux s'accordent pour classer le « Bonhomme » derrière leur héros. Nous avec eux. — Sur la timidité verbale de Jeannin, v. les dépêches de B. de Mendoza et de Moreo (déc. 1589) dans A.N., K 1569, f. 201.

3. On sait le mot d'Henri IV entendu par d'Aubigné (*Mém.*, 104) : « C'est celui sur la cervelle duquel toutes les affaires de la Ligue se reposaient... » Villeroy lui-même considère que Jeannin « estoit le plus affectionné, franc, fidèle et digne serviteur qu'il [Mayenne] eust » (*Mém. d'État*, éd. Mich. et Pouj., 175). Il le regardait aussi comme le plus « confident ». V. p. ex. comment, lors des négociations engagées avec du Plessis-Mornay, Villeroy correspond avec Jeannin considéré comme pouvant renseigner exactement sur les vues de Mayenne et, à ce titre, comme son représentant le plus qualifié (B.N., fr. 17282, notamment f. 30-41). Jeannin « qui avoit toujours été le chef de son conseil... », dit Nervèze (225). Retenons encore, parmi beaucoup d'autres témoignages, l'excellente indication donnée par Desportes, lorsqu'apprenant que Jeannin s'attarde en Bourgogne, il s'exclame sur la privation où Mayenne va se trouver de son conseiller indispensable (J. D. P. à Et. Bernard, Rome, 15 fév. 1594, B.N., V^o Colbert 33, f. 557).

avait certainement pas de quoi remplir d'innombrables livrets comme Du Plessis. Ce n'était pas un homme d'État : ses vues personnelles sur la Ligue ne sont si peu saisissables que parce que, probablement, il ne les a conçues qu'au jour le jour, sans savoir considérer de haut.

Serviteur fidèle parce qu'aucune forte passion ne débordait jamais le niveau de son intérêt, il évita sans grand effort les ruptures, les à-coups de carrière d'un Villeroy. D'un pas raisonnable, il put suivre Mayenne jusqu'à la capitulation, et passer alors presque de plain-pied aux côtés d'Henri IV, qu'il servit avec la même régularité calme. Un remarquable tempérament de serviteur ; un homme secondaire.

Tel était le collaborateur qui, en 1587, avait auprès de Mayenne place bien établie. Son rôle allait grandir avec le destin de son maître. Mais, au conseil privé du lieutenant-général, en 1589 et plus tard, à côté des Le Maistre ou des Desportes-Baudouin, Jeannin devait rester, en même temps que conseiller personnel, le conseiller bourguignon, celui dont les lettres à destination de Dijon doubleraient souvent celles du prince. Ce parvenu dont la fortune, préparée désormais au conseil de Paris, se situait en Autunois, ce visage de bourgeois provincial, allait être, aux côtés de Mayenne, pendant les six années de son aventure monarchique, la Bourgogne présente.

5. ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX DE L'ESPRIT PUBLIC

LA BOURGOGNE CATHOLIQUE.

Les Bourguignons que retrouvait Mayenne semblaient, au premier regard, avoir moins changé que lui-même. De 1567 à 1587, une constance des formes extérieures avait masqué leur évolution progressive. La guerre aux « hérétiques » restait encore le mot d'ordre public dans leurs villes, quatorze ans après la mort du maréchal de Tavannes¹. L'hérétique avait pourtant cédé, mais sans que l'aspect des mesures dont il restait l'objet eût été sensiblement modifié : les listes de suspects de 1589 porteront encore les mêmes noms que celles de 1567². Dans la vie populaire, certains caractères de la guerre d'autrefois s'étaient atténués, mais, devenus secondaires, demeuraient encore. La rue Saint-Philibert, à Dijon, n'attaquait plus, fourches en mains, la rue des Forges ; les vigneronn n'étaient plus la garde de

1. L'expression « hérétique » reste courante en 1587, 1588 et années suivantes sous la plume du secrétaire de la Chambre de ville de Dijon, sous celle du chroniqueur Pépin, etc.

2. Comparer notamment aux listes de janvier 1589 (DIJON, B 225), celles qu'a publiées BELLE, *La Réforme à Dijon*, P. J. 24, 28, 37.

la ville contre les « gens mécaniques »¹; mais il subsistait encore des opinions de quartiers et même de corporations : les vigneron catholiques allaient devenir les ligueurs de 1589 et les artisans du fer, protestants d'autrefois, des navarristes. Aux mairies mêmes, les La Verne de 1587, plus « sociaux », succédaient aux Bénigne Martin de 1563, plus religieux, sans qu'apparût un renversement des plans de l'oligarchie communale. Pour les ligueurs, du reste, l'événement de 1584, cette mort du duc d'Anjou qui démasquait le péril du Navarrais, fournissait non seulement l'occasion d'une levée contre l'absolutisme royal, mais encore un aliment à l'ardeur catholique ancienne.

Enfin la permanence de certains éléments de l'histoire provinciale empêchait de percevoir clairement les changements, et d'abord cette servitude routière de la Bourgogne et cette situation frontière qui, entretenant sans répit, de 1530 à 1593, la vision d'un péril huguenot, entretenaient du même coup la constance d'une vigilance catholique². Après les colporteurs luthériens de 1530, après les apôtres genevois de 1560, qui avaient ici et là gagné à eux de fortes minorités urbaines, mais armé contre eux, du même coup, des majorités populaires et suscité les Fraternités catholiques de 1568, — les armées protestantes étaient apparues, ensanglantant, brûlant des bailliages entiers : en 1569, Wolfgang; en 1570, Coligny; en 1576, Jean-Casimir; en 1587, Dohna...; et cette destinée d'une province-frontière devenue comme une marche catholique, avait ranimé sans cesse cette conception de la mission religieuse de la Bourgogne, tenue pour le plus anciennement chrétien de tous les pays de France, et cette idée, aussi, qu'en vertu de la « capitulation » même qui l'avait, en 1477, « réduite » à l'obéissance de la « couronne » de France, cette Bourgogne, « première nourrice des roys chrestiens » et qui souffrait pour leur royaume, avait, entre toutes les provinces, le droit d'exiger que la royauté lui conservât sa foi³. Adopter même, avec la Ligue, la formule *Quorum religio, horum regio*, ce n'était pas, en Bourgogne, beaucoup innover. En fait, des forces nouvelles agissaient de plus en plus. A

1. Sur les faits du temps de la période des guerres proprement religieuses, v. BELLE, 27-29, P. J. 7-7 ter, et la préface d'HAUSER, p. xx-xxiii.

2. Sur le rôle des routes et de la situation frontière dans la diffusion de la Réforme en Bourgogne, v. par ex. HAUSER, *ibid.*, p. xv-xix. Cf. Bégat, *Remonstrances*... 1564, 35 et s.

3. Ces idées sur le rôle ancien ou sur les droits de la Bourgogne catholique sont exprimées couramment par les auteurs de la province. V. par ex. : Bégat, *Remonstrances*, 47 (que nous citons); Et. Bernard, *Advis... aux François*..., 1590, 29; la *Seconde lettre envoyée... par le Conseil d'estat estably à Dijon*, 1589 (« La Bourgogne, première nourrice des Royz chrestiens... »); l'*Oratio* d'Edme de la Croix, abbé de Cîteaux (discours au légat Caetano, déc. 1589), 15-16. On citerait également : Tavanès, Saint-Julien de Balleure, les discours d'ouverture des États provinciaux (1588-1589, etc.). Idées familières que Bernard rappelle aux États de Blois, en 1588, pour défendre la préséance de la Bourgogne (*Journ. des États*, 442-443).

l'effervescence sociale déjà vieille des gentilshommes s'était ajoutée, on l'a vu, celle des bourgeoisies communales. Et les théories « catholiques » elles-mêmes sollicitaient, désormais, les instincts révolutionnaires. Ce n'est pas en vain sans doute, que, depuis 1572, se lisaient en Bourgogne les manifestes sur les droits des peuples, sur le contrôle de l'autorité royale par les États et la renaissance des « libertés » communales. Mais le péril de la royauté protestante, nouveau sujet d'anxiété pour les catholiques, ne faisait qu'attiser le feu des haines religieuses qui brûlait depuis bien longtemps. En 1587 encore, Coutras redoublait l'alarme.

Cependant, dans la Bourgogne même, les protestants étaient vaincus. Gaspard de Tavanès, dès 1570, avait brisé leur offensive. Leur tentative de revanche en 1575 avait avorté. Leur réveil de 1586-1587 ? Illusoire flambée, allumée par des foyers extérieurs : Genève, et ce Montbéliard, base des émigrés bourguignons où intriguaient deux Saumaises ; — et assez vite éteinte à la suite du désastre des Reîtres et de l'incursion du Balafré sur Montbéliard même. Dans le pays, aucune renaissance durable ¹. Dans la période de 1587-1589, pour des enfreintes à l'édit de juillet 1585 ou pour des manifestations d'un type banal, — propos scandaleux et tumulte, violation du jeûne de carême, — une quarantaine d'affaires, tout au plus, franchirent l'échelon des justices municipales ou bailliagères et atteignirent la Tournelle, et encore voyons-nous parmi les accusés condamnés des non-Bourguignons, un François des Ages par exemple, qui tout habitant de Villey-sur-Tille qu'il fût, se trouvait être aussi périgourdin d'origine ². Et le roi lui-même semblait parachever dans la province l'œuvre d'élimination : ce louche négociateur de la retraite des Reîtres prenait soudain, en décembre 1587, figure de pourchasseur de huguenots.

Figure peu glorieuse : sur les brisées des Guises, on n'attendait plus, en Bourgogne, de sauveur. L'intervention, cependant, ne fut pas sans effet. De janvier à mars 1588, des instructions royales ordonnaient aux bailliages d'appliquer, enfin, et de façon sévère, les articles religieux de l'édit de 1585 ³. Les enquêtes des officiers s'exé-

1. V. les certificats d'abjurations et de bonne pratique dans YONNE, G 1627 (1572-1587) ; DIJON, D 65 et 66 ; et déjà, en ce qui concerne Dijon, la conclusion de BELLE, 145 et s. Cf. nos *Débuts de May.*, I. — Sur les craintes inspirées en 1586-1587 par Genève et Montbéliard : DIJON, B 224, f. 193 (arrestations) ; *Corr.*, n° 336 (avis env. par Mayenne) ; 337 ; 341 ; etc. — Sur Montbéliard foyer bourguignon et la présence d'Etienne et François Saumaise, v. A. TUETÉY, *Les All. en France*, 20, 35.

2. Les peines sont d'ailleurs sévères. C'est le hannissement le plus souvent (C.-D'OR, BII 46/2, arrêts des 11 fév., 20 mars 1586 ; 14 juin, 9 août, octobre 1588 ; etc.).

3. V. les instructions du roi données en 1585, dans C.-D'OR, C 2714. — Il y avait eu, en 1586, un commencement d'application de l'édit (v. par ex., pour le

cutèrent dans les neuf ressorts et les abjurations s'y renouvelèrent ; les commissaires saisirent, vendirent ou louèrent les biens des émigrés. Ma's l'abstention revêche des mairies ¹ révélait, s'il s'agissait de rallier au roi, par ce moyen, l'opinion catholique, un simple coup d'épée dans l'eau. Les commissions du besogneux Valois laissaient trop voir leur autre but, plus certain, le but financier, et un scepticisme bourguignon accueillait cette action royale qui dégénéra, d'ailleurs, dès avril, en paperasserie molle ². Un dernier coup avait cependant été porté aux « hérétiques ».

Qu'on l'entende bien : le protestantisme bourguignon n'était pas mort. Il continuait à vivre à Genève, à Montbéliard, — et même en Bourgogne, secrètement. Revenus des lieux d'exil après l'édit de 1585, des réformés fournissaient les « certificatz ordonnez » et rentraient « en leur maisons », mais en omettant parfois l'abjuration requise ³. D'un bout à l'autre de la période des « troubles », de 1588 à 1596, on perçoit encore à Mâcon, à Chalon, à Dijon même, et surtout à Semur, dans les abris chalonnais déjà vieux de Givry, Buxy ou Rully, dans les bourgs d'eau du Val de Saône et près des routes qui menaient aux refuges étrangers, les signes d'une vie silencieuse, celle qui, par delà les vicissitudes de la grande Ligue, devait conduire les débris des anciennes communautés jusqu'à l'édit de Nantes ⁴.

bailliage de Dijon, C.-D'OR, B 4582, pass.). En 1588, les nouveaux ordres du roi — publiés à Dijon le 23 janvier — enjoignent aux bailliages de s'assurer que les réformés ont bien tous abjuré régulièrement, d'emprisonner les délinquants et de saisir leurs biens, de poursuivre ceux qui récemment ont rejoint l'armée des Reîtres, etc. (Cf. le roi à Mayenne, 15 déc. 1587, B.N., Moreau 808, f. 10 ; May. aux gens du b. de Dijon, Dijon, 18 janv. 1588, *ib.*, f. 9). — Sur la chasse aux protestants menée en particulier par le bailliage de Dijon aidé de l'abbé de Cîteaux et les comparutions des suspects, v. DIJON, B 225, f. 175 v° ; cf. C.-D'OR, C 2714. — Aucune étude encore sur l'application en Bourgogne de l'édit de 1585.

1. Rien dans Pépin, ni dans Carorguy, ni dans Sullot. Aucune mention importante dans les reg. des échevinages de Dijon, de Mâcon, etc. Lorsque, le 9 fév., le cons. au bailliage Etienne Tabourot vient à la Chambre de ville de Dijon pour demander communication de la liste des protestants du lieu, qu'elle doit posséder « pour avoir dès le commencement procédé auxd. abjurations », les échevins, après mûre délibération, décident de ne communiquer aucune pièce, sous le prétexte (évidemment faux : voy. en effet les listes publiées par M. BELLE d'ap. les arch. de la Chambre) qu'elle n'en détient aucune. Un sentiment particulier d'hostilité contre le bailliage, chargé de la connaissance de ces affaires religieuses qui jusque-là étaient du ressort communal (ainsi que le remarque Tabourot lui-même), contribue certainement à expliquer cette attitude (DIJON, B 225, f. 175 et s.).

2. V. par ex. la lettre du roi du 20 mai 1588. Un chiffre : le receveur de Chalon (le centre du protestantisme d'autrefois) ne porte à son compte de 1588 qu'une recette de 242 écus (C.-D'OR, B 3804). Chiffre très faible aussi à Châtillon (B 4148). A Bourbon-Lancy, abstention : rien à saisir (C 2163, f. 104).

3. C.-D'OR, B 4582.

4. V. à ce sujet et pour les faits retenus ci-après : NAEF, *La réf. en Bourgogne* 31-42, 47, etc. ; PERRENET, *La comm. prot. de Dijon* ; DROUOT, *Flavigny contre Dijon*, ch. II, § 4 ; l'III. *Orbandale*, pass. — Listes de noms pour la période anté-

Mais le fait qui importe, c'est que bourgeois et artisans protestants, à partir de la fin de 1587, taisent leur foi. Même à Flavigny, à Semur, dans les villes où s'exilèrent de 1589 à 1595 les ennemis de la Ligue, on n'a pas signalé un seul document qui permette d'affirmer l'existence de prêches véritables. Les bourgeois réformés des villes mayennistes avaient achevé de leur côté de se camoufler en bons catholiques. Et le peuple de même. Que, la religion se taisant, la politique ait souvent parlé pour elle, que le nombre des anciens hérétiques de 1580, de 1572, de 1567 même, dont le nom se retrouve dans les registres des villes avec une inculpation de rébellion à la garde, de relations avec les « ennemis », voire d'espionnage ou de trahison, soit relativement considérable, le fait est bien certain. Mais désormais sous ces actes des « politiques », les croyances condamnées, sauf de rares exceptions, se dissimulent complètement. Les ci-devant hérétiques triomphent aisément lorsque, pour passer maîtres ou pour entrer dans un office, ils ont à subir l'enquête échevinale sur leur vie et religion. Ils fréquentent les sacrements catholiques. Ils n'ont plus de ministres, du moins avoués ou connus ; plus même de chefs locaux, ni de guides, car les esprits un peu actifs et, naguère, assez résolus, comme l'avocat Jean-Baptiste Richard, imitent désormais la réserve déjà ancienne de conseillers au Parlement tels que les Bretagne, ou les Saumaise, ces hérétiques de cabinet dont la profession, crainte des édits sur les offices des protestants, n'avait jamais été ouverte. Plus d'assemblées proprement huguenotes, du moins avouées et entreprenantes, même aux champs, même autour des refuges chalonnais, même autour des anciens fauteurs comme les sieurs de Chamilly, de Jaucourt, de Traves ou de Saulon.

Des gentilshommes pouvaient-ils songer à soutenir, à revivifier les églises dans l'exil ? Au pays, les nobles protestants qui avaient pris les armes dans l'été ou l'automne de 1587 signent, pour conserver leurs biens, d'explicites soumissions :

Je soubsigné Antoyne Damas, seigneur de Digoine, promets au Roy, suivant le commandement de sa Majesté au traicté fait par monsieur le duc d'Epemon avec l'armée estrangère en la ville de Marcigni, de ne jamais porter les armes en son royaume que par le commandement exprès de sadite Majesté...

Des déclarations de cette forme affluent sans retard aux bailliages ¹. Elles marquent, en Bourgogne, la fin dernière des vraies guerres protestantes. Il est certes quelques fidèles qui entendent ne pas

rieure à 1570 dans BELLE, *La Réf. à Dijon*, P. J. Indications de toutes sortes dans C.-D'OR, BII 360 /50-53 ; DIJON, B 224-225 ; BEAUNE, BB 7-14 ; AUTUN, BB 3 et 4 ; CHALON, BB 5, 6, 7 ; etc.

1. On en trouvera, par ex., une douzaine, en original, avec celle du s^r de Digoine, dans le recueil de la B.N., fr. 15574. — Sur le rôle de Digoine à l'armée des Reîtres, indication dans La Huguerie, III, 81.

pendre pour toujours l'épée au croc ¹, mais en fait, à partir de 1589, ils ne serviront plus, presque tous, qu'au milieu d'une majorité de catholiques la cause du roi ; très rares ceux qui combattront ouvertement pour la religion, pour la liberté protestante et il leur faudra, comme au baron de Conforgien, aller servir loin de leur province. Dès 1587, en somme, les protestants bourguignons devaient à peu près renoncer à ces cadres de barons-capitaines qui leur avaient conservé jusqu'alors figure de parti. C'est pourquoi, si la Bourgogne parlait souvent encore avec appréhension des « hérétiques », il faut songer, pour expliquer cette appréhension beaucoup moins, finalement, aux quelques foyers de la « religion » survivant au pays qu'au sentiment des menaces étrangères, dont les émigrés entretenaient l'acuité.

Décadence assez générale, d'ailleurs : « Ne se faisoit plus, dira de cette période la *Satyre* ², de nouveaux huguenots, les vieux se refroidissants et s'ennuyants de la longueur, et la pluspart d'eux permettant que leurs enfants se fissent catholiques pour participer aux honneurs et aux bénéfices comme les autres ». Mais, dans le gouvernement de Mayenne, le recul était tel que le chef catholique put craindre de voir disparaître totalement un « ennemy » opportun ; il savait que « la pescherie est meilleure quand l'eau est trouble ³ », et son indifférence assez remarquable à l'égard des ordres du roi au printemps de 1588 trahit peut-être un tel sentiment. Le renoncement des protestants l'aidait cependant. Lors des élections des députés aux États de Blois, l'abstention des réformés bourguignons, qui s'en remirent, pour la défense de leur cause, au calvinisme méridional, allait lui en fournir une première preuve, en favorisant le choix des candidats ligueurs.

LE DISCRÉDIT DU ROI.

De son côté, le roi perdait du terrain. Des espérances qu'elle avait conçues à son avènement, la Bourgogne était vite passée à la déception et à l'amertume. En 1588, il y avait dix ans déjà qu'elle s'était dressée contre les abus fiscaux, qu'elle condamnait le gaspillage des deniers publics, et l'éhonté profit des « sangsues ». Sa tardive pourchasse des réformés bourguignons ne préservait pas Henri III des effets de la propagande guisarde, qui dénonçait en lui le protecteur d'Épernon, parasite de l'État, et également le protecteur équivoque et sournois des Allemands, — l'auteur principal, enfin, du désordre

1. Sur l'attitude de Conforgien et de quelques autres gentilshommes bourguignons, v. ci-ap., ch. IV, 293, 330. Sur la participation de Conforgien aux guerres genevoises, v. De Thou, XI, 226-228.

2. *Harangue de M. d'Aubray*, 208.

3. *Ibid.*

qui accablait son royaume¹. Tout peuple fait grief à son roi de sa misère : celle de 1586-1587 était d'autant plus aisément imputée au « Renard hypocrite » que la fiscalité royale, en pleine crise économique, redoublait d'exigences.

Aux impôts ordinaires s'ajoutaient, en 1587, outre les 23.000 écus de la réduction d'Auxonne, 37.740 écus exceptionnels d'entretien des garnisons, — dont 6.440 pour la garde de Mayenne et des compagnies des places de sûreté, — les châteaux de Beaune et Dijon, — concédés au duc par l'édit de Nemours² : le roi faisait payer à la Bourgogne, et à un bon prix, la Ligue de 1585. Mais, outre ces charges particulières, il fallait porter un « ordinaire » très pesant. En 1588, un mémoire des États, exprimant au roi leurs principales doléances fiscales, montrait que la part de la Bourgogne dans le taillon du royaume était passée de la 36^e partie à la 17^e, et des 12.000 écus levés « d'ancienneté » à 23.849 écus au dernier département ; on se plaignait des « crues » incessantes sur la gabelle, des 5 sols par muid de vin dont le forfait avait été fixé à 8.333 écus, du nouvel impôt sur la draperie, des nouveaux bureaux de la foraine qui, depuis quatre ans avaient aggravé les charges des marchands, des 5.095 écus de « subvention » encore demandés pour l'année, encore que la province eût à payer pour son compte la garde des frontières de Savoie et d'Espagne, des 16.655 écus de l'imposition des clochers, et d'une série d'autres charges supplémentaires encore³... Chiffres que d'autres, inlassablement, avaient précédés depuis 15 ans dans les registres des élus, témoins d'un obsédant régime de « regratures » ou d'innovations fiscales, comme ces impôts sur les clochers ou taxes sur les vins, ordonnées en dépit des promesses anciennes et que, péniblement, chaque fois, il fallait racheter⁴. Encore les chiffres globaux, qui sont ceux des élus provinciaux, manquent-ils parfois d'éloquence. C'est dans les registres locaux qu'il faut les voir, fragmentés, il est vrai,

1. Échos de cette propagande dans les interventions de Bernard aux États provinciaux de 1587 (C.-D'OR, C 3069, f. 167 v^o et s.), dans le *Livre* de Pépin (41). On reprochait aussi au roi, en Bourgogne comme ailleurs, de violer fréquemment l'édit de 1585, notamment en pourvoyant d'offices d'anciens hérétiques (B.N., fr. 17281, f. 108).

2. 22.500 écus pour le remboursement des emprunts faits par le roi pour la réduction d'Auxonne (H. III aux élus, 11 déc. 1586, C.-D'OR, C 3351, f. 23 ; cf. C 3069, f. 125), plus les sommes exigées antérieurement, comme les frais du licenciement des lansquenets employés dans le blocus (le m. aux m., 29 août 1586, C 3351, f. 22). Les 12.000 écus promis aux Auxonnais furent aussi demandés aux élus (C 3069, f. 194) et cette imposition souleva une longue résistance (v. à ce sujet DROUOT, *L'aff. d'Auxonne*, 334, n. 2). — Garnisons : C 3069, f. 201 v^o.

3. Mémoire enreg. par le Parlement avec les réponses du roi accordant quelques allègements (Blois, 3 fév. 1589), C.-D'OR, B 12085, f. 12-13 v^o.

4. C.-D'OR, C 2979, f. 191, 208, etc. ; C 3016, f. 29-30. On sait que le roi appliquait encore un autre système d'exploitation : les créations d'offices que devaient racheter les États (v. *ib.*, f. 182, 184, 190, 196, etc.).

en « cotisations » de détail, mais voisinant avec tant d'autres qu'ils donnent, là, bien mieux, la sensation du harcèlement incessant dont se plaignaient les corps de ville¹. Édifiante, en particulier, vue dans ces registres locaux, l'exploitation financière, par le roi lui-même, des clauses religieuses du traité de Nemours, 17 janvier 1588 : ordre au Bureau des Finances de Dijon de hâter la perception des fermes des biens saisis sur les réformés et d'indiquer le total des sommes réalisées ; — 27 janvier : fournir le total des sommes déjà disponibles ; — 12 mars, 19 mars : recharges dans le même sens : ordre de saisir et de vendre les biens des hérétiques embusqués dans l'Union, « pour en estre fait estat comme des autres deniers provenant des biens desdictz de la nouvelle opinion... » ; — 20 mai : semonce au bailliage de Dijon : « Vous... avez proceddé » aux ventes « avec ung mauvais ordre et à vil prix²... » Et les mobiles, trop visibles, de cette insistance ne rehaussaient pas un prestige déchu.

Payer les noces de Joyeuse et le train d'Épernon, payer les paix royales, payer l'infructueuse campagne de Guyenne, et supporter, après cela, faute de la protection du roi, les sacs des Allemands dont l'Auxerrois, dix ans plus tard, portait encore les traces ineffaçables ? Les prétentions du roi, dans une province harassée, soulevait des protestations qui, depuis 1586, se liaient et faisaient masse : suppliques des villes à toute occasion, — protestations des clergés contre les décimes, — remontrances des États sur l'épuisement du pays, sur la « foule et perte inestimable que le peuple a receue par le passage des Reistres » et sur le caractère insolite de certaines demandes royales (« ne s'est jamais vu que lesd. garnisons aient esté payées d'autres deniers que des finances de Sad^{te} Majesté ») ; observations et avertissements, enfin, du lieutenant-général Charny, prévenant ou doublant les interventions moins désintéressées de Mayenne. Le pays d'États n'avait pas oublié ses remontrances de 1578, ni l'ardeur d'une insurrection fiscale vieille, à peine, de dix

1. Dans le reg. de Mâcon par ex., parcourons quelques feuillets (Mâcon, BB 53, f. 27 et s., 54, 55-62, 67-69, etc.) : — en mars 1588 : 140 écus pour le taillon, et le chiffre paraît léger ; — mais, 6 avril : 81 écus pour le subside sur les cloches du royaume ; — 10 avril : sommation du receveur de la province, Desbarres, exigeant d'urgence 400 écus pour l'abolition d'une recette des « deniers communs » de Mâcon ; — puis, en avril encore, le texte d'un édifiant mémoire porté « en cour » par Pierre Boton, premier échevin, catalogue étonnant de procès pendant devant le Parlement de Paris et concernant des sommes arriérées réclamées par le fisc, peut-être 2.000 écus au total, mais représentant une foule de taxes diverses ; — etc. Les mois suivants apportent, régulièrement, les mêmes mentions... Or, Mâcon n'était pas exception.

2. Le roi au Bureau des Finances, Paris, 17 janv. 1588, B.N., Moreau 808, f. 6, copie ; — au bailli de Dijon, Paris, 27 janv., *ibid.*, f. 4 ; — au même, Paris, 12 mars, *ibid.* ; — au même, Paris, 19 mars, *ibid.*, f. 5 ; — au même, Paris, 20 mai, *ibid.*, f. 67. — Sur les sommes produites : ci-dessus, 122, n. 2.

ans¹, et les solennelles remontrances de Rouen n'ayant pas soulagé les Bourguignons, ces Bourguignons, vers 1587, vouaient à Henri III la rancune violente d'un peuple exploité au mépris de son droit.

Or, contre ce discrédit, générateur d'indiscipline, quelles mesures ? On ne voit pas qu'une action de propagande loyaliste ait été, en Bourgogne, organisée. On ne voit pas non plus qu'aucun commissaire du roi, ni avant ni après la descente des Reîtres, soit venu dans le gouvernement de Mayenne pour enquêter, apaiser ou remédier. De commissaire, aucun, — du moins qui ait laissé un nom ou une trace, — depuis ceux qu'avaient mobilisés et amenés à Dijon l'affaire de la résistance des États : le maître des requêtes Jean Vétus en 1578, le procureur général au Parlement de Paris Jean de La Guesle en 1578 et 1579. Il faut, évidemment, douter que, sous Henri III, les commissaires du roi, s'il en était envoyé chaque année, fussent « départis » avec quelque régularité entre les généralités ; sans quoi l'on serait en droit de se demander quelles négligences, — ou quels égards — valaient à la Bourgogne cette abstention². — Il est vrai qu'Henri III pour se défendre, recourait d'ordinaire à d'autres méthodes : celle des rapports, de l'espionnage et de la police ; et il en usait en Bourgogne suivant toute apparence³.

LA FIDÉLITÉ MONARCHIQUE ET FRANÇAISE.

Profond était le discrédit d'Henri III. Cependant, il importe de le dire, la Ligue ou Mayenne sonnait en 1588 la révolte eussent dû compter alors, sinon avec un parti royaliste cohérent et encadré, du moins avec un sentiment fondamental, et commun à tous les Bourguignons, de fidélité à la monarchie française. Lorsqu'au cours de cette année trouble, les secrétaires communaux répétaient cette formule : le « service du roy », quelles que fussent leurs réserves secrètes en usant de ces mots, ils y exprimaient mieux que le simple respect d'un usage. L'idée d'une insurrection contre le Valois était viable, mais non celle d'une désertion de la monarchie. Au delà de la personne du roi, pour

1. CHALON, EE 2 (notamment supplique du 23 oct. 1586) ; DIJON, B 223-225 ; — MONTBARD, Reg. de 1588, f. 163 v° ; — C.-D'OR, C 3069, f. 201 v° ; — Charny au roi, Pagny, 26 fév. et 20 juin 1587, B.N., fr. 3379, f. 1, 32 ; 4 fév. 1588 et lettre s.d. (reçue le 12 fév.), fr. 3408, f. 8, 12 ; — May. au roi, Dijon, 1^{er}, 18 fév. 1588, fr. 3380, f. 44, 51. — Sur l'épisode de 1578, assez connu : BAUDOUIN, II, 221-237. — Sur le mécontentement fiscal, favorable aux Guises, v. ROBIQUET, *H. de Paris*, II, 220-223, 239-241 ; CLAMAGERAN, *H. de l'impôt en France*, II, 227-228 ; MARIÉJOL, 231 ; etc.

2. Sur les commissaires de 1578-1579, BAUDOUIN, II, 222-225, 231-237. Sur l'envoi des commissaires en général : Ch. GODARD, *Les pouvoirs des intendants sous Louis XIV*, P., 1901, in-8°, 2. — Sur la question des commissaires en Bourgogne, v. ci-ap., ch. X, § III.

3. V. ci-ap., ch. I, § II, le rôle du baron de Lux.

les Bourguignons tout aussi bien que pour les Parisiens ou les Normands, il y avait la « Couronne », bien commun des Français¹ et symbole d'un lien qu'on ne songeait pas à rompre.

Si, avec la Bretagne, une province, en 1588, eût pu, vue de l'extérieur et de loin, paraître propre aux tentatives autonomistes ou même sécessionnistes, et offrir aux rêveries d'un des Princes les perspectives d'une éventuelle demi-royauté, n'était-ce pas la Bourgogne des anciens ducs, et celle où écrivait Saint-Julien de Balleure, attachée, disait-on, à ses États, à ses droits particuliers, et où les Guises, depuis si longtemps, avaient pris pied ? Mayenne, replié sur son gouvernement, à demi-brouillé avec son frère, n'allait-il pas jouer le jeu qu'on prêtait aussi à Mercœur² ? Et un autre prince, en effet, plus entreprenant, plus ardent, un Charles-Emmanuel, par exemple, et qui n'eût pas choisi comme conseiller de Bourgogne le raisonnable Jeannin, n'eût-il pu découvrir sous les cendres quelques tisons « bourguignons » mal éteints ? N'eût-il pas tenté de ressusciter un duché dans le cadre de ce royaume où la royauté semblait se ruiner elle-même ? N'eût-il pas essayé, en s'aidant, sinon de la Comté de Philippe II, craintive et rétractile, du moins des forces savoyardes ou lorraines, d'y déployer enfin ses couleurs ?

D'ailleurs, la formule ne circulait-elle pas dans la presse du temps, — vague et variable, mais toujours reconnaissable, — de ces petits États plus ou moins semblables aux Allemagnes ou aux Italies, groupés ou non dans une France fédérative ? En Bourgogne même, Guillaume de Tavanès, par exemple, ne se flattait-il pas d'avoir, en 1585, mis en garde les Beaunois contre les « roitelets », faibles et pauvres, portés à faire « rapines et tailles excessives sur leurs subjectz », ainsi que « l'exemple en estoit », disait-il, « fort apparens aux princes d'Italie³ » ? L'idée, s'il dit vrai, n'était pas inconnue au pays de Mayenne et même il avait pu sembler, en 1585, utile de la combattre.

Mais il est bien possible aussi que ce mémorialiste, toujours si sujet à caution⁴, brode ici un point de sa façon, ou, du moins, que les

1. Dont le roi, ajoutaient les ligueurs, n'est détenteur que par la volonté du peuple. Doctrines connues. En Bourgogne, entre autres, Saint-Julien de Balleure, dans son *Disc. par lequel il apparaîtra que le roy. de France est électif* (1591) les adoptera nettement.

2. B. POCQUET, *Hist. de Bretagne*, V, a nettement mis en doute les visées séparatistes de Mercœur (« ...La première condition nécessaire pour réunir des partisans, c'est d'affirmer ses prétentions. Or, Mercœur ne l'a jamais fait publiquement... » Pas un seul acte séparatiste déclaré : « On ne l'a pas trouvé et on ne le trouvera pas ! » (p. 154). Cf. aussi P. Cayet, qui doute (*Chron. nov.*, 259-260). Mais le gouvernement héréditaire d'une Bretagne autonome, Mercœur, avec l'appui des Espagnols, n'a-t-il pas espéré cela ?

3. *Mémoires*, 470.

4. V. DROUOT, *Observations sur les mém. de Guill. de Tavanès*.

Beaunois de 1585 n'aient guère, en fait, justifié son homélie. Qu'aucun texte ne prête au Mayenne d'avant 1589 le moindre acte, la moindre parole décelant une intention de substituer ses merlettes aux fleurs de lys sur les frontons de son Logis de Dijon, on ne saurait s'en étonner beaucoup, même si l'on admet que le duc, parmi ses songeries, ait connu celle-là. Mais il y a aussi à considérer les sentiments de ses Bourguignons.

Il eût fallu qu'au séparatisme ou à l'autonomisme l'opinion bourguignonne fournît réellement une base suffisante. Or, rien vraiment n'indique que tel fût le cas. Que les modalités particulières de son entrée dans le corps français, et le pacte de 1477, eussent été oubliés par la province, non pas ¹. Mais, il n'est guère douteux précisément que de ce souvenir si vivant du contrat de réunion, de la régularité même avec laquelle les sujets bourguignons exigeaient le serment toujours renouvelé jusque-là par les rois à Saint-Bénigne de Dijon ², venait la force même que prenait, dans ce pays rivié aux traditions et aux coutumes, le sentiment de la fidélité due au monarque. Il était si vif, qu'il faut peut-être le considérer comme le trait le plus caractéristique de l'esprit national chez les « François de Bourgogne ». La doctrine du xvi^e siècle sur la libre disposition des peuples ne semble pas les avoir éloignés des rois Très Chrétiens, au contraire. D'ailleurs, rien n'isolait matériellement la Bourgogne du reste du royaume ; tout au contraire, ses routes apportaient les vigoureuses influences de Lyon et de Paris à travers ses limites si perméables et la couronne des comtés annexes remplis de marchands voyageurs ou rattachés au ressort judiciaire parisien représentaient des liaisons actives avec le corps de la monarchie, et qui interdisaient tout particularisme exclusif. D'ailleurs les cent-dix années vécues dans la communauté française, la prospérité partagée avec elle au début du siècle, puis les épreuves supportées pour elle, en particulier les terribles invasions des « Reistres estrangers », les bouleversements profonds des guerres religieuses et la tempête de l'« hérésie » si apte à la fois à dissocier le corps moral de l'ancien Duché et à repétrir au jour le jour ses idées dans le creuset des doctrines qui étaient celles de tout le royaume, — ce long siècle de vie française intense et agitée avait rejeté très loin dans le fond du passé le souvenir idéalisé des « bons Ducs », et réduit au caractère de tradition verbale

1. Bégat y avait fait allusion dans ses *Remonstrances* de 1563. Bernard à son tour les invoquera. V. à ce sujet, ci-ap., ch. XIII, § III. Dans les cahiers du Tiers État, on rencontre des formules du style que voici : Plaise à S. M. maintenir les Bourguignons « en leurs droictz de franchise... » comme « les feuz Rois de France ses predecesseurs, notamment du temps et regne de Loys XI^e, auquel regne la reduction du dit pays de Bourgongne a esté faicte... », etc. (Cah. d'Aval-lon, 1576, dans BAUDOUIN, II, P. J., n^o XI, art. I). Etc.

2. GARNIER, *Chartes de comm. et d'affr.*, I, 128, 129, 137, 142, 147.

les hommages que, périodiquement, leur rendaient les orateurs des États.

En réalité, les faits de la période de 1477-1530 ne justifiaient pas entièrement les idées que se faisaient les Bourguignons de 1587 des sentiments de leurs pères. Leurs aïeux n'avaient, sous Charles VIII, Louis XII et François I^{er}, accepté la Réunion ni unanimement ni sans réserves : leurs sentiments de 1477-1478 et l'agitation « bourguignonne » de 1526, — de cette année même où le vaincu de Pavie suscitait la fameuse protestation des États bourguignons contre les clauses du traité de Madrid cédant le Duché à Charles-Quint, — sont, de leurs résistances au moins partielles, des preuves suffisantes¹. Mais un demi-siècle avait affaibli le souvenir de ces faits, et, en 1588, la fierté d'un loyalisme considéré comme invariable s'était, en somme, substitué aux sourds murmures d'autrefois². D'autre part, la guerre avec la Comté avait, sinon rompu, du moins dénaturé le sens et le souvenir de l'ancienne communauté bourguignonne. Si ces hommes de la fin du xvi^e siècle avaient attribué aux emblèmes des armées un sens qui les eût touchés, ils eussent pu être frappés de ce fait que le vieil emblème des anciens Ducs, la croix rouge de Saint-André, flottait au delà de la Saône au moins au-dessus de partie des troupes³. Ils avaient, eux, abandonné ce signe pour se rallier aux couleurs du roi de France : ils étaient les déserteurs de la grande Bourgogne qui paraissait survivre en ces symboles... Mais, en fait, la vue des croix de Saint-André ne pouvait éveiller en eux ni honte ni regret. Elles flottaient peut-être en Comté ; elles allaient flotter aussi au-dessus des piquiers de Fontaine-Française, mais comme emblème, en fait, non plus de l'indépendance « bourguignonne », bien plutôt de la

1. Sur les résistances de 1477 et années suivantes, plus ou moins appuyées sur celles de la Comté et sur les dures répressions des premiers gouverneurs, G. de la Trémoille et Ch. d'Amboise, v., outre C. ROSSIGNOL, *H. de la B. pend. la pér. monarchique*, les études récentes de J. ROBERT DE CHEVANNE : *Chalon et Louis XI* (1477), dans *Mém. Soc. d'hist. de Ch.*, 1932-1933 ; *Les débuts de la camp. de 1478 en B.*, dans *Mém. Soc. d'arch. de Beaune*, 1930 ; etc. — Sur les « dessous » des manifestations françaises de 1526 et l'existence, à cette date, d'un parti favorable à l'Empereur, héritier légitime des ducs, v. l'étude de H. HAUSER, *Le tr. de Madrid*, ch. II, IV, V, VII.

2. C'est une opinion commune en Bourgogne et exprimée en 1588 même, par Saint-Julien de Balleure (*Mél. historiques*, 134) qu'en 1526 la Bourgogne s'était opposée d'elle-même à sa cession à la maison d'Autriche. En 1591, le même auteur se sert de cet épisode comme exemple, lorsqu'il veut montrer que les rois n'ont pas le droit d'aliéner aucune partie du domaine de la couronne sans le consentement des États (*Disc. par lequel il apparaît que le roy. de Fr. est électif*, 1591, in-8°, 43).

3. V., en tous cas, la gravure contemporaine du Cab. des Estampes reproduite par A. KLEINCLAUSZ, *H. de B.*, pl. XVII. Sur cette hispanisation des anciennes marques bourguignonnes ; E. LONGIN, *Les drapeaux et l'écharpe en F.-Comté* (dans *Mém. Soc. d'émulation du Doubs*, 1919-1920, 242 et s.).

domination espagnole : Philippe II, et sa maison héritière de celle des Ducs, ayant « pris et retenu... ses livrées et ses estendarts », c'était le roi des Marranes et Sarrasins d'Espagne qui montrait ces couleurs-là « sur tout le rond du monde ¹ ». Et ainsi, loin d'exciter des nostalgies, elles ne pouvaient plus guère animer au Duché, précisément, qu'un sentiment d'hostilité.

Il est bien vrai qu'à feuilleter les œuvres écrites des Bourguignons contemporains de Mayenne, l'histoire de Saint-Julien ou les contes de Tabourot, qu'à suivre leur vie de société dans le détail abondant des registres de mairie ou des journaux privés, on se convainc vite que, malgré la diffusion de l'humanisme, malgré l'influence de Ronsard sur les poètes locaux, une assimilation « française » de l'âme ou de la pensée était, vers 1588, loin encore d'avoir triomphé en Bourgogne. Une communion française qui eût réclamé l'abdication de l'être ancien n'avait pas été imposée et n'eût pas été comprise par les villes bourguignonnes. Elles ouvraient, certes, leurs portes, et largement, sur des routes nombreuses, mais aux marchandises plus qu'à l'esprit, et si les voyageurs introduisaient chez elles des idées, leur tempérament propre n'en adoptait que ce qui lui convenait : l'histoire de la Réforme en Bourgogne n'est peut-être, au fond, que celle des réactions de ce tempérament en présence des doctrines nouvelles venues du large, et finalement de leur élimination par les forces indigènes. Une indépendance intellectuelle et artistique remarquable même chez les docteurs en droit ou les sculpteurs nourris un temps par l'Italie ², un légendaire des origines bourguignonnes aussi original que pieux et touchant ³, un culte du droit ancien tenaient dans sa vie une place essentielle que le monde du Parlement et des États défendait. Et cette indépendance s'étendait même à la vie politique. On en a le sentiment bien net, lorsque, si souvent, en face des événements de Paris, l'on voit les cantons extérieurs de la province, ces « comtés adjacents » de Mâconnais et d'Auxerrois tard réunis à elle, réagir de façon toute différente de la Bourgogne proprement dite, s'abandonner seuls à l'impulsion venue de la capitale.

Mais la Bourgogne était aussi attachée au service de son roi que peu disposée à reconnaître aux autres provinces du royaume et même à la « ville capitale » le moindre droit sur elle, et le lien le plus réel qui

1. Girardot de Nozeroy, *Hist. de dix ans de la F.-Comte de Bourgogne*, Besançon, 1843, in-8°, 10.

2. Cf. à ce sujet les pages de M. G. ROUPNEL, *La v. et la camp.*, 2^e p¹⁰, ch. III ; BOUCHARD, *L'esp. public en B.*, 2^e p¹⁰ : *L'originalité intellectuelle* ; et, pour l'art local du xvi^e s., celles d'H. DAVID sur l'art d'Hugues Sambin (*De Sluter à Sambin*, Paris, Leroux, 1933, 2 vol. in-4°, II, 401-435).

3. Nous songeons naturellement surtout aux *Origines des Bourgongnons* de Saint-Julien de Balleure (1580 et 1581). Mais il ne faut pas oublier non plus le *Rerum Burgundionum chronicon* de Nic. Vignier de Bar-sur-Seine (1575), ni les *Annales de Bourgogne* de Guill. Paradin de Cuyseaulx (1566).

l'unité à ces provinces paraît bien avoir consisté dans le fait qu'elles étaient sujettes du même roi qu'elle-même. Le roi d'abord. « ... Vivre et mourir sous un mesme Dieu, une mesme foy, ung mesme roy et une mesme loy », proclamaient les échevins d'Abbeville au lendemain des Barricades. Là rayonnait l'esprit du « tumulte » parisien, et le roi n'était cité qu'au troisième rang. En Bourgogne, dans la « catholique Bourgogne », si capitale que fût, à son jugement, la question religieuse, la Ligue de 1589 elle-même ne suscitera pas de maxime analogue. Les Bourguignons, on n'en saurait douter, devaient à la propagande guisarde et plus encore à des expériences directes comme le conflit fiscal de 1578 d'avoir perdu la confiance qu'ils avaient placée, aux jours déjà lointains de 1574, en la personne d'Henri III ; mais il leur restait le respect profond de son titre.

Catholique, la Bourgogne s'attachait avec plus d'inquiétude que d'autres provinces au problème essentiel : celui de la succession monarchique. Mais l'esprit des Seize, qui faisait dévier l'idéologie ligueuse au large de cette préoccupation première, devait lui demeurer à peu près étranger. Qu'elle fût, en 1587, disposée à suivre Mayenne en des entreprises personnelles de nature à porter atteinte à l'unité monarchique, disons hautement que rien ne permet de le penser. Ses poussées communales elles-mêmes ne pouvaient la mener là. Ses villes, à la veille des Barricades comme en 1585, étaient bien de celles que la *Satyre Ménippée* montre « encore retenues de quelque crainte et reverence du nom des Roys et de la Majesté royale ¹... » La crise de 1589-1595 ne sera que la léthargie de cet instinct de sauvegarde, le malheur d'un peuple désemparé qui ne sait plus où trouver son roi, — d'un peuple qui, d'ailleurs, va un certain temps se défendre des déviations et, en 1588, demeurera assez « bourguignon » encore pour résister aux entraînements de la Ligue parisienne.

Et cependant, l'heure eût semblé favorable à l'influence de Paris. Le « péril » huguenot, qui diminuait dans la province, se précisait au royaume. Il s'appelait Henri de Navarre. Le cadre des problèmes religieux, pour les Bourguignons, s'était élargi, — à l'heure même où, d'autre part, à leurs poussées sociales naguère instinctives, les doctrines politiques venues d'Hotman offraient plus impérieusement leur explicite appui. Le temps des confréries et des entreprises locales était fini. Celui de la grande Ligue française, coordinatrice des sentiments et des actions, semblait venu, le temps d'une Sainte-Union des villes et princes de l'État entier, mue par une impulsion centrale...

1. P. 203. Même après la révolte, au début d'avril 1589, il faudra maintenir aux yeux du peuple dijonnais cette distinction : on combat Henri III, mais on « reconnoit » l'autorité royale (discours suggestif du maire de Dijon sur ce thème, dans *Dijon*, B 226, f. 194).

LA LIGUE. DEUX DIRECTIONS.

L'ACTION DE PARIS

La Bourgogne sortait des premières guerres province catholique, et chez elle les « entrepreneurs » de toutes classes étaient désormais du côté de la Ligue. La Ligue : en 1587, vieux mot déjà ; mais, depuis 1576, il avait en partie changé de sens. De ce temps lointain où le duc du Maine, jeune prince de vingt ans, avait paru à Dijon pour la première fois, à ce mois de juillet 1587 où il revenait en Bourgogne après un an d'absence, une génération avait grandi ; les idées s'étaient adaptées à des circonstances nouvelles ; les ambitions avaient percé plus clairement sous la « foi ». En 1584, les chefs catholiques, saisissant l'occasion fournie par l'entrée en scène de l'héritier protestant, étaient passés à l'attaque contre le principe de la légitimité du sang et contre l'absolutisme valois. De son côté, Paris, tirant des doctrines les actes, s'était érigé en champion de la puissance « populaire ». Il s'agissait, désormais, tout autant, ou plus, de démembrement de l'autorité monarchique que de défense catholique ¹. C'était, depuis 1585, une Ligue nouvelle qui s'organisait et qui cherchait ses forces dans les provinces.

Paris agissait. Bureau primitif des Six, Conseil des Douze de 1587 conduit par les Dorléans, les Senault, les Hennequin : un état-major prétendait animer toutes les forces catholiques et urbaines du royaume ². Et l'on croit suivre, en effet, si l'on se place à Paris, le départ pour les provinces des courriers, des « mémoires » colportés par l'avocat Nicolas Ameline ou d'autres apôtres ³. Mais dans le fond

1. Sur le renversement des doctrines catholiques à l'égard de la royauté, sous l'influence des circonstances, après 1584, v. G. WEILL, *Théories*, 198 et s., et HAUSER, *Sources*, III, 29 ; IV, 120.

2. On est renseigné (imparfaitement d'ailleurs) sur ce conseil, son origine et son action par le *Procès-verbal de Nic. Poulain* (dans les *Arch. curieuses*, XI), le *Dialogue d'entre le Maheustre et le Manant*, à la suite de la *Sat. Mén.*, éd. de Ratisbonne, 1752, III, 439 ; les *Mém.-Journaux* de P. de l'Estoile ; les *Délib. du bureau de la ville de Paris*, IX ; la *Chron. nov.* de P. Cayet, 20-21 et 34-38 ; l'*Hist. de la Ligue* p. p. Ch. Valois, 123-127 ; etc. ROBIQUET, *Hist. de Paris*, II, 250 et s., 302 et s., a utilisé une partie de ces sources.

3. P. Cayet (*Chron. nov.*, 34-38), afin de montrer la « mauvaise intention » des Seize et « leurs calomnies et pratiques contre le Roy », produit (sans références) leurs « mémoires ». « Premier mémoire » : Le roi s'est entendu avec les Refrctes pour écraser les catholiques. Il faut organiser la défense. Pour cela trois « coppies » sont envoyées dans les provinces. Première « copie » : « projects et intentions » de la Ligue parisienne : organisation d'une armée formée par les « villes associées ». On contraindra le roi à « avouer » cette levée. Si le roi meurt sans enfant, mobilisation, États généraux et recours au card. de Bourbon comme protecteur des États, aux Guises comme auxiliaires. On fera élire roi le cardinal. On écrira au pape et au roi d'Espagne. — Seconde « copie » : « forme

des provinces, à ces circulaires, à ces émissaires, quel fut l'accueil et quelle fut la réponse ? Ou mieux, — car répondre, au ^{xvi}^e siècle, n'est rien, — de ces efforts quels furent les effets réels ?

Certainement la Bourgogne ne fut pas oubliée par les Parisiens. Elle est citée, et en assez bonne place, la troisième, derrière deux foyers ligueurs signalés par l'auteur du *Dialogue d'entre le Maheustre et le Manant*, lorsqu'il montre le bureau central recevant les « agents » des succursales des provinces, « les uns de Picardie, les autres de Normandie, les autres de Bourgogne, ceux d'Orléans, de Lyon, et autres villes et provinces, avec lesquels estoit fort amplement communiqué, et s'en retournoient bien instruits et avec bons mémoires et promesses de se secourir les uns les autres ¹... ». Et d'ailleurs certaines considérations importantes, le fait, par exemple, qu'une partie des garanties des rentes sur l'Hôtel de ville reposait sur la recette générale de Bourgogne, sont certainement à retenir ici ².

Voici donc un beau sujet de recherches : qui était le correspondant des « agents » de Bourgogne ? Qui étaient ces agents ? Et qui, en Bourgogne, ces « plus affectionnez catholiques » que les commissaires en mission, « bons habitants de Paris, gens de cervelle », vinrent « rendre capables... de la création de la Ligue » dans leurs villes, « afin de ne faire qu'un corps par une mesme intelligence de toute la France ³... » ? Qui, à Dijon, a répondu à l'appel unitaire, formé — peut-être — ces bureaux locaux d'organisation et de correspondance que prévoyait la seconde « copie » parisienne produite par Palma Cayet ⁴ ? On voudrait savoir le nom de ces hommes de confiance et les titres qui les qualifiaient. On voudrait savoir aussi s'ils ont effectivement constitué dans les villes de Mayenne cet encadrement précis du peuple catholique que Paris avait conçu.

Mais à ces questions, nous ne saurions répondre que très partiellement. A défaut de lettres écrites par les militants du Conseil ligueur, on peut utiliser, pour la période qui suit la journée des Barricades, celles qu'adressa aux villes bourguignonnes le Bureau de la ville de Paris, corps régulier, non organe spécifique de lutte

de s'y gouverner » : promouvoir l'union des villes et provinces ; pratiquer dans chaque centre ceux des ecclésiastiques, gentilshommes, officiers, « notables bourgeois et marchands » connus comme « catholiques » résolus ; agir en secret au moyen de « conseils » locaux de six hommes de confiance. On confiera la force aux princes ; mais les villes feront « eslection des chefs particuliers à leur volonté » et un conseil de gens des trois États maniera la justice et les finances, « dont ils congnoistront souverainement ». Enfin, « fault que les villes particulières escrivent le plus souvent que faire se pourra au conseil estably à Paris ». Amasser les deniers promptement, nommer les capitaines, organiser des compagnies. — Troisième « copie » : Texte du serment.

1. *Dialogue de Maheustre*, loc. cit. Cf. P. Cayet, 21.

2. V. à ce sujet, ci-ap., p. 176, et n. 3.

3. *Dialogue*, loc. cit. Cf. P. Cayet, 21.

4. *Chr. nov.*, 36-37. Cf. ci-dessus, p. 133, n. 3.

catholique, mais dominé, au moins à partir du 18 mai 1588, par les Seize. Sur la période de l'organisation, au contraire, aucun document épistolaire ¹. Quant aux commissaires parisiens, et aux « agents » dont parle le *Dialogue*, aucune trace non plus, dans les archives, de leur passage ni de leur action ².

L'existence certaine d'un « bureau » bourguignon peut, cependant, être relevée. A Auxerre, — et ce fait, même isolé, suffirait à la rigueur à justifier la mention de la Bourgogne parmi les exemples fournis par le *Dialogue* —, on constate l'apparition, en 1587, d'un comité de cotisation et de correspondance. Il était établi chez un militant, François Coquard ; il groupait des bourgeois catholiques comme l'avocat Nicolas Tribolé, tenait des listes d'adhérents et constituait, en accord avec le cordelier Claude Trahy, l'embryon d'une sorte de cercle populaire ligueur ³.

Serait-ce, d'autre part, d'une organisation dijonnaise semblable, d'un de ces bureaux secrets, que serait sorti ce « Conseil de la Sainte-Union » qui, à partir de la fin de 1588 de façon discrète, puis clairement à partir de 1589, va tenter de tenir, dans l'organisation révolutionnaire de la province, la fonction de comité de direction et de gestion financière ⁴ ? Ce qui aiderait à admettre cette hypothèse, ce serait, outre la vraisemblance chronologique — puisque le bureau de Dijon serait de 1587 et que le « Conseil » ne se révèle qu'en 1588, — le fait très probable que de son côté le « Conseil de la Sainte-Union » d'Auxerre, tel qu'il fonctionne après la révolte de 1589, est lui-même sorti du bureau de 1587 ⁵. Enfin, il faut noter que des « Conseils » du type de celui de Dijon sont signalés dans presque toutes les capitales provinciales, souvent dès 1588 ⁶, et qu'ils représentent évidemment une

1. Les lettres du Conseil parisien étant vraisemblablement adressées, s'il en fut, non aux corps de ville, mais aux agents du parti, privément, on ne saurait s'étonner de n'en trouver aucune aujourd'hui dans les archives municipales. Quelques lettres du Bureau de la ville de Paris sont mentionnées pour 1587 et le début de 1588 dans le recueil de BONNARDOT, *Délib. du b. de la v. de P.*, IX. Elles n'apprennent rien sur l'organisation ligueuse en Bourgogne.

2. Aucune mention à relever dans les registres de délibération des corps de ville. Le fait ne saurait d'ailleurs étonner, parce que, très vraisemblablement, les interventions de nos ligueurs, s'il s'en produisit auprès des échevinages, ne pouvaient guère affecter les formes ouvertes qui leur eussent valu une insertion aux procès-verbaux des séances. A Dijon notamment, c'est une règle strictement observée par le secrétaire Martin de ne rien retenir de ce qu'il n'a pas été « délibéré ».

3. LEBEUF, *Hist. de la prise d'Auxerre*, 202, n. C (utilise des documents et chroniques en partie perdus) ; CHALLE, II, 53. Rien dans les *Mém. hist. sur la v. d'Auxerre*, du même LEBEUF (p. 404).

4. V. ci-ap., ch. IX, § III-V. Aucun document sur les origines du Conseil.

5. Ce « Conseil », en effet, a comme greffier-secrétaire le même Coquard que le bureau de 1587 (v. p. ex. un extrait de délibération daté d'Auxerre, « au conseil y estably, le lundy quatorziesme septembre 1592 », et signé de son nom, B.N., fr. 3982, f. 39).

6. Dès 1587, un de ces conseils, organe provincial, est signalé à Amiens

organisation générale dont leur dénomination même semble dénoncer le caractère unitaire, — et qu'avant 1589, la seule entreprise systématique d'organisation de la Ligue dans les villes du royaume fut celle de 1587, dont sortirent les « bureaux ».

L'idée de l'union des populations urbaines sous la direction de Paris a donc été répandue en Bourgogne en 1587. Mais les premiers effets de l'action parisienne n'éclatent pas aux yeux et ne paraissent pas indiquer une entreprise bien résolue de conquête. Serait-ce qu'effectivement les Parisiens se gardèrent d'une intrusion imprudente dans les domaines particuliers de ces deux Guises dont leur Conseil, par ailleurs, limitait de façon assez suggestive l'éventuelle collaboration armée¹ ? Ce Conseil montrait sans doute en Champagne, en Bourgogne, une prudence dont il est quelques indices². En particulier, soit crainte de concurrence et de conflit, soit discrétion et confiance, il semble avoir laissé le champ bourguignon à peu près libre devant Mayenne, gouverneur, et frère de Guise³.

LA LIGUE. DEUX DIRECTIONS.

LE PATRONAT DE MAYENNE.

Il faut, c'est vrai, renoncer à percer les desseins de Mayenne. Il ne les a pas écrits, et ils étaient, sans doute, dans sa tête même, imprécis et fluctuants. Une sécession bourguignonne représentait une tentative impossible, que la Bourgogne elle-même eût condamnée et qui eût dépassé, d'ailleurs, non seulement les programmes de la Ligue, mais les forces d'un Mayenne. Rêvait-il d'une situation de « demi-roy », suivant le mot de la *Ménippée* ? Sans doute, et sous la forme d'un gouvernement héréditaire, apanage de fait, où le prince eût eu des pouvoirs exceptionnels : c'est ce qu'il devait exiger sans

(POUY, *La Chambre du conseil des Etats de Picardie*, 1). A Poitiers, un « conseil » ligueur mentionné par OUVRE, 97, 98, paraît dater d'une époque antérieure à 1589. Rien ne permet, semble-t-il, d'affirmer que les « chambres » des villes bretonnes signalées par POCQUET (V, 124) et BARTHÉLEMY (*La Chambre... de Mortlaix*), que le « conseil » du Mans (CHARDON, 28-29), que la « chambre » de Joigny (CHALLE, II, P. J. n° II), etc., n'ont pas aussi leur origine dans des bureaux de 1588 ou 1587. — Aucune étude critique, jusqu'à ce jour, sur les origines des Conseils de la Sainte-Union.

1. V. les textes des « copies » donnés par P. Cayet, *Chr. nov.*, surtout p. 36, *in-fine*, et 37.

2. P. ex. lorsqu'il fait état des contributions militaires, il cite Lyon, et non les villes, plus proches cependant, de Bourgogne et de Champagne (Cayet, 35).

3. Le *Dialogue* (de 1593) suggère bien l'idée d'une liaison active, mais son auteur, s'il est Cromé (sur cet Autunois, v. ci-ap., ch. XII, § II) peut, comme Bourguignon, s'exagérer une action de 1587 à laquelle, comme militant, il a dû, à Paris, être mêlé. La limitation de la propagande parisienne au lendemain des Barricades (v. ch. I, § I) semble continuer une limitation antérieure.

varier dans toutes ses négociations de 1592-1594. En tout cas, pour commencer, il lui fallait un parti à lui en Bourgogne, un parti personnel lui conférant une autorité dans le concert des princes et, au jour du grand traité, auprès du roi.

Or, quels que fussent les obstacles qu'il trouvait devant lui dans le pays, il avait au moins la force de la présence. Jamais, depuis 1574, Mayenne n'avait séjourné en son gouvernement aussi longtemps qu'il le fit en 1587-1588. Sauf une semaine employée à la campagne de Vimory et un mois et demi consacré aux réunions des Guises en Lorraine et en Champagne, Mayenne demeura en Bourgogne du début de juillet 1587 au milieu de septembre 1588 ; après quoi, il se tint à Lyon jusqu'à la fin de décembre, surveillant encore, et avec soin, sa province toute proche¹. Ainsi, pendant dix-huit mois de suite, le prince put s'employer à annuler les mauvais effets d'une longue absence. — 1579-1580 : autre long séjour et origines d'un premier « mayennisme » ; — 1585-1587 : années pendant lesquelles, le duc étant occupé au loin, Charny reprend autorité au nom du roi, et pendant lesquelles l'équipée d'Auxonne, suivie de l'insidieuse intrusion de Guise, trouble et dévie le « parti de Monseigneur² » ; — 1587-1588 enfin : nouvelle présence propice à un essai de maîtrise : — telle est, au bref, la chronologie des relations politiques de Mayenne avec la Bourgogne avant 1589.

De l'essai mayenniste de 1587-1588, l'aspect échappe en partie pour les mois où l'invasion des Reîtres fut l'obsédant et le grand souci. Il se révéla mieux au début de 1588, lorsque Mayenne, paré par son combat de Vimory d'un nouveau prestige de guerrier³ — et de sauveur, — s'installa au Duché pour des mois.

La prudence de Jeannin guidait-elle à cette date Mayenne dans ses actes ordinaires de gouverneur ? Ses ordonnances, point très nombreuses, abondaient en formules modérées où s'exprimait, à la mode du temps, il est vrai, mais avec un soin visible cependant, la volonté de ne point heurter les « privilèges ». Les plus importantes, qui concernaient le « fait des armes », — régulières celles-là —, étaient en fait assez impératives ; mais elles ne manquaient pas de faire valoir avant tout, comme objet constant, la « conservation » des villes⁴.

1. Sur cette chronologie, v. ch. I. Le retour à Dijon après Vimory est du 12 nov. 1587 (Pépin, 39). Le 13 déc., départ pour l'Autunois. Retour à Dijon, par Arnay, le 18 (*ibid.*, et B.N., fr. 3396, f. 20). Sur les deux voyages de Nancy et Soissons, v. ci-ap., p. 208.

2. Sur ces faits, v. ci-ap., ch. I, § VII.

3. Sur ce prestige momentané : Pépin, 37 ; Carorguy, 10 ; *Discours ample*, 107-109.

4. Pas de recueil ni de catalogue des ordonnances des gouverneurs de Bourgogne. On rencontre ces ordonnances dispersées dans les liasses de diverses séries (affaires militaires, guet et garde ; — police ; — subsistance ; — voirie ; etc.) des arch. communales et départementales. Nous avons cité et citerons les ordonnances de Mayenne à propos des affaires ou questions auxquelles elles se

Mayenne signait aussi des ordonnances concernant les subsistances. Il aidait, du conseil de quelque technicien fourni par lui, ou de quelque règlement calqué sur les mémoires dont on l'avait saisi, les réformes des polices urbaines, ou les travaux d'intérêt public que les États et les mairies entreprenaient ou préparaient ici et là : la construction d'un abattoir à Dijon, par exemple, ou les projets d'aménagement de l'Ouche en rivière navigable. Il aidait des communautés religieuses, patronnait des prédications. Il veillait enfin, et ceci n'était que la tradition la plus constante des gouverneurs, à défendre les intérêts des Bourguignons contre le fisc royal, appuyait les États et les élus du pays dans leurs doléances contre le taillon et les subventions¹.

Activité d'aspect traditionnel. Mais il en était aussi une autre, dont l'importance s'accroissait rapidement depuis le retour du prince, une activité que ses lettres de provision ne prévoyaient pas : intrusions dans les conflits des mairies avec les officiers du roi, et toujours favorables aux intérêts des oligarchies communales ; — pression exercée sur les arrêts du Parlement ; — commandement plus ou moins direct des milices urbaines ; — prélèvements illégaux, enfin, et opérés de force, sur les caisses publiques ...²

rapportent. Parmi les ordonnances concernant les « armes », nous noterons comme témoignant assez bien de la manière de Mayenne : ord. de 1580 demandant aux mag. de Dijon de désigner des hommes de confiance pour la surveillance des étrangers (DIJON, H 53 et L 105) ; — ord. du 23 avril 1585, donnée sur requête des Nuitons, imposant à quatre villages proches de Nuits de participer à la garde de cette ville (Nuits, Reg. dél., f. 122 v°) ; — ord. de mai 1585 réglant le conflit entre les Mâconnais et le s^r de Cruzille (MACON, BB 50, f. 32 v°) ; — trois ordonnances de 1587 concernant Dijon, la première autorisant le remboursement à la ville de 2.224 écus, avancés pour les réparations des remparts, la seconde défendant aux gens de guerre de loger à moins de 3 lieues de la ville, la troisième ordonnant de fermer les ouvertures pratiquées dans les remparts (DIJON, H 191, 217, 125) ; — ord. de 1588 notifiant l'attribution par le roi aux gouv. de tout appel concernant les affaires de garde à l'exclusion du Parlement (H 53).

1. Sur les ordonnances concernant les subsistances, ex. ci-dessus, p. 23. — Pour le rôle de M. dans les travaux de la tuerie de Dijon (1587) : GARNIER, *Hist. du quartier du Bourg*, 22, 27, 34 ; cf. DIJON, K 78. — Sur les projets concernant l'Ouche (1580) et l'appui de M., qui fournit son architecte, Hercule (Ercole Negro) : DIJON, B 215, *pass.* ; J 157, liasse (sur la suite des études à ce sujet en 1581-1583 : M 117, f. 182 ; M 119, f. 168). — Sur les interventions fiscales : C.-D'OR, C 3069.

2. Exemples : 1° intervention du gouverneur dans une « contention » entre la mairie de Dijon et le bailliage concernant la connaissance d'un procès privé : c'est la mairie qui sollicite Mayenne et il tranche en sa faveur (DIJON, B 226, f. 58 v° : 16 août 1588) ; — 2° affaire Mammès Bégin (1586-1588), où l'on voit la ville de Dijon, à propos du refus de ce monnayeur d'aller à la garde, entrer en conflit avec bailliage et Parlement, et s'aider à plusieurs reprises de l'autorité agissante de Mayenne : dossier dans DIJON, H 72 ; cf. B 225, f. 190 et v°, 220 v°. Dans ce cas et dans les cas analogues — DIJON, H 6, H 53 ; MACON, BB 50, 53. — les cours royales, Parlement, bailliages, avant et après attribution par le roi aux gouverneurs de tout appel concernant les affaires de garde, à l'exclusion du Parlement, tentent de limiter la compétence du gouverneur, et c'est là l'un des griefs qui l'animent contre les cours.

Ces interventions si diverses de Mayenne dans la vie de sa province, cette longue résidence et ces contacts constants avec les pouvoirs locaux caractérisaient en somme un gouvernement fort différent de celui qu'avait pratiqué, avant 1573, le duc d'Aumale. On l'a dit déjà : la décomposition de l'autorité monarchique donnait alors aux princes occasion de reprendre par abus, en débordant les limites de leur « pouvoir » régulier, l'autorité générale que la royauté elle-même, à la fin du x^v^e siècle, avait attribuée aux gouverneurs, mais leur avait retirée depuis.

Or, cette puissance nouvelle, qui n'émanait plus de la monarchie et ne s'exerçait plus en son nom contre l'indiscipline provinciale, qui, au contraire, prétendait s'imposer au roi en puisant sa vigueur dans les gouvernements, requérait de ces gouvernements un appui effectif et sûr. Mayenne se proposait de s'assurer celui des Bourguignons par le moyen du patronat.

QUELQUES CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'INFORMATION.

Avant de rechercher quelle était l'attitude des Bourguignons en face de la Ligue en 1587, il importe de considérer un instant les conditions dans lesquelles pouvait alors s'élaborer leur opinion, d'examiner pour le moins les modes généraux de leur information. Les conditions de l'information variaient en France suivant les provinces, dans chaque province suivant les pays, et partout suivant les catégories sociales. Elles ne sauraient être examinées ici dans le détail. Mais il est possible pour le moins de poser quelques questions et d'en faire sentir à la fois la complexité et l'intérêt.

La qualité et la richesse des sources de l'information en Bourgogne s'expliquent d'abord par la situation même du pays entre plusieurs des foyers politiques du temps. Le jour de 1584 où, Henri de Bourbon devenant l'héritier présomptif de la couronne, commence le grand débat des partis et des princes, la Bourgogne se trouve sur les lignes diplomatiques qui relient Paris, Blois et Tours au Vatican, aux gouvernements italiens, et aux cantons suisses. Voisine immédiate, par surcroît, de la Champagne du duc de Guise et du Lyonnais dont le duc de Nemours devient gouverneur en 1588, placée enfin entre la Savoie de Charles-Emmanuel, la Lorraine de Charles III et la Franche-Comté de Philippe II, la province de Mayenne va devenir pour ainsi dire le centre où se croiseront les agents de presque tous les princes français et étrangers chefs ou alliés de la Ligue, collaborateurs ou compétiteurs. Entre Paris et Rome, entre Chambéry qui commande les terres où débouche le pont de Mâcon ; Dole, gardienne de la plaine comtoise qu'on voit depuis la tour de Dijon ; Nancy, qui fut le nid de la Ligue et exerce pression sur le Bassigny tout proche ; Troyes et Lyon enfin, ces influentes voisines, — les

villes bourguignonnes sont encloses dans un monde politique en activité, et occupent vraiment dans la géographie de l'information une situation exceptionnelle comme gîtes d'étapes des courriers, des agents diplomatiques, des négociateurs, des ambassadeurs ou légats¹.

La Bourgogne était, d'autre part, dans le champ d'influence de trois villes d'imprimeurs répandant autour d'elles des plaquettes de doctrine ou de propagande : Paris, où, dès 1587, une quinzaine d'officines s'employaient les unes pour le roi, les autres pour la Ligue²; et les deux centres d'où émanaient déjà tant d'autres influences : Troyes, où travaillait, parmi d'autres, Jean Moreau, l'un des futurs imprimeurs de la Sainte-Union³, et surtout Lyon, dont les presses répandaient les noms de Benoît Rigaud, Jean Pillehotte et Jean Patrasson⁴. La Bourgogne même, avec les Desplanches et les Grangier de Dijon ou les Vatar d'Auxerre, semblait avoir le moyen matériel de faire concurrence à cette activité ; mais, en réalité, les Desplanches et Grangier au moins, suspects de « religion » ou peu enclins à servir la Ligue⁵, s'abstenaient d'imprimer autre chose que des œuvres neutres ou des textes administratifs.

Enfin, l'abondance des routes était encore en Bourgogne l'une des conditions de l'information, à laquelle elle offrait des facilités matérielles dont plusieurs autres grandes provinces, la Bretagne par exemple, ne possédaient pas alors l'équivalent. Sans doute l'insécurité, au moins périodique, de ces routes⁶, et leur mauvais état, assez général et constant malgré les efforts des élus⁷, gênaient-ils la circu-

1. Cf. ci dessus, § I, p. 2, — et la suite du présent travail, particulièrement ch. VI, § I (passage de Diou) et VII (Caetano) ; XIII, § I, II ; XX ; etc. : passages de Jeannin allant en Espagne (1591), de Sennecey et Joyeuse allant à Rome (1593), du légat Landriano allant à Paris (1591), etc.

2. Ph. RENOARD, *Doc. sur les imprimeurs libraires... de Paris de 1450 à 1600* (dans les *M. Soc. d'hist. de Paris*, XVII, 1900) ; Clouzot, *Cat. de la Bibl. de la v. de Paris. Impressions du XVI^e s.*, Table alphab., 626, V^o Paris : Libraires et Imprimeurs.

3. Les impressions politiques de Moreau datent surtout de 1585 et c'est « surtout de 1588 à 1590 » qu'il « travailla sans désespérer », imprimant peut-être une centaine de pièces (de 1585 à 1598) dont une partie à partir de 1598 sous le titre d'« imprimeur de la Sainte Union » (MORIN, *L'impr. à Troyes pendant la Ligue*, 6-7 ; et catal., n^o 71 et s.). Sur des imprimeurs troyens secondaires : *ibid.*, 25-29 ; LEPREUX, *Gallia typographica*, II.

4. BAUDRIER, *Bibl. lyonnaise*, Intr., t. II, et pass. ; REURE, *La presse politique à L. pendant la Ligue* ; CLOUZOT, *op. cit.*, col. 583-584.

5. Sur les imprimeurs et libraires Desplanches (Jean, puis Maximilien) et les Grangier (Antoine et Pierre), v. E. BELLE, *La Réf. à Dijon*, P. J. 30, 31, 41, 42, 43 ; *Id.*, *Les libraires dijonnais et les débuts de la Réf. à Dijon* (dans *B. Soc. d'hist. du prot.*, mars-av. 1911) ; OURSEL, *Notes sur le lib. et impr. dijonnais Pierre I. Grangier*, Autun, 1906 ; CLÉMENT-JANIN, *Impr. et libr. dans la C.-d'Or*, 2^e éd. ; et notre index.

6. V. déjà ci-dessus, § I, p. 5.

7. Nombreuses mesures et nombreux engagements de dépenses pour la période 1580-1587 dans C.-d'OR, C 3067-3069. Il nous faut passer rapidement

lation des nouvelles comme celle des marchandises ; — et sans doute aussi faut-il rappeler que, quelle que fût la richesse relative du réseau bourguignon, il ne captait pas l'essentiel de la circulation de Paris à Lyon¹. Mais ni l'insécurité ni les fondrières ne décourageaient, en Bourgogne, pas plus qu'ailleurs, voyageurs et marchands. Quant aux itinéraires, si certains qui eussent pu passer par la Bourgogne la contournaient, ils y avaient du moins un double utilisable : en ce qui concerne les relations de la capitale avec Lyon, à la moindre menace de « troubles », un partage s'opérait, semble-t-il, entre les courriers, ceux du parti protestant, et, depuis 1585 au moins, ceux du parti du roi, prenant par l'Orléanais et ce pont de La Charité qui avait été, au temps de Monsieur, un repaire de huguenots, — et les « catholiques », au contraire, traversant la Champagne de Guise, puis la Bourgogne de Mayenne. Dix ans plus tôt déjà, relate Cl. Haton, « les passans, marchans et roulliers furent contraintz de prendre le chemin de Dijon, Troyes et Provins pour aller de Lyon à Paris et de Paris à Lyon pour éviter le plus grand danger desditz huguenotz voleurs, encore que leur droict chemin fust à passer par La Charité²... » et, en 1589, l'option du légat Caetano pour l'itinéraire bourguignon devait suffire à le faire tenir pour ennemi par le parti du roi de Navarre³. Dès 1587, la crise politique avait donc ranimé les routes bourguignonnes de Paris. A l'instar des rois, dont le chemin de Provins et Troyes était l'ordinaire voie d'accès vers Dijon⁴, des voyageurs de tous rangs y affluaient et y rencontraient à partir de Provins ou de Nogent-sur-Seine les marchands venant des Flandres et cheminant vers Lyon, chargés d'ordinaire d'abondantes nouvelles.

Il faut, d'ailleurs, se garder de croire que du courant parisien passant par La Charité et le Bourbonnais, la Bourgogne ne reçût rien, car ce courant, après avoir atteint Lyon, touchait par contre-coup les bailliages bourguignons du sud, où nous retrouvons encore

sur ce sujet, en nous contentant de signaler que les sources permettraient son étude, commencée d'ailleurs par A. MORGAND en ce qui concerne le Mâconnais (dans les *Mém. Soc. d'hist. du droit bourguignon*, III, 1936, 187-193). — Parmi les entraves qui gênaient la circulation, il faut se garder de négliger, surtout pour la période 1584-1588 les mesures policières imposées par les villes des régions menacées par la peste. Il fallait, là, exhiber des bulletins de santé dont l'obtention pouvait être difficile (v. le cas de Lippomano à Dijon en 1577, *Rel. des amb. vénitiens*, II, 284).

1. V. à ce sujet, ci-dessus, § 1.

2. Où ils étaient « retenus par les rebelles pour deffendre avec eux ladite ville... » (888).

3. V. ci-ap., ch. VI, § VII. L'on verra que, de 1589 à 1595, presque toute la circulation du parti ligueur entre Paris et Lyon se fait par Auxerre ou Troyes, Dijon, Beaune, Chalon, Mâcon.

4. François I^{er}, Henri II, Cath. de Médicis en 1574 (*Lettre de Charny*, p. p. le *Cabinet historique*, I, 1855, 167 ; et *Lettres de C. de M.*, V, 72 et s.), Henri IV en 1595 (v. ci-ap., ch. XX, § v).

une fois cette intervention lyonnaise qui explique pour une si grande part les modalités mâconnaises quelles qu'elles fussent, économiques aussi bien qu'intellectuelles ¹.

Lyon était, en effet, avec Paris, la source principale des informations bourguignonnes. Ses agents de ravitaillement, les marchands qui fréquentaient ses foires, les officiers qui y venaient prendre le bon ton humaniste, en emportaient non seulement des lettres de crédit signées de ses banquiers et les « cahiers » de ses imprimeurs, mais les nouvelles de tous genres qui, d'un vaste secteur du royaume, des Italies, des Suisses et des Allemagnes, convergeaient vers ses « albergeries », et s'y adaptaient du reste, — y compris celles de Paris, — à l'esprit souvent neutraliste du lieu ². Si l'on ajoute que Lyon possédait un maître de poste spécialement chargé d'acheminer vers l'Italie les dépêches de la cour de France ³, et que par cette ville passait la correspondance des agents espagnols avec l'Escorial, lorsqu'il fallait déjouer la police française ⁴, on imagine ce qui pouvait se répandre ou filtrer d'indiscrétions ou de « bruits » divers autour de ce lieu de concentration.

Mais si Lyon faisait ainsi bénéficier le sud de la Bourgogne de la variété de ses sources, le reste de la province n'était pas non plus soumis à l'uniformité. Auxerre, Châtillon, Langres recevaient non seulement des nouvelles parisiennes d'une autre marque que Mâcon, mais la Lorraine, les Pays-Bas y émettaient leurs propres leçons. Dijon était à la jonction des courants divers et recevait des « advis » même de Comté ⁵. Sauf du flanc passif de l'ouest, de l'inerte Morvan, les nouvelles, en somme, y affluaient de partout.

Faut-il faire une place dans ces liaisons et dans cette information aux premières ébauches de ce service royal des postes que pensait organiser l'Édit de novembre 1576 ? Rien n'autorise à croire qu'en Bourgogne la publication de cet édit fut suivie d'exécution. Les États de 1576 avaient demandé l'établissement, en lieux propres, de postes de 5 ou 6 chevaux ⁶. Mais suivirent la disette d'argent et la guerre.

1. V. ci-dess., § 1, p. 23, et ci-ap., § 6, p. 164. — Dans Mâcon, BB 50-51, on voit à plusieurs reprises des échevins mâconnais rapporter de Lyon des nouvelles venues de Paris ou de Blois. Cf. aussi plusieurs pièces de AA 7 et de EE 51.

2. V. déjà DÉNIAU, *La commune de Lyon et la guerre bourguignonne*, Lyon, 1935, in-8°, ch. III. Pour 1593-1595 : Breunot (Table, V° Lyon).

3. Un Florentin, Orlandini (B.N., fr. 23195, f. 113, cité p. RICHARD, *D'Epinal*, 133, n. 2).

4. B. de Mendoza à Ph. II, Blois, 5 janv. 1589, DE CROZE, II, App. n° LXV.

5. V. Breunot, Table, v¹⁸ Nancy, Lorraine, Bruxelles, Auxerre, Châtillon, etc. Pour le nord de la Bourgogne le témoin de l'accent spécial revêtu par l'information émanant de la Champagne est J. Carorguy, de Bar-sur-Seine, du moins dans les parties de ses notes qui datent de 1588 et années suivantes, bien reconnaissables au milieu des morceaux empruntés plus tard à des lectures.

6. Sur l'édit, A. BELLOC, *Les postes françaises*, P., 1886, in-8°, 46 ; BONNEROT, *La vie des routes au XVI^e s.*, 79-80. Sur la demande des États bourguignons ;

En 1581, le roi dut autoriser la libre exploitation des « coches » périodiques, sauf l'obligation de respecter le tarif établi¹ : frêle organisation débutante qui n'allait pas survivre aux troubles de 1588 et 1589 ; et, de leur côté, les « voituriers » du gros roulage qui empruntaient la voie de Troyes allaient, en 1589, arrêter leurs attelages².

Les « messagers » lancés suivant les besoins dans les diverses directions par les pouvoirs provinciaux ou locaux demeuraient donc les agents empiriques, mais les plus effectifs, les plus habituels des liaisons bourguignonnes et, du même coup, les informateurs essentiels. Leur importance, en 1587 et ensuite, se mesure à la place que tiennent leurs noms soit dans les registres de délibérations, soit dans les comptes qui nous disent aussi une partie de leurs épreuves matérielles, leurs aventures parfois tragiques, leurs montures, leurs salaires... Passons cependant sans céder ici à la tentation de suivre un instant sur les routes ces menus artisans des actions dont nous avons à retracer les péripéties et contentons-nous de citer quelques noms, parmi les plus familiers aux Bourguignons de 1587-1590 : Jean Jenny, Jean de la Tour, courriers des grandes liaisons entre les États de Bourgogne et Mayenne, que Jeannin, fréquemment, utilisera et que Breunot mentionne comme des informateurs importants³ ; Jean Duportal, Prudent Vérillotte, Nicolas Potinot, Simon Canart, Antoine Besançon⁴...

Du service de ces courriers, dont la rapidité pourrait apparaître comme exprimable par des chiffres fixes, les circonstances de tous genres, en 1587 et ensuite, troublaient ou allaient troubler sans cesse la régularité : chemins coupés par les Reîtres ou par les navarristes,

C.-D'OR, C 3534 et 3067 (oct. 1576) ; cf. : C 3069, f. 250 (renouv. de la démarche en 1588).

1. C.-D'OR, C 3534. Le coche dut fonctionner entre Dijon et Paris avant 1589. La guerre en suspendit le service qui fut repris après la paix. En mai 1602, pour envoyer des livres, l'historien Du Haillan attend « le départ du coche de Dijon qui partira jeudi prochain » (B. du Haillan à Biron, Paris, 12 mai 1602, dans *Lettres de l'hist. B. du Haillan*, dans *B. Soc. hist. de Fr.*, 1859-1860, 380).

2. Caroguy, 43. Il est vrai que l'idée des services réguliers survit et dès la trêve de 1593 engendrera de nouveaux projets et devis comme celui, — très intéressant — qui vise à « établir l'ordinaire du port des paquetz depuis Langres jusques à Venise et de Venise à Langres, dressé ce premier jour d'octobre 1593 » : liste d'étapes, comparaisons d'itinéraires et de dépenses, etc. (B.N., fr. 3986, f. 114-116).

3. C.-D'OR, C 3069, f. 300 et *pass.* ; 3071, f. 105 ; 3072, f. 34 ; — *Corr.*, n^{os} 552, 567 ; — Breunot, I, 280, 317, 320, 353 ; II, 223, 358, 406, 422, etc.

4. Employés p. ex. lors des négociations avec le duc de Lorraine en 1591 (C 3071, f. 104 v^o, 105 v^o). — Nous retrouvons, de 1587 à 1595, les mêmes noms, à côté d'autres, dans les comptes municipaux de Dijon, ce qui montre que les courriers des États servaient aussi les autres corps locaux (DIJON, M 463-466). — Somme remise pour frais de voyage d'un messager de Dijon à Paris : 5 écus (C 3069, f. 300).

routes impraticables, méfaits de l'hiver et de la guerre... Il fallait 4 jours au moins pour que les lettres et les nouvelles de Paris atteignent Dijon¹; — et 6 pour qu'elles fussent à Mâcon². Mais, hors de ce parcours familial, les délais s'allongeaient souvent de façon déconcertante. Si de Blois à Semur, comme de Blois à Lyon, la nouvelle de l'assassinat de Guise, en décembre 1588, parvint en moins de 4 jours, on voit, en 1590, des lettres de Meaux n'arriver à Dijon qu'en 16 jours, sans que les destinataires réclament explication³. A l'intérieur de la province même, et dans ses proches abords, 1 ou 2 jours suffisaient généralement aux courriers. Les paquets d'Auxerre parvenaient à Dijon en 2 jours, ceux de Mâcon en 2. Le 4 novembre 1587, les échevins de Dijon reçurent de Nemours une réponse de Mayenne à une lettre datée par eux du 29 octobre⁴.

D'autres porteurs de nouvelles, les marchands, les voyageurs de tous genres cheminaient, en général, plus lentement. En décembre 1579, venu de Paris par eau jusqu'à Cravant, l'ambassadeur vénitien Jérôme Lippomano pense atteindre en 3 jours l'autre versant des eaux à Chalon⁵ : c'était là vitesse bourgeoise. Les voyageurs passaient ainsi après les courriers et, apportant la même nouvelle que ces courriers, mais sous une autre forme, troublaient souvent l'information plus encore qu'ils ne la précisaient. Mais, au milieu de ces informateurs désordonnés, se rencontraient aussi de bons nouvellistes, documentés et munis de textes : les échevins en mission et les députés des États ou du Parlement revenant des camps de Mayenne ou de la chancellerie de Paris⁶. Qu'on songe, en outre, aux moyens et

1. V. les dates de réceptions indiquées au dos des pièces dans DIJON, B 451 et s., 481. En 1587, un « porteur » partant de Paris un samedi promet d'être à Grancey (un peu moins loin que Dijon) « mardy prochain à disner » (*Corr.*, n° 342).

2. MACON, BB 50, f. 22 (l. du roi, P., 2 avr. 1585, lues à Mâcon le 8); — *ib.*, f. 76 (l. de May., P., 30 sept. 1585, ouverte à M. le 5 oct.). Autres ex. dans BB 53.

3. Lettre de Mayenne, partie le 21 mai 1590, arrivée le 6 avril (*Corr.*, n° 476). — Sur les nouvelles de Blois, v. ci-ap., ch. II, § 1.

4. *Corr.*, n° 482; MACON, BB 50, f. 21 v°; *Corr.*, n° 343. — Autres liaisons : Dijon-Bruxelles exigeait de douze à quatorze jours; Dijon-Nancy, cinq jours (DIJON, B 450-459). Des comparaisons seraient à faire avec le temps des ducs : v. à ce sujet P. THOMAS dans *Rev. du Nord*, 1913, 89-122, et M. CHAUME, *La poste munic. à Dijon au temps des dern. ducs*, dans *R. de Bourg.*, 1912, 165-172 (notons que les délais de transmission indiqués par ce dernier auteur semblent généralement inférieurs à ceux que nous rencontrons habituellement à la fin du xvi^e s.). Autres éléments de comparaison encore dans Da l'Herba, *Itinerario delle poste per diverse parte del mondo*, Brescia, 1562, in-8°. Sur ces questions : F. OHMANN, *Die Anfänge des Postwesens und die Taxis*, Leipzig, 1909, in-8°; E. VAILLÉ, *Guides et livres de poste sous l'Anc. rég.*; et une partie des autres réf. données ci-dessus, § 1, p. 2, n. 3.

5. Par les étapes de Vermenton, Cussy-les-Forges, Saulieu, Arnay-le-Duc, Saint-Aubin, Chalon (*Relations des ambassadeurs vénitiens*, II, 466-467).

6. Comme p. ex. Fournier en 1591 (*Corr.*, n° 531, 536). Nous citerons d'assez

occasions, qu'allait, dès 1587, apporter la guerre elle-même, au rôle de courrier tenu souvent par les capitaines et plus encore à leurs bavardages répandus le long des chemins, à leurs captures de messagers surtout : source très fréquemment utilisée, dès 1589, que les dépêches interceptées ; — mais source, aussi, assez souvent fausse et supposée ¹... Car la propagande se mêlait insidieusement à l'information.

Ce que tant de sources diverses pouvaient donner à un bourgeois bourguignon attentif, c'est Breunot qui nous l'apprend dans son extraordinaire journal, qui fait défaut, il est vrai, pour 1587, mais dont les fragments conservés, quoique datés de 1593 et années suivantes, n'en fournissent pas moins témoignage utile. C'est Breunot qui nous dit, et sans paraître en omettre beaucoup d'importants, quels courriers traversent alors Dijon ; c'est lui qui dénombre avec une précision de contrôleur, les dépêches de Mayenne ou du légat courant du Nord ou de Paris vers Rome ; et celles du pape ou de l'ambassadeur Diou destinées à Mayenne. Il enregistre les bruits venus des Pays-Bas par la Comté, sur les projets du roi d'Espagne ou du duc de Feria ; il guette les rumeurs venues de Turin ou de Provence et soulevées là-bas par le duc de Savoie ; il guette aussi les événements du Langrois et les gestes du duc de Lorraine... Il suit, au jour le jour, les événements concernant la guerre et les partis, aux camps, dans la capitale et surtout au pays même, autour de Dijon : il recueille les mots, épie les gestes, jalonne les évolutions. Et cette documentation abondante, parfois minutieuse, il la tire évidemment surtout des lettres privées qui se communiquent et se commentent dans son monde parlementaire, et dans le monde communal où il a ses informateurs ; mais il ne dédaigne pas non plus de s'arrêter, chemin faisant, aux portes des hôtelleries ².

Les hôtelleries des villes étaient les lieux d'élection de l'information bourguignonne. Ces « logis » des faubourgs ou des ruelles mal famées, ces cabarets où s'arrêtaient, avec les compagnons, des « passants » souvent suspects, et sur lesquels s'exerçait logiquement, — mais non toujours efficacement, — la surveillance échevinale³,

nombreux exemples d'ap. des reg. Dijon, B 225-228 ; mais le cas typique est celui que fournit la correspondance d'Et. Bernard, dép. de Dijon aux États gén. en 1588 et 1593 (v. ci-ap., ch. I, § iv, et XV). On en trouvera aussi pour une période postérieure (1594 et s.) dans les *Lettres de l'hist. B. du Haillan* (dans *B. Soc. de l'hist. de Fr.*, 1859-1860, 365, 373, etc.).

1. Ex. de captures de courriers : C.-d'Or, C 3071, f. 99 ; — B.N., Moreau 745, f. 258-259 (capture en Bourgogne d'un courrier ligueur de Paris, avril 1593) ; — DROUOT, *Un paquet de lettres*. — Ex. de plaquettes publiant de fausses lettres soi-disant capturées : HAUSER, *Sources*, n° 2857, 2901-2904, etc.

2. Nous ne pouvons que renvoyer en bloc aux t. I et II de l'édition Garnier, dont la table suffira à signaler les richesses. Cf. DROUOT, *Quelques chroniques bourg. de la fin du xvi^e s.*

3. V. les « interrogats » de plusieurs affaires de 1584-1589, dans C.-d'Or, BII 360/50-52. — Nomb. et probantes sont les réglementations mentionnées dans les reg. de Dijon (B 220-225), Chalon (BB 6-8), Mâcon (BB 50).

étaient, à Auxerre, à Dijon, à Mâcon, les centres de diffusion des nouvelles ou des bruits dans le peuple, comme les grands logis de l'*Ecu de France*, des *Trois Rois* ou de la *Cloche* l'étaient parmi les bourgeois de Dijon, Beaune ou Mâcon. D'autre part, les artisans urbains s'informaient à la garde, où les « rumeurs » naissaient et se répandaient vite ; ils hantaient — le dimanche surtout — les couvents de cordeliers et de jacobins où les moines instruisaient, et de façon souvent tendancieuse, leurs confréries¹. Les prônes du dimanche servaient en ville comme au village à la publication de quelques mesures officielles et les sermons à l'information politique présentée sous l'angle de la direction religieuse². Outre cela, sans doute, quelques images apportées par les colporteurs³ et quelques chansons commentaient auprès des hommes simples certains événements capitaux⁴. Mais, sauf exception, le peuple ne lisait pas. Le nombre des illettrés, que nous ne nous risquons d'ailleurs pas à évaluer même de loin⁵, semble avoir été considérable. Et il ne faut, d'autre part, jamais oublier, lorsqu'on parle du peuple bourguignon du xvi^e siècle, même urbain, qu'il patoisait tout entier et que, tout apte qu'il fût en général à suivre les sermons français que dispensaient les moines mendiants, il ne saisissait certainement pas toujours tous les termes et toutes les nuances des conversations bourgeoises⁶.

Arrêtons-nous sur ces indications générales et sommaires. D'assez nombreux traits concernant la période 1588-1595 éclaireront la question peu à peu dans le cours de cette étude, sans d'ailleurs l'élucider complètement.

1. DIJON, B 227, f. 58 v^o, 60. Sur les confréries, cf. ci-ap., ch. XI, § v.

2. Nous n'avons rencontré sur ces divers faits que des allusions d'ailleurs claires (dans BII 360/50-51) et nous nous garderons par conséquent de plus de précision. Sur les remous populaires en 1589 et plus tard, v. la suite de cet ouvrage.

3. Nous songeons à ces images populaires gravées sur bois telles que Chalon-sur-Saône au xvii^e s. et peut-être au xvi^e, et Châtillon-sur-Seine au xvii^e en imprimaient et vendaient : images de piété, mais aussi, à l'occasion, images politiques (v. R. SAULNIER, *Les vieux bois d'images populaires du musée de Châtillon-sur-Seine*, dans *L'Art pop. de France*, année 1931, ill.).

4. Des allusions à des chants tendancieux sont faites dans quelques pièces de BII 360/50-51 ; mais nous n'avons rencontré aucun texte nous permettant de reconnaître la diffusion en Bourgogne de tels chants ailleurs signalés.

5. Il est d'intéressants indices cependant, comme les listes de serments des habitants de Dijon (serment de 1588, DIJON, B 8). Le nombre des comparants qui apposent, en face de leur nom, non une signature, mais une croix, ou signent d'une écriture révélatrice d'ignorance représente bien, ce nous semble, un quart du total.

6. On a (Durandeau surtout) recueilli les œuvres littéraires patoises des xvi^e et xvii^e s. — œuvres bourgeoises le plus souvent — ; mais on n'a nullement étudié encore en Bourgogne l'histoire du patois ni celle des progrès du français. Des ouvrages assez récents sur la pénétration du français dans le peuple des provinces méridionales pourraient et devraient être, *mutatis mutandis*, imités en Bourgogne.

Un autre problème plus abordable, mais difficile encore, se pose, — celui-là même qui se posait devant Mayenne à la fin de 1587. Au delà de ces éléments généraux de l'esprit public que nous avons décrits, la fidélité catholique, la fidélité monarchique et française, le discrédit du roi, — quelle était donc, au sujet des partis et des thèses, quelle était en face de la Ligue, en face de Mayenne lui-même, l'opinion bourguignonne ?

6. PROBLÈMES DE 1587

LA QUESTION DE L'OPINION POPULAIRE.

LES MOINES LIGUEURS.

La Ligue et Mayenne, à la fin de 1587, trouvaient-ils, en Bourgogne, les appuis assurés d'une éventuelle prise d'armes ? Pour répondre à cette question on songera peut-être à interroger d'abord ce peuple qui était, suivant P. Cayet, « la baze et le fondement de la Ligue ¹ ». Or, en Bourgogne, évidemment, pas d'opinion populaire massive ; et même bien peu d'opinions populaires saisissables. Le « peuple », du reste, mot tout plein, pour l'historien, de dangers et de doutes. Qu'était-ce, en 1587, que l'opinion d'éléments aussi différents que des ruraux d'une part et des artisans urbains de l'autre ? Et, parmi les ruraux, doit-on croire que journaliers et propriétaires pensaient de même ? Peut-on oublier que, dans les villes mêmes, vigneron et hommes des métiers formaient deux « peuples » ?

Sur les sentiments des paysans, aucun document précis ² ; hors ceux qui disent la crainte des « troupes » et les doléances fiscales, rien de sûr. Y avait-il, parmi les « laboureurs », un souci positif et quelque peu nuancé du destin catholique de l'État et une notion précise du rôle qu'en Bourgogne Mayenne pouvait jouer ? Quelle fut l'influence rurale des curés, des vicaires, et, ici ou là, des confréries ? Et quelle aussi l'influence des gentilshommes fidèles à leur terre, ou des grands robins propriétaires ? On en est, pour 1587, réduit à des hypothèses. Loin des prêcheurs, loin des informations venues de Paris, il semble que les paysans bourguignons aient généralement imputé au roi leurs épreuves, mais sans cesser d'attendre de lui ce bienfait : la paix. Peut-être la Ligue, à beaucoup de paysans, n'ap-

1. *Chronologie novenaire*, 192.

2. Quelques allusions aux épreuves paysannes dans les délibérations des États provinciaux (C.-d'OR, C 3069). et dans les cahiers de doléances des États généraux de 1588 ; les quelques affaires mentionnées dans les registres urbains (ci-ap., en notes).

parut-elle, jusqu'en 1589, que comme une organisation acceptée ou dirigée par ce roi et dont le but était de mettre fin aux guerres, de rétablir l'ordre ancien. Un ennemi : le capitaine ; un protecteur : le roi. Les grands problèmes, chez les ruraux, prenaient souvent de ces formes élémentaires¹ : bien des villageois allaient souffrir sans savoir jamais exactement pourquoi. Les mêmes, d'ailleurs, sans avoir connu les évolutions des citadins, sans avoir varié dans leurs aspirations élémentaires, devaient se retrouver, en 1593, aux côtés de ces citadins, sur la voie des solutions logiques² ; — mais, à la fin de 1587, au lendemain des pestes et de l'alarme des Reîtres, ils n'étaient guère que l'économie meurtrie réagissant suivant l'instinct vital. Les Guises, Mayenne, noms lointains, qui suggéraient, parmi eux, sans doute, de confuses défiances³. Les réalités prochaines, dans leur horizon, c'était le château qui n'était généralement plus un refuge, mais une menace d'oppression militaire, et la petite ville dont ils se faisaient une idée plus clémentine : marché où ils pouvaient vendre leur blé même en temps de guerre, et retraite remparée où abriter au besoin leur misère. Ces petites villes, jalonnant le plat-pays bourguignon, étaient peut-être reconnues dès lors comme les maîtresses du destin dans chaque canton. Les différences régionales de ces sentiments élémentaires n'étaient sans doute que degrés dans l'impatience, par exemple entre l'Auxerrois plus profondément, plus souvent, plus récemment éprouvé⁴, et le Mâconnais plus reposé ; ou diversité de contexture sociale et d'esprit : dans la Côte, où des propriétaires vigneron envoyaient déjà leurs fils aux études, en Charollais, en Brionnais, où des alliances liaient peut-être mieux les « laboureurs » aux familles des petites villes, les partis étaient plus connus qu'ailleurs et l'aptitude aux réactions plus certaine⁵.

Plus touchés par les idées, plus encadrés dans leurs corporations, leurs confréries ou leurs paroisses, armés enfin, dans les milices, les « peuples » urbains pouvaient concevoir, eux, et servir des opinions. Mais, de ces opinions diverses, dénombrer et limiter les aspects serait entreprise illusoire. Il faut se garder de voir simple. Opposer partout à des artisans plus ou moins atteints, naguère, par l'hérésie, des vignerons catholiques régis par les moines populaires, ce serait méconnaître les aspects complexes d'une vérité relative. Sans doute,

1. V. les interrogatoires de paysans dans les papiers de justice dijonnais (C.-D'OR, BII 360/51 et /52). Sur ces sentiments communs aux paysans français : ROMIER, *Le roy. de Cath. de Médecis*, II, 59.

2. V. les délibérations concernant les marchés et surtout les mendiants, dispersés dans DIJON, B 225-226 ; AUTUN, BB 4 ; MACON, BB 53 ; etc.

3. Aucune allusion ni à Guise, ni à Mayenne dans les informations de BII 360/52.

4. Les recherches de feux de 1597 témoigneront encore des épreuves des paysans auxerrois en 1587 (v. CHALLE, II, P. J. n° XV).

5. Sur ces modalités paysannes, v. ci-ap., ch. XI, § VI ; XVI, § V.

il s'était produit, au temps et parfois sous les couleurs de la Réforme, à Dijon, à Mâcon, à Chalon, de 1562 à 1567, en particulier sous l'effet de la dévalorisation des salaires et de la hausse du prix de la vie, un mouvement ouvrier et artisan qui, pour ne pas atteindre à la force de celui de Lyon, ville industrielle, avait alarmé les oligarchies bourgeoises et déterminé, ici et là, par réaction spontanée ou suscitée, un contre-mouvement catholique des vignerons urbains¹. Mais, d'abord, l'esprit corporatif n'avait jamais régi, de façon impérieuse, le partage du peuple des villes². D'autre part, vers 1587, le parti du roi ne recueillait pas tous les anciens adeptes de la Réforme. Les organisations catholiques, vers 1570, avaient ressaisi bien des égarés, et surtout il se trouvait que la Ligue, par un renversement des esprits, prenait à son compte les appels aux frondes sociales que les artisans de 1565 avaient cru entendre dans les prêches. La démagogie cléricale troublait, attirait déjà certains huguenots d'autrefois³ : la révolution semblait changer de camp. Désormais, les prêcheurs populaires qu'employaient les corps de villes touchaient plus certaines de leurs ouailles par leurs accents sociaux que par leurs arguments religieux. Ils dépassaient les prudences des avocats catholiques et risquaient de réveiller, quelque jour, pour l'inquiétude de ces bourgeois, l'ancienne fièvre populaire, muée de protestante en ligueuse. Du moins, les vignerons qui entraient dans la Sainte-Union en vertu de leur tradition catholique, n'étaient-ils pas seuls à s'enflammer pour les idées nouvelles⁴. Il reste vrai, d'ailleurs, qu'à Chalon, à Mâcon, à Auxonne, à Dijon même, maîtres et compagnons ci-devant huguenots n'avaient pas tous oublié les luttes passées ni renoncé à manier les arquebuses contre l'oppression cléricale⁵. Dans ces villes, jadis fortement secouées par les luttes religieuses, le parti du roi pouvait encore armer des effectifs plus imposants qu'ailleurs.

Mais, ce qui paraît avoir été, vers 1587, commun à toutes les villes bourguignonnes, c'est précisément la ferme volonté des bourgeois communaux de prévenir les émeutes. « Rester bien unis », conseil constant des échevins dans toutes les villes : bien unis dans « la religion c.a.r. », armature traditionnelle de la paix sociale, et dans

1. V. les études de BELLE, CHEVRIER.

2. C'est ce qui ressort p. ex. des listes de BELLE (*La Réf. à Dijon*, P. J. 7-7 ter, 24, 28, 31) où tous les corps de métier sont également représentés et où seul le nombre des artisans du fer et des orfèvres semble révéler une opinion de groupe.

3. Des noms d'anciens huguenots se retrouveront dans les listes des ligueurs déclarés.

4. Les dossiers BII 360/51 et /52 le montrent assez abondamment.

5. Nous avons observé déjà que les noms fournis par BELLE pour Dijon se retrouvent en grand nombre parmi les proscrits de la Ligue (comparer son index des noms au nôtre). La force du peuple royaliste apparaîtra à Mâcon dans les émeutes de mars 1589, à Chalon vers la même date (v. ci-ap., ch. III, § VI).

l'obéissance aux échevinages¹. Il était des villes, en France, où la tourbe remuait déjà. En Bourgogne, la bourgeoisie tenait le peuple. La déroute de la Réforme avait été la restauration de son autorité, et sa défiance à l'égard de la Ligue parisienne militante était, en somme, de même essence que celle des maires de 1565 à l'égard de la Réforme. Le maire Bénigne Martin n'avait pas lutté, alors, que pour la foi ; il avait été aussi le mainteneur de la sujétion populaire. Les maires de 1587, en cela, le continuaient. « Rester bien unis » sous l'autorité du magistrat : la crainte des émeutes sociales perpétuait la formule d'autrefois, bien que l'« ennemy hérétique » fût, en réalité, à peu près hors de cause en Bourgogne, — parce que, d'un autre côté de l'horizon, s'annonçait une autre vague révolutionnaire². Impatients de « novations » pour eux-mêmes, prêts même, souvent, à exploiter la Ligue à leur profit propre, ils étaient conservateurs du côté du peuple et employaient les prêcheurs non pour soulever ce peuple, mais, au contraire, pour le maintenir discipliné derrière eux, au moyen de la religion.

Mais, les prêcheurs travaillaient, eux, pour la Ligue sans se soucier spécialement de l'ordre public. Sans doute, c'étaient alors des affidés bourgeois que les jésuites cherchaient, autour de leur jeune collège, parmi les gens du Parlement, des États et du corps de ville³. Mais ce qu'ils glissaient parmi eux, c'étaient les consignes de l'ancien provincial et visiteur Odon Pigenat, cet Autunois, ou du nouveau visiteur, le P. Maggio, qui, en mars 1588, précisément, inspectait leur collège⁴ : les pures consignes de la Ligue catholique.

Action feutrée que celle des Pères. Cordeliers, jacobins et carmes, — trinité bien nette dans tous les documents de 1584-1587. — parlaient, de leur côté, dans les chaires : à Auxerre, le jacobin Roch Mamerot et le cordelier Cl. Trahy ; en Auxerrois, Denis Perronnet,

1. Formule très fréquente, particulièrement à Dijon (B 225, 226).

2. Une étude spéciale et poussée de ces éléments politiques requerrait une analyse — que nous ne ferons pas — des conditions et moyens de cette tutelle du « magistrat ». Il faudrait, notamment, tenir compte des différences notables qui existaient entre les villes quant aux usages du gouvernement urbain. Nous nous contenterons de renvoyer aux indications données plus haut (p. 89-90) sur les modes divers de participation du peuple à la vie communale. Notons, p. ex., avec quelle habileté avait été conçue à Mâcon la pratique des fréquentes assemblées générales des habitants, belle apparence démocratique que corrigeait en fait l'usage suivant lequel toute la bourgeoisie, clercs compris, s'associait pour les délibérations normales.

3. C.-D'OR, C 3029, f. 251 ; DIJON, B 224, 225, 226 ; FOUQUERAY, *Hist. de la comp. de Jésus*, II, 45, 46, etc. Parmi les amis des jésuites : Desbarres et Fyot au Parlement, les avocats La Verne et Prévost à la Chambre de ville.

4. FOUQUERAY, II, 41-44, 147-148, 164. Nul écho bourguignon de l'action royaliste du jésuite Emond Auger, alors à Lyon (v. LYON, BB 122 : mesures prises contre ses « mauvais offices » à l'égard de l'Union ; cf. FOUQUERAY, II, 137 et s., 159-160, 169-170).

théologal, mais ancien carme ; à Montbard, le cordelier Bonaventure Bourgoïn, de Bar-sur-Aube ; à Autun, le gardien des cordeliers Fr. Marcoux ; à Dijon, l'ardent prêcheur de 1585-1587, le vieux carme Denis Buffet, les jacobins Denis Bressin et Etienne Contault ¹. Et autour des chaires, s'affirmait, en nombre de villes, une volonté cordelière, jacobine, carme, de maîtrise du peuple : à Auxerre, gagnant intelligence au chapitre, les couvents enveloppaient le monde artisan et vigneron ; à Chalon, à Châtillon, à Beaune les cordeliers, à Dijon même, les couvents patronnés par la Chambre de ville, les jacobins surtout, se dépensaient auprès de petites gens ².

Or, ces Mendiants, que prêchaient-ils ? Aucune chronique ne le dit. Mais leurs noms, bien connus, sont significatifs ³ : c'était, avec eux, le temps des « petits prescheurs » de la Ligue qui commençait en Bourgogne. Débordant le clergé propriétaire, vitupérant même, à l'occasion, les jésuites éducateurs des bourgeois ⁴, ils préparaient

1. Auxerre : CHAPOTIN, *Dominicains d'Auxerre*, 210-216 ; LEBEUF, *Mém.*, I, 628, 788 ; II, 507 (Mamerot, confesseur de Marie Stuart, né à Auxerre). — Autre prédicateur auxerrois de la période antérieure à 1587 : Germain Buthé, prieur des jacobins (YONNE, G 2152 ; cf. CHAPOTIN). — Montbard : MONTB., Reg. dél., 1587, f. 154 v^o (carême 1587). — Autun : ABORD, I, 318, n. 1 (en mai, chap. général des Franciscains à Autun. Cf. II, 43 ; et, sur les pr. ant. à 1585, CHARMASSE, *Les prédic. à la cath. d'A.*, 39-42). — Dijon : sur les prédications de l'ardent Didier Buffet, qui dataient des premiers temps de la Réforme dijonnaise, v. p. ex., outre DIJON, M 122, f. 180, — pour 1577 : C.-D'OR, G 583, f. 140 ; — pour 1579 : l'*Historia mea* de François Buffet, neveu de Didier, citée par N. WEISS, *Le rétractation de Fr. B. à Chalon-s.-S.*, dans *B. Soc. d'h. du prot.*, 1911, 406 (préd. à Semur-en-Auxois) ; — pour 1582 : C.-D'OR, G 589, f. 158 ; — pour 1584 : G 590, f. 195 ; — pour 1587-1589 : G 1528, f. 181, 237 ; — etc. Après avoir prêché à Dijon l'avent de 1587 (DIJON, B 225, f. 157), Buffet se recuse en janv. 1588, « disant estre viel et caduque, subject à la goutte » (*ib.*, f. 166). Sur son passé, non exempt de compromissions protestantes : DIJON, B 198, f. 107, 112-115 ; D 45 ; N. WEISS, art. cité ; BELLE, 27 et P. J. n^o 3. Sur la suite de ses prédications, notre Index et Breunot, Table, V^o Buffet. — Sur les préd. de Bressin (avent 1587), de Contault (carême 1588) et d'autres préd. jacobins, cordeliers et carmes à Dijon en 1587-1588 : M 123, f. 168 ; B 225, f. 154 v^o 164, 166, 168 v^o. Contault avait prêché à Saulieu en 1580 (SAULIEU, CC 9), à N.-D. de Beaune en 1578 (C.-D'OR, G 2506, f. 198), au même lieu au carême de 1577 (*ib.*, f. 64). Bressin prêchait au moins depuis 1584 à Dijon (G 590, f. 195). Le jacobin Du Vernis avait prêché le carême 1580 dans la même ville (G 42/4). Sur Bressin, v. notre index, et celui de BELLE.

2. LEBEUF, *Mém.*, II, 402, 406 ; id., *Hist. de la prise d'Auxerre*, 202 ; CHAPOTIN, *Les dom. d'Auxerre*, 210 et s. ; BESNARD, *Les cordeliers de Chalon* ; GODEFROY, *Les cordeliers de Châtillon*, 55-56. Sur les cordeliers : Fodéré, 446, 529, 757, etc. — Sur l'activité des jacobins et cordeliers de Dijon, favorisée par le corps de ville, et déjà ancienne d'ailleurs, nombreuses indications de détail dans DIJON, M 121, 123 ; D 22.

3. V. ci-ap., p. ex., l'affaire de l'émeute cordelière contre Amyot à Auxerre (ch. III, § iv). Noter qu'à Dijon, dès mars 1589, les cordeliers vont offrir leur couvent pour servir de prison aux suspects (DIJON, B 226, f. 181, 243 v^o).

4. P. ex., Trahy reproche, en 1589, à Amyot, d'avoir préparé l'établissement des Pères à Auxerre (LEBEUF, *Mém.*, II, Preuves, 224 ; cf. *ib.*, I, 633 ; II, 403).

le triomphe de la Sainte-Union générale. Ils étaient, en fait, les collaborateurs de Paris : c'est là le fait commun à la plupart des provinces. Ils ne travaillaient pas pour Mayenne personnellement. Les « Princes catholiques », pour eux, n'étaient que l'appui de la religion. Et le populaire urbain, qui, de lui-même, ne prononçait guère plus que les paysans le nom du gouverneur de Bourgogne, semblait devoir se rallier aisément à cette conception de la Ligue.

Pour Mayenne, d'ailleurs, ce n'étaient pas les tendances du peuple, mais celles des magistrats maîtres de ce peuple, qui importaient surtout.

LA PRUDENCE DES ÉCHEVINAGES.

Dans les registres de délibérations des échevinages de la fin de 1587, des opinions politiques précises ne s'expriment nulle part. Cependant, sous des formules monotones et banales répétées sans fin, apparaissent, affectés ou sincères, un petit nombre de sentiments essentiels.

Ce vœu d'abord, commun aux villes catholiques : « l'extirpation de l'hérésie ». Et des mesures s'ensuivent en inlassables séries, de l'annonce des Reîtres à la nouvelle des Barricades : processions, neuvaines, prédications, tout l'appareil que déploient alors les villes catholiques pour la direction du « peuple »¹. — Un remarquable souci, ensuite : celui de « se conserver ». Bien que les Reîtres eussent disparu depuis des semaines des horizons bourguignons, les échevinages prolongeaient, au début de 1588, l'alarme de l'automne, entretenaient le guet comme en temps de péril, sévissaient avec rigueur contre les absences à la muraille, les remplacements irréguliers, les beuveries en service, l'indocilité des officiers et des clercs. A Mâcon et Dijon encore, et à Auxerre, à Avallon, à Autun, on comblait les brèches du rempart, on faisait des épaulements nouveaux².

Pour le service de quelle cause, tant de vigilance ? Une formule familière aux secrétaires municipaux paraît répondre : « Service du Roy » ; formule banale, certes, souvent de plume, mais jamais, peut-

1. Il faudrait, sur ces manifestations catholiques, — et à l'appui des observations générales qui vont suivre, — citer un tiers des délibérations de Dijon (B 224 et 225), d'Autun (BB 4) et même de Mâcon plus modéré cependant dans ses manifestations religieuses (BB 52 et 53) ou une partie des archives des petites villes comme Montbard, Châtillon, Nuits, Seurre, etc.

2. Pour Dijon, p. ex., v. la séance de la Ch. de ville du 25 déc. 1587 (Dijon, B 225, f. 155) ; — sur les poursuites contre les délinquants : f. 212 (13 mai), 228 (4 juin), etc. ; autres affaires : B 226, f. 35 (12 juillet). — Pour Mâcon : BB 53, f. 48 v° et s., 61 et s. (on songe même à appeler à la garde les villageois des paroisses retrayantes : f. 72 v°, fin avril) ; — AUTUN, BB 4 (juillet, août, etc. 1587, janv.-mars 1588) ; — AVALLON, EE 4, 56, etc. ; — Pour Beaune : C.-D'OR, G 2508 ; — B. DIJON, Baudot 46 (reg. de Seurre), f. 145 v° ; — etc.

être, autant répétée, en tête et en queue de toute déclaration catholique, à l'appui de toute mesure militaire¹. En fait, on se gardait des partisans trop connus d'Henri III. A Mâcon même, le capitaine dont on redoutait l'intrusion, c'était, — outre le comte de Cruzille, — le sieur de Champernier, un homme de Mandelot, gouverneur du Lyonnais, dont le roi visait à faire le surveillant de la Bourgogne méridionale²...

« Service du Roy », cependant. Serait-ce donc qu'on abritait, sous cette enseigne, le service effectif, à demi-mot, du gouverneur ? Mayenne était, en effet, le premier à inviter ses villes à « se conserver » ; et lorsqu'il parlait de la menace des « hérétiques », il est sûr que, pour lui et les oreilles averties, le mot désignait aussi bien le capitaine ou agent royaliste que l'« entrepreneur » attardé venu de Genève³. Mais nul indice précis, ni dans les « proclamations » des villes, ni dans les lettres échangées entre elles ne confirme cette interprétation. Une solidarité ancienne des échevinages dans la défense contre les « périls » se maintient alors, ou même s'affermir, sans qu'on voie s'y mêler l'esprit propre de l'« Union »⁴. On se défendait ensemble, naguère, contre la peste, on se « conserve » ensemble contre les « entreprises », autre fléau. Mais à la Ligue, dans cette ébauche d'organisation provinciale, aucune allusion écrite, — jamais. Ce qui éclate, au contraire, c'est la volonté d'écarter tout « étranger », tout propagandiste, et, quelle que soit son écharpe, tout amateur de « commandement », les Cruzille royalistes ou les Jean de Tavanès ligueurs⁵. Un autre mot, du reste, à toutes les pages des registres, éclaire ce souci pri-

1. V. en particulier le reg. dijonnais (B 225), où se rencontre fréquemment aussi une autre formule prudemment équilibrée : les « bons catholicques et fidelz serviteurs du roy ».

2. Champernier, « dès longtemps », aspire à commander dans Mâcon (Mâcon, BB 53, f. 51, 24 mars). On redoute que, si Charny ne vend pas à la ville les ruines de la citadelle (dont le roi lui a fait don), ce gentilhomme n'y installe une troupe (f. 52, 55). Champernier sera plus tard lieutenant du gouverneur ligueur, le s^r de Varennes-Nagu.

3. Les avertissements de Mayenne sont surtout du début de 1588 et se justifient d'ailleurs en partie par certains remuements qui se produisent à la frontière de Bresse (Mayenne aux mag. de Mâcon, Dijon, 13 fév. 1588, Mâcon, BB 53, f. 18, *cop.*).

4. Mâcon, AA 7, n^o 69 ; Dijon, B 453.

5. Ce que les Mâconnais redoutent explicitement, c'est de voir un beau matin quelque « tyran » installé dans le « vieux chasteau », qui se dresse encore à côté des ruines du château neuf, qu'ils ont abattu en 1586 (Mâcon, BB 53, f. 51). A Dijon, où meurt d'épuisement le guetteur communal surmené (Dijon, B 225, f. 177, 187, 197 v^o), qu'épie-t-on ? Les porteurs de lettres, les marchands à la fois de Genève, de Lyon et de Paris, les mendiants, les soldats, les laquais : toute propagande populaire et les intrusions de tous les gentilshommes. Sur les expulsions répétées des mendiants colporteurs de bruits et des villageois suspects qui se présentent aux portes sous prétexte de vendre des charges de bois, v. B 225, f. 164 v^o (22 janv. 1588), 188 v^o (4 mars). Autres mesures de même esprit concernant la police intérieure : f. 165 v^o, 183 v^o, 188 v^o, etc.

mordial : le mot de « repos ». « Conserver la ville en repos », après deux ans de peste, de crise économique et d'alarmes guerrières, c'était bien, pour chaque échevinage, le premier devoir¹.

Mais est-ce là tout ? Et ce déploiement des milices, ces guets soupçonneux, ne font-ils pas songer à ce que dit un témoin direct des choses de Bourgogne : « Ce que les peuples firent pour la Ligue estoit en espérance d'establir des républiques²... » ? A la fin de 1587, au début de 1588, les bourgeois communaux, car ce sont eux que le noble Jean de Tavanès appelle « les peuples », ne faisaient guère plus encore pour la Ligue que de prêter l'oreille aux sermons des Mendians. Mais l'« espérance » des « républiques » ? Sans doute, des programmes « républicains », la plupart des procureurs et marchands des corps de ville bourguignons ne connaissaient-ils que des versions déformées ou partielles. Du moins, relève-t-on aisément, dans les faits locaux de chaque jour, certains traits significatifs de la volonté d'indépendance des oligarchies communales. On voit bien que ce qui rapproche entre elles ces oligarchies, c'est leur haine commune à l'égard des gentilshommes, leurs communs conflits avec les officiers du roi, le besoin de ne pas se sentir seuls dans l'audace et dans la joie qu'il y avait à mener le combat contre les privilèges des grands chanoines, et à frapper d'amendes « MM. de la Chambre du Clergé », à brimer les bailliaiges lors de l'enquête sur les réformés ou à sommer par sergent « Monsieur Morin », lieutenant-général, d'avoir à faire son service à la garde « souz la dizaine de Provins, son voisin³ ». La grande levée, déjà ancienne, des « communes » s'affirmait, à la faveur des troubles nouveaux, dans la volonté de tout régir à l'intérieur de leurs remparts.

Cela, oui, — outre le « repos ». Mais, à l'égard des partis, ces bourgeois se réservaient, qui aspiraient à se gouverner seuls, et qui, d'abord, toutes expériences faites, savaient que, pour se « conserver », il ne fallait compter que sur soi. A l'égard du roi donc, « service » affirmé. A l'égard de Mayenne, déférence. A l'égard de Paris, enfin, le silence : si l'action du conseil général de la Ligue paraît avoir été limitée, ses résultats, en 1587, le furent encore plus.

Les villes bourguignonnes, en 1576-1577, n'avaient pas suivi sans résistance le premier mouvement ligueur⁴. A la Ligue nouvelle, née en 1585, ébauchée dans les provinces en 1586-1587 sous la direction de Paris, elles n'étaient pas, au début de 1588, liées encore. Et ce n'est pas par omission involontaire que les chroniques générales et les documents parisiens, à côté de Toulouse, Bordeaux, Nantes,

1. Expression particulièrement fréquente dans les reg. mâconnais (BB 53).

2. *Mém. de Gasp. de Tavanès*, 151.

3. DIJON, B 225 ; MACON, BB 53, f. 9, 11 et s., 61 et s., etc. ; AUTUN, BB 4.

4. V. BAUDOUIN, II, ch. XIII-XIV. Cf. *Les débuts de Mayenne*, § iv et s.

Orléans, Bourges, Rouen, Amiens, et même Lyon et Troyes, qui encadrent la Bourgogne, s'abstiennent de citer, — sauf Auxerre, une ou deux fois, — les villes de Mayenne parmi les villes militantes de l'Union de 1588¹.

Effacement qui pourrait étonner, si l'on se rappelle le zèle avec lequel s'étaient formées, vers 1568, ces organisations de lutte contre l'hérétique qui, sous le nom de « fraternités » ou de « confréries », à Dijon, à Chalon, à Autun, à Beaune, à Semur, avaient joué quelque temps, à côté des autorités locales, le rôle de comités de surveillance et d'action anti-protestantes². Mais, d'abord, ces institutions bourguignonnes de 1568 étaient autre chose que des sections locales d'une ligue générale. Elles étaient nées non d'une impulsion parisienne, mais d'une réaction locale contre les progrès de l'hérésie, dans le milieu même. Aux manifestes ligueurs de 1576, les villes bourguignonnes avaient opposé, au contraire, les plus fermes réserves³, et encore ces manifestes n'étaient pas l'œuvre propre, comme celui de 1587, d'un organe centralisateur. En 1568, les confréries étaient encouragées sur place par le lieutenant-général, gouverneur de fait : Gaspard de Tavanès. En 1587, au contraire, — il faut bien le voir, — le gouverneur Mayenne n'en patronnait pas l'idée, crainte de favoriser, à son propre détriment, l'action de Paris. La prudence des échevinages s'en trouvait confirmée.

LES « CATHOLIQUES » DES COMMUNES. DEUX ESPRITS.

N'y avait-il donc, pour la Ligue nouvelle, parmi les bourgeois catholiques, avocats, procureurs, marchands qui gravitaient autour des maisons de ville, que défiance ou que réserve ? Non, sans doute. Parmi eux, en 1588, deux esprits allaient s'affirmer⁴.

Un esprit théoricien et politique d'abord. Quelques hommes de pensée et d'action, sincères, catholiques passionnés et informés, qui lisaient les « copies » et demandaient, outre l'extermination des hérétiques et l'exclusion de l'héritier protestant, des réformes fiscales, politiques, sociales, discutées par les États généraux, et

1. L'Estoile, P. Cayet, De Thou, P. Mathieu, etc. ; et les ouvrages modernes à leur suite (p. ex. MARIÉJOL, 265-267).

2. *Mém. de Gasp. de Tav.*, 289 ; BAUDOUIN, I, 438-456 ; ABORD, I, 386 et s. ; BELLE, *La Réf. à Dijon*, P. J. n° 36 ; etc.

3. Surtout Chalon, CHALON, BB 6, f. 90-120. Cf. DROUOT, *Déb. de Mayenne*.

4. Pour faire bref et ne pas répéter ici des indications de références ou des observations de détail qu'on trouvera tout au long, et mieux à leur place, dans la suite de ce travail, nous nous abstenons d'ajouter des notes à cette partie de notre exposé. Sur Bernard et ses œuvres, v. part., ci-ap., les ch. I, X, XV ; sur La Verne et les municipaux réalistes, les ch. I, III, V, VII, XVIII ; sur les conflits des deux esprits, les mêmes chapitres.

imposées par eux. Vrais ligueurs, au fond, ceux-là ; aptes, et dès lors, à suivre Mayenne comme représentant local de la Sainte-Union. Le type en était cet avocat que son talent d'orateur et son goût de l'écritoire, outre la volonté de Mayenne, allaient mener aux États de Blois, puis de Paris, comme député de Dijon : Étienne Bernard. Ambitieux certes ; mais surtout passionné d'idées qu'il allait méditer, publier et non pour la Bourgogne seulement : à l'usage de tout le royaume.

Il y avait, d'autre part, l'esprit, empirique et impatient, des champions reconnus des oligarchies, avocats ou procureurs, beaucoup moins touchés par les programmes politiques généraux que mus par les intérêts immédiats et tangibles. L'air du dehors fouettait leurs instincts de puissance, mais aussi leurs desseins de profit. Ils abaissaient les idées au niveau des conflits quotidiens et locaux de leurs groupes et à celui de leurs guerres privées. Et c'était eux, c'étaient leurs ombrageuses défiances, qui fermaient, devant les partis généraux, les accès des villes bourguignonnes ; c'était eux qui invoquaient le service de Sa Majesté au temps même où ils s'employaient à saper autour d'eux l'autorité des officiers du roi et du roi lui-même, au nom des « libertés » communales ou sous couleur de résistance à l'oppression fiscale¹ ; — et eux aussi, d'ailleurs, qui se donnaient visage de bois quand les pressaient les chefs ligueurs. Beaucoup d'entre eux, quelle que fût leur réserve pour l'heure, allaient, en fait, à la Ligue, mais non pour la servir et par le chemin avoué des grandes doctrines, — pour l'exploiter, seulement, et conduits par l'instinct social.

Or, ces hommes de communes aux vues étroites l'emportaient en force. Entre Étienne Bernard et Jacques La Verne, entre l'avocat qui porte à Blois les doléances du Tiers de France et l'avocat qui intrigue dans Dijon, entre les doctrinaires réformateurs et les oligarques profiteurs, n'existait pas, loin de là, l'équilibre numérique. A lire seulement les grandes chroniques, les histoires, les correspondances, on l'oublierait. Les premiers hantent Jeannin, parlent à Mayenne, vont aux missions et en rapportent, à partir de 1589, des idées au Conseil ligueur de Dijon. Et les noms des seconds, au contraire, ne triomphent que dans les profondeurs des registres municipaux, dans la paperasse des juridictions locales, dans la menue chronique des luttes engagées par les mairies contre les gentilshommes et les grands robins. Mais les figures plus attirantes d'un Bernard, d'un Jacques Venot — cette tête politique d'Autun — ou d'un Guillaume Royhier — ce vieux fidèle des espoirs ligueurs, député de Dijon en 1576 —, ne doivent pas plus masquer, dans l'histoire vraie de la Sainte-Union, la foule des profiteurs sociaux, que les théories brillantes ne doivent

1. Nous avons noté, d'ailleurs, qu'aux États provinciaux, ils servaient insidieusement les demandes royales au détriment des privilégiés.

faire oublier les ambitions obscures qui en formaient la substance. L'une des conditions constantes qui caractérisent et expliquent l'histoire des relations de Mayenne avec sa province, et surtout celle de ses déconvenues, c'est le désaccord, puis le heurt, de ces deux esprits.

A la fin de 1587, au début de 1588, la Ligue rénouvée, qui n'avait encore fait connaître que sa propagande, et non montré sa puissance, trouvait, certes, dans la province de Tavanès et de Mayenne, un terrain favorable où l'ardeur catholique, opportunément entretenue, lui ouvrait des voies. Mais, dans les oligarchies urbaines, elle n'entraînait encore que les penseurs, — qui ne commandaient pas à leur milieu. D'autres qu'eux y dominaient, et de plus en plus : Jacques La Verne, en juin 1587, avait remplacé à la mairie de Dijon Guillaume Royhier¹. Les ambitieux réalistes supplantaient les champions des idées. Et ces réalistes, attendant aux actes la Sainte-Union nouvelle, ne devaient la rejoindre vraiment que devenue la Ligue de Mayenne, qu'à l'heure des risques couverts et des profits certains, un an plus tard, au début de 1589. En attendant, fidèles à l'idée du « fara da se », ils écoutaient Paris sans se lier à lui². Ils ne considéraient encore Mayenne que comme un garant possible et utile. Ils étaient cependant ses alliés éventuels, ses alliés nécessaires.

LE PROBLÈME DES OPPOSITIONS A MAYENNE.

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL ET LES ÉVÊQUES.

Le peuple urbain, les bourgeoisies communales : ça et là, pour Mayenne, éventuels alliés. Il était des oppositions non moins probables.

Cependant, l'une d'entre elles, et non la moins redoutable, celle du groupe noble constitué autour de Charny³ semblait, en 1587, singulièrement affaiblie. A gouverneur factieux, lieutenant loyaliste : et, de fait, en 1585, le lieutenant-général Charny s'était fait, non sans succès, le chef actif de la résistance armée à la Ligue des Princes. En 1586 encore, il avait été, en Bourgogne, pour les guisards, un

1. DIJON, B 225, f. 1-15.

2. Quelques historiens, p. ex. M. Ch. Valois (dans ses commentaires de l'*Hist. de la Ligue* qu'il a éditée, I, 127, n.), notent que la Ligue des villes ne fut nullement « l'œuvre du pape, de Philippe II, ni des princes lorrains » et que le mouvement catholique des villes ne rejoignit le parti des princes qu'en 1589. En Bourgogne, on le voit déjà et on le verra mieux encore (v. ci-ap., ch. III), les bourgeoisies communales ne se joignirent elles aussi à la Ligue (de Mayenne) qu'en 1589, mais, fait notable, sans être passées, en fait, par la Ligue des villes de 1587-1588.

3. Sur Charny et ses actes dans la période antérieure à 1588 : BAUDOUIN, *l. cit.*

général fort déclaré. Mais il avait quitté Dijon, dès mai 1587, avant le retour de Mayenne en Bourgogne, et pratiquait depuis, avec une outrance farouche, la coutume suivant laquelle, le gouverneur résidant, le lieutenant s'efface. Il se taisait, toute correspondance avec les villes à peu près cessée. Il espaçait même et, bientôt, arrêta ses rapports au roi, invoquant, pour s'excuser, sa goutte ou son « catarhe ». Il allait enfin, peu après, rompre le lien le plus brillant qu'il eût avec la cour, résigner, en août 1588, sa charge de grand-écuyer en faveur de son gendre le duc d'Elbeuf¹. Tourment, peut-être, d'un père vieillissant qui voyait ses filles mariées dans les deux camps. Inquiétudes, sans doute, suscitées en cette tête imbue du vieil esprit par les désordres du roi et, chez ce successeur du Maréchal, par les louches collusions protestantes des Épernon et de la cour. Déception, ensuite, dans l'été de 1587, d'avoir vu ses compagnons gentilshommes de Bourgogne s'écarter de lui à l'annonce des Reîtres et rejoindre en grand nombre, les uns les étrangers protestants, les autres Mayenne ? Le fait est — et il compte — que, désormais, le château de Pagny ne devait plus jamais servir de quartier général de la résistance aux factieux. Et, Charny défaillant, à moins que ne surgit, nommé par le roi, un nouveau lieutenant-général, qui pouvait relever le drapeau ? Le « lieutenant en l'absence » était ce Guillaume de Tavanès, égoïste, brouillon, et sans amis, en qui personne ne reconnaissait un chef². Le parti des gentilshommes royalistes, au début

1. Cavriana à Serguidi, 23 août 1588 (*Nég. av. la Tosc.*, IV, 808). De Pagny, dès le 1^{er} avril 1587, le prochain retour de Mayenne étant annoncé, il avait demandé au roi un congé pour vaquer, en Comté, à ses affaires de famille (Ch. au roi, 1^{er} avril 1587, B.N., fr. 3379, f. 3). A la fin de sept. 1587, lorsque Mayenne part pour la campagne des Reîtres, ce n'est pas lui qui le remplace, mais le s^r de Brion, son frère (Dijon, B 178 bis, f. 67). — Du 22 mars 1587 au 18 sept. 1588 (date qui suit celle du départ de Mayenne pour l'armée de Lyon), pas une lettre de lui dans la correspondance de la mairie de Dijon. Et encore, ce 18 sept., se fait-il prier pour s'occuper des affaires à propos desquelles les Dijonnais sollicitent ses bons offices : « Messieurs, j'ay cogneu... la bonne souvenance que vous avés de moy... », mais un « furieux catharre » le retient à Pagny. Qu'ils se passent de lui (*Corr.*, n° 334). Une lettre non datée (et inédite, Dijon, B 457, n° 35) de la Ch. de ville de Dijon le supplie de venir résider à Dijon, tout au moins durant l'absence de Mayenne : on la daterait volontiers de cet automne de 1588. — Aux éch. de Chalon, il écrit encore le 12 mai 1588 (Chalon, BB 53, f. 81, *cop.*) ; mais sa correspondance avec eux s'interrompt ensuite jusqu'au 8 oct. (*ib.*, f. 181). — Avec ceux de Mâcon, abstention d'avril à déc. 1588, sauf une lettre du 12 mai concernant seulement ses intérêts privés (Mâcon, AA 6, n° 125). — Le dernier rapport au roi que nous ayons rencontré est du 22 janv. 1588 (Ch. au roi. Pagny, B.N., fr. 3408, f. 5), Charny s'y excuse, d'ailleurs, de n'avoir pas écrit depuis quelque temps, faute d'avoir à signaler aucun événement de « grand poids ». Notons que ce document montre que, normalement, même lorsque Mayenne était présent en Bourgogne, la correspondance du lieutenant-général, interrompue avec les villes bourguignonnes, continuait avec le roi. L'abstention de Charny en 1588 est d'autant plus remarquable.

2. V. à ce sujet, dans la suite de ce travail, ses déceptions et ses démêlés de 1589-1595.

de 1588, se disloquait déjà en petits groupes régionaux. Il était déjà ce qu'il devait rester toujours en face de la Ligue en armes : nombreux encore, mais effrité.

Et le clergé royaliste ? Dans ce trouble général, les évêques bourguignons, liés plus ou moins directement à la cause de Sa Majesté, pouvaient-ils la défendre ? Le plus indolent d'entre eux, Luca Alamanni, ne résidait à Mâcon qu'entre deux voyages. Tyard et Amyot, ces deux lettrés amis, étaient des hommes du roi, et Amyot, déjà une fois, avait retenu Auxerre hors des prises guisardes ; mais ces vieillards, habitués de la cour, n'exerçaient pas alors d'action efficace dans leurs diocèses. Charles des Cars, de Langres, n'exerçait lui-même, sur ses doyennés bourguignons, à l'exception peut-être de Bar-sur-Seine, proche de sa résidence de Mussy, qu'une autorité mal reçue et limitée par l'indiscipline des chanoines dijonnais. Pierre Saulnier, protégé du cardinal de Joyeuse, homme jeune et actif, pouvait être utile, mais il ne devait paraître à Autun qu'en 1589¹.

Les chanoines cathédraux demeuraient peu enclins, il est vrai, à favoriser les entreprises des échevinages, entêtés au contraire à leur disputer leurs privilèges locaux, à se refuser, par exemple, aux gardes et à la « fortification² ». Ils étaient pourtant largement touchés par l'esprit ligueur : surtout dans les villes qui avaient vu en 1562 ou 1567 les compagnies de Montbrun ou de ses émules pourchasser les clercs. A Auxerre les amis d'Amyot, le chanoine Renaud Martin, le lecteur Gaspard Domy, le sous-chantre Droin Chaucuard ne pouvaient tenir tête au groupe exalté que conduisaient le doyen Séb. Le Royer et le théologal Denis Perronnet³. A Mâcon l'official Jean Ligeret, les archidiacres de Goy et de Pize, le chantre Ant. de Laubespín, à Autun le doyen Guy de Tournelle, le chanoine Nic. Jeannin et quelques autres, formaient la réserve de la Sainte-Union, bien plutôt que les avocats, comme à Dijon⁴. Pour le moins, ces clercs, bourgeois ou nobles, veillaient sur les actes des corps de ville comme

1. Sur ces évêques, v. plus haut, § 2. — Parmi les documents où s'expriment les idées d'Amyot et Tyard sur le roi, v. l'éloge d'Henri III, envoyé par le premier au second (1577) dans *Doc. d'hist.*, 1912, 170-172. — Sur l'attitude d'Auxerre en 1576-1577, CHALLE, II, 57. — Sur les résistances dijonnaises, basées surtout sur les prétentions de Dijon à un diocèse démembré de Langres, MARCEL, *Givry*, 71 ; PRUNEL, *Zamet*, 309-314.

2. V. en particulier les démêlés fort aigres du clergé de Mâcon avec l'autorité urbaine en avril et mai 1588 (MAC., BB 53, f. 61 et s.).

3. LEBEUF, *Mém.* I, 642, 646-647. Le Royer fut aussi official. On a un reg. de ses jugements (YONNE, G 1826).

4. Les clercs mâconnais, part. « noble » Ant. de Laubespín, sont à l'ordinaire surtout les champions des droits du clergé comme ordre. Mais sous l'esprit de domination cléricale se dévoileront bien nettement leurs sentiments ligueurs, lorsque, les 21 mars et 26-28 avril 1589, ils conduiront l'émeute mâconnaise qui livrera Mâcon à la Sainte-Union (MACON, BB 55, f. 124 v° et s., 152-154 v°). Sur les Autunois : ABORD, II, pass.

à Mâcon, et inspiraient, d'accord en cela avec les chanoines réguliers, une partie des officiers, leurs parents et leurs alliés sociaux. Quant au clergé populaire, on a vu que, moines mendiants en tête, il donnait généralement pour la Ligue.

Ainsi, du côté du clergé comme du côté des gentilshommes, des éclaircies opportunes pour la Ligue ouvraient l'horizon.

LE PROBLÈME DES OPPOSITIONS A MAYENNE.

LA BOURGEOISIE DES OFFICES.

C'est parmi les officiers qu'en 1587 s'annonçaient les vraies résistances aux Princes. Au Parlement, d'abord, se découvrait, aux côtés de Bénigne Fremyot, tout un front nouveau qui s'était silencieusement constitué, depuis les progrès guisards antérieurs à la Ligue de 1585. Les jeunes conseillers qui, depuis lors, avaient pris place au Palais, se révélaient presque tous adversaires des Princes. Sur les douze officiers « nouvellement entrés », un seul mayenniste : Legouz de Vellepesle ; huit ennemis certains, qui, en 1589, rejoindront le Parlement royaliste à Flavigny : Isaac et Jules Bretagne, Jean Quarré, Jean Cothenot, Jean Maillard, Hugues Picardet, Simon Hugon de La Reynie, Bénigne Milletot ; trois circonspects, mais dont deux au moins devaient, plus tard, combattre Mayenne comme « politiques » : Jacques Thomas, Bénigne de Cirey¹. Que tous fussent de ces « masles » dont Picardet, plus tard, devait vanter le courage, loin de là. Le familier de Jeannin, bon témoin, comptait à la cour un « bon nombre » de royalistes, mais les jugeait « timides et pleins de considérations² ». Sauf une poignée de néophytes et quelques audacieux plus chevronnés comme Baillet de Vaugrenant et Pierre Odebert, les robins royalistes n'étaient pas encore prêts au combat³. Ils étaient la masse, cependant, au Parlement et de même aux Comptes, au Bureau des Finances. Quant aux officiers des bailliages, bon nombre d'entre eux militaient, comme les lieutenants généraux ou particuliers Philibert Barjot, de Mâcon, Cl. Bretagne, de Semur, Georges Filsjean, d'Avallon⁴.

1. Gros, *Le Parl. et la Ligue*, 31, 32, 38-39, 41 (et les réf.).

2. PICARDET, *Remontrances faites en la cour...*, 148 ; B.N., fr. 17281, f. 206 vo.

3. Le Parlement apparaissait habituellement à beaucoup comme le foyer principal d'une opposition éventuelle à la Ligue. On cherchait, comme P. Cayet (*Chron. nov.*, 90) et le Familier de Jeannin (B.N., fr. 17281, f. 206), les « bons serviteurs » du roi « principalement au Parlement ». Mais les Barjot à Mâcon, les François de Thésut (proc. du roi) à Chalon, les Cl. Bretagne (lieut.-général) à Semur, etc., ranimaient pour leur part dans leurs villes l'esprit de résistance de beaucoup d'officiers, notaires, voire procureurs et avocats (MACON, BB 53 ; CHALON, BB 8).

4. Sur l'influence de Barjot : DROUOT, *Mâcon en 1588-1589* ; — de Filsjean : RAUDOT, *Cinq fam. avall.*, 65-76 ; ID., *Une petite ville*, pass. ; PETIT, *Avallon*, 310, 312, etc. ; — des Leclerc (à Auxerre) : LEBEUF, II, 402, 422, 509.

Opposition d'autant plus à craindre que le milieu provincial lui fournissait l'appui des considérants les plus personnels et les plus tangibles. Quelle que fût l'idéologie loyaliste qui liait à la monarchie française le peuple bourguignon, les officiers eussent pu, agents indolents du roi, fermer les yeux sur les entreprises d'un prince. Mais la mainmise de Mayenne sur la province ne se pouvait concevoir sans atteinte à une autorité « d'Etat » dont ils étaient les gardiens d'autant plus ombrageux que, dans le cadre provincial, elle était précisément entre leurs mains, comme propriété achetée et même, en fait, comme bien patrimonial. La barrière qu'ils dressaient contre les envahissements éventuels d'un gouverneur était celle-là même dont ils usaient entre corps rivaux dans leurs guerres d'attributions. Et cette barrière représentait beaucoup moins le respect de la légalité royale que la réaction propre et directe d'un organisme menacé. Ces compagnies d'officiers, corps administratifs ou financiers, avaient beau porter, et fort ostensiblement, les couleurs royales : ces couleurs représentaient pour eux tout autant, ou plus, une arme puissante pour leurs propres combats que le symbole d'une obéissance. Ils étaient, hommes et puissances du pays, enveloppés « d'intérêts privés qu'ils servaient ou dont ils se servaient », et que, sans doute, ils ne sacrifiaient pas volontiers à l'intérêt général, ni aux ordres du souverain¹. Leurs idées mêmes pouvaient les éloigner de la discipline royale. Quelques conseillers, maîtres des Comptes ou trésoriers généraux, survivants ou disciples de l'ancien groupe protestant de Fiacre Hugon de La Reynie, Jacques de Vintimille et Claude Bretagne², n'avaient pas sujet de porter au roi, signataire de l'édit de Nemours, un dévouement sans réserve et, inversement, le plus grand nombre des officiers des cours se fût probablement rallié, même contre le roi, à une Ligue purement religieuse. Non seulement cette aristocratie des offices était loin de faire bloc sur le terrain de la religion, mais le service du roi lui-même n'était pas pour eux principe intangible ni sujet d'accord. Cependant les « novalités » qu'il fallait craindre de la Ligue rajeunie, c'est-à-dire, en Bourgogne, du gouverneur et de ses alliées virtuelles, les oligarchies communales, menaçaient les privilèges des officiers tout autant que l'autorité du roi. Devant ce péril, l'union, cette fois, tendait donc à s'instituer et sous le nom de S. M. Même les « tiniides » dont parle le familier de Jeannin, et qui n'auraient osé se « déclarer » pour le « parti » du roi,

1. G. PAGÈS, *La mon. d'ancien régime*, 29 ; ID., *Essai sur l'évolution des ins administratives* (*R. d'Hist. mod.*, 1932, 17).

2. Sur le pr. de la Reynie, ancien garde des sceaux du duc d'Anjou, mort en 1431 : VINDRY, 143 ; BELLE, *La Réf. à Dijon*, 67, 148, 149 ; GROS, *Le Parl.*, 16-17 ; — sur Vintimille, VINDRY, BELLE, Table des noms ; — sur Bretagne : BELLE, Table ; DROUOT, *L'aff. La Verne*, 168. Parmi ces anciens huguenots ou huguenots camouflés : un jeune Bretagne, le cons. J. Valon, le trésorier-général Robert, etc. (v. DROUOT, *Flavigny contre Dijon*, § IV).

s'abritaient, pour faire sentinelle, derrière les panonceaux fleurdelisés suspendus aux portes du Palais et des maisons de bailliage, et cherchaient, dans leur arsenal de registres, les lettres royales limitant les pouvoirs du gouverneur ou l'édit confirmant au Parlement la surveillance des échevinages¹. Le conflit des deux bourgeoisies déterminait en partie, ou renforçait, l'esprit d'opposition à Mayenne. La sourde hostilité que les robins nourrissaient contre lui trouvait, dans plus d'un engagement contre la mairie de Dijon qui recourait à lui, un nouvel aliment².

Le prince avait bien, parmi les officiers, ses intelligences et ses hommes. Mais, en 1587, ces partisans faisaient exception dans leur milieu et y servaient sans grand effet. Au Parlement, Fyot l'ainé, cet hydropique lettré et gémissant, le deuxième président Desbarres qui lançait les affaires astucieusement, mais, à l'exécution, se dérobaient et manquait au Palais, « ayant pris pillules »³, n'étaient pas de taille à mettre bas les barricades. Ainsi, bien plus âpre et durable qu'un simple loyalisme voué au roi, l'esprit de corps et l'instinctive défense sociale d'une aristocratie bourgeoise risquaient de faire, des cours souveraines et de baillages, sur la route de Mayenne, d'imprenables bastides.

PROBLÈMES DE COMMANDEMENT ET D'INFLUENCE.

L'INDÉPENDANCE DES COMTÉS EXTRÊMES.

Autre problème : comment exercer dans les « comtés » commandement effectif et, le jour venu, maîtrise ? Le centre du Duché offrait à l'action de la Ligue, à Mayenne, une assiette. Mais dans ces Bourgognes

1. C'est l'attitude que représentera notamment, de 1588 à 1595, le sixième président, Nicolas de Montholon, très *laudator temporis acti*, très robin de famille (sur sa famille, v. D'ARBAUMONT, *Les anoblis*, n° 137). Sur ses protestations fréquentes au nom de l'honneur du « Sénat », v. la suite de cet ouvrage aux pages indiquées à l'Index.

2. V. not. l'affaire Mammès Bégin (Dijon, H 72). On citera aussi le conflit né de la prétention affichée par la mairie de Dijon de faire payer par les officiers des cours leur part dans les sommes exigées par le roi pour l'entretien des armées contre les protestants. Sur ce conflit âpre et riche en péripéties ou manœuvres, v. DIJON, B 225, f. 156 (8 janv. 1588), 163 (15 janv.), 170 (1^{er} fév.), 202 v° (8 avril), 206 (11 avril), 213 (13 mai), 232 v° (17 juin). La ville avait taxé les robins d'office, déposé une plainte pour refus de paiement au Conseil privé du roi (f. 170), puis prié le receveur général de contraindre « Messieurs de la Cour et des Comptes » (f. 206). — Et le conflit allait se poursuivre au sujet des frais de peste, d'entretien des murailles (B 226, f. 54, 6 août 1588 ; f. 110, 18 nov.) ; des mesures de police (f. 219-220 v°, B 226, f. 25 et v°, etc.), etc. L'excitation des ressentiments se traduit dans la rédaction des « délibérations ». On trouvera le point de vue et les actes du Parlement dans les *Reg. Parl.*, III, entre les p. 200 et 250.

3. Breunot, II, 313. Cf. *ib.*, 317, 319-320. Sur la couardise de Fyot : *ib.*, 90, 92, 541, etc.

des pourtours, corps poreux si pénétrés d'influences externes, et, en 1585 déjà, sujets de tant de soucis, comment neutraliser l'effet des interventions ennemies ?

Dijon était, sans doute, assez bon poste de commandement, muni d'assez bonnes « levées » rayonnant en étoile vers tous les bailliages, paré des institutions majeures du pays, paré de son histoire même si riche de souvenirs ducaux et de revendications impériales¹, enfin grâce à son château et à ses murailles, réputé défendable et, d'ailleurs, jamais violé encore, pas plus par les Allemands de 1569 ou de 1576 que par les Suisses de 1513. Malgré cela, Auxerre, Bar, Auxonne, Mâcon, qui le jalousaient, se riaient de ses prétentions², et, en politique comme en économique, tiraient à hue quand il commandait à dia. Il faudrait parler de Bar-sur-Seine capté par Troyes et par Guise au détriment de son frère, de Charolles et du Brionnais, à demi-étrangers aux actions du reste de la province. Montrons, pour le moins, l'indépendance de l'Auxerrois et du Mâconnais, ces « comtés » excéntriques, où Mayenne allait rencontrer tant d'obstacles.

L'ardeur catholique d'Auxerre, qu'animait les souvenirs des luttes religieuses, avait redoublé depuis le début de 1587 à la fois sous l'influence de la Ligue parisienne, plus agissante là que nulle part ailleurs en Bourgogne, et dans l'excitation de la guerre que les maîtres locaux de l'opinion, les moines et chanoines ligueurs, menaient contre une minorité antiguisarde, elle-même vigilante³. Non seulement le parti du cordelier Trahy et de Philippe Vincent, président en l'élection, de concert avec les affidés des Seize, les Tribolés et les Coquard, assiégeaient les fidèles du vieil évêque Amyot⁴, mais,

1. Et, de plus, assez réputé pour son aspect monumental, du moins à en croire Belleforest (*Cosmographie*, I², col. 278-288), et quelques autres auteurs, comme Fodéré, 447 (« la plus belle ville des Gaules »). Et cependant, v. l'aspect des places et rues dans les dessins de Martellange (1610 environ), p. ex. dans CHABEUF (*Mém. Comm. des Ant. C.-d'Or*, XIII, 1895-1900, 215-224). Cf. aussi, dans la *Cosmographie*, le « pourtraict » d'Euvrard Bredin (1574).

2. En 1587 précisément il y a levée contre Dijon pour ses prétentions à des honneurs spéciaux aux tenues d'États provinciaux et à l'exemption du taillon comme capitale (C.-d'Or, C 3016, f. 74, 90, 108).

3. Sur ces divers éléments de l'opinion auxerroise : LEBEUF, *Mém.*, II, 402, 403, 422 (en 1586, affaire de la nom. d'un lieutenant-général au bailliage, où l'on voit non seulement l'âpre rivalité de trois candidats — d'où devait sortir la haine de Nicolas Tribolés, avocat, pour le proc. du roi Henri Leclerc, qui fut pourvu, — mais l'intervention du chapitre qui exige le choix d'un bon catholique ; — en fév. 1587, plainte en Parlement et à Mayenne contre la nom., comme cons. au bailliage, d'un ancien protestant, Et. Fernier) ; — CHALLE, II, 43 (relations avec Paris) ; — *Apologie* d'Amyot, dans LEBEUF, II, Preuves, 225 (attitude des antiguisards, not. du s^r de Vaux, lors de l'entrée de Guise, oct. 1587). — Peut-être, à propos de l'ardeur auxerroise, faut-il rappeler que le card. de Pellevé, cet ennemi déclaré d'Henri III, était archevêque de Sens.

4. Sur Trahy, v. déjà ci-dessus, p. 150. Vincent, s^r de Tresfontaines allait être l'un des animateurs principaux de la Ligue auxerroise jusqu'en 1594 (v. notre Index des noms).

grâce à cette phalange, un nom parmi ceux des Princes, y jouissait dès lors d'un prestige particulier : celui de Guise. Du gouvernement personnel du Balafre, qui encerclait Auxerre, avait sans doute rayonné son influence ; mais, en outre, le duc y avait paru en personne plusieurs fois et, la dernière, en octobre 1587, il avait confié aux échevins du lieu la garde de ses étendards, à la veille de victoires que les Auxerrois n'attribuèrent qu'à lui, non, comme les Dijonnais, à Mayenne¹. C'est à Guise qu'allait la ferveur des militants. Ils paraissaient disposés à suivre Mayenne, à titre de chef secondaire, comme lieutenant de Guise² ; mais, en ce comté indépendant de Dijon à tant de titres, une discipline proprement mayenniste, une entente avec une Ligue bourguignonne semblaient éventualités peu vraisemblables. En ce secteur de son gouvernement si proche du Louvre ou du château de Blois et toujours si mêlé aux événements « généraux », Mayenne allait se heurter à l'autorité envahissante de son frère aîné ou à celle de Paris.

À l'autre bout de la province, on le sait, « Mascon marchoit à la cadence de Lyon »³ ; de Lyon, de ses banquiers, de ses bourgeois enrichis par l'industrie, lui venait, on l'a vu, son activité marchande. De Lyon aussi lui était venue jadis la Réforme, puis les armées huguenotes et la réaction catholique. Pour contenir les restes du parti protestant devenu parti du roi, ses chanoines, aidés de quelques officiers, comme Edme de Rymon, procureur du roi, ou Pierre Tamisier, président en l'élection, ne prenaient pas le mot d'ordre de Dijon capitale provinciale, mais celui de Lyon, ville des foires et des imprimeurs. L'échevinage regardait du côté du sud. L'avocat qui présidait cet échevinage, le « premier échevin » Pierre Boton, agent de liaison ordinaire de sa ville avec toutes les puissances, connaissait particulièrement bien la route de Lyon ; et les « honorables hommes » ses coéchevins — trois marchands encore contre trois « vénérables maîtres » — travaillaient eux aussi à maintenir cette orientation essentielle. Or, au début de 1588, Lyon était encore gouverné par Fr. de Mandelot, celui-là même que le roi nommait, en janvier, bailli de Mâcon. Et quelques clients soigneusement entretenus par Mayenne, comme le riche greffier du bailliage, Abel Guérin, offraient au duc des moyens de surveillance bien plus que de direction⁴. Pour contrebattre l'in-

1. Sur ce prestige très net de Guise et ses relations avec les Auxerrois : LE-BEUF, *Mém.*, II, 403 ; Guise aux mag. d'Aux., Paris, 25 mai 1588, AUXERRE, AA 23, n° 10.

2. Sur la correspondance des échevins avec lui : CHALLE, II, 44.

3. Sur tout ce qui suit, v. ci-dessus, § I, *Le pays*, 22-24 ; et DROUOT, *L'influence de Lyon et la Ligue en Bourgogne. Mâcon en 1588-1589*, § I et II.

4. Guérin, ancien valet de chambre de Ch. IX et secrétaire de Gaspard de Tavanès, était depuis plus de dix ans en relations personnelles avec Mayenne, qui logea chez lui en déc. 1588. Les preuves abondent de son rôle mayenniste constant et spécial (v. surtout, à ce sujet, notre article cité ci-dessus et les références). Sur les autres noms cités : v. *ib.*, et notre index.

fluence royaliste du lieutenant-général Philibert Barjot, c'était à Lyon qu'il fallait que Mayenne agît : c'est Mandelot et les consuls qu'il lui fallait brider. Faute de quoi, ou malgré quoi, cet extrême sud bourguignon¹ risquait de perpétuer ses inquiétudes. Il fallait craindre le renouvellement des faits de 1585 : Mâcon arborant les couleurs du roi.

Ce problème des comtés extrêmes contenait un drame du commandement et une fatalité d'alarme... On avait déjà vu et l'on allait revoir Mayenne, aux premiers jours des prises d'armes, courir à ces lointains bailliages pour les garder à lui.

PROBLÈMES DE COMMANDEMENT ET D'INFLUENCE.

LE NEUTRALISME MARCHAND DU VAL DE SAÔNE.

Les considérations marchandes qui liaient Mâcon à Lyon agissaient dans un sens plus général, mais non moins inquiétant, dans toute une longue zone de l'est bourguignon. Tout le long du Val de Saône, où étaient les premiers gîtes bourguignons des protestants qui venaient « tâter » le gouvernement, et où Mayenne ne semblait voir que des menaces militaires, — il y avait pour lui un autre genre de danger, dont il devait, plus tard, découvrir la persistance mortelle : un neutralisme politique obstiné de la partie la plus active de la population, les marchands. L'esprit d'Auxonne, révoltée en 1585 à la fois contre le roi et les Guises, persistait ou s'étendait.

L'esprit de paix de la neutre Comté rayonnait là à la faveur du commerce. De plus, l'autre pôle du trafic de Saône était ce Lyon dont on a vu qu'il était pour Auxonne et Chalon aussi bien que pour Mâcon le client capital et influent ; et des ports de Saône à ses quais familiers, il fallait maintenir la navigation des « plates » hors de l'atteinte des soldats. Les marchands du Val, ces « grenzländer », voulaient donc la paix. Français, à coup sûr, et peu enclins à prêter l'oreille aux prétentions espagnoles, même dans ce comté d'Auxonne où l'archevêque de Besançon étendait son ressort, où survivait un esprit autonome, et dont le retour aux Habsbourgs, enfin, avait toujours paru plus vraisemblable que celui du Duché² : Français, oui, mais, aux partis du royaume, à peu près indifférents.

Ils trouvaient, d'ailleurs, à leur frontière même, pour soutenir leurs espoirs pacifiques, l'exemple et l'esprit de la célèbre Neutralité, conclue en 1522 entre la Comté et les provinces françaises voisines, « en considération de Messieurs des Liges », neutralité approuvée par les bourgeoisies des deux Bourgognes liées l'une à l'autre toujours

1. V. à ce sujet, ci-ap., notre article cité, § III.

2. Sur les faits de 1585, Drouot, *L'affaire d'Auxonne*.

par tant de mariages, tant d'héritages répartis sur les deux terres. Sous cette garantie de sécurité des propriétaires renouvelée encore en juin 1580¹, les intérêts des marchands de Saône s'abritaient. Mais la guerre civile aussi bien que la guerre étrangère risquait de ruiner les avantages de la Neutralité. La guerre au royaume, la Bourgogne en armes, c'était non seulement la Comté s'armant elle-même contre les incursions des bandes françaises, mais cette Comté traversée, appauvrie, infestée par les Allemands ou les Suisses appelés en France² : pour les Duchois, une clientèle perdue et des routes coupées. C'étaient, d'autre part, les interdictions des Parlements inquiets, et les maisons de villes, promptement émuës par l'alarme du blé, ajoutant leurs mesures policières aux arrêts de Dijon³. La révolte de la Ligue, c'était ainsi, inévitablement, Lyon et la Comté, ces issues capitales, interdites au commerce bourguignon.

Pas de guerre, donc ; pas de partis ! Ni ligueurs, ni royaux, les marchands qu'on voyait en Auxonnais : Nicolas Dacier, Etienne Caillet, La Ramisse, petits banquiers munis d'espèces de toutes provenances, ravitailleurs, certes, des Suisses qui venaient sous leurs remparts passer la Saône, qu'ils fussent pour S. M. ou pour « les Princes » ; mais surtout, qui qu'en grogne, ravitailleurs de Lyon, résolus à conserver à leur port son rôle d'échelle dernière, de base des agents du Consulat, et à associer aux leurs les intérêts des vendeurs de blé d'un large secteur⁴. Ni ligueurs, ni royaux, les marchands

1. Sur cette « neutralité » qui engageait, du côté français, non seulement la Bourgogne, mais la Champagne, v. DU MONT, IV, 1^{re} p^{ie}, 378 (texte de 1522) ; M. PRINET, *Fr. I^{er} et le comté de Bourgogne*, 286, 314, etc. ; CLERC, *Hist. des Et. gén. en Fr.-C.*, Besançon, 1882, t. I. Sur ses renouvellements et ses violations : D. PLANCHER, IV, Preuves, not. f. ccccxv ; FEBVRE, *Ph. II*, 55-57, 62, 131, 561, 774, etc. ; et parmi les recueils de doc. inédits : B.N., fr. 23389, f. 291 et pass., Moreau 805, 810-811 (nombreuses pièces), 924, p. 1-200 ; DOUBS, B 0400, B 55 ; B. BESANÇON, coll. Granvelle (aux dates 1585-1596) ; C.-d'Or, B 11914.

2. Sur ces traversées destructrices dans la période antérieure, v. surtout FEBVRE, 557-568, 745 n. 1, etc.

3. V. p. ex., CHALON, BB 10, f. 76 (janv. 1591), f. 121 v^o (juin 1592), etc. ; les liasses EE 1 (1572-1573), EE 7 (1595) ; MACON, HH 3 (mesures de 1501, 1558, 1573 et 1580) ; BB 53, f. 53 (avril 1588) ; BB 55, f. 230 (juill. 1589) ; BB 62, f. 152, 174 v^o, 194 v^o, 295 v^o (juin, juill., oct. 1594) ; etc. — Toutes les autres villes de Bourgogne fourniraient en surabondance des documents analogues (Dijon, en particulier dans la série de ses reg. de délib.).

4. Nombreux sont les agents lyonnais qui débarquent à Auxonne pour commencer leur tournée d'achat ; — et c'est ensuite du quai d'Auxonne que partent leurs grains (v. p. ex., le cas de Delanges en 1586 : lettre publiée dans DROUOT, *L'aff. d'Auxonne*). Sur le rôle d'Auxonne comme base commerciale pour les blés : *Chron. lyonnaise* de Jean Guéraud, p. p. Tricou, Lyon, 1929, in-12, Intr., p. 9-13 (mission d'un agent lyonnais en 1557). — En oct. 1588, voulant avoir d'urgence 4.000 ânées de blé pour son armée de Lyon, Mayenne s'adressera à Nicolas Dacier, marchand d'Auxonne, en le priant de prendre ses blés en Bourgogne et, de préférence en Champagne (Mayenne à Dacier, Lyon, 8 oct. 1588, B. DIJON, fonds Baudot 46, f. 172 v^o, cop.). Aussitôt les marchands du quartier seront

chalonnais Edme Galois, Louis Borne, Claude de Mucye ; les marchands mâconnais François du Four ou Pierre Colon, et avec ceux-là beaucoup d'autres encore, comme eux, il est vrai, apparentés aux avocats, procureurs et gens de bailliage, mais moins dociles à la politique économique de ces bourgeois qu'ingénieux à trouver parmi eux des intelligences en vue de préserver leurs foires et, autour d'elles, la paix des chemins ¹.

Tirons au bref. Auxonnais, Chalonnais, Seurreois, Losnois, ces voisins de la Comté où bien peu d'entre eux, de Charny lui-même au plus petit bourgeois, n'avaient pas quelque attache ou quelque intérêt, prolongeaient en France, en Bourgogne, l'esprit de défiance pour tout parti et toute guerre qui régnait alors chez les sujets de Philippe II. Le roi Catholique, ce maître lointain qui exploitait durement ses Comtois, ne leur faisait pas partager ses desseins politiques. Avide avant tout de repos, telle était la Comté de 1587 ² et, en cela, les mentalités des deux zones frontières s'accordaient.

C'est grâce, peut-être, à cet accord, que la « marchandise » des pays-frontières allait, malgré les capitaines, se sauver de la ruine ailleurs sans remède. Mais, du même coup, n'allait-elle pas tendre, cette « marchandise », et entretenir, devant la Ligue, devant Mayenne, de la Lorraine au Lyonnais, la barrière redoutable d'un esprit fondamental ?

A LA VEILLE DE LA JOURNÉE DES BARRICADES.

Contre ces difficultés diverses, Mayenne, au début de 1588, semblait peu actif. Il cherchait cependant à se prémunir contre l'hostilité du Val de Saône. Mais l'attitude royaliste de Mandelot, gouverneur du Lyonnais, gênait à ce moment la reprise de ses anciens projets de fédération burgundo-lyonnaise des gentilshommes ca-

avisés et c'est dans le reg. d'une ville voisine adonnée elle-même au trafic de Saône, Seurre, que se rencontre la copie de cette demande de blé, et de cette licence d'exportation : aubaine collective régie par Auxonne (v. encore La ville d'Aux. au vic. de Tavanès, déc. 1592, B.N., fr. 4898, f. 69 v^o ; v. aussi *ibid.* les fol. suiv.). — Un mémoire du XVIII^e s. reconnaît encore à Auxonne le même caractère de port de concentration des blés venant de Bourgogne, du Bassigny et de Lorraine (A.N., F²⁰⁸, Auxonne). Sur les fournitures aux Suisses et aux garnisons (de vivres, chaussures, etc.), v., p. ex. B.N., fr. 4898, f. 36 et surtout C.-d'OR, C 3068 et 3069, *pass.* — Pour les noms que nous citons, v. les inventaires man. des Arch. d'Auxonne ; C.-d'OR, BII 360/52 et /53 ; B. DIJON, Juigné 20, t. XXIV, f. 308 et *pass.* ; DIJON, B 231, f. 138.

1. Sur ces marchands : CHALON, BB 8, 9, *pass.*, 10, f. 76, 77 v^o, 86, etc. ; C.-d'OR, C 3069, f. 336 ; JEANDET, *Verdun*, 126 et s. ; MACON, BB 55, f. 144 v^o ; etc. — Marchand de Seurre : Cl. de Pontoux (B. DIJON, Baudot 46, f. 154-156 v^o).

2. V. la conclusion de FEBVRE, intitulée : *La Comté exploitée et sacrifiée.*

tholiques, et il ne constituait aucune organisation personnelle dans le sud bourguignon contre l'influence des La Valette, qui l'avaient évincé de ses gouvernements de la vallée du Rhône, ni contre celle des royalistes lyonnais stimulés alors par le P. Auger¹.

Mayenne, plus simplement, pensait s'armer avec l'argent du roi. Comme son frère, de décembre 1587 à mars 1588, il réclamait avec insistance à Henri III, au secrétaire d'État Brulart, l'entretien de ses compagnies suivant l'édit de 1585. Il voulait reconstituer l'effectif de son régiment permanent, qu'il faisait hiverner par détachements dans les petites villes du Chalonnais et du Val de Saône². Il fit plus : à la fin d'avril 1588, il prit la route du sud, passa par Pagny pour y observer Charny, renforça son château de Beaune, et s'en fut à Chalon contrôler les actes du gouverneur de la citadelle, l'équivoque Edme de Mâlain, baron de Lux, homme à ménager, protégé par le roi et neveu de l'archevêque de Lyon, mais homme à surveiller aussi, et qu'il tenta, — en vain pour cette fois, — d'éloigner de ce commandement « d'importance³ ». A Mâcon enfin, il para à un coup de main préparé en Bresse, et, dès son retour à Dijon, il envoya en ce poste mal sûr, pour y rénover les gardes, un homme de con-

1. RICHARD, *P. d'Épinac*, 265-268. L'entente avec l'archevêque P. d'Épinac avait peut-être été servie par le baron du Lux, neveu d'Épinac (*ib.*, 272, n. 1).

2. May. au roi, Autun, 14 déc. 1587, B.N., fr. 3380, f. 36 ; — à Brûlart, m. 1., 15 déc., f. 34 ; — au roi, Dijon, 18 déc. (fr. 3396, f. 20), 26 janv. et 16 fév. 1588 (fr. 3380, f. 42 et 82). Le régiment lui a été « accordé ». L'effectif, tombé à 50 h. par compagnie, réduira les frais d'entretien. Sa valeur (de « très bons hommes ») déconseille son licenciement. Il envoie au roi pour cette affaire son secrétaire Desportes, puis Péliissier. Sur la répartition du régiment en Bourgogne et ses ravages outre Saône : Charny au roi, Pagny, 22 janv. 1588 (B.N., fr. 3408, f. 5). — Le régiment était alors sans colonel, Mayenne ayant tué, à Arnay-le-Duc, de sa main (le 16 ou le 17 déc. 1587) Sacremore de Birague.

3. Il fut sans doute à Chalon le 1^{er} mai (v., à défaut du reg. chalonnais perdu : Macon, BB 53, f. 75 v^o). Lux, jeune intrigant, était, suivant le familier de Jean-nin, « vif, prompt, cault », et surtout « dissimulé » (B.N., fr. 17281, f. 166 : le familier juge toujours Lux sévèrement, et en mayenniste). Une série de faits, sa collaboration avec Charny en 1585, sa candidature ensuite au gouv. d'Auxonne, puis son entremise entre M. et son oncle P. d'Épinac en vue de rallier l'archevêque aux Guises, le montrent engagé des deux parts. Dans le même temps, il se disait dévoué à M. de « toute son affection » et « rapportoit » au roi « tout ce qui se passoit en Bourgogne » (*ib.*). Mayenne le faisait « assentir... s'il se voudroit desfaire de sa cappitainerie... », dont il luy bailleroit telle récompense qu'elle mériterait » (f. 166 v^o). Mais bousculer Lux, c'était risquer de s'aliéner Épinac, de remuer les amis du baron, nombreux dans les deux partis, et de se desservir à la cour. Car Lux était « fort bien veu du Roy, qui l'avoit nourry et eslevé » et il avait auprès de lui son entregent (le 15 juin 1588, don à Lux, gent. ord. de la ch. du roi, de 6.000 écus sur la vente des bois en Bourgogne, C.-d'Or, B28, f. 347). Mayenne se contenta en mai 1588 d'orienter ce redoutable gêneur vers un voyage à Paris (B.N., fr. 17281, *ib.*). Nous retrouverons ci-ap. (ch. I et II) Lux et son attitude équivoque.

fiance, Franchesse¹. A Dijon même, il réparait le château et il installait à Talant un gouverneur choisi².

Mais, tenir les citadelles : méthode paresseuse. Contre les difficultés accumulées en Bourgogne devant la Sainte-Union et devant Mayenne, cette méthode allait-elle suffire ? Mystère des inclinations populaires et ferme réserve des villes ; — front des officiers armés de légalité ; — indiscipline des comtés extrêmes et neutralisme diffus des villes à la frontière comtoise : — les problèmes ne manquaient pas, que posaient aux adeptes de la Ligue et à Mayenne les conditions de la vie bourguignonne en 1587, la contexture même de la province, le milieu social ou le jeu des institutions locales.

Il faut, cependant, se garder d'évaluer trop bas, pour ne les considérer qu'au repos, dans la détente de la paix qui suivit l'alerte des Reîtres, les forces qui pouvaient s'animer pour le service de la Sainte-Union et de Mayenne. La réserve ou l'apparente atonie de la Bourgogne ne se retrouvait-elle pas, au même temps, en d'autres provinces touchées par les pestes et par la dernière guerre³ ? Autour de Mayenne, ni clientèle capable d'encadrer un parti, ni nulle part, encore, de foyer ligueur militant : sans doute. Mais, d'autre part, pas davantage de parti d'Henri III organisé ni dirigé : — Charny défailait ; les officiers des cours parlaient de l'autorité du roi plus pour s'en armer eux-mêmes que pour la défendre ; et la faiblesse du contrôle royal s'avérait constante.

Enfin, il y avait le vent de Paris qui soufflait le réveil des provinces éprouvées et désolées, et c'était là un vent d'« union » catholique, tandis que les obstacles, devant Mayenne, restaient dispersés. Des groupes bourgeois, en plusieurs villes, attendaient l'occasion de s'avouer ligueurs. Les moines étaient prêts à répandre violemment une mystique populaire, et des garnisons à déployer où il convenait l'image de la force.

Il est vrai que deux Ligues s'offraient, et que la Ligue parisienne, sociale et « populaire », pouvait compromettre, en Bourgogne, la

1. Sur les inquiétudes de Mayenne (le 12 mai, après saisie à Saint-Laurent-les-Mâcon — rive bressane — de moules de pétards chez le fondeur Ant. Marlet, on met la main sur une entreprise genevoise ourdie à Bagé, autour des deux frères du marquis, seigneur du lieu) : MAÇON, BB 53, f. 76-78 v^o. Sur les mesures de M. et l'envoi de Franchesse, accompagné de deux capitaines sûrs, Deschiens et La Pierre : M. aux éch., Dijon, 14 mai, *ib.*, f. 81 v^o, *cop.* Sur la refonte des cadres des milices, la rénovation des défenses, etc., abondants détails *ib.*, f. 82-91 ; M. aux mêmes, Dijon, 19 mai (f. 87 v^o, *cop.*). Franchesse, arrivé le 17 mai, quitte Mâcon le 25 (f. 91 v^o).

2. C.-D'OR, C 2435 (req. de Franchesse, cap. du ch. de Dijon, 22 janv. 1588). Travaux à Dijon : *Corr.*, n^o 343 ; DIJON, B 225, f. 228-231. — GARNIER, *Château de Talant*, 262, n.

3. Aucune étude provinciale ne nous permet de répondre.

Ligue des Princes, et le patronat de Mayenne. Cette double voie offerte aux catholiques, c'était l'une des données bourguignonnes de 1588, et déjà, posée sous une première forme, l'une des questions principales qui allaient se poser encore de 1589 à 1595, — l'une des questions auxquelles la présente étude aura à répondre. La Bourgogne, si française et loyaliste qu'elle fût, conservait cependant encore une autonomie morale ; elle apportait dans la Sainte-Union, avec elle, son instinctif attachement à ses libertés. Comment, en présence de la Ligue parisienne de 1588 et, plus tard, du gouvernement central de l'État ligueur, cette individualité spirituelle ou ces instincts anciens réagirent-ils ?

PREMIÈRE PARTIE

LE MAYENNISME

1588-1591

CHAPITRE PREMIER

LE MOUVEMENT GUISARD ET PARISIEN DE 1588

- I. *Les Barricades. L'appel de Paris.*
- II. *Les Barricades. L'action de Mayenne.*
- III. *Le serment d'Union.*
- IV. *La Bourgogne aux Etats de Blois. Etienne Bernard.*
- V. *Mayenne à Lyon. La recherche d'un lieutenant.*
- VI. *Les « escoutes » de Blois.*
- VII. *Mayenne et Guise en 1588. Le jeu « à part ».*

LE 12 mai 1588, Paris, troublant le repos des Bourguignons, leur proposa ce dilemme : service déclaré du roi, ou guerre au roi. Mais le coup parisien fit long feu dans la plupart des provinces ¹. La Bourgogne se déroba. Quant à Mayenne, il se plongea dans l'équivoque et se réserva.

I. — LES BARRICADES. L'APPEL DE PARIS.

La journée parisienne des Barricades ne provoqua en Bourgogne aucune réaction immédiate. Le mois de mai 1588 s'y passa sans trouble notable. Le Parlement de Denis Brulart, qui ne ressemblait pas à celui d'Achille de Harlay, parla de « service du roy », signifia aux municipaux de Dijon son droit de contrôle des polices urbaines et sa volonté de maintenir l'ordre ; mais les Fremyot et les Vaugre-

1. Les termes de comparaison précis font à peu près défaut. Dans la plupart des études provinciales, l'année 1588 est particulièrement négligée.

nant n'eurent pas sujet de faire plus¹. Quelques gentilshommes catholiques remuèrent. Jean de Tavanès, sans prendre conseil, lança un coup de main contre Vézelay, — vengeance privée contre le s^r de Pluvaut, gouverneur, — et prépara une surprise de Langres²; mais ce furent là initiatives personnelles que Mayenne n'avoua pas et qui demeurèrent sans écho.

Le gouverneur, en effet, se gardait de tout geste imprudent et ne donnait pas sujet aux réactions des partisans du roi. Aussitôt arrivées les nouvelles de Paris, il avait prévenu avec diligence tout réveil du parti noble de Charny³. Il eut de plus à surveiller, aux confins bourguignons du Nivernais, l'activité suspecte du duc de Nevers, ce grand catholique équivoque qui, depuis 1585, louvoyait entre le roi et Guise, et peut-être aussi les agissements de quelques hommes d'Épernon⁴. Mais, en même temps, il se disait serviteur de S. M. Dès le 18 mai, il était venu au Palais affirmer sa volonté de maintenir « la province en repos et seurthé sous l'obéissance du roy⁵ ». Auprès des villes, il usait de paroles modérées, confirma ses contacts avec les Dijonnais, doubla sa correspondance avec

1. *Reg. Parl.*, III.

2. *Mém. de Gasp. de Tav.*, 215; *Mém. des ch. not.*, 56.

3. Il convoqua d'urgence à Dijon Charny lui-même, Brion, Guillaume de Tavanès et « les aultres seigneurs et gentilshommes principaux de ceste province » (B.N., fr. 17281, f. 145 v^o) sous le prétexte de tenir conseil sur les moyens de maintenir l'obéissance au roi. Il donnait ainsi un coup de filet dans l'état-major royaliste et le tint « demi-prisonnier ». Le *Journal de ce qui se passa...*, B. DIJON, Baudot 139, p. 291, représente Mayenne courant lui-même « un soir, en diligence extrême », surprendre à Pagny « M. le comte de Charny..., goutteux et malade, lequel, sous ombre de lui communiquer quelques affaires d'importance, il emmena comme demi-prisonnier à Dijon, afin que ledit seigneur, comme il estoit bien prevoyant, ne lui fit contrecarre en ses entreprises ». C'était prévenir, en vue de toute éventualité, le renouvellement des mécomptes de 1585. Mais en fait, le Charny de 1588 n'était plus « serviteur du roi » comme celui de 1585.

4. Sur les sentiments et intrigues de Nevers : SAULNIER, *Le card. de Bourbon*, 164-168; HÉRELLE, II, 200; L'ÉPINOIS, *La Ligue et les papes*, 157 (et ses réf., not. B.N., fr. 3976, f. 94, 141). — Un gentilhomme de Bourgogne, le baron de Fervaques, était à ce moment sollicité de servir Épernon. Il avait rendez-vous avec La Valette, le frère du favori, à Rouen, en mai : et il était en relations avec Épernon lui-même (La Valette à Ferv., 29 avril 1588, DIJON, B 458, n^o 169; — Charles de X. à Ferv., Caen, 16 mai 1588, *ib.*, B 452, n^o 70) : « La cause pourquoy je ne vous mande point de nouvelles et qu'elles sont trop communes et que je pense que monsieur d'Espèrnon vous en escript »; — Marynet (un autre Normand) à Ferv., 19 juin 1588, *ib.*, B 452, n^o 171). — Sur les manœuvres et relations ultérieures de Fervaques : *cl-ap.*, § v et ch. IV.

5. B.N., fr. 17281, f. 146. *Cl. Reg. Parl.*, III.

les autres, et, « soubz l'auctorité et obeyssance du roy » — formule alors constante, — ne parla que de maintenir « une bonne paix ». Il ne prenait pas les armes ¹.

La réserve des bourgeoisies bourguignonnes justifiait la sienne : elles adoptaient la même devise équivoque que lui et veillaient à prévenir tout « perturbateur du repos public et service de Sa Majesté ² », mais, en fait, se tenaient à distance à la fois du roi et du mouvement gisard.

Les ordres du roi et les appels pressants de Paris convergeaient vers elles. Henri III signait une correspondance abondante adressée aux gouverneurs, aux Parlements, aux mairies de tout le royaume ³. Le 23 mai, le Parlement de Dijon reçut ses lettres de justification et d'appel à l'ordre. Le même jour, le maire lut aux échevins deux lettres écrites l'une à Paris le 12 mai et l'autre à Chartres le 16. Le 20 mai, lettre aux Auxerrois annonçant le s^r de Ragny, chargé de l'ordre dans leur bailliage. Le 28 mai, aux Mâconnais, admonestations ; etc ⁴. C'étaient chaque fois des protestations contre les « bruits qui se sèment que Sa Majesté a voulu donner des garnisons à lad. ville de Paris », des invitations aux « gens de bien » « d'estre sages et prévoyans ». Mais le ton était froid et mou. De plus, aucun « commissaire » en Bourgogne. Ragny, ce gentilhomme de la Chambre du roi, envoyé à Auxerre, ne portait nullement ce titre, qui semble avoir été dévolu, au contraire, avec des missions de longue haleine, à des maîtres des requêtes, conseillers au Parlement, ou membres du Grand Conseil, envoyés dans une demi-douzaine au moins de

1. Au maire de Dijon, mandé « vers dix heures de nuyt », le 17, il ordonna de maintenir l'ordre, protestant de son dévouement à « l'auctorité et obeysance » du roi (DIJON, B 225, f. 215). Ses ordres aux autres villes doivent être du 18 ou du 19 seulement (c'est le 19 qu'il charge le receveur Noblet d'une mission verbale pour Mâcon (MACON, BB 53, f. 87 v^o). Ton modéré.

2. DIJON, B 225, f. 215, 219, 220 v^o, 225 et v^o, 226 v^o ; MACON, BB 53, f. 87 v^o - 91, 94 et s. (mesures provoquées également par l'affaire du complot local, v. ci-dessus, Intr., § 6, p. 169) ; AUTUN, BB 4. A Beaune, procession générale le 22 mai, pour la réconciliation des princes (C.-D'OR, G 2508, f. 216 v^o).

3. Lettres des 15 et 17 mai, dans les *Mém. de la Ligue*, II, 328-329, et les *Arch. curieuses*, XI, 441. Cf. P. Cayet, 47 ; De Thou, X, 271 ; *Mém. de Nevers*, I, 859-863 ; POCQUET, *Hist. de Bret.*, V, 89. Mayenne reçut le 23 mai une lettre mentionnée par DIJON, B 225, f. 219.

4. *Reg. Parl.*, III ; DIJON, B 225, f. 219 v^o ; AUXERRE, AA 23, n^o 9 ; MACON, AA 5, et BB 53, f. 99 v^o, *cop.* — Réponses correctes : p. ex. DIJON, B 225, f. 220 v^o.

gouvernements travaillés par les guisards : J.-A. de Thou en Normandie, Jacques de Poigny en Bretagne, Pierre Lubert en Champagne, Adrien du Drac en Picardie, Charles Turquam en Limousin¹... Sur les terres de Mayenne, ces hommes du roi, munis de pouvoirs exceptionnels, n'entrèrent pas.

Plus positif fut, en général, après le 18 mai, l'appel de Paris révolté. Convaincus que « selon les déportements de Paris, toutes les aultres villes s'y conduiroient² », les La Chapelle-Marteau, les Roland et les Coteblanche demandèrent à leurs frères des villes provinciales de réaliser sans délai l'union, non seulement « catholique », mais économique.

On eût compris que cet appel eût été adressé avec quelque instance aux villes de Mayenne. A défaut des cités beauceronnes, restées fidèles au roi, ces villes de Bourgogne étaient de celles qui pouvaient conjurer la disette dont Paris était menacé. D'autre part, l'adhésion de Dijon, dont la recette générale pourvoyait pour une bonne part à ces deniers des rentes sur l'Hôtel de ville qui entretenaient une foule de petites gens, semblait nécessaire³. Fait assez remarquable, donc, que la rareté des traces laissées en Bourgogne par l'action parisienne, presque partout ailleurs, autour de la capitale, abondamment démontrée⁴. La propagande de la municipalité révolutionnaire du 18 mai battait, à Sens, à Troyes, à Lyon, les abords du gouvernement de Mayenne⁵ ; mais elle n'y pénétrait guère. Non seulement on n'y signale le passage d'aucun de ces agents qui circulaient ailleurs, mais les lettres mêmes y semblent avoir

1. De Thou, X, 305-310 ; *Mém. de la Ligue*, II, 329 ; ROBIQUET, *Hist. de Paris*, II, 387 ; L'ÉPINOIS, 153 ; POCQUET, V, 89.

2. V. la circulaire du 30 mai, A.N., H 1789. Cf. ROBIQUET, II, 376, et *Nég. avec la Tosc.*, IV, 784.

3. Sur ces aspects particuliers : ROBIQUET, II, 397 ; L'ÉPINOIS, 159 (let. de Morosini). Le 10 juin, le Bureau de Paris prie Mayenne de faire acheminer les deniers de Dijon à Paris (BONNARDOT, *Délib. du Bureau de la ville de Paris* IX, 150 ; cf. CAPEFIGUE, V, 35). Sur ces rentes : P. CAUWÈS, *Les rentes sur l'Hôtel de ville au XVI^e s.* (dans *Rev. d'éc. polit.*, 1895).

4. *Dél. du Bureau de Paris*, IX, 124 et s. ; A.N., H 1789, f. 141 et s. ; FÉLIBIEN et LOBINEAU, *Hist. de la ville de Paris*, V, 445-446 ; ROBIQUET, II, 373-375 ; etc.

5. *Ibid.* ; cf. De Thou, X, 310. Sur Troyes, v. *Mém. des choses les plus remarquables qui se sont passées dans la ville de Troies* (B. Mazarine, ms. 2097, f. 209). PRÉVOST, *Luttes rel. en Champ.*, 82-95 (à contrôler) ; LA PERRIÈRE, *N. de Hautt*, 41-43. Y noter l'action des agents envoyés à la fois par Guise et par les Parisiens, notamment de La Roère, d'Esclavolles et Trutat.

été adressées en faible nombre : deux ou trois à Dijon, seulement, durant les quatre semaines de la crise ¹.

Ailleurs que dans la catholique Bourgogne, l'appel des Seize porta effet. Plus ou moins larges, plus ou moins soutenues par les bourgeoisies locales, des fédérations urbaines se formèrent au profit des insurgés parisiens : telle l'« Union » conclue le 20 juin entre Troyes, Reims, Chaumont et Paris en vue d'« ensemble présenter requête à S. M. » ; telles encore la « Sainte Alliance » ou « Sainte Conjonction » qui se noua entre Châlons et Paris, et l'Union, du 25 juin, d'Amiens et d'Abbeville avec Paris ². En Bourgogne, sauf peut-être à Auxerre, on n'entendit aucune de ces déclarations de ralliement unitaire qui sonnaient si haut ailleurs, en Picardie, par exemple, — pas plus, en somme, qu'on n'y vit s'étendre, en ce début de l'été de 1588, la fièvre des proclamations et des proscriptions révolutionnaires ³. Dans les registres bourguignons, le grand dessein parisien est passé sous silence. Et ce mutisme paraît confirmer celui de 1587 et du début de 1588 concernant l'action du Grand Conseil centralisateur. Province décidément rebelle à la séduction de la Ligue « populaire », — à ranger peut-être avec ces pays silencieux du sud de la Loire où le nonce Morosini, interprétant la réserve qu'il y constatait, croyait reconnaître une fidélité de fait au service du roi ⁴.

L'influence de ces prudences méridionales a-t-elle contrebattu en Bourgogne celle du groupe septentrional ému par la capitale ? Lyon offrait un exemple contagieux de neutralité ; et non seulement Mandelot avait tort de redouter pour sa ville l'action de la Bourgogne, mais un courant inverse se manifestait sans doute dans le

1. Lettre au maire de Dijon, A.N., H 1789, f. 157. Autre lettre probablement adressée au même le 14 juin 1588 (*Délib. du Bureau de Paris*, IX, 153). Le ton paraît, par comparaison avec celui d'autres lettres, remarquablement modéré. — On ne rencontre pas dans les archives bourguignonnes la formule de serment qui « circule de ville en ville », suivant SAULNIER, 192 (formules conservées en copies aux A.N., X 1^a 9324^b, f. 7, et B.N., fr. 3958, f. 305 v^o).

2. Doc. dans HÉRELLE, I, n^o 86, et II, 201. Cf. LA PERRIÈRE, *N. de Hault*, 43 ; PRÉVOST, 90-91 ; PRAROND, *La Ligue à Abbeville*, I, 368, 384 ; CAPEFIGUE, V, 28-29.

3. Abbeville propose de « ...vivre et mourir sous un mesme Dieu, une mesme foy, ung mesme roy et mesme loy », etc. (PRAROND, I, 384 ; CAPEFIGUE, V, 29). On trouve des phrases de même accent dans les déclarations des villes unies de Champagne.

4. Lettre du 18 mai citée par L'ÉPINOIS, 159. Pour Poitiers : OUVRE, 55, 62. Cf. L'ÉPINOIS, 156-157 ; DE CROZE, II, 85.

Val de Saône. Lyon, inspiré par son gouverneur et par le P. Emond Auger, résistait à la « tempeste », offrait même un abri au proscrit de Chartres ¹. Or, la solidarité économique qu'invoquait Paris et qui, au nord, travaillait effectivement pour lui, dans une bonne partie de la Bourgogne travaillait pour Lyon. Entre Auxerre, lié aux insurgés de la capitale par ses intérêts marchands, et Mâcon, Chalon, Auxonne, pourvoyeurs de Lyon, s'étendait une zone d'amortissement où l'esprit des Barricades se perdait. Si, sauf Auxerre sans doute ², le gouvernement de Mayenne, en se mettant « à l'abry et aux escouttes », faisait exactement ce que déconseillaient les Seize ³, si l'on ne vit pas, comme ceux de Troyes ou de Reims, villes de Guise, des députés des villes de Mayenne entrer au Conseil parisien au milieu des acclamations, des considérations économiques doivent en partie expliquer cette abstention.

Sans doute même faut-il observer que la Bourgogne manquait en 1588 de ce stimulant essentiel des révoltes populaires : la disette. Elle avait aidé à Paris les meneurs du 12 mai. Dans le gouvernement de Mayenne, malgré certaines persistances locales de la cherté, le printemps et l'été de 1588 répandaient le baume d'une accalmie sur les épreuves passées : le blé de cette année-là, constatait Mayenne lui-même, était « Dieu mercy... en grande abondance ⁴ ». Et, en cela, la faim ne tenait pas les promesses qu'elle semblait, l'an d'avant, avoir faites à la Ligue.

Enfin et surtout, les villes de Bourgogne ignoraient la furie révolutionnaire. La menue bourgeoisie d'huissiers, de sergents, de maigres procureurs qui derrière les Bussy-Leclerc, avec l'appui de la foule enfiévrée par les arquebusades du 12 mai, s'était jetée à l'assaut des places ⁵, avait pu faire école à Toulouse et, tout près du Duché, à Troyes, où, le 11 juin, des élections révolutionnaires substituaient aux bourgeois du conseil de ville, outre quelques avocats, deux cabaretiers ⁶. En Bourgogne, rien de tel, et aucun rôle

1. P. Cayet, 55. — Mandelot au roi, 28 mai, 27 juin, B.N., fr. 15574, f. 169, 268 ; LYON, BB 122 ; RICHARD, *D'Epinac*, 298-299 ; FOUQUERAY, II, 169. OUVRE (63) pense que Lyon, comme Tours et Poitiers, espérait un séjour de la cour, fructueux pour son commerce.

2. Pas de reg. pour 1588. Mais les faits antérieurs légitiment l'hypothèse.

3. Circulaire des 28-30 mai.

4. Mayenne au marchand Dacier, 8 oct. 1588, B. DIJON, Baudot 46, f. 172 vo.

5. *Délib. du Bureau de la ville de Paris*, IX ; ROBIQUET, II, 363 et s.

6. *Mém. de Jacques Gaches*, éd. Ch. Pradel, Paris, 1879, in-8°, 512. — *Mém. des choses les plus remarquables* ; PRÉVOST, 87-90.

de sauveur de l'ordre pour les émules virtuels des Duranti ou des Harlay. Tout au contraire, ce furent les échevins catholiques, ces suppôts, rivaux à coup sûr des hauts robins, mais, aussi, jaloux de leur autorité bourgeoise et brideurs du peuple trublion, qui interdirent de tels excès. Mais les trublions étaient rares. Troyes, Toulouse, Reims offraient aux « monopoleurs » la force des masses artisanes : à Dijon, peu de petits maîtres, peu de compagnons. Des vigneron plus bavards que puissants ; pas de « caboches ». Des vagabonds, traqués par les chasse-coquins, s'en tinrent à quelques cris, et des « barôzais » échauffés à quelques « assemblées » bruyantes ¹.

Garder la paix sur la voie du cheminement social : on reconnaissait bien à ce souci l'esprit communal bourguignon, — chargé, et peut-être plus qu'ailleurs, de défiance bourgeoise à l'égard du parti des Barricades ². Aux révolutionnaires catholiques, pas de cadres.

II. — LES BARRICADES. L'ACTION DE MAYENNE.

De l'insuccès de Paris, Mayenne tira-t-il profit ? Bourgeois défiants du peuple armé, catholiques défiants du roi, les maîtres des villes étaient sans appui. Il s'offrit.

Il ne fit rien, certes, pour l'autorité du roi que l'invoquer en paroles selon l'usage. Il veilla au contraire à fermer du côté du sud son gouvernement aux réactions royalistes et, par exemple, alla en juin, parer de nouveau, à Mâcon, aux coups éventuels de Lyon ³. Mais il se garda, d'autre part, d'appuyer ouvertement, ou

1. DIJON, B 225, f. 225 et v^o ; B 226, f. 20 v^o, 28, 32 v^o, etc. Dès le 24 mai, « tout » est « tranquil dans lad. ville » ; une « ânerie » est autorisée, et la mairie se gausse des précautions ordonnées par le Parlement (B 225, f. 219 v^o, 220 et v^o).

2. Remarquons en passant que les Bourguignons témoins des Barricades ne semblent pas avoir encouragé en Bourgogne le mouvement guisard. Le jeune Chalonnais Enoch Virey, étudiant en droit, ami du fils d'Achille de Harlay, se flattera plus tard (en vers) d'avoir été de l'escorte qui protégea le président (B. CHALON, ms. 36, f. 160). L'échevin dijonnais Louis de Moisse, chargé d'une mission, écrit, pour expliquer que les « remuemens survenuz » l'ont retardé, une lettre que le résumé du reg. permet de croire tout à fait sèche (DIJON, B 225, f. 215, lettre reçue le 20 mai). Etc.

3. Le greffier Guérin, mandé à Dijon, lui avait, vers le 28 mai, fait rapport sur la situation à Mâcon (MACON, BB 53, f. 98). Il quitta Dijon au début de juin,

même effectivement, le mouvement guisard. C'est pour lui-même, et seulement pour lui-même, qu'il travailla.

Il se soucia de nouer enfin une entente personnelle avec les bourgeoisies communales et les mairies. Préoccupation visible à Mâcon même¹ ; mais plus encore à Dijon : là, il affecta de ne prendre aucune décision importante sans conférence avec le maire, convoqué dès lors au Logis presque chaque jour². Il affecta aussi, à la fin de juin, lors des élections communales, la plus stricte neutralité. Treize avocats ou procureurs, huit marchands ; aucun nom d'homme qui n'eût déjà figuré dans des listes antérieures : la liste échevinale de Dijon pour l'année 1588-1589, établie suivant la cooptation régulière, disait la liberté garantie à l'oligarchie établie. Pas d'élection tumultuaire comme à Paris le 18 mai. Mais aucune élection doctrinaire non plus, sauf une peut-être, celle de Bernard Coussin, avocat. Le mayenniste Bernard ne fut pas échevin. Les six « retenus » de l'an précédent étaient des catholiques d'esprit local. Et c'est La Verne, l'homme des réalistes, qui fut réélu, par une majorité, de 471 voix sur 476 inscrits au registre, ce qui indique bien l'absence de toute concurrence suscitée³. Il en fut de même à Autun, où le vierg Odet de Montagu fut « continué »⁴.

Le vent soufflait aux élections catholiques et la bienveillance libérale de Mayenne avait beau jeu. Mais, au lendemain des élections, il fit plus. Exploitant à fond une occasion offerte par les robins royalistes, il tenta de se lier positivement les corps de ville

s'assura de Vergy, tenu par Bailly, suspect peut-être, à ce moment, de servir Épernon, et arriva à Mâcon le 8 juin au soir (f. 99). On y redoutait une nouvelle entreprise des « huguenots », ou, peut-être, des gens d'Épernon (f. 92 v^o). Pendant cinq jours, logé chez le capitaine de la ville, et choyé par l'échevinage (qui se garda d'ailleurs de lui montrer une lettre du roi rapportée de Chartres par Boton, premier échevin, le 11 juin, f. 99 v^o), il para à la mise en défense et, le 14 juin, laissant ses consignes, les travaux de fortification en train et la garde de nuit assurée par les villageois (f. 110 et s.), il remonta la Saône avec son train sur deux « plates » conduites par le batelier Brigaud (f. 101 v^o).

1. Autorisation d'exportation, de prélèvements de deniers sur la caisse royale pour les travaux, etc. (MACON, BB 53, f. 102).

2. « Bien souvent, tant de jour que de nuyt », dit La Verne le 5 juillet (DIJON, B 226, f. 27 v^o).

3. Pour le choix des échevins : procès-verbaux et listes en tête du reg. B 226, f. 11 et s. Pour l'élection du maire, tout fut régulier : « proclamas » ordinaires (31 mai, 4 juin, DIJON, B 225, f. 225 v^o, 226 v^o). Votes : B 226, f. 2-10. G. Royhier, Michel, Bernard et R. Fleutelot obtinrent chacun 1 ou 2 voix : ces noms annoncent toute l'histoire de la mairie de Dijon pendant la Ligue.

4. ABORD, III, Listes, p. XII.

à la faveur de l'émotion provoquée par l'adversaire commun. On découvrit à la fin de juin que certains parlementaires, à l'instigation du conseiller Pierre Odebert, et, sans doute, du président Baillet de Vaugrenant, à l'époque où la révolte parisienne ne tournait pas encore à la conférence, avaient songé à suppléer Charny défaillant et préparé un plan local de défense contre une éventuelle prise d'armes des ligueurs. Mais Mayenne, publiant une version « faincte et simulée », fit de cette initiative limitée un complot général des « hérétiques » visant à la surprise des places et comportant le dessein de « l'assassigner avec la plupart des habitants ¹ ». Après quoi, exploitant l'alarme, il obtint des échevins de Dijon, Beaune, Mâcon, une prise d'armes contre les prétendus « entrepreneurs » sans risquer de passer pour entreprendre lui-même ². Coup bien conçu : dans les égards ostensibles de Mayenne pour les privilèges, — qu'il ne voulait pas violer en recourant à des garnisons « encore que du régiment qui s'est passé, il s'en soit offert à luy » — ; dans les déclarations inquiètes des magistrats offrant à Mayenne leurs milices, — une solidarité très nette s'affirma contre les officiers « assassins » à la fois du gouverneur et des « habitants ³ ». Le 7 juillet, à Dijon, effusions entre alliés : une procession, une neuvaine fêtèrent la découverte du « complot ». Une série de mesures concertées s'abattit sur l'ensemble de ceux qu'on appelait, fort joliment, les

1. Une seule inculpation formelle : celle d'Odebert (v. ci-ap.). Quelques arrestations provisoires, suivies d'une prompte relaxation (disc. de Mayenne du 30 juillet, ci-ap.). Les royalistes parlèrent d'un complot entièrement « simulé ». — Le serviteur de Jeannin présente ainsi la version mayenniste : « Incontinant après les Barricades fut faite une entreprise sur la personne du duc de Mayenne estant lors à Dijon, par le s^r de Vaugrenant avec quelques ungs serviteurs du Roy désireux de faire ung bon service à Sa Magt^e. Se résolvent de se saisir de la personne dud. duc et luy faire rendre les chasteaux de Dijon et de Beaulne qu'il tenoit et, où il y auroit de la resistance, peult estre passer plus oultre... ». Cf. DIJON, B 226, f. 24. GALMICHE, *B. de Vaugrenant*, ne dit rien du rôle de Vaugrenant en cette affaire ; il confond du reste les faits de 1585 avec ceux de 1588 (118).

2. Mayenne aux éch. de Mâcon, Dijon, 2 juill., DIJON, B 226, f. 24 (30 juin) ; MACON, BB 53, f. 112, *cop.*

3. DIJON, B 226, f. 24. Cf. *ib.*, I, 116. Les compagnies seront aux ordres de Monseigneur et iront « où il luy plaira ordonner » (30 juin). — Convoqué au Palais pour expliquer les armements, La Verne répond par une déclaration hautaine (1^{er} juillet). Mayenne élude les questions de deux députés du Parlement (B 226, f. 25 ; *Reg. Parl.*, III, 228). Noter ce petit texte suggestif du 10 juin : « Sera faict ung registre pour y escrire les entreprises de la Cour et des Comptes » (B 225, f. 228 v^o). Le synchronisme de l'entente avec Mayenne et de cette mesure de guerre des oligarques est suggestif.

« ennemys de Sa Majesté ¹ ». Après quoi, seulement, et pour faire pièce à ceux qui s'étonnaient de tant de bruit autour d'une affaire sans poursuites, un emprisonnement se produisit le 26 juillet, un seul : celui de P. Odebert ².

Affaire minime en son fond. Mais elle fournit un utile prétexte pour justifier auprès du roi certains armements : le baron de Lux fut porter à Henri III un rapport qui ne tarda pas à répandre à la cour le bruit que Mayenne venait d'échapper à un assassinat ³. Et, dans la province même, Mayenne en avait profité pour contrôler ses villes et nouer des intelligences précieuses avec leurs magistrats. De la conscience qu'il eut de ce progrès, un acte exceptionnel dans sa carrière de gouverneur, un discours public, porte témoignage. Le 30 juillet, à la maison de ville de Dijon, en présence de « la pluspart des habitans », il proclama son accord complet avec les maire et échevins, sans l'approbation de qui il déclarait n'avoir rien fait, qu'il avait « laissé le tout gouverner prudemment comm'ilz ont fait » et qu'il remerciait hautement,

les priant de continuer pour le service de Dieu, du Roy et de l'estat d'icelle ville, en quoi, de sa part, il ne manquera, toutes occasions se présentans, d'y employer sa vie et celle de ses enfans, ensemble ses moyens, déclarant qu'il ne chérit moins iceux habitans que sesdits enfans...

Et l'on croit deviner le ton bonhomme, caractéristique de sa manière, dont usa Mayenne en prononçant les paroles que le secrétaire Martin résume ainsi. « ...Quoy faict », ajoute le procès-verbal, le maire protesta du dévouement de Dijon pour le roi et pour Monseigneur, à qui « la ville a tant d'obligation qu'elle ne pourroit jamais s'en acquitter » et à qui, aussi, chacun des habitants promet

1. DIJON, B 226, f. 29-30. Épuration des dizaines ; « recherche générale » des suspects ; enquêtes ; etc.

2. *Reg. Parl.*, III, 231.

3. Mayenne au sec. d'État Brulart, Dijon, 15 juill. 1588, B.N., fr. 3380, f. 55. Brulart jugera de « la meschanceté de ces entrepreneurs, desquels je me fusse déjà assez peu venger, sans le respect que j'ay à Sa Majesté et à sa justice, me promettant qu'elle ne me la desniera, comme je l'en supplie... ». — L'amb. florentin croit à un grand complot homicide (Cavriana a Serguidi, Paris, 26 juil., *Nég. avec la Toscane*, IV, 802). Serait-ce effet de choc en retour et bruit venu de la cour : le 29 juillet, on dit à Dijon, de nouveau, que 2.000 hommes veulent surprendre la ville et tuer Mayenne, B 226, f. 48. — Mais le roi ne désavoua pas ses vrais serviteurs. Il a répondu, écrit Lux à Mayenne, « que si aucuns de ses bons serviteurs avoient fait quelque desseing sur quelques unes des places de vostre gouvernement, que vous ne le devies trouver mauvais, veu ce que l'on faisoit sur les siennes... » (Chartres, 6 août 1588, B.N., fr. 17281, f. 167, *cop.*).

de donner « sa vie » pour « exécuter ce qu'il luy plaira commander ¹ ». — Pour qui savait entendre le langage enveloppé de ce temps de ligue, c'était une entente à mots pesés qui se déclarait là devant un peuple assemblé.

A l'aventure révolutionnaire, les oligarques préféraient l'accord avec Mayenne.

III. — LE SERMENT D'UNION.

Il était grand temps de cueillir ce fruit provincial des Barricades. La paix de Guise était faite. L'édit de Rouen, enregistré le 21 juillet au Parlement de Paris, parvenait bientôt aux bailliages d'Auxerre et de Mâcon. Le Parlement de Dijon l'enregistrait à son tour le 2 août et en faisait tenir aussitôt les expéditions aux bailliages de son propre ressort, qu'il chargeait de recevoir, des gentilshommes et des officiers du roi, le serment exigé par l'Édit, puis de veiller à sa prestation par les habitants des villes et paroisses ². Le lendemain, l'artillerie tonnait au rempart, les hautbois jouaient, et, dans le soir de cette journée d'été, des folières s'allumaient, fêtant l'union catholique restaurée ³.

Mais le serment fut prêté dans l'ensemble de la province avec un empressement inégal. Mayenne lui-même, avec les officiers du Parlement en avait signé la formule dès le 2 août ⁴. Les bailliages s'exécutèrent ensuite ⁵. Les clergés urbains signèrent dans leurs « chambres » ; les communautés religieuses dans leurs couvents, la plupart entre le 8 et le 30 août. Les gentilshommes furent convoqués aux sièges des bailliages ⁶. Les villes jurèrent à des dates très va-

1. DIJON, B 226, f. 48 v^o et s. (un extrait dans B 9, n^o 18).

2. C.-D'OR, B 12085, f. 143 ; B.N., Moreau 804, f. 96, procès-verbal de l'enr. au Parlement ; — B.N., Moreau 808, f. 27, expédition du bailliage de Dijon. Texte dans les *Mém. de la Ligue*, II, 368.

3. DIJON, B 226, f. 51 (copie de l'édit dans B 9, n^o 19). *Te Deum* à la Sainte-Chapelle, en présence de Mayenne. Feux sur la place de la Sainte-Chapelle (« une belle folière où estoit eslevée la Sainte Foy ») et sur la tour ducale (Pépin, 42 ; B 226, f. 61 v^o ; M 124, f. 205 : 39 écus payés pour les folières).

4. C.-D'OR, B 12085, f. 143 : signatures de Mayenne et des gens du Parlement. Procès-verbal au fonds Moreau 804, f. 96, aussi signé. Cf. *Reg. Parl.*, III, 270.

5. B.N., Moreau 808, f. 32 v^o - 35 : pr.-verb. de Dijon (9 août), orig.

6. MACON, EE 51 (serment des séculiers). Le serment des chanoines de Saint-Etienne de Dijon a été publié par LOUTCHITZKY, *Doc. inéd.*, 229 et s. — Pour les gentilshommes : C.-D'OR, B 5185 (Mâconnais).

riables, les grandes dès le milieu d'août, d'autres plus petites et moins à la portée des officiers du bailliage qui venaient présider la cérémonie, en septembre, ou même en octobre seulement¹.

Les mairies alliées à Mayenne s'exécutèrent avec empressement. A Dijon, où la cérémonie se déroula dans l'atmosphère équivoque du complot, cette réconciliation des adversaires de la veille, cette « conjonction et unité » que le vicomte-maieur proclamait « durable à jamais » fut sévèrement contrôlée. On avait acheté un imposant registre où fut gravée la date de 1588. Le 5 août, la Chambre de ville reçut du bailliage la copie de l'Édit. Le 6, messe du Saint-Esprit à la Sainte-Chapelle, exhortation du maire, serment des échevins agenouillés devant l'autel, et second discours de La Verne, invitant les assistants à dénoncer désormais toutes les infractions au nouvel acte fondamental. Puis, du 9 au 19 août, dans la grande salle de l'hôtel de ville, les habitants mâles chefs de feux des sept paroisses, — anciens huguenots et futurs navarristes aussi bien que catholiques de la Ligue, — bourgeois et petit peuple, jurèrent à genoux, la main sur les évangiles. Auxerre, Avallon, Beaune procédèrent suivant le même esprit².

Malgré ces soins, malgré la cloche qui convoquait et les sergents qui pourchassaient, les non-jureurs furent sans doute assez nombreux. A Dijon, par exemple, 1.005 serments reçus, outre ceux des officiers des cours et bailliage, du corps de ville et des deux clergés,

1. Dijon : 9-29 août (v. ci-ap.) ; — Mâcon : 14-21 août (Mâcon, BB 53, f. 130 v° et s., EE 51) ; — Seurre : 23-24 août (B. Dijon, Baudot 46, Reg. du conseil de ville, f. 152-156 v° : 179 serments dont un peu plus de la moitié avec signatures, les autres émanant d'illettrés) ; — Selongey : 2 oct. (B.N., Moreau 808, f. 42 et s., orig.) ; — Is-sur-Tille : 10 oct. (ib., f. 36-39 : relevé des noms, f. 39-40 : signatures).

2. Achat d'« ung livre relié couvert de peau verte », payé 50 sols au lib. Jean Desplanches (Dijon, B 226, f. 53 v°). C'est le registre coté B 8. Tous les discours, actes et opérations y sont enregistrés (extr. des délib. ou procès-verbaux orig.). Pour les cérémonies du 6 août (not. disc. de La Verne, maire) : B 226, f. 54 v° et s. et B 8, f. 5-6 v°. Le 9, serment de Notre-Dame : 188 comparants (B 8, f. 7-12) ; — le 11, suite de N.-D. : 74 (f. 12-14 v°) ; — le 12, Saint-Jean : 269 (f. 22-29 v°) ; — le 13, Saint-Michel : 129 (f. 36-40) ; — le 19, Saint-Médard : 81 (f. 48-50 v°) ; — le 25, Saint-Nicolas : 39 (f. 52-53) ; — le 27, Saint-Pierre : 71 (f. 59-61) ; — le 29, Saint-Philibert : 154 (f. 65-69). Au total : 1.005 serments reçus à Dijon, en dehors du corps de ville, des officiers des cours, bailliages et autres corps ou juridictions, et du clergé. — Quelques observations sur ces opérations dans Drouot, *Le serment de fidélité des Dijonnais à Henri IV*, 269-271.

ce chiffre si le registre ne pèche pas par omission — trahit la défaillance de peut-être un millier de « citoyens »¹. L'analyse des listes de jureurs montre que ces défaillants furent surtout des hommes du peuple. Les bourgeois, avocats, procureurs, marchands, — même les protestants les moins repentis, comme Jean-Baptiste Richard ou Henri de Montsanglat, même des antiguisards pros-crits de jadis², — comparurent à peu près tous, et leurs paroisses, les paroisses centrales, sont représentées au registre par des effectifs relativement forts³. Ce sont les paroisses populaires et populeuses, celles dont les listes eussent dû être les plus longues, qui trahissent la réserve la plus nette : pour Saint-Pierre, 71 jureurs enregistrés seulement, et pour Saint-Nicolas, 39. Or, c'étaient là paroisses d'artisans plus encore que de vigneron. La paroisse des vignerons par excellence, Saint-Philibert, paraît, elle, avec ses 154 serments, avoir été déjà beaucoup moins indifférente. Il ne paraît pas invraisemblable qu'une fois de plus, défiants à l'égard d'un édit « catholique » dont se félicitait la mairie, les gens de métier, comme bien des fois déjà depuis le commencement des « troubles », et dans la mesure où l'exercice de leurs métiers mêmes ne fut pas la seule cause de leur absence, aient donné en la circonstance une preuve intéressante de leur indocilité ; — tandis que, plus connus et plus prudents, les bourgeois, même prévenus en l'espèce contre la mairie, s'exécutèrent.

Les abstentions ne paraissent pas avoir été plus nombreuses dans les villes d'esprit neutre. Là, échevins et officiers du roi éveillaient chez les « politiques » ou royalistes moins de défiance. Cepen-

1. Le secrétaire a réservé quelques pages destinées sans doute à recevoir les signatures des retardataires. Or, elles sont restées blanches (v. la foliotation indiquée ci-dessus, en note) et le registre de la ville n'indique pas que des séances supplémentaires aient été tenues. — Dijon comptait peut-être de 13 à 15.000 hab. Les registres de la taille (Dijon, s¹^e L) permettent d'évaluer à 3.000 environ le nombre de feux (et non à 1.940 comme le fait le document cité ci-dessus, p. 25, n.).

2. Exemples : Hugues Sambin, Euverd Bredin, Claude Cardinal, Bénigne Bourberain, Jean Hurtault, Bénigne Perruchot, Hugues Maire, Thibaut Malpoy.

3. Saint-Médard ne donne que 81 noms, Saint-Michel que 129 ; mais ces chiffres doivent être tenus pour assez élevés si l'on tient compte du fait que ces deux paroisses étaient celles du monde des parlementaires, gens des Comptes, du bailliage, et des autres corps jurant à part (au total 500 « habitants » ou plus) et que d'ailleurs la densité du peuplement y était moindre que dans les paroisses populaires.

dant le serment ne fut prêté qu'avec une tiédeur visible par une bonne partie des habitants. A Mâcon, par exemple, où, présidant lui-même aux cérémonies de la Maison commune, le lieutenant-général du bailliage, Philibert Barjot, royaliste éprouvé, s'appliquait de son mieux à exécuter l'édit de son roi, que voit-on ? Le dimanche 14 août, assemblée générale par ordonnance de « Messieurs les gens du Roy ». Le bailliage qui, en cette ville, domine le corps échevinal, est là, avec l'« élection » au complet, et les échevins. Mais d'habitants, fort peu : 230 seulement, ce qui révèle « plus de cinq cens deffaillans ¹ ». ...Le lendemain, après annonce d'une amende de deux écus, séance supplémentaire : 180 présents seulement. Barjot s'en fâche : que les deux tiers des manquants de la veille fassent encore défaut, voilà « qui demonstre le peu de devoir, zele et affection que plusieurs ont à l'obeissance de leurs roys et de leurs magistrats ». Le 16, troisième séance : 85 présents. 250 « habitans » environ, sur un total d'un peu plus de 750, n'ont pas encore comparu. Barjot annonce alors que ces réfractaires seront mandés d'office pour se voir condamner à l'amende de 50 écus !... Le 21, quatrième séance : 112 présents. L'amende de 50 écus est appliquée, sauf comparution dans les trois jours... Mais le registre, ensuite, ne dit plus rien de ces réfractaires, au nombre de 130 environ, que l'autorité a sans doute renoncé à contraindre ². — Que conclure ? Qu'à Mâcon, comme à Auxonne, comme à Chalon sans doute aussi ³, toutes les conditions dijonnaises étant là renversées, les hommes du roi brandissant l'édit, ce sont les ligueurs qui ont renâclé ? Rien de moins sûr. Les officiers ligueurs, les Tamisier, les Guérin ne prêchaient pas contre l'édit, assistaient même à la séance du 14 août, et les chanoines ligueurs en faisaient encore plus le bulletin d'une victoire « catholique ». On croit deviner que là, tout comme à Dijon, le serment parut sanctionner un succès de la Ligue. Or, les fils des

1. MACON, BB 53, f. 130 v^o - 134. Lecture de l'édit ; allocution du lieutenant-général ; puis lecture de la formule de serment. Toute l'assistance lève la main. Les articles sont écrits en un rouleau de parchemin où les assistants apposent leurs signatures. Listes au registre.

2. MACON, BB 53, f. 134 v^o - 136, 137-138, 148-149 (listes).

3. AUXONNE, Extraits. Le reg. chalonnais de 1588 fait défaut. Les autres procès-verbaux dont nous avons eu connaissance sont d'une sécheresse qui n'autorise aucune hypothèse utile sur les sentiments des habitants. A Seurre, les noms des hommes du peuple semblent, au registre, relativement peu nombreux (DIJON, Baudot 46, f. 152-156 v^o).

protestants bridés par le maréchal de Tavanès avaient perdu le goût de la révolte sans acquérir celui des applaudissements serviles, et de plus Lyon, fort défiant à l'égard de l'Union nouvelle, trouvait dans le Val de Saône une zone d'influence facile.

Étienne Bernard devait plus tard exalter l'édit de la Sainte-Union, « le plus solennel qui fut oncques, dicté de la bouche du Sainct-Esprit, juré par le feu Roy sur le Corps de Dieu..., passé en Loy fondamentale » ; édit dont « tant de graves sermens, belles promesses et solennelles protestations », sans compter les « resjouyssances publiques ¹ », affirmaient l'importance et dont la violation, imputée au roi, devait mener les ligueurs à la grande levée de 1589. — Et Bernard disait vrai. Mais, en fait, ce grand édit ne souleva pas, en juillet 1588, le peuple de Bourgogne. On le publiait en pleine action mayenniste couverte de « service du roy ». Et son sens même était équivoque : les deux partis criaient victoire...

L'élan de foi que dépeint Bernard, lui-même l'éprouva sans doute : il ressentait les grandes passions. Mais, pour une bonne part des « catholiques » réalistes qui l'entouraient, l'édit de Rouen ne contenait-il pas surtout ces deux choses : la promesse d'un nouveau « repos » et une arme utilisable aux fins pratiques de leurs entreprises locales ? Hors cela, quoi de nouveau ? Henri de Navarre n'avait pas renoncé au royaume. Et dans la province, ni aux cheminement sociaux des bourgeois, ni aux ambitions de Mayenne, l'édit ne pouvait mettre un terme. Les entreprises continuaient ². On le vit aux élections des députés aux États de Blois.

IV. — LA BOURGOGNE AUX ÉTATS DE BLOIS. ÉTIENNE BERNARD.

La paix de Rouen, comme celle de Nemours en 1585, n'était qu'une fausse paix. Dès août 1588, dans les élections aux États, le roi et les princes mettaient de nouveau en ligne toutes leurs forces. Guise, en particulier, se préparait à reprendre avec l'appui du royaume catholique la partie qu'il avait à demi-manquée avec celui

1. *Advis des Estats de Bourgongne aux François...*, réimp. Chevreul, 15.

2. Les Princes répandaient la consigne de ne pas rompre la Ligue « particulière » (Cayet, *Chr. nov*, 62 et s.).

du peuple parisien : « ...Si l'on comance, j'acheveray, plus rudement que je n'ay fait à Paris » ; — et pour « n'estre point le plus faible », il annonçait l'envoi « en toutes les provinces » de « personnes confidentes » chargées de conduire les élections¹. De ces hommes de Guise en Bourgogne, aucune trace précise². De Mayenne, au contraire, l'intervention est certaine. Depuis l'édit, le roi, sans doute en vue de l'éloigner à ce moment de son gouvernement, pressait son départ pour Lyon, base de l'armée du Dauphiné, qu'il devait commander. Mais pour demeurer à Dijon, Mayenne allégua d'abord les suites de l'affaire du complot, puis, le 18 août, de nouveaux prétextes. Le 23 enfin, il promit de partir « dans quatre jours » : il ne s'exécuta que le 7 septembre, les députés bourguignons une fois mis en route³. Il avait pris le temps de surveiller leur élection.

Réunions préparatoires dès la mi-juillet ; assemblées des neuf bailliages entre le 25 juillet et le 10 août⁴. C'était précisément l'époque des serments d'Union : la coïncidence put, déjà, favoriser la Ligue⁵. Quant à la pression de Mayenne, elle se révèle assez clairement⁶. Par exemple dans l'élection du Tiers-État de Dijon.

1. Guise à Mendoza, 5, 21, 23 sept. 1588, dans DE CROZE, II, App. n^{os} XLVI-XLVIII. Cf. la *Sat. Mén.*, 214, qui cite comme « envoyez de ville en ville » : le pr. de Neuilly, La Chapelle-Marteau, Compans, Roland, -Dorléans ; — HENRY, *Ligue en Champ.*, 96 ; ROBQUET, *Hist. de Paris*, II, 26 et s. — Aucune allusion à l'action de Mayenne.

2. Sennecey, qui se fit élire à Chalon, dont il était bailli, était-il, en l'espèce, un des « confidens » dont parle Guise ? Le reg. de Chalon pour 1588 est perdu. PERRY, qui l'a utilisé, dit seulement que tout se passa « fort doucement » dans la réunion où le baron fut élu (*Hist. de Chalon*, 363).

3. Lux à Mayenne, Chartres, 6 août 1588, B.N., fr. 17281, f. 167, *cop.* ; May. à Bellièvre, Dijon, 17 août, fr. 15909, f. 43 ; au roi, Dijon, 18 août, fr. 3380, f. 60 ; à Brulart, m. date, *ib.*, f. 63 ; au roi, Dijon, 23 août, *ib.*, f. 64. — Sur son départ : *ci-ap.* — Sur la pression électorale, v. le *Contr'avis à celui de l'av. Bernard...*, 145.

4. Dès le 1^{er} août, conv. des États provinciaux (pour le 20) : les députés élus pour Blois doivent y assister (C.-D'OR, C 3069 ; conv. impr. reçue à Mâcon le 10, MACON AA 7, n^o 19 ; lue le 12, BB 53, f. 129 ; ex. de S.-J.-de-Losne à la B. de la Soc. éd. à Autun). L'ouverture des États de Blois avait été prévue d'abord pour août (600 commissions portant cette date furent imprimées par Pierre Vatard, à Auxerre : C.-D'OR, B 2265, f. 70 v^o). — Assemb. des bailliages : Châtillon le 25 juil. (CHATILLON, carton Ligue, n^o 4) ; Dijon le 1^{er} août (DIJ., B 226, à la date) ; Autun, le 2 (ABORD, II, 5-7) ; Mâcon le 2 (S.-ET-L., C 469) ; Chalon le 10 (PERRY 364).

5. A Mâcon, élections le 2 août, serment le 14 (BB 53, f. 124 v^o, 127).

6. Dans les faits plus que dans les textes. Les lettres de Mayenne aux villes concernant les élections ne semblent pas particulièrement suggestives. Elisez,

Pour des raisons qui échappent, sans doute pour ne pas quitter sa ville où il localisait en ce temps ses calculs d'intérêts¹, le maire La Verne déclina l'honneur d'aller à Blois, que paraissait lui attribuer l'usage. Mais un autre usage — à Dijon du moins, — c'était d'envoyer à l'assemblée du bailliage les hommes mêmes qu'on entendait proposer à son vote, et que l'autorité de la grande ville d'ordinaire suffisait à imposer aux petites. En ce sens, ce furent les avocats Jean Prévost et Bernard Coussin qui furent les députés de Blois choisis par la Chambre de ville dijonnaise. Elle désigna, en effet, ces deux échevins, « retenus » de 1587, bons oligarques, le 31 juillet, pour la représenter à l'élection du 1^{er} août. Mais ce jour-là, à l'abbaye Saint-Étienne, un coup de surprise : Prévost, grand ami de La Verne, est écarté. Étienne Bernard, mayenniste et homme de « doctrine », lui est substitué par l'ensemble des villes du bailliage. Fait obscur ? La suite l'éclaire, Le 19, il faut nommer les députés de la ville aux États provinciaux. Le maire, honnêtement, propose Coussin et Bernard : des précédents encore ici, dictent le choix. Mais alors des protestations s'élèvent contre la désignation de Bernard : une réaction s'affirme à cette occasion à l'égard d'une élection qui a été imposée contre la volonté de la Chambre et Prévost revendique ce qu'il dit son droit. Il faut remettre la désignation au lendemain, savoir si les autres villes ont nommé pour Dijon quelque autre député que pour Blois. Le 20 au matin, Bernard est désigné et Prévost « s'en porte appelant² ». Mayenne ; à n'en pas douter — ou Jeannin — est passé par là.

En d'autres cas, où les candidats ligueurs furent écartés, on voit du moins, comme à Mâcon, employer des arguments dont l'uni-

écrit-il aux Mâconnais par exemple, des députés « qui soient fort catholiques et sans aucune suspicion d'herésie... Je vous en scauray très grand gré... » (Dijon, 16 juil., BB 53, f. 123 v^o, *cop.*).

1. Sur l'esprit du personnage et sa conception de ses intérêts : ci-dessus, Intr., § 6 (« Deux esprits ») et ci-ap., ch. VII, § iv.

2. DIJON, B 226, f. 49 v^o, 59 v^o, 60 v^o. — Le 23 août, remise des pouvoirs. Il est alors bien spécifié que Coussin, remplaçant le maire à Blois, y sera seul chargé des affaires de la ville pendantes à la cour : « Sera passé procuration à M. Coussin par la ville comme député..., et à monsieur Bernard », f. 61 v^o. Cf. A 1 bis). Le 2 sept., lorsque Bernard vient saluer la Chambre et lui offrir ses services, le maire le remercie, mais lui demande seulement de seconder Coussin. Les deux « esprits » s'affrontaient. A Blois, la Bourgogne et Dijon, en fait, c'est Bernard ; à Dijon même, c'est Coussin et non Bernard, soutenu par Mayenne.

formité semble résulter d'un mot d'ordre : contre Barjot, lieutenant-général, royaliste, le sieur Vaillant, procureur d'office de Cluny, fit longuement valoir son titre de « député triennal » aux États particuliers du Mâconnais ; dans la salle voisine, chez les nobles, le s^r d'Anglure agit de même contre le s^r de Sivignon¹. Et, ailleurs, c'est, au contraire, au mépris de précédents locaux que le candidat de Mayenne fut élu : tel Edme Rémond, que les Châtillonnais réputaient inéligible comme lieutenant-général et dont le choix leur parut dicté². Les élections bourguignonnes peuvent donc justifier pour leur part la phrase de la *Satyre* : « ...Vous vous promettiez faire tout passer à votre fantaisie par le moyen des brigues que vous fistes à l'élection des députés des provinces³ ». La liste des députés bourguignons aux États de Blois démontre cependant que le parti du roi, ou de la Ligue du Roi, dans les trois ordres, s'était défendu.

Le groupe du clergé, élu surtout sous l'influence des quatre chapitres cathédraux, comprenait, sur 11 députés, 6 chanoines : 3 d'Autun (dont 1, Antoine Borenet, élu en Auxois comme prieur de Glanon), 1 de Mâcon, 1 d'Auxerre, 1 de Langres (élu à Bar-sur-Seine). Parmi eux, le doyen Sébastien Le Royer, d'Auxerre, le chantre Ant. de Laubespain, de Mâcon, le doyen Guy de La Tournelle, d'Autun, représentaient l'esprit ligueur, mais les autres, du moins à cette date, paraissaient plus attachés à la défense des privilèges de leur ordre qu'au service des Princes. Un signe des progrès de la Ligue était l'exclusion des évêques Amyot d'Auxerre, Alamanni de Mâcon⁴. Mais le royaliste Pontus de Tyard, à Chalon, avait été élu par son clergé. Deux abbés : celui de Cîteaux, Edme de La Croix, grand ligueur, mais aussi celui de Saint-Seine, Gilbert de Beaufort, enclin au service de S. M. Un moine de Cluny, dom Antoine Georges, représentait l'oncle de Mayenne, l'abbé Claude de Guise, dont il était le « procureur et vicaire-général⁵ ».

1. MACON, BB 55, f. 64 v^o. « Longue contestation », dit aussi le reg. BB 53, f. 127 v^o.

2. Ils adressent une protestation au Parlement, qui, le 14 août, les déboute (CHATILLON, cart. Ligue, n^o 4). Cf. LAPÉROUSE, *Hist. de Châtillon*, 338, et BAUDOUIN, II, 308.

3. « Harangue de M. d'Aubray », 214.

4. L'évêque nommé d'Autun, Saulnier, n'avait pas encore pris possession.

5. Listes dans MAYER, *Etats génér.*, XIV, 307-310 ; BAUDOUIN, II, 312 ; Dom PLANCHER, IV, *Pr.* n^o CCCXIII ; etc. Sur ces députés, v. ABORD, II, ch. I ; LEBEUF, *Mém.*, I, 744 ; II, *Pr.*, 225 ; et se reporter à notre Index.

Parmi les gentilshommes, Mayenne avait fait élire son correspondant à la cour, le baron de Lux, mais à Dijon, bien qu'il fût gouverneur de Chalon, car, à Chalon, il avait fallu céder le pas à Sennecey, bailli du lieu. D'autres ligueurs mayennistes plus éprouvés étaient le député de l'Auxois : Jean de Damas, s^r de Villiers, l'un des hommes de confiance du duc en 1585, et élu de la noblesse aux États locaux ; celui de Bar-sur-Seine : le bailli Claude de Lénoncourt, s^r de Loches ; celui d'Autun : François de Rabutin, s^r de La Vault ; Jean de Foissy, s^r de Chamesson. La clientèle du gouverneur, si troublée qu'elle fût, semblait donc, parmi les nobles, avoir dominé les élections. Un gentilhomme ordinaire de la Chambre du roi suspect à la Ligue, Jacques de La Guiche, s^r de Sivignon, avait cependant été choisi par le Mâconnais, mais à l'issue de discussions violentes au cours desquelles les deux partis, « sans la prudence de Monsieur de Mandelot..., mettoient la main aux armes ¹... » On saisit là l'intervention de Lyon royaliste et l'action du roi contre celle de Mayenne.

Le Tiers, où triomphaient, comme en 1576, les officiers des bailliages, — 1 bailli, 5 lieutenants-généraux, 1 avocat du roi, 1 procureur du roi, au total 11 (sur 17 députés), — une majorité de ligueurs s'affirmait assez nettement cependant. Trois des villes principales, Dijon, Autun (Odet de Montagu, lieutenant-général, et l'avocat Philibert Venot), Auxerre (l'avocat du roi Jean Naudet et le juge-consul Joseph Lemuet) avaient des députations mayennistes. En Charollais, au comté de Bar, représentants dociles. Trois bailliages se signalaient dans l'opposition aux Princes : l'Auxois avec Claude Bretagne, de Semur, accompagné d'un Jean Guillaume, avocat à Arnay-le-Duc, lui-même ligueur fort rétif ; et surtout le Chalonnais et le Mâconnais : le lieutenant général Barjot, élu à Mâcon, était l'antagoniste local des mayennistes ; — François de Thésut, conseiller au bailliage, et Salomon Clerguet, avocat, comptaient parmi les « politiques » de Chalon, et le titre accessoire de l'un d'eux, Clerguet, « bailli de l'évêché ² », avertit qu'outre l'esprit local, si défiant d'ordinaire à l'égard du mouvement

1. MACON, BB 55, f. 64 v^o, cf. S.-ET-L., C 469. — Sur ces gentilshommes, v. les ouvrages déjà cités pour le clergé et notre Index des noms ; en outre : BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La noblesse aux Etats de Bourg.*, 15 et s.

2. Sur ces divers personnages, v. notre Index.

ligueur, l'action personnelle de l'évêque P. de Tyard, fidèle agent du roi, avait dû se faire sentir à l'assemblée de bailliage ¹. Chalon, une fois de plus, échappait à Mayenne.

Mauvaises élections à Chalon, médiocres à Mâcon : les bailliages de Saône confirmaient leur indépendance ². Ailleurs, élections meilleures, quoique variables : encore indécises en Auxois ; mais assez bonnes à la Montagne et en Charollais ; bonnes à Autun, à Bar-sur-Seine ; très bonnes à Auxerre et à Dijon ³. — Le bulletin d'ensemble, — quelque réserve que comporte son examen critique ⁴, — pouvait, en somme, rassurer Mayenne et Jeannin. Leur victoire n'était pas un triomphe. Les bourgeoisies communales ne triomphaient pas non plus. Cependant les ligueurs avaient conquis finalement la majorité numérique dans chacun des trois ordres. La Bourgogne s'inscrivait au nombre des provinces guisardes.

Restait d'ailleurs un recours et un contrôle : les États provinciaux, convoqués pour le 20 août à Dijon ⁵. Mais leur courte session spéciale de trois jours, tenue à l'abbaye Saint-Etienne, consacra ces élections et ajouta seulement aux articles des cahiers de bailliage ⁶ les « remontrances » du pays. L'esprit ligueur n'y éclata pas

1. PERRY, qui a vu le reg. chalonnais de 1588, aujourd'hui perdu, note qu'il y eut pour cette élection une compétition fort chaude (*Hist. de Chalon*, 364). Le lendemain de l'élection, les ligueurs, le lieutenant criminel Bernardon en tête, tentent de réunir une nouvelle assemblée. Mais Thésut et Clerguet adressent requête au lieutenant général Montholon. Mayenne, sollicité, renvoie l'affaire aux États provinciaux. Tyard et Sennecey appuient les élus auprès du duc. Les États les confirment. Sur les détails, *loc. cit.*

2. Chalon : — Clergé : 1 royaliste ; Noblesse : 1 guisard ; Tiers : 2 royalistes ; — Mâcon : — Clergé : 2 ligueurs ; Noblesse : 1 royaliste ; Tiers : 1 royaliste.

3. Auxois : — Clergé : 1 indécis ; Noblesse : 1 bon mayenniste ; Tiers : 1 ligueur modéré et 1 suspect. — Ailleurs, les députés semblent plus ou moins dociles au parti guisard. Mais les tendances des députés charollais du Tiers, Gérard Saulnier, lieutenant-général au bailliage, et Cl. Maleteste, avocat, nous échappent à peu près entièrement.

4. Par exemple, pour classer ces députés, il faut, en partie, inférer de leur attitude de 1589 et années suivantes, à leur opinion de 1588, époque où les positions sont beaucoup moins nettes.

5. Lettre du roi, Rouen, 10 juil. (C.-d'Or, C 3069, f. 242). C'est Mayenne qui avait fixé la date du 20 août (f. 242 v°). 400 lettres de convocations sont imprimées par J. Desplanches (f. 243 v°). Au chapitre de Beaune, le doyen est désigné dès le 1^{er} août pour aller à la tenue de Dijon (C.-d'Or, G 2508, f. 229 v°).

6. Signalons l'intéressante documentation que fournit le reg. de MACON, BB 53, f. 124-139, sur la procédure de l'établissement d'un cahier de bailliage. BAUDOUIN passe en revue (309-311) un certain nombre de cahiers (CHATILLON, cart. Ligue, n° 4 ; Nuits, B 1 ; Arnay-le-Duc). Ajouter MACON, BB 53, f. 139-147 v°. Nous ne nous attarderons pas à ces doléances. Elles insistaient lourdement, comme les remontrances des États, sur les griefs fiscaux (avec argu-

et même dans le discours d'ouverture de Mayenne ne s'exprima que par des nuances ¹.

Dès le 23, les députés de Dijon avaient reçu leurs pouvoirs. Le 3 septembre, Coussin et Bernard étaient partis. De son côté, Mayenne quittait Dijon le 7, son devoir de ligueur accompli, et l'Édit exploité au mieux. Devant lui une partie des contingents de l'armée royale venait de descendre la Saône en bateau. Il semblait qu'il dût, pour un temps, oublier son gouvernement, où, d'ailleurs, il laissait Jeannin. Cependant, il en sortit sans hâte. Le 11, seulement, il arrivait, par eau, à Mâcon ². Peu après, il était à Lyon.

Aux États de Blois, la Bourgogne, première pairie de France, rangée par la préséance immédiatement derrière Paris ³, tint large place. Ses députés les plus effacés, ceux qui apportaient surtout aux grandes assises du royaume les griefs de leurs mandants, ligueurs de clocher, et même ligueurs royaux couverts par l'Édit, s'y joignirent avec ardeur à la masse des mécontents qui s'attaquait aux abus fiscaux : Coussin, de Dijon, Thésut, de Chalon, se signalèrent dans les clameurs et les démarches du Tiers concernant la « décharge des

ments et chiffres). Elles demandaient avec une vigueur inégale la punition des hérétiques (les États provinciaux plus nettement : C 3069, f. 250) ; etc. Rien en somme d'exceptionnel. Le programme tracé par le Bourguignon Lazare Coqueley (v. son *Advis*, publ. par RADOUANT, *G. du Vair*, App. I) exprime, avec le talent en plus, les aspirations moyennes de nos bailliages ligueurs (abandon de l'absolutisme, économies au dépens des favoris, liberté « honneste et françoise », etc.). Les États demandaient de plus quelques créations utiles : celle des postes aux chevaux, notamment (f. 250). En outre, à leur tenue de 1587, ils avaient si fortement posé la question des offices nouveaux, charge du peuple, et des pratiques oppressives de la royauté comme les anoblissements intempestifs qui chargeaient de plus en plus le « faix » des payeurs de taille (C 3069, f. 167 v° et s.), qu'on ne peut guère douter que là ne fût la source des passages si ardents consacrés à ces questions par Bernard dans ses discours de Blois.

1. Sur ces divers faits, *ib.*, f. 244 et s. C'est P. de Tyard, comme élu du Clergé, qui répond à Mayenne (le résumé de son discours n'a pas été relevé). — Nous passons sous silence diverses « réquisitions » et plaintes ou différends concernant les élections, notamment celle du Tiers de Chalon, dont il a été question plus haut. Notons seulement une protestation contre le choix d'officiers du roi comme députés du Tiers aux États généraux.

2. Dans l'ordre : DIJON, B 226, f. 61 v° ; B.N., fr. 7522, p. 1 (Journ. de Bernard) ; PÉPIN, 42 ; MACON, BB 53, f. 169 (passage du régiment de « Pontonnat ») ; f. 171. — La Bourgogne, — ordre du roi aux élus, — doit fournir 400 pionniers à l'armée de Lyon (C.-D'OR, C 3351, n° 20).

3. Il y eut un conflit à ce sujet avec l'Île-de-France. Mais le roi le trancha en faveur de la Bourgogne (ROBIQUET, II, 445).

subsidés » : l'esprit de 1578 continuait là ¹. Mais la Bourgogne de Mayenne, à Blois, se signala surtout par ses ligueurs doctrinaires, ouverts aux idées de refonte générale. Le baron de Sennecey, d'abord, qui présida la Noblesse et fut l'un de ses orateurs, catholique déclaré qui, sans rompre avec le roi, lui signifia, le 16 octobre, les volontés des gentilshommes ligueurs : « extirpation de l'hérésie » et réforme de l'État ². Au Clergé, Edme de la Croix, abbé de Cîteaux, prêcha la guerre immédiate à Henri de Navarre et se classa, ce faisant, parmi les champions des réguliers, en face du parti des évêques, indulgent pour Henri III, en face de Pontus de Tyard, vedette de la Bourgogne royaliste, qui parla presque seul, « contre le demeurant du clergé », du respect dû à la majesté des rois ³. Au Tiers, se distingua Etienne Bernard.

On ne voit pas, dès l'abord, quels titres acquis poussèrent ce petit avocat dijonnais au premier plan d'une assemblée où les hommes connus ne manquaient pas. Parmi les Bourguignons eux-mêmes, il n'occupait qu'un rang assez modeste, celui de second député de Dijon. Il n'était ni maire, ni échevin ; il n'avait rien publié encore qui comptât, et n'avait que 37 ans. A côté des Bodin, des Versoris, du président de Neuilly, du prévôt des marchands La Chapelle-Marteau, il aurait bien pu ne faire que petite figure. Mais il avait sans doute l'appui de quelques personnages importants comme l'archevêque P. d'Épinac ⁴ ; sans doute aussi la recommandation de Mayenne, dont il était l'élu. Il avait surtout son talent de parole, qui le fit désigner lorsque la Bourgogne eut à fournir l'orateur du Tiers.

On ne peut le dire penseur original : ses discours de Blois, ses *Advis* ligueurs de 1589-1590 ne contiennent, en somme, aucune grande idée personnelle et neuve. Mais il lisait ⁵ et s'assimilait bien

1. Participation à la séance du 25 nov. : BAUDOUIN, II, 331, 333. Cf. B.N., fr. 3964 : « Procès-verbal et memoires des propositions et deliberations faites en l'assemblée generale des États généraux..., escrit de la main de M. de Thesut, conseiller au bailliage de Chalon..., l'un des deputés par ladite ville... »

2. Discours de Sennecey dans les *Mém. de la Ligue*, III. — Lux, lui, louvoya, cherchant un rôle personnel : *Journal de Bernard*, pass. ; BAUDOUIN, II, 331, 335.

3. Et. Pasquier, cité par JEANDET, *P. de Tyard*, 63 ; cf. BAUDOUIN, II, 328.

4. Avec qui il avait été déjà en relations, d'après RICHARD, *P. d'Épinac*, 326, n. 2 (sans réf.). Aux États, relations suivies (*ib.*, et *Journal de Bernard*, pass.).

5. Divers exemplaires de manifestes et libelles ligueurs de la période 1589-1594, passés de la bibliothèque des Jésuites à la bibliothèque de Dijon, portent, comme *ex-libris*, son nom écrit de sa propre main.

les idées des autres, puis les exposait avec une chaleur qui était à lui. C'était un orateur de son temps, abondant en lourdes métaphores, en exemples bibliques, mais clair et pressant dans la dialectique. Son emphase devait plaire, et sa conviction faire effet. A voir son visage émacié et sévère dans l'encadrement d'une barbe longue, mais, au bas, coupée net, son regard profond et posé, sous un beau front couronné de cheveux drus ¹, on lui prêterait volontiers, bien qu'aucun témoignage écrit ne nous en parle, une voix grave et ardente ². Parmi les petits mérites enflés qui peuplaient son milieu provincial, son talent tranchait à son avantage. On pouvait de plus admirer sa vertu et sa volonté laborieuse. Enfin, cet ardent n'était pas un violent. Réformateur décidé, oui, et, en 1588, tout animé par les sentiments de sa classe, celle des avocats travailleurs et savants, contre les privilèges des « bourses bien garnies », adversaire résolu des présidents et conseillers incapables qu'il fustige dans son grand discours du 16 octobre, nettement opposé à la multiplication de ces offices de judicature attribués aux « plus offrant et derniers enchérisseurs » ³ : homme de cette bourgeoisie seconde qui lance souvent les révolutions. Et catholique passionné ⁴. Mais la manière digne et posée de ce Dijonnais défiant du populaire contraste évidemment avec la fièvre des députés parisiens. Dès sa harangue du 16 octobre, il fut à Blois le porte-parole des ligueurs provinciaux décidés qui ne coupaient cependant pas les ponts. Il était — et devait rester — l'homme de l'Édit d'Union « dicté de la bouche du Saint Esprit, juré... sur le corps de Dieu » ⁵ ; il sommait le roi, avec netteté, de l'appliquer entièrement ; il excluait passionnément Navarre du trône ; il acceptait, après le 23 décembre, le rôle de chef que l'arrestation des Parisiens laissait vacant, prenait l'initiative de proposer l'escorte des proscrits par le Tiers et le refus de délibérer avec le Conseil. Et cependant, même à cette heure tragique, à la veille de retourner dans sa Bourgogne insurgée, auprès de Mayenne devenu chef de

1. V. la gravure de Roussel, reproduite en tête de SIMONNET, *Et. Bernard*, et de CHEVREUL, *Pièces sur la Ligue*, 2^e s¹⁶.

2. FEBVRET, *De claris oratoribus* ; SIMONNET, 3, 16-18. Rien dans les chroniques sur cette éloquence.

3. *Journal de Bernard*, 497-505.

4. Cela ressort en particulier de sa correspondance publique (*Corr.*, II) et privée (B. DU SÉMINAIRE DE LANGRES, papiers de Théodecte Tabourot, lettres de Bernard à sa fille et à son gendre Guill. Tabourot).

5. V. son *Advis aux François*, 15.

révolution, il conservait une mesure que la crainte des sanctions royales ne peut suffire à expliquer et, dans son discours final du 15 janvier 1589, qui fut tenu pour un morceau de maître, il saluait encore le roi sacré et légitime, reconnaissant sa dévotion, ses intentions de justice, ne déplorant que sa faiblesse et ses mauvais conseillers, sans indiquer par le moindre mot qu'il allait au devant du prochain arrêt de la Sorbonne : l'annulation du serment de fidélité ¹. La Bourgogne ligueuse, mais fidèle à la monarchie, s'exprimait encore en lui.

On comprend qu'Henri III, dont les jugements quant aux hommes passent pour pénétrants, l'ait ménagé, et l'ait flatté en lui disant, comme Bernard lui-même le note en son journal, « qu'il l'aimoit et l'honorait » et ne le laisserait pas longtemps simple avocat en Bourgogne. Le roi, et Guise, tentèrent en même temps de s'assurer le dévouement de l'orateur du Tiers. Bien plus qu'aux hommes des Barricades, c'est à ce Bourguignon et, par convenance, à Bernard Coussin, premier délégué du Tiers de la première pairie, — que l'un et l'autre s'adressaient, à la fin de novembre et en décembre, en vue de préparer le vote de nouveaux subsides. Et c'est au point que « l'honneur qu'on leur faisoit... donnoit occasion à ceux qui ne savoient l'intégrité des deux députés d'en entrer en quelque doute ² ».

Mieux valait, certes, pour la Bourgogne catholique, et pour Mayenne, Etienne Bernard, député, qu'un Jean Prévost. Mais de tant de talent, quel bénéfice allaient tirer ce prince, cette province qui, impatiemment, attendaient ?

1. Sur ces faits et cette attitude : MAYER, XV, 94-96 ; PICOT, III, 427.

2. 27 nov. : audience royale où Henri III s'ouvre aux deux Dijonnais de sa résolution de réduire sa « maison » au « petit pied » ; — 28 nov. : souper avec le duc et quelques privilégiés, où Guise s'essaye à gagner ces dirigeants à la modération ; — 29 nov. : réunion encore, en très petit comité, chez Guise ; — 30 nov. : nouvelle convocation des deux Bourguignons par le roi, qui leur expose son dévouement. — Bernard et Coussin, craignant d'être compromis par ces égards intéressés, refusent, le 5 déc., de se rendre à une nouvelle convocation du roi. Ils demeurent fermes, opposent au roi la volonté des États et les besoins du peuple. Henri III, s'humiliant à publier sa détresse, obtient, par l'entremise du garde des sceaux qui invite, le 8, Bernard à dîner et « sourit à luy fort chaudement », que l'avocat dijonnais lui amène, le 9, le président de Neuilly. Audience fameuse, où le roi s'attendrit, promet de rendre son État « demi-démocratique » comme Venise... Le Tiers, finalement, accorde 120.000 écus, mais pour le seul entretien des armées. Sur tout cela, v. le *Journal* de Bernard, 61 et s. ; cf. PICOT, III, 401-414 ; BAUDOUIN, II, 331 et s.

V. — MAYENNE A LYON. LA RECHERCHE D'UN LIEUTENANT.

Les Bourguignons n'ouvraient pas sans fièvre les lettres de leurs députés¹. Les rumeurs sur les intentions des partis troublaient également royalistes et ligueurs. La mairie de Dijon, inquiète, sollicitait Charny de venir, durant l'absence de Mayenne, résider dans ses murs². Les gardes, la surveillance des étrangers redoublaient³. Dans l'incertitude commune, les deux bourgeoisies trouvaient une occasion de trêve⁴. Le plat-pays s'animait. Triomphe des Guises ou redressement royal, on allait voir de grands « changements » et la classe engourdie des petits nobles, en Bourgogne comme en Champagne, comme partout sans doute à cette heure, s'éveillait. Ses agents croisaient sur les chemins ceux des villes⁵. L'alarme des mairies se justifiait ainsi en partie par l'effervescence des châteaux.

1. Lettres de Bernard ou de Coussin à Dijon : 26 nov., 29 nov., 5 déc., 27 déc., etc. (DIJON, B 226, f. 115, 116 v^o, 120, 128 v^o) ; de Barjot à Mâcon : 13 déc. (2 lett.) (MACON, BB 53, f. 204) ; etc. — Après la réception des lettres, les échevins ordonnent prières et processions. A Dijon : neuvaines successives dans les couvents et les paroisses (B 226, f. 98, 99, etc.) ; procession de la Sainte-Hostie (18 oct., f. 92 v^o ; cf. M 124, f. 202). A Beaune, nombreuses processions pour les États en nov. et déc. (C.-D'OR, G 2508, f. 246-250).

2. La Ch. de ville de Dijon à Charny, Dijon, s. d., DIJON, B 457, n. 35. On envoie pour cela un échevin à Pagny.

3. Pour Mâcon, p. ex., MACON, BB 53, f. 183, 185 v^o, 201, 207, etc. A Dijon : proclamations du 20 sept. : B 226, f. 76 et v^o ; sanctions contre les délinquants, 22 sept. : *ib.* La rigueur s'accroît à partir du 15 nov. : les éch. et officiers des paroisses iront à la garde en personne durant la tenue des États, et tous les échevins, le 25 nov., prêtent serment « par la levation de leurs mains » de faire exécuter le règlement sévère du 7 sept. (f. 110, 115 v^o). Le même jour, expulsion des étrangers. Le lendemain, disc. du maire : « ...Sy jamais l'oeul a esté ouvert à la seurte de ceste ville..., à present il est plus besoing le faire que ne fust oncques » ; que les éch., « pères du peuple », obtiennent de tous une garde sévère (f. 116). Le 29 nov., mesures de contrôle des rondes de nuit (f. 117) ; etc.

4. A Dijon, aucun engagement sérieux entre cours et ch. de ville. La difficulté qui surgit en oct. au sujet de la participation des officiers à la garde (v. la lett. des éch. à May., 25 oct., citée ci-dessus) n'amène pas grand éclat. Et ceci est peut-être une grâceuseté à retenir : « ...Des premiers deniers qui surviendront pour le pavé, sera pavée la rue devant le Pallaix » (DIJON, B 226, f. 112, 18 nov.).

5. DIJON, B 226, f. 119 (beaucoup de messagers vont « aux champs » sans avertir la mairie, 2 déc.) ; 125 v^o (passage de troupes à cheval sous Dijon, 20 déc.) ; — C.-D'OR, BR 360/52, *pass.* — Comme exemple précis de l'état d'esprit des gentilshommes, v. ci-ap. ce qui concerne la corr. du baron de Fervaques (§ v, 201-202). Sur l'agitation des nobles en Champagne : *Corr.*, n^o 348 ; *Lett. de Dinteville*.

Mayenne, depuis Lyon, contribuait à entretenir cette alerte ¹, particulièrement à Dijon, où s'appliquait un règlement des guets et milices laissé par lui le 7 septembre ², et dont le maire, chargé de surveiller les remuements, était lui-même surveillé par Jeannin. Bernard aux États, mais La Verne maître à Dijon sous le contrôle du duc : des rôles, dès lors, se précisaient ³. Quant au Président, laissé en ce gouvernement dont le gouverneur était absent et le lieutenant en sommeil, il avait ses consignes spéciales. Il observait le Parlement. Il courut, au début de décembre, à Auxonne, que le neutralisme dressait contre les mesures militaires. Il épiait Charny ⁴.

Charny, en fait, ne préparait rien contre Mayenne ⁵. Mais Mayenne préparait, lui, le remplacement éventuel de son vieil ennemi comme lieutenant-général ; et c'est en quoi se trahit chez lui l'idée qui présidait à cette surveillance de la Bourgogne. Un « coup d'etat » s'annonçait à Blois : Mayenne en devait tirer la maîtrise personnelle de son gouvernement, et d'abord l'établissement d'un lieutenant à lui ⁶. Mais, écarté Guillaume de Tavanès, écarté le frère de Charny, François Chabot, s^r de Brion, qui choisir ? Sennecey ? Trop lié encore à Guise. Lux ? Trop lié à la cour, et par des liens trop équivoques. Jean de Tavanès ? Trop brouillon, trop compromis par ses mésaventures d'Auxonne et d'Auxerre. Dès novembre 1588, Mayenne

1. V. not. les lett. des 28 sept. (à Jeannin : « Veiller plus que jamais et ne se fyer en personne... ») ; 5 oct., 7 oct., 16 oct., 16 déc., etc. (B.N., fr. 17281, f. 169 v^o, *cop.* ; *Corr.*, n^o 345 ; MACON, BB 53, f. 177 v^o, *cop.* ; AA 7, n^o 20, 21).

2. DIJON, B 226, f. 70.

3. Sur le progrès évident, et très suggestif, de l'autorité du maire de sept. à déc. 1588, et not. sur son commandement des milices (qui chaque soir envoient les gardes au complet s'assembler devant sa demeure), v. nombre de faits utiles dans B 226 (f. 76-76 v^o, 81 v^o, 95, etc.). Ce branle-bas lasse vite les milices un peu partout. A Auxonne, l'émeute s'annonce (v. ci-ap., en note). A Mâcon, grognements. A Dijon même, des miliciens se dérobent ; les rondes sont négligées ; etc. (DIJON, B 226, f. 125 v^o et s., déc. 1588).

4. *Reg. Parl.*, III ; AUXONNE, reg. 1588 ; Jeannin à Fervaques, Dijon, 14 déc. 1588, *Corr.*, n^o 348.

5. Il ne justifiait son titre de lieutenant que par quelques « avertissements » aux villes, au moins à celle de Mâcon, à laquelle il avait été toujours très attaché (Pagny, 8 oct., 11 déc., MACON, BB 53, f. 181, *cop.* ; AA 6, n^o 128). Il ne dissimulait pas que la « saison » annonçait « beaucoup de divers mouvemens », mais se gardait de toute précision et ne parlait que des coups de mains à redouter à la frontière bressane.

6. Jeannin à Fervaques, 14 déc., *Corr.*, n^o 348. Peut-être Mayenne craignait-il de la part de Charny une brusque démission en faveur de son gendre, le lieutenant en l'absence Guill. de Tavanès, ce fils d'un lieutenant-général.

fit parler à Fervaques. Deux mois avant les assassinats de Blois, il faisait ainsi élection de celui qui devait être en Bourgogne le lieutenant de la grande révolte. Et l'homme vaut un coup d'œil, étant d'un type qui en dit assez long sur ce que pouvait ou devait être le choix du Guise cadet en 1588.

Guillaume de Hautemer, baron de Fervaques, normand de race et de naissance¹, était alors, en Bourgogne, le plus notable parmi ces gentilshommes qui, « retirés en leurs châteaux », guettaient l'approche d'une nouvelle guerre. Vieux capitaine d'abord, qui avait combattu à Dreux et commandé la place de Lisieux². Mais un autre titre le classait. De ceux qui avaient jadis suivi le duc d'Anjou dans ses équipées, aucun survivant plus connu que lui. Grand maître de la maison de « Monsieur » et chef de ses conseils, il avait été depuis 1576 son compagnon d'aventures, son compagnon surtout dans l'expédition des Flandres et à la *Furie* d'Anvers, — et même, depuis 1579, depuis la mort de Bussy d'Amboise, son principal favori, le premier nommé des trois serviteurs personnels que, dans son testament du 8 juin 1584, deux jours avant sa mort, le prince héritier de la couronne avait recommandé au roi son frère. Il avait donc servi une basse politique de

1. Né au château de Fervaques, dioc. de Lisieux, en 1537 ou 1538. Sur la biogr. de ce Normand : *Notice* [anonyme] sur *Guill. de Hautemer, seigneur de Fervaques, maréchal de France*, Lisieux, Tissot, 1824, in-8°, 11-35 ; — Pierre Beaunis, *Tonbeau feu de la mémoire du maréchal de Fervaques*, réimpr. dans un recueil de *Miscellanées* pour la Soc. des Biblioph. norm., par le P. Le Verdier, Rouen, Cagniard, 1892, in-8°. Sur sa famille : DES DIGUÈRES, *Les Rouxel de Médavy-Grancey*, 79-80. Sur le fief de Fervaques : DEMIAU DE CROUZILHAC, *Etude sur Ferv.* (*Mém. Soc. des ant. de Norm.*, XXIV, 368-382). Sur le rôle de Ferv. en Normandie : D'ESTAINTOT, *La Ligue en Norm.*, 118, 162, 252, 256, etc. — La partie bourguignonne de la carrière de Ferv. paraît à peu près complètement inconnue à tous ces auteurs. Et, d'ailleurs, aucune étude critique n'a encore été écrite sur ce personnage.

2. *Notice*, 2 et s. ; DES DIGUÈRES, 82. Après avoir tâté ses chances du côté des protestants et installé un ministre à Lisieux, Ferv. avait, en 1567, tourné casaque, conquis à la bataille de Saint-Denis le collier de l'Ordre et une compagnie d'ordonnance. Il avait ensuite suivi quelque temps le roi de Navarre. Enfin il s'était lié au frère du roi. Sur cette carrière remplie d'épisodes louches, v. les lettres de Ferv. lui-même dans B.N., fr. 15540-15584 ; DECRUE, *Le parti des politiques au lendemain de la Saint-Barthélemy*, 224, 256, 308, etc. ; *Mém. de Nevers*, I, 76 et s. — D'Aubigné narre plusieurs de ses campagnes, et de ses intrigues de cour, sa dénonciation de la fuite du roi de Navarre en fév. 1575 p. ex. (*Mém.*, 27-40, et *Hist. un.*, IV, 240, 244, 250 ; V, 4-5, 8, 10, 14 ; cf. A. GARNIER, *D'Aubigné*, II, 183-188, et, sur ses querelles avec d'Aubigné, *ib.*, 197-198).

duplicité et de trahison : c'était là, on le verra, école dont il avait profité ¹.

Après la disparition du duc d'Anjou, Fervaques était resté au centre de sa clientèle en désarroi, escorté d'un compère normand, Jacques Rouxel, baron de Médavy, qui avait été lui, gentilhomme de la Chambre, puis, en 1573, chambellan ordinaire : vieil ami, dont le fils Pierre, un robuste duelliste de 26 ans, avait épousé, le 22 mai 1588, sa seconde fille Charlotte ; — escorté aussi d'un autre serviteur de Monsieur, recruteur pour lui de compagnies bourguignonnes en 1577, et l'un des chambellans du prince, huguenot ou ancien huguenot, Claude d'Etampes, baron de la Ferté-Imbault, qui avait épousé, dès 1579, une autre des filles de Fervaques, la troisième : Jeanne ².

Ce groupe familial, l'une de ces équipes de gentilshommes qui, en cette année 1584, avaient dû, perdant leur prince, chercher entrée en des partis déjà peuplés, apparut alors en Bourgogne. L'importance des seigneuries que Fervaques avait reçues de sa mère, Anne de la Baume, héritière des Châteauvillain, son comté de Grancey, qui était l'un des plus beaux domaines de l'est du royaume, et plusieurs autres terres ³, district bien groupé autour de Marey et

1. Sur ces titres, notamment celui de lieutenant-général de l'armée de Flandre, et sur son rôle comme tel : B.N., fr. 20614, f. 73 et 81 (état des gages des officiers de la maison de Monsieur, 25 mars 1584) ; *Mém. de Nevers*, I, 577-599 ; P.-L. MULLER et A. DIEGERICK, *Doc. concernant les rel. entre le duc d'Anjou et les Pays-Bas* (1576-1583), La Haye, in-8°, 1889-1898, t. I-IV (III, 143 : lett. de Harenghier à Despruniaux, 1^{er} oct. 1579, signalant que depuis la mort de Bussy, c'est Fervaques qui « gouverne ») ; *Nég. avec la Tosc.*, IV, 249, 344, 356, 364, 401, 403, etc. — Sur sa carrière de favori : Léo MOUTON, *Bussy d'Amboise*, Paris, 1912, in-8° ; et le testament du duc d'Anjou, publ. dans le *Rec. de plaidoyez, harangues et remontrances des plus illustres et fameux politiques de nostre temps*, Paris, 1618, in-8°, 605-614. — Sur la polit. du duc d'Anjou au Pays-Bas, v. en dernier lieu, L. van der ESSEN, *Al. Farnèse*, III.

2. ANSELME, VII, 571, *Notice*, 32, et DES DIGUÈRES, 40, 95, 314. — Sur la carrière de Jacques de Médavy, *ib.*, 35-39, et d'ESTAINOT. — Sur Pierre de Médavy, né en 1562, d'abord capitaine du château d'Argentan (1579), par la grâce du duc d'Anjou, plus tard, à partir de 1590, gouverneur de Verneuil pour la Ligue, puis, en 1594, pour Henri IV ; — sur son mariage, ses 17 enfants, sa richesse : DES DIGUÈRES, 40, 57-77 ; — sur sa femme : *ib.*, 313-325. — Sur l'activité de La Ferté-Imbault en 1577-1579 et en 1589 dans les confins nord-ouest de la Bourg., v. la *Corr. de Dinteville*, 35, 42, 80, etc., et ci-ap., ch. IV, § vi. En 1586, il avait été soupçonné de préparer un coup de main protestant sur Dijon (*Corr.*, II, 103, n.). En 1572, il avait accompagné Mayenne dans son expédition navale (Villegomblain, *Voyage de M. de Mayenne*, à la fin du t. II des *Mém. des troubles*, 6, 28).

3. Anne de La Baume était fille de Marc de La Baume, comte de Montrevel, et — par son mariage avec Anne de Châteauvillain — comte de Grancey. Anne

de Selongey, et aussi la force de son château principal, ce Grancey qui dépendait du gouvernement de Champagne, mais se trouvait enclavé dans celui de Bourgogne, — le classaient dans la noblesse du pays non loin derrière les Tavanés et les Bauffremont. — De plus ses parentés introduisaient notre Normand parmi ces grandes familles. Sa mère était la tante de Françoise de la Baume, la veuve du maréchal Gaspard de Tavanés, et c'était peut-être le maréchal, son cousin par alliance, qui l'avait orienté le premier, jadis, vers le service du duc François ¹. Avec la maréchale, il entretenait un bon cousinage comme avec ses fils, dont l'un pouvait l'aider auprès des Chabot, l'autre auprès de Mayenne ². Au lendemain de la mort du duc d'Anjou, qui le laissait compromis et sans patron, il avait quitté brusquement Château-Thierry, avant les obsèques du prince ³, et s'était isolé dans ses terres.

Peu après, il sondait ses chances. Peut-être, dans l'affaire d'Auxonne, en 1585-1586, avait-il, en dessous, aidé le vicomte de Tavanés et avec lui Mayenne, auprès de qui, d'autre part, il plaçait comme maréchal de camp son gendre Médavy ⁴. Et, cependant, il affectait du côté du roi visage loyal, et gardait contact avec Épernon ⁵. Par une correspondance abondante il entretenait auprès et

de Châteauvillain elle-même descendait des Grancey du moyen-âge (DES DIGUÈRES. 80-81). Passée après Fervaques à son gendre Pierre de Médavy, Grancey restera dans sa descendance jusqu'à 1725. C.-D'OR, E 1243 (reprise de fief pour Selongey par Fervaques, 1564) ; B 10680 (dénombrement de la terre de Créancey, rétrocédée à Fervaques par Lud. d'Adjaceto, fév. 1585) ; B 10683 (reprise de fief de Créancey par L. d'Adjaceto, mai 1587) ; *ibid.* (reprise de fief de Marey-sur-Tille par Fervaques, janv. 1587). En 1611, lorsque le comté de Grancey est érigé en duché, il ne comprend pas moins de 22 terres (cf. DES DIGUÈRES, 92).

1. DES DIGUÈRES, 82. — Anne de La Baume, mariée en premières noces à Pierre d'Aumont et en secondes noces à Jean de Hauteмер, s^r de Ferv., était la sœur de Jean de La Baume, VI^e comte de Montrevel, père de Françoise, mariée en 1546 à Gasp. de Tavanés. Anne et Jean de La Baume étaient les enfants de Marc de La Baume. Sur Anne de La Baume, deuxième fille de Marc : GUICHENON, *Hist. de Bresse* (1650), 3^e p¹², 43. Sur Jean et sa fille Françoise, *ib.*, 47-48.

2. Allusions à ces bonnes relations dans les lettres de Françoise de La Baume à son cousin, écrites en 1589 (*Corr.*, n^o 369). Cf. DROUOT, *Flavigny contre Dijon*, ch. III, § 1.

3. Sur ce départ subreptice, qui avait fait scandale : Villeroy à Matignon, Saint-Maur, 22 juin 1588 (*Lett. de Nic. de Neufville, s. de Villeroy... à Jacques de Matignon*, Montélimar, 1749, in-12, n^o XXXIX).

4. On dit, en mars 1586, qu'il a aidé Tavanés « de jens et d'artillerie » (Ferv. au roi, Grancey, 12 mars 1586, B.N., V^e Colbert 10, f. 69). — Sur la charge de Médavy auprès de May. dans l'armée de Lyon : *Corr.*, n^o 347, et DES DIGUÈRES, 60.

5. Lettre au roi citée, et Ferv. à Bellièvre, mêmes lieu et date, B.N., fr. 15908, f. 165. A la cour, des relations comme celles de Crillon semblent lui avoir servi

au loin des intelligences utiles, gardait amitié avec un marquis de Listenois, un baron de Thianges et d'autres encore, placés auprès de Mayenne et d'Elbeuf¹. Autour de Grancey même, utilisant la situation de ses terres, il était en relations avec des gentils-hommes qui, en décembre 1588, précisément, remuaient dans les environs de Langres et que Jeannin, sachant « l'estroite amitié d'entr'eux », estimait redoutable², et avec un groupe de « serviteurs » que mentionne sa correspondance, tel ce dévoué anonyme qui s'affirmait son « fidel serviteur quelque vent qu'il vente »³ : tout un faisceau d'ambitions solidaires de la sienne propre. Quant à ses relations normandes, un récent voyage en sa baronnie de Fervaques venait, en 1588, de les « rafraîchir ». Relations probables avec le duc de Montpensier, beau-frère de Mayenne ; relations anciennes avec l'amiral de Villars⁴. Entre Normandie et Bourgogne, aussi bien qu'entre Guise et Henri III, le baron pouvait opter le jour venu.

Sans doute, le remarquable intrigant qui attendait sa fortune au centre de ce réseau restait l'image même de cette cour de prince héritier, où de louches espérances avaient, « comme à un soleil levant », attiré naguère tant de « gens sans religion et sans honneur »⁵. Mais si Mayenne ne le liait à lui, c'était un inquiétant ennemi qu'il

(DES DIGUÈRES, 85). Sur les relations avec le duc d'Épernon comme sur ses sondages du côté du roi, v. ci-dessus, p. 174, n. 4.

1. Listenois à Ferv., 11 juill. 1588 (Dijon, B 481, n° 115) ; — Thianges à Ferv., 22 et 27 sept. 1587 (B 458, n° 328 ; B 452, n° 72) ; — pour les rel. avec l'entourage d'Elbeuf : *Corr.*, n° 381. Parmi d'autres relations signalées par la corr. inédite de Ferv. aux Arch. de Dijon, on peut retenir encore le s^r de Vins, le ligueur provençal (Vins à Ferv., « Moley », 23 sept. 1587, B 458, n° 68) et le baron de Lux (C.-d'OR, BII 360/52 : 29 avr. 1589).

2. Jeannin à Ferv., Dijon, 14 déc. 1588, *Corr.*, n° 348.

3. X.J.X.F.J. à Ferv., s. l., 10 déc. 1589, *Corr.*, n° 347. Autres ex. : le s^r de Saulgé, mentionné *ibid.*, et qui est peut-être ce gentilhomme que, suivant la lettre, Fervaques attend à son retour d'Italie ; — et les nomb. correspondants révélés par la corr. saisie en 1589 chez Ferv. (*Corr.*, II).

4. Fait à noter, François de Bourbon, duc de Montpensier, possédait comme Ferv. terres en Normandie et terres en Bourgogne (Aisey-le-Duc, plus des droits étendus dans le comté de Bar-sur-Seine, c'est-à-dire non loin de Grancey ; C.-d'OR, B 27, f. 192 v°). On constate des relations personnelles de Ferv. avec M^{me} de Montpensier, sœur de Mayenne (*Corr.*, n° 414). — Sur les rel. avec Villars : DES DIGUÈRES, 41 : en 1595, Villars sera parrain du premier fils de Charlotte de Fervaques.

5. Expression de P. de Dampmartin, dans la *Fortune de Cour*, 2^e éd., Paris, 1644, in-8°, 509 (le tableau de la cour du duc d'Anjou) et de Thou, *Mém.*, Coll. Petitot, 312. — Sur la réputation personnelle de Ferv. : *Le Laboureur*, dans ses Add. aux *Mémoires de Michel de Castelnau* (éd. Godefroy, Bruxelles, 1731, 3 in-fol., t. II, pass.) Suivant des doc. sérieux, Ferv. avait en Flandre détourné

se préparait au flanc de son gouvernement. D'autre part, le passé de ce catholique sans vertu était net de compromissions connues avec les huguenots : il avait combattu à Dreux du bon côté ; il n'avait autrefois servi Henri de Navarre que tout juste durant le temps de son apparent retour au catholicisme. Et surtout il portait un nom que la faveur d'un frère de roi avait rendu fameux : Fervaques, en se liant au service du Mayenne de 1588, cadet voué, semblait-il, aux rôles mineurs, lui eût fait peut-être plus d'honneur qu'il n'en eût reçu.

Une négociation s'engagea donc à la mi-novembre 1588, dès le retour de Jeannin qui était allé à Lyon prendre consignes. Négociations de style, bien typiques. Fervaques, par ses informateurs, suivait à distance les intentions de Mayenne ¹. Le président Jeannin ouvrit les pourparlers par lettre, puis, retenu à Auxonne, envoya à Grancey un mayenniste de confiance, le conseiller Perpétuo Berbissey ². Fervaques temporisa, voulant sans doute voir l'issue des États avant d'abandonner d'autres poursuites ³. Mais, dès la fin de décembre, Mayenne devenant soudain chef de parti dans une belle guerre, l'affaire allait brusquement se conclure.

VI. — LES « ESCOUTES » DE BLOIS.

Pendant ce temps, Mayenne se morfondait à Lyon. Son commandement de l'armée du Dauphiné, lors des négociations de Rouen, ne lui avait pas été accordé sans résistance. Le parti d'Épernon et la reine-mère répugnaient à restaurer dans le Sud-Est l'emprise des Lorrains. Guise renonçant lui-même à diriger l'expédition de Guyenne, Henri III avait finalement confié à son frère celle du Dauphiné ⁴. Succès des princes, mais qui engageait Mayenne. Sans

l'argent destiné à la solde de l'armée (MULLER et DIEGERICK, *Doc.*, IV, 101. Cf. aussi DU BOIS, *Hist. de Lsieux*, I, 201).

1. *Corr.*, n° 347.

2. May. à Ferv., Lyon, 26 nov. ; Jeannin à Ferv., Dijon, 14 déc., *Corr.*, n° 346, 348 (Jeannin désigne May. ainsi : « ...Le seigneur qui vous ayme... »).

3. On se demanderait p. ex. si l'agitation langroise, qui inquiétait Jeannin (lett. citée) n'était pas en partie l'œuvre de Ferv., qui eût ainsi joué ses chances dans le même temps du côté du roi (deux phrases sybillines dans la lettre de l'anonyme du 10 déc. 1588, *Corr.*, n° 347, semblent permettre de le supposer). La duplicité de 1589 (v. ch. IV, § v) a bien pu commencer dès cette date.

4. Guise avait exigé d'abord une armée pour Mayenne et une pour lui-même (celle de Guyenne). Cath. de Médicis proposa de remplacer Mayenne par Nevers,

doute eût-il été marri d'avoir, en l'espèce, à céder le pas à un autre. Les traditions des Guises qui attribuaient au gouverneur de Bourgogne le soin des interventions catholiques dans les pays rhodaniens ; le fait qu'il avait commandé déjà celle de 1580, la revanche personnelle qu'il avait à prendre à Valence contre les La Valette et la nécessité qui s'imposait à lui de refouler définitivement leur montée vers Lyon et son Mâconnais, — tout cela mettait en jeu ses desseins propres ou ses prérogatives personnelles dans l'association des Princes ¹. — Et voici qui, par ailleurs, requérait ses soins de courtisan du roi. L'audacieux Charles-Emmanuel, profitant des embarras d'Henri III, venait, à la fin de septembre, d'envahir le marquisat de Saluces : Mayenne, tout en pourchassant Lesdiguières, pouvait, ainsi que le roi parut l'espérer, donner quelque coup utile contre le Savoyard ². En cette double mission, le politique double qu'était, en 1588, le gouverneur de Bourgogne, eût pu peut-être reconnaître un bienfait de la fortune.

Mais, d'autre part, s'engager dans la vallée du Rhône ou de l'Isère à l'heure même où des nuées s'amassaient du côté de Blois, pouvait lui sembler un parti d'autant plus médiocre qu'en septembre il avait trouvé à Lyon un Mandelot nettement hostile à la Ligue et un P. Auger en pleine activité royaliste ³. Il dut redouter que, l'orage éclatant soudain tandis qu'il eût été aux prises avec Lesdiguières, la route du Val de Saône, sa voie unique pour revenir à

et le roi parut se rallier à ses vues. Puis, à Rouen, à la fin de juin, il accorda l'armée de Lyon à Mayenne (VATICAN, Nunziatura di Francia, XVII et XVIII, lett. de Morosini, cit. par L'ÉPINOIS, *La Ligue et les papes*, 177, 181, 183 ; BAGUENAUT DE PUGESSE, *Les nég. de Cath. de Médicis à Paris ap. la journée des Barricades*, dans *Séances et trav. de l'Ac. des sc. mor. et pol.*, 1903 ; RICHARD, *P. d'Epinac*, 290 et s. ; CAPEFIGUE, IV, 61-64).

1. RICHARD, 263-265, 273. Aux conférences de mars 1588, Bellièvre ayant proposé au nom du roi de partager le commandement d'une armée du Dauphiné entre Mayenne et La Valette (Bellièvre au roi, 26 mars 1588, B.N., fr. 3403, f. 34), Mayenne avait pu s'indigner d'une telle proposition de partage.

2. Les instructions du roi au s^r de Poigny qui va demander au duc de Savoie l'évacuation du marquisat (23 oct. 1588) indiquent que Mayenne (qui reçoit des ordres à ce sujet) appuiera au besoin la sommation avec des troupes (*Mém. de Nevers*, I, 826 et 828).

3. V. à ce sujet, ci-dessus, 150. Au milieu de novembre, la mort de Mandelot met Lyon « en rumeur » ; la ville pense qu'elle a perdu son protecteur contre « Monsieur de Savoie », écrit Mayenne (May. à Ferv., Lyon, 26 nov., *Corr.*, n°346) : l'aveu est assez suggestif de la part d'un général commandant une armée concentrée autour de Lyon. D'ailleurs, P. Cayet attribue nettement (67) au souci de ne pas abandonner Lyon, mal sûr, la prolongation du séjour de Mayenne.

Dijon, ne fût facilement coupée derrière lui. De plus, au début d'octobre, il apprenait, presque en même temps que la surprise de Carmagnole, la concentration de troupes de Son Altesse, — des Savoyards et aussi, fait inquiétant, des Milanais, — en Basse-Bresse, à quelques heures de marche de Mâcon ¹.

Il avait donc ses raisons de regretter son éloignement de la Bourgogne. Mais il s'inquiétait aussi de ne pouvoir paraître à la cour. Toute la Ligue était à Blois, « excepté ledict seigneur du Maine... », comme le remarquait, avec tous les Français informés, le modeste greffier Carorguy ². Cette exception alarmait Mayenne. Il en venait même, semble-t-il, à se considérer comme écarté insidieusement par son frère qui, lui, avait su renoncer aux lauriers d'une campagne contre Henri de Navarre afin de ne pas s'éloigner

1. Sur la surprise du marquisat et les mesures de Charles-Emmanuel en Bresse : CHIAPUSSO, *Carlo-Emanuele e la sua impresa sul marchesato di Saluzzo. Lettere del nunzio di Savoia...*, Turin, 1891, in-8°, 145-151 ; LEONARDI-MERCURIO, *Carlo-Emanuele I e l'impresa di Saluzzo*, Turin et Palerme, 1892, in-8°. May. s'inquiète dès le 4 oct. des rassemblements savoyards en face de Mâcon, qu'il alerte le 5 par des instructions confiées au greffier Guérin et au doyen Bernard (May. aux éch. de Mâcon, Lyon, 5 oct. 1589, MACON, BB 53, f. 177 v°, *cop.*) : le duc de Savoie concentre des troupes dans la basse Bresse. L'éch. Grattier va à Bourg se renseigner (7-9 oct.) et confirme le fait : p. ex. 600 Piémontais sont à Bourg. Les Bressans croient qu'il s'agit de mesures contre une attaque possible du roi de France (f. 178 v°). Mais Mayenne, de son côté, fait prendre à Mâcon des mesures défensives (May. aux éch. de Mâcon, Lyon, 7 oct., MACON, AA 7, n° 20 et BB 53, f. 180 v°, 183-185). En nov., c'est le roi qui alerte à son tour le Mâconnais (f. 201, 27 nov. ; et Charny aux Mâc., Pagny, 11 déc., AA 6, n° 128, et BB 53, f. 205) : Mayenne confirme (Lyon, 16 déc., AA 7, n° 21). — Il peut être utile de remarquer ici, en passant, que les doc. bourg. semblent plutôt infirmer l'hypothèse suivant laquelle Mayenne aurait vu d'un œil favorable la violation du marquisat. Évidemment, le demi-frère des Guises, le jeune m^{ls} de Saint-Sorlin, avait, semble-t-il, prêté la main à cette expédition (v. l'exposé de P. Cayet, *Chron. nov.*, 73-75). De plus le duc de Nevers avait pu déjà émettre le doute que Mayenne eût « la volonté de s'opposer à Monsieur de Savoye » son cousin (Nevers au roi, 7 juill. 1588, *Mém. de Nevers*, I, 774), faisant peut-être allusion à ses intérêts d'époux de l'héritière du comté de Tende. Et il y eut enfin les accusations des ennemis de Guise qui dénoncèrent dans l'affaire de Carmagnole un « effet de la Ligue » et prétendirent même qu'il y avait « communes intelligences... entre le duc de Savoie et le duc de Mayenne, qui lors avoit une armée en Lyonnois » (*Hist. de la Ligue*, p. p. Ch. Valois, I, 237-242). Contre ces diverses accusations, v. les notes de Ch. Valois, *ibid.* et ses réf., not. J. HAZON DE SAINT-FIRMIN, *Un incident des Etats de Blois : l'affaire de Saluces et Henri, duc de Guise* (dans les *Mém. Soc. des sc. et let. de Loir-et-Cher*, 1907), qui montre que Charles-Emmanuel fit bien à son cousin Mayenne des propositions d'entente, mais que ni Guise, ni Mayenne lui-même ne lièrent, au moins en fait, partie avec lui. — Les Lyonnais eux-mêmes, en nov., soupçonnaient Mayenne d'entente avec le Savoyard (May. à Ferv., 26 nov., 1588, *Corr.*, n° 346) : effet probable des rumeurs antiguisardes.

2. Carorguy, *Mém.*, 13.

du roi ¹. Et il se savait de plus surveillé par Henri III, par ce lieutenant imposé par Sa Majesté, Alphonse d'Ornano, colonel des Corses. Il se savait desservi par les autres princes, dont ses correspondants de Blois, son secrétaire Denis de Rossieux, le baron de Lux ², lui mandaient les intrigues... Enfin, le brusque renvoi des ministres Brulart, Bellièvre et Villeroy le privait d'intermédiaires accoutumés et ajoutait à son trouble ³.

D'où, sans doute, ses longs retards. En Bourgogne d'abord, où il avait mieux à faire, en août, qu'à l'armée du roi, puis, à partir de la mi-septembre, à Lyon, sous prétexte d'y « débrouiller les affaires du Dauphiné » avant de s'y acheminer et d'attendre la formation de ses corps, ce qui, suivant lui, n'allait que lentement et fort mal ⁴. « Quant à mon armée du Dauphiné », lui fait-on

1. C'est l'opinion de Morosini (lett. des 6 et 20 juin, VATICAN, Nunz. di Fr., XXVIII, f. 101-102, et XXVII, f. 122-124, cité p. RICHARD, 295, 297). Cf. HURAUT, *Disc. de l'Estat present...* (écrit en 1588), dans *Quatre discours*, 74-75. — Entre autres petits textes concernant l'inquiétude de Mayenne et son attente d'événements importants (qui était aussi celle de beaucoup de contemporains), v. p. ex. cette phrase de lui : « Je vous diray qu'il semble que les centuries de Nostradamus doibvent estre bientost interprétées, et s'en parle plus icy qu'à Dijon... » Il écrivait cela de Lyon dès le 28 sept., au président Jeannin, dans la même lettre où il pressait son conseiller intime de venir l'aider de ses avis (B.N., fr. 17281, f. 169 v^o, *cop.*). — Des prophéties visées par Mayenne, rapprocher le passage où L'Estoile note que « tous les astrologues » ont appelé « ceste année 1588... la *Prodigieuse* » (*Mém.-Journ.*, III, 205).

2. Sur ces agents et correspondants, v. ci-ap., p. 216 et 226.

3. Renvoi de sept. 1588. Mayenne utilisait les bons offices de Brulart (v. p. ex. May. à Brulart, 15 juill., 18 août 1588, B.N., fr. 3380, f. 55). Avec Bellièvre ses rel. étaient fréquentes et courtoises (May. à Bellièvre, Lyon, 26 juill. [1580 ?], B.N., fr. 15909, f. 46 ; 2 fév. [1588 ?], *ib.*, f. 42). De Dijon, le 20 janv., il le remerciait pour les « bons offices qu'il vous a pleu me faire auprès du Roy lorsque Sa Maj. eut advis de la mort de Sacromore » (fr. 15908, f. 358). Avec Villeroy, dont il avait le fils auprès de lui, ses rapports étaient excellents (Villeroy à Bellièvre, 12 mars 1589, B.N., fr. 15909, f. 239). Lux lui écrit le 6 août 1588 que Villeroy lui est « fort serviteur » (B.N., fr. 17281, f. 167 v^o). — On a la lettre de condoléances de Mayenne à Bellièvre, prudente, mais aimable (Lyon, 9 oct. 1588, B.N., fr. 15909, f. 195). Celle que Mayenne écrivit sans doute à Villeroy a échappé aux recherches de M. Nouaillac (*Villeroy*, 148, n. 3).

4. May. à Ferv., Lyon, 26 nov. 1588, *Corr.*, n^o 346. Les mémoires et les histoires contemporaines sont généralement accueilli la version de Mayenne. V. p. ex. ce que dit l'*Hist. anonyme de la Ligue* p. p. Ch. Valois : « Se trouvant manquer les assignations qui lui avoient esté baillées, et cette armée pourvue seulement de promesses sans effet..., il fut contraint de séjourner à Lyon » (I, 232). V. aussi le témoignage du familier de Jeannin (B.N., fr. 17281, f. 189). L'armée se constituait malaisément. Mais la mauvaise volonté d'Henri III à ce sujet est-elle très sûre ? On a vu qu'il comptait sur l'armée de Lyon pour intervenir le cas échéant contre la Savoie. On constate, d'autre part, que des troupes et moyens importants se dirigeaient vers Lyon (passage du régiment de « Ponssonat »

dire aux ligueurs dans la *Satyre Ménippée*, « je luy feis toujours faire halte, et me tins aux escoutes pour attendre si aux Estats de Blois vous auriez affaire de moy ¹... » Il ne pouvait s'enfoncer dans les Alpes alors que tant de grands et petits sieurs, de Guise à Fervaques et aux avocats de ses villes, fixaient leurs regards sur les États. C'est des sentiments du roi qu'il s'inquiétait avant tout, et c'est à leur sujet qu'il écrivait à Jeannin. Il voulait « sçavoir en quelle humeur » son agent, le baron de Lux, avait « retreuvé le maistre ²... ». Il brûlait d'aller à la cour y défendre le fruit de ses longues prudences... « N'y est, ni prent », comme l'écrivait, au début de septembre, l'observateur réaliste qui, de l'entourage de Mayenne, renseignait Fervaques sur les mobiles secrets de « Monseigneur » ³.

Au milieu de novembre, travaillé d'impatience, Mayenne obtint que Jeannin, laissant quelques jours son poste en Bourgogne, vint délibérer avec lui ⁴. Et l'on devine assez bien le débat du conseiller temporisateur avec cet ambitieux sans coup d'œil ou sans audace. Enfin, pourtant, au début de décembre, le parti se dessina : quitter l'armée dès qu'un exploit suffisant des avants-gardes envoyées vers le sud permettrait de publier un bulletin de victoire : courir à Blois, parler au roi. Remuent alors comme ils voudront La Valette ennemi des Guises, et Charles-Emmanuel ennemi du roi ! Le 10 décembre, « Monseigneur est resolu en son voyage ⁵ ».

sous Mâcon dès la fin d'août, MAÇON, BB 53, f. 169 ; autre passage : 2 rég. en sept., pour lesquels Mâcon fournit 12.500 pains, *ib.*, f. 172 v^o - 175 ; passage d'un convoi de poudre le 28 oct., *ib.*, f. 183). Dès le 8 oct., Mayenne doit commander 4.000 ânées de blé au marchand Dacier, d'Auxonne, pour le ravitaillement de ses régiments (B. DIJON, Baudot 46, f. 172 v^o). Le pape, au milieu de nov., se plaint de voir l'armée dépenser de grosses sommes sans agir (Pisany, amb. à Rome, au roi, 28 nov. 1588, *Mém. de Nevers*, I, 819). Suivant Cayet (67), Mayenne aurait reçu 200.000 écus et toute l'artillerie demandée. On multiplierait ainsi, assez aisément, les raisons de douter que le long stationnement de l'armée autour de Lyon ait été dû, seulement, à l'insuffisance de ses forces ou moyens.

1. Harangue de M. le lieutenant, 72. V. aussi le familier de Jeannin : « Quelques considérations le retenoient à Lyon, comme de veoir la fin de l'assemblée des Estatz et que deviendroient ses frères » (B.N., fr. 17281, f. 189).

2. Lettre citée de May. à Jeannin, Lyon, 28 sept.

3. Anonyme à Ferv., [Lyon], 10 déc., *Corr.*, n^o 347.

4. May. à Ferv., Lyon, 26 nov., *Corr.*, n^o 346.

5. Avant de partir, il veut « tanter quelque chose en Dauphiné » (X. à Fervaques, citée). Jeannin, de son côté, annonce le 14 déc. comme très prochain un « voyage en Cour » et lui-même « pense estre de la partie » (Jeannin à Ferv., *Corr.*, n^o 348).

Mais une pointe hardie de Timoléon de Maugiron sur Bourg-d'Oisans fut suivie par un cuisant échec à Romans. Il fallut, vers le 15 décembre, surseoir encore au voyage de Blois ¹.

VII. — MAYENNE ET GUISE EN 1588. LE JEU « A PART ».

En cette impatiente « escoute » de Blois se trahissaient une passion secrète qui importait au destin politique de la Bourgogne, une âme aigrie, des desseins « à part ».

Les dispositions de Mayenne quant aux entreprises des Princes ? A leurs conciliabules, après la déroute des Reîtres, il avait pris sa part. Il avait, rencontrant son frère à Autun le 14 décembre 1587, partagé sa haine pressante contre Épernon, que le roi venait de jeter entre eux et les Allemands en retraite, afin de leur dérober, comme dit Guise, la proie qu'ils tenaient « esperdue et hors de sentiment ² ». Était venue ensuite, à la fin de janvier, la conférence de Nancy, et Mayenne avait assisté à la rédaction des articles qui sommaient Henri III d'éloigner Épernon ³. Le 17 mars enfin, cette fois avec P. d'Épinac, le baron de Sennecey et Jeannin, il avait quitté de nouveau Dijon pour assister à la réunion de Soissons et traiter ensuite, à Nancy encore, avec l'agent de Philippe II, Moreo ⁴. Activité qui semblait d'un bon guisard. Mais certaines de ses préoccupations personnelles se devinaient les mêmes que par le passé. En janvier, à Nancy, il parut agir en modérateur. Il gardait des intelligences du côté du roi, qui le priait, par exemple, de retenir en Champagne les hommes de son frère, et, en Picardie, Aumale ⁵. Des ombres équivoques, autour de lui,

1. DUFAYARD, *Lesdiguières*, Paris, 1892, in 8°, 109 et s. Cf. X. à Fervaques, lett. du 10 déc. citée.

2. Guise à B. de Mendoza, 11 déc. 1587, DE CROZE, II, App., n° XIV (cf. *ib.*, n° XV et XIX). Sur les faits : BAUDOUIN, II, 286, et TUETÉY, *Les Allemands en France*, I, 137 et s. Les deux Guises, le 14 déc., écrivent au roi deux lettres visiblement concertées (B.N., fr. 3380, f. 31 et 36).

3. DAVILLÉ, *Prétentions de Charles III*, 142-143. Art. dans *Mém. de la Ligue*, II, 269, et *Mém. de Nevers*, I, 723.

4. Pépin, 40 ; B.N., fr. 3403, f. 21 ; *Chr. de Buffet*, 63. Cf. BOUILLÉ, III, 263 ; DAVILLÉ, 150 ; RICHARD, *D'Épinac*, 278-279.

5. Davila, 480 (cf. DAVILLÉ, 143) ; May au roi, Dijon, 10 mars 1588, B.N., fr. 3380, f. 87.

persistaient. Il songeait à lui-même, et en Bourgogne voyait surtout, à travers l'œuvre « catholique », sa propre cause.

Autre fait remarquable et qui caractérise son jeu « à part » : sa retenue de 1588 telle que la montrent les faits de Bourgogne après les Barricades. Mayenne, en paroles du moins, condamna, à Dijon, le coup d'état de son frère ¹. Il ne suivit l'événement que de sa province, s'abstint de rejoindre Paris, comme faisaient d'autres princes, pour défendre leurs intérêts dans le nouveau traité ². Il se garda en Bourgogne des contre-coups, dressa une liste de suspects, fractura même le coffre d'une recette générale ³. Rien en lui, cependant, d'un Aumale bouleversant la Picardie, d'un cardinal de Guise distribuant de sa main du vin aux insurgés et lançant des impositions révolutionnaires ⁴. Mayenne suivait le « Roi de Paris », sans doute, mais à quelques étapes de distance, et sa fièvre semblait être de quelques bons degrés plus bas que la sienne. Grâce à lui, en 1588, le « service du roy », — formule que Guise, d'ailleurs, recommandait ⁵, — ne fut nulle part, probablement, plus invoqué qu'en Bourgogne. Le mouvement guisard eut ses modérateurs comme P. d'Épinac ou même le cardinal de Bourbon. Il eut ses rétifs, — qui étaient aussi des calculateurs : à Mayenne, l'édit royal fit large compte ⁶.

1. Suivant le familier de Jeannin, qui paraît vivre alors auprès du président, c'est-à-dire aux côtés de Mayenne, il « réprouva » le coup de force : « Ne se put tenir de dire parmi ses familiers que l'entreprise avoit esté aussi follement faicte que temerairement executée » (B.N., fr. 17281, f. 145 v°).

2. Le duc de Nemours, les card. de Guise et de Bourbon, le prince de Joinville, et avec eux, P. d'Épinac, etc.

3. Plainte, devant le notaire Aubert Gelyot, du receveur Petit, 16 juill. 1588 (B.N., nouv. acquis. fr. 2042, f. 4, orig.) : Jacques Achard, avec deux arquebussiers de la garde de Mayenne armés, lui a présenté ordonnance du duc exigeant 3.583 écus 20 sols. Sur son refus, les deux soldats ont fait sauter les serrures de son coffre à coups de cognée.

4. De Thou, X, 313-314 ; BOUILLÉ, III, 281 ; PRÉVOST, 89-90 ; DAVILLÉ, 159 ; etc. On sait que Guise fut accusé d'avoir saisi 500.000 écus (L'ÉPINOIS, 165). Les déportements des « princes » sont souvent, mais inconsidérément, étendus à Mayenne.

5. Cf. le *Disc. vérit. de ce qui est arrivé à Paris le 12^e de may* (HAUSER, *Sources*, n° 2467), où Guise est présenté comme bon serviteur du roi ; — *Exhortation... en laquelle est... démontré que ce qu'est dernièrement arrivé à Paris n'est acte de rebellion contre la Majesté du Roy* (HAUSER, n° 2475). Cf. aussi la *Déclaration* du 17 mai (P. Cayet, 47-48) et SAULNIER, *Le card. de Bourbon*, 191.

6. Sa part dans les profits de la victoire sont notables : le péril de l'offensive d'Épernon enfin écarté du sud de son gouvernement et le s^r de Gessan rétabli dans le gouvernement de Valence, le régiment de Sacremore maintenu et payé ; les châteaux de Dijon et de Beaune laissés dans ses mains jusqu'en 1593 ; les

De cette réserve de Mayenne, fort bien remarquée et notée par quelques contemporains ¹, la Bourgogne, à coup sûr, doit répondre pour sa part. Et le fait est assez notable de cette province de l'un des Guises chez qui la Ligue rencontrait tant de réserve et tant d'obstacles : considérations économiques, particularismes locaux, terrains mouvants et barrières dressées. La situation religieuse et les aspirations sociales y favorisaient cependant autant qu'ailleurs les entreprises du temps nouveau. Mais l'accent que les Seize donnaient à ces forces y éveillait des défiances. En s'orientant vers Mayenne, protecteur observé à loisir, les bourgeois communaux obéissaient à leur prudence. Et Mayenne, concluant avec eux un mariage de raison, se mettait à l'unisson. Derrière les gouverneurs ligueurs, il faut voir leurs gouvernements. Il faut remarquer qu'un autre « Lorrain », Mercœur, se « rencoignant » dans son particulier, resta coi durant l'orage, et que, ce faisant, comme Mayenne la Bourgogne, il avait la Bretagne avec lui. Comme ceux de Dijon ou d'Autun, les avocats de Nantes ou de Rennes poussaient leurs sapes sociales sans aspirer alors aux aventures des « troubles ». Et Mercœur, comme Mayenne, les attirait à lui en se prévalant avant tout de la « conservation » de leur paix ². La Bretagne, la Bourgogne étaient de grandes provinces « catholiques », mais que Paris n'atteignait guère. Leur esprit soutenait, en 1588, celui de leurs princes et sans doute, dans une large mesure, le commandait. Et c'est ainsi que leurs réserves, dont les historiens, nulle part, ne font état pour expliquer la demi-reculade de Guise, ont pu compter aux yeux du Balafre, — et peut-être autant que le spectacle des excès parisiens, — lorsqu'il se résolut au compromis de Rouen.

Mais une autre cause de la prudence de Mayenne, c'était, à n'en pas douter, l'ensemble des griefs qu'il nourrissait contre ses pro-

prélèvements irréguliers sur les caisses royales approuvés ; enfin le commandement de l'armée du Dauphiné (dans l'ordre : art. particuliers XV, XXI, XI, art. général X, art. part. IX). Pour les comparaisons : CAPEFIGUE, IV, 61-64 ; L'ÉPINOIS, 167-193 ; RICHARD, 290 et s. Cf. Cayet, 61.

1. De Thou la note à plusieurs reprises et not. à propos des faits de 1588. (X, 442 et s.). Jeannin, dans son *Disc. apologétique*, la signale pour montrer l'influence de ses conseils ; etc. Les historiens attentifs l'observent aussi (p. ex. RICHARD, *D'Epinac*, 279).

2. Sur l'attitude de Mercœur et de la Bretagne depuis 1585 et spécialement en 1588 : POCQUET, *Hist. de Bretagne*, V, 84-88. Mercœur, lui aussi, emploiera la méthode de la « prétendue conspiration » (GRÉGOIRE, *La Ligue en Bret.*, 33).

pres frères et cousins. Sous le bel orgueil des merlettes lorraines planant ensemble sur la France, se cachaient en réalité des animosités amères ; et chez Mayenne, elles comptaient peut-être autant que la part qu'il prenait à la haine commune des Princes pour Épernon.

Défiance visible, déjà, à l'égard de son cousin le duc d'Elbeuf, ce gendre de Charny qui venait de cueillir en Bourgogne le titre de grand écuyer, l'une des hautes dignités du royaume, qui paraissait trop souvent dans ce gouvernement et, abordable alors aussi bien par les amis de son beau-père que par ceux des Guises, soulevait d'inopportuns remous dans la noblesse indigène¹. — Jalousie pour le duc de Nemours, ce demi-frère qui, lui aussi, avait ses intelligences en Bourgogne², et qui, surtout, se trouvait trop souvent sur son chemin, en fâcheux ; — ainsi, précisément, à Lyon même en décembre 1588. Mandelot étant mort le 24 novembre, Nemours, prit possession sans retard du gouvernement de Lyon, que le roi lui avait promis au lendemain de l'édit de Rouen³. Mayenne regrettait « ce pauvre M. de Mandelot », seigneur de rang médiocre, et politique longtemps ami des eaux indécises⁴. Il vit, au contraire, avec un déplaisir certain ce frère de vingt et un ans, très remuant déjà, s'installer au sud de sa province et se montrer tout prêt non seulement à intervenir, comme Mandelot, en Mâconnais, mais à se substituer à lui-même dans la défense des droits des Princes dans le Sud-Est. Mandelot se contentait en fait de surveiller les routes du Dauphiné. Nemours, lui, était de caractère à les interdire à Mayenne et son porte-à-porte avec son cousin le duc Charles-Emmanuel de Savoie, éventuel bailleur de soldats, grand forgeron d'en-

1. Il est en Bourgogne en 1586, pendant que Mayenne s'éternise en Guyenne et, avec sa compagnie, il prend sa part active dans l'affaire d'Auxonne (Drouot, *L'affaire d'Auxonne*, 309, n. 3, 323) ; — il y séjourne encore en 1587, avant et pendant le passage des Reîtres (Pépin, 36 et s., et lettre citée ci-ap.). Il est l'objet de certaines démarches de Fervaques (Thiangès à Ferv., Saulx-le-Duc, 22 sept., 1587, DIJON, B 458, n° 328).

2. Sur ses possessions et relations en Bourgogne, v. ci ap., ch. V, § v, et ch. VII, § vi.

3. B.N., fr. 17281, f. 189. On apprend sa nomination en Bourgneau début de déc. (*Corr.*, n° 347).

4. Il parle avec regret de sa mort (May. à Ferv., 26 nov. 1588, *Corr.*, n° 346). D'Épinac partage ses regrets et ne paraît pas faire grand crédit à Nemours (d'Épinac à Bellièvre, Blois, s. d., B.N., fr. 15909, f. 339). — Sur les rel. passées de Mandelot avec Mayenne : PÉRICAUD, *Notes et doc. pour servir à l'hist. de Lyon pendant la Ligue*, 128.

treprises, ne laissait pas d'éveiller des craintes¹. Nemours à Lyon, c'était donc l'intrusion d'un prince nouveau dans une zone d'influence que Mayenne pensait se réserver, et où il eût préféré, sans doute, continuer à ne rencontrer que la seule concurrence, intermittente et diffuse, des La Valette. De sa déconvenue jalouse, il y a d'ailleurs un signe : la sympathie qu'il témoigna à un autre candidat au gouvernement du Lyonnais, le fils du secrétaire d'État Villeroy et gendre de Mandelot, Charles d'Alincourt, qui servait dans son armée, dont il avait fait l'un de ses hommes et qui eût sans doute été pour lui, à Lyon, un allié. D'Alincourt était muni lui aussi d'une promesse du roi, mais plus ancienne que celle de Nemours, qui l'évinça. Il défendit ses droits, puis se rabattit sur la lieutenance, laquelle lui fut refusée. Mayenne, qui accueillait ses doléances, devait, en février 1589, la lui donner lui-même². Mais Lyon était dès lors, et allait rester entre Mayenne et Nemours, sujet de conflit.

Jalousie surtout à l'égard de son frère aîné. De l'impérieux orgueil d'Henri de Guise, il serait vain de parler longuement. « Luy seul est toute la Ligue », écrivait Michel Hurault en cette année 1588, et tous ses parents « ensemble ne sçauroient fournir à la moindre partie de ce qu'il entreprend ». Il l'appelle aussi « ce grand arbre³ ». Oui, mais à l'ombre de l'arbre végétaient d'autres plants qui se croyaient faits pour la lumière. Les frères de Guise se rebellaient, et il leur arrivait de dire « que s'il falloit obeyr à un maistre, ils vouloient que ce fust au Roy⁴ ». Contre le « lieutenant-général », bénéficiaire principal des concessions de Rouen, le ressentiment déjà ancien de Mayenne dut, dans l'automne de 1588, s'aggraver rapidement⁵. Jusque dans son gouvernement, ce ressentiment avait trouvé matière, et non seulement parce que Guise était venu,

1. Ajoutons que le frère cadet de Nemours, Henri de Savoie, marquis de Saint-Sorlin (1572-1632) n'allait pas tarder à prendre position lui aussi en Lyonnais comme lieutenant-général.

2. NOUAILLAC, *Villeroy*, 149, 151 ; PÉRICAUD, 128. Le roi refusa même au fils de Villeroy, disgracié, le titre de bailli de Mâcon. Sur tout ce qui concerne la carrière lyonnaise de Nemours, un vol. annoncé, de feu Mariéjol, fournira des renseignements précis.

3. *Disc. sur l'estat présent...* (1588), dans *Quatre discours*, 13 ; *Second disc.*, *ib.*, 104.

4. *Mém. de Gasp. de Tav.*, 390 (avec une page sur l'orgueil de Guise).

5. Sur ce ressentiment en général, et sur quelques-unes de ses manifestations : De Thou, X, 443 ; *Sat. Mén.*, 215, etc. ; *Mém. de la Ligue*, III, 144-151 ; etc.

en 1586, jouer au maître devant Auxonne et y imposer comme gouverneur son homme, Sennecey : cela passait encore, Sennecey, au pays, se tenant coi. Mais, en 1588, il y avait eu la propagande indiscreète en Auxerrois, et, par exemple, l'intrusion du sieur du Carret, qui, gouvernant Saint-Florentin, en Champagne, se préparait à s'imposer à Auxerre même comme commandant¹. En de tels actes d'ingérence, se montrait un dédain qui irritait Mayenne et l'alarmait d'autant plus qu'à ce « prince issu de grands Roys... », « l'honneur des chevaliers » et plus grand « qu'Annibal, Scipion et Camille² », dont la gloire assaillait les oreilles des Bourguignons et les siennes, on prêtait l'espoir de « se faire roy³ ». Mayenne était par Guise traité en auxiliaire secondaire. Son nom, par exemple, n'apparaissait jamais dans les lettres de son frère au roi d'Espagne et à l'ambassadeur B. de Mendoza, et Mendoza lui-même semblait l'ignorer⁴...

Or, dans l'exil de Lyon, au cours de l'automne de 1588, le harcelaient les informations meurtrières dont il se plaignait à Jeannin : « Monsieur vostre frere, pour vous en dire quelque chose, gouverne tout. Il a, à ce que l'on dit, pouvoir de lieutenant-general en toutes les armées de France... ». Le roi n'écoute que lui... Il traite et attire tous les personnages influents... Et son arrivée à la cour a arrêté net les démarches entreprises par Lux pour le service de Mayenne et suivant ses promesses... C'est ainsi que l'un des correspondants

1. CHALLE, II, 82, et ci-dessus, p. 164. Il faudrait, pour être complet, rappeler, à côté de ces faits concernant la Bourgogne, divers conflits comme p. ex. celui qui suivit l'algarade de Mayenne à Paris en mars 1587 où le cadet, cette fois, avait fait intrusion sur les terres de son aîné. En outre, il est fort possible que des rivalités galantes se soient ajoutées à ces divers griefs réciproques. De Thou, X, 443 et, d'après lui, divers historiens, comme FORNERON, II, 373 (faits et dates à corriger), parlent d'un conflit violent au sujet des faveurs de M^{me} de Sauves en 1588. Mais, ici encore, il s'agissait sans doute surtout d'un conflit d'orgueil.

2. Formules tirées du *Disc. dédié à Monseigneur le duc de Guise, grand maistre de France, gouv. général pour le Roy*, par M. Q. Breton, s. l., 1588, in-8°. Dans cette plaquette, comme dans la plupart de celles du parti guisard parues en 1588, pas un mot sur Mayenne.

3. Hurault, *Discours sur l'estat présent...*, 21.

4. V. la série des lettres de Guise à Philippe II et à l'amb. Mendoza dans DE CROZE, I, App., 346-417, et II, App., 277-377 ; et celles de Mendoza, *ib.*, II, 279-381. Une ou deux exceptions sous la plume de celui-ci : v. le n° 51, 13 oct. 1588, où Mendoza dit à son roi que, si Henri III se débarrasse de Guise, les Parisiens appelleront *Jacobo de Arbelays* (Mayenne). Quant à Philippe II, il nomme sans cesse *Mucio* (Guise) dans sa corr. avec Mendoza de 1584-1588, et jamais Mayenne ou presque jamais (A.N., K 1448).

du duc, au moins, enflammait sa rancune ¹. Mayenne, qui avait peu d'amitié pour ses « alliez et parens », « aymoît mieux que le party contraire prospérât qu'iceux ²... » : l'on comprend ce mot sévère lorsqu'on sait à quelles épreuves, en novembre 1588, était soumise la tête ombrageuse et déliante du cadet de Guise. Et l'on comprend qu'après sa réserve hargneuse de l'été des Barricades il soit passé à l'impatience de courir à Blois ; — l'on comprend que, rivé à Lyon où il se morfondait tandis que Guise à la cour menait sa partie, il ait tenté par l'intrigue de se défendre auprès du roi contre les mauvais offices qu'il prêtait à son aîné...

Suivant un bruit commun, Mayenne, brouillé avec son frère, cherchait alors l'occasion « de rompre avec luy pour rentrer aux bonnes grâces du Roy ³ » : la formule est évidemment trop simple. S'assurer les bonnes grâces du roi : ce souci, chez Mayenne, avant janvier 1589, fut constant ; mais « rompre » avec Guise : l'acte eût comporté l'abandon de trop d'intérêts. Un fait probable, cependant, c'est que Mayenne, à la fin de 1588, tenta auprès du roi une action positive contre Guise, ou que, pour le moins, il participa à une telle action. En août, il en était encore aux protestations personnelles accoutumées : il se contentait d'affirmer longuement à Henri III son dévouement ⁴. En novembre, c'est une manœuvre d'un autre style qui parut se dessiner. Que penser de cette « faction caroline » ⁵ qui se serait alors constituée contre Guise entre Mayenne,

1. Lux à Mayenne, Chartres, 6 août 1588, B.N., fr. 17281, f. 167 et v^o, *cop.*

2. *Mém. de Gasp. de Tav*, 371. — Outre Elbeuf, Nemours et Guise, il faudrait compter dans la série des « parens » jaloués par Mayenne, le duc d'Aumale, ou même les deux Aumales, d'après De Thou, X, 443. Et peut-être pourrait-on faire état, en ce qui concerne les sentiments de May. à l'égard de Mercœur, de la rivalité assez aigre des Vaudémont et des Guises au sujet de la prééminence parmi les princes lorrains (FORNERON, *Les Guise et leur ép.*, II, 318). Cependant Mercœur, replié sur sa Bretagne, s'était trouvé, jusqu'en 1588, beaucoup moins que les autres Lorrains sur les chemins de Mayenne.

3. Nous choisissons à dessein la formule que donne un modeste — et d'ailleurs anonyme — écrivain de province : *L'Advertissement aux villes de Bourgogne tenans le party de la feinte Union* (4-5).

4. May. au roi, Dijon, 23 août 1588, B.N., fr. 3380, f. 64. Deux pages remplies de déclarations nettes et répétées.

5. Trois Charles de Lorraine et un Charles-Emmanuel de Savoie. Sur cette faction supposée : *Hist. anon. de la Ligue*, p. p. Ch. Valois, I, 354 ; De Thou, X, 443. Noter que Nemours rencontra Mayenne à Lyon, en nov. 1588 (B.N., fr. 17281, f. 189). Noter aussi que, d'après certaines versions, la duchesse d'Aumale aurait été l'auteur véritable de la dénonciation du complot attribué à Guise ou du moins l'un de ses auteurs (v. à ce sujet la note qui suit).

Nemours, Aumale et Elbeuf ? Une haine commune contre le héros impérieux aurait-elle endormi parmi ces « Charles », à une heure décisive pour les Princes, les jalousies mineures qui les séparaient ? Et que croire, surtout, de l'accusation portée contre Mayenne par Henri III, au lendemain de l'assassinat du 23 décembre, d'avoir provoqué cette exécution en lui dénonçant un complot de Guise contre sa personne ?

Accusation formelle et répétée. Et l'acte serait expliqué par les griefs que l'exilé de Lyon amassait contre Guise, par sa mentalité aigrie de décembre 1588 ¹. Mayenne, après la mort de ses frères, nia hautement : il héritait alors du rôle de son aîné et devenait

1. Après la révolte de Mayenne, Henri III publia que le duc lui avait mandé, par l'intermédiaire d'Alphonse d'Ornano (lieutenant de Mayenne à l'armée du Dauphiné), venu à Blois sous prétexte de démarches concernant cette armée, qu'il eût à « prendre garde à lui » (V. not. *Declaration du roy sur l'attentat, felonie et rebellion du duc de Mayenne...*, 1589 (fév.), 6 ; cf. *Mém. de la Ligue*, III, 203 et la *Sat. Mén.*, 215). Le roi, d'ailleurs, n'avait pas désigné Mayenne comme le seul dénonciateur : « Le duc de Mayenne, disait il, est l'un de ceux qui m'avoient faict advertir... », etc.). Les ligueurs protestèrent contre cette « bourde » (dont la réfutation est, par ex., le principal objet de la *Responce aux justifications prétendues par Henry de Valois... sur les meurtres et assassinats de feu Messeigneurs... contenues en sa declaration... contre Messeigneurs le duc de Mayenne, duc et chevalier d'Aumale*, Paris, 1589, in-8°. Cf. aussi *Le Martire des deux frères*, s.l., 1589, in-8°, 47). Malgré cela, la version d'Henri III fut, par la suite, communément répandue par les royalistes ou navarristes (v. par ex. la *Lettre d'un seigneur tres catholique à ung sien amy tenant le party de la Ligue*, s.l., 1590, in-8°, 6, et, en ce qui concerne les impressions bourguignonnes, l'*Advertissement aux villes... tenant le party de la feinte Union*, 1594, in-8°, 5) et interprétée comme affirmant la dénonciation formelle d'un complot de Guise contre la vie du roi. Après quoi, les historiens, comme De Thou, X, 444-445, 576, et d'autres, puis les modernes — comme ROBIQUET, 470, 520, — l'adoptèrent et la reproduisirent avec plus ou moins de fantaisie. Dès le temps de la Ligue, d'ailleurs, la version comportait des variantes : ainsi, selon la *Satyre Ménippée*, ce serait la duchesse d'Aumale (laquelle joue aussi un rôle, mais secondaire, dans une partie des imprimés cités ci-dessus) qui serait venue exprès à Blois avertir le roi, mais au su de Mayenne et avec son approbation, car on le montre se tenant prudemment à Lyon « aux escoutes pour attendre l'issue et l'exécution de l'entreprise » (« Harangue de M. d'Aubray », 216). L'Estoile, III, 596, De Thou, X, 445, ajoutent à une dénonciation de Mayenne une dénonciation de la duchesse d'Aumale. On voit l'incertitude des contemporains eux-mêmes.

Nous sortirions de notre domaine en faisant ici de la question un long examen critique. Disons seulement que nous admettrions assez volontiers la thèse d'une intervention de Mayenne destinée à « mettre en garde » Henri III contre son frère, cela par l'intermédiaire d'Ornano. Une dépêche de l'ambassadeur espagnol à Philippe II est à ce sujet remarquablement affirmative. Le jour même de l'assassinat, écrit-il, le roi fait appeler Ornano au conseil et lui dit : « Seigneur Alphonse, répétez au conseil ce que le duc de Mayenne vous avait chargé de me dire » et le colonel déclara que le duc de Mayenne accusait son propre frère d'avoir voulu se porter aux dernières extrémités contre le Roi avec l'intention

nécessairement le vengeur d'un « martyr ». Mais les paroles de 1589 ne peuvent faire oublier ses sentiments de 1588 et suffire à écarter de lui tout soupçon.

De ce Mayenne impatient, qui, à la fois, s'apprêtait à participer en Bourgogne à une victoire des Lorrains et nourrissait contre Guise tant d'aigreur, que pensait Henri III à la veille des assassinats de Blois ? Les empressements courtisans du duc auprès de lui n'étaient pas une exception. Mercœur, Nevers et d'autres, suivant des modalités diverses, pratiquaient la même politique équivoque. De ces habiles, Henri III n'était pas dupe ¹. De Mayenne il utilisait le dévouement si affirmé. Il lui souriait pour dissocier le groupe des Princes, l'« entretenait » en vantant sa fidélité, en lui faisant entendre qu'il l'aimait « plus que ses frères ² » ; en août 1588 encore, il louait ses « comportements » ³. Mais, dans le même temps, il envoyait Ragny pour surveiller Auxerre, refusait toute autorisation de poursuites contre les auteurs supposés de la conspiration dijonnaise de juillet et s'efforçait de son mieux d'écarter ce Guise du commandement de l'armée de Lyon... Bonnes paroles ; — de confiance, point. Et ce n'est pas à l'heure de la défiance générale, lorsque Henri III suspectait et renvoyait ses secrétaires, écartait même sa mère, qu'un Mayenne pouvait l'amadouer.

En réalité, malgré ses sourires, le roi, et tout au moins par Lux, qui trahissait son maître, était bien informé du sens de ses « actions en Bourgogne ⁴ ». Mais il croyait connaître ce Mayenne, aussi

de lui enlever la couronne » (trad. par DE CROZE, II, App., n° LXIII, d'apr. l'orig. du fonds de Simancas, aux A.N.). Voilà qui suffirait, avec la *Déclaration*, à signaler dans l'imputation tant de fois reprise mieux que le simple « raconter » dont parle par ex. RICHARD (*P. d'Epinac*, 331, n.). Il est d'ailleurs possible qu'Ornano ait dépassé sa mission (comme le remarque Ch. Valois dans son édition de l'*Hist. de la Ligue*, I, App., 290).

1. Sur le cas de Mercœur : POCQUET, V, 85 ; sur celui de Nevers, ennemi d'Épernon et allié de circonstance (non ami) de Guise : SAULNIER, *Le card. de Bourbon*, 2^e p^{ie}, ch. III, IV, et 188-189 ; cf. Lœw, *L. de Gonzague*, 55-58.

2. B.N., fr. 17281, f. 212. Cf. l'écho recueilli par l'ambassadeur florentin : « ...So bene che il Re ha in altra stima il duca du Maine che Guise ; e lo ha detto a persona di fede, lodando la fermezza e fede del duca du Maine, col biasimare l'incostanza e dislealtà dell' altro... », etc. (Capriana à Vinta, Paris, 30 sept. 1586, *Nég. av. la Tosc.*, IV, 659). Cf. aussi De Thou, X, 477.

3. Lux à Mayenne, Chartres, 6 août 1588, B.N., fr. 17281, f. 167 v^o, *cop.* Lux ajoutait que la reine-mère aussi était dévouée à Mayenne.

4. B.N., fr. 17281, f. 199 v^o.

hésitant d'ordinaire à l'exécution que double dans la machination. Et il lisait Michel Hurault, qui représentait ce cadet comme peu capable de commander dans une grande révolte ¹. Il pensait, d'ailleurs, le jour venu, s'assurer de lui.

◆ Son jeu double de 1588, qui n'était en somme que la réplique du jeu guisard lui-même, le gouverneur de Bourgogne le pratiquait sans ampleur. Il épiait, intriguait. Cadet, et sans génie, il ne pouvait alors faire plus. Il n'était même pas encore maître de la Bourgogne. Il s'y trouvait entouré de virtualités favorables ; mais, hors ses deux places de sûreté, un régiment, les conseils de Jeannin et le dévouement de quelques fidèles, il n'y disposait d'à peu près rien fermement. Il piétinait, contraint à la « modération ».

Or, en janvier 1589, cette Bourgogne allait lui être livrée. Le coup de force de Blois allait faire, et à son bénéfice, ce que Paris n'avait pu faire. Et lui-même, boudeur équivoque et prince secondaire de 1588, il allait devenir le successeur et le vengeur déclaré de son frère.

1. Hurault, *Second discours...*, 154 (sur le fait qu'Henri III faisait de Hurault sa « lecture continuelle », v. l'*Hist. de la Ligue*, p.p. Ch. Valois, I, 252). Il est même possible que le roi, se fondant sur le fait de la jalousie des Princes pour Henri de Guise, ait cru « qu'ils ne se remueroient pour la mort de leur frère » (*Mém. de Gasp. de Tavanès*, 390).

CHAPITRE II

LA RÉVOLTE DE MAYENNE

- I. *La nouvelle des assassinats. Les parlementaires contre Mayenne.*
- II. *Le retour de Lyon. Le refuge bourguignon.*
- III. *Mayenne dans Dijon.*
- IV. *L'alliance avec les mairies. Les bases du mayennisme communal.*
- V. *Fervaques lieutenant-général. Le Conseil de Dijon.*
- VI. *L'adhésion de Mayenne à la révolte de la Ligue.*
- VII. *Le départ pour Paris. La base bourguignonne.*

C'est en Bourgogne que, décontenancé par la nouvelle des assassinats de Blois, Mayenne se réfugia d'abord. C'est en Bourgogne qu'il décida ensuite, tous conseils pris, de saisir, comme le dit une plaquette locale, dans les filets mêmes que, peu avant, il reprochait à Guise d'avoir tendus, la « proie » imprévue qui s'offrait à lui¹ : c'est de Bourgogne qu'il s'élança vers « l'Estat », vers sa nouvelle fortune... Les Bourguignons l'y aidèrent-ils ?

I. — LA NOUVELLE DES ASSASSINATS. LES PARLEMENTAIRES CONTRE MAYENNE.

La nouvelle des assassinats du 23 décembre parvint dans les villes bourguignonnes le 27 et le 28 : le 27, par exemple, à Semur, où l'apporta le sr de Villiers, député de la noblesse d'Auxois, qui avait quitté Blois aussitôt après l'événement ; le 27 à Auxerre ; le 27 aussi à Mâcon — qui, ce jour-là, vit apparaître Mayenne

1. *Advertissement aux villes de Bourgongne* (1594), 5.

lui-même — ; le 28, dès l'aube, à Autun, et dans la même journée à Dijon, par une lettre du conseil des Seize de Paris ¹.

Jeannin, qui était en sa maison à Autun, fut informé le 28, à quatre heures du matin, par un messenger de Villiers ². Coup imprévu :

Sans mentir à ceste nouvelle le president Jeannin demeura ung peu comme songeant, puis me commanda soudain de monter à cheval et m'en aller treuver le duc de Mayenne en quelque part qu'il fut et luy dire qu'il eust à s'asseurer de la ville de Lyon s'il pouvoit...

Ce témoignage précis du familier du président ne confirme pas le *Discours apologétique*, mais fait bien sentir, outre l'autorité de Jeannin auprès de Mayenne, sa réaction directe, au matin du 28 décembre : l'idée de la défensive armée — et sans doute aussi de la révolte — admise dès le premier instant par le conseiller habituel... Mais les villes de Mayenne ?

Jeannin, après avoir, en passant, conforté le gouverneur de Beaune, Montmoyen, arrive à Dijon le 29 ³. Charny, lui, ne paraît pas. Quant au maire, La Verne ⁴, il a maintenu jusque-là la nouvelle à peu près secrète, et, le 30, lorsqu'il la publie, c'est au milieu d'un déploiement de précautions, la ville gardée contre toute surprise sous le couvert du « service du Roy », les milices en armes, et, comme le note le familier de Jeannin, « sans se declarer aultrement ⁵ ». En « séance extraordinaire », il parle en termes couverts « d'ung acte advenu de fort grande consequence et importance ⁶ » qu'il ne « declarera pas plus ouvertement... » et demande aux échevins de jurer « à Dieu sur ses saintes et sacrées Évangilles que se main-

1. Pour Semur : l'*Histoire* du familier de Jeannin, B.N., fr. 17281, f. 205 v^o (Villiers arrive « en sa maison, proche de Semeur en Auxois, le mardy XXVII^e decembre ») ; — Mâcon : BB 53, f. 217 (les « habitans » ne sont exactement informés que le matin du 28) ; — Autun : v. ci-ap. ; — Dijon : B 226, f. 128 v^o (le 27, la mairie avait communiqué aux échevins des « mémoires » de Coussin, mais qui étaient partis de Blois avant les assassinats). La lettre parisienne reçue le 28 doit être la circulaire « A plusieurs villes », A.N., H 1789, f. 212. — Troyes est informée dès le 27, suiv. Pithou (LA PERRIÈRE, *N. de Hault*, 44).

2. B.N., fr. 17281, f. 205 v^o.

3. *Ib.*, f. 206.

4. Sur tous les actes du maire et de la Chambre de ville dans la journée du 30 déc. : DIJON, B 226, f. 128 v^o, 129.

5. B.N., fr. 17281, f. 206 v^o.

6. Peut-être le procès-verbal exagère-t-il par prudence le ton mystérieux de la communication. Les échevins étaient certainement informés.

tiendront à continuer le fidel service qu'ilz ont voué au roy, veilleront de tout leur possible à la garde et conservation de lad. ville sous son autorité et obeissance » : c'est la formule habituelle de 1588. Mais le besoin s'exprime aussitôt de se procurer d'urgence des informations « plus certaines » : on fouillera donc les voyageurs aux portes et, « à une lieue la ronde de la ville », on disposera un réseau de vedettes. Le même jour, à deux heures de relevée, nouvelles mesures : interdiction de toute assemblée ; corps de garde à la maison du Miroir, sous la porte Saint-Nicolas, place Saint-Médard. Le clergé même fera la ronde et, malgré le froid, les marguilliers veilleront la nuit dans les clochers pour surveiller la campagne. Les échevins, chacun dans sa paroisse, exhorteront le peuple à « l'obeissance du roy ». Mesures typiques, dont le détail importe ¹ : la bourgeoisie dijonnaise est décontenancée ; elle redoute un « remuement » du peuple. — Dans les autres villes, d'ailleurs, mêmes mystères autour de la nouvelle ² et mêmes appréhensions. A Avallon, crainte de rester isolé ; à Autun, Chalon, Beaune, Auxonne, doublement des gardes. A Mâcon, on attend un « grand remuement en ce royaume », et le clergé, pour une fois, participe au guet ³. Partout en Bourgogne, les 28, 29 et 30 décembre 1588, moins de cinq mois après les fêtes de la paix de Rouen, commence la longue série, — qui durera jusqu'à 1595, — de mesures de police, de *proclamas* quotidiens exigeant obéissance « sous peine d'estre pendu et estranglé » ; partout s'établit une sorte d'état de siège, sous la direction des mairies.

Voilà un premier temps : celui de la surprise et de l'alarme, celui des mesures de garde sans option politique. Il y en a un second, et qui commence dès le 30 décembre pour le Parlement de Dijon : les officiers du roi tentent, au nom de Sa Majesté, de prendre le commandement de fait dans la province sans gouverneur. Ce

1. B 226, f. 129 v°. Nombreuses autres dispositions suggestives : p. ex. l'éch. Jehan Billocard ira de sa personne à la guette municipale de la tour de Notre-Dame seconder le guetteur, afin de « se donner de garde de ceulx qui marcheront nuitamment parce que se peult descouvrir par la clarté de la lune ».

2. V. surtout le cas de Mâcon, où Mayenne lui-même arrive le 27 à midi, et où les raisons de cette arrivée inattendue ne sont communiquées aux notables que le lendemain matin, en secret, par l'évêque (MACON, BB 53, f. 217-218 v°).

3. AVALLON, CC 195, f. 6 v°, BB 4 ; C.-d'OR, G 2508, f. 252 (pour Beaune) ; MACON, BB 53, f. 218 et s. Il faut conserver ces villes au roi « sous le gouvernement du duc de Mayenne » (formule beaunoise).

jour-là, en effet, arrivent à Dijon deux exemplaires de la lettre circulaire d'Henri III, lancée de Blois le 24, un pour le Parlement, un autre pour la mairie : notification des actes du 23, présentés comme nécessaires ; protestation de dévouement à la religion ; ordre d'armer les gardes et de conserver Dijon sous l'autorité royale¹. Ordres du roi : pour les Baillet de Vaugrenant, les Pierre Odebert, les Bretagne, les Saumaise et les jeunes officiers entrés à la Cour depuis deux ans², pour ces ennemis des communaux, — ils annoncent l'heure de l'action. Cette fois, le roi paraît reprendre autorité : il faut en Bourgogne l'épauler ; et d'abord, pour cela, utiliser le désarroi de l'heure. Le 30 décembre, donc, lettres en mains, les hommes résolus s'efforcent de prendre la direction du Parlement : du côté des conseillers ligueurs, on n'aperçoit pas un geste. Et la cour convoquant à sa barre les gens de la ville, ces oligarques s'exécutent³.

Cette activité d'un groupe royaliste eût pu faire craindre le jaillissement d'une étincelle entre les deux pôles bourgeois. Tout au contraire. Des capitaines suspects « marchent » autour de Dijon, et, dans Dijon même, les quartiers vigneron s'agitent, parlent d'un grand massacre de catholiques exécuté à Blois et crient : « Sus aux huguenots !⁴ ». Le « peuple » s'agitant, les bourgeoisies, ennemies d'hier, ennemies de demain, semblent confirmer entre elles leur trêve. — Le premier président Brulart déclare gravement que

1. Blois, 24 déc. 1588 (DIJON, B 452, n° 74, *cop.*, et B.N., Moreau 804, f. 102, *cop.* Texte souvent reproduit. V. p. ex. LA CUISINE, *Le Parl. de Bourgogne*, II, 130). C'est la circulaire qui figure dans la plupart des arch. communales (LA PERRIÈRE, *N. de Hault*, 44 ; *Corr. av. Roussat*, n° 6 ; etc.). Le maire lit cette lettre aux éch. réunis en son hôtel vers cinq heures de l'après-midi, non sans en avoir examiné les caractères d'authenticité. Pas de commentaire enregistré. On décide de « continuer bonne garde à lad. ville pour éviter toutes surprises » (B 226, f. 129 v°). Au Parlement, lecture aussi dans l'après-midi du 30 (*Reg. Parl.*, III). — Henri III envoya des émissaires, — ou commissaires, — dans diverses provinces, comme en mai : p. ex., « à Tours, Nantes et provinces voisines », le sr de Caumartin, du Grand Conseil (F. DUCHESNE, *Hist. des chanceliers*, Paris, 1680, cité par ESMONIN, *Rev. d'hist. mod.*, 1932, 274). En Bourgogne, pas de commissaire. Mais le baron de Lux pouvait, dans une certaine mesure, en tenir lieu dans l'esprit du roi (v. § III).

2. V. ci-dessus, p. 160.

3. *Reg. Parl.*, III ; GROS, *Le Parlement et la Ligue*, 22-24 (interprétations à réviser).

4. Le 1^{er} janv., il faudra convoquer les principaux vigneron s et rétablir le calme dans leur quartier (DIJON, B 226, f. 131). Le 3 janv., d'anciens protestants comme Jean Bourée et son voisin Chisseret expliquent qu'ils se sont armés parce qu'ils étaient menacés par les vigneron s (f. 133). V. le mémoire de la B. DIJON, Baudot 138, f. 248.

les officiers entendent n'agir que d'accord avec les magistrats de la ville, « estre ungs, unis et liés avec eux en sorte que lad. ville soit maintenue en toute union et paix » et « chastier les monopolleurs et seditieux qui se recongroistront y estre ¹... ». Il fait même cette déclaration d'accent généreux : « ...A ces fins et pour donner courage au peuple à la garde de lad. ville de jour et de nuyt, a pris resolution lad. Cour aller à lad. garde par tour et ordre suyvant le département qui en sera dressé ». Abandon remarquable d'un privilège au nom de l'union, et « dont le vicomte maieur dict estre bien joyeux ²... ».

Mais, sous l'offrande collective, se cache la manœuvre de quelques-uns : une fois les conseillers au rempart, les « monopolleurs » ne sont pas ailleurs que dans les postes de garde. Et dès le 30 encore, étendant son action, le Parlement expédie aux bailliages et aux échevinages du ressort l'ordre de tenir les villes « en toute seureté... sous l'obeissance de Sa Majesté » ; il interdit toute assemblée à peine de la hart ³. Enfin, utilisant les conjonctures favorables, les robins royalistes ⁴ montent rapidement un coup de main destiné à tirer Dijon de la neutralité. Ils recrutent en quelques heures des adhérents dans les compagnies de paroisses, — particulièrement parmi les ci-devant « huguenots », puisque des documents dénoncent la collusion de ces robins avec l'estassonnier Cardinal et le marchand Besancenot, deux religionnaires classés de naguère ⁵. Et le 1^{er} janvier, à une heure de relevée, un groupe de décidés se trouve

1. DIJON, B 226, f. 130.

2. *Ibid.*

3. *Reg. Parl.*, III, 251. Extrait : DIJON, B 452, n° 74 ; cf. Gros, 23, n. 2.

4. Pépin cite comme principaux « monopoleurs » : Vaugrenant et son cousin Jean Quarré, accessoirement le président de Crespy et le conseiller Bretagne (43). On verra ci-ap. que le meneur semble être Vaugrenant (mais rien dans GALMICHE, *Le pr. B. de Vaugrenant*, 119, que six lignes tirées de Pépin).

5. V. les quelques débris qui subsistent des informations ouvertes le soir même de l'affaire du 1^{er} janv. A quatre heures, comparait devant le maire Philibert Besancenot qui rapporte les propos que le matin même le cons. Jules Bretagne lui a tenus devant sa porte, lui demandant de s'armer pour « aller au devant de Monsieur de Tavanès... » (C.-D'OR, BII 360/52, 1^{er} janv. 1589). Les frères Gérard et Pierre Gaugain, arquebusiers, ont été sollicités, comme protestants supposés, par Claude Cardinal, de prendre les armes « aujourd'huy », vers une heure (*ibid.*, même date). Pépin, de son côté, accuse les « huguenots et partialistes » d'avoir voulu « oster et jouir des clez des portes... et les tirer des mains de M. le maire Verne » (43). Bourée et Chisseret, autres « huguenots », comparaissent le 3 janv., peut-être comme suspects d'avoir participé au complot du 1^{er} (v. ci-ap., en note).

de service de garde à la porte Saint-Nicolas autour de Quarré, des deux jeunes Bretagne, de Colard et de Vaugrenant : cinq parlementaires au moins, dont un président.

Il s'agissait d'introduire dans la capitale de Mayenne Guillaume de Tavanès, « lieutenant en l'absence », qualifié par son titre pour s'installer au Logis du Roy à défaut de Charny, et de sommer aussitôt le château ¹. Mais la mairie avait ses vedettes aux champs, et ses informateurs dans la ville : la présence de Tavanès était signalée à Ahuy, et le logis de Vaugrenant surveillé. Au moment de l'exécution, la porte de Saint-Nicolas fut fermée, le château alerté, le lieutenant du roi prié de gagner le large avec ses 40 compagnons : l'affaire échouait ². La ville, close entièrement, sauf la porte Guillaume garnie de 8 dizaines ³, échappait aux royalistes.

Et la trêve, entre mairie et Parlement, était, sans paroles, déjà rompue. Une guerre d'espionnage commençait. Des officiers s'obstinèrent à vouloir garder Dijon au roi. Vaugrenant amassait « gens et armes » en sa maison, et, pour neutraliser l'effet d'un bruit importun, répandait la fausse nouvelle que Mayenne, loin de s'approcher de Dijon, « pour certain estoit arrêté à Lyon ⁴ ». Le 2 janvier, le Parlement rendait arrêt sévère contre ceux qui injuriaient le roi ⁵. C'était, fébrile, mais tardif, un essai d'exploitation, par les robins royalistes, de la trêve du 30. — De son côté, la mairie, croyant à l'approche du gouverneur, dont l'autorité officielle,

1. V. les *Mém.* de Guill. de Tavanès (475), qui dit avoir pris lui-même, et « sans commandement de Sa Majesté », la première initiative, — ce qui est possible, puisque, dès le 30 déc., on signale des soldats à sa base d'Ahuy (v. ci-ap.), et qu'avant cette date, les conseillers ne pouvaient guère avoir eu le temps de le faire solliciter. — Son intermédiaire avec ces conseillers (il cite « Vaugrenant, Othbert et autres... ») fut, selon lui, « un gentilhomme des siens, nommé Ferry ». Il prétend que le château de Dijon, à la date, ne renfermait « pas vingt hommes ».

2. Dès le 30 déc., la mairie envoie le sergent Potey « au lieu d'Ahuit pour découvrir les gens de chevaux qui y sont estez ce jourd'hui ou sont encores » (B 226, f. 129 v^o). Le 1^{er} janv., La Verne informe la Chambre que « cejourd'huy, entre une et deulx heures après midy, se devoit presenter à la porte Saint-Nicolas nombre de gens de guerre à cheval et que la guette sonnait seriroit de signal à d'aucuns estans à la ville », pour courir en armes au devant de Tavanès. Mesures sont prises. Le maire refuse lui-même l'entrée à Tavanès. Les conseillers insistent : en vain (f. 130 v^o).

3. 2 janvier (B 226, f. 132).

4. Rapport de l'huissier Mangonneau, un ligueur militant, qui surveille les abords de la maison de Vaugrenant (Dijon, B 226, f. 132 v^o) ; B.N., fr. 17281, f. 211.

5. *Reg. Parl.*, III, 253. Arrêt signifié à la Ch. de ville de Dijon le 3 janv. (B 226, f. 135 v^o).

non révoquée, devait la couvrir au besoin vis-à-vis du roi, entassait elle aussi des armes, et informait contre les conspirateurs du 1^{er} janvier. Il est vrai qu'elle s'abstint pour l'instant de pousser l'affaire ¹. Mais aux robins, qui demandaient à commander aux murailles, elle répliquait le 2 janvier : « autant qu'il y aura de Messieurs de la Cour, à la garde », autant « y assisteront de Messieurs les échevins ² ». A partir du 2, paroisse par paroisse, les habitants défilèrent devant la Chambre de ville et entendirent un appel du maire à l'ordre et à la paix : La Verne tentait l'union du « peuple » autour de la mairie ³. L'équilibre du 30 décembre était renversé.

Puis on apprit, dans Dijon, qu'à n'en plus douter Mayenne approchait, et le 3, le 4 janvier, le bloc secret des fidèles du roi commença à s'effriter rapidement. Au Parlement, le crédit des mayennistes Berbissey et Fyot l'aîné se relevait et gagnait, auprès des timorés, des Brulart, des Montholon, ce que perdait celui des Vaugrenant et des Odebert, amenés dès lors à dévoiler entièrement leurs intentions ⁴. C'était, déjà, la reculade de ces « serviteurs de roi » pusillanimes et « pleins de considérations » dont parle, non sans mépris, le familier de Jeannin ⁵, et sur qui le Président lui-même, venu à Dijon avec le ferme propos de garder cette ville à son maître, jetait certainement, à cette heure, toutes ses forces de diplomatie ⁶.

1. V. les informations citées (C.-D'OR, BII 360/52). Le 3 janv., avertissant Vaugrenant de ce qui se dit de lui, elle ajoute qu'elle ne le croit pas, « ayant opinion de luy d'un bon habitant et qui ne voudroit pratiquer de la sedition et division à lad. ville » (DIJON, B 226, f. 134 v°).

2. DIJON, B 226, f. 132.

3. Il faut, dit-il, rester « unys » sous l'« obeissance du roy... tant le petit que le grand, celuy qui a esté de la religion nouvelle prétendue réformée bien converty et sincèrement avec les catoliques et les catoliques avec eulx » (B 226, f. 131 v°). A partir du 3, la Chambre convoque à ses séances des représentants des paroisses, du Parlement, des Comptes, du bailliage (f. 132 v°). Le Parlement, naturellement, est fort rétif. La Chambre insiste : il s'exécute (f. 137 v°, 138, 138 v°).

4. Ces résolutions prennent dès lors avec la mairie un ton plein de morgue (ex. : Vaugrenant, DIJON, B 226, f. 134 v°). La Verne est menacé de mort, l'huissier Mangonneau aussi (f. 132, 132 v°).

5. B.N., fr. 17281, f. 206 v°. Gros, remarquant (24), avec LA CUISINE (II, 129), que le Parlement ne publia pas les lettres royales du 24 déc., pense qu'il faut voir là une abstention voulue par les prudents.

6. D'ap. son familier, Jeannin faisait état, dans un plan de conduite adressé par lui à Mayenne, de la docilité de ses « amis », « principalement du Parlement » (B.N., fr. 17281, f. 206).

Or, l'attitude de Dijon était, à cette heure, largement déterminante. Dans la Bourgogne du sud, la marche de Mayenne, qui, dès le 28 décembre, était dans Chalon, avait devancé la réaction des partisans du roi. Mais le reste du pays avait été préservé dans cette semaine décisive par l'exemple de Dijon¹. Sans doute, ces portes cadénassées, cette neutralité expectante nommée « service du Roy » et observée un temps par la « ville capitale » au centre du réseau de vedettes qui épiaient pour elle les nouvelles courant « par les champs », se retrouvent-elles en janvier 1589, avant le mouvement des « déclarations » déclenché par Paris, dans plus d'une histoire de ville². Mais en brisant, — sans éclat d'ailleurs, — les desseins des parlementaires royalistes, les oligarques dijonnais travaillant pour eux-mêmes et Jeannin travaillant pour son maître avaient fait plus que la plupart d'entre les grandes villes du royaume : — ils avaient conservé à l'héritier de Guise un refuge, à la Ligue un chef³.

1. AVALON, CC 195, f. 6 v^o : 8 écus payés aux échevins Séb. Goreau et Claude Robert pour être allés à Dijon « sçavoir l'estat des affaires de ceste province, obstant les nouvelles courant hors du meurtre commis à Messieurs les cardinal et duc de Guise » (mandat du 12 janv. 1589).

2. Pour Reims : HENRY, *Ligue en Champagne*, 101.

3. Si Mayenne, le 1^{er} janv. 1589, ne perdit pas sa capitale bourguignonne, c'est d'abord que Charny, lieutenant-général en titre, était resté, durant son absence, enfermé à Pagny, et sans remettre ses pouvoirs à Guill. de Tavanès. C'est ensuite que Guill. de Tavanès, privé d'une autorité régulière, ne disposait même pas d'un effectif militaire propre à un coup de main en règle contre le château de Franchesse (cf. P. Cayet, *Chr. nov.*, 96, et B.N., fr. 17281, f. 92 v^o) : la noblesse royaliste, sans vrai chef et dispersée, — Ragny et Cypierre à Blois, Rochebaron isolé en Mâconnais, — était loin, à ce moment, de mériter les craintes de Mayenne. Et d'une telle défaillance des lieutenants, les résultats obtenus en Champagne, dans le gouvernement même du « martyr » de Blois, par Joachim de Dinteville, mesurent par comparaison l'importance (HÉRELLE, I, 155-158). C'est encore qu'une agitation populaire, issue des prédications guisardes de 1588, conforta certains sentiments de l'échevinage et l'encouragea à faire front aux initiatives des officiers royalistes. Mais c'est aussi que, remplaçant en fait les lieutenants qu'une bonne étoile écartait des voies de Mayenne, Jeannin veillait. Le président, qu'aucun document dijonnais ne nomme à la date, mais dont le familier indique l'activité méthodique, fut probablement celui qui présida effectivement à la parade du coup de Vaugrenant dans les journées incertaines du 28 décembre au 2 janv. — Journées critiques d'inquiétude où l'autorité royale eût pu l'emporter. Mais le 3 janv. le service d'information de Dijon étendu sur les chemins jusqu'à Nuits et Is-sur-Tille desserrait la ceinture (DION, B 226, f. 132 v^o et s.). On apprenait la fuite des députés de Blois : outre Villiers, nommé ci-dessus, le s^r de Loches, député de Bar-sur-Seine, et Lazare Coqueley, natif de Bar, dép. de Paris, dont on paraît avoir des nouvelles à Bar (Carorguy, 16) ; Ph. de Vert, dép. de Troyes (Ét. Bernard, *Journal des Etats*, 171-172), etc. — On savait de plus l'approche de Mayenne.

II. — LE RETOUR DE LYON. LE REFUGE BOURGUIGNON.

Mort Guise, morte la Ligue, à moins que Mayenne n'échappât au roi : telle fut, à la fin de décembre 1588, l'opinion de beaucoup de contemporains ¹. Henri III lui-même se préoccupa, dès les assassinats, de l'attitude du frère de son ennemi et prit probablement des mesures pour le réduire à l'impuissance ².

Mayenne semble avoir appris les événements de Blois le 26, vers sept heures du matin, par un avis de son secrétaire Denis de Rossieux, confirmé dans la même journée par un message de Mendoza, l'ambassadeur de Philippe II ³. La première émotion passée, « rendu à soy », il songea d'abord, dit le familier de Jeannin ⁴, à rappeler d'urgence les troupes de Pontcenat et de Thenissey qui opéraient en Oisans. Puis, il tint « divers conseilz ». Dans une réunion où assistèrent le sieur de Bothéon, lieutenant-général du Lyonnais, le marquis Anne d'Urfé, qui passait par Lyon, l'official Antoine Chalon,

1. Cavriana à Serguidi, Blois, 24 déc. 1588 (dans *Nég. avec la Toscane*, IV, 844) ; — Mendoza à Philippe II, 27 déc. 1588 (dans DE CROZE, II, App., n° LXII) ; — HURAUT, *Second discours sur l'estat de la France*, dans *Quatre discours...*, 104-105. L'attitude de Mayenne à la fin de déc. 1588, tout à fait négligée par les historiens modernes (aucune étude sur ce sujet), a beaucoup plus intéressé les historiens contemporains. Le familier de Jeannin, les auteurs de la *Satyre Ménippée*, Cayet, entre beaucoup d'autres, s'en sont informés. Matthieu, De Thou, puis Mézeray, se sont demandé dans quelles conditions, et quels sentiments, le nouveau chef de la Ligue quitta Lyon pour la Bourgogne (v. les références ci-ap.).

2. V. ci-ap., p. 244. Le roi paraît avoir songé aussi à s'assurer des autres « princes » non emprisonnés à Blois. Mercœur, averti par sa sœur, la reine Louise, échappa lui aussi au roi. Le *Martire des deux frères*, 47, prétend qu'avant le massacre de Blois, le roi envoya Campagnolle à Paris pour tuer Aumale. — Le bruit de l'exécution de Mayenne se répand çà et là (DESHOULIÈRES, *La Châtre*, dans *Mém. Soc. des ant. du Centre*, 1906, 135).

3. Rossieux, écuyer et secrétaire de Mayenne, averti du meurtre par le secrétaire de Guise, Péricard, aurait réussi à quitter Blois à cheval un instant avant la fermeture des portes et écrit à Mayenne le jour même, d'Orléans (*Hist. de la Ligue*, p. p. Ch. Valois, I, 269. Cf. P. Cayet, *Chr. nov.*, 84 ; J. Gassot, 188, 190 ; MÉZERAY, *Hist. de France*, III, 568 et 575). Le roi, suivant Mendoza (lettre du 27 déc.), avait défendu de fournir des chevaux de poste à qui que ce fût sans son passeport. Sur l'avertissement de Mendoza : *Hist. au vray du meurtre et assassinat proditoirement commis...*, 1589, in-8°, 57, et De Thou, X, 474.

4. Qui, l'ayant rejoint le surlendemain, put s'informer à bonne source. Nous le citons ci-ap., d'après un extrait de son histoire (B.N., fr. 17281, f. 202-212 v°) que nous avons publié sous le titre : *Mayenne au lendemain des ass. de Blois*, et où l'on trouvera des détails négligés ici.

et « d'autres des principaux de la ville ¹ », il annonça sa volonté de résister aux entreprises du roi et demanda « s'il pouvoit demeurer en assurance dans lad. ville de Lyon ». Les avis qu'il reçut, évasifs ou dilatoires ², l'amènèrent, dès l'après-midi, à décider « de s'en aller en Bourgogne qui estoit son gouvernement, province de laquelle il avoit besoin de s'asseurer » avant de « passer plus oultre » et d'agir « selon les occurrences ³ ». Une sorte d'instinct parut le mener vers sa Bourgogne, vers ses places de sûreté de Beaune et de Dijon. « Il dit depuis, note l'auteur anonyme de l'*Histoire de la Ligue*, qu'il avoit creu que la pointe de son espée luy estoit une meilleure assurance qu'une honteuse submission ⁴... ». Mais tout indique, au contraire, que son dessein de révolte n'était pas, le 27 décembre, formé encore. Au vrai, les décisions de Mayenne ne vinrent que l'une après l'autre, — en Bourgogne. Du 27 décembre au 10 janvier, du gîte prudent de Mâcon à l'étape de Chalon où des avis de Jeannin le réconfortèrent, puis de là au logis dijonnais où les grandes résolutions se prirent, ce fut un acheminement progressif à la révolte, un *crescendo*, sur un rythme d'ailleurs assez lent, suivant une chronologie qui importe.

1. D'après le familier de Jeannin, la réunion se tint à Saint-Nizier, le duc ayant, par prudence, quitté son logis de l'archevêché. Sur Anne d'Urfé, gouv. du Forez : BERNARD, *Les d'Urfé*. Sur Antoine Chalon, homme de confiance de l'archevêque P. d'Épinac (alors à Blois) et *persona grata* auprès du consulat lyonnais, v. RICHARD, *P. d'Épinac*, 69-70.

2. L'official, suivant le Familier, dissuade Mayenne de s'armer contre le roi et « de ne pas esprouver la volonté d'ung peuple ». Il croit que, soumis à S. M., le duc peut demeurer à Lyon en sécurité, à moins d'un « particulier et expres commandement de Sa Majesté ». Cette dernière réserve en disait long. — Noter que les conseils de Jeannin paraissent n'être pour rien dans le départ de Lyon, puisque le courrier du président, parti d'Autun le 28, ne rejoindra Mayenne qu'à Chalon.

3. B.N., fr. 17281, f. 203. P. Cayet, *Chr. nov.*, 90, date par erreur cette décision du 26, mais signale, d'accord avec le Familier, que conseil est donné à Mayenne de gagner la Bourgogne parce qu'« en seureté il y pourroit recevoir les advis et nouvelles des autres princes ses parents et des seigneurs et villes de la Ligue, sur lesquels il se resoudroit de ce qu'il feroit ». — Plusieurs textes, même ligueurs, indiquent clairement que le grand souci de Mayenne était de se mettre d'abord en sûreté. Par ex., l'*Hist. au vray du meurtre et assassinat proditoirement commis...*, 57, dit que, se sachant des ennemis dans Lyon, il ne voulut pas « hazarder sa personne en temps si calamiteux ». Jean de Tavanès dira plus (mais sa plume est partielle) : « Les armes ne se prindrent de M. du Mayne par vengeance et generosité, ains pour crainte de n'avoir seurté » (il n'entend pas parler, évidemment, que du départ de Lyon) (*Mém. de Gasp. de Tavanès*, 400).

4. « ...non au roy, car ce n'estoit que son devoir, mais à ses ennemis qui le possedoient ». B.N., fr. 10270, f. 92 v° : passage non publié par Ch. Valois.

Parti de Lyon le matin du mardi 27 décembre, en assez maigre équipage¹, Mayenne entra dans Mâcon « entre midy et une heure à l'insceu des habitans de ceste ville ». Il s'y entoura de secret, ne se confia qu'à l'évêque Alamanni, qu'il pria d'informer les notables du lieu, mais le lendemain seulement, de « l'occasion de sa retraicte² ». Il « disna... à la haste » chez un homme sûr, le greffier Guérin, remonta à cheval aussitôt et s'en alla coucher « du jour mesme » à Tournus³. Ce grand silence et cette marche rapide, — 23 lieues en un jour, — décèlent son impatience de dépasser les lisières de son gouvernement et de gagner la première grande forteresse bourguignonne située sur sa route : Chalon-sur-Saône.

23 lieues le 27 ; le 28 : 7. Et, dès ce jour, la citadelle de Chalon fut habilement enlevée à M^{me} de Lux qui, en l'absence de son mari, la gardait. L'homme de confiance de Jeannin, qui, parti d'Autun le matin, arrivait à Chalon le soir même, donne de l'épisode un récit plein de sens. Le secrétaire Desportes, « envoyé devant », en fourrier, avait dit à la baronne que Mayenne, regagnant Dijon par « commandement exprès » du roi, allait lui faire visite, en passant, pour lui donner des nouvelles de son mari. Mayenne arriva et se mit à table. Mais, pendant le repas, « toujours quelques ungs » de la troupe du duc « venoient à la file feignans se demander les ungs les autres ». Sur quoi, se voyant le plus fort, Mayenne apprit à son hôtesse les événements de Blois, lui annonça son intention de se servir de son mari « auprès de sa personne » et lui signifia que, pour parer dans l'avenir aux inconvénients de son absence,

1. DE NERVÈZE, son apologiste (*La vie et trespas...*, dans CIMBER et DANJOU, XV, 210) dira, en 1611, qu'il était « accompagné seulement de sa maison, en nombre de cinquante chevaux ». — *L'Hist. au vray du meurtre et assassinat* (57) indique que, pour sortir de Lyon sans difficulté, il fit mener quelques chevaux hors de la ville et, « feignant de s'aller promener avec le sieur d'Alincourt », rejoignit ces chevaux.

2. Le reg. MACON, BB 53 (f. 217-218) relate l'étonnement des Mâconnais de ne pas avoir été « advertys » de l'arrivée du prince et renseigne sur la réunion du lendemain matin à la maison épiscopale, où assistent, avec les échevins, les principaux ecclésiastiques. Alamanni y annonce les événements de Blois et « d'aaultant que c'est ung acte de grandz poix et consequence, s'en remect aux habitans de la ville d'y penser et regarder ce qu'ilz ont d'affaire sur tel événement ». Le premier échevin, Boton, pense que « tel acte ne peult amener qu'ung grand remuement en ce royaume ». On prend aussitôt les mesures de garde réservées pour le « cas d'éminent péril ». L'après-midi, assemblée générale, où ces mesures sont confirmées.

3. MACON, BB 53, f. 217.

il « avoit prié le sieur de Lartusie de prendre la charge de commander en ladicte citadelle ¹ ». Coup de force par des moyens de comédie : l'heure requérait autre chose que les tâtonnements du mois de mai ². Cette désignation, contraire aux droits du roi, d'un capitaine de la citadelle de Chalon était un acte de franche insurrection, — le premier. Mais il assurait la possession du grand fort : Lartusie, qui n'était pas d'ailleurs sans relations personnelles avec Chalon, était l'un des vieux soldats de Mayenne, qui, depuis 1580 au moins, l'avait éprouvé ³.

Une citadelle était acquise. Mais Mayenne retrouvait en outre, à Chalon, l'assistance de Jeannin ⁴. Sa liaison avec le président une fois rétablie, sûr que Dijon serait par lui défendu, il put avec quelque loisir réduire au silence les royalistes de Chalon, recevoir des habitants un nouveau serment ligueur et faire nommer des magistrats de son choix ⁵.

1. B.N., fr. 17281, f. 205 v^o. V. dans le texte la suite animée du récit : « ... Qui fut estonnée ? Ce fut la baronne de Lux, de se veoir si soudainement depos- sedée... ; mais estant ung faire le fault de sortir, elle se resolut à la patience malgré toy... » et dut « trousseur et serrer bagage... ». — Cf. aussi Sullot, 12, et P. Cayet, 90. Version chalonnaise, recueillie par PERRY, 365 : c'est Baron, le seul officier présent dans la citadelle, qui, après avoir pris l'avis de deux notables, Ph. Bataille, et Cl. Perrault, cons. et greffier au bailliage, tous deux anciens maires, donne entrée à une troupe mayenniste amenée par le s^r Saint-Julien (les Chalonnais auraient ignoré les événements de Blois).

2. V. ci-dessus, Intr., p. 168 et n. 3.

3. Antoine de Guillermy, s^r de Lartusie. Ce Béarnais, chev. de l'ordre roi, cap. de 300 h. d'armes (C.-d'OR, B 10679), servait sous Mayenne au moins depuis la première expédition du Dauphiné. En 1585, il l'avait suivi dans la révolte (Lartusie à un anonyme de l'entourage du roi, « Nenny », 17 juill. 1585, B.N., fr. 15570, f. 111). Il avait été aussi employé dans le marquisat de Saluces et avait porté le titre de gouverneur de La Mirande (ou La Mirandole) dont il se paraît encore en 1584 et 1593 (*Mém. du cap. Lartusie*, B.N., fr. 16074, f. 421, s. d., 1575 environ ; C.-d'OR, 10679, 10685, reprises de fiefs). — Marié avec Françoise de Rochechouart, de la branche bourguignonne de cette famille (sur les Rochechouart en Bourg. : BEAUNE et D'ARBAUMONT, 281), il avait contracté en Chalonnais des attaches d'intérêt. En 1583, il figure pour 2.400 écus dans une liste de créanciers de la ville de Chalon (CHALON, CC 171) ; — en août 1584, il reprend de fief un bichenage à Bellesvres et s'intitule s^r de Roguerie en Beaujolais et de Bellesvres en partie (C.-d'OR, B 10679) ; — en 1593, il est seigneur à Bellesvres et à Crecey (C.-d'OR, B 10685). — Sur la suite des services de Lartusie en Bourgogne, JEANDET, *Verdun*, 238-240 ; *Corr.*, Table ; et notre Index.

4. « Je trouvay le duc à Chalon... », dit le familier de Jeannin (B.N., fr. 17281, f. 206).

5. Sur ces mesures : PERRY, 365-366. Cf. JUEININ, *L'abb. de Tournus*, I, 276. Nous avons signalé l'absence des reg. chalonnais pour 1588-1590.

Mais c'est à Chalon encore que lui sourit, pour la première fois, sa nouvelle fortune, que des lettres lui parvinrent de Paris et d'Orléans. « Sa présence », dit l'*Histoire de la Ligue*, y était « requise », et « ceste nouvelle luy accreust grandement le courage ». C'est de Chalon enfin qu'il appela, pour la première fois, à son aide les « bons catholiques » de son gouvernement et d'une partie au moins de celui de feu Guise ¹. Et voilà qui acheva de faire de Chalon une étape déterminante. Le 3 janvier, lorsque Mayenne, accompagné de la duchesse, prit la route du nord, sa course précipitée du 27 décembre était devenue déjà la marche plus assurée d'un chef. Il avait derrière lui une éventuelle retraite ou une première base. Des gentilshommes et des troupes l'avaient joint. A Beaune, où il entra le 4 janvier ², il était déjà sur le sentier de la guerre.

II. — MAYENNE DANS DIJON.

Restait l'acte final de la retraite en Bourgogne : l'entrée dans Dijon, siège de commandement. L'échec des parlementaires fut probablement pour Mayenne le signal qui l'engagea sur la route de sa capitale : Jeannin en avait gardé la porte. Le Parlement continuait à gronder ³; mais le groupe de Vaugrenant était isolé. Seule l'opposition sur le terrain de la légalité, champ de manœuvre des juristes, pouvait encore soulever une « opinion » et retenir, hors des cours, quelques-uns des échevins. Mais les premières compagnies revenues du Dauphiné approchaient. Les châteaux de Talant et de Dijon étaient à Mayenne. Le maire La Verne l'attendait et les vigneronns offraient la ressource d'un mouvement populaire.

1. Partie encore inédite de l'*Histoire* : B.N., fr. 15270, f. 92 v^o. May. au s^r de Gondrecourt, à Chaumont, Chalon, 2 janv. 1589, HAUTE-MARNE, Rec. Jolibois, VI, f. 75.

2. C.-D'OR, G 2508, f. 253.

3. D'Aubigné, *Hist. univ.*, VIII, 23, note que « quelques-uns de la cour de Parlement » gardaient leur hostilité. DESJARDINS (*Les Parlements du roi*, 479) montre les parlementaires dijonnais disposés à la résistance et ne cédant qu'aux menaces. Comme les auteurs du xvi^e s., il rapproche l'opposition de ces Dijonnais à Mayenne de celle des Parlements de Toulouse, Aix, Rennes, etc., aux chefs ligueurs de leurs provinces. La résistance du Parl. de Rennes à Mercœur fut beaucoup plus énergique et fut facilitée d'ailleurs par des circonstances propres à la Bretagne, comme la rivalité des deux capitales Nantes et Rennes. (V. GRÉGOIRE, *La Ligue en Bretagne*, ch. VII et VIII; POCQUET, *Hist. de Bretagne*, V, 121 et s., 197 et s.).

Encore convenait-il d'entrer sans violence. Un fourrier inattendu se chargea d'ouvrir la voie : le baron de Lux, le confident du roi à Blois, celui-là même qui fut accusé d'avoir conseillé l'exécution des Guises ¹. Lorsqu'il rejoignit Mayenne en Bourgogne, il venait, dit-on, de solliciter d'Henri III, à deux genoux, et d'obtenir la vie de son oncle Pierre d'Épinac, emprisonné avec le cardinal de Bourbon. Et sa mission en Bourgogne était de maintenir Mayenne dans l'obéissance ². Mais, d'abord, on sait que le baron jouait double. Quant à l'affaire de la citadelle de Chalon entre lui et Mayenne, elle put sans doute s'arranger, moyennant argent peut-être ³. Le fait est que Lux servit Mayenne sous prétexte de le ramener au roi : « bien subtil qui le surprendra », disait de lui le familier de Jeannin ⁴.

Lux était, pour le moins, diplomate de ressource : on le vit le 5 janvier 1589 dans Dijon, où il était entré « à la minuyt ⁵ ». Son jeu, au Parlement où il se rendit d'abord, fut d'annoncer que le roi — dont il apportait des lettres — conservait son gouvernement à Mayenne. Il représentait ce prince comme ayant « promis et juré », si « remply de douleur » qu'il fût, de ne se point « ressentir » de l'acte du roi. Il demanda que, suivant la volonté de S. M., on assurât au gouverneur libre entrée dans sa ville. A quoi Brulart répondit qu'il croyait au loyalisme de Mayenne ; mais il invita Lux à exhiber ses lettres... De lettres, point : un homme du baron, dans une heure, les devait apporter. Alors un entr'acte commença, se prolongea, durant lequel, à deux reprises, le greffier Joly fut

1. D'après l'avocat P.-P. Fornier, historien des Guises, mais qui écrivit seulement sous Mazarin (B.N., fr. 5802-5803). Légende peut-être, mais consolidée par Lux lui-même, si comme Malherbe, entre autres, le dit, dans une lettre de 1613 (*Œuvres*, éd. Hachette, III, 269 et 275), il affirma un jour avoir connu les résolutions prises par Henri III en conseil secret, puis empêché qu'on en avertît Guise, et si cette affirmation fut l'occasion de son duel avec le fils du Balafré, où il fut tué (1612). — D'autres, comme D'Aubigné (*Hist. univ.*, VIII, 20), se contentent de l'accuser d'avoir dénoncé au roi les divers projets des Guises et de son propre oncle (Cf. à ce sujet RICHARD, *P. d'Épinac*, 329, 333; BAUDOUIN, II, 342). Nous avons signalé cette trahison en ce qui concernait Mayenne.

2. B.N., fr. 17281, f. 199 v° ; De Thou, X, 480 ; etc.

3. Il aurait accepté 6.000 écus, « ainsi qu'on disoit » (*Mém. de Guill. de Tav.*, 476).

4. B.N., fr. 17281, f. 166 v°.

5. DIJON, B 226, f. 139. Il descend en arrivant, fait non négligeable, chez Jeannin. Autre fait à noter : le familier de Jeannin ne dit rien du rôle joué le 5 janv. par Lux.

chez Jeannin pour voir si l'homme y était arrivé... Mayenne y devait être avant lui ¹.

Même jeu, exactement, à la Chambre de ville, où Lux, peu après, est introduit pour « porter propos à icelle de la part du roy ² ». Mais, là, la voie est libre : La Verne « dict qu'encores que les lettres d'icelle Sa Majesté ne se voient, toutefois la ville le congnoissant pour fidel serviteur du roy et qu'il ayme sa patrie, tient et croyt pour veritable son raport ³... ». Et tandis que le Parlement court après un messenger supposé, « Monsieur le maire, avec la plus grand part du corps de la Chambre », est déjà au devant de « Monseigneur » sur la route de Beaune. Au carrefour du chemin de Perrigny, au lieu même où, traditionnellement, les magistrats de Dijon venaient jadis attendre leurs ducs, La Verne, ennemi des cours et protagoniste surnois d'un clan, livre au frère de Guise entrée dans sa ville ⁴.

Tandis que Mayenne entrait dans Dijon par « l'une des portes », Vaugrenant et d'autres compromis s'évadaient « par l'autre ⁵ ». Mayenne dans Dijon, c'était le terme d'une période d'attente pour cette ville même et aussi pour la province. Les officiers des cours royales à la veille de leur abaissement, les mairies à la veille de leur apogée, pouvaient, par illusion ou par jeu, prétendre que cette présence était régulière, que le roi n'avait pas désavoué leur gouverneur. La politique de Lux était la bonne pour tourner les défiances

1. *Reg. Parl.*, III, p. 257-259. Récit, — mais peu critique, — dans LA CUISINE, II, 133, et dans BAUDOUIN, II, 358 et s. — A sa troisième démarche, Joly trouve Mayenne et Lux chez Jeannin. Le lendemain, Joly revient encore à la charge. Lux lui refuse tout net de se rendre au Palais et d'y faire porter ses lettres. Le Parlement, joué, récrimine ; mais vainement. Un ennemi de Lux, Guill. de Tavanès, lui reproche son cynisme (*Mém.*, 476).

2. DIJON, B 226, f. 139, et B 178 bis (minute), f. 163 et s. Le roi, dit-il, l'a envoyé en Bourgogne pour y annoncer partout sa volonté qui est que Mayenne « soyt tousjours recongneu et obey en sad. quallité de gouverneur », à condition que Mayenne promette obéissance. Or, Mayenne, « prince sage et bien advisé », veut « mettre » tout souvenir des assassinats « souz ses pieds sans s'en rien remettre à la mémoire... », etc.

3. *Ibid.*

4. Une seule réserve : le maire, dans sa harangue, supplie le duc de ne pas « donner garnison à la ville ». C'était là la seule question grave aux yeux des municipaux. Une fois Lux sorti de la maison de ville, ils avaient décidé d'insister sur cette condition (DIJON, B 226, f. 139 v°). Mayenne promit de n'introduire aucune garnison si on ne lui en donnait lieu, et n'en imposa effectivement aucune, contrairement à ce que croit le familier de Jeannin (B.N., fr. 17281, f. 211).

5. B.N., fr. 17281, f. 211, et (moins précis) Pépin, 44.

bourguignonnes. Et pourtant, le retour de Mayenne en son Logis du Roy, qui paraissait amener le dénouement d'une brève crise locale, annonçait surtout un plus grand « trouble » : une guerre civile de six années.

Une fois Mayenne entré dans Dijon comme gouverneur réputé « confirmé » par le roi, une fois les robins dominés, — les résolus en fuite, les couards terrés et les ligueurs ragaillardis, — une fois les compagnies de l'armée du Dauphiné cantonnées au plat-pays, et les grandes citadelles, Chalon, Beaune, Dijon, Talant, assurées, — ce furent les royalistes, alertés tardivement par Guillaume de Tavanès, qui firent, un temps, figure de factieux, sous le nom d'« hérétiques » : les rôles parurent curieusement renversés.

Un temps seulement. Mais cette équivoque passagère donnait loisir de consolider l'« établissement » dans cette « ville capitale » où se voyaient encore des remous suspects autour des cours, et une masse populaire plus excitée contre les « huguenots » du 1^{er} janvier que positivement disposée à servir « Monseigneur ». Par bonheur, des moyens s'offraient. L'ambition d'autorité du clan échevinal, comprimée durant la période des États, explosait alors en rancunes fraîches, en documents haineux accumulés pendant des semaines de silence forcé : rapports d'espions, informations du 1^{er} janvier, de quoi remplir aisément les listes de proscription établies par Mayenne. Ces listes, — sauf une, la première, qui comportait une dizaine d'emprisonnements immédiats ¹, — furent envoyées par le duc à la Chambre de ville et complétées par elle. Elles comprenaient 74 noms le 9 janvier, 17 le 11, et le 16 encore quelques noms nouveaux. En ces premiers « rollets » dijonnais de la révolution ligueuse, voisinaient les ennemis de la mairie, ou du maire, avec ceux du gouverneur : — un trésorier général : Robert ; une dizaine d'avocats : J.-B. Richard, Humbert, Petit, Virot, Fournier, Jean Folin, etc. ; des procureurs : Hugues Maire, Poillechat ; nombre de « marchands » dès longtemps compromis : Bénigne Perruchot, Jean

1. Mentionnés, comme déjà exécutés, dans la liste du 9 janv. — Les emprisonnés des premiers jours — 5, 6, 7 et 8 janvier — étaient p. ex. le sergent-royal Pierre Villemain, le contrôleur Gobin de Recologne, l'avocat Gros, Sébastien Popin (sans compter les parlementaires arrêtés le 7 comme on le verra plus loin).

Gougenot, et les Desplanches imprimeurs ; — outre cela : Francolin, concierge des Comptes, et, parmi les gens du petit peuple, des vétérans de l'emprisonnement ou de l'expulsion : l'estassonnier Claude Cardinal, le serrurier Apvrillet, l'écrivain public Denis La Bretache, et des femmes : les veuves de l'orfèvre Bénigne de Vaulx et d'un Guienot de la paroisse Saint-Jean, les femmes de Jean du Mont et du serrurier Florent Febvre ¹... Tous ces noms, sauf de très rares exceptions, étaient de ceux qui figuraient déjà dans les listes de protestants poursuivis, imposés ou convertis dans les dernières années de la lieutenance de Gaspard de Tavanès ². La Ligue frappait d'abord suivant l'expérience du passé et les guerres religieuses survivaient encore en ce début de guerre nouvelle. Mais de plus, — et le nombre remarquable des noms de suppôts ou de marchands l'indique bien, — les oligarques catholiques expurgeaient préventivement leur propre classe. Peu de noms d'officiers au contraire, peu, du moins, de grands robins : les « conseillers », on le sait, avaient, en général, évité d'avouer la religion nouvelle, et, d'ailleurs, trois au moins des meneurs du 1^{er} janvier avaient déjà pris le large, — suivis de tout un flot composite d'avocats, de marchands et d'hommes de métiers devançant les proscriptions ³. Le Parlement, au surplus, eut son traitement à part.

Vaugrenant disparu, Denis Brulart le timide, premier président, avait baissé pavillon. Le 7 janvier, la cour était allée, par délégation, saluer le gouverneur, et c'était là, en fait, un acte de soumission, porté d'ailleurs par des députés dont le choix était significatif : le président Bourgeois de Crespy, les conseillers Claude Bretagne, Pierre Colard, Pierre Odebert, Jean Fyot puîné, tous royalistes de la veille et du lendemain ⁴ : moyen, sans doute, de requérir grâce.

1. Liste du 9 : DIJON, B 226, f. 140-141 v^o ; du 11 : *ib.*, f. 142 v^o. Pour le « rôle » du 16 (26 noms), l'original signé de Mayenne a été conservé (B 456, n^o 116, p. p. GARNIER, *Corr.*, II, n^o 351 ; dans la liasse B 9, n^o 21 : copie d'une liste identique, sauf 3 noms en plus, et datée du 14, non du 16).

2. Cf. les listes données par BELLE, *La Réforme à Dijon*, P. J. n^o 24 (perquisitions, 1567) ; 28 (impos., 1568) ; 31 (conversions, 1568) ; 37 (1571). Le n^o 31 donne un Pernot Guienot, orfèvre, qui put être le mari de la veuve de ce nom citée ici.

3. Le prés. de Vaugrenant, le cons. Jean Quarré, un cons. Bretagne, l'avocat Jean Odebert, etc. Sur cette première émigration, v. les noms cités par DROUOT, *Flavigny contre Dijon*, ch. I, § 1 et 2.

4. *Reg. Parl.*, III, 259.

Malgré quoi, et le jour même, Pierre Odebert et Bretagne puiné étaient enfermés au château ¹. Et le 16, lorsque la cour alla demander leur libération, elle essuya un refus formel qui était l'humiliation des pusillanimes et justifiait Vaugrenant ². Les grands bourgeois d'office, en l'espèce, invoquaient en vain leurs libertés. Leur autorité et leur puissance, en ce jour même, subissaient, on va le voir, un coup redoutable, par lequel ils pouvaient apprendre que, sous les apparences renouvelées des crises religieuses de naguère, une révolution sociale et politique pouvait se trouver cachée.

IV. — L'ALLIANCE AVEC LES MAIRIES. LES BASES DU MAYENNISME COMMUNAL.

Le mystérieux « Conseil d'État de la Sainte-Union » de Dijon eut-il un rôle dans ces mesures ? Ce rôle n'apparaît pas et le Conseil, dès janvier, eut, au contraire, un autre programme ³. Le seul agent des proscriptions fut bien la mairie. Aussi bien le geste logique esquissé le 5 janvier au carrefour de Perrigny semble-t-il s'être précisé dans cette collaboration policière. L'entente à demi-mot de juillet 1588 était devenue, dès le 5 janvier, alliance effective. Mais, les 15 et 16 janvier, cette alliance prit une forme plus précise encore. Ces jours-là, avant-veille et veille du départ de Mayenne pour Paris, la Chambre de ville de Dijon et son maire, en deux séances proprement révolutionnaires, furent investis de pouvoirs exceptionnels. Séances dont les procès-verbaux devaient être, dans la suite, maintes fois relus, copiés, invoqués ⁴. Acte fondamental où se définissent les conditions essentielles des relations de Mayenne, désormais chef de la Ligue et chef de gouvernement, avec ses villes bourguignonnes, et, dans l'esprit des communaux de Dijon pour le moins, sorte de première charte d'une ère municipale nouvelle ⁵.

1. *Reg. Parl.*, III, 262 ; B. DIJON, Juigné 3, p. 28.

2. *Reg. Parl.*, III, 263. La délégation était conduite, cette fois, par le mayenniste Desbarres.

3. V. ci-ap., § v.

4. Ex. d'une de ces copies : DIJON, B 9, n° 22.

5. A ce titre, on eût pu admettre que les textes que nous allons résumer eussent été, sinon reproduits, du moins signalés par Joseph GARNIER dans

Il faut suivre le registre des séances. Dimanche, 15 janvier : Mayenne mande la Chambre au Logis du Roy et lui annonce son départ imminent. Il veut « promesse luy estre faite par la compagnée de n'admettre et recevoir en lad. ville aucunes garnisons quelles qu'elles soient quand oires mesmes l'on diroit estre de la part du roy ». Il faut donc que la ville reste dans « l'union ». Pour cela, il s'en remet au maire. A lui et « à messieurs les eschevins pour l'assister », il déclare « délaisser tout le régime et gouvernement ». Un lieutenant-général de Bourgogne résidera à Dijon ; mais ce « personnage d'honneur » ne les gênera pas dans l'exercice de leur autorité ¹. « Tout le régime et gouvernement » : le maire et ses échevins pèsent les mots, et songent aussitôt à asseoir sur une délibération solennelle l'hégémonie urbaine qui leur est offerte. La Verne répond donc qu'il convient « assembler Messieurs de la Cour et des Comptes et officiers des bailliage et chancellerye » pour leur signifier le régime nouveau, « les rendre participans » de la « vollonté » de Mayenne, afin de « correspondre tous à une mesme affection » ; et Mayenne reconnaît l'opportunité d'une assemblée générale ².

Lundi 16 janvier : à six heures du matin, messe du Saint-Esprit, — et à la Sainte-Chapelle, à grandes orgues ; — puis, « en la grant salle de l'hostel de ville », en présence des députés du Parlement, des Comptes, du bailliage, des capitaines et dizeniers des paroisses et des représentants des habitants, en présence donc de la ville entière, le maire fait un « beau et louable discours », et cite « plusieurs passages de la Sainte Escripture et humaine tendant au debvoir et à l'obeyssance que lesd. habitans doibvent premiere-ment à Dieu, au service du roy et de ceulx qui ont le gouvernement et commandement sur les habitans... » On passe ensuite aux avis, et les officiers eux-mêmes, qui sont des mayennistes comme Fyot,

son recueil de *Charles d'affranch. et de commune* : la méthode et l'esprit de ce recueil l'eussent permis. Mais la révolution de la Ligue a finalement échoué et ces textes qui, si elle avait au contraire abouti à une organisation politique durable, auraient été considérés comme très significatifs au point de vue de l'étude des « origines » des institutions nouvelles, ont été, par Garnier lui-même et par tous les historiens de Dijon, entièrement méconnus...

1. DIJON, B 226, f. 144. La minute écrite en séance offre avec le texte du registre définitif quelques variantes intéressantes à divers point de vue, mais négligeables quant au sens des débats et des textes. De même pour les séances suivantes (B 178 bis, f. 186 et s.).

2. *Ibid.*, f. 144 v^o.

du Parlement, comme Vincent, des Comptes¹, opinent en faveur des « choses proposées par ledit sieur duc de Mayenne », en rappelant l'entente nouée avec lui en 1585. Finalement,

toute la compagnée ensemblement et unanimement ont conclud, resolu et deliberé de vivre en toute union, paix et concorde les ungs avec les autres, — que sera fait promesse audit sieur duc de Mayenne de n'admettre et recevoir pour qui que ce soyt aucunes garnisons dans lad. ville comme ayant icelle ce privilege exprès de ne le souffrir et permettre et s'y estant maintenu jusques à present, — qu'il ne sera recongneu pour y commander autre que led. s^r mayeur en l'absence dudict seigneur duc de Mayenne, auquel sera faite et prestée toute obeysance à ses commandemens, — ce qu'ilz ont tous promis et juré faire par le serment qu'ilz ont presté presentement par la levation de leurs mains, et de garder et conserver lad. ville au service de Dieu, de la foy catholique, apostolique et romayne et de la coronne de France souz le gouvernement dud. s^r duc de Mayenne².

Telle était cette « resolution » solennelle. A l'issue de trois semaines de balancements et d'une longue année d'équivoque, elle liait la capitale de la Bourgogne, nettement cette fois, au parti de la révolte. Les ligueurs restaient fidèles à la « coronne », mais non à Henri III ; ils servaient Dieu et la foi et ne recevaient d'ordre que de Mayenne : le grand pas était ainsi franchi.

Mais cela moyennant un marché préalable qui donnait tous pouvoirs *intra muros* à la mairie, au « s^r mayeur seul » ; et moyennant serment qui engageait tous les corps représentés à la grande assemblée³. Le Parlement soumis à la mairie au point de vue de la police : on mesure là à la fois l'abaissement de la Cour « souveraine », le profit de Mayenne au point de vue de sa sécurité en Bourgogne et le bond que faisait l'autorité communale...

Quelques-unes des grandes villes de la Sainte-Union ont-elles dans leurs archives des textes aussi suggestifs datés de 1589⁴ ? Ou bien Dijon, capitale du gouvernement de Mayenne, doit-elle à ce caractère d'être en cela une privilégiée ? Cette ville de France, en 1586-1588, n'avait pas mérité d'être citée parmi les zélées de la Ligue nouvelle. En janvier 1589, si l'on veut, elle les rejoignait. Mais pas plus en 1589 qu'en 1588 elle ne subissait la marque de

1. Baillet, du Parlement ; Morin, du bailliage, etc. (f. 145).

2. *Ibid.*, f. 146 v^o - 147.

3. Les deux points, du f. 144 au f. 147, sont plusieurs fois et également soulignés.

4. Nous n'avons rien rencontré d'équivalent dans les documents reproduits ou cités par les historiens de ces villes.

l'autorité parisienne. La levée communale, chez elle, avait un autre appui que les passions ou les mouvements populaires, l'appui d'un prince, du chef de la Ligue lui-même. Mayenniste par contrat, la mairie de Dijon allait rester marquée, parmi les « villes-unies », d'une empreinte originale.

Alliance de la « ville-capitale ». Les échevinages des autres villes de Bourgogne conclurent-ils avec Mayenne le même pacte ? Leurs registres, il faut le dire, ne contiennent rien de comparable au procès-verbal dijonnais du 16 janvier. Le duc n'était pas dans leurs murs, et leur adhésion, évidemment, comptait pour moins. Elles ne possédaient d'ailleurs pas, on l'a vu, des maires élus par « le commun », aptes à prendre en la circonstance le ton du vicomte-maieur de Dijon, et d'apporter au prince un semblable renfort de puissance. Cependant, des documents ne manquent pas qui montrent que Mayenne, à la date même où il négociait avec La Verne, s'efforçait de conclure avec la plupart des corps de ville des ententes où se retrouvent les mêmes éléments généraux. Ayant convoqué auprès de lui, pour le 14 janvier, les députés des villes ¹, il leur proposa uniformément de leur épargner des garnisons, de les « protéger » contre les officiers, et leur demanda en retour un service indéfectible, avec la « conservation » jalouse de leurs places contre les troupes du roi.

Il se heurta à quelques résistances. Mâcon, que l'influence de Philibert Barjot et celle des Lyonnais, appuyée par Ornano, avaient ressaisi derrière lui après son rapide passage du 27 décembre, avait d'abord fait la sourde oreille à ses sollicitations répétées ². Son « premier échevin » pour 1589, Descrivieux, avocat du roi, promit à Dijon qu'« à l'imitation de toutes les aultres villes » du gouvernement, les Mâconnais fermeraient leurs portes à toutes les troupes et recevraient les « commandemens de mondiet seigneur de Mayenne » ; — mais ensuite, dans le privé, à Mâcon, ses coéchevins ajoutèrent un mot à cette formule : « pour le service de Sa

1. Mayenne aux éch. de Mâcon, Dijon, 9 janv. 1589, MACON, AA 7, n° 24. Il annonce une réunion à Dijon des députés des villes, de l'église et des nobles. Il avait déjà à Mâcon, à Chalon, promis de ne pas leur imposer de garnison (CHALON, BB 10, f. 162 v°).

2. May. aux éch. de Mâcon, Dijon, 8, 9, 15 janv. 1589 (MACON, AA 7, n° 23, 24 ; et BB 55, f. 22 v°, 26, 28 v°, *cop.*). Sur les conditions de l'opinion à Mâcon et les hésitations de l'échevinage, v. ci-ap., ch. III, § vi.

Majesté » ; et la convention mayenniste¹, par ces rétifs, était donc dénaturée. A Auxerre, une autre influence externe disputait le champ à Mayenne, cette fois ligueuse : celle de Paris. Cependant une promesse de fidélité y semble avoir été obtenue par lui. A Autun, Odet de Montagu s'engagea. A Avallon, ville sans mairie, les Goreau et les Robert lièrent aisément leurs intérêts à ceux du « protecteur ». A Saint-Jean-de-Losne, à Semur, mêmes promesses de Mayenne et mêmes engagements des échevins². A de plus petites villes l'entente fut dictée. Ainsi, par exemple, à Arnay-le-Duc, que l'influence de Charny faisait hésiter et dont le syndic Jobard, l'échevin Sébastien Guillaume durent accourir à Dijon aux ordres du duc³. Et partout les mêmes « promesses » : pas de garnisons, d'aucun parti ; service fidèle de Monseigneur du Maine, protecteur des échevinages. Telle était la formule par laquelle le prince pensait « assurer » ces villes, c'est-à-dire sa province⁴. Aux tâtonnements de 1587-1588, des actes délibérés avaient succédé.

V. — FERRAQUES LIEUTENANT-GÉNÉRAL. LE CONSEIL DE DIJON.

Mayenne promettait aux mairies le prix demandé. Mais non, sans doute, sans d'intimes réticences. Il faut bien voir, en effet, non loin des hôtels de ville où les échevins enregistraient leur « crue » de pouvoirs, les témoins et les garants que Mayenne se choisissait de ses contrats : les capitaines de châteaux, — et ce nouveau lieutenant-général qu'il annonçait aux Dijonnais tout en limitant soigneusement aux « occurrences générales » les attributions

1. MACON, BB 55, f. 28 v°. Mayenne rappellera les promesses reçues (May. aux éch., Paris, 20 fév., AA 7, n° 27).

2. Pour Auxerre : faits généraux dans CHALLE, II, 61-62, 65 ; — Autun : AUTUN, BB 4, délib. de janv. 1589 ; — Avallon : May. aux éch., Dijon, 16 janv. (B.N., Moreau 809, f. 77) ; cf. CHALLE, II, 62 ; — Saint-Jean-de-Losne : les éch. à Fervaques, 20 mars 1589, *Corr.*, n° 416 (ils rappellent les engagements souscrits) ; — Semur : les éch. au même, 15 mars, *Corr.*, n° 411 (même rappel).

3. LA VIROTTE, *Annales d'Arnay*, 90.

4. A Troyes, sa première étape importante au sortir de la Bourgogne, il emploie des formules déjà moins larges : il ordonne l'obéissance au gouverneur qu'il nomme, « voulant néanmoins que l'autorité qui est due au maire de lad. ville luy soye conservée » (Troyes, H 2, cité par LA PERRIÈRE, *N. du Hault*, 47-48).

qu'il disait lui réserver. Il faut noter, en effet, ces actes accomplis à la veille du départ pour la guerre : les nominations, — entachées de lèse-majesté, mais méditées et délibérées, — de Chastenay, baron de Saint-Vincent, au gouvernement de la ville de Chalon, à l'ombre de la citadelle où Lartusie lui-même venait de recevoir commandement ; — de Sébastien Noirot, confirmé dans la capitainerie de Châtillon-sur-Seine ; — du s^r de Chanlecy au grand château de Talant¹, — et, caractéristique entre toutes, la nomination du lieutenant.

Sennecey et Lux définitivement écartés, Fervaques avait été une seconde fois pressenti. La mort de Guise conférant à Mayenne un rang nouveau, le baron, vers le 7 janvier, accepta plus franchement l'amorce. La négociation ne fut cependant pas sans labeur. Mayenne dut promettre des profits positifs : des gouvernements de places de second rang pour les gendres, Saulx-le-Duc, Seurre ; et des abbayes². Enfin le marché se conclut. Et Fervaques apparut à Dijon, muni, le 13 janvier, d'un pouvoir aussi irrégulier que celui des gouverneurs de Chalon, et qui est, à n'en pas douter, l'un des plus notables parmi les actes signés de Mayenne comme simple gouverneur insurgé, avant qu'il ne fût armé du titre de lieutenant-général de l'État :

CHARLES DE LORRAINE, pair et grand chambellan de France, gouverneur et lieutenant general pour le roy en ses pais et duché de Bourg^{ne} [au] s^r de Fervacque, chevalier de l'ordre de Sa Majesté et cap^{ne} de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, salut. Ne pouvant à nostre grand regret demeurer en ceste province pour y conserver le repos et tranquillité que nous nous sommes jusques icy essayés d'y maintenir, et desirant y laisser ung bon ordre et ung personnage de qualité qui luy puisse faire observer et entretenir, — Nous, pour la cognoissance que nous avons de vostre valeur, preudhommie, fidélité et affection de lad. province, vous avons choysy du consentement et advis de messieurs de la Cour de Parlement et de nostre ville pour commander en icelle et en cestedicte province avec le mesme pouvoir et autorité que celui que nous y a esté donné par Sa Mag^{té}, ordonnant et enjoignant tresexpressément en vertu de nostred. pouvoir à tous capp^{nes} des chasteaux et places de cestedicte province, officiers et subjects du roy de vous

1. Pour la nomination de Chastenay-Saint-Vincent, à défaut du reg. de 1589, qui fait défaut, v. CHALON, BB 10, f. 175. Cf. PERRY, *Hist. de Chalon*, 366. — Sur la capitainerie de Noirot : CHATILLON, carton Ligue, et CROIX, *Une capitainerie de petite ville pendant la Ligue* ; — sur Chanlecy : Corr., n° 408. Sur ces capitaines, v. aussi notre Index.

2. DION, B 9 (« Faictz et articles » de l'information contre Fervaques). Mayenne dut promettre un gouvernement pour le second gendre de Fervaques, le s^r de Médavy (May. à Ferv., Paris, 22 mars 1589, Corr., n° 419 ; et ci-ap., ch. IV, § v).

obeir comme à nous-mesmes en tout ce qui leurs sera par vous commandé pour le bien et conservation d'icelle province et pour la maintenir en l'estat qu'elle est de present. Faict à Dijon, le 13 janvier 158[9]. Signé CHARLES DE LORRAINE, et sur le reply, par Monseigneur, BAUDOIN ¹.

En conservant dans ses papiers la copie qu'on vient de lire, la mairie de Dijon a sauvé de l'oubli un texte que les cours souveraines n'avaient pas à enregistrer, cette étrange ordonnance d'un gouverneur agissant « en vertu » des pouvoirs reçus par lui du roi, mais abusant de ces pouvoirs sous le couvert d'un « avis » donné par des autorités locales. Ni le titre de lieutenant-général, ni celui de lieutenant en l'absence n'y était conféré à Fervaques explicitement, bien qu'il reçût effectivement les pouvoirs de la lieutenance. Aux lieutenants munis de lettres royales régulières, Charny et Guillaume de Tavanès, aucune allusion : l'irrégularité n'allait pas jusqu'à leur retirer leurs qualités. Mais Mayenne, en réalité, passait outre à leurs prérogatives et, à la retraite de fait du comte de Charny, ce vengeur de Guise donnait d'autorité une consécration précise.

Et certes, de Fervaques, Mayenne allait avoir bientôt à se défier. Sous la mine « fort grave » qu'admire le confiant Pépin ², le nouveau lieutenant cachait d'inquiétants calculs personnels, et, pour com-

1. DIJON, B 9, n° 27, copie, écriture contemporaine. A la ligne 2 du texte imprimé ci-dessus, cette copie, assez négligée, porte : « avec le s^r de Fervacque » ; dans la date, le chiffre final du millésime est illisible. Mais, ici et là, nos leçons ne font pas doute. — Cette désignation, si irrégulière, fut-elle, par la suite, régularisée par des lettres signées de Charles de Lorraine, lieutenant-général de l'État et couronne de France ? Nous n'avons pas rencontré ces lettres dans les enregistrements. Le fait, d'ailleurs, ne peut surprendre, si l'on songe que Fervaques fut arrêté dès le 23 avril 1589 comme suspect, c'est-à-dire à une date sensiblement antérieure à celle où, suivant les usages des cours souveraines, il aurait été normalement procédé à l'enregistrement de lettres elles-mêmes signées, au plus tôt, en février. — Mais nous inclinons à croire que Fervaques dut se contenter de ce pouvoir du 13 janv. Un faible indice, d'abord, serait le fait que seul ce pouvoir figure dans le gros dossier de B 9, qui est celui que constitua la ville de Dijon pour défendre sa cause dans le long procès qu'elle eut à soutenir contre Fervaques jusqu'à 1602. Autre indice, plus net : le fait que Charny, neutre, est sollicité en août-sept. 1589 de rallier la Ligue avec son titre officiellement conservé de lieutenant-général : il n'avait pas démissionné et Mayenne, qui évitait généralement de rien briser, se garda sans doute de le remplacer par un acte muni du sceau de l'État (v. ci-ap., ch. VI, § vi). Enfin, il apparaît bien dans les démarches de Fervaques jusqu'en avril (v. ci-ap., ch. IV, § v) qu'il ne se considère pas comme muni d'une charge définitive et vise à mieux qu'à son emploi bourguignon.

2. Pépin, 45.

mencer, il confirmait avec soir, par son gendre La Ferté-Imbault, par ses cousins Tavanès, ses relations parmi les fidèles du Valois¹. Mais, tandis que Mayenne personnellement allait se dire à propos « celluy qui se fye du tout en vous » et « qui toute sa vie vous honorerà comme son père² », tout un jeu de surveillance allait s'établir entre ces puissances de Bourgogne que les circonstances paraissaient devoir rendre si libres : les mairies allaient surveiller Fervaques, comme lui-même les mairies.

De ce lieutenant irrégulièrement nommé, les attributions étaient régulières : la défense de la province avant tout, — défense politique comprise, mais suivant les ordres reçus et par des moyens militaires. Mayenne, du reste, ne quitta pas Dijon sans avoir assuré à Fervaques des forces. Du 5 au 8 janvier, un branle-bas militaire commença. Non seulement les « dizaines » citadines étaient mobilisées à toute outrance, non seulement les gouverneurs armaient leurs forteresses³, mais Mayenne, — autre irrégularité délibérée, — distribuait des commissions de recrutement et aussitôt des formations de compagnies, des mouvements de troupes, des installations de garnisons étaient, de divers côtés, signalées⁴. A Dijon même, avec bien des circonlocutions, le prince imposait la levée, par les échevins, de 100 hommes — de leur choix, il est vrai — qu'ils devaient entretenir au Logis du Roy⁵. Quant au trésor de guerre, et aux troupes mobiles, il y fut brutalement pourvu. Avec les élus, les égards que Mayenne avait pour les mairies furent considérés comme inopportuns. Le 11 janvier, mandant l'élu du roi et ceux du Tiers présents, Mayenne leur demanda, pour entretenir 1.000 arquebusiers et 50 lances pendant trois mois, 50 ou 60.000 livres. L'élu du roi et les officiers des Comptes attachés aux États hochèrent la tête et osèrent répondre qu'il ne se pouvait.

1. Cl. d'Etampes, s^r de La Ferté-Imbault, reste fidèle à Henri III, et Mayenne se défie de cette parenté (May. à Ferv., 3 fév. 1589, *Corr.*, n° 364). Sur l'attitude ultérieure de La Ferté : ci-ap., ch. IV. Sur les relations avec la maréchale de Tavanès et avec Guill. de Tav. : DROUOT, *Flavigny contre Dijon*, ch. III, § 1.

2. May. à Fervaques, Orléans, 3 fév. 1589, *Corr.*, n° 364.

3. DIJON, B 226, janv. 1589 ; — MACON, BB 55, f. 19 v° et s. ; — AUTUN, BB 5 ; *Corr.*, n° 352 ; etc.

4. B 226, f. 142, 149. — Sur l'installation de la garnison de Nuits (24 hommes) : May. aux éch. de Nuits, Dijon, 14 janv., Nuits, M 2.

5. DIJON, B 226, f. 148, 243, etc.

Mayenne alors essaya de l'intimidation : il menaça de « partir et imposer sur le pays la somme de 23.000 écus », et envoya des gens chez le receveur des États, Nicolas Desbarres, pour y prendre la caisse du taillon. C'était le renouvellement du coup de force de juillet 1588. Chez les trésoriers du Bureau des Finances, émotion et cris. Desbarres, résistant, fut jeté en prison. Puis Mayenne en rabattit. De 23.000, il descendit à 14.000, puis à 10.000 écus, si on lui en livrait 7.000 sur le champ. Les gens des Comptes, « voyant que leurs remontrances ne profitoient de rien » et « aussy pour faire rendre la liberté audict Desbarres », consentirent enfin à emprunter 7.000 écus. C'était un premier fonds ¹.

Le « Conseil d'Etat de la Sainte-Union » de Dijon devait aider le lieutenant à trouver mieux. Organe « inouï », diront les royalistes, c'est-à-dire irrégulier lui aussi, — révolutionnaire. Issu sans doute du bureau local du parti de l'Union qui s'était, plus ou moins complètement, organisé au cours des années précédentes ², il allait désormais vaquer à l'entretien des garnisons, pourvoir à la défense, à la guerre, par la gestion d'une caisse des dépenses militaires, c'est-à-dire, en fait, contrôler au nom de la Ligue ces représentants ordinaires de la Bourgogne et administrateurs de ses finances propres : les États et les élus provinciaux des trois ordres, et forcer la main, au besoin, à ces gardiens des deniers du pays.

Auxiliaire du lieutenant, donc, que le Conseil. Mais aussi, à n'en pas douter, comité de surveillance prudemment installé auprès de ce lieutenant et non, sans doute, sans consignes données à demi-mot sur son rôle de haute police : Fervaques, grâce à lui, n'était plus libre entièrement de ses actes, ni Mayenne dénué d'informateurs qualifiés. Organe du « party », certes, et doublement : par son nom, par sa composition et ses origines probables ; — organe de surveillance des « comportements » locaux, au nom des directions reçues du Conseil général de la Sainte-Union. Mais, au fond, les concepts se mêlant, conseil à la dévotion d'un maître, de Mayenne

1. Sur cette affaire qui agite le monde des trésoriers et des receveurs, à Dijon, du 11 au 15 janv., v. C.-D'OR, C 3069, f. 263 et s. ; cf. BAUDOUIN, II, 364-366. — Sur les demandes ultérieures de Fervaques, ci-ap., ch. IV, § v.

2. V. ci-dessus, p. 135.

chef de la Ligue en armes : ingénieuse et facile adaptation bourguignonne, aux convenances d'un prince, d'une institution née, semble-t-il, d'une impulsion parisienne¹.

VI. — L'ADHÉSION DE MAYENNE A LA RÉVOLTE DE LA LIGUE.

Ces armements et ces soins auraient pu indiquer chez Mayenne l'intention de s'arrêter en Bourgogne. Monter ses canons aux remparts, farcir le pays de soldats avec l'appui de l'Espagne, du Savoyard et du Lorrain, voisins de lui, se faire dans son gouvernement « demi-roi », en laissant le bouillant Aumale, élu gouverneur de Paris par le peuple, courir aventure avec les Seize, en aidant ce Paris de loin et sans négliger de s'en faire aider : le plan était possible ; et ce fut, en somme, celui de Mercœur en Bretagne. Il eût laissé Mayenne dans son personnage de 1588, libéré seulement de l'équivoque politique et aurolé par le « martyr » de ses frères. Mais possible aussi était un autre plan : — oublier la mentalité d'un Guise cadet et une politique personnelle périmée ; répondre à l'appel de Paris ; aller dans la ville des Barricades continuer l'ainé disparu ; commander « en chef » non dans une province, mais dans le royaume. Enfin, Mayenne pouvait, toutes mesures prises pour parlementer d'un ton digne, rester en fait, ou rentrer, dans l'obéissance du roi, cueillir en 1589 les fruits de la « modération » passée, se faire entre Henri III et la Ligue, et fructueusement, arbitre...

Le roi redoutait le pis. Ce fut chose souvent répétée, en 1589, que, quelques heures après le départ de Mayenne, Alphonse d'Ornano arrivait à Lyon avec ordre de se saisir de lui². Mais le frère des

1. Pour tout ce qui concerne ce conseil, v. ci-ap., les § III, IV, V, VII du chap. IX, où nous avons concentré l'ensemble des indications que nous avons pu réunir sur cet organe très peu connu.

2. De Thou, X, 474, 477 ; Gassot, 190 ; etc. *L'Hist. au vray du meurtre et assassinat proditoirement commis...*, 57, distingue : 1° un ordre du roi au senéchal de Lyon : se saisir de Mayenne ; 2° après l'arrivée à Lyon du courrier portant ce premier ordre, celle d'Ornano, qui avait mission de mettre Mayenne à mort. — Notons simplement ici, sans entreprendre une vaine discussion, qu'Henri III a nié, — mais cinq semaines plus tard, — avoir eu de telles intentions (« ...Non seulement je ne luy voulus faire aucun mal, comme je y eusse bien peu donner ordre d'heure là où il estoit, si j'en eusse eu la volonté, mais au contraire j'en-volay incontinant vers luy... » pour le rassurer... (v. « Extraict d'une lettre

Guises n'était déjà plus au gîte, et c'est en Bourgogne qu'Henri III dut ensuite envoyer ses agents, et avec une seule chance réelle : celle d'obtenir une déclaration d'obéissance. Il tenta du moins de son mieux d'arrêter sur le chemin de la révolte ce Guise échappé de ses filets : les chroniqueurs et historiens l'ont dit, notamment Jeannin, témoin direct ¹. Dès Beaune, selon les uns ², à Dijon, suivant les autres ³, Mayenne reçut un message où le roi « luy promettoit d'arrester la punition des choses passées à la mort de ses frères ⁴... » et, sachant que Mayenne n'avait « aucunement participé » à leur « entreprise », que « son naturel n'estoit porté à leurs inclinations, mais au contraire », lui offrait le maintien de son gouvernement de Bourgogne et de son commandement d'armée ⁵. Et c'était là spéculer sur la sincérité du jeu « à part » qui avait été jusque là celui de Mayenne, sur sa brouille avec son frère ; ou du moins tâter de ce côté, mais sans s'en remettre à ce seul essai, car s'il faut croire le familier de Jeannin, — que sa haine pour Lux put en l'espèce égarer —, ce baron apportait à Dijon d'autres lettres du roi ordonnant au Parlement de faire saisir Mayenne ⁶.

du Roy escrite à Blois le 3^e fevrier 1589 », B.N., fr. 5045, f. 178) et que Mayenne lui-même ne paraît pas avoir pensé qu'Ornano ait eu, ou du moins accepté, la mission de le mettre à mort (v., ci-ap., sa lettre à Ornano du 11 janv.). — Suivant PERRY, *Hist. de Chalon*, 365, Mayenne aurait été averti des desseins du roi « par le sieur de Chazeron et Camillo Tolomei, d'autres disent par un page... ».

1. V. les réf. ci-ap. Notons la réserve assez soulignée de l'auteur de l'*Hist. anonyme de la Ligue* : « Aucuns ont dit qu'estant à Dijon, il receut lettres... Mais cela est fort incertain... », etc. (B.N., fr. 10270, f. 92 v^o). Ce qui est vrai, ajoute-t-il, c'est que Mayenne reçut d'Ornano « des lettres de complimens autant pleines de douceur comme le commandement qui luy avoit esté fait estoit rigoureux » (*ib.*). On pourrait peut-être noter à l'appui de cette thèse qu'aucune réponse écrite de Mayenne au roi n'est mentionnée par les chroniqueurs. Mais le témoignage de Jeannin paraît suffire à l'infirmar.

2. B.N., fr. 17281, f. 206 v^o (le Familier fait de Lux le porteur de la lettre ; or, Lux rejoignit, on l'a vu, Mayenne au plus tard le 4 janv., à Beaune).

3. D'Aubigné, *Hist. univ.*, VIII, 23 ; P. Cayet, *Chron. nov.*, 90 ; B.N., fr. 10270, f. 92 v^o. — D'après Jeannin, un « gentilhomme » porteur de lettres conciliantes aurait déjà été envoyé à Lyon « deux ou trois jours après le massacre » (*Disc. apol.*, 712).

4. B.N., fr. 10272, f. 92 v^o. La phrase de Cayet est presque identique.

5. B.N., fr. 17281, f. 207, et *Discours apologétique*, 712.

6. B.N., fr. 17281, f. 206 v^o. Aucune trace de tels ordres dans les reg. du Parlement, du moins dans la copie que nous en avons, ni chez les chroniqueurs informés. Cependant, il n'est pas absolument invraisemblable que Lux, en introduisant Mayenne dans Dijon, ait pensé préparer un coup de surprise contre

En rester à l'équivoque de 1588 ? Mayenne, semble-t-il, ne répondit pas, et inclina au contraire, tôt après son arrivée à Dijon, vers l'idée de succéder à son frère. Idée dont Jeannin, sans doute, ne le détournait pas. Le président, en son *Discours apologétique*, dit avoir reçu de son côté une lettre autographe du roi, qui le priaît d'agir sur Mayenne « pour le maintenir en son devoir » : mission dont il se serait acquitté en sujet obéissant. Oyez-le plutôt : « ...Ce qu'ayant entendu par moi et vu mêmes les lettres du roi que je lui communiquai, il [le duc de Mayenne] montra en être fort content, car la mort de ses frères lui avoit donné un si grand étonnement qu'il se tenoit pour perdu et pensoit cette réconciliation être le seul bien et remède qu'il pouvoit lors desirer... » Cependant il pria Jeannin de l'accompagner à Paris « ...où il était appelé par des serviteurs, ce que je fis ». Oui : « ce que je fis »... ; mais parce que Mayenne, partant pour la capitale, était « toujours en intention de se mettre en sûreté et à couvert par un traité... » C'est sur la route, seulement, qu'il tourna vers la révolte. Ses troupes,

qui étaient petites d'entrée, grossirent par les chemins. Il entendit aussi qu'en tous les endroits du royaume plusieurs levées et mouvemens se faisoient en leur faveur, ce qui alentit ce premier désir et enfin se changea du tout, le fit courir aux armes et à la vengeance de ses frères, y étant encore induit par les conseils d'autres qui étoient plus violens que lui... Je le pressois aussi en même temps avec les plus fortes raisons que je pouvois pour le disposer à cette réconciliation. Mais tout en vain pour lors, me restant toutefois quelque espérance de gagner avec le temps sur lui ce que je n'avois pu emporter tout d'un coup. Cela fut cause que je demeurai à sa très instante prière près de lui¹...

Mais ce beau récit fut écrit par un Jeannin ministre de Louis XIII. Ce que le bon apôtre bourguignon oublie d'abord de dire, — et ce qu'une plume à lui dévouée, mais sincère, celle de son familier, écrit, elle, bien franchement, — ce sont les conseils précis de résistance donnés par lui à son maître dès le 27 décembre². Où il enfreint

lui (il était mandataire du roi et il allait se déclarer pour lui). Son rôle du 5 janv. serait alors explicable. Mais la situation dans Dijon aurait ensuite déjoué ses plans.

1. *Disc. apol.*, 712.

2. B.N., fr. 17281, f. 206. Le Familier lui-même est explicitement chargé par Jeannin de conseiller à Mayenne de saisir Mâcon, Chalon, etc., et de se défendre à Dijon contre les serviteurs du roi. — D'autres arguments ne manqueraient pas pour montrer que Jeannin, au début de 1589, ne fut pas un ange de « réconciliation ». V., en particulier, de quel ton et avec quel soin il incite le lieutenant-général Fervaques à traiter rudement, en ennemis formels, les royalistes

positivement la vérité, c'est en ces lignes où il prétend, — pour s'excuser d'avoir suivi son maître, — que Mayenne ne passa à la révolte qu'après avoir quitté la Bourgogne. Que Jeannin ait dissuadé le prince de s'aventurer hors de son gouvernement, il est possible. Mais qu'il n'ait vu chavirer son loyalisme que sur la route de Paris, on ne peut le croire. C'est en Bourgogne, c'est à Dijon que ce loyalisme fit naufrage. De l'indécision du 5 janvier au départ du 18 janvier pour Paris, dont le sens n'est pas douteux, — et Jeannin l'enveloppe en vain, — une série de faits clairs jalonnent l'histoire d'une résolution patente.

D'abord l'appel, net et haut, non de quelques « serviteurs » parisiens, mais de Paris révolté. Les Seize, comme Mendoza, comme Hurault, et beaucoup d'autres, avaient vu que, sans Mayenne, la Ligue, désunie, allait se dissiper « en fumée », et, de son côté, Mayenne pouvait voir que, sans Paris, il n'était en face du roi que petit gouverneur de faible défense. Si Henri III offrait au fugitif de Lyon les preuves incertaines de son « pardon », les Parisiens le pressaient, — lettre du 25 décembre, lettre du 1^{er} janvier, lettre du 18, — de ramasser l'épée de son aîné ¹. Ces Parisiens, avait écrit Mendoza ², si Guise leur manquait, avaient dès longtemps pensé à appeler son frère : ils le faisaient en effet, et dans une fièvre populaire que Mayenne n'ignorait pas : voyez les proclamations, dues à la plume de Pierre Senault ou de quelque autre, qui parvenaient à Dijon en même temps que le fugitif de Lyon : « Pour la devise *aut vinci aut mori*... avons moyen de mettre vingt mil hommes aux champs... Le tambour sonne partout pour amasser gens »... « Vaincre ou mourir ! »... Cris de « caboches », c'est vrai ; mais aussi promesse de force qui ne pouvait laisser insensible le Mayenne nouveau. Que les Seize, tout en appelant le duc, lui fissent dans leurs plans inaire

de Bourgogne (p. ex. : Jeannin à Ferv., Orléans, 2 fév. 1589, *Corr.*, n° 359). — GARNIER, dans son ébauche sur Jeannin (456-458), s'est pourtant contenté de suivre le *Disc. apologétique*.

1. Sur la première lettre, reçue par May. à Chalon, v. ci-dessus, 230. — 1^{er} janv. : Faites état de Paris « pour estre du tout à vostre devotion » ; il faut « y venir en personne » (*Délib. du Bureau de la ville de Paris*, IX, 220) ; — 18 janv. : A.N., H 1789, f. 253. — Sur ces appels : B.N., fr. 10270, f. 92 v° ; P. Cayet, 90 ; Mendoza à Ph. II, Blois, 5 janv., *loc. cit.* ; ROBIQUET, *Hist. de Paris*, II, 521. — Dès le 6 janv., les Parisiens annoncent la venue de Mayenne, « pour dans le XV^e de ce mois au plus tard... » (H 1789, f. 231).

2. De Paris, le 13 oct. 1588, Mendoza l'écrit à Philippe II (DE CROZE, II, App., n° LI).

place, c'est vrai encore : dans ce quartier général de la Ligue parisienne où l'on tenait « Dieu pour Roy », dont les enseignes colonnelles montraient un Christ avec la couronne et le roseau, et qui entendait ne rien publier que sous la formule *Regnante Christo* ¹, on pouvait se demander ce que serait l'autorité d'un prince secondaire d'ici-bas improvisé chef de parti ; et il y avait là, déjà, en genèse, entre ces anges armés et le médiocre héros élu par eux le fatal malentendu qui, en 1590, devait devenir mortel... Mais, en janvier 1589, Paris se montrait surtout à Mayenne comme une forteresse incomparable de sa fortune, celle d'où il pourrait le plus fructueusement, — car des dires de Jeannin il ne faut sans doute pas tout écarter, — intimider le Valois.

Voix de Paris. Et combien d'autres, diversement éloquentes, comme celle de la sœur de Mayenne, la duchesse de Montpensier, qui travaillait ardemment la Champagne pour son frère, — comme celles des lieutenants de feu Henri de Guise, tels que Rosne, à qui le duc d'Aumale, saisi dans Paris du besoin fiévreux d'un grand rôle, s'était mêlé d'adresser des instructions et qui, malgré cela, se tournait vers Mayenne comme vers le seul guide possible de la Ligue ². Qu'on ajoute la tentation d'une voie libre alors de presque toutes les rivalités princières, grâce aux prisons du roi qui détenaient Nemours, Elbeuf et le nouveau duc de Guise ³, les nouvelles de la révolte d'Orléans et cette sollicitation de tout un peuple dont parle Hurault ⁴...

1. Toutes les citations et indications sont prises dans la lettre du Conseil des Seize aux éch. de Dijon, Paris, 4 janv. 1589 (*Corr.*, n° 350). Sur le ton des manifestations parisiennes en janv. 1589 : L'Estoile, III, 165 et s.

2. ROBQUET, *Hist. de Paris*, II, 520 ; HÉRELLE, I, 158. L'activité de la duch. de Montpensier et son action auprès de Mayenne transparaissent dans sa lettre de Saint-Dizier, 9 janv., aux mag. de Chaumont (HTE-MARNE, Rec. Jolibois, VI, f. 76, *cop.*).

3. Et il faut remarquer qu'au contraire Mayenne n'a aucun otage de sa famille personnelle dans les mains du roi. Sa femme est à Dijon, avec son fils aîné. Le second est à Saint-Dizier où sa tante Montpensier s'est d'abord réfugiée avec lui (*Mém. des choses les plus not. advenues en Champ.*, 37). — Noter, en outre, quelques circonstances qui favorisent son audace. Le roi paraît mal informé de lui (Mendoza à Phil. II, Blois, 5 janv., DE CROZE, II, App., n° LXV, et lettre de l'amb. florentin, 15 janv., dans *Nég. avec la Toscane*, IV, 856). Certains le disent réfugié à Nancy (lett. de l'amb. florentin, 1^{er}, 6 janv., B.N., f. italien 1737, f. 356, 362). Par ailleurs, le roi de Navarre, à la mi-janv., trouve qu'il « ne s'émeut guère » (H. de Navarre à la comtesse de Grammont, dans BERGER DE XIVREY, II, 428).

4. *Second discours*..., 105 et 140.

A cette sollicitation générale des circonstances et des hommes Mayenne n'était pas sourd. Avec une diligence significative, il réunissait des troupes qui n'étaient pas destinées, celles-là, à la défense de la Bourgogne. Jusqu'à Dijon, il n'avait eu auprès de lui qu'une faible escorte ¹. Mais, acte notable, il lança de Dijon vers les cantons suisses son recruteur de 1585, Pierre Buatier, chargé de lever 6.000 hommes ². Il battit, d'autre part, le rappel des gentils-hommes, dépêcha « des commissions en divers endroits de Bourgogne, de Champagne et de Brie pour lever des gens de guerre », et d'autres pour reformer les contingents qui lui arrivaient du Dauphiné ou même du Poitou. C'était bien, et dès le milieu de janvier, constituer la « gaillarde armée » qu'attendait Paris ³. Et, gestes plus notables encore, il envoyait un agent à Nancy demander à Charles III écus et soldats, et de véritables ambassadeurs, le commandeur de Diou, le s^r de Pélissier, à Rome et à l'Escorial ⁴.

Actes véritables de chef de gouvernement que ces « commissions en tître » ⁵, et que ces nominations de lieutenants-généraux de provinces comme Fervaques, Rosne et Saint-Paul. « J'ay donné pouvoir à Mess^{rs} de Rosne et Saint-Paul de commander au gouvernement de Champagne et Brie en l'absence de Mons^r de Joyntville mon nepveu » : est-ce là langage d'un prince factieux cantonnant sa défense dans la seule Bourgogne ? Et l'affirmation n'est pas de style : on a le brevet, établi suivant les règles de la chancellerie

1. B.N., fr. 10270, f. 92 v^o.

2. B.N., fr. 17281, f. 211 v^o. Pierre Buatier, s^r de La Motte-Réal, accomplit sa mission de janv. à juin 1589 (rappel de créance de Paris, 6 avril). V. ROTT, *Hist. de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses*, II, 207.

3. B.N., fr. 10270, f. 92 v^o ; fr. 17281, f. 211 et v^o ; *Mém. de Cheverny* (Coll. Mich. et Pouj.), X, 491 ; Mendoza à Phil. II, Blois, 21 janv. 1589, DE CROZE, II, App., n^o LXVI (suiv. des lettres de Lyon, 6 régiments sur 8 de l'armée du Dauphiné ont déjà rejoint Mayenne. Exagération. Mais des nouvelles compagnies de Pontcenat et Thenissey arrivaient sous Dijon, probablement vers le 15 janv.). Jeannin (*Disc. apol.*, 712) réduit à « environ deux cents chevaux et mille ou douze cents hommes de pied » l'effectif de ces troupes ; mais sa thèse menait à l'abaisser : il est possible que Mayenne n'ait eu que ce nombre avec lui au sortir de Dijon ; mais le « rendez-vous », dit le Familier (f. 211 v^o), était à Châtillon-sur-Seine, et Jeannin lui-même, reconnaissant que l'armée « grossit par les chemins », n'entend peut-être parler que de l'afflux de compagnies dont Mayenne faisait état en réalité dès Dijon. — Parmi les recruteurs, De Thou nomme Rosne, Roger de Grammont, le s^r d'Esclavoles, etc. (X, 521).

4. B.N., fr. 10270, f. 92 v^o ; 17281, f. 211 et v^o ; cf. De Thou, X, 534. Cf. BOUILLÉ *Les Guises*, III, 348.

5. Dont D'Aubigné (*Hist. univ.*, VIII, 23) et P. Cayet (*Chron. nov.*, 91), entre autres, notent la valeur significative.

royale et daté de Dijon, 8 janvier¹. Actes bien définis de chef de guerre, de guerre générale, que ces lettres appelant à lui des capitaines de tout le royaume, — et Ornano lui-même, son lieutenant de l'armée de Lyon, à qui il suggérait, le 11 janvier, le ralliement à la Ligue²; — acte de chef que ces avis lancés loin hors des limites de la Bourgogne, vers Troyes, vers Lyon, vers Châlons-sur-Marne, vers Paris où il annonçait sa venue, vers Orléans où, prenant la révolte des habitants à son compte, il dépêchait « en grande diligence le chevalier Breton »³. Et tout cela daté de Dijon, 8, 11, 15, 16 janvier... Quoi que plaide Jeannin, c'est bien à Dijon, avant son départ du 18 janvier, — non ailleurs et non plus tard, — que Mayenne prit les résolutions d'où devait sortir son destin de lieutenant-général de l'État.

VII. — LE DÉPART POUR PARIS. LA BASE BOURGUGNONNE.

La duchesse de Montpensier, après avoir contribué au ralliement ligueur de la Champagne, était venue de Saint-Dizier presser son frère de se mettre en route. Il partit avec elle le 18 janvier⁴. A Châtillon, première étape, il s'arrêta deux jours pour y recevoir « ceux qui le venoient joindre », et c'est là que parvint au rebelle

1. HÉRELLE, I, 169, n. 1 (d'ap. une copie authentique des Arch. de Châlons. Autre copie dans B.N., fr. 3977, f. 27). Cf. D'Aubigné, *Hist. univ.*, VIII, 23; P. Cayet, *Chron. nov.*, 91. — L'auteur de l'*Hist. du duc de Mercœur*, 65, dit, à tort, que les commissions furent signées à Troyes. — Les nominations étaient, du reste, un acte de commandement politique caractérisé, puisque la lettre citée aux Chalonnais était pour les avertir d'avoir à reconnaître l'autorité de Rosne qu'ils venaient de chasser de leur ville (P. Cayet, *ib.*). Sur le s^r de Rosne (un Lorrain, comme Saint-Paul) et sur ses relations avec Mayenne, à l'époque, v. DAVILLÉ, *Chrétien de Savigny, sieur de Rosne* (1550 ? - 1596) (dans *Bull. Soc. des lettres de Bar-le-Duc*, fév. 1912).

2. Lettre souvent recopiée à l'époque : B.N., fr. 6411, f. 221; 15909, f. 229; V^e Colbert 30, f. 189; etc.

3. D'Aubigné, *Hist. univ.*, VIII, 23. A Troyes (ex. d'exécution des ordres de Mayenne), ordonnance des maire et échevins, milieu de janv., exigeant de toute personne prétendant à l'autorité « pouvoir, mandement et adveu signé de mondict s^r de Mayenne... » (B.N., fr. Lb³⁴ 656, cité par LA PERRIÈRE, *N. du Hault*, 44). — A tous ces actes d'autorité, De Thou ajoute l'ordre d'arrêter un agent du roi, le s^r de Poigny, et, d'autre part, le s^r de Gié (X, 521).

4. De Thou, X, 521; — Pépin, 45 (Pépin croit que M^{me} de Mayenne accompagne le duc).

un nouvel appel d'Henri III : « Arriva le s^r de Bissy, l'ung des escuyers de l'escuirie du Roy, qui de la part de Sa Majesté aporta des lettres aud. duc de Mayenne et au s^r president Jeannin et luy parla » ¹. Le roi promettait derechef à Mayenne, qu'il avait toujours aimé « beaucoup plus que ses aultres frères », des « honneurs, biens-faitz et moïens » et, s'il prenait les armes, le témoignage, au contraire, de ce que « peult ung Roy et legitime seigneur offensé ». Bissy, suivant le familier de Jeannin, fut renvoyé avec une simple réponse verbale de non-recevoir ².

A Troyes, l'accueil fut chaleureux. Le duc y fit prêter, comme il allait le faire aussi dans toutes les autres villes sur sa route, un nouveau serment d'Union ; et les Champenois constatèrent que Mayenne tranchait « toutes choses en vrai Roy » ³. A Sens, nouvelles adhésions. C'était désormais la marche victorieuse : « Comme une rivière s'enfle et se grossit toujours davantage à mesure qu'elle s'éloigne de sa source..., ainsi la force de ce nouveau chef des Ligueurs croissait sur sa marche... » ⁴, et les écrivains de l'Union confirment en ce point Jeannin ; mais, « chef des Ligueurs », Mayenne l'était au vrai depuis Dijon, depuis « la source ». Simple fugitif, il eût gagné Paris tout droit. C'est, au contraire, vers Orléans qu'il tira, Orléans où son secrétaire Rossieux avait, dès le 23 décembre, jeté l'un des premiers le signal de la révolte, et qu'il débarrassa du blocus des troupes royales ⁵. Acte de guerre résolue que celui-là, et

1. Sur le séjour à Châtillon et l'arrivée des lettres : B.N., fr. 17281, f. 211 v^o. Héliodore de Tyard, s^r de Bissy, qui servait assez souvent au roi de messenger confidentiel (sur lui et ses missions, JEANDET, *Ann. de Verdun*, 383 et *pass.*), avait reçu passeport d'Henri III à Blois le 12 janvier (texte dans JEANDET, 388, d'apr. l'original, coll. de l'auteur). Ce passeport, très précis, lui assurait un voyage rapide, avec des chevaux de louage à défaut de chevaux de poste, à cause de l'urgence de sa mission. Le roi semble donc avoir voulu tenter encore de retenir Mayenne en Bourgogne.

2. B.N., fr. 17281, f. 212 v^o. Mayenne aurait répondu « de bouche » qu'il « estoit resolu de mourir » pour la religion et que le sang de ses frères « crioit vengeance devant Dieu ».

3. *Mém. des choses notables advenues en Champ.*, 343 ; cf. LA PERRIÈRE, *N. de Hault*, 46-48. — Sur l'accueil de Troyes : B.N., fr. 10270, f. 93 v^o ; fr. 17281, f. 212 v^o ; fr. 17304 (« *Mém. des choses les plus remarquables qui se sont passées à la ville de Troyes...* »). — Sur le serment et son texte : P. Cayet, 102 (c'est le texte de 1588, plus 3 art.). — Sur la traversée de la Champagne : POINSIGNON, *Hist. de Champagne*, II, 259.

4. *Hist. du duc de Mercœur*, 64. V. aussi les vers cités par P. Cayet, 91.

5. SAULNIER, *Le siège d'Orléans au début de 1589* (dans *Rev. hist.*, 1917, 73) ; Jeannin à Fervaques, Orléans, 2 fév. 1589, *Corr.*, n^o 359.

dont l'esprit se retrouve d'ailleurs dans les bulletins de victoire adressés aux villes bourguignonnes et dans l'annonce, enfin, de l'étape décisive :

Je m'en vays veoir MM. de Paris qui m'attendent en tres bonne devotion. Vous ne sçauriez croire l'affection qu'ils continuent. J'espere que nous ferons tous ensemble quelque chose de bon^{1...}

Le sort était jeté. Quitter Lyon et rentrer en Bourgogne n'avait pas été d'abord, pour Mayenne, prendre la route de Paris. Mais la Bourgogne, qui fut son refuge, devint ensuite son point d'élan vers une fortune nouvelle. Jusqu'à Dijon, on avait vu un gouverneur compromis cherchant un abri et le temps de penser. Mais à Dijon, réconforté, le proscrit décida de dépasser l'étape à laquelle un Mercœur, lui, s'arrêta : un héritage que Mercœur n'avait pas reçu, l'entraînait plus loin que lui.

Mais sans l'adhésion de Chalon, de Dijon, sans l'échec de la surprise du 1^{er} janvier et sans l'alliance avec les avocats des mairies bourguignonnes, eût-il pu décider sa marche vers Paris ? La Bourgogne : point d'élan, mais aussi point d'appui, sans lequel Mayenne n'aurait point tenté sa fortune. Il n'avait pas choisi cette Bourgogne comme place de résistance en 1589 ; mais il y allait voir sans cesse, jusqu'à 1594, son éventuelle ligne de retraite. L'avenir devait montrer que sa grande aventure de 1589-1594 était, à ses yeux, comme une sortie hors de sa forteresse personnelle, sortie de longue durée et de grand objectif, mais à l'issue de laquelle, pourtant, il pouvait être réduit au besoin de retrouver derrière lui une base.

Cette base, en trois semaines actives, il semblait se l'être assurée. La politique et les actes du roi lui avaient permis de faire ce à quoi Paris, en mai 1588, avait été impuissant : — une Bourgogne ligueuse se déclarait, et l'autorité de Mayenne pouvait sembler, par cela seul, suffisamment appuyée.

Le départ de Dijon, en effet, n'avait rien d'un geste irraisonné. Mayenne, politique circonspect, ne s'y était sans doute résolu que laborieusement — et, vraisemblablement, Jeannin oui. L'élan pré-

1. Mayenne à Fervaques, Orléans, 2 fév., *Corr.*, n° 360. — Mayenne aux échevins de Mâcon, Montargis, 29 janv. 1589 ; Orléans, 3 fév. ; MAÇON, AA 7, n° 25, 26.

tendu du frère des Martyrs vers la guerre au roi, dont parlent tant de plaquettes, n'est en fait qu'une marche à la Mayenne, bien pourpensée et considérée. Le soin avec lequel fut organisée la Bourgogne avant le 18 janvier en dément toute conception trop héroïque ou chevaleresque. Et de même le constant souci que le duc conserva longtemps de la sécurité de sa province, sa crainte d'y voir, lui parti, réussir une réaction royaliste.

Jusqu'à la mort d'Henri III, le nouveau chef de la Ligue fut à ce sujet en alarme. Du 18 janvier à la fin d'avril, date de la mission de Nemours en Bourgogne, des lettres presque quotidiennes du duc lui-même, ou de Jeannin, adressées à Fervaques ou aux villes, en témoignèrent bien clairement¹ : — 31 janvier : Fremyot et Vaugrenant ont promis « un remuement de la ville de Dijon et une surprise au chasteau... » ; — 2 février : « Point de doute que Messieurs de Tavanès et président Fremyot et de Vaugrenant sont allés en Bourgogne pour y remuer... » ; — 3 février : « Je scay très certainement que Chambelin et Vaugrenant sont despeschés vers Monsieur le Grand et vers le parlement pour faire un grand remuement par delà²... ». Qu'on ajoute les voyages d'information du secrétaire Prudent Michaut³ et les ordres qu'il apporte... Mayenne est sans cesse « en peine de nos brouillons de Bourgogne », le Président en alerte constante au sujet de sa province, dont la surveillance lui incombe : signes certains de l'inquiétude bourguignonne dont Mayenne, durant les premiers mois, paie son entreprise parisienne.

1. Exemples : lettres de Mayenne aux villes de *Dijon* : Orléans, 3 fév., *Corr.*, n° 363 ; — *Mâcon* : Montargis, 29 janv. ; Orléans, 3 fév. ; Paris, 20 fév., 21 fév., 10 avril (*MAÇON*, AA 7, n° 25, 26, 27, 28, 29) ; *Avallon et autres* (lettres citées plus loin) ; — à Fervaques : Orléans, 3 fév., *Corr.*, n° 364 ; Paris, 18 fév., n° 378 ; Rouen, 26 fév., n° 389 ; Paris, 13 mars, n° 408 ; etc. De Jeannin à Fervaques : Montargis, 31 janv., 2 fév. ; Orléans, 2 fév. (*Corr.*, n° 356, 359, 360), etc. Noter dans cette correspondance de nombreuses allusions à des lettres que nous n'avons plus (ex. dans la *Corr.* : n° 356, 376, 378, 389, etc.) et des indications sur le service de liaison avec la Bourgogne qu'on devine l'objet de soins du duc ou de Jeannin.

2. On doit saisir une tour à Dijon, tuer le maire. Ordre de renforcer Seurre, Dijon, d'alerter les autres places, etc. (*Corr.*, n° 364).

3. Qui, à la fin de janvier et en février, parcourt la Bourgogne du nord au sud pour juger de la situation, redresser le zèle et étudier les mesures à prendre (*Corr.*, n° 356, 364, 376 ; *MAÇON*, AA 7, n° 25 ; BB 55, f. 49 v°, 58). Nouveau voyage (jusqu'à Lyon) en avril (*ib.*, f. 148 v° ; 22 avril. Cf. *Déclaration des consuls... de la ville de Lyon*, Lyon, Pillehotte, 1589, in-8°, 25).

Cependant du personnage de gouverneur de province se dégage peu à peu, aux yeux de tous, celui de chef de gouvernement insurrectionnel¹. Et, aussitôt, c'est l'offensive contre le Valois déclaré déchu, la marche vers Tours, puis la rencontre d'Henri de Navarre, le rude échec de Senlis, l'avance des Rois vers Paris, le siège,... toute une guerre engagée pour un bien autre enjeu qu'une principauté bourguignonne, un monde nouveau de tracas, de combinaisons, d'espoirs et de désespoirs.

Puis, au mois d'avril, les subsides de Philippe II sont annoncés². Le rêve bourguignon, dès lors, petit rêve, qu'une tempête de fatalités fait oublier. La Bourgogne s'éloigne. Et lorsqu'en de nouvelles tentatives de négociations avec le rebelle, au cours de ses derniers essais conjuratoires, Henri III parle encore une fois au « lieutenant-général » de lui rendre son titre bourguignon, il use d'un argument désormais bien affaibli. Ni l'intermédiaire de Charles III de Lorraine, sollicité par le roi de France en une lettre que Palma Cayet dit avoir été portée à Nancy, en mars, par le bailli de Saint-Mihiel³, ni la démarche tentée en avril auprès de Mayenne lui-même par le légat Morosini⁴ ne portent effet : rendre au frère de Guise son gouvernement ; donner celui de Champagne au fils de Guise qu'on libérera ; remettre celui de Lyonnais à Nemours évadé ; faire ouvrir les prisons des captifs de Tours ; leur restituer leurs places de sûreté ; ajouter même à cela d'assez belles pensions pour tous, et des bénéfices, mais replacer finalement le chef de la Ligue au rang des sujets, le réduire au sort des autres princes, à un gouvernement de province comme eux : — cette méthode utilisée contre les ligues passées, ces promesses et ces des-

1. V. ci-après, ch. III, v, etc.

2. Premier secours, semble-t-il, dès janvier ou février. Puis, viennent la conférence de Jeannin avec Moreo à Gray ; les demandes précises adressées à Philippe II (22 mars) ; enfin, en mai, les gros subsides (300.000 écus) sont annoncés (BOUILLÉ, III, 348, 361-362 ; CAPEFIGUE, V, 304 ; N. GARNIER, *Jeannin*, 479). L'appui éventuel de Charles III de Lorraine pouvait aussi être considéré (DAVILLÉ, *Prétentions de Charles III*, 177 et s.).

3. P. Cayet, 115 ; *Mém. de Nevers*, II, 43, et Mendoza à Philippe II, 4 mars et 30 avril 1589, A.N., K 1570, n° 97 et 144. Cf. DAVILLÉ, 173-175.

4. P. Cayet, 115, 121 ; L'ÉPINOIS, 320-321. La reine et la duchesse de Nemours s'entremettent aussi (P. Matthieu, *Hist. de France*, édit. 1631, I, 708, et L'ÉPINOIS, 314).

seins du roi, à Mayenne devenu chef d'État, ne semblent plus de saison ¹.

➔ MAIS si la Bourgogne n'était plus, pour le nouveau chef de la Ligue, l'objet immédiat de ses ambitions, elle restait pour lui la base première de tout haut dessein. Il faudra voir si le départ de Mayenne pour une entreprise insigne, mais lointaine, si une absence de cinq années ne compromirent pas cette base bourguignonne. Fut-elle sienne comme il l'espérait en janvier 1589 et telle qu'elle l'aurait été s'il avait réduit ses visées, ainsi que Mercœur, à la constitution d'une sorte d'apanage, s'il avait nettement, courageusement, arrêté à Dijon, le 5 janvier, sa marche de révolté ? — Et dans quelle mesure, d'abord, était-elle réellement sienne, en ces premiers mois de 1589 ?

1. Sur ces offres du roi : Cayet, 121 ; Mendoza (lettre cit.) ; cf. L'ÉPINOIS, 316. D'après l'auteur de l'*Hist. du duc de Mercœur*, 64, Mayenne aurait vu dans ces avances un piège. Il est possible qu'Henri III ait voulu simplement gagner du temps.

CHAPITRE III

LA RÉVOLTE. LES VILLES

- I. *Le premier élan : le peuple.*
- II. *Mayennisme urbain de 1589.*
- III. *La révolution parisienne et les villes de Mayenne.*
- IV. *Les clercs. L'ardeur cléricale d'Auxerre.*
- V. *L'esprit neutre. Les marchands du Val de Saône.*
- VI. *La dispute des villes de Saône. Seurre. Saint-Jean-de-Losne. Auxonne. Chalon. Mâcon.*
- VII. *Apparences et réalité. Le nouveau serment ligueur.*

« Borgogna è tutta dell' Unione », écrivait, en arrivant au gouvernement de Mayenne, un Italien qui dénombrait par le détail les forces de chaque parti dans les provinces. Pour Saint-Paul aussi, la Bourgogne entière était gagnée ¹. Et, en effet, ce que la première insurrection de Paris n'avait pas fait, le grand sursaut catholique, déterminé par la mort des Guises, le fit presque d'un seul coup en janvier et février 1589 : « C'est à ceste heure, observe le greffier de Bar-sur-Seine ², que la plus grand part des villes franchissent le sault. Leur rébellion et désobéissance c'est bien monstrée autrement que aux barricades de Paris »... Dans le cas de la Bourgogne, la seconde de ces phrases se vérifie spécialement. Dès la fin de janvier 1589, lorsque les docteurs de la Sorbonne eurent « quicté » les Français de leur serment de fidélité à Henri III ³ et que fut

1. B.N., fr. 5045, f. 183. Le rapport est peut-être de Manelli, secrétaire du card. de Gondi. — Le s^r de Saint-Paul aux maire et échevins de Châlons, 8 mars 1589 (HÉRELLE, I, n° 104/4). — Sur l'attitude des villes de France en général, v. le tableau (un peu confus) de L'ÉPINOIS, 293-298.

2. Carorguy, 17.

3. Les articles du décret du 7 janvier durent être surtout répandus par l'*Advis et resolution de la faculté de théologie de Paris*, plaq. in-8°, s. l., 1589. — Sur la notification du décret en Bourgogne : *Corr.*, n° 350 (Les Seize à la mairie de Dijon).

déchaîné ce torrent de ligue dont parle Jeannin, la province de Mayenne, entre Champagne guisarde et Bresse savoyarde¹, parut constituer l'un des bastions de la révolution face à Lyon et aux pays rhodaniens demeurés au service du roi. Plus mesuré et mieux informé que des témoins moins bien placés que lui, l'honnête greffier Carorguy jugeait alors le nombre des villes de la Ligue, dans son pays, « trois foyes plus grand » que celui des villes du roi² et, pour les mois de janvier à mars, son témoignage paraît à peu près exact. Au début de février, Dijon, Auxerre, Beaune, Autun, Chalon, Cluny, Tournus, Verdun, Seurre, Auxonne, Châtillon, Avallon, Montbard, Semur, Flavigny et d'autres places encore étaient comptées comme tenues par l'Union³. Aux confins nord-ouest de la Bourgogne, de Mailly-la-Ville, Toucy, Vermenton et Cravant jusqu'aux Villeneuve, à Chablis, à Brienon, Auxerre semblait régner sur un groupe spécialement zélé⁴. Le Val de Saône lui-même, en ces premières semaines, paraissait entraîné. Quant aux futures forteresses du parti du roi, Saint-Jean-de-Losne et Semur, elles avaient l'une affirmé son attachement à Mayenne, l'autre suivi d'abord l'impulsion de son maire ligueur : Charles Blanot⁵.

Les réalités, cependant, dès ce début de l'insurrection, étaient moins belles que les apparences.

I. — LE PREMIER ÉLAN : LE PEUPLE.

Une adhésion populaire, inégalement ardente, mais générale, paraissait soutenir le ralliement des mairies à Mayenne. Le peuple catholique, on le sait, s'échauffait beaucoup moins, en réalité, pour

1. Charles-Emmanuel, en liaison avec Mayenne et Nemours, songeait à aider la Ligue à Lyon (Ch.-Emm. à Philippe II, Chambéry, 8 mars 1589, dans *Mém. de Nevers*, I, 847).

2. Carorguy, 17-18. C'est aussi l'évaluation de Dom PLANCHER, IV, 528.

3. On trouvera dans la suite de ce travail les références utiles. — Bien entendu, ce n'est là que la situation d'un instant. Ce beau groupe ligueur va être peu à peu décimé (v. p. ex. le tableau des forces respectives des deux partis en mai 1589 dans ABORD, II, 26).

4. Sur le zèle de ce groupe : CHALLE, II, 61.

5. Les échevins de Saint-Jean-de-Losne à Fervaques, 20 mars, *Corr.*, n° 416 ; ceux de Semur au même, 15 mars, *ib.*, n° 411. Sur la carrière de Blanot, qui devait émigrer comme ligueur, et sa réhabilitation par Henri IV en 1595 : SEMUR, Reg. délib. n° 4, f. 328 v° - 329.

Mayenne que pour la Ligue. Sans doute le bon tour fait par le duc au roi en brûlant, à Lyon, la politesse à ses spadassins paraît-il avoir eu auprès de lui son succès¹. Mais ce qui l'enfièvre, ce fut surtout l'évangélisation générale des plaquettes et des sermons. Les plaquettes de Paris où les « martyrs » de Blois étaient représentés succombant sous les dagues, leurs attaques passionnées contre le Valois, ce Sardanapale, cet Héliogabale, « sodomiste », « turc », « judas » et « renard »², n'étaient peut-être connues directement que par les petits bourgeois suffisamment lettrés ; mais ces vitupérations furieuses, et même des sentences plus pondérées comme celles de la *Harangue prononcée... par Monsieur Bernard* — « Les rois... n'ont le sceptre en main... sinon que pour estre ministres de la gloire de Dieu... » — filtraient à travers cette bourgeoisie jusqu'aux artisans et vigneron.

Les prêcheurs, dont les paroles, elles, nous échappent, répandaient une ardeur plus directe. Les cordeliers, jacobins, carmes et jésuites redoublèrent et corsèrent, après les assassinats de Blois, leurs appels de 1588 : fait général, qu'il serait vain d'exposer longuement. A Auxerre, parlaient encore Perronnet et Trahy ; à Beaune, de nouveau, le jacobin dijonnais Etienne Contault³. A Dijon, les homélies du jésuite Charles Sager, envoyé en février par le P. Richeomme, provincial de Lyon, en vue d'y prêcher le carême, n'étaient, dit Pontus de Tyard, « qu'appels aux armes, au meurtre, à la révolte ». Juge-

1. Caroguy, 18 : « ...L'on avoit deputté un quidam pour courir... vers ledict seigneur... affin de le rendre au mesme estat de ses freres ; ung aultre plus habille y arriva devant... » etc.

2. Listes des principales plaquettes de la Ligue répandues à la date, surtout par Paris, dans HAUSER, *Sources*, III, 317-323 et IV, 121 et s. (cf. le cat. de la B.N., Lb 34/544 et s.). Les officines lyonnaises, mais seulement à partir de la fin de février, date où Lyon devint ligueur, vendirent aussi leurs livrets en Bourgogne : le libraire Max. Desplanches apporte, à cette date, à Dijon, des ballots de plaquettes lyonnaises (DIJON, B 226, f. 168). On notera donc dans le répertoire de BAUDRIER, p. ex., *l'Origine, genealogie et demonstration de ceste excellente et heroïque maison de Lorraine...*, impr. à Lyon, 1589, in-8°, qui était dédiée à Mayenne et a pu, elle, servir sa cause personnelle en Bourgogne. Troyes aussi imprimait pour la Ligue (MORIN, *L'impr. à Troyes pendant la Ligue*, nos 92 et s.). Un bon nombre des œuvres de ces diverses origines figurent dans les recueils de la B. DIJON (recueils 5374, 5375). Mais nous n'avons, malgré notre vigilance sur ce point, pu recueillir dans les documents qu'une ou deux allusions à leur diffusion dans le pays (v. p. ex. *Corr.*, n° 350).

3. Pour Trahy : *Grief des plaintes de M^e Jacques Amyot* (cité ci-ap.). — Même accent parisien, dit CHALLE (II, 65), dans les sermons de l'ancien carme Denis Perronnet en janvier 1589 (cf. LEBEUF, *Mém.*, II, 405, et *Preuves*, 227). — Contault prêche le carême à N.-D. de Beaune (C.-D'OR, G 2508, f. 259 v°).

ment d'un ennemi des Pères. Mais, longtemps après la Ligue, le calme procureur Sullot notait encore dans ses souvenirs du temps des troubles que ce P. Charles « dechiroit en chaire son surplis, jettoit par terre son bonnet quarré, écumoit de rage par la bouche tant il se passionnoit »¹. Fait plus important encore, il faisait nefs combles. Un autre orateur fougueux était celui d'Avallon, le cordelier Marcourt, venu d'Autun². Et combien d'autres, dont les noms échappent, et dont l'action nettement populaire apparaît cependant ! Voici, par exemple, le 2 janvier, chez les vigneron, dans la plus modeste paroisse de Dijon, Saint-Philibert, « ung cordelier » anonyme qui prêche :

...Dit au commencement qu'il estoit tout perplexe et fort estonné ayant son sang gelé près son cœur... Il dit que le petit David avoit tué et ocis Goliath qui estoit ung grand tirant et grand capitaine et cruel, et que pour cest acte ainsy par luy commis il fust esleu pour roy ; mais au contraire estoit advenu de la personne de Monsieur de Guise, lequel nostre roy avoit faict assigner et tuer près son cabinet. Malheur, malheur sur tel roy ! Et nous vouloit donner ung roy de Navarre pour estre nostre roy, qui est ung balard filz de putain, pallard, luxurieux et heretique. Avec plusieurs autres motz..., il dit que s'estoit pour saper l'eglise catholique...

Pauvre morceau d'éloquence, sans doute, et pauvrement résumé par un auditeur de peu de lettres³, mais tout ardent, on le sent, de l'émotion soulevée par la nouvelle venue de Blois. Il ouvre un fugitif aperçu sur les autres.

Il faut ajouter, enfin, des spectacles impressionnants : les écussons et armoiries des morts de Blois cloués dans les églises « aux lieux les plus apparens » au milieu des prières publiques ; les « deuils » célébrés à la mémoire des martyrs. Les habitants de Dijon virent à la Sainte-Chapelle le frère des Macchabées et la duchesse de Mayenne

1. Tyard, *Fragmentum epistolae* (trad. FOUQUERAY, II, 275) ; — Sullot, 34 ; — DIJON, B 226, f. 157 v° (mention de la lettre de Richomme annonçant le P. Charles, 7 fév. 1589. — Sur le séjour du P. Sager à Dijon : CARREZ, *Catalogi* cités par FOUQUERAY, II, 273. Il prêchera encore à Dijon en 1592 (Pépin, 92). — Sur d'autres prédicateurs dijonnais de 1589 : DIJON, D 13. Le vieux carme Didier Buffet prêche à Larrey, sous Dijon, pour la Saint-Georges (C.-D'OR, G 1528, f. 237). Il prêchera à Dijon la neuvaine de juin 1589 (G 591, f. 148).

2. PETIT, *Avallon*, 312.

3. Déposition devant échevin du témoin Bén. de Recologne, grenetier du grenier à sel, sur information contre le prédicateur (3 janv. 1589, dans C.-D'OR, BII 360/52). L'information s'arrête d'ailleurs à cette première déposition, brusquement interrompue par l'enquêteur qui est Jean Prévost, un ligueur (Mayenne approchait de Dijon). A partir du 5, les cordeliers et autres prêcheurs dijonnais allaient se donner plus libre carrière.

« avec un grand deuil », et les « obsèques » déroulées dans la ville à la lueur des torches, au chant des psaumes ¹...

Sur l'effet, peu de doute. Ce sont les ouailles du cordelier de Saint-Philibert qui s'ameutent contre les « huguenots », celles de Trahy qui, à Auxerre, assaillent Amyot. Le roi est couramment injurié. La guerre civile s'empare du petit peuple : on tire, comme dit Carorguy, « les cousteaux et les coustelatz... pour le party de la Ligue ²... »

Levée populaire contre le huguenot : trait visible. Mais un autre trait était l'équivoque où demeura, fort avant dans le printemps de 1589, une partie au moins de ces « povres hommes ignorans », en ce qui concernait Henri III. Plusieurs documents précis nous révèlent que de ce roi déshérité, qui demeurerait cependant le roi, ils croyaient rester encore et malgré tout les sujets fidèles. L'illusion était nécessaire pour l'ordre, au jugement des bourgeois communaux ; et le soin même que ces bourgeois prirent de la maintenir en dit assez long sur les besoins politiques de certains, même « catholiques » et soumis aux prêcheurs. Qu'est-ce, en effet, que cette émotion populaire qui, au mois de mars, éclate soudain dans Dijon à la lecture de l'article XIII du nouveau serment ligueur ? Cet article vise l'obéissance à Mayenne et ne mentionne pas le roi : une habitude essentielle, que ménageait la formule de 1588, se trouve déçue. Le bruit gagne alors parmi les petites gens que la ville « n'est plus au roy » et que « Monsieur de Tavanès », — Guillaume, — représenté comme hérétique et rebelle, est en réalité le seul à faire « le service du roy... », et il faut que le maire de Dijon, le 3 avril, dans une assemblée générale, prononce *ad usum populi* ces paroles hypocrites :

Y a il ville en France où le Roy soit mieulx recongneu qu'il est en cestedicte ville ? La cour de parlement, Chambre des comptes, jurisdiction des bailliages, chancellerie... ne font-elles pas leurs exercices et fonctions souz le nom du roy et son obeysance ³... ?

1. Pour Dijon : — écussons : DIJON, M 464, f. 62 ; achat de torches : B 95 ; sur la solennité : Pépin, 44. 12 écussons de Lorraine sont payés par la Sainte-Chapelle (C.-D'OR, G 1528, f. 234). — Pour Beaune : C.-D'OR, G 2508, f. 256 v^o (1^{er} février).

2. Dans l'ordre : DIJON, B 226, f. 131, 133 ; — ci-ap., § IV ; — *Reg. Parl.*, III, 253 ; — Carorguy, 18.

3. DIJON, B 226, f. 194. La guerre, comme celles qui l'ont précédée, n'est faite qu'aux hérétiques, et le roi est catholique. Les « brulemens » des livres saisis chez les émigrés huguenots sont un spectacle publié et solennisé (C.-D'OR, BII 360/52. Cf. MUTEAU, *Les écoles*, 325).

Propos audacieux qui, cependant, n'empêche pas la vérité de filtrer grâce, par exemple, aux marchands revenant des villes lointaines ou aux domestiques des agents de Mayenne¹... A la femme Guichardet, qui croyait encore en mars « le roy... estre le maistre », c'est un homme simple, Guillaume Marchant, qui communique le doute : « Led. Marchant dit : Rien, rien ! L'on a envoyé des héraulx et des postes à Dijon pour dire le party qu'ils tiennent ; mais ils ont fait responce qu'ilz tenoient pour Monsieur de Mayenne... » et que tenir pour Mayenne, c'est combattre le roi². C'est tardivement, semble-t-il, que ces illettrés découvrent la ruine du régime instauré par l'édit de Rouen. Dans les semaines ardentes de janvier, on ne voit pas que les vigneron des villes bourguignonnes aient crié autre chose que la mort au huguenot.

Quoi qu'il en fût de ces modalités, le fait patent était la levée du peuple catholique de beaucoup de villes à l'appel des ligueurs : fait bien connu, d'ailleurs. Ce qui, en Bourgogne, l'est moins, c'est que la fièvre déborda ici et là, au delà des remparts, dans le peuple rural, et qu'en ces premières semaines de la guerre, on vit des villageois, le dimanche, équiper leurs chevaux, s'armer de leurs fourches et tenter l'attaque de quelque bourg réputé « huguenot ». Peut-être même le partage entre ligueurs et « réalistes » fut-il plus conscient, et plus tôt, en certains cantons ruraux traversés par les grandes routes que dans les villes tenues par les bourgeois attentifs. Au comté de Bar, où les villages de Buxières et de Ville-sur-Arce s'étaient si « bien estrillez que mesme il y a eu, dit-on, des mortz et blessez », les petits gas, les *gachenots*

s'amasoient par monceaux avec des pierres et bastons et se demandoient : Qui vive ; puis cryoient : Je suis pour le Roy ; et les aultres respondoient : Pour les princes ; et ainsi venoient à se battre ès mains et coups de bastons...

Les femmes même « s'en faisoient la guerre » et jusqu'à « quelque-fois s'en happer aux cheveux³... »

1. P. ex. Et. Jehan, revenant de Strasbourg et Genève (Dijon, B 227, f. 244 v°); les fils Morel et Gauthier qui écrivent de la suite de Mayenne (C.-D'OR, BII 360/53, nov. 1591); etc.

2. Dijon, B 9 bis (information de mars 1589). Le président de La Cuisine, historien oratoire, a imaginé que Mayenne, au retour de Lyon, entra dans Dijon au milieu d'une pompe triomphale égale à celle que l'on décernait aux souverains (II, 134), comme si, dès lors, le peuple dijonnais le reconnaissait pour chef à l'exclusion du roi. Il n'est aucun document pour appuyer cette version.

3. Carorguy, 19.

Viennent les réquisitions, les corvées de guerre, le pillage... : dès le milieu de 1589, ces villageois guerriers se réconcilieront dans l'épreuve commune. D'autres paysans d'ailleurs, dans les cantons qui avaient mieux connu les guerres passées, ne songeaient qu'à s'entourer de murailles et à créneler leurs églises. C'est ce qu'on vit dans ce pays aux lourdes expériences : l'Auxerrois. Là, tandis que les villes closes retournaient aux vieilles passions, les villages, eux, s'en gardaient : ne se lier à aucun « seigneur » pour n'être pas la proie de ses ennemis, et, plutôt que de payer rançon aux soldats, dépenser les ressources des communautés en maisons-vigies, en redoutes de retrayance, puis « durer » de son mieux, ce fut, dès le début de la guerre, le plan résigné de ces sages ¹.

II. — MAYENNISME URBAIN DE 1589.

Les plaquettes, les prêcheurs parlaient de la Ligue. Mais, en Bourgogne, c'est, auprès des informés du moins, Mayenne surtout qui parut en bénéficier. Tandis qu'une partie du petit peuple s'attardait à la notion périmée d'une Union catholique avouée par le roi, une majorité de ligueurs moins ignorants saluaient, dans le gouverneur du pays, le nouveau chef d'une Ligue ci-devant guisarde, ressuscitée sous l'autorité de Mayenne, héritier du Balafré.

Une terminologie très répandue signale, dès janvier 1589, cette fortune du prince. Les correspondances montrent non seulement que Mayenne était devenu, dès lors, dans l'usage quotidien de beaucoup de Bourguignons, « Monseigneur » tout court, mais que la Ligue elle-même était désormais, à leurs yeux, le « party de Monseigneur » ou de « Monseigneur du Maine ». Que ces expressions soient courantes dès le début de la révolte sous la plume des capitaines de Mayenne, gardiens bien payés de ses citadelles, le fait, à coup sûr, serait, par lui-même, de peu de sens, encore qu'il soit remarquablement constant dans les lettres d'un Lenoncourt, s^r de Loches, d'un Lartusie, d'un Montmoyen, d'un Saint-Vincent. Les gens de Bar-sur-Seine, suivant Lenoncourt, sont « fidelz serviteurs » non pas de la Sainte-Union, mais de « Monseigneur ». Etre royaliste, pour Lartusie, c'est

1. Sur cet esprit et ces organisations rurales : CHALLE, II, 77

être simplement « d'autre party que celui de Monseigneur du Maine ». Saint-Vincent définit les partisans du roi les « ennemis de Dieu et du bien de Monseigneur » et les « politiques » les « mal affectionnés au service de Monseigneur ». De la « Sainte-Union », chez eux, il n'est jamais question ¹. Quant aux troupes, elles ignorent souvent, elles aussi, la Sainte-Union, et « s'advouent à Monsieur le duc du Mayne » ². Mais, fait plus significatif encore, pour les mairies il en est de même. Etre ligueur fidèle, pour le magistrat de Chalon, s'est « se conserver à Monseigneur le duc de Mayenne ». Ceux de Semur, Saint-Jean-de-Losne, Tournus emploient des formules analogues. Pour les échevins de Dijon, le s^r de Guyonvelle sera « general des forces établies par Monseigneur en la généralité de Champagne » ³. Des particuliers parlent aussi, couramment, de « Monseigneur » et de son parti ⁴. On voit percer là, déjà, mieux que des expressions familières à des clients nommant leur patron entre eux : une certaine conception de la Ligue elle-même vue du secteur bourguignon.

Mais l'incertitude du formulaire révolutionnaire en ces préludes et en ces débuts du régime nouveau, ou l'ignorance où l'on se trouve de ce formulaire, mène parfois à des innovations encore plus suggestives. Dès le 7 février, c'est-à-dire avant la constitution du gouvernement ligueur, Marcelot, échevin de Verdun, appelle la Sainte-

1. On citerait, à ce sujet, des lettres par dizaines. Voici seulement quelques références. Claude de Lenoncourt : 25 mars 1589, *Corr.*, n° 430 ; — Lartusie : 29 fév., *Corr.*, n° 394 ; — Saint-Vincent : DIJON, B 456, n° 117, B 458, n° 123, 149, 188 (« le serment que Monseigneur du Maine fist faire... » pour : le serment de la Sainte-Union) ; — Duvergier, cap. de Nuits : 8 fév., 1589, DIJON, B 458, n° 23. Cf. PÉTEL, *Les seigneurs de la Ville-sur-Arce*, P. J., 204-211.

2. F. de Vergy à Fervaques, Gray, 28 mars 1589. *Corr.*, n° 434. Une troupe ligueuse est appelée par les Avallonnais « armée de Monseigneur conduite par le s^r de Jaulges » (les éch. d'Avallon au Conseil de Dijon, août 1589, dans BAUDOUIN, II, 527).

3. Les magistrats de Chalon à Ferv., 22 mars 1589, *Corr.*, n° 420 ; — de Semur, de Saint-Jean-de-Losne, de Tournus au même, 15 mars, 20 mars, 3 mars 1589, *Corr.*, n° 411, 416, 397 ; — de Dijon à ceux de Chaumont, 31 août 1593, CHAUMONT, C IV, f. 297.

4. Un anonyme à Ferv., Mâcon, 9 mars 1589, *Corr.*, n° 405. Cette terminologie et même la graphie abrégée « Mgr » sont familières à Ét. Bernard, à en juger du moins par ses lettres de 1591-1593 (*Corr.*, n°s 549, 550, 552, 555, 556, 557, etc.). — Les documents non-bourguignons que nous avons lus ne nous paraissent pas indiquer que les autres princes aient bénéficié dans leurs provinces, d'un tel usage, même Mercœur en Bretagne, où les ligueurs ne paraissent écrire, au plus, en 1589-1590, que « Mgr le duc » (v. p. ex. le cahier de la Chambre du Conseil de Morlaix, p. p. A. de Barthélemy, 45, 46, 108, etc.).

Union le « corps des villes qui sont de present obeissantes de Monseigneur ». « Monseigneur le duc, protecteur de l'Estat et couronne de France... », écrivent plus tard les échevins d'Avallon. Quant à Desmerin, trompette de la ville de Dijon, c'est deux jours après le départ de Monseigneur, que, spontanément ou par ordre, il omet le nom du roi dans une publication et commence par celui de Mayenne ¹.

Il faudrait peut-être faire exception pour les ligueurs de l'Auxerrois, — plus touchés par l'influence propre des Seize, — et aussi pour ceux du Mâconnais, à qui les relations lyonnaises, puis, un peu plus tard, l'influence de Nemours, fournissent des occasions de saisir certaines complexités. Mais pour les populations des bailliages du centre, plus de doute : elles ignorent les forces et tendances multiples qui, dès le printemps de 1589, se disputent à Paris — et ailleurs — la direction de la Ligue. En des chroniques comme celle de Pépin, une vision unitaire et simple éclate aux yeux : pour le bon « chanoine musical », face au gouvernement réprouvé du roi, qu'il appelle d'ailleurs celui des « huguenots », il n'y a que Monseigneur, « grand gouverneur de toute la France », et aussi « capitaine général protecteur de l'Église catholique ». Pour Carorguy lui-même, plus fin cependant, l'entrée de Mayenne dans Paris fut le début d'un commandement reconnu également par tous les catholiques : « Sy tost que les Parisiens le veirent, ilz s'en esjoyrent merueilleusement... » et le saluèrent comme le seul chef de la nouvelle guerre à l'hérétique ².

Mayenne, en 1588 encore, n'était qu'un des « Princes ». Son prestige en Bourgogne restait précaire, son autorité personnelle limitée et fondée sur des intérêts. Dans la grande ruée de 1589, tout change à son profit. Ce n'est pas, d'ailleurs, que ce cadet, hier sans empire sur les cœurs, les ait soudainement touchés le jour où l'assassinat de Blois a fait de lui l'héritier d'un héros. C'est que l'équivoque alliance d'Henri III avec la Ligue, qui avait peut-être au fond, malgré les manœuvres de Mayenne, profité en Bourgogne plus au loyalisme traditionnel qu'aux conquêtes des Princes, a été rompue par les assassinats de décembre 1588 suivis de l'alliance

1. Marcelot à Fervaques, Verdun, 7 fév. 1589 (dans JEANDET, *Ann. de Verdun*, 80) ; — Les éch. d'Avallon au Conseil de Dijon (lettre citée) ; — DIJON, B 226, f. 149 v^o. Desmerin, d'ailleurs, est jugé trop pressé.

2. Pépin, 46, 47 ; Carorguy, 20.

avec le roi de Navarre. En Bourgogne, comme ailleurs, se vérifiait le jugement de Du Plessis-Mornay, suivant lequel c'était le « mespris du roy » bien plus que « l'amour du peuple envers le defunct (Guise) » qui animait les catholiques ¹. Mais Mayenne était servi dans son gouvernement par cet immense discrédit du Valois. Les prêcheurs qui tonnaient contre ceux que Pépin d'un terme méprisant et collectif appelle « les Roys » ² besognaient pour lui. La Bourgogne, se ralliant à la Ligue-révolte, se rangeait naturellement derrière lui.

Faut-il voir cependant dans le mayennisme du début de 1589 l'indice d'une foi nouvelle se substituant à la notion de l'autorité royale ? S'il s'agit de l'opinion proprement populaire, il est certain qu'elle était gouvernée par une conception généralement fort simple de la Ligue. Même dans le parti des « simples gens » qui conservait l'instinctif besoin d'avoir un roi et chez lequel le respect du titre royal survivait au discrédit d'Henri III, beaucoup considéraient la Sainte-Union comme un organisme nécessaire de guerre à l'hérétique et beaucoup approuvaient qu'elle fût à la disposition de Mayenne, défenseur de la foi. Quant à ceux qui percevaient et acceptaient toutes les réalités effectives de la révolte contre le Valois, Mayenne leur apparaissait comme le tuteur des catholiques ou, suivant l'expression assez juste des Avallonnais, le « protecteur de l'État » durant la vacance de la couronne. Mais loin d'exprimer la foi d'un populaire dans la personne et la fortune de Mayenne, le mayennisme nouveau, dans le peuple ligueur, n'avait en vue que la religion.

Plus positifs, on le sait déjà, étaient les calculs de beaucoup de bourgeois. Religion, certes, mais aussi « intérêt ». La Ligue se proposait de pourvoir au trône d'où Henri III était déchu, et ils l'en approuvaient. Mais, tandis que, sous l'influence des prêcheurs, les sentiments populaires rejoignaient les hautes préoccupations doctrinaires d'Etienne Bernard, ils étaient beaucoup, ces bourgeois, à considérer surtout dans la crise monarchique une occasion, et dans Mayenne muni de son titre nouveau, un garant de leur propre et particulière destinée sociale et politique. Leurs ententes de janvier avec ce protecteur des catholiques avaient été marchés pratiques

1. Du Plessis-Mornay à Morlas, 11 fév. 1589, *Mém. de Du Plessis-Mornay*, IV, 313.

2. Pépin, 46.

plus que liens de sentiment : elles se couvraient de la religion, mais ne contenaient, en fait, rien de noble. Certes, les oligarques communaux ne suivaient pas sans passion le déroulement de la guerre ni le destin de « Monseigneur ». Mais ils ne brûlaient pas du même feu que les orateurs cordeliers, que les vigneron ameutés, ni que tels de leurs députés de Blois. A l'heure même où, à Dijon, La Verne présentait à Mayenne les conditions bien pesées de son alliance, le même 15 janvier 1589 précisément, Bernard déployait, lui, devant le roi les idées et les espérances des penseurs du Tiers, et ce dernier discours des États était comme la dernière sommation du royaume catholique entier. Dans le traité de Dijon, les bourgeois de la maison de ville s'appuyaient bien à ces grandes doctrines : mais leur objet n'était, en l'espèce, que de s'ouvrir une voie opportune vers la petite république égoïste qu'il rêvaient d'ériger pour eux. A la fin de ce mois de janvier¹, les députés de Blois, « retournent » sans éclat, peu consultés : témoins de scènes déjà périmées. La rentrée de Bernard à Dijon fut presque furtive. « Monsieur Bernard, esleu Orateur pour le Tiers-Estat de France »², dont la presse répandait les harangues, c'était un nom désormais, mais en France... La Bourgogne était aux esprits positifs du lieu. Il y avait eu le temps des théories et l'on en était à celui de l'exécution. Mayenne, en août 1588, avait fait élire Bernard aux États ; — en janvier 1589, il donnait à La Verne son investiture d'allié. C'était la réplique des réalistes.

Mayennisme populaire limité, mayennisme bourgeois inspiré par les intérêts : la Ligue, en Bourgogne, c'était cependant Mayenne, — bien plus, on va le voir, que le parti des militants parisiens.

III. — LA RÉVOLUTION PARISIENNE ET LES VILLES DE MAYENNE.

Pour la plupart des Bourguignons, la Ligue, au début de 1589, c'était Mayenne. La grande révolte, cependant, n'était pas née de l'initiative de ce prince, mais de celle du parti révolutionnaire

1. C'est le 31 janvier que Coussin et Bernard font leur rapport de députation aux élus (C.-D'OR, C 3069, f. 268). Nul écho perceptible.

2. *Harangue prononcée devant le Roy séant en ses Etats generaux tenus à Blois... par Monsieur Bernard, etc.*, Paris, Jamet Mettayer, 1589, gr. in-8°.

parisien, représenté, dès la fin de décembre 1588, par les Seize, chefs des comités de quartier. C'étaient les Seize qui avaient lancé l'appel dans l'ensemble du royaume. C'étaient eux qui avaient entraîné Mayenne à la lieutenance générale. N'allaient-ils pas, à la faveur des passions nouvelles, réaliser, enfin, le plan de 1586, et, en Bourgogne même, sous le nom de Mayenne, commander effectivement ?

Mayenne, en qui les souvenirs de 1588 n'étaient pas abolis, sentit vite le danger de n'être qu'un général servant la Ligue, qu'un jouet dans le tourbillon d'une révolution « populaire »¹. Il réagit, et s'efforça d'envelopper, en un Conseil général reconstitué, les boute-feux des quartiers parmi ses hommes, des modérés, des défenseurs de la tradition monarchique : Jeannin, Villeroy, Le Maistre, et d'autres parmi lesquels il paraît possible de compter le Bourguignon Jean Coqueley² ; — et comme lieutenant-général de la Couronne il se fit, le 13 mars, confirmer à lui-même, par le Parlement, l'autorité d'un « remplaçant du roy » : mesures que les révolutionnaires n'acceptèrent qu'en grondant...

Mayenne, d'ailleurs, ne faisait qu'adapter à son usage une partie du plan parisien. Au « Conseil général de la Sainte-Union » établi définitivement le 18 février 1589, la part de Paris était réduite ; mais ce conseil restait l'organe du « party » installé au pouvoir et, pour « ordonner des affaires d'État », devait, en principe, faire appel aux villes de province : — « les desputez des trois ordres des villes et provinces unyes y auront... séance et voix », disait le procès-verbal de la séance constitutive ; et les grandes décisions ne devaient y être prises qu'après « conférences » de « toutes les provinces et villes catholiques, les députés desquelles avoient séance et voix délibérative au dit Conseil »³...

Mais dans le nouveau conseil, parmi ces Quarante, et dans Paris, survivait l'esprit des Seize. Le Conseil général de la Sainte-Union

1. HURAUT, *Second disc. de l'estat de la France*, dans *Quatre discours...*, 155.

2. 40 conseillers élus par les comités de Paris, 14 choisis par Mayenne dans la bourgeoisie parlementaire, et, avec voix délibérative, le prévôt des marchands, les échevins, les présidents, avocats généraux et procureurs généraux du Parlement (proc.-verb. de la séance du 18 fév., B. ARSENAL, ms. 3736, f. 9 v°, *cop. coll.* ; cf. liste de B.N., fr. 17328, f. 4 ; ROBIQUET, *Hist. de Paris*, II, 526-529. — Sur Coqueley, cons.-clerc au Parlement de Paris, v. notre Index. — L'Estoile (*Mém.-Journ.*, III, 246 et s.) fournit beaucoup d'indications sur ces débuts du gouvernement de Mayenne.

3. B. ARSENAL, ms. 3736, f. 9 v° ; MARIÉJOL, 296.

de Paris, qui partageait avec Mayenne le pouvoir d'« État », requérait et, en général, obtenait la soumission et la correspondance des Conseils provinciaux improvisés ou reconstitués à peu près partout en février et mars ¹. Mais, de plus, à la faveur même des liaisons prévues avec les « provinces », un pouvoir parisien pouvait encore exploiter librement, pour lui-même, voire au détriment de Mayenne, l'idée de la fédération des villes. Qu'en fut-il, en Bourgogne, au printemps de 1589 ?

Au lendemain du coup de Blois, la fièvre de Paris s'était manifestée en Bourgogne par des lettres de ton exalté ², — par la diffusion des « copies », bulletins prompts et fréquents, qui publiaient les hauts faits des principales villes, et où on lisait, par exemple, qu'en constituant ses parlementaires « prisonniers de la Bastille », Paris avait agi « à l'imitation de ceux de Dijon ³, — par toutes sortes de propagandes enfin, affectant parfois la forme de « bruits », celui, entre autres, suivant lequel « l'intention des Villes unies » était « de se réduire en Estat populaire », quitte à se tenir « bien alliez et confederez les uns avec les autres pour se supporter et defendre ⁴... » : on reconnaît là l'idée des « républiques » fédérées, sous la direction du conseil centralisateur...

Avec la fin de février, en Bourgogne, visible changement. Sans doute, les presses parisiennes continuaient à déverser de nombreux libelles : le « party » vivait, écrivait, animait l'Union contre le *Renard* ou le *Néron* de Tours ⁵. Mais des liaisons du Conseil général

1. On trouvera des ex. ci-ap., ch. IX, § v.

2. V. celle du 4 janv. aux mag. de Dijon (*Corr.*, n° 350). A rapprocher : l'intervention des Parisiens auprès des échevins de Mâcon pour les amener à se déclarer (ci-ap.) ; hors de Bourgogne, une intervention semblable, mais plus caractérisée, à Châlons (HÉRELLE, I, n° 96-100) et les lettres du Bureau de la ville aux villes capitales dans A.N., H 1790, et *Délib. du Bureau de la ville de Paris*, X ; ROBQUET, II, 509-511.

3. *Coppie des memoires secrets en forme de missive envoyés de Bloys par un polytique mal asseuré à un sien amy aussi polytique de ceste ville de Paris*, s. l., 1589 [19 janv.], in-8°. 15. Dans les premières pages, série de nouvelles venues des grandes villes ligueuses (p. 6 : Troyes ; p. 7 : Dijon). — L'Estoile mentionne et cite en partie ces plaquettes d'information dont il dit avoir noté « plus d'un cent ».

4. Suivant l'*Advertissement aux bourgeois de nostre ville de Paris* (dans les *Mém. de Nevers*, I, 920). Sur le bruit : *Adv. en forme de responce d'un gent. poictevin* (plaq. bourguignonne), 32.

5. La B. DIJON conserve en nombre des exemplaires de ces libelles du début de 1589, provenant des anciennes bibliothèques locales : — *Responce du peuple catholique de Paris aux pardons de Henry de Valois...*, Paris, Grégoire ; — *Advertissement... touchant l'excommunication de Henry de Valois*. Paris, Velu ; etc.

qui, cependant, étaient annoncées, et auxquelles le Bureau de la ville de Paris offrait les services de courriers spéciaux affectés à la correspondance avec les provinces ¹, — les traces, dès lors, sont minimales ; et la rareté des lettres parisiennes conservées dans les archives bourguignonnes ² invite même à penser qu'il en fut des liaisons du Conseil de 1589 comme de celles du Conseil de 1588 ou de celles que le roi, de son côté, prétendait imposer aux échevins de Mâcon ³. Belles résolutions : peu d'effet...

Difficultés matérielles ? Sans doute. La guerre gênait les communications avec Dijon et même avec Auxerre. Dès ce temps, les « coches » réguliers qui, par Troyes, menaient en Bourgogne, avaient cessé de fonctionner ; de « rouliers et voicturiers », plus ou presque plus ⁴. Il y avait les courriers à cheval du duc de Mayenne. Mais Mayenne, semble-t-il, ne servait pas Paris, du moins en ce secteur. Il semble, d'autre part, que les Bourguignons ne se soient nullement empressés de répondre aux sollicitations de correspondance ⁵.

Leurs villes, elles, utilisaient de nombreux messagers, dont le paiement figure à leurs comptes ⁶, mais l'emploi de ces messagers restait réglé par les usages constants. Sauf ceux d'Auxerre qui allaient au Parlement avec, parfois, ceux de Mâcon, autre dépendance du ressort judiciaire parisien, c'est vers les camps de Mayenne qu'ils se dirigeaient, ou si Mayenne était à Paris, vers sa résidence et les bureaux de son conseil propre, non vers l'Hôtel de ville ni le Conseil de la Ligue. Les destinataires de leurs lettres étaient Mayenne lui-même ou Jeannin comme « conseiller de Bourgogne », ou quel-

1. *Délib. Paris*, IX, 330-331 (13 avril 1589). Le 14 mai, les maires et échevins de Paris annoncent aux magistrats de Dijon leur intention de leur mander régulièrement les victoires de la Ligue (*Corr.*, n° 458). Les « villes capitales » devaient correspondre directement avec le Conseil, suiv. P. Cayet, 103 ; cf. ROBQUET, II, 533 (en Bourgogne : Dijon, Auxerre, Mâcon).

2. Ex. de lettres du Conseil aux villes bourguignonnes : celle qui annonce la victoire de Mayenne au faubourg de Tours (lue le 27 mai, DIJON, B 226, f. 244) ; lettre aux Mâconnais, MACON, BB 55, f. 178.

3. Pour ce qui concerne particulièrement les relations du Conseil général avec le Conseil de la Sainte-Union de Dijon, v. ch. IX, § v.

4. Carorguy, 19.

5. On a, p. ex., de la peine à trouver trace des réponses des Bourguignons aux lettres des Parisiens. Le 23 juin 1589, les échevins de Dijon rédigent en termes insignifiants une « responce pour envoier au Conseil d'estat à Paris ». Mais, fait assez caractéristique, ils ne savent encore comment libeller la suscription et doivent en délibérer spécialement (DIJON, B 227, f. 22 v°). V. de plus ci-ap. les plaintes des Parisiens au sujet de l'inactivité de la correspondance.

6. DIJON, M 464-466.

qu'un des secrétaires d'État, ou encore leur représentant passager auprès de Monseigneur, — non les Senault, ni les Roland. Ainsi faisaient les « villes » que visaient particulièrement les Parisiens, mais aussi, naturellement, les élus, le Clergé, les gentilshommes, — et, notons-le, le « Conseil d'État » de Dijon lui-même.

Qu'en fut-il exactement ailleurs ? Hors de Bourgogne, nombre de villes semblent avoir reconnu explicitement et par délibération la direction de Paris. Des capitales, comme Rouen, déféraient avec docilité aux ordres donnés par Paris pour l'établissement des liaisons. Lorsque Lyon même, ralliant la Ligue en février 1589, jurait l'union avec « Paris et les autres villes unies », la formule avait sans doute un sens assez précis ¹. La grande aventure imposait le besoin d'élargir les horizons au delà des limites provinciales et, en 1589 du moins, les ligueurs de clocher eux-mêmes n'y échappaient pas. Mais à Dijon, à Beaune, à Chalon, à Mâcon même, quel qu'eût été l'effet de l'appel aux armes lancé par les Parisiens, c'est au signal de Mayenne personnellement que la révolte, en fait, avait commencé : modalité originelle, subtile peut-être, mais qui laissait sa trace. « Les capitales-villes de la France, assistées d'une bonne partie de la noblesse... ont élu un Prince qu'elles cognoissent pour lieutenant-général de l'estat... » : voilà ce qu'était la révolution dans son acte initial d'après l'*Advertissement* — bourguignon d'esprit — d'un gentilhomme poitevin ². Si les « capitales-villes » avaient un rôle reconnu en Bourgogne, où l'exemple de Lyon était assez souvent invoqué, on ne voit ni l'*Advertissement*, ni les plaquettes bourguignonnes, ni les registres de délibération des villes avouer

1. *Déclaration des consuls de Lyon...*, 1589, in-8°, 30. Troyes semble, aux portes de la Bourgogne, continuer à entretenir d'actives relations parisiennes (LA PERRIÈRE, *N. de Hault*). Reims, comme au lendemain des Barricades, députe auprès des Parisiens en vue de s'entendre avec eux (L'ÉPINOIS, 295). Le Conseil de Rouen reconnaît explicitement l'autorité de celui de Paris (v. ci-ap., ch. IX, § v). Etc. — Gardons-nous de dire que la Bourgogne constitue une véritable exception. Les termes de comparaison sont encore insuffisants. Les ouvrages de Prarond, Henry, Hérelle, d'Estaintot, etc., donnent à penser que, comme en 1588, la Picardie, la Champagne, la Normandie furent, au moins en 1589, plus exposées et plus dociles que les autres provinces à l'action parisienne. Mais le Languedoc, la Provence, la Bretagne, plus isolées et plus tenues par leurs « roitelets », y échappèrent peut-être autant que la Bourgogne. Les provinces et Paris, répétons-le : sujet à étudier.

2. Langres, s. d. (texte daté du 15 janv. 1589), in-8° (HAUSER, *Sources*, IV, n° 2861). Sur cette plaquette, v. ci-ap., p. 296, n. 2.

ou seulement trahir une inspiration spécifiquement parisienne. Dans les gros in-quarto de Dijon, Paris n'est pour ainsi dire jamais nommé pour son rôle politique ; — et le Conseil de la Sainte-Union de Dijon lui-même ne semble pas, en somme, s'être reconnu clairement et effectivement, comme la plupart des autres, le subordonné du Conseil général de Paris¹. La défiance de 1588 semblait continuer. Les bourgeois bourguignons avaient beau jeu de dédaigner les « *advertissemens* » des militants révolutionnaires et centralisateurs de la capitale lorsqu'ils mettaient en garde les provinciaux contre les « *roytelets* » particularistes², puisque le gouverneur de la Bourgogne n'était plus désormais un simple Mercœur ou un simple Epernon, puisqu'il était le chef même de l'État ligueur et le protecteur, précisément, de la théorique confédération des Villes unies. Mais, de plus, survivait, au bénéfice du mayennisme, lorsqu'il s'agissait du progrès des républiques, leur attachement aux voies connues comme aux appuis familiers. Dijon, « capitale-ville » de la Bourgogne, se fût peu soucié, probablement, que dans le parti de « Monseigneur et des Villes Unyes », — expression encore d'un Bourguignon³, — Paris se trouvât réduit à la seule proportion d'influence que méritait sa population ou son rôle militaire. Les villes de Mayenne voulaient un gouvernement catholique et une protection des « intérêts ». D'une « capitale générale », chef de parti et moteur de révolution, elles se préoccupaient beaucoup moins.

Si conditionnel qu'il fût, le mayennisme virtuel de 1588 se réalisait donc dans les villes de Bourgogne, au printemps de 1589, — mais, pour ainsi dire, hors de la révolution parisienne. Cela, du moins, là où la Ligue s'implantait et non sans une exception visible : si les Seize ne ralliaient pas l'ensemble des populations citadines, leurs prêcheurs et la Sorbonne répandaient cependant dans une partie du clergé provincial leur influence ; et Auxerre, précisément parce qu'elle était tenue par les clercs, continuait à offrir le cas exceptionnel d'une ville ligueuse de Bourgogne à peu près rebelle au mayennisme proprement dit.

1. DIJON, B 229-231. L'esprit particulier du Conseil de Dijon sera précisé et expliqué ci-ap., ch. IX, § v. — Sur Mâcon, qui « suit » Lyon : ci-ap., § vi.

2. P. ex. l'*Advertissement d'un gent. poictevin*, 32.

3. Un anonyme à Fervaques, Mâcon, 9 mars 1589, *Corr.*, n° 405.

IV. — LES CLERCS. L'ARDEUR CLÉRICALE D'AUXERRE.

Du partage du clergé bourguignon, on peut parler brièvement. Dès 1588, il était fait, devant des voies dès lors tracées ¹. De plus, il fut le même que dans la plupart des autres provinces ² : beaucoup d'abbés ou prieurs pour la Ligue, et les évêques pour le roi ; la majorité des moines urbains contre le Valois et, en fait, contre les évêques ; les chanoines bourgeois ou nobles, dominés par les habitudes de vingt-cinq années de guerres civiles ou par leurs attaches de famille et de fortune, flottant suivant le cas, et souvent au gré de quelques individualités directrices, entre l'Union avouée et l'attachement secret au régime de la royauté conservatrice des privilèges et biens acquis ³.

Mayenne n'était pas, pour ces clercs, directement en cause. Ils lisaient ; ils s'informaient ; et, chez eux, particulièrement chez les moines, que leurs origines familiales étaient fort loin d'attacher tous aux contingences bourguignonnes, les événements de 1589, comme ceux de 1585 ou de 1588, éveillaient plus l'intelligence et le goût des causes générales que chez les bourgeois indigènes. A coup sûr, approuver les décrets trentins et l'ingérence du pape dans les affaires de France, frémir et faire frémir à l'idée du péril huguenot, attaquer les évêques attachés au gouvernement de Tours, c'était bien, en définitive, servir Mayenne auprès des Bourguignons, — et vitupérer les jésuites, mettre en doute la valeur des décrets de Sorbonne, c'était, en fait, le desservir. Mais le nom de Mayenne, le clergé, sauf exception, ne le prononçait guère.

1. V. Introd., § 6. — Cf. ci-ap., ch. XVII, § I-II.

2. V. les indications nombreuses, mais dispersées, données par V. MARTIN ; RICHARD (*P. d'Epinaç*) ; PRAROND (*Ligue à Abbeville*) ; MOURIN (*La Ligue en Anjou*, 247 et s.) ; OUVRE (*Ligue à Poitiers*, 49-62) ; etc. Il y eut naturellement des modalités et des degrés : la Bretagne, p. ex., eut un clergé exceptionnellement ligueur (GRÉGOIRE, *Ligue en Bretagne*, 65, 97, etc.), mais touché aussi souvent par des sentiments sociaux particulièrement actifs (v. à ce sujet ci-ap., ch. XVI, § v).

3. Des mobiles sociaux des chanoines, nous reparlerons au ch. XVII, § II. Notons ici les suspicions et vexations assez caractéristiques que s'attirent, dès mars 1589, de la part des communaux, un certain nombre de clercs dijonnais (C.-D'OR, G 42/4). On voit assez bien, dans le chapitre de Beaune (G 2508), un groupe de royalistes se laisser intimider par les moines mendiants. — Naturellement, continuait l'éternel conflit concernant la garde (*ib.*, f. 269 v^o, etc.).

Les abbés se déclarèrent pour la plupart, mais avec une conviction variable, contre le roi meurtrier et allié du roi de Navarre. En quelques villes secondaires, ils imposèrent même la Ligue : à Cluny et à Tournus par exemple. L'oncle de Mayenne, Dom Claude de Guise, qui ne pratiquait pas l'édification spirituelle, mais s'entendait à la domination temporelle, sut, par ses clients, et une garnison, régenter Cluny, petite ville isolée dans sa vallée et qui n'était guère qu'une dépendance de son abbaye¹. Un autre nom prit du relief : celui d'Edme de la Croix, abbé du vénérable moutier-chef d'ordre de Cîteaux. Il se fit, au retour de Blois, le grand agent de liaison des moines bourguignons avec le gouvernement ligueur, prompt à la correspondance, au voyage, défenseur réaliste des intérêts, — ceux de son ordre et de sa maison d'abord, — et fort de son siège, de son rang aux États provinciaux, au Parlement et au Conseil de Dijon². Exemple influent qu'imitaient en général les autres abbés ou prieurs cisterciens, notamment ceux de La Ferté-sur-Grosne, de Maizières, de Labussière³. Des réserves, cependant, s'exprimaient, et dès ce début de guerre catholique, mais parmi les abbés des maisons bénédictines du plat-pays les plus exposées aux coups des capitaines royalistes : l'abbé de Saint-Seine, celui d'Oigny gardèrent contact avec ces coureurs des « champs » et se lièrent même, au printemps, avec le gouvernement antimayenniste qui s'érigea à Flavigny⁴.

Les évêques se déclarèrent inégalement, eux aussi. Alamanni, laissant agir ses chanoines possédés par le démon ligueur, ne défendit la neutralité de Mâcon, en février et mars, que par de discrets accords avec le lieutenant-général Barjot. Puis il s'éloigna, saisissant l'occasion d'un voyage en Italie⁵. Saulnier d'Autun, évêque

1. *Gallia christ.*, IV, 1161. — Cf. DEGUEURCE, *Cluny. Etude d'évolution urbaine* (dans les *Etudes rhodaniennes*, XI, 1935, 121-154).

2. DROUOT, *Le pill. de Cîteaux*, 205 et s. — La Croix se souciait-il du service particulier de Mayenne ? Évidemment, il glissera dans son *Oratio* au légat Caetano, en déc. 1589, un éloge pompeux et rituel du duc : « ...inclyto duce et antesignano — Moenaeo Principe Achillo — nostro Francico, vel potius — altero Iuda Machabaeo... », etc. Mais aucun texte ne nous l'a montré disposé à donner à la lutte pour l'Église, — qui, pour lui, est surtout Cîteaux, — le moindre aspect spécifiquement « mayenniste ».

3. *Contr'avis à celui de Bernard* (1590), 160. Sur Bonnotte, abbé de Labussière, membre du Conseil de Dijon, v. ch. IX, § III.

4. DROUOT et GROS, *Rech.*, II, *Mat.*, n^{os} 5, 8, 13, 17, 170, etc.

5. MÂCON, BB 55, f. 77. Le 8 fév., il se fait, auprès des échevins, l'intermé-

débutant, servit de son mieux, d'abord, et sous prétexte de paix, le parti de la Ligue royale, c'est-à-dire le roi, que servait aussi, ailleurs, son patron, le cardinal de Joyeuse ; puis, sommé par Nemours, en mai, il allait se résigner à reconnaître le gouvernement de Mayenne d'accord avec la vairie, mais sans se résoudre jamais à militer pour l'Union ¹. Tyard, revenu à Chalon au milieu de février, se tut soigneusement, épié qu'il était par le gouverneur Saint-Vincent ; mais il renoua des fils secrets, coordonna autour de lui les griefs marchands et les résistances « politiques », fut quelque temps l'âme du neutralisme chalonnais ; puis, menacé, et sollicité par ses propres partisans au nom de la paix, il se retira dans sa maison de Bragny, sans d'ailleurs engager bataille avec la Ligue : élu de l'Église pour 1587-1590, il allait à ce titre garder relations dans les deux camps et, comme ignorant de la situation réelle, siéger à la tenue des États ligueurs de Dijon en août 1589, y prolonger paradoxalement la formule condamnée de la Ligue royale et ne faire retraite complète que vers la fin de 1589 ². Un autre retour de Blois fut plus tragique que le sien : celui d'Amyot, évêque d'Auxerre.

Ce fut, cette fois, par la faute des chanoines. Car ces évêques, outre la gent cordelière et jacobine, avaient contre eux bonne partie de leurs chapitres. Les amis de Nicolas Jeannin, à Autun, sapaient peu à peu la résistance de Saulnier et du groupe inspiré par les chanoines Antoine Borennet et Hugues Ailleboust ³. A Mâcon, ce fut le groupe des chanoines A. de Laubespain et Ligeret qui, le 20 mars, arbora le premier, dans la ville indécise, la croix de la Sainte-Union ⁴. A Auxerre, les connivences de Perronnet, théologal, et de Claude Leprince avec l'émeute cordelière réduisirent au silence les amis de l'évêque et fournirent l'exemple typique d'une alliance de chanoines et de Mendiants également pérégrins contre les clercs indigènes enclins à la modération ⁵.

diaire des volontés du roi (f. 47 v^o) et Bothéon, lieut.-général de Lyon, s'adresse à lui pour assurer la garde de Mâcon (14 fév., f. 52 v^o). Sur son départ : f. 112 v^o (8 mars).

1. V. ci-ap., p. 277 et 357.

2. Lartusie au même, Chalon, 4 fév., *Corr.*, n^o 366 ; Saint-Vincent à Ferv., Chalon, 20 fév. 1589, DIJON, B 452, n^o 107 ; JEANDET, *P. de Tyard*, 63 ; PERRY, *Hist. de Chalon*, 365 ; C.-D'OR, C 3069, f. 296 et s.

3. ABORD, II, notamment 27-29.

4. V. ci-ap., § VI, p. 288.

5. A Langres, que conserve au roi l'énergie de Dinteville, lieut.-général en Champagne, et du maire Roussat, ce sont, au contraire, les indigènes qui im-

Tyard, à Chalon, trouvait Mayenne en la personne des deux capitaines Saint-Vincent et Lartusie. Amyot, à Auxerre, trouva la Ligue elle-même sous sa figure cléricale. Mus par la petite phalange demi-occulte commandée par l'avocat Nicolas Tribolé, et surtout par le verbe impérieux du cordelier Claude Trahy, les vigneron et artisans du lieu avaient déjà pourchassé l'évêque de Langres, Charles des Cars, passant par leur ville ¹. Lorsque le grand aumônier d'Henri III, accusé par ses chanoines d'avoir, au conseil du roi, admis ou approuvé les assassinats, puis diné, le 1^{er} janvier, avec le « tyran », se risqua, — tardivement, le 29 mars, — à passer de sa résidence de Varzy dans sa ville d'Auxerre, il trouva devant lui une plèbe encadrée de moines portant la pertuisane entre lesquels se signalait un autre cordelier, le frère Jean Moresin, dit Branlementon. Un fanatique, Ferroul d'Egriselles, lui mit la pistole « à l'estomach plusieurs fois » et l'on entendit des arquebusades. Le vieillard dut gagner, par voie dérobée, son palais d'où Trahy lui interdit de sortir même pour officier le jour de Pâques. Il allait, prisonnier, mener durant de longs mois, « despoillé de tous moyens », une vie recluse et épiée, et pouvoir se dire, dès août 1589, « le plus affligé, détruit et ruiné pauvre prêtre qui fust en France ²... »

posent leur esprit, au bénéfice de l'évêque, Ch. des Cars. Mais des infiltrations ligueuses se produisent parmi eux, notamment sous l'influence de Dijon. Non seulement la séparation politique de Langres, siège épiscopal, d'avec Dijon, sa dépendance importante, suscite une recrudescence de l'action bourguignonne visant à la création d'un diocèse dijonnais, mais des familles dijonnaises possédant prébendes à Langres, p. ex. les Desbarres, insinuent la contagion ligueuse jusqu'au sein du chapitre de Saint-Mammès. Elle y persistera, même après l'exil du chan. Desbarres, qui se réfugia à Dijon au début de 1589 (v. not. les magistrats de Dijon à ceux de Chaumont, Dijon, 28 fév. 1592, CHAUMONT, C III, f. 236).

1. *Apologie* d'Amyot ; dans LEBEUF, II, 226 (Des Cars, qui était du Conseil et avait communiqué le roi le 1^{er} janvier, faillit être arrêté et s'enfuit à Chablis, la plus proche ville appartenant à son diocèse).

2. Amyot à Nevers, Auxerre, 9 août 1589, B.N., fr. 3434, f. 132. Sur toute cette affaire, longue et passionnée, que nous résumons très au bref : LEBEUF, I, 633-639 : *Apologie de M^e Jacques Amyot, évêque d'Auxerre, contre des ennemis demeurants en ladite ville, écrite de sa propre main et tirée de l'original* (mai 1589 ?) que LEBEUF a imprimée (II, Preuves, 224-228). Elle contient tout l'exposé des faits, et des accusations portées contre l'évêque par Perronnet, par le doyen Séb. Le Royer, etc., le tout groupé en 7 art. de justifications. V. aussi, *ibid.*, 223, le texte de l'absolution *ad cautelam* donnée à Amyot le 6 avril, et, 228-229, un *Grief des plaintes de Maître Jacques Amyot, évêque d'Auxerre, contre Trahy, cordelier prédicateur et autres l'an 1589*. Cf. encore la *Sat. Mén.*, et Gassot, 24. — Le rétablissement d'Amyot par le légat Caetano en 1590 sera signalé ci-ap., ch. VI, § VII. — La B.N. a acquis, en 1933, avec la collection d'autographes

Aventure non unique, cependant, que la sienne et qui, en 1589 précisément, avait ses répliques ailleurs, — à Angers, par exemple, où Charles Miron aussi avait âpre lutte à mener contre son théologal allié de même aux cordeliers et capucins¹. Mais, en Bourgogne du moins, l'accent auxerrois sonnait, en l'espèce, autrement et bien plus haut que les autres.

A Auxerre s'épanouissait donc, dès février 1589, une ligue cléricale dont l'aspect et l'inspiration rappelaient Paris. Ni les Seize, ni même les Quarante du Conseil général, n'y gouvernaient en maîtres, et pourtant l'esprit ligueur, à n'en pas douter, était celui des « sorbonnistes » passionnés, celui des Boucher et des Guinestre. La vie auxerroise de 1589, entrevue à travers Lebeuf, qui a utilisé les mémoires, aujourd'hui perdus, du bourgeois Joseph Félix, est une vie surveillée par le maire Tribolé et sa police, protégée par un président en l'élection vêtu en capitaine, Philippe Vincent, s^r de Tresfontaines, qui mène la patrouille dans les banlieues avec une compagnie de 60 cheveau-légers levée suivant lettres de Mayenne²; — la vie d'une forteresse de chanoines, de cordeliers et de jacobins, toute remplie par la défiance qu'inspirent les gentilshommes, par les manifestations haineuses que les prêcheurs suscitent contre Henri de Valois, par les prières qui se récitent publiquement en des « oratoires » solennels préparés par chaque église à tour de rôle. Processions de supplication ou d'actions de grâces; services de deuil et *Te Deum*; communions générales; armements; « sorties », clercs en tête... : ce branle passionné et épuisant, pendant toute l'année 1589, et après, va se poursuivre³.

Tension exceptionnelle. Le fait d'ensemble dans le clergé bour-

de Rothschild, une lettre d'Amyot au chap. d'Auxerre dépeignant le désarroi d'Henri III après l'assassinat du 23 déc. : pièce à joindre au dossier de l'affaire ci-dessus. — Dans YONNE, G 1854, un curieux certificat de bonne vie et mœurs pour Trahy.

1. 1589-1590. Récit dans MOURIN, *La Ligue en Anjou*, 249-263.

2. Du 19 avril 1589. Sur les dépenses de cette troupe (19 mai - 19 oct.): C.-D'Or, B 2666, f. 73 v^o et pass. Sur Vincent : *ibid.*, et B 2665, outre notre Index.

3. LEBEUF, *Mém.*, II, 405-406, 410 (services funèbres), 411 (processions à la veille des batailles). Après la mort d'Henri III, une inscription campanaire célèbre cette fête de la délivrance (413); etc. Cf. aussi YONNE, G 1854 (processions de 1590; — 12 oct. 1591 : mention de la mort du chan. Pierre Lenfant, tué dans un combat sous la ville; — etc.). Ce sont deux chanoines qui, en déc. 1589, iront « retenir » Cravant dans l'Union (LEBEUF, II, 414; cf. 419).

guignon, au lendemain de la révolte, c'était la levée des ligueurs réduisant les royalistes au silence, et, plus ou moins vite, les évêques. Ces évêques, et les forces qui veillaient autour d'eux, Mayenne plus tard, devait les retrouver s'attaquant aux œuvres vives de sa Bourgogne. Mais, pour un temps, une victoire cléricale, qui n'exaltait pas son nom, du moins, le servait.

V. — *L'ESPRIT NEUTRE. LES MARCHANDS DU VAL DE SAONE.*

A côté de ces ardeurs, il faut noter des froideurs ou des résistances. En des cantons mal commandés par l'axe central Auxerre-Dijon-Beaune, l'idée du « repos », si vivace en 1588, conserva, au milieu de la tourmente qui se levait, et sous le drapeau même de la Ligue, des défenseurs agissants.

Dans telle bourgade d'abord, à la fois plus spécialement exposée aux coups et plus munie de protecteurs, comme Arnay-le-Duc par exemple, livrée par sa situation aux hasards de la guerre entre Beaune ligueur et l'Auxois, où se tenait Guillaume de Tavanès, mais dotée d'un seigneur puissant, neutre lui-même : M. le Grand, en personne. Au premier appel, en février, Charny négocia des deux côtés la sauvegarde de sa terre et, à partir de ce moment, Arnay, resté nominalelement à Mayenne, se tint coi entre les partis ¹. — Dans une plus grande ville aussi, d'ailleurs voisine d'Arnay, que peut-être elle inspirait alors : dans cet Autun que son évêque, aidé d'une partie du chapitre et du bailliage, maintint, en fait, jusqu'en mai 1589, et malgré le vierg Odet de Montagu, le premier échevin Philibert Venot et quelques autres ligueurs, à l'abri du serment, et des « subventions », exigés par l'Union ². — Ou encore en de petits centres où la guerre civile était surtout guerre de familles : à Barsur-Seine, par exemple, où le président en l'élection Jean Le Martin, proclamant la Ligue, menait l'attaque contre le receveur Noël de

1. Lettre de Charny, dans LA VIROTTE, *Ann. d'Arnay*, 91 et s. Charny interviendra bien des fois encore (*ibid.*, 105, 114, etc.). Arnay ne versera rien à la recette des tailles de Semur (C.-D'OR, B 2858) ; mais versera-t-il souvent à la caisse de la recette ligueuse ? Sa demi-neutralité semble avoir été avantageuse.

2. Documents cités par ABORD, II, 27-29.

Bury, « politique », et où dès lors un bon nombre de pacifiques aspiraient à jeter ensemble les deux clans dehors ¹.

Parmi les villes de Saône enfin, dans cette zone marchande d'esprit neutre, la guerre répandait une alarme particulièrement vive, — alarme économique surtout, parce que, devant cette guerre, les frontières se fermaient : la frontière comtoise, où veillait la Neutralité, à juste titre ombrageuse ; la frontière savoyarde, gardée par les Bressans inquiets et le duc attentif. En février, des bandes bourguignonnes anonymes, ayant passé « l'eau », se lançaient en bailliage d'Amont ; en mars, un capitaine La Borde courait sur Autrey, un autre sur Percey-le-Grand... Aussitôt se dressaient les protecteurs de la paix comtoise : le gouverneur Fr. de Vergy et le Parlement de Dole. De tragiques souvenirs, datant de 1578, mettaient le pays en armes, et des compagnies comtoises infestaient la zone frontière à leur tour ². Les trafiquants arrêtaient alors leurs équipages. Les espèces ne traversaient plus le Val. Et c'était encore la foire de Dole à peu près interdite aux Duchois, celle de Chalon aux Comtois, Lorrains, Allemands ³ ; — c'était, s'annonçant de loin, le sinistre jeu de représailles de la Guerre de Dix Ans ⁴, et pour l'heure, le commerce extérieur des Bourguignons à demi-paralysé.

1. « L'une des maisons, du président Martin, Bonnefons [Jean de B., lieut. au bailliage] et Gouthières [François G., maire] ses deulx gendres; contre celle du receveur Bury et les siens ; et faisoient mesmes choses comme les grands : l'une Royale qui estoit Bury et l'autre de la Sainte-Union... » (Carorguy, 23). Cf. Lenoncourt à Ferv., Bar, 24 mars 1589, *Corr.*, n° 430. Sur la suite de cette guerre et l'opinion neutre (le « dire commung » est que si Bury s'était fait ligueur, Le Martin eût été « royal ») : Carorguy, 39, 74, 184, etc.

2. Vergy à Ferv., Gray, 24 fév. 1589, *Corr.*, n° 386 ; — le même au même, Gray, 28 mars (il a fait contre-attaquer La Borde qui a dû rendre ce qu'il avait pris : chevaux, meubles, argent) ; — le même au même, Gray, 29 mars, DIJON, B 458, n° 290. Les pillards « s'advouhoient à Monsieur le duc du Mayne ». — Sur le sac de 1578 : FEBVRE, *Phil. II et la Fr.-Comté*, 723-724, et DROUOT, *Une lettre de Mayenne*.

3. *Corr.*, n° 376, 414 (les transferts ne peuvent se faire que par lettres de change). C'est aussi la circulation interdite aux propriétaires de terres de Comté en Duché et réciproquement. Sur les doléances anciennes — et nouvelles — exprimées au sujet de cet effet de la guerre par les Mâconnais (les ecclésiastiques surtout) propriétaires en Bresse savoyarde : Mayenne au roi, Dijon, juin 1578, B.N., fr. 10297, f. 88 ; Macon, BB 37, 51, 53, 62 (not. à l'occasion des projets de trêves avec les Bressans, f. 195 v°, 199-201, etc. ; DD 8 et 9). — On peut songer aussi à ce neutre, Charny, habitué à inspecter ses domaines comtois (v. p. ex. sa lettre au roi, 1^{er} avril 1587, B.N., fr. 3379, f. 3).

4. ROUPNEL, *La ville et la campagne au xvii^e s.*, ch. I.

Le commerce propre de la Saône se défendit mieux. Dès janvier 1589, Mayenne avait ordonné d'arrêter à la descente sur Lyon tous les bateaux¹. Mesure dont les intentions étaient doubles : veiller, d'abord, aux subsistances bourguignonnes, mais aussi ne pas ravitailler Lyon, encore royaliste : repréailles du fugitif de décembre. Mais, alors, contre Dijon ligueur, son Parlement, son lieutenant-général, s'éleva le ressentiment des marchands de blé, des entrepreneurs de transport, et du petit monde des bateliers. Les pourchasseurs de barques suspectes étant, par surcroît, un Lartusie ou un Saint-Vincent à Chalon, un Marbé à Mâcon, gouverneurs et capitaines de places mayennistes², la fraude prit assez vite figure de résistance au chef ligueur ; tandis que, dans l'autre parti, les Auxonnais, Losnois, Verdunois ou Chalonnais trouvaient, pour encourager leur contrebande, les sollicitations des Lyonnais. Les besoins alimentaires de Lyon et son désir de maintenir ses foires commandaient ses propagandes politiques. Là, peut-être, est le vrai secret de ses démarches auprès des Mâconnais en faveur du service du roi jusqu'à la fin de février 1589, en faveur de celui de la Ligue ensuite. Et comment expliquer autrement que bien plus haut vers le nord, jusqu'à Auxonne, à cinquante lieues de leurs murailles, les consuls aient fait parvenir, en janvier, des propositions d'accord politique sous le nom du roi³ ?

Que les marchands de vivres des divers ports de Saône se soient plus ou moins secrètement concertés en vue de braver les arrêts, aucun document ne l'indique positivement. Remarquablement méthodique, du moins, fut la lutte qu'engagèrent ces neutres pour la défense de leur trafic, — et acharnée aussi. Duel original, au milieu de la complexe guerre qui se répandait partout. D'un côté une ingénieuse contrebande où se révèlent, à défaut des ententes collectives, les connivences particulières : passeports falsifiés ; embarquements clandestins dans les faux-ports, à la barbe des « maîtres » ; courses de nuit ; gardiens de chaîne, aux ponts de Chalon, de Mâcon,

1. *Reg. Parl.*, III. Cf. DIJON, G 256, liasse.

2. V. ci-ap., faits et références.

3. Articles conservés dans le dossier, entièrement auxonnais, B.N., fr. 4898, f. 8-9. Sur l'intérêt remarquable que les Lyonnais prenaient depuis longtemps aux affaires d'Auxonne, v. les détails suggestifs donnés par la lettre d'un ravitailleur lyonnais à l'époque de la rébellion d'Auxonne (Delanges à Bellièvre, Lyon, 14 mai 1586, B.N., fr. 15908, f. 209).

achetés ; refuges comtois ou bressans assurés ; — et lorsqu'était dénoncé ou surpris le marchand ou son agent, se dévoilait un arsenal de faux prétextes et d'invites aux transactions¹. D'autre part, les gouverneurs étaient sur les dents, épiant les collusions des marchands avec les capitaines profiteurs², ordonnant la saisie des « plates », stimulant la chasse des soldats alléchés par des primes et par le pillage des barques surprises. Toutes sortes de mesures étaient demandées aux autorités de Dijon par les Lartusie ou les Saint-Vincent³. Lutte ardente, où l'on parlait parfois de mort, où l'on voyait, par exemple, les gens, et les magistrats, de Tournus, menacer Saint-Vincent lui-même de le tuer⁴.

Une fois Lyon retourné, en mars 1589, la surveillance se relâcha⁵, et, sans doute, un ravitaillement bourguignon mieux assuré fut-il dans la grande ville une condition durable du succès ligueur : si Lyon, grande acheteuse, influait souvent sur l'opinion de ses fournisseurs, il arrivait aussi parfois que Lyon suivît l'opinion qui lui assurait son pain. La complicité de Lyon, en tout cas, et ses bons prix, restèrent l'encouragement principal du commerce de Saône.

Il en était d'autres, sans nul doute ; parmi eux, celui de Charny. La neutralité de M. le Grand avait, sans doute, des causes politiques ; mais il en était une au moins d'un autre ordre : le neutre de Pagny, contre les commandements de Mayenne, participait au négoce de la rivière... Car ce haut seigneur, comme son père l'Amiral, était marchand de blé, — et gros marchand, les terres réservées de son comté de Charny, en Auxois et de sa baronnie de Pagny, dans le Val, étant terres riches. Mieux peut-être : spéculateur.

1. Nombreux ex. dans les correspondances : Saint-Vincent à Ferv., Chalon, 14 fév. 1589, *Corr.*, n° 374 ; le même au même, Chalon, 20 fév., *Dijon*, B 452, n° 107 ; L'Hospital, maître des ports, à Ferv., Chalon, 18 fév., *Dijon*, B 458, n° 61 ; Lartusie au même, Chalon, 12 avril, *ibid.*, n° 451. Pour Tournus, bon ex. dans S.-ET-L., B 898, req. de Pierre du Meix. — Pour la région de Mâcon, BB 55, *pass.* Cf. JEANDET, *Ann. de Verdun*, 99-100.

2. Par ex. celles que signale Charny aux Mâconnais, le 24 fév., d'« ung qui negocioit sur la rivière », avec « quelques troppes » (Chalon aux éch., Pagny, 24 fév., *MACON*, BB 55, f. 74 v°, *cop.*).

3. *Ibid.* — Sur les pillages du capitaine Réal, de Verdun, dans les mois qui suivront, v. les doc. utilisés par JEANDET, *Ann. de Verdun*, 126 et s.

4. Saint-Vincent à Fervaques, Chalon, 14 fév. 1589, *Corr.*, n° 374.

5. Le 7 mars, les consuls de Lyon, demandant à Fervaques d'autoriser leur ravitaillement, tirent argument de leur adhésion à la Ligue (*Corr.*, n° 402). Ils joignent un exemplaire de la *Declaration des consulz... de Lyon* (Lyon, 1589, in-8°).

Spéculateur, et, il faut le dire, éhonté, ne l'avait-il pas été déjà lors de la disette de 1573, au temps même où les Dijonnais payaient 60 sols la mesure de blé qui s'était vendue les années précédentes 25 ou 30 sols ; et n'avait-il pas alors, à la fois, stimulé, comme lieutenant-général, les arrêts prohibitifs du Parlement contre l'exportation, puis, au prix fort que justifiaient ces arrêts, embarqué, comme fraudeur privé, d'énormes chargements, et, par exemple, en une fois, 800 mesures¹ ? Or, en 1589, il continuait, malgré Mayenne et le Parlement de Dijon, à expédier, — de quels faux-ports, proches de son Pagny ? — des blés à destination de Lyon... Parmi les notables qui « baillent des passeports pour tirer lesdites graines », Saint-Vincent, de Chalon, le dénonce sur pièces en première ligne². On voit que son titre de lieutenant, dont il n'usait plus pour le service du roi, à lui du moins servait encore... Il n'était, d'ailleurs, pas le seul à exploiter ainsi la hausse des prix déterminée par la guerre, puisque le même Saint-Vincent, sans se risquer à les nommer, signale d'autres signeurs de passeports irréguliers : le baron de Sennecey, sans doute, ce gouverneur d'Auxonne possesseur de terres à blé chalonnaises, ou François Chabot, s^r de Brion, frère de Charny et comme lui grand marchand, habituel ravitail-

1. Sur les suggestifs détails de cette affaire, sur l'intervention de la Chambre de ville de Dijon, du Parlement, des élus (car devant la famine menaçante, ces autorités osèrent lancer l'enquête, malgré la qualité du délinquant), v. le résumé (établi sur les arch. de Dijon, et celles des États) de GARNIER, dans *l'Introduction aux Chartes d'affr. en Bourgogne*, 482. Finalement, un conseiller énergique sut obtenir de Charny la suspension de toute traite et le blé redescendit aussitôt à 50 sols. — Sur les abus antérieurs, mais de même ordre, qu'on reprochait à Philippe Chabot, et qui furent retenus dans le grand procès de 1540, v. l'arrêt du 8 fév. 1540 (ISAMBERT, XII, 721) qui, pour spéculation illicite sur l'exportation du blé bourguignon, le condamne à 50.000 livres d'amende (éléments documentaires sur cette affaire dans DIJON, G 258-264). Cf. aussi, pour 1529-1530, HAUSER, *Une famine...*, dans *Trav. et marchands*, 125.

2. Saint-Vincent à Ferv., Chalon, 14 fév. 1589, *Corr.*, n° 374. Évidemment, la plainte était vaine : Fervaques, lui-même, exacteur éhonté, et politique double, ne pouvait que fermer les yeux. — Charny, au lendemain de la Ligue, confirmera ces liens avec les ports de Saône en achetant, lors d'une aliénation du domaine, pour 48.000 écus, les aides et péage de Mâcon (C.-D'OR, B 1259, liasse, et, pour la reprise par ses filles : B 422). Le marchand de blé de Pagny péager de Mâcon : voilà qui était dans la logique d'une politique personnelle et qui même semble à retenir lorsque, depuis 1575 et 1585, on constate les relations personnelles remarquablement constantes de Charny avec les Mâconnais (v. sa corr. : MACON, AA 6). Il assurait, sans doute, par ses amitiés et sa bienveillance de lieut.-général, la descente de ses bateaux vers Lyon et sa fortune de marchand de blé.

leur de Lyon ¹. Charny, Sennecey, Brion : autant de gentilshommes munis d'autorité officielle, et, au début de 1589, autant de puissants neutres groupés aux abords du Val de Saône, autant de protecteurs de la neutralité marchande, au milieu de la guerre politique ².

Il est vrai que quelques habiles pouvaient trouver des profits dans la guerre elle-même. Dans tout le pays, on les devine, ces trafiquants qui, pour déjouer le mauvais sort, exploitant les « troubles » mêmes, se faisaient munitionnaires, — fournisseurs de vivres, d'armes, aux troupes qui, sans arrêt, allaient s'abattre sur la Bourgogne ; et fournisseurs sans vergogne, prompts à copier les capitaines mêmes qu'ils ravitaillaient. Voler ces voleurs, voler même les chefs de la province : petit crime, dont les guerres passées avaient enseigné les méthodes et démontré l'impunité. Sur les bœufs, le vin, le foin, la poudre, que de fructueuses piperies ³ ! Vendre cher, en arguant des « guerres regnans », et vendre aux deux partis, tel était le propos

1. Lettre de Saint-Vincent citée ; et C.-d'Or, C 3070, f. 89. — En 1595, Brion devait ravitailler en blé l'armée d'invasion de la Fr.-Comté. En 1599, il lui est dû encore, de ce chef, 5.040 écus (C 5297 ter).

2. Ex. d'interventions auprès des capitaines de Seurre, de Saint-Jean-de-Losne, en vue de défendre la sécurité des cultivateurs et des marchands : Reg. de Seurre, B. Dijon, Baudot 46, f. 219 (nov. 1589). Le 16 juin 1589, le receveur de Seurre s'est réfugié à Pagny-le-Château (*ib.*, f. 205). Autres preuves de ce rôle de protecteur ou conseiller des neutres : ci-ap., p. 283, n. 3.

3. Les arrêts des bailliages bourguignons ou du Parlement de Dijon manquent, malheureusement, pour éclairer le détail de ce profit. M. L. Febvre, utilisant les arrêts de Dole pour 1587 en particulier, a pu donner des exemples précis des procédés illicites employés par des munitionnaires comtois ou bressans proches voisins de nos munitionnaires duchois (des Graylois, par ex.) et tout permet de penser que ces Duchois ne les ignoraient pas. Notons que pour plusieurs fournitures une entente entre marchands des rives de la Saône était nécessaire, ainsi pour les munitions de poudre, dont une bonne partie était importée de ou par la Comté, par ex. la « poudre de Strasbourg » que fournissent à Dijon, en 1590, Jean Poillechat, et probablement aussi Jean Demouhy (Dijon, H 122, liasse). Sur le rôle des salpêtres comtois à l'époque immédiatement antérieure : FEBVRE, 754, n. 2. De 1589 à 1595, nombreuses autres fournitures de poudres faites par les Comtois aux Bourguignons : Dole fournit Chalon et l'armée du siège de Verdun à 16 écus 2 /13 le millier (CHALON, BB 10, 30 juin 1592) ; mission de Lavisey, comm. de l'artillerie, vers la même date, « pour aller au Comté acheter des bouletz, poudre et chevaux ... » (M^{me} Fyot à M^{me} de Vaugrenant, Dijon, 7 juill. 1592, Dijon, B 9) ; — les échevins de Nuits demandent au Comtois Jean Chevreau 200 l. de poudre (Nuits, M 2, 26 août 1589) ; — en 1591, J. Lavisey prend à Besançon les 20 milliers de poudre à canon, à 20 écus le millier qu'il fournit aux États de Bourgogne (C.-d'Or, C 3071, f. 50 v^o, 75 v^o, 76, 78, etc.). Ce sont les Comtois qui fournissent, en 1591, l'armée d'Aumont de poudre et munitions. Ils en pratiquent l'« enharrement » (*ib.*, f. 103). Etc. — Fournisseurs d'armes mentionnés par les reg. des élus : Bén. Michelet et Ant. de Mouhy, dit Bertrand (v. p. ex., C 3071, f. 92 v^o, mai 1591).

de ces marchands. Mais, pour cela, il fallait garder ses voies libres entre les armées, entre l'Union et le roi, ne pas se lier, ne pas se compromettre... Autant de neutres, donc, vigilants et sournois.

VI. — LA DISPUTE DES VILLES DE SAONE. SEURRE. SAINT-JEAN-DE-LOSNE. AUXONNE. CHALON. MACON.

Du neutralisme des pays-frontière, les ligueurs sentaient le danger, et des places de Saône l'importance, — même de Verdun, petit, c'est vrai, disait Montmoyen, mais « si est sur la Saône ^{1...} ». Les royalistes, de leur côté, circonvenaient ces places ; et Mayenne pensa établir parmi elles un poste de commandement en occupant fortement Seurre, munie d'assez bons murs, et qui surveillait, à une lieue, Pagny, la résidence de Charny ². C'était une seigneurie de son frère Nemours, qui en avait choisi le gouverneur, Cl. de Turgis, nommé par le roi en 1588. Mais les marchands, — un Claude de Pontoux par exemple, — dominaient le mayeur Jean Courtois et ses échevins. Les Seurreois, lorsque Fervaques exigeait soit des contributions de guerre, soit un serment ligueur pareil à celui de Dijon, se tournaient aussitôt vers Auxonne, chef-lieu du petit « comté » dont leur ville faisait partie et dont les petits États autonomes les avaient, plaidaient-ils, « tousjours... régis et gouvernés en affaires de conséquence... » ; ils se tournaient aussi, et cela avec une fidélité bien suggestive, vers leur voisin de Pagny, protecteur ancien ³. Ils évitèrent ainsi de payer les taxes militaires de mars, et même, semble-t-il, de jurer la nouvelle Ligue ⁴. A la fin d'avril, lorsque Nemours annonça sa venue en leurs murs, le commun fit entendre des propos hostiles, cria même qu'il ne le « failloit pas laisser entrer » et que la

1. Montmoyen à Fervaques, Beaune, 2 fév., *Corr.*, n° 362.

2. Sur Seurre : GUILLEMOT, *Hist. de Seurre*, Beaune, 1859, in-8°. Cf. le dessin de Martellange (1613), B.N., Estampes. — Lettres de provisions de Cl. de Turgis, s^r de la Mairye et de Villers-Saint-Paul, 30 avril 1588, données sur proposition de Nemours et enreg. aux Comptes le 17 sept. : B. DIJON, Baudot 46, Reg. de Seurre, f. 168 v°, *cop.*, avec la copie d'une lettre de Nemours, 24 août, f. 167 v°. Turgis avait pris possession le 20 sept. 1588 (*ib.*, f. 167, 221 et s.).

3. *Ib.*, f. 189 v° (Délib. du 9 mars) ; *ib.*, f. 195 (19 avril : deux échevins vont prier Charny de continuer ses bons offices) ; — f. 199 (27 avril : Nemours est annoncé. Que faire ? On songe aussitôt à consulter Charny) ; etc.

4. V. ci-ap., § VII.

forteresse seurroise était au roi, non au duc ¹. Mais cette forteresse, qui avait joué un rôle dans les vieilles guerres, pouvait, pour le parti, remplacer Auxonne ; et, un peu plus tard, l'Italien Guillaume, y supplantant Turgis ², allait y consolider, avec une grosse garnison, la pointe avancée de la Bourgogne mayenniste sur la rive orientale de la rivière, au milieu des terres comtoises. Seurre fut ainsi matée par sa garnison et prit figure de sentinelle de la Ligue au milieu des villes et bourgs suspects. De ce poste devenu important, Fervaques sollicitait, en mars, le gouvernement pour son gendre Médavy. Mayenne s'inquiétait de sa garde spécialement et Nemours, écartant les habitants de cette garde, allait, en mai, la confier aux seuls soldats du château. Là s'accrochait fortement la Ligue, en attendant les « moyens » d'en faire autant à Verdun ³.

Mais les royalistes répliquèrent, au début d'avril, par la prise de Saint-Jean-de-Losne. Guillaume de Tavanès y voyait un autre bon pont « de Saosne, tant pour la commodité du passage des étrangers que Sa Majesté feroit venir en France que pour estre à quatre lieues de Dijon... » et là devait être effectivement, pendant la Ligue, la porte d'entrée des Suisses du roi ⁴. C'était un premier grand fort des royaux entre Chalon et Dijon, et capable de braver Seurre. Une dangereuse plaie était dès lors ouverte dans le flanc sud-est de la Bourgogne mayenniste.

1. *Ib.*, f. 202 (plaintes de Nemours, 2 mai). Cf. ci-ap. ch. X, § vi.

2. Guillaume, dès mars 1589 au moins, apparaît comme capitaine de la garnison (Dijon, B 458, n° 229). En déc. encore, il ne commande à Seurre qu'aux côtés de Turgis (B. Dijon, Baudot 46, f. 219, 221, etc.). D'ailleurs, dès le début, son rôle d'homme de confiance de Mayenne se devine. Dans les états de garnisons, « Noble Guillaume Frize », est mentionné comme servant Mayenne, à côté de Turgis, homme de Nemours (v. par ex., B.N., fr. 3984, f. 165). Sur lui : Guillaume à Fervaques, Seurre, 22 mars 1589, Dijon B 458, n° 229 ; Montmoyen au même, 3 février, *Corr.*, n° 362 ; Drouot, *Dépêches du duc de Mayenne*, n° VI ; JEANDET, *Annales de Verdun*, 233-234 ; C.-D'OR, C 3097, f. 26, 27, 79, 194, 214 ; 3098 et 3635, *pass.* ; B.N., fr. 4898, f. 79 et s.

3. Mayenne à Fervaques, 3 fév., 22 mars, [] mars, *Corr.*, n° 364, 419, 428 ; — B. Dijon, Baudot 46, f. 203, 9 mai 1589.

4. *Mém. de Guill. de Tavanès*, 481. Sur la prise de Saint-Jean-de-Losne, *ib.* — Cf. DHÉTEL, *Annales de Saint-Jean-de-Losne*, I, 337 et s. Tavanès devait, un peu plus tard, mettre garnison dans la ville, sous le commandement de son lieutenant d'Espeuilles. — Les marchands de Dijon et de Saint-Jean-de-Losne s'essayaient pendant quelque temps à maintenir une sorte de trêve du commerce. Mais des incidents, dus aux soldats, ne tardent guère à y mettre fin (Vincent, de Dijon, à Boivaut, de Saint-Jean, 8 avril 1589 ; les magistrats de Saint-Jean à ceux de Dijon, 13 avril, Dijon, B 458, n° 46 et 330). — Sur la terreur entretenue dès lors par Saint-Jean-de-Losne dans le plat-pays dijonnais, pour 1589 : Dijon, B 227-228, presque à chaque folio depuis avril 1589.

Or, cette plaie pouvait quelque jour s'étendre à Auxonne, Chalon et Mâcon. Le neutralisme d'Auxonne, on le sait ¹, était de tradition. Mais des considérations nouvelles qui étaient personnelles à son gouverneur, Sennecey, s'accordaient si à point avec les convenances propres de ses habitants qu'on ne saurait dire qui, à ce moment, de la maison de ville ou du gouverneur, était le plus résolu à fronder Dijon... Sennecey, ce beau ligueur de Blois, une fois revenu en Bourgogne, agit en neutre ². Mais il eût été moins fier, sans doute, s'il n'avait eu avec lui la propre fierté et les intérêts du petit comté frontière. Lorsque Fervaques, à la fin de février, pria les Auxonnais d'envoyer à Dijon prendre leur cote pour la grande imposition de guerre, la réponse négative ne fut pas que de Sennecey ³. Bailler écus à l'Union et s'engager, par cela même, dans la Ligue plus avant ? Non pas. Et pas de serment ligueur ! Donner de bonnes paroles ; se garder de rompre avec les Dijonnais et surtout d'attaquer leurs biens ⁴ : soit ; — mais faire respecter aussi par toute troupe le petit territoire et les « libertés » d'Auxonne : tel était leur ferme dessein. La nouvelle, d'ailleurs, s'en répandait. Chassés de Dijon, des suspects proscrits par Mayenne, tels Bénigne Perruchot ou Nicolas Gougenot, trouvaient un refuge à Auxonne et, derrière eux, on voyait même arriver, en juin, des « politiques » de plus d'importance : un avocat, Antoine Petit, et un conseiller au Parlement, Gabriel Breunot, 'qui sous prétexte d'affaires, venaient chercher, en cet îlot neutre, le loisir d'observer l'orientation des destins ⁵. En juillet, une fois Saint-Jean-de-Losne, cette voisine, saisie par le parti du roi, Sennecey se déclara lui-même fidèle serviteur de ce roi ⁶. Coup de barre,

1. V. ci-dessus, Introduction, § 6, p. 165-166.

2. Sur l'attitude de Sennecey, v. ci-ap., ch. IV, § III.

3. V. la lettre des magistrats d'Auxonne à Fervaques du 20 fév., DIJON, B 458, n° 94. L'exemple d'Auxonne est influent : Seurre veut s'en rapporter aux décisions des Auxonnais (B. DIJON, Baudot 46, f. 189 v°).

4. Et se disculper soigneusement de toute accusation à ce sujet, ainsi, par ex. lorsque Dijon accuse Auxonne d'avoir enlevé, à Champdôtre, le bétail du s^r Lavisey, (Les magistr. d'Auxonne et Sennecey à la mairie de Dijon, 15 et 16 mai 1589, DIJON, B 457, n°s 52 et 54).

5. Perruchot à sa femme, Auxonne, 23 juillet 1589 ; Gougenot au maire de Dijon, Auxonne, 22 juin (DIJON, B 481, n°s 152 et 134). Gougenot veut faire venir sa femme auprès de lui. Sur Petit et Breunot : DIJON, B 227, f. 26 v°, 114 v° (Gros, P. J. n° 9).

6. Perruchot à sa femme (lettre citée). Déclaration sans portée politique (v., par ex., B.N., fr. 17281, f. 239 v°). Mais les marchands d'Auxonne ne laissent pas d'en profiter pour vendre des fleurs de lys en métal (DIJON, B 227, f. 67).

simplement, pour mieux garer la barque ; mais en fait, sur elle, pas plus de pavillon qu'auparavant : elle demeurerait neutre, et son pilote disponible entre les partis ¹... Or, le cas d'Auxonne était, pour la Ligue, plus alarmant que celui d'Autun. Un vierg mayenniste, là-bas, commandait la milice et, de plus, l'influence autunoise était limitée. Auxonne, au contraire, était à la merci d'un baron et son exemple ou son commandement exerçaient leurs effets non seulement sur une large zone retrayante, mais sur le monde des bateliers de Saône. Cette place présidait à cet esprit indépendant du Val, sensible jusqu'à Verdun, au confluent du Doubs, et dont Lartusie, posté en sa citadelle de Chalon, à la jonction de la voie de Saône avec la route de terre de Dijon à Lyon, signalait nettement le danger ².

Mais Chalon même, à l'ombre de cette citadelle mayenniste, prolongeait au bord de la Saône la zone d'esprit neutre. On y retrouvait, et bien assise, l'influence personnelle de Sennecey, bailli du Chalonnais, où était sa terre patrimoniale, et député du bailliage aux derniers États. Député des nobles, d'ailleurs, et — ce protecteur des marchands d'Auxonne, était, en Chalonnais, surtout un chef des barons ³. Les bourgeois de Chalon se défiaient de Sennecey sans doute un peu moins que des capitaines amenés à leurs portes par la guerre : d'une part, le baron de Vitteaux, ligueur, qui cantonnait sous leurs murs son régiment de routiers ; tel royaliste de l'autre, ou réputé tel, comme le marquis de Chaussin dont on disait, au milieu de février, qu'il « entreprenait » sur leur ville ⁴. Ils se

1. Cette neutralité de fait se maintiendra : ci-ap., ch. VII, *pass.* ; XII, § III ; XVIII, § VI. Sur la carrière de Sennecey : ch. VII.

2. Lartusie à Fervaques, 4 et 6 fév., *Corr.*, n^{os} 366, 367 ; cf. Saint-Vincent au même, Chalon, 6 fév., *ib.*, n^o 358 ; Montmoyen au même, Beaune, 2 fév., *ib.*, n^o 362 (il faut occuper les « villes au lon de la rivière de Sône », notamment Verdun). A Louhans même, en face de Chalon, sur la rive gauche de la Saône, des mouvements neutralistes ou royalistes s'inspiraient de l'esprit du Val. Sur l'entreprise des Chamelis : Lartusie à Fervaques, Chalon, 12 avr., *Corr.*, n^o 451.

3. Titre qui lui venait de sa maison, de son père notamment, Nicolas de Bauffremont, bailli lui-même et déjà député aux États. Sur les biens, les titres, les parentés de Claude de Bauffremont, baron de Sennecey et de sa lignée : NIEPCE, *Sennecey* ; BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La noblesse aux Etats*.

4. Sur le séjour de Vitteaux, et l'opinion chalonnaise à ce sujet : Les magistrats de Chalon à Fervaques, 22 mars, *Corr.*, n^o 420. Sur l'entreprise attribuée au marquis de Chaussin (frère, on le sait, de Mercœur) : Montmoyen à Fervaques, Beaune, 12 fév. 1589, *ib.*, n^o 372. Ce bruit surprend Montmoyen : « touteffoys ilz l'asseurent pour chose vraie ». Ce qui est sûr, c'est que le marquis se trouvait à

défiaient même de leur évêque, trop visiblement royaliste à leur gré. Cependant, de cette ville pénétrée jadis par la Réforme, on a vu la députation royaliste aux États de 1588. Or, à leurs députés revenus de Blois, Clerguet et François de Thésut, elle fit, le 31 janvier, si bon accueil, qu'une faction « politique », circonvenant les hommes de la maison de ville, — l'avocat Languet, Petit, Parise et Jordain, — saisit l'occasion de faire « rumeur ». Le 6 février, « pour conserver ceste ville en l'obeissance de Monseigneur, laquelle autrement est perdue... », le gouverneur mayenniste, le baron de Saint-Vincent, jugeait qu'il fallait emprisonner à Dijon « cinq ou six politiques, les plus remuans » et pour cela introduire dans Chalon, par la citadelle, une troupe de 100 hommes ¹. Cette première alerte s'apaisa. Mais il en survint ensuite une série d'autres, causées notamment par les intrigues des Chamilly et des Quarré et surtout par une tentative audacieuse, celle d'un robin cette fois, Vaugrenant, qui, le 18 février, entreprit, commissions régulières en mains, d'entraîner au roi les gens du bailliage. Le coup fut encore déjoué. Mais les officiers du roi refusaient d'instruire l'affaire et la mairie éludait le serment ligueur. Force fut à Saint-Vincent de se réduire au maintien de l'ordre et de se contenter de garder Chalon militairement, — jusqu'à la mort du roi, secours inespéré de la Ligue ².

Mâcon ³, comme Auxonne, frondait Dijon. Mais, de plus, satel-

cette époque à proximité de Chalon, — et de son marquisat. Il écrivait, par ex. de Dole à Fervagues, s. d., mais forcément entre janvier et avril, dates extrêmes de la lieutenance de Fervagues, pour défendre contre les soldats ligueurs ses sujets de Laferrière : DIJON, B 458, n° 458.

1. Sur ce mouvement (causé par l'interdiction d'une assemblée où les députés devaient rendre compte de leur mission), à défaut du registre perdu : Saint-Vincent à Ferv., Chalon, 1^{er} et 6 fév., *Corr.*, n° 357, 358). 23 noms de politiques chalonnais sont fournis par une sentence d'août 1589 (B.N., Moreau 804, f. 108-109 : outre Thésut, Ph. Bataille, Jean Jential, Cl. Perreau, Nic. Jullien, etc.).

2. Sur ces affaires chalonnaises, not. les entreprises de Vaugrenant (18 janv., 26-29 fév.), abondants et vivants détails dans les lettres de P. de Tyard, de Lartusie, Saint-Vincent et les magistrats de Chalon à Fervagues et aux magistrats de Dijon, *Corr.*, n° 368, 379, 385, 387, 394, 420, 436, 443, etc. Cf. PERRY, 366 et s. ; BAUDOUIN, II, 381 et s. ; GALMICHE, *Vaugrenant*, 121-124. — Petit, qui détournait les Chalonnais des aventures, ayant été fait prisonnier en avril, sur la route de Dijon, par les royalistes, Saint-Vincent demande à Fervagues d'obtenir son échange, parce qu'il est indispensable à Chalon (CHALON, 19 (?) avril 1589, DIJON, B 458, n° 366).

3. Pour plus de détails, de noms et de références, v. DROUOT, *L'influence de Lyon... Mâcon en 1588-1589*, § IV-VI.

lite de Lyon, cette ville, — marchands et officiers du moins, en face d'un clergé beaucoup plus attentif aux mots d'ordre de l'Union, — fut, en janvier 1589, fortement émue par les appels de fidélité au roi que lui adressaient le consulat et Alphonse d'Ornano, les hommes même devant qui Mayenne, le mois précédent, avait pris le large ¹. « Ceulx de Lyon... pourront beaucoup ayder à la conservation » de Mâcon « comme ilz ont faict par le passé... » : la considération, familière aux esprits du lieu, aida le lieutenant-général Barjot, revenu de Blois avec les consignes du roi lui-même, à neutraliser l'influence de mayennistes comme le greffier Guérin et peut-être l'échevin Descrivieux. L'« union » avec Lyon royaliste, formule recommandée par S. M. et, discrètement, par l'évêque Alamanni, fut donc exploitée par l'actif Barjot. Sans doute, le service d'Henri III ne fut pas proclamé. Mâcon, du moins, ferma ses portes à tout « capitaine » et durant deux mois vécut en neutre, accueillant avec révérence les lettres de Fervaques, mais se gardant de s'engager en rien avec lui : gouvernement de Bourgogne, mais politique de Lyon ... Or, le mauvais sort du parti du roi fut d'être appuyé précisément par un Bourguignon indiscret. Lorsque le remuant Vaugrenant, qui travaillait les villes de Saône, s'en vint, le 19 février, prêcher et préparer le ralliement à la Bourgogne royaliste, ce président dijonnais, servi pourtant par Barjot, trouva visages de glace ; puis, ayant parlé d'introduire comme capitaine le s^r de Rochebaron, il causa une émeute et dut déguerpir : le particularisme et le soin du « repos » avaient sauvé Mâcon d'une « déclaration » royaliste. Et le « changement » de Lyon acheva de déjouer Barjot. Lyon, devenu ligueur, répandant son influence comme Lyon royaliste ², pressa Mâcon, cette base de son ravitaillement, de le suivre dans son nouveau destin : le parti de Claude de Rubys y jeta ses lettres et ses plaquettes. Lyon, Paris, Dijon, les trois « villes capitales » dont dépendait Mâcon, battaient dès lors ensemble les murs de la petite place sans drapeau. Le 20 mars, le chapitre se démasquant, et ranimant derrière les barricades du quartier Saint-Antoine les vieilles passions locales du temps des guerres

1. Plusieurs lettres ou « instructions » des Consuls, d'Ornano et du lieutenant-général de Lyon, Bothéon (Mâcon, BB 55, f. 2 v^o - 7 v^o, *cop.* ; cf. EE 51).

2. Par ex. en Forez, à Montbrison, à Feurs, à Saint-Galmier (LOUTCHITZKY, *Doc.*, 238).

religieuses, profita d'une deuxième tentative d'introduction de soldats royalistes pour imposer à l'échevinage la reconnaissance de la Sainte-Union ¹.

Mais à cette victoire cléricale, l'esprit de neutralité allait survivre. Sous la soumission verbale à Mayenne, sous les empressements de forme auprès de Nemours, gouverneur de Lyon, c'était, en cette ville du Val et dans ce comté muni d'États défenseurs de ses écus, la liberté du commerce et la paix, à l'abri de la tourmente, qui seules allaient compter pour la plupart des « nobles hommes » ou « honorables hommes », sinon pour les ouailles des prêcheurs. Ville de l'Union, mais sans proscriptions et sans zèle, qui allait « durer » sous l'obédience de Mayenne en guettant les gestes de Lyon, — et, une fois Lyon « retourné » au roi, en 1594, le suivre encore.

Ainsi se prolongeait, à l'abri des particularismes et suivant des formes diverses, cette vivace volonté de « repos » qui, en 1588 déjà, se manifestait dans les villes de Saône.

VII. — APPARENCES ET RÉALITÉS. LE NOUVEAU SERMENT LIGUEUR.

La Bourgogne, à la voir de loin, semblait gagnée tout entière ². Mais le bloc, en fait, n'était nullement homogène. De la « déclaration » immédiate de Châtillon, guidé par Sébastien Noirot, à la soumission équivoque et réticente d'Auxonne, combien de degrés dans l'adhésion ! Combien de ralliements par imitation, comme à Bar-sur-Seine, où Le Martin ne fit accepter le « party lorrain » que lorsque Troyes lui en eut montré le chemin ; — de ralliements de prudence, comme aux confins de l'Auxerrois, ceux des anciennes villettes protestantes de Cravant et Villeneuve-le-Roi, cernées par des places catholiques ! Combien, surtout, de décisions fortement influencées par les citadelles ³ !

1. Sur tous ces faits : MACON, BB55, f. 9-127 v^o ; les magistrats de Mâcon à Fervacques, Mâcon, 28 fév., *Corr.*, n^o 392. Sur la question du serment ligueur : ci-ap., p. 291.

2. Beaucoup d'historiens jugent que le royaume presque entier était alors à la Ligue, p. ex. MARIÉJOL (296), selon qui, abstraction faite du Dauphiné, de Bordeaux, Angers, Tours, Blois, Beaugency, « le reste de la France... échappait » au roi. L'idée n'est pas fausse ; mais le mot est vague, et la réalité, avant août 1589, plus complexe. C'est la mort d'Henri III plus que celle de Guise qui, en profondeur, a fait le succès temporaire de la Ligue.

3. Carorguy, 18 ; CHALLE, I, 105-109 ; II, 61 ; etc.

Certes, ni le neutralisme d'Auxonne, ni le particularisme de Mâcon n'attiraient violemment le regard. Beaucoup plus déclarée, par exemple, au gouvernement de Mercœur, l'indépendance des armateurs de Saint-Malo, qui, fermant leurs portes, défiaient l'escalade de « qui que ce fust, de quelque party qu'il fust, roy, prince, gouverneur ou autre ¹ ». Cependant, à la première épreuve, lorsqu'au début de mars, son lieutenant convoqua les députés urbains au département de la première imposition militaire, quelles révélations pour Mayenne sur les limites réelles de son autorité dans une bonne partie de ses villes ! Franc refus d'Auxonne, de Mâcon, faux-fuyants de Chalon, dérobade de Seurre, d'Autun ²...

Autres dérobades, et plus probantes encore, devant le serment ligueur. Lorsqu'en mars 1589 parurent aux bailliages les quatorze articles du nouveau serment qui devait aider Mayenne à « nouer et estreindre » les villes de l'Union ³, il y eut en bien des lieux de l'émoi. Cette fois, il fallait se lier explicitement à la révolte, avouer cet article VII qui, prévoyant le transfert des Parlements, signifiait la lutte ouverte contre Sa Majesté, cet article XIII, surtout, si clair et si pressant :

Jurons encore de nous rendre obeissans aux commandemens de Monseigneur le duc de Mayenne, gouverneur en ceste province et, en son absence, à Monsieur de Fervaques, son lieutenant-general, desquelz nous ne nous separerons à jamais, quelques mandemens et commandemens qui puissent arriver de qui que ce soit...

Quelques villes bien tenues en main s'acquittèrent à souhait : Dijon, Beaune, Auxerre, Avallon ⁴... A Dijon, la « ville », du moins, fut

1. POCQUET, V, ch. X, surtout § II. Rien même, en Bourgogne, de comparable à la déclaration d'Arles se mettant « sous la protection et puissance du pape ». Sans doute l'esprit neutre des villes bourguignonnes trouverait-il plutôt ses ressemblances dans les cas, moins visibles, de ces villes isolées comme elles aux frontières : Verdun, Toul, Sedan, Mézières (sur ces cas : HÉRELLE, *Doc.*, II, 225-229).

2. V. ci-ap., ch. IV, § v.

3. P. Cayet, *Chron. nov.*, 103, avec l'analyse du « règlement » concernant le serment, les procédures et procès-verbaux des séances : les citadins jurent dans les mains de leurs échevins, les villageois devant leur curé, etc. (v. B. ARSENAL, ms. 3736, f. 15 v^o - 23, une copie coll. de ce règlement). — Le texte juré en Bourgogne est publié dans LOUTCHITZKY, *Doc.*, 229 (serment de Dijon), dans BAUDOUIN, II, 368, n. 3. Copie dans *Reg. Parl.*, III, 270-272 ; etc.

4. C.-D'OR, G 2508, f. 267 et v^o (le chapitre de Beaune, le 19 avril, jure de se conserver dans la religion c.a.r. sous le gouvernement de Mayenne et en son absence, de M. de Montmoyen, gouverneur de la ville). — CHALLE, II, 66. Sur Dijon : ci-ap.

docile, les hommes de la mairie exploitant l'alarme d'un nouveau coup préparé sur les portes par Vaugrenant et un « très beau et ample discours » du mayeur ayant, comme il convenait, évoqué l'éminent péril « hérétique ¹ ». Le clergé s'exécuta aisément ². Mais les officiers tentèrent de résister. Ils demandèrent à Fervaques de leur permettre d'ajouter au texte de l'article XIII la mention du « nom » et de « l'auctorité du roy ». Les Comptes prétendirent même s'en tenir au texte de 1588. Mais Fervaques intimida, parla de 4.000 Dijonnais prêts à attaquer le Palais, parut lui-même au Parlement et aux Comptes ; les officiers durent se rendre et jurer, — « soubz les protestations néantmoins qu'il n'y eust aucune chose de diminution à l'obeissance par eux due au roy, conformément à la declaration dudit sieur de Fervaques ³ ».

Cette soumission fut exploitée ensuite en vue d'obtenir l'« union » de toute la province autour de Dijon ⁴. Mais, alors, que de déboires ! En vain, réunit-on le 12 mars, pour instructions, les députés des villes et Fervaques multiplia-t-il ses commandements ⁵. Mâcon voulait renouveler seulement le serment de l'Édit de 1588, puis se replia sur l'« Union de Lyon », qui elle-même n'était autre que l'Union de 1588 adaptée aux circonstances, mais fidèle toujours au roi dont elle déplorait le « mauvais conseil ⁶ » : c'était là encore un abri éventuel contre Dijon et une voie de détour au large de l'article XIII. Cette résistance, pourtant, céda à l'annonce de l'artillerie dijonnaise embarquée sur la Saône et du régiment de Vitteaux : il fallut alors couvrir le particularisme, accepter l'« union avec tout le corps de ce gouvernement de Bourgogne ». Mais Mâcon se réservait *in petto* ⁷. — Quant à Seurre, elle voulait consulter

1. Sur ces circonstances, sur l'assemblée des habitants et le discours du 21 mars, et sur le serment lui-même : DIJON, B 226, f. 178 et s. (enquêtes sur les suspects, brûlements de bibles, etc.), 188 v^o et s. Minute du serment dans B 9.

2. V. not. le procès-verbal de la séance du 5 avril, dans B.N., Moreau 804, f. 104 v^o, *cop. auth.* (p. p. LOUTCHITZKY, *loc. cit.*).

3. *Reg. Parl.*, III, 269 et s. (serment le 23 mars) ; C.-D'OR, B 103 ; — cf. BAUDOUIN, II, 371-375 ; GROS, 28-29 ; LA CUISINE, II, 138 et s.

4. Prévue par l'art. XIV. Intention que confirment les textes visés ci-ap., dans les références concernant diverses villes et les informations et directives que Dijon envoie à Seurre et à Beaune, p. ex. B. DIJON, Baudot 46, f. 191 ; DIJON, B 226, f. 197 : 7 avril.

5. DIJON, Baudot 46, *loc. cit.* ; BAUDOUIN, II, 369 ; etc.

6. L'ÉPINOIS, 296 ; PÉRICAUD, *Not. et doc.*, 25.

7. MACON, BB 55, f. 126 v^o, 127 et v^o, 131-135 v^o ; les magistrats de Dijon et Fervaques aux magistrats de Mâcon, BB 55, f. 133 ; AA 6, n^o 132 et 133. Sur le

d'abord Beaune, Auxonne et Chalon. Or, Auxonne faisait la sourde oreille. Chalon éludait l'affaire sous prétexte que les États provinciaux, s'agissant d'« articles d'État », en devaient d'abord délibérer... Autun abondait en arguties et tardait. Saint-Jean-de-Losne pensait jurer « deans ces festes de Pasques... », s'il était possible ¹... Il allait falloir, en mai, Nemours présent, s'exécuter : mais auparavant, que de faux-fuyants !

Et cela délimitait, d'Autun à Mâcon, une belle zone de résistance. Si, comme le pensait le maire de Dijon, l'occasion était bonne de « congnoistre ceux qui le voudront faire ou non et s'assurer des bons et des mauvais plus certainement... », l'épreuve était assez décevante. Heureux encore si, à la même date, dans les mêmes villes, on n'entendait pas l'émeute contre les troupes de la Ligue, perturbatrices du « repos », s'annoncer sur le ton net de Chalon : si Vitteaux revient, « tout ce peuple prend les armes ²... »

✦ CE n'est donc pas en 1593 ou 1594 seulement et par lassitude du désordre, à cause de l'usure du gouvernement ligueur, que se manifesta une volonté de résistance à Mayenne. C'est la révolte elle-même qui, dans une partie des villes de Bourgogne, suscita des résistances, et cela dès janvier 1589. L'esprit de neutralité, en un bon nombre de ces places, se dressait à l'encontre du mayennisme. Neutralisme qui était voie ouverte pour le parti des « politiques », mais qu'inspiraient alors avant tout des considérations locales, — économiques entre autres.

Réalités moins encourageantes, déjà, que les belles apparences de janvier. Or, outre ces résistances des « villes », Mayenne trouvait devant lui d'autres obstacles encore : l'hostilité d'un grand nombre de gentilshommes, et celle des officiers des cours souveraines.

serment de Lyon : *Forme du serment qu'il convient de faire... avec l'ordonnance de Mgr le duc de Nemours*, Lyon, 1589, in-8°.

1. B. DIJON, Baudot 46, f. 191 v° ; *Corr.*, n° 403, 432, 436, etc. ; ABORD, II, 30, 42.

2. Les magistrats de Chalon à Fervaques, 8 mars 1589, *Corr.*, n° 420.

CHAPITRE IV

LA RÉVOLTE ET LES GENTILSHOMMES. LA BOURGOGNE SANS CHEF

- I. *Le partage des gentilshommes. Les idées et les doctrines.*
- II. *Les « considérations ». Barons et petits seurs. Gentilshommes bourguignons et hommes de Monseigneur.*
- III. *La solidarité noble. Les « rieurs » et les neutres. Sennecey.*
- IV. *Pas de grand chef contre Mayenne. Le duc de Nevers.*
- V. *Pas de chef mayenniste. La duplicité de Fervaques.*
- VI. *L'absence de Mayenne et la « guerre de châteaux ».*

La grande révolte, qui agitait les « villes », suscitait surtout, chez les gentilshommes, calculs et « considérations » ; et beaucoup d'entre eux, tout bien pourpensé, furent sourds aux appels de Mayenne. Chair et sang pourtant du vieux Duché, suivant leur contemporain Saint-Julien de Balleure, et alliés indispensables d'un prince factieux, que ces gentilshommes proclamés tant de fois gardiens naturels de la religion et tuteurs du pauvre peuple ¹. A la noblesse armée, dans tout le royaume, la guerre rendait une puissance, et, six ans durant, les deux partis allaient la tenir pour une force essentielle dont il fallait sans cesse supputer l'usure ou la durée ². Mais Mayenne, en Bourgogne, laissa échapper hors de ses prises une grande partie de cette force essentielle.

1. Et encore, solennellement, par Brissac dans son discours du 15 janv. 1589 à Blois.

2. Comme le fait, p. ex., après Ivry, tel échevin dijonnais (Carrelet aux magistrats de Dijon, Paris, 17 mars 1590, *Corr.*, n° 474).

I. — LE PARTAGE DES GENTILSHOMMES. LES IDÉES ET LES DOCTRINES.

Beaucoup de gentilshommes, après tant de ligues, étaient déjà liés par des antécédents connus ou des engagements pris. Pour les hérétiques, d'abord, — protestants fidèles ou mal convertis et restés suspects, — pas d'hésitation possible. Les « nécessités » de leur cause, la logique qui, renversant l'ordre antérieur, leur avait fait oublier les attaques de jadis contre le « tyran », commandaient aux Jaucourt, aux Conforgien, aux Chamilly, aux Digoine, aux Traves¹ et à d'autres, le ralliement au parti du roi, — à ce parti qui, d'ailleurs, devenait en fait le parti des rois, Henri III et Henri de Navarre se trouvant rivés désormais l'un à l'autre. Hésitaient-ils, comme le baron de Rully, confiné en sa maison proche de Chagny ? Ce n'était que pour peu de temps : le passé leur traçait leur voie². Il traçait aussi la leur à d'autres qui, de près ou de loin, restaient liés au parti protestant : sans doute, Jean d'Amanzé, jeune homme de vingt-deux ans, était-il revenu, dès l'adolescence, à la religion catholique. Mais sa famille était partagée entre les deux cultes ; il était fils d'un huguenot assassiné par le parti catholique, Pierre d'Amanzé, client de l'Amiral et lieutenant du comte d'Andelot ; et il avait pour mère une Coligny ; — il servait donc, depuis 1587, le roi contre les Guises³. L'influence de Genève et la venue en Bourgogne de quelques gentilshommes comme le baron d'Au-

1. Sauf exceptions en faveur des personnages qui apparaissent pour la première fois ou dont l'ensemble de renvois fournis par notre Index de noms ne permettrait pas de fixer suffisamment, soit les noms de famille ou de seigneurie, soit les titres ou les emplois, nous nous dispenserons de donner en notes des renseignements biographiques ou signalétiques sur les nombreux gentilshommes qu'on trouvera cités dans ce chapitre. Sur les Jaucourt, s^{rs} de Rouvray ; les Traves, s^{rs} de Vautheau : ABORD, I, 32 ; II, 98 ; I, 30, 32, 404 ; II, 109, 153.

2. Sur Jean (ou Charles) de Saint-Léger, baron de Rully, et son option : PERRY, *Hist. de Chalon*, 379 ; ROY-CHEVRIER, *Ph. Guide*, dans *Mém. Soc. d'hist. de Chalon*, 1924, 138 ; C.-D'OR, B 10678 ; S.-ET-L., E 818-819 ; C.-D'OR, C 3070, f. 64.

3. Sur les Amanzé, s^{rs} d'Amanzé en Charollais, et leur histoire au xvi^e s. : PALLIOT, *La généalogie et les alliances de la maison d'Amanzé*, Dijon, 1659, in-4° ; S.-ET-L., E 18-74, et le *Dict. de biographie franç.*, II, col. 417. Sur Jean d'Amanzé, S.-ET-L., E 33, 48 ; C.-D'OR, C 3070, *pass.* ; B.N., fr. 3625 ; et le *Dict. de biographie franç.*, *ib.*, col. 417-420 (bibliog.).

bonne ou le s^r de Saint-Mathieu, éclaireurs d'une éventuelle rescoussé étrangère, encourageaient ces antiligueurs-nés ¹.

Autres royalistes désignés, ces catholiques liés par leurs emplois : Ragny, Cypierre, le jeune Bissy, celui-ci écuyer du roi, ceux-là gentilshommes de la Chambre, tous fidèles courtisans et tenus pour tels ². — Guillaume de Tavanès lui-même, dont l'attitude, si tranchée déjà depuis quinze ans, symbolisait, elle aussi, à certains égards, le bouleversement des idées anciennes, puisque ce fils du conseiller de la Saint-Barthélemy et du vainqueur de Moncontour, se rangeait, voulant imiter de son père la fidélité à son roi, aux côtés des « hérétiques » ³.

Et la Ligue aussi, naturellement, avait ses serviteurs obligés, ses mayennistes dès longtemps engagés, ses clients et ses « serviteurs » : tel, par exemple, Antoine du Blé, baron d'Uxelles, qui, depuis ses dix-sept ans, depuis la campagne de Brouage en 1577, avait trop servi sous Mayenne pour l'abandonner à trente ans, au milieu d'une carrière à demi-parcourue ; ou Jean de Damas, s^r de Villiers, élu de la noblesse pour 1585-1588, l'un des barons de la révolte de 1585 : celui-là même à qui Mayenne, partant pour Nemours, avait laissé comme « lieutenant en l'absence » en face de Charny, l'homme du roi, et qui venait, à Blois encore, de travailler pour son prince ⁴ ; — tels enfin, sauf défection, ceux qui avaient « suivi » Monseigneur « à la Ligue et au voyage des Reistres » ⁵.

Mais ces ralliements imposés se paraient parfois de doctrine. Les uns rappelaient le serment prêté au roi ; — les autres répli-

1. *Corr.*, n° 406 ; DIJON, B 226, f. 163 (fév.-mars 1589). — Autres noms de protestants ralliés au roi : ci-ap., § vi.

2. Et on les a vus du reste employés activement par le roi en 1588 et au début de 1589 en Bourgogne et ailleurs.

3. Sur les sentiments de Tavanès, v. les indications dispersées dans ses *Mémoires*. — Se ralliaient aussi au roi, naturellement, les petits gentilshommes servant dans les compagnies d'ordonnance des Cypierre, des Guill. de Tavanès, etc., comme p. ex. Charles de La Boutière, s^r de Chassagne, guidon de la compagnie de Tavanès (*Corr.*, n° 380).

4. Sur Thianges, v. ci-ap. (Index). Sur la carrière du ligueur mâconnais et chalonnais Uxelles, avant et après la révolte (il sera à Arques, aux sièges de Paris et de Rouen, etc.). v. JEANTON et MARTIN, *Le château d'Uxelles et ses seigneurs*, 131. Sur Villiers, BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La noblesse aux Etats*, 17 ; et notre Index.

5. C'est le sentiment de Lartusie (*Corr.*, n° 394). Parmi ces gentilshommes obscurs, il faut sans doute ranger ce s^r de Sainte-Rose, dijonnais, qui est, en mars 1589, signalé comme « fort zélé au service de Monseigneur » (*Corr.*, n° 430).

quaient, avec le vicomte Jean, frère cadet de Guillaume de Tavanés, que « les premiers serments sont à Dieu » et « les seconds », seulement, au roi, ou que, parjure à Dieu depuis l'édit de 1577, Henri III n'avait plus droit à l'obéissance de ses nobles¹... Une éloquente plaquette, soi-disant « d'un gentilhomme poitevin », mais imprimée chez Tabourot à « Lengres »², invoquait même le

1. *Mém. de Gasp. de Tavanés*, 294. Jean de Tavanés prétend encore qu'il refusa le collier du Saint-Esprit afin de n'avoir pas à prêter le serment solennel exigé des titulaires de cet ordre (194).

2. *Advertissement en forme de responce d'un gentil-homme poitevin à F. D. L., pair de France...* « A Lengres. De l'imprimerie de M. Jean Tabourot, demourant pres la grande Église », s. d., in-8°, signé « Francus Valerius Publicola », 15 janv. 1589 (B.N., La 25/24 (8) et Lb 34/644 ; HAUSER, n° 2861). L'éloquence de ce pamphlet (supposé dédié à un personnage qui pourrait être François de Lorraine, marquis de Chaussin, qu'on vit en Bourgogne au début de 1589 : v. ci-après, p. 317-318) et son inspiration bourguignonne ou mayenniste sensible sous « le costume poitevin » amènent M. Hauser à se demander s'il n'y faudrait pas voir la plume d'Ét. Bernard. Nous ne le pensons pas. Ce n'est pas là son style oratoire. De plus, si la date du 15 janv. n'est pas fictive (car le texte paraît faire allusion à des faits postérieurs à cette date, notamm., p. 32, à l'élection du lieutenant-général de l'État et couronne de France), il faut remarquer que Bernard était alors à Blois, retenu encore par les dernières séances des États. L. MORIN, *L'imprimerie à Troyes pendant la Ligue*, 16-19, et n° 97, se basant sur certains détails typographiques, et observant : 1° qu'aucun imprimeur langrois du nom de Tabourot n'a été signalé par DAGUIN et le frère ASCLÉPIADE, auteurs de *L'imprimerie... dans l'ancien diocèse de Langres* ; 2° que l'adresse « devant » ou « pres la grande Eglise » (utilisée à Troyes en 1667 et 1670) « est probablement tout aussi fausse », — identifie la plaquette comme une production de l'actif imprimeur Jean Moreau de Troyes. Mais L. Morin ne tenait pas compte des faits que voici. Il existait à Langres un chanoine Jean Tabourot, officiel de l'évêché, archidiacre du Barrois, doyen et curé de Saint-Jean de Dijon (C.-D'OR G 2130). Ce Dijonnais et Langrois était fort lettré, oncle au surplus d'Ét. Tabourot, l'auteur des *Escaignes dijonnaises*, et membre par conséquent d'une famille bien connue pour ses écrivains (sur lui, ses œuvres et sa famille, v. en dernier lieu, MARCEL, *Le card. de Givry*, 99, 136, 286, 291, et MAYER, *Les Tabourot écrivains et Les Tabourot architectes*). Ce vieux chanoine, né à Dijon en 1520, avait, notons-le, achevé ses études à Poitiers et séjourné en Poitou. Il avait, depuis 1550 au moins, milité contre la Réforme. Comme son neveu de Dijon, il était grand ligueur, — et il possédait une imprimerie, achetée par lui vers 1580 et amenée à Langres. Remarquons, d'ailleurs, la formule du titre de notre plaquette : « de l'imprimerie de M. Jean Tabourot », — non pas « imprimé par » M. J. Tabourot. Cette même formule se retrouve dans une autre plaquette (datée du 2 juin 1589), la *Responce de Domp P. Bernard doyen de l'oratoire de S. Bernard... à une lettre à luy escrite et envoyée par Henry de Valois* (« à Lengres, de l'imprimerie de M. Jean Tabourot, demourant devant la grande eglise », s. d., in-8°, 39 p. ; B.N., La 25/24 (22) : Tabourot n'imprimait pas, mais faisait imprimer par un technicien, « Jean des Preyz », que mentionne le *Compot ou manuel kalendrier* dudit Tabourot (Langres, « imprimé par Jean Des Preyz », 1582). Donc que notre *Advertissement* ait été imprimé à Langres par Des Preyz, ou un autre maître son successeur, rien à cela d'impossible. A Langres, surtout en janv. 1589, l'opinion était assez partagée et encore assez libre pour que le parti royaliste n'y ait pas interdit une impression ligueuse ni son aveu. Mais

devoir patriotique, et le distinguait nettement, — distinction grosse de conséquences révolutionnaires, — du service personnel du roi. Il fallait, disait-elle, défendre la couronne elle-même contre son « plus capital ennemy » ou contre ceux qui « pour couvrir les forfaits abominables de Henry III n'ont autre chose en bouche sinon : C'est nostre roy... ». N'est plus roi légitime, mais « tyran ¹ », celui qui a violé le serment de Reims, qui s'allie à un hérétique, le prince qui dédaigne sa noblesse ²...

L'*Advertissement*, plaidant le droit des gentilshommes à se dresser contre un « tyran », rappelait que la puissance royale « dépend », en même temps que de Dieu, de l'« autorité du peuple », et il ne craignait pas de réunir sous ce nom de « peuple » les nobles d'épée et les officiers des Cours souveraines ³. Les royalistes répondaient, eux, en dénonçant les intolérables empiètements des bourgeoisies et surtout des avocats-échevins. Les gentilshommes contre les villes : conflit d'intérêts déjà, si l'on veut, mais enrobés encore dans un sentiment élevé, celui de la caste à défendre contre la grande menace de l'offensive « populaire », contre ce que certains appelaient les « républiques » et que Michel Hurault, cet esprit réfléchi, dénonçait si nettement comme une force de subversion ⁴.

Or, les villes étaient en grande majorité du côté de la Ligue et

rien non plus, jusqu'à preuve du contraire, n'interdit de penser que l'auteur de cet *Advertissement* puisse être notre chanoine lui-même, ligueur, « poictevin » par quelques années de sa vie, et principal client de sa propre imprimerie (v. la liste de ses œuvres imprimées dans PAPILLON, *Bibl. des auteurs de Bourgogne*, II, 303). L'accent mayenniste, sous la plume de ce Bourguignon, s'expliquerait tout naturellement. Le style, rapproché de celui des autres œuvres de Tabourot (l'*Orchésographie*, p. ex.) confirmerait assez bien l'hypothèse. Notre vieillard — comme cet autre vétéran catholique, Saint-Julien de Balleure — a bien pu, à la fin de sa vie, verser dans la littérature politique. — Ou bien l'*Advertissement*, ainsi que la *Responce de Domp Bernard*, serait-il d'un auteur inconnu que Tabourot aurait fait imprimer ? — Il faut, en tout cas, se garder, jusqu'à plus ample informé, de voir dans l'*Advertissement* l'écrit d'un « gentilhomme », bien qu'il ait été pensé à l'usage des gentilshommes.

1. Et disciple de Machiavel, « ignare belistre », « marault » (15).

2. Parmi les écrits qui ont pu répandre parmi la noblesse bourguignonne, surtout en Mâconnais, ces idées courantes, on citera la *Déclaration des consulz... de Lyon*, 1589, in-8°, qui insistait sur la collusion d'Henri III avec les protestants, tirait argument de l'ambassade de Sancy à Genève, etc. (13, 17 et s.). De son côté l'*Advertissement des nouvelles cruautés... desseignées par le Tyran de la France* (Paris, Thierry, 1589, in-8°), en mai 1589, accusait (5-6) Henri III de vouloir vendre aux huguenots étrangers Chalon, Langres et d'autres places (il citait une lettre de l'amb. en Suisse à La Noue, 31 mars).

3. P. 9 et s.

4. HURULT, *Second discours sur l'estat...* dans *Quatre discours...*, 140.

la défense de leurs privilèges aurait dû, par conséquent, resserrer les nobles autour du roi. Mais la vérité est que ce sentiment, en Bourgogne, sauf exception, ne posséda pas une telle vertu. Dans la pratique, certes, royaux ou mayennistes, les « barons » et même les plus petits sieurs seront également ennemis de la « populasse », de la « confusion populaire », et des villes, professant, chacun pour son compte, le hautain mépris de Lux pour les magistrats de Dijon : « Dieu... me conservera du vent de vos menasses et furies, que je méprise ¹... ». Mais, peu logiques avec eux-mêmes, certains, mus par la tentation de profits immédiats, ne se laissèrent pas arrêter par le spectacle de la Sainte-Union établie et menée, suivant l'*Advertissement* langrois lui-même, par « les capitales-villes de France ».

Aussi bien est-il prudent de ne faire, parmi les mobiles des nobles bourguignons dans leurs options du début de 1589, que petite place aux idées et aux doctrines. Ce n'est pas, en tout cas, en janvier 1589, mais en août, après la mort du roi, que les auteurs de manifestes sollicitèrent le plus la noblesse. En janvier, les « opinions » jouèrent un moindre rôle. D'ailleurs, sauf l'exception rare d'une touche accentuée ici ou là de façon particulière, les idées et sentiments qu'on rencontrait parmi les gentilshommes bourguignons étaient ceux qui couraient alors les provinces. Aucune déclaration « bourguignonne ² » ne fut, dans la première moitié de 1589, publiée par eux ni pour eux.

Et même, — le fait importe, — aucun indice ne se manifesta parmi eux d'un véritable attachement pour Mayenne. Tel même qui plaidait pour lui auprès des gentilshommes le faisait, comme l'*Advertissement*, sans même le nommer. Même parmi ceux qui le servaient le mieux, aucun ne faisait état d'une admiration par lui inspirée. On invoquait, certes, comme grand motif déterminant ³, l'assassinat des Guises, mais sans parler de la foi que leur vengeur avait pu mériter personnellement. Fut-il en France une

1. Lux aux magistrats de Dijon, Lux, 22 avril 1589, *Corr.*, n° 456. Les expressions que nous avons mises plus haut entre guillemets, assez courantes sous les plumes nobles à la date, se trouvent en particulier, en Bourgogne, sous celle de Jean et Guill. de Tavanès (*Mém.*, *pass.*). Voyez-le aussi dans un document bourguignon, mais dû au duc de Montpensier (CHALLE, II, 66).

2. En Bretagne aussi « les idées d'indépendance » furent « totalement étrangères à la prise d'armes » (POCQUET, V, 154).

3. Par ex. Jean de Tavanès (*Mém. de Gasp. de Tavanès*, 295).

province où autant que dans la réaliste Bourgogne les doctrines et les grands sentiments parurent céder le pas aux considérations pratiques ? C'est en tout cas, au chapitre des intérêts, non à celui des idées et des sentiments, que la noblesse bourguignonne de l'Union écrivait, et cette fois, sans parcimonie, le nom de Mayenne.

II. — LES « CONSIDÉRATIONS ». BARONS ET PETITS SIEURS. GENTILSHOMMES BOURGUIGNONS ET HOMMES DE « MONSEIGNEUR ».

Sous les grands sentiments, les petits. Les plus petits d'abord : les ressentiments personnels, fréquents et déterminants sans doute, même auprès des plus désintéressés en paroles. Quelle place, par exemple, ne faut-il pas faire, parmi les mobiles de Guillaume de Tavanès, à la rancune majeure qu'il nourrissait contre Mayenne pour l'avoir, en 1585, écarté de son gouvernement du château de Dijon ¹ ? L'aiguillon des parentés était souvent déterminant lui aussi ; et les preuves en abondent. Lux, l'ennemi des mairies, était, on le sait, le neveu d'un grand archevêque prisonnier du roi. Sur Héliodore de Bissy, lorsqu'il résistait aux séductions de Mayenne, agissait la parenté de Pontus de Tyard, qui avait « tout pouvoir » sur lui ² ; de même sur Sennecey, celle de son oncle le cardinal de Lenoncourt ; sur Rochebaron, celle de son beau-père le maréchal d'Aumont ³. Et combien d'autres cas à citer, comme celui de Cypierre et de Ragny, dont l'entente antimayenniste dans leur guerre, en Avallonnais, était une entente de beaux-frères inspirée, surveillée par la dame de Ragny, intendante de leur alliance, gérante des biens conquis, avant de devenir, par surcroît, capitaine, elle-même, de Montréal ⁴. Alliances de parents : mais souvent aussi, des guerres privées entre frères, fréquentes dans la noblesse bourguignonne, ou des rivalités de cousins, dictaient les partis ⁵. Il

1. Rancune qu'il avoue clairement comme l'un de ses mobiles (*Mém.*, 475).

2. Lartusie à Fervaques, Chalon, 4 fév., *Corr.*, n° 366. Mais, d'autre part, pour ne pas attirer les représailles des ligueurs sur son oncle, il s'abstient de paraître à la mobilisation de la compagnie (royaliste) de Brion, dont il est cependant l'enseigne (Brion à Aumont, 19 sept. 1589, *ib.*, n° 464).

3. B.N., fr. 17281, f. 253 v°, 369 ; — DIJON, B 226, f. 265 v°.

4. CHALLE, II, 75 et *pass.*

5. Exemples dans Carorguy, 18.

faut compter d'autre part avec l'influence des femmes, car les dames de Ragny ne manquaient pas : Renée de Marconnay, elle, fut certainement pour beaucoup dans le ralliement de Fervaques à la Ligue en janvier 1589¹; et Catherine de Silly, marquise de Mirebeau, qui, recherchant pour son fils Léonor une certaine héritière du parti du roi et pensant que « c'est une belle chose que d'avoir une femme de bon lieu avec les grandz biens qui sont en ceste maison... », sut, elle, garder son prétendant des entraînements ligueurs²...

Mais la « considération » maîtresse fut, à n'en pas douter, le simple désir de « profiter ». Quel sentiment amenait à Mayenne, dès ses premières étapes, sur la route de Paris, cet afflux de menus nobles dont parlait Jeannin ? L'auteur de *l'Histoire du duc de Mercœur* répond nettement : « Surtout l'interest et le desir de s'avancer³... ». Mais beaucoup aussi, avant de s'engager, supputaient leurs chances. Pour utiliser l'aubaine des nouveaux « troubles », redorer leur fortune, cent petits sieurs bourguignons, tout comme Fervaques, à la fin de décembre 1588, et comme des milliers d'autres dans le royaume, engagent des « desseins » et des pourparlers des « deux costés »... Et pour quel parti optaient-ils ?

Il faut peut-être, ici, distinguer deux classes de gentilshommes : — d'abord, ces nobles, de maigre fortune, que nous avons vu subir si profondément les atteintes des bouleversements économiques et monétaires et, dans les misères de la paix, descendre doucement au niveau des petits avocats ou même des « laboureurs », sans avoir leurs ressources de travail et d'économie ; — ceux, d'autre part, qu'un nom, des mariages, des héritages défendaient mieux contre le besoin : un Lux, un Thenissey, un

1. Sur elle, v. ci-ap., 309.

2. *Corr.*, n° 462. Ou bien encore, plus simplement, les relations, les embarras de circonstance à la faveur des rencontres, des interventions qui libéraient des préventions, des hésitations, et qu'on surprend en tant de passages de tant de lettres : le sr de Chastellux est traité en ami par le roi de Navarre ; Gaspard de Tintry loge chez un huguenot de Couches ; Vaugrenant demande à Genève des instructeurs pour le maniement des pétards, et voilà trois catholiques qui font fi de l'argument ligueur des accointances protestantes du roi (BERGER DE XIVREY, *Lettres missives de Henri IV*, VIII, 367, 429, etc. ; — *Corr.*, n° 382, 406). Sur les Chastellux, v., entre autres, LEBEUF, *Mém.*, I, 809-814.

3. P. 64. Sur les mobiles des nobles bretons, religion et intérêts, cf. POCQUET, V, 155 et s.

Vitteaux, un peu plus tard un Chantal... : ceux en somme que les bourgeois et le peuple appelaient les « barons de Bourgogne ¹ ».

Pour les premiers, pour ce fretin noble, une considération couramment admise prit, en janvier 1589, un grand poids. On disait, en Bourgogne, que le roi était pauvre, — que « tous ceux de son armée » n'avaient « pas un sout ² », — et du côté des Princes, au contraire, scintillait l'image des doublons d'Espagne. Si, au début de 1589, le gentilhomme besogneux, — tel, par exemple, le sieur de Crissey ³, — peut « assembler » argent pour se rendre à l'« armée » et s'approcher des hauts chefs, ce sera donc dans le service de Mayenne.

Mais si, au contraire, Crissey est contraint de demeurer au pays, il optera sans doute pour le parti du roi, parce que les chances de profit, de ce côté, sont plus grandes : les terres, en effet, les maisons des champs, les fermes, le bétail appartiennent aux robins ou aux clercs des villes, qui elles-mêmes sont sous les couleurs de l'Union : proies tentantes. Et, de plus, dans le gouvernement royaliste de Bourgogne, qui se prépare, mais reste à constituer de toutes pièces, dans l'armature que Guillaume de Tavanès et Vaugrenant vont avoir à forger, il se trouvera beaucoup plus de petits commandements nouveaux à distribuer que dans la Bourgogne de la Ligue, déjà équipée. De belles courses dans les banlieues urbaines et même de belles attaques de villes, — ou bien quelque capitainerie de bicoque : du côté de Mayenne, au pays, Crissey ne saurait espérer autant ⁴...

1. Expression courante de 1593-1594 (v. ci-ap. chap. XVII, § III), mais qu'on trouve dès 1589-1590 pour désigner les gentilshommes les plus puissants, ceux p. ex. que sollicitent les Lyonnais en avril 1590, pour être sûrs d'opérer en paix leurs achats de blé en Bourgogne : Lux, Thianges, Vitteaux, etc. (v. JEANDET, *Ann. de Verdun*, 396, n.).

2. Il est obligé de compter sur de l'argent qu'il attend d'Angleterre (M^{me} de Fervaques à Ferv., Grancey, 19 mars 1589, *Corr.*, n° 414). V. aussi : l'*Advertissement en forme de responce...* (27 et s.), suivant lequel la disette d'argent « lassera bientôt les soldats du Tyran » (démonstration chiffrée). Ou encore : *Coppie de mémoires secrets en forme de missive...* (19 janv. 1589), 9. La propagande ligueuse utilisait donc cette considération.

3. « Crissey », écrit Lartusie, son beau-frère (v. la note suiv.). S'agit-il d'un s^r de Crecey, seigneurie qui appartenait aux Rochechouart (la femme de Lartusie était Françoise de Rochechouart, sœur d'un s^r de Crecey, probablement Louis de Rochechouart) ? La fortune des Rochechouart de Crecey était effectivement en fort mauvais arroi et la terre de Crecey elle-même, aliénée partiellement en 1593 et peut-être avant (C.-D'OR, B 10685), allait être mise en décret (C.-D'OR, E 1384). Crecey se rallia au parti du roi vers mars 1589.

4. Lartusie à Fervaques, Chalon, 29 fév. 1589, *Corr.*, n° 394. — On verra

Pour les gentilshommes de plus haute volée, aptes à des emplois plus brillants, Mayenne se trouvait gravement desservi par son caractère de haut patron muni dès longtemps d'une clientèle provinciale. Cette clientèle, naguère languissante, mais que les destins nouveaux ranimaient, accourait maintenant, rappelant les services rendus. Client du prince, le baron n'avait qu'à le suivre dans son armée de bataille pour progresser vers son gouvernement ou sa cour. Et il se trouva, en effet, une belle compagnie de Bourguignons munis de vieilles créances pour cheminer derrière lui vers Paris, puis vers Arques... On y voyait des serviteurs comme Anne de Pélissier, écuyer, seigneur de Flavignerot en partie, ou de bons barons comme Ph. de Foissy, seigneur de Thoirs, comme Uxelles ou Thiangés¹. — Mais pour les autres, les tardifs, qui n'étaient sortis de leur maison qu'à l'appel des armes, quelle issue personnelle espérer dans le service de Monseigneur ? Auprès de lui, places prises. Et en Bourgogne ? Fait essentiel, considération grave, Mayenne depuis 1585 avait disposé des gouvernements que lui laissait l'édit de Nemours, et surtout, dans le branle-bas nouveau, il venait de pourvoir les commandements que lui livrait la révolte par des choix personnels particulièrement décevants pour les vrais barons bourguignons.

La liste des gouverneurs ou capitaines de villes et de châteaux telle qu'elle apparaît dans la Bourgogne mayenniste des premiers mois de 1589 comprend, au mépris des règles habituelles au roi, une grande majorité de capitaines roturiers ou de petits gentilshommes étrangers à la Bourgogne, d'officiers des compagnies du duc ou de sa maison, en somme d'hommes à lui, qui l'appellent « le maistre ». Au château de Dijon, place de sûreté octroyée par l'édit de Nemours ? Un noble de rang médiocre, Jean de Boyault, s^r de Franchesse, bon serviteur, mais Bourbonnais, venu des

cependant de petits sieurs quérir et trouver emploi du côté de Mayenne, comme p. ex. Jean de La Cour, s^r de La Motte-Reuillon et de Glux, près de Lucenay-l'Évêque, en Autunois, qui finira par devenir, en 1591 il est vrai, gouverneur de Marcigny-les-Nonnains (C.-d'Or, Rec. de Peucedé, XXVIII, 664). Ex. d'un gentilhomme qui prend parti pour le roi dans la mesure où cette option lui donne occasion de vivre sur le bien des citadins de la ville voisine : Gaspard d'Épinac, qui, Autun devenant nettement ligueur en mai 1589, se déclare serviteur de S. M. (ABORD, II, 143).

1. Sur Pélissier, v. ci-ap. ch. X, § III. Sur les autres : *Mém. de Guill. de Tavares*, 486 ; et notre Index.

troupes du maître supplanter, soudain, en 1585, le comte de Tavanès ¹. — A la citadelle de Chalon ? Un autre capitaine étranger : Antoine de Guillermy, s^r de Lartusie, esprit rusé, rivé au prince, le Gascon ou Béarnais implanté là par surprise le 28 décembre 1588 ². — Ailleurs, des Bourguignons, mais tirés de la maison du duc ou de ses armées de Guyenne ou de Lyon, forts minces gentilshommes, mais clients comblés. Au château de Talant : Jean de Boyer, s^r de Chanlecy, qui, en janvier, avait suivi Mayenne à Paris et qu'on pouvait croire hors du jeu local, lorsqu'au début de mars il revint réclamer à Fervaques « sa place ³ » ; — à Beaune, Edme Regnier, baron de Montmoyen, maître d'hôtel de Mayenne, nommé à cet autre commandement de « sûreté » dès 1585 avec, comme lieutenant, le petit sieur de Montjalin ; — à Autun, à partir de mai, un autre serviteur personnel, Odinet Regnier de Montmoyen, s^r de Chissey : deux frères donc dans ces deux places assez proches, et tous deux bien petits nobles, tout oints encore de gangue bourgeoise ⁴ ; — à Chalon, établi en janvier 1589 au commandement de la ville, au pied de la citadelle de Lartusie : Joachim de Chastenay, baron de Saint-Vincent en Bresse, Bourguignon de la Montagne, mais ancien capitaine des gardes de Mayenne ⁵ ; — à Avallon, nommé en avril 1589 seulement, et du reste écarté par les habitants, Joachim de Damas, s^r de Communes, de la maison du duc ⁶. A Auxerre seulement, un baron

1. Sur ce Bourbonnais : DROUOT, *Note sur Franchesse*, dans *Notes sur la Ligue en Bourgogne* (et les références indiquées).

2. Sur ce Béarnais et Gascon, qui avait servi dans les guerres au moins depuis 1575, v. ci-dessus, ch. II, p. 229. On a vu que son mariage l'attachait à la Bourgogne chalonnaise. Mais lui-même y faisait figure d'étranger parmi les nobles indigènes. Il n'a pas les honneurs des généalogies de la province, ne fut pas député aux États provinciaux. D'ailleurs, Lartusie lui-même, en 1591, dans les pourparlers qu'il engage pour rendre Chalon, se flatte d'être un pur Béarnais, « sujet en Bearn » du roi de Navarre (*Mém. de Guill. de Tavanès*, 493).

3. Appuyé par Mayenne (May. à Ferv., Paris, 13 mars, *Corr.*, n° 408), cf. ci-ap. § v. Sur Chanlecy, ancien capitaine des gardes du duc d'Elbeuf, v. à la Biblioth. de la Soc. éduenne, les notes généalogiques de feu P. BESNARD ; JEANDET, *Ann. de Verdun*, 457 ; B.N., fr. 17281, f. 69.

4. Sur les Regnier de Montmoyen : D'ARBAUMONT, *Armorial*, 37-41 ; ABORD, II, 31. Leur frère, Pierre, s^r de Latrecey, président aux Comptes, était mayenniste. Sur ces divers Montmoyen, notre Index. Sur Edme de Montmoyen et sur Montjalin : JEANDET, 237 ; BIGARNE, *Les capitaines du château de Beaune*. — Montmoyen avait commandé au châtel de Châtillon-sur-Seine (v. C.-D'OR, B 4148).

5. BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La noblesse aux Etats* ; PÉTEL, *Les seigneurs de la Ville-sur-Arce*, 204-211, et notre Index.

6. Sur Communes : BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La noblesse aux Etats*. Sur

d'importance : le sr de Villiers, qui, pris de nostalgie, quitta Orléans en mars et sut obtenir ce poste honorable ¹.

Puis le groupe des simples roturiers, anciens chefs de bande enrôlés un jour dans les régiments de formation nouvelle et qui s'étaient signalés à la tête d'une compagnie, hommes de toutes provinces : — à Montbard, Gadet ; — à Châtillon, Sébastien Noirot, ancien enseigne de la compagnie de Mayenne, nommé par les habitants, mais dévoué seulement à son duc ; — à Nuits, Ant. du Vergier, diligent sous-ordre fourni par Montmoyen ; — au château de Vergy, Guillaume Bailly ; — à Gevrey, Jean Ysabeau, dit le capitaine Tapeson ²... Capitaines français, encore, que ceux-là. Mais à Seurre, on l'a vu, commandait, du moins en fait, Guillaume Frize, Milanais ; et il était là l'homme de Mayenne, à côté du gouverneur en titre, homme de Nemours ³.

Contre la faveur de cet intrus, et des autres, grondait l'indignation des indigènes. Mais même si, à la place de Turgis, l'homme de Nemours, et au-dessus de Guillaume, un autre gouverneur mayenniste était nommé à Seurre, le poste n'était pas pour ces mécontents : Fervaques l'exigeait avec impatience pour son gendre, le Normand Médavy ⁴. Or, Fervaques lui-même, au gouvernement de la province, en un poste réservé toujours à la vraie noblesse bourguignonne, était-il, autre chose qu'un Normand intrus ?

Contre les Béarnais, les Bourbonnais, les Normands qui commandaient en Bourgogne par le choix de Mayenne, ce Lorrain,

sa nomination et l'opposition des Avallonnais : CHALLE, II, 78-79. — A Châtillon-sur-Seine apparaît en 1589 comme gouverneur un petit baron, le baron de Pluvet, Bourguignon, capitaine de 50 hommes d'armes, mais son commandement, à la fin de 1589, nous paraît avoir été fort court (mention dans les comptes du Châtillonnais, C.-D'OR, B 4149).

1. Villiers à Ferv., Orléans, 14 mars 1589, *Corr.*, n° 410.

2. Dans l'ordre : — MONTBARD, Reg. délib., 1589 ; Gadet à Ferv., Montbard, 27 fév. 1589, DIJON, n° 101 ; — CROIX, *Une capitainerie...* S. Noirot, 379 et s. (noter que Noirot commande quelque temps sous le baron de Pluvet) ; — Montmoyen à Ferv., Beaune, 6 fév. 1589, DIJON, B 458, n° 16 ; BIGARNE, *Les capitaines du château de Beaune*, 112 ; de nombreuses lettres de Du Vergier, aux arch. de Dijon, de quoi écrire une étude sur les débuts de la Ligue à Nuits : B 452, n° 75, 120 ; 457, n° 34 ; 458, n° 23, 75, 97, etc. ; — C.-D'OR, B 6520 (compte de la châtellenie de Vergy) ; — *Corr.*, n° 444 ; DIJON, B 226, f. 69. — Autre ex., mais valable pour oct. 1589 seulement : le capitaine Réal, commandant de Verdun (JEANDET, 110-111).

3. Sur cette situation et sur Guillaume, v. ci-dessus, ch. III, § VI.

4. X. [Médavy ?] à Ferv., 6 mars 1589, *Corr.*, n° 401 ; May. à Ferv., Paris, 22 mars, *ib.*, n° 419 ; X. à Ferv., 24 mars, *ib.*, n° 426.

s'insurgeait le vrai sang du vieux Duché. Lorsque le Bourguignon Pierre de Saint-Julien de Balleure, héraut des fastes nobles de sa patrie, voyait, à son propre frère, Guy de Saint-Julien, un authentique Chalonnais, préférer, comme commandant de citadelle dans sa propre ville, un Lartusie ¹, ne pouvait-il, tout ligueur qu'il fût, s'étonner ? En ce cas, rage des petits. Et contre le choix d'un lieutenant-général normand, rage des gros. Rage, d'abord de Jean de Tavanès, qui n'avait pas encore laissé là la rancune déclarée qu'il nourrissait contre Mayenne depuis son éviction d'Auxonne et le secret désir d'une réconciliation fructueuse ² ; — rage aussi de Sennecey ³, — et de Lux également.

Choix délibérés cependant, et qui étaient en somme de pratique courante. S'assurer des hommes à soi, sans liens ni nombreux ni anciens avec le pays : méthode qu'on retrouve, en 1589, dans toutes les provinces tenues par les Princes. Si un Normand commande en Bourgogne, un Bourguignon, Jean de Tavanès lui-même, avant la fin de cette même année, commandera en Normandie ⁴. Les hommes du pays, Jean de Tavanès, puis Sennecey dans Auxonne, Lux à Chalon, Cruzille à Mâcon, n'avaient-ils pas démontré amplement, dans la période antérieure à la révolte, les inconvénients des choix bourguignons ? Mayenne, absent et commandant de loin, cherchait des hommes plus sûrs ⁵.

1. Sur ces Saint-Julien : NIEPCE, *Hist. du canton de Sennecey*, I, 500 ; RAFFIN, *Saint-Julien de Balleure*. Sur les faits, ci-dessus, 229 et notes. — Sur ces jalousies bourguignonnes en général, *Mém. de Gasp. de Tavanès*, 264.

2. Sur les sentiments généraux de Tavanès : *Mém. de Gasp. de Tavanès*, 196. En janvier 1589, part-il réellement avec Mayenne comme le dit Pépin, 45 ? Il ne tarde pas, en tout cas, à reparaitre en Bourgogne en annonçant qu'il va refaire sa compagnie (Tavanès à Ferv., 26 fév. 1589, DIJON, B 458, n° 96). Le 1^{er} avril (le même au même, *Corr.*, n° 441), il annonce son départ pour l'armée. Mais entre ces deux dates, bien qu'il parle de son dévouement au « service de Monsieur du Mayne », il paraît, au Pailly où il séjourne, prendre le temps de la réflexion (Tavanès à la mairie de Chaumont, Le Pailly, 11 mars 1589, CHAUMONT, CII 2, f. 46). Sur ses griefs : DROUOT, *L'affaire d'Auxonne*, 329-330.

3. V. ci-ap. p. 315.

4. V. ci-ap. ch. X, § v. Ex. d'une province pourvue de gouverneurs ou capitaines étrangers au pays : la Champagne (v. HÉRELLE, *Documents*, pass.). Les gouverneurs et les capitaines pendant la période 1589-1595 : étude non faite encore, mais dont les éléments ne manquent pas.

5. Pourquoi Mâcon, en avril 1589, refusait-il une garnison payée par l'Union et préférait-il recruter et solder lui-même ? Pour avoir des soldats du pays (MACON, BB 55, f. 136 et s.). C'était le seul moyen d'éviter la tourbe hétéroclite des bas-officiers des régiments de l'armée de Lyon ou des vétérans des vieilles guerres tirés de la retraite, ou des plus jeunes recruteurs de bandes, Comtois,

Logique et théorie. Mais le fait, en réalité, fut de ceux qui, en Bourgogne, allaient peu à peu ruiner le mayennisme ¹, — et l'un de ceux qui, dès cette heure des enrôlements de 1589, le desservirent. La Ligue contre la libre noblesse indigène : les faits bourguignons semblaient illustrer cette thèse des plaquettes royalistes. Et l'on comprend bien que le s^r de Crissey, voyant du côté de Mayenne tant de places pourvues, et souvent d'étrangers, ait finalement misé pour le parti qui, au pays, allait avoir à reprendre ces places. On comprend aussi les réactions brutales de nombre de gentilshommes, catholiques pourtant, qui, ajoutant à leur haine pour la « populace » des villes, soutien de Mayenne, leur hautain dédain pour ces favoris, — « champignons eslevez en une nuit ² », — se soient tournés vers les représentants reconnus de la noblesse enracinée : les anciens tenants du groupe Charny, les Brion, les Guillaume de Tavanès, les René de Rochebaron.

Cependant, pour quelques habiles, avides avant tout de courir les chances qu'offrait la révolution, il restait une issue, faire comme

Bressans, Champenois, — et de tous rangs sociaux quant à leur origine, — un capitaine Deschiens, un capitaine Alisier, un Marnay, un Edme de Pallerey, s^r de Ratilly, un Mouledier... (dans l'ordre : Deschiens (posté à Fleurey-sur-Ouche) à Fervaques, Fleurey, 14 fév., *Dijon*, B 458, n° 51 ; — Chabert à Ferv., 19 mars, *ib.*, B 452, n° 117 : Alisier est en réserve à Couchey ; — *Corr.*, n° 382 : Marnay opère autour de Couches ; — Montmoyen à Ferv., Beaune, 20 fév., *Corr.*, n° 382 : Ratilly, dit le capitaine Ratelier, opère dans l'Autunois ; — Lartusie à Fervaques, 29 fév., *Corr.*, n° 394 : Mouledier est envoyé, par Mayenne lui-même, à Chalon). Les noms pullulent. Or, parmi eux, ce ne sont pas les noms bourguignons qui attireraient la confiance du prince, mais ceux d'étrangers, de Gascons encore, de soldats ramenés du Sud-Ouest en 1587, avec le régiment de Sacremore, comme le « capitaine Lagault, gascon, bon soldat et affectionné audit sieur duc » (*Disc. vérit. sur la prise de Beaune*, 82). D'ailleurs les barons ligueurs en usaient souvent de même, Vitteaux par ex. lorsqu'il choisissait pour garder son château Guill. Drouas de la Plante, natif de Dreux (*Corr.*, n° 413) ; et, comme soldats du rang, ne préférerait-on pas aux Bourguignons des Picards, des Normands, des Dauphinois ? C'est la composition de la troupe que Lartusie, militaire expert, se flatte d'avoir recrutée ; et, pour la compléter, il va en Forez (Lartusie à Ferv., Chalon, 29 fév., *Corr.*, n° 394). Certes, sous les noms de guerre (La Plume, La Gauche, par ex.), se dissimuleront bien des hommes du pays, et il en est beaucoup dès ce début de guerre, même dans la bourgeoisie (ex. : ce cap. Després, neveu du lieutenant-général Barjot, qui tente de se faire introduire dans Mâcon en fév., *MAÇON*, BB 55, f. 58 v^o), mais plus tard surtout, à la tête des troupes nouvellement formées et où se mêleront d'ailleurs une foule de bandouliers de toutes origines.

1. Sur les développements de ces griefs nobles et sur ces effets, v. ci-ap., ch. XVII, § iv.

2. *Advertissement à la noblesse... de Bourgogne* (1594), 19.

beaucoup de royalistes, comme les Chantal, les La Ferté-Imbault, les Ragny : recruter des compagnies.

Pour les petits gentilshommes, c'était là solution impossible. Pour de plus grands, au contraire, leur nom, leurs commandements passés, et la disposition d'une première mise de fonds, les incitaient à demander à Mayenne des commissions : la Ligue les accordait plus aisément que le roi. On pouvait même recruter sans commission. Évidemment, les paysans n'affluaient pas encore aux compagnies comme en 1590, et le prix d'un homme était alors élevé. Il fallait, pour un arquebusier instruit, avancer 100 écus, — et, après cela, le payer 3 écus par mois¹. Mais ensuite, au premier besoin de la Ligue, on faisait sans peine « recevoir » sa troupe, soit à l'armée de Mayenne, comme par exemple Christophe d'Urfé, s^r de Bussy, ou Robert du Brouillart, s^r de Coursain², soit par le Conseil d'État de Dijon. Les commissaires des guerres nommés par Mayenne, ou, à titre provisoire, par Fervaques³, étaient aptes aux connivences.

Le grand recruteur fut Antoine Duprat, baron de Vitteaux. Sans doute, le service de Mayenne le rapprochait-il de façon inattendue de Fervaques, jadis successeur du premier Vitteaux dans la faveur du duc d'Alençon et, pour l'évincé, objet de haine. Cependant ce jeune Duprat, retrempé dans l'instinct pratique des robins, fils d'une Séguier, époux d'une Sayve, et possédé de l'esprit de conquête, ayant monté, tambour battant, une forte entreprise de guerre, ne put trouver emploi que du côté de la Ligue. Il avait armé, bandes d'abord, puis enseignes, un « régiment » de pied : 800 ou 1.000 arquebusiers, plus une compagnie d'argoulets et une de maîtres, la plus grosse troupe de

1. Brion dit même : avance de 100 à 200 écus (*Corr.*, n° 464). Petit de Ruffey, spécialiste du recrutement, considère comme élevée la solde de 4 écus, plus nourriture (*ib.*, n° 380). — En 1592, un an de solde pour 100 hommes et leurs officiers (garnison de Châtillon) représentera 6.620 écus (C.-D'OR, C 3369, f. 86 v°).

2. Bussy (le frère de Jacques, m^{ls} d'Urfé) fait lentement un gros de plusieurs centaines d'hommes et traverse avec eux le Mâconnais en février (Lartusie à Ferv., Chalon, 11 fév., *Corr.*, n° 370). Sur le recrutement du baron du Brouillart : La Villeneuve à Ferv., 20 mars, DIJON, B 458, n° 211. Robert du Brouillart était un ancien capitaine du duc d'Anjou (v. la *Corr. de Dinteville*, 38, lettre du 7 nov. 1580).

3. Comme Pierre de Fontaine ou de La Fontaine, écuyer (DIJON, B 452, n° 64 ; H 4).

Bourgogne, et qui lui donna du coup toute-puissance au plat-pays ¹. Des mayennistes par opportunité, une fois le gros des clients classés partis avec le duc vers Paris, sortaient ainsi de l'ombre et se disposaient à se tailler bonne part en Bourgogne.

Mayenne avait donc essentiellement à lui, en Bourgogne, les « barons » indigènes les mieux armés pour le profit et ses hommes de confiance personnels, soldats éprouvés et bien liés à sa fortune. C'étaient là deux types d'hommes, et deux mentalités. Les premiers « considéraient », et conservaient en eux une certaine réserve ou un esprit d'indépendance. Les seconds, à qui le maître n'avait pas épargné l'autorité, commandaient brutalement, mais servaient bien celui qui les couvrait, et les payait :

Par la mort Dieu, disait, au début de 1590, Réal, homme de peu, mais capitaine de Verdun, je ne reconnois autre seigneur en Verdun que moy... Jamais homme vivant ne me mettra hors de Verdun, sy ce n'est Monseigneur du Mayne ²...

III. — LA SOLIDARITÉ NOBLE. LES « RIEURS » ET LES NEUTRES. SENNECEY.

Pas de ralliement massif à Mayenne, donc. Une noblesse bourguignonne partagée au contraire, tel était le médiocre succès de Monseigneur dans sa province. Partage dans les familles mêmes : Jean de Tavanès contre son frère Guillaume ; François de Clugny, s^r du Brouillart, ligueur, contre son cousin Guillaume de Clugny, baron de Conforgien ; Antoine de Gellan, baron de Thenissey, contre Barnabé de Gellan, qui resta fidèle au roi et figura aux États royalistes de la province ³...

Mais partage, et guerre, seulement : non pas rupture des liens

1. 1.800 hommes de pied, 200 argoulets, 120 maîtres d'après un manuscrit cité par GARNIER, *Corr.*, II, 179, n. ; 1.000 arquebusiers en mars, d'après les *Mém. de Guill. de Tavanès*, 478, 479. Sur les exploits de Vitteaux et sa réputation dès 1589 : v., outre JEANDET, *Ann. de Verdun*, 241-245, ci-dessus, 286, 292, et ci-ap. (Index). — Sollicité par le roi (v. le roi à Vitteaux, Blois, 2 fév. 1589, lettre conservée dans une collection privée, comm. par J. d'Arbaumont au Comité impérial des travaux historiques, le 25 janvier 1868 et publiée dans la *Rev. des Sociétés savantes*, 1870, 1^{er} sem., 279), Vitteaux hésita quelque temps avant de s'attacher à Mayenne. Son option paraît donc avoir un sens.

2. Enquête de 1590 sur les excès de Réal, dans JEANDET, *Verdun*, 114.

3. ABORD, II, 23 ; — DROUOT et GROS, *Rech.*, II. *Mat. pour les Etats*, n° 5.

fondamentaux : non cette haine constante et aveugle à laquelle tant d'historiens provinciaux¹ ont cru étourdiment ; poncif facile, mais que démentent trop de faits significatifs, tranchant à côté de ces épisodes sauvages qui attirent et retiennent les regards, — telle, en Bourgogne, l'embuscade traîtreuse où tombe un sieur de Vitry².

Faits variés. Solidarité entre parents « ennemys », c'est le moins. Le comte de Tavanès défendait, dit-on, les biens du vicomte son frère³. Grand royaliste, certes, que le baron de Chantal, intime allié, même, des huguenots : Montmoyen cependant, Montmoyen, le mayenniste le plus absolu qui fût, lorsqu'en mars 1589 il le sut blessé dans un combat sous Nuits, le réclama à ceux qui l'avaient pris pour le faire au mieux « panser et traiter » par les chirurgiens de Beaune ; c'était son cousin⁴. — Ou actes inspirés par des amitiés que la sécession n'avait pas tuées. Que Bissy, homme du roi et neveu de Pontus de Tyard, tombe, à son tour, et blessé, aux mains indignes d'un petit capitaine roturier : aussitôt, pour le prendre en « garde », s'offrent un baron de Thianges, un sr de Rouvray, et d'autres⁵. Et voyez, perçant les barrières, liant les partis, tant d'intelligences entretenues sans effort par les femmes ; voyez la jolie lettre, par exemple, où Françoise de La Baume, veuve du maréchal de Tavanès et mère d'un champion ligueur, confie à la compassion d'une royaliste, femme de Dinteville, lieutenant en Champagne, les tristesses que lui causent les avatars de son brouillon de fils, « tousjours heureux comme il a accoutumé », et que le Béarnais vient de prendre sous Noyon⁶... Les amis restent les amis et, d'un camp à l'autre, suivent d'un œil bienveillant leurs fortunes respectives. Pour bien des ligueurs sans doute, la guerre qui s'ouvre est comme une sorte de levée féodale des barons contre

1. Poncif d'effet facile, trop répandu chez les ABORD, les JEANDET, les CHALLE.

2. Vengeance de M^{me} de Fervaques. Voyez-en le récit dans l'*Ill. Orbandale*, I, *Abbrégé*, 59-60. Cf. Breunot, I, 387.

3. Il intervient pour détourner ses amis royalistes d'attaquer Brancion, qui est à son frère Jean (MACON, AA 6, n° 59 ; Breunot, II, 216). Jean, de son côté, laisse entendre dans ses mémoires que l'entente fraternelle ne fut pas détruite par la guerre.

4. Montmoyen à Fervaques, Beaune, 12 avril 1589, *Corr.*, n° 452 ; le même à Chantal, m.l. et d., DIJON, B 458, n° 349.

5. Breunot, I, 349.

6. Françoise de la Baume à M^{me} de Dinteville, 9 août 1591, B.N., fr. 15575, f. 37.

le roi, du type des vieilles ligues du Bien Public, et les maisons s'y doivent appui, ou pour le moins ménagement. Il y a, de Françoise de La Baume encore, adressée cette fois au lieutenant ligueur, à Fervaques, qui molestait des sujets de son autre fils, Guillaume, une autre lettre suggestive où la maréchale rappelle ces traditions essentielles :

Monsieur mon cousin, j'ai tousjours extimé que l'amitié estoit plus forte entre les parens que les estrangers et que ceulx des parens qui ont receu plaisir ne l'oublent jamais et cherchent moyens de s'en revancher. Je dis cecy pour... vous faire ressouvenir...

Si c'est un « devoir » de faire la guerre, qu'on fasse du moins trêve familiale. Le fils de la maréchale « n'aprochera point Dijon » : que Fervaques de son côté, s'abstienne de toucher aux terres de ses cousins ! Et ceci, en outre, qui élève les solidarités nobles au-dessus des contingences de la guerre :

Je scays que ces troubles ne peuvent durer et les princes s'accorderont. Mais les seigneurs qui auront estéz offencez ne pourront demeurer sans revanche quelque qui advienne¹...

La guerre de Mayenne, occasion inespérée de profit pour les nobles, certes, mais conjoncture passagère : l'une de ces guerres comme il y en a tant eu déjà, guerre d'un an, ou de deux, et qui ne doit pas faire oublier les convenances de la paix. La guerre passe, le « corps » de la noblesse demeure. « Ennemis », les gentilshommes n'oublient pas les sentiments communs à tous, leur haine des villes, par exemple, et parfois, mayennistes et royaux, se joignant, s'accordant en des impulsions essentielles, exécutent de concert quelque coup contre l'une de ces villes. Trahison, disaient les bourgeois ; — actes, au vrai, de la guerre sociale brochant sur la guerre politique...

Entre les partisans, d'ailleurs, il était des intermédiaires. La noblesse, comme les bourgeoisies urbaines, avait ses neutres : ceux qui se lassaient vite de quérir des « places », ou qui renonçaient dès l'abord à en solliciter ; ceux qui ne voulaient servir ni l'Union des villes et les ambitions d'un Mayenne, ni le roi allié des huguenots ; — de grands nobles bien munis, ou des campagnards phi-

1. Françoise de la Baume à Fervaques, 1589 (10 fév. ?), DIJON, B 458, n° 27.

losophes... Au premier abord, à la surface de la masse documentaire dont émergent, très en vue, les dossiers importants de la politique ou de la guerre, on ne les voit guère, ces inclassables. Mais qu'on plonge la main jusqu'aux correspondances privées, que des chroniques partisans on aille aux simples et secs livres de compte, là on les découvre. Sous les agitations de la guerre, continue l'existence peu bruyante de ces gentilshommes que Guillaume de Tavanès montrait en passant, d'un mot bref, « endormis en leurs châteaux ». Inconnus, tous, sans doute, ne l'étaient pas. Qu'est-ce en effet que Charny sinon un neutre ? Ou que son frère Brion, ce second mentor des nobles bourguignons qui sauvegardait, autour de son marquisat de Mirebeau, toute une principauté, avec des garnisons de protection dans ses villages, et un renfort d'intendants pour la bonne gestion de ses affaires ¹ ? Mais de ces neutres, même grands seigneurs, dans l'ardeur des « troubles », on allait souvent oublier l'existence, taire les noms dans les mémoriaux de la guerre, et l'histoire, à son tour, devait les ignorer. Quelques documents pourtant laissent entendre qu'ils étaient en nombre : tel, par exemple, cet « Estat des gentilshommes... qui sont demeurez et demeurent oysifz en leurs maisons depuis les presens troubles », lequel, en Champagne, dénombrait, sans effort, 118 de ces « oisifs ² ». Pas d'état semblable pour la Bourgogne. Mais d'autres documents, si on les lit bien, y révèlent aussi un bon effectif de « rieurs ».

« Rieurs », ces documents proprement bourguignons n'emploient peut-être pas le terme très fréquemment ; mais il était usité couramment en Champagne, sur ces confins de la Bourgogne où le *Mémoire des choses notables advenues en Champagne* a recueilli une si grande part de sa matière, et Carorguy, de Bar-sur-Seine, en fait emploi ³. La chose, en tout cas, entre Langres et Mâcon, était fort courante. De chez soi, de sa maison-forte, attendre le résultat de la bataille et marquer les coups en souriant, ou, comme

1. V. ci-ap., divers passages signalés par notre Index, v^o *Brion*.

2. HÉRELLE, *Doc.*, II, 440-445 (liste). État de 1592, il est vrai, mais qui vise les neutres signalés « depuis » 1589. Or, il est plus que probable qu'avant la mort d'Henri III ils étaient plus nombreux encore.

3. *Mém.* cité, 366 : « Y avoit plusieurs gentilshommes qui, estans logés en maisons fortes..., encore qu'ils fussent capables et en âge de servir, vivoient néanmoins comme neutres... On les appelloit rieurs... ». — Carorguy, 33.

le dit le *Mémoire*, regarder « tomber la grêle », jouer aux tarots pendant la pluie, chasser le héron à l'embellie, n'attendre pas, pour jouir de la vie, que soient évanouis tous les nuages, n'est-ce pas la bonne doctrine que prêchait, de Chalon, à un cousin bourguignon, le sieur de Mussard :

Usés de vostre ancienne prudence et laissés envoler ses obscurs nuages, qui, Dieu aydant, s'évanouiront aussy soudainement que violamment ilz ont esté nez. Je voudrois bien que prinsiez quelque ferme resolution d'huyerner avec nous. Assurez vous que nous donterions tous soucis par la multitude des resjouissances que nous inventerions, et du surplus laisseries toutes ses affaires d'estat pour ses gros et pesantz cerveaux, spendant que nous donnerions du bon temps sans songer aillieurs. Hastés vous doncq, s'il vous plaist, d'expedier et sortir hors... de toutes vos affaires^{1...}

Pour le moins, on pouvait temporiser et avant de se risquer dans la rafale, regarder à loisir d'où soufflait le vent à la girouette de son toit, afin, comme dit l'*Advertissement* langrois, de ne faire voile le jour venu que « pour arriver... à un port assuré² »; et, en attendant, on pouvait aussi, moyennant entregent, comme les sieurs de Listenois, de Ruffey, de Vitry, de Montigny, mettre à l'abri des « sauvegardes » ses terres à Gemeaux, à Ruffey, à Courtivron, à Tarsul, à Montigny ou à Agey³, au milieu même du champ d'action des deux partis, comme Charny lui-même, — et, comme lui, bien vendre son blé ou son vin...

Évidemment, il y avait de faux neutres : Lux, qui disait, en mars 1589, se retirer dans Mâlain, pour n'en bouger et qui tout aussitôt pillait sournoisement le pays⁴; Pontus de Tyard lui-même, qui jurait avec onction à Fervaques ne vouloir que la paix parmi ses livres et : « une sauvegarde pour ma personne et pour la maison et village de Bragny où je fais mon ordinaire demeure⁵ », tout en intriguant à force pour le roi, contre Chalon ou

1. Mussard à un cousin non nommé, Chalon, 24 oct. 1589, *Dijon*, B 452, n° 133.

2. *Advertissement... d'un gent. poictevin*, 3.

3. Listenois à Fervaques, 11 fév., 1589, *Dijon*, B 458, n° 32; Ruffey au même, 22 fév., *ib.*, n° 79; Vitry au même, 26 fév., *ib.*, n° 93; Montigny au même, 9 mars, *ib.*, n° 155. Autres neutres : le s^r de Rochechouart à Couches, le s^r d'Agey (lettres des 18 et 26 fév., *ib.*, n° 66 et 98). — V., outre les demandes de sauvegarde signalées de Charny, celles qu'il adresse à Nemours et à la mairie de Dijon en juin 1589 (*Dijon*, B 226, f. 258).

4. Lux à Fervaques, mars 1589, *Corr.*, n° 396.

5. Pontus de Tyard à Fervaques, Chalon, 27 fév., 1589, *Corr.*, n° 391. Autre exemple, mais d'un simple capitaine, à qui la neutralité était imposée, et qui la

contre Verdun. Et il y avait aussi des neutres intermittents, comme par exemple le sieur de Vitry, « la chanterelle du baron de Lux ¹ », qui se retira de la guerre avec lui et y devait rentrer avec lui aussi, jouisseur et bon vivant, toujours en mal d'argent, flaireur d'occasions à droite et à gauche, avec une prudence qui le garde d'abord de ceindre aucune écharpe, mais aussi des audaces qui devaient plus tard le pousser au jeu et une indolence qui causa sa mort ².

Aussi bien les vrais neutres ne « riaient »-ils pas toujours. Il leur fallait sans cesse prévenir ou écarter des accusations perfides et, sauf les hobereaux infimes, « entretenir » des deux côtés et par conséquent, bien souvent, se compromettre ³. Un beau jour, dès 1589 parfois, quelque capitaine surprenait leur maison : c'est la male aventure, par exemple, du s^r de Gastines, emmené comme prisonnier par les ligueurs du s^r de Jaulges ⁴. La plupart des « rieurs » restèrent pourtant à peu près en repos jusqu'en 1591 ou 1592. Mais, alors, les secteurs de pillage des partis se resserrant peu à peu autour d'eux, leur attitude anormale fut finalement déclarée suspecte et il leur fallut alors opter, l'épée aux reins, ou payer rançon : tel Guillaume de Bongars, qui avait réussi à vivre jusqu'en mars 1592 « paisiblement, sans passion de l'un ni de l'autre parti », dans son manoir de l'Étang, près de Saint-Julien-de-Cray, en Brionnais ⁵.

Or, ces diverses dispositions de l'esprit noble, cette entente par-dessus les partis, ou bien cette neutralité aux motifs multi-

violait journallement : Chabert, chargé de commander, dans l'été de 1589, à Couchey, pour Charny (Dijon, B 226, f. 258).

1. Expression de l'« Information » de la mairie de Dijon sur les trahisons de Fervaques (Dijon, B 9). Car il fut aussi le compagnon de Fervaques en quelques bonnes parties et servait d'agent de liaison secret entre ce soi-disant ligueur et Lux, ce soi-disant royaliste ou neutre.

2. C'est lui qui sera tué en 1593, dans une embuscade de la garnison de Grancey, alors que, s'étant laissé surprendre à Saulx-le-Duc par M^{me} de Fervaques, il préparait une riposte sur Grancey (v. ci-dessus, p. 309).

3. Rochechouart, accusé d'avoir reçu Vaugrenant dans sa maison de Couches, doit s'en défendre explicitement (Rochechouart à Fervaques, Barbirey, 18 fév., Dijon, B 458, n° 66). — Brion, menacé de représailles par la mairie de Dijon pour le vol d'un cheval dont on accuse son fils, doit plaider innocent (Brion aux magistr. de Dijon, 10 juil. 1589, Dijon, B 452, n° 129) ; le même Brion, que sa haine pour Guill. de Tavanès amène à correspondre avec le maréchal d'Aumont, voit saisir une de ses lettres, et sa paix menacée par une déclaration de guerre de la mairie de Dijon (Dijon, B 227, f. 140) ; etc.

4. Juillet 1589 (Challe, II, 89).

5. Grégaine, 19-20.

ples, — c'est contre Mayenne que, tôt ou tard, elles allaient jouer. « Il faut que chacun s'enroule : les soldatz affranchis et les sexagenaires n'en sont point dispensez » et ne pas « prendre party » ou transiger avec la guerre est « d'un cœur bas et poltron » : l'*Advertissement* langrois¹, encore ici, prêchait juste dans l'intérêt de la Ligue. L'entente des deux noblesses contre les villes, c'étaient surtout les royaux qui l'inspiraient, parce que la lutte contre les villes était leur programme propre, avoué et patent. Et qu'étaient les « rieurs », en fait, sinon la réserve du parti du roi ? Que faiblît la Ligue, que se convertit Henri de Navarre, on allait le voir : pressés par la guerre, contraints, comme dit Jean Grégaine, « de confesser ou protester l'un ou l'autre² », ils devaient, en 1593 ou 1594, prendre enfin l'épée ; mais ce n'était évidemment plus pour Mayenne qu'ils pouvaient, si tard, se déclarer...

Sennecey devait, lui, mais à la fin de 1589, se rallier à Mayenne. Au printemps de cette année, il était encore, en Bourgogne, le parangon des neutres... Quels sentiments nouveaux guidaient ce ligueur de Blois, et régnaient sous ce visage fermé ? Une déception probablement : la mort inopinée de Guise, remplacé tout à coup par Mayenne ; le regret de récompenses dont le terme semblait proche, et la nécessité amère, s'il se déclarait, de suivre à un rang médiocre ce gouverneur de Bourgogne dont, homme du pays, il n'était pourtant pas le client ; — l'aigreur, surtout, d'avoir vu lui échapper la lieutenance générale, sur laquelle son rang, son âge, sa qualité de Bourguignon authentique semblaient lui conférer des droits ; — une hostilité personnelle, enfin, non voilée, pour Fervaques lui-même. Accepter ces sujétions injurieuses ? Mieux valait, jugea-t-il, ne suivre personne, rentrer dans Auxonne, et, de ce poste bien clos, guetter de loin, parmi les remous des troubles, les occasions de la fortune. Au large donc la Ligue, pour un temps ! Que Mayenne eût prétendu, lui absent, s'assurer la forteresse du Val de Saône, illusion³ ! Ce haut prince avait pu, au début de janvier, y faire reconnaître son nom : reconnaissance verbale. Lui, Sennecey, avant de quitter Blois, avait promis au

1. *Advertissement... d'un gentilhomme poitevin...*, 2 et s.

2. *Journal*, 20.

3. V. l'effervescence des Auxonnais dès le départ de Sennecey, l'intervention de Jeannin, etc. (ci-dessus, ch. I, p. 198).

roi de ne rien faire contre son service ¹. Quant à Fervaques, dès son premier « commandement », dès qu'il se risqua, à la fin de février, à convoquer les députés d'Auxonne à une réunion des villes, Sennecey se chargea de lui répondre lui-même :

...Je n'ay treuvé moins estrange que nouveau ce commandement, ne sachant en quelle callité vous l'entreprenez, n'ayant creu, ny ne croiray, que aucun aye puissance de commander ni ordonner à eulx ny en ceste place an l'absence de Monseigneur le duc de Mayenne et de M. le conte de Charny que moy. Aussi croije que avez seulement voulu faire cest essay pour recongnoistre sy je savais mon mestier. Je m'en vas sy vieulx que je ne veux aprendre davantage ²...

Sennecey ne reconnaît pas le pouvoir de Fervaques... Les heures tourneront et le sort. En attendant, son oncle le cardinal de Lenoncourt le sert auprès du roi, qui lui-même le sollicite ³. Il gagne chaque jour du prix sur le marché des grands gentilshommes...

Il servira à son heure, lui, Mayenne ; mais sans démentir ce fait bien net : les « rieurs » de 1589 seront en 1594 dans la masse de manœuvre qui condamnera le gouverneur de Bourgogne aux derniers désastres.

IV. — PAS DE GRAND CHEF CONTRE MAYENNE. LE DUC DE NEVERS.

Les « considérations », le sentiment de la solidarité noble et l'égoïsme des « rieurs » troublaient, parmi les gentilshommes, la franchise, la netteté des options politiques. Il eût fallu, pour rallier fermement les « partis » dans le cadre du gouvernement de Bourgogne, la présence et l'autorité de vrais chefs. Mais ces chefs existaient-ils ? Au parti du roi, on en eût attendu un. Il en avait surgi en d'autres provinces, sous les espèces d'un Lesdiguières en Dauphiné, et sous la figure, plus modeste, d'un Dinteville en Champagne. En Bourgogne, si Charny l'eût voulu, c'eût été son heure : lieutenant-général contre gouverneur comme en 1585, ou mieux, peut-être, gouverneur régulier contre gouverneur révoqué,

1. B.N., fr. 17281, f. 253.

2. Sennecey à Fervaques, Auxonne, 26 fév. 1589, *Corr.*, n° 388.

3. Le cardinal de Lenoncourt à Sennecey, Tours, 16 mai 1589, B.N., fr. 17281, f. 253 v°, *cop.* (Le roi avait résolu de lui écrire de sa main et il le fera : « car il ne peult ignorer vostre valeur... Aymés le donc bien... », etc.).

car ce fils d'un Amiral qui avait lui-même gouverné la Bourgogne eût sans doute obtenu ce titre : le roi, en 1589, « ne cherchoit que des hommes ¹ » et, suivant Mayenne lui-même, assurait « par escript M. le Grand de le faire gouverneur en chef ² ». Mais, au lieu de cela, Charny fit, au début de 1589, sa retraite définitive. Ses raisons probables, on les a vues déjà. Or, dans la saison nouvelle, des nécessités contradictoires achevaient de le paralyser : — la captivité, à Amboise, de son gendre ligueur, le duc d'Elbeuf, dont la femme, Marguerite Chabot, se réfugiait au château paternel ³ ; l'avidité de commandement d'un autre gendre, Guillaume de Tavanès, lieutenant « en l'absence », que le roi, d'ailleurs, traitait dès lors comme son véritable représentant en Bourgogne ⁴ ; l'inimitié privée que Charny nourrissait lui-même contre Fervaques, le lieutenant de Mayenne, et l'appréhension qu'il en pouvait concevoir pour ses biens s'il affrontait cet intrus dans la guerre ⁵ ; ces biens enfin, si dispersés : Couchey, Arnay, Pagny, terres de Saône, terres de Comté, si exposées aux coups de l'un ou de l'autre parti... Le fait est que, dès janvier, ses maisons une fois armées et « sauvegardées ⁶ », il s'enfermait dans Pagny. Il était désormais, pour le roi, lieutenant « absent ⁷ ». Quant à son frère,

1. Expression attribuée à Fervaques par l'Information de mai 1589 (Dijon, B 9).

2. Mayenne à Fervaques, 3 fév. 1589, *Corr.*, n° 364.

3. La duchesse d'Elbeuf attend à Pagny, impatiemment, la libération de son mari (Marg. Chabot à Fervaques, Pagny, 26 fév., *Corr.*, n° 390). Chabot participe évidemment à ses démarches auprès du roi.

4. V. ci-ap., et ch. V, § III.

5. Sur l'inimitié des Chabot et de Fervaques : Françoise de la Baume à Ferv., 10 fév., Dijon, B 458, n° 27. A une plainte de Fervaques, qui lui demande d'arrêter les brigandages commis par Guill. de Tavanès sur ses terres, Charny fait répondre rapidement qu'il n'y peut rien et qu'il a à se plaindre de son côté des pilleries du baron de Vitteaux (Marg. Chabot à Fervaques, 10 fév., *Corr.*, n° 381).

6. Le capitaine Chabert est, par ex., chargé de garder sa terre de Couchey (Chabert à Ferv., Couchey, 19 mars, Dijon, B 452, n° 117). V. ci-dessus (à propos de la neutr. d'Arnay), ch. III, § v ; cf. les démarches ultérieures de Charny pour l'exemption de cotes de ses villages : l'un de ses grands soucis (v. par ex., pour 1592, C.-d'Or, C 3070, f. 123 v°).

7. Les actes d'Henri III et d'Henri IV ne font plus état que de G. de Tavanès, « nostre lieutenant-général en absence du sieur comte de Charny » (Ex. : C 3070, f. 17) ou appellent Tavanès « lieutenant-général » (*ib.*, f. 19). Il y eut, semble-t-il, consentement de Charny. L'auteur du *Disc. sur la vie de M^{re} B. Fremyot* (B. TROYES, ms. 1070) parle de la démission de Charny que Fremyot aurait obtenu « industrieusement ». Mais, en fait, Charny ne devait démissionner qu'après la Ligue. — Le dernier acte positif de Charny comme lieutenant semble avoir été un « avertissement » à Mâcon (Charny aux échev. de Mâcon, Pagny, 24 fév.

Brion, marquis de Mirebeau, il boudait de son côté, exprimant contre Guillaume de Tavanès une hostilité violente qui pourrait bien être l'écho décuplé de quelque rancune secrète de Charny, et, accusant le lieutenant en l'absence de mécontenter par sa vanité autoritaire la noblesse du pays : « partie de laquelle », écrivait-il plus tard, en septembre, « se retire en leurs maisons » par sa faute ¹.

Pertes réparables sans doute ? Guillaume de Tavanès le pensa. Il alla à Tours dès janvier et y fit confirmer son pouvoir ². Mais son manque d'autorité, les jalousies et les attaques multiples dont il fut aussitôt l'objet parmi les royalistes et les neutres le réduisirent en fait, comme il le dit lui-même, à un « pouvoir en parchemin ³ ». — En somme, l'« absence » de Charny, l'insuffisance de son gendre, et déjà la décomposition, en 1587-1588, de la phalange formée, vers 1584, autour des Chabot, — alors serviteurs actifs du roi, — privait la Bourgogne noble, à l'heure du grand besoin, d'un chef qui fût homme du pays. La Bourgogne royaliste dut chercher ailleurs qu'en elle-même ses ressources de commandement.

Il y eût fallu, étranger, un noble de haute maison, un prince, — ou, à défaut de prince, un maréchal de sûr prestige. C'était l'avis des royaux eux-mêmes. Sans ce chef, l'anarchie ; — lui présent, « toute la noblesse... courra à luy ⁴... ». Quelques-uns parlèrent du marquis de Chaussin, François de Lorraine, le frère cadet de Mercœur et le beau-frère d'Henri III ⁵, dont le marquisat était

1589, MAÇON, BB 55, f. 74 v^o, *cop.*). Peu de temps avant cette date, il avait encore transmis quelques commissions de recrutement (Petit à Ferv., Essey, 19 fév., *Corr.*, n^o 380). — Les ligueurs avaient redouté quelque temps son action (v. par ex. Montmoyen à Ferv., Beaune, 30 janv., *Corr.*, n^o 353), mais, dès février, il est visible qu'ils regardent Tavanès comme le vrai lieutenant du roi. Charny n'apparaîtra plus qu'à titre de neutre, comme arbitre des partis.

1. Il n'assemble même pas sa compagnie. Excuses : ses sous-ordres, convoqués, se sont dérobés et les soldats sont hors de prix... (Brion à Aumont, 19 sept. 1589, *Corr.*, n^o 464).

2. *Mém. de G. de Tavanès*, 475. Sur son titre exact, celui de lieutenant en l'absence, v. DROUOT, *Flavigny contre Dijon*, § 3, n. Pourquoi Charny n'a-t-il pas, dès cette date, résigné en sa faveur la lieutenance en titre ? Les hypothèses ne manqueraient pas. Notons seulement que Charny ne résigna qu'en 1595, et que son successeur ne fut pas son gendre.

3. *Mém. de Guill. de Tavanès*, 476.

4. Vaugrenant au roi, 31 mars 1589, *Corr.*, n^o 437.

5. Sur lui : Chr. PFISTER, dans le *Journal de la Soc. d'arch. lorraine*, 1897, 103-104 ; P. FOURNIER, *Hist. de Chaligny, de ses seigneurs et de son comté* dans les *Mém. de la même société*, 1903, 172 et s.

bourguignon, proche des bourgs de Saône qu'il eût pu peut-être rallier à lui ; et l'idée, sans doute, était de Vaugrenant, dont les entreprises chalonnaise et mâconnaise s'accompagnaient fort exactement d'une rumeur suivant laquelle c'était avec le marquis, ou pour lui, que se menait le jeu ¹. D'autres, Brion et Rochebaron surtout, mirent en avant le nom du vieux maréchal d'Aumont, — un seigneur encore de terres bourguignonnes, marquis de Nolay, s^r de Couches, — et l'appelèrent à eux ². En avril, enfin, on annonça l'arrivée d'un prince du sang, le comte de Soissons ³...

Espérances ou suggestions ? En fait, un seul vrai chef était possible : le duc de Nevers, Louis de Gonzague ⁴. C'était un voisin, d'abord : il se tenait en Nivernais. Ensuite et surtout, depuis le 18 janvier 1589, il venait d'ajouter à son titre de gouverneur du Nivernais, celui de gouverneur de Champagne ⁵ et se trouvait désigné pour diriger la « conjonction » champenoise-bourguignonne dont Tavanes et les forces royalistes d'Auxois, proche de lui, méditaient d'appuyer leurs pauvres efforts, — ce bloc royaliste de l'est du royaume que certains cerveaux concevaient formé de tous les moyens des Anti-Lorrains dans les provinces mêmes des deux Guises ⁶. Entre ses deux gouvernements déjà, par nécessité et logique, soit pour assurer ses communications, soit surtout pour bastionner son Nivernais contre la Ligue, contre Auxerre, le duc, vers Seignelay, Mailly-la-Ville, Coulanges-la-Vineuse, entrait sur les terres bourguignonnes et représentait l'espoir des royalistes en ces confins. Ce choix de Nevers et cette réunion des

1. Montmoyen à Ferv., Beaune, 12 fév. 1589, *Corr.*, n° 372. — Ce qui est sûr, c'est que précisément à cette date, les royalistes comptaient arracher ce Lorrain aux séductions de la Ligue en lui donnant titres et profits. Henri III, par ex., demandait pour lui au pape le grand prieuré de France : v. « Instructions à messire Cl. d'Angennes de Rambouillet... allant de la part du roy... devers Nostre Sainct Père... », dans les *Mém. [dits] du duc d'Epéron (Recueil de mém. et instructions servans à l'hist. de France, Paris, 1624, in-4°, 621-622)*.

2. Lartusie à Ferv., Chalon, 31 janv. 1589, *Corr.*, n° 355 (on dit Aumont en Mâconnais). Cf. M^{me} de Brion à Dauradon, Fontaine-Française, 8 août 1589, *Corr.*, n° 462 (annonce l'arrivée prochaine du maréchal). Ou, encore, *ib.*, n° 464. — Aumont était l'ami de Brion et le beau-père de Rochebaron.

3. Lartusie à Fervaques, 4 avril 1589, *Corr.*, n° 443.

4. Références générales pour ce qui sera dit, dans cette partie et les suivantes, du duc de Nevers : BRAMBILLA, *Lodovico Gonzaga* ; SAULNIER, *Le card. de Bourbon*, 164, 168, 188, 189 (sur le passé politique) ; LEW, *Louis de Gonzague... duc de Nevers* ; *Mém. de Nevers*, II.

5. *Mém. de Nevers*, II, 201. Il s'était démis de celui de gouverneur de Picardie.

6. Conception peut-être du président Fremyot (v. ci-ap., ch. V).

commandements de l'est, Henri IV, dès la mort de son prédécesseur, allait les indiquer plus encore ¹ ; mais, dès le début de 1589, les royalistes réfléchis de Bourgogne commencèrent à les solliciter et à les attendre ² : cinq années, sans arrêt, ils allaient s'y acharner, et ce fut là, peut-être, l'idée la plus tenace des royalistes ou navarristes bourguignons pendant la Ligue ³...

Mais qu'en pensait Louis de Gonzague ? Jaloux de Mayenne, on sait qu'il l'était. Disposé à favoriser la formation des armées du roi, il l'était, et, par exemple, il laissait faire, en Nivernais, les recruteurs bourguignons de janvier 1589 ⁴. Mais le rôle à visage découvert, le politique subtil de 1585 allait-il le jouer ? Nevers, en fait, à l'heure des décisions, glissa à l'équivoque. Son attitude aux confins des terres de Mayenne, comme aux lisières de son parti, et sa campagne de février-août 1589 en Terre-Plaine avallonnaise suffiraient à elles seules à le prouver.

En ce secteur de son action, certes, son inclination à « marcher des deux costés » sembla assez tôt déjouée par les circonstances mêmes. En 1585, la guerre des Princes, concentrant au loin les armées, avait permis, sous le jeu double de ses correspondances, la neutralité effective de son Nivernais. En 1589, autre guerre : guerre dispersée, qui venait battre ses terres. Que la Bourgogne royaliste lui demandât son concours, cela, c'était peu de chose ; une promesse, de ce côté, suffisait à le parer ⁵. Mais, en mars, la guerre s'approcha des pentes nord du Morvan par Vézelay, vigie mayenniste ⁶, et son gouverneur, Joachim de Rochefort, sieur de

1. Dès août 1589, Henri IV demande à Nevers de s'occuper de la Bourgogne (BERGER de XIVREY, III, 7-8).

2. De ces appels répétés on ne mentionnera ici que quelques preuves : Vaugrenant au roi, Flavigny, 31 mars 1589, DIJON, B 458, n° 297 ; Guill. de Tavanès à Nevers, 16 juill., dans PINGAUD, *Corr. des Tavanès*, 309 ; le même au même, 23 août, *ib.*, 310 ; Fremyot à Nevers, 29 sept., B.N., fr. 3414, f. 110 ; Edme du Pé à Champlemy, 16 juill., B.N., fr. 3632, f. 75 ; Roussat, maire de Langres, à Nevers, Langres, 3 sept., dans *Corr. de Henri IV avec Roussat*, 31, n. ; etc. Après 1589, la série continue (v. p. ex. Drouot et Gros, *Recherches*, II. *Matériaux pour l'hist. des Etats*, nos 123, 127, 151, 152, 162, 166, etc.).

3. Ils se rabattirent, en attendant, pour ébaucher la « conjonction », sur le lieutenant de Champagne, Dinteville ; mais l'opération échoua. *Corr. de Dinteville, pass.* Sur l'échec d'Is-sur-Tille, v. ci-ap., ch. V. Cependant l'Auxois royaliste se servait de Nevers comme d'un épouvantail auprès des Dijonnais (B.N., Moreau 804, f. 113).

4. Petit à Fervaques, 19 fév., *Corr.*, n° 380.

5. Il s'agissait d'attaquer Coulanges-la-Vineuse. Nevers avait promis une compagnie. Elle ne vint pas.

6. Sur l'importance de Vézelay, v. p. ex. Champlemy à Nevers, 4 août 1589, B.N., fr. 4714, f. 150.

Pluvault, tâtant les avancées nivernaises, saisit un faubourg de Clamecy. Alors, touché au vif, Nevers réagit, garnit Clamecy, fit reconduire Pluvault, et son lieutenant, le sieur de Champlemy, entrant carrément chez Mayenne, y installa, à Mailly-la-Ville, un poste d'information. Garnisons dans les villages au nord de Clamecy, deux régiments, disait-on, levés par le duc, artillerie... Et, durant ce temps, des intérêts travaillaient pour Nevers : des marchands des vallées avallonnaises songeaient à lui confier leur paix ; entre les floteurs de bois de l'Yonne, de la Cure, comme ailleurs entre les marchands de blé de la Saône, tendaient à se nouer, de port à port, des ententes ; et des neutralités locales requéraient la protection du duc ¹. Aux gentilshommes auxerrois, durement menés par les moines de Trahy, à Jacques Amyot, le duc semblait aussi le protecteur indiqué ². L'influence du duc de Nevers sur la Basse-Bourgogne s'affirmait donc d'elle-même, alarmant Avallon, Vézelay, Auxerre... Une liaison s'amorçait entre Clamecy et Tonnerre, entre les deux gouvernements du Gonzague, par les terres du lieutenant-général de l'État et couronne de France ³...

Mais, brusquement, Nevers freina ces progrès. Pour avoir assuré la police aux abords de son Nivernais, il ne s'ensuivait pas, à ses yeux, qu'il fût lié au service du roi ⁴, et, pour avoir vivement brisé des incursions auxerroises, qu'il eût rompu ses ponts avec Mayenne et rejeté les sollicitations ligueuses de son ami La Châtre ⁵. Il

1. Entente de Coulanges, p. ex., avec Mailly.

2. Amyot à Nevers, Auxerre, 9 et 17 août 1589, B.N., fr. 3422, f. 129 et 132.

3. Sur toute cette suite d'opérations et de faits : les magistrats de Clamecy à Nevers, 27 mai, fr. 3633, f. 44 ; Pluvault à Jeannin, 14 juin, fr. 3628, f. 29 ; Amyot à Nevers (lettres citées) ; NÉE DE LA ROCHELLE, *Mém. sur le Nivernais*, II, 42. Cf. CHALLE, II, 79 et s. Les relations de la vie économique ou marchande avec les fluctuations politiques ou militaires en Auxerrois : sujet vierge, que nous ne pouvons que signaler ici en passant. — Autre observation : les rapports des ligueurs sur les événements de guerre — dans ce secteur : ne vont pas à Dijon, mais directement à Mayenne, à Paris. Évidemment Mayenne paraissait aussi à portée d'appel que le lieutenant de Dijon. Mais le fait semble fournir aussi une preuve de plus du particularisme auxerrois vis-à-vis du corps bourguignon.

4. V. son mémoire au garde des sceaux, B.N., fr. 3423, f. 12.

5. Sur le rôle joué auprès de lui par La Châtre, v. DESHOULIÈRES, *La Châtre*, dans *Mém. Soc. des Ant. du Centre*, 1905, 250 et s. ; 1906, 121, 150-151. — De la duplicité de Nevers, voici un indice : tandis qu'il dépense sous Vézelay, place de Mayenne, une partie des 15.000 écus reçus récemment, comme secours, Nevers s'excuse auprès du Conseil général de la Sainte-Union de n'avoir pu empêcher la prise de La Charité, puis celle de Gien, par les rois, et, à Henri III, il fait entendre qu'il a contribué à la réduction des deux places (CHALLE, II, 87).

s'orientait, certes, vers les faveurs d'Henri III. Il menait, certes, en flanc-garde discret de la marche des Rois vers Paris, au début d'août, une offensive sur Vézelay, et venait lui-même, au pied de la colline-citadelle, enlever Asquins : opération aux frais de S. M.¹... Mais, alors, des « considérations » l'arrêtèrent encore : d'abord un coup droit des Auxerrois qui lui rappelaient ses déclarations de prince catholique et le sommaient de se déclarer nettement ; et puis, surtout, la mort inattendue d'Henri III. Alors, il signa, en hâte, avec Pluvault, une trêve, et disparut en Nivernais²...

Tel était le haut appui qu'invoquaient les gentilshommes bourguignons. Peu à peu, il est vrai, Nevers allait, sans bruit, se lier au roi nouveau, tout protestant qu'il fût. Mais dans les réalités pratiques de la guerre bourguignonne, il allait demeurer prometteur fuyant, protecteur virtuel, et se bien garder d'une rupture ouverte avec Mayenne par une intervention poussée dans la province : le médiateur des partis qu'il voulait être, — et qu'il crut devenir en 1593, — n'était, dans les affaires locales, que béneisseur de causes et collaborateur rétractile³. Détrouseur de courriers de la Ligue, muni d'informateurs disséminés partout⁴, qui le renseignaient sur les forces et les faiblesses de Mayenne, ce rival, cependant si jaloux, du lieutenant-général⁵, ne pouvait, à coup sûr, en Bourgogne, servir de chef effectif à ses adversaires.

1. Face au s^r de Jaulges qui surveille en Auxerrois et Avallonnais la marche des rois (NÉE DE LA ROCHELLE, *Mém. sur le Nivernais*, 42 et s. ; LEBEUF, *Mém.*, II, 412).

2. Les magistrats d'Auxerre à Nevers, début d'août 1589, B.N., fr. 3614, f. 70.

3. Bien que l'histoire du duc de Nevers ne soit pas de notre domaine, nous signalerons le suggestif élément d'information que constitue, sur l'attitude du personnage de 1589 à 1594, les documents (modestes peut-être au regard des praticiens des biographies académiques, mais en fait plus éloquents que les grands mémoires) qui concernent son action en Champagne — et Bourgogne : — correspondance, rapports (promesses, ajournements, dérobades, astuces de tous genres) réunis par HÉRELLE dans ses *Documents* sur la Ligue en Champagne, II. Pour ses velléités et ses retours dans la période que touche le présent chapitre : *ib.*, I, nos 109-112. — Sur les sollicitations dont il était l'objet depuis longtemps du côté ligueur (par l'intermédiaire de son ami La Châtre), v. DESHOULIÈRES, dans *Mém. Soc. des Ant. du Centre*, 1905, 250 et s. ; 1906, 121, 150-151.

4. Sur la méthodique organisation de cette information, v. not. les recueils B.N., fr. 3614, 3617, 3621 et s. (utiles pour Autun, Auxerre, etc.). Des centaines de lettres adressées au duc par les deux partis (*ib.*, surtout 3621-3632) le montrent répandant ses agents sur les routes et se tenant au courant, minutieusement, en Bourgogne aussi bien qu'en Champagne, de tout fait militaire ou politique. Cette correspondance mériterait une publication partielle et une étude.

5. V. ce que disent à ce sujet le légat Caetano (lettre citée par L'ÉPINOIS, *La Ligue et les Papes*, 379) et BRANTÔME (*Grands capitaines français*, éd. de la Soc. de l'hist. de France, IV, 386).

V. — PAS DE CHEF MAYENNISTE. LA DUPLICITÉ DE FERVAQUES.

Mais les gentilshommes ligueurs, non plus, n'eurent pas de chef. Mayenne une fois saisi par l'atmosphère ardente de Paris, ou par les entreprises contre Tours, on eut, sans tarder, la révélation du défaut capital que représentait, dans la trame de la Ligue bourguignonne, l'absence du prince.

Le baron de Fervaques ? L'ancien compagnon du duc d'Alençon pensait à ses propres affaires. Tant de besoins l'y poussaient encore ! D'abord il avait, outre lui-même, deux gendres à satisfaire, et qui bouillaient d'être « muniz » : La Ferté-Imbault qui jouait seul le meilleur de sa chance du côté du roi ¹ ; mais aussi Médavy qui comptait sur son beau-père. Il avait, de plus, une femme qui le talonnait. Étonnante seconde que cette Renée de Marconnay, vers sa quarantaine : froide, réalisatrice, sans scrupules. S'élever audacieusement, par tous moyens : elle ne savait, à son mari, dire que cela. Elle connaissait, du reste, par le détail les affaires des siens, les gérait au besoin et de quelle main ! Son moindre souci, c'était le comté de Grancey : cependant, intendant et capitaine, elle en surveillait les fermes, réglementait, à Marey, les forges précieuses en temps de guerre, veillait aux procès, présidait aux ventes, passait en montre ses arquebusiers. Dans ses rapports à Fervaques, écrits de Grancey même ², elle parlait entreprises : informations, plans, exemples à méditer, ce qu'on pouvait gagner là, ou risquer ici... User de l'heure, « s'avancer », faire « ses affaires » aussi bien que « M. et M^{me} d'Aumalle qui, parmi ces misères, se sont acquittés de trois cens mille escuz » : voilà son but. Des « opinions », aucun souci.

Fervaques s'employa, toute entregent en œuvre ³, à satisfaire à ce programme. De Mayenne, avec sa lieutenance, il avait obtenu promesse d'un gouvernement de place en Bourgogne : Talant ou

1. V. ci-ap., 329.

2. 2 fév., 19 mars, 10 avril 1589, *Corr.*, nos 361, 414, 449. Autre série édifiante, celle de ses lettres (nombreuses) au duc de Nevers, au temps — surtout 1593 — où, commandant elle-même Grancey et Saulx-le-Duc, elle menait la guerre autour d'elle et contre Dijon (B.N., fr. 3621, 3625, 3631-3634, 4712, 4719, etc.).

3. *Corr.*, nos 376, 381, 426, etc. Cf. C.-D'OR, BII 360/52, 29 avril 1589, etc.

Seurre, pour Médavy ; de celui de Saulx-le-Duc pour lui-même ; de quelque abbaye pour lui aussi, — outre la sauvegarde de ses terres¹. Une fois en place, il rêva mieux : un vrai gouvernement personnel et en titre : « Messieurs de Rouen vous desiroient beaucoup plus que M. de La Myslerée et ay ouy dire à Monseigneur du Mayne que, sy vous eussies esté avec luy, il vous y eust laissé gouverneur²... », lui mandait un compère, — car il entretenait ses pistes du côté de la Normandie. Mais, en attendant, il hâtait les petites réalisations : « Pour vos abeyes la despesche en est faite à Rome... J'en ay feste escrire Monseigneur du Mene au pape, et aurons les lettres à Paris dans un mois... ». S'il se découvre « quelque chose » en Bourgogne, « soyt abeye », « soyt estat », Jeannin l'en fera pourvoir³. Pour Seurre, tout s'annonce bien ; quant à Talant, il tâche à en écarter Chanlecy en l'envoyant en mission auprès de Mayenne, puis à Mâcon, et en le remplaçant par un homme à lui⁴. Prendre beaucoup, prendre vite, pour, le jour venu, faire consacrer par le roi un beau butin... Car ce lieutenant de Mayenne s'était gardé de rompre ses relations du côté du roi. Tout au contraire : il n'oubliait pas de surveiller cet horizon-là, et, en attendant, de « se rendre le maistre » dans sa charge, prêt à cueillir, à l'occasion, en Bourgogne sinon en Normandie, le titre de « gouverneur en chef⁵ ».

Tandis qu'il « entretenait » ainsi « Monseigneur », aidé auprès du duc par Médavy lui-même⁶, il étudiait son gouvernement. Or, les courriers des villes confirmaient ce que Lartusie, Montmoyen, Saint-Vincent lui disaient de leurs hésitations⁷. Et sa convocation

1. Mayenne à Fervaques, 22 mars 1589, *Corr.*, n° 419 ; Médavy au même, fin janv. 1589, n° 376 ; X. au même, 24 mars, n° 426.

2. X. à Fervaques, 24 mars, *Corr.*, n° 426.

3. *Ibid.*

4. Pour Seurre : *ib.* — Sur les missions de Chanlecy : MACON, BB 55, f. 134 v° et s. (début d'avril) ; DIJON, B 452, n° 118. Sur l'établissement du « domestique » de Fervaques, La Carrière, à Talant : « Faitz et articles », *ib.*, B 9.

5. Expressions et faits retenus par les « Faitz et articles » dressés contre lui en avril (DIJON, B 9). Il se serait même vanté d'avoir « assurance du roy du gouvernement de Bourgogne ».

6. « Je me loue infiniment de vostre beaufilz, à qui je ressens avoir beaucoup d'obligation » (Mayenne à Fervaques, Orléans, 2 fév., *Corr.*, n° 360).

7. V. chap. précédent. Il faut sans doute noter l'abondance de ces courriers quotidiens. Il n'est pas rare que Fervaques reçoive en un jour 6, 7, 8 dépêches l'informant de l'état des villes. Le 22 mars, p. ex. : courrier de 8 lettres (au moins) : DIJON, B 458, n° 218, 229, 231, 234, 235, et *Corr.*, n° 418, 419, 420.

de leurs députés à Dijon pour le 6 mars¹ fut pour lui l'occasion d'un sondage suggestif : les ayant consultés, sournoisement, sur l'opportunité de l'application de l'édit du roi enjoignant aux cours siégeant es places rebelles d'en « sortir incontinent » pour se rendre aux « autres lieux qui leur seront par nous ordonnés », c'est-à-dire sur la question du transfert du Parlement de Dijon à Flavigny, il constata que les villes bourguignonnes ne manifestaient pas l'opposition massive dont il eût pu se couvrir du côté de S. M. pour ne pas exécuter l'édit, et dut, au contraire, recueillir l'impression qu'elles le suivraient, si sous les couleurs de Mayenne, il faisait, un beau jour, le service du roi².

En attendant, masqué de « bien publicq », il travaillait pour lui-même. On l'accusait d'avoir touché une grosse somme pour une garnison fictive de 160 hommes à Grancey, tandis qu'il virait au paiement des garnisons les deniers touchés par les receveurs du Clergé³. Pour garantir son comté des contre-coups de la guerre, il appelait du Bassigny le lieutenant ligueur, Guyonvelle, y employait le régiment de Vitteaux et, durant ce temps, cajolait à Langres l'évêque et le maire, tout royalistes qu'ils fussent⁴.

Ses actes politiques ? Qu'on ne « remuât » pas : c'était tout ce qu'il exigeait⁵. Au Parlement, il se donnait comme commandant au nom du roi. Dès le départ de Mayenne, il libérait la plupart des prisonniers royalistes⁶. Et, d'actes de guerre contre les « ennemis », presque aucun⁷. Lorsque, pressé par l'inquiétude des

1. Sur cette réunion, v. DIJON, A 2, n° 23 ; et H 263 (Extraits des délibérations des villes au sujet de l'assemblée du 6 mars 1589). Il s'agissait 1° de faire accepter aux villes une contribution destinée à l'entretien d'une petite armée en Bourgogne, 2° de leur demander leur opinion sur la translation du Parlement.

2. En général, les villes, délibérant après le retour de leurs députés, déclarent que la question n'est pas de leur compétence : Saint-Jean-de-Losne, le 12 mars, s'en remet au Parlement lui-même ; Beaune, le 9, juge que c'est aux élus de décider ; Seurre se déclare incompétent ; Chalon (10 mars) demande une réunion des États, etc. Pas de protestation (DIJON, H 263).

3. DIJON, B 9 (« Faitz et articles ») et le Conseil de la Sainte-Union à Fervaques, Paris, 27 mars 1589, *ib.*, B 458, n° 273.

4. Fervaques à la mairie de Chaumont, Dijon, 5 avril 1589, CHAUMONT, C II 2, f. 79 ; — DIJON, B 452, n° 84 et B 458, n° 136 ; — *ib.*, B 9. — Les « Faitz et articles » de la liasse B 9 contiennent toute une série d'autres accusations ou imputations. Nous n'en retenons ici et plus loin que ce que d'autres sources permettent de considérer comme fondé.

5. C'est en somme tout ce qu'il demandait aux Mâconnais (MACON, AA 6, nos 129-130).

6. « Faitz et articles », DIJON, B 9 ; et *Reg. Parl.*, III.

7. Sur ce sujet particulier, v. notre *Flavigny contre Dijon*, ch. III. Mais les références citées ici ne le sont pas, sauf exception, dans cette étude.

bourgeois mayennistes, par l'offensive de Tavanès, par la logique des mesures financières qui avaient procuré des fonds de guerre, il lui fallut interrompre un instant ses grasses matinées¹ et monter à cheval, le départ fut ostensible, mais l'expédition arrêtée avant l'effet. Une seule charge assez poussée, contre Tavanès lui-même, le 7 mars, à Is-sur-Tille ; mais c'est qu'alors il s'agissait de prévenir la première « conjonction » de l'Auxois avec les Dinteville et les Lanques, trop directement menaçante pour ses villages de la Tille. Et encore, Tavanès refoulé, il évita de le poursuivre, s'excusant même, disait-on, de sa victoire². Suggestive surtout, — et jugée particulièrement suspecte par les La Verne, — son expédition contre Flavigny, repaire principal des émigrés dijonnais et sujet d'alarmes si vives pour les ligueurs qu'ils obtinrent de lui, après un mois de requêtes, qu'il en fit l'objet d'une attaque à fond³. Il l'avait retardée, sous prétexte de la mieux monter, puis, parti enfin, au milieu de mars, il s'arrêta à la première occasion et signa avec Tavanès une convention de paix⁴. Alors la défiance s'accrut.

Il y mit enfin le comble au début d'avril en restant « sans remuer » pendant que Tavanès, encore, prenait Saint-Jean-de-Losne à loisir, et installait à la fois l'autorité du roi dans le Val de Saône et la terreur dans le Dijonnais : une riposte tardive et fictive, en direction de Nuits, ne trompa personne⁵. Il laissa, en somme, de février à avril 1589, se constituer, gouvernement, armée et premières places, une Bourgogne du roi dans la Bourgogne mayenniste ou neutre de janvier pendant que ses troupes inemployées, lanciers bleus de sa compagnie d'ordonnance sous Champfourcault, compagnies champenoises de Guyonville, régiment de Vitteaux, pillaient

1. Sur ses levers tardifs (10 ou 11 h.) v. « Faictz et articles », B 9.

2. Fervaques aux magistrats de Chaumont, Dijon, 27 fév., CHAUMONT, C II 2, f. 28 ; — « Faictz... », DIJON, B 9. Sur l'affaire d'Is : *Mém. de Guill. de Tavanès*, 474 ; DIJON, B 226, f. 163.

3. Sur les instances du maire de Dijon, du s^r de Franchesse, du s^r de Villière, de Mayenne lui-même, etc., v. toute une série de lettres de ces divers personnages : *Corr.*, n° 406, 407, 408, 410, etc. Promesse ferme le 11 mars (DIJON, B 226, f. 182).

4. C.-D'OR, C 3069, f. 270-271 v°. Intermédiaires : P. de Tyard, le s^r de Thoires, élu de la noblesse. Précisions dans DROUOT, *Flavigny contre Dijon*, ch. III, § 3.

5. Encore cette fois, Fervaques avait été pressé d'intervenir, not. par le vicomte de Tavanès, par Bailly, capitaine de Vergy, etc. (*Corr.*, n° 441, 444 et DIJON, B 458, n° 316). Sur la sortie de Nuits : réf. de DROUOT, *Un épisode de l'hist. de Nuits*, dans *Notes sur la Ligue en Bourgogne*, 249 ; cf. *Mém. de Guill. de Tavanès*, 482.

Chalonnais, Beaunois, Dijonnais ¹. Vienne, inspecteur envoyé par Mayenne, le duc de Nemours, il saura parer encore le coup menaçant Tavanès, maître déjà de Semur ²... Françoise de La Baume, vraiment, avait satisfaction, et le cousinage était ménagé, qui pouvait aider le lieutenant de Mayenne à devenir « gouverneur » du roi ³...

Seulement, Fervaques était, vers le 15 avril, percé à jour complètement par quelques Dijonnais. Ses relations étaient dénoncées avec le lieutenant du roi et avec le baron de Lux... Des accusations de tous genres surgissaient : ses passeports livraient passage parmi les troupes ennemies... ; il n'avait pas fait ses Pâques depuis trois ans ; il préparait un coup de main sur le château de Dijon...⁴.

Ainsi, trois mois après le départ du maître, l'une des deux puissances mayennistes auxquelles il s'en était remis dénonçait l'autre. Et non seulement c'était leur union rompue, mais un défaut capital de l'organisation de la Bourgogne ligueuse mis en pleine lumière : elle n'avait pas de chef véritable. Quel ouvrier, vraiment, que Fervaques pour le difficile labeur de l'union bourguignonne et surtout pour celle de ces forces que son titre l'invitait avant tout à coordonner et à régir : les gentilshommes !

Aussi bien Mayenne, assailli, dès février, de dénonciations, et le président Jeannin sur le qui-vive, s'alarmaient-ils des duplicités du lieutenant de Bourgogne, et peut-être eussent-ils pris l'initiative de l'écarter de Dijon, si les communaux de Dijon même ne les avaient devancés en emprisonnant Fervaques le 23 avril ⁵, — ce qui était remettre en terme, en pleine guerre, en plein désordre d'une noblesse provinciale, le choix difficile d'un chef.

1. Plaintes animées des villes : *Corr.*, n° 417, 420 ; « Faictz et articles », DIJON, B 9.

2. Vaugrenant au roi, Flavigny, 31 mars 1589, *Corr.*, n° 437 ; DIJON, B 9 ; *Mém. de Guill. de Tavanès*, 480 ; et ci-ap., ch. XIII.

3. Accusation précise d'entente avec Tavanès à ce sujet dans « Faictz et articles », DIJON, B 9. On l'accusait aussi (*ib.*) d'avoir mis Tavanès en garde contre une attaque de Vitteaux sur Courcelles, d'avoir permis des levées à Arc-sur-Tille, etc. — Sur la requête de la maréchale : ci-dessus, p. 310.

4. Sur toutes ces accusations : « Faictz et articles » (B 9). En ce qui concerne les relations avec les royalistes et les neutres, not. avec Vitrey, Juilly-Souhey, Lux, etc., on pourrait multiplier les ex. avec les lettres citées *passim* dans ce chapitre et le chap. V (y ajouter : le st de Neuchêze à Fervaques, 10 fév., DIJON, B 458, n° 30).

5. Dès février, on avertit Mayenne que Fervaques veut se « rendre plus fort en ce pays là que luy » (Médavy le père à Fervaques, *Corr.*, n° 376). Mayenne

VI. — L'ABSENCE DE MAYENNE ET LA « GUERRE DE CHATEAUX »

Sans chefs, pas d'union ¹ ; pas de partis massifs ni bien tranchés. Entre mayennistes et royalistes, vers juin 1589, s'étendaient encore des zones équivoques, zones des repentirs et des palinodies. En face d'Henri IV, protestant, le partage devait être plus franc ; mais, au lendemain de la révolte, il faut se garder de parler nombre ou proportions. Cependant, la pauvreté de l'effectif mayenniste, — barons aventureux ou clients pourvus ², — force l'attention. Et qui ne voit pas dans la construction royaliste les lézardes des dissentiments, peut juger que les adversaires du prince, les Lux, royalistes provisoires, étant comptés avec les Tavanés liés sans retour, l'emportaient sensiblement dans tous les cantons bourguignons à la fin du printemps de 1589 ³.

Mais il était sorti de la province, au début des troubles, plus de mayennistes que de royalistes. Mayenne constitua, en partie

saît les relations suspectes de Fervaques avec son gendre La Ferté-Imbault (n° 364). Le succès d'Is ferme un instant « la bouche à des gens qui ne vous veulent beaucoup de bien » (X. à Fervaques, 24 mars, *ib.*, n° 426). Mais ensuite les dénonciations reprennent crédit et Jeannin doit prêcher à Mayenne la patience (*ib.*). — Cela étant donné, les formules par lesquelles Mayenne exprime avec insistance, dans ses lettres à Fervaques, sa confiance, sont à remarquer (v. surtout *ib.*, n° 419, 421, 448). Bien suggestive aussi la manière dont Mayenne élude l'attribution de la précieuse place de Seurre à Fervaques ou à son gendre. Il fait savoir au lieutenant que l'approbation de Nemours, seigneur de Seurre, est nécessaire (Mayenne à Fervaques, 22 mars, n° 419) ; puis Nemours, doucement, écarte les prétentions de Fervaques (Nemours à Ferv., Lyon, 1^{er} avril 1589, DION, B 458, n° 306), dégageant ainsi Mayenne, qui a, alors, beau jeu de faire le bon apôtre en renvoyant son lieutenant à son frère et en affirmant que, quant à lui, il ne manque jamais à ses « promesses » que « par impossibilité » (Mayenne à Fervaques, 9 avril, *Corr.*, n° 448). — Sur l'arrestation de Fervaques, v. p. 338.

1. Sur les débuts du conflit Vaugrenant-Tavanés, dont on reparlera : Vaugrenant au roi, avril 1589, *Corr.*, n° 440.

2. Sur cette composition des forces mayennistes : ci-dessus, § II.

3. Et s'empressera de rappeler les opinions, témoignages (plus ou moins médités) de contemporains comme le légat Caetano (cité par L'Épinois, 363) ; Jeannin (*Disc. apologétique*, 713) ; etc. — En jugera ainsi qui prendra soin de consulter les états de troupes des élus et les correspondances. Mais si l'on se contente des documents divers et chroniques écrits dans les villes, le jugement peut être troublé dans le sens favorable aux ligueurs. Les villes connaissent les gentilshommes mayennistes ; pour elles les troupes royalistes du plat-pays sont assez souvent anonymes, ou bien elles nomment leurs chefs, non les sous-ordres.

avec des Bourguignons, notamment de l'Auxerrois, la troupe qu'il emmena en janvier et février vers Orléans et Paris. Puis la formation d'une armée, au début du printemps, provoqua vers lui un nouvel afflux : effet, particulier à la Bourgogne, de la fortune échue au gouverneur de la province. Partirent surtout, d'abord, les petits sieurs sans troupes, et, après eux, des barons qui avaient eu le moyen et pris le temps de recruter, parfois, d'assez gros contingents, et où des hobereaux servaient ¹. Plus tard, à l'époque qui précéda Ivry et le siège de Paris, Mayenne devait appeler encore ses gentilshommes, notamment les commandants de certaines fortes unités ; et une partie de ces renforts ne revint pas. Du côté du roi, au contraire, la contribution bourguignonne à l'armée de campagne n'avait pas de raison de dépasser celle des autres provinces ² ; d'ailleurs, Henri III, faute de ressources, levait peu de compagnies nouvelles et comptait surtout sur les Gascons, Angoumois et Poitevins de son beau-frère : les royalistes de Bourgogne restèrent presque tous au pays.

Les mayennistes dans les places ou leurs faubourgs ; les royalistes aux champs ou dans les bicoques : voilà sans doute un autre trait de la répartition initiale. Il était des exceptions. Thenissey, avec son régiment d'ancienne formation, Vitteaux avec ses enseignes nouvellement levées, couraient, on l'a vu, le plat-pays. Et quelques gentilshommes ligueurs servaient plus modestement, mais activement dans leur secteur propre, comme Claude de Lenoncourt, le

1. Sur les premiers départs : ci-dessus, p. 249, n. 3 ; 250. -- Départs ou passage des barons recruteurs, en mars et avril : Bussy, signalé en Mâconnais en février, ne s'avance que lentement et n'est sous Dijon que vers le 10 mars (La Verne à Fervaques, Dijon, 10 mars, *Corr.*, n° 406). Il fait la guerre chemin faisant et assiège p. ex., en passant, le château de Crecey près d'Is-sur-Tille (*Mém. de Guill. de Tavanès*, 477). Jean de Tavanès, lui-même, refait sa compagnie au cours de mars (lettre à Ferv., 26 fév., *Dijon*, B 458, n° 96), et rejoint Mayenne en avril (J. de Tavanès à Ferv., 1^{er} avril, *Corr.*, n° 441). Le « bastard de Pistan », avec une compagnie, est, au milieu d'avril, en route pour le rejoindre (Saint-Vincent à Ferv., 19 avril, *ib.*, n° 455). Autres recruteurs en mars : *Dijon*, B 458, n° 211. Appels de la noblesse mayenniste après la mort du roi : Pépin, 62-63 (1590, pour secourir Paris), etc.

2. On note çà et là des noms de gentilshommes partis pour l'armée, mais au temps d'Henri IV surtout. Par exemple, dans la *Consolation du sieur de Juilli à son fils prisonnier*, Chalon, Cl. Guyot, 1592, in-8°, Charles Coutier se flatte d'avoir, au début de 1589, armé 20 cuirasses pour son fils aîné le s^r de Souhey, et 100 hommes de pied pour son fils cadet, le s^r de Biarnes, -- troupes qui combattirent, semble-t-il, à Arques.

s^r de la Villeneuve et un certain nombre d'autres ¹. Mais un rapide coup d'œil sur les gentilshommes qui s'agitaient autour de chacune des villes permet de reconnaître la prépondérance des royalistes dans les campagnes.

C'est, en effet, ainsi, autour de chaque place que l'ardeur antibourgeoise et les solidarités régionales semblent répartir les groupements locaux de gentilshommes, parfois constitués assez fermement en des assemblées. Un bon exemple : le pays d'Auxerre. Autour de cette forteresse de l'esprit ligueur, en relations avec des voisins fort divers, les uns champenois, les autres dépendant du duc de Nevers, en relations assez directes aussi avec Tours ², mais plus menacés que les centres bourguignons par Paris, entourés, d'autre part, de vieillards qui avaient vu dans le pays l'Amiral et Condé et demeuraient marqués plus ou moins par la Réforme, ou bien fils catholiques de pères protestants, ou encore anciens soldats par le commun souvenir de leur service dans les compagnies que le duc d'Alençon avait jadis recrutées là, — une forte équipe de combattants secondaires s'appêtait à disputer la région à Mayenne, c'est-à-dire à interposer entre lui et Dijon une gênante barrière. Le plus actif était Claude d'Etampes, baron de la Ferté-Imbault, le gendre de Fervaques. Il avait, ancien capitaine des gardes de Monsieur, conquis autorité dans les campagnes des Malcontents, en un temps où les vieux soldats enseignaient encore. Les Auxerrois redoutaient son savoir, ses facilités de recrutement et son château du Mont-Saint-Sulpice qui défiait l'escalade. Ancien soldat de Monsieur aussi était François des Essarts, s^r de Neuvy et de Saultour, lieutenant au gouvernement de Champagne. A côté d'eux, se tenaient Edme de Pé, s^r de Louesme et de Tannerre, Antoine du Bus, Claude de Saint-Phalle, Pierre de Boisjardin, s^r de Bellombre, et une quinzaine d'autres. Monde royaliste bigarré, mais cimenté par les intérêts ³.

1. *Corr.*, n° 430 ; — La Verne à Fervaques, 20 mars, DIJON, B 458, n° 211. Nous ne citerons ici que quelques noms. Compléter notamment avec les 46 noms des nobles présents aux États de Semur de 1590, dans DROUOT et GROS, *Recherches*, 59-60.

2. Et avec l'Orléanais ou le Berry où la noblesse antiligueuse abondait.

3. Sur La Ferté-Imbault, s^r du Mont-Saint-Sulpice et de Villefargeau, v. ci-dessus, p. 200, n. 2. Sur son rôle de petit chef local : CHALLE, II, 83 ; *Mém. de Guill. de Tavanès*, 488, 493 ; et *Notice sur le Mont-Saint-Sulpice* (dans *Bull. Soc. sc. de l'Yonne*, 1849, 37). — Sur le s^r de Saultour : M^{me} de Fervaques à son mari, 19 mars 1589, *Corr.*, n° 414, et QUANTIN, *Notice sur Neuvy-Saultour*,

Dans l'Avallonnais tout voisin, s'imposaient surtout le plus grand gentilhomme du pays, le brave Ragny, bailli d'Auxois, son beau-frère Cypierre, le s^r de Chastellux et François Briquemaut, s^r de Milleron et de Ruères, fils d'un ami de Coligny, émule de Montbrun et des Adrets, dont l'assaut de Girolles, près d'Avallon, le 20 mars 1589, jeta la terreur dans la petite ville. Dans la vallée d'Aillant, une association de petits nobles s'organisait ¹.

Dans les confins champenois qui s'offraient à la « contagion » royaliste, le long du Bassigny et du pays langrois, sous l'égide de Dinteville et de Choiseul-Praslin, opéraient les compagnons d'un autre Choiseul, Antoine, baron de Lanques, qu'on voyait souvent en pleine Bourgogne ².

En Autunois, Conforgien, Tintry, les trois Chamilly s'assemblaient et se concertaient ³. En Mâconnais, en Charollais, le jeune et actif René de Rochebaron, comte de Berzé, baron de Joncy, bien appuyé sur ses parentés, seigneur de nombreux villages et maître de quatre ou cinq châteaux, machinait en février « quelque chose » autour de Tournus, et réunissait, le même mois, dans sa maison de Joncy, un bon nombre de gentilshommes du pays, faisait de plus au roi des rapports directs où il se plaisait à ignorer Guillaume de Tavanès, et visait évidemment à prendre dans Mâcon la place de gouverneur que le comte de Cruzille y avait laissée vide en 1586 ⁴.

dans *Ann. de l'Yonne*, 1843 ; A. FINOT, *Les seigneurs de Neuvy-Sautour*, dans *Bull. Soc. sc. de l'Yonne*, 1921 ; PETIT, *Noyers sous Henri IV*, 83-84. — Sur le s^r de Tannerre : LE MAISTRE, *Notice sur Lézennes*, dans *Ann. de l'Yonne*, 1863 ; PETIT, *ib.* — Sur du Bus, s^r de Seignelay : HENRY, *Mém. historiques sur la ville de Seignelay*, I, 297. — Sur Saint-Phalle, s^r de La Ferté-Loupière : THIERRY, *Notice sur La Ferté-Loupière*, dans *Ann. de l'Yonne*, 1858. — Tous sont cités par le chroniqueur auxerrois J. Félix (LEBEUF, *Mém.*, II, 406).

1. Sur Fr. de La Madeleine, s^r de Ragny, Cussy, Châteauneuf, Guillon, Coulanges, notice dans PETIT, *Avallon et l'Avallonnais*, 304. — Sur Briquemaut : *Mém. de Guill. de Tavanès*, 492 ; GUENEAU, *Les guerres de religion dans le Morvan*, 1876, in-8°, et ABORD, I, 198. — Sur les autres : CHALLE, II, 64, 89, etc. ; PETIT, *pass.*

2. Sur son influence : *Corr.*, n° 383, 414.

3. DIJON, B 457, n° 80 bis. Sur l'assemblée de Couches (15 ou 16 gentilshommes) du milieu de février : MACON, BB 55, f. 71 v°, 72 v°.

4. Sur Rochebaron, chevalier des ordres du roi, capitaine de 50 hommes d'armes, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, député de la noblesse du Mâconnais, à plusieurs reprises, aux États de Bourgogne, not. en 1587, puis en 1601 et années suiv. (BEAUNE et D'ARBAUMONT, 18 et s.), et sur son activité royaliste, ses relations, ses prétentions, v. MACON, BB 55, *pass.*, et f. 72 v° (lettres de 1589) ; *Corr.*, n° 365 ; DIJON, B 458 (lettre de Saint-Vincent signalant ses menées autour de Tournus, 5 fév. 1589) ; B.N., Moreau 745, f. 257 (paiement

Enfin, concurrent d'ailleurs plus qu'auxiliaire de Rochebaron, le comte de Cruzille lui-même, libéré des prisons de Mâcon, allait, entre Mâcon et Tournus, mobiliser des hésitants ¹ : le Mâconnais, canton « à part » pour le parti du roi comme pour l'Union de Dijon, comme pour les gentilshommes ligueurs, dont on voyait plusieurs, avec Jean de Nagu, s^r de Varennes, se lier aux catholiques du Lyonnais ².

Foyers d'action assez dispersés. Dans les intervalles, il est vrai, s'improvisaient des compagnies secondaires, comme celles des barons de Saint-Rémy, de Fontette, de Crecey, dans le Châtillonnais ou ses abords ³. Et Guillaume de Tavanès tentait de commander l'ensemble des capitaines ⁴. Mais son effort de coordination était voué à l'échec, et, dès mars, on pouvait penser que, s'il était bloqué dans Flavigny, « peu de gens yroient à son secours » ⁵. Le défaut de commandement allait, pendant quelques mois, préserver les grosses places de Mayenne de ce réseau de forces. Mais il réduisait aussi ses propres gentilshommes à la dissémination stérile.

Une véritable armée de campagne des royalistes contre les places de Mayenne ; une armée de campagne des ligueurs pour les dégager des petites attaques qui les étouffent et réduire les bases dispersées des entreprises ennemies : tel sera le mirage souvent entrevu par les deux partis en Bourgogne durant cinq ans. La venue du maréchal

de ses voyages de Dieppe, où il était à l'armée du roi, et au Puy, 1589 ; de son voyage de Beauvais, 1590 ; de sa mission au Puy, auprès du s^r de Saint-Vidal, 1591) ; ANSELME, IV, 865 (mariage avec la fille du maréchal d'Aumont, fév. 1592 ?) ; DROUOT et GROS, *Rech., Mat.*, n° 165 ; etc. — Sur le groupe des royalistes mâconnais : *Corr.*, n° 365, 382 ; DIJON, B 226, f. 265 v° ; MACON, BB 53 et 55, *pass.* ; EE 52 (requête de Louis de Franc, s^r d'Essertaux).

1. Georges de Bauffremont, le frère de Sennecey. Sur son activité et celle de son groupe : MACON, BB 55 (presque tous les folios à partir d'avril 1589 ; et JUÉNIN, *Hist. de l'abbaye de Tournus*, 277 et s.).

2. Varennes-Nagu sert Mayenne à la fuite de Lyon (Macon, BB 55, f. 8), mais en avril va se mettre à Lyon aux ordres du duc de Nemours (v. ci-ap., p. 355 ; avec lui, les s^{rs} de Champernier, de Chevrières, etc.).

3. Noirot à Fervaques, Châtillon, 18 et 20 mars 1589, *Corr.*, n° 412, 415 ; PRÉPAPE, *Hist. militaire du pays de Langres*, 133.

4. V. ses *Mém.*, liv. III et IV. Il envoyait Tintry pour le représenter à l'assemblée de Jancy (Montmoyen à Fervaques, Beaune, 20 fév., *Corr.*, n° 382). Il recevait les promesses de collaboration, assez sérieuses, de La Ferté-Imbault, Ragny, Cypierre (CHALLE, II, 109 ; *Corr.*, n° 431). Ragny, bailli d'Auxois, possédait une résidence au Pierron (c^{te} de Blanot) et représentait la liaison Auxois-Avalonnais.

5. Franchesse à Fervaques, Dijon, 12 mars 1589, *Corr.*, n° 407.

d'Aumont en 1591 semblera le muer en réalité au profit des royalistes et de même, au profit des ligueurs, la mission de Nemours en avril 1589, ou celle du prince de Mayenne en 1593. Mais espoirs également vains. Chaque fois, au bruit des manifestes, à la nouvelle des amas d'argent et à l'annonce des grandes attaques où il convenait d'être, un vent de discipline s'élevait. Puis les beaux desseins s'émiettaient en sièges de bicoques ; après quoi, un mois passé, l'union éphémère s'évanouissait dans les querelles.

Mayenne eût-il, présent, obtenu mieux ? Son prestige s'usa au loin avant que le « nettoyage » de sa province, cent fois promis par lui, n'ait pu être réellement tenté. En l'attendant, sauf le régiment de Vitteaux du côté de la Ligue, celui de Chantal du côté du roi, et une douzaine de compagries dans chaque parti, les compagnies d'ordonnance et les compagnies improvisées en 1589, — troupes fort médiocres d'ailleurs et qu'on ne prit guère la peine de dresser en vue d'une autre guerre ¹, — allaient, sauf lors des concentrations momentanées, mener une petite guerre de cantons, dont le récit, recueilli par les chroniques locales gravitera autour de deux ou trois noms, comme par exemple, ceux de Jean d'Amanzé, royaliste, dans le Brionnais de Jean Grégaine, ou de Lenoncourt, ligueur, dans le pays de Bar de Jean Carorguy ². Avec la noblesse, la guerre se fragmenta. Il est même des confins où toute notion de la Bourgogne militaire s'obscurcit au point que les États eux-mêmes ne paraissent savoir s'ils ont à pourvoir là aux garnisons ³. Le Brionnais, ignorant des événements de Dijon ou de Beaune, tourné vers les chemins ou les forts de la vallée de la Loire face au Bourbonnais de l'autre rive, — ou le Mâconnais où des gentilshommes recrutaient pour Ornano en vue des opérations lyonnaises, ou encore le comté de Bar-sur-Seine, entraîné dans les affaires de la région de Troyes ⁴, témoigneront, à la périphérie de la province, d'une évocation suggestive des forces bourguignonnes.

1. Avis unanime (Drouas de La Plante à Fervaques, Vitteaux, 19 mars 1589, *Corr.*, n° 413).

2. V. leurs mémoires tout entiers.

3. C'est ainsi que les garnisons du Brionnais semblent négligées par les rôles des États ligueurs. Les chroniques dijonnaises ne font aucune mention des faits de cette région.

4. Grégaine, Carorguy, et les registres de Mâcon, BB 55 et s., montrent cela

Quant à l'aspect ordinaire de cette petite guerre, inutile de la décrire; il est connu : son nom est la « guerre aux vaches ». Les garnisons, souvent d'effectif infime, — 12, 10, 5 soldats ¹, — ne songent qu'à « s'entretenir » sur le pays. Dans la grande guerre qui s'abat sur le royaume, il n'est en somme que deux types d'opérations. Il y a les chocs des armées, groupements en partie éphémères d'ailleurs : les « batailles » et les manœuvres, Ivry, Fontaine-Française; mais il y a, d'autre part, la guerre émiettée, le grignotage lent, non de l'adversaire, mais en réalité des ressources d'une province, les surprises de châteaux et, plus souvent, de villages : la longue revanche, au pays, des gentilshommes que les princes n'ont pas pourvus, — la guerre sociale des barons.

Guerre provinciale méprisable, et méprisée par les Sully, les d'Aubigné, dans leurs histoires. Des deux guerres, pourtant, c'est la plus importante. La première ne pouvait décider, au plus, que du choix d'une maison royale; la seconde vida le royaume de ses forces, et prépara l'anémie tragique, la faim déchaînée d'ordre et de paix des provinces de 1595 ? Et c'est elle, en Bourgogne, qui, bien avant de faire la fortune de la monarchie légitime, allait ruiner celle de Mayenne.

→ MAYENNE avait contre lui la majorité des gentilshommes bourguignons, et le reste, presque en entier, travaillait pour soi, non pour la Ligue, non pour lui. Les intérêts passaient toute cause; et c'est, du reste, ce qu'on vit encore, et sans tarder, dans la lutte, peu religieuse, non purement politique, plus réellement sociale, elle aussi, que menait cette autre force : la haute bourgeoisie des officiers.

clairement. — Sur les recrutements lyonnais ou mâconnais, ajouter : Lartusie à Fervaques, Chalon, 18 fév. 1589, *Corr.*, n° 379.

1. C.-D'OR, C 3069. En 1590, Lux met au château de Marcigny-les-Nonnains le s^r de Moulin-Lacour avec 12 soldats et, un peu plus tard, on n'y trouve plus que 2 Suisses avec le « chatelain » (Grégaine, 5). On multiplierait aisément les exemples.

CHAPITRE V

CONFLITS SOCIAUX ET SAINTE-UNION.

LA MISSION DE NEMOURS

(avril-août 1589)

- I. *Oligarchies communales et gentilshommes au printemps de 1589.*
- II. *Avocats-échevins et officiers.*
- III. *La riposte des robins. Un gouvernement contre Mayenne.*
- IV. *La riposte des gentilshommes. La guerre aux villes.*
- V. *Déconvenue de Mayenne. La mission du duc de Nemours.*
- VI. *Le désordre ligueur à la veille de la mort du roi.*

Mayenne absent et la Bourgogne sans chef : c'était toute une province livrée au désordre. Dès le printemps de 1589, ce fut surtout un désordre social. Une guerre sociale doubla, et dénatura, la guerre politique ou religieuse. Elle troubla vite l'élan catholique des premières semaines de la révolte ligueuse. Elle favorisa l'érection, contre Mayenne, d'un gouvernement du roi. Elle nécessita l'intervention d'un prince de la Sainte-Union, — intervention qui fut vaine.

I. — OLIGARCHIES COMMUNALES ET GENTILSHOMMES AU PRINTEMPS DE 1589.

Pour « oster toute l'autorité des Parlemens », les bourgeois des communes « créèrent, dans chaque ville, des conseils de certaines personnes de basse condition, entre les mains desquelles ils mirent toute l'autorité. A l'exemple de Paris la ville capitale, outes les autres en font ainsi. Voilà en chaque ville une République », qui refuse de contribuer aux dépenses d'État, écarte toute garnison, n'accepte de gouverneur que de son goût et

sy messieurs les gentilshommes y vont, voire les plus Lorrains du monde et qu'ils se jouent de dire rien au moindre habitant du monde, il vaudroit mieux qu'ils se trouvassent à Strasbourg et à Berne !...

Que vaut, en ce qui concerne la Bourgogne, ce témoignage du royaliste Michel Hurault¹ ?

Le Conseil de la Sainte-Union de Dijon n'avait pas été créé par la bourgeoisie communale, et, on le verra, son influence n'y régna pas souverainement. Quant à l'esquisse des manifestations « républicaines » inspirées de « l'exemple de Paris », nous avons des raisons déjà de ne l'accepter, en ce qui concerne la Bourgogne, que sous bénéfice d'inventaire, — et nous ferons, en effet, le moment venu, inventaire. Mais quant à l'hostilité des « ligueux » de mairie contre les gentilshommes, tous les gentilshommes, et contre les officiers, c'est là fait certain, qui s'impose à l'œil dès les premiers regards jetés sur l'histoire bourguignonne de 1589, et même dès le début de cette histoire.

Peut-être le conflit des « villes » et des gentilshommes fut-il, en Bourgogne, moins violemment caractérisé qu'en telles autres provinces de l'Union, en Bretagne par exemple. On n'y recueille pas, si âpre qu'y soit parfois l'accent des sentiments, cette impression de haine attentive et agissante que donnent, par exemple, Saint-Malo ou Morlaix frappant sèchement le peuple des petits nobles du pays de taxes, de semonces, de contraintes par corps, d'emprisonnements et confiscations². Les communaux de Bourgogne n'étaient pas entourés d'une plèbe nobiliaire aussi drue, et devant des barons mieux armés, ils hésitaient davantage à fulminer leurs arrêts. Cependant maints épisodes suggestifs comme les farouches levées de 1585 contre les gouverneurs, celle de Mâcon contre Cruzille, celle d'Auxonne contre Tavanès, et l'influence de certaines plaquettes lyonnaises avaient excité leur esprit de lutte³... Tous les cas de conflits offerts par les annales générales

1. *Second discours sur l'Estat de la France*, dans *Quatre discours...*, 148. L'accent général ne convient qu'imparfaitement aux modalités bourguignonnes ; on le retrouve cependant sous la plume de témoins oculaires et auriculaires des choses de Bourgogne comme le légat Caetano (lettre de nov. 1589, citée dans L'ÉPINOIS, *La Ligue et les Papes*, 363) : témoin rapide, il est vrai.

2. V. p. ex. A. de BARTHÉLEMY, *Choix de documents inéd. sur l'hist. de la Ligue en Bretagne*, n° XVI ; — du même, *La Chambre du conseil de l'Union de Morlaix*, 34-36, 38-40, 45 et s., 54, 57, 60-66, 70, 74, 94, 114-116, etc. (il s'agit surtout du contrôle du serment d'Union et des mesures ou sanctions prises à ce sujet).

3. P. ex., la *Declaration des consuls...*, Lyon, 1589, in-8° (réimpression des

de la France se rencontrent parmi eux. Du refus résolu d'un gouverneur, Avallon offrit l'exemple. Lorsque Mayenne, alarmé par la perte du fort suburbain de Girolles, présenta — bien doucement — aux échevins, « s'ils l'avoient pour agréable », un gentilhomme « du pays » : Joachim de Damas, s^r de Communes, ces bourgeois, montrant leurs privilèges, refusèrent tout autre capitaine que celui qu'ils nommeraient eux-mêmes ; et le capitaine Mugnier fut leur élu ¹. De l'hostilité contre les gentilshommes commandants de troupes, Chalon et Beaune dressés contre Vitteaux ² suffisent à témoigner hautement. Et des « personnes de basse condition » pratiquant la haine de tout noble, Auxerre fournit le cas bien net.

Cette ville qui, dans la province, tranchait sur les autres par l'accueil qu'elle faisait à l'action de Paris, se distinguait aussi par l'esprit particulier de la guerre qu'elle menait depuis janvier 1589 autour d'elle. Encerclée par les gentilshommes de son terroir ameutés contre elle, elle leur faisait tête avec une âpreté que l'influence cléricale ne suffit pas à expliquer. Sa bourgeoisie livrait à la noblesse locale une bataille de classe. Sa milice, et sa troupe soldée commandée alors, même en rase campagne, non par des gentilshommes, mais par un président Vincent et un avocat Therriat ³, traitaient tout noble en armes comme un ennemi. La noblesse, écrivait Edme du Pé, « ceux d'Auxerre disent qu'il faut l'exterminer ⁴ ». Et il faut voir, en effet, leur acharnement dans les assauts, à la reprise de Coulange-la-Vineuse par exemple : la garnison massacrée, le s^r de Boisjardin décapité et sa tête essorillée fichée au bout d'une pique à la porte de la ville ⁵... En juillet, lorsque la troupe du greffier parisien Du Tillet et les compagnies du s^r de Jaulges prêtent la main aux échevins d'Auxerre, c'est une chasse

Mém. de la Ligue, III, 271), qui rappelait les luttes des Lyonnais contre les nobles oppresseurs, les s^{rs} de Saulx, d'Épernon, d'Ornano, et leurs soldats, « gens de sac et de corde ».

1. Mayenne aux magistrats d'Avallon, Châteaudun, 19 avril 1589 (B.N., Moreau 809, f. 78). Joseph Borot, un Avallonnais, avait commandé dans la ville jusqu'en avril (AVALLON, cité par CHALLE, II, 72 ; v. aussi PETIT, *Avallon et l'Avallonnais*, 420). Jusqu'à 1592, les échevins vont refuser le s^r de Communes.

2. Sur leurs déclarations : *Corr.*, n° 393, 395, 397, 417.

3. Chronique de Joseph Félix, citée par LEBEUF, II, 407.

4. Edme du Pé à Champlemy, 15 juill. 1589, B.N., fr. 3630, f. 55.

5. Chronique de Joseph Félix, citée par LEBEUF, II, 409. Cf. CHALLE, II, 85.

aux nobles si caractérisée que, dit un gentilhomme, si Nevers « n'y remédie, la noblesse de ce pays en partira ¹... »

Auxerre, du reste, était la seule ville bourguignonne à représenter aussi vigoureusement, quant aux « armes », l'audace antinobiliaire dont parle Michel Hurault. Mais, de manière moins violente, Mâcon, entre autres villes, exprimait les mêmes haines ²; et la mairie de Dijon, pour régir son populaire dans un esprit plus net de vigilance bourgeoise, ne laissait pas cependant de lui lâcher la bride lorsqu'il s'agissait des barons. Elle-même expulsait les gentilshommes même ligueurs qui ne la servaient pas dans sa guerre propre et faisait mine, à plusieurs reprises, de vouloir « courir sus à la noblesse ³ ». Le sac de l'abbaye de Cîteaux par Guillaume de Tavanès, en octobre, allait être pour elle l'occasion d'un *tolle* contre les gentilshommes, plaie de l'Église et des Villes ⁴.

On multiplierait aisément ici les témoignages dijonnais. Mais l'affaire Fervaques les résume en elle seule. Car, en avril 1589, le conflit latent entre le lieutenant équivoque de Mayenne et la mairie tenue par La Verne prit soudain, sous le couvert d'une affaire politique, les caractères d'un duel à mort entre profiteuse noble et bourgeois communaux. L'épisode a dans l'histoire des provinces au temps de la Ligue ses répliques nombreuses ⁵. Le geste des avocats dijonnais avait pourtant sa portée et son audace propres : il visait le lieutenant choisi par Mayenne lui-même et pour lui-même ; il renouvelait, en pleine Bourgogne ligueuse, le coup de main des Auxonnais contre un autre gouverneur choisi par le duc.

Fervaques, guetté depuis la perte de Saint-Jean-de-Losne par une « mauvaise affection des habitants ⁶ », voulut riposter sur les

1. Edme du Pé à Nevers, 16 juill., B.N., fr. 3632, f. 75. Sur la présence de du Tillet : LEBEUF, II, 410.

2. V. l'émeute soulevée contre Rochebaron en février (BB 55, f. 61 et s.).

3. Vitteaux aux magistrats de Dijon, mai 1589, *Corr.*, n° 459 : des Dijonnais ont « entrepris de m'assassiner ». (Et déjà il a failli recevoir une arquebusade lors de son dernier séjour dans leur ville). — Le s^r de Pontailleur, qui demeure à Dijon sans prendre les armes, sera chassé (DIJON, B 226, f. 177 v°). — Lorsque le bruit se colporte que la mairie arme contre la noblesse, Brion s'en plaint au maire, qui dément (21 avril, *ib.*, f. 206 v°). Mais la même mairie fait saisir les meubles de ce neutre (Brion aux magistrats de Dijon, fév. [1591 ?], DIJON, B 457, n° 121, allusion à la saisie de 1589).

4. DIJON, B 227, f. 119 ; B.N., fr. 17281, f. 263.

5. V. p. ex. le cas de Poitiers et du s^r de La Guierche (Ouvré, 127-129).

6. V. ci-dessus, ch. IV, § v. Aigres débats entre La Verne et Fervaques

« maraulx » et « gens de néant » de la maison de ville. Pratiquement il se prépara à faire remplacer, à la mairie, lors de l'élection de juin, La Verne par un homme à lui et peut-être, en l'occurrence, à jouer de l'impatience des marchands contre la guerre ¹, à faire dans Dijon figure d'un Sennecey protecteur des trafiquants neutres : ce qui eût été d'une pierre faire deux coups et se donner un moyen de plus pour ses desseins personnels. Mais il calculait à trop long terme, ignorant la sape en œuvre : La Verne qui, depuis mars, se gardait d'un coup de main, en préparait un lui-même ²... Le 23 avril, brusquement, à la nouvelle que le maire vient d'échapper à un assassinat, soldats du château et milices sont alertés. Le lieutenant-général est menacé, et au château, où imprudemment il se réfugie, Franchesse l'arrête et l'emprisonne. — Et aussitôt, perquisition au Logis du Roy, saisie de la correspondance, rédaction d'un factum minutieux, et rapport à Monseigneur ³...

Le conflit était entre les deux autorités auxquelles Mayenne lui-même avait confié sa capitale bourguignonne. Mais la mairie, précisément, pouvait se couvrir du contrat solennel conclu le 16 janvier avec le prince. Fervaques, non seulement, avait outrepassé les limites dans lesquelles ce contrat cantonnait ses attributions, mais le maire, maître exclusif *intra muros* de la police politique, n'avait fait, ce 23 avril, qu'user d'un pouvoir reconnu ⁴ et cela contre un suspect dont Mayenne n'ignorait pas les mauvais services.

Il est vrai que La Verne, en ouvrant lui-même et d'autorité une « information », justifiait l'alarme de ceux qui montraient les républiques sapant « l'autorité des Parlemens » ; mais, à cela aussi, Mayenne, en somme, avait d'avance consenti. Et d'ailleurs, en même temps que la guerre aux nobles, la guerre aux officiers, en avril, battait son plein.

(DIJON, B 226, f. 21). « Parolles ». La Verne ne cache pas la « mauvaise affection », mais se masque de politesses hypocrites (La Verne à Ferv., 12 avril, *Corr.*, n° 450).

1. Simon Briet, gros marchand de la paroisse Saint-Pierre, homme d'affaires à Dijon du baron de Lux avec qui Fervaques avait lié partie, rapportera ses propos : « Mon amy, voicy la Saint-Jehan qui approche : il faut faire ung homme de bien maire... », etc. (Déposition de Briet, 29 avril, C.-d'Or, BII 360/52).

2. Depuis mars, les sergents de la mairie logent et veillent en face de chez lui, à la *Bouteille* (DIJON, B 226, f. 185 v°).

3. DIJON, B 226, f. 208 et s. ; B 9 (« Faictz et articles »). Lettres des Dijonnais aux villes voisines pour prévenir les interprétations à eux défavorables (p. ex. aux magistrats de Chaumont, Dijon, 24 avril, CHAUMONT, C II 2, f. 124).

4. Sur ce « contrat », v. ci-dessus, ch. II, p. 236-237.

II. — AVOCATS-ÉCHEVINS ET OFFICIERS. ¹

Il faut se garder d'attribuer au conflit des communaux et des officiers, dans la Bourgogne de 1589, un aspect uniforme. Les conditions en étaient trop variables suivant les lieux. Ici, — cas de Mâcon, — il manquait à l'offensive des avocats non seulement une atmosphère de guerre, mais même des coudées franches dans leur maison de ville, où les présidents et conseillers divers avaient trop accès. Là, — cas d'Auxerre, — la part active prise par quelques officiers à l'action ligueuse désarmait ou troublait la lutte de classe : contre un Vincent, président en l'élection, mais aussi capitaine de la garde catholique, un avocat Tribolé ne pouvait rien... En plusieurs lieux enfin, — cas de Chalon et aussi de Mâcon, — l'esprit de neutralité politique gênait et modérait les impulsions des groupes sociaux... Un fait général, certes, et commun aux villes bourguignonnes, était le conflit au sujet de l'autorité en général, et à l'occasion de l'exercice de la justice en particulier. Mais la lutte était sourde ou ouverte, et si, partout, elle avait ses mobiles sociaux, elle revêtait plus ou moins l'aspect politique. La prudence des officiers des bailliages ou des élections les abritait ici des mesures de guerre des mairies ; là, les résolutions agressives des avocats et marchands appuyés sur la Ligue, sur Mayenne et les gouverneurs, contraignait les présidents, lieutenants ou conseillers à chercher abri du côté des royalistes et politiques. Une opposition des officiers, plus ou moins avouée, aux puissances locales liées à la Ligue, des exils, plus ou moins volontaires et plus ou moins rapides, tendaient à devenir la règle quant au fait, sans qu'on puisse mesurer exactement la part de l'animosité sociale sous les dehors ou les prétextes politiques. Le fait que, bannis ou fugitifs, les officiers se ralliaient au parti du roi est en tout cas peu significatif par lui seul. Même peu enclins à s'avouer serviteurs d'Henri III, et plus tard d'Henri de Navarre hérétique, de bons catholiques proscrits pour des raisons de conflits locaux ou privés, suscités surtout par l'envie des communaux, obéissaient à la nécessité de

1. Les considérations contenues en ce début de partie sont basées sur des faits indiqués déjà dans les chapitres précédents ou qui le seront dans la suite.

sauver leur situation personnelle en continuant à exercer leur charge sous l'égide d'un gouvernement : la spontanéité et le zèle royaliste des officiers émigrés présenta une suggestive variété dans le ton et le degré. Définie partout, et uniformément, par le nom de la Sainte-Union et celui des « hérétiques », la guerre sociale des bourgeoisies, — des avocats ambitieux et des officiers nantis, — dissimule sa complexité sous des apparences, et le plus souvent a échappé au regard des historiens. Il est, cependant, des cas où elle se révèle assez clairement.

A Dijon, l'effort d'hégémonie communale était mené par l'équipe échevinale la plus homogène qui fût en Bourgogne et cette équipe, — avocats, procureurs, marchands, — trouvait devant elle les forteresses capitales des officiers : les Cours souveraines, armées de leurs privilèges « d'Etat » ; — armées aussi des privilèges individuels d'une bonne partie de leurs membres, les exempts de taille, les anoblis ; — fortes enfin de la possession, déjà ample et assise, des seigneuries et des terres.

Munie, elle, des larges pouvoirs reçus de Mayenne, la Ligue des avocats avait, sans retard, pris l'offensive contre ces privilégiés. Dès la fin de janvier, la trêve des États de Blois était oubliée : les tracasseries au sujet de la garde recommençaient ¹ ; et, plus délibérément que jamais, la mairie visait à faire supporter aux robins le poids principal des emprunts forcés ². Mais les mesures politiques exprimaient mieux que toutes autres l'ardeur de l'assaut. Les oligarques usaient à plein de leurs droits nouveaux contre les officiers. Non que les conseillers aient été, par eux, les seuls frappés : la quasi-dictature du vicomte maître s'imposait, au contraire, à toutes les classes ; il surveillait en particulier les artisans et les marchands

1. *Reg. Parl.*, III, 274 (avril 1589) ; DIJON, B 227, f. 26 v° (27 juin) ; etc. — Sur l'ensemble de cette offensive : GROS, 37 et s.

2. Dans la série des cas relevés par GROS, 100, retenir celui de la contribution des 10.000 écus levée en mai. Il y eut des assemblées par paroisses pour en déterminer le mode de répartition. Or, le procès-verbal de la paroisse Saint-Michel, l'une des deux paroisses auxquelles les officiers des cours appartenaient en nombre, est fort caractéristique de la volonté des procureurs et des avocats, — seuls présents d'ailleurs à la réunion, — de faire supporter la plus grande partie possible de la charge aux parlementaires (C.-D'OR, BII 360/52, 13 mai 1589 ; DIJON, B 226, f. 229). Et les parlementaires versèrent ainsi à peu près le tiers de la somme totale ; les officiers des Comptes, du Bureau des Finances un autre tiers. Le premier président Brulart, à lui seul, eut à contribuer pour 500 écus (DIJON, L 22 ; B 226, f. 237).

dont les infractions, — « parolles » surtout, — étaient, dès lors, l'objet de quotidiennes informations et de dures sentences, amendes, expulsions, emprisonnements et même parfois pendaisons : affaire Gobin de Recologne, affaire Bourée, affaire Malpoy¹... Mais la proportion des mesures qui concernaient le monde des cours est, malgré cela, tout à fait frappante. Une quantité de pièces diverses révèlent l'inquisition constante, la prompte sévérité dont usaient, à l'égard des officiers, dès avant la mort du roi, les maîtres de Dijon. La variété des mesures et des motifs qui en sont donnés est d'ailleurs extrême : on inventoriait les livres réputés suspects du procureur-général Picardet ; on perquisitionnait chez la conseillère Fyot puîné, soupçonnée de fabriquer des écharpes pour la troupe de Vaugrenant ; on saisissait les correspondances équivoques ; on enquêtait contre Damien Naissan, un petit officier des Comptes, accusé d'avoir accepté une charge au bailliage royaliste d'Is-sur-Tille ; on mettait en surveillance l'auditeur Bénigne Turrel²...

D'exemples analogues, on couvrirait des pages. Peu de séances de la Chambre de ville où l'on ne dressât une liste soit de cautions à exiger, soit d'« ajournemens » — ordres de comparaître, — soit de sanctions. Un officier suspect « aura sa maison pour prison ». Il s'évade, gagne les champs ? Il est présumé « ennemy » et sa femme, ses enfants sont enfermés comme otages³. Il y a de plus des « cotes » spéciales sur les « absents », dont ces otages répondent⁴. Ou bien l'on met garnison dans la maison⁵ ; l'on emprisonne les femmes⁶. En mars, s'organisèrent les saisies, la recherche des meubles et

1. C.-D'OR, BH 360/52. Il faut lire en outre les nombreuses requêtes des inculpés eux-mêmes, ou de leurs parents (DIJON, B 9, B 9 bis, B 9 ter).

2. Dans l'ordre : DIJON, B 226, f. 249 v^o (2 juin) ; — B 227, f. 45 (11 juill.) ; — B 457, n^o 59 (26 juill.) ; — B 226, f. 222 (8 mai) ; — B 227, f. 20 (22 juin) ; — B 226, f. 247 (30 mai).

3. 10 avril : les femmes des absents sont enfermées dans la maison du président Fremyot ou en leurs maisons (B 226, f. 199, 200, 203 ; — f. 201 : liste des prisonnières : au moins 20 femmes d'officiers).

4. Cotes des absents pour l'entretien de la guerre : — les conseillers Molleron : 400 écus (B 227, f. 26 v^o : 27 juin) ; Tisserand : 400 écus ; Breunot : 200 ; Sau-maise : 200 ; Bén. La Verne : 50 ; Millet ; 400 (5 août, B 227, f. 68) ; etc.

5. Ex. : on loge une partie des 100 Suisses chez le trésorier général Robert (B 226, f. 243).

6. Celles, p. ex. du maître des Comptes Soiro, de l'avocat du roi Brocard, du maître des Comptes Margeret, etc. (requêtes des prisonnières, mai, 18 août, 25 août, B 9 bis, B 9, B 9 bis).

du vin mis souvent à l'abri chez des amis ¹. D'entente avec le Conseil d'État et le bailliage, une commission spéciale de séquestre et de vente des meubles, de location des immeubles fut constituée sous la direction d'Edme de Chantepinot ². Et, déjà, les mesures contre les absents touchaient directement les présents dans leurs intérêts de parenté ou d'alliance, pour le moins dans leur dignité de grands robins. Cautions de ces absents, ou recéleurs de leurs meubles, beaucoup de ces conseillers, même réputés ligueurs, étaient inquiétés, poursuivis ³... Faisons bref. C'était tout le « corps » des cours souveraines qui, « couverte » ou ouvertement, était « pigé aux pieds » et réduit à n'avoir « en la ville, à beaucoup près, tant de pouvoir qu'en y a un sergent de maire ⁴... »

La réaction des officiers fut complexe, les cours étant partagées. La minorité, parlementaires honteux, mais ligueurs triomphants, qui avaient pied dans le Conseil d'État, — le président Desbarres, l'avocat général Legouz de Vellepesle, les conseillers Fyot l'aîné et Perpetuo Berbissey, — s'entremettaient pour défendre l'honneur des Cours ⁵. D'autres, soit mus uniquement par le souci de défendre les droits de la robe comme le président de Montholon, soit inspirés de plus, comme le conseiller Breunot, par des opinions « politiques », protestaient contre les « cotes », renâclaient devant les serments ligueurs. Après quoi, d'ailleurs, beaucoup se contentaient de courber le dos à la fois sous les édits comminatoires du roi et les « proclamas » de la mairie ⁶. Mais le grand geste de défense de la robe contre les « ligueux » de commune, ce fut l'émigration. Effet cherché par la mairie de Dijon ? L'un après l'autre, une bonne trentaine d'officiers importants des cours et du Bureau des Finances ⁷,

1. Recherche des biens de Fremyot (B 227, f. 185 v^o). « Proclamas » pour « révéler les meubles cachez » (18 mai, 29 mai, 7 juill. : B 226, f. 237, 244 v^o ; B 227, f. 40 ; etc.).

2. V. en particulier : B 227, f. 27 v^o, 64 v^o (meubles des conseillers Lagrange, Isaac Bretagne), etc. Détail des ventes. Nous n'avons pas rencontré le compte des sommes provenant de ces ventes pour la période antérieure au mois d'oct. 1589 (le compte oct. 1589 - avril 1590, dressé par le notaire Vincent Collot, figure dans la liasse B 9 bis).

3. Ex. : B. de Crespy obligé de verser 3.000 écus comme caution de son neveu Guy Brigandet (B 226, f. 219). Autres ex. : B 227, f. 40 v^o, 49 v^o, 78 v^o, etc.

4. *Contre-lettre à la noblesse de Bourgogne...*, Dijon, 1589, in-8^o.

5. Ainsi qu'en témoignent une partie des références indiquées ci-dessus.

6. Gros, 100-102 ; BAUDOUIN, II, 371-375.

7. Listes dans Gros, 30-41.

en avril, mai, juin et juillet, s'évadèrent, préférant risquer les saisies de meubles de Dijon plutôt que les arrêts des royalistes, et, disaient-ils, vivre en exil avec « honneur » plutôt que de subir, dans la capitale mayenniste, les humiliations d'un déclassement ¹.

Il y avait eu, en janvier et février, une première vague d'émigration, assez faible quant au nombre : celle des royalistes résolus, compromis dans les résistances aux premiers actes factieux de Mayenne : à Dijon, les Vaugrenant, les Quarré, les Robert... Mais la seconde, plus importante, se forma sous la poussée hostile des avocats-échevins ². Flot dijonnais surtout, bien qu'Auxerre, Avallon, Semur, les villes alors tenues réellement par la Ligue, eussent, pour leur part, contribué à cette émigration des officiers, et que, en face de chaque bailliage ligueur, un siège royaliste s'établît ³.

Les émigrés de la ville-capitale se dispersèrent d'abord ; mais, dès mars, fuir Dijon avait un sens précis : cela signifiait rallier Flavigny, rallier le Parlement improvisé du président Fremyot, embryon d'une Bourgogne nouvelle, ennemi déclaré du lieutenant-général de l'État ligueur. Et, dès lors, on va le voir, la poussée sociale desservit hautement la guerre politique, — et les intérêts des avocats-échevins ceux de Mayenne.

III. — LA RIPOSTE DES ROBINS. UN GOUVERNEMENT CONTRE MAYENNE.

Sur les chemins de l'exil, les robins rencontrèrent ces autres ennemis des mairies : les gentilshommes. — Le 5 janvier 1589, ayant manqué sa tentative sur Dijon, Guillaume de Tavanès s'en retournait vers sa maison de Courcelles près de Semur, en Auxois, lorsqu'il fut rejoint, à Pasques, par le quatrième président au Parlement Bénigne Fremyot qui, fuyant lui-même Dijon, gagnait sa

1. Sur l'importance relative des divers mobiles de l'émigration chez les officiers : DROUOT, *Flavigny contre Dijon*, ch. II, § 1-4. Sur les précautions concernant les meubles, v. le cas de Picardet (DIJON, B 226, f. 249 v^o, 251 v^o).

2. Sur ces deux vagues et sur les aspects généraux de l'émigration des officiers : DROUOT, *Flavigny contre Dijon*, ch. I et II.

3. PETIT, *Avallon*, 310 ; GROS, 51 ; etc. Dans JEANDET, *Mâcon au xvi^e s.*, note 3, noms des émigrés mâconnais ; en tête, ceux des officiers du bailliage Barjot et Chandon.

terre de Thostes, dans le même Auxois¹. De cette rencontre, puis du voisinage de Thostes et de Courcelles, étaient nées, semble-t-il, la première idée d'un gouvernement royaliste séant en Auxois, et, comme moyen initial de réalisation, celle du voyage à Blois, lieutenant en l'absence et président ensemble. La collusion du 1^{er} janvier, qui semblait occasionnelle et sans lendemain, entre ces ennemis des mairies, allait avoir une suite ; et l'opinion, ressassée, n'est pas fausse, qui montre ces deux forces l'une et l'autre impuissantes par elles-mêmes, la noblesse en armes sans direction et la grande robe proscrite, s'épaulant opportunément. Tavanès n'obtint à Blois que son « pouvoir en parchemin » ; mais Fremyot voulut donner à ce parchemin une autorité en coordonnant les forces royalistes dispersées.

Par fortune, il se trouvait qu'une bonne partie des conseillers de Dijon avaient tout ou partie de leurs terres en Auxois, ce « bon pays » à blé, et que le président fut servi non seulement par l'effet des persécutions dijonnaises, ou des édits impératifs d'Henri III transférant les Cours à Flavigny et menaçant les hésitants de leur retirer leurs offices, mais encore par l'intérêt des propriétaires dont les biens étaient exposés directement aux coups de Tavanès². Le ralliement des robins exilés au lieutenant du roi fut la fortune inespérée de ce Tavanès sans prestige que les barons bourguignons, eux, servaient si mal. Et l'alliance avec la noblesse armée fut du même coup la fortune de Fremyot.

1. *Mém. de Guill. de Tavanès*, 473. Les faits concernant la genèse et les débuts du gouvernement d'Auxois sont bien connus : v. particulièrement Gros, *Le Parlement et la Ligue en Bourgogne*, 31 et s., et Drouot, *Flavigny contre Dijon*, ch. I, § 3, 4, 5. Cf., entre autres pièces anciennes, B. TROYES, ms. 1070, « Discours hist. de la vie de Mre Bén. Fremyot ». Nous renvoyons sur la question à ces études, ne voulant retenir ici que quelques traits.

2. Sur l'importance toute particulière de cette considération et le détail des biens détenus en Auxois par les conseillers, v. Drouot, *Flavigny contre Dijon*, ch. II, § 3 (les Bretagne, Blondeau, Oquidant, Colard, Lagrange, etc.). Le plus riche des exilés d'Auxois, le président Bourgeois de Crespy, qui était propriétaire dans plusieurs régions bourguignonnes et se trouvait par conséquent menacé de confiscation des deux parts, se retire d'abord à Semur, ville alors mayenniste, mais sise à proximité de ses terres les plus importantes. Là, il balance entre les deux partis pendant plusieurs mois. Mais, parce que le Semurois est de plus en plus dominé par les troupes de Flavigny, il finit par adhérer au Parlement de Fremyot, auquel il apporte ses ressources d'entregent et de fortune : cas typique (sur ce cas : réf. dans Drouot, *loc. cit.* : v. not. B. de Crespy à sa femme, Semur, 25 juin 1589, Dijon, B 457, n° 5). — Sur les édits de transfert : Gros, 35-36 ; Drouot, *Le transfert du Bureau des Finances*, dans *Notes sur la Ligue*, n° 1. — Sur la crainte des pertes d'offices : Drouot, *Flavigny...*, ch. II, § 2. — Sur une autre considération non négligeable : les compromissions ou attaches protestantes (J. Valon, I. Bretagne ?, le trés. Robert, etc.) : *ib.*, § 4.

Alliance point trop cordiale, alourdie au contraire de préventions de part et d'autre ; alliance dont un vieux baron rigide, Brion, qui ne pouvait tolérer l'ingérence des robins dans les affaires des gentilshommes, allait prendre prétexte pour justifier sa neutralité ¹. Et, ce Brion, on le comprend ; car accueillir Fremyot et ses conseillers, c'était bien, en fait, pour Tavanès, leur remettre la direction, occulte peut-être, mais certaine, de l'organisation antimayenniste ². Et nul au fond ne s'y trompait. Si haut que Tavanès publiât son « pouvoir », ni les jaloux comme Rochebaron, ni les adversaires comme les échevins urbains ne firent vraiment état des forces de l'Auxois que lorsque se répandit la nouvelle qu'une « audience » venait de s'y dresser ; et, pour tous, le gouvernement qui s'ébauchait alors était le « gouvernement des présidents » ³.

De ce gouvernement, il ne faut point surestimer l'importance. Ses débuts furent pénibles, et gravement desservis par les dissensions. L'émigration dijonnaise ne débitait que progressivement vers l'Auxois d'indispensables éléments : jusqu'à l'été de 1589, pas de Bureau des Finances. Et des premiers États, on n'allait pouvoir parler qu'en 1590 ⁴. Cependant, le petit Parlement qui rendait des arrêts sur une motte d'Auxois représentait le pouvoir royal en pleine Bourgogne mayenniste, et sa petite capitale campée offrait un noyau de cristallisation aux forces hostiles au lieutenant-général de l'État ligueur. On sentait un esprit actif dans les « extraits » qu'elle lançait, — à commencer par celui qui, dès la première séance des robins exilés, portait révocation de Mayenne comme gouverneur de Bourgogne ⁵, ou par ceux qui transféraient,

1. Brion au maréchal d'Aumont, 19 sept. 1589, *Corr.*, n° 464.

2. Sur les qualités des « masles » de l'émigration et notamment de Fremyot, à la fois réaliste, réalisateur, plein d'ambition bourgeoise, et capable avec cela d'un attachement fort noble à la cause royale, v. Drouot, *Flavigny contre Dijon*, ch. IV, § 1 (et réf.).

3. Montmoyen à Fervaques, Beaune, 27 mars 1589, *Corr.*, n° 433.

4. Les lettres de transfert du Bureau des Finances ne sont enregistrées que le 20 avril (*Reg. Parl.*, III, 12 ; Drouot et Gros, *Rech.*, II, *Mat. pour l'hist. des États royalistes*, n° 2 et s.).

5. D'après les lettres patentes de février (C.-d'Or, B 12086, f. 2 v°). Arrêt dans B. DION, Saverot 3, III, 2. Les émigrés obtenaient d'autre part des édits significatifs : transferts (v. ci-ap.) ; interdictions des cours de Dijon ; appels à la noblesse ; saisie des biens des « rebelles » ; etc. Nous n'avons pas à refaire ici cette histoire des arrêts de Flavigny, qu'on trouvera dans Gros, 61 et s. (Pour ces arrêts, v. Saverot 3, III ; des copies collat. dans de nombreux dossiers, p. ex. B.N., Moreau 804). Quelques arrêts publiés (v. p. ex. ABORD, P. J. n° 54).

suivant les opportunités, les sièges des bailliages ou juridictions de Beaune à Saint-Jean-de-Losne, de Chalon à Louhans, de Châtillon à Aisey-le-Duc, d'Avallon à Montréal, de Dijon à Is-sur-Tille, d'Autun à Saulieu ¹...

Outre cela, des finances, non sans de grandes peines, il est vrai, se constituaient provisoirement par l'établissement de receveurs ². Des possibilités militaires encourageantes parurent même, en mars, s'affirmer. Tandis que les Rochebaron, les Vaugrenant, boudant Flavigny, travaillaient à part et pour leur compte, le Parlement conférait à Tavanès assez de prestige pour qu'il prît le pas sur eux et groupât autour de lui des gentilshommes. Petits personnages, sans doute, que ces premiers compagnons, ces sieurs de Juilly, de Crecey, de Tintry, de La Boutière, de Blanchefort, d'Espeuilles, et même que ce Pisy, futur marquis de Nesle, ces deux Rabutins, Guy le père, chevalier des ordres, et le fils Christophe, baron de Chantal, le futur gendre de Fremyot ³... Mais, autour d'eux, voici venir Cypierre, et, levées péniblement d'ailleurs, faute d'argent, les compagnies des capitaines d'Espiard, de Junéville, de Thirion, du Vernet, fondues bientôt en partie dans un régiment confié à Christophe de Rabutin, et qui, dès mai 1589, pouvaient, avec les petits « régimens » de Blanchefort et du baron de Chigy, avec les compagnies de Guillaume de Tavanès, de Chérizy et de Cypierre, compter 1.500 ou 1.800 hommes, et tenir Dijon en haleine ⁴. De

1. Pour ces cinq premiers cas : arrêts du 15 mai 1589 (B.N., Moreau 804, f. 106, extrait des reg. du Parlement). Pour Autun, arrêt du 3 juin (*Reg. Parl.*, III, 18). C'était le début d'un transfert complet qui allait s'opérer surtout après la mort d'Henri III, et aussi l'annonce d'une série de nouveaux transferts déterminés par les prises ou pertes de villes (v. le détail dans Gros, 51, notes). Le bailliage d'Auxerre, du ressort de Paris, était transféré à Joigny (CHALLE, II, 74).

2. V.-en la liste, pour 1590 et années suiv., dans DROUOT et Gros, *Rech.*, II, *Mat.*, nos 84 et s.

3. Sur ces gentilshommes : BEAUNE et d'ARBAUMONT, *La noblesse aux Etats* ; DROUOT et Gros, Table. Sur les Rabutin, barons de Chantal, et le mariage de Christophe avec Jeanne Fremyot : BOGAUD, *Sainte Chantal*, I. Sur leur présence aux côtés de Tavanès : DIJON, B 9 (« Faictz ») ; *Mém. de Guill. de Tavanès*, 470 et s. ; *Corr.*, n° 380 ; DIJON, B 228, f. 223 v°, 224 v° ; BAUDOUIN, II, 405, n. ; B.N., fr. 3414, f. 110. C'est Guy de Rabutin qui, le 1^{er} avril 1589, va sommer Semur (Tavanès aux magistrats de Semur, 1^{er} avr., *Corr.*, n° 439).

4. Sur les premières compagnies (levées en fév.-mars), v. Vaugrenant au roi, avril 1589, *Corr.*, n° 440. Cf. PETIT, *Avallon*, 307. — Noter que Fremyot, dès février, avait, de Blois, fait solliciter par le roi des barons alors encore indécis, et, particulièrement, Vitteaux (Henri III à Vitteaux, Blois, 2 ou 12 fév. 1589, p. p. J. d'ARBAUMONT, dans *Rev. des Soc. savantes*, 1870, 1^{er} sem., 279). Opé-

ce côté de l'horizon, un espionnage constant, des reconnaissances militaires ouvraient de loin les voies d'une éventuelle offensive. Et, en attendant, une attaque se préparait sur Semur, qui devait offrir au gouvernement de Flavigny un siège plus digne de lui ¹.

Cette progression militaire restait inférieure aux desseins et même à l'œuvre propre des conseillers de Fremyot. Pas de chef véritable pour la noblesse royaliste : Fremyot constatait dès le début de l'été 1589 cette faiblesse congénitale de son parti. L'arrêt portant ordre « à tout seigneur tenant fief » d'avoir, dans les dix jours après la publication, à se rendre aux ordres du lieutenant du roi, sous peine d'être déclaré roturier et d'avoir ses biens saisis, en témoignaient, en juillet, suffisamment ². Mais, malgré cela, malgré l'égoïsme des gentilshommes dispersés et l'inefficacité totale de ces arrêts, malgré l'insuffisance de Tavanès, une Bourgogne royale établissait ses linéaments entre les mailles du réseau mayenniste. Un Dijon des émigrés contre Dijon ligueur, Flavigny était déjà cela : un Dijon de l'exil, doublure de l'autre et qui séparait en deux camps toute la province ³. Certes cette origine dijonnaise unique des conseils d'Auxois risquait d'abaisser leur guerre à une vengeance contre leurs seuls concitoyens restés à Mayenne ; l'absence des autres villes parmi eux risquait de rétrécir leur esprit. Mais les robins, en face de l'anarchie des capitaines, avaient cependant jeté des bases sur lesquelles un Fremyot, et d'autres, qui le rejoindraient peut-être, pourraient construire ⁴.

L'essai dijonnais avait, en somme, assez bien réussi son vol. Les officiers de Dijon avaient connu des traverses plus dures que

rations fructueuses : prises de Saint-Jean-de-Losne, Saulieu ; dégagement de l'Avallonnais pris par Jaulges, combat du château de Thizy, combat de Joux-la-Ville, etc., 26-27 juill. 1589 (YONNE, cité par PETIT, 307, et *Mém. de Guill. de Tavanès*, 481-485).

1. Ex. d'une reconnaissance vers Dijon : celle du s^r de Crecey (*Mém. de Guill. de Tavanès*, 478). — Sur les visées concernant Semur : Janny à Fervaques, Semur, 26 mars, *Corr.*, n° 431 ; Drouas de La Plante au même, Vitteaux, 28 mars, *ib.*, n° 435. Tavanès fait sommer la ville le 1^{er} avril (Tavanès aux magistrats de Semur, *Corr.*, n° 439). Cf. *Mém.* cités, 479-481.

2. B.N., Moreau 804, f. 118 (copie collat. de l'arrêt du 6 juill. 1589). Ses appels au duc de Nevers en témoignèrent aussi, par ex. Fremyot à Nevers, Flavigny, 29 sept. 1589, B.N., fr. 3414, f. 110 ; etc.

3. Un maire de Dijon *in partibus* (François Fyot, s^r de Barain, avocat au Parlement) sera nommé pour la tenue des États de 1590 (DROUOT et Gros, *Rech.*, n°s 5, 23, 26, etc.).

4. Et c'est bien à cela que visent les projets, tôt conçus, plus tardivement réalisés, d'une réunion des États royalistes.

ceux de Rennes, par exemple, qui n'avaient pas eu à quitter leur Palais. Mais ils avaient ensuite conquis un champ assez libre : ils ne trouvaient pas devant eux un Mercœur pour les emprisonner dans leur siège, ni un La Châtre pour refouler leur premier établissement comme, en Berry, les émigrés de Paris. En avril 1589, l'incurie louche de Fervaques achevait l'effet d'une poussée communale égoïste. Elle laissait s'établir un gouvernement ; et l'unité bourguignonne, qu'il eût été facile cependant de préserver au bénéfice de Mayenne et que l'avènement d'Henri IV protestant eût, un peu plus tard, confirmée, se trouvait, dès juin 1589, condamnée.

IV. — LA RIPOSTE DES GENTILSHOMMES. LA GUERRE AUX VILLES.

Sans attendre de savoir si à l'« audience » royaliste de Flavigny Dieu prêterait vie, la gent anarchique des gentilshommes allait par des chemins à elle aux réalisations empiriques. Tandis que Fremyot lançait contre les murs des chefs-lieux de bailliages ses arrêts comminatoires, les barons ou les capitaines s'établissaient à leurs portes. « Se rendre maîtres du plat-pays » et « de là faire la guerre aux villes », « branqueter les villes et se présanter pour y entrer ou par surprise ou autrement », tel était suivant un vieux soldat observateur, le plan fort simple des capitaines royalistes. Exemple, ajoutait-il, le 27 mars : leur dernière tentative sur Mâcon et « j'estime qu'ilz font de mesme partout ¹ ». De fait, s'embusquer dans les banlieues des villes, sonder de nuit leurs fossés, s'équiper en pétards et en « saucisses » pour faire sauter leurs portes, rafler leurs citadins aux prés, ou leur vin sur la route, brûler leurs fermes, rançonner les « valets » de leurs « rentes » : voilà leur programme à tous ².

Ils encerclèrent donc Avallon à Girolles, Noyers, Montréal,

1. Montmoyen à Fervaques, Beaune, 12 fév. et 27 mars 1589, *Corr.*, n° 372, 433.

2. On citerait de ces pratiques d'innombrables exemples. Quelques traits, dans la masse des faits. Le baron de Lux entretenait un espion en plein Dijon (C.-D'Or, Bn 360 152, interrogat. de Briet). — Sondages nocturnes : La Verne à Fervaques, 10 mars, *Corr.*, n° 406. — Venue de Genève de spécialistes des attaques par explosifs, les capitaines d'Aubonne et Saint-Mathieu, pour l'étude d'une attaque sur Dijon (Dijon, B 226, f. 163). — Détails d'une tentative de surprise de ville : Vaugrenant à Chalon (références ci-dessus, ch. III, p. 287, n. 2).

L'Isle-sur-Serein ; Autun à Dracy, Lucenay, Chasseu ; Beaune à Châteauneuf, Molinot, La Rochepot. Montbard s'inquiétait de Quincy-le-Vicomte ; Mâcon de Berzé, de Joncy, de Dulphey, d'Uchizy ; Chalon de Montaigu et de Verdun¹. Les mayennistes de Dijon, surtout, étaient guettés. Ils voyaient se clore autour d'eux un cercle menaçant : au nord, les châteaux de Fervaques où se préparait la vengeance de Renée de Marconnay ; à l'ouest Mâlain, Lantenay et Fleurey ; à l'est les forteresses équivoques de Brion : Mirebeau, Fontaine-Française, plus tard Saint-Seine-sur-Vingeanne ; au sud Perrigny, Argilly et combien d'autres maisons-fortes, garnies seulement de quatre ou cinq vieux soldats, mais qui pouvaient abriter un jour une « entreprise » derrière leurs douves envasées : Lamargelle, logis de l'abbé de Saint-Seine, Brazey, Fontaine². Mais la vraie « playe » de Dijon était Saint-Jean-de-Losne.

Saint-Jean-de-Losne, la plus forte place tenue au printemps de 1589 par les royaux, réalisait les espoirs de Guillaume de Tavanès, en pratiquant en grand, depuis avril, cette guerre de coups de main que les châteaux pratiquaient en petit. Parée par Losne du côté de la Comté, par Bonnencontre du côté du Duché, apte, malgré Seurre, à jeter l'alarme jusque dans Chalon au sud et, aisément, dans Auxonne au nord, sa garnison pouvait au besoin courir vers Beaune à travers la forêt ; elle atteignait sans peine, par une plaine découverte où pas une seule colline n'arrêtait le trot, le domaine de l'abbaye de Cîteaux, granges, forges, cuveries, puis, plus loin, au delà des bois, la Côte et les vignes des bourgeois de Dijon, et surtout, à sept lieues de sa base, Dijon même. Situation

1. Sur ces divers cas : PETIT, *Avallon*, 307-308 ; CHALLE, II, P. J. n° III ; Montmoyen à Fervaques, 12 fév., *Corr.*, n° 372 ; Gadet à Ferv., 27 fév., DIJON, B 458, n° 101 ; MACON, BB 55, f. 188 v° et s., et EE 51 (plusieurs pièces) ; ABORD, II, 141-142 ; etc. Même de petites villes sont ainsi entourées et harcelées. V. p. ex. les opérations de dégagement ou les perquisitions que doivent demander ou exécuter Du Vergier, de Nuits (Du Vergier à Fervaques, 17 fév. 1589, DIJON, B 457, n° 34), Montmoyen, de Beaune (Montmoyen au même, 26 mars, *ib.*, B 458, n° 288).

2. Sur ces positions encerclant Dijon : DIJON, B 226, f. 258, 265, et *pass.* ; B 179 bis, f. 100 ; lettre de Beaufort, abbé de Saint-Seine, C.-D'OR, B 4 ; etc. — Les plus dangereux repaires sont à une certaine distance : Saulx-le-Duc à 7 lieues, Mâlain à 5. — Le *Livre* de Pépin, les registres de la mairie, et, plus tardif, le *Journal* de Breunot sont remplis par les mentions d'incursions venues de ces repaires.

plus propre aux actions rapides que celle des places de l'Auxois, emprisonnées dans les monts, et dont les entreprises, agencées de « longue main », étaient presque toujours éventées. Saint-Jean-de-Losne, postée pour la découverte, opérait brusquement, une fois ici l'autre là, édifiant vite une renommée étonnante pour un fort de plaine : celle, à peu près, d'un La Mothe du ^{xvi}^e siècle. Tavanès aurait pu s'y poster en personne, si ses amis les gens de longue robe n'avaient eu leurs raisons de siéger en Auxois ; il y avait placé son lieutenant Espeuilles, qui y préludait, avec l'audacieux Jean Odebert, aux exploits légendaires de son successeur de 1591, le président Baillet de Vaugrenant. Dès lors, Saint-Jean-de-Losne pillait les rentes et les dîmes du clergé de Dijon, réunies pour une bonne partie « en ces cartiers » ; et chaque jour ajoutait à ses exploits accomplis au détriment de la grand'ville : c'était une fois le bétail de Jean Lavisey, grand ligueur, enlevé à Champ-dôtre, une autre fois les cloches des villages suburbains dépendues pour faire de l'artillerie, ou encore des vigneronns capturés aux Poussots et la terreur semée au faubourg Saint-Pierre, les vigies de Notre-Dame et du Logis du Roy bravées de Montmusard, des Petites-Roches, de Montchapet ¹...

Mieux encore : Saint-Jean-de-Losne allait devenir le refuge des haines contre Dijon ligueur, et, avec Flavigny, l'un des deux Dijons de l'émigration. Les fugitifs, les expulsés en faisaient leur première étape une fois les portes franchies, et si la plupart des officiers, ensuite, gagnaient l'Auxois, les petites gens s'y arrêtaient et souvent y prenaient les armes ² : Dijonnais contre Dijon, au service de Tavanès contre les bourgeois qui confisquaient ses biens urbains. Et dure guerre que la leur, plus dure que les arrêts des robins d'Auxois... Telle était alors la plus belle base bourguignonne de ces capitaines armés contre les villes, qui allaient épuiser peu à peu leurs biens et leur patience ³.

1. B.N., fr. 17281, f. 262 v^o ; MONGET, *La chartreuse de Dijon*, II, 267 ; GALMICHE, *Vaugrenant*, 126 et s. ; DROUOT, *Le pillage de Cîteaux*, 200, 201, 212, 213. — Ex. de coups de mains dans Pépin, 47 ; DIJON, B 457, n^{os} 52, 54 (mai 1589) ; B 226, f. 248 v^o (2 juin) ; 227, f. 105 ; etc.

2. DIJON, B 227, f. 108 v^o ; B.N., Moreau 804, f. 113-114. — Des « huguenots » aussi, venant de Louhans, p. ex. les deux cousins Clerguet, riches bourgeois, (DROUOT et GROS, *Rech.*, I, *Requêtes à Mayenne*, n^o 29) s'y réfugiaient.

3. Sur la hantise de Saint-Jean-de-Losne chez les Dijonnais dans les années

C'est contre cette « vermine » que s'armaient les villes, contre elle qu'elles établissaient au large de leurs murs des postes d'écoute et de garde avancés¹. Mais, malgré ces mesures, les cultures menacées étaient déjà délaissées çà et là. On voyait le commerce déjà rompu, les marchands, sauf au Val de Saône où les couvraient encore des puissances neutres, saisis ou contraints de louvoyer misérablement entre les deux partis². Enfin, c'était le plat-pays tenu, là où ne se trouvait pas un Vitteaux, par les barons, convoyeurs des Suisses de Sa Majesté³. C'était même pis encore : à défaut d'un « gros » s'attaquant aux grandes places, des surprises secondaires enlevaient à Mayenne non seulement Saint-Jean-de-Losne, mais tout un chapelet de petites villes bien situées : Is-sur-Tille, Bourbon-Lancy, Paray-le-Monial, et, dès le 31 mars 1589, Semur, place d'Auxois. Exploits des Cypierre, des Lux qui rouvraient des voies de liaison vers le Bassigny, vers le Bourbonnais, ces terres où le roi résistait⁴...

Était-ce là seulement la guerre à la Ligue ? Bien plutôt, c'était la guerre des nobles contre les villes, — et accompagnée de haineuses bravades :

*...La grâce de Dieu... me préservera du vent de vos menasses et furies que je meprise... Les clefs que vous dictes avoir de ma maison sont enroillées et n'entrent point dans mes serrures... Tele menace qui a grand peur*⁵...

Paroles de Lux, qui était retourné au parti du roi. Mais, au vrai, les sentiments de Lux, des ligueurs les partageaient, qui, sous un autre drapeau et suivant d'autres méthodes, malmenaient autant que lui les « républiques ». Le plus grand « effroy », — et non sans cause, — pour Beaune, Chalon, Mâcon, Dijon même, c'était,

suivantes : « Interrogastz » des procès en chambre de ville, C.-D'OR, BII 360 /52 et /53. Cf. DROUOT, *Vins, vignes...*, 38-39.

1. Pour Dijon, à Rouvres, Cîteaux, Gilly, etc. (DIJON, B 227, f. 60 v° - 61, 75 v° ; etc.).

2. Sur le cas, p. ex., des marchands dijonnais Briet, Jacques La Verne, Peruchot, Gougenot : DIJON, B 227, f. 108 v° ; B 9, requêtes, et notre Index. — Ne pas confondre Jacques La Verne, marchand, avec l'avocat et maire du même nom.

3. V. ci-ap., § vi.

4. MACON, BB 55, f. 188 v° ; *ib.*, EE 51 ; JUÉNIN, *Hist. de l'abbaye de Tournus*, 277 ; *Corr.*, nos 437, 440, etc. ; *Mém. de Guill. de Tavanès*, 480 et s.

5. Lux aux magistrats de Dijon, Lux, 22 avril, *Corr.*, n° 456. Cf. : le marquis de Mirebeau à Aumont, 19 sept., *ib.*, n° 464, et, sur l'esprit de vengeance du comte de Cruzille, JUÉNIN, *Hist. de l'abbaye de Tournus*, 277 et s.

on l'a vu, Vitteaux, ligueur, en attendant Thenissey, autre ligueur. Mais des dizaines d'autres imitaient ces modèles. A chaque gentilshomme, royaliste ou ligueur, il fallait son champ, sa part dans la grande revanche d'une noblesse éprouvée et appauvrie. C'était bien une classe, plus encore qu'un parti, qui, d'instinct, se jetait contre les oligarchies provocantes, les clercs leurs alliés et les robins leurs otages.

V. — DÉCONVENUE DE MAYENNE. LA MISSION DU
DUC DE NEMOURS.

Mayenne, partant pour Paris, — et c'est Jeannin lui-même qui en témoigne, — voulait grouper ses forces utiles en une seule masse, avec l'espoir de frapper contre le roi un coup qui sera décisif pour le royaume entier¹. Il comptait que les conventions avec les mairies, les serments, la vigilance du Conseil de Dijon et des gouverneurs suffiraient à défendre les villes bourguignonnes contre les forces « ennemies », elles-mêmes affaiblies par les propres concentrations du roi.

Mais les gentilshommes avaient opté en nombre pour le parti de S. M. ; une grande partie d'entre eux étaient restés au pays ; ils occupaient beaucoup de châteaux ; et dans un bourg imprenable un gouvernement du roi amassait une armée de campagne. De tout cela résultait en avril 1589 ce fait, peu prévu : les villes se trouvaient cernées, étouffées par le plat-pays. « A présent voz serviteurs se peubvent dire maistres de la campagne ou peu s'en fault », écrivait, dès le 31 mars, Vaugrenant au roi². Et voilà ce qu'ignoraient trop ceux qui, dénombrant les forces des deux partis, ne tenaient compte que des grosses places.

De plus, la mésentente entre les bourgeois communaux et les capitaines ligueurs ajournait ou condamnait les essais de « nettoiement » des campagnes. Les villes, qui écartaient la dangereuse intrusion des gentilshommes, tâchaient de garder par elles-mêmes, autour de leurs murs, l'espace qu'il leur fallait pour respirer et pour vivre. Des compagnies payées par elles s'organisaient. Mâcon,

1. Jeannin à Fervaques, Paris, 22 mars 1589, *Corr.*, n° 418.

2. *Corr.*, n° 437.

pour éviter une garnison de 100 soldats offerte par l'ervaques sur les deniers de la Sainte-Union, levait, après emprunt sur « les plus aisés », 65 hommes recrutés dans la ville même ou dans les environs par son capitaine des milices, le s^r de Marbé. Avallon équipait 50 cavaliers, Auxerre 60 cheveu-légers¹. Au début de mai, s'empressant de renvoyer la compagnie de Champfourcault logée quelque temps dans la ville, la mairie de Dijon installait à sa place 100 Suisses recrutés pour elle, — des piquiers suisses choisis parmi les vétérans, hommes de mœurs tranquilles qui, soumis au vicomte-mayeur seul, allaient pour le moins assurer, pendant des années, *intra muros*, le libre exercice de l'autorité communale². Outre cela la ville renforçait ses défenses³. Mais, des barons ligueurs, elle attendait peu de secours : une abstention haineuse bien plutôt, ou même bien des coups soursnois...

Mayenne, sollicité par les villes, annonçait çà et là son aide, mais laissait voir aussi sa déconvenue, la « peine », surtout, où le mettait l'action déplorable des « brouillons de Flavigny », de cette équipe de robins que la mairie de Dijon avait jetée à l'exil, et que l'ervaques avait laissé s'organiser malgré les ordres par

1. MACON, BB 55, f. 137 (4 avril), 139, 141, 143, 144-147 v^o, 150 v^o, 175 v^o, etc. (recrues : des Mâconnais, quelques Bressans, 2 hommes de Châtillon-sur-Chalaronne, d'autres de Villefranche, Saint-Gengoux, Cluny, du Charollais, 1 de Lyon, 1 de Comté). Capitaine Paradis. — AVALLO, CC 195 ; Mayenne aux magistrats d'Avallon, 14 avril, AVALLO, EE 58 ; — C.-D'OR, B 2666.

2. DIJON, B 226, f. 226 v^o. On n'était pas mécontent de Champfourcault ; mais on le savait trop dévoué à l'ervaques. On attendait avec impatience les Suisses, recrutés par Buatier avec ceux de Mayenne. Ils étaient payés 450 écus soleil par mois, plus l'accoutrement (rapport de Buatier, 20 juin, B 226, f. 266 v^o). Sur leur réception, leur armement : B 226, f. 230 v^o, 231, 243, 256. Sur la confirmation du contrat avec le capitaine Jost Knaben : H 211. Disciplinés, indifférents aux passions locales, les Suisses firent bon service. Mais leur paiement, auquel devait pourvoir le Conseil d'État, fut si irrégulier que de longs démêlés allaient s'engager, sur plaintes des capitaines Jost Knaben et Claude Studer, entre la ville et le colonel Pfyffer, de Lucerne. En 1606, l'affaire se plaidait encore (B 227, f. 41 v^o ; *Corr.*, III, 90. Cf. ROTT, *La représentation auprès des cantons suisses*, II, 442).

3. Exemple : Dijon. « Fortification » : depuis février, on fait des remmaillages ; on obture des brèches ; on complète l'aide » de Saulx (B 226, f. 220, 224 v^o, 244 v^o ; H 196) ébauche d'un rempart dans le faubourg le plus important et le plus menacé (f. 248 v^o). — Police des murs : procès à des Beaunois trouvés sur le rempart, défense de jouer aux quilles sur la muraille (B 226, f. 255 ; B 227, f. 60). — Discipline du guet : procès contre ceux qui descendent du mur avant la diane (B 226, f. 244 v^o). — Règlements nouveaux en juin et juillet ; refonte des dizaines, etc. (B 227, f. 39, 40 v^o). Etc. Tout cela sous la surveillance du capitaine des murailles, Jean Pignalet.

lui reçus d'en opérer sans retard la capture ¹. Le mal fait, à partir d'avril, le duc multiplia ses lettres aux échevinages et leur envoya son secrétaire Prudent Michaut en proclamant qu'il fallait à tout prix « nettoyer le país de ceste vermyne ² ». Il crut y pourvoir, d'ailleurs, en chargeant de la besogne l'un des Princes, le duc de Nemours.

Ce demi-frère de Mayenne, évadé des prisons du roi dès la fin de janvier, avait été prendre possession de son gouvernement du Lyonnais : on l'avait vu une première fois, en mars, traverser la Bourgogne, et muni déjà des pouvoirs nécessaires, agir à Avallon, à Semur, — où il avait, à la veille de la perte de cette ville, institué le ligueur La Plume comme capitaine et confirmé le mayenniste Charles Blanot à la mairie. — Là, et ailleurs, il avait ordonné et signé comme délégué du lieutenant-général de l'État, Fervaques étant prié par Mayenne de se mettre à ses ordres. « Veuillez, mandait Monseigneur au lieutenant de Bourgogne, le recevoir comme vous feriez moy-mesme et l'assister en tout ce qu'il aura besoin de vous ³... ». Ordres du 26 février. Ainsi, dès cette date, une inspection de Nemours en Bourgogne était prévue, à l'aller et au retour du voyage à Lyon, où le jeune prince devait « amasser toutes les forces possibles de Provence, Dauphiné, Auvergne, Forez, Beaujolais, Bourgogne », et les amener ensuite vers Paris ⁴.

Nemours était donc passé par Dijon, par Beaune, puis, le 20 mars, sous Mâcon. Il avait séjourné un mois à Lyon, et, le 23 avril, reprenait la route de la Bourgogne ⁵. Muni de pouvoirs généraux, datés d'avril, qui l'autorisaient à « commander en Bourgogne en l'absence de Monsieur le duc de Mayenne ⁶ », ce prince de

1. Mayenne à Fervaques, Paris, 3 fév., 13 mars, 9 avril, *Corr.*, n° 364, 408, 448 ; etc. Ce sont les mesures personnelles de Mayenne qui paraissent contraindre Fremyot et ses premiers adhérents à se garer quelque temps dans Noyers (B. TROYES, ms. 1070).

2. Mayenne à Fervaques, Paris, 9 avril, *Corr.*, n° 448. Cf. le même aux magistrats de Mâcon, 10 avril 1589, MACON, AA 7, n° 29 ; — d'Avallon, Étampes, 14 avril, AVALLON, EE 58, et Châteaudun 19 avril, B.N., Moreau 809, f. 78 ; etc. — Sur la mission de P. Michaut, qui allant à Lyon, et en revenant, visite les maisons de ville : MACON, BB 55, f. 148 v° (22 avril).

3. Mayenne à Fervaques, Rouen, 26 fév., *Corr.*, n° 389. — Sur les actes de Nemours lors de ce passage : BAUDOUIN, II, 394. Cf. *Mém. de Guill. de Tav.*, 479.

4. B.N., fr. 17281, f. 239.

5. MACON, BB 55, f. 122, 149. Prudent Michaut, passé à Mâcon le 22 avril (*ib.*, f. 148 v°) avait probablement mission de presser son départ.

6. B.N., Moreau 745, f. 33, *cop. collat.* (*Bibl. hist. de LELONG*, III, n° 36.243). (Contenu : considérations sur les troubles et les nécessités qu'ils imposent. At-

vingt-deux ans, ardent représentant des « Princes catholiques » arrivait le 25 avril à Mâcon avec l'avant-garde de sa petite armée : 300 cavaliers parmi lesquels les s^{rs} d'Alincourt, de Champnier, des gentilshommes mâconnais comme les s^{rs} de Chevrières et les deux Varennes, et « plusieurs aultres gentilshommes du Lyonnois et Masconnois, et des habitants de Lyon ^{1.} », toute une expédition lyonnaise, donc. Il s'agissait, en effet, dans l'esprit de Nemours, de lier définitivement Mâcon à la grande ville ; et, de fait, il liquida, en quelques actes, les dernières hésitations mâconnaises.

Dès le 26 avril, il bousculait la neutralité, édulant, à propos du serment ligueur, tout faux-fuyant : il fallait « prandre du tout le party du Roy ou le party des princes catholiques » ! Il manda les notables chez le greffier Guérin où il logeait, et les y fit enfermer « avec grosse gard d'arquebousiers », pendant que, sous l'impulsion du clergé — affaire combinée ? — une violente émeute refoulait hors de la ville les royalistes ou les contraignait à se cacher, « mesmes des advocatz » et « officiers du Roy ² ». Le 27, appuyé par les chanoines, il posa ses conditions et, le 28, une assemblée générale ratifia enfin la capitulation des fiertés de Mâcon devant le Clergé et le prince ligueur : elle accepta le serment de Dijon et choisit pour gouverner le plus « doux » des barons de Nemours, Jean de Nagu, s^r de Varennes, pourvu dès le len-

tributions : celles des lieutenants-généraux du roi, avec délégation du droit de nomination des gouverneurs et capitaines des places, etc., pouvoir de faire lever des subventions de guerre, et cela dans l'ensemble des gouvernements suivants : Bourgogne, Lyonnais, Dauphiné, Provence, Languedoc, et Guyenne). — Des commissions portent cette titulature : « Le duc de Genevois et de Nemours, pair et colonel de la cavalerie légère, gouverneur de la ville de Lyon, pays de Lyonnois..., commandant au gouvernement de Bourgogne en l'absence de Monsieur le duc de Mayenne... » (Ex. : MACON, BB 55, f. 198 v^o, 5 juill., *cop.*). D'autres : « ...gouverneur et lieutenant-général ès gouvernemens de Lyonnois et Bourgogne » (ex. : 4 juill., MACON, BB 55, f. 198 v^o ; donc deux formes diverses presque sous la même date). Des nominations de capitaines de places, — celle, p. ex. de Louis de Rymon à Saint-Gengoux, — sont signées par Nemours, mais confirmées ensuite par Mayenne (C. d'OR, B 5188). — « Pouvoir » d'aspect un peu inaccoutumé. Il faut le publier à Dijon « à son de trompe », « à cause que plusieurs revoquent en doute ledit pouvoir »... (DIJON, B 226, f. 242 v^o, 26 mai 1589).

1. MACON, BB 55, f. 149. La veille (*ib.*), le Conseil, Barjot présent, avait décidé d'accorder l'entrée à Nemours accompagné de 40 ou 50 chevaux. Cf. Nemours aux magistrats de Lyon, Mâcon, 25 avril 1589, LYON, AA 42. — DUMONET, dans *Les révol. de Mâcon*, 165, fait un récit très médiocre du séjour de Nemours à Mâcon.

2. Compte-rendu (beaucoup plus détaillé) : MACON, BB 55, f. 150-151 v^o, et Nemours aux consuls de Lyon, Mâcon, 26 avril 1589, LYON, AA 43, f. 88.

demain 29 avril ¹. Une fois Barjot remplacé à la « justice » par un « superintendant », l'avocat Descrivieux, « subrogé » à sa place, et tous ordres donnés pour que l'échevinage fût expurgé ², Mâcon était — enfin — soumis. En même temps, fait non négligeable, Lyon y reprenait sa prépondérance : Nemours, frère de Mayenne, mais gouverneur du Lyonnais, et son état-major venu de la ville des Consuls, avaient travaillé, là, pour eux, plus que pour Mayenne.

Nemours reprit sa route le 30 avril, passa rapidement par Tournus, par Chalon, où il imposa le serment, et, le 2 mai, fut dans sa ville de Seurre, y coupa les relations de la mairie avec Charny, intimida les marchands neutres et remit leurs murs à la garde exclusive de la garnison et du gouverneur Cl. de Turgis ³. Quelques jours après, en installant son quartier-général à Dijon, il annonçait, — d'un mot auquel, comme Mayenne, il se complaisait, — qu'il

1. Le 27, « M.M. de l'Eglise », assemblés chez l'official Ligeret, réunirent quelques ligueurs : le capitaine des milices Marbé, Philibert Foillard et d'autres. On proposa à l'échevinage : 300 hommes de garnison et le serment aux « princes catholiques ». L'annonce d'un gouverneur souleva une émotion générale, qui était la dernière chance de Barjot prisonnier... Mais une démarche des échevins se heurta aux conditions fermes de Nemours : un gouverneur — choisi par les Mâconnais parmi ses gentilshommes — et 200 hommes de garnison sous les ordres de Marbé et de Pize (détails dans BB 55, f. 151 v^o - 157 v^o). — Le 28 avril, le serment est prêté dans une nouvelle assemblée générale et mesures sont prises pour les signatures par dizaines (f. 158 et v^o). Nemours approuve le choix de Varennes, mais refuse de libérer ses prisonniers. Varennes promet de gouverner en bon voisin et « intime » ami des Mâconnais (f. 159 v^o). Le 30 avril, l'entrée de 100 soldats est réglée (f. 160-162 v^o). — Les lettres de Varennes sont signées par Nemours « en vertu du pouvoir à nous donné par Monsieur le duc de Mayenne mon frère... », Mâcon, 29 avril 1589 (S.-ET-L., B 1336, et MACON, BB 55, f. 169, *cop.*). Pièces concernant l'installation de Varennes, dans MACON, EE 23.

2. Le 2 mai, Descrivieux présente lettres de Nemours, du 29 avril, le « subrogeant à l'exercice de la justice » (f. 164, *copie*, f. 170). Le même jour on procède à l'élection de deux nouveaux échevins, à la place de Descrivieux et de Grattier (suspect). Sont élus : Philibert Foillard et Philibert Grangier : c'est un appréciable avantage pour les « marchands » (f. 166-167 v^o).

3. Suggestifs tâtonnements des Seurreois sur le degré de l'empressement qu'il convient de manifester à l'occasion de l'arrivée du seigneur du lieu. Ira-t-on au-devant de lui ? Lui fera-t-on un présent ? Que faire s'il veut entrer avec de la « gendarmerie » ? L'esprit neutre se défend (Délib. des 27, 28 avril — deux assemblées des habitants ce jour-là — Reg. de délib. de la B. DIJON, Baudot 46, f. 199-200 v^o). Mais, le 2 mai, lorsque Nemours arrive, on l'accueille « très humblement » et avec « toute révérence ». Le duc le prend de haut, fait ouvrir enquête sur les propos « mal sonnants » tenus contre lui, et tranche au vif (f. 201 v^o-202 v^o). Sur les mesures concernant la garde, *ib.*, f. 203 (9 mai). — Nemours est encore à Seurre le 5 mai (Nemours à Saint-Sorlin, Seurre, 5 mai, LYON, AA 43).

allait « netoyer ceste province ¹ », et, pour cela, commença par imposer Dijon à 16.000 écus, dont 6.000 sur le Clergé ². Consolider la Ligue militairement, sans doute, mais aussi, pour la caisse des grandes affaires, et sur consigne de Mayenne, tirer le plus d'écus possible des villes : tel était, en effet, son souci.

Le 18 mai, avec 1.500 hommes de pied et 500 chevaux, départ pour Autun, où Guillaume de Tavanès, en position d'attente à Arnay, tâcha en vain de le prévenir ³. Le 20, il était dans cette ville que l'évêque Saulnier avait jusque-là tenue dans la neutralité. Il y fit triompher le parti des Montagu, des Venot et autres ligueurs de robe ou de basoche contre les chanoines « politiques », fit signer le serment, mit cent hommes au fort Marchaux sous le commandement du capitaine Tapeson et quarante hommes à celui de Rivaux sous les ordres du s^r de Chissey comme gouverneur. Il exigea aussi 3.000 écus, et finalement quitta la ville en emportant « tous les deniers qui y estoient ⁴ ».

Puis, le 9 juin, expédition sur Is-sur-Tille. Opération violente, contre Tavanès, Lux et autres, rassemblés au gîte : une fière réponse ayant été jetée avec « arrogance et paroles outrageuses » aux sommations du frère de Mayenne, ce fut aussitôt la brèche et l'assaut. Dès le 10, une garnison assurait là, au travers des liaisons de Langres et de l'Auxois, rompues, un passage aux Suisses qu'attendait l'armée de la Ligue ⁵.

Dijon eût voulu encore, et surtout, un coup pareil sur Saint-Jean-de-Losne. Mais c'est à lui-même, à la route de Lyon, sa route et celle des renforts attendus du sud, que Nemours songea alors. Les habitants de Tournus, insurgés le 7 juin contre leur abbé à l'occasion du serment, et mal apaisés par une intervention de Varennes-Nagu, avaient ouvert leur porte au comte de Cruzille.

1. DIJON, B 226, f. 229. Expression répétée à plusieurs reprises.

2. *Ibid.*, et C.-D'OR, C 3029. Sur le « département » de la somme parmi « les riches », v. ci-dessus, § II et DIJON, B 226, f. 237 ; L 22.

3. ABORD, III, P. J. n° 90.

4. ABORD, *ib.*, et II, 28-35 ; AUTUN, BB 5. Sur Chissey, ci-dessus, p. 303. Tavanès ayant été écarté sur Bligny et le Beaunois, Nemours était de retour à Dijon le 2 juin (B. DIJON, Baudot 46, f. 204).

5. Pépin, 50 ; DIJON, B 226, f. 255 ; Cath. de Silly à Dauradon, 8 août 1589, *Corr.*, n° 462. Des détachements sont lancés sur Lux et Crecey. Cf. Nemours au consulat de Lyon, Dijon et Is-sur-Tille, juin 1589, LYON, AA 43. Démantèlement partiel (DIJON, M 464, f. 141).

Mâcon, alors, aidé par Lyon, avait, dès le 12, contre-attaqué, repris la ville et la pillait ¹, lorsque, le 13, survint Nemours avec 500 hommes qui se jetèrent tête baissée dans le sac. Sac de quatre jours, l'un des coups notables des gentilshommes en Bourgogne, aussi beau, dit un témoin, « que cy fust esté le Turc ² ». Après quoi, le prince nettoya le quartier, reçut les clés de Cuisery, et somma Louhans ³. Quant à Saint-Jean-de-Losne, forte place, le temps, pour l'assiéger, manqua...

À la mi-juin 1589, en effet, les besoins de Mayenne aux prises avec les rois frustèrent Dijon des « soulagemens » annoncés. On apprenait que les 10.000 Suisses levés par Buatier et partout annoncés depuis trois semaines par le Conseil général de la Sainte-Union, approchaient, par la Comté, des ponts de la Saône ⁴. Nemours avait à recevoir ces renforts de la Ligue. Presque au même temps, des Suisses du roi, levés et conduits par Schomberg, se préparaient à traverser, eux aussi, la Bourgogne, par la Montagne châtilonnaise ⁵.

Précisément, Nemours, qui était allé jusqu'à Lyon prendre la conduite d'un gros de compagnies françaises, remontait au début de juillet vers le nord : le 8, il était de nouveau à Chalon, où il complétait ses mesures contre les « politiques ⁶ ». Mais il ne revenait pas, quoi qu'il eût promis, pour barrer devant Schomberg les sorties de Saint-Jean-de-Losne ; il laissait aux Lorrains descendus

1. Mâcon, BB 55, f. 187 v^o - 189 ; EE 51 ; JUVÉNIN, *Hist. de l'abbaye de Tournus*, 277. Varennes-Nagu organise du 8 au 10 à Mâcon, une colonne de contre-attaque, où figurent surtout des renforts lyonnais envoyés par Saint-Sorlin (BB 55, f. 188 v^o - 192, et EE 51). Sur la sauvagerie de la bataille : *ib.*, f. 192 v^o - 193. — Départ de Nemours, de Dijon, le 11 (Pépin, 50). On prit à Tournus une troupe royaliste accourue de Saint-Jean-de-Losne. Sur l'épisode : Nemours au consulat de Lyon, Tournus, 13 juin, LYON, AA 43.

2. Chantepinot aux magistrats de Dijon, Tournus, 16 juin, *Corr.*, n^o 460 ; Pépin, 50 (Nemours s'excuse sur l'ardeur de sa troupe. Butin immense, « principalement de vin », dit Chantepinot, qui blâme le sac, mais boit le vin).

3. *Corr.*, n^o 460, et lettres de Nemours au consulat de Lyon, juin 1589, LYON, AA 43.

4. Suisses levés suivant les instructions de janvier (v. ci-dessus, p. 249). Le Conseil général aux magistrats de Dijon (lettre reçue le 27 mai), DIJON, B 226, f. 244 ; B.N., fr. 17281, f. 239.

5. Nevers à J. Roussat, 11 juin 1589, *Corr. avec Roussat*, Suppl., n^o II. Sur cette levée : BAUDOUIN, II, 429. Dès le 19 juin, les Dijonnais prient Nemours de secourir Châtillon, menacé par « l'estrangier » (DIJON, B 226, f. 264). Avis des Châtillonnais aux Avallonnais (AVALLON, EE 58).

6. B. DIJON, Baudot, 46, f. 208. Emprisonnement de 23 suspects : B.N., Moreau 804, f. 108-109, et 839, f. 122-123 v^o.

du Bassigny le soin de les harceler¹. Lui ne songeait qu'à passer la montre de ses propres Suisses, qui l'attendaient², et à les convoier sans retard vers Paris. Prendre avec eux le repaire royaliste ? Les propriétaires urbains l'en pressaient : c'était le temps de la fenaison dans la Plaine. A Dijon, le Conseil ligueur lui-même joignait ses instances aux leurs. La mairie lui offrait sa grosse coulevrine, 4 cents de poudre, 30 chevaux, 20 pionniers et les cordages. Le 15 juillet enfin, Nemours étant entré dans la ville, l'échevinage au complet allait, officiellement, renouveler encore sa requête, offrant un nouveau service d'argent : 1.000 écus fournis par les marchands et les échevins³.

Instances vaines. Les Suisses, dès le 14, arrivaient sous Dijon⁴. Jeannin lui-même, y apparut le 15 et c'était « pour avancer led. duc de Nemours et les Suisses⁵ ». Le 16, Nemours se récusa⁶. Les Suisses séjournèrent aux faubourgs de Dijon et, durant dix jours, il fallut les nourrir⁷. Le 24 juillet, enfin, toutes leurs enseignes et les compagnies françaises de Nemours s'ébranlaient pour aller cantonner le soir autour d'Is⁸. Cette incomparable force, qui aisément, eût pu « nettoyer » le centre du gouvernement, s'en allait, sans rien faire en Bourgogne, vers les combats d'Arques.

1. Le 11 juin p. ex., ces Lorrains sont sous Châteauvillain (Joyeuse à Nevers, Langres, 11 juin, B.N., fr. 3386, f. 89), retenant opportunément Dinteville et les Langrois. — Nemours avait, le 2 juin, annoncé aux consuls de Lyon son intention d'« empêcher l'entrée desdicts Suisses » (Nemours au consulat de Lyon, lettre citée) ; mais c'était pour justifier, encore, une demande d'argent.

2. Dès le 11, ils sont « aus environs de Sain Jehan de Losne... » (Joyeuse à Nevers, lettre citée).

3. DIJON, B 227, f. 47. On fera même faire aux pionniers des casques « de thuille noire, ung croix blanche au milieu avec des croisons... ». Nemours d'abord ne dit pas non : il demande 8 pièces de canon et 1.500 hommes de pied (f. 50 : 15 juill.). Cf. C.-D'OR, C 3029 (procuration de la Chambre de l'Église pour contracter un emprunt). — Sur ce nouveau séjour de Nemours à Dijon : C.-D'OR, C 3369, f. 149 v° (paiement de 988 écus pour vivres fournis).

4. DIJON, B 227, f. 48 v°.

5. B.N., fr. 17281, f. 239.

6. DIJON, B 227, f. 51. La prise de Saint-Jean-de-Losne, renforcé, demanderait « beaucoup de jours ». Comme dédommagement (et peut-être pour conserver les canons de la ville, et justifier une dernière demande d'argent), Nemours offre, « sy lad. ville veult fournir aux fraictz, s'en allant, de toucher aux chasteaux de Mallain, Lux et Ys-sur-Thille ». La Chambre se résigne. Mais, le 23, Nemours exigeant encore 1.200 écus, elle répond par un refus sec (f. 51 v°, 54 v°).

7. DIJON, B 227, f. 48 v° et s.

8. Pépin, 51 ; Bassompierre, *Journal de ma vie*, 29 ; L'ÉPINOIS, 335. — Nemours fait une vaine démonstration contre Langres et les troupes de Schomberg. Il passe sous Châteauvillain, enlève Vendeuvre. Il arrivera à Paris le 20 août (B.N.,

VI. — LE DÉSORDRE LIGUEUR A LA VEILLE DE LA MORT DU ROI.

Mission militaire bruyante, qui avait été l'espoir publié des avocats mayennistes malmenés par les capitaines, de ceux de Dijon, par exemple, qui écrivaient le 3 juillet :

Monseigneur de Nemours, jà party de Lyon, s'aproche avec une armée sufisant pour tailler les ennemys et les braver en campagne quant bien toutes leurs forces seroient jointes ¹...

Mais espoir déçu : Nemours n'avait pas « taillé » les ennemis des bourgeoisies. Et c'est aux « villes », aux villes seules qu'il s'en était pris. Aux villes neutres d'abord. Il avait réussi à ranger, sauf Auxonne, ces neutres sous l'autorité effective de son frère. A Autun, à la fin de juin, il faisait élire comme vierg Jacques de Genay, ligueur notoire, et comme échevins six hommes sûrs ². Service de Mayenne, et même, à Mâcon, profit personnel ; mais non soulagement des citadins. — Il avait agi aussi dans Dijon, république de l'Union ; mais non contre Fervaques, qui, sans plus, fut, prudemment, laissé en sa prison ; tout au contraire, en une occasion précise, contre La Verne. Brider les excès de ce maire, auteur pour une part du schisme parlementaire, *spiritus rector* d'une entreprise communale alarmante, l'élection annuelle de la Saint-Jean le permettait ³. Pour abattre cet importun, Nemours favorisa un ligueur éprouvé, le procureur Pierre Michel ⁴. La

fr. 17281, f. 239 v^o et 252 v^o, et *Sommaire discours du voyage en France de Mgr le duc de Genevois et de Nemours y conduisant les Suisses*..., Lyon, 1589, in-8^o.

1. Les magistrats de Dijon à ceux de Chaumont, Dijon, 3 juill., CHAUMONT, C II 2, f. 188. Il n'est qu'à voir, p. ex., l'empressement avec lequel les Dijonnais abandonnent à Nemours en juin les affaires « que la ville a sur les bras » (DIJON, B 226, f. 223 v^o) ou les espérances du brave Pépin (51). Des stratèges locaux avaient établi de beaux plans de campagne (Saint-Vincent à Fervaques, Mâcon, 19 avril, Corr., n^o 455).

2. AUTUN, BB 5 ; ABORD, II, 38.

3. L'intention était, d'ailleurs, à ce qu'il paraît, de conserver les échevins bons « catholiques », au moins certains d'entre eux parmi les « retenus ». Nemours désire, en effet, qu'on ne se soucie pas des arrêts du Parlement interdisant de « prolonger » les échevins « après trois ans consécutifs » (Nemours aux magistrats de Dijon, Tournus, 19 juin, DIJON, B 457, n^o 57 ; cf. B 227, f. 19 v^o).

4. Suivant Sullot (13), la candidature de Michel, « à la suasion du duc du Maine », avait été préparée de longue date par des conciliabules tenus chez le

Verne se défendit et ne fut vaincu que de justesse ¹, grâce à l'intervention silencieuse des « politiques » : il avait fait, du reste, entrer ou maintenir à la Chambre quelques-uns de ses partisans et ne renonçait pas à ses espérances ².

Mais contre les gentilshommes royalistes, rien d'utile n'avait été tenté. Nemours était à peine parti, que la chasse aux citadins reprenait de plus belle. Guillaume de Tavanès, ayant librement convoyé les Suisses de Sancy, battait la Montagne et bloquait Châtillon ³. Autour de Tournus, Cruzille enlevait, coup sur coup, le fort d'Uchizy, la tour de Dulphey, le prieuré de Villars, et se « jactait » de réduire Mâcon à la famine. Autour d'Autun, nouvelle proie, la meute noble grossissait ⁴. Dijon même respirait-il ? Le 23 juillet, la veille même du départ du duc, les capitaines royalistes, un instant groupés pour la défense de Saint-Jean-de-Losne, chargeaient sous les murs des recrues de l'armée ⁵. Le 28, la guette sonnait « à l'effroy ». Alertes tous les jours. Pour couvrir les moissons, il fallut faire négocier par Jean Lavisey le louage, à grands frais, des compagnies qui passaient, demander au Conseil 250 nouveaux Suisses, garnir Fontaine, le faubourg d'Ouche, Brazey et Cîteaux ; et, pour payer ces garnisons, taxer les suspects, « cotiser » les habitants, contracter un emprunt ⁶. En ce temps qui était celui de la « cueillette », la Bourgogne se trouvait, et par l'ordre de Mayenne, démunie de troupes de campagne : Nemours avait

chanoine de la Sainte-Chapelle Renvolsy. Mais ce Renvolsy était mort depuis 1586 (C.-D'OR, B II 46/2, 6 mars 1586) : donc confusion probable. — Michel paraît avoir été beaucoup plus dévoué que La Verne à la « cause » pure. Moins ambitieux que lui, il était cependant muni, semble-t-il, de biens importants : il était « roy » de la Compagnie de l'Arquebuse elle-même très riche, et possédait le grand enclos voisin de la Chartreuse (MONGET, II, 260). Il avait été non seulement échevin à plusieurs reprises, mais procureur-syndic des États, et procureur-syndic, aussi, de la ville sous la vigoureuse mairie de Guillaume Royhier, — juin 1585 - juin 1587 (DIJON, B 225, f. 22).

1. DIJON, B 227, f. 2-19 v^o. Faible majorité. Les échevins de 1588-1589 votent pour La Verne : on sent le parti personnel constitué. Pépin, avec d'autres, pense que La Verne eût dû « estre continué, pour les grandes affaires » (51).

2. *Ib.*, (liste des votes et liste des nouveaux échevins). Est retenu comme procureur-syndic un ami de La Verne : P. Jachiet.

3. Cayet, *Chron. nov.*, 143, 146 ; — Nevers à Cypierre et Tavanès, 18 juill., fr. 3628, f. 25 ; — DIJON, B 227, f. 74 ; — *Mém. de Guill. de Tavanès*, 484.

4. MAÇON, BB 55, f. 233-234 ; EE 51 ; ABORD, II, 44.

5. Sullot, 12. Lux, l'ennemi de Dijon, commandait.

6. DIJON, B 227, f. 56 v^o, 60 v^o, 61, 68 v^o, 69, 75 v^o ; Pépin, 54. C'est alors qu'on place à Cîteaux un ancien officier du régiment de Vitteaux, le capitaine Bouchard.

emmené tout ce qui faisait bonne figure. Des tard-avisés, comme Philippe de Drée, s^r de Bèze, comme « un nommé Luigaude », formaient des compagnies et s'en allaient « aux recrues du duc de Nemours ¹ ». Et, durant tout l'été, la Bourgogne allait voir passer une série de détachements venus du sud-est : après les Provençaux et les Suisses de juillet, les compagnies de Saint-Vidal, de Conflans, du s^r de Montigny, du capitaine Johannès, et d'autres. Chaque fois, elle devait fournir la « monition ² », puis, « foulée » un peu plus, voyait ces passants disparaître vers le nord sans avoir tiré d'eux aucun soulagement...

La défense de Paris, l'idée de la grande bataille prenaient à la province toute troupe ; — et l'argent aussi, que Nemours s'était employé si activement à réunir sous couleur de « nettoisement ». Il n'avait pas mis à contribution que les banques de Lyon ³. Il avait « rafraîchi » la contribution de 25.000 écus que Fervaques avait, en vain, demandée à la province et, par ordonnance du 8 juin, sommé les bailliages de verser leurs « cotes ⁴ ». Il y avait eu, de plus, les contributions spéciales des villes. Mais les troupes qui avaient ainsi pu être équipées et soldées, avaient vite été tirées à leur tour hors du pays. Après quoi, dès août, le bruit courait en Bourgogne que cette armée avait été écrasée, dans une bataille où Nemours lui-même avait été tué ⁵...

La mission de Nemours, ce n'était, au vrai, que services rendus en passant et non aux Bourguignons : à Mayenne seulement. Le désordre continuait. Et pas de lieutenant pour y mettre ordre, pour effacer mieux que Nemours la trace des fautes de Fervaques. Jeannin, pourtant, comme à l'automne de 1588, avait été chargé

1. Sullot, 12. La garnison d'Auxerre, p. ex., est partie (Champlemy à Nevers, 4 août, B.N., fr. 4714, f. 150).

2. DIJON, B 227, f. 56 v^o, 71-75.

3. Nemours au consulat, juin 1589, LYON, AA 43 (lettres du 2 juin et s.). La ville de Mâcon fournit des munitions aux Suisses qui escortent l'argent envoyé par les Lyonnais (MACON, CC 95).

4. L'ordonnance du 8 juin est publiée dans VIENNE, *Nuits*, P. J. n^o XXIX. Sur la perception et le rôle du Conseil : CHALON, CC 2 (députés du Conseil : Legouz de Vellepesle et Chantepinot) ; MACON, EE 51. Cf. C. d'Or, C 3069. Dans G 2508, f. 291 v^o, sommation par Nemours au chapitre de Beaune (le 15 sept. 1589 seulement) d'avoir à verser ses 100 écus.

5. Picardet à Brion, août 1589, DIJON, B 481, n^o 138 (Gros, P. J. n^o 8).

par Monseigneur de lui assurer un homme et il s'attaquait, cette fois, à Sennecey. Le 17 juillet, il alla, dit son familier, « veoir le baron de Sennecey dans le chasteau d'Auxonne », y assiégea le baron neutre durant trois jours et pensa l'avoir réconcilié avec l'Union. Mais aussitôt, ayant partie liée d'autre part, Sennecey, pour le moins laissa voir que le fruit n'était pas mûr. L'affaire Fervaques n'était pas liquidée ; et les Rois menaçaient Paris... Il se réserva, et la négociation ne fit qu'ouvrir des voies ¹. Or, il n'était pas même, du côté de la Ligue, de lieutenant « en l'absence ». Il fallut recourir à une solution provisoire, — apportée par Jeannin peut-être, — et d'ailleurs assez nouvelle : le Conseil d'État de la Sainte-Union, *sede vacante*, dès la fin de juillet, signa les commissions ².

→ « MONSIEUR de Mercœur a heureusement conduit la Bretagne. Il ne lui restait plus que Renne, qui est aujourd'huy entre ses mains ³... » Ce succès que Jeannin proposait à la Bourgogne catholique méritait, en effet, d'y être médité. Combien plus franche était la situation en Bretagne ! Là, le Parlement avait résisté en corps, groupé dans sa résidence propre, et la victoire de Mercœur sur lui faisait tomber d'un seul coup l'obstacle tout entier. Conditions propres à la Bretagne ? Rennes contre Nantes ? Sans doute, mais, de plus, en Bretagne, le chef était présent. En Champagne même, une présence secondaire, celle du jeune duc de Chevreuse, à défaut de celle du nouveau duc de Guise, perpétuait le contact direct de la province avec ses princes et, malgré les « brouillons », aidait le comte de Saint-Paul à maintenir une quasi-unité catholique. Le prince présent, c'était les compagnies, l'argent retenus au pays ; c'était un nom, aussi, au bas des lettres écrites aux étrangers, et leurs concours plus aisément obtenus au profit d'une province, — celui de Philippe II en Bretagne, celui de Charles III en Champagne, — l'idée du démembrement partiel comptant plus pour ces ambitieux, à certaines heures, que celle de la

1. B.N., fr. 17281, f. 239 et v^o ; fr. 4898, f. 19 v^o. Jeannin venait de Nancy, où il avait négocié l'intervention de Charles III.

2. Sur cette question, v. ci-ap., ch. VI, § 1.

3. Jeannin à Fervaques, Paris, 22 mars 1589, *Corr.*, n^o 418.

mainmise générale sur le royaume. Des mêmes, et du duc de Savoie, un Mayenne bourguignon, négociant de Dijon ou de Mâcon, n'eût-il pas obtenu de quoi garnir et assurer entièrement sa province ?

Au lieu de cela, tandis qu'il concentrait sous Paris, cette province s'affaiblissait rapidement. Là, peu d'argent, et, donc, plus de troupes de campagne. Le régiment de Vitteaux, faute de solde, s'était débandé et le baron, mécontent, passait, pour un temps, du côté du roi ou de la chasse aux villes¹. Henri III, « quand on luy parle de M. du Mayne, ...dit qu'il sera bien empesché de se maintenir dans son gouvernement... » : il pensait juste, — bien qu'il s'agît d'un temps que lui-même ne devait pas voir.

1. Vitteaux aux magistrats de Dijon, mai 1589, *Corr.*, n° 459.

CHAPITRE VI

APRÈS LA MORT DU ROI. LES « INTÉRÊTS » CONTRE LA RÉUNION CATHOLIQUE

- I. *Les Etats et le Conseil de la Sainte-Union. L'appel aux catholiques royaux.*
- II. *L'Advis d'Etienne Bernard.*
- III. *Le Parlement de Dijon. Les évêques.*
- IV. *Les mairies contre la Réunion.*
- V. *Le veto de Flavigny.*
- VI. *L'appel de Mayenne et les gentilshommes.*
- VII. *Le passage du légat Caetano. La Réunion condamnée.*

Henri III mort, la politique de Mayenne dans les provinces fut assez diligente et logique : d'abord, le spectre huguenot se dressant aux côtés d'Henri de Navarre, jouer de lui pour rallier à la Sainte-Union, et à sa lieutenance, les catholiques restés fidèles à Henri III ; puis, s'abritant derrière un simulacre de roi, le cardinal de Bourbon ¹, ajourner le véritable problème de la succession, et durer dans la lieutenance ²...

Un « édit » du 5 août, enregistré en hâte au Parlement de Paris, partait dès le 7 pour les Parlements des provinces ³. Son objet était d'y attiser la haine des « hérétiques » ; mais il était aussi de sonner

1. Proclamé comme héritier présomptif désigné par les lettres patentes du 17 août 1588.

2. Avant la mort d'Henri III, Mayenne et le Conseil général de la Sainte-Union n'avaient le pouvoir qu'en « attendant l'assemblée des Etats du royaume ». Ils l'ont aussi, sous Charles X, du fait de la captivité du nouveau roi et tant qu'elle durera (v. SAULNIER, *Le cardinal de Bourbon*, 229). Mayenne tente de délivrer le nouveau roi (*ib.*, 219), mais sans confiance dans le succès de sa tentative auprès du s^r de Chavigny, gardien du cardinal (v. Mayenne à Philippe II, Paris, 21 août 1589, Arch. de Monaco).

3. ISAMBERT, XV, 5-8; C.-D'OR, B 12085, f. 16 (enreg. du Parlement de

le rappel de tous les adhérents du feu roi, — dont « il a pleu à Dieu... nous délivrer », — qui « desireroient se retirer et reunir » avec les catholiques de la Ligue en vue de « conserver » à la fois « lad. religion... et ceste couronne en leur entier ». Appel aux évêques. Appel aux officiers des Parlements dissidents. Qu'ils se rallient ou, pour le moins, se « retirent en leurs maisons ». Et, pour cela, ordre aux capitaines et villes de la Ligue : « Voulons qu'ilz puissent librement... demeurer en leurs maisons avec leur famille en toute seureté et rentrer en la jouissance entiere de leurs biens, desquelz, en cas de saisie, nous leur avons donné et donnons par lesd. presentes plaine et entiere mainlevée »¹. Cette « volonté », largement notifiée dans tout le royaume, et « semée » dans les « villes royales », devait, comme dit Palma Cayet, en « tenter les habitans »².

C'était reprendre, dans un esprit nouveau, un essai proposé au printemps par Sixte-Quint et son légat Morosini³. C'était surtout renouveler, au profit de la Ligue, l'idée de la Sainte-Union définie par l'Édit de Rouen, créer un grand « party des catholiques⁴ » que Jeannin et les ligueurs « français » approuvaient. Ce projet allait, à Paris, mener Mayenne à la lutte contre les extrémistes, contre les Seize, démagogues et « espagnols ». En Bourgogne, qu'en fut-il ? La mort du roi fournissait à Mayenne une occasion inespérée de réparer en sa province les plus grosses fautes : de réduire le schisme de l'Auxois, d'effacer les effets de la trahison de Fervaques et d'arrêter les entreprises indiscretes des mairies. Il s'y employa. Fut-il servi ?

Dijon daté du 23 août). Nombreuses copies, p. ex. : B.N., Moreau 745, f. 43. Impression : *Edict et declaration de Monseigneur le duc de Mayenne et le conseil general de la Sainte-Union pour reunir tous vrais chretiens François...* Paris, 1589, in-8°. Rééd. *Mém. de la Ligue*, IV, 29-32.

1. Autres garanties offertes aux ralliés : poursuites contre ceux qui les molesteront ; annulations de toutes sentences antérieures rendues contre eux, etc.

2. *Chron. nov.*, 172. En Bourgogne, outre les publications régulières des bailliages (Auxerre, p. ex., publie le 17 août, LEBEUF, *Mém.*, II, 413), il faut signaler la diffusion probable des impressions faites à Lyon par J. Pillehotte, et à Troyes par J. Moreau (MORIN, n° 123) de la « copie » de Paris.

3. Sixte-Quint, par son monitoire d'avril (que Diou, rentrant en France, pressait le Parlement de Dijon de publier, mai 1589) ; Morosini par son intervention plus douce auprès de Mayenne (v. entre autres, L'ÉPINOIS, 329-330).

4. C'est d'ailleurs l'expression dont Mayenne avait coutume d'user pour désigner la Ligue (v. p. ex. *Corr.*, n°s 497 et divers).

I. — LES ÉTATS ET LE CONSEIL DE LA SAINTE-UNION.
L'APPEL AUX CATHOLIQUES ROYAUX.

Ce fut un Bourguignon, Jacques de Diou, commandeur de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, qui, partant de Paris pour Rome, le 5 août 1589 ¹, reçut mission d'apporter en Bourgogne, en y passant, le nouveau mot d'ordre de Mayenne. Il y fut vers le 9 août, accompagné d'un autre Bourguignon, Lazare Coqueley, conseiller-clerc au Parlement de Paris, mais natif de Bar-sur-Seine ². Le dimanche 13 août, devant la Chambre de ville de Dijon, le mandataire de Mayenne produisait un récit tendancieux de la mort d'Henri III, qui avait rendu l'âme « sans confession ». Il fit un grand éloge de Jacques Clément, jacobin « de grande probité et bonne conscience », qui, avant son exploit, avait « jeusné xii jours avec une devotion et hosterité extreme », et souligna le désintéressement de Monseigneur :

...M. le duc de Mayenne a bien montré n'estre poussé d'ambition comme plusieurs l'ont voulu dire ; ...jamais il n'a pensé à l'Estat, car, à sa promotion, Charles de Borbon, cardinal, a esté déclaré Roy par M.M. de Paris, esleu par le Conseil de l'Union...

Il en vint, pour terminer, à la « charitable reconciliation » des catholiques ordonnée par le chef de l'État, pria les Dijonnais d'y travailler, et, pour commencer, de prendre, par députés, les instruc-

1. C'était lui déjà qui avait été envoyé à Rome par Mayenne au début de la révolte. J. de Diou, *alias* Dyo ou Dio, s^r de Montcenis et de Montperroux, appartenait à une famille du Brionnais et du Mâconnais (le château de Diou était à trois lieues et demie de Semur-en-Brionnais, près de Saint-Germain-du-Bois). Les généalogies le disent fils de Jacques de Diou, un des gentilshommes bourguignons les plus brillants du temps d'Henri II, et frère de Claude ou Philippe-Claude, élu de la Noblesse (1579-1581), de Philibert, président au Parlement de Paris, de Jacques, chev. de Malte (BEAUNE et D'ARBAUMONT, II, 15, 180 ; COURTÉPÉE, III, 125 ; L'ÉPINOIS, *La Ligue et les papes*, 343 n.). Sur Cl. de Diou : C.-D'OR, B 339 et B 11703. Sur divers Diou des xvi^e et xvii^e s. : BEAUNE et D'ARBAUMONT, 18 ; C.-D'OR, B 10828, 10855.

2. Sur lui, v. notre Index des noms. Autres députés de Mayenne accompagnant Diou : Nic. de Piles, abbé d'Orbais (que certains auteurs, notons-le, disent natif de Saulieu, en Bourgogne, par ex. Aug. BERNARD, *Proc.-verbaux des Etats* de 1593, p. xiv ; mais il avait fait carrière loin de cette province, v. *ibid.*, xii-xv) ; et Pierre Frizon, doyen de la cathédrale de Reims.

tions précises de Mayenne ¹. Il tint au Parlement propos semblable ². Puis ce moine-soldat, à Beaune, à Chalon, à Mâcon enfin, — le 18 août, — apporta la même consigne ³ : « rappeler tous bons catholiques s'estant séparé et retiré des villes ayant embrassé la sainte Union... » :

Pour le jourd'huy, il n'est plus question que de deux partys en France, scavoir celluy des catholiques et celluy des heretiques, et ne faut plus parler de pollitiques, ligueurs royaux, ny aultres propos tendans à picquer les ungs contre les aultres ⁴...

L'union sacrée, en somme : la sainte union de l'édit de 1588, dont se réclamaient les « ligueurs royaux », mais de l'édit réadapté aux circonstances nouvelles, — et sous le commandement de Mayenne.

La Bourgogne parut d'abord suivre assez docilement ces consignes. Dès la fin d'août, deux autorités provinciales avaient déjà, en cette affaire importante, fait entendre leurs voix : le Conseil de la Sainte-Union et les États.

Dès avant la mort du roi, les pouvoirs du Conseil de Dijon s'étaient, on le sait, occasionnellement élargis ⁵ : afin de pourvoir aux actes indispensables de gouvernement pendant la vacance de la lieutenance générale, il avait, au départ de Nemours, pris figure de directoire provisoire d'exécution. Non seulement c'est lui qui avait, le 3 août, d'accord sans doute avec Nemours, mais sans lettres patentes de Mayenne, convoqué l'assemblée des États ⁶,

1. DIJON, B 227, f. 76.

2. *Reg. Parl.*, III, 284-286. Diou demande un arrêt déclarant hérétiques les partisans d'Henri de Navarre. Réponse assez vague du premier président.

3. PERRY, 366 (qui renvoie au registre de Chalon pour 1589, aujourd'hui perdu) : date non précisée (16 ou 17 août ?) ; — MACON, BB 55, f. 267 (le 18 août, assemblée générale des habitants). — A Chalon, le 30 août, suivant les indications de Diou, avant même la notification du décret des États visant ce sujet (v. ci-ap.), le serment ligueur est renouvelé.

4. MACON, B 55, f. 269 v^o.

5. Sur ses attributions propres, v. ci-ap., ch. IX.

6. Le Conseil à la Chambre de ville de Dijon, 3 août 1589, DIJON, B 457, n^o 61 ; à celle d'Avallon, même date, AVALLON, EE 58, n^o 20 ; au gouverneur, au clergé et aux échev. de Mâcon, même date, MACON, BB 55, f. 265 v^o, 266 v^o. — Décret pris dans la session : « ... Afin que on ne puisse mettre en doute à l'advenir la validité de la presente assemblée pour n'avoir pas été convoquée en vertu des lettres patentes selon qu'il est accoustumé... », on obtiendra lettres de confirmation de Mayenne (C.-D'OR, C 3069, f. 292 v^o). Noter que Nemours, comme « lieutenant au gouvernement de ce pays », avait, par lettres du 7 août, déjà confirmé la convocation (f. 286). — D'autres preuves du rôle nouveau du Conseil abondent. V. en particulier les actes divers concernant les dépenses

mais il y intervint en la personne de son « promoteur ». Puis, jusqu'à l'entrée en charge d'un nouveau lieutenant, qui devait être le baron de Sennecey, il mit la main, — et ce fut la haute main, — en toute affaire d'« État » concernant le pays.

Mais rien de plus suggestif que son rôle politique après l'événement de Saint-Cloud. Son premier soin, au lendemain de la déclaration du 5 août, fut de légitimer sa propre existence et son autorité, de se dire officiellement « estably » par le nouveau roi ¹. Après quoi, il prit dans l'essai de réunion catholique une part dont les âpres attaques des robins d'Auxois durant l'automne de 1589 suffiraient à proclamer l'importance ².

Les États provinciaux eurent aussi un rôle à jouer dans la Réunion. C'est pour financer le redressement militaire de la Ligue bourguignonne qu'ils avaient été convoqués. Mais le programme de leur tenue d'août 1589, qui elle-même rompait l'usage de la périodicité triennale ³, se corsa entre la convocation et l'ouverture de questions insolites et imprévues.

Les députés qui se réunirent le 21 août, à Dijon, avaient été choisis entre le 12 et le 18 ⁴, au moment même où se publiait le mot d'ordre de réconciliation, et ils étaient bien avertis par conséquent du problème important qui se posait. Trois des comtés, Auxerre, Auxonne et Mâcon, — et les deux derniers, précisément, fort partisans du « repos », — manquaient à l'assemblée. Mais, parmi les 26 députés du Tiers, les 14 de la Noblesse et les 14 de l'Église,

militaires signées par ses membres avec l'autorité qui appartenait d'ordinaire au lieutenant (ch. IX, § iv). Le 10 oct. 1589, les élus acceptent de départir un impôt exceptionnel sous son autorité, en attendant les patentes de Mayenne (C.-D'OR, C 3069, f. 302 v^o). Le 16 oct., le Conseil ordonne par commission la saisie du sel appartenant à un navarriste de Saint-Gengoux (JEANDET, *Verdun*, 392); etc.

1. Comme le relève la *Contre-lettre à la noblesse de Bourgogne*, 26. Aucun acte de Mayenne dans les reg. d'enregistrement.

2. *Contre-lettre*, not. 13. — Sur les démarches auprès des gentilshommes, v. ci-ap., § vi.

3. Il faut en effet remarquer que la tenue d'août 1589 représente une anomalie dans le rythme accoutumé des sessions (mai 1581, mai 1584, mai 1587, octobre 1590, octobre 1593, janvier 1596, juin 1599). Les événements de l'année, et les besoins financiers du Conseil suffisent à expliquer cette réunion. Le fait que la convocation fut irrégulière suggérerait-il l'idée de chercher plus loin? Malheureusement, aucun texte ni dans les registres des États eux-mêmes, ni dans les chroniques, assez pauvres sur de tels sujets (BREUNOT fait défaut à la date). Sur l'esprit des États pendant la lieutenance de Mayenne, v. ci-ap., ch. IX. § i-ii.

4. Les députés de Dijon sont désignés le 18 (DIJON, B 227, f. 79).

figuraient des représentants de toutes les tendances catholiques, sauf le parti de l'Auxois. Des gentilshommes, la veille encore serviteurs d'Henri III, le s^r de Bissy, le s^r de Chauffour, rencontraient là des mayennistes classés comme Villers-la-Faye, Communes, Chanlecy. Le nouveau maire imposé à Chalon par Nemours, le mayenniste Cl. Languet, y retrouvait l'évêque proscrit, le « ligueur royal » Pontus de Tyard, qui était là comme élu de la triennalité 1587-1590, et dont la présence, à elle seule, semblait être déjà comme une promesse du ralliement catholique ¹. Cette composition, à coup sûr hétéroclite, mais qui reflétait dans sa variété l'ensemble de la province catholique, semblait favoriser l'œuvre de fusion. Cependant, dans chacun des ordres, et particulièrement parmi les représentants des villes, l'esprit ligueur du printemps de 1589 prédominait et veillait. Les députés de Dijon étaient La Verne et Prévost ; et ces inspirateurs du groupe des oligarques se proposaient évidemment de défendre les intérêts menacés par le rappel des émigrés.

Les discours traditionnels furent vagues ², les délibérations des chambres probablement laborieuses. Du moins se prolongèrent-elles jusqu'au 30 août, roulant sur deux séries d'« articles et mémoires » proposées l'une par Etienne Tabourot au nom du Conseil de la Sainte-Union, l'autre par les avocats-conseils des États, Pierre Morandet et Bénigne Arviset. Sur ces délibérations, registres muets.

1. Liste dans C.-d'Or, C 3069, f. 296, et C 3016, f. 198 v^o - 199 v^o. Les abbés de Maizières et de Labussière, le doyen de Beaune (Corrabœuf) et les chanoines d'Autun Ant. Borennet et Bourgeois semblent avoir représenté, au clergé, l'esprit de réunion ; de même, à la noblesse, les s^{rs} du Brouillart, de La Motte-Beaumont et de Pardessus. Au Tiers, à côté des ligueurs, S. Goreau (Avallon), Frémy (Nuits), J. Venot (Autun), les députés de Dijon, etc., figurent des conciliateurs comme J. Guillaume (Arnay), P. Baudinot (Charollais) Cl. Gruyer (Seurre), etc. — Au fond, Tyard songeait peut-être surtout à profiter des circonstances pour prémunir sa terre et résidence de Bragny contre les deux places ligueuses de Chalon et de Verdun. Mais, après les États, il allait, par degrés, et sans bruit, glisser vers le parti navarriste (v. ci-ap., p. 398, n^o 2.). — Noter l'absence de deux autres élus : les s^{rs} de Chamesson et Bouchu, maire de Montbard.

2. Celui du premier président, Denis Brulart, montrait surtout que la disparition d'Henri III avait simplifié beaucoup les problèmes : « Nous n'avons à présent à combattre que contre les ennemys de Dieu, les heretiques ou fauteurs d'heresie... » et « si nostre ennemy vient au-dessus de ses intentions, indubitablement nostre religion est perdue et n'en faut plus faire estat ». Or, la Bourgogne catholique ne pouvait s'abandonner : suivait le couplet classique sur le passé chrétien de la province (*ibid.*, f. 286 et s.). Réponse de l'abbé de Cliteaux : dévouement entier à la religion (f. 287 v^o).

Quant aux « décrets », qui furent, dans la forme, actes de docilité à l'égard de la Déclaration du 5 août, ils révèlent, cependant, une certaine réserve quant au programme de réunion :

I. *Les estatiz... ont tenu et recogneu Monseigneur le cardinal de Bourbon pour vray et legitime Roy de France, comme le premier prince du sang plus successible à la couronne tel déclaré par les Estatiz de ce royaume en leur assemblée faicte l'année dernière... et Monsieur le duc de Mayenne pour son lieutenant general.* Le Parlement sera prié de rendre arrêt.

II. Le roi de Navarre étant indigne de la couronne suivant décision des États de Blois, ses adhérents catholiques seront invités à rejoindre l'Union.

III. Les communautés villageoises seront invitées de se joindre au party du Roy... tres chrestien et de lad. Sainte Union..., de donner avertissements des courses et entreprises des capitaines. Leurs procureurs renouvelleront le serment devant les juges royaux des villes les plus proches. Les curés ou vicaires exhorteront aux prônes leurs paroissiens.

IV. *Contre les officiers absens.* — S'ils ne rentrent pas dans le délai imparti par la Déclaration, on suppliera le roi de supprimer leurs offices.

V. *Deputez devers le sieur de Tavanès.* — Pour prier Guillaume de Tavanès et ses gentilshommes de se rallier à l'Union, on enverra vers lui, munis de son sauf-conduit : le s^r de Corrabœuf, doyen de la collégiale de Beaune, le s^r du Brouillart, et le s^r Brunet, antique maire de Beaune.

VI. *Les troupes des s^{rs} de Guyonville et de Bassompierre seront mandées* (afin que ces troupes, en partie lorraines, appuient l'effet des appels, et tiennent les rebelles en respect).

VII. Des députés seront aussi envoyés au comte de Charny, au s^r de Brion, marquis de Mirebeau, au baron de Sennecey (à Charny : l'évêque de Chalon, élu du clergé, le s^r de La Motte-Beaumont, et M^e Jean Guillaume, avocat à Arnay ; — à Brion et à Sennecey : le doyen de la Sainte-Chapelle, le s^r de Pardessus, M^e Jacques Venot, avocat à Autun).

VIII. Langres ayant reconnu Henri de Navarre, on l'invite à rallier l'Union. Faute de quoi, on demandera au pape de transférer le siège épiscopal à Dijon.

IX. Les villes seront priées de prêter de nouveau le serment d'Union.

X. Le Parlement de Dijon sera prié d'annuler tout arrêt de Flavigny.

XI. Lettres seront envoyées à Mayenne pour lui faire entendre les déportements de Tavanès et *pour avoir un chef pour commander.* Le s^r de « Ruffey Petit » (du Conseil d'État) est désigné pour cette mission.

XII. Il sera levé des gens de guerre : 400 cheval-légers lanciers, 300 arquebusiers à cheval et 500 à pied, y compris les levées déjà faites¹...

1. *Ibid.*, f. 288 et v^o (décrets I-II) ; 289 et v^o (III-VI) ; 290 et v^o (VII-VIII) ; 291 et v^o (IX-XI) ; 292 (XII). Suivent des mesures secondaires : députation, pour aller saluer le roi ou, à son défaut, le duc de Mayenne : l'abbé de Cîteaux, le s^r de Communes, Ét. Bernard, qui négocieront en même temps les affaires du pays ; prise en charge par le pays de la garde de Cîteaux ; défense aux gou-

Tissu, donc, d'invitations au rassemblement catholique, et de mesures belliqueuses. Pardon accordé aux « absents », soit ; mais, le délai écoulé, sus aux rebelles ! Appels mêlés de sommations ; appuyés d'une déclaration de reconnaissance de Charles X, — l'une des premières qui se soient produites dans le royaume ¹ ; — mais de cette royauté d'un vieux cardinal, bien des paroles et bien des gestes allaient montrer que les ligueurs sentaient le caractère fictif et, sans doute, en l'espèce, cette reconnaissance n'était-elle, pour beaucoup, qu'une arme contre Flavigny : roi contre roi ². Le programme de guerre aux navarristes étouffait l'idéal de réconciliation.

Le Conseil d'Union s'acquittait cependant avec docilité de son devoir mayenniste. Il allait veiller loyalement à l'envoi des députés aux royalistes, aux ligueurs royaux, aux neutres, et, dès le 21 août, d'ailleurs, le jour même de l'ouverture des États, avait arrêté le texte d'un appel qui, lui, n'affectait pas le ton sec d'une mise en demeure. Il fut imprimé en un placard portant le titre de *Seconde lettre envoyée à Messieurs de la noblesse du pais et duché de Bourgogne, villes et communautés, par le Conseil d'Estat estably à Dijon* ³, et dont

verneurs de disposer des deniers revenant au pays ; menace de démantèlement des maisons des neutres, s'ils ne se défendent pas contre les « ennemis » ; etc. Puis désignation comme élu du Tiers, à la place de Bouchu, maire de Montbard, qui, depuis un an, est constamment absent aux séances de la chambre, de Brunet, ancien maire de Beaune (f. 293 v°).

1. D'après SAULNIER (*Le cardinal de Bourbon*, 235), à sa date, cette reconnaissance semble un fait presque « isolé » (et, par conséquent, significatif de zèle ligueur). Un tel empressement ne se serait rencontré qu'en « quelques villes » et serait dû à « des initiatives toutes particulières ». C'est, en effet, le 21 novembre seulement que le Parlement de Paris rendit arrêt de reconnaissance. Mais si les Parlements tardèrent (l'arrêt de celui de Dijon n'est daté que du 15 décembre), que firent ailleurs qu'en Bourgogne les États provinciaux ? Du reste, la question ne se poserait que pour ceux, s'il y en eut, qui se réunirent dans l'été ou l'automne de 1589. La session des États de Bourgogne, convoqués dès avant la mort du roi, se tint dans le mois même où avait paru la Déclaration : c'est la première raison, sinon la principale, de la priorité des États de Bourgogne, s'il y eut priorité. Quant aux influences particulières, elles apparaissent effectivement dans l'espèce et il s'agit sans aucun doute de celles du Conseil de la Sainte-Union ou de ses membres.

2. Sur ces sentiments, v. DROUOT, *La royauté du cardinal de Bourbon et les ligueurs bourguignons*, 35 et s.

3. « Du Conseil d'Estat estably à Dijon, ce vingt uniesme aoust 1589 » : une grande feuille imprimée, s. l. (B.N., Moreau 804, f. 115). Dans le texte, allusion à une première lettre qui est censée avoir pu se perdre à cause du « hazard des chemins », et probablement fictive (fiction destinée peut-être à justifier la date

l'accent était amène, l'argumentation simple et directe. Nous voulons, y disaient les mayennistes aux catholiques de l'autre camp, « oublier les choses passées », éviter à la Bourgogne une longue guerre civile. L'union catholique s'impose contre le Navarrais relaps et excommunié, dont la promesse de conversion n'est qu'une astuce :

La Bourgogne, première nourrice des Roys chrestiens, ...implore votre ayde pour luy conserver l'honneur qu'elle a d'avoir planté la vraie Foy en ce Royaume.

Revenez à nous et servez avec nous « nostre roy Charles de Bourbon ».

S'il faut suppléer par l'hypothèse au silence des registres, on peut penser que les réserves et l'esprit de guerre qui enveloppaient les décrets de la tenue d'août émanaient des députés des villes représentant des oligarchies, particulièrement de ceux de Dijon, défenseurs des entreprises lancées et champions de la guerre sociale, — et que la docilité à la politique de Mayenne, la part d'espoir catholique qui s'y manifestait cependant était le fait des gens du Conseil de la Sainte-Union, ce corps qui tenait lieu alors de lieutenant du prince, ce corps où dominaient par le nombre des ligueurs plus liés au maître que les La Verne ou les Jean Prévost, tels que les Desbarres, Legouz de Vellepesle, Fyot l'ainé ou Berbisey, ces amis de Jeannin ¹, ou plus ardemment dévoués à la grande cause, comme Etienne Bernard.

De ceux-là, du moins, l'appel était clairement jeté. Et Mayenne lui-même intervenait avec eux. Il avait, dès les premiers jours d'août, écrit à Tavanès et à un bon nombre d'autres « barons » : à Ragny, à Cypierre, à Lux, à Chantal, à Soussey, au marquis de Nesle, et, ajoute Tavanès, qui donne cette liste, à « d'autres chefs » encore ².

relativement tardive de la *Lettre*). Une plaquette portant le titre suivant : *Lettre des Etats tenus au Pays et Duché de Bourgogne adressée à la Noblesse*. « A Troyes, par Jean Moreau... », s. d., in-8°, 8 p. (L. MORIN, *L'imprim. à Troyes*, n° 125), n'est qu'une impression troyenne de la *Seconde lettre*. Elle porte d'ailleurs, *in fine*, la même date : « Du Conseil..., ce XXI^e jour d'Aoust 1589 ». — Notons que Févret de Fontette, dans sa réédition du P. Lelong, cite bien la *Seconde lettre* (n° 36.237), probablement d'après son exemplaire (celui qui se trouve aujourd'hui au fonds Moreau), mais non une première lettre.

1. Qui approuvait hautement la « réunion » et la royauté de Charles X (v. les pages de son familier, B.N., fr. 17281, f. 248 v° et s.).

2. *Mém. de Guill. de Tavanès*, 486. — Un nom nouveau ici : celui d'André-Edmond de Pracontal, s^r de Soussey.

Puis, dans la suite, diverses lettres suivirent, portées en partie par le secrétaire Prudent Michaut, qu'on vit en novembre menant, avec un membre du Conseil de Dijon, une négociation avec certains « gentilshommes du pays »¹. De sa plume de lieutenant-général de l'État, Mayenne sollicitait donc la Bourgogne royaliste. D'un écritoire privé, enfin, sortait un ardent « discours » : Bernard, à sa participation à l'œuvre du Conseil, ajoutait l'appoint de son autorité personnelle.

II. — L'ADVIS D'ÉTIENNE BERNARD.

La *Seconde lettre* disait l'intention pratique et la prudence d'un corps gouvernant. Bernard, lui, élevait une voix plus libre, et plus haute, bien qu'elle fût certainement accordée aux idées de plusieurs mayennistes du Conseil.

Écrit dans les jours qui suivirent le passage de Diou, relu aux épreuves chez l'imprimeur Jean Desplanches par Pierre Michel, le maire dévôt, par le « promoteur » Et. Tabourot, par l'avocat-général Legouz de Vellepesle et par le médecin Bouchard², l'*Advis* signé E. B. D. (Etienne Bernard, dijonnais), qui dans ses premières réimpressions s'appelle *Advis aux François*, est daté de Dijon, le 1^{er} septembre 1589³. Il parut probablement quelques jours après

1. DIJON, B 227, f. 138 v^o (12 nov.).

2. De plus, Tabourot, Legouz et Jean Bouchard (qui signe I. B. D.) joignirent à l'*Advis* chacun une pièce de vers. Ces noms et détails furent fournis par l'imprimeur Desplanches lors de l'enquête ordonnée par le chancelier d'Henri IV, en 1595 (Breunot, III, 40).

3. Pas plus que M. H. HAUSER (v. ses *Sources*, n^o 2909), nous n'avons réussi à retrouver cette impression dijonnaise, qui a pu être détruite lors des poursuites exercées contre l'auteur. Mais son existence ne fait pas de doute, ni le nom de son imprimeur, Jean Desplanches (v. l'information de 1595 dans Breunot). D'ailleurs l'édition parisienne parue sous le titre d'*Advis aux François de la resolution prise aux Estats de Bloys M. VC. LXXXVIII contre Henry de Bourbon soy-disant roy de Navarre* est publiée : « A Paris, au mont S. Hilaire, à l'enseigne du Pelican, suivant la copie imprimée à Dijon » (1589, in-8^o, 26 p. ; signée, à la fin du texte, E. B. D., 1^{er} sept. 1589, B.N., Lb³⁵ 174). — M. HAUSER, *Sources*, n^o 2909, signale aussi une impression lyonnaise de 1589. — Une édition troyenne parut ensuite sous un titre rajouté : *Advis des Estats de Bourgogne aux François touchant la resolution prise aux estats de Blois l'An 1588... Fait à Dijon le premier jour de janvier 1590... Contre Henry de Bourbon, soy disant Roy de Navarre*, « A Troyes, par Jean Moreau, M. Imprimeur du Roy », s. d., in-8^o, 31 p. (L. MORIN, *L'impr. à Troyes*, n^o 149). [B.N., La²⁵ 24 (50)]. C'est cette dernière édition qu'H. Chevreul a réimprimée dans ses *Pièces sur la Ligue en Bourgogne*, 2^e s^{te},

la *Seconde lettre*. Cet *Advis*, dont le retentissement se mesure au nombre même de ses réimpressions et à l'ardeur des « contr'-avis » qu'il provoqua¹, frappait juste au point où le voulait Mayenne, où l'avait recommandé Diou, à la liaison des navarristes purs avec les catholiques égarés dans le parti de feu Henri III, et visait à dissocier les deux éléments en assénant sur ce point de liaison tout le poids d'un seul argument : l'impossibilité de reconnaître un roi hérétique.

Il débute par une longue apologie de l'acte de Jacques Clément et mesure ainsi soit l'insincérité courtisane de Bernard dans son discours au roi du 15 janvier, soit la distance parcourue par lui depuis cette date sur les voies de la révolte, car tout ce début, où l'on voit Henri III chargé d'une foule de « crimes détestables » contraste avec le passage de la harangue où Bernard avait « reconnu » et « publié... haut et clair » les vertus dévolues au roi par le « ciel et la nature ». Selon l'*Advis*, c'était encore « le Ciel », — mais alors le Ciel se déjugait, — qui, d'un « pauvre religieux nourry à l'ombre d'un cloistre », avait fait le vengeur de « la querelle de Dieu ».

Mais, Henri III écarté, surgissait cet « heretique, chef et protecteur des Calvinistes, ennemy juré de l'Eglise romaine et excommunié publicq... », qui avait abjuré le catholicisme à Montauban, profané partout les sanctuaires ; l'auteur des « sacrileges de Cahors », de tant d'« impietez et cruantez contre les prestres de Poictou... ». Bernard démontrait ardemment l'impossibilité où étaient les catholiques sincères de reconnaître pour roi un ennemi aussi brutalement déclaré de l'Eglise romaine, invoquait les *Remonstrances* de Bégat, les discours du *Catholique anglois*, le *Panegyrique de l'Edict d'Union* du curé Boucher, surtout le solennel Édit de 1588 passé en « loi fondamentale » du royaume, qui excluait à tout jamais les protestants du trône : et cela était évidemment adressé aux « ligueurs royaux », qui se disaient fidèles à l'Union de 1588.

Toute cette première partie, longue et chargée, était proprement un « *Advis aux François* » en général². Mais une sorte d'appendice,

en 1883. — PAPILLON, *Auteurs de Bourgogne*, I, 40, cite un *Advis à la noblesse de Bourgogne touchant la resolution...*, 1590, in-8°, et renvoie à ce sujet au n° 8.302 du P. Lelong.

1. V. ci-après, § v.

2. C'est à peine si quelques indications comme l'allusion aux *Remonstrances* de Bégat décèlent dans cette première partie une plume bourguignonne.

— probablement retouché dans les réimpressions ¹, — constituait l'appel particulier à la Noblesse. Sous la dialectique, qui restait générale encore, se percevait cette fois, beaucoup plus nettement, un accent bourguignon. Pour glaner les forces nobles éparses qui flottaient entre les deux camps, pour conquérir quelques seigneurs dont le nom faisait écho, et servir l'action de son Conseil dans son mode le plus précis, qui était précisément l'appel aux barons, Bernard usait là d'allusions au passé provincial. Et c'est de cette partie surtout que les ligueurs dijonnais devaient attendre quelque effet. Pouvaient être touchés ce Brion, par exemple, qui, au lendemain de son adhésion verbale à Charles X, n'avait pas subi sans faiblir un contre-assaut bien mené des conseillers de Flavigny ², — et les consciences catholiques qu'alarmaient des actes du style du sac de Cîteaux par Guillaume de Tavanès (15 octobre 1589), sac soigneusement relevé et voué à l'ignominie dans les réimpressions de l'*Advis* publiées à la fin de 1589 et au début de 1590.

Les arguments bourguignons de Bernard ne sont d'ailleurs ni très poussés, ni surtout très neufs. Aux intérêts de classe, peu ou point d'allusion, sinon pour dissuader les gentilshommes de les chercher là où ils ne sont pas. Ils le font, mal conseillés, « poussez d'un prétexte de vengeance », et « remplis de vaines attentes ». Mais « leur rang et devoir », qu'ils oublient, leur sont rappelés. Ne savent-ils plus les vertus de leurs pères, serviteurs de la foi aux croisades, et qui, plus tard, n'ont accepté de reconnaître Louis XI que moyennant serment de maintenir en Bourgogne la religion catholique ?

Belle leçon pour ceux qui troublent la province et pires que vipères, deschirent le ventre de leur mere, la pillent, la violent et ravagent ! Lesquels seroient par moy monstrez au doigt... et raportez par nom et surnom pour estre diffamez à perpetuité, degradez du tiltre de noblesse, et de l'honneur des armes, tenuz pour ennemis publicqs de l'Eglise et de leur Patrie — la Bourgogne, — n'estoit l'esperance de leur conversion.

1. Notons, par exemple, que celle de Paris (qui reproduit bien *in fine* la date 1^{er} septembre, mais dont le privilège, p. 27, non numérotée, est daté, lui, seulement du 16 nov. 1589) et celle de Troyes (v. ci-après) contiennent une allusion (12 lignes) au sac de Cîteaux, datant d'octobre 1589 (p. 21 de l'éd. de Paris).

2. Odebert à Brion, Flavigny, 23 août, Dijon, B 481, n° 137 ; le procureur général Picardet au même, s. d., *ib.*, n° 138 ; Fremyot faisait agir là les amis de Brion. Les femmes aussi étaient employées (Anne Berbissey à M^{me} de Brion, s. d., *ib.*, n° 147). Et Brion allait se décider à servir Henri IV, voire même à guerroyer quelque temps, d'accord avec Tavanès.

Appel surtout à la piété filiale, à la tradition venue de Gaspard de Tavanès et de journées comme Moncontour : « Quels regrets ces pieux chevaliers vos peres, vrais piliers de la Foy », dont les « villes unies » conservent les « tombeaux et sepulchres ornez de leurs armes » et les enseignes gagnées par eux « aux batailles contre les huguenots ¹... », s'ils voyaient leur fils dépendre les cloches, piller les églises, détruire « l'ancien ornement de la Bourgongne et la principale marque de la pieté et devotion des bons Ducs » : l'insigne abbaye de Cîteaux ² ! Malheur donc aux parjures, à ceux qui parlent si souvent de la « foi de gentilhomme » et qui violent le serment prêté à Dieu et à l'Église lors de l'Édit d'Union, et à Blois par la voix de Brissac. Et appel aux cœurs fidèles :

Quand il adviendrait... que la France voudroit avoir pour Roy le Roy de Navarre, ce que Dieu ne permettra jamais, il faut que la Bourgongne seule y resiste, qu'elle tienne bon... : c'est la premiere Pairrie de la Couronne, la premiere nourrice des Rois Chrestiens...

L'Édit de Rouen et la foi bourguignonne étaient donc, par Bernard, largement invoqués. Mais il est assez remarquable que ni Mayenne, ni les officiers de Flavigny ne soient mentionnés par la plume de cet avocat mayenniste. Est-ce dignité d'avocat ou, comme au temps des discours de Blois, animosité particulière contre les officiers, ou encore idée que, la « noblesse » ébranlée, la robe devra se ranger : Bernard laisse en tout cas à d'autres le soin de solliciter les Fremyot et les Picardet. Et quant au silence sur Mayenne, dont il eût été aisé d'exalter en quelques mots la mission catholique, comme le faisaient de leur côté tant de plaquettes non-bourguignonnes, il est possible que Bernard et ses collaborateurs « mayennistes » aient eu le sentiment que la louange du gouverneur de Bourgogne révoqué par Henri III n'ajouterait rien pour l'heure à la force de sa plaidoirie, possible qu'élevant le débat et se pénétrant de l'esprit même de la Déclaration du 5 août, le mayenniste, en l'espèce, n'ait voulu être rien d'autre qu'un catholique.

1. Ce passage et celui qui suit visent évidemment Guillaume de Tavanès. Le tombeau de son père le maréchal, et les enseignes prises à Moncontour étaient à la Sainte-Chapelle de Dijon.

2. Il faut rapprocher de ce texte les énergiques doléances présentées par l'abbé de Cîteaux Edme de La Croix au légat Caetano, dans son *Oratio* du 2 déc. à Mâcon (v. DROUOT, *La guerre aux moutiers pendant la Ligue : le pillage de l'abbaye de Cîteaux*, 203 ; et *La mission du légat Caetano et sa traversée de la Bourgogne*, 377-378).

III. — LE PARLEMENT DE DIJON. LES ÉVÊQUES.

Ces appels catholiques furent-ils entendus ? Et d'abord, parmi ces puissances jusqu'alors rebelles à l'attraction mayenniste : les officiers, ces robins dont la plupart, même dans les villes ligueuses, en étaient restés, quant à l'esprit, à l'Édit d'Union de 1588, — et les évêques, amis impénitents du roi défunt ?

Activement sollicitée par Mayenne lui-même ¹, informée par les élus, le 31 août, des décrets des États qui lui demandaient de reconnaître Charles X et d'interdire le prétendu Parlement de Flavigny ², la Cour de Dijon ne manifesta nulle opposition explicite aux vues de la Déclaration. L'occasion lui paraissait trop belle à la fois de se venger des humiliations reçues des émigrés d'Auxois et, contre la mairie de Dijon, de reconstituer les cours souveraines dans leur force. Aussi bien l'arrêt rendu le 12 août fut-il un acte unanime. Il contenait d'abord des « inhibitions et défenses de reconnaître pour roy Henry roy de Navarre », puis un appel à l'« Union » contre les « hérétiques et perturbateurs du repos public » et au respect des édits de juillet et octobre 1588, « servant de loi fondamentale en ce royaume » ³. Arrêt de portée générale qui, adressé le jour même aux bailliages, devait toucher dans le ressort tous les absents, quels qu'ils fussent. Les cours de Flavigny méritaient cependant un acte particulier : aussi décidait-on aussitôt d'écrire « aux sieurs présidents, conseillers et gens du roi absents, pour retourner et venir faire leurs charges » ⁴. Le 23 enfin, la Cour enregistrait la Déclaration de Mayenne ⁵.

Arrêts médités et souvent invoqués dans les mois qui suivirent ⁶. Mais signifiaient-ils vraiment l'« oubli du passé » ? « La cour... a

1. Circulaire du 1^{er} août mentionnée par une lettre du 4, celle-ci reproduite par les *Reg. Parl.*, III, 286 ; une autre lettre du 8 : *ib.*, et B.N., Moreau, 745, f. 41.

2. C.-d'Or, C 3069, f. 298 v^o.

3. *Reg. Parl.*, III, 286 ; ABORD, III, P. J. n^o 55 ; Gros, 48.

4. *Reg. Parl.*, III. Une réserve : « Après toutes fois que les vicomte mayeur et échevins de cette ville seront mandez pour leur bailler toute seureté... » Sur la portée de cette précaution : ci-ap., p. 383.

5. C.-d'Or, B 12085, f. 15 et s.

6. On rencontre souvent des copies de l'arrêt du 12 août (p. ex. deux sous la seule cote B.N., Moreau 804, f. 110 et 111). — D'autres Parlements, même réputés ligueurs, furent moins empressés (v. SAULNIER, *Le cardinal de Bourbon*, 231 ; et *Mém. de la Ligue*, IV, 47, 93, etc.).

enjoint et enjoint à tous... de s'unir... » Formule d'autorité, mais formule de règle ; et, pour les défenseurs de l'esprit de corps, pour la majorité de ces officiers qui demeuraient à Dijon à l'époque des vacances et se privaient de présider à leurs vendanges pour vaquer à la Réunion ¹, l'espoir, sans doute, était sincère de redresser, unie, la caste des robins. Dès le 5 septembre pourtant, dans l'arrêt d'interdiction des cours dissidentes, l'esprit de guerre perçait sous l'esprit de corps ². L'aigreur des boute-feux ligueurs viciait l'effort des champions de la robe. D'ailleurs, Fremyot, en Auxois, ne bronchait pas ; et la mairie de Dijon barrait, de son côté, le chemin de la réconciliation ³. La paix catholique des robins apparut ainsi, — et ce fut dès la rentrée de la Saint-Martin, — comme un mirage. Mayenne, en septembre, avait beau répéter ses consignes, prêcher la douceur et le pardon ⁴ : il voulait, avec raison, réduire une scission essentielle ; mais l'heure de le faire passa sans qu'on l'eût fait.

D'ailleurs, un point d'appui solide avait manqué à la tentative du Parlement de Dijon. Le président Fremyot avait un roi et avait fait, dès août, prêter serment sur son nom ⁵. Les robins dijonnais ne pouvaient même pas invoquer Charles X. A reconnaître comme roi le vieux cardinal prisonnier à Fontenay, les États provinciaux avaient moins balancé. La Cour, elle, hésitait davantage à écrire le nom du roi catholique en tête de ses expéditions de chancellerie, et attendait que le Parlement de Paris lui en donnât l'exemple. Or, ce Parlement lui-même, Mayenne ne l'en pressant pas, tardait à rendre son arrêt, et il fallut que, vaincu à Arques, atteint rudement dans son prestige et vilipendé par une partie du Conseil général de la Sainte-Union, le lieutenant-général sentît le besoin de consolider son pouvoir, pour que, mus par lui, les robins parisiens, le 21 novembre, fissent officiellement du cardinal de Bourbon un roi, et de Mayenne, lieutenant irrégulier depuis février par la grâce de la révolution parisienne, un lieutenant légitime validé par arrêt

1. Délibération du 12 août, *Reg. Parl.*, III, 286.

2. *Reg. Parl.*, III, 290-291 ; et *Deux arrêts de la Cour du parlement de Dijon du 5 septembre 1589 contre ceux qui contreviendront à l'arrêt de ladite court du 12. d' Aoust dernier contre le Roy de Navarre et ses adherans...*, s. l. n. d., in-8°.

3. V. ci-ap., § IV.

4. En des lettres lues le 15 septembre en Chambre de ville, Mayenne indique qu'il a écrit dans ce sens au Parlement de Dijon (Dijon, B 227, f. 96 v°).

5. *Mém. de Guill. de Tavares*, 486.

de l'autorité¹. Trois semaines plus tard, à peu près à la même date que plusieurs autres, le Parlement de Dijon enregistrait cet arrêt parisien² ; mais il y avait alors quatre mois déjà qu'il faisait attendre à la politique de Réunion l'appui d'une royauté proclamée.

Mais, à défaut d'un nom royal hautement proclamé, les ouvriers de la Réunion purent, au lendemain de la mort du roi, invoquer la « religion » en s'appuyant sur un argument important : le ralliement du groupe des évêques bourguignons. Ils n'avaient pas renié Henri III malgré son alliance avec le roi de Navarre. En face du prétendant hérétique, leur premier mouvement fut au contraire l'hostilité. Pontus de Tyard, après avoir occupé, en août, son siège d'élu à la tenue des États ligueurs, alla même jusqu'à se faire le missionnaire de l'unité catholique auprès du comte de Charny³. De son côté, son ami Jacques Amyot faisait alors à la Ligue adhésion explicite et aux ligueurs d'Auxerre amende honorable⁴. Pierre Saulnier, devant l'échevinage autunois choisi par Nemours, abaissait ses armes au nom de la défense religieuse⁵. Charles des Cars, lui-même, et devant un Langres délibérément navarriste, passait à la défense catholique⁶. Enfin Alamanni, qui, en mars, avait laissé voir sa défiance pour la révolte, allait, revenant d'Italie avec le légat de Sixte-Quint, servir abondamment à Mâcon la cause de l'oubli des haines⁷. En face d'Henri de Navarre se déclarant roi de France, le haut clergé bourguignon se troublait, et, ses attaches de cour se brisant, allait, premier geste, geste logique, à l'Union contre l'hérétique.

Et ainsi, quelles que fussent les réserves secrètes, la Sainte-Union de juillet 1588 semblait, un instant, devoir revivre ; l'assassinat de Guise semblait oublié avec l'assassin défunt ; la couronne semblait devoir être accordée, au nom de la religion, à celui qu'Henri III

1. SAULNIER, *Le cardinal de Bourbon*, 237 et s. ; cf. P. Cayet, *Chron. nov.*, 187.

2. Le 15 déc. : *Reg. Parl.*, III, 306 (cf. SAULNIER, 239-240). Encore avait-il fallu que le cardinal Caetano, légat du pape, séjournant à Dijon, l'en sollicitât spécialement.

3. V. ci-dessus, p. 371 et ci-ap., § VI, 393. Cf. aussi p. 396 et 398, n. 2.

4. *Griefz des plaintes de maître Jacques Amyot*, dans LEBEUF, *Mém.*, II, Preuves. Cf. URBAIN et CITOLEUX, dans le *Dict. de biogr. franç.*, II, col. 756.

5. ABORD, II, 40-41.

6. PISTOLLET DE SAINT-FERJEUX, *Langres pendant la Ligue* (cf. ci-ap., p. 382).

7. Il veut servir la mission du légat. V. son discours aux échevins de Mâcon du 1^{er} déc. 1589 (MACON, BB 55, f. 360).

lui-même avait reconnu en 1588 comme son héritier. Et cette « religion », servie par les États provinciaux, le Conseil, le Parlement de Dijon et les évêques, semblait apte, malgré bien des obstacles, à triompher finalement des conflits locaux, à étouffer les « intérêts », à brider les poussées sociales, à répandre la paix en Bourgogne, pour le bien de Mayenne, et au bénéfice de la grande cause qu'il restait à mener à la victoire décisive en quelque grande, mais lointaine bataille...

Il semblait. Mais, en fait, deux forces, au pays même, tinrent la Réunion en échec, deux forces qui, sous les couleurs de la religion, s'acharnaient à la guerre sociale.

IV. — LES MAIRIES CONTRE LA RÉUNION.

Les grands conseils pouvaient publier des appels et mettre en route des députés. Dans la pratique, la Réunion dépendait moins d'eux que des villes, ces places closes qui pouvaient à volonté favoriser ou interdire la rentrée des officiers, le rétablissement de l'unité dans les corps de justice et de finances. Que les émigrés connussent leur volonté de les accueillir, de libérer les biens saisis, et la séduction opérait du retour au siège. Qu'on les sût, au contraire, obstinés dans l'hostilité : c'était, ajoutée à d'autres, une raison importante de demeurer sous la protection du gouvernement d'Auxois, et les institutions provinciales, — exemple capital, exemple déterminant, — restaient dédoublées. Or, les villes se fermèrent et dressèrent barrières, — les villes hier neutres, ralliées depuis peu par Nemours, comme les villes de longtemps déclarées. Considérants divers, mais résultat pareil.

Les franchises ligueuses d'abord. Premier fait : leur silence au lendemain de la mort du roi. Tandis que Mayenne et sa cour ceignaient l'écharpe verte « en signe de réjouissance et d'espérance, quittant la noire », que Paris, illuminant, saluait en Jacques Clément un saint martyr ¹, — en Bourgogne, sauf à Auxerre ²,

1. L'Estoile, *Mém.-Journ.*, III, 307 et s. ; IV, 6 ; etc. ; *Sat. Mén.*, 227-228 ; *Mém. de la Ligue*, IV, 2. Notons en passant que certains contemporains croyaient Clément « natif d'un village de Bourgogne » (formule de l'*Hist. univ.*, VIII, 73). Il était né à Serbonne, qui était en réalité en Champagne.

2. Processions et inscription commémorative (LEBEUF, *Mém.*, II, 413).

aucune fête, aucun mouvement... Aux discours enflammés de Diou, pas d'écho, du moins laissant trace aux registres communaux. Retenue provinciale, toujours, en face des entraînements de Paris ? C'est probable. Mais, de plus, dès le milieu d'août, effet refroidissant de la Déclaration...

« Ne fault plus parler de pollitiques, ligueurs royaux, ny aultres propos tendans à picquer les ungs contre les aultres... », ordonnait Mayenne. Mais c'était, cela, condamner les divisions dont vivaient les ambitions ; c'était les officiers émigrés rentrant en masse dans Dijon ; c'était à coup sûr Flavigny démantelé, mais aussi la nouvelle puissance de la mairie dijonnaise trouée d'une brèche mortelle, l'œuvre de six mois abattue, les repréailles à essuyer, la Ville humiliée devant le front reconstitué du Parlement... Ailleurs, c'était le redressement des bailliages, la révocation des juges intrus, et, partout, les occupants des biens de « fauteurs d'hérétiques » obligés de déguerpir... Les instincts sociaux, le goût du profit s'insurgèrent contre le brusque frein du « chef », — de l'allié qui, en janvier, avait conclu contrat de solidarité pour la guerre aux officiers du roi...

Et bientôt, du reste, l'idée de résistance passive fut encouragée par les premiers insuccès de la Réunion, les arrêts de Flavigny, le refus résolu de Roussat, maire de Langres¹, cette capitale du diocèse dont dépendait Dijon... Des prétextes, par fortune, pouvaient couvrir l'indocilité.

A Dijon, le geste initial, — daté du 13 août, — fut de députer à Mayenne². Intention, sans doute, de remontrances ; mais aussi acte ordinaire de la politique locale : le recours direct à l'autorité suprême contre l'adversaire local, ce Parlement, qui, par son arrêt du 12, prenait, lui, parti pour la Réunion. Or, l'effet ne suivit pas. Les députés, — trois échevins : le chanoine Fr. Bégat, représentant du clergé local, La Verne et Ét. Bernard, — ne partirent pas. La

1. Sur l'attitude de Flavigny, v. ci-ap., § v. Celle de Langres était connue avant la tenue des États, qui en examinèrent les conséquences (v. p. 371), et peut-être par la plaquette intitulée *Responce aux lettres envoyees par le duc de Lorraine... aux habitans de la ville de Langres pour les solliciter à se rebeller contre leur Roy...*, s. l., 1589, in-8°, 42 p. Il s'agissait des lettres de Charles III datées du 10 août. Les Langrois avaient prêté serment à Henri IV dès le 12 août (HÉRELLE, II, 267). Cf. P. Cayet, 171.

2. DIJON, B 227, f. 77. Députation coûteuse (escorte à payer).

Verne, une fois de plus, hésita à quitter Dijon : le maire Michel étant malade, il le remplaçait comme « antique » et devait siéger aux États où le débat revêtait de l'importance. Bernard, — autre fait constant, — acceptait la mission, mais, mandataire peu désirable, fut finalement retenu à Dijon¹. La manœuvre des communaux se déploya donc à Dijon même, et sous la forme connue d'un conflit avec les officiers : — la querelle des deux bourgeoisies en face de la réconciliation catholique.

Dès le 13 août, les hommes de la ville avaient signifié au Parlement qu'ils ne toléreraient aucune rentrée sans ordres exprès de Mayenne². Le 14, ils refusaient d'approuver un projet de lettre aux conseillers émigrés³. Le 18, résolution privée, mais précise et ferme : « Ne rentreront les absents à la ville⁴ ». Le 23, il fallut bien permettre la publication de la Déclaration aux carrefours ; mais, dans la séance même où elle l'autorisait, la Chambre enjoignait aux gardes de refouler tout « retournant » non autorisé par elle⁵... Le 15 septembre, des ordres précis de Mayenne arrivèrent. Mais on les mit, sans mot dire, « en la layette dud. sieur mayer⁶ ». Puis, corsé de nouveaux conflits avec la cour⁷, commença un sournois travail de sape. Durant tout l'automne, se couvrant astucieusement du programme d'apaisement, la mairie ouvrit à qui voulait « sortir » les portes si soigneusement closes aux émigrés repentis. Et ce fut, à la barbe des cours et de Mayenne, sous le prétexte peu attaquable de permettre les vendanges, une suite audacieuse à l'œuvre, si bien commencée naguère, d'élimination des officiers. De ces « sortans »-là, évidemment, la plupart, peu après, rentrèrent ; certains, cependant, comme le conseiller Milletot, joignirent l'Auxois. Le conseiller

1. *Ib.*, f. 77 v° (14 août) et 79 v° (18 août). D'ajournement en ajournement, on atteignit le 29 déc., date à laquelle il fut décidé que les députés ne partiraient pas (*ib.*, f. 179).

2. *Ibid.*, f. 77.

3. *Reg. Parl.*, III, 287-288 ; DIJON, B 227, f. 77-79. Le Parlement renonce à sa lettre.

4. Texte de la manchette marginale, d'ailleurs un peu plus radicale que le procès-verbal de la délibération (B 227, f. 79). Mais elle en traduit évidemment l'intention réelle.

5. *Ibid.*, f. 81 v°. La mairie refusa son trompette pour la publication.

6. *Ibid.*, f. 96 v°.

7. Au sujet de l'impôt de guerre, de la connaissance du procès en trahison intenté au receveur Gobin de Recologne, etc. (détails dans le *Reg. Parl.*, III ; DIJON, B 227, f. 100 et v° ; 17 sept.).

Briet, et le président aux Comptes Cl. Fremyot, partis, eux, au milieu d'août, en ambassadeurs des cours, pour Flavigny, ne reparurent pas davantage¹. C'est en octobre seulement, après les vendanges, que s'arrêta ce nouveau flot de l'émigration. Des femmes, en nombre, avaient quitté Dijon et rejoint leurs maris dans l'exil² : la mairie de Dijon, par elles, consolidait, — loin de la réduire, — la scission des deux Bourgognes. — Après quoi, le délai d'un mois après la publication aux bailliages une fois atteint, une fois connue, et exploitée, la nouvelle du sac de Cîteaux par Guillaume de Tavannes, ce fut un jeu d'écarter les « retornans »³, — puis de déclarer « hérétiques » et irréconciliables, aux termes de la Déclaration elle-même, tous les non-rentrés : la Déclaration, méconnue et violée lorsqu'il s'agissait de réunion, servit au contraire lorsqu'il s'agit de consolider la division des robins et barons catholiques. Telle fut la mauvaise foi des communaux réalistes. Les Bernard avaient écrit avec fièvre les rappels ; mais les La Verne fermaient sournoisement les voies de retour.

De même à Auxerre, où cependant les consignes générales trouvaient d'ordinaire plus d'écho. Non seulement le schisme catholique y fut consacré, mais le vieil évêque Amyot fut maintenu prisonnier en son logis, toujours interdit de fait et traité en « ennemi⁴ ». De même encore en certaines villes moins touchées par les passions ligueuses, voire à peine sorties de la neutralité de fait, comme Autun. Là, le vierg Jacques Genay, qui, appuyé sur la garnison de Chissey, défendait jalousement son autorité, eut beau jeu de

1. DIJON, B 227, f. 77, 110 ; sur l'avenir de ces « rebelles » : *ib.*, f. 253, 269 v^o.

2. Exemples de désertions de femmes : la présidente Bourgeois de Crespy, qui demande passeport pour aller voir son mari (*ib.*, f. 80 v^o, 22 août ; 102 v^o, 103, 154 : le 1^{er} déc. elle n'est pas rentrée) ; — Bénigne Rigaud, femme de Jacques Bourée, qui part en septembre pour vendanger à Nuits (*ib.*, f. 88 v^o) ; etc. Exemple d'un appel adressé par un mari : Pignot à sa femme, Flavigny, 27 sept. 1589, DIJON, B 457, n^o 62.

3. Ex. : le 31 oct., le marchand Perruchot ; le 21 nov., le maître aux Comptes Bén. Bourlier (B 227, f. 128, 146). Comme Perruchot, Bourlier s'abrite, en vain, derrière Sennecey (il s'est d'ailleurs, pour rentrer, glissé dans la suite du nouveau lieutenant-général). Furent aussi recommandés par le nouveau lieutenant : le conseiller Breunot et l'avocat Antoine Petit, qui, en juin, s'étaient retirés à Auxonne. Comme ils n'avaient pas, eux, touché l'Auxois, la mairie n'avait pu les déclarer « ennemis » et les laissa rentrer moyennant serment à Charles X, au début d'octobre (*ib.*, f. 114 v^o).

4. LEBEUF, II, Preuves ; CHALLE, II, 104-105. Cependant, en août, 200 exemplaires de la Déclaration avaient été imprimés à Auxerre pour être répandus dans le bailliage (C.-D'OR, B 2667).

fermer les portes. L'évêque Saulnier, sans doute, prêchait la réconciliation ; mais Guillaume de Tavanès, tentant de surprendre la ville au nom du Navarrais, compromit fort à propos tout essai d'accord ¹.

Dans les villes ci-devant neutres du Val de Saône, la question de la Réunion affectait un aspect particulièrement équivoque. D'abord, quelques circonstances aidant, ces villes parurent aider la politique de Mayenne en se liant elles-mêmes de façon plus ferme à la Sainte-Union. Auxonne même, Sennecey ralliant la Ligue, allait affecter de l'y suivre ². Chalonnais et Mâconnais, sous l'œil des gouverneurs et l'impulsion des échevinages fraîchement expurgés, fournirent aisément témoignages catholiques ³. Mais leur empressement à rappeler leurs émigrés était sujet à caution, l'idée ancienne du « repos » local l'expliquant mieux encore que leur zèle de nouveaux convertis, et, de plus, à Mâcon, l'habitude du repliement particulariste ⁴, la persistance d'un neutralisme habile à profiter du programme nouveau, l'impuissance, enfin, des sentiments sociaux dans un échevinage trop tenu par le bailliage. Aussi, le jour même où Diou avait apporté sa consigne, un « proclamat » publiait-il le pardon des fugitifs, y compris les Mâconnais égarés dans le parti de Cruzille, cet ennemi capital, pourtant, de la ville ; et, deux jours après, le 20 août, les échevins priaient le gouverneur Varennes-Nagu de rappeler personnellement le lieutenant-général Barjot, un proscrit de Nemours celui-là, non un émigré volontaire... Mais c'était montrer là, précisément, un empressement excessif et suspect. Et Mayenne, informé ⁵, freina lui-même, en

1. ABORD, 40-43, 46.

2. V. ci-ap., ch. VII, § 1.

3. Dès le 30 août, on l'a vu, les Chalonnais renouvellent le serment (PERRY, 366).

4. La nouvelle de la mort du roi avait surpris les échevins en pleine organisation d'une expédition contre Cruzille où, argent, troupes, munitions, ils réunissaient tout par eux-mêmes à grand effort, et au lendemain d'un assez sec refus fait par eux au Conseil de Dijon qui leur demandait de constituer une commission de saisie (MAÇON, BB 55, f. 233-262). L'événement ne parut pas incliner à plus d'empressement envers Dijon ce Mâcon qui, le 14 août, décidait de n'envoyer aucun député aux États : « l'excuse sera sur les nouveaux remuemens advenus en France par la mort du Roy et pour les chemins barrés par le comte de Crussilles » (f. 265 v^o, 266 v^o).

5. Par une lettre des échevins eux-mêmes signalant que la présence de Barjot serait nécessaire pour assurer l'exercice de la justice. Ils se portent garants de l'attitude correcte de Barjot (les échevins de Mâcon à Mayenne, Mâcon, 20 août 1589, f. 271 v^o, *cop.*). Barjot, de son côté, écrivait aux échevins pour protester

l'espèce, cette ardeur de réunion en interdisant la rentrée de Barjot, trop compromis par ses « deportementz » et remplacé, d'ailleurs, depuis peu, en sa charge, par un « affectionné », le procureur du roi De Rymon, qu'on ne pouvait frustrer¹... Alors, jugeant leurs vrais sentiments démasqués, et la crainte des compromissions aidant, — l'influence des Rymon aussi, peut-être, — nos Mâconnais, moins disposés à servir la Réunion qu'à conserver leur paix, fermèrent leurs portes à tout rentrant, jusqu'à nouvel ordre précis de Mayenne²... Cruzille, d'ailleurs, en ravageant le Mâconnais, se chargeait, comme Tavanès en Autunois, de couper les ponts. Et Mâcon, pour ses raisons propres, qui n'étaient pas celles de Dijon, desservait finalement, tout comme lui, la Réunion.

V. — LE VETO DE FLAVIGNY.

Résistances des villes ligueuses. Il faut ajouter : *veto*, et publié, du gouvernement d'Auxois. Des débuts de la résistance navariste en Bourgogne, Guillaume de Tavanès fait dans ses *Mémoires* un récit héroïque et simple. L'un des premiers messagers dépêchés par Mayenne aurait trouvé une partie des gentilshommes du pays groupés sous Duesme, en Châtillonnais, et l'appel du chef ligueur aurait d'abord jeté parmi eux quelque trouble. Mais Tavanès,

de ses sentiments de bon catholique soumis aux « Princes », et promettre de se conformer entièrement à la Déclaration (Barjot aux échevins, Le Breuil, 3 sept. 1589, AA 8, n° 37). Réponse cordiale des échevins qui l'informent de leurs démarches. L'opinion paraît unanimement favorable à son retour (MACON, 5 sept., BB 55, f. 302, *cop.*).

1. Mayenne aux échevins de Mâcon, Paris, 29 août 1589 (MACON, BB 55, f. 306 v°, *cop.*). Il propose, pour sauvegarder l'esprit de « réunion » de donner à Barjot « quelque récompense ».

2. *Ib.*, f. 307 v° (13 sept.). Confirmation le 17 oct., à l'occasion de la demande de l'avocat Botton, appuyée cependant par Jean de Tavanès (f. 349). V. aussi : les échevins à Mayenne, Mâcon, 17 oct., *ib.*, f. 347 v°, *cop.* Dans cette lettre les échevins sollicitaient des ordres précis, l'« édit » de rappel ne leur ayant pas encore été envoyé. Notez que les Mâconnais, du fait que la Déclaration ne leur avait pas été officiellement signifiée, semblaient bien induire qu'ils étaient tenus pour suspects. — Il faut rappeler que les émigrés mâconnais n'étaient qu'un petit nombre. L'attitude des échevins fut donc plus curieuse par son processus que grave pour ses conséquences. — Barjot, exilé forcé, frappé, comme il dira, d'« ostracisme », et supplanté par l'intrigant Rymon, se plaindra amèrement de l'ingratitude de ses concitoyens (Barjot aux échevins de Mâcon, Le Sou, 17 déc. 1589, AA 8, n° 38) qui, selon lui, n'avaient pas à en référer à Mayenne (le même aux mêmes, Le Sou, 6 déc. 1591, AA 8, n° 39).

les ayant assemblés, leur fit prêter serment de fidélité à Henri IV, « et fut si bien pourveu par luy qu'aucuns qui s'en vouloient esloigner se rendirent après des plus fermes à y satisfaire ». Après quoi, « le Parlement, qui estoit à la ville de Flavigny, fit le mesme serment à l'instance du president Fremyot ¹... ». Et ainsi, d'un seul coup, deux volontés conjuguées auraient décidé de la résistance entière de la Bourgogne royaliste à Mayenne ²...

La réalité fut moins noble. Il y eut de longs balancements. Le parti d'Auxois, plein de bons catholiques comme Fremyot lui-même, pouvait-il si vite, et unanimement, reconnaître un roi huguenot ? En fait, sauf chez les protestants, — les Conforgien, les Langlois, les Richard ou les Folin, — bien du désarroi se devine au camp de Fremyot et de Tavanès. « Plusieurs s'en vouloient esloigner... », dit Tavanès ; et il est sans doute quelque base à la tradition apologétique qui montre Fremyot devenant, dans la nuit qui suivit la fatale nouvelle, « tout blanc du côté sur lequel il estoit couché » ou à cette autre qui lui fait dire, plus tard : « Sire, je confesse que si V. M. n'eût crié : Vive l'Église romaine, je n'aurais jamais crié : Vive le roy Henry IV ³ ».

Mais les actes n'exprimèrent pas longtemps l'hésitation des consciences. Le fait est que Flavigny proclama Henri IV et répondit avec vigueur aux manifestes de Dijon, à la lettre du Conseil d'État et à l'*Advis* de Bernard. Cette réponse, d'ailleurs, fut inspirée beaucoup plus par le souci de disputer pratiquement à Dijon les hésitants que par celui de lui opposer de hautes considérations politiques. L'*Advis* de Bernard avait l'éloquence du sentiment et de la pensée. Chargée au contraire d'arguments positifs et beaucoup plus proche des plaidoiries d'avocats ou des raisonnements de juristes, telle fut la *Contre-lettre à la noblesse de Bourgogne responsive à certaines lettres du prétendu Conseil d'État estably à Dijon* ⁴,

1. *Mém. de Guill. de Tavanès*, 486.

2. Texte qui a inspiré bien des morceaux d'« histoire » oratoire (v. notamment Scipion DONCIEUX, *Le président Fremyot*, discours de rentrée de la Cour d'appel de Dijon, 1865, 32 et s. ; PINGAUD, 149), sans compter les panégyriques du début du XVII^e s.

3. Scipion DONCIEUX, 32 ; GARNIER, *Jeannin*, 291.

4. S. I., MDLXXX, in-8°, 27 p., B.N., Lk 2/385. L'impression dont nous disposons est de 1590 ; mais il n'y a pas de doute que la rédaction et la diffusion des copies manuscrites (ou peut-être l'impression d'un premier cahier aujourd'hui perdu) ne soient de l'automne de 1589.

Ce libelle ne prétendait pas répondre directement à l'*Advis*, mais simplement en contre-battre l'influence parmi les gentilshommes. Cependant, c'est bien l'*Advis* qu'il réfutait en niant que les États de Blois eussent jamais exprimé la libre volonté des Français et en déniaut au pape le pouvoir d'imposer à un peuple l'abandon de son roi : les sujets de Philippe le Bel, de Louis XII, « père du Peuple », avaient-ils cessé de leur obéir le jour où Rome avait frappé ces rois ? Henri IV, « tout huguenot que le disent ces conjurez », se fait « instruire » et maintiendra mieux la religion catholique que Mayenne, « qui n'a autour de luy que des conseillers qui ont esté huguenots ¹ ». Puis, suivait l'attaque, plus aisée et plus forte. Attaque, d'abord, contre le Conseil, auteur de la *Lettre*, « nouvelle magistrature non encore ouïe en Bourgongne, qui s'est erigée d'elle-mesme » :

Ils sont quelque cinq ou six à Dijon, et non plus, de ce Conseil d'Estat, qui tiennent soubz leur tyrannie et leurs pattes toute la ville à la faveur de leur chasteau occupé par Mayenne leur maistre, pigeans aux pieds ceux qu'ils disent de leur Parlement... Escoutez-vous tels particuliers ² ?

Quant au « maistre » lui-même, qui n'apparaissait pas chez Bernard, il était démasqué, — et, du même coup, le point faible de l'*Advis*, qui manquait d'un vrai grand prince à dresser en face d'Henri de Navarre, souligné. L'attaque contre le « cadet de Lorraine », patron des Dijonnais, n'usait pas, d'ailleurs, d'armes bien nouvelles, encore que la liste des homicides ordinairement imputés aux Guises ³ y fût complétée de celui de Sacremore ⁴. Bernard avait parlé religion : la *Contre-lettre*, répondant légitimité, dénonçait hautement le caractère révolutionnaire des pouvoirs de Mayenne. — Pour finir, appel aux gentilshommes navarristes ⁵ : « Vous estes la plus grande partie de la noblesse »... Vengez l'assas-

1. P. 8-9. Ici, déclaration gallicane hostile au vœu des États ligueurs d'août 1589 demandant l'application des décrets de Trente en France.

2. P. 18-19. Les manifestes dijonnais évitaient d'insister sur la question du schisme parlementaire. La *Contre-lettre*, au contraire, souligne la situation humiliante des parlementaires dijonnais, « qui sont tous les jours emprisonnez, empeschez de sortir des portes... », etc. Il est tout à fait possible que l'auteur de la plaquette soit lui-même un parlementaire exilé.

3. Ceux de Charles IX, du duc d'Anjou, des princes de Condé, de la reine de Navarre.

4. P. 19. A la liste des sacrilèges imputés par Bernard aux navarristes, réplique donc celle des crimes des chefs catholiques.

5. P. 20 et s.

sinat de votre roi. Débarrassez-vous de ces faux Français qui ne parlent que d'Inquisition, de concile de Trente, ou d'un roi qui n'est qu'un cardinal, et de 80 ans. Et la Bourgogne sera en paix.

Les officiers ligueurs, à Dijon, n'ont « à beaucoup pres tant de pouvoir qu'en y a un sergent de maire... » L'accent social, dans cette *Contre-lettre*, perçait clairement sous l'argumentation politique. Le conflit des deux bourgeoisies s'y révélait, entre les lignes, comme inspirateur essentiel. Et tout, d'ailleurs, en cette plaquette anonyme, dénonce un auteur qui touchait de près au Parlement de Bénigne Fremyot.

Aussi bien, avant qu'elle ne parût, le président de Flavigny avait-il énergiquement rallié tous ses robins au roi Henri IV, fait prêter aux officiers le serment à S.M. et introduit son nom dans les actes de chancellerie, riposté donc mesure pour mesure aux mayenistes. Les robins d'Auxois sacrifiaient leurs vacances comme « ceux de Dijon », engageaient comme les États de Dijon une série de démarches auprès des gentilshommes neutres ¹ et, tandis que les élus ligueurs appelaient Guyonvelle ou Bassompierre, Fremyot et Tavanès sollicitaient avec une ardeur rajeunie l'intervention du duc de Nevers ².

Ils ne purent empêcher quelques groupes de flotter déconcertés pendant quelques semaines et, surtout, de conclure de petites trêves locales avec les ligueurs ³. Mais un coup d'éclat, le 15 octobre, montra l'Auxois irréductible. C'est ce jour-là, en effet, que Guillaume de Tavanès se jeta sur l'abbaye de Cîteaux, dont une délibération des États ligueurs, en août, avait fait comme le symbole spirituel de la Réunion dans la province, et la mit à sac ⁴. Acte inexpiable qui brisait les conciliations. Et, en même temps, plus

1. *Mém. de Guill. de Tavanès*, 486 ; LA CUISINE, II, 480 ; GROS, 49 ; Bibl. Dijon, fonds Saverot, 3, f. 36. — Sur les démarches auprès de Brion et de Sennecey, B.N., fr. 17281, f. 250 v^o (lettre du 12 août à Sennecey).

2. Fremyot à Nevers, Flavigny, 29 sept., B.N., fr. 3414, f. 110 ; antérieurement : Tavanès à Nevers, 23 août, B.N., fr. 3422, f. 131.

3. Exemples : Trêve de 4 mois entre Pluvault (de Vézelay) et Nevers (B.N., fr. 4712, f. 73, *cop.*) ; — suspension d'armes entre François de Briquemaut, s^r de Milleron, commandant le fort de Girolles, et les Avallonnais (AVALLON, EE 58, 29 août 1589).

4. Détails et références dans DROUOT, *Le pillage de Cîteaux*, 201 et s.

éloquent que tous les mémoires du Conseil de Dijon, avis donné aux gentilshommes, haut et clair, que les navarristes leur offraient, plus furieuse encore que sous Henri III, la grande picorée. Légitimité, gallicanisme, mais aussi défense et vengeance des nobles, tel restait le programme des émigrés. Roi catholique, décrets de Trente, progrès des États provinciaux, Bernard pouvait désormais ajourner ces espoirs... Et les oligarques de Dijon pouvaient, eux, se rassurer : la guerre continuait.

Avec la guerre des arquebuses, celle des « discours ». Au *veto* opposé par Flavigny à la réunion catholique il y eut des échos dans la province et, à l'*Advis* de Bernard, allaient paraître encore deux réponses bourguignonnes au moins ¹. D'abord le *Contr'avis à celui de l'avocat Bernard de Dijon à la Noblesse de Bourgogne* ²..., antérieur à la mort du cardinal de Bourbon (mai 1590), simple version provinciale des thèses générales, truffée cependant de quelques noms locaux, Tournus et Is, par exemple, dont les sacs étaient invoqués à l'excuse de celui de Cîteaux ³. Assez oratoire, confus, un peu lourdaud, fort inférieur, en somme, à l'avis, ce contre-avis disait bien, cependant, l'existence d'un parti d'hommes raisonnants et raisonnables qui ne faisaient pas de feu Henri III un bon roi,

1. PAPILLON (*Bibl. des auteurs de Bourgogne*, I, 40) signale au t. IV des *Mém. de la Ligue* une quatrième réfutation. En réalité, la *Reponse à un avis qui conseille aux François de se rendre sous la protection du roi d'Espagne, qui se trouve aux pages indiquées* (mal indiquées, d'ailleurs), ne répond pas à Bernard, mais à un autre auteur dont l'œuvre est résumée et caractérisée à la p. 174.

2. ...*Sur ce qui est expédient de faire pour s'opposer à ceux qui, sous le masque de Religion, veulent transférer la Couronne de France en main étrangère*, La Rochelle, 1590, in-8° (d'après les *Mém. de la Ligue*, note au début de la rééd. donnée IV, 136-173). Écrit antérieurement à la mort du cardinal de Bourbon (mai 1590) : v. la p. 169. — Qui est l'auteur ? Il semble (155 et s.) parler des États de Blois comme un témoin. Il choisit volontiers ses exemples en Chalon-nais (160).

3. Condamnation, à grand renfort d'exemples bibliques, de l'assassinat d'Henri III par le Diable, « emmoiné ». Henri III fut longtemps mal conseillé ; mais il s'amendait. L'exécution des Guises était de « très bonne justice ». D'ailleurs le roi est la « Loi animée », qu'on ne peut violer sans sacrilège. Bernard est un félon qui chante aujourd'hui le grand *Te Deum* « de ce que celui duquel il a » naguère (en janv. 1589) « tant recommandé la dévotion, la prudence, la justice et clémence a été si cruellement assassiné ». Quant au « roi de Navarre », puisqu'il offre de reconnaître son erreur religieuse au cas où l'enseignement l'éclairerait, « il ne peut donc être hérétique ». Puis, l'auteur rétorque le récit mensonger que Bernard a donné des États. Il excuse le sac de Cîteaux. Il raille la royauté fictive du cardinal de Bourbon, « caduc, décrépit et sur le bord de la fosse », et condamne la « feinte » Union (37 grandes p. des *Mém. de la Ligue*).

mais plaidaient vigoureusement, au nom de l'ordre d'un royaume et pour le salut commun, la reconnaissance d'un principe directeur : le respect du roi régulier — et l'exclusion des unions catholiques équivoques. De Mayenne, à peine quelques mots.

Même abstention dans l'autre réplique à Bernard, plus composée et mieux écrite : *Le devoir du sujet vray françois et catholique, servant de response à l'Advis de M^{re} E. B., advocat au Parlement de Dijon*. Ce discours ne fut peut-être pas imprimé¹. Il atteste cependant, lui aussi, qu'il était, pour s'accorder avec les émigrés, auteurs de la *Contre-lettre*, des « politiques » résolus et, cette fois, en pleines villes de l'Union. L'auteur du *Devoir*, Jacques Guijon, lieutenant au bailliage d'Autun, un ami de plusieurs robins de Semur et un helléniste correspondant de Jacques Amyot², écrivit suivant toute vraisemblance en 1591 seulement³, mais pour tardive qu'elle fût et quelque place qu'y prît la critique du principe de l'élection royale, ce plaidoyer intelligent, — un peu long, un peu terne, — en faveur d'Henri de Bourbon, représentant de l'hérédité, portait un titre qui dénonçait au moins le durable renom de l'*Advis*⁴.

VI. — L'APPEL DE MAYENNE ET LES GENTILSHOMMES.

Ce qui se disputait surtout entre Mayenne et le roi de Navarre, entre les ligueurs doctrinaires de Dijon et le gouvernement de l'Auxois, c'était cette force essentielle : les gentilshommes. C'est

1. Nous ne l'avons rencontré que dans les *Guijoniorum opera varia*, p. p. Philibert de La Mare, Dijon, 1658, in-4°, 134-175.

2. Lieutenant-criminel au bailliage d'Autun depuis 1586, bon catholique, mais « politique » déjà acquis à la solution navarriste (et doté d'ailleurs d'amitiés royalistes : celles des Hugues Langlois, Jean Quarré, Hugues Picardet, des Tyard de Bissy, etc.), il travailla dans Autun même pour Henri de Navarre, assez ouvertement, grâce à la liberté maintenue par l'évêque Saulnier. Il ne fut obligé à l'émigration qu'en avril 1594 : il gagna alors Lucenay-l'Évêque (v. sur lui d'abondants renseignements dans ABORD, II, 537-541, et dans toute la 2^e partie du volume).

3. P. 147 : mention du décès du cardinal de Bourbon ; 154 et *pass.* : la commission qui doit instruire Henri de Bourbon est déjà formée ; p. 170-171 : le siège et la famine de Paris sont faits révolus ; — mais, p. 162 : pas d'allusion, à propos des États de 1588, à la préparation d'autres États ligueurs.

4. Nous n'analyserons pas ici ce discours, dont il sera d'ailleurs parlé encore ci-ap., ch. XIII, § iv.

à eux, bien plus qu'aux robins de Flavigny, impuissants hors l'abri des « armes », que s'adressaient les appels de Bernard, les démarches des députés envoyés en août par les États, et, jusqu'en novembre, celles des gens du Conseil, Berbissey, Franchesse, Bernard encore, qui revinrent à la charge auprès des grands neutres, les lettres, enfin, de Mayenne lui-même, et ses « édits »¹. Par arguments, par promesses, la Ligue, auprès d'eux, en Bourgogne, — et en France, — donnait à fond.

Mais le parti navarriste appelait aussi, et non seulement par ses « contre-lettres » ou par le signal du sac de Cîteaux : — par les actes du nouveau roi lui-même, par son annonce d'un gouverneur de Bourgogne de bon nom et renom, le maréchal d'Aumont² ; par sa victoire d'Arques en septembre ; — par l'exemple, surtout, de la noblesse se ralliant à Henri IV au camp de Saint Cloud, acte solennel des garants qualifiés des « lois fondamentales », acte de foi d'une classe plaçant en un règne débutant l'espoir de sa propre restauration.

La religion ? Elle compta ; mais les considérations de tous genres, plus encore. Aux députés de l'Union, quelles réponses ? A Saint-Cloud, les têtes avaient été troublées³ ; elles le furent en Bourgogne. Quelques-uns cédèrent aux séductions de Mayenne. La majorité pourtant résista.

Tous protestèrent également de leur résolution de vivre et mourir

1. V. ci-dessus les titres et analyses des manifestes, les décrets des États sur les députations envoyées à Tavanès, Charny, Brion, Sennecey, les lettres indiquées de Mayenne. Sur les nouvelles démarches du Conseil : Brion à Aumont, 19 sept., *Corr.*, n° 464 ; — DIJON, B 227, f. 138 v°. Parmi les « édits », retenir la *Declaration du Roy* [Charles X] *par laquelle il veut que les maisons des catholiques qui assistent le Roy de Navarre esquelles il ne se commet acte d'hostilité soient conservées* (titre de l'impression de Paris, Nivelles et Thierry, 1589, in-8°, B.N., Lb 35/79), déclaration du 14 déc. 1589 destinée à ménager des chances de ralliement.

2. C'est le 25 sept. 1589 qu'Henri IV annonce à Sennecey qu'il a nommé Aumont gouverneur (B.N., fr. 4898, f. 16, *cop.*). Une armée confiée à d'Aumont doit opérer en Champagne et peut-être en Bourgogne (P. Cayet, *Chron. nov.*, 171). Dès août, et en sept., on apprend ses succès en Champagne, HÉRELLE, II, 282-284). Nevers, d'autre part, malgré sa neutralité affectée, reste l'espoir de certains navarristes. Henri IV, dès le 2 août, lui demande une action concertée avec Tavanès (B. de XIVREY, III, 7-8) et Tavanès tente de s'aboucher avec lui (Tavanès à Nevers, 23 août 1589, PINGAUD, *Corr. des Saulx-Tavanès*, 310). Mais il se réserve, et on le dit même rallié à Mayenne (les magistrats d'Auxerre à Nevers, 12 août, CHALLE, II, P. J. n° VI).

3. De Thou, XI, 8-10 ; D'Aubigné, VIII, 80 ; etc. Cf. l'*Ill. Orb.*, I, *Abbrégé*, 40-42.

pour la religion catholique, apostolique et romaine. Mais, tandis que Guillaume de Tavanès déclarait nettement reconnaître Henri IV « conformément à la déclaration faite par les princes et seigneurs estans pres de Sa Majesté le quatriesme aoust 1589 ¹ », son ennemi privé, le s^r de Brion, ne rompait pas dès l'abord, ni Sennecey, ni Charny. C'était là le trio des grands neutres. Brion et Sennecey hésitaient entre les partis. Brion, lui, ce hautain Chabot, catholique, mais gentilhomme, allait, quittant la réserve où il se tenait depuis la mort des Guises, se déclarer contre Mayenne, prince catholique, mais protecteur des « républiques bourgeoises » ; et Sennecey, au contraire, après de réalistes « proparlemens », allait opter pour la Ligue ². Quant à Charny, que sollicitait, au nom des États, son voisin l'évêque de Chalon, il accepta de servir Charles X en Bourgogne, mais comme lieutenant-général effectif avec tous les pouvoirs et honneurs, avec des forces convenables et une place-forte personnelle de sûreté : sinon, en récompense de ses « anciens services », qu'on le laissât en repos en sa maison comme par devant, car « des autres », il se défendrait... Et ce n'était, avec des formes habiles, que façon de couvrir un refus, de persister dans une neutralité sauvegardée ³.

L'Union, outre Sennecey, allait cependant gagner quelques barons : Louis de Pontailler, baron de Talmay, qui, « grand catholique », offrit à Mayenne les services de sa compagnie d'ordonnance ⁴ ; l'équivoque baron de Lux, qui suivait au camp ligueur son oncle P. d'Épinac libéré des prisons royales ⁵ ; et d'autres,

1. Il offrait d'ailleurs de « retirer ses troupes » si on lui cédait trois places avec leurs deniers et leurs recettes, à choisir entre Autun, Châtillon, Avallon, Nuits et Seurre (réponse du 31 août transmise par Corrabœuf, le s^r du Brouillart et Brunet, C.-D'OR, C 3069, f. 300 et v^o, *cop.*). Cf. *Mém. de Guill. de Tav.*, 486.

2. Instructions des députés des États envoyés à Brion et à Sennecey, Dijon, 30 août, B.N., Moreau 804, f. 116, *cop. coll.* Retour des députés, porteurs de réponses évasives, le 4 sept. (C.-D'OR, C 3069, f. 300). Sur les sentiments de Brion qui envoie à son ami le mar. d'Aumont, et non sans gauserie, les lettres du Conseil de Dijon : Brion à Aumont, 19 sept. 1589, *Corr.*, n^o 464. Sur l'option de Sennecey : ci-ap., ch. VII, § 1.

3. Rapport des députés (30 août env.), C.-D'OR, C 3069, f. 294 v^o - 295 (détails suggestifs : il veut bien servir Charles X, mais ne reconnaîtra « jamais Roy qui ne soit aprouvé et receu par les Estatz... » ; il veut disposer des gardes de Mayenne en Bourgogne, avoir sa propre compagnie entretenue, etc.). Les États décident d'envoyer cette réponse par homme exprès à Mayenne, qui y pourvoira.

4. DUMAY, *Les derniers sires de Pontailler*, 81. Sur Talmay, ci-ap., ch. XV, § III, v, et Index.

5. Il avait, passant au roi, affirmé son désir de revenir à l'Union (Lux à Fer-

plus petits capitaines¹. Il y eut d'autre part, d'août à l'hiver, un mouvement d'« abandon des armes », provoqué par la Déclaration. Des gentilshommes secondaires se retirèrent et « se meirent en leurs maisons pour estre les rieux des uns et des aultres ». Au pays de Bar-sur-Seine, dit Carorguy, « ilz sont », de cette espèce, « cinq ou six seigneurs, asscavoir le s^r de Sessac, Vitry, Blaigny, Chesle et Ville sur Arce² ».

Mais ces ralliements dispersés, ce progrès épisodique des « rieurs », ce n'était pas la grande Réunion, espérée, des nobles catholiques ; ce n'était même pas un profit positif : la séduction du règne nouveau attirait au camp ennemi autant de jeunes et ardentes recrues enlevées à la Ligue³ que la Ligue récupérait de repentis. Appuyée sur un Fremyot, la Déclaration de Saint-Cloud neutralisait la Déclaration de Mayenne. Entre les deux listes des députés « nobles » des deux sessions d'États qui furent tenues à Dijon et à Semur en 1590, contraste frappant. Du côté des navarristes, imposante équipe de 46 députés, tous gentilshommes, et de bonne maison bourguignonne ; — du côté des ligueurs : 13 députés seulement, dont 8 gentilshommes portant épée et le reste robins anoblis depuis peu, et encore, parmi les gentilshommes, 3 gouverneurs de places du groupe des créatures de Mayenne, dont un étranger au pays, Franchesse : entre l'Église et le Tiers, bien représentés, cette équipe faisait pauvre figure⁴. A Semur, c'était une victoire étalée, à Dijon, un échec mal camouflé.

En Bourgogne, donc, Mayenne ne ralliait pas plus à lui le corps des gentilshommes que le gouvernement des robins. Il restait à

vaques, DIJON, B 452, n° 70). Son ralliement à Mayenne se fit d'entente avec Sennecey, à qui il écrivit une lettre confidentielle, qu'il lui demandait de brûler et où il lui dénonçait ce qu'il avait appris au camp navarriste avant de l'abandonner : une concentration militaire à Mont-Saint-Jean et un projet sur Nuits (B.N., fr. 17281, f. 333), Le 20 janv. 1590, réception de lettres de Lux adressées aux magistrats de Dijon et où « il jure l'Union » (DIJON, B 227, f. 205 v°).

1. Le capitaine Marnay (ABORD, II, 46).

2. Carorguy, 33. Cf. Brion à Aumont, lettre citée.

3. Notamment les jeunes s^{rs} de Chauffour et de Bissy, p. ex., qui siègent aux États à Dijon à la fin d'août (C.-D'OR, C 3069, f. 296) et qui, dès 1590, se signalent comme navarristes (JEANDET, *Verdun*, ch. XII).

4. Semur : C.-D'OR, C 3070, f. 4 et s. Cf. DROUOT et GROS, *Mat.*, n° 5 ; — Dijon : C 3071, f. 21 v° (les s^{rs} de Poinson, président, de Franchesse, de Chanlecy, de Chissey, de La Villeneuve, de La Tour Corcenay, de Péliissier, de Drée ; — les s^{rs} Desbarres, Jaquot, Dumaigny, de La Bondue, Le Maire).

la merci des « villes », ennemies des castes qu'il eût dû et voulait gagner, et, pour lui, alliées de plus en plus gênantes.

VII. — LE PASSAGE DU LÉGAT CAETANO. LA RÉUNION CONDAMNÉE.

Dès novembre 1589, la cause de la Réunion, en Bourgogne — et ailleurs, — semblait jugée. Cependant une puissance dans sa fraîcheur, et qui venait de loin, s'essaya, en décembre, à la sauver. Après Lyon, la province de Mayenne fut, en France, le premier champ où le légat de Sixte-Quint put exercer sa mission de pacificateur catholique. Il l'y exerça en vain.

Mission de paix : ramener Henri de Navarre au bercail romain, tandis que s'achevait la vie de Charles X ; donner à la France un héritier de la couronne converti et absout, aussi légitime par la religion que par le sang ; et d'abord reconstituer avec prudence l'unité catholique dans le royaume ¹. C'était la « réunion » de Sixte-Quint après celle de Mayenne, — mais à d'autres fins...

Son rôle d'arbitre, le cardinal Enrico Caetano le compromit dès ses premiers pas en France, mal inspiré peut-être par ses inclinations personnelles, sollicité en tout cas par Mayenne, qui l'attira en Bourgogne. Il eût dû prendre autre chemin, se tenir, comme tels sages le lui conseillaient, en pays neutre, crainte de se discréditer auprès du gouvernement de Tours ². Mais il était le légat demandé par Mayenne et par ses villes bourguignonnes ³ : il leur

1. V. à ce sujet, M. de BOUARD, *Sixte-Quint, Henri IV et la Ligue. La légation du cardinal Caetani*, Documents inéd., n° 1. Sur la légation de Caetano, outre cette étude (bien documentée aux Arch. vaticanes, mais non exempte d'erreurs de détail, et, peut-être, partiellement révisable à l'aide des archives des Caetani, entrées à la Vaticane en 1935), v. A.N., K 1449 (note espagnole sur la carrière de Caetano et des collaborateurs de sa légation, nov. 1589, environ) ; MANFRONI, *La legazione del card. Caetani*, et L'ÉPINOIS, *La Ligue et les papes*, 352-442. — Sur les essais pacificateurs du légat en Bourgogne : DROUOT, *La mission du légat Caetano et sa traversée de la Bourgogne*, 381 et s. Nous renvoyons ici une fois pour toutes à cet article pour les détails que nous négligeons et les faits auxquels nous nous contentons de faire allusion. — Nous écrivons *Caetano*, comme le légat lui-même dans la signature de ses nombreuses lettres conservées à la B.N. (v. p. ex. fr. 3977).

2. De Thou, XI, 70-71.

3. Demandé par elles suivant la consigne apportée en Bourgogne par le chevalier de Diou (p. ex. à Mâcon, le 18 août, Mâcon, BB 55, f. 269 v°). L'ÉPINOIS, *La Ligue et les papes*, 345, signale aux Arch. du Vatican, *Lettere... di Francia*, vol. XXXV, de nombreuses lettres analogues des villes de la Ligue.

sourit trop dès l'abord. Au sortir de Lyon, au lieu de se diriger vers le centre de la France par l'itinéraire normal de Moulins ou par Nevers ¹ où Louis de Gonzague, impatient de jouer lui-même son rôle dans l'arbitrage, l'appelait avec insistance, et où il eût reçu les agents du cardinal de Vendôme en vue de traiter d'abord, bonne méthode, avec les catholiques navarristes ², — il se laissa entraîner par Mâcon et la route de Dijon, chez Mayenne. Le séjour d'un mois qu'il y fit allait le disqualifier auprès du Navarrais.

Du moins sema-t-il de son mieux, sur cette route bourguignonne où il s'égarait, les paroles de conciliation, croyant, sans doute, abolir la guerre sous ses pas. Dès Mâcon, où il entra le 2 décembre, précédé la veille par l'évêque Alamanni revenant d'Italie avec lui, il s'annonçait comme le restaurateur de l'unité catholique ³. Mais, dès Mâcon aussi, la Ligue lui révéla les difficultés de sa mission : le Conseil d'État de Dijon, par la voix de l'abbé de Cîteaux, et le nouveau lieutenant de Mayenne, Sennecey, le reçurent solennellement ; par contre, l'*Oratio* d'Edme de La Croix lui signifia fort clairement la résolution de guerre inexpiable prise par les vrais catholiques contre les « faux », contre les navarristes « athées », les politiques « sans Dieu », contre les destructeurs de son abbaye ⁴... Puis, à Chalon, première déception : l'abstention de l'évêque Pontus de Tyard, qui eût pu saisir cette occasion de rentrer dans sa ville, et, au contraire, modelant sa conduite sur celle des cardinaux de Tours, s'excusant sur ses infirmités ⁵, prit figure passive et demeura à Bragny.

1. Car sa route normale de Lyon à Paris (s'il avait idée de s'y rendre) n'était pas, en tout cas, par la Bourgogne (v. à ce sujet BEIS, *Les itinéraires de Paris en Bourgogne*, dans les *Annales de Bourgogne*, 1930, 123). Cf. De Thou, XI, 71. Il donna comme raison d'opter pour la Bourgogne la nécessité d'avoir sur son chemin des villes assez grandes et sûres pour loger son train.

2. V. sa correspondance avec le duc de Nevers, et les informations des agents de Nevers, dans B.N., fr. 3977 (et autres cotes citées dans DROUOT, *ib.*).

3. Sur la réception du légat à Mâcon, préparée depuis le 23 nov., simplifiée au dernier moment sur les avis d'Alamanni, sur la harangue latine de l'avocat Desrivieux consacrée surtout à la mission réconciliatrice du légat, et la réponse de Caetano, v. MACON, BB 55, f. 356 et v^o, 358 v^o - 361.

4. *Oratio qua... cardinalem Caietanum... R. P. Edmundus a Cruce... excepit* (v. *Documents utilisés*, Plaquettes).

5. PERRY, *Hist. de Chalon*, 367-368. Tyard envoie à sa place son neveu Cyrus, grand archidiacre. Caetano répond en excusant Tyard, en prêchant l'union catholique (Caetano à Tyard, Chalon, 8 déc., PERRY, *Preuves*, 101, en latin)

La désillusion de Caetano s'accroît à Dijon, où Mayenne, après l'y avoir attiré, le laisse séjourner trois semaines, faute de forces pour l'escorter. Là, le légat éprouva, dans le cadre provincial, l'arme nouvelle qu'il apportait : au nom de l'autorité du Saint-Père, il invita les catholiques de Flavigny à la paix ; mais il se heurta à un refus net. Il échoua aussi auprès de Brion et de Charny¹. Il tenta d'accommoder l'affaire Fervaques, de libérer le baron, toujours prisonnier, et présida, le 18 décembre, à une touchante scène de réconciliation ; après quoi, effet nul : La Verne — et Mayenne — gardèrent leur homme dans la citadelle de Franche-Comté². Le seul succès bourguignon du légat devait être, mais un peu plus tard, le rétablissement de l'évêque d'Auxerre : déclaré absout en février 1590, Amyot allait reparaitre en sa cathédrale, — avant de terminer sa vie en reclus au milieu d'une hostilité non apaisée³.

Honoré comme Dieu lui-même, l'apôtre de la paix était cependant assiégé dans Dijon par la guerre entre catholiques. Lorsque enfin, le 3 janvier, avec une escorte fournie par le duc de Lorraine, non par Mayenne, Caetano reprit la route de Paris, il était non seulement compromis, irrémédiablement, aux yeux des navarristes, mais édifié sans doute sur les limites de sa propre puissance. En Bourgogne, il n'avait pas arrêté, mais confirmé la guerre en répandant la défiance, en écartant pour longtemps l'espoir de la pacification par le pape.

La Réunion était condamnée. L'Auxois se consolidait. Le 6 décembre, Fremyot obtenait d'Henri IV la convocation d'États

et en envoyant un bref du pape (*ib.*). — Sur le séjour et les fêtes de Chalon : PERRY, *loc. cit.* ; *Relation de ce qui s'est passé à Chalon pendant la Ligue* (B. AUXERRE, ms. 109, 12 et s.).

1. B.N., fr. 3977, f. 373. Sur sa réception à Dijon et les difficultés de son départ : DROUOT, *ib.*, 379-387, et Pépin, 56 ; C.-D'OR, G 42 quater ; DIJON, B 227, f. 163 et s. — Sur le séjour à Beaune (9-11 déc.), C.-D'OR, G 2508, f. 299 v^o-302.

2. DIJON, B 227, f. 170. Cf. DROUOT, *ib.*, 384.

3. C'est en janv. ou fév. 1590, qu'Amyot écrit au légat, et demande absolution pour les seules fautes qu'on puisse lui reprocher, celles d'avoir entretenu des relations avec Henri III et mangé à sa table. Sur ces faits, sur l'absolution accordée par le cardinal et ses conséquences : la lettre de Caetano à Amyot de Paris, 23 fév. 1590 et l'« Absolution de M. Amyot... par le cardinal Cajetan apportée au chapitre d'Auxerre le 2 mars 1590 », LEBEUF, *Preuves*, 229-231. Amyot reprend son ministère, agit en ligueur, puis meurt au début de 1593.

provinciaux : réplique aux États ligueurs d'août. A Semur, nouvelle capitale des navarristes, le gouvernement des ennemis s'installait pour durer, et pour vaincre¹. Aux appels de Tours, un clergé navarriste et gallican se révélait autour de Tyard lui-même qui, la Bourgogne observée et les cardinaux ouïs, était venu à résipiscence².

La guerre surtout redoublait et s'envenimait. Dans Dijon résigné, alerté, plus hostile que jamais aux capitaines³, ses échos parvenaient de partout. Tandis que les barons bloquaient le légat dans Dijon même, on voyait un Cruzille multiplier « d'heure a aultre » ses coups de main en Mâconnais, saisir les châteaux de « Viriset », de Berzé, faire prisonniers des châtelains neutres comme les s^{rs} de Sarrières ou du Coing, prendre même, à Pierreclos, à Prissé, de simples vicaires, barrer la Saône, menacer les vendangeurs jusque sous Mâcon, nécessiter un nouvel « armement » de cette ville et la venue pour la protection des « cueillettes » de toute une petite armée envoyée par « M.M. de Lyon⁴ » ; — on voyait un Tavanès, Verdun pris, puis Louhans, se jeter sur Charolles et Paray, piller le prieuré d'Anzy, enlever, sous Marcigny, 400 minots de sel à des marchands lyonnais, tuer même « sans rémission » une troupe de prisonniers⁵... De pardon, pas de trace : lorsque Guyonvelle en

1. DROUOT et GROS, *Rech.*, II, *Mat.*, n° 3. Sur l'activité du Parlement de Semur (19 membres à la fin de 1589), v. GROS, ch. III.

2. Dans C.-d'Or, C 3069, (f. 299, 301 et v°, 302, etc.), suite d'indications sur les rapports de Tyard, élu de l'Église, avec la Chambre des élus, qui semblent éclairer son inclination progressive au retour pur et simple à la retraite de Bragny. En déc., son parti semble pris. Mais il ne fera pas acte positif de navarriste avant 1593. L'élu du clergé à Semur, ce ne sera pas lui, mais l'abbé d'Oigny, J. de Chandio. Liste de clercs navarristes dans C 3070, f. 4 (il s'agit des députés aux États de Semur) : c'est assez pauvre. Les grands clercs se tiennent à l'écart.

3. V. dans B.N., Moreau 804, un rapport d'espion navarriste (p. p. DROUOT, *Dijon à l'automne de 1589*). — Le 12 nov., Prudent Michaut vient entretenir la Chambre de ses négociations avec certains nobles navarristes et la prie « que lhors que lesd. gentilzhommes se représenteront à lad. ville avec promesse de s'unir à eulx », il leur soit fait bon accueil. Le 13, la Chambre écrit à Mayenne pour lui dénoncer la trahison de Brion qui, après ses promesses de ralliement ligueur, s'est déclaré pour le roi de Navarre et dit son hostilité pour les nobles (DIJON, B 227, f. 138 v°, 140).

4. MACON, BB 55, f. 303 (5 sept.), 306 (9 sept. : arrivée à Saint-Clément du régiment de La Grange et de la compagnie des s^{rs} de Vaulx, de Rochebonne, etc.), 308 (munitions, impositions de guerre).

5. Sur ces opérations de Tavanès : *Mém. de Guill. de Tavanès*, 486 et s. ; Grégain, 4 ; S.-ET-L., H 216 (Anzy) ; — MACON, BB 55, f. 353 v°. — Sur la dureté de la guerre : la sévère censure infligée au chirurgien Étienne de La

septembre reprit Verdun pour la Ligue et contre-attaqua le comte de Cruzille, abattant ses maisons, celle de Cruzille même, avec le canon de Mâcon, ce fut une série d'actions sauvages, des garnisons entières tuées jusqu'au dernier homme... Après quoi, en général, la guerre parut un instant s'apaiser : Guyonvelle passé, « le pays de Masconnois a esté libre pour le regard dudict s^r conte de Crusilles et ses adhérans qui se sont tellement esvanouys qu'on n'a presque peu scavoir leur retraicte¹... ». Mais durant ces brèves accalmies s'entassaient des réserves de haine. Non seulement la guerre continuait, mais, toute conciliation bannie, elle prenait une nouvelle âpreté.

→ GUERRE des « intérêts », toujours. Vu de loin, l'effet de la mort d'Henri III, en faisant surgir l'héritier protestant, eût dû être de doubler les forces de la Ligue. Mais la lutte sociale neutralisait le sentiment religieux. Devant la politique de Mayenne, le gouvernement de Tours fut bien le principal obstacle, — mais on voit qu'il ne fut pas le seul. A la faveur du désordre bourguignon que Nemours n'avait pas réduit, la Ligue elle-même travaillait contre le lieutenant-général de l'État. Il était temps qu'un chef mayenniste, dans la province du chef de l'Union, rétablît la discipline.

Place, qui a abusé d'un passeport, en allant soigner des « ennemys » (Dijon, B 227, f. 159 v^o : 25 nov.). Les capitaines brigands commencent à se multiplier : Polinet, Rougemont, etc.

1. Guyonvelle concentre les compagnies ligueuses, fait venir en particulier par bateaux les troupes lyonnaises du Mâconnais (Mâcon, BF 55, f. 309, 15 sept.). Sur ces opérations en Mâconnais : *ib.*, f. 309 v^o - 318. Sur le sac de Cruzille (26 sept.) : f. 317.

CHAPITRE VII

LA LIEUTENANCE DE SENNECEY ET L'EXPLOITATION DE LA LIGUE (1589-1591)

- I. *Sennecey lieutenant-général : l'apaisement.*
- II. *La défense des intérêts privés et le profit au temps de Sennecey.*
- III. *La poussée communale.*
- IV. *Le régime des oligarques.*
- V. *Le maréchal d'Aumont en Bourgogne (1591).*
- VI. *Les intrigues de Nemours. L'éviction de Sennecey.*
- VII. *Mayenne et Nemours.*

Les États ligueurs, en août 1589, demandaient à Mayenne « un chef pour commander ». La reprise sauvage de la guerre en fit sentir plus encore le besoin. Le populaire appréhendait « les Reistres » : c'était la forme bourguignonne des grands effrois. Les mairies, elles, redoutaient la venue du maréchal d'Aumont¹. Les campagnes se dépeuplaient ; les bandes y couraient. D'où le désordre des « cotes » et l'alarme des élus, impuissants à payer les troupes²... Sennecey pouvait dire « sans vanterie » que « lorsqu'il fut requis par Monseigneur de Mayenne d'accepter la lieutenance générale en Bourgogne, les choses y estoient tellement confuses que s'il n'y eust mis la main de la sorte qu'il fist, c'est sans doute que le tout s'en alloit en ruine³ »... Il essaya de l'apaisement ; mais, en fait, inaugura surtout le règne des « proficteurs ».

1. Pépin, 49 ; DIJON, B 227, f. 150.

2. Détails et références ci-ap., ch. XI, § 1. Sur le « désordre » en général : DIJON, B 9 bis, mémoire des Dijonnais à Mayenne, non daté (1590).

3. B.N., fr. 4898, f. 32 (Requête de Sennecey aux États généraux).

I. — SENNECEY LIEUTENANT-GÉNÉRAL : L'APAISEMENT.

Le nouveau lieutenant, en effet, fut ce neutre qui, dans Auxonne, attendait une occasion de fortune. C'était un homme du pays, comme le voulait la tradition : un Bourguignon, né à Dijon¹. C'était de plus un haut baron, bien pourvu de crédit : riche, d'abord, muni de domaines à la fois en Duché et en Comté, comme toute grande famille de la vieille Bourgogne, et comme les « bons barons » ses aïeux : Sennecey en Mâconnais, Givry en Chalonnais, Châtenoy en Comté²... ; de plus, aîné d'une famille de premier rang, qui, âgé de 43 ans, portait déjà, on le sait, le titre de grand bailli de Chalon, et avait, à Blois, présidé avec prudence toute la noblesse française. Si Fervaques pouvait se flatter d'avoir été le favori d'un frère de roi, Sennecey pouvait faire valoir son passé de confident de Guise appelé par lui aux assemblées de la Ligue³. Il pouvait se flatter surtout de son succès comme gouverneur d'Auxonne. Il était, — *rara avis*, — un gouverneur dont s'accommodaient les bourgeois, et de quelle ville ! Le moyen ? Sa « douceur », sa bonhomie joviale⁴, et, sous ces manières de grand seigneur libéral, un flair matois, et surtout beaucoup de prudence :

...de Sennecey apprendras
Comm' un seul Fabius prudent
Vaut mieux en guerre que non pas
Cent Phaétons outrecuidans⁵.

Il avait de plus démontré, au milieu des marchands du Val, son goût pour la neutralité, souriant à tous les partis, sans se « déclarer » pour aucun⁶.

1. Sur les origines de la maison de Bauffremont ; sur son père Nicolas et son frère Georges, comte de Cruzille, v. NIEPCE, *op. cit.* ; BEAUNE et D'ARBAUMONT, *La noblesse aux Etats*, 122 ; BRANTOME, V, 405, et VI, 451. — Sennecey rappelle lui-même le 2 janv. 1590 à la Chambre de ville de Dijon sa naissance dijonnaise (DIJON, B 227, f. 181 v°).

2. Sur ces biens : NIEPCE, *op. cit.* ; PEINCEDÉ, t. XXVIII, 258.

3. Parmi de nombreux documents, nous citerons, par ex., ceux qui le montrent servant de négociateur du duc auprès de Cath. de Médicis en août 1585 (Guise à Cath. de Médicis, août 1585, B.N., V^e Colbert 9, f. 291, 292). V. aussi Cath. de Médicis à Guise, 8 nov. 1585, *Lettres de Cath. de Médicis*, VIII, 364 ; Sennecey à Bellièvre, 10 nov. 1587, B.N., fr. 15908, f. 516.

4. *Disc. verit. sur la réduction des ville et chasteau de Beaulne* (1595), 42.

5. *La vie et faicts héroïques du mareschal d'Aumont* (1591), rééd. Chevreul, 12.

6. V. ci-dessus, ch. IV, 314-315. Cl. Jurain, grand marchand du lieu, déclare à

On le sollicitait, en Bourgogne, dès longtemps et des deux parts. Il avait reçu, en août 1589, le double assaut de Fremyot et des États ligueurs¹. Mais c'est avec les chefs des partis eux-mêmes qu'il traita. Auprès d'Henri de Navarre, pour « en taster », il se couvrit de sa fidélité, prétendue, au défunt roi. Ses conditions étaient d'ailleurs modestes ! Qu'on assurât le paiement de la garnison d'Auxonne et lui accordât, « en grade d'honneur », la « lieutenance générale en Bourgogne en l'absence dudict sr comte de Charny ès bailliages de Dijon, Chalon et Mascon²... ». Réponse d'Henri IV, — Arques, 25 septembre, — : don de l'abbaye de Tournus ; le roi est « tousjours bien aise de se servir de luy, mesmes aux charges les plus importantes » ; cependant, en attendant mieux, que Sennecey se contente de la lieutenance-générale du comté d'Auxonne... L'ancien guisard ne paraissait pas de ce côté inspirer toute confiance³.

Dijon, en 1590, qu'il suivrait Sennecey en confiance en toute opinion et que, s'il « vouloit luy faire tenir le party du roy de Navarre, qu'il le tiendrait » (Interrog. de Jurain, C.-d'Or, BII 360/52). — On trouve fréquemment, du caractère de Sennecey (notamment chez ABOARD, II, 102-103), des éloges sans réserve qui procèdent des apologies funèbres. On l'y représente comme un champion parfait de sa propre devise : *In virtute et honore senesce*. Mais nous verrons au moins que son ambition ne fait pas de doute. Signalons ici, en passant, deux lettres de Sennecey, d'importance secondaire d'ailleurs, où on le voit en 1587 solliciter Bellièvre en vue d'obtenir de S.M. « l'ordre du Saint Esprit » et l'entrée au Conseil du roi (Sennecey à Bellièvre, s.l. n.d. [oct. 1587], et 10 nov. 1587, B.N., fr. 15908, f. 560, 516).

1. V. ci-dessus les démarches de Jeannin (p. 363) et, de plus : Les gens du Parl. de Flavigny à Sennecey, 12 août 1589, B.N., fr. 17281, f. 250 v^o, *cop*. Naturellement on annonce des deux parts, dès août, son ralliement. Suivant un anonyme (qui est sans doute le cons. Breunot), il opte pour Henri IV : X. à l'avocat Robert, de Dijon, Auxonne, août 1589, DIJON, B 481, n^o 146.

2. Articles « au roy », sept. 1589, B.N., fr. 4898, f. 17 et s., *cop*. — Gouvernement restreint, mais suggestion habile qui peut permettre de satisfaire le quémandeur sans écarter Guill. de Tavanès, ce brouillon mal en cour pouvant conserver le reste de la province (les bailliages d'Auxerre, Bar-sur-Seine, la Montagne, Auxois, Bourbon-Lancy et Charollais) que Sennecey abandonne à « tel autre lieutenant general » que S.M. « adviseroit » : « en quoy faisant », par ces temps de troubles, « il y auroit assez pour employer et l'un et l'autre ». Mais l'habile Sennecey cherche-t-il de ce côté, en réalité, autre chose qu'une promesse à faire valoir auprès de l'autre partie ?

3. « Quant à la lieutenance generale en Bourgogne », pas de vacance. Et c'est un fait : Charny reste titulaire du titre, avec Tavanès comme lieutenant en l'absence. Henri IV, lui, ne manque pas d'hommes. Sennecey, donc, « se debvoyt pour le present contenter de l'eschantillon qui luy estoit accordé » (Henri de Navarre à Sennecey, Arques, 25 sept., B. de XIVREY, III, 45. Cf. D. PLANCHER, II, 476 ; IV, 583). Le 16 oct., ordre aux trésoriers d'imposer le comté d'Auxonne pour en payer la garnison (B.N., fr. 4898, f. 18 v^o, *cop*.). Sennecey, malgré des recommandations comme celle du card. de Lenoncourt, restait sans doute aux yeux d'Henri IV l'ancien lieutenant de Guise et le député de 1588.

Mais, les voies ainsi reconnues du côté du nouveau roi, Sennecey put s'avancer du côté de Mayenne. Trois hommes de confiance du duc, Étienne Bernard, Franchesse et Chanlecy arrivèrent au début d'octobre à Auxonne avec des offres assez précises pour que l'affaire ne traînât pas. Des soldats de l'Union entrèrent bientôt dans Auxonne¹. Les lettres durent être signées avant la fin d'octobre²; et, le 23 novembre, Sennecey était, à Dijon, salué comme lieutenant³. Henri de Navarre allait crier à la trahison, faire écrire le maréchal d'Aumont, lancer en novembre trois négociateurs à la « recharge » auprès du baron⁴ : trop tard ; — Mayenne, après l'ancien client du duc d'Anjou, s'annexait, faute d'homme à lui, cet ancien client de Guise.

Mais comment cette tardive recrue allait-elle servir ?

Sire, écrivait en février 1590 La Croix, l'agent d'Henri de Navarre doucement éconduit par Sennecey⁵,... *il m'a écouté avec grande patience, receu mes despèches avec honneur et monstre par ses discours qu'il n'a rien quitté de son ancien zele au bien general de cest estat. Il jure que la seule cause de la religion l'a amené au party où il est,*

1. DIJON, B 227, f. 112 v°. Dès le 7 oct., Bernard, de retour, annonce que Sennecey a avoué la Ligue. L'échevin Jean Lavisey et plusieurs Dijonnais sont envoyés à Auxonne pour en prendre possession au nom de Charles X (M 464, f. 112, 13 oct.).

2. Les reg. d'enregistrement, C.-D'OR, B 12085, B 29, ne contiennent pas ces lettres. Mayenne, ménageant toujours Charny, n'aurait-il signé, cette fois encore, qu'une simple commission ?

3. Le maire de Dijon annonce, dès le 16 nov., la prochaine venue du lieutenant à Dijon pour la réception du légat. Fait à noter : « Pour esviter toute jallosie que pourroit possible concevoir M^r le conte de Charny » de l'accueil fait à Sennecey, on enverra Lavisey pour s'entendre avec Sennecey sur les précautions à observer de ce côté (DIJON, B 227, f. 142 v°, 16 nov.). Le 23 nov., la Chambre va saluer Sennecey, qui est de passage à Dijon, allant au devant du légat.

4. D'Aumont à Sennecey, Châteaudun, 15 nov. 1589, B.N., fr. 17281, f. 273, *cop.* (annonce de l'envoi d'un agent, La Croix ; promesses d'honneurs, vagues). Les « instructions » du roi à l'agent La Croix sont suggestives, pleines de séductions et de menaces (B.N., fr. 4898, f. 19 v° et s.). Le rapport de La Croix au roi (il avait été secondé par les s^{rs} de Juilly et de Bussy) est daté seulement du 18 fév. 1590, parce que Sennecey, retenu jusqu'au 3 janvier à Dijon par le long séjour du légat, fit attendre encore l'homme du roi à Auxonne pendant plus d'un mois. Sur son contenu, v. ci-après. — Jean de La Croix, employé en l'espèce, est un ancien secrétaire de Cath. de Médecins, devenu receveur de la prévôté d'Auxonne, Auxonnais d'ailleurs et, depuis peu d'années, acquéreur de plusieurs seigneuries du comté : Villers-les-Pots (C.-D'OR, B 1378, 2949-2950), Billey et Villers-Rotin (C 2087, f. 304 ; C 2459). Sur un portrait conservé, v. THOMAS, *Les Bossuet en Bourgogne*, 201. La Croix avait déjà servi plusieurs fois la reine-mère et les rois en Bourgogne. Il devait servir encore.

5. La Croix à Henri IV, Auxonne, 18 fév. 1590, B.N., fr. 4898, f. 22 v°, *cop.*

n'y ayant heu aulcun avantage ny capitulation comme il m'a protesté, voirez combien que la particuliere amytié et service qu'il a voué à Monsieur de Mayenne¹ le tyennent lyé d'une grande obligation...

Mais Sennecey jure aussi que, si le roi de Navarre se convertit, il sera le premier à le servir et que, en tout cas,

il ne consentira jamais que l'Espagnol ny autre estranger quel qu'il soyt ayt part ny aulcune autorité ès lieux où il aura puissance...

Et La Croix conclut :

... A la verité, quoyqu'il tienne le party contraire, il est neantmoins tellement retenu et modéré que les aigreurs et violences de ceulx qu'il a trouvez en charge ne l'ont peu faire condescendre à leurs passions, ains à maintenir les choses. Si ce n'est ainsy qu'il faudroyt, c'est pour le moins avec moindre mal et moindre ruyne pour voz serviteurs, dont Vostre Majesté a bon nombre et en la ville de Dijon et par toute ceste province, qui seroient plus mal traictez qu'ilz ne sont s'il n'y tenoit la main ainsy qu'il faict...

« Retenu et modéré », sans nul doute ; et même jusqu'à déconcerter certains ligueurs... D'abord, cet ami des magistrats mayennistes de Dijon venait de laisser élire comme maire dans son Auxonne l'un des chefs navarristes du lieu, un correspondant du président Bénigne Fremyot, l'avocat Jean Bretin. Mais il y avait, de plus, ses surprenants ménagements pour les prisonniers politiques de Dijon, et, le 2 janvier, son intervention en vue de les faire libérer. Il y avait encore ses égards pour Guillaume de Tavannes, dont il défendait le titre de bailli du Dijonnais²... Il apportait, en somme, tout entier à Dijon son esprit de gouverneur d'Auxonne. Et, d'ailleurs, fait assez suggestif, ne retournait-il pas, dès février 1590, habiter à demeure sa forteresse de Saône, — nonobstant ses propres et précises promesses de se fixer à Dijon, — nonobstant aussi les requêtes instantes des États³ ?

Quelques militants s'étonnaient et demandaient, par exemple,

1. Dans ses « articles » au roi (B.N., fr. 4898, f. 17 v^o) Sennecey avait dit détester Mayenne. Où était la vérité ?

2. DIJON, B 227, janv.-fév. 1590 ; C.-D'OR, C 3069, f. 311. — A la même date, un homme à lui s'en allait dans Dijon disant « que le roy de Navarre seroit roy de France et que monsieur le baron de Sennecey estoit pour luy » (Information sur les paroles du laquais Debran, DIJON, B 227, f. 146, 148 ; 21 nov.).

3. DIJON, B 227, f. 148 (23 nov. 1589) ; 203 v^o (19 janv. 1590). Il confiait d'avance aux Dijonnais sa femme et ses enfants, « les plus chers gages qu'il ait » (f. 148). Il passa, en fait, à Auxonne, la plus grande partie de sa lieutenance

une enquête sur l'élection de Bretin¹. Sennecey ne parut pas s'en émouvoir. Il proclamait avec gravité son respect pour les privilèges des républiques, pour ceux de la « ville et commune » de Dijon, « chose acquise avec peynes, labeurs et mérites, des ducz de Bourgogne et roys de France²... ». L'ami de Bretin était aussi l'ami des oligarques dijonnais. Avec eux il prenait le contrepied du hautain Fervaques, et usait d'égards³...

Le « prudent Fabius » avait ses plans, qu'un ensemble de documents divers nous retrace assez clairement. Ménager d'abord, comme il le promettait à La Croix, les navarristes, et pour cela jouer des consignes modératrices de Mayenne et des avis de Jeannin⁴ ainsi que de la politique de « réunion », caduque déjà en fait, utilisable encore comme prétexte ; — lénifier, donc, les « aigreurs et violences » des ligueurs locaux ; — et, pour apaiser les suspicions, en particulier chez les oligarques, laisser les ambitions, largement, « profiter ». Étendre, en somme, à un gouvernement de province l'expérience mûrie dans celui d'une petite ville, apaiser pour durer, en attendant que sur la rose des vents le destin s'orientât vers le conversion du roi huguenot... Bien qu'il n'accordât pas, quant au présent, son obéissance à Henri IV, il établissait cependant son jeu sur la foi en l'avenir du Bourbon, disons même, en langage plus noble, qu'il le tenait en principe pour son roi légitime, tout en « reconnaissant » Charles X comme roi d'attente⁵. Sennecey avait certes, sa manière à lui d'être « politique » ; mais ce terme, en son sens de 1592 ou 1593, lui conviendrait cependant si l'intérêt, chez lui, n'avait pas égalé et, peut-être, commandé la doctrine.

(DIJON, B 227, *pass.*, B 228, f. 46 et *pass.* ; B.N., fr. 4898, f. 22 v^o ; *Corr.*, n^o 496, 498, etc. ; NIEPCE, *Sennecey et ses seigneurs*, 440 ; et *Journ.* de la B. DIJON, Baudot 139, 296). — Requête des États (oct. 1590) : C.-D'OR, C 3071, f. 3, 21, 31 v^o.

1. DIJON, B 227, f. 149 (25 nov. 1589). Il fallut que le Conseil de la Sainte-Union et les élus s'en occupassent (C.-D'OR, C 3069, f. 311, 25 nov.).

2. DIJON, B 227, f. 181 v^o.

3. Jamais d'ordonnance catégorique. Des suggestions, avec, toujours, liberté d'exécution. Exemples nombreux, p. ex. dès janvier 1590 : *ib.*, f. 181 v^o, puis B 228, f. 167, 200-205 et ci-ap.

4. Jeannin annonce le 3 fév. une abondante correspondance chiffrée (Jeannin à Fyot, *Mém. de la Ligue*, IV, 205).

5. Et c'est bien là la position que définit l'agent navarriste La Croix lorsqu'il dit à son roi que Sennecey, « hors ce point » (la religion), « veut » le servir « avec aultant d'affection qu'un autre subject que puissiez avoir... » (Rapport du 18 fév. 1590, B.N., fr. 4898, f. 23).

Prendre parti sans renoncer à l'esprit neutre et sans rien briser, sans clore derrière soi les portes : ils étaient, dans les provinces de 1590, plus d'un grand catholique à « pratiquer » ainsi. Des conjonctures diverses, après la mort d'Henri III, les firent opter diversement entre les partis. Sennecey se fit ligueur et Nevers se fit navarriste. Les orientations parurent différentes ; mais les tendances et les natures étaient les mêmes. Nevers, dans ses gouvernements, fit bien petit service à son roi, mais y défendit ses propres titres ; et Sennecey, dans sa lieutenance, fit petit service à Mayenne, mais il se proposait d'y demeurer... L'un et l'autre, d'ailleurs, devaient se rencontrer un jour dans la même fonction significative : ils devaient être tous deux et presque en même temps ambassadeurs à Rome après l'Abjuration, et tous deux pour régulariser au point de vue de l'Eglise la royauté d'Henri de Navarre, — c'est-à-dire pour faire consacrer par un roi indiscuté les titres par eux-mêmes acquis. En attendant, comme il le disait lui-même, Sennecey allait « maintenir les choses ». La Réunion avait échoué : il pratiqua l'apaisement.

Cependant, il dut d'abord parer aux nécessités de la guerre et, pour cela, faire campagne. Une assez vive alerte, dès le début de 1590, l'en pressa : un commencement de « conjonction » navarriste entre Tavanès et le Champenois Dinteville se signalait par les prises, ou reprises, de Duesme, Thizy, Montréal et surtout par le siège de Montbard, en février. Henri IV, en mandant Dinteville à l'armée royale, interrompit ce siège ¹. Sennecey, qui s'était préparé à marcher contre lui, en profita pour annoncer d'importantes opérations de police, qu'il entreprit effectivement avec 2.500 hommes, avec du canon prêté par Dijon, et un gros de « gentilshommes et cappitaines », au premier rang desquels brillaient ces deux associés : Vitteaux et Lux ².

1. MONTBARD, Reg. délib., 1590 ; *Mém. de Guill. de Tavanès*, 488-489 ; De Thou, XI, 98 ; *Disc. véritable du siège mis devant la ville de Montbard en Bourgogne par le sieur de Tavanès...*, Paris, Binet, 1590, in-8° ; NODOT, *Note sur l'histoire de Montbard* (dans *Bull. Soc. des sc. de Semur*, 1931, p. CLVIII). — Antérieurement, des colonnes de reîtres rejoignant Henri IV avaient traversé le nord du gouvernement (HÉRELLE, I, 232-235).

2. Pépin, 59 ; DIJON, B 227, f. 242 v°. Vitteaux, comme Lux, avait suivi Sennecey et fait sa rentrée dans la Ligue (ABORD, II, 106).

Mais que sa campagne fut étrange ! Il prit le château d'Argilly à la fin de mars, mais passa sous Montaigne sans le voir ; et le voici, aussitôt, tirant, avec l'artillerie de Dijon, en Charollais vers la Clayette, dont la réduction importait au repos de ses villages du Chalonnois ¹... Puis, sans éclat, il sortit soudain du gouvernement par le sud et s'engagea dans le Lyonnais. Sollicitation subite, alléguait-il, du lieutenant-général, le marquis de Saint-Sorlin, qu'il ne pouvait « escondhuyre ²... » Abandonnant la Bourgogne, — qui s'en étonnait ³, — il fit donc service à ce frère cadet du duc de Nemours. Il aida à dégager Lyon, menacé par Ornano et Lesdiguières, marcha sur Vienne par Oullins et Givors. Dans un engagement sous le faubourg de Vienne, un « gentilhomme de Bourgogne », le sr de La Barre, captura Ornano lui-même. Sennecey, alors, mit la main sur cette belle proie, abandonna précipitamment le Lyonnais malgré les protestations de Saint-Sorlin, puis, vers son Auxonne, avec le prisonnier taxé à 60.000 livres de rançon, tira pays ⁴...

L'armée, cependant, revenait, conduite par Vitteaux et Lux, et ravageait sous main d'expert le Mâconnais, puis le Val de Loire, et, le 4 mai, assaillait Charlieu ⁵. Mais la Bourgogne du nord qui payait la campagne était oubliée. Elle protesta. Alors, sans tarder, Sennecey, homme habile, lui jeta « au devant » l'ancien projet de Nemours rajeuni : un assaut de Saint-Jean-de-Losne. Ce

1. Sennecey aux magistrats de Dijon, Argilly, 25 mars 1590, *Corr.*, n° 477 ; *Dijon*, B 227, f. 253 ; C.-D'OR, G 2508, f. 314 v°- 315 ; Pépin, 60 ; — Sennecey aux magistrats de Dijon, La Clayette, 5 avril, *Dijon*, B 457, n° 82 ; état des munitions fournies par Cluny à l'armée de Sennecey, *MAÇON*, EE 52. V. en outre, sur cette campagne, les détails précis des états de dépenses de C.-D'OR, C 3654-3657.

2. Sennecey aux magistrats de Mâcon, camp de Saint Christophe, 6 avril 1590, *MAÇON*, AA 8, n° 44 ; aux magistrats de Dijon, Lyon, 12 avril, *Corr.*, n° 478. Cf. *LYON*, BB 126. L'histoire de B.N., fr. 17281 (f. 203) indique d'un mot son empressement.

3. Le commissaire de l'artillerie dijonnaise, Lavisey, le premier. Il a voulu « se retirer ». Sennecey l'a retenu. Il voulait servir « en Borgogne et non ailleurs », mais : « Je suis esté surprin ». Il s'en ira dès qu'il pourra (Lavisey aux magistrats de Dijon, Lyon, 12 avril 1590, *Dijon*, B 457, n° 84).

4. Lettre citée de Lavisey ; B.N., fr. 17281, f. 303 et v° ; *La Deffaicte des compagnies d'Alphonse de Corse...*, Paris, 1590, in-8° ; *Journal* de la B. *Dijon*, Baudot 139, 295 (« se retira sans trompette et sans dire adieu »). Déjà Saint-Sorlin et les siens s'étaient partagé d'avance la rançon d'Ornano.

5. Grégaine, 5 ; Lavisey aux magistrats de Dijon, 20 avril, 10 mai, *Corr.*, n° 480, 481. Passage des troupes sous Mâcon au milieu de mai (S.-ET-L., B 900).

nom à lui seul devait désarmer les Dijonnais. De plus, quel beau coup pour soulager Auxonne avec l'argent des villes, — 10.000 écus payés par elles ¹ ! Mais, une fois encore, le branle-bas fut sans effet. Le siège de Paris frustra Dijon de son espoir, Mayenne appelant à lui, pour débloquer la capitale, la plupart des capitaines bourguignons ². Quelques opérations de détail, sur Montcenis, par exemple, parèrent, en juin et juillet, aux cas urgents ³. Puis l'idée d'un autre « bienfaict » fut suggérée par le lieutenant : une trêve.

Un autre y eût échoué. Il y réussit à demi. Il n'y eut que trêve des récoltes, — mais trêve « générale » bien négociée avec le gouvernement navarriste d'Auxois, conclue le 28 juillet avec Guillaume de Tavanès : trois mois de circulation libre, les maisons et biens ecclésiastiques occupés par les troupes rendus à leurs propriétaires.. Et une prolongation de six mois était prévue, demandée à Mayenne, à Henri de Navarre ⁴. Attendre dans la paix, de trêve en trêve, les décisions de la grande lutte française : c'était la politique d'Auxonne étendue par Sennecey à toute la Bourgogne, une promesse de renaissance marchande, — une satisfaction donnée en particulier à ces bailliages de Saône que le baron, en septembre 1589, avait demandés comme gouvernement à Henri de Navarre...

Dans l'automne de 1590, Sennecey affirmait là sa manière. Et ce fut, certes, bienfait ; Mâcon, Chalon, Auxonne respirèrent « et tout le pays ⁵ » également. Mais on allait découvrir cependant que trêve et intérêts pouvaient se combattre parfois : intérêts des mairies alarmées par l'annonce des rentrées d'émigrés, par la crainte d'avoir à libérer certains prisonniers ⁶ ; intérêts des gentilshommes, sevrés du pillage, ressource fondamentale. Dijon viola donc la trêve.

1. On voit assez ces sentiments dans la lettre de Sennecey à la Chambre de Dijon (DIJON, B 227, f. 299 v^o, 24 mai 1590). Sur la cotisation faite « de pot en pot » pour la constitution des fonds : *ib.*, f. 301, 306, 310 (fin de mai et début de juin).

2. Plusieurs colonnes. Une au milieu d'août (Pépin, 62). Une au milieu de sept. : 2.000 hommes emmenés par le baron de Thianges (*ib.*, 63).

3. Opérations du baron de Lux, avec le canon de Dijon (DIJON, B 228, f. 21 v^o).

4. B.N., fr. 4898, f. 24 v^o. Sur cette trêve, sa négociation, sa violation, sa fin brusquée : C.-D'OR, C 3069, f. 335 ; *Corr.*, n^{os} 485-492, 495, 499 ; — les échecs de Beaune à ceux de Dijon, 3 oct. 1590, DIJON, B 457, n^o 110 ; ABORD, II, 137-138 ; etc.

5. *Corr.*, n^{os} cités.

6. Sur les craintes à Dijon : *Corr.*, n^{os} 492, 494.

Les barons la violèrent. Puis, au début d'octobre 1590, Tavanès lui-même la dénonça.

Ainsi, Sennecey « apaisait » mal les navarristes. Il gouverna les mayennistes plus aisément d'abord : cela par la « douceur », qui touchait les plus ombrageux, et jusqu'à ce remuant La Verne qu'en janvier 1590 la mort du mayeur Pierre Michel ramenait, comme « antique », à la mairie de Dijon¹. Malchance, semblait-il, pour le programme de l'apaisement... Mais Sennecey adopta avec lui une formule impeccable : « Je treuve bon... ». La mairie de Dijon se rebiffe-t-elle contre son désir de voir quelques suspects jugés au Parlement ? Soit : « Je treuve bon que, sans deferer aucune apellation, vous aiez à faire et parfaire leur procès² ». Voilà le ton. Et, à ses légères exigences, quelles compensations ! Que les années 1590-1592 aient été en Bourgogne le temps par excellence des « profiteurs », le fait est fort loin d'être exceptionnel. Toutes les histoires provinciales offrent alors le même spectacle : la défense des intérêts privés par l'exploitation de la Ligue, le pillage du pouvoir et de l'argent... Mais, en Bourgogne, il faut au moins signaler l'entente muette qui régnait à ce sujet entre le gouverneur et les hommes du lieu.

1. Michel avait, suivant le vœu de Mayenne, inauguré, en juill. 1589, un régime de tolérance que la politique de Réunion l'avait aidé à maintenir. Les prisons de Dijon, pleines en mai et juin, avaient, à partir de juillet, été à peu près vidées (Dijon, B 227, au mois de juill.-sept.). Dès le 23 juill., donc avant la Déclaration, un fugitif, B. Perruchot, écrivait d'Auxonne à sa femme : « Je suy bien aise de ce que j'ay aprins que depuis que monsieur Michel e[s]t maire, qu'il vous traite doucement... » (Dijon, B 481, n° 152). Mais Michel meurt le 1^{er} janvier (après avoir appelé auprès de lui non La Verne, mais Étienne Bernard). Sur ses obsèques : Dijon, B 11 bis. Élection du nouveau maire le 10. Malgré son titre d'*antique*, qui eût dû l'exclure, La Verne réussit à se faire élire par la Chambre (B 227, f. 193 v°).

2. Ou bien : « Vous le pourrez faire selon la puissance que vous dictes en avoir de M. de Mayenne... » Sennecey à la Chambre de ville, Lyon, 14 et 15 avril 1590, Dijon, B 227, f. 273 v° (affaire Hurtault, Grangier et Belin), et *Corr.*, n° 479. Les interventions de Sennecey en faveur des prisonniers politiques, fréquentes, l'amènent à renouveler cette attitude. Il est, en effet, à cause de sa réputation de tolérance, assailli de requêtes par ces prisonniers, et la Chambre de Dijon, à plusieurs reprises, nomme des commissaires « pour prier M. de Sennecey de ne se laisser importuner par les prisonniers » (ex. : B 227, f. 216). Contre ses demandes de pardon, la mairie s'insurge souvent ; puis, doucement, l'on transige.

II. — LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS PRIVÉS ET LE PROFIT AU TEMPS DE SENNECEY.

Le profit ¹ : réflexe défensif souvent, on le sait, contre la dévalorisation persistante des monnaies ou la baisse des revenus, les pertes de rentes et de biens, des nobles armés, des officiers ou avocats munis de savoir ou d'astuce qui s'ingéniaient à tirer de la crise elle-même des compensations. De la fin de 1589 à la fin de 1591, sous le regard tolérant de Sennecey, dans la Ligue confirmée par la mort d'Henri III, cette défense trouva ses normes et mit en œuvre ses moyens.

De gentilshommes battant partout les buissons du plat-pays, en quête de coups fructueux, — et de gouverneurs avides, on a vu déjà trop d'exemples pour qu'il en faille ici ajouter encore. Faut-il même rappeler leurs moyens variés ? Cotes arbitraires perçues, rapière en main, dans une vaste région autour des châtelainies, prises de deniers dans les caisses des receveurs publics ²... Pillage des maisons nobles et pillage des métairies ; péages arbitraires ; rançonnement des prisonniers ; primes pour les ralliements ³ ; spéculations, enfin, et de tous genres... Lartusie, capitaine de la citadelle de Chalon, offre aux Chalonnais, moyennant grosse somme aussitôt versée, le blé de « monition » auquel ils sont taxés, et le livre ; après quoi, on le découvre « eschauffé » et inutilisable. Le même, par un ingénieux stratagème, extorque 12.000 écus aux navarristes de Semur, puis une rançon de 7.000 écus au conseiller Millet... Il « drape » si bien qu'il a 50.000 écus aux banques de

1. Nous ne donnerons ici sur ces faits généraux non ignorés (v. FAGNIEZ, *L'économie sociale*, prem. chap.) qu'un aperçu volontairement sommaire. Sur la ruée aux offices et aux gains divers favorisés par Mayenne en 1592-1593 et dont le sens est spécial, v. ci-ap., ch. X, § VI.

2. Il suffit, p. ex., de feuilleter les registres des États, C.-D'OR, C 3069-3071, pour trouver de ces deux pratiques de nombreux exemples (sur le cas du baron de Pluvet, qui pille la recette de Châtillon, en 1589, ajouter B 4149). Du côté des navarristes bourguignons, d'ailleurs, abondance de cas analogues dans les registres C 3070 (DROUOT et GROS, *Rech.*, II, *Mat.*, n^{os} 98-105). Cf. les lettres patentes qui, en 1596-1597, couvriront après coup ces prélèvements irréguliers (Vaugrenant : B 29, f. 344 v^o ; Amanzé : *ib.*, f. 292 ; Biron : B 30, f. 85 v^o ; etc.).

3. 10.000 écus à Lux, peut-être 6.000 à Vitteaux, suivant Breunot (II, 26, 27). Les chroniques locales, les visites de feux donnent le répertoire édifiant de ces opérations de profit.

Lyon, sans compter ce qu'il place en achats de terres et ce qu'il prête à la ville de Chalon ¹... Celui-là, et quelques autres, amassaient. La plupart se contentaient de vivre ².

Les bourgeois, — les anoblis, et les autres, — étaient, eux, moins frappés que les gentilshommes par l'évolution économique générale, mais éprouvés plus directement par la guerre. Ils pouvaient (et dans les deux partis) montrer les terres abandonnées par leurs censiers, leurs fermes brûlées, leurs rentes foncières taries, leurs créances sur les « ennemis » improductives, sans compter les avances sans intérêt par eux faites aux gouvernements, et, s'ils étaient officiers, leurs gages non perçus ³. Et l'on sait de plus que, pour se dédommager de ces pertes, ils ne pouvaient guère, alors, compter sur de fructueux placements. Dès cette fin du xvi^e siècle où les gentilshommes criaient à la ruine et le peuple à la cherté, ils souffraient d'une gêne bien spéciale, qui était la difficulté de tirer revenu des capitaux sans emploi ⁴. L'activité économique s'arrêtant, un trop-plein d'épargnes plus ou moins anciennes restait sans fruit à l'heure même où la rente des biens ruraux se trouvait elle-même compromise. Acheter de nouvelles terres ? En pleins troubles, les occasions de mutations se faisaient rares : une sorte de moratoire de fait ajournait une partie des ventes judiciaires, et la guerre, du reste, conférait aux achats un caractère d'incertitude qui en détournait. C'est moins pendant les guerres, qu'au lendemain des guerres, lorsque vient pour le noble endetté l'heure des échéances, des mises en

1. CHALON, BB 10, f. 153 v^o. — C.-D'OR, C 4560 (sur l'affaire de Chalon, v. ci-apr., § v, 432). — Breunot, II, 36. — CHALON, CC 171-172.

2. V. ci-ap., ch. XVII, § III, quelques indications à ce sujet.

3. Telles sont les plaintes constantes qui accompagnent leurs requêtes à Mayenne (v. p. ex. B.N., fr. 15643, années 1590 et 1591, et les lettres patentes de Mayenne de 1591-1592 dans C.-D'OR, B 12085). Autres ex., entre cent : Legouz de Vellepesle invoque la confiscation de sa terre de Vellepesle par l'ennemi (DIJON, B 229, f. 62 v^o), Chantepinot celle de tous ses biens sis en Auxois (*ib.*) ; l'échevin Philippe Le Muet, de Dijon, ne peut parler que des frais d'entretien des convoyeurs qui ont ramené l'artillerie d'Is-sur-Tille et de Fleurey (DIJON, B 9, mai 1590). Ex. de créances que le Parlement d'Auxois dispense d'acquitter aux ligueurs : 800 écus dus à Brulart, 600 dus à Cl. Petot, 1.800 à Desbarres, etc. (GROS, 65).

4. Cette difficulté des placements sera l'un des faits importants de l'histoire sociale en Bourgogne au milieu du xvii^e s. V. p. ex. à ce sujet ROUPNEL, 215, et ses références.

décret inéluctables, et sous un régime stable, garant de la validité des actes, qu'il faisait bon pour la fortune bourgeoise, en Bourgogne du moins, étendre sur la campagne désolée sa facile conquête¹. En attendant ce temps nouveau d'acquisitions foncières, le meilleur était la constitution de rentes.

Mais encore fallait-il prêter sur garanties, à un taux élevé, — au denier douze, — et le moins possible aux particuliers. Et c'est à cela que s'ingéniaient, dans les villes bourguignonnes, nombre de bourgeois avisés. Financer les opérations des États provinciaux était de bonne méthode : là, les receveurs Nicolas Desbarres, puis Jean Lavisey, et leurs amis, gardaient les accès ; mais le Conseil de Dijon les pouvait ouvrir. Sûr aussi, moyennant vigilance à la rédaction de l'acte, le prêt aux villes, déjà obérées de dettes, certes, mais dont les États, suivant des précédents bien acquis, devaient prendre tôt ou tard à leurs charges les obligations contractées pour la guerre². Aussi les fortunes du parti ligueur en profitaient-elles. C'est le Beaunois Pierre Massol, par exemple, qui, en novembre 1589, prêtait au Conseil et à la ville de Dijon conjoints la somme de 15.000 écus³ ; un autre Massol, Jean, qui avançait 3.000 écus en juillet 1591, pour payer les renforts lorrains⁴. C'est le premier président, Denis Brulart, le conseiller Berbissey et d'autres, qui, à diverses dates, fournissaient à Chalon plusieurs milliers d'écus ; Jacques Venot et son frère André, le chanoine, qui en novembre 1591, en prêtaient quelques centaines à leur ville d'Autun pour les dépenses militaires⁵. Dijon, en 1593-1594, payait 601 écus 40 s. de rente aux s^{rs} de Saint-Mauris, J. La Verne et Louis Boulier, et

1. ROUPNEL, 3^e p^{te}, ch. I. Un examen des mutations signalées par Peincedé dans son dépouillement des Arch. des Comptes confirmerait cette observation en ce qui concerne la période de guerre 1589-1596. Le mouvement des aliénations domaniales n'était cependant pas complètement arrêté. Les deux gouvernements, notamment, pour faire face aux besoins financiers de la guerre, vendaient des parcelles du domaine royal (ventes indiquées par les reg. C.-D'OR, B 421, 423 et par des pièces des liasses par châtellenies comme B 501 (Baigneux), 527 (Meursault), 1258 (Mâcon), 1283 (Pontailler), 1304-1305 (Rouvres), 1352 (Talent), etc. — Et l'on voit des gens des Comptes, du Parlement, et même leurs parents du chapitre de la Sainte-Chapelle, acquérir des bois, des étangs, des rentes et des droits divers.

2. Exemple : l'emprunt contracté le 24 nov. 1589 par la ville de Dijon (DIJON, A 2, n^o 23 ter), et bien d'autres.

3. Acte passé devant le notaire Collot, B.N., nouv. acq., fr. 2042, f. 15-18, *cop.*

4. *Ibid.*, f. 20.

5. CHALON, CC 171-172 (Brulart, p. ex., 1.200 écus) ; — C.-D'OR, C 3071, f. 161.

lorsque mourut La Verne, en octobre 1594, elle lui devait encore 1.000 écus « par trois constitutions de rente »¹ : cela datait du temps de Sennecey. On multiplierait aisément ces exemples où apparaît bien l'un des privilèges tangibles des bien pensants de 1590-1591².

Autre privilège important : les exemptions de taille³. Et, plus positif, le partage des biens des « ennemis ». Les ligueurs convoitaient leurs offices⁴, demandaient et obtenaient la jouissance des revenus de certains bénéfices⁵. Les biens privés, enfin, étaient l'une des sources du profit ligueur. Acheter à bon compte les meubles vendus⁶, et gratuitement, sous couleur de compensation de « pertes subies », jouir des immeubles saisis : tel était l'objet de la convoitise au camp mayenniste, et non seulement dans le menu peuple. C'est par centaines que les registres des villes, les liasses du petit fonds dijonnais du séquestre des biens ennemis, ou les requêtes adressées à Mayenne et « répondues » par lui, livrent des cas d'usufruit de biens accordés à des ligueurs de marque, et de maisons louées sans loyer, ou pour un loyer infime. Le président de Latrecey reçoit, en septembre 1590, les meubles et l'usufruit des immeubles du sr de Saulon, hérétique fugitif. En mars 1590, le capitaine Jean Bouchard obtient jouissance des biens de deux protestants notoires, les Clerguet, de Louhans. A Dijon, en mai 1590, l'échevin Philippe Le Muet se loge gratuitement dans la maison de l'« ennemi » Margeret et Antoine Guérin dans celle de Pierre Odebert ; en 1591, Jacques Hérard reçoit de même jouissance gratuite des

1. DIJON, M 126, f. 146-162 ; M 127, f. 116.

2. A Autun (mai 1591), constitution de 30 écus 20 s. de rente par prêt de 400 écus de Brulart, lieutenant au bailliage ligueur d'Auxois transféré à Arnay (ABORD, III, P. J. 91). Beaucoup de prêts de sommes analogues aux corps de ville de Beaune, Auxerre, Avallon, Seurre, etc.

3. Assez nombreux : v. p. ex. DIJON, L 2 11, et Mayenne aux magistrats de Dijon, 11 déc. 1590, DIJON, B 456, n° 130 (le trésorier La Bondue) ; le même aux mêmes, 30 sept. 1591, *ib.*, n° 148 (le commissaire des guerres Ledoux). Et consolidées parfois par un anoblissement (ex. ci-ap., p. 426).

4. Question spéciale et complexe. Les États de Bourgogne avaient demandé que les offices et bénéfices des ennemis fussent déclarés vacants. Mais Mayenne ne pouvait, sans grands inconvénients pourvoir à des offices non vacants en fait. Il déclara que les États généraux se prononceraient et n'autorisa que la saisie du temporel des bénéfices (C.-D'OR, C 2972). Sur elle, ci-ap., ch. XII, § VII.

5. DROUOT et GROS, *Rech.*, II, *Req.*, n°s 52, 65, 66, 72, etc.

6. DIJON, B 9 bis, Compte des recettes opérées sur les biens des émigrés du 24 oct. 1589 à mai 1590 : nombreux exemples *pass.* Les comptes des mois suiv. font défaut.

maisons de Jean Bourée... Combien d'autres sont en ce cas ¹ ! Et autour de ces profits « accordés » sur les biens des « absents », dont bénéficiaient largement les ligueurs de quelque importance, l'on sent tout un ensemble de profits les uns indirects comme ceux des avocats, procureurs et greffiers qui trouvent des occasions de gain dans les opérations de saisie, ou les procédures diverses qui s'ensuivent ², les autres illicites ou clandestins, dont un petit secrétaire de la mairie de Dijon, Guillaume Laureau, employé au séquestre, fournit un probant exemple en détournant « plusieurs meubles prins ès maisons des absens ³ ».

Tout cela surtout à partir du printemps de 1590, époque où, s'établissant dans les conditions du temps des troubles, les ligueurs classés, exemples des autres, arrondissaient leur avoir ou, du moins, le préservaient ⁴ : c'est le temps où Jeannin s'enrichit, enrichit

1. AUXERRE, reg. 6 ; CHALON, BB 10 ; MACON, BB 55, 57 ; AUTUN, BB 5 ; DIJON, B 228, 229, 230 ; B 9, 9 bis, 9 ter, etc. ; DROUOT et GROS, *Rech.*, II, *Requêtes à Mayenne*. Pour les quelques exemples cités, dans l'ordre : DIJON, B 9 ter (sept. 1590) ; — *Req.*, n° 105 ; — DIJON, B 9 (mai 1590) ; — *ib.*, B 227, f. 292 (15 mai 1590 : occupation accordée pour un an ; puis, le 24 mai 1591, B 228, f. 217 v°, renouvellement de la location de feu P. Odebert et de son fils Jean à Guérin) ; — L 73 ; *Req.*, n° 32. — On pourrait signaler beaucoup d'autres modes de profit opéré sur les biens des émigrés. En voici un par ex. : la dame de La Charnie et sa fille ont engagé contre le président Bourgeois de Crespy, navarriste, un procès au sujet de la possession de la terre de Dracy-le-Fort. Elles font valoir que le procès, pendant devant le Parlement de Paris, ne peut être jugé avant la paix et se font accorder par Mayenne la jouissance de la moitié de la terre (DIJON, B 228, f. 140, déc. 1590).

2. Car s'il fallait ici entrer dans le détail des ressources créées par les « troubles » eux-mêmes, on pourrait démontrer que certaines professions, loin de pâtir de la crise, en profitent plutôt. Tels, entre tous, les avocats, procureurs, greffiers et sergents : du côté ligueur s'entend. D'abord l'émigration a diminué leur nombre dans les villes mayennistes, sans diminuer sensiblement celui de leurs clients de tous genres. De plus, des emplois nouveaux ne leur manquent pas : les juridictions municipales en font travailler quantité aux procédures et enquêtes (v., p. ex., C.-d'OR, BII 360/52 et s.) ; le Conseil d'État (p. ex. le procureur Brechillet, son secrétaire), la commission des saisies (l'avocat P. Nicolardot, promoteur, l'huissier Cl. Constant, receveur, etc.) en occupent directement ou indirectement tout un groupe (v. leurs noms dans DIJON, B 9, 9 bis, 9 ter). Cela sans compter les avantages que ces suppôts peuvent tirer de l'appui des échevinages, où siègent en nombre leurs confrères (ci-ap., § III).

3. Dossier de l'affaire (déc. 1590 - janv. 1591) dans C.-d'OR, BII 360/53 (cf. DIJON, B 226, f. 225). *Ib.*, plusieurs affaires concernant des tripotages divers.

4. Les profiteurs augmentèrent-ils leurs fortunes pendant les troubles ? On ne peut répondre. Les registres d'imposition ne révèlent pas d'accroissements tangibles. Mais ce sont de mauvais témoins. Le meilleur indice d'un capital en croissance serait l'acquisition des terres. Or, nous avons dit pourquoi ce genre de manifestation fait à peu près défaut pendant la guerre. Et les nombreuses acquisitions de 1600 et années suivantes ne portent plus témoignage probant.

son frère Nicolas¹, et songe aussi aux bons amis de Dijon, écrivant par exemple à Fyot l'aîné, — en chiffres, s'entend :

...Regardez quelles obligations vous pouvez désirer, ...vous les aurez pour votre particulier. Je vous supplie jeter les yeux sur chose qui soit en nostre puissance, soit offices, bénéfices ou autres biens. On sera disposé à vous donner contentement ; quant à moi, je vous servirai de solliciteur²...

Temps où les *boute-feux* touchaient peut-être déjà les « pensions » de Mayenne : Fyot l'aîné lui-même, ou ce Legouz de Vellepesle et ce Chantepinot qui, pour s'indemniser des dommages par eux subis, obtenaient l'autorisation, toute pleine de latitude, de se saisir des deux tiers des meubles et immeubles de ceux qu'ils « decouvriroient tenir le party contraire » : prime policière autant que mesure de compensation ; mais, de plus, édifiant profit consenti par Mayenne à de gros bonnets dijonnais³.

Car presque tout cela, sans doute, requérait ou supposait l'approbation du lointain Mayenne. Mais tout cela aussi s'épanouissait sous l'œil indulgent et avec la connivence directe de Sennecey, ami de la paix, et de sa paix, protecteur des intérêts, gouverneur libéral pour tous, — y compris et surtout, on va le voir, pour les ligueurs de commune.

III. — LA POUSSÉE COMMUNALE.

Exploitation des commandements, des capitaineries, des gouvernements : faits communs dans les deux partis, et dans tout le royaume. Mais exploitation empirique et aveugle : ces commandements, les gentilshommes en élargissaient les prérogatives jusqu'au mépris de tout droit, mais sans souci de réaliser des conquêtes durables sur les institutions tenues par les citadins dont ils assaillaient les domaines. Exercice anarchique de la force, profits d'argent ; non conquête de puissance. Des bourgeois travaillaient mieux.

1. Sur les acquisitions ou progrès de la fortune de Jeannin, v. ci-ap., ch. XXI.

2. Jeannin à Fyot, Paris, 3 fév. 1590 (déchiffrement dans les *Mém. de la Ligue*, IV, 204).

3. DIJON, B 229, f. 62 v^o. — Sur les pensions de Mayenne, v. ci-ap., ch. XII, § VII.

Sous Sennecey, les « communes » bourguignonnes activèrent leur marche ; et leur poussée, en Bourgogne, accusait ainsi le plein de sa force au temps même où Mayenne songeait de son côté à restaurer l'autorité centrale de l'État... Il faut signaler ce progrès, en peu de lignes ¹, — et sans l'appui de dates saillantes : car la montée des échevinages procédait beaucoup moins par d'éclatants et brusques succès que par d'incessants gains de détail. C'est au gré des incidents et occasions de tous les jours, en exploitant quelques cas fortuits, et ensuite le jeu des précédents, que les gens des communes étendaient peu à peu leur champ. Plus que dans les parchemins scellés du sceau de la monarchie, c'est dans les détails des délibérations, des conflits de tous les jours que se découvrent les plus vivants les aspects de ces progrès communaux.

Rien de plus suggestif, en 1590, que la rivalité quotidienne avec les gentilshommes gouverneurs et avec les officiers.

Les gouverneurs : non le souriant Sennecey, mais Franchesse, par exemple, à Dijon, qui, tout ligueur qu'il fût, s'attirait l'aigre hostilité de la maison de ville ². Et encore n'était-il que gouverneur du château. Mais quand le gentilshomme, posté dans la ville même, surveillant attentif des gestes des échevins, et rapporteur constant des incidents locaux, était un Saint-Vincent, un Chissey, un Montmoyen, la maison de ville menait contre lui lutte sourde, brimant ses soldats, et leur disputant le rempart ³. Et l'on a vu que telle ville — Avallon — prétendait nommer elle-même son capitaine, et, au gouverneur envoyé par Mayenne, fermait sa porte, au nom de ses « privilèges » ⁴. Quant aux bailliages, aux cours souveraines, à tout instant, empiètement sur leurs droits et heurts des juridictions. Dijon par ses sergents, rabattait toute affaire, employait à enquêter, à juger, un monde de lieutenants

1. Progrès assez connu. En ce qui concerne les villes bourguignonnes, v. surtout GARNIER et CHAMPEAUX, *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne. Introduction* (fondamental) et, publiées par Garnier seul, les *Chartes elles-mêmes* (3 vol., ordre alphabétique des noms de villes ou bourgs.) Nous nous dispenserons de citer cet ouvrage ci-après. V. aussi ABORD, *Hist. de la Réforme et de la Ligue dans la ville d'Autun*, II et III · BERTUCAT, *La juridiction communale de Dijon*.

2. V. à ce sujet, ci-ap. surtout ch. X, § VI.

3. CHALON, BB 10 ; AUTUN, BB 5 ; *Disc. véritable de la reduction des ville et chasteau de Beaulne*, 7.

4. CHALLE, 78-79.

de mairie, d'échevins, de greffiers. 1590-1594 : les plus belles années de cette « justice » municipale¹. Et, naturellement, avec le Parlement bafoué, le vieux conflit s'envenimait. Devant le légat en personne, en décembre 1589, d'agressifs propos de l'antique-maire avaient provoqué une réplique du président de Montholon sur les échevins qui « faisoient les Roys² ». La revanche de la mairie, ce fut, en 1590, l'affaire de la Chambre des Pauvres, qui aboutit à l'enlèvement violent par les gens de la ville d'une présidence disputée³, et l'opposition radicale à toute « appellation » portant les procès de la juridiction communale au Parlement⁴. Offensive si brutale que c'en fut fait, dès lors, des indulgences des robins ligueurs pour les avocats ligueurs et que, tout esprit de parti cédant, la guerre sociale, corps contre corps, emporta tout⁵.

1. S.-ET-L., B 904 et s. Pour Dijon, les grossès liasses C.-D'OR, BII 360 /52-54 suffisent à témoigner par leur masse et leur édifiant détail de cette activité exceptionnelle. — Conflit caractéristique de la mairie de Dijon avec le bailliage (cf. lettres de Mayenne du 6 août 1593, DIJON, C 2).

2. Et voulaient que « chacun ployat sous leurs commandemens ». Caetano voulait servir de conciliateur. Ce fut l'un de ses échecs (*Reg. Parl.*, III, 309. Cf. Gros, 111). Les ligueurs du Parlement, en novembre, s'étaient déjà entre-mis en vain (DIJON, B 227, f. 139-141).

3. Le 18 fév. 1590, conflit pour la présidence entre Fyot puîné, du Parlement, et l'avocat Jean Prévost, de la Chambre de ville (DIJON, B 227, f. 231 v^o. Cf. C.-D'OR, BII, 360 /52, information de la Chambre). Conflit pour la connaissance de l'affaire. Appel à Sennecey qui renvoie à Mayenne (B 227, f. 234 et v^o, 237 v^o, 244 v^o - 245, 252 v^o ; *Reg. Parl.*, III, 315). Alors R. Caillin pour la ville, Fyot pour le Parlement, vont à Mayenne (un mémoire non daté qui énumère les griefs de la Chambre contre le Parlement — DIJON, B 9 bis — paraît être celui qu'emportait Caillin à la fin de mars). Le prince, songeant à l'« union », accorde à la ville d'échapper au jugement des robins, qui prétendaient connaître de l'affaire, et prie le 30 sept. seulement les gens de la mairie d'en user avec « Messieurs du Parlement avecq le plus de dignité que vous pouriez ». Mais dès le 9 juillet, d'autorité et en forces, les suppôts envahissent la Chambre des Pauvres, et le député du Parlement doit déguerpir (DIJON, B 227, f. 307, 1^{er} juin 1590 ; — Mayenne aux magistrats de Dijon, 30 sept., *Corr.*, n^o 497 ; — C.-D'OR, B 12069 /4, f. 52, 54 v^o ; *Reg. Parl.*, III, 327. Il faudra attendre la soumission à Henri IV pour que soit reconstituée la Chambre, sous la présidence d'un conseiller, B 12069 /4, f. 56-57). Cf. C.-D'OR, B 11686.

4. Affaire Hurtault, avril 1590 (DIJON, B 227, f. 273 v^o. Cf. Sennecey aux magistrats de Dijon, 14 avril 1590, *Corr.*, n^o 479) ; affaire de Recologne, affaire Malpoy, juin 1590 (B 227, f. 322 v^o ; B 9) ; — C.-D'OR, BII 360 /52-53.

5. La guerre de « cotes », qui corsait toujours ces démêlés, achevait de constituer le front des robins unis. Contre la mairie et son receveur Vauthereau, c'était surtout Legouz de Vellepesle, le grand ligueur, qui dirigeait la résistance fiscale (innombrables mentions dans les reg. des deux parties : DIJON, B 227, f. 267 v^o, 279 v^o, 286, 294 v^o, 313 ; B 228, f. 44, 45 v^o, 49, 53 ; etc. ; et B 229, f. 121 v^o, 169, etc. ; — *Reg. Parl.*, III, 323, 331, 336, 380, etc.).

Sennecey fermait les yeux sur ces empiètements, et déferait à Mayenne les conflits¹. Quant à Mayenne, quitte à employer, pour réfréner ces entreprises, des moyens indirects, il signait le plus souvent les lettres patentes qui donnaient satisfaction aux revendications des communaux. Il ne négligeait pas, à l'occasion, d'exprimer sa volonté de respecter les « privilèges » sans aller jusqu'à le faire toujours : mais ses lettres étaient conservées et servaient alors à la cause des échevinages². Les villes, atteintes par les guerres ou simplement habiles, obtenaient de lui les octrois d'impôts communaux sur les marchandises ou des exemptions de taillon. Montbard, Nuits, bénéficiaient ainsi d'avantages à temps, qu'ils s'entendaient à rendre durables, malgré les États et le Parlement³. Et, par ailleurs, ces corps de ville, sans attendre les arrêts économiques de la Cour ni les ordonnances du lieutenant-général sur la circulation des grains, réglementaient les prix, contrôlaient les marchés, menaient chez eux, pour eux, la lutte du ravitaillement⁴. A eux donc, aux mairies, en fait, non seulement toute milice, mais toute police, toute justice même sur les privilégiés et les clercs, tout contrôle et toute décision dans la perception des impôts : il n'était rien finalement, ou presque rien qui, dans l'intérieur de leur murs, ne fût, peu ou prou, de leur autorité.

Progrès inégaux, d'ailleurs. Tandis que les six échevins de Mâcon demeuraient à demi-bloqués par les bailliage et élection et continuaient à se passer de maire, Avallon, parti d'assez bas, puisque privé encore avant la Ligue de maire électif et de véritable droit de justice, sut par une série de manœuvres obtenir à la fin de janvier 1590 une ordonnance, établie sous le nom du roi Charles X, qui accordait à ses habitants, du même coup, l'élection annuelle et libre d'un mayeur et la juridiction de première instance au civil et au criminel retirée au bailliage. Et elle se faisait, d'autre

1. V. p. ex. ci-dessus, n. 0.

2. V. p. ex. : Mayenne aux magistrats d'Avallon, 7 nov. 1590, dans CHALLE, II. P. J. n° III.

3. Nuits : NUTTS, M 2 (lettres de Charles X, 1590 ; de Mayenne : 1591 et 1593) ; S 1 (lettres de Mayenne, 1591) ; — Montbard : C.-D'OR, B 29, f. 13 (lettres de Charles X, 1590) ; MONTBARD, Reg. délib., f. 203 v° et pass. ; — Avallon : v. ci-après ; — autres ex. dans C.-D'OR, B 12085, C 3069 et 3071.

4. Outre les registres des villes de 1590-1591, v. ci-ap., ch. XVI.

part, octroyer, avec le maintien d'une taxe qu'elle percevait sur le sel, un nouvel impôt sur le sel et un sur le vin ¹...

Un tel mouvement dénonçait des chefs, des animateurs. Les équipes conductrices étaient en formation dès avant la période des grands troubles ; à partir de 1589, elles se constituèrent plus fortement ; et un trait, bien affirmé, signale, en plusieurs cas, cette constitution : le maintien des mêmes hommes dans les fonctions de maire ou d'échevins durant les années de la crise. Au lieu des renouvellements annuels, des reconductions plus ou moins complètes « continuaient » à Montbard, par exemple, les Daubenton et les Bouchu, à Avallon les Goreau et les Borot, à Chalon les Languet, les Parise ². A Autun, Jacques de Genay et ses fidèles, se faisaient, en juin 1590, renouveler, grâce à la pression officielle obtenue de Sennecey ³. A Dijon, où la mort de Pierre Michel, en

1. Pour Mâcon : MACON, BB 53, 55 ; etc. V. en particulier, en tête de chaque procès-verbal, les noms des Mâconnais qui prennent part à la séance. La pratique des assemblées générales fréquentes continue, mais reste illusoire. — Pour Avallon : AVALLON, CC 195-196 (mort en 1589 à Paris du procureur-syndic qui négociait la mairie électorale) ; BB 2, f. 111, 112 ; BB 25 (1590) ; EE 60 ; AA 11. Le premier maire, élu pour un an, le 30 déc. 1590, fut Séb. Goreau. Il fut réélu en déc. 1591 (cf. JORDAN, *Organisation municipale d'Avallon aux XVI^e et XVII^e s.*, dans le *Bull. Soc. d'ét. d'Avallon*, 1861, 114 et s. ; GARNIER et CHAMPEAUX, 345 ; CHALLE, II, P. J. n° III ; Dom PLANCHER, IV, 595). Le 19 sept. 1590 encore, l'Avallonnais Joseph Borot, nommé par les habitants, s'intitulait « gouverneur d'Avallon pour les Princes » (AVALLON, GG 5, Bap-êmes). — Nous ne mettrons pas sur le même plan que la création de la mairie d'Avallon celle de la mairie de Châtillon-sur-Seine par lettres patentes de Charles X de décembre 1589 (GARNIER, *Chartes de commune*, I, n° CCIX), ne sachant si elle indique réellement un progrès de l'esprit communal. Châtillon comprenait deux agglomérations murées distinctes. L'une avait un maire (Chaumont), l'autre non (le Bourg). Depuis assez longtemps le Bourg réclamait une mairie unique (*ib.*, n° CCV-CCVIII). Mayenne, sous le nom de Charles X, l'accorda : c'était l'union (favorable, semble-t-il, à ses intérêts) des deux villes sous un seul magistrat, chacune conservant d'ailleurs ses privilèges particuliers. Peut-être aussi la réforme représentait-elle un succès propre à la bourgeoisie du Bourg et pourrait-elle à ce titre compter parmi ces progrès communaux dont nous avons rencontré l'existence. Mais alors le succès fut relatif, car l'opposition de Chaumont, du bailliage affaibli par la nouvelle juridiction, de l'évêque de Langres haut-justicier, etc. retardèrent l'exécution des lettres jusqu'à 1594. Après de longs procès, on put alors seulement élire le premier maire commun (v. CHATILLON, carton des privilèges et franchises).

2. MONTBARD, Reg., f. 200 et *pass.* (3 Daubentons : Pierre, licencié ès-lois, maire en 1591-1592 ; Jean, Jacques) ; — AVALLON, BB 25, CC 196 ; PETIT, *Avallon*, 311 ; — CHALON, BB 10. A Bar, l'équipe Le Martin, Gouthière et Giey a été écartée, mais momentanément seulement, par la prise de la ville en avril 1591 (liste des oligarques locaux, réfugiés à Troyes ou ailleurs, dans Carorguy, 78).

3. ABORD. II, 122-124 (ordonnance de Sennecey, 16 juin).

janvier 1590, faisait avorter l'effort de Mayenne contre sa « continuation », La Verne s'assurait une nouvelle série de renouvellements. Aux approches de l'élection de juin 1590, une opposition systématique eut beau s'organiser contre lui, menée d'une part par les officiers, de l'autre par Mayenne lui-même : la phalange des amis du maire donna, et le fit réélire ¹. Et même jeu en 1591 ; propagande énergique des mayennistes dès avril : « il failloit tuer Mr le vicomte-mayeur ;... iceluy ne seroit plus maire, mais en failloit ung autre... » ; manœuvres au sein même de la Chambre ². Tout fut vain : l'absence d'Étienne Bernard ayant troublé, divisé les suffrages hostiles à La Verne, Royhier en attira la plupart, et Bernard, candidat du duc, n'arriva que troisième, en face d'un La Verne réélu une fois de plus à une grande majorité ³. Derrière lui, toujours maintenus grâce au système de la cooptation, Robert Caillin, notaire royal et procureur en la Chambre des Comptes ; l'avocat Jean Prévost, le député évincé des États généraux de 1588 et l'ennemi du Parlement ; le procureur Pierre Jachiet, procureur-syndic lié à La Verne depuis 1587, jouaient le rôle de suiveurs fidèles et de partageurs des pouvoirs. Autour de la mairie ils tenaient les avenues : Caillin, Jachiet ajoutaient à leurs titres principaux ceux d'officiers des « paroisses » ; les milices étaient dans la main des oligarques, de La Verne, colonel, et de ses comparses commandants de compagnies ⁴.

1. Le Parlement avait tenté une manœuvre décisive en interdisant par arrêt la continuation des magistrats au delà de trois années. La mission de l'échevin Caillin, après un siège laborieux, fit à temps casser l'arrêt. Mais Mayenne qui, une fois de plus, condamnait le Parlement, mit en œuvre ses propres forces, lançant ses hommes, Franchesse, Ruffey et d'autres, dans une campagne acharnée dont les mesures mêmes par lesquelles La Verne se défendit nous conservent les nombreux échos. Dès le 8 mai, La Verne dénonce des manœuvres « hérétiques » destinées à imposer un maire nouveau et fait promettre aux officiers des milices et aux échevins d'interdire à ce maire tout exercice de sa fonction ; il interdit farouchement toutes assemblées à « tant vignérons que artisans », tout repas ou beuverie et tout cadeau de vin ; il ordonne des prières de 40 heures demandant une bonne élection : « brigues » ouvertes contre brigues clandestines. Et le 24 juin, il l'emporte (Dijon, B 227, f. 284, 302 v^o, 307 ; B 228, f. 1 et s.).

2. Dijon, B 228, f. 195 v^o, 210, 230 v^o, etc. (on fait élire par surprise La Verne garde des évangiles, afin de le rendre inéligible ; il se démet). Sur l'action du Parlement contre les intrigues du groupe de La Verne en 1590 et années suivantes : B 74 ; B 230, f. 102 ; *Reg. Parl.*, III, 372, 395, 398, 425, etc.

3. B 229, f. 1 et s.

4. Listes des registres B 224 à B 231. Sur Caillin : Dijon, B 74 quater ; Breunot, II, 185. — Sur Prévost, v. ci-dessus, ch. I, et B 227, f. 231 v^o, 234 v^o, etc. — Sur

Les avocats et procureurs, tels étaient les membres les plus nombreux de ces équipes dans les années 1590-1592. Sans mettre en chiffres le détail de leurs progrès dans la composition des échevinages¹, on peut dire que leur place achevait alors de s'élargir, au détriment de celle des « marchands ». De ces marchands, dont ils demeuraient socialement les compagnons directs, et dont les intérêts étaient toujours en grande partie les leurs, ils dépassaient le groupe plus lourd et plus lent, et dans la lutte engagée contre les officiers docteurs, ces licenciés ès lois, avides de puissance, magistrats désignés des républiques en devenir, prenaient de plus en plus la tête des phalanges communales.

IV. — LE RÉGIME DES OLIGARQUES.

Les corps de ville travaillaient pour eux-mêmes. Servaient-ils en même temps la « cause » ? A cette question, pas de réponse simple. La diversité de 1589 se maintient, en effet, en 1590 et 1591. Dans les échevinages du sud, le zèle restait minime, les affaires politiques assez rares. Dans l'atmosphère cléricale d'Auxerre, dans l'esprit de résistance à l'évêque politique qui animait les viergs d'Autun, le magistrat soupçonnait, enquêtait, châtiât durement : pays livrés aux tyranneaux². Mais c'est à Dijon que régnaient vraiment, en 1590-1591, les oligarques, et que s'exerça de la façon la plus typique la dictature locale des avocats.

Inégales donc étaient, en nombre, en fréquence, et variables quant au sens, à l'esprit, les manifestations de l'activité politique des corps

Jachiet, procureur-syndic : B 224, f. 29 ; B 225, f. 22 ; 226, f. 20 ; 227, f. 27 ; 228, f. 35 ; 229, f. 29 ; 230, f. 45 v^o ; échevin en 1594-1595 : B 231, 232. Sur son ambition : DROUOT, *Henri IV et les officiers des milices* ; sur son dévouement à La Verne : Breunot, II, 323. Il avait, comme procureur-syndic, débuté avec lui et tomba, en 1594, avec lui.

1. Une étude de détail sur la composition des corps de ville de la Ligue, qui nous entraînerait facilement hors de notre sujet propre, et que nous ne ferons pas ici, serait cependant l'une des plus utiles parmi le grand nombre de celles qui restent à entreprendre en Bourgogne, — et ailleurs.

2. Quelques affaires seulement à relever dans MACON, BB 55-57 ; CHALON, BB 10 (p. ex. f. 91 : emprisonnement de Louis de Pontoux, relaxé sous caution, avril 1592). — Sur Autun, AUTUN, BB 5. — Sur Auxerre, LEBEUF, *Mém.* — Prarond, Henry, d'Estaintot, etc., fournissent des termes de comparaison qui permettent peut-être de pousser l'analyse de ces modalités diverses. Nous ne nous y risquons pas ici. Sur les particularismes, v. ci-ap., ch. XII.

de ville bourguignons. Parmi leurs registres cependant, au temps de la lieutenance de Sennecey, en ces années centrales de la crise révolutionnaire, pas un seul où fassent défaut les listes de suspects, les mentions d'enquêtes, d'arrêts au domicile ou d'emprisonnements, de bannissements, à côté des « proclamations », où éclatent la préoccupation générale de prévenir les écarts divers du populaire, le soin d'entretenir la discipline de ce populaire par la « religion ». « Avoir les yeulx eslevez au ciel pour invoker Dieu et sa glorieuse Vierge Mère par prières et oraisons affin de cesser son yre » et garder l'obéissance absolue aux magistrats ¹... : tels étaient les deux thèmes constants des admonestations échevinales. Et rien, en cela, d'exceptionnel : c'étaient pratiques de tout le royaume, et qui, d'ailleurs, continuaient celles des guerres pour la religion ². Ce qui plutôt vaudrait observation, c'est d'abord l'emploi systématique, à Dijon, à Auxerre, des « révélateurs » payés, et la surveillance spéciale dont étaient chargés les sergents de mairie ³. C'est, ensuite, le rendement surprenant, si l'on veut, de cet espionnage municipal en ces deux villes : « paroles » subversives, assemblées mystérieuses de « gros », transports de lettres suspectes, relations louches de conseillers « ligueurs »..., c'est par centaines que de tels crimes étaient invoqués à Dijon par les juges communaux, résolus à tenir entièrement non seulement le peuple, mais la bourgeoisie sous son contrôle ⁴.

Il faut remarquer, en effet, l'implacable rigueur dont témoignent la procédure et les peines dans les affaires concernant les « gros » : en juin 1590, à Dijon, la torture du « moine de camp » infligée au marchand Thibault Malpoy, accusé d'intelligence avec les ennemis, lorsqu'après saisie partielle de ses biens et prison préventive de trois mois on passe outre à son « appelation » au Parlement ¹ ; dans l'automne de 1590, la série des violences, de mises à la question, qui illustrent les longs procès des auditeurs Bénigne Turrel et

1. DIJON, B 227, f. 302 v^o (25 mai 1590).

2. V. notamment PRAROND, *Abbeville* ; HENRY, *Reims*, pass.

3. DIJON, B 228, f. 52 ; C.-D'OR, BII 360 /52 et /53 (nombreuses « révélations »).

4. V., outre les registres DIJON, B 227-229, les grosses liasses C.-D'OR, BII 360 /52 et /53 et DROUOT, *Vins, vignes, vignerons* ; — *Enquête sur un paysan suspect d'hérésie* (notes sur les affaires politiques dijonnaises concernant le peuple) ; *Interrogatoire d'un porteur de lettre* ; etc.

5. DIJON, B 227, f. 269, 322 v^o ; B 9, juin 1590 ; C.-D'OR, BII 360 /52, 13 juin 1590.

Étienne Valleret, puis, finalement, les 1.000 et 500 écus qu'ils doivent payer pour faire commuer leur prison en exil¹; — la torture encore du marchand Jean Hurtault, avant son bannissement pour six ans². Les années de prison, les expulsions sont peines qui pleuvent dru sur les bourgeois trop indépendants, autour de la mairie dijonnaise³.

Digne d'attention, surtout, le fait que, par cet exercice intense des attributions délaissées par Mayenne, des mairies annulaient en leurs ressorts l'effet d'apaisement pratiqué par Sennecey. Et cela pour une cause qui n'était pas, en fait, celle de la Ligue. Des guerres privées se mêlaient, en effet, à la plupart de ces poursuites politiques; les sentences étaient souvent des vengeances personnelles ou collectives des oligarques. Dans l'affaire Malpoy, par exemple, il s'agissait, semble-t-il, avant tout, pour les échevins Royhier, Dancienville et Prévost, de châtier un ancien échevin écarté de la Chambre de ville pour connivences avec les ennemis personnels de l'équipe communale⁴. Et l'affaire Chantepinot fournit du fait une preuve plus formelle encore. Une mésentente personnelle séparait ce grand ligueur du Conseil, officier du bailliage, et le vicomte-maieur La Verne. Le 1^{er} octobre 1591, La Verne marchandant à Chantepinot, dit-on, un passeport, Chantepinot souffleta le maire. La justice, alors, fut prompte. Pas de procédure; pas de greffier. La Verne requit simplement l'exécuteur de la haute justice Pierre Fleuryet, qui pendit sur l'heure le coupable « à l'un des bouchots de bois qui supportent le toit qui couvre l'entrée du tour qui est en la cour de la maison de ville⁵... ».

Dans l'atmosphère du laisser-faire, au temps de la lieutenance de Sennecey, l'esprit de 1589 s'épanouissait librement. « Révélations » d'espions, informations contre les présents, voire arrestations

1. DIJON, B 228, f. 105, 116, 112 et v^o, 113, 149, 181, etc.; B 9 bis (30 oct. 1590).

2. DIJON, B 228, f. 124; C.-D'OR, BH 360/52, nov. 1590.

3. Affaires De Recologne, et vingt autres (B 227, 228, 229).

4. V. la requête de Renée Morisot du 15 juin 1590 (DIJON, B 9).

5. Sullot, 20. — Cf. Pépin, 75; et, pour les détails précis de l'affaire, les informations de C.-D'OR, BH 360/53. Sur cet épisode dijonnais, v. encore B. AUXERRE, ms. 109, p. 365 : supplique présentée à Mayenne par Claude de Chantepinot, et ci-ap., ch. XVIII, les indications concernant les suites de l'affaire en ce qui concerne La Verne. — Autre affaire concernant un ligueur de marque et qui attira au maire de dangereuses inimitiés : l'emprisonnement du président aux Comptes Latrecey (Sullot, 20).

s'il s'agissait de personnages secondaires, saisies des biens des absents et séquestrations de leurs femmes ou enfants, signifiaient abondamment la victoire des oligarques sur les officiers. Les dossiers communaux sont pleins de pièces où l'on voit les hautains « sénateurs », les « conseillers » eux-mêmes, passer, humiliés, par les procédures de la maison de ville : tels, par exemple, les « interrogastz », informations, jugements et sentences qui suivirent, durant l'été de 1592, l'arrestation de Gasparde de Montholon, femme du conseiller Jean Fyot puîné, surprise au moment où elle tentait de quitter Dijon dans une voiture de fumier¹. En de tels dossiers apparaît, bien plus que le service d'une idée religieuse ou politique, l'œuvre méthodique d'abaissement d'une classe devant les bourgeois seconds. Et il n'est pour confirmer l'impression qu'à voir le juge de Chantepinot, La Verne, vicomte-maire, colonel des milices, élu du Tiers aux États provinciaux, escorté à l'ordinaire de deux hallebardiers, gardé de nuit par un poste spécial, tenant de plus à sa dévotion la compagnie urbaine d'arquebusiers et celle des Suisses, et toute une armée d'artisans et de vigneron, marquant à ses armes les canons de la ville, gouvernant enfin, note un mémoire, « à sa fantaisie et, comme on dit, avec une verge de fer, si bien que tous tremblaient en le regardant²... » On pense, si ce maître de Dijon n'y pensa lui-même, aux petits tyrans d'Italie...

Tyrannie. Et profit. La poussée communale ouvrait aux oligarques des occasions immédiates. Leurs concussions sont, à peu près partout, signalées³. Mais le groupe des communaux dijonnais

1. Sur les affaires concernant des officiers, v. GROS, 109 et s. ; DIJON, B 227, notamment f. 159 v°, 251, 253, 269 v°, 321 ; B 228, f. 105, 106, 112, 113, 181, etc. (affaires B. Turrel, Valleret, Chanteret, maîtres aux Comptes ; expulsion du greffier Morisot ; saisies des biens de Milletot, Briet et de tous les conseillers absents). — Sur le procès de la demoiselle Fyot, v. surtout le gros dossier d'informations et procédures de la liasse DIJON, B 9 : on trouvera là en abondance les preuves des humiliations subies par les conseillers. Sur les étapes successives de l'affaire : ordre à Fyot de livrer sa femme ; emprisonnement chez un sergent de mairie ; condamnation à la prison à domicile ; sommations — six mois après — à Fyot de « représenter » sa femme sous peine d'amende de 500 écus ; contrainte à ce sujet par saisie et vente des meubles, etc. V. aussi, dans l'ordre, B 230, f. 64, 82 v°, 103 (août 1592), 198 (janv. 1593) ; Breunot, I, 260 ; B 230, f. 211 v°, 216, etc.

2. DIJON, B 228, f. 52 ; B.N., Moreau 804, f. 113 ; DIJON, B 232, f. 133 ; B. DIJON, Baudot 139, *Journal*..., 298.

3. Notamment par certains échos enregistrés à la Chambre des élus. Les maire et échevins de Bar-sur-Seine, en 1590, lèvent des impositions sans tenir

offre ici encore un exemple entre tous caractéristique. Les avocats ou procureurs échevins, un Jean Prévost, un Louis Dancienville, un Henry Morel, un Pierre Jachiet, et les commissaires, greffiers, receveurs, les Vauthereau, Vincent Collot, Denis Besançon, Jean Berbissey, tout ce monde « profictoît ¹ ». Voici, par exemple, Guillaume Millière, docteur ès-droits, avocat, fils d'un maire, lieutenant en la mairie, ligueur de coulisse, actif, remuant, intelligent sans doute. Il a déjà du bien, étant seigneur de Villeneuve et époux d'une Michelle Fyot. Mais il se pousse encore : il obtient du prince rétablissement d'un office supprimé de conseiller au Parlement, puis provision de cet office : précaution avouable pour l'avenir. Il est en attendant juge communal, et, comme tel, amasse écus ; il saura même entrer au Conseil de la Sainte-Union, et là achever sa fortune, l'action politique aidant le gain ². Voici Jean Lavissey, échevin, que son groupe pousse en décembre 1590 à l'emploi de receveur des États et qui, dès lors, abondamment spéculé ³. Voici, encore, Jacques La Verne lui-même. Selon Breunot, qui écrivait cela en 1594, il avait commencé à « drapper et pratiquer » depuis « sept ou huit ans », c'est-à-dire depuis sa mairie de 1587 ⁴. En 1589, — il avait alors 44 ans, — il commença sa fortune de guerre avec « ce qui luy avoit été baillé... pour le faire entrer au parti ⁵ ». Ses

compte des chiffres fixés par les élus, emploient les dépassements à leur gré et refusent de justifier de leur affectation (C.-D'OR, C 3071, f. 26 v^o, oct. 1590). Ce n'est là qu'un exemple.

1. Faits, indications, allusions dans les dossiers des liasses DIJON, B 9, 9 bis et ter ; dans les comptes (M 465) ; dans les délibérations et pièces concernant certaines affaires politiques comme l'affaire Thibault Malpoy (B 228, 229) ; etc.

2. Sur son père, échevin et maire : DIJON, B 206 et s. — Sur les faits : C.-D'OR, B 24, f. 79 ; B 30, f. 34 ; B 12086, f. 22 ; B 11161 (achats de biens du domaine) ; BII 360/53 (sur son activité comme juge à la mairie) ; DIJON, B 500, f. 150 v^o ; Breunot, I, 341 ; II, 2, 38, 370, 521, etc. ; PALLIOT, *Parlement*, 252 ; VINDRY, *Les parlement.*, 172.

3. C.-D'OR, C 3071, f. 10. Il se fait, notamment, le fournisseur des poudres pendant les campagnes de 1591, et pour cela, voyage et trafique en Comté, faisant payer 20 écus le cent de poudre qui, à la même date se vend couramment 16 écus et demi (f. 50 v^o, 75 v^o, 78, etc.), puis continue ses missions fructueuses en 1592-1594 (*ib.*, et C 3072).

4. Breunot, II, 304. L'on croit surprendre, en effet, dès ce temps, de premiers « profits », en dehors de ceux que put lui valoir son entente avec Mayenne au lendemain des Barricades (v. à ce sujet, ci-dessus, ch. I, § II), p. ex. dans des mentions comme celles-ci, qu'on peut recueillir dans les comptes de la ville : 500 écus (on remarquera l'importance du chiffre) à l'avocat La Verne pour réparations aux murailles (DIJON, M 16, f. 6).

5. Breunot, II, 164. En juin 1588, ayant acheté des terrains proches de sa

moyens ? Les plus directs : trafic illicite sur les passeports, passeports de ceux-là mêmes qu'il obligeait à prendre la route : les royalistes émigrants, — cent écus, par exemple, reçus de « M. Ocquidan » ; ou passeports glissés aux « marchands de party contraire », marchands langrois ou troyens ¹ ; détention équivoque de l'épée orfèvrée et sertie de pierres précieuses, estimée, avec son ceinturon, 20.000 écus, qui avait été confisquée sur Fervaques ² ; détournement, peut-être, de 66 douzaines de cuillers d'argent, de provenance suspecte, qui auraient été inventoriées chez lui après sa mort ³, et, outre cela, suivant Franchesse, « deux mil escus des meubles des absens ⁴ » ; des prélèvements et profits divers « sur les tailles », « sur les soldatz et compagnies que l'on a eues », notamment « sur les Suisses, cinquante escus par mois », sur les amendes, sur les marchandises confisquées et surtout sur les blés ⁵. Qu'on ajoute une foule de cadeaux clandestins acceptés ou provoqués, jusqu'à, note Breunot, une pièce de taffetas ⁶, — et les grands profits avoués : de Mayenne, surtout, une pension, les « sept mil livres » que Franchesse disait, en 1594, lui avoir remises lui-même « depuis trois ans » ; dès 1590, l'anoblissement, c'est-à-dire l'exemption de la taille ⁷ ; — de nombreux bénéfices enfin comme l'attribution du beau cheval qui avait porté le légat Caetano à son entrée dans Dijon ⁸ et de bonnes rentes sur la ville ⁹. Notre homme, d'ailleurs munissait aussi les siens : à sa mère, la maison d'un absent ; à son fils Chrétien, en mai 1590, bien qu'il ne fût pas avocat encore,

maison de la place Saint-Michel, il étend son jardin sur le rempart (Dijon, B 226, f. 253 v^o). Sur l'âge : B.N., fr. 11519, f. 103, 106.

1. Breunot, II, 301. N'est-ce pas là la somme que dut verser, le 30 mai 158, la demoiselle Ocquidam pour aller passer six semaines auprès de son mari, conseiller au Parlement, malade (Dijon, B 226, f. 247) ? — *Ib.*, II, 164, 304.

2. Dijon, B 9, n^o 27 (pièces du procès de 1601) ; B 232, f. 136. Cf. aussi Breunot, II, 386, 388-389.

3. Breunot, II, 304.

4. *Ibid.*, II, 164. On surprend, de ci de là, quelques saisies de meubles sans inventaire et sans procédure qui peuvent corroborer cette indication, p. ex. celle des meubles du marchand Malpoy « distraictz sans aulcung inventaire ny coppie d'exploict », pour une valeur de 200 écus, que dénonce au Parlement la femme de Malpoy (Dijon, B 9, juin 1590). Sur une affaire de vêtements pris par La Verne à Malpoy : B 232, f. 113, 115 v^o, 120.

5. Breunot, II, 301.

6. *Ibid.*, II, 301.

7. *Ibid.*, II, 164.

8. Cf. COURTÉPÉE, II, 36.

9. V. ci-dessus, p. 412-413.

le titre, par provision, de conseil de la ville et, dès novembre 1593, malgré l'âge insuffisant, l'emploi de capitaine de la milice de Saint-Michel ; à son frère Gaspard, en 1591, la charge, fructueuse et enviée, de greffier des États à Auxonne ¹. Finalement, autour de l'inventaire des biens de La Verne, au lendemain de sa mort, ses compatriotes devaient s'exclamer. Une fortune qui, dès avant les troubles, c'est vrai, avait ses bases, derrière laquelle, déjà, il y avait le cheminement d'une famille de marchands, une place déjà conquise dans la paroisse Saint-Michel, révélait cependant, soudain, à l'heure même où d'autres s'affaissaient, une surprenante élévation ².

Et l'on comprend alors quel personnage imposant s'élevait sur des profits suspects, sur la popularité gagnée du côté du commun, et l'intimidation du côté des puissances. Sans une maladresse mortelle, l'histoire de La Verne eût, sans doute, réalisé le cycle parfait que nombre de bourgeois bourguignons, sans doute, n'hésitaient guère alors à concevoir. En 1594, sentant le vent souffler à la victoire du « roy », il allait falloir procéder à l'opération complémentaire postulée par tant d'actions fructueuses, et, après avoir si bien « drappé », élever barrière autour de soi contre les représailles éventuelles ; s'assurer la sauvegarde définitive des lettres royales d'abolition. Les menus profiteurs saisis la main dans le sac subissaient le sort d'un Guillaume Laureau. Les plus gros passaient plus aisément indemnes ; mais encore leur fallait-il aller jusqu'au havre. Pressé par ses ennemis, La Verne allait se briser sur les récifs. Et ses ennemis, alors, de publier ses méfaits. Nous savons donc ses concussions et nous ignorons celles des ligueurs qui achevèrent leur périple. Mais, des mains de ces Franchesse, de ces Ruffey, qui crièrent haro sur La Verne, l'argent des concussions, de la vénalité était-il absent ³ ?

1. DIJON, B 228, f. 133, 29 nov. 1590 (attribution à Cath. Forneret, veuve de l'enquêteur Didier La Verne, de la maison de l'avocat Fournier) ; — B 227, f. 291 v^o et 179 bis, f. 44 (nomination de Chr. La Verne en considération des services rendus par son père) ; — B 231, f. 107 ; — C.-D'OR, C 7489, C 7496, f. 125, 143 (nomination de Gaspard La Verne). — Pour être complet il faudrait tenir compte, et largement, des profits que valaient à La Verne la fonction d'élu du Tiers qu'il assurait comme maire de Dijon, à commencer par les sommes qu'il se faisait payer par son ami le receveur Lavisey sous prétexte de « vacations extraordinaires » (p. ex. le 4 mai 1591, C.-D'OR, C 3071, f. 89).

2. Breunot, II, 304. — Sur les antécédents des La Verne : DROUOT, *L'affaire La Verne*, 21.

3. On trouvera dans la suite du travail une série d'indications à ce sujet.

Mayenne avait donné, le 16 janvier 1589, à Dijon, le pouvoir au « s^r mayer seul ». On voit qu'un La Verne l'avait pris au mot. Lui et les oligarques exploitaient leur alliance. Ils étaient ligueurs. Ils brandissaient l'épouvantail de l'« hérésie ». Mais, comme modèle de commune libre, ils citaient La Rochelle ¹ : leur poussée sociale passait souvent leur guerre catholique, et, en même temps, leur dévouement à Mayenne, qu'ils compromettaient, après avoir aidé à ruiner sa Réunion. Tel était l'un des fruits du libéralisme de Sennecey.

V. — LE MARÉCHAL D'AUMONT EN BOURGOGNE (1591).

La trêve rompue, Sennecey, dès l'automne de 1590, vit son ciel s'embrumer. L'Auxois annonçait à grand bruit l'armée du maréchal d'Aumont ². Le maréchal, effectivement, allait « s'approcher », puis, à la rescousse, Nemours : deux généraux qui s'étaient affrontés au siège de Paris allaient se rencontrer en Bourgogne et, entre eux, le baron pacifique risquait d'avoir à se faire petit. En attendant, il dut suspendre le programme du « repos », et armer.

La tenue régulière des États, ouverte le 26 octobre, lui fournit l'occasion de faire lever par le pays 1.200 hommes. Puis, Navarre ayant battu en retraite devant Paris, Mayenne put envoyer d'autres forces, dont le régiment de Thenissey. C'était, au total, 3.000 hommes pour parer au plus pressant, « en campagne », entre les places. L'artillerie se réparait. Les munitions s'entassaient ³.

1. DIJON, B 228, f. 205.

2. V. ci-ap., p. 430.

3. Sur la « tenue » des États : C.-D'OR, C 3071, f. 1 et s. (ouverture le 10, mais ajournement au 26). Cf. C 3028, f. 57. — Sur la levée de 400 ch.-légers, 300 arquebusiers à cheval, 500 arquebusiers à pied : f. 4 (on lèvera pour cet objet 33.889 écus pour trois mois (oct., f. 34), puis 10.000 (janv. 1591, f. 57, 60) ; etc.). Sur le régiment de Thenissey et les renforts de Mayenne, qui demandent solde et entretien : f. 6, 20, 26 v^o, 27, 32. Sur les préparatifs et armements divers, nombreuses indications : f. 46 v^o (poudres), 50-63 (oct. 1590 - mars 1591) ; 71 (magasin de grains), 75 (poudres). Autres mesures : les États décident de solliciter, à charge de revanche, l'appui des provinces voisines : Champagne, Lyonnais, Bassigny (f. 5 v^o), et Guyonville, du Bassigny, réapparaît en mars (f. 76 v^o). D'autre part, demande de secours lorrains. En juillet 1590, Edme de Chantepinot, du Conseil d'État, avait négocié en Lorraine la levée d'un régiment de lansquenets. La trêve avait fait annuler le contrat. En avril, demande d'appui au duc (v. ci-ap.).

Préparatifs nécessaires. La venue d'Aumont représentait pour les navarristes bourguignons ce que, de son côté, le parti de Mayenne demandait en vain : l'intervention d'une armée. C'est Henri de Navarre, non Mayenne, qui se risquait à dégarnir le centre ; et c'est sur la base de Mayenne que le vieux maréchal, nommé lieutenant-général en l'armée et en la province de Bourgogne¹, allait frapper, en l'absence du maître du lieu, avec l'une des armées secondaires formées récemment².

Aumont, d'ailleurs, avait à accomplir une autre œuvre encore que la destruction des appuis de Mayenne. Quels que fussent les progrès nouveaux que le président Fremyot, en réunissant, en mai 1590, des États provinciaux à Semur, en créant des recettes et une Chambre des Comptes, avait fait réaliser à son gouvernement³, — l'assiette de son parti restait médiocre, ses entreprises militaires empiriques et dispersées. Les divisions des capitaines navarristes s'aggravaient depuis quelques mois⁴ à tel point, qu'entre eux, et à leur barbe, se réalisait, cette fois au profit des ligueurs, une « conjonction » de la Champagne avec la Bourgogne : Til-Châtel, gardien de la route de liaison, était pris en décembre 1590 par Thenissey ; puis, au début de 1591, le lieutenant ligueur du Bassigny, Guyonvelle, se glissant par la vallée de la Vingeanne, enlevait l'un après l'autre les châteaux du sr de Brion, Saint-Seine en février, Mirebeau en mars, sans que Guillaume de Tavanès prêtât secours à ce navarriste qui était aussi son ennemi privé⁵.

Le maréchal d'Aumont, comme arbitre, paraissait qualifié. Ses

1. Ses lettres sont du 7 oct. 1590 (C.-D'OR, B 12086, f. 64) : il y est nommé « lieutenant-général pour commander en nostred. armée et pays de Bourgongne... » Il agira en gouverneur en l'absence d'un titulaire au moins jusqu'au début de 1592 (DROUOT et GROS, *Rech.*, II, *Mat. pour les Etats*, nos 155, 156, 160, etc.).

2. Henri IV l'annonce dès août 1589 (HÉRELLE, *Docum.*, I, 215-226). Après Arques : Henri IV à Roussat, maire de Langres, 11 nov. 1589, *Corr. de Henri IV avec Roussat*, n° XVII ; HÉRELLE, I, n° 132 ; POIRSON, I, 143 ; etc.

3. Sur cette organisation nouvelle, principalement financière : DROUOT et GROS, *Rech.*, II, *Mat.*, nos 5 et s., 113. Les ligueurs considérèrent ces progrès comme redoutables (v. DIJON, B 227, f. 288 ; GROS, 50).

4. Vaugrenant accuse en avril 1590 Tavanès de s'approprier une partie de la solde de ses troupes. Brion fait sa guerre particulière. Tavanès reste isolé, malgré les efforts de Fremyot, qui demande une intervention du roi (DROUOT et GROS, *Rech.*, II, *Mat. pour les Etats*, nos 148-151 ; GALMICHE, *Vaugrenant*, 126-129, 137 et s.).

5. Pour Til-Châtel : C.-D'OR, f. 51 v°, 53. Pour la guerre aux confins du Bassigny : B.N., fr. 5045, f. 268 ; — DIJON, B 457, n° 121 ; B 228, f. 182, 183 v° ; *Ill. Orb.*, 49-50.

soixante-neuf ans, son passé de capitaine et de courtisan le classaient fort au-dessus des gentilshommes indigènes. D'aucuns pouvaient d'ailleurs considérer sa qualité de seigneur bourguignon¹. Ces attaches, cependant, gênaient peut-être plus qu'elles n'aidaient sa mission de rassembleur de nobles. Car, beau-père de Rochebaron, ami de Brion, et circonvenu probablement, dès longtemps, par Vaugrenant, il s'était trouvé amené à prendre parti d'avance dans les querelles bourguignonnes. C'étaient Brion et Vaugrenant, — le parti des ennemis de Tavanès, — qui, dès l'été de 1589, l'avaient demandé et annoncé; c'étaient eux qui, en 1591, l'introduisaient dans la province². Haut censeur, animé sans doute de l'aigreur que plusieurs contemporains lui prêtent, conciliateur trop brutal, lieutenant-général du roi prêt à bouleverser tout un pan de l'édifice administratif d'Auxois sous couleur de contrôle, il allait décevoir les espérances de Fremyot. Son long séjour de sept mois, ses innombrables « commandemens », et ses lourdes réquisitions de deniers ne le conduisirent qu'à un lamentable échec.

Annoncé après Ivry, après Paris³, le maréchal avait tardé. Enfin, malgré les démentis de Mayenne⁴, son départ pour la Bourgogne devint une réalité⁵. Et, au début de mai 1591, par le Morvan où elle prenait en passant Château-Chinon, son armée

1. Notamment à Couches : C.-D'OR, E 2111 (acte du 19 nov. 1566), à Nolay et à Molinot (S. CARNOT, *Les anciens seigneurs de Nolay*, dans le compte-rendu du XI^e congrès de l'Ass. bourg., Chalon, 1935, in-8°, p. 51-52).

2. Sur la correspondance de Brion avec Aumont, v. ci-dessus, 313, n. 3; 318; *Corr.*, n° 464. Vaugrenant avait vu le maréchal auprès du roi en oct. 1589 et avait été chargé alors d'annoncer sa venue en Bourgogne : Henri IV à Chastellux, 10 nov. 1589; à Roussat, 11 nov. (B. de XIVREY, VIII, 367; *Corr. de Henri IV avec Roussat*, n° XVII).

3. Lettres citées ci-dessus, note 126; et *Corr. de Henri IV avec Roussat*, 30-47, 80 et s.; DIJON, B 227, f. 150 (25 nov. 1589); Jeannin à Fyot l'aîné, Paris, 3 fév. 1590, *Mém. de la Ligue*, IV, 204; Henri IV à Maisse, 1^{er} nov. 1590 (E. HALPHEN, *Harangues et lettres inédites d'Henri IV*), etc. Cf. P. Cayet, *Chron. nov.*, 247.

4. Mayenne aux magistrats de Dijon, Soissons, 15 mars 1591, *Corr.*, n° 507.

5. Henri IV à Nevers, camp devant Chartres, 20 mars 1591 (B. de XIVREY, III, 358); — le même aux magistrats de Langres, mars 1591 (PIÉPAPE, *Hist. militaire du pays de Langres*, P. J. n° XVII-XIX, 3 lettres). D'après ces lettres, il semblerait que le maréchal ait eu comme première mission de dégager, contre Guyonvelle, les abords de Langres, et peut-être, par conséquent, de rendre à son ami Brion ses villages.

apparaissait en Bourgogne¹. Il y eut peut-être des déceptions au sujet de sa force. L'infanterie était à peu près suffisante. Vers le 15 mai, Guitry, revenant de guerroyer contre le duc de Savoie, lui adjoignit quelques cornettes ; quelques compagnies suisses, venues en juin par la Comté, la complétèrent². Mais c'est la Bourgogne et Langres qui durent fournir ou payer la plus grande partie de l'artillerie et des munitions ; c'est le gouvernement de Semur qui dut pourvoir aux vivres. Un emprunt de 50.000 écus négocié en Suisse pour le compte des États de Semur allait être rapidement épuisé³.

Le 18 mai 1591, Aumont, qui promettait des exploits, mit le siège devant Autun. Grande enceinte, petite garnison : l'affaire semblait aisée. Mais Chissey fit une défense énergique, boucha les brèches dès qu'elles s'ouvraient. Des mines jouèrent mal, et vainement. Une demi-douzaine d'assauts furent rejetés. Et le duc de Nemours arrivant avec des renforts lorrains, après 34 jours d'efforts le haut chef navarriste dut avouer son échec⁴. Il en avait, d'ailleurs, durant ce temps, enregistré encore un autre, moins important au point de vue militaire, mais en somme aussi humiliant :

1. ABORD, III, P. J. n° 59. Le 3, Aumont est à Saulieu (MONTBARD, Reg. délib., f. 189 ; SEMUR, Reg. délib., 4, f. 175 v°). Ses troupes sont cantonnées du 3 au 6 autour de cette ville et d'Arnay-le-Duc (LA VIROTTE, *Annales d'Arnay*, 120).

2. De Thou, XI, 427 ; Carorguy, 76. Réception par Tavanès, près de Verdun, de 4 compagnies suisses convoyées par Bissy (peut-être du régiment bernois de Diesbach ; cf. ROTT, II, 452). Combat à Allerey, pour refouler Thianges et Lux, qui, de Chalon, sont venus disputer le passage (*Mém. de Guill. de Tavanès* 492). Le président Bourgeois de Crespy put ensuite lever et amener 700 Suisses (ROTT, II, 568 ; DIJON, B 229, f. 85). D'après ABORD, qui peut-être force un peu les chiffres, Aumont, sous Autun, aurait disposé de 8.000 hommes (II, 193). — Achats de poudre à canon à Besançon (C.-D'OR, B 30, f. 6).

3. Sur les emprunts faits à l'occasion de la mission d'Aumont, de 1590 à 1592 : DROUOT et GROS, *Rech.*, II, *Mat. pour les Etats*, n° 72 ; sur l'emprunt suisse : *ib.*, n° 66-68, et B.N., fr. 15575, f. 29. Pendant ce temps 66.000 écus, gagés sur « les trois Estats de Bourgogne », étaient avancés par les cantons suisses et Strasbourg, pour aider encore le maréchal, mais aussi Henri IV lui-même, à payer leurs troupes (ROTT, II, 453). Sur l'artillerie : *Mém. de Guill. de Tavanès*, 492. — L'armée d'Aumont est accompagnée par un « intendant », Pierre Lubert, qui, suivant Guill. de Tavanès, le conseille, et mal (*Mém.*, 491 ; cf. *Abbégé*, 52, et ABORD, II, 166, 190 n. 1, 203, 264). D'autre part, le président Bourgeois de Crespy recevra en 1594 1.700 écus pour avoir exercé pendant 17 mois l'office d'intendant des finances auprès de l'armée d'Aumont, B.N., fr. 18159, f. 469 v°, et N. VALOIS, I, 114.

4. Récit détaillé dans ABORD, II, 180-255 (cf. AUTUN, BB 5, reg. délib.) ; *Mém. de Guill. de Tavanès*, 491 et s. ; De Thou, XI, 428-431. Les états de dépense (C.-D'OR, C 3654 et s.) fournissent maintes précisions,

à Chalon, place plus forte qu'Autun et plus précieuse. Aumont pensa l'occuper par trahison de Lartusie, que pratiqua le conseiller au Parlement Étienne Millet. Mais ce Millet, dit le *Discours sur l'entreprise*, « n'avoit pas le gros d'un grain de millet d'expérience aux affaires d'estat... ». Lartusie, ayant touché les 10.000 écus qu'on lui promettait, garda le robin, prit de plus et rançonna une petite troupe de Cypierre qu'il avait introduite, ferma la porte et canonna les compagnies qui suivaient¹...

Le général berné revint alors à Semur écrire au roi ses difficultés et ses nouveaux desseins, bousculer les présidents et mettre en route le négociateur de l'emprunt suisse². Il emmena ensuite ses troupes dans le Langrois, et le ravagea ; se montra, le 20 août, à Bar-sur-Seine, tenu depuis le 30 avril par les navarristes, et en nettoya les abords, puis brûla Ervy-le-Châtel. Il mit le pétard à Châtillon, mais fut repoussé³. Après quoi, il se rabattit sur le Duché. Après avoir trop longtemps « tournoyé » autour de la petite ville d'Avallon pour ne pas lui donner le temps de s'armer, il tenta de la surprendre en faisant exploser, dans la nuit du 28 au 29 septembre, une « saucisse » de 330 livres de poudre sous sa porte, mais sans effet utile⁴. Au début des vendanges, il revint vers la Côte, bloqua Dijon durant 18 jours, en pilla les vignes, en battit les blés, retirant « le tout » à Saint-Jean-de-Losne et Vergy ; mais il se heurta à des sorties si résolues des Dijonnais, à des remparts si bien restaurés, à l'énergie d'une dictature communale si vigilante et si énergique, que son blocus ne lui fournit même pas l'occasion d'enlever les faubourgs. Il dut renoncer à attaquer cette capitale⁵.

1. *Discours sur l'entreprise faite contre Chalon* ; *Abbrégé*, 55 ; *Mém. de Guill. de Tavanès*, 493 ; De Thou, XI, 429-430 ; B.N., fr. 17281, f. 351 et s. ; Carorguy, 77 ; PERRY, 370 ; etc. Sur la captivité de Millet, qui dura près d'une année et les 7.000 écus de rançon qu'il fallut encore payer, v. C.-D'OR, C 3635 (attestation du bailliage, 4 janv. 1594).

2. Aumont à Henri IV, Semur, 1^{er} juill. 1591, B.N., fr. 3644, f. 7. — Sur la réunion qu'il tient au Parlement, sa demande de 70.000 écus et les versements qu'il exige, les résistances des élus : DROUOT et GROS, *Rech.*, II, *Mat. pour les Etats*, n° 66-67.

3. Aumont à Nevers, Langres, 15 juill. 1591, B.N., fr. 3615, f. 76 ; Carorguy, 81-83, 85 ; CHATILLON, carton Ligue. Sur les impositions du maréchal dans l'élection de Bar : C.-D'OR, B 30, f. 233. Sur cette partie de la campagne et la suite : C 3654 et s.

4. RAUDOT, *Une petite ville* ; PETIT, *Avallon*, 313-314, et P. J. n° XXI.

5. Le registre DIJON, B 229, f. 82-96 (25 sept. - 25 oct.) est rempli par les

Le 20, il était à Pierre, en Bresse loughannaise. Il prit Louhans, Cuiseaux, Saint-Julien-sur-Reyssouze, Romenay ; le 22, il saccaageait l'abbaye du Miroir¹. Attendait-il, en ces quartiers, les nouveaux contingents suisses qu'Harlay de Sancy faisait venir pour son roi ? Soudain, au début de novembre, il fit tourner tête à ses troupes du côté de la Loire, traversa le Brionnais, Paray-le-Monial, Marcigny, et s'en alla subir, devant Saint-Pourçain en Bourbonnais, un échec encore².

« Et puis, c'est tout... Il quitta la Bourgogne », écrit Carorguy³. Le vieux fanfaron s'en allait, découragé, non sans emporter ce qui restait des emprunts bourguignons... Ce qui l'avait vaincu, c'était d'abord l'énergie des villes : grandes et petites, elles avaient su à temps racouter leurs remparts⁴. C'était aussi la résolution des maires, celle du vierg Genay surtout, l'animateur de la résistance autunoise autour du magistrat⁵.

Il ne faut pas négliger cependant l'importance des contre-attaques qu'avaient menées, entre les villes, les capitaines de la Ligue. Mayenne avait dépêché en Bourgogne, outre sa propre compagnie sous le baron de Thianges⁶, deux régiments de pied et un millier

mentions des mesures de garde. Tous les habitants sont armés ; le clergé est au rempart. Les suspects doivent être incarcérés à la première alerte. Les sorties de vendangeurs sont interdites, sauf exceptions. On décide de démolir les « maisons » de Fontaine, La Colombière, Champmaillot, Montmusard, le prieuré de Chenôve (M 464, f. 222). Sur les pillages de l'armée : v. surtout B 229, f. 85. Cf. C.-D'OR, H 46 ; Pépin, 77.

1. Aumont au roi, Pierre, 20 oct. 1591, B.N., fr. 3645, f. 55 ; MACON, BB 57 ; S.-ET-L., H 97 (procès-verbal du 26 oct.) ; cf. Pépin, 78.

2. B.N., fr. 17281, f. 352 ; Grégaine, 16. — Il allait gagner la Bretagne et n'y réussir guère mieux (GRÉGOIRE, 231-232).

3. P. 83.

4. Montbard construit deux plates-formes et un boulevard (MONTBARD, Reg. délib., f. 189). Beaune refond ses canons (DIJON, B 457, n° 129). Chalon, par de larges travaux, met en défense ses faubourgs d'Échavannes et de Saint-Laurent, établit une garnison à Saint-Laurent, etc. (CHALON, BB 10, f. 10 et s.). A Dijon, dès avril, proclamas, travaux, règlements incessants et extrêmement sévères (DIJON, B 228, f. 185 et s.). Partout : impositions, et auxquelles le clergé participe (C.-D'OR, G 52, 9 juill. 1591 : 300 écus du clergé de Dijon ; etc.). Sans compter les actes et résolutions d'Autun, Avallon, etc.

5. AUTUN, BB 5. A Dijon, La Verne demande une trêve des audiences afin de mettre en repos l'esprit des Dijonnais pour le bien de la garde (DIJON, B 228, f. 199, 205, 207 v°).

6. Mayenne aux magistrats de Dijon, Château-Thierry, 19 avril 1591, *Corr.*, n° 510 ; — du même au même, lettre reçue le 14 oct., DIJON, B 229, f. 87. — *Ib.*, B 228, f. 205 ; B 229, f. 87-88, 92 v° ; Grégaine, 16 ; et nombreuses mentions dans C.-D'OR, C 3071, délibérations de mai à août 1591.

de chevaux sous le commandement du duc de Nemours. En mars et avril 1591, allant se poster sous Lyon en situation d'attente, cette petite armée avait, lentement, traversé la Bourgogne, s'arrêtant en route en Avallonnais, puis à Dijon, accueillie comme une protectrice par les élus et les villes¹, et, pour commencer, reprenant en passant quelques bourgs fortifiés comme Époisses, comme Gilly, flanc-garde de Cîteaux, descendant enfin vers le sud en touchant la Loire². L'ennemi survenant, Nemours avait envoyé ses compagnies rejoindre celles de Sennecey et former avec elles, à partir du 1^{er} mai, un gros dans le Beaunois³. Puis, s'aidant de l'approche d'un renfort étranger, — les 12 compagnies de lanciers et pistoliers lorrains du maître de camp Amblise, — il avait attaqué Aumont et précipité la levée du siège d'Autun⁴.

1. Sur son passage en Avallonnais : Anonyme à la duchesse de Lorraine, Troyes, 19 mars 1591, B.N., fr. 3980, f. 133 ; PETIT, *Avallon*, 312 ; Nemours aux Mâconnais, Époisses, 6 mars 1591, MACON, AA 7, n° 58. — C.-D'OR, C 3071, f. 71 (7 mars : promesse d'assistance donnée aux élus et constitution de magasins de grains pour l'armée), 75 v°, 77 v°, etc.

2. C 3071, f. 80 v°, 81 v°, 82 (siège et prise de Gilly, 31 mars) ; Pépin, 67 : arrivée à Dijon le 26 mars, retour le 1^{er} avril, puis départ pour le sud (le passage à Beaune attendu le 3 avril, G 2509, f. 45 v°). A partir de ce moment, correspondance incessante de Nemours et des élus (C 3071, f. 92 v° et s.). Prise de Louhans ; passage en Brionnais ; prise d'Arcy, de Toulon, etc. (Grégaine, 6 ; *Corr.*, n° 509).

3. C.-D'OR, C 3071, f. 100 et s. (organisation et concentration en mai et juin) ; Nemours aux magistrats de Dijon, Lyon, 1^{er} mai 1591, DIJON, B 456, n° 139 ; — MACON, BB 57, EE 52 ; DIJON, B 229, f. 205 ; — CHALON, BB 10 ; — ABORD, II, 170 et s. — A partir du 1^{er} mai environ, Sennecey, assisté de Thianges, commande l'armée groupée sous Beaune, en face de l'ennemi qui est à Bligny-sur-Ouche et Châteauneuf (C.-D'OR, G 2509, f. 50). A Beaune, durant mai et juin, alarme et guet (*ib.*, f. 51 et s.). — Dans C.-D'OR, C 3634, pièces concernant les dépenses de l'armée en juin et juillet. — Dès janvier 1591, Sennecey avait proposé aux Beaunois de mettre une garnison en leur ville (G 2509, f. 33).

4. Sur l'appel du duc de Lorraine en mai-juin par les élus, abondantes mentions de messages dans C.-D'OR, C 3071, f. 92 v°, 95 v°, 98, 104 v°, 105 v°, 106, etc. — Les élus demandent aussi le secours du duc de Chevreuse à Troyes, de Guyonville et du gouverneur de La Mothe, le sr de Melay (*ib.*, f. 92 v°, 94, 98, 100, 101, 105 v°, 107 et s., etc.). Dès le 15 mai, le secours lorrain est annoncé le 17 juin, on le dit à « Ceffonds » ; vers le 20, à Selongey, où Buatier se rend pour le guider (*ib.*, f. 95 v°, 108, 110, 111 et v°). Le 25, les 12 compagnies sont sous Dijon (*ib.*, f. 112 ; DIJON, B 229, f. 27 v°). En juillet, cantonnées à Ruffey, elles y commettent divers excès. Sur cette intervention lorraine et sur Africain d'Anglure, baron de Bourlémont d'Amblise : Aumont à Nevers, 30 juin 1591, *Mém. de Nevers*, II, 393 ; Arch. MEURTHE-ET-MOSELLE, B 1227, f. 364, cité par DAVILLÉ, *Les prétentions de Charles III*, 247, n. 4 ; ABORD, II, 242. Le Beaunois Jean Massol prête 3.000 écus pour payer les Lorrains (certificat de Nemours du 13 juill., B.N., nouvelle acq., fr. 2042, f. 20, *cop.*). En août, Chalon ravitailla Amblise (CHALON, BB 10, f. 20 v°).

Il avait ensuite préparé sous Dijon et Beaune le nettoyage de l'Autunois et du Chalonnais, qu'il opéra en juillet tandis qu'Aumont s'écarterait vers le Langrois¹ : la prise du grand château de Montaigu, qui terrorisait Chalon et ses abords depuis des mois, et l'installation du neveu de Lartusie, le s^r de Laboriblanç, comme capitaine de cette forteresse, furent les actes principaux de cette campagne. En août, Nemours délivra le Mâconnais à son tour des forts de Romenay et de Berzé²... D'autres renforts étrangers, des compagnies savoyardes cette fois, celles du marquis de Treffort, lui prêtaient là leur appui et, en octobre, escortaient Aumont dans sa retraite³. Pas de batailles rangées. De petites actions toujours. On reprenait un à un les forts que le maréchal avait enlevés⁴. Mais ce nettoyage, opéré aux frais des villes⁵, assurait leurs vendanges et les délivrait d'une partie de leurs cauchemars.

La Ligue récoltait finalement des lauriers qu'Aumont n'avait pu atteindre. Le maréchal laissait le maigre trésor de Semur allégé sans profit de 100.000 écus, et les querelles des navarristes non pas guéries, mais envenimées. Imputant à l'incurie de Guillaume de Tavanès une partie de ses propres mécomptes, il avait retiré

1. Les troupes, au début de juillet, sont à Pommard, Montagny, Bligny-sous-Beaune, Curtil, Volnay, Serrigny (C.-d'Or, G 2509, f. 61 v^o). — Dijon, Mâcon fournissent canons et munitions (DIJON, B 229, f. 39 et v^o; C.-d'Or, C 3660; MACON, CC 97). Sur tous ces préparatifs (4-10 juill.) v. C 3071, f. 115-119. Mayenne paraît laisser Guyonville, du Bassigny, surveiller Aumont plus au nord et diriger Nemours vers la Saône : des instructions de lui à son frère concernant Seurre sont saisies par les navarristes de Vergy (*Abbrégé*, 54). Au milieu de juillet, Nemours est à Beaune (B.N., nouv. acq., fr. 2042, f. 20).

2. Sur les pilleries de la garnison de Montaigu au printemps de 1591 et les instances de Saint-Vincent auprès de Nemours : CHALON, BB 10, f. 9 et s. Sur la prise de Montaigu et ses suites : *ib.*, f. 13-15 et s. ; EE 1 (dépenses) ; Mayenne à Varennes-Nagu et à Lartusie, 11 mars 1592, C.-d'Or, C 3351, f. 31, 32. — Sur la force de Montaigu : LADEY DE SAINT-GERMAIN, *Montaigu*. — Sur la campagne en Mâconnais, MACON, BB 57, EE 52, AA 7, n^o 59 ; B.N., fr. 17281, f. 369 ; Nemours aux magistrats de Chalon, Mâcon, 6 août 1591, dans PERRY, 372.

3. MACON, EE 52 (fournitures faites au marquis) ; Grégaire, 16.

4. Exemples : les reprises de la tour de Saint-Seine-sur-Vingeanne en août 1591 (Pépin, 74) ; des bourgs du Louhannais (MACON, BB 57) ; de Marcigny, après onze jours d'occupation navarriste, par les barons de Thiangès, d'Uxelles et de La Clayette (Grégaire, 12) ; etc. Aux causes de l'insuccès navarriste, il faudrait ajouter ce fait essentiel et général : la pauvreté des armées royales en grosse artillerie. Fait général, commun à l'armée assiégeant Paris, Chartres, Rouen, etc., et à celle assiégeant Autun. La Ligue, elle, tenant les villes, avait davantage de grosses pièces.

5. CHALON, EE 1 ; MACON, EE 52.

à ses hommes les places de Flavigny et Saint-Jean-de-Losne pour les donner l'une à Jacques Chabot, marquis de Mirebeau, l'autre au président de Vaugrenant. Et c'était là semer au parti navarriste de nouvelles haines ¹.

Au contraire, l'alerte commune, au camp ligueur, avait rapproché les mairies. La « virile » défense des ligueurs autunois avait été encouragée par les prières des villes sœurs. Lorsque les *Te Deum* saluèrent leur délivrance, ce fut avec un accent de fierté héroïque, — que Montbard déjà, au printemps de 1590, avait fait entendre ². L'échec du siège d'Autun étendait dans la province l'effet moral de la levée du siège de Paris ³. Elle aussi, la brillante piperie de Chalon souleva des applaudissements solidaires ⁴. Dans l'accalmie de la guerre, à la fin de 1591, un goût commun de satire qui, de loin, annonce la Fronde, se manifestait en des couplets de souffle un peu court, mais marqués de la gaieté des « raillous », tels ceux de deux poèmes satiriques imprimés par Jean Pillehotte : la *Quenouille des dames d'Autun* et *La vie et faicts heroïques du mareschal d'Aumont* :

...Car des ruses que tramerás
Il n'en sortira que du vent,
Aussi n'est un estrange cas
S'un vieil renard un autre prend ⁵...

Et l'on s'était passé de Mayenne. Le seul « Prince » qu'on eût vu, c'était Nemours.

1. Sur ces faits : GALMICHE, *Vaugrenant*, 137 et s. ; DROUOT et GROS, *Rech.*, II, *Mat.*, n° 148 et s. ; cf. Pépin, 77 ; *Mém. de Guill. de Tavanès*, 493 et s. ; *Mém. de Gasp. de Tavanès*, 361 et dans l'*Abbrégé*, 58-59, la lettre de Tavanès au roi, Vergy, 18 mai 1592, exposant les griefs du lieutenant.

2. *Discours verit. du siege mis devant la ville de Montbard-en-Bourgogne*. Cf. aussi l'accent de triomphe goguenard des *Truffes de Montbard* (1590), poème satirique dans lequel l'abbé REURE (47) croit reconnaître le même accent que dans la *Quenouille des dames d'Autun* écrit en 1591 contre Aumont.

3. Grégaine, 6 ; — DIJON, B 228, f. 232 v° (18 juin : prières « pour les Ostunois ». Messes aux Jacobins, aux Cordeliers, aux Carmes, etc.) ; B. 229, f. 18 v° (23 juin : procession et *Te Deum* à la Sainte-Chapelle) ; — CHALON, FF 1 (messe et procession, 22 juin) ; etc. ; C.-D'OR, C 3071, f. 112 (félic. des élus aux Autunois pour leur glorieuse « générosité »).

4. Félicitations (18 juin) de la mairie de Dijon (DIJON, B 228, f. 230 v°) et même du Parlement de Dijon (*Reg. Parl.*, III, 373), des élus (C.-D'OR, C 3071, f. 108). — Fêtes de délivrance : CHALON, FF 1 (16 juin) ; PETIT, *Avallon*, P. J. XXI : fondation d'une procession annuelle à Avallon ; CHATILLON, carton Ligue, cah. 16 ; DIJON, B 229, f. 86 v° ; etc.

5. Cf. le distique obscène que Carorguy attribue aux femmes d'Autun (76). — Les 66 quatrains des *Faicts heroïques* et la *Quenouille* sont attribués par

VI. — LES INTRIGUES DE NEMOURS. L'ÉVICTION DE SENNECEY.

Tandis que déclinait la réputation militaire de Mayenne, Nemours, ce général de vingt-quatre ans, tenu pour le sauveur de Paris¹, élevait la sienne rapidement. Mais son ambition allait plus vite encore.

En 1591, les « demi-rois », qui s'essayaient naguère contre Henri III, continuaient de plus belle contre le monarque de la Ligue : Mercœur, par exemple, qui, traitant Mayenne en « cadet des cadets » de sa maison de Lorraine, paraissait songer à « se rendre duc de Bretagne² » ; l'amiral de Villars en Normandie ; Scipion de Joyeuse en Languedoc ; Saint-Paul en Champagne ; et d'autres, « jusques aux moindres qui avoient quelque part credit³ »... Car « voilà la pitié », dit Hurault : souverains aussi bien que Mayenne, « tous ont envie de l'estre chacun en sa chacunière⁴ ».

Les Bourguignons savaient cela, et que Mayenne depuis des ans accumulait des griefs contre ces Princes⁵. Ils savaient aussi que l'évasion hors de sa prison du fils aîné du Balafré, le jeune duc de Guise, en août 1591, n'était pas mauvaise chance seulement pour Saint-Paul, qui voyait sans plaisir surgir un gouverneur de Champagne plus redoutable que le petit duc de Chevreuse, mais pour l'oncle sans prestige, qui redoutait le nom du neveu, et considérait aigrement les fêtes dont les villes bourguignonnes songeaient à saluer sa délivrance⁶.

ABORD (III, 297) au chanoine autunois Fr. Perrin. Mais A. de CHARMASSE écarte cette attribution (F. Perrin, 202-203).

1. Les plaquettes qui chantaient ses louanges comme le *Bref discours... des choses arrivées au siege... de Paris*, impr. à Troyes par Jean Moreau, s.d., in-8°, 47 p. (MORIN, n° 163) furent lues sans doute en Bourgogne. — Notons, parmi les auteurs qui expriment leur sympathie pour Nemours, celui de l'*Hist. de la Ligue* (p.p. Ch. Valois), si sévère pour Mayenne.

2. Expressions de Villegomblain (*Mém. des troubles*, II, 74).

3. Villegomblain, II, 70-77 ; P. Cayet, 390.

4. *Second discours*, dans *Quatre discours*, 156.

5. Hurault (*ibid.*, 193) les énumère : Aumale lui avait ravi le commandement lors de la marche sur Tours ; Mercœur l'inquiétait ; Joyeuse avait jeté son beau-frère le m^{ls} de Villars hors de Toulouse ; le m^{ls} de Pont prétendait au commandement de la Ligue comme représentant de la branche aînée des Lorrains ; etc.

6. De Thou, XI, 381 ; P. Cayet, 300, 323. — A la nouvelle de l'évasion, la Chambre de ville de Dijon décide d'abord de faire chanter un *Te Deum*, de faire flamber des « feuz de joye » et « ronfler le canon ». Mais, repentir suggestif,

Les Bourguignons n'ignoraient pas davantage la jalousie particulière qui séparait Mayenne de son demi-frère Nemours. Ce Nemours dont « la belle ambition ne pouvoit estre remplie de l'univers ¹ », cousin du duc de Savoie, posté en l'un des grands centres de la Ligue, à l'une des charnières de la France guisarde d'antan, entre le Dauphiné où s'offraient les accointances de son Altesse, et la Bourgogne où il avait mandat, — poussait autour de son Lyonnais, avec une fougue juvénile, les sondages et les entreprises. Il saisissait Montbrison, se faisait reconnaître, dès la fin de 1590, comme gouverneur en « Bourbonnais, Haute et Basse-Marche, Haute et Basse-Auvergne », circonvenait Brioude, assiégeait Ambert. Il s'essayait à débaucher les gouverneurs berrichons contre l'autorité de La Châtre. En 1592, aidé par des capitaines de Charles-Emmanuel, il tentera de s'installer en Dauphiné ². Sur ces entreprises s'échafaudait le rêve d'une principauté ³.

Les pouvoirs exceptionnels qui, en avril 1589, avaient été conférés à Nemours sur tout un groupe de provinces, ne représentaient dans l'esprit de Mayenne qu'une mission de contrôle, et d'ailleurs ces pouvoirs n'étaient donnés que « par commission », à l'imitation

« avant que ce faire, en sera parlé à M. de Franchesse [le confident de Mayenne] pour en avoir son avis » (30 août 1591, Dijon, B 229, f. 71). A Chalon, la fête a lieu ; mais PERRY (373) note que la joie n'y « dura pas longtemps » et que la jalousie des deux princes « fut le commencement de la décadence de la Ligue ». De fait, ainsi que le dit, par exemple, Villegomblain, II, 77, Mayenne redoutait un nouveau parti. Il songea probablement, en novembre 1591, à envoyer son son neveu en Guyenne, avec une armée, afin qu'il s'y enlisât comme lui-même en 1586 (OUVRÉ, 130). — A Troyes, fêtes peut-être plus sincères (LA PERRIÈRE, *N. de Hault*, 71). Cf. aussi, pour Châtillon, B. CHATILLON, ms. Bourceret, A 1, p. 35) ; — pour Beaune, C.-D'OR, G. 2509, f. 71.

1. « Ainsi que dit mesme maistre Honoré d'Urfé en ses *Epistres* » [*Epistres morales*] (P. Cayet, 512).

2. Dans l'ordre : P. Cayet, *Chron. nov.*, 512, 679 ; B.N., fr. 17282, f. 49 v^o 50 v^o ; — Villegomblain, *Mém. des troubles*, 72 ; — LONG, *Les guerres de religion en Dauphiné* ; cf. RICHARD, *P. d'Epinac*, 464. — Cf. aussi De Thou, XI, 431.

3. On rappellera seulement ici un passage de l'*Histoire du cardinal de Joyeuse* (1654, in-4^o) où AUBERY relate qu'à la fin de 1591, le P. Ange de Joyeuse fut chargé de préparer à Rome l'adhésion d'Innocent XI à un plan de partage du Midi de la France entre Scipion de Joyeuse (Languedoc) et Nemours (Lyonnais). Ce plan aurait comporté une entente avec Bernard de La Valette, gouverneur de Provence, et la garantie du Comtat Venaissin au pape. Il requerrait d'ailleurs célérité, « tandis que le Roy n'estoit pas encore réconcilié à l'Eglise... », puisqu'il s'agissait de faire accepter par le Saint-Siège la nécessité d'établir deux couronnes catholiques nouvelles. La mort de Joyeuse en octobre 1592, de La Valette en janvier 1592, les États de 1593, l'emprisonnement de Nemours devaient dissiper ces rêves d'un moment.

de ce que les rois avaient fait bien des fois, principalement depuis les guerres de religion ¹. Mais, en fait, les souvenirs paternels que Nemours retrouvait dans son gouvernement personnel du Lyonnais, l'appui de son cousin le duc de Savoie, — et surtout son ambition juvénile, pouvaient donner à ces pouvoirs une portée inattendue.

Un souvenir historique avait-il fixé un instant l'imagination ondoyante du duc de Nemours ? La Bourgogne, en tout cas, semble bien n'avoir pas été, en 1591 et 1592, étrangère à ses constructions idéologiques. Tout un passé récent, et politique, y incitait d'ailleurs et, par exemple, cette conception d'une solidarité militaire et gisarde de Lyon et de Dijon, dont Mayenne, entre 1585 et 1589, avait fait l'un de ses principes ².

Non seulement Nemours avait, depuis le printemps de 1589, traversé cinq fois la Bourgogne avec lenteur, nouant dans les villes des relations, mais il n'avait guère cessé depuis de correspondre avec les autorités et les gentilshommes du pays ³. De plus, « lieutenant-général » en Bourgogne, Dauphiné, Provence, Languedoc et Guyenne, il montrait son propos de ne pas laisser méconnaître cette qualité dans la province de son frère. Le 19 mars 1591, la Chambre de ville et les cours de Dijon durent s'avancer au devant de lui « jusques au proche de Tallent » comme elles faisaient pour les gouverneurs et, comme les gouverneurs, il exigeait, en juillet, d'être logé au Logis du Roy ⁴. Chalon lui offrait une coupe d'argent destinée d'abord à Mayenne ⁵. On sait que ses prises étaient fortes à Mâcon où il avait naguère fait jurer l'Union sous le nom des « Princes »,

1. Le père même de Nemours avait été, comme le dit BRANTÔME (*Grands capitaines françois*, dans *Œuvres complètes*, Soc. de l'hist. de France, IV, 69), « envoyé lieutenant du roy vers le Lyonnais, Foretz, Masconnois et Dauphiné ». Gaspard de Tavanès, en 1560, avait reçu le titre de lieutenant-général du roi par commission en Lyonnais, Dauphiné et Forez, pour y réprimer les révoltes (*Mém. de Gaspard de Tavanès*, 235). Peut-on aussi rapprocher du cas de Nemours celui d'Épernon chargé de commander à la fois en Anjou, Touraine, Poitou, Angoumois et Saintonge ? — Grands pouvoirs du reste (v. en le texte, déjà cité, dans B.N., Moreau 745, f. 23, *cop.*). Nemours, p. ex., nomme à l'occasion un gouverneur de ville (Varennes-Nagu, à Mâcon).

2. V. à ce sujet, RICHARD, *D'Épinac*, 263 et s.

3. V. LYON, AA 32 (1591), MACON, BB 56-57 ; AA 7, n° 58 ; DIJON, B 456, n° 132 ; B 457, n° 119 ; etc.

4. Son maréchal de logis, le 9 juillet, le signifie à la mairie (DIJON, B 229, f. 39 v°). — Sur la réception de mars : B 228, f. 185 v°, et B 179 bis, f. 134. — Les élus le saluent comme un gouverneur (C.-D'OR, C 3071, f. 118 : 9 juillet).

5. CHALON, BB 10, f. 15 (29 juillet).

non de Mayenne. Il saisissait d'ailleurs en Mâconnais le château de Bissy ¹. Mais dans le Duché même, il possédait des « établissements » personnels. Il tenait, comme seigneur, Seurre d'abord, cette place de Saône si haut estimée par Mayenne ², et, de plus, Montbard et Époisses ³. Et il négligeait moins que jamais ces seigneuries ⁴, attaches précieuses, cheminements indiqués.

Même hors de Mâcon, — où Abel Guérin, le greffier, lui faisait particulier service ⁵, — ses serviteurs personnels, dès 1591, étaient certainement déjà nombreux en Bourgogne. Les échevins d'Avallon, qui l'avaient beaucoup vu et l'appelaient carrément « gouverneur en ceste province de Bourgogne », semblaient entretenir avec lui

1. MACON, BB 55, f. 158 ; De Thou, XI, 431. — Sur la question de l'influence du gouverneur du Lyonnais à Mâcon, il faut consulter la *Correspondance* de Varennes-Nagu avec les autorités de Lyon, analysée par Charvériat.

2. La seigneurie de Seurre et Saint-Georges avait été cédée le 6 mai 1558 par Léonor, duc de Longueville, à son cousin germain Jacques de Savoie, duc de Nemours, en échange des droits que possédait Nemours sur le comté de Neuchâtel (C.-d'Or, B 10644, reprises de fief). Après sa mort, en 1585, les deux fils de Jacques, Charles, duc de Nemours, et Henri, marquis de Saint-Sorlin (1572-1632), devinrent co-seigneurs de Seurre. Henri, devenu seul seigneur à la mort de son frère resté sans alliance (1595), échangea cette terre avec la veuve du duc de Mercœur en 1606.

3. Les Nemours étaient seigneurs de Montbard depuis 1551 (J. NADAULT, *Mém. pour servir à l'histoire de Montbard*, p. p. L. Mallard et Nadault de Buffon, Dijon, 1881, in-8°, 34). — Abbé BREUILLARD, *Epoisses* (*Mém. Comm. des Ant. de la Côte-d'Or*, IV, 85 ; B. DIJON, Baudot, 79 (Abrégé chron. de l'histoire d'Époisses)). — Montbard, quoique réputé ruiné par son siège de 1590, honorait dignement Nemours, en février 1591, et empruntait à cette date 200 écus pour les lui offrir (MONTBARD, Reg. délib., f. 187).

4. Visitant Seurre et y postant Turgis, 1589, et la défendant en 1591, en même temps que Chalon, par la prise de Montaigu (B.N., fr. 3980, f. 133) ; rejetant les navarristes d'Époisses en mars 1591 et y réinstallant aux frais des États une garnison à 72 écus par mois (C.-d'Or, C 3071, f. 80 v°) ; réarmant Montbard, que Dinteville et Tavanès en 1590 avaient attaqué comme étant à lui. Un peu plus tard (1592-1593), il fait entretenir (par les États) à Montbard « 60 soldatz sous Malacret, gouverneur du chasteau soubz M. de Nemours auquel appartient led. chasteau ». A Époisses, « il y a 50 soldatz et 25 cuirasses soubz Desforges... ». A Châtillon, « il y a 200 soldatz et cinq^{te} cuirasses soubz le baron de Tenissé, lequel reconnoist M. de Nemours ». A Savoisy, 30 soldats de Thénissey. A Seurre : « 200 soldatz et 30 chevaux soubz le capitaine Guillerme, et cela « de la part de M. Dumaine », mais Nemours a sur lui ses prises (état des garnisons, B.N., fr. 3984, f. 165 et s.). Qu'une alarme menace ces places, Thénissey veille : le 14 mai 1593, lorsque le duc de Nevers fera mine de menacer Montbard, il y enverra avec sa troupe, « par commandement » de Nemours, son frère le s^r de Nogent (MONTBARD, Reg. délib., f. 205 v°).

5. Nemours aux échevins de Mâcon, Lyon, 2 mars 1593, MACON, AA 7, n° 60 : nouveaux ordres — c'est la 3^e démarche — pour faire exempter de tailles Guérin qui lui a rendu de grands services. Il est fort mécontent.

des relations particulières¹. Un Dijonnais, maître à la Chambre des Comptes, s'était déjà attaché à lui : Claude Bouvot, que Breunot appelle « surintendant de la maison du duc de Nemours », et qui, doté d'entregent, de parentés utiles et de relations actives non seulement à Dijon, mais dans le Châtillonnais et à Chalon, fut, en 1591-1592, et ensuite, le secrétaire et l'agent du prince pour ses affaires bourguignonnes².

Des gentilshommes aussi. L'une des forces de Nemours était de représenter parmi les « Princes », en face des hommes mûrs, — les ducs, — l'impatience des jeunes, les marquis : les Pont, les Villars, les Saint-Sorlin. Et son prestige était dans la cour de gentilshommes, active, entreprenante, que son ardeur, son ambition imaginative avait commencé à lui attirer³. Or, certains de ces compagnons étaient des Bourguignons et pouvaient le servir en Bourgogne. Le baron de Thenissey, le principal de ces gentilshommes de confiance, était solidement établi au Duché. D'abord son régiment s'était, en 1590 et 1591, fait connaître dans le pays⁴. Puis, dans la Montagne, où étaient ses terres de Rochefort, Maisey et Essarois, il recevait, en juin 1591, par les bons offices de Nemours, la succession du sieur de Lanty au gouvernement de Châtillon-sur-Seine⁵. Capi-

1. Paiement au capitaine La Jeunesse, de Rouvray, d'un voyage auprès de Nemours, « gouverneur... », etc., le 2 août 1589 (AVALLON, EE 58, pièce 7).

2. Conseiller-maître aux Comptes depuis 1577 (D'ARBAUMONT, *Armorial de la Chambre des Comptes*, 179). Sur ses parentés châtillonnaises : FRÉROT, *Les tombes châtillonnaises*, dans *Bull. Soc. hist. du Châtillonnais*, 1895-1896, 228. Sur son titre : Breunot, II, 255. — Breunot, qui fournit nombre d'indications sur son rôle d'agent de Nemours en 1593-1594 (v. Table, V^o Bouvot), le montre installé au moins depuis le début de 1593 auprès du duc à Lyon, où sa femme le rejoint en mai (I, 306). — Un Jérôme Bouvot, de Châtillon, reçoit en mars 1590 un office en la gruerie d'Auxois pour service ligueur à Châtillon (*Requêtes à Mayenne*, n^o 19). Un Nic. Bouvot est, le 31 juill. 1590, nommé procureur du roi au bailliage de Châtillon (C.-D'OR, B 12085, f. 20 v^o).

3. Un texte à retenir serait le discours d'adieu de Nemours à ses « amys » à l'approche de la mort, en 1595 (dans les *Epistres morales* d'Honoré d'Urfé, que cite P. Cayet, *Chron. nov.*, 678).

4. DIJON, B 227, f. 56 v^o. Depuis 1589, on le voit se mêler aux affaires du pays. Il avait participé en déc. 1590 aux opérations de la Ligue dans le nord-est de la province (à la prise de Til-Châtel, p. ex.), puis séjourné sous Dijon (Pépin, 65) et servi à la campagne contre Aumont.

5. Lettres de provisions du duc de Mayenne, Soissons, 1^{er} juin 1591 (CHATILLON, carton Ligue, cahier 19, cop.). Joachim de Chastenay, s^r de Lanty, gouverneur depuis 1568 et député du bailliage aux États de 1588, n'exerçait plus son gouvernement. Le capitaine Sébastien Noirot, élu par les habitants, commandait en fait (CROIX, *Une capitainerie...*). Thenissey prit possession en juillet 1591 (B. CHATILLON, Ms. Bourceret, A /1, p. 35); puis il quitta la ville. Durant la fin de

taine redouté ; noble du pays, parlant haut, et frappant à l'aveugle, ce Thenissey était venu troubler brutalement l'équilibre établi par Sennecey ¹, que, dès 1590 sans doute, il espionnait pour le compte de son maître. Car, comme dit Villegomblain, Thenissey s'était « donné » à Nemours ². Il le servait en Lyonnais en janvier 1591 ; il arborait ses couleurs dans ses expéditions ; il assurait la garnison de son bourg et château d'Époisses ³. Il recrutait pour lui, en Châtillonnais, de nombreux effectifs ⁴. Il devait être son agent à Paris à la veille des États de 1593, et, en attendant, servait ses intrigues en Bourgogne par des « déportemens » que les mayennistes signalaient à leur maître ⁵.

Mais à « la faction de M. de Thenissey et de M. de Nemours ⁶ », d'autres gentilshommes encore participaient : le s^r de Nogent, frère de Thenissey, d'abord ⁷ ; puis, dans la Bourgogne du Sud, le s^r de Laboriblanche, installé par le duc dans Montaigny et qui, de là, surveillait Chalon ⁸ ; le s^r de Varennes-Nagu lui-même, le gouverneur de Mâcon, ancien gentilhomme du duc, et nommé par lui, en avril 1589 ⁹ ; ailleurs le baron de Vitteaux, précieux allié, dont

1591 et toute l'année 1592, il fit service pour Nemours en Bourbonnais, en Normandie, à l'armée réunie par le vicomte de Tavanès sous Verdun-sur-le-Doubs et autour de Dijon (Breunot, Pépin, *pass.*). En janvier 1593, il escorta un temps les députés bourguignons aux États (*Corr.*, II, n° 434). C'est seulement en mai 1593, au moyen d'un coup de main, qu'il s'installa à demeure dans Châtillon (CHATILLON, carton Ligue, cah. 19).

1. Dès le 25 oct. 1590, p. ex., on le voit violant délibérément la neutralité d'Arnay-le-Duc, que Sennecey avait accordée à son compère Charny (LA VIRTOTTE, *Annales d'Arnay*, 114).

2. *Mém. des troubles*, 71. Cf. l'expression de Breunot : « L'on dit que M. de Thenissey est à M. de Nemours du tout » (I, 297, avril 1593).

3. C.-D'OR, C 3071, f. 50 v°. « A Epoisses, il y a 50 soldatz et 25 cuirasses soubz Desforçes, cap. du regiment de Tenissé et est soubz l'autorité de M. de Nemours et dud. Tenissé » (état des garnisons en juill. 1593, B.N., fr. 3984, f. 165). Thenissey s'intitulait gouverneur d'Époisses (C.-D'OR, B 4151).

4. CHATILLON, carton Ligue, cahier 19 (lettres patentes de 1598). Cf. Breunot, I, 378.

5. V. ci-ap., ch. XIV, § III. Sur la suite des relations de Thenissey avec Nemours, constantes et suggestives : Breunot I, 300, 315, 376 ; II, 36, 396, etc. Rapport des mayennistes sur Thenissey : *ib.*, I, 415.

6. Formule de Breunot (I, 421), datée de déc. 1593, il est vrai, mais valable aussi pour 1591-1592.

7. CHATILLON, Ligue, cahier 19 (lettres patentes de 1598) ; MONTBARD, Reg. délib., f. 105 v° : 14 mai 1593.

8. CHALON, BB 10, f. 14, 20 et s. En juill. 1592, lorsque les États veulent le transférer de Montaigny à Louhans, Laboriblanche invoque la protection de Nemours (*ib.*, f. 141 v°).

9. V. ci-dessus, ch. V, p. 355 ; et *Correspondance de Varennes-Nagu*, *pass.*

l'assistance permettait à Nemours de pousser sa pointe au cœur de la noblesse provinciale ¹, et probablement le baron de Lux, qui recrutait pour lui ². Nemours procédait en Bourgogne comme en Dauphiné ou en Berry : il gagnait homme après homme, et son jeu de « proparlements » paraît se révéler même autour de certains serviteurs du roi de Navarre, comme le gouverneur de Verdun, Héliodore de Tyard, s^r de Bissy, à qui il confiait qu'il « ne vouloit reconnoistre M. du Maine ³ », spéculant ainsi sur l'hostilité personnelle qu'avait pu s'attirer son frère. Mayennistes déçus, ou antimayennistes de toujours, il pensait attirer à lui partie des nobles bien armés du pays et, remontant cette avenue septentrionale de Lyon que son frère avait naguère descendue, il en venait à donner « de la jalousie mesmement à M. du Maine en ce qui estoit de la Bourgogne ⁴... »

Cependant, il était, devant lui, un fâcheux : Sennecey, lieutenant de Mayenne, inaccessible aux séductions, et témoin gênant qui obstruait sa route d'un double et irritant obstacle : un programme de paix et une autorité personnelle. Ce baron, dont le plan était de gouverner « doucement » jusqu'à la conversion du « Roy », ne pouvait servir les desseins personnels d'un fauteur de démembrement.

Il avait laissé volontiers Nemours, en juin 1591, prendre en Bourgogne le commandement supérieur de la défense contre Aumont, — non sans avoir essayé, d'ailleurs, de sa méthode à lui, sans avoir d'abord tenté d'arrêter le maréchal par une trêve ⁵. Y ayant échoué, il s'était excusé sur sa santé ⁶, se retirant dans la pénombre du

1. Breunot, I, 378, 421.

2. Breunot, I, 378. Probablement aussi le s^r de Drée.

3. Breunot, I, 296. — On pourrait ajouter peut-être à ces noms ceux de quelques gentilshommes non bourguignons que Nemours employait en Bourgogne, comme le vicomte du Pasquier à Chalon (CHALON, BB 10, f. 175 v^o, 23 octobre 1592).

4. Villegomblain, *Mém. des troubles*, II, 70.

5. Tous les documents cités ci-dessus, § v, témoignent implicitement, et suffisamment, de l'effacement relatif de Sennecey, qui, d'ailleurs, ne laissa pas d'exalter son rôle de protecteur d'Autun pendant le siège, dans sa Requête aux États généraux (1592) (B.N., fr. 4898, f. 32). Fin mai, Sennecey avait engagé avec le maréchal des pourparlers de trêve. Dans une lettre écrite de Chalon, le 29 mai, aux élus, Sennecey se disait sollicité d'entrer en conférence et demandait l'envoi de 6 députés (C.-D'OR, C 3071, f. 102). Pourparlers illusoires, qui n'eurent pas de suite.

6. V. p. ex. B.N., fr. 4898, f. 32 (où Sennecey vante d'ailleurs ses services).

second plan, laissant à Nemours toute initiative, toute responsabilité dans la guerre, — et traitant pendant ce temps son prisonnier d'Auxonne, Ornano, cet ennemi capital de Nemours précisément, avec les égards qu'il fallait pour s'assurer en lui un futur avocat auprès d'Henri IV ¹.

Mais Sennecey prêtait ainsi le flanc aux malveillances, particulièrement à celles du marquis de Saint-Sorlin, qui avait suivi son frère en Bourgogne. Ce que les documents disent, c'est que Sennecey servit mal Nemours : ce qu'ils ne disent pas, mais qu'on devine, c'est que la présence de cet adolescent fougueux et brouillon aux côtés du prince aggrava les préventions réciproques, et c'est encore, peut-être, que Nemours, souhaitant d'avoir à Dijon un lieutenant sûr, pensa que Saint-Sorlin, qu'on logeait à la conciergerie du Logis du Roy, se fût volontiers installé dans le Logis même ². Les deux jeunes gens et le lieutenant de leur frère aîné parurent d'abord collaborer sans conflit : l'affaire de la capture d'Ornano semblait par eux oubliée ³. Une rancune ardente couvait cependant sous la cendre ; et, une fois Autun délivré, ce furent les dix-neuf ans de Saint-Sorlin qui la révélèrent.

L'occasion fut fournie par l'un de ces gestes équivoques dont Sennecey croyait s'aider dans la défense de ses intérêts personnels. Il avait pu, en juillet, contribuer sans arrière-pensée à l'attaque de Montaignu, dont la prise devait soulager ses Chalonnais, et que tenait, du reste, un simple capitaine d'aventure. Mais, en août, lorsqu'il s'agit d'aller prendre Berzé, le château de René de Rochebaron, son voisin en Mâconnais, dont les représailles étaient à redouter pour sa terre de Sennecey, — il se déroba. Il s'excusa encore, « sur ses goutes », retint ses compagnies, se retira lui-même dans Chalon et pria même Nemours de ne pas attaquer Berzé, demeuré, selon lui, « toujours neutre sans avoir porté aucunung dommage ny ennuy à l'ung ny à l'autre des partys ⁴ ». C'était la deuxième fois que le « prudent Fabius » faussait ainsi compagnie aux gouverneurs

1. V. ci-ap., ch. XII, § III, et Revol à Bellièvre, camp devant Clermont, 27 sept. 1590, B.N., fr. 15909, f. 329.

2. Sur la présence et les prétentions de Saint-Sorlin : MAÇON, BB 57 ; DIJON, B 229, f. 39 v°. Le marquis de Saint-Sorlin était né en 1572, il avait donc 19 ans seulement. Sur son caractère : RICHARD, 417-418 et n.

3. B.N., fr. 4898, f. 32-33.

4. B.N., fr. 17281, f. 369 ; Nemours aux magistrats de Chalon, Mâcon, 6 août 1591, dans PERRY, 372-373.

lyonnais... Mais Nemours pria Sennecey de venir en conférer avec lui à Mâcon et deux jours après, le 6 août 1591, entre Tournus et Mâcon, comme le baron, qui avait renvoyé ses troupes, cheminait « avec peu de gens », Saint-Sorlin, surgissant avec une troupe à cheval, l'appréhenda, et, « tirant pays », courut l'enfermer à Thoissel, au pays des Dombes, sous la garde d'un homme sûr, le vicomte de Chamoy ¹.

Ainsi finirent durant la grande révolte, paradoxalement, en des prisons de la Ligue, les lieutenants de Mayenne en Bourgogne. Cette fois, il faut le noter, un prince prenait l'affaire à son compte. Nemours couvrit son frère devant son demi-frère, et fit transférer Sennecey de Thoissel en sa citadelle de Pierre-Scize ².

Il corsait, cette fois, son intrusion. Non content d'« attraper » en Bourgogne des places et des hommes comme en Berry ou en Dauphiné, il en écartait brutalement le lieutenant de Mayenne. C'était, dans l'exploitation de la Ligue, préparer un grand jeu. Au laisser-faire équivoque de Sennecey, une intention trop claire menaçait de succéder : parmi les ligueurs qui, en l'absence du maître, travaillaient pour eux-mêmes, aucun profiteur de cette audace n'avait encore paru.

VII. — MAYENNE ET NEMOURS.

Libéré en novembre 1591 de sa prison lyonnaise, après trois mois de captivité, Sennecey allait se démettre de sa lieutenance.

1. B.N., fr. 17281, f. 369 et v°. Version de Nemours auprès des Chalonnais : après m'avoir hier prié de ne pas assiéger Berzé, m'avoir ensuite dépêché « à mesme fin son maistre d'hostel et puis son secrétaire », Sennecey est venu de Chalon « à Senecey proche d'icy ». Les Mâconnais protestaient. Je fis cependant dresser des articles que j'envoyai à Rochebaron. Mais « ce matin, mon frere le marquis de Saint-Sorlin, sans me dire adieu..., est party avec quinze ou vingt chevaux et sur le midy j'ay eu de ses nouvelles, et du sieur de Rochebaron à mesme temps, par lesquelles celuy-cy disoit qu'il avoit eu avis que Monsieur de Senecey estoit en sa maison et qu'il ne pouvoit faire response ausdits articles qu'il n'en eust conféré avec luy, et celuy-là que, ne pouvant oublier le tort que luy faisoit le sieur de Senecey pour ce qui s'estoit passé du fait du colonel Alfonse Corse..., il l'estoit allé attendre sur son chemin et l'avoit emmené avec luy en Dombes, où il est à present. Chose qui ne m'a pas moins apporté d'estonnement que de regret... » (lettre citée).

2. B.N., fr. 17281, f. 370. Cf. E. CUAZ, *Le château de Pierre-Scize et ses prisonniers*, Lyon, Rey, 1907, in-8°.

La province était, de nouveau, sans gouverneur¹. Et Nemours, de son côté, pour rendre les deux fils de Sennecey, gardés par lui en otages, exigeait le château d'Auxonne², ce qui était choisir un débouché de choix pour cette belle avenue que, de Mâcon, par Montaigny, par Verdun qu'il pratiquait, par Seurre bien tenu, il se traçait au cœur de la Bourgogne...

Que Mayenne ait conçu « jalousie », comme dit Villegomblain, de ces progrès et aussi de la renommée de son frère, on n'en saurait douter. Comme en 1580, comme en 1586, il surveillait avec soin le destin de Lyon, et pour le défendre contre Ornano ou Lesdiguières, n'avait pas hésité à détacher des troupes de sa propre armée. Mais c'est à Sennecey qu'il les avait données et c'était la conjonction burgundo-lyonnaise qui avait sauvé la grande ville³. Mais pour Nemours il était sans dévouement personnel. Il veillait à garder le contact avec ce trublion, se défiait de ses silences⁴, et le circonvenait à l'aide de ses propres correspondants. De plus, Pierre d'Épinac, revenu en son siège en novembre 1590, y jouait le rôle d'un défenseur du programme unitaire de la Ligue française et du même coup des intérêts de son chef⁵.

L'arrestation de Sennecey et les plaintes qu'il en reçut, celles de Franchesse, des Auxonnais, des Dijonnais lui firent écrire « une bonne despesche à Monsieur de Nemours pour luy faire cognoistre,

1. Retiré à Auxonne, dans cet abri soigneusement conservé, il y continue sa vie de neutre et assure de son mieux à ses Auxonnais la paix et la liberté du commerce (v. p. ex. dès la fin de 1591 l'habileté avec laquelle il leur livre les blés réunis à Pontallier pour les Suisses du roi, B.N., fr. 17281, f. 353, et surtout les ex. cités ci-ap., ch. XII, § III).

2. B.N., fr. 17281, f. 370. P. Cayet, *Chron. nov.*, 512, mentionne comme l'une des causes de sa mésintelligence avec Mayenne les « entreprises qu'il avoit faictes sur la ville et le chasteau d'Aussonne ». De longues insinuations de Mayenne devaient finalement mener à une transaction. Nemours rendit les otages moyennant 60.000 écus qui devaient servir à payer la rançon du duc d'Elbeuf prisonnier depuis 1588. Sur ces tractations : B.N., fr. 17281, f. 370 ; Nemours aux magistrats de Dijon, Saint-Pourçain, 5 nov. 1591, *Corr.*, n° 526. Les 60.000 écus reçus par Nemours étaient ceux que Sennecey avait lui-même touchés d'Ornano, et qui avaient été réunis en partie (2.000) grâce à un prêt consenti par le président de Crespy et le s^r de Bothéon, sénéchal de Lyon pour le roi, qui réclameront plus tard leur remboursement devant le Conseil d'État (N. VALOIS, *Arrêts*, I, p. 365, arrêt du 10 sept. 1599 condamnant Ornano au remboursement).

3. Pépin, 61 ; Mayenne au commandeur de Diou, au duc de Savoie, au s^r de Neuchelles, etc., fév.-mars 1591, dans la *Corr. de Mayenne*, n°s 274 et s., 309, 310, etc. — Le livre annoncé de feu Mariéjol sur Nemours contiendra probablement une étude des relations de ce prince avec Mayenne.

4. Mayenne à Nemours et à Saint-Sorlin, 3 mars 1591 (*Corr. de May.*, n°s 309, 310).

5. Sur ce rôle : RICHARD, *D'Épinac*, 463 et s.

disait-il, que nous ne sommes pas au temps qu'il faille preferer son interest particulier au bien general ¹ ». C'était le ton du « souverain » lésé. Mais c'était aussi vaine censure : le conflit sourd entre Mayenne et son frère allait se perpétuer.

Or, dans ce conflit pressenti, la Bourgogne, à la fin de 1591, commençait à prendre parti. L'opinion commune, quelles que fussent les intelligences que Nemours y eût nouées, s'y déclarait contre lui. Et non seulement parce que Sennecey, tout mécontent qu'il fût de Mayenne, s'employait contre l'intrus ; non seulement parce qu'autour de Sennecey c'était l'esprit de paix du Val de Saône qui s'animait ; mais parce que, partout, Nemours s'était aliéné le dévouement des oligarchies urbaines. Avec le lieutenant-général de son frère, c'était le mentor indulgent des suppôts, le protecteur silencieux des bourgeois profiteurs qu'il avait écarté. Et, en même temps, il avait trop pris figure d'un patron des Thenissey, des Vitteaux, des Lux, ces effrois des communes ². Son intrigue politique avait heurté des instincts sociaux. Profiteurs de la Ligue et marchands neutralistes, Dijonnais et Auxonnais réclamaient ensemble le retour de sa victime ³. Admirable rencontre qui signifiait l'attachement à Sennecey, mais aussi le soulèvement des bourgeoisies contre Nemours, champion des nobles déchaînés.

Le prestige et les influences du prince ambitieux, dès la fin de 1591, se trouvaient ainsi limités et déjà refoulés. Contre Aumont,

1. Mayenne aux magistrats de Dijon, Ham, 31 août 1591, *Corr.*, n° 519. Sur l'irritation de Mayenne : B.N., fr. 17281, f. 370 ; et sur sa diplomatie, en général, et en 1591 en particulier, auprès de Nemours, les lettres à ce prince dans GODEMARD, *Documents pour servir à l'hist. de Lyon...*, Lyon, 1839, in-8° (lettres de 1589-1594).

2. La protestation du maire La Verne contre l'arrestation de Sennecey était entre toutes symptomatique et logique : pour une fois, ce champion des oligarques communaux regrettait un lieutenant-général (B.N., fr. 17281, f. 369 v°). Nul doute que les « gens de bien... de ceste province » que le baron remerciait (Sennecey aux magistrats de Dijon, Sennecey, 24 nov. 1591, *Corr.*, n° 529) d'avoir manifesté le « desplaisir... reçu » de sa détention, n'aient été surtout ces hommes des mairies.

3. Chalon proteste auprès de Nemours (PERRY, *Hist. de Chalon*, 372 : réponse de Nemours). Dijon, appuyé par Franchesse, écrit à Mayenne, DIJON, B 229, f. 55 ; l'auteur de l'histoire anonyme, B.N., fr. 17281, dit qu'il se chargea des lettres, f. 369 v°). Pour Auxonne, dont Dijon craignait le soulèvement : B.N., fr. 4898 ; — les magistrats d'Auxonne et Conclaye, capitaine d'Auxonne, aux magistrats de Dijon, 10 août 1591, DIJON, B 457, n° 134, 135 ; les mêmes aux mêmes, 21 oct., *ib.*, n° 143. — Nemours répond aux Dijonnais (24 août, *Corr.*, n° 518) en se déchargeant sur Saint-Sorlin.

le défenseur de Paris avait pu, un instant, briller avec éclat ; mais la fougue de ses entreprises ne dissimulait pas le désordre de ses plans. Faute de fixer ses visées et ses efforts dans l'un des gouvernements où les commissions de son frère lui avaient ouvert accès, il avait assez vite confirmé en tous cette opinion, répandue par les « politiques », que si Mayenne, « le plus gros arc-boutant », supportait mal la charge du gouvernement, nul autre de « ceux de ceste maison » n'était plus apte que lui à commander ¹. Ajoutons : à patronner. Mayenne conservait le bénéfice de sa situation acquise jusqu'à épuisement de son crédit. Nemours, lui, n'offrait que des chances hypothétiques et futures. Il ne signait pas, lui, les lettres de provisions ².

Sentiment inégalement clair, pourtant, suivant les villes. A Mâcon, par exemple, où Lyon exerçait influence assurée, le parti du jeune prince conservait des attaches assez fermes : Lyon, une fois de plus, contredisait la Bourgogne.

Mais voici qu'à Lyon même, dès la fin de 1591, grandissait une hostilité contre Nemours ; que le Consulat passait à la révolte ; que l'archevêque Pierre d'Épinac appuyait sourdement cette révolte. Dans les régions mêmes où le prince avait lancé ses entreprises, Épinac utilisait maintenant contre lui ses parentés et clientèles propres ³. L'on voyait, en Bourgogne, son neveu le baron de Lux, toujours fixé dans son sillage, s'écarter du service du duc ⁴. En 1592, le conflit lyonnais, qui n'était autre, en réalité, que celui de Mayenne et de son cadet, allait troubler, au large

1. Hurault, *Second discours*, dans *Quatre discours...*, 156. Notons la même opinion dans des plaquettes lyonnaises comme les *Lettres écrites à nostre Saint Pere le pape...*, Lyon, Rigaud, 1590, in-8°, 10.

2. On ne trouve même pas de « commissions » de lui à partir de l'été 1591 : indice d'une réduction de son pouvoir en Bourgogne du fait de Mayenne.

3. Sur l'évolution des sentiments lyonnais : Cl. de Rubys, *Hist. véritable de la ville de Lyon*, Lyon, 1604, in-fol. (Rubys est un ligueur acharné, qui sert un certain temps Nemours) ; — *Fragments du journal de Ponson Bernard, échevin lyonnais*, 1592-1595, p. p. Rolle (*Rev. du Lyonnais*, 1865, XXXI, 430) ; — Guill. Paradin, *Journal*, 1592-1593 (*ib.*, 1837, VI). — Sur les préludes du violent conflit qui éclatera en 1593, v., en attendant le vol. de Mariéjol, RICHARD, *D'Épinac*, ch. XVII. P. d'Épinac travaillait à rallier à la Ligue française et au gouvernement de Mayenne des dévouements importants, p. ex. celui du baron de Chaseul (449). D'ap. Richard (455), la plupart des ligueurs lyonnais étaient « partisans de Mayenne ».

4. RICHARD, *D'Épinac*, 448-449.

de Lyon même, le sud de la Bourgogne, et y préparer de loin les voies du retour au roi ¹.

Mais, si instable et vaine que fût la juvénile présomption de Nemours, elle ne laissait pas de dénoncer en Bourgogne, comme l'obscur travail de Mercœur en Bretagne ou de Joyeuse en Languedoc, un péril majeur de démembrement pour cet « Estat » que la Ligue française, unitaire et nationale, voulait conserver, et que Mayenne prétendait tenir « entier ». Les princes sortis l'un après l'autre des prisons du Navarrais, Nemours, puis le jeune duc de Guise, puis le duc d'Elbeuf, furent des fâcheux surgissant à contre-temps au milieu des plans du lieutenant-général, et qui jouèrent trop bien à son gré le rôle que lui-même avait tenu naguère sous Henri III. Mais leur indiscipline eut du moins cette utilité d'avertir Mayenne, absorbé par la guerre à Navarre, la lutte contre les Seize et les tractations espagnoles, du péril où était son autorité dans les provinces. Sennecey, qui s'efforçait d'endormir autour de lui les partis, l'avait sans doute bercé lui-même d'une fausse sécurité. L'intrusion de Nemours allait ramener aux réalités bourguignonnes sa vigilance de chef d'État.

♦ NEMOURS, en travaillant pour lui, sapait l'autorité du gouvernement central. Mais à y bien voir, c'est de la Ligue bourguignonne presque entière que Mayenne recevait mauvais service. Sauf chez quelques idéologues, les grandes thèses, les grandes passions ne suffisaient plus, à la fin de 1591, ou même n'avaient jamais suffi à soutenir en Bourgogne l'obéissance à Mayenne. Les ligueurs exploitaient la Ligue, et, pour la Ligue, c'était peut-être là chance hypothétique de durée, mais plus certainement grave méchef pour la politique du maître.

Mayenne pouvait-il encore restaurer une discipline ? Sennecey avait lâché la bride aux intérêts. Durant sa lieutenance, l'esprit ligueur avait achevé de se dénaturer. Pour l'épurer, le « mayennisme » des Bourguignons offrait-il encore quelque ressource ? De la foi en Monseigneur, quelle était désormais la force ?

1. RICHARD, 462 et s., et ci-ap., ch. XVIII, § IV. Nemours, pourtant, réussit à calmer quelque temps l'hostilité du consulat.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME I

<i>Plan sommaire de l'ouvrage</i>	IX
AVANT-PROPOS	XI
DOCUMENTS ET TRAVAUX UTILISÉS	XX

INTRODUCTION. — *Conditions et problèmes de 1587*

1. — <i>Le pays bourguignon</i>	2
---------------------------------------	---

La Bourgogne dans le royaume : passage et frontière, 2. — Les pays bourguignons. Leur diversité, 7. — Sol sans unité précise. Ébauche politique inachevée, 10. — La frontière bourguignonne, mauvaise frontière, 11. — Limites provinciales confuses. Les contacts, 14. — Particularismes historiques et liaisons économiques. Le cas du Charollais, 17. — L'attraction de Paris et de Lyon, 20. — Les épreuves économiques. Le trouble des monnaies, 24. — 1587 : année de misère, 29.

2. — <i>Le milieu social</i>	30
------------------------------------	----

Premiers aspects, 30. — Le désarroi des gentilshommes, 33. — Problèmes domaniaux, 36. — Les gentilshommes : le besoin de la guerre, 40. — La fortune citadine. Les robins : conquêtes domaniales et goût de l'ordre, 43. — Le flot des avocats et procureurs, 48. — Les ambitions des avocats, 51. — Peuple rural, 55. — Peuple urbain, 59. — Le clergé. Abbés et évêques, 60. — Le clergé bourgeois, 65. — Le clergé populaire. Clergé et groupes sociaux, 68. — Conflits sociaux, conflits essentiels, 70.

3. — <i>Le gouvernement</i>	73
-----------------------------------	----

Le gouverneur, 73. — Le lieutenant-général : homme du pays et homme du roi, 77. — Les officiers du roi. Les corps locaux, 80. — Les officiers du roi. Les corps dijonnais, 82. — Le Parlement de Dijon, 84. — Les puissances indigènes. Les maires et échevins, 88. — Les maires et échevins : la défense des libertés, 91. — Les puissances indigènes. Les États provinciaux, 94. — Les États et la défense des intérêts bourguignons, 99.

4. — <i>L'« établissement » de Mayenne en Bourgogne</i>	102
Le Mayenne de 1587, 102. — Les attaches bourguignonnes, 108. — Faible popularité et clientèle troublée, 112. — Les serviteurs personnels. Pierre Jeannin, 115.	
5. — <i>Eléments généraux de l'esprit public</i>	119
La Bourgogne catholique, 119. — Le discrédit du roi, 124. — La fidélité monarchique et française, 127. — La Ligue. Deux directions : L'action de Paris, 133. — La Ligue. Deux directions : Le patronat de Mayenne, 136. — Quelques conditions de l'information, 139.	
6. — <i>Problèmes de 1587</i>	147
La question de l'opinion populaire. Les moines ligueurs, 147. — La prudence des échevinages, 152. — Les « catholiques » des communes. Deux esprits, 155. — Le problème des oppositions à Mayenne. Le lieu- tenant-général et les évêques, 157. — Le problème des oppositions à Mayenne. La bourgeoisie des offices, 160. — Problèmes de comman- dement et d'influence. L'indépendance des comtés extrêmes, 162. — Problèmes de commandement et d'influence. Le neutralisme marchand du Val de Saône, 165. — A la veille de la journée des Barricades, 167.	

1^{re} PARTIE. — *Le mayennisme (1588-1591)*

I. — LE MOUVEMENT GUISARD ET PARISIEN DE 1588

I. <i>Les Barricades. L'appel de Paris</i>	173
II. <i>Les Barricades. L'action de Mayenne</i>	179
III. <i>Le serment d'Union</i>	183
IV. <i>La Bourgogne aux Etats de Blois. Etienne Bernard</i>	187
V. <i>Mayenne à Lyon. La recherche d'un lieutenant</i>	197
VI. <i>Les « escoutes » de Blois</i>	203
VII. <i>Mayenne et Guise en 1588. Le jeu « à part »</i>	208

II. — LA RÉVOLTE DE MAYENNE

I. <i>La nouvelle des assassinats. Les parlementaires contre Mayenne</i>	218
II. <i>Le retour de Lyon. Le refuge bourguignon</i>	226
III. <i>Mayenne dans Dijon</i>	230
IV. <i>L'alliance avec les mairies. Les bases du mayennisme communal</i>	235
V. <i>Fervaques lieutenant-général. Le Conseil de Dijon</i>	239
VI. <i>L'adhésion de Mayenne à la révolte de la Ligue</i>	244
VII. <i>Le départ pour Paris. La base bourguignonne</i>	250

III. — LA RÉVOLTE. LES VILLES

I. <i>Le premier élan : le peuple</i>	257
II. <i>Mayennisme urbain de 1589</i>	262
III. <i>La révolution parisienne et les villes de Mayenne</i>	266
IV. <i>Les clercs. L'ardeur cléricale d'Auxerre</i>	272
V. <i>L'esprit neutre. Les marchands du Val de Saône</i>	277
VI. <i>La dispute des villes de Saône. Seurre. Saint-Jean-de-Losne. Auxonne.</i> <i>Chalon. Mâcon</i>	283
VII. <i>Apparences et réalités. Le nouveau serment ligueur</i>	289

IV. — LA RÉVOLTE ET LES GENTILSHOMMES.

LA BOURGOGNE SANS CHEF

I. <i>Le partage des gentilshommes. Les idées et les doctrines</i>	294
II. <i>Les « considérations ». Barons et petits seurs. Gentilshommes bour-</i> <i>guignons et hommes de Monseigneur</i>	299
III. <i>La solidarité noble. Les « rieurs » et les neutres. Sennecey</i>	308
IV. <i>Pas de grand chef contre Mayenne. Le duc de Nevers</i>	315
V. <i>Pas de chef mayenniste. La duplicité de Fervaques</i>	322
VI. <i>L'absence de Mayenne et la « guerre de châteaux »</i>	327

V. — CONFLITS SOCIAUX ET SAINTE-UNION.

LA MISSION DE NEMOURS

I. <i>Oligarchies communales et gentilshommes au printemps de 1589</i>	334
II. <i>Avocats-échevins et officiers</i>	339
III. <i>La riposte des robins. Un gouvernement contre Mayenne</i>	343
IV. <i>La riposte des gentilshommes. La guerre aux villes</i>	348
V. <i>Déconvenue de Mayenne. La mission du duc de Nemours</i>	352
VI. <i>Le désordre ligueur à la veille de la mort du roi</i>	360

VI. — APRÈS LA MORT DU ROI. LES « INTÉRÊTS »

CONTRE LA RÉUNION

I. <i>Les Etats et le Conseil de la Sainte-Union. L'appel aux catholiques</i> <i>royaux</i>	367
II. <i>L'Advis d'Etienne Bernard</i>	374
III. <i>Le Parlement de Dijon. Les évêques</i>	378
IV. <i>Les mairies contre la Réunion</i>	381
V. <i>Le veto de Flavigny</i>	386
VI. <i>L'appel de Mayenne et les gentilshommes</i>	391
VII. <i>Le passage du légat Caetano. La Réunion condamnée</i>	395

VII. — LA LIEUTENANCE DE SENNECEY ET
L'EXPLOITATION DE LA LIGUE (1589-1591)

I. <i>Sennecey lieutenant-général : l'apaisement</i>	401
II. <i>La défense des intérêts privés et le profit au temps de Sennecey</i>	410
III. <i>La poussée communale</i>	415
IV. <i>Le régime des oligarques</i>	421
V. <i>Le maréchal d'Aumont en Bourgogne (1591)</i>	428
VI. <i>Les intrigues de Nemours. L'éviction de Sennecey</i>	437
VII. <i>Mayenne et Nemours</i>	445

